LE DÉPARTEMENT

ACTES ADMINISTRATIFS DU DÉPARTEMENT DU VAR

Année 2025 - n°24

Publication parue
le 2 mai 2025

LE DÉPARTEMENT

Commission permanente

DÉLIBÉRATIONS

Séance du 28 avril 2025

SOMMAIRE

G1 SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) BGO FIRST A LA SEYNE-SUR-MER - RAPPORT D'ACTIVITE DE L'EXERCICE 2023 6

G2 SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (SAFER PACA) A MANOSQUE - RAPPORT D'ACTIVITE DE L'EXERCICE 2023 15

G4 EVOLUTION DU TAUX DE REMUNERATION DES MEDECINS VACATAIRES AGREES ET AUGMENTATION DU TAUX DE REMUNERATION DES MEDECINS SPECIALISES EN SANTE AU TRAVAIL - ABROGATION DES DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE G3 DU 14 OCTOBRE 2024, G3 DU 19 MARS 2024 ET G7 DU 18 DECEMBRE 2023 27

G7 CONTRAT D'ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE - CESSION D'UN VEHICULE DEPARTEMENTAL SUITE A UN SINISTRE 31

G9 CALCUL DE LA VALEUR ESTIMEE DES BESOINS EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS EN APPLICATION DES ARTICLES R.2121-5 ET R.2121-6 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE - ABROGATION DE LA DELIBERATION A11 DU 13 OCTOBRE 2020 34

G10 MARCHES RELATIFS A LA REALISATION DE TRAVAUX DE DEPOSE, DE RETRAIT ET D'INTERVENTION SUR MATERIAUX AMIANTES DANS LES BATIMENTS ET COLLEGES DU DEPARTEMENT DU VAR (2 LOTS) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT 38

G11 MARCHES RELATIFS A LA REALISATION DE MISSIONS DE DIAGNOSTICS PREALABLES AMIANTE, PLOMB, ETAT PARASITAIRE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) DANS LE PATRIMONIE BATI DU DEPARTEMENT DU VAR (5 LOTS GEOGRAPHIQUES) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT 41

G12 MARCHES RELATIFS A LA REALISATION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION DES COLLEGES ET BATIMENTS DU DEPARTEMENT DU VAR - PLOMBERIES-SANITAIRES (4 LOTS GEOGRAPHIQUES) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT 46

G13 MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION DU PATRIMOINE BATI ET NON BATI DU DEPARTEMENT DU VAR - SYSTEME DE PILOTAGE DES INSTALLATIONS ENERGETIQUES - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT 49

G14 SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAGEP - MARCHES RELATIFS AU MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE POUR LA CONSTRUCTION DU GYMNASE DU COLLEGE DE LA GARDE ET MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE PLAN DE RENOVATION DES COLLEGES - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT 52

G16 CONVENTION POUR UNE POLITIQUE D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LE VAR A PASSER AVEC L'ACADEMIE DE NICE ET LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES 55

G28 CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR, LE MINISTERE DE LA JUSTICE (SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DU VAR), LES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DU VAR ET DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS DES BIBLIOTHEQUES CARCERALES DU DEPARTEMENT 71

G33 PLAN VELO DEPARTEMENTAL - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION GRACIEUSE AU PROFIT DU DEPARTEMENT DU CIRCUIT AUTOMOBILE DU VAR AU LUC-EN-PROVENCE A L'OCCASION DE LA MANIFESTATION MAI A VELO 2025 82

G45 MISE A L'ABRI DES FAMILLES AVEC ENFANT(S) - MISE A DISPOSITION DU SITE DE L'ANCIENNE GENDARMERIE DE BANDOL POUR LA CREATION D'UN CENTRE D'HEBERGEMENT D'URGENCE DANS LE CADRE DU PROJET "FEMMES LIBRES" - MOBILISATION DES CREDITS FEDER-MARITTIMO ET LANCEMENT D'UN APPEL A MANIFESTATION D'INTERET 98

G46 MARCHES RELATIFS A LA MAINTENANCE ET L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE CUISINE ET DE BUANDERIE DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE (2 LOTS) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT 108
G52 MOTION POUR LA SECURISATION DES GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES 111
G53 PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE SUR LA COMMUNE DU MUY 116
G54 SCHEMA DEPARTEMENTAL POUR L'ACCUEIL ET L'HABITAT DES GENS DU VOYAGE 2025-2031 - SUBVENTION EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION SOLIHA VAR A LA GARDE POUR LA MISSION DE MEDIATION ET DE COORDINATION EN FAVEUR DES GENS DU VOYAGE ET CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC L'ETAT ET SOLIHA VAR AU TITRE DE L'ANNEE 2025 119
G55 CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX SUR LE TERRITOIRE DE DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION 2025-2031 127
G56 CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SUD SAINTE BAUME 2024-2030 165
G58 ERILIA SA D'HLM - GARANTIE D'EMPRUNT POUR FINANCER L'OPERATION "LES RESIDENCES DU PARC (EX-BOUILLIBAYE)" D'ACQUISITION EN VENTE EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT (VEFA) DE 27 LOGEMENTS, LIEU-DIT LA BOUILLIBAYE A SIX-FOURS-LES-PLAGES 187
G59 UNICIL SA D'HLM - GARANTIE D'EMPRUNT POUR FINANCER L'OPERATION "AMBROISE CROIZAT" D'ACQUISITION - AMELIORATION DE 13 LOGEMENTS, RUE AMBROISE CROIZAT A TOURVES 194
G60 UNICIL SA D'HLM - GARANTIE D'EMPRUNT POUR FINANCER L'OPERATION "AZUR LODGE PLS" D'ACQUISITION EN VENTE EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT (VEFA) DE 2 LOGEMENTS, 312 RUE JOSEPH LAURE A LA LONDE-LES-MAURES 201
G63 AFFECTATION DE L'OPERATION DE TRAVAUX A REALISER POUR L'AMENAGEMENT DE LA TOUR DU FAUCON, SUR L'ESPACE NATUREL SENSIBLE DU DEFENS DE LA TOUR A PUGET-VILLE SUR L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE AUX CIRCUITS THEMATIQUES DES ENS 208
G64 REVALORISATION DE L'AFFECTATION DE L'OPERATION INDIVIDUALISEE "AMENAGEMENT DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE JARDIN DU LAS - TRAVAUX" AFFECTEE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME "CIRCUITS THEMATIQUES ESPACES NATURELS SENSIBLES" 211
G65 CREATION PAR LA SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE D'UNE SOCIETE DE PROJET "SAS TERRESOL ENERGIE" EN ASSOCIATION AVEC LA COOPERATIVE ENERCOOP PACA 214
G66 ESPACE NATURE DEPARTEMENTAL DU PLAN - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PARCELLES DE L'ESPACE NATURE DEPARTEMENTAL DU PLAN SITUE SUR LA COMMUNE DE LA GARDE - PARTENARIAT AVEC LE CCAS DE LA GARDE ET L'ASSOCIATION DES JARDINS FAMILIAUX DU PARC NATURE POUR LA MISE A DISPOSITION DE JARDINS FAMILIAUX - AUTORISATION D'OCCUPATION PRECAIRE (AOT) POUR 8 AUTRES PARCELLES 266
G67 GESTION CYNEGETIQUE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) - CONVENTION PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A PASSER AVEC LA SOCIETE DE CHASSE LA BAGNOLAISE POUR LA PRATIQUE DE LA CHASSE SUR LES PROPRIETES DEPARTEMENTALES MALPASSET ET MUERON-COLLE ROUSSE A BAGNOLS-EN-FORET 291
G68 APPROBATION DES CONTRATS OPERATIONNELS DE MOBILITE A PASSER ENTRE LES ACTEURS LOCAUX DES POLITIQUES DE MOBILITE 309
G69 CLOTURE DE L'OPERATION INITIALE ET AFFECTATION DE L'OPERATION DE SECURISATION DE L'ANTENNE PARCOURS CYCLABLE DU LITTORAL DESSERVANT SAINT-TROPEZ LE LONG DE LA RD 98 ET DE LA RD 98A, SUR L'AUTORISATION DE PROGRAMME “TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RESEAU CYCLABLE" 1454

G74 CESSION D'UN DELAISSE DE VOIRIE DEPARTEMENTALE, LIEU-DIT LA BASSE COMBE EN BORDURE DE LA RD 13 A COTIGNAC ET ABROGATION DE LA DELIBERATION G105 DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 19 SEPTEMBRE 2024 1457

G77 TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN TOURNE A GAUCHE SUR LA RD 555 EN AGGLOMERATION AVEC TRANSFERT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE EMPRISE DEPARTEMENTALE DEJA UTILISEE COMME CHEMIN D'ACCES AUX HABITATIONS - CONVENTION A CONCLURE AVEC LA COMMUNE DE TRANS-EN-PROVENCE 1466

G78 MARCHE CONCERNANT L'AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE AVEC LES RUES CROS DE BOYER ET SIMONE VEIL, DE L'AVENUE DE LA MIRANDOLE ET DE LA RD 63 A SIX-FOURS-LES-PLAGES (LOT 1) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT 1485

G79 MARCHE RELATIF AUX MISSIONS DE RECONNAISSANCES ET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET GEOTECHNIQUES SUR LES VOIRIES DEPARTEMENTALES ET LES SITES DE LA COMPETENCE DU DEPARTEMENT DU VAR - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT 1488

G80 ADHESION A L'ASSOCIATION "RESEAU VELO ET MARCHE" A PARIS ET DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU DEPARTEMENT 1491

MPA/DF/
NC

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G1

OBJET : SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE (SAEML) BGO FIRST A LA SEYNE-SUR-MER - RAPPORT D'ACTIVITE DE L'EXERCICE 2023

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : M. Thierry ALBERTINI, M. Dominique LAIN, Mme Valérie MONDONE, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1524-5 du titre II traitant des sociétés d'économie mixte locales, selon lequel « les organes délibérants des collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis, au moins une fois par an, par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance », et D.1524-7 mentionnant les informations à intégrer au contenu dudit rapport,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'information à la commission administration générale, moyens généraux et projets structurants du 14 avril 2025

PREND ACTE :

- du rapport annuel relatif à l'activité 2023 de la société anonyme d'économie mixte locale "Bgo First", joint en annexe, située zone portuaire Brégaillon bâtiment First 83500 La Seyne-sur-Mer, tel que reconstitué à partir des éléments d'information disponibles et en l'absence de rapport de gestion communiqué par la société.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1100911-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

Rapport annuel des représentants du Conseil départemental du Var administrateurs de la Société BGO FIRST - Exercice 2023

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE LA SOCIETE 2
1.1. Historique 2
1.2. Objet social..... 2
1.3. Nombre de salariés..... 3
1.4. Répartition du capital..... 3
1.5. Organisation de la gouvernance 3
1.6. Principales activités et opérations de l'année écoulée 4

2. ÉTAT DES RELATIONS ENTRE LE DEPARTEMENT ET BGO FIRST..... 4
2.1. Les contrats passés..... 4
2.2. Apports en compte courant d'associés..... 4
2.3. Garantie d'emprunt et aides octroyées..... 4

3. MODIFICATION DES STATUTS EFFECTUEE DANS L'ANNEE 2023..... 4

4. EVOLUTIONS DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES EN 2023 …….....4

5. ETAT DE L'ENSEMBLE DES PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE BGO FIRST ET DE SES FILALES……..... 5

6. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES.…..... 5

7. ETAT DES PROCEDURES DE PREVENTION ET DE DETECTION DES FAITS D'ATTEINTE A LA PROBITE……...…… 5

8. CONTRÔLES EVENTUELS DONT LA SOCIETE FAIT L'OBJET.……..... 5

9. MODALITES D'EXERCICE DU CONTRÔLE ANALOGUE. 5

10. BILAN DE LA GOUVERNANCE DE LA SOCIETE BGO FIRST……..... 5

11. ELEMENTS DE REMUNERATION... 5

12. SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE. 6

13. REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RESULTAT PAR SECTEUR D'ACTIVITE….. 6

14. REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DISTINGUANT LA PART D'ACTIVITE EXERCEE POUR LE COMPTE DES ACTIONNAIRES,CELLE EXERCEE POUR LE COMPTE DES PERSONNES NON ACTIONNAIRES ET CELLE RELEVANT DES OPÉRATIONS PROPRES……. 6

1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

1.1. Historique

La Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) BGO FIRST, créée le 14 octobre 1988, gère l'exploitation d'un bassin sur un terrain relevant du domaine public portuaire via une convention d'occupation conclue avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV), en date du 13 novembre 1989, et qui prendra fin le 31 décembre 2025. La CCIV est concessionnaire du port par arrêté interministériel du 24 janvier 1956, tandis que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, l'autorité concédante.
L'activité génératrice de flux financiers pour la SAEML est liée à la mise en œuvre du contrat de location du bassin de génie océanique établi entre la SAEML et la société OCEANIDE, exploitant du bassin.
S'agissant de l'ouvrage, son coût s'est élevé à environ 12,2 M€ avec un financement principalement constitué de subventions (Département, Région, Etat, Europe, Ville de La Seyne sur Mer, Ville de Toulon, CCIV et IFREMER) ; à ce titre, le Département aura contribué à hauteur d'environ 4,2 M€ (soit près de 35 % du financement) :

En €	**Quote-part du financement par subvention**
CD83	**4 207 592,88**
Région	4 148 823,78
Etat	1 097 632,92
Ville de la Seyne	1 429 743,11
Ville de Toulon	686 020,58
CCIV	432 665,56
IFREMER	72 580,98
FEDER (direct)	121 959,21
autre	7 622,45
Total	**12 204 641,46**

Le siège social de la SAEML est situé dans la zone Portuaire Brégaillon bâtiment First 83500 LA SEYNE-SUR-MER.

1.2. Objet social

L'objet social de la société du bassin de génie océanique est défini dans l'article 2 des statuts de la manière suivante :
" La société a pour objet de réaliser et d'exploiter, afin de mettre à la disposition des usagers, des moyens leur permettant d'effectuer des essais en bassin d'ouvrages, d'outils ou d'engins d'interventions sous-marine. À cet effet, la société est principalement chargée de réaliser et d'exploiter un bassin de génie océanique sur le territoire de la commune de la Seyne sur mer. La société exercera les activités visées ci-dessus, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui ; elle pourra, en particulier, exercer ces activités dans le cadre de conventions passées dans les conditions définies par l'article 5 de la loi no 83.597 précitée. D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation".

1.3. Nombre de salariés

1 salariée au 31 décembre 2023.

1.4. Répartition du capital

Le capital social s'élève à 480 519€ (31 520 actions de 15,24€) réparti de la manière suivante :

Actionnaires	Part du capital social en %	Nombre d'actions	Répartition du capital social en €
CD83	**43,31**	**13 650**	**208 092,90**
CCIV	21,00	6 619	100 096,00
Conseil Régional	12,23	3 855	58 769,09
IFREMER	10,28	3 239	49 378,23
Ville de la Seyne sur mer	9,31	2 935	44 743,78
Ville de Toulon	3,85	1 215	18 522,55
Fontana (personne physique)	*0,02*	*5*	*76,22*
Quatre (personne physique)		*1*	*15,24*
GEP ASTEGO		*1*	*15,24*
Total	100	31 520	**480 519,30**

1.5. Organisation de la gouvernance

- **Composition du Conseil d'administration au 31 décembre 2023**

➪ Représentants du Département du Var

- Assemblée Générale : Madame Nathalie BICAIS (Titulaire) et Monsieur Joseph MULÉ (suppléant) ;
- Conseil d'administration : Mesdames Nathalie BICAIS (Présidente Directrice Générale de la SAEML) et Laetitia QUILICI ainsi que Monsieur Joseph MULÉ (membres).

➪ Représentants au Conseil d'administration (13 mai 2024)

- **Le Conseil départemental du Var**, représenté par Madame Nathalie BICAIS et Monsieur Joseph MULE,
- **La Ville de Toulon**, représentée par Madame Magali TURBATTE et Monsieur Guy LE BERRE,
- **La Ville de la Seyne sur Mer**, représentée par Monsieur Joseph MINITI,
- **La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV)**, représentée par Monsieur Jacques GHELARDI,
- **La société IFREMER**, représentée par Monsieur Vincent RIGAUD.

1.6. Principales activités et opérations de l'année écoulée

L'activité génératrice de flux financiers pour la SAEML est liée à la mise en œuvre du contrat de location du bassin dont le terme est fixé au 31 décembre 2025. Sur l'exercice, le loyer a été revalorisé à hauteur de +3,5 % générant un chiffre d'affaires de 255,1K€ HT (306,1K€ TTC) pour 2023.

En application de l'article 12.3 du contrat de location, la SAEML est également responsable des travaux du propriétaire (à savoir les réparations et les gros travaux du bâtiment) dont le volume augmente fortement (+15,3K€) sur 2023 et atteint 30,9K€ H.T (37K€ T.T.C) tandis que le locataire a des obligations spécifiques liées au contrat en termes de prise en charge de frais liés à son activité.

2. ÉTAT DES RELATIONS ENTRE LE DÉPARTEMENT DU VAR ET BGO FIRST

2.1. Les contrats passés

Il n'y a pas eu de nouveaux contrats passés avec le Conseil départemental du Var sur l'exercice 2023.

2.2. Apports en compte courant d'associés

Aucun apport n'a été réalisé sur l'exercice 2023.

2.3. Garantie d'emprunt et aides octroyées

Aucune garantie n'a été octroyée de la part du Conseil départemental du Var.

3. MODIFICATION DES STATUTS EFFECTUÉE DURANT L'ANNÉE 2023

Aucune modification statutaire n'est intervenue durant l'année 2023.

4. ÉVOLUTIONS DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES EN 2023

Pas d'évolution notable sur l'exercice étudié.

5. ÉTAT DE L'ENSEMBLE DES PARTICIPATIONS DE LA SOCIÉTÉ BGO FIRST ET DE SES FILIALES

Sans objet.

6. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Aucun risque d'ordre financier, technique ou conjoncturel n'a été identifié.

7. ÉTAT DES PROCÉDURES DE PRÉVENTION ET DE DÉTECTION DES FAITS D'ATTEINTE À LA PROBITÉ

Sans objet.

8. CONTRÔLES ÉVENTUELS DONT LA SOCIÉTÉ FAIT L'OBJET

Sans objet.

9. MODALITÉS D'EXERCICE DU CONTRÔLE ANALOGUE

Sans objet. Cet item ne concerne que les Sociétés Publiques Locales (SPL).

10. BILAN DE LA GOUVERNANCE DE LA SOCIÉTÉ BGO FIRST

Au cours de l'année 2023, le conseil d'administration s'est réuni une fois le 28 avril 2023 ainsi que l'assemblée générale le 11 juin 2023 (approbation des comptes annuels 2022). Dans le cadre de l'approbation des comptes annuels 2023, l'assemblée générale s'est réunie le 21 juin 2024.

11. ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION

Les membres du Conseil d'administration, y compris sa Présidente, ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur fonction.

12. SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

La société dispose d'un équilibre structurel correct sur l'exercice avec des capitaux stables couvrant toujours les emplois stables (immobilisations de l'actif) et dégageant quelques marges permettant de couvrir les éventuels besoins du cycle d'activité. Ce dernier s'autofinance (dettes > créances) et vient en suivant alimenter la trésorerie qui se maintient à un niveau confortable (ratio de couverture de charges de plus de 16 mois).

Le chiffre d'affaires, composé uniquement du loyer versé par Océanide, s'élève à 255,1K€, identique au total des produits d'exploitation (246,5K€ en 2022).
En parallèle, les charges d'exploitation totalisent 385,9K€ (378,9K€ en 2022) s'expliquant par les travaux réalisés sur l'exercice (30,9K€ contre 15,6K€ en N-1). La masse salariale chargée représente 11,3K€ contre 12,1K€ en 2022 et concerne la seule et unique salariée de la société disposant d'un contrat à temps partiel de 8h par semaine (soit 0,23 ETP).

Au final, le résultat net, bien qu'en recul, reste positif à hauteur de 5,2K€ (20,7K€ en n-1) par le biais du résultat exceptionnel (152,4K€) issu de l'amortissement des subventions d'investissement. Lors de l'AGO du 21 juin 2024, les actionnaires ont décidé de d'affecter 5% en réserve légale soit 260€ et le solde soit 4 943€ au crédit du compte « autres réserves ».

Un complément d'information portant sur les trois derniers exercices figure dans l'annexe "suivi des résultats et des participations".

13. RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RÉSULTAT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Sans objet.

14. RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DISTINGUANT LA PART D'ACTIVITÉ EXERCÉE POUR LE COMPTE DES ACTIONNAIRES, CELLE EXERCÉE POUR LE COMPTE DES PERSONNES NON ACTIONNAIRES ET CELLE RELEVANT DES OPÉRATIONS PROPRES

Sans objet.

TABLEAU de PARTICIPATION et des RÉSULTATS

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DU BASSIN DE GÉNIE OCÉANIQUE FIRST

BGO FIRST

Valeur en Euros			
	2021	**2022**	**2023**
PARTICIPATION			
Capital	480 519	480 519	480 519
Nombre total d'actions	31 520	31 520	31 520
Nombre d'actions détenues par le CD83	13 650	13 650	13 650
Soit en pourcentage	43,3%	43,3%	43,3%
Soit en valeur	208 093	208 093	208 093
Produits d'exploitation	242 895	246 461	255 062
Charges d'exploitation	394 607	378 914	385 880
Résultat d'exploitation	-151 712	-132 454	-130 818
Résultat financier	601	525	2 697
Résultat exceptionnel	159 429	159 555	152 387
Autres déductions (IS)	2 205	6 906	19 062
Résultat de l'exercice	6 114	20 719	5 203

MPA/DF/
NC

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G2

OBJET : SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (SAFER PACA) A MANOSQUE - RAPPORT D'ACTIVITE DE L'EXERCICE 2023

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : M. Thierry ALBERTINI, M. Dominique LAIN, Mme Valérie MONDONE, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.3121-18 traitant de l'information des membres du Conseil Départemental sur les affaires du Département,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'information à la commission administration générale, moyens généraux et projets structurants du 14 avril 2025

PREND ACTE :

- du rapport d'activité 2023 de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural PACA « SAFER » joint en annexe située route de la Durance BP 116 - 04101 Manosque cedex.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1100930-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

SOCIETE ANONYME D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL PACA

SAFER PACA

RAPPORT D'ACTIVITÉ

EXERCICE 2023

Annexe à la délibération de la CP du 28 avril 2025

La SAFER Provence Alpes Côte d'Azur, **Société Anonyme d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural**, a été constituée le 11 octobre 1963 par arrêté ministériel.

La société a pour objet de contribuer, en milieu rural, à la mise en œuvre du volet foncier de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire rural, dans les Départements des Alpes de Haute-Provence, des Hautes-Alpes, des Alpes Maritimes, des Bouches du Rhône, du Var et du Vaucluse.

En 2023, avec 6 363 actions sur un total de 132 239, le Département du Var détenait 4,81% du capital social, soit une participation de 114 534 € sur un total de 2 380 302 €.

A la clôture de l'exercice étudié, les représentants du Département au sein du Conseil d'Administration de la SAFER sont :

- Madame Véronique BACCINO (Titulaire)
- Monsieur Louis Reynier (Suppléant).

Dans le cadre de leur fonction et conformément aux dispositions de l'article 210 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, ces derniers n'ont perçu aucune rémunération ni avantages en nature en 2023.

En revanche, les mandataires sociaux ont bénéficié d'une rémunération mensuelle à hauteur de 4 197€ brut (Président + DG) et d'avantages en nature pour la mise à disposition de véhicule (557€ mensuels).

I - DESCRIPTION DE L'ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2023

A. Les faits marquants

Sur le plan institutionnel

✔ *Nomination au sein de la Direction Générale de la SAFER PACA*

En juillet 2023, Monsieur Jean-Marie DIGUE a été nommé Directeur Opérationnel Adjoint Délégué aux Affaires Juridiques et Opérations Sociétaires.

✔ *Nominations au sein des des Directions Départementales*

En avril 2023, pour la Direction Départementale du Var, Monsieur Christophe Campanelli a été nommé en tant que directeur départemental en remplacement de Monsieur Bruno VIEUVILLE, parti en retraite. Pour les Bouches-du-Rhône, Madame Véronique SARRAZIN a été nommée au titre de Directrice Départementale. Enfin, pour la Direction Départementale des Hautes-Alpes, Monsieur Aurélien LEQUETTE a été nommé Directeur Départemental en juillet 2023.

✔ *Evolution de la parité hommes/femmes du 1er collège du Conseil d'Administration*

Faisant suite au remplacement de la représentante de la Confédération Paysanne par Monsieur Sylvain AUDEMARD, la règle de parité rappelée dans l'article 15 des statuts de la SAFER, n'était plus respectée dans le Premier Collège. Courant juillet 2023, la Chambre Régionale d'Agriculture a notifié à la SAFER PACA le remplacement de Monsieur Sylvain AUDEMARD par Madame Valérie POURCHIER (PV du CA du 27/09/2023).

✔ *Intégration de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Var (FDSEA)*

Le Conseil d'Administration du 27 septembre 2023 approuve la cooptation de la FDSEA 83 en qualité

de censeur, représenté par Monsieur Sylvain AUDEMARD, Président du Comité Technique Départemental du Var. La résolution est adoptée lors de l'Assemblée Générale du 07 juin 2024.

✔ *Fusion par absorption de la société Terres d'Europe - TE-SCAFR par la Fédération Nationale des SAFER*

En date du 30 novembre 2023, l'Assemblée Générale exceptionnelle de FNSAFER a procédé à la fusion par absorption de la société terres d'Europe, société de conseil pour l'aménagement foncier rural - TE-SCAFR, se substituant à la société TE-SCAFR en qualité d'administrateur (PV de l'AG du 07/06/2024).

Sur le plan des relations avec les partenaires

✔ *Audit de l'Inspection Générale des Finances*

La SAFER PACA fait l'objet d'un audit de l'Inspection Générale des Finances au mois de septembre 2022, à l'instar de 4 autres SAFER (Réunion, Bretagne, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine). Cet audit a permis de dresser une analyse exhaustive et extérieure du mode de fonctionnement de la SAFER PACA. Les propositions émanant du rapport de mission de vérification ont conduit à l'élaboration d'un plan d'actions visant à leur appropriation et leur mise en œuvre.

✔ *Programme Pluriannuel d'Activité de la SAFER (PPAS) 2022-2028*

Le nouveau Programme Pluriannuel d'Activité 2022-2028, encadré par une instruction du Ministère de l'Agriculture du 07 septembre 2021, prévoit notamment la réalisation d'un diagnostic du contexte, une évaluation du plan précédent, une stratégie et des objectifs pour la période 2022-2028. Les objectifs ont été validés en Conseil d'administration le 04 novembre 2023 et présentés dans chaque Comité Technique Départemental (CTD). En 2023, la SAFER PACA a notamment mis en place le suivi des cahiers des charges, répondant ainsi aux propositions formulées par l'Inspection Générale des Finances lors de l'audit réalisé en 2022.

✔ *Chantier Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)*

Anticipant les obligations de la Directive Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD applicable dès 2024), la SAFER PACA a adopté une stratégie RSE pour renforcer son rôle sociétal et territorial. Un plan d'actions a été élaboré pour optimiser son organisation, réduire ses impacts environnementaux et valoriser son image, en cohérence avec ses missions.

✔ *Partenariat pour projets FEADER*

Dans le cadre des projets FEADER, plusieurs partenariats visent à répondre aux enjeux territoriaux tels que la valorisation du foncier agricole, la préservation et la reconquête des espaces agricoles, ainsi que l'amélioration des milieux pastoraux. Ces actions, notamment axées sur la gestion des friches, s'inscrivent dans l'objectif 7 du PPAS : mobiliser les friches et terrains agricolables.

✔ *Loi Sempastous*

La loi Sempastous du 23 décembre 2021 et son décret du 2 décembre 2022, a rendu obligatoire la dématérialisation des Déclarations d'Intention d'Aliéner à compter du 1er janvier 2023. Un système informatique a été mis en place par le Conseil supérieur de Notariat et la FNSAFER, ce qui constitue une évolution marquante dans la région PACA. Un accompagnement au cas par cas a été opéré auprès des études notariales pour la bonne utilisation de l'outil (rapport du CA du 07 juin 2024).

B. Le marché de la SAFER PACA

Après l'affaiblissement du marché foncier rural amorcé lors du second semestre en 2022, l'année 2023 confirme cette tendance avec une baisse de -7 % du nombre d'opérations et -28 % de leur valeur globale, impactant la marge opérationnelle (-26,7 % soit 6 385,7K€) et le chiffre d'affaires HT (-14 % soit 37 676K€) se classant comme la troisième année la plus génératrice sur les cinq derniers exercices.

En ce qui concerne **le marché foncier régional notifié, les transactions sont en forte diminution en nombre (-16 %) enregistrant 17 123 transactions** (20 399 en 2022), **en volume (-8,6 %) soit 33 686 ha** (36 853 ha en 2022) et **-28 % en valeur** (**5 703 359K€** contre 7 930 000K€ en 2022).

Conséquemment sur l'exercice, il ressort une moyenne de 333K€ par transaction (388,7K€ en 2022) et de 169,3K€ par hectare (215,2K€ par hectare en 2022).

Cette tendance est également constatée sur le marché accessible : le nombre est en baisse (15 884 contre 17 684 en N-1), stabilisé en surface (30 208 ha contre 29 132 ha en 2022). En valeur, on remarque un retrait de 25,7 % du marché accessible en un an : 5 359K€ contre 7 212K€ sur l'exercice précédent.

Le taux d'intervention des rétrocessions du marché agricole de la SAFER PACA représente 30 % des transactions en nombre, 38 % des surfaces et 13 % en valeur (hors cessions de parts notifiées ou cédées) soit un taux supérieur à la SAFER France (10 % en nombre, 18 % en surfaces et 15 % en valeur).

En ce qui concerne le Département du Var, l'ensemble des ventes notifiées et acquisitions de la SAFER (hors cessions de parts notifiées) **présente un fort retrait en nombre (-20,3%) avec 3 915 actes** (4 910 actes en 2022) et **en valeur (-28,1 %) atteignant 1 813 576K€** (2 520 958K€ en 2022) contre **une hausse en surface (+0,8 %) avec 7 785 ha** (7 723 ha en n-1).

a) L'exercice des compétences de la SAFER PACA

L'activité en chiffres (source compte-rendu d'activité 2023 et rapport financier 2023)

	2023		2022		2021		Moyenne sur 3 ans (total)
	Total	Var	Total	Var	Total	Var	
Acquisitions :							
- en nombre	1 197	***253***	1 424	***311***	1 531	*338*	1 384
- en volume (ha)	5 345	***1 539***	5 267	***784***	7 222	*2 019*	5 945
- en valeur (K€)	129 470	***44 869***	177 177	***33 972***	269 993	*105 416*	192 213
dont substitutions :							
en nombre	782	***164***	956	***211***	1 056		931
en valeur (K€)	100 305	***35 590***	147 878	***28 082***	231 296	*245 98 650*	159 826
Rétrocessions :							
-en nombre	1 295	***277***	1 487	***320***	1 534	*318*	1 439
-en volume (ha)	5 865	***1 444***	5 161	***800***	7 036	*2 022*	6 021
-en valeur (K€)	135 783	***44 562***	189 077	***36 647***	273 584	*108 213*	199 481
dont substitutions :							
- en nombre	812	***164***	993	***211***	1 114		973
- en valeur (K€)	105 357	***37 299***	154 713	***29 394***	240 803	*245 102 115*	166 958
Stock au 31/12 :							
-en volume (ha)	1 708		2 233		2 128		2 023
-en valeur (K€)	33 398		31 800		33 941		33 046

Face à une situation économique qui s'est considérablement tendue, l'activité de la SAFER PACA a également été impactée par la baisse du marché en termes de nombre d'acquisitions avec 1 199 actes traités (contre 1 424 en 2022) et **en valeur** (**129 470K€** contre 177 177K€ en N-1) alors qu'on note une légère hausse (+1,5 %) **en surface** (**5 345 ha** contre 5 270 ha sur l'exercice précédent**)**.

S'agissant des **acquisitions**, il est constaté :

- - une baisse en nombre (-15,9 %) et en valeur (-26,9 %) contre une hausse en surface (+1,5%),
- - des acquisitions par préemption (296) à hauteur de 28,6 % des opérations initiées (1 035 dossiers),
- - des préemptions en révision de prix (594 contre 614 en 2022) couvrant 516 ha au prix de 8 900K€,
- - un recul des préemptions partielles (165 dossiers contre 191 en N-1),
- - des substitutions représentant 65,3 % de l'ensemble.

Concernant les **rétrocessions,** elles suivent la même tendance baissière en nombre (1 309 soit -12,6 %) et en valeur (136 062K€ soit -28,2 %) alors qu'elles augmentent en termes de surface (5 865 ha, soit +13,6 %) .

La destination des rétrocessions se répartit comme suit :

- 84,2 % des surfaces ont été orientées vers des projets agricoles,
- 28 % des surfaces ont été orientées en faveur des circuits de proximité,
- 34,4 % des surfaces en faveur de la protection de l'environnement,
- 18,9 % des surfaces en faveur de l'agriculture biologique.

Enfin, parmi les 397 rétrocessions en faveur de l'installation, 102 correspondent à une première installation dont 77 hors cadre familial tandis que 122 ont été effectuées en faveur du confortement après installation (117 en 2022).

Parallèlement, **le stock comptable brut de la SAFER ressort à 33 398K€** soit une hausse de 1 611K€. Cette augmentation est constatée sur les départements du Vaucluse (+3 975,8K€), en lien avec une acquisition effectuée en octobre 2023 sur la commune de Gigondas pour 3 900K€, du Var (+ 2 789K€) et des Bouches du Rhône (+679,8K€). A contrario, une forte baisse est constatée sur le département des Alpes Maritimes (-4 267,7K€) en raison du déstockage du domaine des Sources de la Siagne et du Château d'Adon, des Alpes de Haute Provence (-1 491,2K€) et plus modérément des Hautes Alpes (-74,7K€).

Concernant le Var, de nombreux stocks ont été constitués à l'occasion de l'Aménagement Foncier Agricole Forestier et Environnemental (AFAFE), abandonné par la suite notamment dans la Basse Vallée de l'Argens. La SAFER est aujourd'hui propriétaire d'une cinquantaine d'hectares, en cours de rétrocession.

Le stock comptable brut en principal à fin 2023 s'élève à 32 212K€ (hors frais) et à 33 398K€ frais compris (1 186K€). Il est provisionné à hauteur de 811K€ soit un stock net de 32 587K€ (contre 31 787K€ en n-1) représentant 1 708 ha (2 233 ha en n-1).

S'agissant du dispositif Sempastous, au niveau national, 9 065 notifications ont été déclarées sur le portail Portos dont 5 % ont été soumises à autorisation (491). Au niveau régional, le bilan des opérations fait ressortir 270 déclarations dont 7 soumises à autorisation et 15 au droit de préemption au 31 décembre 2023.

S'agissant des **contestations et instances contentieuses de la SAFER PACA**, 40 décisions ont été rendues au cours de l'année 2023 dont plus de la moitié sont favorables à la SAFER (55 % soit 22 décisions) contre 10 défavorables et 27 dossiers terminés. Sur l'exercice, 35 nouveaux dossiers ont été initiés représentant 23 nouvelles procédures qui ont été engagées contre la SAFER et 12 nouvelles instances à l'initiative de la SAFER. Au 31 décembre 2023, 134 procédures restent en cours (124 en 2022).

↪Focus sur l'activité de la SAFER dans le VAR

Concernant **l'activité dans le Var**, on note un fort retrait du marché foncier global en nombre (3 915 actes soit -20,3%) et en valeur (-28,1 %) atteignant 1 813 576K€ (2 520 958K€ en 2022) contre une hausse en surface (+0,8 %) avec 7 785 ha (7 723 ha en n-1). Cette diminution se porte essentiellement sur les ventes à destination non agricole hors exemptions que ce soit en nombre (2 890 actes soit -23,8 %), en surface (3 362 ha soit -28,8 %) et en valeur (1 395 926K€ soit - 34,9 %).

S'agissant des acquisitions de la SAFER PACA sur le Var, il est constaté une diminution en nombre (253 actes contre 311 en 2022) alors qu'une hausse est observée en surface (1 539 ha contre 784 ha en 2022) et en valeur (44 869K€ contre 33 972K€ en N-1 soit +32 %).

En leur sein, sont répertoriées les **acquisitions de fonds** non bâtis (199 en nombre pour 582 ha d'une valeur de 6 306K€) et les acquisitions en fonds bâtis (54 en nombre pour 957 ha d'une valeur de 38 563K€ dont 25 346K€ en provenance de domaines de plus de 20 ha).

Les rétrocessions suivent la même tendance, diminuant en nombre (277 actes contre 320 en n-1) alors qu'elles augmentent en surface (1 444 ha contre 800 ha en 2022) et en valeur (44 562K€ contre 36 647K€ en 2022), ce qui engendre un rebond de la valeur moyenne du lot rétrocédé (161K€ contre 115K€ en n-1). En leur sein y figurent :

- 260 actes relevant du **développement agricole** pour 1 403 ha d'une valeur de 43 380K€,
- 86 actes en faveur de l'installation dont 17 hors cadre familial.

Concernant l'analyse du **marché de l'espace rural** pour le Département du Var, on observe un recul sur ce secteur, en terme de nombre avec 3 938 études (4 916 en N-1), en surface avec 7 690 ha (7 737 ha en 2022) et en valeur à 1 813 267K€ (2 522 501K€ en N-1). En son sein, on note 3 196 actes pour l'ensemble du marché non agricole (dont 80 % traitent des surfaces inférieures à 1 ha), correspondant à 4 410 ha d'une valeur de 1 470 766K€. Y figurent également 2 658 actes relevant du marché de l'espace résidentiel et de loisirs et 742 actes relatifs à l'ensemble du marché agricole (dont 346 actes sur le marché des terres et prés).

b) Les missions poursuivies

L'action de la SAFER peut également s'analyser en fonction des missions qui lui sont confiées par l'État et qu'elle a reprises dans son Programme Pluriannuel d'Activité pour la période 2022-2028.

Ce nouveau Programme Pluriannuel d'Activité (PPAS) 2022-2028, encadré par une instruction du Ministère de l'Agriculture du 07 septembre 2021, prévoit notamment la réalisation d'un diagnostic du contexte, l'évaluation du plan précédent, une stratégie et des objectifs pour la période en cours.

Recommandée par l'Inspection Générale des Finances lors de l'audit réalisé en 2022, la mise en place du programme de suivi des cahiers des charges a été opérationnelle en 2023. Le nombre total de suivis est de 234 dont 151 suivis avec visite de terrain et 83 suivis administratifs (pièces à fournir : attestation MSA, inscription SIREN…). Pour le Var, 47 suivis dont 15 administratifs ont été réalisés sur l'exercice étudié. A titre informatif, la SAFER PACA a engagé deux contentieux depuis le 1er janvier 2023 concernant un non-respect de cahier des charges hors échantillon.

Concomitamment à l'élaboration du PPAS, la SAFER a lancé un chantier Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), à partir de trois piliers: Économique, Social et Environnemental. Parmi les axes stratégiques de la SAFER PACA, un plan d'actions RSE a été élaboré mettant en avant des réflexions et améliorations sur l'organisation ; certains points ont été déployés en 2023 (groupe de travail, formations, support de communication..) dont notamment la mise en place d'un plan d'action "bilan carbone" afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

De plus, l'agence de communication Bleu Tomate accompagne la SAFER dans le déploiement de sa communication externe. Il s'agit de définir chaque année une stratégie via les réseaux sociaux, le site

internet, la presse, la participation aux salons et forums, la réalisation de divers documents comme le rapport et bilan annuel d'activité et la diffusion de documents (lettre d'infos trimestrielle).

Au niveau des chantiers opérationnels, les dispositifs conventionnés avec le Crédit Agricole et la Coopération Agricole Sud ont été renouvelés sur l'exercice ainsi que la création d'un Fonds Sud foncier agricole de la Région, doté de 3 millions d'euros au bénéfice du portage en faveur de l'installation (PV de l'AG du 07/06/2024).

Par ailleurs, dans le cadre de la reconquête des friches en PACA, 15 projets de dossiers FEADER sont actifs en 2023 avec le partenariat des différents chefs de file (EPCI, Chambre d'Agriculture, Départements, Chambre régionale PACA..). Ces programmes FEADER s'inscrivent dans la logique de l'Objectif 7 du PPAS "Mobiliser des friches et des terrains agricolables".

De plus, dans le cadre des Conventions d'Aménagement Rural (CAR), 10 conventions d'animation foncière sont en cours ayant pour objectif d'accompagner les collectivités dans leur stratégie foncière, en faveur de la reconquête des friches, de l'installation, d'organiser le stockage, le portage foncier et de leurs programmes alimentaires territoriaux (PAT). A ce titre, une convention a été réalisée avec la communauté d'Agglomération du Grand Avignon (juillet 2023) intégrant la création d'un fonds revolving de 100K€ pour permettre le portage de foncier destiné à des productions alimentaires.

Pour le Var, un avenant à la convention est en cours avec la Communauté d'Agglomération de la Provence verte portant sur la création d'un 2ème fonds revolving de 60K€ pour les travaux sur les stocks constitués.

En complément, 9 conventions de concours techniques sont en cours dont celle qui a été signée avec la DREAL dans le cadre du contournement autoroutier d'Arles. L'objectif est de dégager les emprises foncières nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement ; un préfinancement de 400 K€ a été négocié pour amorcer cette dynamique.

En outre, le dispositif de la loi "Sempastous" avec une entrée en vigueur en avril 2023, a mis en place le portail des télédéclarations sociétaires "PORTOS" élaboré par la FNSAFER. La SAFER instruit les opérations au nom et pour le compte du Préfet de Département. Les cessions concernées sont celles qui entraînent une prise de contrôle d'une société détenant ou exploitant du foncier agricole, de manière directe ou indirecte, et dont le bénéficiaire dépasse un seuil de surface détenue ou exploitée. Le seuil d'agrandissement significatif a été fixé par arrêté du 13 février 2023 du Préfet de Région PACA à 127,5 ha.

Enfin, dans le cadre de l'analyse spatiale, la SAFER PACA a mis en place un cadre partenarial avec le Cerema pour partager une expertise croisée sur les sujets de la consommation des espaces, de l'analyse des marchés fonciers, des friches agricoles/urbaines.

1. *Le développement d'une agriculture dynamique et durable*

Au cours de cette année 2023, dans le cadre du **développement agricole**, on constate un tassement du secteur se traduisant par la baisse du nombre de signature (-13,7 %) soit 1 090 actes contre 1263 actes en 2022 et de sa valorisation (-27,7 %) atteignant 125 079K€ (172 936K€ en 2022) alors que la superficie augmente (+8,1 %) totalisant 5 073 ha (4 691 ha en n-1).

S'agissant des **rétrocessions en faveur de l'installation,** on dénombre 397 actes (contre 438 en 2022) soit une baisse de -9,4 % (86 actes pour le Var contre 81 actes en N-1) pour une surface de 2 404 ha (2 122 ha en n-1) et une valeur sur l'exercice de 61 493K€ (103 664K€ en 2022). Dans le Var, on dénombre 102 actes d'un volume de 1 335 ha et d'une valeur de 33 906K€ pour les **premières installations** (115 actes, 1 097 ha pour 50 801K€ l'année précédente).

En termes de confortement (confortement avant/après installation) : on dénombre 201 actes (+18,2 %) pour 456 ha (+5,6 %) d'une valeur de 9 371K€ (-12,8 %) dont 38 actes couvrant une surface de 68 ha d'une valeur de 1 556K€ pour le Var.

Au final, les installations représentent 36,4 % des rétrocessions agricoles en nombre, 47,4 % en surface et

49,2 % en valeur.

S'agissant des autres interventions relatives à ces rétrocessions, on retrouve :

Dans le cadre de sa mission pour **l'amélioration des conditions de productions agricoles et forestières**, la société a réalisé 424 remaniements parcellaires (dont 100 dans le Var).

Dans le Var, les réalisations se sont portées sur la reconquête des friches et les échanges multilatéraux à Esparron-de-Pallières. En partenariat avec les collectivités et la Chambre d'agriculture du Var, la SAFER PACA a réalisé le recensement des terres en friches, via l'application OpenfricheMap, et a permis de repérer et mobiliser 136 parcelles représentant une surface de plus de 51 ha pour un total de 56 comptes de propriété. A l'issue de ce travail, la SAFER a pu procéder à l'acquisition de 36 hectares supplémentaires permettant d'engager une troisième boucle d'échanges multilatéraux finalisée en 2023, selon les objectifs du PPAS (Régulation/Souveraineté alimentaire/ Mobilisation des terrains agricolables).

Dans le domaine de la **veille foncière et de la lutte contre la spéculation foncière**, le partenariat avec les collectivités territoriales s'est poursuivi ; La mise à disposition du portail cartographique VIGIFONCIER développé dès 2006 par la SAFER PACA répond à l'objectif n°2 du PPAS: toujours être force de proposition dans les solutions d'observation foncière.

De plus, par le biais de **la Convention d'Intervention Foncière (CIF)**, 185 CIF étaient en cours au 31/12/2023, représentant 782/963 communes soit 81,2 % des communes de la région (791 en 2022). Elles reçoivent les informations sur les ventes prévues sur leur territoire et peuvent ainsi demander à la SAFER d'intervenir par préemption, et le cas échéant en révision de prix.

En 2023, la SAFER a procédé à 1 035 préemptions dont 594 en révision de prix, 226 en préemptions simples et partielles.

2. *Le développement local*

La SAFER, dans ce rôle, a comme mission le développement de projets ruraux dans le cadre des politiques publiques et la mise en œuvre des politiques foncières des collectivités en faveur de l'aménagement du territoire, du développement local et de la protection de l'environnement.

Dans ce cadre, elle doit prendre en compte les demandes des collectivités en matière de réserves foncières et de recueil de promesse de vente, maintenir des espaces naturels et agricoles en zones périurbaines et favoriser le renforcement du tissu rural en facilitant la création d'emplois. Mais elle doit aussi maintenir et améliorer l'accès au patrimoine rural bâti et faciliter les implantations d'ouvrages d'intérêt public en préservant les exploitations agricoles.

Sur le plan du **développement local et de l'aménagement du territoire et selon les objectifs fixés dans le PPAS :**

- 84,2% des surfaces rétrocédées ont été orientées vers de projets agricoles,
- 2 256 ha ont été orientés vers des projets d'installation et de consolidation après installation (5 ans),
- 1 108 ha relèvent de projets en agriculture biologique,
- 2 018 ha ont été orientés vers des projets de préservation de l'environnement,
- 1 636 ha sont destinés pour des projets agricoles alimentaires en circuits courts,
- 1 700 ha de parcelles en friches ont été maîtrisés depuis 2015 (65 ha en 2023, objectif PPAS de 250 ha).

II - RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE 2023

θ COMPTE DE RESULTAT

Produits d'exploitation	38 709 964	€
Charges d'exploitation	- 40 176 052	€
Résultat d'exploitation	- 1 466 088	€
Résultat financier	- 816 395	€
Résultat exceptionnel	132 681	€
Autres déductions dont IS	0	€
Résultat net	- 2 149 801	€

θ BILAN

Total du bilan net	39 923 063	€
Capitaux propres	13 996 971	€

Le résultat net devient fortement déficitaire (- 2 149,8K€), une première pour la SAFER PACA, se plaçant au dernier rang des résultats réalisés sur 5 ans.
L'Assemblée Générale des actionnaires réunie le 7 juin 2024 a décidé d'affecter la totalité du résultat en report à nouveau.

TABLEAU de PARTICIPATION et des RÉSULTATS

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

SAFER

	EUROS		
	2021	**2022**	**2023**
PARTICIPATION			
CAPITAL	2 380 302	2 380 302	2 380 302
NOMBRE TOTAL D'ACTIONS	132 239	132 239	132 239
NBRE D'ACTIONS DETENUES PAR LE CD83	6 363	6 363	6 363
SOIT EN POURCENTAGE	4,81%	4,81%	4,81%
SOIT EN VALEUR	114 534	114 534	114 534
RESULTATS			
PRODUITS D'EXPLOITATION	45 163 645	44 877 543	38 709 964
CHARGES D'EXPLOITATION	42 871 351	44 232 826	40 176 052
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 292 294**	**644 717**	**-1 466 088**
RESULTAT FINANCIER	(-169 417)	(-374 343)	(-816 395)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	203 315	(-2 610)	132 681
AUTRES DEDUCTIONS (dont IS)	777 235	115 782	0
RESULTAT DE L'EXERCICE	**1 548 957**	**151 982**	**-2 149 802**

Annexe à la délibération de la CP du 28 avril 2025

MPA/DRH/
SMB

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G4

OBJET : EVOLUTION DU TAUX DE REMUNERATION DES MEDECINS VACATAIRES AGREES ET AUGMENTATION DU TAUX DE REMUNERATION DES MEDECINS SPECIALISES EN SANTE AU TRAVAIL - ABROGATION DES DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE G3 DU 14 OCTOBRE 2024, G3 DU 19 MARS 2024 ET G7 DU 18 DECEMBRE 2023

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : M. Thierry ALBERTINI, M. Dominique LAIN, Mme Valérie MONDONE, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général de la fonction publique,
Vu le code général des collectivités territoriales notamment dans son article l'article L 1111-2,
Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 fixant les règles applicables en matière de santé et de sécurité au travail,
Vu l'arrêté du 3 juillet 2007 fixant la rémunération des médecins agréés, généralistes et spécialistes visés par le décret n° 86-442 du 14 mars 1986,
Vu l'arrêté du 28 avril 2022 modifiant l'arrêté du 2 décembre 1996 fixant le montant des vacations allouées aux magistrats de l'ordre administratif désignés pour présider les conseils de discipline de la fonction publique territoriale,
Vu la délibération du Conseil départemental n° A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,
Vu la délibération de la Commission permanente n° G7 du 18 décembre 2023 relative à la fixation du taux de rémunération des agents vacataires recrutés pour les besoins de la collectivité,
Vu la délibération de la Commission permanente n° G3 du 19 mars 2024 relative à la fixation du taux de rémunération des agents vacataires spécialisés en santé au travail recrutés pour les besoins de la collectivité,
Vu la délibération de la Commission permanente n°G3 du 14 octobre 2024, relative à la fixation du taux de rémunération des agents vacataires recrutés pour les besoins de la collectivité, notamment les médecins de PMI, les sages femmes consultantes et les infirmiers vaccinateurs,
Vu le rapport du Président,
Considérant qu'il convient de disposer pour une meilleure lisibilité, d'une seule délibération relative à la fixation du taux de rémunération des agents vacataires recrutés pour les besoins de la collectivité,
Considérant que les médecins intervenant au service santé au travail apportent leur expertise pour le traitement des situations médicales complexes, ainsi que sur les dossiers relevants du Conseil médical,
Considérant que la revalorisation des émoluments des médecins vacataires agréées spécialisés et des médecins vacataires spécialisés en santé au travail constitue un levier d'attractivité pour attirer ces professionnels de santé, le montant de la vacation est revalorisé,

Considérant l'avis de la commission finances et ressources humaines du 14 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'abroger les délibérations de la Commission permanente n°G3 du 14 octobre 2024, n°G3 du 19 mars 2024 et n°G7 du 18 décembre 2023, relatives à la fixation du taux de rémunération des agents vacataires recrutés pour les besoins de la collectivité,

- de revaloriser le montant horaire par demi-journée des vacations des médecins vacataires agréés et des médecins vacataires spécialisés en santé au travail à hauteur de 400,00 euros brut,

Les montants horaires des autres vacations sont déterminés comme suit :

- le montant horaire des vacations de l'expert en charge de la labellisation de projets environnementaux auprès d'organismes internationaux, est fixé à hauteur de 29,21 euros brut,

- le montant horaire des vacations de l'expert en charge en accompagnement stratégique, est fixé à hauteur de 30,00 euros brut,

- le montant de la vacation des personnels vacataires recrutés en qualité de serveur, cuisinier et diététicien est fixé sur la base d'un taux horaire de 15,00 euros brut,

- le montant horaire des vacations des médecins et spécialistes recrutés pour les besoins de la collectivité, est fixé comme suit :

- médecin cardiologue : 40,34 euros brut,
- médecin psychiatre : 34,23 euros brut,
- médecin pédiatre référent halte garderie + référent santé et accueil inclusif : 65,00 euros brut,
- médecin généraliste : 33,01 euros brut,
- psychologue : 17,12 euros brut,
- psychologue du travail : 30,00 euros brut,

- le montant des vacations du médecin intervenant au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie est fixé à hauteur de 40,00 euros brut par dossier,

- le montant horaire des vacations des médecins de PMI et toutes actions de santé, toutes spécialités confondues, est fixé à 60,00 euros brut par heure,

- le montant horaire des vacation des sages femmes consultantes est fixé à 35,00 euros brut par heure,

- le montant horaire des vacations des infirmiers vaccinateurs est fixé à 25,00 euros brut par heure,

- le montant des vacations du magistrat de l'ordre administratif appelé à présider le conseil de discipline, pour les besoins de la collectivité est fixé comme suit :

- pour une séance d'une durée inférieure ou égale à 3 heures : 74,91 euros brut,
- pour une séance d'une durée supérieure à 3 heures : 108,20 euros brut,
- pour une séance d'une journée : 208,09 euros brut,

- le montant des vacations de l'expert en charge des enquêtes administratives recruté pour les besoins de la collectivité, est fixé comme suit :

- 79,27 euros brut par demi-journée,
- 152,45 euros brut par journée,

- le montant des vacations de tous les commissaires d'expositions est fixé à 31,40 euros brut de l'heure, quel que soit le thème de l'exposition organisée,

- le montant horaire des vacations des psychologues du travail, recrutés pour les besoins de la collectivité, est fixé à hauteur de 30,00 euros brut, pour 4 visites maximum par demi-journée sur un ETP à 50 %, afin de :

- garantir, au sein du service santé au travail de la direction des ressources humaines, la santé mentale des personnels de la collectivité,
- donner une analyse en cas de conflits ou de situations médicales,
- travailler en transversalité avec le prestataire externe intervenant dans des situations individuelles ou des débriefings collectifs,

- le montant horaire des vacations du référent santé et accueil inclusif, recruté pour les besoins de la halte garderie, est fixé à hauteur de 65,00 euros brut, pour 20 heures par an,

Toute revalorisation des taux fixés par l'arrêté du 2 décembre 1996 susvisé ou un texte modificatif sera automatiquement prise en compte.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101720-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

MPA/DAJ/
CD

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G7

OBJET : CONTRAT D'ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE - CESSION D'UN VEHICULE DEPARTEMENTAL SUITE A UN SINISTRE

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : M. Dominique LAIN, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu le code des assurances,
Vu le code de la route,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 1er février 2022 portant adoption du règlement financier,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission administration générale, moyens généraux et projets structurants du 14 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous documents et pièces afférents à la cession du véhicule départemental immatriculé AG-265-EP sinistré le 16 octobre 2024, à la compagnie d'assurance SMABTP située 114, avenue Emile Zola 75739 PARIS Cedex pour un montant global de 3 700 € TTC,

La recette sera imputée au budget départemental au chapitre 77, article 775, fonction 01 pour 3 700 €.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101483-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

MPA/DCP/
IL

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G9

OBJET : CALCUL DE LA VALEUR ESTIMEE DES BESOINS EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS EN APPLICATION DES ARTICLES R.2121-5 ET R.2121-6 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE - ABROGATION DE LA DELIBERATION A11 DU 13 OCTOBRE 2020

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : M. Dominique LAIN, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la commande publique, notamment ses articles R.2121-1 à R.2121-9,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 donnant délégation de certaines attributions du Conseil départemental au Président du Conseil départemental complétée par la délibération du Conseil départemental n°A7 février 2023 et modifiée par la délibération du Conseil départemental n°A10 du 6 novembre 2023,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A11 du 13 octobre 2020 portant sur le calcul de la valeur estimée des besoins en matière de marchés publics en application des articles R.2121-5 et R.2121-6 du code de la commande publique,
Vu le rapport du Président,
Considérant les évolutions réglementaires intervenues dans le domaine de la commande publique,

Considérant l'avis de la commission administration générale, moyens généraux et projets structurants du 14 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'abroger la délibération du Conseil départemental n°A11 du 13 octobre 2020 portant sur le calcul de la valeur estimée des besoins en matière de marchés publics en application des articles R.2121-5 et R.2121-6 du code de la commande publique.

- de déterminer les seuils de procédure selon les modalités de computation suivantes :

A-concernant les marchés de fournitures et services, hors opération de travaux, la valeur estimée du besoin est déterminée soit en prenant en compte la valeur totale des fournitures ou services considérés comme homogènes en raison de leurs caractéristiques propres, soit en prenant en compte la valeur totale des fournitures ou services constituant une unité fonctionnelle :

- afin de déterminer les fournitures et services considérés comme homogènes en raison de leurs caractéristiques propres, se référer à la nomenclature interne en vigueur des fournitures et services, organisée en catégories homogènes.

La procédure d'achat applicable est déterminée par le montant total HT annuel de la catégorie homogène.

- les fournitures et services peuvent constituer une unité fonctionnelle lorsqu'une pluralité de services et/ou fournitures concourent à un même objet qu'il s'agisse d'un événement ponctuel ou de besoins récurrents d'année en année.

La procédure d'achat applicable est déterminée par la somme de l'ensemble des fournitures et/ou services composant l'unité fonctionnelle.-

B-concernant les marchés de travaux, la valeur globale des travaux se rapportant à une même opération est prise en compte.

Il y a opération de travaux lorsque l'acheteur prend la décision de mettre en œuvre, dans une période de temps et un périmètre limités, un ensemble de travaux caractérisé par son unité fonctionnelle, technique ou économique.
Chaque opération de travaux doit être approuvée par une délibération. Les besoins en fournitures et services rattachés à cette opération doivent être retranscrits dans une fiche de traçabilité, complétée au fur et à mesure de son avancement.

Une opération de travaux peut comporter 3 types d'achat :

1- concernant les travaux : prise en compte de la valeur globale des travaux se rapportant à l'opération ainsi que la valeur des fournitures et services que l'acheteur met à disposition du titulaire.

2-concernant les fournitures (ensemble des fournitures indépendantes des travaux), la computation des seuils s'effectue :

-soit au titre du recensement général**,** par référence aux catégories homogènes listées dans la nomenclature interne en vigueur. La procédure d'achat applicable est déterminée par le montant total HT annuel de la catégorie homogène.

-soit par référence à une unité fonctionnelle propre à l'opération de travaux (lorsqu'une pluralité de CH de fournitures sont nécessaires). La procédure d'achat affectée est déterminée par le montant de l'unité fonctionnelle.

3-concernant les services, la computation des seuils s'effectue en prenant en compte la valeur totale des études par phase.

Chacune des trois phases suivantes peut constituer une unité fonctionnelle :

- phase études préalables : l'ensemble des dépenses estimées pour rémunérer les professions auxquelles il est nécessaire de faire appel pour déterminer la faisabilité en amont du projet (ensemble des études préalables : études préalables d'opportunité et de faisabilité, études et services préalables d'une opération, liés à la programmation et à la conception de l'ouvrage, études de sols…)

- phase maitrise d'oeuvre et OPC : l'ensemble des dépenses estimées pour rémunérer les professions nécessaires à la conception (prestations de services telles que maîtrise d'œuvre/conception et réalisation, conduite d'opérations…)

- phase autres prestations de services : l'ensemble des dépenses estimées pour rémunérer les professions nécessaires au suivi de la réalisation et du chantier (études et services nécessaires à la réalisation de l'ouvrage et d'accompagnement de l'opération, CT, CSPS, SSI, études géotechniques d'exécution…)

Le montant total de chaque phase détermine la procédure d'achat applicable pour chacune d'elle.

Pour bénéficier du dispositif des “petits lots” au sens des articles R2123-1 ou R2122-8 du code de la commande publique, la consultation doit être allotie et le petit lot prévu dès le départ. Si un nouveau besoin émerge, la procédure applicable sera celle affectée à la phase

C-sont exclus de la computation :

- les achats effectués auprès des centrales d’achat

Adopté à l’unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101726-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

SST/DBEP/
YP

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G10

OBJET : MARCHES RELATIFS A LA REALISATION DE TRAVAUX DE DEPOSE, DE RETRAIT ET D'INTERVENTION SUR MATERIAUX AMIANTES DANS LES BATIMENTS ET COLLEGES DU DEPARTEMENT DU VAR (2 LOTS) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : M. Dominique LAIN, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L3221-11-1,
Vu le code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 donnant délégation de certaines attributions au Président du Conseil départemental complétée par la délibération A7 du 07 février 2023 et modifiée par la délibération A10 du 06 novembre 2023, notamment au titre de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,
Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offre du 26 mars 2025,
Vu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var à passer, exécuter, régler et résilier le cas échéant, le marché de travaux de dépose, de retrait et d'intervention sur les matériaux amiantés dans les bâtiments et collèges du Département du Var, composés des actes d'engagement ci joint, avec :

- pour le lot n°1 (marché 20241805) : travaux de dépose, de retrait et d'intervention sur matériaux amiantés dans les bâtiments et collèges du Département du Var en sous-section 3 :

- L'entreprise Avenir déconstruction dont le siège social se situe 4 avenue René Descartes - Z.I. Descartes 33370 Artigues-Prés-Bordeaux, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 389 023,00 € HT annuel soit 466 827,60 € TTC et sans montant minimum annuel et maximum annuel de 500 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- pour le lot n°2 (marché 20241806) : travaux de dépose, de retrait et d'intervention sur matériaux amiantés dans les bâtiments et collèges du Départment du Var en sous-section 4 :

- L'entreprise Avenir déconstruction dont le siège social se situe 4 avenue René Descartes - Z.I. Descartes 33370 Artigues-Prés-Bordeaux, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 115 525,00 € HT annuel soit 138 630,00 € TTC et sans montant minimum annuel et maximum annuel de 200 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

Chaque marché est passé pour une durée ferme d'un an à compter de sa date de notification. Le marché est renouvelable 3 fois par période d'un an par reconduction tacite, la durée totale du marché ne pouvant excéder 4 ans.
Le marché pourra être reconduit pour un an, au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum sera atteint, ou au plus tard, au terme d'un délai d'1 an à compter de sa date de notification ou de sa date de reconduction.
En cas de non reconduction, l'acheteur adressera sa décision au titulaire du marché 4 mois avant l'échéance du marché par courrier avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation ou par tout moyen permettant de donner date certaine de réception.

Les crédits nécessaires au financement de ces marchés sont inscrits au budget départemental 2025 et suivants.

La dépense sera imputée au :
Association : 21-020-21578 - opération budgétaire : 21100148
Association : 21-312-2158 - opération budgétaire : 21100192
Association : 20-221-2031 - opération budgétaire : 21100147
Association : 23-221-2313 - opération budgétaire : 21100015
Association : 011-020-615221 - opération budgétaire : 21100167
Association : 011-221-615221 - opération budgétaire : 21100342

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1103444-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

SST/DBEP/
NM/PG

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G11

OBJET : MARCHES RELATIFS A LA REALISATION DE MISSIONS DE DIAGNOSTICS PREALABLES AMIANTE, PLOMB, ETAT PARASITAIRE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) DANS LE PATRIMONIE BATI DU DEPARTEMENT DU VAR (5 LOTS GEOGRAPHIQUES) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : M. Dominique LAIN, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L3221-11-1,
Vu le code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental A4 du 26 octobre 2022 donnant délégation de certaines attributions au Président du Conseil départemental complétée par la délibération A7 du 07 février 2023 et modifiée par la délibération A10 du 06 novembre 2023, notamment au titre de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,
Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offre du 26 mars 2025,
Vu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var à passer, exécuter, régler et résilier le cas échéant, les marchés à accord-cadre multi attributaires à bons de commande, ayant pour objet la réalisation de missions de diagnostic préalables amiante, plomb, état parasitaire et HAP dans le patrimoine bâti du département du Var, pour chacun des lots composé des actes d'engagement ci-joints avec :

- pour le lot n°1 Pôle technique de Toulon ouest (marché 20241639) :

- Entreprise classée en 1ère position : SOCOTEC diagnostic, sise 21 route d'Albert - 62450 Avesnes-les-Bapaume, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 51 718,00 € HT annuel soit 62 061.60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 2ème position : AC environnement, sise 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 Riorges, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 47 522,00 € HT annuel soit 57 026,40 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 3ème position : ARC SAS Socobat expertise, sise 17 chemin du Charroi - 69300 Caluire-et-Cuire, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 52 083.00 € HT annuel soit 62 499,60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- pour le lot n°2 Pôle technique de Toulon est (marché 20241640) :

- Entreprise classée en 1ère position : SOCOTEC diagnostic, sise 21 route d'Albert - 62450 Avesnes-les-Bapaume, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 52 428,00 € HT annuel soit 62 913.60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 2ème position : AC environnement, sise 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 Riorges, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 48 143,00 € HT annuel soit 57 771,60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 3ème position : ARC SAS Socobat expertise, sise 17 chemin du Charroi - 69300 Caluire-et-Cuire, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 52 768.00 € HT annuel soit 63 321,60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- pour le lot n°3 Pôle technique de Draguignan (marché 20241641) :

- Entreprise classée en 1ère position : AC environnement, sise 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 Riorges, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 48 393,00 € HT annuel soit 58 071,60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 2ème position : SOCOTEC diagnostic, sise 21 route d'Albert - 62450 Avesnes-les-Bapaume, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 52 799,00 € HT annuel soit 63 358.80 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 3ème position : ARC SAS Socobat expertise, sise 17 chemin du Charroi - 69300 Caluire-et-Cuire, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 53 133.00 € HT annuel soit 63 759,60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- pour le lot n°4 Pôle technique de Saint-Maximin (marché 20241642) :

- Entreprise classée en 1ère position : ARC SAS Socobat expertise, sise 17 chemin du Charroi - 69300 Caluire-et-Cuire, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 52 003.00 € HT annuel soit 62 403,60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 2ème position : SOCOTEC diagnostic, sise 21 route d'Albert - 62450 Avesnes-les-Bapaume, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 43 585,00 € HT annuel soit 52 302,00 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 3ème position : AC environnement, sise 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 Riorges, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 48 023,00 € HT annuel soit 57 627,60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 120 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- pour le lot n°5 Pôle grands projets (marché 20241643) :

- Entreprise classée en 1ère position : ARC SAS Socobat expertise, sise 17 chemin du Charroi - 69300 Caluire-et-Cuire, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 52 203.00 € HT annuel soit 62 643,60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 100 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 2ème position : SOCOTEC diagnostic, sise 21 route d'Albert - 62450 Avesnes-les-Bapaume, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 41 652,00 € HT annuel soit 49 982,40 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 100 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

- Entreprise classée en 3ème position : AC environnement, sise 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 Riorges, pour un montant de marché non contractuel issu du DQE de 49 560,50 € HT annuel soit 59 472,60 € TTC et sans montant minimum annuel et pour un maximum annuel de 100 000 € HT, au regard de son prix et de sa valeur technique

Chaque marché est passé pour une durée ferme de un (1) an à compter de sa date de notification. Le marché est renouvelable 3 fois par période d'1 an par reconduction expresse, la durée totale du marché ne pouvant excéder 4 ans.
L'acheteur pourra adresser sa décision de reconduction expresse au titulaire du marché jusqu'au dernier jour avant l'échéance du marché par courrier avec accusé de réception, via la plateforme de dématérialisation ou par tout moyen permettant de donner date certaine de réception.
Les crédits nécessaires au financement de ces marchés sont inscrits au budget départemental 2025 et suivants.

La dépense sera imputée au :
association : 21-020-21578 - opération budgétaire : 21100148
association : 21-312-2158 - opération budgétaire : 21100192
association : 20-221-2031 - opération budgétaire : 21100147
association : 23-221-2313 - opération budgétaire : 21100015
association : 011-020-615221 - opération budgétaire : 21100167
association : 011-221-615221 - opération budgétaire : 21100342.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1103419-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

SST/DBEP/
NM/PG

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G12

OBJET : MARCHES RELATIFS A LA REALISATION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION DES COLLEGES ET BATIMENTS DU DEPARTEMENT DU VAR - PLOMBERIES-SANITAIRES (4 LOTS GEOGRAPHIQUES) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : M. Dominique LAIN, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L3221-11-1,
Vu le code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 donnant délégation de certaines attributions au Président du Conseil départemental complétée par la délibération A7 du 07 février 2023 et modifiée par la délibération A10 du 06 novembre 2023, notamment au titre de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,
Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offre du 26 mars 2025,
Vu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var à passer, exécuter, régler et résilier le cas échéant le marché de travaux d'entretien et d'amélioration des collèges et bâtiments du Département du Var - plomberie - sanitaires – composé de l'acte d'engagement ci joint, avec :

- pour le lot n° 1 : pôle technique de Toulon ouest
  l'entreprise SNEF AGENCE SNEF CLIM PACA, se situant 62, boulevard des Aciéries -13010 Marseille et dont le siège social est SNEF S.A. se situant 87, avenue Ibrahim Ali – 13015 Marseille, pour un montant minimum de 20 000 € HT et un montant maximum de 300 000 € HT annuel,

- pour le lot n° 2 : pôle technique de Toulon est
  l'entreprise SNEF S.A., se situant 147 avenue de rome - ZA Jean Monnet Sud, 83500 La Seyne, pour un montant minimum de 20 000 € HT et un montant maximum de 300 000 € HT annuel,

- pour le lot n° 3 : pôle technique de Draguignan
  l'entreprise SNEF S.A., se situant 147 avenue de rome - ZA Jean Monnet Sud, 83500 La Seyne, pour un montant minimum de 20 000 € HT et un montant maximum de 300 000 € HT annuel,

- pour le lot n° 4 : pôle technique de Saint-Maximin
  l'entreprise SNEF AGENCE SNEF CLIM PACA, se situant 62, boulevard des Aciéries -13010 Marseille et dont le siège social est SNEF S.A. se situant 87, avenue Ibrahim Ali – 13015 Marseille, pour un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 200 000 € HT annuel.

Le marché débute à compter de sa notification.

Les crédits nécessaires au financement de ce marché sont inscrits au budget départemental 2025 et suivants (multi-imputations bâtiments et collèges - Investissement : opérations budgétaires : 21100148/21100192 Bâtiments - 21100147/21100015 Collèges - Fonctionnement : opérations budgétaires: 21100167 Bâtimens - 21100342 Collèges

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1103555-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

SST/DBEP/
NM/KL

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G13

OBJET : MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION DU PATRIMOINE BATI ET NON BATI DU DEPARTEMENT DU VAR - SYSTEME DE PILOTAGE DES INSTALLATIONS ENERGETIQUES - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : M. Dominique LAIN, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L3221-11-1,
Vu le code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 donnant délégation de certaines attributions au Président du Conseil départemental complétée par la délibération A7 du 7 février 2023 et modifiée par la délibération A10 du 6 novembre 2023, notamment au titre de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,
Vu le procès-verbal de la commission des marchés du 26 mars 2025,
Vu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var à passer, exécuter, régler et résilier le cas échéant, le marché n°20242158 ayant pour objet les travaux d'entretien et d'amélioration du patrimoine bâti et non bâti du Département du Var - Système de pilotage des installations énergétiques, composé de l'acte d'engagement ci-joint, avec :
- l'entreprise Solubat, sise 345 RN 97 – ZA le logis neuf - lot 19 – 83210 Solliès-Ville, ayant son siège social au 338 avenue Saint Maur, 34000 Montpellier, pour un montant minimum annuel de 20 000 € HT et un montant maximum annuel de 1 000 000 € HT.

Le marché est passé pour une durée de un an à compter de la date de notification. Il est renouvelable 3 fois par période de un an, par reconduction tacite, la durée totale du marché ne pouvant excéder quatre ans.

Le marché pourra être reconduit pour un an, au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum sera atteint, ou au plus tard, au terme d'un délai d'un an à compter de sa date de notification ou de sa date de reconduction.

L'acheteur adressera sa décision de non reconduction au titulaire du marché 3 mois avant l'échéance du marché par courrier avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation ou par tout moyen permettant de donner date certaine de réception.

Les crédits nécessaires au financement de ces marchés sont inscrits au budget départemental 2024 et suivants.

La dépense sera imputée sur l'opération budgétaire : 21100042 - opération d'exécution : 22OPE000231 - association : 23-221-2313.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1103439-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

/
CP

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G14

OBJET : SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAGEP - MARCHES RELATIFS AU MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE POUR LA CONSTRUCTION DU GYMNASE DU COLLEGE DE LA GARDE ET MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE PLAN DE RENOVATION DES COLLEGES - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Didier BREMOND, Premier Vice-président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA.

Déports/Sorties : M. Jean-Louis MASSON.

Absents/Excusés : Mme Nathalie BICAIS, M. Michel BONNUS, M. Dominique LAIN, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, M. Louis REYNIER, M. Christian SIMON.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 donnant délégation au Président du Conseil départemental,
Vu la délibération de la Commission permanente n°G6 du 26 février 2018 fixant les règles internes de passation des marchés,
Vu le plan de rénovation des collèges décliné selon des axes priorisant les travaux d'améliorations fonctionnelles, de sobriété et de confort thermique,
Vu le rapport du Président,
Considérant la nécessité de diversifier et renforcer les moyens d'action du Département pour décliner les engagements affirmés, notamment sur les collèges,
Considérant la complexité des opérations de rénovation, la contrainte de les exécuter dans des délais contraints et en sites occupés,

Considérant l'avis de la commission administration générale, moyens généraux et projets structurants du 14 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'analyse des diagnostics bâtimentaires et la coordination des prestataires en vue d'élaborer les plans d'actions et les programmes de rénovation des 50 collèges (22+22 de l'axe 1 et 6 de l'axe 2), avec la société publique locale (SPL) SAGEP dont le siège social est situé immeuble le Flores avenue Jacques Duclos 83130 La Garde, pour un montant forfaitaire annuel de 50 000 €HT (60 000 €TTC),

- d'autoriser le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour les études préalables et l'élaboration du programme de construction d'un nouveau collège au Luc-en-provence, avec la société publique locale (SPL) SAGEP dont le siège social est situé immeuble le Flores avenue Jacques Duclos 83130 La Garde, pour un montant de 16 100,00 €HT (19 320 €TTC),

- d'autoriser le Président du Conseil départemental ou son représentant à passer, exécuter et régler le marché relatif au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) pour l'exécution de l'opération de construction du gymnase du collège Jacques-yves Cousteau à La Garde, mutualisé pour les besoins du collège et de la commune, avec une participation financière de cette dernière, avec la société publique locale (SPL) SAGEP dont le siège social est situé immeuble Le Flores avenue Jacques Duclos 83130 La Garde, pour un montant de 221 834,00 € HT (266 200,80 € TTC).

Le présent contrat prendra effet à compter de sa date de notification jusqu'au parfait achèvement de la dernière opération lancée.

Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits au budget départemental.

Adopté à l'unanimité.

Non participation au vote et sortie de la salle : M. Jean-Louis MASSON.

Signé : Didier BREMOND
Premier Vice-président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101989-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

CDT/DCJ/
CP

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G16

OBJET : CONVENTION POUR UNE POLITIQUE D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LE VAR A PASSER AVEC L'ACADEMIE DE NICE ET LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'éducation, notamment les articles L.121-1 et L.121-6,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission culture du 9 avril 2025
Considérant l'information à la commission enfance et centre départemental de l'enfance du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver le projet de convention de partenariat à intervenir entre le Département du Var, l'Académie de Nice et la Direction régionale des affaires culturelles, tel que joint en annexe, qui définit les engagements de chaque partie en matière de développement de l'éducation artistique et culturelle dans le département du Var.

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102486-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DCJ/
CP

Acte n° : CO 2025-465

PROJET- CONVENTION POUR UNE POLITIQUE D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LE VAR 2025-2028

Convention pour une politique d'accès à la culture pour l'enfance et la jeunesse dans le Var

Entre

Le Conseil Départemental du Var

Et

L'ETAT :

l'Académie de Nice
Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Préfecture de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Direction régionale des affaires culturelles
Ministère de la Culture

PREAMBULE

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles n°L121-1 et L121-6 selon lesquels « l'éducation artistique et culturelle contribue à l'épanouissement des aptitudes individuelles et à l'égalité d'accès à la culture »,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe) affirmant le caractère partagé de la compétence culturelle et le respect des droits culturels des personnes,

Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) qui a inscrit l'éducation artistique et culturelle au cœur des missions des labels du ministère de la culture,

Vu l'arrêté ministériel du 1er juillet 2015 fixant les principes du parcours d'éducation artistique et culturelle,

Vu la convention interministérielle au profit des habitants des quartiers populaires signée le 8 février 2017 et qui lie le ministère de la ville, de la jeunesse et des sports et le ministère de la culture,

Vu les circulaires interministérielles n° 2013-073 du 3 mai 2013 relative au parcours d'éducation artistique et culturelle et n°2017-003 du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents,

Vu le protocole d'accord pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants du 20 mars 2017 signé entre le ministère de la culture et le ministère des Solidarités et de la Santé ;

Vu la feuille de route interministérielle 2020-2021 pour l'éducation artistique et culturelle du ministère de la culture et du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse,

Vu la charte pour l'éducation artistique et culturelle du 8 juillet 2016 élaborée par le Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle,

Vu la délibération cadre G11 du conseil départemental du Var du 24 avril 2023, présentant les principaux axes de la politique culturelle 2023-2028, VARiations culturelles

Vu la délibération cadre A19 du conseil départemental du Var du 24 juin 2024, présentant les principaux axes de la politique jeunesse 2024-2028

****

et

Considérant la mission du Ministère de la Culture de garantir la participation et l'accès de tous les habitants à la vie culturelle, dans le respect des droits culturels de chacun ;

Considérant que la sensibilisation aux arts participe pleinement de d'éveil au monde dès le plus jeune âge et favorise le développement du très jeune enfant ;

Considérant que l'éducation artistique et culturelle contribue à l'épanouissement des aptitudes individuelles et à l'égalité d'accès à la culture, qu'elle permet de développer une approche sensible et critique du monde en s'appuyant sur l'ensemble des domaines des arts et de la culture, qu'elle favorise la connaissance du patrimoine culturel ainsi que sa préservation, qu'elle participe au développement de la création et des techniques d'expression artistique ;

Considérant que le parcours d'éducation artistique et culturelle conjugue l'ensemble des connaissances, des pratiques et des rencontres dans les domaines des arts et de la culture, dans une complémentarité entre temps scolaire, périscolaire et extrascolaire (temps de loisirs) et que sa mise en œuvre résulte de la concertation entre différents acteurs de son territoire afin de construire une offre éducative cohérente à destination des jeunes dans tous les domaines des arts et de la culture ;

Considérant la vocation du Département, au titre des solidarités humaines et territoriales, à promouvoir l'accessibilité à la culture pour toutes et tous et partout, ainsi qu'à favoriser l'attractivité et le rayonnement du département ;

Considérant la contribution du Département au développement de la citoyenneté et au mieux vivre ensemble, par une politique culturelle départementale s'articulant autour d'axes stratégiques :
- L'accès à la culture au plus grand nombre par le développement de la médiation culturelle, du soutien à l'enseignement artistique, d'accès à la culture à tous les enfants confiés au Département au titre de la protection à l'enfance ;
- Le rayonnement du territoire par la préservation et la valorisation du patrimoine, par le soutien de la création artistique et par une attention à l'équilibre territorial de l'offre culturelle ;

Considérant la vocation du Département, au titre des solidarités humaines et territoriales, à accompagner et soutenir la jeunesse et favoriser l'autonomie et la citoyenneté des jeunes en appui sur les axes stratégiques de sa politique jeunesse départementale :
- éducation aux usages numériques et aux médias dans les collèges,
- pratique artistique et culturelle de proximité ;

Considérant la volonté commune de l'État et du Département du Var de poursuivre le développement d'une politique d'éducation artistique et culturelle (EAC) visant à accompagner les établissements scolaires et les structures culturelles dans la mise en œuvre opérationnelle des parcours autour des trois piliers de l'EAC : connaissances, pratiques et rencontres ;

Considérant l'objectif commun du Département et de l'Etat que l'accès aux arts et à la culture concerne 100 % des enfants et des jeunes du Var et considérant leur volonté de

renouveler la précédente convention qui a permis la valorisation de synergies croissantes entre les partenaires et l'engagement d'une dynamique de territorialisation de l'action culturelle ;

Le Département du Var, la Direction régionale des affaires culturelles et le Rectorat de l'académie de Nice déclarent vouloir poursuivre un partenariat durable et fructueux, afin de confirmer une politique d'éducation artistique et culturelle en direction de l'enfance et la jeunesse du département du Var, en signant la présente convention pluriannuelle.

Elle définit les enjeux, les objectifs et modalités de partenariat pour garantir le développement et la pérennisation de cette politique structurante sur le territoire.

Dans cette perspective, entre

D'une part,

L'ETAT

Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Monsieur Georges-François LECLERC
dont le siège est situé 2 bd Paul Peytral 13282 Marseille Cedex 20,

Direction Régionale des Affaires Culturelles, Ministère de la Culture ci-après dénommée « La DRAC »

L'Académie de Nice,
Madame Natacha CHICOT, Rectrice de l'académie de Nice,
dont le siège est situé 53, avenue Cap-de-Croix 06081 Nice,

Et d'autre part

LE DÉPARTEMENT DU VAR

Le Président du Conseil Départemental du Var,

Monsieur Jean Louis MASSON, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° en date du…, dont le siège est situé 390 avenue des Lices BP 1303, 83076 Toulon Cedex

Il est convenu ce qui suit,

Les signataires déclarent vouloir poursuivre un partenariat durable et fructueux en matière

d'éducation artistique et culturelle et d'éveil artistique.

Les objectifs, les ressources mobilisées, les modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation de ce partenariat ainsi que les outils de communication prévus sont précisés comme suit :

1. OBJECTIFS DU PARTENARIAT EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

Les partenaires souhaitent mettre en oeuvre la charte d'engagement pour l'éducation artistique et culturelle et créer les conditions d'un accès à la culture pour 100 % des jeunes varois, permettant à chacun d'eux de créer son parcours dès le plus jeune âge en s'appuyant sur les ressources artistiques et culturelles de son territoire.

La rencontre directe avec les oeuvres et le patrimoine, l'appropriation des lieux culturels, le développement des pratiques artistiques, scientifiques et culturelles doivent permettre à chaque enfant et jeune du département du Var d'acquérir l'autonomie nécessaire pour développer son rapport personnel au monde à travers les différents langages esthétiques et réaliser son parcours culturel.

Les partenaires souhaitent orienter autour de trois axes forts les nouvelles perspectives de collaboration de cette convention :

- développer les actions auprès des publics de l'enfance et de la jeunesse : collégiens, petite enfance 0 - 3 ans, enfants confiés au Département
- favoriser le lien entre les arts et la science, les arts et l'environnement : par une incitation au développement de projets liant art et culture scientifique et technique afin de susciter une réflexion sur la question environnementale, par une réflexion des signataires pour la création et l'accueil de résidences d'artistes sur la thématique Art et Vivant
- encourager et accompagner les territoires les moins bien dotés en ressources culturelles à développer une offre de qualité pour les enfants et les jeunes. Les signataires s'engagent à mettre tout en oeuvre pour enrichir l'offre artistique en direction des zones rurales : l'émergence de résidences d'artistes dans les collèges en zone rurale ainsi que le soutien du Département au dispositif Collège au cinéma pour des collèges très isolés par exemple

A ce titre, ils entendent :

► favoriser une offre territorialement équilibrée en matière d'éducation artistique culturelle en s'appuyant notamment sur les équipements, dispositifs ou partenaires départementaux et en complétant cette offre par une présence artistique et culturelle dans les territoires les plus isolés,

► articuler les propositions autour de l'éducation artistique et culturelle en tenant compte des différents temps de la vie de l'enfant et du jeune (temps scolaire, temps peri scolaire,

temps de loisirs), afin notamment d'y associer les familles,

► contribuer à l'émancipation de la personne et du citoyen en participant à la formation du public et des acteurs culturels de demain,

► accorder une attention particulière aux jeunes en situation de fragilité, notamment les enfants placés sous la responsabilité du Département au titre de la protection de l'enfance, ainsi que les jeunes scolarisés en Quartiers Politique de la Ville et les établissements des Réseaux Egalité des Chances et des Territoires.

► développer une offre numérique favorisant la lutte contre les disparités territoriales (le musée virtuel)

2. MOYENS, ÉQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS MOBILISÉS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION

En vue de la réalisation des objectifs définis conjointement, chaque partenaire s'engage à mobiliser les moyens, équipements et dispositifs suivants :

2.1. Moyens des différents partenaires concourant au développement de l'éducation artistique et culturelle (EAC) :

Chacun des partenaires apporte son expertise en matière d'éducation artistique et culturelle et favorise la mobilisation de son réseau de structures et acteurs de l'éducation artistique et culturelle (EAC).

Le Département du Var, sous réserve du vote des crédits afférents au budget peut **:**

- mobiliser les équipements, services et dispositifs culturels départementaux en faveur du développement de l'éducation artistique et culturelle,
- poursuivre sa politique de médiation au sein de ses équipements culturels avec des personnels qualifiés,
- favoriser l'accès des jeunes prioritairement les collégiens et les enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance, aux équipements et dispositifs culturels départementaux notamment par une politique de gratuité et de projets spécifiques,
- participer à l'accroissement de l'offre artistique en direction des zones rurales avec, pour exemple, l'émergence de résidences d'artistes dans les collèges en zones rurales isolées

- Accompagner le dispositif "Collèges au cinéma" par une aide au transport pour les collèges éloignés d'une salle de cinéma.

- Dans le cadre de la politique éducative adoptée en 2025, favoriser les initiatives des collégiens dans la conduite de projets artistiques et culturels par des appels à projets annuels,

- assurer, dans la mesure de ses moyens, le transport des collégiens vers les équipements culturels départementaux ou dans le cadre des dispositifs culturels proposés par le Département,
- soutenir les équipements culturels et structures associatives du territoire qui

développent des actions en matière d'éducation artistique et culturelle en complément des équipements, services et dispositifs départementaux en la matière.

- développer des actions en faveur du développement des usages du numérique dans l'approche culturelle et artistique

L'Académie de Nice s'engage à :

- mobiliser le réseau des chargés de mission de la délégation académique à l'éducation artistique et culturelle (DAAC), des conseillers pédagogiques et des référents culture des établissements scolaires,
- accompagner les établissements scolaires varois dans le développement du volet culturel de leur projet d'établissement et dans leur inscription sur Adage (Application Dédiée A la Généralisation de l'Éducation artistique et culturelle),
- faciliter l'organisation, au sein des établissements concernés, des actions et dispositifs prévus dans le cadre de la présente convention, notamment l'accueil d'artistes en résidence dans des zones rurales ;
- inscrire au programme académique de formation, dans la mesure de ses moyens et selon les modalités mises en oeuvre par l'Ecole Académique de la Formation Continue, des stages partenariaux avec les opérateurs culturels pour favoriser la mise en œuvre du parcours culturel de l'élève et du jeune sur le territoire. Ces stages pourraient être accompagnés d'un volet distanciel.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles, sous réserve du vote des crédits afférents en loi de finance annuelle, peut apporter son soutien **:**

- aux projets de pratique artistique et de lecture publique en direction de la petite enfance, l'enfance et la jeunesse dans tous les temps de la vie, dans le cadre des appels à projets annuels de la DRAC ;
- à des initiatives départementales répondant aux objectifs de l'État en matière d'éducation artistique et culturelle (EAC) et favorisant la pratique artistique et culturelle : résidences d'artistes en zones rurales, intervention d'artistes en direction de la petite enfance et des enfants placés en Maison pour l'Enfance ;
- aux projets spécifiques des opérateurs culturels soutenus par l'Etat et faisant intervenir des artistes pour des ateliers de pratique artistique en direction de l'enfance et la jeunesse ;
- aux projets d'éducation au numérique et d'éducation aux médias dans le cadre de son appel à projet d'éducation aux médias et à l'information (EMI)

- aux résidences mission d'artistes dans les Parcs naturels régionaux situés dans le Var, dans le cadre du partenariat entre la DRAC et l'Interparc ;
- à l'animation régionale du réseau des professionnels de la médiation par des propositions de séminaires ou rencontres professionnelles ;

2.2. <u>Équipements et dispositifs culturels départementaux concourant au développement de l'EAC :</u>

Le Département pourra contribuer, dans la mesure de ses moyens, à la formation des professionnels de l'éducation artistique et culturelle (EAC) par la mise à disposition des

équipements départementaux.

► Équipements culturels départementaux et maisons départementales de la nature

Au sein de ces équipements départementaux des actions de médiation sont conduites à destination de l'ensemble des publics de l'enfance et de la jeunesse

- L'hôtel départemental des expositions (HDE-Var)
- L'abbaye de La Celle (La Celle)
- Les archives départementales du Var (Draguignan)
- La médiathèque départementale (Draguignan)
- Le muséum départemental du Var (Toulon)
- L'écomusée départemental des 4 Frères (Le Beausset)
- La maison départementale de la nature du Plan (La Garde)
- L'écoferme départementale de la Barre (Toulon)

► Dispositifs culturels départementaux

- Actions pédagogiques dans le cadre de la Fête du livre du Var (six jours de rencontre avec les auteurs de bande dessinée dans les collèges)
- Lire en territoire
- Les actions culturelles en faveur des enfants confiés au Département (CDE-MECS) : rencontre de l'oeuvre, ateliers de pratique artistique
- Le musée virtuel : rendre accessible des œuvres contemporaines issues de la collection départementale au travers de vidéos de présentation et de supports numériques interactifs dans les communes et les collèges
- Appels à projets art, culture, sciences et environnement dans les collèges
- Parcours littoral d'architecture contemporaine
- Les itinéraires du patrimoine roman
- Prêts d'outils : expositions itinérantes prêtées par la mediathèque départementale du Var et les archives départementales du Var
- Animations d'ateliers lecture pour les tout-petits
- Le label Premières Pages : actions en direction des médiathèques (formations à la littérature jeunesse, valises thématiques pour les bébés lecteurs…)

►Evènements culturels

- La Nuit des Musées
- La Fête de la Science
- La Fête de la Nature
- la nuit des bibliothèques
- Quart d'heure de lecture pour les tout-petits avec la Protection maternelle infantile

► Bus culture

Afin de favoriser la participation des établissements et des jeunes aux actions mises en place en matière d'éducation artistique et culturelle, le Département a développé un dispositif le *"bus culture"*.

Ce dispositif permet le transport gratuit vers les équipements culturels départementaux, les lieux de représentation et d'activités désignés par le Conseil Départemental du Var, les lieux d'actions et/ou manifestations mises en place dans le cadre de la programmation culturelle du Département.

► Participation du Département aux dispositifs initiés ou soutenus par l'Etat

L'équilibre territorial de l'offre culturelle est un des objectifs majeurs de la politique culturelle départementale. Le Département souhaite s'inscrire dans les dispositifs suivants :

- l'opération "collèges au cinéma". Afin de favoriser la participation de collèges éloignés d'une salle de cinéma, le Département pourrait prendre en charge, dans le cadre du "Bus culture", le transport de classes de deux ou trois collèges situés en zone rurale ou en quartiers prioritaires.

- La tournée du MuMo x Centre Pompidou, musée itinérant accueilli pendant trois semaines en 2026 dans le Var, dans des zones rurales.

- Collaboration pour installer des artistes en résidence dans des collèges en zones rurales

Le cas échéant, de nouvelles actions convenues en commun pourront être intégrées en cours d'exécution de la présente convention.

► Evaluation et valorisation des actions d'éducation artistique et culturelle conduites par le Département

Le Département souhaite accentuer

- l'évaluation des actions d'éducation artistique et culturelle au sein des équipements ou dispositifs culturels mis en oeuvre par le Département (nombre de jeunes bénéficiaires, nombre d'établissements) intégrant des éléments comparatifs avec des collectivités territoriales similaires,

- la valorisation des actions d'éducation artistique et culturelle conduites par les équipements et dispositifs culturels départementaux

2.3. <u>Équipements culturels du territoire soutenus par le Département du Var et/ou l'Etat et structures associatives concourant au développement de l'EAC</u>

► Équipements culturels et structures associatives :

Le Département participe également au développement de l'éducation artistique et culturelle par le biais d'aides financières allouées aux équipements culturels du territoire et

partenaires associatifs œuvrant dans ce domaine.

- Le Pôle, Scène conventionnée d'intérêt national
- Scène nationale Châteauvallon-Liberté
- Théâtre Le Carré, scène conventionnée d'intérêt national
- Théâtres en Dracénie,Scène conventionnée d'intérêt national
- Villa Noailles, centre d'art d'intérêt national
- Opéra de TPM
- Tandem ScèneS de Musiques Actuelles
- Théâtre Denis
- Palais des congrès de Saint Raphaël
- Théâtre Marélios
- Théâtre Le Forum
- Cinéma le Royal
- Ecole supérieure d'art et de design Toulon Provence Méditerranée
- Conservatoire à rayonnement régional de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée
- Conservatoire de Saint-Raphaël
- Conservatoire de la Provence verte
- Conservatoire Rostropovitch Landowski
- Le Chantier
- Centre archéologique du Var
- Conservatoire de la Garde Freinet
- Domaine du Rayol - Adora

Ainsi que les compagnies de spectacle vivant

Les associations ayant reçu un agrément académique ou national, ou référencées sur ADAGE, peuvent intervenir durant le temps scolaire et proposer des intervenants et artistes sans solliciter d'attestation de compétence à la DRAC.

► Principaux dispositifs culturels bénéficiant d'une aide financière de l'Etat :

- Les conventions EAC de territoire entre l'Etat (DRAC et Rectorat) et les communes et intercommunalités favorisent le développement des politiques culturelles en direction de l'enfance et de la jeunesse ; Dans le Var, à la date de signature de la présente convention, les territoires suivants sont concernés : Communauté d'agglomération de la Provence verte, Dracénie-Provence-Verdon agglomération, TPM, Fréjus, Saint-Raphaël, Sainte-Maxime
- Le Pass culture, offre collective et offre individuelle, permet le financement de projets culturels en milieu scolaire et l'accès aux offres culturelles à titre individuel pour tous les jeunes de 17 à 20 ans.
- Les jumelages et partenariats entre établissements scolaires ou socio-éducatifs et opérateurs culturels sont soutenus par la DRAC dans le cadre de ses crédits annuels pour l'EAC.
- Le dispositif *Ma classe au cinéma*, à l'école, au collège et au lycée bénéficient d'un soutien de la DRAC pour la coordination régionale et départementale ainsi que du

CNC.

- l'opération *La classe, l'œuvre* dans les musées et centres d'art peut bénéficier d'une aide de la DRAC pour le financement des interventions artistiques.
- Les Enseignements de spécialité théâtre et cinéma dans les lycées de Draguignan, La Garde, La Seyne sur mer, Lorgues et enseignements optionnels à Hyères, au Muy, à Toulon, Gassin,Saint-Raphaël, Lorgues, La Seyne bénéficient d'un soutien de la DRAC pour la rémunération des artistes intervenants et du Rectorat pour les heures d'enseignement..
- Les différents appels à projets annuels de la DRAC, sous réserve de reconduction annuelle, contribuent au développement de nombreux projets d'éducation artistique auprès des enfants et des jeunes dans tous les temps de leur vie :
- C'est mon Patrimoine
- Education aux Médias et à l'Information et Résidences de journalistes
- Terres de Légendes
- Culture-Justice
- Culture-Santé
- Culture et lien social
- Eté culturel

3. MODALITÉS DE SUIVI ET D'EVALUATION DU PARTENARIAT

3.1. **Comité technique :**

Un comité technique composé de représentants des trois institutions se réunit au moins une fois par an pour évaluer les actions conduites et adapter, si nécessaire, les modalités de poursuite du partenariat.
Un groupe de travail sera mis en place, entre les signataires, afin de réfléchir à la mise en place des résidences d'artistes dans les collèges en zones rurales et l'accès à la culture pour la petite enfance et les enfants confiés au Département dans le cadre de la protection de l'enfance.
D'autres groupes de travail spécifiques pourront être organisés (expertise sur un des domaines de l'EAC, pilotage d'un projet conjoint, mise en place de formations ou de rencontres professionnelles, création d'outils et d'indicateurs d'évaluation, partage d'expériences, ...).

3.2. **Outils d'évaluation :**

Une évaluation annuelle des actions menées dans le cadre de cette convention sera établie par les partenaires avec les outils mis à la disposition des partenaires. L'objectif recherché étant de tendre vers le 100 % EAC dans tous les établissements scolaires et de développer l'éducation artistique et culturelle dans les autres lieux d'accueil des enfants et jeunes.

Afin de vérifier l'atteinte de ces objectifs, les partenaires s'accordent sur la définition des indicateurs suivants :

- Nombre de jeunes bénéficiaires d'actions d'éducation artistique et culturelle au sein des équipements ou dispositifs culturels mis en œuvre par le Département
- Part d'élèves ayant vécu au moins une action EAC
- Part d'établissements scolaires ayant mis en oeuvre au moins une action EAC

Elle pourra également s'appuyer sur l'application nationale, l'ADAGE, conçue pour permettre aux équipes éducatives de recenser tous les projets EAC dans les établissements scolaires ainsi que les partenaires y ayant contribué.

Le cas échéant, d'autres outils spécifiques d'évaluation pourront être mis en place au sein du comité technique ou de groupes de travail spécifiques prévus à l'article 3.1.

4. COMMUNICATION

Les partenaires de la convention s'engagent à développer des outils d'information et de communication.
Les objectifs de cette convention sont valorisés par le Département par le biais de ses divers supports de communication en direction du grand public.
Il informe les partenaires culturels susceptibles d'être associés à la mise en œuvre de certains projets.
L'Académie de Nice diffuse cette convention auprès des services de l'éducation nationale.
La DRAC met cette convention en ligne sur son site internet.

5. DURÉE DE LA CONVENTION ET CARACTÈRE EXÉCUTOIRE

Cette convention est établie pour une durée de quatre ans. Elle prendra effet après signature par l'ensemble des parties à compter de sa notification. Elle pourra faire l'objet d'une reconduction expresse.

6. RÉSILIATION

Cette convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

7. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Pour tout litige qui résulterait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties déclarent donner compétence au Tribunal administratif de Toulon.

Fait en 3 exemplaires originaux à … le : … /…/…

Le Préfet de Région Direction Régionale des Affaires Culturelles Ministère de la Culture
La Rectrice de l'Académie de Nice,
Le Président du Conseil Départemental du Var

Fait à Toulon, le

CDT/DCJ/
FF

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G28

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR, LE MINISTERE DE LA JUSTICE (SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DU VAR), LES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DU VAR ET DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS DES BIBLIOTHEQUES CARCERALES DU DEPARTEMENT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties : Mme Françoise LEGRAIEN, M. Grégory LOEW, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI.

Absents/Excusés : M. Robert BENEVENTI, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE, Mme Valérie RIALLAND.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du Conseil départemental n° A13 du 2 avril 2014 relative à l'adoption du schéma départemental de la lecture publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n° A5 du 26 octobre 2022 donnant délégations d'une partie des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,
Vu la délibération cadre de la Commission permanente n°G11 du 24 avril 2023, présentant les principaux axes stratégiques de la politique culturelle 2023-2028,VARiations culturelles,
Vu le souhait du Département du Var de s'engager dans une démarche de contractualisation avec le ministère de la justice (service pénitentiaire d'insertion et de probation du Var), l'agence régionale du livre Provence Alpes Côte d'Azur et le réseau des médiathèques de la Dracénie, au titre du développement des collections des bibliothèques carcérales du Département du Var,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission culture du 9 avril 2025
Considérant l'information à la commission insertion et action sociale du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver le projet de convention de partenariat entre le Département du Var, le ministère de la justice (service pénitentiaire d'insertion et de probation du Var), l'agence régionale du livre Provence Alpes Côte d'Azur et le réseau des médiathèques de la Dracénie, pour le développement des collections des bibliothèques carcérales du Département du Var, tel que joint en annexe,

- d’autoriser le Président du Conseil départemental à signer ladite convention.

Adopté à l’unanimité.

Non participation au vote et sortie de la salle :	M. Grégory LOEW, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102713-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DCJ/
FF

Acte n° : CO 2025-479

PROJET - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DU VAR, L'AGENCE REGIONALE DU LIVRE PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR, LE MINISTERE DE LA JUSTICE (SERVICE PENITENCIERE D'INSERTION ET DE PROBATION DU VAR), LES ETABLISSEMENTS PENITENCIERES DU VAR, DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION

CONVENTION DE PARTENARIAT

pour le développement des bibliothèques des établissements pénitentiaires du département du Var

entre

Le Conseil départemental du Var

Et

Le service pénitentiaire d'insertion et de probation du Var

L'agence régionale du livre Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Les établissements pénitentiaires du Var

Dracénie Provence Verdon Agglomération

PRÉAMBULE

Considérant le Protocole d'accord Culture/Justice signé le 14 mars 2022,
Considérant les règles pénitentiaires européennes 27.1 à 27.7, 28.5 et 28.6 ;
Considérant l'entrée en vigueur du code pénitentiaire depuis le 1er mai 2022 ;
Considérant l'article R.57-6-17 du Code de procédure pénale ;
Considérant les articles R.382-1, D.222-2, D.214-31, R.414-1 à D.414-6 du Code pénitentiaire ;
Considérant les articles L.111 à L.123.11 du Code de la propriété intellectuelle ;
Considérant la Circulaire NORMCCB1114516C du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre des projets culturels destinés aux personnes placées sous-main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire ;
Considérant la Circulaire JUSK2227078C du 21 septembre 2022 relative à la promotion le pilotage et la valorisation des activités des personnes détenues,

En application des articles L1, L111-1 et L111-2 du code pénitentiaire entré en vigueur le 1er mai 2022, le service public pénitentiaire participe à la préparation et à l'exécution des décisions judiciaires. Il contribue à l'insertion ou à la réinsertion des personnes qui lui sont confiées et à la prévention de la commission de nouvelles infractions.

Il assure l'ensemble de ses missions dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes à l'égard desquelles il intervient.

L'accès à la culture est un droit pour toutes les personnes placées sous main de justice au même titre que l'éducation et la santé, la culture est un facteur de revalorisation personnelle, d'insertion scolaire, professionnelle et sociale. Elle peut être considérée comme contribuant à la prévention de la récidive.

Dans le cadre de cette mission, les SPIP et les établissements pénitentiaires développent et mettent en place des actions culturelles en milieu pénitentiaire, avec le concours des autres services de l'État, des collectivités territoriales, des associations et d'autres personnes publiques ou privées.

Chacune de ces autorités et de ces personnes veille, en ce qui la concerne, à ce que les personnes placées sous main de justice accèdent aux droits et dispositifs de droit commun de nature à faciliter leur insertion ou leur réinsertion.

Des conventions entre l'administration pénitentiaire et les autres services de l'Etat, les collectivités territoriales, les associations et d'autres personnes publiques ou privées définissent les conditions et modalités d'accès des personnes condamnées aux droits et dispositifs mentionnés par les dispositions de l'article L.111-1.

Ces conventions comportent des objectifs précis, définis en fonction de la finalité d'intérêt général mentionnée au même article, ainsi que des résultats attendus, et faisant l'objet d'une évaluation régulière.

Aux vues de :

- la mission confiée par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Direction régionale des affaires culturelles, la Direction interrégionale des Services pénitentiaires et la Direction régionale de la Protection judiciaire de la jeunesse à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le développement de la lecture en prison depuis 2015, ainsi que dans les foyers de la PJJ depuis 2018,
- le besoin identifié par le **SPIP** de renouveler les collections et animer les bibliothèques des établissements du territoire,
- le souhait des **bibliothèques du réseau de lecture publique de la Dracénie et départementale** d'accompagner autant que faire se peut, et sur ces missions, le développement des bibliothèques des établissements pénitentiaires des lieux cités ci-dessus,
- le rôle fédérateur de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur pour rassembler les bibliothécaires intervenants en bibliothèques carcérales,
- la mission confiée à l'ArL de suivi des bibliothèques, d'acquisitions d'ouvrages et de mise en place d'actions culturelles.

Vu la délibération cadre G11 du conseil départemental du Var du 24 avril 2023, présentant les principaux axes de la politique culturelle 2023-2028, VARiations culturelles

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention et ne saurait en être dissocié.

Dans cette perspective,

Entre

L'Agence régionale du Livre Provence-Alpes-Côte d'Azur,
association régie par la loi du 1er juillet 1901,
dont le siège social est situé à Aix-en Provence, 8/10 rue des Allumettes ;
représentée par sa directrice, **Madame Léonor DE NUSSAC**,
et désignée sous le terme "ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur",

Le Service pénitentiaire d'insertion et de probation 83
dont le siège social est situé à La-Valette-du-Var, Immeuble Le Nobel, 270, avenue Jean d'Ormesson,
représenté par son directeur fonctionnel, **Monsieur Philippe JUILLAN**, et
désigné sous le terme "SPIP 83",

Le Centre Pénitentiaire de Toulon la Farlède
Route de la Crau – quartier la Castille 83 041 Toulon Cedex 9
représenté par **Monsieur Jean-Pierre CHARPENTIER-TITY** en sa qualité de chef d'établissement
et désigné sous le terme « l'Établissement Pénitentiaire de Toulon La Farlède»

La Maison d'Arrêt de Draguignan
3305, avenue Fred Scamaroni 83 300 Draguignan
représenté par **Madame Florence BOULET** en sa qualité de cheffe d'établissement et désigné sous le terme « l'Établissement Pénitentiaire de Draguignan"

Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa),
dont le siège social est situé Square Mozart - CS 90129 - 83004 Draguignan cedex représentée par son Président en exercice, **Monsieur Richard STRAMBIO,** autorisé par la délibération n° C_2024_199 du Conseil communautaire en date du 30 septembre 2024, et désigné sous le terme "réseau de lecture publique de la Dracénie".

Et

LE DÉPARTEMENT
Le Président du Conseil départemental du Var,
Monsieur Jean Louis MASSON
Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération de la commission permanente n° en date du
dont le siège est situé 39 avenue des Lices BP 1303, 83076 Toulon Cedex

L'ensemble étant désigné sous le termes « les partenaires ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la coopération entre les partenaires

La convention a pour objet d'établir les cadres du partenariat entre les différents partenaires et de fixer leurs engagements respectifs, en vue d'accompagner le développement de la bibliothèque des établissements pénitentiaires de Toulon la Farlède et de Draguignan.

Dans le cadre du développement des activités en détention et de la prévention des effets désocialisant de l'incarcération, les partenaires se coordonnent en vue de réaliser des acquisitions d'ouvrages et des animations dans les établissements sous main de justice.

Pour ce faire, l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur procédera à un dépôt de demande de subvention auprès du Centre National du Livre (CNL), en partenariat avec les signataires de la présente convention, chaque année. La présente convention définit les rôles de chaque partenaire dans les différentes opérations administratives, financières et techniques.

Article 2. Engagements des partenaires

L'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à déposer auprès du CNL le dossier « Subventions aux projets de diffusion du livre pour les publics empêchés » pour les bibliothèques des établissements concernés.

Pour ce faire l'Agence :

- coordonnera l'ensemble de l'opération en mettant en œuvre les réunions, rencontres, compte rendus et autres opérations nécessaires,
- sollicitera la bibliothèque partenaire de chaque établissement pour la sélection, le

choix des documents et des animateurs en adéquation avec les besoins de chaque lieu,
● emploiera les crédits versés par le CNL pour acheter des ouvrages et animer les fonds concernés, dans la limite des crédits disponibles,
● remettra aux établissements concernés par cette convention les ouvrages achetés dans ce cadre,
● mènera l'évaluation de ces actions, incluant un complément budgétaire pour des actions de médiation afin de faire vivre et animer les fonds ainsi achetés. ● favorisera et organisera la réalisation et la diffusion de toute production sonore, écrite ou illustrée dans le respect de la législation en vigueur,
● mentionnera sur tous les supports de communication du projet le partenariat avec le SPIP et l'Établissement Pénitentiaire,
● respectera le cadre de la communication établi avec l'administration pénitentiaire.

L'ArL œuvre par la présente au conventionnement entre établissements et bibliothèques municipales ou départementales, afin de faire vivre, renouveler, prêter et développer les fonds d'ouvrages nouvellement constitués dans ce projet.

LE SPIP 83 s'engage :

- à consacrer au projet une somme définie chaque année, pour procéder à l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) ainsi que, le cas échéant, l'animation du fonds des bibliothèques sous main de justice précitées, dans un délai de 6 mois maximum suivant l'acceptation du dossier de demande de subvention au CNL,
- à transmettre à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur dans un délai maximum de 2 mois toutes les copies de factures correspondantes à l'intégralité du projet aidé ainsi que la liste des ouvrages acquis,
- à rendre accessibles au plus grand nombre les ouvrages acquis dans le cadre de cette convention de partenariat,
- à mettre à la disposition de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur tous documents nécessaires à l'évaluation de l'impact des acquisitions et animations réalisées dans le cadre de cette convention.

Les établissements pénitentiaires de Toulon la Farlède et de Draguignan, dans le cadre des ateliers et gestion des bibliothèques s'engagent à :

- désigner un interlocuteur privilégié au partenaire, en la personne de Mme Malvina FORT pour Toulon la Farlède, Mme Céline FLEURY pour Draguignan, coordinatrices d'activités,
- faciliter l'accès de l'intervenant concerné par l'action dans les zones et locaux préalablement autorisés par la direction de l'établissement,
- communiquer auprès des personnes détenues concernant les ateliers, sur la base des supports de communication transmis par l'intervenant,
- mettre à disposition les locaux disponibles les plus adaptés au bon déroulement de l'activité,
- favoriser l'information et les déplacements des personnes détenues sollicitées puis retenues, après validation par la direction de l'établissement,
- contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation de l'action d'un commun accord entre les signataires de la convention ou leurs représentants,
- veiller au bon déroulement des actions et à leur aboutissement selon les objectifs précisés dans la présente convention et dans le respect de la réglementation pénitentiaire,

● permettre la tenue des ateliers et faciliter la réalisation de toute production sonore, écrite ou illustrée,
● garantir le respect des parcours d'insertion des participants à ce projet, ● contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation de l'action en participant aux réunions de travail programmées d'un commun accord entre les signataires de la convention ou leurs représentants,
● donner un avis circonstancié sur toute production sonore, écrite ou illustrée réalisée pour laquelle le PARTENAIRE souhaite solliciter une autorisation de diffusion publique conforme à la législation en vigueur,
● communiquer sur les projets, après avoir défini les contours de cette communication avec l'Agence régionale du Livre et les bibliothèques partenaires.

La Médiathèque Départementale du Var s'engage à :

● conseiller et accompagner les établissements pénitentiaires dans leurs initiatives visant à favoriser l'accès au livre et à la lecture, à l'information et à la formation, ● rechercher tout partenariat favorisant les pratiques de lecture,
● proposer des actions culturelles développées dans le cadre des dispositifs départementaux : Prix des lecteurs du Var, Le Var lire en territoire,
● fournir des ressources documentaires (prêts ou dons de livres) lorsque ce sera possible, en adéquation avec les besoins du public sous main de justice, ● lors de ses interventions, le personnel de la bibliothèque (ou le bénévole recruté) s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur dans l'établissement, ● à participer à l'évaluation des actions menées.

Le réseau de lecture publique de la Dracénie s'engage à :

● apporter une aide technique et scientifique pour le choix des ouvrages dans le respect de l'équilibre des collections, des montants déterminés par la présente convention sans perdre de vue les besoins spécifiques de la population sous main de justice,
● apporter l'assistance technique d'un personnel qualifié concernant les acquisitions, la gestion des collections, le catalogage, l'indexation, le désherbage et le récolement des collections de l'établissement de Draguignan,
● rechercher tout partenariat favorisant les pratiques de lecture,
● fournir des dons de livres lorsque ce sera possible, en adéquation avec les besoins du public sous main de justice,
● former les détenus au poste d'auxiliaires-bibliothécaires, les éducateurs référents ou les bénévoles référents, au fonctionnement de la bibliothèque de leur site, ● former un bénévole extérieur, prêt à animer et ranger régulièrement la bibliothèque des établissement(s) concerné(s), et l'autoriser à utiliser son propre matériel pour l'équipement des ouvrages concernés,
● lors de ses interventions, le personnel de la bibliothèque (ou le bénévole recruté) s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur dans l'établissement, ● participer à l'évaluation des actions menées.

Compte-tenu des délais du CNL, les partenaires s'engagent à répondre avec diligence à toutes les demandes de l'ArL et à respecter les délais fixés, impératifs pour mener à bien les opérations.

Article 3. Modalités pratiques

Le choix des titres pour le dossier de demande de subventions adressé au CNL sera fait en concertation avec les professionnels en fonction des besoins exprimés par les lecteurs et bibliothécaires des établissements concernés. Les ouvrages mais aussi les animations

devront répondre au mieux aux besoins de la population sous main de justice en matière de culture, de loisir, d'information, d'apprentissage et d'insertion.

Article 4 : Confidentialité des informations échangées
Les partenaires s'engagent à garder strictement confidentielles toutes informations dont ils pourraient avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la présente convention et se portent fort du respect de cette obligation de confidentialité pour toute personne placée sous leur responsabilité et/ou leur autorité.

Article 5. Modalités financières
Les partenaires, hors DPVa, s'engagent à consacrer au projet une somme annuelle définie chaque année, sous réserve de l'obtention des subventions du CNL.

Article 6 : Durée de la convention
Cette convention prend effet à partir de la date de sa signature pour une durée de : trois ans. Chaque année les partenaires définiront les sommes à engager.

Article 7 : Mesure de régulation
En cas d'inexécution par les partenaires des obligations décrites dans la présente convention, ou au cas où les partenaires n'auraient pas réalisé les actions prévues en objet dans les délais impartis, les partenaires pourront interrompre les actions prévues. Le partenaire qui prendra cette mesure en informera les autres par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : Résiliation
En cas de non-respect par l'un des partenaires de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où l'un des partenaires ferait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

Article 9 : Modification de la convention
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu entre les partenaires, préalablement approuvé selon les règles propres à chaque partenaire.

Article 10 : Litiges et contentieux
Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Fait en 6 exemplaires à Aix en Provence, le …….

La directrice de l'Agence régionale	**Le Service pénitentiaire**
du Livre Provence-Alpes-Côte d'Azur	**d'insertion et de probation 83**
Madame Léonor DE NUSSAC	**Monsieur Philippe JULIAN**

Le Centre Pénitentiaire

de Toulon la Farlède

Monsieur Jean-Pierre CHARPENTIER-TITY

La d*irectrice de la Maison d'arrêt de*

Draguignan

Madame Florence BOULET

Le Président de Dracénie
Provence Verdon agglomération

Monsieur Richard STRAMBIO

Le Président du Conseil
départemental du Var

Monsieur Jean Louis MASSON

Fait à Toulon, le

CDT/DDTS/
DH

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G33

OBJET : PLAN VELO DEPARTEMENTAL - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION GRACIEUSE AU PROFIT DU DEPARTEMENT DU CIRCUIT AUTOMOBILE DU VAR AU LUC-EN-PROVENCE A L'OCCASION DE LA MANIFESTATION MAI A VELO 2025

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, Mme Véronique BACCINO, Mme Véronique BERNARDINI, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Joseph MULE, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD.

Déports/Sorties : Mme Christine AMRANE, M. Bruno AYCARD, M. Laurent BONNET, M. Dominique LAIN, Mme Françoise LEGRAIEN, M. Christophe MORENO, Mme Christine NICCOLETTI.

Absents/Excusés : M. Robert BENEVENTI, Mme Josée MASSI, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le Plan vélo départemental 2023/2027 approuvé par délibération du Conseil départemental n° A5 du 07 février 2023,
Vu le rapport du Président,
Considérant que la réalisation d'actions d'animation en faveur de la pratique du vélo intègre les axes stratégiques du Plan vélo départemental,
Considérant que la manifestation prévue le 17 mai 2025 au circuit du Var intègre l'opération nationale Mai à vélo,
Considérant que la mise à disposition des installations du Syndicat mixte de la base de loisirs du circuit automobile du Var et ses modalités de d'utilisation sont réglées par convention,

Considérant l'avis de la commission développement durable, mobilités douces et performance énergétique du 10 avril 2025
Considérant l'information à la commission autonomie et handicap du 10 avril 2025
Considérant l'information à la commission enfance et centre départemental de l'enfance du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver le projet de convention CO 2025-485 de mise à disposition gracieuse du circuit automobile du Var pour l'organisation le 17 mai prochain de la manifestation Mai à Vélo 2025, telle que jointe en annexe 1 à laquelle le règlement de sécurité et de tranquillité publique est annexé (annexe 2),

- d’autoriser le Président du Conseil départemental à signer ladite convention.

Adopté à l’unanimité.

Non participation au vote et sortie de la salle :	M. Laurent BONNET, Mme Christine NICCOLETTI, M. Christophe MORENO, M. Dominique LAIN, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Christine AMRANE, M. Bruno AYCARD.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101923-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

PROJET DE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION 2025

Réglant les modalités d'utilisation des installations édifiées sur la propriété du SYNDICAT MIXTE de la BASE de LOISIRS DU CIRCUIT AUTOMOBILE DU VAR, sis au lieu « Le Bel Amant », à LE LUC EN PROVENCE - VAR,

EN COMPLÉMENT DES CGV, DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR ET DU RÈGLEMENT DE SÉCURITÉ & TRANQUILLITÉ PUBLIQUE EN VIGUEUR ANNEXÉS À LA PRÉSENTE CONVENTION

Entre les SOUSSIGNÉS

:

Monsieur Le Président du SYNDICAT MIXTE de la BASE DE LOISIRS du CIRCUIT AUTOMOBILE du VAR dénommé ci-après « SYNDICAT MIXTE », dûment habilité par délibération N° 20/15 du Comité Syndical du 24 juillet 2020,

D'UNE PART,

Et
Le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° du 28 avril 2025
Le Président du Conseil départemental est représenté par Madame/Monsieur, Xème vice-président(e)/ conseiller(e) départemental(e) et président(e) de la commission "XXX" agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

Dénommé ci-après « **L'UTILISATEUR** »

D'AUTRE PART,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1ER : La présente convention s'applique aux installations désignées ci-après :
• 1 circuit automobile de 2 Km 400 (ou 2Km200 sans la chicane en mode rapide)
• Des pré-paddocks pilotes équipés de 8 bornes électriques
• Location de 2 boxes
• 1 zone barnums de 12 X 4.5 mètres disposés dans la Pit Lane zone « public »
• Location d'1 salle climatisée + terrasse (le cas échéant)
Il pourra être dressé si nécessaire 1 état des lieux contradictoire des installations et biens mobiliers mis à disposition avant toute entrée en jouissance.

ARTICLE 2 - HORAIRES D'OUVERTURE de la PISTE – Les horaires d'ouverture de la piste sont les suivants : (conformément l'arrêté préfectoral d'homologation en vigueur)

Horaires piste:
Été (du 1er avril jusqu'au changement d'heure national) : 8h30 - 12h00 et 14h00 - 18h00

Horaires préparatifs & installation =
• Pré-paddocks pilotes – boxes et salle de réunion = de 7H30 à 18H30
• Pit lane & barnums, piste asphalte (*) = de 7H30 à 18H30

Le Syndicat Mixte par la voix du chef de poste se réserve le droit, pour des raisons de sécurité, d'écourter ou d'interrompre le roulage

ARTICLE 3 - DATE DE RÉSERVATION ET DURÉE

SAMEDI 17 MAI 2025

ARTICLE 4 - UTILISATION :
L'utilisation des installations autres que celles citées dans l'article 1er sont rigoureusement interdites (sauf autorisation expresse et écrite du Syndicat Mixte). L'utilisation devra se faire en «*bon père de famille».*
Toutes dégradations autres que celles résultant de l'usage normal des installations ou des matériels mis à disposition, seront à la charge de l'utilisateur.

Après chaque utilisation, les installations seront closes de manière à en interdire l'accès à toute personne non autorisée.

ARTICLE 5 :
L'utilisateur prendra les installations et matériels mis à sa disposition dans l'état où ils se trouvent au jour et à l'heure de départ de la présente convention. ***Il devra s'accommoder des autorisations préalablement accordées par les autorités du Syndicat Mixte (vendeurs, exposants, photographe ...)➔ emplacements définis par le Syndicat Mixte.***

Il ne pourra céder son droit d'utilisation des installations et matériels faisant l'objet de la présente qu'avec l'assentiment exprès et écrit du Syndicat Mixte. Dans tous les cas, l'utilisateur restera garant solidaire du paiement du montant dont il est redevable auprès du Syndicat Mixte, et de l'exécution des conditions de la présente convention et cette obligation de garantie s'étendra à tous les cessionnaires et sous-locataires successifs occupant ou non les lieux mis à disposition.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Le Syndicat Mixte (l'exploitant) est déchargé de toute responsabilité autre que celle découlant de la propriété et de l'exploitation du circuit.
Le client cosignataire de cette convention (l'organisateur) assume la responsabilité de toute personne présente dans l'enceinte du circuit dont l'accès est strictement interdit au public.
Lors de la confirmation de la réservation de la piste, l'organisateur devra fournir une ATTESTATION de RESPONSABILITÉ CIVILE ORGANISATEUR MENTIONNANT EXPRESSÉMENT QUE L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION AURA LIEU SUR CIRCUIT.

L'exploitant est déchargé de toute responsabilité en cas d'accident autre que celle imputable aux installations elles- mêmes.
Cette absence de responsabilité de l'exploitant concerne les accidents de toute natures survenus dans le cadre de l'utilisation du circuit notamment en cas d'accident de circulation impliquant les conducteurs en cours de conduite.
La responsabilité civile en cas d'accident dans l'enceinte du circuit (piste et installations diverses) devra être assumée solidairement soit par l'organisateur ou son assureur soit par le conducteur ou son assureur.
A ce titre, il est vivement conseillé à l'organisateur de s'assurer de la validité des garanties RESPONSABILITÉ CIVILE CIRCULATION AUTOMOBILE souscrites par les conducteurs.
En cas d'accident de toute nature, il sera établi contradictoirement un constat amiable et ce dernier sera rédigé systématiquement en présence de l'organisateur.

ARTICLE 7 - SERVICE DE SÉCURITÉ : CONFORMÉMENT AUX PRESCRIPTIONS DU RÈGLEMENT DE SÉCURITÉ

Celui-ci sera assuré par le service de sécurité interne du Syndicat Mixte de la Base de Loisirs du Circuit Automobile du LUC.

Le service de sécurité se trouvera sous l'autorité du chef de poste de secours du jour du Syndicat Mixte qui se présentera au client dès son arrivée. Ce chef de poste du jour est chargé de l'application stricte de la réglementation sur la tranquillité publique et pourra prendre toutes dispositions utiles allant jusqu'à l'exclusion du participant ou arrêt de la session de roulage pour le non-respect de ladite réglementation.
Le CIRCUIT du VAR – 83340 LE LUC étant établissement public par destination, demeure sous la direction du Président ou de son représentant, en cas de péril immédiat ou à venir.

SECOURS AUX PERSONNES : Sur ce point, les personnes victimes d'une blessure ou d'accident de diverses natures, seront soit conduites vers un centre hospitalier ou médicalisé par le V.S.A.B. des Sapeurs-pompiers, soit signeront une décharge en cas de refus ou de non nécessité dictée par une décision médicale. Dans le cas d'un refus d'évacuation, les secouristes assureront, si besoin, les soins nécessaires (pansement, nettoyage de plaies, etc …).
Aussi, lors de la mise en œuvre d'une prestation secours, tout ou partie des éléments de ce dispositif pourront, pour une durée indéterminée, être déployés sur le site ou ses abords pour des raisons de secours publics urgents ; l'activité piste sera suspendue le temps nécessaire sans pouvoir prétendre à aucun remboursement. Dans le cadre d'une évacuation d'une victime du circuit, l'activité piste pourra également être suspendue selon les besoins des secours.

ARTICLE 8 – PRÉCISIONS SUPPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Le client organisateur, outre les mesures sus indiquées devra s'assurer que tous les participants qui l'accompagnent et lui-même soient en règle au niveau des équipements individuels et collectifs (véhicules, normes en vigueur)

ARTICLE 9 – MODALITÉS FINANCIÈRES DE MISE A DISPOSITION :
Compte tenu du caractère d'intérêt général de la manifestation porté par le Département du Var, le Syndicat mixte met à disposition à titre gracieux les installations mentionnées à l'article 1 de la présente convention ainsi que le personnel de sécurité

ARTICLE 10 - LITIGE :
Tout litige avec d'autres utilisateurs des installations situées sur les terrains d'assiette du Circuit du Var sera soumis à l'arbitrage de Monsieur le Président du Syndicat Mixte (ou son représentant légal) avant tout recours administratif ou juridictionnel.

ARTICLE 11 – SANCTION DE TOUT MANQUEMENT AUX CONDITIONS DES PRÉSENTES
Tout manquement aux présentes pourra être sanctionné par l'arrêt momentané ou définitif de l'activité, décidé par le chef de poste du jour et/ou la direction.

FAIT A LE LUC EN PROVENCE, LE ___ /___ /**2025**

Pour le Conseil Départemental du Var

Pour le Syndicat Mixte,
Le Président

Pierre BEDRANE.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE 2025

Préambule :

Le présent document régit de manière exclusive les relations contractuelles entre le Syndicat Mixte du Circuit du Var et sa base de loisirs ci-après dénommé « Circuit du Var » situé Route des Mayons 83340 Le Luc en Provence et toute personne physique ou morale, professionnel ou particulier, ci-après dénommé « le Client » qui achète une prestation proposée par le Circuit du Var.

Ce document est systématiquement communiqué à tout Client en étant joint au devis pour lui permettre de passer commande auprès du Circuit du Var.

Le fait pour le Client de passer commande implique une adhésion entière et sans restriction au présent document et au règlement intérieur disponible sur notre site internet www.circuitduvar.com et disponible à l'entrée du Syndicat Mixte.

Le Client déclare avoir pris connaissance de l'intégralité des présentes conditions générales de vente et y adhérer sans réserve.

I- Modalités de réservation et de paiement

Prix :
Tous les prix communiqués au Client sont exprimés en TTC. Le prix applicable est celui en vigueur au jour de la commande. Tout changement éventuel du taux légal de la TVA française entre le jour de la commande et celui de la prestation sera répercuté sur le prix des prestations vendues.

Réservations et paiement :
Toute demande de réservation de la piste et/ou des espaces extérieurs doivent faire l'objet d'un mail à contact@circuitduvar.com à la suite duquel un devis sera transmis. Ce dernier devra être retourné signé par le Client par mail au Syndicat Mixte ainsi que le règlement de sécurité et de tranquillité publique. L'acompte mentionné sur le devis devra également être réglé par virement au Syndicat Mixte suite à l'émission d'une facture. Sans ces éléments, les dates et les prestations resterons disponibles à la commercialisation.

Acompte :
A la signature du devis, un acompte sera demandé au Client pour valider les prestations selon les modalités suivantes :
- Réservations de 1 à 10 journées espacées dans l'année : versement d'un acompte égal à 1 jour réservé
- Réservations de plusieurs jours consécutifs : versement d'un acompte qui est égal à la moitié de la période réservée
L'acompte peut être payé par virement, chèque ou encore par carte bancaire (sur place).

Solde de la facture :
Le solde de la facture devra être réglé avant la date de la prestation ou au plus tard le matin même par carte bancaire avant le début de la manifestation. Le non-paiement dans les délais impartis peut entrainer l'annulation des prestations réservées sans aucun remboursement ni report possible.

Délais de paiement :
Toute facture devra être payée au plus tard 30 jours après sa date d'émission. Sans paiement au-delà de ce délai, la créance sera directement transmise au Trésor Public de Draguignan.

II- Annulation

Les prestations ne sont ni échangeables ni remboursables. Toute annulation doit faire l'objet de la part du Client d'un mail à contact@circuitduvar.com L'annulation implique le non-remboursement de l'acompte versé lors de la réservation. Dans la mesure du possible et sans aucune garantie, le Syndicat Mixte essaiera de proposer au Client une date de report durant l'année. L'annulation à moins de 30 jours ouvrés de la/ou les dates réservées implique la facturation à 100% du prix mentionné sur le devis préalablement signé. Dès réception du courrier d'annulation de la part du Client, le Syndicat mixte remettra à la commercialisation les prestations réservées.

En cas de conditions météorologiques ou de forces majeures ne permettant pas la pratique d'une activité sur la piste (décision prise uniquement par le chef de poste du jour et/ou la direction) ou le maintien d'un événement au sein des espaces extérieurs, le Syndicat Mixte essaiera dans la mesure du possible et sans aucune garantie de proposer au Client une date de report durant l'année en cours. Cette annulation ne pourra donner lieu à aucun remboursement.

Le Syndicat Mixte annulera toute manifestation sans aucun remboursement pour le Client si ce dernier ne lui a pas fourni les documents administratifs nécessaires à son événement (responsabilité civile organisateur, déclaration de manifestation auprès des services de l'État compétent si besoin, autorisation de manifestation auprès des services de l'État compétent si besoin, etc...)

III- Rétractation

Conformément aux dispositions de l'article L.221-28 12° du Code de la consommation, la prestation constituant une activité de loisirs fournie à une date ou à une période déterminée, le Client ne dispose pas de droit de rétractation, ce qu'il reconnait expressément.

IV- Responsabilité

Le Client s'engage à respecter le règlement intérieur du site téléchargeable sur notre site internet www.circuitduvar.com et disponible à l'entrée du Syndicat Mixte ainsi que le règlement de sécurité (à nous retourner signé lors de la réservation).

Le Client s'engage à respecter les consignes de sécurité émises par le chef de poste du jour et à en avertir l'ensemble de ses participants via un briefing de sécurité obligatoire. En cas de conduite ou comportement dangereux de l'un des participants du Client, le Syndicat Mixte pourra l'exclure de la manifestation sans aucun remboursement.

Le Client s'engage à fournir au Syndicat Mixte sa responsabilité civile organisateur avant sa manifestation et à vérifier que l'ensemble de ses participants disposent des assurances obligatoires nécessaires notamment la responsabilité civile piste pour l'ensemble des motos et voitures.
Le Client s'engage à détenir et à fournir au Syndicat Mixte les qualifications nécessaires pour l'organisation de sa manifestation à savoir :
- Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du sport spécialisé « Sport automobile » avec mention « perfectionnement pilotage » ainsi que la carte professionnelle délivrée par la Préfecture en cours de validité pour du coaching

ou du conseil en pilotage et des stages de pilotage automobile - Diplôme d'État ou certifications professionnelles et carte professionnelle en cours de validité pour du coaching ou du conseil en pilotage et des stages de pilotage moto

Le Client ainsi que ses participants sont responsables de leurs effets personnels et de leurs matériels, le Syndicat Mixte ne pourra être tenu responsable en cas de pertes, vols ou dégradations.

V- RGPD

Les données personnelles du Client sont traitées et collectées par le Syndicat Mixte dans l'unique but la gestion administrative et financière des prestations souscrites. Ces données seront utilisées uniquement par le Syndicat Mixte et ses partenaires situés en Union Européenne. Ces données seront conservées pendant toute la durée de la relation contractuelle et jusqu'à 5 ans après sa fin.

Depuis le 25 mai 2018, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité des données le concernant ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour un motif légitime qu'il peut exercer en adressant un mail au Syndicat Mixte à contact@circuitduvar.com en joignant un justificatif d'identité.

À tout moment, le Client peut introduire une réclamation auprès de la CNIL selon les modalités indiquées sur son site https:// www.cnil.fr/fr

VI- Assurance

Le Syndicat Mixte est assuré auprès de la société ABEILLE ASSURANCES sous le contrat n° 79072501

VII- Litiges

Le contrat conclu entre le Client et le Syndicat Mixte est régi par loi française. Toute contestation relative à son interprétation ou à son exécution relèvera de la compétence exclusive des juridictions compétentes.

REGLEMENT INTERIEUR

Préambule :

Le règlement intérieur est un document qui régit les rapports entre toute personne entrant dans l'enceinte du Syndicat Mixte. Il définit les conditions générales d'utilisations du Syndicat Mixte. Il est destiné à préciser les obligations de tous et à garantir la sûreté et la sécurité sur le site. Il est rappelé le caractère dangereux des activités se déroulant sur les installations du Syndicat Mixte. Toute personne accédant à l'enceinte du Syndicat Mixte accepte et assume sous son entière responsabilité les risques encourus du fait de sa présence ou participation aux activités qui s'y déroulent sans recours possible contre le Syndicat Mixte, à moins qu'il ne soit prouvé une faute inexcusable de cette dernière.

Le Syndicat Mixte désigne le circuit et son espace central ainsi que la base de loisirs.

I- Dispositions générales

Toute personne accédant à l'enceinte du Syndicat Mixte accepte automatiquement le règlement intérieur. La Direction du Syndicat Mixte se réserve le droit d'exclure toute personne qui ne se conformera pas aux règles du présent règlement. Les personnes mineures doivent obligatoirement être accompagnées d'une personne majeure.

Ce règlement est affiché à l'entrée principale du Syndicat Mixte et est disponible sur le site internet www.circuitduvar.com

II- Horaires de fonctionnement

Article 1 :

Le site du Syndicat Mixte est accessible de :

- 8h30 à 18h00 en hiver
- 8h30 à 19h00 en été

La fermeture des portails s'effectue automatiquement.
En dehors de ces horaires l'accès à la base de loisirs est strictement interdit sauf dérogation écrite de la part de la direction.

III- Manifestations

Article 1 :

Il est strictement interdit d'organiser une manifestation de quelque nature que ce soit sans l'autorisation de la direction

Article 2 :

Lors d'un événement public, l'accès à l'enceinte du Syndicat Mixte est autorisé pendant les horaires de fonctionnement énoncés.
Lors d'un événement privé, l'accès à l'enceinte du Syndicat Mixte peut être payante à la demande de l'Organisateur. Si une billetterie est mise en place, les spectateurs devront se procurer un titre d'accès auprès de l'Organisateur afin de pénétrer dans l'enceinte du Syndicat Mixte (en totalité ou en partie). Les modalités d'accès seront communiquées sur notre site internet www.circuitduvar.com ainsi que sur nos réseaux sociaux officiels. En cas d'événements fermés au public, le Syndicat Mixte publiera en amont un arrêté de privatisation.

Article 3 :

En fonction de la règlementation en vigueur, il pourra être demandé à toute personne souhaitant pénétrer dans l'enceinte du Syndicat Mixte de se soumettre à un contrôle de sécurité. Un refus pourra entrainer l'interdiction d'accéder au Syndicat Mixte.

IV- Communication et droit à l'image

Le Syndicat Mixte autorise la prise et l'utilisation de photos et vidéos dans son enceinte uniquement dans le cadre d'un usage strictement personnel. Toute communication à des fins commerciales ou communicationnelles doit faire l'objet d'une demande et d'une autorisation de la part du Syndicat Mixte Cette dernière pourra faire l'objet d'une tarification.

La prise d'images par voie aérienne et l'usage de drone est interdite dans l'enceinte du Syndicat Mixte sauf autorisation écrite de la Direction.

Toute photo prise par le Syndicat mixte au sein de la base de loisirs ou du circuit peut être utilisée à des fins promotionnelles, commerciales et communicationnelles.

V- Règles de sécurité applicables sur l'ensemble du Syndicat Mixte

Article 1 :

Au sein des parkings du Syndicat Mixte, le code de la route s'applique. Par conséquent, il est notamment strictement interdit de stationner sur les places handicapées sans pouvoir fournir un justificatif. Les campings cars sont strictement interdits sur les parkings. Les voies d'accès au secours doivent impérativement rester accessibles. L'installation de barnum et remorque est strictement interdite sur les parkings visiteurs. Les injonctions du personnel du Syndicat Mixte présent sur les parkings devront être respectées.

Le stationnement en dehors des horaires de fonctionnement du Syndicat Mixte (II- Article 1) est strictement interdit ou soumis à autorisation écrite de la direction.

Article 2 :

Compte tenu de la nature des activités du Syndicat Mixte, la signalétique disposée sur site devra être scrupuleusement respectée (les zones parkings, les zones piétons, les interdictions d'accès…). Il est strictement interdit pour les spectateurs de pénétrer dans les zones du circuit à savoir : paddocks, pit-Lane et bord de piste.

Article 3 :

L'accès au site sous emprise alcoolique ou de tout produit susceptible d'altérer ou de modifier son comportement ou ses facultés est interdit.

Article 4 :

Tout dépôt de matériaux, encombrants, détritus et de liquide de quelques natures à polluer le site est strictement interdit sur le site et pourra engendrer des poursuites de la part du Syndicat Mixte. Poursuites et ainsi que des dédommagements.

Article 5 :

Au regard du risque très élevé d'incendie, et pour des raisons de sécurité, les feux et l'utilisation de tout appareil de cuisson (barbecues gaz, électriques, planchas…) est strictement interdite sur l'ensemble du site, y compris dans la zone pré-paddocks.

Article 6 :

Les véhicules motorisés sont strictement interdits au sein de la base de loisirs du Syndicat Mixte sauf dérogation écrite de la direction.

Article 7 :

Le site se trouvant en zone de protection de la tortue d'Hermann,
il est strictement interdit de prélever et détruire l'espèce et son habitat.

REGLEMENT DE SECURITE ET DE TRANQUILLITE PUBLIQUE

Préambule :

Tous les organisateurs et pilotes, utilisateurs de la piste asphalte du circuit du Var, s'engagent à respecter l'arrêté préfectoral d'homologation du circuit automobile du Var - Le Luc en vigueur, pour l'organisation d'essais ou d'entrainements à la compétition et de démonstrations, les règles techniques et de sécurité des Fédérations Françaises délégataires. Le présent règlement de sécurité et de tranquillité publique.

I- GENERALITES

Article 1.1 :

Rappel des horaires d'utilisation des accès à la pit-lane, de la piste ainsi que les prestations annexes le cas échéant :

Hiver : 7h30 - libération de la pit-lane obligatoire 30 minutes après la fin de l'activité de la piste.

Été : 7h30 - libération de la pit-lane obligatoire 30 minutes après la fin de l'activité de la piste.

Les dépassements d'horaires restent possibles sous réserve d'un accord préalable. Tout dépassement d'horaire sera facturé au tarif de : 27€ du lundi au samedi et 52€ les dimanches et jours fériés.

Les pré-paddocks pilotes sont accessibles aux horaires suivants : 7h00 – 20h00

Article 1.2.1 :

Horaires piste voiture thermique :

Hiver (du changement d'heure national jusqu'au 31 mars) : 8h30 - 12h00 et 14h00 - 17h30

Été (du 1er avril jusqu'au changement d'heure national) : 8h30 - 12h00 et 14h00 - 18h00

Horaires piste voiture non thermique avec emission sonore de maximum 70 Db :

Hiver (du changement d'heure national jusqu'au 31 mars) : 8h30 - 12h00 et 14h00 - 17h30

Été (du 1er avril jusqu'au changement d'heure national) : 8h30 - 12h00 et 14h00 - 18h00

+ possibilité entre 12h00 & 14h00 et/ou 18h00 & 20h00 (créneau 18/20H non disponible en horaires d'hiver).

Article 1.2.2 :

Horaires piste moto en semaine :

Hiver (du changement d'heure national jusqu'au 31 mars) : 8h30 - 12h00 et 14h00 - 17h30

Été (du 1er avril jusqu'au changement d'heure national) : 8h30 - 12h00 et 14h00 - 18h00

Horaires piste moto dimanches et jours fériés :

- **Du changement d'heure d'hiver jusqu'au 1er décembre :** 8h45 – 12h00 / 14h15 – 17h30
- **Hiver** (du 1er décembre jusqu'au 31 mars) : 8h45 - 12h00 et 13h45 - 17h30
- **Été** (du 1er avril jusqu'au changement d'heure d'hiver) : 8h45 - 12h00 et 14h15 - 18h15

Horaires piste moto non thermique avec emission sonore de maximum 70 Db.

+ possibilité entre 12h00 & 14h00 et/ou 18h00 & 20h00 (créneau 18/20H non disponible en horaires d'hiver).

Paraphe

Le Syndicat Mixte par la voix du chef de poste se réserve le droit, pour des raisons de sécurité, d'écourter ou d'interrompre le roulage sans indemnisation ou recours possible de la part de l'organisateur ou d'un concurent.

PRESTATIONS SECOURS OBLIGATOIRES Présence obligatoire d'un médecin pour la sécurité intermédiaire ou renforcée
AUTOS dont le rapport poids/puissance est supérieur à 1kg/1ch : Sécurité minimale (2 secouristes + 1 véhicule léger d'intervention + vidéosurveillance de la piste + poste de secours + 1 liaison radio)
F1 ou véhicules dont le rapport poids/puissance est < ou = à 1kg/1ch Sécurité intermédiaire (2 secouristes + 1 véhicule léger d'intervention + 1 VSAP normalisé + vidéosurveillance de la piste + poste de secours + 1 liaison radio)
Motos : Sécurité maximale (3 secouristes + 1 véhicule léger d'intervention + 1 VSAP normalisé + matériel de premiers secours + vidéosurveillance de la piste + poste de secours + 1 liaison radio) Formation Professionnelle uniquement (stage théoriques et ateliers po/obtention diplôme CQP initiateur/DE) Sécurité minimale (2 secouristes + 1 véhicule léger d'intervention + vidéosurveillance de la piste + poste de secours + 1 liaison radio)

Important : Dans le cadre d'une sécurité intermédiaire ou renforcée, l'organisateur doit assurer la présence d'un médecin urgentiste à ses frais. Le médecin urgentiste réservé par l'organisateur assurera la couverture médicale durant l'activité de la piste et devra obligatoirement être en possession de drogues employées dans le cadre des urgences pouvant intervenir sur le circuit (seul le médecin étant habilité à l'utiliser lesdites drogues).

Article 1.5 :
Les véhicules de type cabriolet devront être équipés d'arceaux de sécurité fixes ou automatiques (arceaux d'homologation)

Article 1.6 :
Les participants venant rouler avec des véhicules de type hybride, électrique ou hydrogène devront obligatoirement informer l'équipe de sécurité avant de prendre la piste. Les éléments suivants devront être signalés au chef de poste :

- **La Nature de l'énergie & le Système de sécurité**

II- SECURITE DANS LA PIT-LANE

Article 2.1 :
L'organisateur veillera à interdire l'accès au public à l'intérieur des zones de circulation de la pit Lane. Seuls sont autorisés à être présents le service de sécurité, le médecin, et l'équipe chargée de l'organisation.

Article 2.2 :
Pour accéder à la piste, les utilisateurs du circuit ne font que transiter par les zones de circulation de la pit lane, à vitesse réduite, et sous l'entière responsabilité de l'organisateur.

Article 2.3 :
Les utilisateurs du circuit doivent se conformer et respecter strictement les signalisations horizontales et verticales.

Article 2.4 :
La zone de stationnement réservée aux véhicules de secours et matérialisée par des zébras devant le PC sécurité doit être laissée libre en permanence afin de ne pas entraver l'intervention des secours.

Article 2.5 :
La zone de ravitaillement en carburant réservée est matérialisée par des marquages au sol : "CARBURANT" à droite du PC sécurité doit être utilisée obligatoirement par les utilisateurs en cas de ravitaillement en carburant dans la pit lane. Une personne de l'organisatoin doit être prévue spécifiquement pour la sécurité lors du remplissage en carburant, celle-ci

Paraphe

devra disposer d'un equipement de protection adapté ainsi que d'un extincteur de 9 Kg poudre type ABC.Le ravitaillement en carburant se fera OBLIGATOIREMENT avec le moteur du vehicule coupé ainsi qu'avec un système de mise à la terre.

Dans le cas de ravitaillement en carburant dans la zone pre-paddock, il est important de respecter les règles de sécurité ainsi la personne en charge devra disposer d'un equipement de protection adapté ainsi que d'un extincteur de 9 Kg Poudre type ABC

III- SECURITE SUR LA PISTE

Article 3.1 :

Une tenue et/ou des accessoires de sécurité sont exigés à minima - à charge pour l'organisateur de vérifier les équipements :

- **POUR LES MOTARDS** : Combinaison cuir ou tenue Fédération Internationale de Moto (FIM), gants, bottes, casque homologué CE, épine dorsale obligatoire.
- **POUR LES PILOTES ET PASSAGER DE VEHICULES DE SERIE** : Casque homologué CE, ceinture de sécurité ou harnais de sécurité, extincteur valide, crochet de remorquage avant et arrière permettant le remorquage par l'avant et par l'arrière du véhicule.

  RTS nombre de passagers suivant le nombre de ceintures dans le véhicule.

- **POUR LES PILOTES DE VEHICULES DE COMPETITION** : Pour le pilote et passager : système RFT, casque homologué CE au minimum, combinaison ignifugée homologuée FIA date de validité + 5 ans, gants ignifugée homologuée FIA date de validité + 5 ans, chaussures type pilote ignifugée homologuée FIA date de validité + 5 ans obligatoires

POUR LES VEHICULES DE COMPETITION : Ceinture de sécurité ou harnais de sécurité homologué FIA, extincteur valide, arceau aux normes et non modifié ou percé ou troué, anneau de remorquage avant et arrière permettant le remorquage par l'avant et par l'arrière du véhicule.

- Le casque intégral avec visière est obligatoire s'il n'y a pas de pare-brise totalement fermé.
- Chaque voiture doit être équipée au minimum d'un extincteur manuel. Quantité minimale d'agent extincteur selon le type de produit extincteur :
  • type de produit extincteur : AFFF : 2,4 litres
  • type de produit extincteur : Viro 3 : 2,0 kg
  • type de produit extincteur : FX G-TEC : 2,0 kg
  • type de produit extincteur : Poudre : 2,0 kg

  Les informations suivantes doivent figurer visiblement sur chaque extincteur : • capacité, • type de produit extincteur, • poids ou volume du produit extincteur, • type de produit extincteur, • date de vérification de l'extincteur, qui ne doit pas être de plus de deux années après la date de mise en service ou après celle de la dernière vérification.
  Chaque bonbonne d'extincteur doit être protégée de façon adéquate. Ses fixations doivent être capables de résister à une décélération de 25 g. Les extincteurs ou leur commande(s) devront être facilement accessibles au pilote.

Des controles aléatoires des éléments de sécurité tant pilote, passager et vehicule peuvent être réalisés avant ou durant la journée de roulage.

L'organisateur à la responsabilité de s'assurer que tant les pilotes que les véhicules soient conformes au pré requis de sécurité.

Paraphe

Article 3.2:
Avant l'activation de la piste, le chef de poste du jour accompagné d'un responsable de l'organisation fera si nécessaire un tour de reconnaissance du circuit ; ils en feront de même après tout incident intervenu sur la piste (sortie de piste, traitement huile, incendie···) à la demande de l'organisateur.

Article 3.3 :
L'organisateur doit obligatoirement, avant toute entrée sur la piste et auprès de l'ensemble des participants à la journée, réaliser un briefing sur les mesures de sécurité s'imposant aux pilotes (support briefing disponible sur demande). Le chef de poste du jour sera présent à ce briefing et complètera les consignes de sécurité ainsi que les spécificités de fonctionnement du circuit le cas échéant. Une copie de la feuille d'émargement sera remise par l'organisateur au chef de poste du jour.

Article 3.4 :
L'organisateur est tenu de prévoir une personne de l'organisation en liaison radio permanente avec le PC.

Article 3.5 :
Il est exigé un strict respect :
- Des feux à savoir :
  - Feu rouge clignotant : réduire sa vitesse, **interdiction de dépasser**, tous les participants devront rentrer immédiatement, par la pitlane dans la zone de pre paddock. L'accès à la pitlane doit être libéré. La pitlane sera fermée jusqu'au feu vert.
  - Feu jaune clignotant : ralentir, ne pas dépasser, se préparer à changer de trajectoire et être éventuellement prêts à s'arrêter.
  - Feu vert fixe : roulage libre en respectant les mesures de sécurité.
  - **Feu à damier** : fin de session de roulage, regagner les pré paddocks via la pitlane.
  - Des couloirs d'accélération (pour entrer sur la piste) et de décélération (pour sortir de la piste après avoir signalé son intention de sortir), matérialisés par une bande blanche au sol.

Tout manquement au respect des feux ou injonctions du personnel de sécurité entrainera l'exclusion immédiate du pilote.

Article 3.6 :
Les départs lancés ou arrêtés de groupe sont strictement interdits sur la piste du circuit du Var conformément à l'arrêté d'homologation, sauf autorisation préfectorale ou ministérielle dérogatoire.

Article 3.7 :
Le chronométrage est autorisé mais le classement et la remise de prix sont interdits sauf compétition dument autorisée.

Article 3.8 :
Si les conditions de sécurité et de visibilité ne le permettent pas, le chef de poste pourra refuser l'accès à la piste tant qu'il le jugera nécessaire et ce, sans aucune contrepartie possible.

Article 3.9 :
Le circuit est en droit de demander le paiement de dédomagement à l'organisateur ou un concurent en cas de : dommages, dégradations à la piste, ses alentours, glissières de sécurité, utilisation de produits absorbants, nettoyage de la piste, manque à gagner... Outre la RC organisateur délivrée pour la journée.

IV- TRANQUILLITE PUBLIQUE

Article 4.1 :
Le seuil d'émission sonore à respecter pour les véhicules désirant évoluer sur la piste du Circuit du Var est défini par l'homologation préfectorale en vigueur.

Paraphe

Concernant les voitures, le seuil d'émission sonore à respecter sur la piste du Circuit du Var est fixé par les fédérations délégataires
Concernant les motos, le seuil d'émission sonore à respecter sur la piste du Circuit du Var est fixé par la Fédération Française Motocycliste (FFM)

Article 4.2 :
Le CONTROLE SONOMETRIQUE est réalisé par un contrôle dynamique permanent sur piste pendant toute la durée des roulages.

Article 4.3 :
Toutes motos dépassant le seuil défini par la FFM seront exclues du roulage.

V- PRATIQUE DU DRIFT AUTO

Les activités de drift auto/moto sont interdites sur la piste asphalte du circuit du Var.

VI- BAPTEMES MOTO

Les baptêmes piste en moto sont autorisés mais doivent être réalisés dans le cadre de sessions distinctes de celles du roulage libre.

VII- ACCOMPAGNANTS MINEURS DANS LES VEHICULES

L'âge minimum requis pour les accompagnants mineurs est de 10 ans (code de la route).

VIII- LIAISON RADIO

Article 5.1 :
Le Syndicat Mixte du Circuit du Var fournit des Émetteurs / Récepteurs (E/R) à l'organisation. Ce matériel est exclusivement sous la responsabilité de l'organisateur et sera restitué en fin de journée. La liaison radio est obligatoire et doit être assurée en permanence avec le PC Sécurité.

Article 5.2 :
Tout système de liaison radio en dehors de celui du circuit repose sur la reponsabilité de son utilisateur.

IX- REMORQUAGE

Article 6.1 :
Le remorquage des véhicules 2 et 3 roues sera assuré par et sous la responsabilité de l'organisateur.

Article 6.2 :
Le remorquage des véhicules 4 roues sera assuré par et sous la responsabilité de l'organisateur.

Article 6.3 :
Le remorquage des véhicules 4 roues pourra être effectué par le service de sécurité étant précisé que le véhicule remorqué n'est pas garanti en dommages durant toutes les opérations de remorquage. Le propriétaire du véhicule, ses ayants droits etc ne pourra exercer aucun recours contre le Syndicat Mixte ou ses assureurs en cas d'éventuelles dégradations lors du remorquage par le service de sécurité.

Article 6.4 :
Tout véhicule 4 roues accédant à la piste doit être équipé de crochets de remorquage, permettant le remorquage par l'avant et par l'arrière du véhicule.

Paraphe

X- INTERDICTION D'UTILISATION D'UN DRONE

L'utilisation d'un drone dans un cadre privé est strictement interdite. Pour l'utilisation d'un drone par un professionnel, merci de nous contacter.

XI- NOMBRE MAXIMUM DE VEHICULES AUTORISES SUR LA PISTE

Voitures – piste 2,2km et piste 2.4 km

- Monoplaces (>1,4kg/1cv) et sport biplaces = 16
- Monoplaces (>1,3kg/1cv) = 2
- Tourisme et grand tourisme = 24

Motos – piste 2.4 km uniquement

- Motos = 32
- Side-cars = 20
- Moto de moins de 25 ch = 40
- Quads de vitesse = 20

XII- SANCTION DE TOUT MANQUEMENT AU PRESENT REGLEMENT

Tout manquement au présent règlement pourra être sanctionné par l'arrêt momentané ou définitif de l'activité, décidé par le chef de poste du jour et/ou la direction.

A : .....
Le : .....

SIGNATURE *(raison sociale ou tampon + nom, prénom & fonction du signataire)*

Paraphe

SH/DASP/
FL

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G45

OBJET : MISE A L'ABRI DES FAMILLES AVEC ENFANT(S) - MISE A DISPOSITION DU SITE DE L'ANCIENNE GENDARMERIE DE BANDOL POUR LA CREATION D'UN CENTRE D'HEBERGEMENT D'URGENCE DANS LE CADRE DU PROJET "FEMMES LIBRES" - MOBILISATION DES CREDITS FEDER-MARITTIMO ET LANCEMENT D'UN APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales ,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la délibération du Conseil départemental du 26 mars 2024 relative à l'adoption des contractualisations, entre le Département et l'Etat, du pacte local des solidarités et de France travail,
Vu la délibération de la Commission permanente n°G17 du 29 avril 2024 relative au programme de coopération territoriale Italie - France Maritime 2021-2027 et à la mise en œuvre du projet femmes libres,
Vu le rapport du Président,
Considérant l'article 68 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion qui précise l'obligation pour les conseils départementaux, de mettre à l'abri, les femmes avec enfants de moins de trois ans,

Considérant l'avis de la commission insertion et action sociale du 9 avril 2025
Considérant l'avis de la commission Europe et financements extérieurs du 10 avril 2025
Considérant l'information à la commission habitat et logement du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver le lancement et les modalités de l'appel à projets « Améliorer l'hébergement et l'accompagnement des familles avec enfants sans abri et expérimenter un accompagnement renforcé des femmes et leurs enfants victimes de violences intrafamiliales "Femmes Libres" pour les années 2025, 2026 et 2027 »,

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à mettre à disposition du candidat retenu dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt, le site de l'ex-gendarmerie sis au 122, rue rené Cassin à Bandol, dont le Département est propriétaire.

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous actes et documents en lien avec cette procédure,

- d'affecter à l'appel à projets :

- dans le cadre de la contractualisation "contrat départemental des solidarités", la somme de 60 000 euros (soixante mille euros) par an, soit la somme de 150 000 € (cent cinquante mille euros) pour la durée de l'appel à projets ;
- les crédits FEDER - MARITTIMO contractualisés pour l'opération "Femmes Libres", soit 30 000 euros (trente mille euros) en fonctionnement et 105 000 € (cent cinq mille euros) en investissement ;
- des crédits en investissement à hauteur de 153 000 € (cent cinquante trois milles euros) pour les travaux de réfection des logements et des locaux administratifs.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102934-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

LE DÉPARTEMENT

Interreg Marittimo–IT FR–Maritime

FEMMESLIBRES

Avis d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) départemental

Années 2025 - 2027

Améliorer l'hébergement et l'accompagnement
des familles avec enfants sans abri
ET
Expérimenter un accompagnement renforcé des femmes et leurs enfants
victimes de violences intrafamiliales "*Femmes Libres*"

(Programme européen de coopération transfrontalière MARITTIMO ITALIE FRANCE MARITIME 2021-2027)

Date de clôture de l'appel à projets : **10/06/2025**

Services chargés du suivi de l'appel à projets :

Conseil départemental - Direction de l'action sociale de proximité (DASP)

Conseil départemental - Service Europe

Boîte mail dédiée : departement83-europe@var.fr

CADRE GENERAL

Les familles sans domicile stable et notamment les femmes seules avec enfant(s) de moins de 4 ans, enceintes, sortant de la maternité ou victimes de violence, constituent un public spécifique auquel il faut apporter un hébergement et un accompagnement singulier.

Actuellement, les besoins sont exponentiels face à une offre saturée avec des capacités actuellement inadaptées tant sur les hébergements d'urgence que les centres d'hébergement famille, des listes d'attente et des difficultés à répondre à toutes les demandes. De ce fait, il est constaté une forte hausse du nombre d'hébergements en nuitées d'hôtels, de par un nombre croissant de familles qu'il faut mettre à l'abri, mais surtout, un allongement des durées d'hébergement en raison de la saturation des dispositifs cités précédemment et un accès au logement rendu plus encore difficile.

Ces familles ont par ailleurs un besoin d'accompagnement social renforcé dans leur parcours, si possible combiné avec un accompagnement à l'emploi, accéder à un emploi étant un levier majeur de l'accès à un logement durable

Dans ce cadre, le Département a engagé un travail prospectif visant à la création de nouveaux lieux d'hébergement d'urgence (centre d'hébergement d'urgence) et de disposer sur site d'une équipe dédiée à l'accompagnement des familles mises à l'abri.

Les locaux de l'ex-gendarmerie (logements et bâtiments administratifs), sis au 122 rue René Cassin, à Bandol (83150), dont la collectivité départementale est propriétaire, sont mis à disposition pour créer un centre d'hébergement d'urgence. Le bâtiment a déjà été utilisé aux fins d'accueil des familles réfugiées ukrainiennes et demeure inoccupé depuis près de 18 mois.

Le bâtiment "logements" de la gendarmerie est composé de 6 logements avec terrasse :

- 2 type 5 de 102 mètres carrés : ces 2 logements sont idéaux pour du co-housing car ils disposent de deux salles d'eau / bain ;
- 4 T4 de 86 mètres carrés.

Le bâtiment administratif (2 bureaux et 6 espaces aménageables en espace de rencontre famille…) permettra d'accueillir les interventions des professionnels en charge de l'accompagnement de ces familles : de l'accompagnement social aux démarches d'accès à un logement, en passant par les ateliers de remobilisation vers l'emploi, ou sur la parentalité.

En parallèle, le Département est engagé dans le projet INTERREG-MARITTIMO "Femmes Libres" né de la nécessité de soutenir les femmes victimes de violences de genre, en leur offrant un parcours vers l'autonomie économique et personnelle. Le projet s'adresse aux femmes en situation de vulnérabilité dans les régions transfrontalières de la Ligurie, de la Sardaigne, de la PACA et de la Corse, en proposant des solutions de logement sûres et des parcours d'insertion professionnelle, favorisant ainsi l'inclusion et la sécurité. Grâce à une approche combinant formation et soutien psychologique, le projet vise à renforcer l'empowerment des femmes impliquées, en exploitant la coopération internationale pour garantir un impact durable et reproductible.

Dans ce cadre, deux logements seront mis à disposition pour accueillir 4 familles monoparentales, victimes de violences intrafamiliales en co-housing, au sein des deux logements de type 5 et expérimenter un accompagnement renforcé et dédié à élaborer et mettre en œuvre.

OBJECTIFS

Cet appel à manifestation d'intérêt regroupe deux opérations distinctes et complémentaires dont les objectifs sont les suivants :

1/ *Améliorer l'hébergement et l'accompagnement des familles avec enfants sans abri par la création d'un centre d'hébergement d'urgence* :

- mettre en oeuvre une solution d'hébergement temporaire de familles avec enfant(s) dont un est âgé de moins de 4 ans, sans abri en lieu et place de l'hébergement précaire en hôtel ;
- gérer un centre d'hébergement d'urgence (CHU) avec une présence humaine sur site, aux fins de :
  - gérer les entrées et sorties d'hébergement des familles ;
  - répondre aux besoins des familles hébergées en termes de gestion locative et des besoins inhérents à l'hébergement ;
  - proposer des activités sur site aux familles et à leurs enfants ;
  - organiser l'accompagnement des familles vers un logement durable, en lien avec le travailleur social référent ou du dispositif d'équipe mobile mis en place par le Département du Var ;
- soutenir les familles dans leurs démarches d'accès à un logement durable.

2/ *Expérimenter un accompagnement renforcé des femmes et leurs enfants victimes de violences intrafamiliales "Femmes Libres"* :

- élaborer / expérimenter un parcours dédié et adapté sur le site pour 4 familles monoparentales victimes de violences intrafamiliales ;
- élaborer et mettre en œuvre un accompagnement pluridisciplinaire permettant de répondre à l'ensemble des problématiques de cette typologie de publics : accompagnement vers l'emploi, travail sur la parentalité, soutien psychologique, accompagnement vers le soin…
- animer l'accompagnement dans la démarche de co-housing : permettre une cohabitation dynamique des familles colocataires et au-delà avec l'ensemble des familles hébergées sur le site ;
- développer des ateliers communs à ces publics ;
- permettre l'élaboration de projets professionnels et l'accès à l'emploi (ou la création de leur activité) des femmes victimes de violence.

LOTS / TYPOLOGIE D'ACTIONS / TEMPORALITÉ

IL EST OBLIGATOIRE DE RÉPONDRE AUX DEUX LOTS

Lot 1 : *Gestion et animation d'un centre d'hébergement d'urgence et accompagnement des familles*

Ce lot prévoit de gérer et animer sur le site, un centre d'hébergement, pouvant accueillir jusqu'à 8 familles (en file active permanente) sur 6 logements (dont 4 familles en co-housing dans deux logements), soit au regard de la configuration des logements au maximum 36 personnes (6 personnes par logement).

Le candidat doit prévoir, dans son projet d'assurer une permanence quotidienne sur site, 5 jours sur 7, afin d'assurer les entrées et sorties des familles (installation/emménagement dans les logements, départ vers un logement pérenne…).

Il devra pouvoir fournir, notamment à l'entrée dans les logements, un minimum de denrées alimentaires, de produits d'hygiène et d'entretien.

Le candidat doit aussi proposer des activités correspondant aux besoins des familles sur le site, tant pour les parents que pour les enfants : en coordination avec le travailleur social référent ou l'équipe mobile mise en place par le Département du Var, un accompagnement pour l'accès au logement, à

l'emploi, des ateliers de remise à niveau, sur la parentalité, voire des activités ludiques pour les enfants…

Le lot 1 a une durée d'intervention de 28 mois (du 1er septembre 2025 au 31 décembre 2027).

Lot 2 : *"Femmes Libres" - Expérimenter un accompagnement renforcé des femmes et leurs enfants victimes de violences intrafamiliales*

Ce lot prévoit l'accompagnement renforcé et dédié de 4 familles monoparentales dans deux logements, en file active permanente, victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales, vers le logement et l'emploi.

Le candidat doit décrire les modalités de cet accompagnement, les métiers mobilisés pour cette opération (pour exemple : travailleur social, conseiller en insertion professionnelle, psychologue, médecin, éducateur spécialisé, technicien en insertion sociale et familiale…) en précisant le volume d'ETP de chaque poste, l'articulation avec les outils du droit commun...

Compte tenu de la réalisation préalable des travaux de propreté et de sécurisation du site, il sera demandé au candidat d'indiquer par quelles modalités il procédera, dès septembre 2025, à la sélection des familles à accompagner, et le contenu de l'accompagnement dans l'attente de l'intégration aux logements du site.

Le lot 2 a une durée d'intervention de 12 mois (du 1er septembre 2025 au 31 août 2026).

Les attendus :

Il est attendu par le candidat de proposer un mémoire technique développant et détaillant sa proposition pour les deux lots.
L'opérateur devra préciser dans le cadre de son dépôt de projet :
- le type de structure ;
- les moyens humains - pour chaque lot - en précisant (et en justifiant) :
    - les compétences ou les métiers retenus pour ces dispositifs (si possible joindre les curriculum vitae des salarié-e-s affecté-e-s au projet global) ;
    - détailler les ETP consacrés pour chaque mission / compétence / poste ;
    - détailler les missions des salarié-e-s en charge de la gestion du site.
- l'organisation et l'animation du site : horaires d'ouverture / présence humaine, actions d'animation, coordination et articulation avec l'accompagnement des familles (travailleur social du Département, équipe mobile …) ;
- le contenu détaillé des activités proposées sur le site, les modalités de l'accompagnement global proposé pour l'action "Femmes Libres" ;
- le budget prévisionnel pour chaque lot ;
- les besoins de recrutement ;
- les modalités de réponse aux orientations des publics, d'accueil et de prise en charge des familles sur site ;
- l'expérience de la structure en matière d'accompagnement global, et plus spécifiquement en matière d'hébergement et d'accès au logement ;
- l'expérience de la structure en matière de prise en charge et d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales et de familles victimes de violences intrafamiliales ;
- le(s) partenaire(s) éventuel(s) mobilisé(s) dans le projet en précisant le contenu de leur intervention, les compétences déployées sur l'un ou l'autre volet d'accompagnement : transmettre tout document mentionnant l'adhésion formelle du partenaire.

INVESTISSEMENT / RÉALISATION DES TRAVAUX

L'AMI prévoit que le partenaire retenu réalise les travaux préalablement à la mise en hébergement des familles, nécessaires à :

- la propreté des logements : remplacement des revêtements de sol par des revêtements de sol souple, réhabilitation cuisine (meuble évier, évier, plan de travail, faïence, etc…), réfection salles de bain (baignoire, faïence, etc…), remplacement des portes de placard et mise en place d'étagères, réfection des peintures intérieures, divers petits travaux d'électricité (remplacement interrupteurs et prises cassés, kit point de centre…), divers petits travaux de menuiserie, serrurerie, vitrerie (réglages menuiseries, remplacements serrures cassées, remplacement vitres cassées…), divers petits travaux de plomberie (révision robinets, remplacement joints, etc…).
- la sécurisation des parties communes : remplacement et sécurisation des portes et baies accès avant et arrière du bâtiment, mise en place d'un vidéophone entre l'entrée de l'immeuble, les logements et l'entrée du site.
- la propreté des bâtiments administratifs : réfection des peintures intérieures
- l'enceinte : rehausse des clôtures et portails hauteur maxi PLU 2 avec dépôt d'une Déclaration Préalable de travaux auprès de la ville de Bandol obligatoire ; comblement des interstices de passage dans la clôture.

ATTENTION : le candidat retenu devra justifier de la réalisation des travaux par des dépenses dûment acquittées y compris pour les intervenants.

PARTICIPATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT

La participation financière du Département se répartit comme suit :

Lot 1 : 150.000€ sur 28 mois (soit 30.000€ au lancement, puis 60.000€ en 2026 et en 2027).
La subvention relative à ce lot sera versée comme suit :

- le 1er versement de 20 % de la subvention à la signature de la convention,
- le 2ème versement de 30 % de la subvention à réception du bilan d'activités intermédiaire à 9 mois
- le 3ème versement de 30% de la subvention à réception du bilan d'activités intermédiaire à 18 mois,
- le dernier versement de 20% de la subvention à réception du bilan d'activités intermédiaire à 24 mois.

Lot 2 : Les crédits européens du FEDER INTERREG MARITTIMO contribueront à hauteur de 30.000 euros pour l'accompagnement socio-professionnel. L'attribution des crédits du FEDER INTERREG MARITTIMO fera l'objet d'un conventionnement spécifique sans avance.

Pour la partie Investissements : l'enveloppe globale maximale est de 258.000€.

- Les crédits européens du FEDER INTERREG MARITTIMO contribueront pour un montant maximal de 105.000 € aux travaux de sécurisation du site, la réhausse des portails et clôtures (et comblement des interstices) et la propreté des deux logements T5 dédiés à l'opération "Femmes Libres".
- Les crédits du Département contribueront pour un montant maximal de 153.000€ aux travaux de propreté des 4 autres logements et des locaux du bâtiment administratif.

Une avance à hauteur de 20% de l'enveloppe sera versée à la signature de la convention de partenariat avec le Département du Var. L'attribution des crédits du FEDER INTERREG MARITTIMO fera l'objet d'un conventionnement spécifique sans avance.

Les versements suivants seront effectués sur production des factures de travaux et des visites sur site pour confirmation de leur réalisation par les services du Département.
Concernant le FEDER INTERREG MARITTIMO, un bilan à 6 mois devra être fourni, il intégrera une remontée de dépenses à mi-parcours. Le solde sera versé une fois l'opération réalisée et sur fourniture du bilan final (ces étapes seront détaillées dans la convention propre au FEDER).

SECTEUR D'INTERVENTION

Le projet du centre d'hébergement d'urgence est situé sur la commune de Bandol (83150) mais les publics accueillis seront issus de l'ensemble du territoire du département du Var.

PUBLIC CIBLE

Pour le site d'hébergement d'urgence :
Les familles avec au moins deux enfants (dont un âgé de moins de 4 ans) sans domicile fixe, hébergées en hôtels. Les familles à prendre en charge relèvent :

- de situations de rupture d'hébergement familial ;
- de mise à l'abri suite à des violences conjugales et intrafamiliales ;
- de situation de demande d'asile en cours ;
- de mise à l'abri suite à un arrêté de péril sur logement / immeuble occupé…

Les familles pourront être orientées par les services ASPI ou Enfance du Département.

Pour l'opération Femmes Libres :
Femmes victimes de violences conjugales, avec un ou deux enfants en bas âge, ayant déposé plainte, et nécessitant un hébergement, et un accompagnement renforcé vers l'emploi et le logement.
Ces familles pourront être orientées ou sélectionnées par le partenaire, en lien avec les dispositifs de coordination et de lutte contre les violences conjugales, et les services du Département.

ELIGIBILITÉ DES PORTEURS DE PROJETS

Sont éligibles à cet appel à projets :
✓ les associations régies par la loi du 1er juillet 1901 ;
✓ un groupement d'associations ;
✓ les fondations.

DURÉE DU PROJET

Pour le lot 1 : 28 mois soit du 1er septembre 2025 au 31 décembre 2027.
Pour le lot 2 : 12 mois soit du 1er septembre 2025 au 31 août 2026.

CRITÈRES D'INSTRUCTION ET DE SÉLECTION DES PROJETS

Le Département se réserve le droit de demander des précisions aux candidats par écrit. Le choix final du porteur de projet se fera par référence à la grille d'évaluation (annexe). En cas de résultats ex aequo, le moins disant sera retenu.

MODALITÉS DE DÉPÔT

Les candidats doivent déposer leur demande sur le site : https://teleservices.var.fr/
Toutes les informations liées au dépôt sont disponibles ici :
https://var.fr/formulaires-en-ligne/subventions-aux-associations

Il faudra sélectionner le domaine développement social sur la plateforme de téléservices.

PIECES A FOURNIR AVEC LES CANDIDATURES :

- Document attestant la capacité du représentant légal,
- Délégation éventuelle de signature,
- Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC,
- Attestation fiscale de non assujettissement à la TVA si les dépenses prévisionnelles du projet sont présentées TTC,
- Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution),
- Comptes de résultats des 3 derniers exercices clos,
- Copie de la publication au Journal Officiel ou du récépissé de déclaration à la Préfecture,
- Statuts,
- Attestation sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme au moment du dépôt du dossier (attention, une attestation Urssaf de moins de 6 mois sera demandée avant tout conventionnement),
- Deux derniers bilans et comptes de résultats détaillés approuvés et leurs annexes + les deux derniers rapports du commissaire aux comptes pour les structures ayant perçu un cumul annuel d'aides publiques égal ou supérieur à 153 000 €,
- Le procès verbal de la dernière Assemblée générale, de la dernière composition du bureau et du dernier Conseil d'administration de la structure,
- Une fiche INSEE de moins de 3 mois.

Points de vigilance : pour le lot 2, cofinancé par le FEDER INTERREG MARITTIMO, des modalités de publicité seront à respecter et précisées dans la convention.

SST/DBEP/

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G46

OBJET : MARCHES RELATIFS A LA MAINTENANCE ET L'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE CUISINE ET DE BUANDERIE DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE (2 LOTS) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L3221-11-1,
Vu le code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 donnant délégation de certaines attributions au Président du Conseil départemental complétée par la délibération n°A7 du 7 février 2023 et modifiée par la délibération n°A10 du 6 novembre 2023, notamment au titre de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,
Vu le procès verbal de la commission d'appel d'offres du 26 mars 2025,
Vu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var à passer, exécuter, régler et résilier le cas échéant le marché de maintenance et d'acquisition des équipements de cuisine et de buanderie du centre départemental de l'enfance, composé des actes d'engagements ci-joints, avec :

- Pour le lot n°1 : Maintenance et acquisition des équipements de cuisine du centre départemental de l'enfance : l'entreprise QUIETALIS agence de Toulon dont le siège social se situe 1 route de Gisy 91572 Bièvres cedex, pour un montant forfaitaire annuel de 26 190,00 € HT soit 31 428,00 € TTC et pour un montant non contractuel (DQE sur 4 ans) de 74 490,00 € HT soit 89 388,00 € TTC et pour un montant sans minimum annuel et un montant maximum annuel de 100 000 € HT

- pour le lot n°2 : Maintenance et acquisition des équipements de buanderie du centre départemental de l'enfance : l'entreprise MEDITERRANEENNE DE FROID COMMERCIAL ET INDUSTRIEL dont le siège social se situe ZA La Bayette 83220 Le Pradet, pour un montant forfaitaire annuel de 5 685,00 € HT soit 6 822,00 € TTC et pour un montant non contractuel (DQE sur 4 ans) de 46 685,00 € HT soit 56 022,00 € TTC et pour un montant sans minimum annuel et un montant maximum annuel de 50 000 € HT.

Le marché est passé pour une durée de 12 mois, à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage du marché. Il est renouvelable 3 fois par période de un an, par reconduction tacite, la durée totale du marché ne pouvant excéder 4 ans.

En cas de non reconduction, l'acheteur adressera sa décision au titulaire du marché 4 mois avant l'échéance du marché par courrier avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation ou par tout moyen permettant de donner date certaine de réception.

Les crédits nécessaires au financement de ce marché sont inscrits au budget départemental 2025 et suivants (multi-imputations bâtiments et collèges - Investissement : opérations budgétaires : 21100148/21100192 Bâtiments - 21100147/21100015 Collèges - Fonctionnement : opérations budgétaires: 21100167 Bâtimens - 21100342 Collèges
- opération d'exécution :
21100148 => PTSM : 2021000076 - PTTE : 2021000077 - PTTO : 2021000078
21100192 => PTSM : 2021000081 - PTTE : 2021000082 - PTTO : 2021000083
21100147 => PTSM : 2021000067- PTTE : 2021000068 - PTTO : 2021000069
21100015 => PTSM : 2021000072 - PTTE : 2021000073 - PTTO : 2021000074

21100167 => PTSM : 2021000844 - PTTE : 20210000853 - PTTO : 2021000846
21100342 => PTSM : 2021000843 - PTTE : 2021000850 - PTTO : 2021000845
- associations :
23-020/2313 ou 2317
23-221/2313 ou 2317
011-020/615221
011-221/615221

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1103458-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

DGS/DSGAT/
SC

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G52

OBJET : MOTION POUR LA SECURISATION DES GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés :Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le rapport du Président,
Considérant la multiplication des contestations portant sur les grands travaux d'infrastructures et la fragilisation de l'action publique et du développement économique et humain de nombreux départements,
Considérant que le Var est concerné par cette situation dans le cadre du projet de la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA),
Considérant que le Département du Var s'inscrit dans la démarche partagée par l'association Départements de France le 25 mars 2025 et entend, par cette motion, alerter sur le cadre réglementaire des grands travaux d'infrastructures qui empêche de mener à bien les missions dévolues aux départements en matière d'infrastructures routières et qui paralyse le pays.

Considérant l'avis de la commission administration générale, moyens généraux et projets structurants du 14 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'inscrire, par cette motion, le Département du Var dans la démarche partagée par l'association Départements de France le 25 mars 2025, relative aux grands travaux d'infrastructures.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1104511-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

MOTION POUR LA SECURISATION DES GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES

Le Département du Var s'inscrit dans la démarche partagée par l'association Départements de France le 25 mars 2025 et entend, par cette motion, alerter sur le cadre réglementaire des grands travaux d'infrastructures qui empêche de mener à bien les missions dévolues aux départements en matière d'infrastructures routières et qui paralyse le pays.

La multiplication des contestations portant sur les grands travaux d'infrastructures prend une tournure préoccupante. Aux procédures de consultations publiques lourdes et nécessaires vient désormais se superposer une multiplication de normes et d'obligations parfois contradictoires qui fragilisent l'action publique et le développement économique et humain de nombreux départements.

L'arrêt du chantier de l'A69 dans le Tarn met en lumière la tournure préoccupante que prend la contestation des grands travaux d'infrastructure. Depuis plus de 40 ans, le sud du Tarn attend la liaison autoroutière de l'A69 pour être relié à la métropole toulousaine. Ce projet autoroutier, validé par toutes les instances démocratiques, a été déclaré d'utilité publique par l'État en 2018. Après l'obtention de toutes les autorisations environnementales, les travaux ont commencé en mars 2023. Or, à quelques mois de l'inauguration de l'A69, le chantier est mis en péril. Plus de 300 millions d'euros ont déjà été investis, les travaux sont achevés à 70 %. L'arrêt de ce chantier représenterait une gabegie. Ce serait également une aberration écologique inconcevable.

Le cas de l'A69 n'est pas isolé. D'autres Départements défendent aussi des infrastructures majeures pour le développement de leur territoire. Il s'agit par exemple de l'arrivée de la LGV en Occitanie, du doublement de la RN88 dans l'Aveyron, des déviations de Montpellier dans l'Hérault et de Beynac en Dordogne, de la reconstruction du pont de Fleurville entre l'Ain et la Saône-et-Loire.

Le Var est aussi concerné par cette situation dans le cadre du projet de la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA). L'enjeu prépondérant du projet concerne les aménagements de la LNPCA qui doivent améliorer la fiabilité et la performance des trains dans la région Provence-Alpes Côte d'Azur et augmenter leur nombre et leurs dessertes. La LNPCA, c'est assurément plus de trains au quotidien, des gains de temps et moins de retards, une meilleure desserte du territoire avec de nouvelles circulations et de nouveaux arrêts et enfin de nouvelles gares modernes et confortables. Aujourd'hui, les études préliminaires sont terminées, la déclaration d'utilité publique a été actée par arrêté interpréfectoral du 13 octobre 2022 et les études d'avant-projet sont bien avancées.

Le Conseil départemental du Var a d'ailleurs réaffirmé son soutien et souligné l'importance que revêt ce projet pour le département, par une motion adoptée le 14 octobre 2024.

Si les procédures de consultations publiques sont nécessaires, elles sont aussi très lourdes. A celles-ci se superpose une multiplication de normes et d'obligations parfois contradictoires. Le cadre réglementaire fragilise ainsi l'action publique et freine le développement économique et humain de nombreux départements.

C'est la raison pour laquelle il est nécessaire, sinon indispensable, que l'État revoie le cadre réglementaire des grands projets d'infrastructures.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 25/03/2025

A69 et autres grands travaux d'infrastructures
Départements de France appelle à mettre fin à des situations ubuesques

L'arrêt du chantier de l'A69 dans le Tarn met en lumière la tournure préoccupante que prend la contestation des grands travaux d'infrastructure.
À l'initiative de Christophe RAMOND, président du Département du Tarn, Départements de France a voté une résolution pour la sécurisation des grands travaux d'infrastructures.

Les discussions au sein du Bureau et de la commission Transports, Mobilités et Infrastructures de DF, présidée par Nadège LEFEBVRE, présidente du Département de l'Oise, démontrent que le cas de l'A69 n'est pas isolé, à l'image du Pont de Beynac (Dordogne) ou de celui de Fleurville (Ain et Saône-et-Loire), pour ne citer que ces exemples.

Aux procédures de consultations publiques, lourdes, mais nécessaires, vient désormais se superposer une multiplication de normes et d'obligations parfois contradictoires, qui fragilisent l'action publique, et freinent le développement économique et humain de nombreux Départements.

La suspension de certains chantiers déjà largement engagés, en plus d'être un non-sens budgétaire, va à l'encontre de décisions prises démocratiquement par des élus à même de connaître l'intérêt public majeur de telles réalisations.

Ce qui se joue avec les grands projets d'infrastructures n'est rien de moins que l'avenir et le développement équilibré de nos départements, ainsi que le service rendu à leurs habitants.

Départements de France appelle donc, par cette résolution, à sortir au plus vite de cette situation ubuesque, et demande à l'État de revoir le cadre réglementaire des grands projets qui paralyse notre pays.

Contact presse :
Valentine BRODU valentine.brodu@agenceformat.com – 06 99 31 98 67

CDT/DIT/
RB

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G53

OBJET : PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE SUR LA COMMUNE DU MUY

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties : Mme Françoise LEGRAIEN, M. Grégory LOEW, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI.

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L122-1, R122-7 et R122-27 du code de l'environnement,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le rapport du Président,
Considérant le dossier en vue de la déclaration d'utilité publique, valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, du projet de création d'un établissement pénitentiaire ainsi que de la cessibilité des biens nécessaires à sa réalisation, sur la commune du Muy,

Considérant les échanges conduits entre les services du Département et l'Agence publique pour l'immobilier de la justice, maître d'ouvrage du projet, relatifs à la réalisation d'un carrefour de desserte du projet sur la route départementale 1555,

Considérant l'avis de la commission administration générale, moyens généraux et projets structurants du 14 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'émettre un avis favorable sur le dossier en vue de la déclaration d'utilité publique, valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, du projet de création d'un établissement pénitentiaire ainsi que de la cessibilité des biens nécessaires à sa réalisation.

Adopté à l'unanimité.

Non participation au vote et sortie de la salle :	M. Grégory LOEW, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1104343-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

CDT/DDTS/
SB/SA

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G54

OBJET : SCHEMA DEPARTEMENTAL POUR L'ACCUEIL ET L'HABITAT DES GENS DU VOYAGE 2025-2031 - SUBVENTION EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION SOLIHA VAR A LA GARDE POUR LA MISSION DE MEDIATION ET DE COORDINATION EN FAVEUR DES GENS DU VOYAGE ET CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC L'ETAT ET SOLIHA VAR AU TITRE DE L'ANNEE 2025

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties : M. Robert BENEVENTI, M. Marc LAURIOL.

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2025 à 2031 approuvé par arrêté conjoint DDTM/SHRU n° 2024-79 du 20 janvier 2025,
Vu le rapport du Président,
Considérant la nécessité de prolonger la mission de coordination et de médiation des gens du voyage pour l'année 2025 dans un souci de continuité du service et que cette mission fait partie des actions du nouveau schéma,

Considérant l'avis de la commission habitat et logement du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'accorder pour l'année 2025, une subvention de 27 500 € en faveur de l'association SOLIHA VAR située 1766, chemin de la Planquette à La Garde 83130 pour la réalisation de la mission de coordination et de médiation des gens du voyage. Ce financement se réalisera à parité avec les services de l'Etat,

- d'approuver le projet de convention CO2025-459 à passer avec l'association SOLIHA VAR et l'Etat telle que joint en annexe, en vue de préciser la teneur de la mission de coordination et de médiation des gens du voyage et les modalités du cofinancement,

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ladite convention.

La dépense sera imputée sur le budget départemental (code opération budgétaire 22OPE00137 subventions habitat hors AP).

Adopté à l'unanimité.

Non participation au vote et sortie de la salle : M. Robert BENEVENTI, M. Marc LAURIOL.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102364-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE DÉPARTEMENT

PRÉFET DU VAR

CONVENTION TRIPARTITE

MISSION DE MÉDIATION ET DE COORDINATION EN FAVEUR DES GENS DU VOYAGE

Entre

L'Etat, représenté par Monsieur le Préfet du Var désigné sous le terme « l'Etat »,

Le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, président du Conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la commission permanente du Conseil départemental du Var n°G du 28 avril 2025, désigné ci après «le Département »

D'une part,

Et

L'association SOLIHA Var, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 1766, chemin de la Planquette à La Garde (83130) représentée par son directeur Monsieur Marc ESPONDA,

D'autre part,

Vu la loi n° 2000-614 du 05 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage notamment en ses articles 1 et 2,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2025 relatif à l'approbation du schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour la période 2024-2028,

Vu l'avis favorable du 9 octobre 2024 de la commission départementale consultative des gens du voyage, relative à la validation du schéma révisé,

Vu l'appel à projet du 13 octobre 2016, ayant conduit à une convention triennale 2017-2019 de financement de l'association SOLIHA et aux avenants annuels intervenus depuis, dans l'attente de l'adoption du nouveau schéma.

Considérant les compétences de l'association SOLIHA dans le domaine de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage et son dossier de demande de financement auprès de l'Etat et du Département pour mener durant l'année 2025 une mission de coordination et de médiation des gens du voyage,,

Considérant la nécessité de poursuivre le financement de cette action indispensable au fonctionnement du dispositif estival d'accueil des gens du voyage, pendant une année de transition, avant la conclusion d'un groupement de commande entre l'Etat et le Département pour le lancement d'un marché en vue de pérenniser cette mission sur la durée du présent schéma d'accueil et d'habitat des gens du voyage

il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONVENTION :

Dans le cadre de la mission de médiation et de coordination en faveur des gens du voyage, SOLIHA Var s'engage, avec la participation financière de l'État et du Département du Var, à aider les communes et les EPCI dans l'exercice de la responsabilité qui leur incombe pour l'accueil des gens du voyage telle que fixée par la loi, en favorisant le dialogue avec les gens du voyage dans le rappel des droits et devoirs de ceux-ci.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ACTION :

Les objectifs sont les suivants :

Participer à la mise en œuvre du schéma départemental d'accueil des Gens du Voyage :

- assurer la mission de coordination du grand passage durant la période estivale,
- gérer les installations hors période estivale,
- intervenir en médiation en cas d'installations illicites, intervenant hors du cadre des terrains de grand passage.

ARTICLE 3 : PUBLIC VISÉ :

Communauté des gens du voyage.

ARTICLE 4 : MISSIONS :

Les missions financées dans le cadre de la présente convention ont pour objet de :

- ✔réaliser le calendrier prévisionnel de gestion des aires de grand passage tout au long de l'année, en lien avec les correspondants des départements limitrophes,
- ✔suivre l'arrivée sur les aires,
- ✔mener une action de médiation sur toute occupation illicite, et en cas de conflits, intervenir auprès des groupes dans le cadre du rappel de la réglementation,
- ✔intervenir sur place et établir des rapports d'intervention sur demande des administrations partenaires de la convention sur les thématiques des occupations illicites et de la mise en œuvre des actions du schéma (afin d'illustrer certains points de l'ordre du jour de la commission consultative des gens du voyage).

Cette mission s'inscrit par ailleurs dans l'objectif de capitalisation et de partage de l'information et des expériences. Il s'agit de permettre une homogénéisation des pratiques et également une mise en cohérence de l'action menée dans le Var avec celle des départements voisins, en vue de faire émerger un réseau régional.

ARTICLE 5 : TERRITOIRES D'INTERVENTION :

Le département du Var.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION :

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2025 pour s'achever au 31 décembre 2025.

Elle pourra toutefois être résiliée de plein droit avant l'échéance prévue en cas de non-respect des termes de cette convention par l'une ou l'autre des parties.

Cette résiliation devra être signifiée par courrier recommandé avec accusé de réception et prendra effet dans le délai de trois mois à compter de la date de réception du courrier.

ARTICLE 7 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITION DE PAIEMENT :

Le montant prévisionnel total de la subvention, pour l'exercice 2025, s'élève à la somme de :

55 000 €

(CINQUANTE CINQ MILLE EUROS)

Cette subvention est imputée :

POUR L'ÉTAT :

- Pour 27 500 € sur les crédits du **programme 0177 du budget du ministère du Logement.**

Programme CHORUS : Domaine fonctionnel 177-11-02
Centre financier 0177-D013-DD83
Code activité 0177010211

Cette somme de 27 500 € sera versée à la notification de la convention signée de toutes les parties.

POUR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL :

- pour 27 500 € sur les crédits du programme STRPG00010 HABITAT du budget départemental du Var

Cette somme sera versée en deux fois :

- un premier versement de 50 % soit 13 750 € à la signature de la convention,
- un deuxième versement des 50 % (13 750 €) restant qui devra intervenir avant le 15 Décembre 2025, constituant le solde en fin d'année 2025 sur présentation par l'association avant le 12 novembre 2025 d'une demande de paiement accompagnée d'un "pré bilan" de la mission réalisée durant l'année (*bilan partiel dressant un état de la réalisation de la mission à fin octobre 2025 reprenant les éléments attendus dans le bilan annuel décrit en article 12*) Ces sommes seront versées en deux versements sur le compte ouvert au nom de l'Association SOLIHA Var :

Caisse d'Epargne Côte d'Azur
Sous le n° : 08006398083
Code Banque : 18315
Code Guichet : 10000
Clé RIB : 83

Pour le Département du Var cette somme devra être versée en totalité sur le budget 2025.

Les ordonnateurs de la dépense sont, chacun en ce qui le concerne, le Préfet du Var et le Président du Conseil départemental du Var.

Le comptable assignataire est la direction régionale des finances publiques de PACA.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS COMPTABLES DE L'ASSOCIATION :

L'association s'engage :

- à fournir, au Département et à l'Etat, le compte rendu financier propre à l'action, signé par son Président, ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er juillet au plus tard de l'année suivante ;

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté ministériel en date du 08 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice ;

L'association, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles.

ARTICLE 9 : AUTRES ENGAGEMENTS :

L'association communiquera sans délai à l'administration copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association en informe également l'administration.

ARTICLE 10 : SANCTIONS :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 11: CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION :

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation des actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.
Au terme de la convention, l'association remet à l'administration, dans un délai de six mois suivant la réalisation des actions, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention (voir les éléments attendus à l'article 12).
Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par l'administration en vue d'en vérifier l'exactitude.

ARTICLE 12 : SUIVI ET ÉVALUATION :
Le suivi technique et financier de cette action est assuré par le Préfet.
L'évaluation des conditions de réalisation des actions et de fonctionnement de l'association, auxquelles l'administration a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisé sur la base :

1/ du rapport d'activité annuel, du compte rendu d'exécution de la présente convention et ds visites sur place ;
2/ du bilan annuel spécifique aux grands passages :

- importance quantitative : nombre de grands passages annoncés et grands passages effectifs, grands passages annulés, nombre de caravanes par groupe, de terrains occupés selon les prévisions, de terrains proposés et validés en amont pour l'accueil, nombre de passages avec occupation sans autorisation de terrain privé ou public ;

- évaluation qualitative des aires de grand passage : qualité des infrastructures, refus éventuel de certains groupes quant à une redirection en raison de l'entretien de l'aire, surface insuffisante, équipement inadaptés, etc ;

- évaluation quantitative de l'offre privée existante dans le Var avec des précisions sur sa localisation ;

- évaluation des frais occasionnés par l'accueil des grands passages (gestion des déchets, sanitaires, location éventuelle de groupes électrogènes et coût du carburant nécessaire, aménagement et nettoyage des terrains) ;

- nature et localisation des terrains qui ont servi à l'accueil des grands passages dans chaque collectivité et organisation mise en place.

L'association devra préciser :

- les difficultés rencontrées ;
- les problématiques du public ;
- la mise en place du travail de partenariat : qualité, difficultés

L'association communiquera au Département (aideshabitat83@var.fr) et à l'Etat (par courriel à envoyer à securite-publique@var.pref.gouv.fr et ddets-saapv@var.gouv.fr) l'ensemble des éléments figurant dans le présent article dans le délai énoncé à l'article 11.

<u>ARTICLE 13 :</u> RÈGLEMENT DES LITIGES :

Les litiges éventuels entre les deux parties relèvent de la compétence du tribunal administratif de TOULON.

A Toulon, le

Le préfet du Var	**Le président du Conseil départemental du Var**	**Le directeur de Soliha Var**
Philippe MAHE	Jean-Louis MASSON	Marc ESPONDA

CDT/DDTS/
SB

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G55

OBJET : CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX SUR LE TERRITOIRE DE DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION 2025-2031

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Didier BREMOND, Premier Vice-président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : Mme Christine AMRANE, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Nicolas MARTEL, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties : M. Thierry ALBERTINI, Mme Martine ARENAS, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, M. Grégory LOEW, M. Jean-Louis MASSON, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Valérie RIALLAND.

Absents/Excusés :M. Michel BONNUS, Mme Josée MASSI, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu code de la construction et de l'habitat et notamment son article R114-1-5,
Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation de la ville et la cohésion urbaine,
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté dite « loi égalité et citoyenneté »,
Vu le décret n°2015-524 du 12 mai 2015 relatif au contenu, aux modalités d'élaboration , d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission habitat et logement du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver le projet de convention intercommunale d'attribution (CO 2025-428) sur le territoire de Dracénie Provence Verdon agglomération, joint en annexe,

- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer ladite convention intercommunale d'attribution.

Adopté à l'unanimité.

Non participation au vote et sortie de la salle :	M. Grégory LOEW, Mme Christine NICCOLETTI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Martine ARENAS, Mme Valérie RIALLAND, M. Thierry ALBERTINI, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Marc LAURIOL, M. Claude PIANETTI.

Signé : Didier BREMOND
Premier Vice-président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101806-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

Habiter en DRACÉNIE PROVENCE VERDON



Conférence intercommunale du logement de Dracénie Provence Verdon agglomération

Convention Intercommunale d'Attribution (CIA)

Période 2025-2031

PRÉFET DU VAR
Liberté
Égalité
Fraternité

DRACÉNIE PROVENCE VERDON agglomération

Les signataires de la CIA

Les partenaires ci-dessous s'engagent à mettre en œuvre les orientations du document cadre de la Conférence Intercommunale du Logement à travers les engagements et objectifs inscrits à cette présente convention.

La convention intercommunale d'attribution est conclue entre :

La communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), représentée par son Président, Richard STRAMBIO

L'Etat, représenté par le Préfet du Var, Philippe MAHE

Les communes membres de DPVa, représentées chacune par leur maire

Le Conseil Départemental du Var, représenté par son Président, Jean-Louis MASSON

Les bailleurs sociaux disposant de patrimoine sur le territoire de DPVa :

L'association régionale HLM PACA Corse, représenté par son président
VAR HABITAT, représenté par son président
Logis familial Varois, représenté par son président
La SAEIM représentée par son président
La SAGEM, représentée par son président
CDC Habitat, représenté par son président
Grand Delta Habitat, représenté par son président
Unicil Groupe Action Logement, représenté par son président
PROLETAZUR, représenté par son président
ERILIA, représenté par son président
3F Sud, représenté par son président
SFHE Arcade, représenté par son président
Habitat et humanisme, représenté par son président

Et Action Logement Services, représenté par son directeur régional.

Table des matières

Les signataires de la CIA 2

Préambule 4

Le cadre règlementaire 4

L'objet de la convention 5

Territoire et durée d'application de la convention 5

Partie 1 : Du diagnostic aux orientations stratégiques de la CIL 7

Synthèse du diagnostic 7

Les trois orientations du document-cadre 11

Partie 2 : Les engagements quantitatifs d'attribution concourant au rééquilibrage territorial 12

L'accueil des ménages du 1er quartile hors QPV 12

L'accueil des ménages des 2ème, 3ème et 4ème quartiles en QPV 14

Les engagements en faveur des ménages DALO et prioritaires 15

Les engagements en faveur des ménages reconnus prioritaires localement 17

Partie 3 : Les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés 19

Action 1 : Connaitre et suivre l'évolution du parc social, ses occupants et les demandeurs à travers la création d'un Observatoire 19

Action 2 : Renforcer les partenariats entre les acteurs du logement et la communication à destination des ménages 21

Action 3 : Développer de nouveaux outils pour favoriser les parcours résidentiels des locataires du parc social 23

Action 4 : Expérimenter une commission d'équilibre des nouveaux programmes pour favoriser la mixité sociale 25

Action 5 : Elaborer une Charte des bonnes pratiques des bailleurs sociaux 27

Action 6 : Installer une commission de coordination et d'examen des cas complexes 28

Partie 4 : Les modalités de mise en œuvre et de suivi de la Convention Intercommunale d'Attribution 30

Le rôle et les instances de la Conférence Intercommunale du Logement 30

Le suivi et l'évaluation de la CIA 31

Les engagements des signataires 32

Signatures 34

Préambule

Le cadre règlementaire

Une réforme de la politique du logement social a été engagée dès 2014 au moyen de plusieurs lois, qui portent notamment sur la gestion de la demande et des attributions :

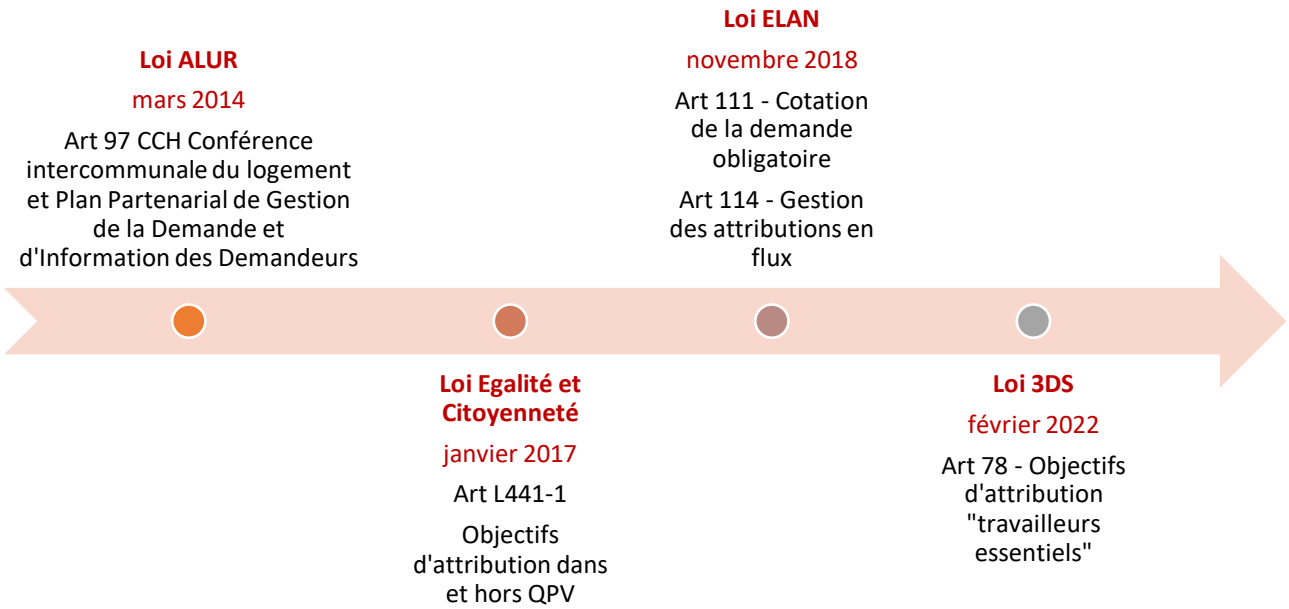
- La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (dite loi Ville) qui a introduit la nécessité d'une action multi partenariale pour le peuplement des quartiers de la politique de la ville ;

- La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (dite loi « Alur ») qui a introduit plus de transparence dans la gestion de la demande et l'attribution des logements sociaux et amorcé une réforme des attributions. Elle a ainsi rendu obligatoire, pour les intercommunalités dotées d'un Programme Local de l'Habitat, la mise en place d'une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) chargée de définir des orientations partagées en matière d'attributions des logements sociaux ;

- La loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté (dite loi Egalité et Citoyenneté) qui réforme les attributions en articulant la nécessité d'accueillir davantage de ménages prioritaires au sein du parc social avec les enjeux d'équilibres territoriaux. Elle instaure la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) ;

- La loi du 23 novembre 2018 pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi ELAN) qui rend obligatoire la cotation de la demande et la gestion en flux des contingents ;

- La loi 3DS du 21 février 2022 qui comporte notamment de mesures visant à renforcer la mixité sociale et un objectif d'attribution des logements sociaux en faveur des «travailleurs essentiels».



Un cadre simplifié de pilotage des attributions et de la gestion de la demande :

- **La Conférence Intercommunale du Logement (CIL) élabore les orientations en matière d'attributions, formalisées dans un document-cadre** ; les orientations sont soumises à l'approbation du Préfet et du Président de l'intercommunalité. Elle associe également les partenaires et acteurs locaux (ensemble des communes, le Département, bailleurs sociaux, associations, etc.). Un règlement intérieur précise la composition de cette instance et ses modalités de fonctionnement ;

- **Ces orientations sont déclinées dans une Convention Intercommunale d'Attribution (CIA),** document contractuel et opérationnel qui porte sur les engagements des principaux acteurs en matière d'attributions de logements sociaux et d'accompagnement social des ménages. Elaborée pour une durée de 6 ans, elle fait l'objet de modalités annuelles de suivi, telles qu'un bilan réalisé par les bailleurs sociaux sur les logements proposés et attribués, un bilan concernant les ménages DALO par l'Etat, etc.

DPVa a fait le choix de regrouper en un seul document le document-cadre et la CIA.
La présente convention est le fruit d'un travail partenarial engagé par la communauté d'agglomération avec l'ensemble des membres de la Conférence Intercommunale du Logement.

L'objet de la convention

La Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) constitue la déclinaison opérationnelle des orientations stratégiques définies par la CIL.

Elle précise :

- les objectifs de mixité et d'équilibre entre les territoires pour les attributions de logements sociaux à l'échelle intercommunale, avec prise en compte des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) et les engagements de chacun pour atteindre ces objectifs ;

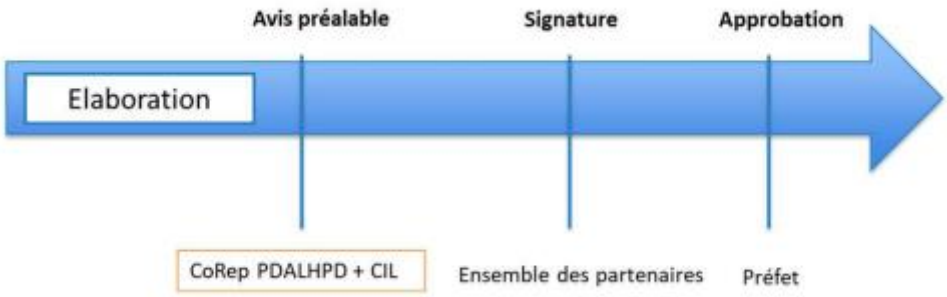
- les modalités de coopération entre les bailleurs et les titulaires de droits de réservation.

Cet outil engage chaque partenaire signataire dans la mise en œuvre des actions et modalités opérationnelles déclinées dans le présent document, visant l'atteinte des objectifs fixés par la CIL.

Cette convention s'appuie sur un diagnostic objectivant les déséquilibres sociaux du territoire, réalisé par le bureau d'études FGN Conseil et par l'AUDAT, qui a alimenté les réflexions de l'ensemble des membres de la CIL.
Les engagements opérationnels et les objectifs d'attributions ont été décidés collégialement au sein d'ateliers qui se sont tenus au cours de l'année 2023.

Territoire et durée d'application de la convention

Après son élaboration, la CIA est soumise à l'avis de la CIL et du Comité responsable du Plan Départemental d'Aide au Logement et à l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD). Le document doit ensuite être signé pas l'ensemble des partenaires et approuvé par le Préfet.



La convention s'applique à compter de sa signature sur l'ensemble du territoire de DPVa et de ses 23 communes membres, pour une durée de 6 années. Elle prévoit un examen de l'atteinte des objectifs qu'elle se fixe chaque année.

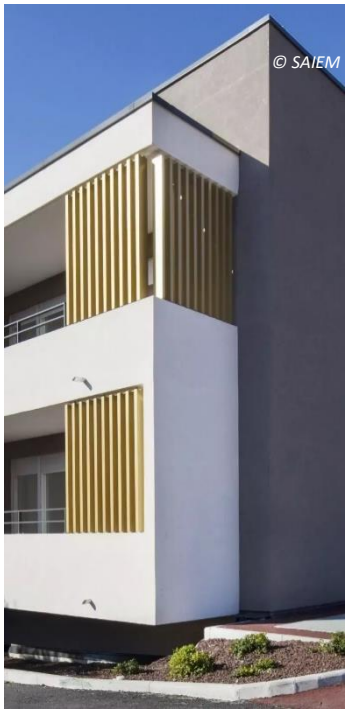
Le suivi de la mise en œuvre de la CIA relève de la CIL :

- Un bilan annuel des objectifs sera présenté à la CIL ;
- Une évaluation sera réalisée à mi-parcours (1er semestre 2028) ;
- Le service Habitat de DPVa conduira une évaluation de la CIA et de sa mise en œuvre à l'échéance des 6 années, en association avec l'Etat, la CIL et tous les partenaires ;
- DPVa organisera et pilotera le suivi de l'évolution de l'occupation et de la répartition du parc social afin de mesurer l'atteinte des objectifs de rééquilibrage et de mixité sociale.

Partie 1 : Du diagnostic aux orientations stratégiques de la CIL

Synthèse du diagnostic

Un parc social de plus de 6 400 logements



- En 2023, selon le RPLS et la DDTM du Var, l'agglomération disposent de 6 405 logements sociaux, dont 96% dans les huit communes soumises à l'article 55 de la loi SRU (Les Arcs, Draguignan, Flayosc, Lorgues, Le Muy, Salernes, Trans-en-Provence et Vidauban).
- Plus de 90% du parc social est composé d'appartements. Une part importante de T3 (39%) et de T4 + (37%).
- Un parc concentré au sein de deux communes : Draguignan et Vidauban (67% du parc à elles 2).
- 3 bailleurs détiennent 75% du parc : Var Habitat, Le Logis Familial Varois et la SAIEM de construction de Draguignan.
- Plus d'un tiers du parc social a été construit après 2010 (36%).
- Un parc social principalement construit par les opérateurs (77%).
- Peu de logements fortement consommateurs d'énergies (3% en étiquette E, F ou G).
- Les logements considérés à bas loyers constituent 72% du parc social : 59% financés en « PLUS avant 1977 » et 12% en PLAI.
- Un loyer médian de 5,9 €/m² qui varie selon les communes, les typologies et les époques de construction.
- Des taux de rotation raisonnables (9,4%), mais une vacance des logements plutôt faible (1,8%), signe d'une tension sur le marché.
- Un territoire qui comporte trois QPV en 2024 : le centre-ville du Muy, le centre-ville de Draguignan ainsi que le quartier des Collettes.

Une accélération des mises en service de logements sociaux

- Une multiplication des mises en service ces dernières années (2016-2022) : x 2 par rapport à la période 2009-2015.
- Une offre nouvelle qui reste principalement localisée à Draguignan (24%) et Vidauban (21%).
- Un poids important de la production de logements sociaux en VEFA (44% des mises en services).
- Une offre nouvelle majoritairement composée de logements de type T2 (37%) et T3 (38%).
- 68% de PLUS, 31% de PLAI et 1% de PLS parmi les nouvelles mises en service, en lien avec les objectifs du PLH et les nouvelles obligations règlementaires.
- Les loyers des logements récents sont les plus élevés du parc. Pour un T3 construit après 2010, il faudra débourser en moyenne 125 €/mois de plus que pour un T3 construit entre 1960 et 1970.

Une occupation du parc social plutôt familiale *(enquête sur l'Occupation du Parc Social 2020)*

- En lien avec les caractéristiques du parc social principalement composé de T3 et T4, l'occupation du parc social est plutôt familiale. Les familles monoparentales sont surreprésentées (27,1% des ménages du parc social contre 10,5% de l'ensemble des ménages de l'intercommunalité).
- 32,3% des ménages vivent seuls, soit une part moins importante qu'à l'échelle du Var (37,2%).
- Le parc social connait un vieillissement de ses occupants (33,9% des titulaires de bail ont plus de 60 ans), mais celui-ci est moins prononcé qu'au niveau départemental (38,2%).
- Des ménages à la situation économique plus fragile que dans les autres territoires Varois : 43,9% des ménages ont des revenus très faibles (< 40% des plafonds PLUS) – Var : 41,5%. Phénomène encore plus vrai pour les emménagés récents, 45,4% ont des revenus très faibles, en particulier à Salernes où ce taux atteint 83,3%.

Les dispositifs d'hébergement et de logement adapté (DDETS 83)

Fin 2023, Dracénie Provence Verdon agglomération dispose de 101 places en résidences sociales, 27 places en maisons relais et 16 places en ALT. Ces dernières sont localisées à Montferrat et Draguignan et sont composées de six chambres, d'un T4 et de quatre T1.



Autres points à retenir :

- En 2023, 43 ménages ont été reconnus « prioritaire-urgent » DALO à loger dans l'agglomération. 45 requérants « prioritaires-urgent » ont été relogés dans DPVa sur la même année. Une durée du relogement moins élevée, 677 jours en moyenne, que dans le Var, 995 jours.
- En 2021, 244 aides au Fonds Solidarité Logement Accès (FSL accès) ont été sollicitées au sein de Dracénie Provence Verdon agglomération. 92% ont donné lieu à un accord. 34 demandes au Fonds Solidarité Logement Maintien (FSL Maintien), pour bénéficier d'une aide afin de se maintenir dans un logement, ont également été instruites sur le territoire. 94% ont été acceptées (Département 83 - 2022).
- En 2023, près de 2 800 allocataires CAF de l'agglomération sont bénéficiaires d'une aide au logement au sein du parc public. 5% d'entre eux consacrent plus de 40% de leurs revenus à leur logement (charges comprises). Dans le parc privé, ce taux est nettement plus élevé et atteint 18% (5 220 allocataires) (CAF 2024).
- En 2023, la CAF a été sollicitée à 220 reprises par des allocataires « logement » pour des impayés de loyer dans l'intercommunalité : 40% de ceux-ci sont locataires du parc public et 59% du parc privé (CAF 2024).
- En 2023, le SIAO a enregistré 685 demandes provenant de l'agglomération, soit 528 personnes concernées. 43% de ces dernières sont des personnes seules (SIAO 2023).
- Le 115 a, quant à lui, réceptionné 3 015 demandes, soit 571 personnes concernées. Les personnes seules sont les plus représentées (52%). Après la Métropole et Estérel Côte d'Azur agglomération, le recours au 115 dans DPVa est le plus important du département. 40% des sollicitations n'ont pu aboutir à la date de l'enquête, le plus souvent faute de places disponibles (SIAO 2023).

3 283 demandeurs de logements sociaux à fin 2023 *(SNE 2024)*

2 440 demandes hors mutation (74%)

- 49% des demandeurs souhaitent se voir attribuer un logement à Draguignan et environ 28% au Muy, aux Arcs et à Vidauban.
- 61% des demandeurs sont logés actuellement dans le parc locatif privé, 23% chez des tiers. 11% sont dans une autre situation très précaire (sans abri, foyer, etc.).
- Ces demandes sont essentiellement motivées par des raisons économiques (27%), suivies d'un logement actuel trop petit (17%) ou pour cause de divorce ou de séparation (12%).
- Presque 1 demandeur sur 2 est une personne seule (47%). Les familles monoparentales représentent 27% des demandeurs.
- Des demandeurs âgés de 44 ans en moyenne (Var : 45 ans).
- Une demande avant tout centrée sur de petits logements (52% souhaitent un T1 ou T2) et des T3 (29%).
- Un revenu mensuel moyen de 1 480 €. 69% ont des revenus compatibles avec les plafonds du PLAI.

843 demandes de mutation (26%)

- Près de 60% des demandeurs d'une mutation souhaitent un logement social situé à Draguignan.
- Ce besoin de mutation est le plus souvent motivé par un logement actuel trop petit (27%), suivi d'une situation de handicap (17%) et d'un logement trop cher (12%).
- Une part importante de demandes de couples avec enfant(s) (33%), suivis par des familles monoparentales (31%).
- Près de 42% des demandes concernent des T4 ou plus.
- Les demandeurs sont âgés de 48 ans en moyenne et les plus de 60 ans représentent près d'un quart d'entre eux.
- Un revenu mensuel moyen de 1 997 €. 77% ont des revenus compatibles avec les plafonds d'un logement PLAI.



706 logements sociaux attribués en 2023 *(SNE 2024)*

Une pression de la demande de logements sociaux plutôt modérée en 2023…

- 583 attributions hors mutation (83%) et 123 attributions dans le cadre d'une mutation (17%).
- Des attributions concrétisées plus rapidement (17 mois) que dans l'ensemble du Var (23 mois).
- Une pression de la demande modérée compte tenu des mises en service des dernières années :
  - 4,2 demandes hors mutation pour 1 attribution (Var : 7,5). Un ratio qui atteint 10,1 à Lorgues.
  - 6,9 demandes pour une attribution réalisée dans le cadre d'une mutation (Var : 12,3). Un ratio qui atteint 8,7 à Vidauban.

… mais qui reste importante pour certains profils et typologie de logements

- Une difficulté à satisfaire les personnes seules (35% des attributions pour 47% des demandeurs, soit 5,6 demandes hors mutation pour une attribution).
- Une tension de la demande plus forte chez les plus de 45 ans (4,9 demandes hors mutation pour une attribution) et chez les moins de 20 ans (17 demandes pour 2 attributions).
- Un accès plus difficile pour les retraités (22,6 demandes hors mutation pour une attribution).
- 68% des attributions ont bénéficié à des ménages dont les ressources relèvent du PLAI : 4,2 demandes hors mutation pour une attribution. Une tension plus importante pour les ménages dont les ressources relèvent du PLS (4,8).
- Des points de blocages concernant les demandes motivées par des raisons de handicap (5,1 demandes hors mutation pour une attribution), de décohabitation (5) ou encore de logement trop cher (4,9).
- Une pression sur les petites typologies : 54,7 demandes hors mutation pour un T1 attribué, en lien avec la structure du parc.

Sur la base du diagnostic, ainsi que d'ateliers tenus au cours de l'année 2023, de grands constats et enjeux se dégagent, auxquels répondent les trois orientations de l'agglomération.

Constats	Enjeux
Un parc social concentré sur deux communes, en déficit de petits logements (T1 en particulier)	Poursuivre le développement du parc, typologie et localisation, ainsi que des projets mobilité (parc privé, accession sociale, bourse d'échanges, etc.)
Des taux de rotation raisonnables au sein du parc social mais une vacance faible, signe d'une tension sur le marché	Améliorer les réponses apportées aux demandes de mutation et repérer les situations de sous et sur occupation pour maintenir un bon taux de rotation au sein de parc
Une tension locative sur le parc modérée consécutive à de nombreuses mises en service : 4,2 demandes de logement social, hors mutation, pour une attribution	Comprendre et apprécier la situation des demandeurs, notamment leurs motifs ; identifier les freins qu'ils peuvent rencontrer
Une majorité de demandes provenant de personnes seules et de familles monoparentales	Poursuivre l'accueil de personnes seules, notamment les moins de 30 ans, tout en veillant à loger des familles, monoparentales et autres, pouvant avoir besoin de grands logements
Une part conséquente de demandeurs à revenus précaires (éligibles à un logement financé en PLAI)	Apporter une réponse aux plus précaires au travers des financements des logements sociaux, tout en ne négligeant pas les demandeurs dépassant les plafonds les plus bas
25% à minima des attributions hors QPV doivent bénéficier à des ménages appartenant au 1er quartile des demandeurs	Poursuivre l'atteinte de cet objectif : 12% des attributions réalisées, suivies de baux signés, en 2023/2024 sur le territoire
50% à minima des attributions en QPV doivent bénéficier à des ménages appartenant au 2e, 3e et 4e quartiles des demandeurs	Maintenir le dépassement de cet objectif : 74% des attributions réalisées, suivies de baux signés, en 2023 sur le territoire
25% des attributions sur les contingents de chaque réservataire doivent bénéficier à des ménages reconnus DALO et à défaut à des ménages reconnus prioritaires	Veiller aux conditions de logement des publics spécifiques et précaires tout en évitant la spécialisation de certains parcs/résidences
Un parc social qui connait une forte tension en ce qui concerne la demande des retraités	Développer des réponses au vieillissement, en particulier, des occupants souhaitant déménager au sein du parc. Améliorer l'accès au parc social aux personnes en perte d'autonomie
Un nouveau contexte législatif	Passage à la gestion en flux le 23 novembre 2023 et établissement de la cotation de la demande au 31 décembre 2023
Une connaissance partielle et peu partagée de du parc et de son occupation sociale	Partager la connaissance, suivre et évaluer l'occupation sociale et les attributions, mais également le parc et les demandes
Des outils et des instances encore disparates pour répondre aux enjeux de la réforme	Se doter d'une Charte pour harmoniser les pratiques des bailleurs sociaux et créer une Commission de coordination

Les trois orientations de DPVa, document-cadre de la politique intercommunale des attributions

Orientation 1 – Mieux prendre en compte les publics les plus fragiles dans les attributions, tout en œuvrant à la mixité sociale et à la réponse aux besoins essentiels du territoire

- **Objectif 1 :** 25% a minima des attributions réalisées hors QPV, suivies de baux signés, doivent bénéficier aux ménages les plus modestes, c'est-à-dire appartenant au 1er quartile de revenus des demandeurs
- **Objectif 2 :** 50% a minima des attributions réalisées en QPV, doivent bénéficier aux ménages appartenant aux 2ème, 3ème et 4ème quartiles de revenus des demandeurs
- **Objectif 3 :** 25% a minima des attributions annuelles de logements de chaque réservataire et de chaque bailleur doivent être faites à des ménages reconnus DALO et à défaut à des personnes prioritaires au titre de l'article L441-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH).
- **Objectif 4 :** Prioriser l'accès au parc social aux ménages reconnus prioritaires localement

Orientation 2 - Favoriser les parcours résidentiels et viser un meilleur équilibre de peuplement

- **Objectif 1** : Mettre en place un observatoire de l'habitat pour mieux connaitre l'occupation du parc social, identifier les besoins et favoriser la mixité sociale
- **Objectif 2** : Œuvrer à une fluidification de la mobilité au sein de parc social
- **Objectif 3** : Améliorer l'accès au parc social aux personnes en perte d'autonomie
- **Objectif 4** : Informer et accompagner les ménages dans leur parcours résidentiel et notamment en facilitant la sortie du parc social et les parcours résidentiels ascendants

Orientation 3 - Fluidifier les attributions et faciliter la coopération entre les acteurs du logement social

- **Objectif 1** : Clarifier les critères d'attribution pour rendre le processus d'obtention d'un logement social plus transparent
- **Objectif 2** : Se doter d'une Charte pour harmoniser les pratiques des bailleurs sociaux
- **Objectif 3** : Créer une commission de coordination et d'examen des cas complexes

Partie 2 : Les engagements quantitatifs d'attribution concourant au rééquilibrage territorial et répondant aux objectifs réglementaires

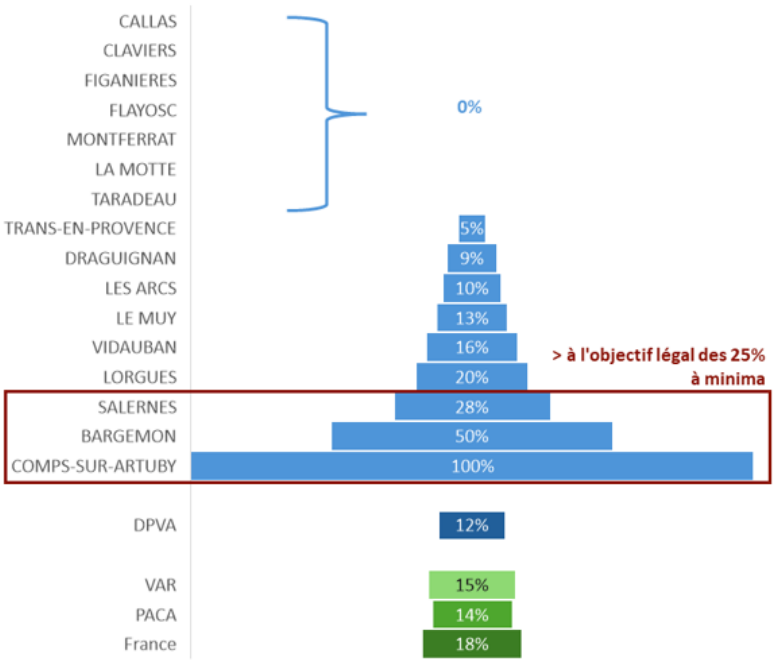
L'accueil des ménages du 1er quartile hors QPV

La loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 impose de consacrer au minimum 25% d'attributions, suivies de baux signés, hors Quartiers Prioritaires en politique de la Ville (QPV) à des ménages relevant du 1er quartile.

En 2023, le seuil du 1er quartile de ressources pour DPVa est fixé à 8 017€ par an et par unité de consommation (UC c'est-à-dire selon la taille et la structure par âge du ménage). Ainsi, le quart des demandeurs le plus pauvre déclare des ressources n'excédant pas 668€ par mois pour une personne seule.

Sur l'année 2023, 11,84% des logements sociaux hors QPV ont été attribués à des ménages du 1er quartile, contre 15,48% à l'échelle du Var.

Taux d'attribution de logements sociaux, hors QPV, à des ménages du 1er quartile en 2023
Source : SNE. Information indisponible sur la Roque-Esclapon.



En octobre 2024, ce taux a légèrement progressé et atteint 12,23% dans l'agglomération.

Chaque bailleur social présent sur le territoire s'engage à respecter l'objectif de 25% d'attributions annuelles, suivies de baux signés, hors QPV, en faveur des ménages relevant du 1er quartile.
Les membres de la Conférence Intercommunale du Logement ont fait le choix de ne pas décliner cet objectif. Ainsi, l'objectif fixé est le même pour chaque bailleur social et pour chaque commune.

Lors de la désignation des candidats, les réservataires doivent veiller au respect des engagements fixés pour chaque bailleur et ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par la CIA.
Ces données étant déclaratives et donc parfois mal renseignées, un travail d'accompagnement des demandeurs dans le renseignement de leurs ressources doit être entrepris avant le passage en CALEOL (Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements).
Les guichets enregistreurs et les bailleurs sociaux s'engagent à mettre à jour les ressources des ménages lorsqu'ils traitent une demande locative sociale s'ils se rendent compte que les montants diffèrent.
Par ailleurs, le système de cotation de la demande aidera à mieux mettre en avant ces publics.

L'objectif d'attributions aux ménages du 1er quartile a vocation à être réévalué et affiné au fur et à mesure de la mise en œuvre de la CIA, et notamment au terme de la première période triennale en fonction des enjeux de rééquilibrage de l'occupation sociale repérés à travers l'observation du parc social (action 1). Il s'agira notamment de pouvoir identifier les dynamiques de fragilisation sociale de certains secteurs, voire de certaines résidences, sur la base de l'analyse des données d'Occupation du Parc Social (OPS), pouvant justifier de prêter une vigilance particulière aux attributions au bénéfice des ménages du 1er quartile.

Les membres des CALEOL doivent ainsi être attentifs à ce que les attributions pour les demandeurs du 1er quartile ne soient pas réalisées dans des secteurs ou des résidences présentant des signes de fragilité.

L'accueil des ménages des 2ème, 3ème et 4ème quartiles en QPV

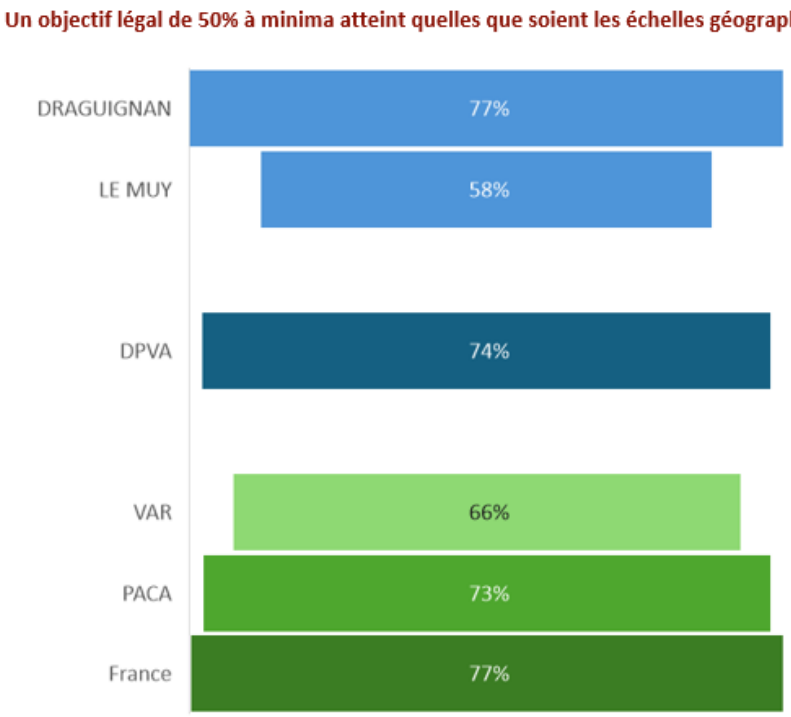
La loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 impose de consacrer au minimum 50% d'attributions, en Quartiers Prioritaires en politique de la Ville (QPV) à des ménages relevant des quartiles 2, 3 et 4.

DPVa compte actuellement trois quartiers prioritaires en politique de la ville (QPV). Il s'agit des quartiers du centre-ville (4 320 habitants) et des Collettes (2 450 habitants) à Draguignan ainsi que le quartier du centre-ancien au Muy (1 600 habitants).

En plus de ces trois QPV, quatre quartiers anciennement prioritaires en politique de la ville ont été placés en « veille active » : Les Floralies-St Hermentaire à Draguignan et Les Bellugues, St Andrieur et le Peyrouas au Muy.

Selon le RPLS, 20% du parc social de DPVa se situe en QPV. En 2023, 73,53% des attributions dans ces quartiers ont bénéficié à des ménages des 2e, 3e et 4e quartiles. Ce taux est donc supérieur au taux minimum de 50% fixé par la loi Egalité et Citoyenneté.

Taux d'attribution de logements sociaux, en QPV, à des ménages du 2e, 3e et 4e quartiles en 2023
Source : SNE.



L'engagement d'un minimum de 50% d'attributions en QPV aux ménages des 2ème, 3ème et 4ème quartiles s'applique à l'échelle des trois QPV du territoire et pour chaque bailleur.

Par ailleurs, lors de la désignation des candidats, les réservataires devront veiller au respect des engagements fixés pour chaque bailleur et ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par la CIA. La CALEOL pourra faire référence aux objectifs qualitatifs et quantitatifs définis par la CIA pour motiver ses décisions auprès des demandeurs de logements sociaux.

Les engagements en faveur des ménages DALO et prioritaires

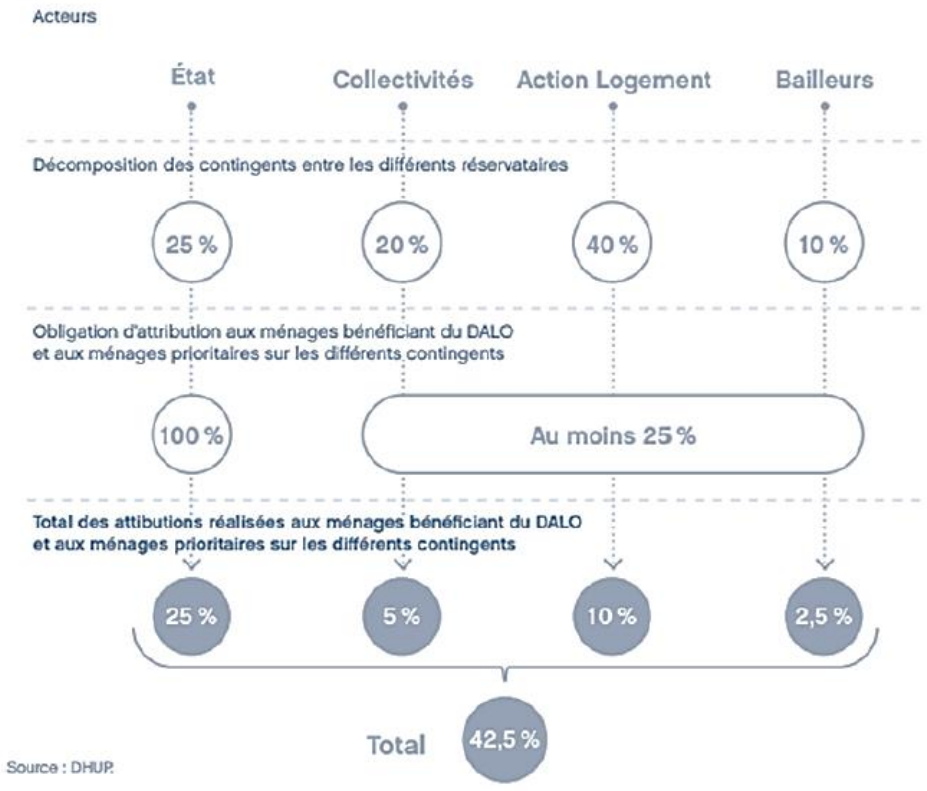
La loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 impose de consacrer au minimum 25% des attributions annuelles de logements de chaque réservataire et de chaque bailleur à des ménages reconnus DALO et à défaut à des personnes prioritaires au titre de l'article L.441-1 du CCH.

Les publics prioritaires sont définis au titre de l'article L.441-1 du CCH et par le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Var 2024-2030, adopté par arrêté du 31 mai 2024.

L'Etat dispose d'un droit de réservation sur 30% des logements sociaux mis en service. Ce contingent préfectoral se ventile en 25% minimum de logements sociaux dédiés aux demandeurs reconnus prioritaires au titre du droit au logement opposable (DALO) ou à défaut aux ménages prioritaires au titre du L.441-1 du CCH, et 5% aux fonctionnaires de l'Etat. 70% des logements restants sont répartis entre les différents réservataires (communes, Département, Action Logement, bailleurs, etc.). 25% à minima de chacun de leur parc doivent faire l'objet d'attribution en faveur de ce public prioritaire.

En tenant compte du contingent préfectoral prioritaire (100% des attributions aux ménages DALO et prioritaires), 42,5% du total des attributions du territoire doivent être réalisées à destination de ces publics (voir schéma ci-dessous).

Exemples de répartition des contingents et des obligations afférentes d'attributions aux ménages bénéficiant du DALO et aux demandeurs prioritaires au titre de l'article L.441-1 du CCH :



Sur le territoire de DPVa, le bilan des attributions en 2022 s'élevait à 3119 demandes actives en stock pour 750 attributions (23 attributions DALO et 727 non DALO).
Tandis qu'en fin d'année 2023, l'EPCI comptait 3283 demandes actives pour 706 attributions (45 attributions DALO et 661 attributions non DALO).

Il convient de rappeler que les services de l'Etat labellisent les publics prioritaires au sein de leur logiciel SYPLO. Le maintien d'un travail renforcé entre les services des communes et la Sous-Préfecture de Draguignan permet également de faciliter l'identification des ménages prioritaires.
Toutes les communes qui le souhaitent peuvent avoir accès à SYPLO en s'adressant à la DDETS via l'adresse suivante ddets-logement-social@var.gouv.fr.

DPVa s'engage également à mettre en œuvre la cotation de la demande, rendue obligatoires par la loi Elan, qui doit permettre de favoriser l'accès au parc social des publics prioritaires.

Les engagements en faveur des ménages reconnus prioritaires localement

Aux termes de plusieurs groupes de travail dédiés rassemblant l'ensemble des partenaires de la CIL en 2023, certains ménages ont été identifiés comme prioritaires localement.

A titre liminaire, il convient de préciser que les ménages relevant de la catégorie « reconnus prioritaires localement » devront être éligibles au logement social, c'est à dire être de nationalité française ou satisfaire aux conditions de permanence et de séjour sur le territoire national pour les étrangers, et respecter les plafonds de ressources en vigueur.

Ces ménages sont les suivants :

- **Les personnes victimes de catastrophe naturelle,** le territoire étant soumis à plusieurs risques naturels forts et récurrents, en particulier d'inondations/tempêtes entrainant des destructions de logements ;

- **Les parents isolés élevant seuls leur(s) enfant(s)** ;

- **Les ménages dont la composition a évolué, habitant un logement social désormais trop grand ou trop petit** (demande de mutation pour un logement plus adapté à la nouvelle configuration du ménage)

- **Les personnes habitant ou travaillant dans la commune où elles demandent un logement social,** de manière à limiter les déplacements domicile/travail et à permettre aux populations ancrées sur la commune (avec des liens professionnels, et/ou familiaux ou sociaux) de s'y maintenir ;

- **les personnes exerçant un métier « essentiel du quotidien », métiers :**

    - ✓ **de « Premières lignes » :** professions hospitalières et médicales, aides à domicile, métiers intégrés aux commerces alimentaires, agents de police, pompiers volontaires, livreurs et coursiers, éboueurs, agents de propreté ;
    - ✓ **« Relais des premières lignes » :** ouvriers de la logistique (caristes, manutentionnaires, magasiniers, ouvriers emballage), professions de La Poste ;
    - ✓ **de « Services publics du quotidien » :** métiers de l'éducation (enseignants des premier et second degrés, surveillants et aides-éducateurs scolaires), agents municipaux, et professionnels du social de proximité (assistants de service social, puéricultrices, éducateurs, animateurs).

- **Les jeunes de moins de 30 ans en apprentissage ou en activité ;**

- **Les personnes connaissant une perte de revenus à la retraite, et en difficulté financière dans un logement devenu trop grand ou trop cher ;**

- **Les ménages aux revenus inclus dans les 3^{e} et 4^{e} quartiles des demandeurs, acceptant un logement en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) ;**

- **Les personnes dont la demande de logement est ancienne ;**

- **Les personnes arrivées en deuxième ou troisième position au moins à deux CALEOL précédentes (Poulidor) ;**

- **Les personnes salariées d'une petite entreprise non adhérente à Action Logement Services**, et qui ne bénéficient donc pas des dispositifs d'accès au logement de cette dernière ;

- **Les travailleurs pauvres : salariés et indépendants ayant des revenus très faibles** ;

- **Les personnes en situation de divorce ou séparation recevant périodiquement leur(s) enfant(s)**

Les signataires de la présente convention s'engagent à ce que ces ménages soient d'avantages pris en compte dans le processus d'attribution de logements sociaux.

Toutefois, il n'est pas possible aujourd'hui de mesurer le nombre de demandeurs relevant de la catégorie « reconnus prioritaires localement » dans le Système National d'Enregistrement de la demande ni le nombre d'attributions les concernant.
En l'absence de ces données, les membres de la CIL ont décidé de ne pas fixer d'objectif chiffré d'attributions leur étant réservées Néanmoins, dans les prochaines années, les signataires s'attacheront à assurer un suivi des demandes et des attributions qui leur sont faites.

Des critères spécifiques seront prévus dans le système de cotation de la demande au sein du SNE afin d'attribuer des points supplémentaires à ces ménages.

Il convient en outre de préciser que les ménages relevant d'une priorité locale ne sont pas inclus dans l'objectif de 25% de relogement de publics prioritaires légaux.

Partie 3 : Les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés

Action 1	Connaitre et suivre l'évolution du parc social, ses occupants et les demandeurs à travers la création d'un Observatoire

Orientation 1 : Mieux prendre en compte les publics les plus fragiles dans les attributions, tout en œuvrant à la mixité sociale et à la réponse aux besoins essentiels du territoire

Orientation 2 : Favoriser les parcours résidentiels et viser un meilleur équilibre de peuplement

Orientation 3 : Fluidifier les attributions et faciliter la coopération entre les acteurs du logement social

Objectifs

- Suivre l'évolution du parc social et ses caractéristiques, en connaitre ses occupants et les demandeurs pour prévenir de potentiels signes de fragilité des quartiers et des résidences ;
- Evaluer si les objectifs d'attributions fixés dans la CIA sont réalisés et adaptés ;
- Aiguiller les membres des CALEOL dans leurs décisions.

Modalités de mise en œuvre

Mis en place d'un Observatoire à travers plusieurs volets, qui s'échelonneront dans le temps et en fonction des données mises à disposition :

Volet observation du parc social :
• Caractéristiques des résidences au travers des bailleurs et du RPLS (typologie, superficie, présence d'ascenseur, etc.), des loyers (afin d'identifier les logements accessibles aux ménages du 1er quartile de ressources), des logements accessibles aux personnes à mobilité réduite afin de les repérer, etc.

Volet observation de l'occupation sociale :
• Collecter les données d'occupation du parc social auprès des bailleurs sociaux à l'échelle de la résidence ;

• Mettre en place un groupe de travail pour élaborer et partager la classification des résidences (résidences à capacité d'accueil, résidences fragiles (l'article 84 de la loi 3DS prévoit qu'une liste fixant les résidences à enjeu prioritaire de mixité sociale soit établie pour chaque bailleur, en fonction des conditions d'occupation de ces résidences et selon des critères définis par décret en Conseil d'État, dans l'attente de la parution de ce décret, une définition locale des résidences fragiles sera réalisée).
Des indicateurs tels que le taux et les motifs de refus ou encore le taux d'impayés pourraient être également intégrés et faire l'objet d'un suivi ;

• Dresser une liste de résidences à enjeux de mixité sociale pour chaque bailleur en fonction de l'occupation ;

• Utiliser cette classification comme un outil d'aide à la décision au moment des propositions par les réservataires puis lors des CALEOL.

Ces deux premiers volets pourraient être réalisés sous forme de fiches résidences regroupant des éléments sur les caractéristiques des logements et l'occupation sociale.

Volet suivi des objectifs quantitatifs de la CIA : attributions aux ménages du 1er quartile hors QPV, aux ménages des 2ème, 3ème et 4ème quartiles en QPV et aux ménages prioritaires.

Pilote et partenaires

Pilote :

- Le service Habitat de Dracénie Provence Verdon agglomération

Partenaires :

- Les bailleurs sociaux au travers de l'état des lieux de leurs parcs et de l'occupation de ceux-ci ;
- Les réservataires en fournissant un bilan de leurs attributions et des refus de proposition par exemple ;
- Les associations telles que HandiToit pour le repérage des logements adaptés ou adaptables aux personnes en situation de handicap ;
- L'Etat en transmettant des données sur le profil des ménages demandeurs et attributaires, en particulier des ménages DALO et autres prioritaires ;

Indicateurs de suivi

- Groupe de travail pour la constitution de l'Observatoire et en particulier des indicateurs sous-jacents à la notion de « résidence fragile » (2 ou 3 ateliers au cours de la 1ère année)
- Présentation d'un bilan annuel en CIL à la fin du 1er trimestre de chaque année

Action 2	Renforcer les partenariats entre les acteurs du logement et la communication à destination des ménages

Orientation 1 : Mieux prendre en compte les publics les plus fragiles dans les attributions, tout en œuvrant à la mixité sociale et à la réponse aux besoins essentiels du territoire

Orientation 2 : Favoriser les parcours résidentiels et viser un meilleur équilibre de peuplement

Orientation 3 : Fluidifier les attributions et faciliter la coopération entre les acteurs du logement social

Objectifs

- Amplifier et coordonner les actions de communication déjà en place
- Cibler de nouveaux publics, notamment les actifs pour diversifier l'occupation du parc social
- Mieux repérer et communiquer auprès des ménages prioritaires ou nécessitants un accompagnement social
- Renforcer le partenariat avec et entre les acteurs (services Logement des communes, CCAS, services de solidarités territoriales, structures d'hébergement, intervenants sociaux, etc.) et faciliter les échanges d'information.

Modalités de mise en œuvre

Définir des modalités d'informations communes auprès des demandeurs sur les conditions d'accès au parc social et aux différentes résidences sociales en location ou en accession qui doivent être précisées dans le cadre de la mise en œuvre du **Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur (PPGDID) :**

- Valoriser la prise de contact auprès des guichets d'accueil plutôt que l'inscription au Portail grand public ;
- Harmoniser l'information délivrée dans les guichets d'accueil (plaquettes d'information, FAQ, check list des informations à fournir, grille de cotation de la demande accessible à tous les ménages pour comprendre les priorités d'attribution du territoire, vidéo et flyers DREAL/Action Logement, etc.) ;
- Recenser les résidences de logements sociaux sur une page Internet du site de l'intercommunalité
- Mettre en place un fichier recensant les ménages intéressés par l'accession à la propriété
- Proposer une communication spécifique à destination des locataires du parc social (hall d'immeuble, newsletter, courrier, etc.

Mettre en place une **communication ciblée** auprès de certains ménages éligibles, notamment les actifs et les jeunes :

- Renforcer le partenariat avec Action Logement ;
- Multiplier les actions de communication auprès des entreprises du territoire ;
- Recenser les programmes PLS/PLI (prêt locatif social/prêt locatif intermédiaire), PSLA (prêt social location accession) et BRS (bail réel solidaire) sur le site internet de l'intercommunalité

Mettre en place un **réseau d'acteurs** :

- Communiquer sur les différents types d'accompagnement social existants et leurs conditions de mobilisation, afin de mieux mobiliser les dispositifs existants (AVDL (accompagnement vers et dans le logement), ASLL (accompagnement social lié au logement) notamment) ;
- Organiser des sessions d'information et de présentation des conditions de labellisation auprès des lieux d'accueil et des acteurs de terrain et former les acteurs à l'outil SYPLO ;
- Plus globalement, échanger sur les pratiques de chacun et les difficultés potentiellement rencontrées

Pilote et partenaires

Pilote :

- Le service Habitat de Dracénie Provence Verdon agglomération

Partenaires :

- Les lieux d'enregistrement et d'accueil des demandeurs ;
- Les communes ;
- Les bailleurs sociaux ;
- Action logement ;
- Le Département du Var ;
- Les services de l'Etat ;
- Les associations

Indicateurs de suivi

- Documents réalisés pour les guichets d'accueil ;
- Nombre de réunions d'information auprès des entreprises du territoire ;
- Nombre de programmes recensés sur la page Internet de l'intercommunalité ;
- Nombre de sessions d'information organisées auprès des lieux d'accueil et des acteurs de terrain (une fois par an a minima)

Action 3	Développer de nouveaux outils pour favoriser les parcours résidentiels des locataires du parc social

Orientation 1 : Mieux prendre en compte les publics les plus fragiles dans les attributions, tout en œuvrant à la mixité sociale et à la réponse aux besoins essentiels du territoire

Orientation 2 : Favoriser les parcours résidentiels et viser un meilleur équilibre de peuplement

Orientation 3 : Fluidifier les attributions et faciliter la coopération entre les acteurs du logement social

Objectifs

- S'assurer que les ménages occupent un logement adapté à leur situation ;
- Examiner la situation de ménages pouvant appeler à une mutation ;
- Proposer un parcours résidentiel aux occupants du parc social ;
- Améliorer la réponse aux demandes de mutations afin de favoriser la mobilité dans le parc social ;
- Traiter les mutations complexes ou bloquées.

Modalités de mise en œuvre

Dans le cadre des CALEOL, et spécifiquement la partie « examen de l'occupation des logements », les bailleurs sociaux doivent examiner tous les 3 ans la situation des locataires dont la situation a évolué et ne correspond plus au logement occupé : sur occupation et sous occupation, augmentation ou baisse de revenus, vieillissement, perte d'autonomie, etc.

- ➔ **Identification des situations prioritaires de mutation** et mise en œuvre d'une **politique d'incitation à la mutation** : mettre en place et/ou valoriser des aides au déménagement.
- ➔ Communication sur les **mesures d'accompagnement social** et les associations présentes sur le territoire;
- ➔ Recensement de l'offre appropriée aux **personnes âgées et UFR** afin de faciliter la mise en relation entre l'offre et la demande d'un logement adapté ;
- ➔ Mieux faire connaître les logements sociaux en PLS/PLI aux ménages éligibles ;
- ➔ Communiquer, informer et accompagner les ménages stables et éligibles vers l'**accession sociale à la propriété** (BRS, PSLA) ;
- ➔ Inciter les ménages ayant une hausse de revenus à se tourner vers le **parc privé.**

Réfléchir sur la possibilité de mettre en place une **bourse d'échange au logement social** selon les retours d'expériences d'EPCI de profil similaire au territoire. Il s'agit le plus souvent d'une plateforme Internet de mise en relation des locataires du parc social souhaitant changer de logement, les bailleurs sociaux intervenant seulement en fin de processus pour vérifier et valider les projets, qui sont ensuite soumis aux commissions d'attribution.

Accompagner le passage à la gestion en flux. Le passage de la gestion en stock à la gestion en flux apporte une meilleure réponse aux demandes de mutation. Les logements mobilisés chaque année par les bailleurs sociaux pour favoriser la mobilité résidentielle sont soustraits du flux : mutations internes, relogement NPNRU (nouveau programme national de renouvellement urbain) et relogements nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne notamment.

Présenter les mutations bloquées en commission de coordination (examen des cas complexes – Action 6)

Pilote et partenaires

Pilote :

- Le service Habitat de Dracénie Provence Verdon agglomération

Partenaires :

- Les lieux d'enregistrement et d'accueil des demandeurs ;
- Les communes ;
- Les bailleurs sociaux ;
- Action logement ;
- Le Département du Var ;
- Les services de l'Etat ;
- Les associations

Indicateurs de suivi

• Présentation annuelle en CIL :

- Bilan des CALEOL ;
- Part des mutations dans les demandes satisfaites ;
- Taux de rotation du parc social ;
- Nombre d'annonces publiées et nombre d'échanges réalisés dans l'éventualité d'une bourse d'échange.

Action 4	Expérimenter une commission d'équilibre des nouveaux programmes pour favoriser la mixité sociale

Orientation 1 : Mieux prendre en compte les publics les plus fragiles dans les attributions, tout en œuvrant à la mixité sociale et à la réponse aux besoins essentiels du territoire

Orientation 2 : Favoriser les parcours résidentiels et viser un meilleur équilibre de peuplement

Orientation 3 : Fluidifier les attributions et faciliter la coopération entre les acteurs du logement social

Objectifs

- Organiser un échange et une coordination inter-réservataires en amont de la livraison des programmes neufs pour garantir une occupation sociale équilibrée (mixité sociale, générationnelle, etc.) ;
- Capter certains profils de ménages, par exemple ménages potentiellement éligibles aux PLS, ou favoriser l'accès au parc social aux ménages en situation de handicap ou au 1er quartile ;
- Gagner du temps en CALEOL et éviter de laisser un logement vacant.

Modalités de mise en œuvre

Expérimenter la tenue de commissions d'équilibre des nouveaux programmes sur les opérations neuves de 30 logements ou plus dans un premier temps.

Ces commissions interviendront avant la CALEOL et permettront aux réservataires de flécher par exemple des ménages en demande de mutation, des ménages UFR (usager en fauteuil roulant), de travailler avec les entreprises situées à proximité, en fonction des besoins repérés.
A l'issu de celles-ci, chaque partenaire aura été entendu et disposera d'une vision précise du peuplement de la future résidence (grâce à la production d'analyses statistiques du peuplement envisagé).
La CALEOL pourra ainsi apprécier si des arbitrages sont à envisager.

Les membres veilleront à respecter les objectifs fixés par la loi Egalité et Citoyenneté (ménages du 1 er quartile, publics prioritaires notamment).

Ces commissions réuniront le ou les bailleurs concernés, l'intercommunalité, les services de la commune où s'implante le programme neuf, les réservataires et les associations membres de la CIL.

Pilote et partenaires

Pilote :

- Les bailleurs sociaux ;

Partenaires :

- Le service Habitat de Dracénie Provence Verdon agglomération
- La commune du nouveau programme ;
- Les réservataires (communes, Action logement, Département du Var, Sous-préfecture) ;
- Les associations

Indicateurs de suivi

- Nombre de réunions réalisées
- Nombre de programmes neufs ayant fait l'objet d'une expérimentation de ce type
- Evaluation de la mixité de ces programmes (nombre de DALO/1 er quartile/publics prioritaires/handicap/ caractéristiques socio-économique des occupants)
- Réaliser un bilan collectif de cette expérimentation à horizon des 3 ans de la CIA afin d'en tirer des premiers enseignements et d'opérer si besoin des ajustements sur ce mode de faire.

Action 5	Elaborer une Charte des bonnes pratiques des bailleurs sociaux

Orientation 1 : Mieux prendre en compte les publics les plus fragiles dans les attributions, tout en œuvrant à la mixité sociale et à la réponse aux besoins essentiels du territoire

Orientation 2 : Favoriser les parcours résidentiels et viser un meilleur équilibre de peuplement

Orientation 3 : Fluidifier les attributions et faciliter la coopération entre les acteurs du logement social

Objectifs

- Harmoniser les pratiques entre les bailleurs sociaux présents sur le territoire ;
- Améliorer l'accès au logement et les parcours résidentiels, notamment pour les ménages les plus précaires ;
- Renforcer les partenariats entre l'intercommunalité, les communes et les bailleurs sociaux ;
- Renforcer la lisibilité du processus d'accès au logement social.

Modalités de mise en œuvre

Réaliser un diagnostic des pratiques existantes chez les bailleurs du territoire pour identifier les pratiques communes et les pistes d'évolutions souhaitables (calcul du taux d'effort et du reste à vivre, désignation des candidats pour la CAL, organisation des CAL, envoi des courriers, visites des logements, etc.).

Instaurer un groupe de travail inter-bailleur afin d'élaborer une charte des bonnes pratiques, celle-ci comportera :

- une harmonisation des critères de solvabilité (taux d'effort, reste à vivre) afin de favoriser l'accès au parc social aux ménages les plus modestes et de garantir l'égalité de traitement des demandes ;
- une définition des règles communes concernant les refus de logements (identifier et classifier les motifs de refus) ;
- les mesures en faveur de l'information des demandeurs.

Ce groupe de travail pourra travailler sur d'autres sujets identifiés au fil du temps selon les besoins (bilan de gestion en flux, etc.).

Nota : les acteurs du territoire pourront participer à un groupe départemental afin d'harmoniser les pratiques au niveau du Var tout en tenant bien compte des demandes spécifiques de chaque EPCI.

Pilote et partenaires

Pilote :

- Le service Habitat de Dracénie Provence Verdon agglomération

Partenaires :

- Les bailleurs sociaux ;
- Les réservataires (communes, Action logement, Département du Var, Sous-préfecture) ;

Indicateurs de suivi

- Signature de la Charte des bonnes pratiques des bailleurs sociaux

Action 6	Installer une commission de coordination et d'examen des cas complexes

Orientation 1 : Mieux prendre en compte les publics les plus fragiles dans les attributions, tout en œuvrant à la mixité sociale et à la réponse aux besoins essentiels du territoire

Orientation 2 : Favoriser les parcours résidentiels et viser un meilleur équilibre de peuplement

Orientation 3 : Fluidifier les attributions et faciliter la coopération entre les acteurs du logement social

Objectifs

- Suivre les objectifs d'attributions quantitatifs et qualitatifs de la CIA
- Etudier des demandes/situations pour lesquelles une mobilisation des bailleurs et des réservataires est nécessaire
- Mieux identifier les ménages nécessitant un accompagnement spécifique

Modalités de mise en œuvre

La commission de coordination est présidée par le Président de l'intercommunalité ou le Vice-Président délégué à l'Habitat. Celle-ci est composée d'un représentant de l'Etat, des maires des communes et leurs CCAS, des représentants des bailleurs sociaux présents sur le territoire, du Département, des titulaires de droits de réservation et des représentants des associations membres de la CIL.

Ses missions sont les suivantes :

- **Suivre les objectifs d'attributions quantitatifs et qualitatifs de la CIA** et les partager avec les différents partenaires à l'échelle de l'intercommunalité ;
- **Favoriser les échanges sur la mise en œuvre de la politique d'attribution** : freins rencontrés et améliorations constatées en matière de fluidité des attributions, fonctionnement des CALEOL, traitement des refus des demandeurs, etc. ;
- **Examiner les cas complexes, les situations bloquées**, de ménages rencontrant des difficultés sociales et économiques ou des publics nécessitant un examen particulier de leur dossier.

Exemples de critères définissant les publics nécessitant un examen particulier et les cas bloqués :

- *Ancienneté de la demande de logement social de plus de 5 ans sans refus ;*
- *ressortissants de 3 CALEOL sans attribution ;*
- *situations de FSL (fonds de solidarité pour le logement) récurrentes ;*
- *besoin spécifique de logement/de mutation (sur-occupation en nombre de pièces, sous occupation, logement adapté, problème de voisinage avec dépôt de plainte) ; etc.*

La commission de coordination aura ainsi la charge de réaliser un diagnostic social partagé des situations des demandeurs de logements sociaux et d'identifier des logements disponibles et adaptés à la situation des ménages qui seront prochainement attribués en CALEOL. Il s'agit également de pouvoir valider le besoin d'accompagnement social des ménages et d'identifier les dispositifs pouvant être mobilisés.
Le but de cette commission est ainsi d'apporter à la CALEOL l'ensemble des informations nécessaires à la décision d'attribution et de favoriser la mobilisation de dispositifs d'accompagnement social pour les ménages. **L'idée est de cibler les ménages qui sont en difficulté mais qui ne sont ni reconnus DALO, ni labellisés.**

La commission de coordination devra se doter d'un règlement intérieur qui précisera :

- sa composition
- les critères de saisine de la commission (demandeur de longue durée, Poulidor, mutation nécessitant l'intervention de l'inter bailleur par exemple)

- le processus de saisine du dispositif et de consultation des partenaires
- le rythme de réunions de la commission et le dimensionnement de son activité
- le circuit de proposition d'accompagnement social adapté.

Pilote et partenaires

Pilote :
- Le service Habitat de Dracénie Provence Verdon agglomération

Partenaires :
- Les communes et leurs CCAS ;
- Les bailleurs sociaux ;
- Action Logement ;
- Le Département du Var ;
- Les services de l'Etat ;
- Les associations notamment le SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation).

Indicateurs de suivi

- Nombre annuel de réunions de la commission de coordination (a minima deux fois par an juin et décembre)
- Nombre annuel de dossiers présentés et validés comme « ménages DPVa » relogés.

Partie 4 : Les modalités de mise en œuvre et de suivi de la Convention Intercommunale d'Attribution

Le rôle et les instances de la Conférence Intercommunale du Logement

La Conférence Intercommunale du Logement (CIL) est l'instance de pilotage de l'ensemble des documents d'orientations relatifs à l'attribution des logements sociaux.

La CIL :

- Elabore le document d'orientations stratégiques sur les attributions à l'échelle de DPVa (document-cadre et CIA fusionnés) ;
- Emet un avis et est associée à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) ;
- Emet un avis et est associée à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur (PPGDID).

La Conférence Intercommunale du Logement de DPVa a été installée le 27 janvier 2023 et est co-présidée par le Préfet du Var et le Président de Dracénie Provence Verdon agglomération.

Son règlement intérieur prévoit que la CIL se réunisse en séance plénière au moins une fois par an.
Elle constitue l'instance au sein de laquelle les orientations en matière d'attribution sont validées et les bilans annuels présentés.

En dehors de la séance plénière, le fonctionnement de la CIL repose sur :

- Des groupes de travail thématiques, réunis à l'initiative de la séance plénière de la CIL. En 2023, 5 ateliers ont eu lieu afin d'élaborer la CIA et la grille de cotation
- Un comité technique se réunissant en amont des CIL, chargé de partager et d'échanger sur les travaux issus des groupes de travail. Le premier sera organisé en fin d'année 2024.

Le suivi et l'évaluation de la CIA

Le suivi des objectifs

Le suivi de la CIA relève de la Conférence Intercommunale du Logement. Le bilan annuel présenté en séance plénière de la CIL portera sur les objectifs d'attributions définis par la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 :

- Atteinte des objectifs de relogement des ménages du 1er quartile hors QPV : global et par bailleur ;
- Atteinte des objectifs de propositions de logement en QPV aux ménages des 2e, 3e et 4e quartiles : global et par bailleur ;
- Relogement des publics prioritaires légaux : global, par bailleurs et réservataires ;
- Actions des bailleurs et partenaires pour l'équilibre territorial.

Le suivi des objectifs de la CIA sera fait à partir du Système National d'Enregistrement de la demande (SNE) sur lequel s'appuie la mise en place du dispositif de gestion partagée de la demande. Concernant le suivi des objectifs d'attributions aux publics prioritaires, les bailleurs et les réservataires sont invités à transmettre leurs données au service Habitat de Dracénie Provence Verdon agglomération.

Les signataires souhaitent accorder une attention particulière au suivi des demandes de mutation et des refus de logements sociaux.

Une évaluation sera réalisée à mi-parcours, soit au bout de 3 ans et à l'échéance de la CIA, soit 6 ans. Le service Habitat de Dracénie Provence Verdon agglomération conduit une évaluation de la CIA et de sa mise en œuvre, en association avec l'Etat, la Conférence Intercommunale du Logement et tous les partenaires.
DPVa organisera et pilotera le suivi de l'évolution de l'occupation et de la répartition du parc social afin de mesurer l'atteinte des objectifs de rééquilibrage et de mixité sociale.

La mise en place d'un Observatoire du parc social (action 1)

Les signataires de la CIA souhaitent approfondir l'observation du parc social, de son occupation et de la demande en logement social afin de pouvoir évaluer les impacts des actions menées dans le cadre de la CIA et du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur – PPGDID, mais également repérer les dynamiques de fragilisation de certains secteurs géographiques ou résidences.

L'observation du parc social doit pouvoir conduire à réorienter et affiner, le cas échéant, les objectifs fixés dans le cadre de la CIA, au terme de la première période triennale de la CIA par exemple. En effet, s'il est observé une fragilisation du parc social de certains bailleurs sociaux ou de certains secteurs géographiques, il pourra être envisagé de fixer des objectifs différenciés par bailleur social ou par secteur.

Au-delà de la seule approche quantitative, il apparaît nécessaire d'obtenir un retour régulier et qualitatif des bailleurs sociaux sur les dynamiques de fragilisation (ou au contraire de stabilisation) de certains secteurs géographiques ou résidences.

Les engagements des signataires

Dracénie Provence Verdon agglomération s'engage à :

- Piloter et animer la politique intercommunale du logement du territoire ;
- Réaliser les bilans annuels et le suivi de la présente convention et en assurer la communication ;
- Assurer la collecte et l'exploitation des données de suivi de l'offre, de l'occupation du parc social, de la demande et des attributions à différentes échelles (commune, quartiers, résidences) ;
- Mettre en place et animer les instances : commission de coordination (a minima deux fois par an), Observatoire du parc social, etc. ;
- Mettre en œuvre la gestion en flux et la cotation de la demande, rendues obligatoires par la loi Elan, permettant de favoriser l'accès au parc social des publics prioritaires.

L'Etat s'engage à :

- Tenir compte des objectifs fixés par la présente convention pour l'attribution des logements ;
- Être attentif à ce que les attributions pour les demandeurs du 1er quartile soient, le moins possible, réalisées dans des secteurs ou des résidences présentant des signes de fragilité ;
- Transmettre à DPVa les informations nécessaires au suivi des attributions et à la connaissance du parc social (SNE, DALO, labellisés) ;
- Participer aux différentes instances de pilotage, comités techniques, ateliers de travail, etc., concourant à la mise en œuvre opérationnelle de la présente convention.

Le Département s'engage à :

- Tenir compte des objectifs fixés par la présente convention pour l'attribution des logements ;
- Mobiliser ses dispositifs et moyens d'action sociale au bénéfice des publics de la convention ;
- Être attentif à ce que les attributions pour les demandeurs du 1er quartile soient, le moins possible, réalisées dans des secteurs ou des résidences présentant des signes de fragilité ;
- Participer aux différentes instances de pilotage, comités techniques, ateliers de travail, etc., concourant à la mise en œuvre opérationnelle de la présente convention.

Les communes s'engagent à :

- Tenir compte des objectifs fixés par la présente convention pour l'attribution des logements ;
- Être attentif à ce que les attributions pour les demandeurs du 1er quartile soient, le moins possible, réalisées dans des secteurs ou des résidences présentant des signes de fragilité ;
- Procéder systématiquement à des demandes de labellisation pour les demandeurs correspondant aux critères en amont des CALEOL ;
- Mettre à jour les ressources des ménages lorsqu'elles traitent une demande locative sociale ;
- Participer aux différentes instances de pilotage, comités techniques, ateliers de travail, etc., concourant à la mise en œuvre opérationnelle de la présente convention.

Les bailleurs sociaux s'engagent à :

- Tenir compte des objectifs fixés par la présente convention pour l'attribution des logements ;
- Être attentif à ce que les attributions pour les demandeurs du 1er quartile soient, le moins possible, réalisées dans des secteurs ou des résidences présentant des signes de fragilité ;
- Procéder systématiquement à des demandes de labellisation pour les demandeurs correspondant aux critères en amont des CALEOL ;
- Solliciter systématiquement un diagnostic AVDL (Accompagnement Vers et Dans le Logement) en cas de candidat détecté comme étant fragile en amont de la CALEOL ;
- Mettre à jour les ressources des ménages lorsqu'ils traitent une demande locative sociale ;
- Réaliser et animer l'expérimentation de la commission d'équilibre des nouveaux programmes ;
- Fournir les données régulières de suivi des objectifs quantitatifs, notamment à une échelle infra communautaire sur certains secteurs ;
- Participer aux différentes instances de pilotage, comités techniques, ateliers de travail, etc., concourant à la mise en œuvre opérationnelle de la présente convention.

Action Logement s'engage à :

- Tenir compte des objectifs fixés par la présente convention pour l'attribution des logements ;
- Mobiliser, en tant que de besoin, des moyens et des aides au titre de la solvabilisation et de la sécurisation des salariés (aides Loca Pass, Visale) ;
- Participer aux différentes instances de pilotage, comités techniques, ateliers de travail, etc., concourant à la mise en œuvre opérationnelle de la présente convention.

Signatures

Les représentants de chaque collège composant la Conférence Intercommunale du Logement, dûment autorisés, ont signé avec l'Etat et Dracénie Provence Verdon Agglomération la présente convention.

Fait à

Le

Le Président de Dracénie Provence Verdon agglomération	Le Préfet du Var	Le Président du Conseil Départemental du Var

Les communes membres de la CIL

Monsieur le Maire d'Ampus,	Monsieur le Maire de Bargème,	Madame le Maire de Bargemon,
Monsieur le Maire de Callas,	Monsieur le Maire de Châteaudouble,	Monsieur le Maire de Claviers,
Monsieur le Maire de Comps-sur-Artuby,	Monsieur le Maire de Draguignan,	Monsieur le Maire de Figanières,
Madame le Maire de Flayosc,	Monsieur le Maire de La Bastide,	Madame le Maire de La Motte,
Madame le Maire de La Roque-Esclapon,	Madame le Maire du Muy,	Madame le Maire des Arcs-sur-Argens,

Monsieur le Maire de Lorgues,	Monsieur le Maire de Montferrat,	Monsieur le Maire de Saint-Antonin-du-Var,
Madame le Maire de Salernes,	Monsieur le Maire de Sillans-la-Cascade	Monsieur le Maire de Taradeau,
Monsieur le Maire de Trans-en-Provence,	Monsieur le Maire de Vidauban,	

Les bailleurs sociaux disposant de patrimoine dans la communauté d'agglomération

AR HLM PACA	Action Logement	OPH VAR HABITAT
LOGIS FAMILIAL VAROIS – 1001 Vies	La SAIEM	La SAGEM
GRAND DELTA HABITAT	UNICIL Groupe Action Logement	PROLETAZUR
3F SUD	Habitat et Humanisme	SA ERILIA
SFHE Arcade	CDC Habitat	

CDT/DDTS/
SB

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G56

OBJET : CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION DE LOGEMENTS SOCIAUX SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SUD SAINTE BAUME 2024-2030

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : Mme Christine AMRANE, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD.

Déports/Sorties : M. Thierry ALBERTINI, Mme Martine ARENAS, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Valérie RIALLAND, Mme Andrée SAMAT.

Absents/Excusés : Mme Josée MASSI, Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation de la ville et la cohésion urbaine,
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
Vu le décret n°2015-524 du 12 mai 2015 relatif au contenu, aux modalités d'élaboration , d'évaluation et de révision du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs,
Vu la loi n° 2017-86 du 27 Janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté dite « loi égalité et citoyenneté »,
Vu l'article R114-1-5 du code de la construction et de l'habitat,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission habitat et logement du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver le projet de convention intercommunale d'attribution de logements sociaux sur le territoire de l'agglomération Sud Sainte Baume, 2024-2030, tel que joint en annexe,

- d’autoriser le Président du Conseil Départemental à signer ladite convention.

Adopté à l’unanimité.

Non participation au vote et sortie de la salle :	Mme Martine ARENAS, Mme Valérie RIALLAND, M. Thierry ALBERTINI, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, Mme Andrée SAMAT, M. Marc LAURIOL.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc189374-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) 2024 - 2030

Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume

Document approuvé lors du conseil communautaire du 04 novembre 2024

Sommaire

Sommaire 2

PRÉAMBULE CADRE ET CONTENU DE LA CIA 3

LES OBJECTIFS QUANTIFIÉS ET TERRITORIALISÉS PAR BAILLEUR ET RÉSERVATAIRE 5

Engagements en faveur des demandeurs du 1er quartile 5

Engagement en faveur des publics prioritaires 6

Engagements en faveurs des publics prioritaires à l'échelle de la CASSB 6

Les autres engagements 8

GOUVERNANCE, INSTANCES DE PILOTAGE ET ARTICULATION DES DISPOSITIFS 9

La Conférence Intercommunale du Logement, instance de pilotage de la politique d'attribution 10

La commission de coordination de la CIA et d'examen des ménages en difficulté 11

La commission de coordination de la CIA endosse l'examen des ménages en difficulté 12

CALEOL : responsables au final de la décision d'attribution 13

MESURES POUR FAVORISER L'ATTEINTE DES OBJECTIFS 14

Porter une attention renforcée au repérage des ménages en amont des attributions 14

Assurer une bonne circulation de l'information entre les partenaires (cf. gestion partagée PPGD) 14

Produire une offre nouvelle adaptée aux besoins et diversifiée (cf. futur PLH de la CASSB) 15

OBSERVATION ET ÉVALUATION 16

Mobiliser les sources statistiques pour alimenter les différentes instances 16

Développer de nouvelles pistes d'actions 16

ACTIONS À METTRE EN ŒUVRE 17

DURÉE DE LA CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION 19

Préambule
Cadre et contenu de la CIA

La Convention Intercommunale d'Attribution est établie sur la même base réglementaire que celle décrite dans le document cadre. Le contenu de la CIA est, tout comme le document cadre, issu d'un diagnostic territorial et d'un travail partenarial mené avec les partenaires et les élus de la CA Sud Sainte Baume.

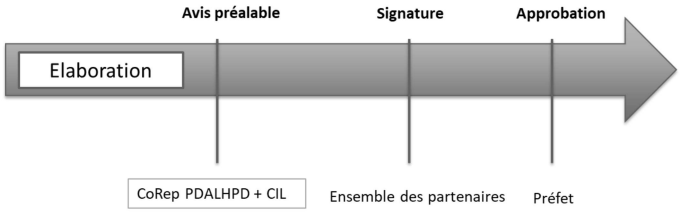
La mise en œuvre des orientations approuvées dans le document cadre, fait l'objet d'une Convention Intercommunale d'Attribution, signée entre la CASSB, les bailleurs sociaux possédant du patrimoine sur le territoire et les titulaires de droit de réservation.

Elle définit, en tenant compte (par secteur géographique) des capacités d'accueil et des conditions d'occupation des immeubles :

- Pour chaque bailleur social :
    - Un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution à des ménages à bas revenus hors QPV ;
    - Un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements aux personnes bénéficiant d'une décision favorable au titre du DALO, du PDALHPD et aux personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du CCH, ainsi que les modalités de relogement et d'accompagnement social nécessaires à la mise en œuvre de cet engagement ;
    - Un engagement portant sur les actions à mettre en œuvre dans son domaine de compétences pour atteindre les objectifs d'équilibre territorial ;
- Pour les autres signataires : les engagements relatifs à leur contribution à la réalisation des différents engagements précités ;
- Les modalités de relogement et d'accompagnement social des personnes relogées dans le cadre des opérations de lutte contre l'habitat indigne et des opérations du renouvellement urbain ;
- Les conditions dans lesquelles les réservataires et les bailleurs sociaux procèdent à la désignation des candidats et les modalités de coopérations entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation.

Le respect des orientations fixées précédemment dans le document cadre se veut progressif et s'inscrit dans une démarche de travail partenariale et partagée. Certaines des orientations retenues font l'objet d'objectifs quantitatifs que la CIA doit décliner par bailleurs.

Après son élaboration, la CIA est soumise à l'avis du Comité responsable du PDALHPD et de la CIL. Le document doit ensuite être signé pas l'ensemble des partenaires et approuvé par le préfet.



Après les différentes étapes de validation, la fin de l'année 2024 constituera une année « test ». Elle permettra d'évaluer les objectifs fixés, les moyens mis en œuvre et les outils et leviers à développer, ainsi que les points de blocage que pourraient rencontrer certains acteurs dans l'atteinte de ces objectifs.

La Convention Intercommunale d'Attribution est donc conçue comme une **feuille de route partenariale**, permettant d'affiner les stratégies de peuplement au fur et à mesure que les acteurs

acquièrent et partagent une meilleure connaissance de la situation actuelle et des leviers possibles conformément à l'ambition partagée d'une « montée en compétence collective ».

Les objectifs quantifiés et territorialisés par bailleur et réservataire

L'ensemble des signataires s'engagent dans l'atteinte de ces objectifs, listés dans l'article L.41-1-6 du CCH :

- Pour chaque bailleur social ayant des logements sur le territoire concerné, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements à des ménages à bas revenus hors Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV),
- Pour chaque bailleur social, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements aux personnes bénéficiaires du DALO, du PDALHPD et à des personnes répondant aux critères de priorité, ainsi que les modalités de relogement et d'accompagnement social nécessaires à sa mise en œuvre,
- Pour chaque bailleur social, un engagement portant sur les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'équilibre territorial
- Pour les autres signataires, les engagements relatifs à leur contribution à la réalisation des différents objectifs.

Le respect de ces engagements fera l'objet d'une évaluation annuelle présentée en Conférence Intercommunale du Logement.

Engagements en faveur des demandeurs du 1er quartile

Chaque année, les objectifs suivants d'attributions suivies de baux signés de logements locatifs sociaux situés en dehors des QPV devront être consacrés à des demandeurs du 1er quartile, à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ou à des ménages relogés dans le cadre d'une opération de lutte contre l'habitat indigne.

La CASSB ne comptant pas de QPV, l'engagement d'attribution en faveur des ménages du 1er quartile s'applique à l'échelle de l'ensemble du territoire.

En 2022, 13,2% des attributions du territoire ont concerné les ménages du 1er quartile, soit 25/190 attributions. Il manquait 23 attributions aux ménages du 1er quartile pour atteindre l'objectif de 25% d'attribution en faveur des ménages du 1er quartile. Ces données sont indicatives sur la base du nombre total de radiations en 2022 (source : DGALN/DHUP – SNE 2023).

	RAPPEL DES OBJECTIFS D'ATTRIBUTION ISSUS DE LA LOI EGALITÉ ET CITOYENNETÉ
	Attributions selon le quartile hors QPV
Pour les Bailleurs sociaux	*25% minimum des attributions annuelles (suivies de baux signés) devront être consacrées à des ménages issus du **1er quartile et/ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain* ***75% maximum** des attributions devront être consacrées à des ménages issus des **2e, 3e et 4e quartiles** de la demande*

Engagement en faveur des publics prioritaires

Ces engagements concernent des objectifs annuels d'attribution aux personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation– le public du DALO - (Art. L441-2-3), aux personnes reconnues comme relevant du PDALHPD et plus globalement aux personnes relevant d'une catégorie de personnes prioritaires (listées à l'Art.L441-1 du CCH).

La Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume et ses partenaires s'engagent à respecter les objectifs en termes d'accueil des publics prioritaires tel que définis par la Loi Egalité et Citoyenneté en réservant aux ménages prioritaires 25% des attributions réalisées sur leurs contingents propres (par les partenaires réservataires et les bailleurs sociaux).

Etat – contingent prioritaire	Conseil départemental	Collectivités	Action Logement	Bailleurs	Autre	Total
100%	25%	25%	25%	25%	25%	42,5%

En 2022, 47% des attributions sur le territoire de la CASSB ont été faites en faveur des ménages prioritaires (source : SYPLO 2022).

Il appartient à chacun des bailleurs, en lien avec les réservataires, d'identifier via les outils à leur disposition, comme le SNE et le logiciel SYPLO, les demandes de logement relevant des publics prioritaires (personnes bénéficiant d'une décision favorable à la commission de médiation DALO, ménages labélisés au titre du PDALHPD, …).

Le système de cotation défini sur **la CASSB** permettra de faciliter l'identification de ces situations. Pour rappel, la cotation est un outil d'aide à la décision et n'obère pas le travail qualitatif que l'ensemble des partenaires réalise pour le positionnement des candidats. (CF document du Plan Partenarial de Gestion et d'Information du Demandeur – PPGID).

A noter que l'atteinte des deux objectifs (1er quartile et ménages prioritaires) peut être réalisée concomitamment, c'est-à-dire qu'un ménage attributaire relevant du 1er quartile ainsi que de la liste des ménages prioritaires contribue à l'atteinte des deux objectifs.

Engagements en faveurs des publics prioritaires à l'échelle de la CASSB

Les populations principalement concernées par les difficultés d'accès au logement sur le territoire de la CASSB en 2022 sont :

- Les personnes seules (en lien avec la pénurie de petits logements) : 21,3 demandes pour une attribution
- Les retraités : 32,8 demandes pour une attribution
- Les plus de 60 ans : 26,2 demandes pour une attribution
- Les ménages dépendant d'allocations familiales : 21,7 demandes pour une attribution
- Les chômeurs : 29,5 demandes pour une attribution
- Les personnes en situation de handicap : 22,4 demandes pour une attribution
- Les demandeurs de mutation : 24 demandes pour une attribution
- Les demandeurs pour motif « regroupement familial » : 38 demandes pour une attribution
- Les demandeurs pour motif « raisons économiques » : 23,7 demandes pour une attribution

Suite à ce constat, plusieurs profils de demandeurs sont identifiés à l'échelle de la CASSB comme prioritaires et ont été retenus comme tels dans le système de cotation :

- **Les jeunes** : profil à enjeu démographique fort pour l'intercommunalité et qui rencontre des difficultés à se maintenir sur le territoire en raison de difficultés d'accès au logement. Dans le parc social du territoire, les titulaires de bail de moins de 30 ans sont peu présents (<10%). Les 15-29 ans représentent moins de 12% de la population du territoire (France : 17,5%) tandis que les plus de 60 ans comptent pour 40,5% de la population (France : 26,4%) – Insee 2020
  ➔Les « moins de 30 ans » ont été retenus comme critère facultatif dans la grille de cotation.

- **Les saisonniers et les salariés de la CASSB** : profils constituant un enjeu économique de premier plan pour l'attractivité touristique et économique du territoire. Le territoire enregistre 2 572 entreprises dans les secteurs « commerce, transport, hébergement et restauration », représentant 29% des entreprises du territoire (Insee/REE Sirene 2021). La tension sur le recrutement de saisonniers, accentuée par la pénurie de logement, fait des saisonniers un public stratégique à loger. De même que pour les saisonniers, les autres travailleurs du territoire rencontrent des difficultés à se loger. En outre, il apparaît essentiel d'anticiper l'accueil de nouveaux ménages sur le territoire lié à l'installation de nouveaux pôles d'emploi.
  ➔Sur la grille de cotation, les « travailleurs essentiels » ont été retenus comme critère de priorité locale et les « travailleurs sur l'EPCI » comme critère facultatif.

- **Les habitants du territoire** : de nombreux habitants du territoire ne parviennent pas à pérenniser un parcours résidentiel sur l'intercommunalité en raison des difficultés d'accès au logement. Aussi, 61% des demandeurs de logements sociaux sont issus du territoire de la CASSB.
  ➔Les « habitants du territoire » ont donc été retenus comme publics prioritaires sur la grille de cotation.

- **Les personnes âgées** : avec le vieillissement de la population, l'adaptation des logements à la perte d'autonomie apparaît comme un enjeu de premier plan pour lequel le parc social peut constituer une réponse adéquate. Les plus de 60 ans représentent 28% des demandeurs hors mutation et seulement 14% des attributions, illustrant une situation de tension pour ce profil de demandeur, a fortiori dans les années à venir en lien avec le vieillissement de la population sur le territoire.
  ➔Les « plus de 60 ans » et les personnes vivant dans un « logement inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie » ont été retenus comme publics prioritaires dans la grille de cotation.

- **Les personnes en situation de handicap** : les personnes en situation de handicap représentent 21% des demandeurs de mutation et 10% des demandeurs hors mutation. La tension est particulièrement élevée pour ce profil de demandeur logé actuellement hors du parc social avec 22,4 demandes pour 1 attribution. La prise en compte de ce public, labellisé comme prioritaire au niveau national, est donc un enjeu local important.
  ➔Le critère « logement inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie » a été retenu dans la grille de cotation permet de mieux cibler les demandeurs en situation de handicap.

- **Les ménages les plus précaires** : les ménages du 1er quartile et les publics prioritaires sont confrontés à la situation de forte tension du parc social sur la CASSB.
  ➔en plus des critères légaux favorisant l'accès des plus précaires au logement social, l'intercommunalité a retenu dans la grille de cotation plusieurs critères en faveur de ces ménages comme les critères « travailleur pauvre », « taux d'effort trop élevé » ou « demandeur labellisé prioritaire par la commission cas complexe ».

- **Les demandeurs de mutation** : les demandes de mutation sont déjà prises en compte dans les attributions mais la pression est bien plus élevée sur les demandes de mutation que sur les demandes hors mutation. En 2021, 20% des demandes concernaient une mutation et seules 11% des attributions ont été faites en faveur des ménages en demande de mutation. La **pression de la demande est presque deux fois plus élevée pour les ménages en demande de mutation** dans le parc social que pour les demandeurs souhaitant accéder au parc social (24 demandes pour une attribution pour les mutations contre 13,4 hors mutation). Les motivations de ces demandes reposent essentiellement sur le fait de résider dans un logement trop petit (24%) et l'inadaptation du logement au handicap (21%). Les demandeurs de mutation concernent également un profil plus familial que les autres demandeurs.
  ➔Aucun objectif chiffré n'a été arrêté concernant les demandes de mutation qui figurent déjà parmi les priorités des bailleurs sociaux. **Il a été convenu d'accroître la vigilance sur ces demandes de mutation afin de garantir un parcours résidentiel positif et de faciliter la rotation au sein du parc notamment sur les petites typologies**. Afin d'augmenter la prise en compte des demandes de mutation, **ce critère a été retenu dans le système de cotation.**
  ➔Aussi, une solution serait de **réserver/favoriser les attributions des grands logements (T4, T5) pour les demandeurs de mutation**, ce afin de libérer les petits logements du parc social en forte tension. Un effort particulier de prise en compte des mutations pourra être réalisé pour certains profils de demandeurs prioritaires : les personnes âgées ayant besoin d'un logement adapté, les familles avec enfants vers des typologies un peu plus grandes (ex. T4-T5 pour un couple).
  ➔En parallèle, une réflexion à l'échelle départementale est menée en 2024 sur la création d'une bourse inter-bailleurs pour favoriser les mutations au sein du parc social. Les résultats de cette réflexion seront à intégrer dans les processus d'attribution des logements sociaux.

Les autres engagements

En parallèle, les partenaires souhaitent s'engager sur :

- L'importance de l'équilibre de peuplement et de la qualité du vivre-ensemble sur le territoire et au sein des résidences.
- L'importance d'une meilleure qualification de la demande pour rendre plus efficiente le processus d'attribution.
- L'importance de bien renseigner les ressources dans le SNE et d'apporter les pièces justificatives le plus tôt possible.
- L'importance d'un suivi régulier de l'atteinte des objectifs pour identifier des difficultés particulières. A cet égard, certains bailleurs et réservataires, qui n'avaient pas, jusqu'à présent, les objectifs chiffrés en tête lors du choix des candidats à proposer, auront besoin d'informations régulières sur l'atteinte des objectifs pour adapter leurs processus de recherche de candidats.

Gouvernance, instances de pilotage et articulation des dispositifs

Compte tenu de la forte tension du marché locatif social et le profil des locataires et des demandeurs du parc social, les partenaires de la **CASSB** ont développé une organisation adaptée à ces réalités.

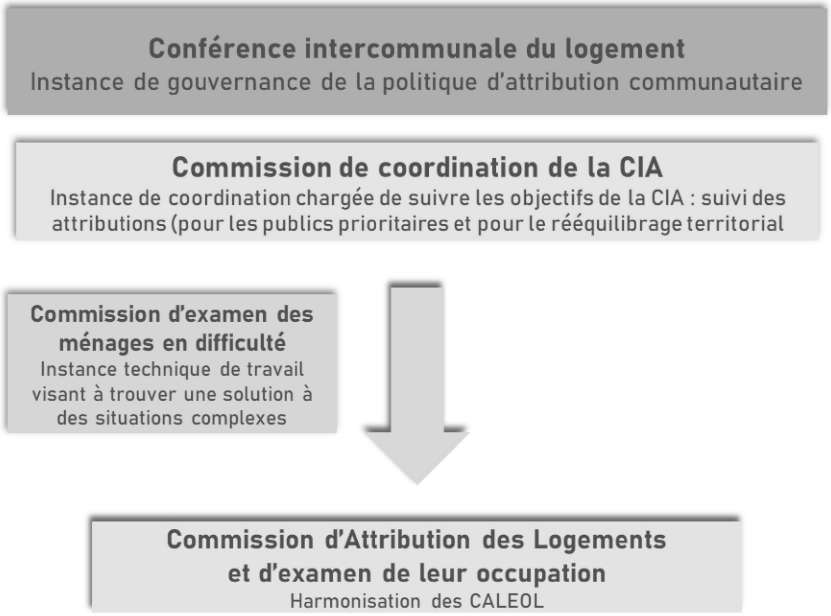
Les partenaires ont proposé, afin d'éviter la multiplication des instances, un schéma d'organisation simplifié des instances de suivi et de pilotage (cf. schéma ci-après). En particulier, il a été décidé de **mutualiser la commission de coordination de la CIA et la commission d'examen des ménages en difficulté. Cette commission sera mise en place au 2ème trimestre 2025.**

La CASSB, assurera un rôle principal de pilotage et d'animation des instances partenariales mobilisées dans le suivi et l'évaluation des orientations fixées dans la CIA.

Par ailleurs, il est important de rappeler le rôle primordial que jouent les communes, via leur CCAS et les autres acteurs de terrain dans la remontée d'informations et la recherche de solutions. La CIA mais également le PPGID souhaitent s'appuyer sur cette expertise.

Ainsi, cette compétence suppose :

- De mobiliser l'ensemble des acteurs du champ de l'habitat pour une lecture partagée des enjeux et une co-construction des solutions applicables sur le territoire intercommunal et de s'appuyer sur une organisation partenariale décrite ci-après ;
- De produire des éléments de connaissance et de suivi de l'offre, de la demande, des attributions, à l'échelle intercommunale, communale et par quartier.



La Conférence Intercommunale du Logement, instance de pilotage de la politique d'attribution

En tant qu'instance de gouvernance de la politique d'attribution communautaire, la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) est chargée d'élaborer les orientations stratégiques en matière d'attribution et de mutation dans le parc social de l'agglomération.

Co-présidée par la Présidente de CASSB et le préfet, la Conférence Intercommunale du Logement est composée de trois collèges :

- Un premier collège réunissant les représentants des collectivités territoriales comprenant :
    - Monsieur le Président du Conseil Départemental, ou son représentant,
    - Monsieur le Maire de La Cadière-d'Azur ou son représentant ;
    - Monsieur le Maire de Bandol ou son représentant ;
    - Monsieur le Maire du Beausset ou son représentant ;
    - Monsieur le Maire du Castellet ou son représentant ;
    - Madame le Maire de Evenos ou son représentant
    - Madame le Maire de Riboux ou son représentant
    - Monsieur le Maire de Saint-Cyr-sur-Mer ou son représentant ;
    - Monsieur le Maire de Sanary-sur-Mer ou son représentant ;
    - Madame le Maire de Signes ou son représentant
- Un deuxième collège réunissant des professionnels du secteur locatif social, comprenant :
    - Monsieur le Président de AR HLM PACA ou son représentant ;
    - Monsieur le Président de CDC Habitat ou son représentant
    - Monsieur le Président de Erialia ou son représentant
    - Monsieur le Président de Logirem ou son représentant ;
    - Monsieur le Président de Logis Familial Varois ou son représentant
    - Monsieur de Président d'Unicil Groupe Action Logement ou son représentant
    - Monsieur le Président de Var Habitat ou son représentant
    - Monsieur le Président d'Action Logement ou son représentant
- Un troisième collège réunissant les représentants des usagers ou des associations auprès des personnes défavorisées ou locataires, comprenant :
    - Monsieur le Président de l'association HANDITOIT PROVENCE ou son représentant;
    - Monsieur le Président de la Fondation Abbé Pierre ou son représentant ;
    - Monsieur le Président de l'ADIL du Var ou son représentant ;
    - Monsieur le Président de l'association Olbia Var Appartement (OVA) ou son représentant
    - Monsieur le Président de l'Union Départementale « Confédération Logement et Cadre de Vie » ou son représentant
    - Monsieur le Président de la Maison des Frères – Union Diaconale du Var ou son représentant

- Monsieur le Directeur du SIAO-115 Var association Comité Commun membre d'Itinova ou son représentant

La CIL se réunit au moins une fois par an sous sa forme plénière et sous une forme resserrée. Dans la période de mise en place des différentes instances, il peut être opportun de réunir les membres de la CIL plus régulièrement ; La CIL assure le suivi :

- De la mise en œuvre de la Convention Intercommunale d'Attribution ;
- De la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs ;

Cette instance pourra également faire le lien avec les actions prévues dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) dans la mesure où les problématiques sont très imbriquées.

Le règlement intérieur, adopté le du 16 novembre 2023 précise les modalités de fonctionnement de la CIL.

La commission de coordination de la CIA et d'examen des ménages en difficulté

La loi Egalité et Citoyenneté prévoit la création d'une commission de coordination, présidée par la présidente de la CASSB.

Cette commission de suivi et d'évaluation émanant de la CIL est créée sous le pilotage de la CASSB. Cette instance aura vocation à :

- Evaluer l'atteinte des objectifs concernant les attributions aux ménages prioritaires et le rééquilibrage territorial ainsi que les freins et opportunités qui ont influencé ces résultats ;
- Assurer le suivi des objectifs fixés par bailleur et réservataire : respect des engagements, examen des bilans d'attribution fournis par les bailleurs, …
- Procéder à l'analyse des attributions, évaluer l'atteinte des objectifs fixés dans la CIA et le document cadre, identifier les points de blocage ;
- Suivre les objectifs de relogements dans le cadre des opérations NPNRU et le PILHI ;
- Mettre en évidence des difficultés particulières d'application des objectifs ;
- Faire remonter des situations insuffisamment prises en compte, soit dans la définition partagée des ménages prioritaires, soit dans la gouvernance, et contribuer en ce sens à l'évaluation globale du dispositif et aux ajustements auxquels il serait nécessaire de procéder ;
- Préconiser des mesures éventuelles à prendre en compte pour faire vivre et améliorer le dispositif ;
- Préparer le rendu en Conférence Intercommunale du Logement.

La commission de coordination se réunit 2 à 3 fois par an sous pilotage de la CASSB. Ce rythme peut varier en fonction de l'évolution et de l'appropriation du dispositif. **Une commission de coordination de la CIA devra être dédiée à la préparation de la CIL, revue des bilans et le suivi des indicateurs.** Ce rythme peut varier en fonction de l'évolution et de l'appropriation du dispositif.

Ses membres rassemblent : les représentants de la CASSB, le représentant de l'Etat, les maires des communes membres et leurs CCAS, les représentants de chaque bailleur social, réservataires, partenaires sociaux, associations. Cette commission pourra fonctionner, si nécessaire, avec un partenariat élargi et adaptable aux situations rencontrées (membres invités selon la situation…).

Les membres sont des personnes en capacité de construire le diagnostic partagé sur les situations et qui contribuent à apporter des solutions (aussi bien au niveau technique) de gestion locative chez les

bailleurs, les CCAS dans les communes qui accompagnent les locataires, des élus pour porter une vision du fonctionnement local.

Cette commission n'a pas vocation à émettre des avis quant à l'opportunité d'attribuer un logement dans le parc social situé sur le territoire concerné et ne se substituera donc pas aux décisions des CALEOL pour l'attribution d'un logement. En revanche, elle pourra émettre des remarques sur le bilan des attributions réalisées pendant la période précédente au regard des orientations et objectifs de la politique communautaire d'attribution. A cette fin, les bailleurs devront transmettre en amont les éléments nécessaires à l'analyse du bilan des attributions.

La commission de coordination de la CIA endosse l'examen des ménages en difficulté

La CASSB a élargi les fonctions de la commission de coordination pour qu'elle étudie également les « cas complexes » afin de ne pas multiplier les instances.

L'objectif de la commission d'examen des ménages en difficulté est de traiter les dossiers particulièrement complexes et prioritaires mais qui ne rentrent pas dans les critères de priorité réglementaire (ménages non DALO / non labellisés PDALHPD).

Il est proposé de mobiliser la commission de coordination pour certaines attributions lorsqu'elles concernent :

- Les délais anormalement longs : 10 ans d'attente sans proposition de logement (rang 1) ;
- Les labellisés de + de 2 ans sans attribution et sans refus (même pré-CAL)
- Les ressortissants de 3 CALEOL sans propositions (Poulidors) ;
- Les situations de FSL récurrent ;
- Les besoins spécifiques liés au LLS (logements adaptés, typologie…) ;
- Les mutations difficiles qui nécessitent l'intervention de l'inter-bailleur ;
- Les ménages en IML avec bail non glissant près au relogement, dans le logement depuis 12 à 18 mois

Les commissions de coordination réunies pour étudier les situations de ménages en difficulté pourront se réunir 2 à 3 fois par an sous la présidence de la CASSB.

Cette instance devra se doter d'un règlement intérieur qui définira sa composition sa fréquence de réunion, ainsi que ses modalités d'organisation.

CALEOL : responsables au final de la décision d'attribution

L'attribution des logements se décide de manière collégiale au sein de la Commission d'Attribution de Logements et d'Examen de l'Occupation de Logements (CALEOL) la mise en place par chaque bailleur social. Les bailleurs sociaux doivent organiser leur CALEOL pour être en mesure de prendre en compte les objectifs intercommunaux.

Il conviendra de s'assurer pour tous les partenaires et réservataires (communes, agglomération…), d'une bonne préparation des CALEOL, mais également de fournir aux CALEOL les données (issues du SNE) pour le suivi de la CIA. Enfin, une bonne circulation de l'information entre les partenaires devra être garantie.

L'intégration du système de cotation validé permettra d'uniformiser les critères de priorisation des demandes à l'échelle intercommunale, de favoriser l'homogénéisation des CALEOL. Afin de conforter l'homogénéité des pratiques en matière d'attribution sur l'intercommunalité, une charte des bonnes pratiques des bailleurs sera réalisée.

Mesures pour favoriser l'atteinte des objectifs

Porter une attention renforcée au repérage des ménages en amont des attributions

Le rôle des réservataires dans le repérage des ménages en amont de la Commission d'Attribution des Logements (CALEOL) doit être conforté.

Les réservataires peuvent avoir une connaissance plus ou moins fine des situations et des ménages. **Pour favoriser un bon repérage des situations, un travail partenarial devra être mené** avec l'utilisation de syplo, le lien avec les travailleurs sociaux du Conseil départemental ainsi qu'avec la mise en place de la commission des cas complexes pour les situations les plus complexes.

Pour aider les réservataires dans le choix des candidats à proposer, **les bailleurs sociaux s'engagent à :**

- **informer les réservataires dans le détail des caractéristiques des logements libérés.** Ces informations devront comprendre des informations :
    - sur le logement (loyer, typologie et taille, adaptation, présence d'ascenseur, spécificité du logement…) afin de pouvoir positionner le candidat adapté et répondre plus facilement aux obligations réglementaires liées aux attributions.
    - sur l'attractivité des résidences les plus fragiles dans l'objectif de maintenir des capacités d'accueil pour les ménages prioritaires au sein de l'ensemble du parc.
- **Communiquer auprès des réservataires les ordres du jour des CALEOL et des procès-verbaux détaillés,** présentant les noms des candidats et les motifs retenus, afin que les réservataires puissent travailler auprès des usagers et s'assurer que leurs dossiers soient complets.

Ces éléments seront précisés dans le cadre de la charte des bonnes pratiques des bailleurs sociaux.

Assurer une bonne circulation de l'information entre les partenaires (cf. gestion partagée PPGD)

La CASSB sera intégrée au circuit des échanges en rapport avec les CALEOL afin d'avoir une vision globale du dispositif.

La CASSB et ses partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires au renforcement de l'information et de la coopération autour des CALEOL.

Ces moyens sont notamment les suivants :

- Information des CALEOL sur le ménage (position par rapport au quartile, situations prioritaires ou non, cotation et identification des critères déclenchant les points)
- Diffusion systématique des ordres du jour détaillés (précisant le nom des candidats) et des procès-verbaux des CALEOL et partage du règlement intérieur,

Produire une offre nouvelle adaptée aux besoins et diversifiée (cf. futur PLH de la CASSB)

L'équilibre du peuplement s'effectue également par une diversification de l'offre au sein du territoire. Ainsi, la CASSB doit veiller à produire, d'une part, une offre sociale destinée aux ménages les plus modestes et devra veiller à cette production dans son futur Plan Local de l'Habitat.

Observation et évaluation

Il s'agira de permettre à la CASSB de suivre :

- La répartition des attributions suivies de baux signés pour les objectifs d'accueil des ménages du premier quartile
- La contribution de chacun des réservataires dans l'accueil des ménages prioritaires.
- L'évolution des catégories ayant une pression élevée de la demande.

Mobiliser les sources statistiques pour alimenter les différentes instances

Afin de réaliser un bilan des attributions, l'Etat, les bailleurs et les réservataires s'engagent à permettre un suivi des caractéristiques des attributaires de manière annuelle, pour permettre un suivi dans le cadre de la commission de coordination.

Un rendu annuel est partagé lors de la Conférence Intercommunale du Logement.

Les sources mobilisables pour ce suivi sont :

Le SNE :

- Volume et caractéristiques des demandeurs
- Volume et profils des attributions

Le Répertoire du Parc Locatif Social (RPLS) pourra également être mobilisé pour le bilan annuel de la CIA :

- Principales caractéristiques du parc social,
- Volume et caractéristiques des nouveaux logements livrés dans l'année,
- Volume et caractéristiques des logements du parc existant attribués dans l'année.

Le fichier Etat Syplo pourra également être mobilisé pour identifier les attributions en faveur des ménages prioritaires.

Développer de nouvelles pistes d'actions

Les différentes instances partenariales de mise en œuvre de la convention intercommunale d'attribution pilotées et animées par la CASSB, à savoir la conférence intercommunale du logement et la commission de coordination seront des lieux d'échanges partenariaux permettant de définir de nouvelles actions selon un travail itératif.

Les groupes de travail constitués lors des travaux d'élaboration des documents CIA et PPGDID ont montré leur capacité à élaborer des propositions constructives.

Actions à mettre en œuvre

Action		Modalité	Chef de file	Partenaires	Calendrier prévisionnel
Action 1	Animer la commission de coordination mutualisée avec la commission d'examen des ménages en difficulté	Animer la commission deux à trois fois par an Dédier 1 commission de coordination à la préparation de la CIL	CASS B	Etat Bailleurs Réservataires	1ère commission à organiser au cours du 2ème trimestre 2025 Les suivantes à organiser à chaque semestre/ trimestre
Action 2	Réalisation d'un bilan annuel de la CIA (mise en œuvre, atteinte des objectifs, impacts sur le territoire, implication partenariale…)	Un bilan de la CIA sera réalisé annuellement et présenté en CIL		Etat Bailleurs Réservataires	Chaque année, au 3ème trimestre
Action 3	Réaliser une charte des bonnes pratiques entre bailleurs	Mener un bilan à 1 an après la mise en œuvre du système de cotation pour identifier les bonnes pratiques en CALEOL	CASS B	Etat Bailleurs Réservataires	2ème trimestre 2025

L'ensemble des signataires s'engagent dans l'atteinte de ces objectifs. Le respect de ces engagements fait l'objet d'une évaluation annuelle présentée en CIL.

		Part des attributions à des ménages prioritaires	Part des attributions à des ménages aux ressources < au 1er quartile*
Total CASSB		**25%**	**25%**
Bailleurs sociaux	OPH VAR HABITAT	25%	25%
	SA LOGIS FAMILIAL VAROIS	25%	25%
	Unicil Groupe Action Logement	25%	25%
	SFHE Arcade	25%	25%
	CDC Habitat social	25%	25%
	Foncière Logement	25%	25%
	Logirem	25%	25%
	SA ERILIA	25%	25%
	Vilogia	25%	25%
	3F Sud	25%	25%
Réservataires	État	100%	Contribution à l'atteinte des 25% d'attributions aux ménages aux ressources < au 1er quartile
	Département	25%	
	Région	25%	
	Communes	25%	
	Action logement	25%	
	Autres	25%	

*La CASSB ne dispose pas de QPV. Il est toutefois arrêté que 25% des attributions soient réservés aux ménages du 1er quartile.

Durée de la Convention Intercommunale d'Attribution

La Convention Intercommunale d'Attributions est élaborée pour une durée de 6 ans.

Un bilan annuel de la CIA sera présenté en CIL.

Fait à La Cadière d'Azur, le

Jean-Paul JOSEPH, Président de la CASBB, Maire de Bandol	Philippe MAHE, Préfet du Var	
Edouard FRIEDLER, Maire du Beausset	René JOURDAN, Maire de la Cadière d'Azur	René CASTELL, Maire du Castellet
Blandine MONIER, Maire d'Evenos	Philippe BARTHELEMY, Maire de Saint-Cyr-sur-Mer	Daniel ALSTERS Maire de Sanary-sur-Mer
Suzanne ARNAUD, Maire de Riboux	Hélène VERDUYN, Maire de Signes	
Logis Familial Varois	Var Habitat	SFHE
CDC Habitat	Erilia	Vilogia
Unicil	3FSUD	ICF

MPA/DF/
SV

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G58

OBJET : ERILIA SA D'HLM - GARANTIE D'EMPRUNT POUR FINANCER L'OPERATION "LES RESIDENCES DU PARC (EX-BOUILLIBAYE)" D'ACQUISITION EN VENTE EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT (VEFA) DE 27 LOGEMENTS, LIEU-DIT LA BOUILLIBAYE A SIX-FOURS-LES-PLAGES

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L.3231-4, L.3231-4-1 et L.3231-5 portant sur les modalités du cautionnement du Département,
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.441-1 et R.441-5,
Vu le code civil et notamment les articles 2288 à 2316 relatifs à l'étendue, aux effets et à l'extinction du cautionnement entre les parties et les articles 2323 et suivants relatifs aux sûretés réelles,
Vu l'article L.313-22 du code monétaire et financier portant sur l'information des cautions,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A2 du 20 mars 2012 précisant les conditions d'attributions des garanties et des cautions départementales, modifiée par la délibération de la Commission permanente n°G83 du 20 septembre 2021,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la demande de la SA d'HLM ERILIA en date du 20 novembre 2024 sollicitant la garantie du Département du Var à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 180 261 € souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, contrat de prêt n° 166062, pour financer l'opération « Les résidences du parc (ex-Bouillibaye) », sise commune de Six-Fours-les-Plages,
Vu la décision de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 17 février 2025 accordant sa garantie d'emprunt à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 180 261 € souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, contrat de prêt n° 166062, pour financer l'opération « Les résidences du parc (ex-Bouillibaye) » sise commune de Six-Fours-les-Plages,
Vu les dispositions et caractéristiques du contrat de prêt précité, et notamment sa date limite de mobilisation des fonds (29 mai 2026), tel que joint en annexe et faisant partie intégrante à la présente convention,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission finances et ressources humaines du 14 avril 2025
Considérant l'information à la commission habitat et logement du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'accorder la garantie du Département à hauteur de 50% pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 3 180 261 € souscrit par la SA d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour financer l'opération « Les résidences du parc (ex-Bouillibaye), parc social public, d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 27 logements situés lieu-dit la bouillibaye, 83140 Six-Fours-les-Plages », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 166062, constitué de 4 lignes de prêt.
La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 590 130,50 € (un million cinq cent quatre-vingt-dix mille cent trente euros et cinquante centimes) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- d'accorder cette garantie pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et pour l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- de se substituer à l'emprunteur sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des dépôts et consignations, dans les meilleurs délais, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
- de s'engager, pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

- d'approuver le projet de convention de garantie d'emprunt à conclure entre le Département du Var et la SA d'HLM ERILIA, tel que joint en annexe en vue de définir les modalités de mise en œuvre de la garantie.

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var à signer la convention à intervenir entre le Département du Var et la SA d'HLM ERILIA.

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var, en cas de risque avéré, à signer l'acte constituant hypothèque au profit du Département du Var de la garantie des prêts accordés.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101782-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE DÉPARTEMENT

DF/
SV

Acte n° : CO 2025-335

PROJET DE CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DU VAR ET ERILIA SA D'HLM APPORTANT LA GARANTIE DEPARTEMENTALE A HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT GLOBAL DE 3 180 261 EUROS SOUSCRIT AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS POUR FINANCER L'OPERATION "LES RESIDENCES DU PARC (EX-BOUILLIBAYE)", D'ACQUISITION EN VENTE EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT (VEFA) DE 27 LOGEMENTS SITUES LIEU-DIT LA BOUILLIBAYE, 83140 SIX FOURS-LES-PLAGES

ENTRE

Le Département du Var, représenté par le Président du Conseil départemental du Var ou son représentant, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° du 28 avril 2025,
Le Président du Conseil départemental est représenté par *Madame/Monsieur, Xème vice-président(e)/ conseiller(e) départemental(e) et président(e) de la commission "XXX"* agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022,

d'une part,

ET

La SA d'HLM ERILIA, dont le siège social est situé 72 bis, rue Perrin Solliers, 13291 Marseille Cedex 6, représentée par Monsieur Loïc FRUCHARD, Directeur Financier,

d'autre part,

LES PARTIES CONVIENNENT ET ARRÊTENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er :

En vertu de la délibération n° du 28 avril 2025 de la Commission permanente du Conseil départemental du Var, celui-ci accorde à la SA d'HLM ERILIA sa garantie, à hauteur de 50% d'un

emprunt global de 3 180 261 €, souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations destiné au financement de l'opération « Les résidences du parc (ex-Bouillibaye), parc social public, acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 27 logements situés lieu-dit la bouillibaye, 83140 Six-Fours-les-Plages ».

Les caractéristiques financières du contrat de prêt n° 166062, signé le 14 novembre 2024 entre la SA d'HLM ERILIA et la Caisse des dépôts et consignations, font partie intégrante de ladite délibération.

ARTICLE 1 bis:

Les conditions mises à l'octroi de sa garantie par le Département, à peine de caducité, sont les suivantes:

- conformément aux termes de la délibération du Conseil départemental n°A2 du 20 mars 2012 modifiée, présence d'un co-garant à hauteur de 50% pour le remboursement du prêt précité,
- respect de la date limite de mobilisation des fonds issus du prêt précité,
- validité du contrat du prêt précité: non caduque ou non disparu.

Dans le cas où l'une ou l'autre de ces conditions ne serait pas levée, la délibération n° du 28 avril 2025 de la commission permanente du Conseil départemental du Var serait abrogée ou retirée suivant les dispositions du code des relations entre le public et l'administration et la présente convention se trouverait résiliée de plein droit.

ARTICLE 2 :

L'octroi de la garantie d'emprunt est conditionné à l'autorisation donnée par la SA d'HLM ERILIA au Département du Var de prendre, à la charge de la SA d'HLM ERILIA, une hypothèque conventionnelle de premier rang ou toute autre sûreté nécessaire dès lors que le risque de mise en jeu de la garantie est avéré.

ARTICLE 3 :

L'octroi de la garantie d'emprunt est conditionné à la durée du prêt garanti par le Département qui ne doit pas excéder la durée pendant laquelle l'organisme dispose de droits réels sur le bien immobilier, objet de la garantie départementale. En cas de cession de l'immeuble par l'organisme, la garantie accordée par le Département cesse de plein droit, après vérification préalable des clauses du contrat de prêt concernant le mode opératoire en cas de cession de l'immeuble objet du prêt, afin d'éviter toute contradiction.

ARTICLE 4 :

La SA d'HLM ERILIA s'engage à informer par courrier recommandé avec accusé de réception le Département du Var de l'impossibilité où elle se trouve de faire face à tout ou partie de l'une de ses échéances, au moins 15 jours ouvrés avant la date d'échéance, avec à l'appui tous les éléments justificatifs relatifs à cette impossibilité.

Si la SA d'HLM ERILIA ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations, le Département du Var prend ses lieu et place et règle, dans la limite de sa quotité garantie ci-dessus et à concurrence de la défaillance de l'organisme emprunteur, le montant des annuités à leurs échéances ou du capital restant dû selon la réglementation en vigueur.

Les règlements ainsi réalisés ont le caractère d'avances recouvrables qui ne portent pas intérêts. Elles constituent le Département du Var créancier de la SA d'HLM ERILIA.

A cet effet, le Département du Var émet un titre de recette à hauteur des sommes engagées. Afin de rembourser dans les meilleurs délais, la SA d'HLM ERILIA s'engage à affecter prioritairement les recettes issues des loyers des logements financés grâce à ces prêts jusqu'à concurrence des sommes dues.

ARTICLE 5 :

Dans le cas où, par effet de la garantie susvisée, le Département du Var est amené à se substituer à la SA d'HLM ERILIA pour honorer tout ou partie des sommes dues au titre du prêt consenti par la caisse des dépôts et consignations, dans la limite de sa garantie, le Département demande à la SA d'HLM ERILIA de lui reverser la totalité des sommes déboursées.

ARTICLE 6 :

En application des articles L.441-1 et R.441-5 du code de la construction et de l'habitation, l'organisme s'engage à mettre à la disposition du Conseil départemental du Var, un quota de logements réservés qui ne pourra dépasser 10% du programme.

En l'espèce, le quota de logements réservés est de **2** logements sociaux.

Les parties, d'un commun accord, prévoient le moment venu la typologie et la localisation des logements réservés.

ARTICLE 7 :

Le Département du Var procède nécessairement et annuellement à la vérification des opérations et écritures de la SA d'HLM ERILIA.

La SA d'HLM ERILIA s'engage à mettre à la disposition des agents qui sont chargés de cette vérification tous les documents notamment comptables, qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Chaque année, la SA d'HLM ERILIA adresse au Département du Var, les bilans et comptes de résultats afin de satisfaire aux dispositions du code général des collectivités territoriales - article L.3313-1.

La SA d'HLM ERILIA s'engage à communiquer en temps réel au Département du Var tout élément relatif aux caractéristiques du prêt garanti ayant fait l'objet d'une modification durant la période d'amortissement, tel qu'un remboursement anticipé, une renégociation ou un changement de type de taux, ainsi que les tableaux d'amortissement afférents.

ARTICLE 8 :

La SA d'HLM ERILIA s'engage à faire apparaître sur tous ses documents de communication informatifs ou promotionnels, le soutien apporté par le Département du Var par sa garantie, en prenant contact avec la direction de la communication (dme-direction@var.fr) afin de se procurer le logotype et les banderoles du Département du Var.
Le respect de cet engagement conditionne l'obtention des futures demandes de garantie.

ARTICLE 9 :

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr .

ARTICLE 10 :

Les parties font élection de domicile en l'hôtel du Département.

La présente convention n'est exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la préfecture du Var.

Fait en 2 exemplaires,

Le Directeur Financier de la Société ERILIA

Monsieur Loïc FRUCHARD,

Fait à Toulon, le

MPA/DF/
SV

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G59

OBJET : UNICIL SA D'HLM - GARANTIE D'EMPRUNT POUR FINANCER L'OPERATION "AMBROISE CROIZAT" D'ACQUISITION - AMELIORATION DE 13 LOGEMENTS, RUE AMBROISE CROIZAT A TOURVES

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L.3231-4, L.3231-4-1 et L.3231-5 portant sur les modalités du cautionnement du Département,
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.441-1 et R.441-5,
Vu le code civil et notamment les articles 2288 à 2316 relatifs à l'étendue, aux effets et à l'extinction du cautionnement entre les parties et les articles 2323 et suivants relatifs aux sûretés réelles,
Vu l'article L.313-22 du code monétaire et financier portant sur l'information des cautions,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A2 du 20 mars 2012 précisant les conditions d'attributions des garanties et des cautions départementales, modifiée par la délibération de la Commission permanente n°G83 du 20 septembre 2021,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la demande de UNICIL SA d'HLM en date du 3 octobre 2024 sollicitant la garantie du Département du Var à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 455 533 € souscrit auprès de la caisse des dépôts et consignations, contrat de prêt n° 163987, pour financer l'opération « Ambroise Croizat », sise commune de Tourves.
Vu la délibération de la commune de Tourves en date du 28 janvier 2025 accordant sa garantie d'emprunt à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 455 533 € souscrit auprès de la caisse des dépôts et consignations, contrat de prêt n° 163987, pour financer l'opération « Ambroise Croizat » sise commune de Tourves,
Vu les dispositions et caractéristiques du contrat de prêt précité, et notamment sa date limite de mobilisation des fonds (1er août 2025), tel que joint en annexe et faisant partie intégrante à la présente convention,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission finances et ressources humaines du 14 avril 2025
Considérant l'information à la commission habitat et logement du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'accorder la garantie du Département à hauteur de 50% pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 1 455 533 € souscrit par UNICIL SA d'HLM auprès de la caisse des dépôts et consignations pour financer l'opération « Ambroise Croizat, parc social public, d'acquisition - amélioration de 13 logements situés rue Ambroise Croizat, 83170 Tourves », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 163987, constitué de 4 lignes de prêt.
La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 727 766,50 € (sept cent vingt-sept mille sept cent soixante-six euros et cinquante centimes) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- d'accorder cette garantie pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et pour l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- de se substituer à l'emprunteur sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la caisse des dépôts et consignations, dans les meilleurs délais, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- de s'engager, pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

- d'approuver le projet de convention de garantie d'emprunt à conclure entre le Département du Var et UNICIL SA d'HLM, tel que joint en annexe, en vue de définir les modalités de mise en œuvre de la garantie.

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var à signer la convention à intervenir entre le Département du Var et UNICIL SA d'HLM.

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var, en cas de risque avéré, à signer l'acte constituant hypothèque au profit du Département du Var de la garantie des prêts accordés.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101767-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE DÉPARTEMENT

DF/
SV

Acte n° : CO 2025-240

PROJET DE CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DU VAR ET UNICIL SA D'HLM APPORTANT LA GARANTIE DEPARTEMENTALE A HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT GLOBAL DE 1 455 533 EUROS SOUSCRIT AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS POUR FINANCER L'OPERATION "AMBROISE CROIZAT", D'ACQUISITION - AMELIORATION DE 13 LOGEMENTS SITUES RUE AMBROISE CROIZAT, 83170 TOURVES

ENTRE

Le Département du Var, représenté par le Président du Conseil départemental du Var ou son représentant, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° du 28 avril 2025,
Le Président du Conseil départemental est représenté par *Madame/Monsieur, Xème vice-président(e)/ conseiller(e) départemental(e) et président(e) de la commission "XXX"* agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022,

d'une part,

ET

UNICIL société anonyme Habitation Loyer Modéré (SA d'HLM), dont le siège social est situé 11 rue Armeny, 13291 Marseille cedex 06, représentée par Monsieur Eric PINATEL, Directeur Général,

d'autre part,

LES PARTIES CONVIENNENT ET ARRÊTENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er :

En vertu de la délibération n° du 28 avril 2025 de la Commission permanente du Conseil départemental du Var, celui-ci accorde à UNICIL SA d'HLM sa garantie, à hauteur de 50% d'un

emprunt global de 1 455 533 €, souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations destiné au financement de l'opération « Ambroise Croizat, parc social public, acquisition - amélioration de 13 logements situés rue Ambroise Croizat, 83170 Tourves ».

Les caractéristiques financières du contrat de prêt n° 163987, signé le 16 septembre 2024 entre UNICIL SA d'HLM et la Caisse des dépôts et consignations, font partie intégrante de ladite délibération.

ARTICLE 1 bis:

Les conditions mises à l'octroi de sa garantie par le Département, à peine de caducité, sont les suivantes:

- conformément aux termes de la délibération du Conseil départemental n°A2 du 20 mars 2012 modifiée, présence d'un co-garant à hauteur de 50% pour le remboursement du prêt précité,
- respect de la date limite de mobilisation des fonds issus du prêt précité,
- validité du contrat du prêt précité: non caduque ou non disparu.

Dans le cas où l'une ou l'autre de ces conditions ne serait pas levée, la délibération n° du 28 avril 2025 de la commission permanente du Conseil départemental du Var serait abrogée ou retirée suivant les dispositions du code des relations entre le public et l'administration et la présente convention se trouverait résiliée de plein droit.

ARTICLE 2 :

L'octroi de la garantie d'emprunt est conditionné à l'autorisation donnée par UNICIL SA d'HLM au Département du Var de prendre, à la charge de UNICIL SA d'HLM, une hypothèque conventionnelle de premier rang ou toute autre sûreté nécessaire dès lors que le risque de mise en jeu de la garantie est avéré.

ARTICLE 3 :

L'octroi de la garantie d'emprunt est conditionné à la durée du prêt garanti par le Département qui ne doit pas excéder la durée pendant laquelle l'organisme dispose de droits réels sur le bien immobilier, objet de la garantie départementale. En cas de cession de l'immeuble par l'organisme, la garantie accordée par le Département cesse de plein droit, après vérification préalable des clauses du contrat de prêt concernant le mode opératoire en cas de cession de l'immeuble objet du prêt, afin d'éviter toute contradiction.

ARTICLE 4 :

UNICIL SA d'HLM s'engage à informer par courrier recommandé avec accusé de réception le Département du Var de l'impossibilité où elle se trouve de faire face à tout ou partie de l'une de ses échéances, au moins 15 jours ouvrés avant la date d'échéance, avec à l'appui tous les éléments justificatifs relatifs à cette impossibilité.

Si UNICIL SA d'HLM ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations, le Département du Var prend ses lieu et place et règle, dans la limite de sa quotité garantie ci-dessus et à concurrence de la défaillance de l'organisme emprunteur, le montant des annuités à leurs échéances ou du capital restant dû selon la réglementation en vigueur.

Les règlements ainsi réalisés ont le caractère d'avances recouvrables qui ne portent pas intérêts. Elles constituent le Département du Var créancier de UNICIL SA d'HLM.

A cet effet, le Département du Var émet un titre de recette à hauteur des sommes engagées. Afin de rembourser dans les meilleurs délais, UNICIL SA d'HLM s'engage à affecter prioritairement les recettes issues des loyers des logements financés grâce à ces prêts jusqu'à concurrence des sommes dues.

ARTICLE 5 :

Dans le cas où, par effet de la garantie susvisée, le Département du Var est amené à se substituer à UNICIL SA d'HLM pour honorer tout ou partie des sommes dues au titre du prêt consenti par la caisse des dépôts et consignations, dans la limite de sa garantie, le Département demande à UNICIL SA d'HLM de lui reverser la totalité des sommes déboursées.

ARTICLE 6 :

En application des articles L.441-1 et R.441-5 du code de la construction et de l'habitation, l'organisme s'engage à mettre à la disposition du Conseil départemental du Var, un quota de logements réservés qui ne pourra dépasser 10% du programme.

En l'espèce, le quota de logements réservés est d'un logement social.

Les parties, d'un commun accord, prévoient le moment venu la typologie et la localisation du logement réservé.

ARTICLE 7 :

Le Département du Var procède nécessairement et annuellement à la vérification des opérations et écritures de UNICIL SA d'HLM.

UNICIL SA d'HLM s'engage à mettre à la disposition des agents qui sont chargés de cette vérification tous les documents notamment comptables, qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Chaque année, UNICIL SA d'HLM adresse au Département du Var, les bilans et comptes de résultats afin de satisfaire aux dispositions du code général des collectivités territoriales - article L.3313-1.

UNICIL SA d'HLM s'engage à communiquer en temps réel au Département du Var tout élément relatif aux caractéristiques du prêt garanti ayant fait l'objet d'une modification durant la période d'amortissement, tel qu'un remboursement anticipé, une renégociation ou un changement de type de taux, ainsi que les tableaux d'amortissement afférents.

ARTICLE 8 :

UNICIL SA d'HLM s'engage à faire apparaître sur tous ses documents de communication informatifs ou promotionnels, le soutien apporté par le Département du Var par sa garantie, en prenant contact avec la direction de la communication (dme-direction@var.fr) afin de se procurer le logotype et les banderoles du Département du Var.
Le respect de cet engagement conditionne l'obtention des futures demandes de garantie.

ARTICLE 9 :

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr .

ARTICLE 10 :

Les parties font élection de domicile en l'hôtel du Département.

La présente convention n'est exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la préfecture du Var.

Fait en 2 exemplaires,

Le directeur général de UNICIL société anonyme Habitation Loyer Modéré (SA d'HLM)

Monsieur Eric PINATEL,

Fait à Toulon, le

MPA/DF/
SV

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G60

OBJET : UNICIL SA D'HLM - GARANTIE D'EMPRUNT POUR FINANCER L'OPERATION "AZUR LODGE PLS" D'ACQUISITION EN VENTE EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT (VEFA) DE 2 LOGEMENTS, 312 RUE JOSEPH LAURE A LA LONDE-LES-MAURES

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L.3231-4, L.3231-4-1 et L.3231-5 portant sur les modalités du cautionnement du Département,
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.441-1 et R.441-5,
Vu le code civil et notamment les articles 2288 à 2316 relatifs à l'étendue, aux effets et à l'extinction du cautionnement entre les parties et les articles 2323 et suivants relatifs aux sûretés réelles,
Vu l'article L.313-22 du code monétaire et financier portant sur l'information des cautions,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A2 du 20 mars 2012 précisant les conditions d'attributions des garanties et des cautions départementales, modifiée par la délibération de la Commission permanente n°G83 du 20 septembre 2021,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la demande de UNICIL SA d'HLM en date du 03 décembre 2024 sollicitant la garantie du Département du Var à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 217 042 € souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, contrat de prêt n° 166299, pour financer l'opération « Azur lodge PLS », sise commune de La Londe-les-Maures,
Vu la délibération de la commune de La Londe-les-Maures en date du 19 décembre 2024 accordant sa garantie d'emprunt à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 217 042 € souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, contrat de prêt n° 166299, pour financer l'opération « Azur lodge PLS » sise commune de La Londe-les-Maures,
Vu les dispositions et caractéristiques du contrat de prêt précité, et notamment sa date limite de mobilisation des fonds (31 mars 2026), tel que joint en annexe et faisant partie intégrante à la présente convention,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission finances et ressources humaines du 14 avril 2025
Considérant l'information à la commission habitat et logement du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'accorder la garantie du Département à hauteur de 50% pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 217 042 € souscrit par UNICIL SA d'HLM auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour financer l'opération « Azur lodge PLS, parc social public, d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 2 logements situés 312 rue Joseph Laure, 83250 La Londe-les-Maures », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 166299, constitué de 3 lignes de prêt.
La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 108 521 € (cent huit mille cinq cent vingt-et-un euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- d'accorder cette garantie pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et pour l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- de se substituer à l'emprunteur sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des dépôts et consignations, dans les meilleurs délais, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- de s'engager, pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

- d'approuver le projet de convention de garantie d'emprunt à conclure entre le Département du Var et UNICIL SA d'HLM, tel que joint en annexe en vue de définir les modalités de mise en œuvre de la garantie.

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var à signer la convention à intervenir entre le Département du Var et UNICIL SA d'HLM.

- d'autoriser le Président du Conseil départemental du Var, en cas de risque avéré, à signer l'acte constituant hypothèque au profit du Département du Var de la garantie des prêts accordés.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101773-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE DÉPARTEMENT

DF/
SV

Acte n° : CO 2025-239

PROJET DE CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DU VAR ET UNICIL SA D'HLM APPORTANT LA GARANTIE DEPARTEMENTALE A HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT GLOBAL DE 217 042 EUROS SOUSCRIT AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS POUR FINANCER L'OPERATION "AZUR LODGE PLS", D'ACQUISITION EN VENTE EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT (VEFA) DE 2 LOGEMENTS SITUES 312 RUE JOSEPH LAURE, 83250 LA LONDE-LES-MAURES

ENTRE

Le Département du Var, représenté par le Président du Conseil départemental du Var ou son représentant, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° du 28 avril 2025,
Le Président du Conseil départemental est représenté par *Madame/Monsieur, Xème vice-président(e)/ conseiller(e) départemental(e) et président(e) de la commission "XXX"* agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022,

d'une part,

ET

UNICIL société anonyme Habitation Loyer Modéré (SA d'HLM), dont le siège social est situé 11 rue Armeny, 13291 Marseille cedex 06, représentée par Monsieur Eric PINATEL, Directeur Général,

d'autre part,

LES PARTIES CONVIENNENT ET ARRÊTENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er :

En vertu de la délibération n° du de la Commission permanente du Conseil départemental du Var, celui-ci accorde à UNICIL SA d'HLM sa garantie, à hauteur de 50% d'un emprunt global de

217 042 €, souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations destiné au financement de l'opération « Azur lodge PLS, parc social public, acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 2 logements situés 312 rue Joseph Laure, 83250 La Londe-les-Maures ».

Les caractéristiques financières du contrat de prêt n° 166299, signé le 18 novembre 2024 entre UNICIL SA d'HLM et la Caisse des dépôts et consignations, font partie intégrante de ladite délibération.

ARTICLE 1 bis:

Les conditions mises à l'octroi de sa garantie par le Département, à peine de caducité, sont les suivantes:

- conformément aux termes de la délibération du Conseil départemental n°A2 du 20 mars 2012 modifiée, présence d'un co-garant à hauteur de 50% pour le remboursement du prêt précité,
- respect de la date limite de mobilisation des fonds issus du prêt précité,
- validité du contrat du prêt précité: non caduque ou non disparu.

Dans le cas où l'une ou l'autre de ces conditions ne serait pas levée, la délibération n° du de la Commission permanente du Conseil départemental du Var serait abrogée ou retirée suivant les dispositions du code des relations entre le public et l'administration et la présente convention se trouverait résiliée de plein droit.

ARTICLE 2 :

L'octroi de la garantie d'emprunt est conditionné à l'autorisation donnée par UNICIL SA d'HLM au Département du Var de prendre, à la charge de UNICIL SA d'HLM, une hypothèque conventionnelle de premier rang ou toute autre sûreté nécessaire dès lors que le risque de mise en jeu de la garantie est avéré.

ARTICLE 3 :

L'octroi de la garantie d'emprunt est conditionné à la durée du prêt garanti par le Département qui ne doit pas excéder la durée pendant laquelle l'organisme dispose de droits réels sur le bien immobilier, objet de la garantie départementale. En cas de cession de l'immeuble par l'organisme, la garantie accordée par le Département cesse de plein droit, après vérification préalable des clauses du contrat de prêt concernant le mode opératoire en cas de cession de l'immeuble objet du prêt, afin d'éviter toute contradiction.

ARTICLE 4 :

UNICIL SA d'HLM s'engage à informer par courrier recommandé avec accusé de réception le Département du Var de l'impossibilité où elle se trouve de faire face à tout ou partie de l'une de ses échéances, au moins 15 jours ouvrés avant la date d'échéance, avec à l'appui tous les éléments justificatifs relatifs à cette impossibilité.

Si UNICIL SA d'HLM ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations, le Département du Var prend ses lieu et place et règle, dans la limite de sa quotité garantie ci-dessus et à concurrence de la défaillance de l'organisme emprunteur, le montant des annuités à leurs échéances ou du capital restant dû selon la réglementation en vigueur.

Les règlements ainsi réalisés ont le caractère d'avances recouvrables qui ne portent pas intérêts. Elles constituent le Département du Var créancier de UNICIL SA d'HLM.

A cet effet, le Département du Var émet un titre de recette à hauteur des sommes engagées. Afin de rembourser dans les meilleurs délais, UNICIL SA d'HLM s'engage à affecter prioritairement les recettes issues des loyers des logements financés grâce à ces prêts jusqu'à concurrence des sommes dues.

ARTICLE 5 :

Dans le cas où, par effet de la garantie susvisée, le Département du Var est amené à se substituer à UNICIL SA d'HLM pour honorer tout ou partie des sommes dues au titre du prêt consenti par la caisse des dépôts et consignations, dans la limite de sa garantie, le Département demande à **Société** de lui reverser la totalité des sommes déboursées.

ARTICLE 6 :

En application des articles L.441-1 et R.441-5 du code de la construction et de l'habitation, l'organisme s'engage à mettre à la disposition du Conseil départemental du Var, un quota de logements réservés qui ne pourra dépasser 10% du programme.

En l'espèce, le quota de logements réservés est nul.

ARTICLE 7 :

Le Département du Var procède nécessairement et annuellement à la vérification des opérations et écritures de UNICIL SA d'HLM.

UNICIL SA d'HLM s'engage à mettre à la disposition des agents qui sont chargés de cette vérification tous les documents notamment comptables, qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Chaque année, UNICIL SA d'HLM adresse au Département du Var, les bilans et comptes de résultats afin de satisfaire aux dispositions du code général des collectivités territoriales - article L.3313-1.

UNICIL SA d'HLM s'engage à communiquer en temps réel au Département du Var tout élément relatif aux caractéristiques du prêt garanti ayant fait l'objet d'une modification durant la période d'amortissement, tel qu'un remboursement anticipé, une renégociation ou un changement de type de taux, ainsi que les tableaux d'amortissement afférents.

ARTICLE 8 :

UNICIL SA d'HLM s'engage à faire apparaître sur tous ses documents de communication informatifs ou promotionnels, le soutien apporté par le Département du Var par sa garantie, en prenant contact avec la direction de la communication (dme-direction@var.fr) afin de se procurer le logotype et les banderoles du Département du Var.
Le respect de cet engagement conditionne l'obtention des futures demandes de garantie.

ARTICLE 9 :

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. Le tribunal

administratif peut être saisi par l'application «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr .

ARTICLE 10 :

Les parties font élection de domicile en l'hôtel du Département.

La présente convention n'est exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la préfecture du Var.

Fait en 2 exemplaires,

Le directeur général de UNICIL société anonyme Habitation Loyer Modéré (SA d'HLM)

Monsieur Eric PINATEL,

Fait à Toulon, le

SST/DENFA/
JM

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G63

OBJET : AFFECTATION DE L'OPERATION DE TRAVAUX A REALISER POUR L'AMENAGEMENT DE LA TOUR DU FAUCON, SUR L'ESPACE NATUREL SENSIBLE DU DEFENS DE LA TOUR A PUGET-VILLE SUR L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE AUX CIRCUITS THEMATIQUES DES ENS

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés :Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3312-4 et R.3312-3,
Vu le code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 1er février 2022 portant mise à jour du règlement budgétaire et financier de la collectivité,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 relative à la délégation de compétence au Président du Conseil départemental, notamment en matière de commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la commission permanente,
Vu les délibérations conjuguées du Conseil départemental n°A13 du 14 décembre 2021 et n°A22 du 13 juin 2023 portant vote d'une autorisation de programme pour la valorisation des espaces naturels sensibles par la mise en place de circuits de découverte thématiques pour un montant de 12,5 M€,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A21 du 13 juin 2023 portant politique de protection et de valorisation du patrimoine naturel du Département du Var - création de circuits de découverte des espaces naturels sensibles du Département "Les chemins des paysages",
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission environnement, espaces naturels sensibles (ENS) et maisons de la nature du 10 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver l'affectation de l'opération d'aménagement de l'espace naturel sensible Défens de la Tour - opération de travaux sur la Tour du Faucon - commune de Puget Ville à l'autorisation de programme "AP 2016-1202J1-001 - Circuits thématiques ENS" pour un montant de 200 000 € TTC.

Les crédits de paiement nécessaires à la réalisation de cette opération éligible à la taxe d'aménagement, seront prélevés sur les crédits inscrits sur l'opération budgétaire 21100273 Circuit thématique "Histoire en histoires".

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102887-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

SST/DENFA/
JM

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G64

OBJET : REVALORISATION DE L'AFFECTATION DE L'OPERATION INDIVIDUALISEE "AMENAGEMENT DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE JARDIN DU LAS - TRAVAUX" AFFECTEE A L'AUTORISATION DE PROGRAMME "CIRCUITS THEMATIQUES ESPACES NATURELS SENSIBLES"

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés :Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3312-4 et R.3312-3,
Vu le code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 1er février 2022 portant mise à jour du règlement budgétaire et financier de la collectivité,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 relative à la délégation de compétence au Président du Conseil départemental, notamment en matière de commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la commission permanente,
Vu les délibérations conjuguées du Conseil départemental n°A13 du 14 décembre 2021 et n°A22 du 13 juin 2023 portant vote d'une autorisation de programme pour la valorisation des espaces naturels sensibles par la mise en place de circuits de découverte thématiques pour un montant de 12,5 M€,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A21 du 13 juin 2023 portant politique de protection et de valorisation du patrimoine naturel du Département du Var - création de circuits de découverte des espaces naturels sensibles du Département "Les chemins des paysages",
Vu la délibération de la Commission permanente n°G65 du 25 septembre 2023 relative à l'affectation des opérations individualisées et détermination des procédures de passation des marchés à l'autorisation de programme dédiée à la valorisation des espaces naturels sensibles départementaux par la mise en place de circuits de découverte thématiques,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission environnement, espaces naturels sensibles (ENS) et maisons de la nature du 10 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- de revaloriser, à hauteur de 44 000 € l'affectation de l'opération "aménagement du Jardin du Las – travaux" affectée à l'autorisation de programme 2016-1202J1-001 - AP Circuits thématiques ENS, initialement votée à hauteur de 520 000 €, pour la porter à 564 000 €.

Les crédits de paiement nécessaires à la réalisation de cette opération éligible à la taxe d'aménagement, seront prélevés sur les crédits inscrits sur l'opération budgétaire 21100110 Circuit thématique "Jardins naturels sensibles".

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102894-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

CDT/DIT/
JA

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G65

OBJET : CREATION PAR LA SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE D'UNE SOCIETE DE PROJET "SAS TERRESOL ENERGIE" EN ASSOCIATION AVEC LA COOPERATIVE ENERCOOP PACA

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties : Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Didier BREMOND, M. Christian SIMON.

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L1524-5 alinéa 15 relatif à l'administration et au contrôle des sociétés d'économie mixte,
Vu le code du commerce,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Considérant l'article 2 des statuts de la Société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale, approuvés en assemblée générale extraordinaire du 12 décembre 2023, prévoyant que l'objet de la société porte notamment sur toutes activités d'études, de conception, de développement, de réalisation, d'exploitation, de production et de vente d'énergies renouvelables,
Considérant l'article 2 des statuts de la Société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale, prévoyant également que la société peut, sur fonds propres et dans le cadre de son objet, prendre toutes participations dans les opérations et entreprises, par voie de création de sociétés nouvelles,
Vu le rapport du Président,
Considérant la volonté de la Société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale de créer la société de projet "SAS Terresol Energie" pour concevoir, réaliser et exploiter des installations de production d'énergie renouvelable, et commercialiser l'énergie produite,
Considérant que cette société de projet sera détenue à 51% par la coopérative Enercoop PACA et à 49% par la société SCP-Energies renouvelabes et développement territorial, filiale à 100% de la SCP,
Considérant la nécessité que cette création de société de projet soit autorisée expressément par l'ensemble des collectivités territoriales actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration de la Société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale, en application de l'article L1524-5 alinéa 15 du CGCT,
Considérant que le Département du Var est actionnaire de la Société du canal de provence et d'aménagement de la région provençale, et dispose de trois représentants au conseil d'administration,

Considérant l'avis de la commission solidarités et ingénierie pour les territoires du 9 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser la Société du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale à créer la société de projet "Terresol Energie", en association avec la coopérative Enercoop PACA,

- d’approuver les statuts de la SAS Terresol Energie joints en annexe.

Adopté à l’unanimité.

Non participation au vote et sortie de la salle :	M. Christian SIMON, M. Didier BREMOND, Mme Martine ARENAS, Mme Christine AMRANE.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102521-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

TERRESOL ENERGIE

Société par actions simplifiée au capital de 30.000 euros

Siège social :

28 Boulevard National – (13001) Marseille

STATUTS CONSTITUTIFS

PROJET

LES SOUSSIGNEES :

1- **ENERCOOP PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR**, société anonyme coopérative d'intérêt collectif (SCIC SA) à capital variable minimum de 18.500 euros, dont le siège social est situé 28 boulevard National - (13001) Marseille, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Marseille sous le numéro 539.192.872, représentée par Madame Virginie GALLON, en sa qualité de Directeur Général,

ci-après désignée par « **EPACA** »

2- **SCP Energies Renouvelables et Développement Territorial**, société par actions simplifiée à associé unique, au capital de 150.000 € dont le siège social est situé au Château du Tholonet, 3099 route de Cézanne – (13100) Le Tholonet, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 851.930.214, représentée par son président, la Société du Canal de Provence et d'Aménagement de la Région Provençale (057.813.131 RCS AIX-EN-PROVENCE), elle-même représentée par Monsieur Jean-Luc IVALDI, en sa qualité de Directeur Général.

ci-après dénommée « **SCP-ERDT**»

ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée.

ILS SONT CONVENUS DE CONSTITUER ENTRE EUX LA PRESENTE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE ET D'EN ETABLIR LES STATUTS

PROJET

STATUTS

TITRE I. FORME – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE – OBJET - DUREE

Article 1. Forme

La société (ci-après la « **Société** ») revêt la forme d'une société par actions simplifiée régie par les dispositions des articles L 227-1 et suivants du Code du commerce, par les règles générales du code civil, les dispositions communes à toutes les sociétés commerciales dans la mesure où elles sont compatibles avec les textes spécifiques qui lui sont applicables, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres mentionnées au point i du paragraphe 4 de l'article 1er du règlement (UE) n° 2017/1129 du 14 juin 2017, à l'article L. 411 -2 du Code monétaire et financier et aux 2° et 3° de l'article L. 411-2-1 du même code.

Article 2. Dénomination

La dénomination de la Société est : **TERRESOL ENERGIE**

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales

« *SAS* », puis de l'indication du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Article 3. Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, sur l'ensemble du territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur ses territoires limitrophes et plus largement sur le territoire français et dans les départements et territoires d'Outre-Mer :

- toutes activités de conception, de développement, d'installation, de construction, d'exploitation et d'entretien, directement ou indirectement, de tout équipement productif d'énergie renouvelable, et en particulier d'énergie photovoltaïque ;

- la production, le stockage et la commercialisation de l'énergie produite, et tous types d'activités se rattachant directement ou indirectement à cet objet ;

- le négoce et l'exploitation directe ou indirecte de tous biens, mobiliers ou immobiliers ;

- la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations ou projets pouvant se rattacher à son objet notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement ;

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire, connexe ou complémentaire.

Article 4. Siège social

Le siège social est fixé à l'adresse suivante : 28 Boulevard National (13001) MARSEILLE.

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe situé en France métropolitaine par simple décision du Président ou du Directeur Général, qui dans ce cas est habilité à modifier les statuts en conséquence, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale des associés ou si la Société ne comporte qu'un associé par une décision de cet associé unique, et en tout autre lieu par décision ordinaire des associés.

Article 5. Durée

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation fixés aux présents statuts.

TITRE II. APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Article 6. Apports

Lors de la constitution de la Société, les associés ont fait les apports en numéraire suivants :

- Par la société EPACA, la somme de quinze mille trois cents euros, ci	15.300 euros
- Par la société SCP-ERDT la somme de quatorze mille sept cents euros, ci	14.700 euros
Soit au total, une somme de *trente mille euros*	30.000 euros

PROJET

La somme de trente mille (30.000) euros correspondant à trois mille (3.000) actions de dix (10) euros chacune, a été déposé le [DATE] à la [Nom de la Banque + l'adresse] au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, ainsi qu'en atteste un récépissé de dépôts de fonds de ladite banque dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versés.

Article 7. Capital social

Le capital social s'élève à la somme de **TRENTE MILLE (30.000) euros** divisé en **TROIS MILLE (3.000) actions** de 10 euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Article 8. Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision collective des associés.

8.1. Augmentation de capital

Lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés statue aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 22 (*Décisions collectives des associés*).

La collectivité des associés peut dans les conditions qu'elle détermine, déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser dans les conditions et délais prévus par la loi , sauf exceptions légales, l'augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts, par dérogation à l'Article 22 (*Décisions collectives des associés*) des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital social ancien doit, au préalable, être intégralement libéré.

Un droit préférentiel de souscription à des actions de numéraire et de toutes autres valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme au capital, est réservé aux associés proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société dans les conditions légales.

Toutefois, chaque associé peut renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Les souscriptions et les versements sont constatés par un certificat du dépositaire établi, au moment du dépôt des fonds, sur présentation des bulletins de souscription.

Les libérations d'actions par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société sont constatées par un certificat d'un commissaire aux comptes. Ce certificat tient lieu de certificat du dépositaire.

Le délai de souscription est au minimum de vingt (20) jours, sauf faculté de clôture par anticipation dès que tous les droits de souscription à titre irréductible ont été exercés ou que l'augmentation de capital a été intégralement souscrite après renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription des associés qui n'ont pas souscrit le cas échéant.

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus, les associés ne disposant pas du nombre exact de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre

PROJET

entier d'actions nouvelles, devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

En cas d'apports en nature ou de stipulations d'avantages particuliers, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés à l'unanimité des associés ou à défaut par décision de justice pour en apprécier la valeur et en présenter les caractéristiques aux associés dans le cadre d'un rapport spécial.

8.2. Réduction de capital

La collectivité des associés peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, pour cause de pertes, par voie de distributions aux associés, de rachat de la Société de ses propres actions ou d'affectation à un compte prime d'émission.

En aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre associés.

Le projet de réduction de capital est communiqué au commissaire aux comptes. Les associés statuent sur le rapport du commissaire aux comptes.

La collectivité des associés peut déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, la réduction du capital, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts, par dérogation à l'Article 22.

Lorsque la réduction du capital n'est pas motivée par des pertes, les éventuels obligataires et les créanciers peuvent former opposition à la réduction du capital dans les conditions et selon les modalités édictées par la législation en vigueur.

Article 9. Libération du capital

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées au minimum d'un quart de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses désignées à cet effet, conformément à la loi.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel de fonds du Président, dans le délai maximum de cinq (5) ans, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs un (1) mois au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant, des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévue par la loi.

Article 10. Forme des actions

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

PROJET

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Article 11. Droits et obligations attachés aux actions

11.1 Droit sur l'actif social et sur les bénéfices

Toute action (en l'absence de catégories d'actions), ou toute action d'une même catégorie d'actions (dans le cas contraire), donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société.

11.2 Autres droits des associés

11.2.1 Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital, droit d'information préalable avant toute consultation collective, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective, droit de récuser les commissaires aux comptes.

11.2.2 Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives, proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

11.2.3 Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

11.2.4 Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

11.2.5 Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

Article 12. Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés dans le cadre des consultations de la collectivité des associés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Article 13. Nue-propriété et usufruit – nantissement

13.1. Le droit de vote attaché à l'action dont la propriété est démembrée appartient au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions ordinaires.

Le nu-propriétaire et l'usufruitier peuvent néanmoins convenir d'une autre répartition du droit de vote aux consultations de la collectivité des associés. En ce cas, la convention intervenue entre l'usufruitier et le nu-propriétaire est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société qui est tenue de l'appliquer pour toute décision collective des associés intervenant dans le délai d'un (1) mois suivant l'envoi de la convention.

Dans tous les cas, le nu-propriétaire d'actions a le droit de participer aux consultations de la collectivité des associés.

PROJET

13.2. En cas de remise en gage par un associé d'actions lui appartenant, celui-ci continue d'exercer seul le droit attaché à ces actions.

Article 14. Cession et transmission des actions

14.1. Définitions

Dans le cadre du présent article, il est convenu des définitions ci-après :

Associé(s)	Désigne individuellement ou collectivement toute personne détenant une ou des Action(s) de la Société et à ce jour, SCP-ERDT et EPACA.
Contrôle	Désigne la maîtrise exercée par une société sur une autre au sens des articles L 233-1, L 233-3 et L 233-16 du Code de Commerce, au regard de sa participation dans le capital et/ou de ses droits de vote en assemblée et/ou de l'influence dominante qu'elle exerce, les termes "***Contrôlant***" et "***Contrôlé(e)***" s'entendant par référence à la notion de Contrôle ainsi définie.
Tiers	S'entend de toute personne physique ou morale ou fonds n'étant ni un Associé, ni la Société.
Titre(s)	Désigne toute part sociale, action (les « Actions), valeur mobilière, titre (ou démembrement de titre) représentatif d'une quotité du capital social de la Société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, par voie de conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital social de la Société, ainsi que tout droit de souscription ou d'attribution et plus généralement tout droit quelconque conféré aux Associés de la Société.
Transfert	Désigne *(i)* tout transfert de propriété réalisé à titre gratuit ou onéreux à quelque titre que ce soit et sous quelque forme qu'il intervienne, y compris, notamment, les transferts par voie d'apport en société, de fusion, scission, d'échange, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, de décès, de liquidation de société, communauté ou succession ou *(ii)* renonciation individuelle à un droit de souscription ou d'attribution ou *(iii)* constitution ou réalisation de sûreté sur les Actions. Il est précisé que l'expression "***Transfert d'actions***" comprendra aussi bien les Transferts portant sur la propriété des Actions que ceux portant sur la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres démembrements ou droits dérivant d'une Action tels que les droits de vote ou le droit de percevoir un dividende et le verbe "***Transférer***" s'entendra de la même manière.
Transfert Libre	Titres librement cessibles par un Associé au profit de toute personne physique ou morale Associé de la Société. Les Transferts Libres devront faire l'objet d'une Notification de Transfert (telle que définie ci-après).

14.2. Agrément

En cas de pluralité d'Associés, le Transfert de Titres, à quelque titre que ce soit, est soumis à l'agrément préalable de la Société.

L'Associé désirant céder ses Titres (le « **Cédant** ») doit adresser au Président et à chacun des Associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception un avis de Transfert (la « **Notification de Transfert** ») en indiquant notamment :

PROJET

- le nombre et la nature des Titres dont le Transfert est envisagé par le Cédant, ainsi que le nombre total de Titres détenus par le Cédant ;

- la nature juridique, les conditions et modalités du Transfert souhaité ou envisagé et (éventuelles conditions suspensives, déclarations et garanties, etc.) sauf en cas de Transfert Libre visé à l'article 14.4 ;

- Les nom, prénom et domicile du cessionnaire ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, l'adresse de son siège social, le montant de son capital, le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ainsi que l'identité de ses dirigeants sociaux et, sous réserve des informations disponibles pour les sociétés cotées, la répartition du capital, l'identité des actionnaires, associés ou membres de la personne morale cessionnaire, ainsi que l'identité de la ou des personne(s) qui la Contrôle(nt) au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;

- les liens financiers ou autres, directs ou indirects, existant le cas échéant entre le Cédant et le cessionnaire envisagé ;

- le prix par Titre du Transfert envisagé au cessionnaire, sauf en cas de Transfert Libre visé à l'article 14.4, qui devra être exprimé en numéraire et par catégorie de Titres le cas échéant.

- les modalités de paiement du prix et toutes autres modalités et conditions du Transfert.

Le Président de la Société devra soumettre la demande d'agrément à la collectivité des associés dans les quinze (15) jours à compter de la réception de la Notification de Transfert.

L'agrément résulte, soit d'une décision collective des associés, sous réserve du respect des stipulations résultant d'un accord extrastatutaire conclu entre les Associés, soit du défaut de réponse dans le délai de cent vingt (120) jours à compter de la réception de la Notification de Transfert. Tout refus d'agrément résultant d'une décision collective des Associés peut être motivé. En particulier, un tel refus peut reposer sur l'un des motifs suivants :

- le cessionnaire ne se conforme pas à la politique éthique ou de conformité de l'un des Associés ;

- le cessionnaire ne se conforme pas à la réglementation en matière environnementale et/ou en matière de santé publique.

En tout état de cause, le refus d'agrément, qu'il soit motivé ou non, ne pourra donner lieu à aucune réclamation.

L'agrément ou le refus sera immédiatement notifié au Cédant par le Président par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'agrément, l'Associé Cédant peut réaliser librement le Transfert aux conditions notifiées dans la Notification de Transfert, au plus tard dans les soixante (60) jours de la décision d'agrément.

Dans l'hypothèse où, à l'expiration dudit délai, la Société n'a pas reçu les pièces et documents nécessaires pour régulariser la mutation des Titres et leur inscription au nom de l'acquéreur, le Cédant sera alors considéré comme ayant renoncé à son projet de Transfert et un nouvel agrément devra être demandé.

En cas de refus d'agrément, le Cédant pourra renoncer à son projet de Transfert en informant la Société par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du refus. Passé ce délai, le Cédant ne pourra plus user de cette faculté et sa décision de céder ses Titres sera alors considérée comme définitive et irrévocable.

PROJET

Dans l'hypothèse de refus d'agrément, la collectivité des associés sera alors tenue, dans le délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la notification de refus d'acquérir ou de faire acquérir les Titres de l'Associé Cédant par un ou plusieurs Associés ou Tiers agréé(s) qu'elle aura choisis, ou de les faire racheter par la Société qui devra les annuler dans un délai de quatre (4) mois avec le consentement du Cédant. Le délai de cent quatre-vingts (180) jours pour faire acquérir les Titres peut être prolongé à la demande de la Société (notamment en cas de litige sur le montant du prix) par décision du Président du Tribunal de Commerce du ressort du siège de la Société, statuant en référé et sans recours possible.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. L'expert est désigné soit par les personnes concernées agissant d'un commun accord, soit par le Président du Tribunal de Commerce du ressort du siège de la Société à la demande de la plus diligente des parties concernées. Les frais d'expertise seront partagés par moitié entre le Cédant et le ou les acquéreurs désignés par la Société.

La cession aux acquéreurs désignés est régularisée d'office sous la signature du Président.

Au cas où cette cession ne serait pas intervenue dans un délai de cent quatre-vingts (180) jours suivant la notification de refus d'agrément (sous réserve de la prolongation du délai obtenue par décision du Président du Tribunal de Commerce), et ce pour des raisons indépendantes de la volonté du Cédant, l'agrément sera réputé donné.

Dans le cas où la collectivité des associés a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties, selon les dispositions légales en la matière, à moins que la collectivité des associés ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

14.3. Nullité

Tout Transfert de Titres effectué en violation des stipulations du présent Article 14 (*Cession et transmission des actions*) est nul.

14.4. Transferts Libres

Par dérogation aux articles 14.2 (*Agrément*), 14.3 (*Nullité*), et Article 15 (*Inaliénabilité des actions*) les Titres sont librement cessibles par un Associé au profit de toute personne physique ou morale Associé de la Société.

Les Transferts Libres devront faire l'objet d'une Notification de Transfert aux Parties par l'Associé cédant au plus tard soixante (60) jours calendaires avant la date de Transfert.

14.5. Modalités de transmission des Titres

14.5.1 Le Transfert de Titres s'effectue conformément à la loi.

Les Transferts d'Actions, de quelque nature que ce soit, sous réserves des stipulations des articles 14.4 (*Transferts Libres*) et 14.5.2 (*ci-dessous*) ainsi que de celles de tout accord extrastatutaire conclu entre les Associés, est soumis à la procédure d'agrément explicité à l'article 14.2 (*Agrément*).

14.5.2 Les Actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés. Le Transfert des Actions s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « *registre des mouvements* »

PROJET

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement conformément à l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société est signé par le cédant ou son mandataire. Si les Actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée et l'ordre de mouvement doit être contresigné par le cessionnaire.

La transmission à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

14.5.3 En cas d'augmentation de capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci. Les mouvements d'actions non libérées des versements exigibles ne sont pas autorisés.

Article 15. Inaliénabilité des actions

Sous réserve des stipulations de tout accord extrastatutaire conclu entre les associés ainsi que l'hypothèse du Transfert Libre prévu à l'article 14.4, les associés s'engagent à ne pas transférer leurs Actions pendant une période de trois (3) années, à compter de la date d'immatriculation de la Société auprès du registre du commerce et des sociétés.

En cas de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction d'aliéner les Titres de la Société pourra être levée par une décision de l'Assemblée Générale prise à l'unanimité sans procéder à la modification des présents statuts.

Article 16. Compte courant d'associés

Les associés peuvent, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, mettre à disposition de la Société toutes les sommes, produisant des intérêts.

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le président, sous réserve de tout accord extrastatutaire conclu entre les associés.

TITRE III. REPRESENTATION DE LA SOCIETE

Article 17. Président

La Société est représentée, dirigée et administrée par un président (le « **Président** »), personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

La personne morale nommée Président est représentée par son ou ses représentants légaux sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant permanent.

Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée du mandat de la personne morale qu'il représente. En cas de décès, de démission ou de révocation du représentant permanent, la personne morale doit notifier la cessation des fonctions du représentant permanent sans délai à la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception, et donner l'identité de son successeur.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

PROJET

17.1 Nomination du Président

Le Président est nommé par la collectivité des associés.

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision qui le nomme. Il est toujours rééligible.

17.2 Cessation des fonctions du Président

Les fonctions du Président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Toutefois, les fonctions de Président peuvent également prendre fin par la démission, l'empêchement d'exercer les fonctions pendant un délai supérieur à deux (2) mois, la révocation, l'expiration du mandat et par le décès pour les personnes physiques ou par la liquidation amiable ou judiciaire pour les personnes morales.

En cas d'empêchement temporaire supérieur à deux (2) mois du Président, il est considéré comme démissionnaire et il est pourvu à son remplacement par la collectivité des associés.

Le Président est révocable à tout moment par la collectivité des associés. La révocation du Président, quel que soit son motif, ne donnera pas lieu au paiement de dommages-intérêts.

La décision de révocation n'a pas à être motivée. Le Président ne peut prétendre à indemnités ou dommages et intérêts.

17.3 Rémunération

Le Président ne sera pas rémunéré.

Le Président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements sur présentation des pièces justificatives**.**

Article 18. <u>Directeurs Généraux</u>

Le Président peut être assisté d'un ou plusieurs directeurs généraux (les « **Directeurs Généraux** »).

Les Directeurs Généraux peuvent être des personnes physiques ou morales, associées ou non de la Société.

La personne morale nommée directeur général est représentée par son ou ses représentants légaux sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant permanent.

Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée du mandat de la personne morale qu'il représente. En cas de décès, de démission ou de révocation du représentant permanent, la personne morale doit notifier la cessation des fonctions du représentant permanent sans délai à la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, et donner l'identité de son successeur.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient directeurs généraux en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

PROJET

18.1 Nomination des Directeurs Généraux

Les Directeurs Généraux sont désignés par la collectivité des associés.

La durée des fonctions des Directeurs Généraux est fixée par la décision qui les nomme. Ils sont toujours rééligibles.

18.2 Cessation des fonctions des Directeurs Généraux

Les fonctions des Directeurs Généraux prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Toutefois, les fonctions des Directeurs Généraux peuvent également prendre fin par la démission, l'empêchement d'exercer les fonctions pendant un délai supérieur à deux (2) mois, la révocation, l'expiration du mandat et par le décès pour les personnes physiques ou par la liquidation amiable ou judiciaire pour les personnes morales.

En cas d'empêchement temporaire supérieur à deux (2) mois d'un Directeur Général, il est considéré comme démissionnaire et il est pourvu éventuellement à son remplacement par la collectivité des associés.

La cessation des fonctions du Président ne met pas fin aux fonctions des Directeurs Généraux et réciproquement.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par la collectivité des associés qui n'a pas à justifier sa décision. La révocation d'un Directeur Général, quel que soit son motif, ne donnera pas lieu au paiement de dommages-intérêts.

18.3 Rémunération

Les Directeurs Généraux ne seront pas rémunérés.

Les Directeurs Généraux auront droit au remboursement de leurs frais de représentation et de déplacements sur présentation des pièces justificatives**.**

Article 19. <u>Pouvoirs du Président et des Directeurs Généraux</u>

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Dans les rapports avec les tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des présents statuts.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans les limites qui lui sont conférés par la loi, les règlements et les présents statuts, sous réserve de tout accord extrastatutaire conclu entre les associés.

Les Directeurs Généraux exercent les mêmes pouvoirs confiés au Président par la loi et par les présents statuts.

Les dispositions statutaires et les décisions de la collectivité des associés limitant les pouvoirs du président et des Directeurs Généraux sont inopposables aux tiers.

PROJET

Le Président et les Directeurs Généraux peuvent consentir à tout mandataire de leur choix toute délégation de pouvoirs qu'ils jugent nécessaire, dans la limite de ceux qui leur sont conférés par la loi, les règlements et les présents statuts, sous réserve de tout accord extrastatutaire conclu entre les associés.

Article 20. Commissaire aux comptes

La nomination par la collectivité des associés d'un ou plusieurs commissaires aux comptes est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Lorsqu'un commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

Le commissaire aux comptes exerce sa mission dans les conditions fixées par la loi.

Article 21. Comité social et économique

Les délégués du comité social et économique, s'il en existe un, exercent les droits qui leur sont attribués par les dispositions législatives en vigueur auprès du Président.

TITRE IV. ASSEMBLEES GENERALES

Article 22. Décisions collectives des associés

22.1 Compétence

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- nomination et révocation du Président et des Directeurs Généraux,
- nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants,
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- prorogation du délai d'approbation des comptes annuels,
- distribution de réserves ou de primes,
- approbation des conventions réglementées,
- augmentation, amortissement, réduction du capital social,
- émission, rachat, conversion d'actions de préférence,
- modification des droits particuliers attachés à des actions de préférence,
- émission ou modification des caractéristiques de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- émission ou modification des conditions d'exercice des options de souscription ou d'achat d'actions,
- attribution d'actions gratuites ou modification des conditions d'attribution des actions gratuites,
- émission ou modification des caractéristiques d'obligations,
- opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif de la Société,
- transformation de la Société,
- prorogation de la durée de la Société,
- dissolution de la Société, nomination du liquidateur et liquidation de la Société,
- changement de nationalité de la Société,
- augmentation de l'engagement des associés,
- toutes modifications statutaires sous réserve de ce qui est prévu à l'Article 4 et à l'Article 8 ;

Toute autre décision relève de la compétence du Président et des Directeurs Généraux, sous réserve des stipulations de tout accord extrastatutaire conclu entre les associés.

PROJET

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sont exercés par l'associé unique.

En ce cas, les dispositions qui suivent sont appliquées *mutatis mutandis*, étant précisé que l'associé unique peut se saisir lui-même et prendre toute décision relevant de sa compétence.

22.2 Quorum - Majorité

La collectivité des associés statue à la majorité simple des droits de vote (50% des voix + une voix) dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Par exception aux stipulations qui précèdent, il est précisé que les décisions requérant l'accord unanime des associés, du fait des dispositions légales (notamment aux termes de l'article L.227-19 du code de commerce) ou des présents statuts, ne peuvent être prises qu'avec l'accord explicite de chacun des associés concernés.

Chaque action donne droit à une (1) voix. Pour toute assemblée générale, le quorum est atteint dès lors que les associés présents ou représentés disposent de la majorité des actions.

La collectivité des associés statue au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice social sur les comptes de cet exercice, et, le cas échéant, sur les comptes consolidés.

En outre, les décisions suivantes seront toujours adoptées à l'unanimité des associés :

- Adoption, modification ou levée des clauses des statuts relatives au droit de préemption, au droit de sortie conjointe, à la sortie forcée, au droit de retrait, à l'Article 15 (*Inaliénabilité des actions*), à l'article 14.2 (*Agrément*) des présents statuts ;

- Approbation des conventions réglementées ainsi que toutes les conventions conclues entre la société et l'un de ses associés et/ou l'un de ses dirigeants ;

- La prise de participation, ainsi que toute cession et autre investissement, quels qu'en soient la forme et l'objet, notamment toute acquisition et cession de participations en capital, d'immeubles ou de tous actifs corporels et incorporels ;

- Le changement de nationalité de la Société ;

- Et toute décision, y compris de transformation, ayant pour objet ou pour effet d'augmenter l'engagement des associés (notamment lors des opérations d'augmentation ou de réduction du capital social) ;

- Modification de l'Article 3 (*Objet*) des présents statuts ;

- Dissolution de la Société, nomination du liquidateur et liquidation de la Société ;

- Modification du présent article.

22.3 Choix du mode de consultation

Sauf les cas prévus ci-après, les décisions collectives des associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation, soit en assemblée générale, soit par correspondance, soit encore par conférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé signé par tous les associés ou leurs mandataires.

PROJET

22.4 Information préalable des associés

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le projet de texte des résolutions et tous documents, rapports et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur vote.

Tous les documents et renseignements dans le cadre de cette information préalable sont mis à disposition des associés au siège social, à compter de la convocation, et leur sont adressés sur leur demande.

22.5 Modalités particulières à chaque mode de consultation

22.5.1 Assemblées générales

(i) Convocation

L'assemblée générale des associés est convoquée par le Président, un Directeur Général ou par un ou plusieurs associés détenant au moins vingt-cinq pour cent (25%) des actions ayant le droit de vote.

A défaut, elles peuvent être également convoquées par le Commissaire aux Comptes ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation est faite par tous moyens de communication écrite (notamment par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lettre simple remise contre décharge, courrier électronique) quinze (15) jours calendaires au moins avant la date de la réunion ; elle indique la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Le commissaire aux comptes doit être invité à participer aux assemblées générales, en même temps et dans les mêmes formes que les associés.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

(ii) Déroulement de la séance

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. En l'absence de celui-ci, l'assemblée élit un Président de séance parmi les associés présents.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence arrêtée et certifiée exacte par le Président de séance.

(iii) Représentation

Les associés peuvent se faire représenter par toutes personnes morales ou physiques de leur choix. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite.

(iv) Vote par correspondance

Les associés peuvent voter par correspondance ou à distance par voie électronique dans les mêmes conditions légales et réglementaires que les actionnaires de sociétés anonymes.

PROJET

22.5.2 Consultation par correspondance

En cas de consultation par correspondance, le Président doit adresser à chacun des associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi à l'associé,

- la date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de trente (30) jours au moins à compter de la date d'expédition du bulletin de vote par la Société,

- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision,

- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de vote (adoption, abstention ou rejet),

- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins de vote.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les quinze (15) jours calendaires suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le quinzième (15ème) jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le procès-verbal des délibérations est signé par le Président et au moins un associé.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

22.5.3 Consultation par voie de téléconférence

La collectivité des associés est consultée par voie de conférence téléphonique ou audiovisuelle sur convocation du Président ou d'un Directeur Général.

La convocation est faite par tous moyens de communication écrite quinze (15) jours calendaires au moins avant la date de la téléconférence ; elle indique la date, l'heure, les modalités de la téléconférence (par exemple, le numéro de téléphone) et l'ordre du jour de la consultation.

Dans le cas où tous les associés assistent personnellement ou sont représentés à la téléconférence, la collectivité des associés statue valablement sur convocation verbale et sans délai.

En cas de consultation des associés par voie de téléconférence, chaque associé adresse, par télécopie ou courrier électronique ou encore par tout autre procédé de communication écrite équivalent, au Président de séance un document justifiant de sa présence par voie de téléconférence.

En cas de délégation de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président de séance par le même moyen.

Ces documents tenant lieu de feuille de présence sont conservés au siège social.

PROJET

Les associés peuvent voter par correspondance ou à distance par voie électronique dans les mêmes conditions légales et réglementaires que les actionnaires de sociétés anonymes.

La consultation par voie de téléconférence est présidée par le Président de la Société. En l'absence de celui-ci, la collectivité des associés élit un président de séance parmi les associés présents.

22.5.4 Participation aux consultations des associés

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède, à raison d'une voix pour une action.

Les commissaires aux comptes, s'il y a lieu, doivent être convoqués à toute décision collective des associés en même temps et dans la même forme que les associés. Il en est de même du comité d'entreprise, s'il existe.

En cas de décision collective des associés exprimée dans un acte authentique ou sous seings privés signé par tous les associés ou leurs mandataires, le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné, ne sera pas invité à participer audit acte à l'exception de l'hypothèse où il devrait rédiger un rapport en vue de la prise de ladite décision en application des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires.

22.5.5 Procès-verbaux

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés, cotés et paraphés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le Président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date et, s'il y a lieu, les heures d'ouverture et de clôture de la consultation, l'identité du Président de séance, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président ou par un Directeur Général.

Article 23. Droit d'information permanent des associés

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la Société ainsi que des documents ci-après concernant les trois (3) derniers exercices sociaux :

- liste des associés avec le nombre de titres de capital ou donnant accès au capital ;
- les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- l'inventaire de la Société ;
- les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des consultations collectives ou des décisions de l'associé unique de la Société ;
- les procès-verbaux des décisions collectives ou de l'associé unique de la Société ;

Chaque associé aura en outre le droit, à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire annuelle, de poser toute question écrite au Président relative à tout fait ou événement susceptible de compromettre l'activité de la Société.

PROJET

Les questions écrites devront parvenir au siège social de la société au moins trois (3) jours ouvrés avant la date prévue de l'assemblée générale des associés.

TITRE V. COMPTES SOCIAUX

Article 24. Exercice social

L'exercice social a une durée d'une (1) année, qui commence le premier (1er) janvier et finit le trente-et-un (31) décembre de la même année.

Par exception, le premier exercice aura une durée inférieure à un an. Il commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **31 décembre 2025.**

Article 25. Inventaire - Comptes annuels

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi, aux règlements et usages du commerce.

À la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président arrête les comptes annuels, et, le cas échéant, les comptes consolidés.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes, si la Société en est dotée, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, ou en cas de prolongation dans le délai fixé par décision de justice, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés approuve les comptes annuels, aux vu du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social ou en cas de prolongation dans le délai fixé par décision de justice, et décide de l'affectation du résultat.

Préalablement, ils sont également adressés au commissaire aux comptes pour certification, établissement et transmission de ses rapports.

PROJET

Article 26. Affectation des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou les pertes de l'exercice clos.

Après approbation des comptes de l'exercice écoulé et constatation de l'existence de sommes distribuables déterminées en conformité de la loi, l'assemblée générale décide de toutes affectations et répartitions.

Sur le bénéfice de l'année, diminué le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième (1/10ème) du capital social. Le surplus, est affecté en tout ou en partie à tout fonds facultatif de réserves générales ou spéciales ou distribué aux associés à titre de dividendes. Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés soit imputées sur les comptes de réserves de la Société, soit portées sur le compte « *Report à Nouveau* », pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

L'assemblée peut, en outre, prélever toutes les sommes sur les fonds de réserve à sa disposition en vue d'une répartition aux associés sauf à indiquer expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont ainsi effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 27. Paiement des dividendes - Acomptes

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.
Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les dividendes des actions sont payés à l'associé sur présentation de son attestation d'inscription en compte.

Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet, ni d'une retenue, ni d'une restitution. Ils sont acquis à chaque associé, définitivement et individuellement.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 28. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la collectivité des associés ou l'associé unique, selon

PROJET

le cas, est tenue, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de se prononcer sur la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital social doit être, au plus tard à la clôture du deuxième (2ème) exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, réduit d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié (1/2) du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal peut accorder à la société un délai maximum de six (6) mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 29. Transformation de la Société

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

Article 30. Dissolution - Liquidation

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation ou par décision de la collectivité des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit, hormis les cas de fusion ou de scission.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions légales.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et, le cas échéant, des Directeurs Généraux. Les commissaires aux comptes conservent leur mandat.

Les associés délibérants collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

La collectivité des associés qui prononce la dissolution de la Société règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Sa dénomination devra être suivie de la mention "*société en liquidation*", ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs actions est réparti entre les associés, en tenant compte, le cas échéant, des droits des actions de catégories différentes.

La réunion en une seule main de toutes les actions de la Société n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société.

Lorsque l'associé unique est une personne morale, la dissolution de la Société, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à son profit, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

PROJET

Les créanciers peuvent, dans ce cas, faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées, selon la décision prise par le tribunal.

Article 31. Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés ou les dirigeants, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VI. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 32. Reprise des engagements accomplis pour le compte de la Société en formation

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Article 33. Désignation de la première présidente

Est nommé première présidente de la Société, pour une durée indéterminée :

- **ENERCOOP PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR**, SCIC SA à capital variable au capital minimum de 18.500 €, ayant son siège 28 boulevard National 13001 Marseille, immatriculée au R.C.S. de Marseille sous le n°539 192 872, à ce présente et intervenante qui déclare accepter les fonctions auxquelles elle vient d'être nommée, représentée par Madame Virginie Gallon et déclare pour elle-même et pour la Société, n'être atteinte d'aucune incompatibilité ni aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Article 34. Formalités de publicité – Pouvoirs - Frais

Tous pouvoirs sont donnés à Madame Virginie Gallon et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- Pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;

- Procéder à toutes déclaration auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;

- Pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés ;

PROJET

- A cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légales en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société auprès du registre du commerce et des sociétés

Fait à Marseille
En trois exemplaires
Le [DATE]

Pour la société **EPACA** ***Associée et Présidente*** Madame Virginie Gallon[1]	Pour la société **SCP-ERDT** ***Associée*** Monsieur Jean-Luc Ivaldi

PROJET

1 Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé – Bon pour acceptation des fonctions de Président »

ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Les actions accomplis pour le compte de la société en formation avant la signature des statuts et des engagements en résultant pour la Société sont :

- Ouverture d'un compte bancaire auprès de la banque [à définir : nom de la banque et son adresse] au nom de la Société en formation.

- Les frais exposés par l'intéressé pour les besoins de la constitution de la Société et ce, sur justificatifs,

- Toutes opérations commerciales et juridiques entrant normalement dans le cadre de l'objet social et de nature à justifier le démarrage de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article R.210-6 du code de commerce, cet état sera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

PROJET

ENTRE

ENERCOOP PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

ET

SCP ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

TERRESOL ENERGIE

PACTE D'ASSOCIES

LE [DATE] 2025

PROJET

PACTE D'ASSOCIES

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- **ENERCOOP PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR**, société anonyme coopérative d'intérêt collectif (SCIC SA) à capital variable minimum de 18.500 euros, dont le siège social est situé 28 boulevard National – (13001) Marseille, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Marseille sous le numéro 539.192.872, représentée par Madame Virginie Gallon, en sa qualité de Directeur Général et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du [•] en date du [•], ainsi qu'elle le déclare.

Ci-après dénommée « **EPACA »**
de première part,

- **SCP Energies Renouvelables et Développement Territorial**, société par actions simplifiée à associé unique, au capital de 150.000 € dont le siège est situé au Château du Tholonet, 3099 route de Cézanne – (13100) Le Tholonet, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 851.930.214, représentée par son président, la Société du Canal de Provence et d'Aménagement de la Région Provençale (057.813.131 RCS AIX-EN-PROVENCE) elle-même représentée par Monsieur Jean-Luc IVALDI, en sa qualité de Directeur Général et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration en date du [DATE], ainsi qu'il le déclare.

ci-après dénommée **« SCP-ERDT»**
de deuxième part,

Ci-après désignés ensemble les « **Parties** » ou les « **Associés** » et individuellement une ou la « **Partie** » ou un ou l'« **Associé** ».

En présence de :

- **TERRESOL ENERGIE**, société par actions simplifiée, au capital de 30.000 euros, dont le siège social est situé 28 boulevard National – (13001) Marseille, en cours d'immatriculation auprès du registre du commerce et des sociétés de Marseille, représentée par la société EPACA en sa qualité de Président, elle-même représentée par Madame Virginie Gallon, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilitée aux fins des présentes, ainsi qu'elle le déclare.

Ci-après dénommée la « **Société** »
d'une troisième part,

PROJET

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

A. EPACA est une société anonyme coopérative d'intérêt collectif qui opère dans le domaine de l'énergie en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Fondée sur des valeurs de coopération, de solidarité et de responsabilité écologique, EPACA cherche à promouvoir une transition énergétique plus durable et participative.

B. La mission d'EPACA est de produire de l'électricité d'origine renouvelable, notamment à partir d'énergie solaire.

C. SCP-ERDT est une filiale de la Société du Canal de Provence et d'Aménagement de la Région Provençale (ci-après la « **SCP** »), dédiée au développement de projets d'énergie renouvelable.

D. Par la présente signature du pacte d'associés (ci-après le « **Pacte d'Associés** ») chaque Partie renonce irrévocablement, à compter de ce jour, à tout droit dont elle pouvait être titulaire aux termes de toutes autres conventions de partenariat ou accords précédemment conclus entre elles, à l'exception des Statuts.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Définitions

Les expressions utilisées au Pacte d'Associés et commençant par une majuscule ont le sens indiqué ci-dessous, qu'elles soient utilisées au singulier, au pluriel, à l'infinitif ou conjugués, sauf lorsque le contexte l'exige autrement :

Termes / Expressions	***Signification***
Activité :	Désigne le développement, l'exploitation, la production et le stockage d'énergie au travers des Centrales photovoltaïques au sol, en dehors du cadre des dispositifs de soutien de l'État tels que l'obligation d'achat ou le complément de rémunération.
Associés	Désigne individuellement ou collectivement toute personne détenant une ou des Action(s) de la Société et à ce jour, SCP-ERDT et EPACA
Affilié	Pour toute entité, toute autre entité contrôlée par l'entité en question, et ce, directement ou indirectement ; aux fins de la présente définition, une entité est réputée en contrôler une autre si cette entité détient, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50%) des droits de vote de l'autre entité.
Cédant	Désigne toute Partie qui exprime son intention de procéder à un Transfert.
Centrales	Désigne les parcs photovoltaïques au sol.
Cession	Toute mutation, transfert ou cession, direct ou indirect, à titre gratuit ou onéreux, entre vifs ou en cas de succession, de tout ou partie de la propriété et droits attachés aux Titres, et ce quel qu'en soit le mode juridique, y compris notamment, sans que cette liste soit limitative, par voie de vente, apport, fusion, scission, donation, échange, licitation, constitution de droit réel ou personnel, promesse de cession et nantissement. Le verbe **Céder** s'interprète en conséquence, selon le contexte.

PROJET

Cession de Contrôle	A le sens qui lui est attribué à l'Article 9.
Cessionnaire	Désigne toute personne physique ou morale exprimant son intention de bénéficier d'un Transfert.
Contrôle	Désigne la maîtrise exercée par une société sur une autre au sens des articles L 233-1, L 233-3 et L 233-16 du Code de Commerce, au regard de sa participation dans le capital et/ou de ses droits de vote en assemblée et/ou de l'influence dominante qu'elle exerce.
Comité Stratégique	A le sens qui lui est donné à l'article 4.2.
Code de conduite	A le sens qui lui est donné à l'article 12.2.
Développement	On définit par développement la période couvrant l'obtention de toutes les autorisations administratives et les conventions permettant de réaliser le projet notamment : Bail emphytéotique, permis de construire et d'exploiter purgé de tout recours, convention de crédit, contrat d'achat d'électricité.
Notification	A le sens qui lui est donné à l'Article 19.
Pacte d'Associés	Le présent pacte d'associés, y compris son préambule et ses annexes.
Partie	SCP-ERDT ou EPACA selon le cas.
Parties	SCP-ERDT et EPACA.
Phase de Construction	Désigne la décision du Comité Stratégique de poursuivre la construction d'un Projet sur la base de critères pré établis par le Comité Stratégique.
Phase de Développement	Désigne la décision du Comité Stratégique de poursuivre le développement d'un Projet sur la base de critères pré établis par le Comité Stratégique.
Président	Désigne le Président de la Société.
Prix	Désigne toute contrepartie financière pour le Cédant d'un Transfert.
Projet	Désigne un projet de Centrale photovoltaïque au sol.
Région Sud	Désigne la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
Société	TERRESOL ENERGIE (numéro RCS Marseille)
Sortie	A le sens qui lui est donné à l'article 12.5.
Statuts	Les statuts sociaux de la Société en annexe 1.
Territoire	Désigne le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ses territoires limitrophes et plus largement le territoire français et dans les Départements et Territoires d'Outre-Mer.
Tiers	S'entend de toute personne physique ou morale ou fonds n'étant ni un Associé, ni la Société.
Titres	Désigne toute part sociale, action (les « Actions), valeur mobilière, titre (ou

PROJET

	démembrement de titre) représentatif d'une quotité du capital social de la Société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, par voie de conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital social de la Société, ainsi que tout droit de souscription ou d'attribution et plus généralement tout droit quelconque conféré aux Associés de la Société.
Transfert	Désigne (i) tout transfert de propriété réalisé à titre gratuit ou onéreux à quelque titre que ce soit et sous quelque forme qu'il intervienne, y compris, notamment, les transferts par voie d'apport en société, de fusion, scission, d'échange, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, de décès, de liquidation de société, communauté ou succession ou (ii) renonciation individuelle à un droit de souscription ou d'attribution ou (iii) constitution ou réalisation de sûreté sur les Actions. Il est précisé que l'expression "Transfert d'actions" comprendra aussi bien les Transferts portant sur la propriété des Actions que ceux portant sur la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres démembrements ou droits dérivant d'une Action tels que les droits de vote ou le droit de percevoir un dividende et le verbe "Transférer" s'entendra de la même manière.
Valeur de Marché	Désigne la valeur des Titres, ou de toute autre valeur mobilière émise par la Société, déterminée d'un commun accord entre les Parties concernées par une opération prévue par le Pacte d'Associés et, à défaut d'accord, déterminée par un expert agissant en qualité de mandataire commun des parties, par application de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 2. Objet – Intérêt des Parties

Les Parties ont constitué la Société à l'effet de développer, financer, construire et exploiter en vue notamment de la revente de l'électricité, des Centrales photovoltaïques en région Provence-Alpes-Côte-D'azur**,** sur ses territoires limitrophes et plus largement sur le territoire français et dans les Départements et Territoires d'Outre-Mer.

Les Parties souhaitent se consacrer au développement de l'Activité de la Société en lui apportant leur savoir-faire, leur expérience spécifique et leur notoriété.

Dans le cadre de l'Activité, la Société accomplira les missions suivantes :

- Identification des opportunités des Projets de Centrale ;
- Promotion de l'Activité auprès des administrations locales et des institutionnels présents sur le Territoire ;
- Dimensionnement prévisionnel des Projets de Centrale ;
- Le développement, la construction et l'exploitation des Centrales.
- Assurer la production et la revente d'électricité via des Centrales photovoltaïques au sol.

Le Pacte d'Associés a également pour objet de définir le principal rôle des Parties dans le cadre de l'Activité, les conditions de l'administration de la Société et les termes régissant la liquidité des Titres.

Pour SCP-ERDT et sa société mère, le partenariat prévu aux termes du Pacte d'Associés s'inscrit dans le cadre de sa stratégie partenariale, visant à diversifier son activité.

PROJET

Pour EPACA, le partenariat prévu aux termes du Pacte d'Associés vise à accélérer le développement de Projets photovoltaïques au sol dont le principe et les premières démarches ont été entreprises depuis plus de dix (10) ans.

Article 3. Rôle et engagements des Parties

Les Parties conviennent de répartir leurs rôles respectifs comme suit :

- La SCP sera responsable de l'identification du foncier concédé sur le Territoire et facilitera l'acceptation des Projets par les parties prenantes en assurant une communication efficace et en développant des relations constructives avec les différents acteurs institutionnels et locaux ;

- La société EPACA, sera chargée de la qualification des Projets à réaliser ainsi que de leur développement. Elle assumera la réalisation des Projets identifiés et validés, incluant la conception, la planification, la gestion des ressources, et la supervision des travaux jusqu'à leur achèvement.

Il est précisé que cette répartition des rôles pourra être adaptée en fonction de l'évolution des besoins et de l'activité de la Société, d'un commun accord entre les Parties. À cet effet, des conventions spécifiques seront conclues pour formaliser et préciser cette répartition des rôles.

Article 4. Administration de la Société

La Société est représentée et gérée par un Président sous la supervision d'un comité stratégique (ci-après le « **Comité Stratégique** »).

Les Parties pourront décider ultérieurement de nommer un ou plusieurs directeurs généraux.

Les pouvoirs et attributions respectifs du Président et de la collectivité des Associés sont décrits dans les Statuts, sous réserve des stipulations particulières prévues ci-après. L'organisation du Comité Stratégique et son organisation sont déterminées ci-après.

4.1. Le Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des décisions soumises à l'accord préalable du Comité Stratégique qui figure à l'article 4.2.3 (*Pouvoir décisionnel*) et des décisions relevant de la compétence des Associés en vertu de la loi et des statuts de la Société.

Les Parties conviennent que le premier Président de la Société sera la société EPACA, représentée par Madame Virginie Gallon

4.2. Le Comité Stratégique

4.2.1. Composition

La Société est représentée et gérée par le Président sous la supervision d'un Comité Stratégique composé de trois (3) membres comme suit :

- un membre du Comité Stratégique est nommé sur proposition de SCP-ERDT ;
- deux membres du Comité Stratégique sont nommés sur proposition de EPACA.

Les membres du Comité Stratégique sont nommés pour une durée indéterminée ou déterminée, renouvelable sans limitation, par décision collective des associés.

PROJET

Les Parties désignent les membres suivants comme premiers membres du Comité Stratégique nommés par décisions collective des Associés, pour une durée de trois (3) ans renouvelables, sans limitation :

- Monsieur Jérôme Lelong et Sophie Picard sont nommés par EPACA,
- Monsieur Jean-François Cloarec est nommé par SCP-ERDT ;

Les Parties s'engagent à adopter sans délai toute décision collective des Associés de la Société relative à la nomination des membres du Comité Stratégique en conformité avec les stipulations du présent article.

Les membres du Comité Stratégique sont révocables à tout moment, sans aucun motif, préavis ou indemnité, par décision collective des Associés.

Le Président du Comité Stratégique est nommé à la majorité simple (50+1 voix) parmi ses membres sur proposition de EPACA.

Le président du Comité Stratégique est révocable à tout moment, sans aucun motif ni préavis ou indemnité, par décision des membres du Comité Stratégique, étant précisé que le président, ne pourra pas prendre part à ce vote. Toutefois, le président sera dûment convoqué afin d'y être entendu et être mis en mesure d'apporter toutes explications utiles.

En cas de cessation des fonctions de l'un des membres pour une raison quelconque, l'absence de proposition sous un délai de soixante (60) jours calendaires, selon le cas, d'un membre en remplacement, entraînant la vacance d'un siège au Comité Stratégique, n'aura pour effet ***(i)*** ni d'empêcher la tenue de toute réunion du Comité Stratégique, qui pourra se réunir valablement quand bien même le quorum sur première convocation visé à l'article 4.2.2 (*Réunion du Comité Stratégique*) ne serait pas réuni, à condition toutefois qu'au moins un membre nommé par SCP-ERDT et un membre nommé par EPACA soit présent ou représenté à ladite réunion, ***(ii)*** ni d'empêcher la prise de toutes décisions de gestion, opérationnelles, stratégiques et financières par le Comité Stratégique.

4.2.2. Réunions du Comité Stratégique

Le Comité Stratégique se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et dans la mesure du possible au moins une fois par an.

Le Comité Stratégique est convoqué par son président ou par un (1) ou plusieurs membre(s) du Comité Stratégique agissant seul ou conjointement, par tout moyen écrit (y compris par courrier électronique avec confirmation de réception), au moins quinze (15) jours calendaires avant la tenue de la réunion concernée sur première convocation (ce délai étant ramené à huit (8) jours calendaires sur seconde convocation). Le Comité Stratégique pourra également se réunir sans délai ***(i)*** si tous les membres du Comité Stratégique l'acceptent par écrit ou ***(ii)*** si tous les membres du Comité Stratégique sont présents ou représentés à la réunion concernée. Tout avis de convocation devra contenir l'ordre du jour de la réunion concernée et être accompagné de tous documents pertinents pour les besoins de la réunion concernée.

À l'initiative de l'auteur de la convocation, les réunions du Comité Stratégique pourront être tenues :

- physiquement en tout lieu indiqué dans la convocation et/ou par visioconférence, téléconférence ou tout autre moyen moderne de communication, étant toutefois précisé que, nonobstant la forme de la réunion arrêtée dans la convocation à une réunion du Comité Stratégique, chaque membre du Comité Stratégique pourra, en toute circonstance, y assister valablement par visioconférence ou téléconférence ; ou

- par consultation écrite.

PROJET

Chaque membre du Comité Stratégique pourra donner, par tout moyen écrit (y compris par courrier électronique), mandat à tout autre personne, membre du Comité Stratégique ou non, de le représenter à toute réunion du Comité Stratégique, le nombre de pouvoirs donnés à un membre du Comité Stratégique n'étant pas limité.

Le Comité Stratégique ne pourra valablement délibérer sur première convocation que si tous les membres du Comité Stratégique sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint sur première convocation, le Comité Stratégique sera à nouveau convoqué pour une nouvelle réunion (sur le même ordre du jour) devant se tenir au moins quinze (15) jours après la date de la première réunion du Comité Stratégique. Le Comité Stratégique ne se réunira valablement sur deuxième convocation que si le membre nommé par la SCP-ERDT et l'un des membres nommé par EPACA sont présents ou représentés. Si le quorum est atteint sur deuxième convocation, l'absence d'un des membres nommé n'aura pour effet ***(i)*** ni d'empêcher la tenue de la réunion concernée, ***(ii)*** ni, le cas échéant, la prise de toute décision par le Comité Stratégique.

Chaque réunion du Comité Stratégique est présidée par son président ou, en cas d'absence, par le membre du Comité Stratégique élu au début de la réunion concernée, par décision prise à la majorité renforcée par au moins 2/3 de ses membres présents ou représentés à ladite réunion.

Toute autre personne pourra participer aux réunions du Comité Stratégique sous réserve de l'accord de la majorité des membres.

Le Comité Stratégique devra statuer sur l'ensemble des décisions dont la liste figure à l'article 4.2.3 (*Pouvoir décisionnel*).

Chaque membre du Comité Stratégique présent ou représenté disposera d'une voix. Aucune voix n'est prépondérante.

Aucune décision telle que listée à l'article 4.2.3 (*Pouvoir décisionnel*) ne peut être prise par la Société sans avoir été approuvée au préalable par le Comité Stratégique, ni par le Président de la Société, ni par un éventuel directeur général de la Société, ni par la collectivité des Associés.

Les membres du Comité Stratégique ne sont pas rémunérés à ce titre.

Les membres du Comité Stratégique ainsi que leurs mandataires seront tenus de conserver un caractère confidentiel à toute information dont ils auront eu connaissance dans le cadre de leurs fonctions.

Les procès-verbaux des réunions adoptées par le Comité Stratégique devront être signés par le président de séance. Les décisions adoptées en Comité Stratégique devront obligatoirement être retranscrites dans un registre chronologique qui sera tenu au siège social de la Société et consultable à tout moment par ses membres et les associés.

4.2.3.<u>Pouvoir décisionnel</u>

Le Comité Stratégique détermine les orientations stratégiques et opérationnelles de l'Activité de la Société.

Il est rappelé aux termes du présent Pacte d'Associés qu'aucune décision listées ci-dessous ne pourra être prise par le Président de la Société et par la collectivité des Associés sans l'accord préalable du Comité Stratégique.

<u>Les décisions prises à l'unanimité des membres</u>

Les décisions suivantes devront être prises à l'unanimité par les membres du Comité Stratégique :

- Validation des décisions relatives au lancement des études ainsi qu'au début des phases de développement, de construction, et d'exploitation des projets ;

PROJET

- Validation des conditions contractuelles de l'EPC (Engineering, Procurement, and Construction) pour chaque projet de centrale ;

- Souscription de tout emprunt bancaire ;

- Approbation préalable des conventions réglementées telles que définies par la loi ainsi que toutes les conventions conclues entre la Société et l'un de ses associés et/ou l'un de ses dirigeants (notamment les conventions d'apports en compte courant d'associés, la convention d'achat du tarif de l'électricité, etc.).

- Validation du tarif d'achat d'électricité ;

- Validation du budget annuel et de toute modification qui, seule ou cumulativement avec les autres modifications déjà décidées, entraîne un surcoût de 30.000 euros HT par rapport au budget initial, auquel cas les Parties conviennent qu'elles se réuniront au sein des organes compétents de la société aux fins d'établir un nouveau budget ;

Article 5. Structuration juridique et économique des Centrales

5.1. Projets

Le Comité Stratégique réalisera un business plan qui permettra notamment d'apprécier la viabilité économique du Projet. Les Projets seront portés par la Société dont le capital est réparti entre les Parties de la manière suivante :

Quote-part du capital de la Société pour EPACA	51 %
Quote-part du capital de la Société pour SCP-ERDT	49 %

Chaque Projet devra faire l'objet d'une décision de lancement de la Phase de Développement et d'une décision de lancement de la Phase de Construction sur la base de critères qui seront déterminés par le Comité Stratégique. Cette décision doit être prise à l'unanimité des membres du Comité Stratégique conformément à l'article 4.2.3 (*Pouvoir décisionnel*).

5.2. Financement de la Société et de l'Activité

Le financement de l'Activité et de la Société se fera par apport en compte courant des Associés et/ou par financement bancaire.

Le financement de la Phase de Développement et de la Phase de Construction d'un Projet sera réalisé avec la répartition suivante :

ENERCOOP PACA	51%
SCP- ERDT	49%

Les Parties ont convenu que l'apport initial devra être versé en compte courant d'associés aux fins de financer l'Activité dans les conditions et selon les modalités qui restent à définir entre les Parties. Le remboursement des comptes courants d'associés sera prioritaire avant toute distribution de dividendes aux Associés.

Dans le cas où une des Parties ne pourrait pas alimenter les comptes courants faute de trésorerie disponible, l'autre Partie fera ses meilleurs efforts pour financer la quote-part de la Partie défaillante.

PROJET

Article 6. Transfert des Titres

Les articles 14 (*Cession et transmission des actions*) et 15 (*Inaliénabilité des actions*) des statuts de la Société définissent les modalités de Transfert des Titres de la Société, l'agrément d'un nouvel associé et d'inaliénabilité des Titres de la Société.

6.1. Transferts libres

Par dérogation aux articles 14.2 (*Agrément*), 14.3 (*Nullité*) et 15 (*Inaliénabilité des actions*) des statuts de la Société, les Titres sont librement cessibles par un Associé au profit de toute personne physique ou morale Associé de la Société (ci-après le « **Transfert Libre** »), étant précisé que les stipulations du présent Pacte d'Associés relatives aux droits de préemption des Parties ne s'appliquent pas auxdits Transferts libres.

Les Transferts Libres devront faire l'objet d'une Notification de Transfert aux autres Parties par l'Associé cédant au plus tard soixante (60) jours calendaires avant la date de Transfert.

6.2. Préemption

6.2.1. Principe

Chaque Partie (ci-après dénommée le « **Cédant** » pour les besoins du présent article), s'engage, à titre irrévocable et définitif, si elle décide de Transférer (ce projet de Transfert étant ci-après désigné le « **Projet de Transfert** » pour les besoins du présent article), tout ou partie de ses Titres à un Tiers (ci-après dénommé(e) le « **Cessionnaire** » pour les besoins du présent article), à proposer aux autres Parties (ci-après dénommées ensemble les **« Bénéficiaires** » et séparément un ou le « **Bénéficiaire** » pour les besoins du présent article), de les acquérir aux mêmes modalités et conditions, notamment de prix, que celles proposées par le Cessionnaire, par préférence à celui-ci.

Il est précisé, en tant que de besoin, que le droit de préemption stipulé au présent article prime sur ***(i)*** la procédure d'agrément stipulé à l'article 14.2 (*Agrément*) des statuts de la Société, et sur ***(ii)*** le droit de sortie conjointe stipulé à l'article 6.3 (*Sortie conjointe proportionnelle ou totale*) du Pacte d'Associés.

En conséquence, une Partie pourra librement préempter les Titres qu'une Partie souhaite Transférer dans l'hypothèse où le Transfert considéré s'inscrit dans ***(i)*** la procédure d'agrément prévue à l'article 14.2 (*Agrément*) des statuts de la Société, et sur ***(ii)*** le mécanisme prévu à l'article 6.3 (*Sortie conjointe proportionnelle ou totale*).

6.2.2. Procédure de droit commun

6.2.2.1. Notification du Projet de Transfert

Le Cédant s'oblige à notifier dans les conditions et selon les modalités de l'article Article 19 (*Notifications*) aux Bénéficiaires le Projet de Transfert soumis à préemption en indiquant :

a) le nombre et la nature des Titres dont le Transfert est envisagé par le Cédant, ainsi que le nombre total de Titres détenus par le Cédant ;

b) la nature juridique, les conditions et modalités du Transfert souhaité ou envisagé et (éventuelles conditions suspensives, déclarations et garanties, etc.) sauf en cas de Transfert Libre;

c) Les nom, prénom et domicile du cessionnaire ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, l'adresse de son siège social, le montant de son capital, le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ainsi que l'identité de ses dirigeants sociaux et, sous réserve des informations disponibles pour les sociétés cotées, la répartition du capital, l'identité des actionnaires, associés ou

PROJET

membres de la personne morale cessionnaire, ainsi que l'identité de la ou des personne(s) qui la Contrôle(nt) au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;

d) les liens financiers ou autres, directs ou indirects, existant le cas échéant entre le Cédant et le cessionnaire envisagé ;

e) le prix par Titre du Transfert envisagé au cessionnaire, sauf en cas de Transfert Libre visé à l'article 6.1, qui devra être exprimé en numéraire et par catégorie de Titres le cas échéant.

f) les modalités de paiement du prix et toutes autres modalités et conditions du Transfert.

6.2.2.2. Prix des Titres cédés en cas d'exercice du droit de préemption

En cas d'exercice du droit de préemption visé au présent article, le prix d'achat des Titres à transférer aux Bénéficiaires du droit de préemption correspondra au prix en numéraire convenu entre le Cédant et le Cessionnaire, tel que visé dans le Projet de Transfert

6.2.2.3. Exercice du droit de préemption

Chaque Bénéficiaire (autre que le Cédant) bénéfice d'un droit de préemption pour tout Projet de Transfert de Titre qui serait envisagée par un autre Associé, quel que soit le Cessionnaire.

Préalablement au Transfert envisagé, l'Associé Cédant devra procéder à la notification du Projet de Transfert dans les conditions et selon les modalités décrites à l'article 6.2.2.1 (*Notification du Projet de Transfert*) du présent Pacte d'Associés.

Chaque Bénéficiaire pourra exercer son droit de préemption en notifiant au Cédant, dans les conditions de l'article Article 19 (*Notifications*) ci-dessous, son intention d'acquérir les Titres mentionnés dans le Projet de Transfert dans le délai de cent vingt (120) jours à compter de la notification du Projet de Transfert (ci-après désigné le « **Délai de Préemption** »).

Le Bénéficiaire pourra renoncer à son droit de préemption avant l'expiration du délai de 120 jours.

La préemption ne pourra porter que sur la totalité des Titres dont la cession est envisagée dans le Projet de Transfert.

En cas d'exercice de leur droit de préemption par plusieurs Bénéficiaires, la répartition des Titres préemptés se fera au prorata du nombre de Titres détenus par les autres Bénéficiaires dans le capital social de la Société. En cas de rompus le ou les Titres restants seront attribués au Bénéficiaire détenant le plus grand nombre de Titres dans le capital de la Société, ou, en cas d'égalité, à celui qui aura notifié le premier son intention d'exercer son droit de préemption.

Si les Bénéficiaires ne préemptent pas la totalité des Titres que le Cédant envisage de céder dans le Projet de Transfert, celui-ci sera libre de procéder au Transfert des Titres mais seulement au(x) Cessionnaire(s) et aux prix et conditions énoncés dans la notification du Projet de Transfert, sous réserve du respect des autres stipulations du présent Pacte d'Associés et des statuts.

En cas d'exercice du droit de préemption, dans les formes et le Délai de Préemption prévus ci-dessus, sur la totalité au moins des Titres faisant l'objet du Projet de Transfert, le Cédant devra, dans les soixante (60) jours suivant l'expiration du Délai de Préemption, signer un acte portant Transfert de la totalité des Titres faisant l'objet du Projet de Transfert au profit du ou des Bénéficiaires et, de manière générale, remettre auxdits Bénéficiaires tous les documents nécessaires à la réalisation et l'opposabilité du Transfert des Titres à leur profit.

PROJET

En cas de défaillance du Cédant, les Bénéficiaires qui auront exercé leur droit de préemption pourront agir en justice, sans préjudice des dommages et intérêts qu'ils pourraient réclamer, afin d'obtenir l'exécution forcée des obligations du Cédant aux termes du présent article, étant précisé que les Parties non défaillantes auront la faculté d'agir librement en exécution forcée et/ou à l'effet d'obtenir des dommages et intérêts.

6.2.2.4. Défaut d'exercice ou renonciation au droit de préemption du bénéficiaire

Le Cédant pourra librement réaliser le Projet de Transfert s'il n'a pas reçu de notification dans les formes et le Délai de Préemption sus-indiqués, ou si les Bénéficiaires ont exercé leur droit de préemption sur une partie seulement des Titres dont le Transfert est envisagé, auquel cas le Cédant pourra Transférer l'intégralité des Titres faisant l'objet du Projet de Transfert et pas seulement les Titres n'ayant pas été préemptés, sous réserve du respect de la procédure d'agrément stipulée à l'article 14.2 (*Agrément*) des statuts de la Société, de l'article 15 (*Inaliénabilité des actions*) des statuts de la Société ainsi que des autres stipulations du présent Pacte d'Associés.

6.2.3. Procédure spéciale en cas de contestation du prix donnant lieu à expertise

Dans la seule hypothèse d'un Projet de Transfert ne prévoyant pas un paiement du prix des Titres exclusivement en numéraire, notamment, mais sans que cette liste ne soit exhaustive, en cas de donation, d'échange, d'apport, de fusion, de scission ou des formes combinées de ces formes de transfert de propriété, un ou plusieurs Bénéficiaires pourront notifier au Cédant et aux autres Bénéficiaires, dans les cent vingt (120) jours calendaires du Délai de Préemption, leur contestation du montant du prix annoncé dans la notification du Projet de Transfert. En cas de contestation du prix prévu au Projet de Transfert donnant lieu à expertise, la procédure de droit commun prévue à l'article 6.2.2 (*Procédure de droit commun*) sera applicable à l'exception des modalités spécifiques prévues ci-après.

La contestation d'un Bénéficiaire aura pour effet d'interrompre le Délai de Préemption et de rendre caduc l'exercice du droit de préemption qui aurait été notifié par un ou plusieurs Bénéficiaires.

Les Parties concernées devront désigner un expert. À défaut d'accord sur le choix de cet expert, la Partie la plus diligente pourra requérir du président du tribunal de commerce du siège social de la Société statuant en la forme des référés et sans recours possible, la désignation d'un expert.

L'expert agira en qualité de mandataire commun des Parties, au sens de l'article 1843-4 du code civil et il aura l'obligation d'appliquer les termes du Pacte d'Associés.

Afin de remplir sa mission, l'expert aura accès à tous les documents nécessaires et/ou utiles à l'exercice de sa mission en la possession de la Société et des Parties.

Il devra établir un rapport écrit faisant état de ses diligences et de ses conclusions et mettre en mesure les Parties concernées, assistées de leurs conseils respectifs, de faire valoir leurs positions sur le montant de la contrepartie annoncé par le Cédant dans la notification du Projet de Transfert.

L'expert devra notifier son rapport aux Parties, dans un délai de soixante (60) jours calendaires suivant sa désignation (ce délai pouvant être prorogé, à la demande de l'expert, pour une période de trente (30) jours calendaires supplémentaires), étant précisé que le non-respect de ce délai par l'expert ne remettrait en aucun cas en cause la possibilité pour le Bénéficiaire d'exercer le droit de préemption, la réalisation de la cession étant simplement décalée au délai technique nécessaire à l'expert pour remettre son rapport.

Dans l'hypothèse où l'expert ne veut ou ne peut accomplir sa mission, pour quelque raison que ce soit, il serait également fait application des stipulations ci-dessus pour désigner un nouvel expert jusqu'à la nomination d'un expert définitif fixant le montant de la contrepartie.

Les honoraires et frais d'expertise seront supportés par le Cédant si la valeur de la contrepartie arrêtée par l'expert est inférieure au montant de la contrepartie indiqué dans la notification du Projet de Transfert ou, dans

PROJET

le cas contraire, par le ou les Bénéficiaires contestataires, le montant des honoraires étant réparti entre ces contestataires au prorata du nombre des Titres qu'ils détiendront respectivement dans le capital social de la Société.

Le Cédant, d'une part, et le ou les Bénéficiaires contestataires au prorata du nombre de Titres qu'ils détiendront respectivement dans le capital social de la Société, d'autre part, paieront à concurrence de cinquante pour cent (50 %) chacun l'éventuelle provision à valoir sur les honoraires et frais d'expertise, à charge pour la Partie supportant les frais et honoraires d'expertise en application de l'alinéa qui précède de rembourser à l'autre Partie la quote-part de provision payée par ses soins.

Les Bénéficiaires pourront exercer leur droit de préemption au prix déterminé par l'expert selon la procédure prévue ci-dessus, sous réserve d'un Délai de Préemption réduit à quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la notification du rapport de l'expert.

6.3. Sortie conjointe proportionnelle ou totale

Sous réserve ***(i)*** des stipulations relatives aux Transferts Libres, ***(ii)*** du respect de la période d'inaliénabilité prévue à l'article 15 des statuts de la Société, ***(iii)*** du respect de la procédure d'agrément décrite dans les statuts de la Société, et ***(iv)*** sans préjudice de l'exercice du droit de préemption ci-dessus, en cas de Transfert de Titres par une Partie (ci-après le « **Cédant** ») à tout Tiers (ci-après le « **Cessionnaire** »), chacune des autres Parties peut exercer un droit de sortie conjointe et proportionnelle aux termes duquel le Cédant doit acquérir ou faire acquérir par le Cessionnaire un nombre de Titres des autres Parties en ayant fait la demande proportionnel au nombre de Titres que le Cédant souhait Transférer au Cessionnaire par rapport à tous les Titres que le Cédant détient (ci-après les « **Titres Cédés** » pour les besoins du présent article).

Pour le cas où le Transfert de Titres par le Cédant au Cessionnaire, seul ou associé à toute autre Transfert au cours d'une période de dix-huit (18) mois à compter du premier Transfert, entraînerait un changement de Contrôle, chacune des autres Parties peut exercer un droit de sortie conjointe totale portant sur la totalité de ses Titres.

Chacune des autres Parties bénéficie d'un délai de cent vingt (120) jours à compter de la notification du projet de Transfert faite conformément aux statuts pour faire savoir à la Partie cédante si elle entend exercer son droit de sortie conjointe.

En cas d'exercice du droit de sortie conjointe, le prix de chacun des Titres Transférés par la Partie ayant exercé son droit de sortie conjointe est égal :

a) si le Transfert est une vente : au prix indiqué dans la Notification de Transfert faite conformément aux statuts de la Société ; ou

b) dans les autres cas (notamment si le Transfert est une donation, un apport, une fusion (ou assimilée), une transmission universelle de patrimoine, etc.) : au prix convenu ou, à défaut d'accord, le prix déterminé selon les dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

L'acquisition des Titres Transférés par la Partie ayant exercé son droit de sortie conjointe doit intervenir obligatoirement dans le même délai que le Transfert des Titres par le Cédant (ou à l'issue de la procédure de détermination du prix à dire d'expert, le cas échéant). Pour la réalisation du Transfert :

a) la Partie ayant exercé son droit de sortie conjointe remet les ordres de mouvement de titres nécessaires dûment complétés et signés ;

b) le Cessionnaire verse le prix en numéraire ; et

c) la Partie ayant exercé son droit de sortie conjointe et le Cessionnaire s'engagent à signer et à se remettre tous autres documents nécessaires ou requis pour le transfert de propriété des Titres cédés.

PROJET

Le Transfert des Titres cédés est effectué avec tous les droits qui y sont attachés (notamment les droits à tous dividendes déclarés à compter du Transfert), libre de tout privilège et autre droit au profit de Tiers, sans déclarations et garanties autres que la propriété des Titres cédés et le droit d'en disposer, et les droits de mutation sont à la charge du Cessionnaire.

En cas de défaillance des obligés à la suite de l'exercice du droit de sortie totale visé au présent article, les Associés qui auront usé de ce droit auront la faculté :

a) de déposer les actes de Transfert dûment signés entre les mains d'un Tiers séquestre - dont ils notifieront l'identité et le domicile aux intéressés, à charge pour lui de les remettre au Cessionnaire contre remise du prix,

b) et de mettre les intéressés en demeure de verser le prix au Tiers séquestre dans un délai de trente (30) jours.

A défaut d'exercice du droit de sortie conjointe, ce droit devient caduc pour l'opérant de Transfert du Cédant concerné.

Article 7. Anti-Dilution

À l'occasion de toute nouvelle émission de Titres (ci-après désignée l'« **Émission** »), chacune des Parties bénéficiera du droit de maintenir sa participation dans le capital de la Société, tel qu'il résultera de l'Émission, au prorata de sa détention de Titres dans le capital de la Société.

En conséquence, les Parties s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à faire usage de leurs pouvoirs et droits de vote au sein de la Société afin de permettre à chaque Partie qui le souhaite, en cas d'Émission, de souscrire à l'Émission ou à une émission de Titres complémentaire qui lui serait réservée dans un délai de cent quatre-vingt (180) jours calendaires à compter de l'Émission, et ce, à des conditions notamment de prix d'émission, identiques à celles retenues dans le cadre de l'Émission.

Article 8. Clause de médiation en cas de situation de blocage entre Associés

En cas de désaccord significatif ou de situation de blocage entre les Associés, concernant la gestion de la Société, la prise de décisions importantes, ou toute autre question relative au présent Pacte d'Associés, les Parties conviennent d'engager une procédure de médiation préalablement à toute action contentieuse.

A ce titre, en cas de désaccord significatif ou de situation de blocage, les Parties s'engagent, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification écrite du désaccord par l'une des Parties, à désigner conjointement un médiateur indépendant et qualifié exerçant ses fonctions au sein du centre CMA Aix-Med. Ce médiateur devra être choisi d'un commun accord entre les Associés, ou, à défaut, désigné par le tribunal de commerce compétent, statuant en la forme des référés, à l'initiative de la Partie la plus diligente.

La médiation sera menée de manière confidentielle, et chaque Associé s'engage à participer de bonne foi au processus. Le médiateur s'efforcera de faciliter un accord amiable entre les Parties dans un délai maximum de cent vingt (120) jours à compter de sa désignation, sauf prorogation convenue entre les Parties.

Toute solution trouvée à l'issue de la médiation sera consignée dans un accord écrit et signé par l'ensemble des Associés concernés. Cet accord aura force obligatoire et constituera un avenant au présent Pacte d'Associés.

En cas d'échec de la médiation, ou si aucun accord n'est trouvé dans le délai imparti, chaque Associé retrouvera sa pleine liberté de recours et pourra saisir le tribunal compétent pour régler le différend.

PROJET

Les Parties s'engagent à conserver strictement confidentiel tout échange, document, ou information communiquée durant le processus de médiation, et ce même en cas d'échec de la médiation.

Les frais de la médiation, y compris la rémunération du médiateur, seront partagés à parts égales entre les Parties, sauf accord contraire.

Article 9. Droit de regard en cas de Changement de Contrôle

9.1. Définitions

- **Cession de Contrôle** : désigne toute Cession entraînant un changement de contrôle dans le capital social de l'une des Parties au profit de tout Tiers. Aux fins de la présente définition, une entité est réputée en contrôler une autre si cette entité détient, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50%) des droits de vote de l'autre entité.

- **Contrôle** : désigne la maîtrise exercée par une société sur une autre au sens des articles L 233-1, L 233-3 et L 233-16 du Code de Commerce, au regard de sa participation dans le capital et/ou de ses droits de vote en assemblée et/ou de l'influence dominante qu'elle exerce.

9.2. Notification de changement de contrôle

Les Parties s'engagent à notifier par écrit à l'autre Partie tout projet de Changement de Contrôle au sein de leur capital social (ci-après la « *Notification du Changement de Contrôle* ») au moins soixante (60) jours calendaires avant la date prévue pour la réalisation de l'opération entraînant une Cession de Contrôle.

9.3. Droit de regard

Les Parties conviennent que la Partie ayant reçu la Notification du Changement de Contrôle aura le droit d'examiner et d'évaluer l'opération entraînant ce Changement de Contrôle afin de déterminer son impact potentiel sur la gestion de la Société.

La Partie faisant l'objet d'un Changement de Contrôle s'engage à fournir toutes les informations pertinentes concernant l'opération en question.

En cas de désaccord de la Partie destinataire de la Notification du Changement de Contrôle sur l'opération envisagée, les Parties s'engagent à renégocier les termes et conditions du présent Pacte d'Associés afin de préserver les intérêts de la Société.

Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée après un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la Notification du Changement de Contrôle, la Partie lésée aura le droit d'exercer un droit de sortie forcée.

Article 10. Cadre contractuel entre les Parties et la Société

10.1. Conclusion des conventions entre EPACA et la Société

10.1.1. Avant la mise en service des Projets de Centrale

Préalablement à la mise en service des Projets de Centrales les Parties conviennent que les conventions suivantes seront conclues entre la Société et EPACA :

a) ***Un contrat de développement*** qui sera conclue dans les conditions et selon les modalités qui restent à définir entre les Parties. Les termes et les conditions de ladite convention devra faire l'objet d'une décision prise à l'unanimité par les membres du Comité Stratégique.

PROJET

b) ***Une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage en phase réalisation (AMO)*** qui sera conclue dans les conditions et selon les modalités qui restent à définir entre les Parties. Les termes et les conditions de ladite convention devra faire l'objet d'une décision prise à l'unanimité par les membres du Comité Stratégique

10.1.2. <u>Après la mise en service des Projets de Centrale</u>

Postérieurement à la mise en service des Projets de Centrales les Parties conviennent que les conventions suivantes seront conclues entre la Société et EPACA :

a) ***Une convention d'exploitation*** qui sera conclue dans les conditions et selon les modalités qui restent à définir entre les Parties. Les termes et les conditions de ladite convention devra faire l'objet d'une décision prise à l'unanimité par les membres du Comité Stratégique

b) ***Une convention d'assistance administrative, juridique, financière et comptable*** qui sera conclue dans les conditions et selon les modalités qui restent à définir entre les Parties. Les termes et les conditions de ladite convention devra faire l'objet d'une décision prise à l'unanimité par les membres du Comité Stratégique

c) ***Contrat long terme de gré à gré (PPA)***

L'énergie produite sera vendue de préférence par la Société au fournisseur d'électricité Enercoop dans le cadre d'un contrat long terme de gré à gré (PPA) au regard des conditions financières du marché de l'énergie. Les termes et les conditions de ladite convention devra faire l'objet d'une décision prise à l'unanimité par les membres du Comité Stratégique.

10.2. <u>Conclusion des conventions entre SCP-ERDT et la Société</u>

<u>Après la mise en service des Projets de Centrale</u>

Postérieurement à la mise en service des Projets de Centrales les Parties conviennent que les conventions suivantes seront conclues entre la Société et SCP :

a) ***Une convention d'exploitation de proximité*** qui sera conclue dans les conditions et selon les modalités qui restent à définir entre les Parties. Les termes et les conditions de ladite convention devra faire l'objet d'une décision prise à l'unanimité par les membres du Comité Stratégique

b) ***Un droit d'alignement au profit de SCP***

Les Parties conviennent d'ores et déjà que SCP pourra effectuer des prestations relatives à la maintenance préventive et curative de l'ensemble des Centrales appartenant à la Société. Dans ce cadre, SCP bénéficiera d'un droit d'alignement sur toutes les prestations nécessaires en comparaison aux entreprises consultées et à leurs tarifs.

Article 11. <u>Assurance</u>

La Société souscrira, dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de signature du Pacte d'Associés, des polices d'assurance professionnelle portant sur toute responsabilité pouvant être encourue par tout membre du Comité Stratégique et tout dirigeant de la Société dans l'exercice de ses fonctions (à l'exception de la responsabilité pénale), conformément aux pratiques habituelles à cet égard, sauf à ce que chacun des Associés justifie disposer d'ores et déjà de telles assurances couvrant les dirigeants et membres du Comité Stratégique nommé au sein de la Société.

PROJET

Article 12. Ethique des affaires et principes de développement durable

12.1. Règles d'éthique des affaires et principes de développement durables applicables à EPACA

Les Parties reconnaissent que la société EPACA ne dispose pas d'un code de conduite interne formel à ce jour.

Malgré l'absence d'un code de conduite interne, EPACA s'engage expressément à respecter les principes et les dispositions énoncés dans la Charte Énergie Partagée. Cette charte constitue le référentiel de bonnes pratiques et de conduite que la Société s'engage à suivre dans le cadre de ses activités (ci-après la « ***Charte Energie Partagée*** »).

12.2. Règles d'éthique des affaires et principes de développement durables applicables à SCP-ERDT

Compte tenu de la détention de la totalité du capital social de SCP-ERDT par SCP, société d'économie mixte, qui pour l'ensemble de ses collaborateurs, partenaires et fournisseurs a mis en place un code de conduite des affaires et a mis en œuvre un dispositif de prévention visant notamment à assurer son strict respect, ainsi qu'un dispositif de contrôle d'intégrité des tiers et d'alerte, il est rappelé l'importance pour SCP-ERDT et sa société mère de respecter les dispositions de son code de conduite qui édicte certaines règles afférentes à l'éthique des affaires et à la lutte contre la corruption. Ce code de conduite est disponible sur le site de SCP.

Chacune des Parties s'engage à ne rien faire qui puisse conduire la Société à ne pas respecter le Code de Conduite SCP et la Charte Énergie Partagée mentionnés ci-dessus qui constituent pour chaque Partie des éléments essentiels que la Société devra respecter dans l'ensemble de ses activités.

La Société :

- s'engage à fournir aux Associés toutes informations pertinentes afin de valider le respect permanent de l'Activité, du code de conduite et de la Charte Energie Partagée mentionnés ci-dessus, et
- autorise les Associés à accéder à ses sites et à ses archives afférentes à ses activités, moyennant le respect d'un préavis d'un (1) mois, en vue d'auditer et contrôler le respect permanent de l'Activité, du Code de Conduite et des Principes, aux frais de l'Associé demandeur et ce dans le respect des principes et limites édictés ci-dessous :
  - l'audit peut être réalisé par l'Associé concerné directement ou par tout mandataire de son choix ;
  - un préavis d'un (1) mois doit être respecté ;
  - L'audit se déroule pendant les jours ouvrables et aux heures de bureau de la Société ;
  - La Société doit satisfaire à toutes les demandes raisonnables d'information et de documentation.

Les informations reçues à cet égard par les Associés et par leur organisme externe ou interne agréé sont traitées de manière confidentielle, sous réserve de la réglementation applicable.

12.3. Règles d'éthique des affaires

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour que la Société exerce son Activité et obtienne de ses fournisseurs, sous-traitants et prestataires de services, français et étrangers, qu'ils prennent l'engagement d'exercer leurs activités :

- dans des conditions conformes aux principes généraux et règles résultant de la Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du 4 Novembre 1950 et des prescriptions ou recommandations du Bureau International du Travail, notamment au regard de la protection de l'enfance ;

PROJET

- en évitant ou en limitant, autant que les techniques disponibles le permettent, les atteintes à l'environnement ;

- en cas d'exploitation d'un site ou d'une messagerie sur le réseau Internet, en ne délivrant aucun message qui heurte la morale commune ou les principes généraux et règles résultant de la Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales ; et

- à mettre en place des mesures de contrôle appropriées en ce qui concerne le respect de ces engagements.

12.4. Règles relatives à la responsabilité sociale, sociétale et environnementale

Conformément aux principes pour l'investissement responsable établis sous l'égide des Nations Unies, les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts aux fins d'inscrire la Société, son Activité et ses développements dans une démarche conforme aux critères environnementaux, sociaux, sociétaux, et de bonne gouvernance d'entreprise (critères "ESG").

12.5. Sortie de SCP-ERDT

(i) Pour le cas où l'Activité, le Code de Conduite et/ou les Principes ne seraient pas respectés, ou en cas de Changement de Contrôle visé à l'Article 9 (*Droit de regard en cas de Changement de Contrôle*), SCP-ERDT se réserve le droit de se retirer du capital social de la Société, nonobstant toute stipulation contraire du Pacte d'Associés ou des statuts de la Société. SCP-ERDT peut alors notifier, dans les quatre-vingt-dix (90) jours calendaires suivant la date à laquelle il a eu connaissance de l'événement, à la Société et aux autres Parties, ***(a)*** l'exposé motivé de l'évènement constituant un non-respect de l'Activité, du Code de Conduite et/ou des Principes, et ***(b)*** son intention de céder tous ses Titres de la Société (ci-après la « **Sortie** »).

La Société et les autres Parties s'engagent alors à déployer tous efforts commercialement raisonnables pour organiser de bonne foi la Sortie de SCP-ERDT selon des modalités mutuellement acceptables, en particulier par la vente des Titres de SCP-ERDT, et les dispositions des articles 14.2 (*Agrément*), 15 (*Inaliénabilité des actions*) des statuts sociaux et les articles 6.2 (*Préemption*), 6.3 (*Sortie conjointe proportionnelle ou totale*) et Article 8 (*Clause de Médiation en cas de Situation de blocage entre Associés*) du Pacte d'Associés ne s'appliquent pas à cette Sortie de SCP-ERDT.

Si toutefois la Sortie de SCP-ERDT n'a pu être réalisée dans un délai de six (6) mois à compter de la notification susvisée, les autres Associés s'engagent :

- à racheter la participation de SCP-ERDT à sa Valeur de Marché,
- ou à confier à un tiers un mandat en vue du Transfert des Titres de la Société détenues par SCP-ERDT.

Si aucune de ces solutions n'a abouti à la Sortie de SCP-ERDT dans un délai de dix-huit (18) mois à compter de la notification de SCP-ERDT susvisée, les Associés devront alors décider de dissoudre par anticipation la Société.

(ii) Pour le cas où la Société ferait l'objet d'une fusion ou d'une scission ayant les mêmes effets qu'un changement de Contrôle et que SCP-ERDT estimerait raisonnablement, le cas échéant, que cette opération peut avoir un impact négatif sur la réalisation de son Activité ou sur le respect par la Société du Code de Conduite ou des Principes, SCP-ERDT peut effectuer une Sortie selon les stipulations de l'article 12.5(i) (*Sortie de SCP-ERDT*) en respectant, *mutatis mutandis*, la procédure qui y est décrite qui s'applique dans son intégralité y compris jusqu'à la dissolution de la Société, le cas échéant.

PROJET

(iii) Pour le cas où SCP-ERDT démontrerait que la présence d'un investisseur (actuel ou futur) dans la Société (sous quelque forme que ce soit) entraînerait pour SCP-ERDT un risque notamment au regard d'une violation éventuelle du Code de Conduite ou des Principes, SCP-ERDT peut effectuer une Sortie selon les stipulations de l'Article 12.5(i) (*Sortie de SCP-ERDT*) en respectant, *mutatis mutandis*, la procédure qui y est décrite qui s'applique dans son intégralité y compris jusqu'à la dissolution de la Société, le cas échéant.

(iv) Pour le cas où une stipulation du Pacte d'Associés ne serait pas respectée d'une manière préjudiciable à SCP-ERDT, SCP-ERDT peut effectuer une Sortie selon les stipulations de l'Article 12.5(i) (*Sortie de SCP-ERDT*) en respectant, *mutatis mutandis*, la procédure qui y est décrite qui s'applique dans son intégralité, y compris jusqu'à la dissolution de la Société, le cas échéant.

Chacune des Parties s'engage expressément à coopérer à la bonne réalisation de l'opération concernée et à faire ses meilleurs efforts en vue de permettre la mise en œuvre du Transfert des Titres de la Société aux meilleures conditions. Il est expressément convenu entre les Parties que les frais et honoraires de l'expert seront supportés par les Parties au prorata de leur participation dans le capital de la Société (pleinement diluée).

12.6. <u>Sortie de EPACA</u>

(i) Pour le cas où l'Activité, la Charte d'Energie Partagée et/ou les Principes ne seraient pas respectés, ou en cas de Changement de Contrôle visé à l'Article 9 (*Droit de regard en cas de Changement de Contrôle*), ou dans le cadre d'une valorisation de l'électricité avec un recours aux dispositifs de soutien de l'Etat tels que l'obligation d'achat ou le complément de rémunération, EPACA se réserve le droit de se retirer du capital social de la Société, nonobstant toute stipulation contraire du Pacte d'Associés ou des statuts de la Société. EPACA peut alors notifier, dans les quatre-vingt-dix (90) jours calendaires suivant la date à laquelle il a eu connaissance de l'événement, à la Société et aux autres Parties, ***(a)*** l'exposé motivé de l'évènement constituant un non-respect de l'Activité, du Code de Conduite et/ou des Principes, et ***(b)*** son intention de céder tous ses Titres de la Société (ci-après la « **Sortie** »).

La Société et les autres Parties s'engagent alors à déployer tous efforts commercialement raisonnables pour organiser de bonne foi la Sortie de EPACA selon des modalités mutuellement acceptables, en particulier par la vente des Titres de EPACA, et les dispositions des articles 14.2 (*Agrément*), 15 (*Inaliénabilité des actions*) des statuts sociaux et les articles 6.2 (*Préemption*), 6.3 (*Sortie conjointe totale*) et Article 8 (*Clause de Médiation en cas de Situation de blocage entre Associés*) du Pacte d'Associés ne s'appliquent pas à cette Sortie de EPACA.

Si toutefois la Sortie de EPACA n'a pu être réalisée dans un délai de six (6) mois à compter de la notification susvisée, les autres Associés s'engagent :

- à racheter la participation de EPACA à sa Valeur de Marché,
- ou à confier à un tiers un mandat en vue du Transfert des Titres de la Société détenues par EPACA.

Si aucune de ces solutions n'a abouti à la Sortie de EPACA dans un délai de dix-huit (18) mois à compter de la notification de EPACA susvisée, les Associés devront alors décider de dissoudre par anticipation la Société.

(ii) Pour le cas où la Société ferait l'objet d'une fusion ou d'une scission ayant les mêmes effets qu'un changement de Contrôle et que EPACA estimerait raisonnablement, le cas échéant, que cette opération peut avoir un impact négatif sur la réalisation de son Activité ou sur le respect par la Société de la Charte d'Energie Partagée ou des Principes, EPACA peut effectuer une Sortie selon les stipulations de l'article 12.5(i) (*Sortie de EPACA*) en respectant, *mutatis mutandis*, la procédure

PROJET

qui y est décrite qui s'applique dans son intégralité y compris jusqu'à la dissolution de la Société, le cas échéant.

(iii) Pour le cas où EPACA démontrerait que la présence d'un investisseur (actuel ou futur) dans la Société (sous quelque forme que ce soit) entraînerait pour EPACA un risque notamment au regard d'une violation éventuelle de la Charte d'Energie Partagée ou des Principes, EPACA peut effectuer une Sortie selon les stipulations de l'Article 12.5(i) (*Sortie de* EPACA) en respectant, *mutatis mutandis*, la procédure qui y est décrite qui s'applique dans son intégralité y compris jusqu'à la dissolution de la Société, le cas échéant.

(iv) Pour le cas où une stipulation du Pacte d'Associés ne serait pas respectée d'une manière préjudiciable à EPACA, EPACA peut effectuer une Sortie selon les stipulations de l'Article 12.5(i) (*Sortie de EPACA*) en respectant, *mutatis mutandis*, la procédure qui y est décrite qui s'applique dans son intégralité, y compris jusqu'à la dissolution de la Société, le cas échéant.

Article 13. Durée du Pacte d'Associés et conséquences de la résiliation

Le Pacte d'Associés entrera en vigueur à la date de sa signature par la dernière Partie signataire.

Le Pacte d'Associés produit ses effets à compter de sa signature, pendant une durée de vingt-cinq (25) ans.

Au terme de cette première période, le Pacte d'Associés sera automatiquement renouvelé pour des périodes successives de cinq (5) années.

A l'occasion de chaque renouvellement, y compris du premier d'entre eux, toute Partie pourra dénoncer le Pacte d'Associés, pour ce qui la concerne, en notifiant sa décision au moins six (6) mois à l'avance à l'autre Partie.

Le Pacte cessera de produire ses effets à l'égard de toute Partie qui aura transmis tous les Titres lui appartenant. Néanmoins, à la date à laquelle une Partie ne détiendrait plus aucun Titre de la Société, le Pacte d'Associés prendrait fin à l'égard de cette Partie, mais resterait en vigueur à l'égard des autres Parties.

L'expiration du Pacte d'Associés ne sera cependant d'aucun effet sur la validité de tout droit ou obligation d'une Partie né(e) du fait de l'exécution ou de l'inexécution du Pacte d'Associés préalablement à son expiration, tels que, notamment, tous les engagements dont le point de départ et la durée sont fixés dans le Pacte d'Associés, indépendamment de la durée du Pacte d'Associés.

Article 14. Droit de propriété intellectuelle

14.1. Droits des Parties

Les Parties ne peuvent pas utiliser les droits de propriété intellectuelle des autres Parties dans toute publication externe ou publicité, sans le consentement écrit préalable de la Partie concernée.

14.2. Droits de la Société

Les Parties ne déposent en leur nom aucun droit de propriété intellectuelle appartenant à la Société.

Article 15. Engagements divers

15.1. Déclarations et garanties

15.1.1. Concernant la situation des Parties

PROJET

Chaque Partie déclare et garantit, en ce qui la concerne, à la date de signature du présent Pacte d'Associés ou à la date de l'acte d'adhésion, selon le cas, ce qui suit :

- elle est une société légalement constituée existant régulièrement au regard de la loi du pays dans lequel elle est établie et en conformité avec la loi qui lui est applicable ;
- la signature et l'exécution du Pacte d'Associés ont été valablement autorisées, en tant que de besoin, par ses organes compétents et n'entraînent ni n'entraîneront de violation ou de résiliation de tous contrats ou actes auxquels elle est partie et le Pacte d'Associés n'est en opposition avec aucune stipulation desdits contrats ou actes ;
- le Pacte d'Associés a été dûment et valablement conclu par elle et les obligations qui en résultent pour elles sont juridiquement valables et lui sont opposables conformément à leurs termes.

15.1.2. Concernant la Société

Les Parties ont procédé à la création de la Société et déclarent que celle-ci a été immatriculée le [DATE] auprès du registre du commerce et des sociétés de Marseille.

15.1.3. Clause anti-blanchiment de capitaux

Chacune des Parties déclare, en application de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, que :

- L'origine des fonds versés pour la souscription au capital de la Société est licite et ne provient pas d'une activité contraire à la législation qui lui est applicable notamment au Titre VI (Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux) du Livre V du Code monétaire et financier ;

- Elle n'a pas facilité par tout moyen la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect, ni apporté un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit.

15.2. Bonne foi

Les Parties s'engagent à se comporter toujours, les unes envers les autres, comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter les obligations contractées dans le Pacte d'Associés dans cet esprit.

Les Parties s'engagent à se rapprocher, en tant que de besoin, en vue de modifier les termes du Pacte d'Associés, afin de respecter l'esprit, l'économie et les objectifs poursuivis par elles dans le Pacte d'Associés.

15.3. Divisibilité

Sauf stipulation expresse contraire et/ou atteinte excessive à l'équilibre du présent Pacte d'Associés, aucune des clauses du Pacte d'Associés n'a un caractère déterminant sur l'ensemble de ce Pacte d'Associés et la nullité de l'une ou plusieurs d'entre elles n'entraînera pas la nullité de l'ensemble du Pacte d'Associés.

Dans l'éventualité où l'une quelconque des stipulations du Pacte d'Associés serait déclarée nulle ou sans effet, de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi pour régulariser ou pallier la cause de nullité constatée, de sorte que, sauf impossibilité, le Pacte d'Associés poursuive ses effets sans interruption.

Il est précisé que le préambule et les annexes forment un tout indissociable avec les articles du présent Pacte d'Associés de telle sorte que les engagements y convenus engagent valablement les Parties.

PROJET

15.4. Primauté

En cas de conflit entre les statuts de la Société et le Pacte d'Associés, il est expressément convenu que le Pacte d'Associés prévaudra entre les Parties.

15.5. Amendement et renonciation du Pacte d'Associés

Le Pacte d'Associés ne peut être amendé ou modifié que par un document écrit, signé par toutes les Parties.

Aucune renonciation, ni aucun acquiescement n'aura d'effet s'il n'a été fait par écrit et signé par la Partie dont il émane ; une telle renonciation ou un tel acquiescement ne s'appliquera qu'au cas spécifique pour lequel il ou elle aura été donné(e).

Sauf stipulation spécifique contraire, aucune tolérance, inaction ou inertie d'une Partie ne pourra être interprétée comme renonciation à ses droits aux termes du Pacte d'Associés.

Article 16. Confidentialité

16.1. Domaine de la confidentialité

16.1.1. Principe

Chaque Partie s'engage à considérer et à traiter comme confidentiels les informations et documents suivants :

- l'existence et le contenu du Pacte d'Associés,
- les informations et documents recueillis au cours de la négociation et en vue de la signature du Pacte d'Associés et dans le cadre de l'exécution dudit Pacte d'Associés,
- plus généralement, toute information relative à la Société ainsi que l'ensemble des données relatives au développement des Projets et à l'exploitation des Centrales.

16.1.2. Exceptions

Toutefois, les Parties conviennent que les informations suivantes ne seront pas considérées comme confidentielles :

- les informations tombées ou qui tomberont dans le domaine public du fait de Tiers et sans négligence de la part de la Partie ayant divulgué l'information et
- les informations dont une Partie a eu ou aura connaissance sans violation du présent engagement de confidentialité.

Les Parties pourront convenir d'un commun accord des données notamment d'exploitation pouvant faire l'objet d'une divulgation.

16.2. Engagement de confidentialité

16.2.1. Principe

Chaque Partie s'interdit, tant qu'elle est liée par le Pacte d'Associés et pendant une durée de vingt-quatre (24) mois à compter du jour où ledit Pacte d'Associés n'aura plus d'effet sur elle, de divulguer, céder, transférer, à qui que ce soit et de quelque manière que ce soit, des informations et/ou documents considérés comme confidentiels, au sens de l'article 16.1 (*Domaine de la confidentialité*). Chaque Partie s'interdit également, pour la même durée, de faire un quelconque usage de ces informations et documents.

PROJET

16.2.2. Exceptions

Toutefois, chaque Partie pourra révéler et utiliser, dans la stricte mesure nécessaire, des documents ou informations considérés comme confidentiels dans les cas suivants :

- dans le cadre de l'exercice de ses mandats sociaux et, de manière générale, de son Activité dans la Société,
- exigence de la loi, d'une décision de justice ou d'une autorité administrative,
- nécessité en vue de faire valoir ses droits en justice ou devant une autorité administrative,
- pour les besoins de l'exécution du Pacte d'Associés (incluant notamment l'ensemble des échanges avec les établissements de crédit dans le cadre de l'obtention d'un financement bancaire, conseils juridiques, comptable) sous réserve qu'ils soient soumis aux mêmes aux engagements de confidentialité,
- en vue du Transfert de ses Titres dans le respect du Pacte d'Associés et des statuts,
- accord préalable et écrit de toutes les autres Parties.

16.2.3. Sanctions

Chaque Partie s'oblige à supporter toutes les conséquences, directes ou indirectes, de quelque nature qu'elles soient, qui résulteront pour la Société et/ou pour une Partie de la révélation d'une information ou d'un document considéré(e) comme confidentiel(le), au sens de l'article 16.1 (*Domaine de confidentialité*), sauf dans les cas limitativement prévus ci-dessus et dans la stricte mesure nécessaire.

Article 17. Adhésion

Chaque Partie ne pourra réaliser un Transfert d'un ou plusieurs de ses Titres à un Tiers et aucun Tiers ne pourra souscrire à une émission de nouveaux Titres par la Société sans que le Tiers n'ait expressément adhéré sans réserve, en qualité de « Partie », au Pacte d'Associés au plus tard lors de la réalisation du Transfert ou de la souscription aux nouveaux Titres émis par la Société. Il est rappelé, en tant que de besoin, qu'en cas de Transfert de Titres réalisé en application de l'article 6.1 (*Transferts Libres*) du Pacte d'Associés, les cessionnaires de Titres appartenant à une Partie bénéficieront des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations que ceux applicables à la Partie cédante aux termes du Pacte d'Associés. Les Parties pourront toutefois décider, nonobstant les stipulations qui précèdent, qu'en cas de Transfert de Titres par l'une des Parties à un Tiers et/ou de souscription par un Tiers à une émission de Titres, celui-ci n'aura pas à adhérer au Pacte d'Associés mais sera tenu de signer tout autre pacte d'associés dont les termes auront été préalablement agréés entre les Parties.

Pour la mise en œuvre du présent article, les Parties donnent à la Société, qui l'accepte, les Parties s'en portant fort, mandat pour recueillir l'adhésion dudit Tiers en leur nom et pour leur compte audit Pacte d'Associés.

En conséquence, la simple signature par la Société d'un exemplaire dudit Pacte d'Associés également signé par ledit Tiers vaudra signature par l'ensemble des Parties. Ledit Tiers deviendra de ce fait l'une des Parties pour les besoins du Pacte, lequel bénéficiera audit Tiers et le liera.

La Société aura également tous pouvoirs pour modifier le Pacte d'Associés, afin d'y inclure le nom du Tiers et toutes les Parties seront liées par les modifications ainsi réalisées.

Une copie du Pacte modifié sera alors notifiée à chacune des Parties par la Société.

Article 18. Politique de communication

Les Parties conviennent d'un commun accord de respecter une politique de communication conjointe.

Cette politique conjointe de communication vise à assurer une communication cohérente et alignée avec les objectifs de la Société.

PROJET

Il est toutefois rappelé aux termes des présentes que la politique de communication a pour principal objectif de promouvoir une image positive et cohérente de la Société afin de renforcer sa réputation et sa crédibilité auprès des parties prenantes.

Les stipulations et engagements du présent article sont valables durant toute la durée du Pacte d'Associés et continueront de produire leurs effets sur une période de douze (12) mois après la cessation du partenariat entre les Associés, que ce soit par dissolution de la Société, sortie volontaire d'un Associé ou tout autre moyen.

Article 19. Notifications

Toutes notifications ou autres communications requises ou permises par le Pacte d'Associés doivent être faites par écrit, et délivrées personnellement ou par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception aux adresses indiquées en tête des présentes ou publiées au registre du commerce comme étant le siège social de la Partie concernée (ou à toutes autres adresses que toute Partie pourrait à tout moment notifier par écrit aux autres Parties). Ces notifications ou autres communications sont réputées réalisées dès la délivrance en cas de remise en mains propres ou dès la première tentative de délivrance en cas d'envoi par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Article 20. Loi applicable – Règlement des litiges

20.1. Loi applicable

Le Pacte d'Associés est, pour sa validité, son interprétation et son exécution, soumis à la loi française.

20.2. Règlement amiable des litiges

Les Parties s'efforceront de régler amiablement tous litiges relatifs à la validité, l'interprétation et l'exécution du Pacte d'Associés, ou ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

Toute Partie souhaitant mettre en jeu cette procédure devra notifier une telle volonté aux autres Parties dans les conditions de l'article Article 19 (*Notifications*) ci-dessus.

Les Parties tenteront de se concilier dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification prévue au paragraphe précédent.

20.3. Juridiction compétente en cas d'échec de la procédure de règlement amiable

À défaut de résolution des litiges dans le délai stipulé à l'article 20.2 (*Règlement amiable des litiges*) ci-dessus, lesdits litiges seront soumis au Tribunal de commerce et à la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence.

Article 21. Election de domicile

Pour l'exécution du présent Pacte d'Associés, chacune des Parties fait élection de domicile à son domicile ou siège social tel qu'indiqué en tête des présentes.

A cet égard, tout déménagement ou tout transfert de siège social de l'une des Parties devra être notifié dans les conditions édictées à l' Article 19 (*Notifications*) dans les trente (30) jours calendaires par l'intéressé aux autres Parties.

PROJET

Fait à [LIEU],
Le [DATE],
En trois (3) exemplaires

Pour la société EPACA Madame Virginie Gallon	
Pour la société SCP-ERDT Monsieur Jean-Luc Ivaldi	

Annexe 1 : Statuts sociaux de la Société

PROJET

TERRESOL ENERGIE

Société par actions simplifiée au capital de 30.000 euros
Siège social : 28 Boulevard National – (13001) Marseille

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

N°	Nom et Adresse	Nombre d'Actions souscrites	Montants des souscriptions	Montant des versements effectués en euros	% de détention
1	**ENERCOOP PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR** 28 Boulevard National (13001) – Marseille	Mille cinq cent trente (1530)	Quinze mille trois cents euros (15.300€)	Quinze mille trois cents euros (15.300€)	**51%**
2	**SCP – ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL** (*SCP-ERDT*) Château du Tholonet, 3099 route Cézanne, (13100) – Le Tholonet	Mille quatre cent soixante-dix (1470)	Quatorze mille sept cents euros (14.700€)	Quatorze mille sept cents euros (14.700€)	**49%**
TOTAL		Trois mille (3.000)	Trente mille (30.000)	Trente mille (30.000)	**100%**

Le présent état qui constate la souscription de trois mille (3.000) actions de la Société ainsi que le versement de la somme de trente mille euros (30.000 €), correspondant à la totalité du nominal des actions, est certifié sincère par ENERCOOP PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR, son président.

PROJET

SST/DENFA/
ES

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G66

OBJET : ESPACE NATURE DEPARTEMENTAL DU PLAN - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PARCELLES DE L'ESPACE NATURE DEPARTEMENTAL DU PLAN SITUE SUR LA COMMUNE DE LA GARDE - PARTENARIAT AVEC LE CCAS DE LA GARDE ET L'ASSOCIATION DES JARDINS FAMILIAUX DU PARC NATURE POUR LA MISE A DISPOSITION DE JARDINS FAMILIAUX - AUTORISATION D'OCCUPATION PRECAIRE (AOT) POUR 8 AUTRES PARCELLES

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2125-1, Vu la délibération du Conseil Général n° 29 du 8 décembre 2014,
Vu la délibération du Conseil départemental n°G81 du 19 mars 2024 relative à l'espace nature départemental du Plan à la Garde - convention de partenariat entre le Département du Var, le centre communal d'action sociale de La Garde et l'association "Les jardins familiaux du parc nature" à La Garde mettant à disposition des parcelles accueillant les jardins familiaux, et le projet de convention n°2023-1622,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission environnement, espaces naturels sensibles (ENS) et maisons de la nature du 10 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver la convention de partenariat pour la mise à disposition des 46 parcelles sur l'espace nature départemental du Plan, situées sur la commune de La Garde, tel que joint en annexe 1, qui définit les engagements de chaque partie à intervenir entre le Centre communal d'action sociale de La Garde, l'association « Les jardins familiaux du parc nature » et le Département du Var, pour une durée de 5 ans, reconductible une fois ;

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ladite convention.

- d'approuver le projet de convention type d'autorisation d'occupation temporaire pour les 8 parcelles restantes, situées sur la commune du Pradet, telle que jointe en annexe 2.

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les conventions d'autorisations d'occupation temporaire pour les personnes occupant à titre précaire et révocable lesdites parcelles, conformes au projet de convention type.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1103406-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE DÉPARTEMENT

D.E.N.F.A/
ES

Acte n° : CO 2025-292

PROJET - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DU VAR, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) DE LA GARDE ET L'ASSOCIATION LES JARDINS FAMILIAUX DU PARC NATURE POUR LA MISE A DISPOSITION DES PARCELLES DE L'ESPACE NATURE DEPARTEMENTAL DU PLAN ACCUEILLANT LES JARDINS FAMILIAUX

ENTRE

le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° <réf. délibération n° et date>
[si signature par élu ajouter la phrase suivante] Le Président du Conseil départemental est représenté par Madame/Monsieur, Xème vice-président(e)/ conseiller(e) départemental(e) et président(e) de la commission "XXX" agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

d'une part,

ET

Le Centre communal d'action sociale (C.C.A.S.) de la Garde sis 81 Rue Marius Tardivier à La Garde représenté par Madame ARNAUD-BILL, Présidente du C.C.A.S. de La Garde, dûment habilité(e) par délibération du conseil d'administration du ……..,

ET

L'association "Les jardins familiaux du parc nature" sise Maison des associations – Case 48 – Hôtel de Ville – BP 121 – 83 957 La Garde Cedex représentée par Monsieur BEL LAHSEN, président de l'association, dûment habilité(e) par délibération du conseil d'administration du 19 janvier 2024

d'autre part,

PREAMBULE

La commune de La Garde a mis à disposition du Département, par délibération n° 29 du 8 décembre 2014, les parcelles cadastrées section AS. N° 68, 288 et 289 lieudit « le Plan » correspondant aux jardins familiaux. Ces parcelles ont été cédées au Département.
Le département du Var et le C.C.A.S. de La Garde entendent maintenir l'occupation consentie jusqu'alors par la commune de la Garde et poursuivre la gestion desdites parcelles en nature de jardins familiaux en vue de les attribuer temporairement aux personnes défavorisées en application des articles L.471-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime.
Le C.C.A.S. de La Garde confie l'animation desdites parcelles à l'association "Les jardins familiaux du parc nature". C'est la raison pour laquelle, le Département et le C.C.A.S. de La Garde formalisent aux termes des présentes, les modalités d'occupation temporaire des parcelles à usage de jardins familiaux.
L'association "Les jardins familiaux du parc nature" assure l'animation des jardins via une convention spécifique avec le CCAS de La Garde et intervient dans le paiement des consommations en eau brute des jardiniers selon les conditions décrites ci-après.

CECI EXPOSE,

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE I : Objet de la convention

Le Département consent l'occupation au C.C.A.S de La Garde des parcelles cadastrées sections AS N°68, 288 et 289 d'une superficie de 15 220 m2 lieudit « le Plan ». Cette occupation temporaire est consentie à titre gratuit et ce, par dérogation à l'article L 2125-1. du Code général de la propriété de la personne publique. En effet, cette occupation contribue directement à assurer la conservation du domaine public dans le cadre de la politique de valorisation et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles.
De façon plus spécifique, le CCAS de La Garde devient, au travers de cette convention, responsable de la gestion des parcelles ainsi que des agissements des jardiniers attributaires dont elle assure le suivi.
Ces parcelles comprennent, au jour de la signature de la présente convention, 46 jardins familiaux. Chaque jardin est équipé d'un abri d'environ 4 m² et est clôturé par un portillon. Chaque jardin est également doté d'un compteur d'eau individuel non potable. Les jardins familiaux (parties communes) sont également alimentés en eau potable et en électricité.
Le nombre de parcelles confiées peut être amené à évoluer, notamment en cas de division de certaines parcelles. L'évolution du nombre de parcelles gérées par le CCAS de la Garde fera l'objet d'un avenant à la présente convention. Le CCAS reste responsable de la gestion administrative de l'ensemble des parcelles désignées dans la convention et du suivi des jardiniers.
Le Département se réserve le droit de récupérer la jouissance directe de certaines parcelles dans le cadre d'un projet qu'il souhaiterait y exercer (parcelle projet), notamment dans le cadre des activités de médiation menées au sein de l'espace nature départemental du Plan, à savoir dans le respect d'un préavis fondé sur les délais légaux en vigueur et en application des dispositions des articles L.471-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime.
L'enceinte des jardins familiaux (partie commune) contient également un lavoir, un cabanon d'environ 20 m² qui sont mis à disposition du C.C.A.S. de La Garde.

En cas de modification des parties communes par le Département (aménagement, mise en place d'un équipement…) le Département en informera au préalable le C.C.A.S de La Garde et l'association des jardins familiaux du parc nature.

ARTICLE II : Désignation des terrains

Les terrains cadastrés section AS N°68, 288 et 289 d'une superficie de 15 220 m2 abritent des parcelles de diverses superficies matérialisées par des clôtures de 1.2 m de hauteur. Chaque parcelle est équipée d'un abri clos d'environ 4 m² sur pilotis dans lesquels les jardiniers peuvent ranger leurs matériels et matériaux. Un bâtiment central (mentionné à l'article précédent), commun à tous les jardiniers, est également présent. Ces terrains sont situés au lieudit «le Plan », en zone naturelle INpn en zone rouge inondable, en ZNIEFF et dans les Espaces Naturels Sensibles (ENS) du Département et dans la zone d'intégration du Parc National de Port-Cros.

ARTICLE III : Destination des terrains

Cette occupation temporaire est consentie au C.C.A.S de La Garde afin qu'il y exerce conjointement avec le Département sa politique d'action sociale à travers :

- la gestion et la conservation du domaine public,
- la participation à l'attribution de jardins familiaux,
- la mise en œuvre de projets sociaux temporaires à vocation solidaire**.**

Le CCAS de la Garde s'engage à conventionner et à signer tout acte utile avec l'association "Les jardins familiaux du parc nature" pour établir toutes les modalités d'occupation des jardins et parties communes (allées, bâtiment...).
Le C.C.A.S de La Garde, via sa commission dédiée à l'attribution de jardins familiaux, attribue un jardin à une personne qui en a fait la demande et répondant aux critères sociaux définis par ladite commission. Il adresse aux bénéficiaires qu'il suit, un courrier d'attribution accompagné d'une convention à laquelle « la charte portant engagement sur les conditions d'utilisation des jardins familiaux » est jointe en annexe 1.
Le Département peut assister à la Commission d'attribution des jardins familiaux du CCAS. Après chaque commission, le C.C.A.S de La Garde communique au Département les noms et coordonnées postales des bénéficiaires afin que le Département puisse leur adresser un courrier les informant du statut de l'espace nature départemental du Plan et des attentes du Département en matière de comportement à tenir.
Cette attribution se formalise ensuite par une convention entre le C.C.A.S. de La Garde et le bénéficiaire dénommé jardinier, membre de l'association "Les jardins familiaux du parc nature". Ladite convention intègre les obligations du jardinier et, notamment ses engagements ayant trait au respect des règles environnementales définies par la charte établie par le Département, collectivité propriétaire et gestionnaire de l'espace nature départemental du Plan.
Dans le cas où le jardinier ne respecte pas la charte environnementale jointe en annexe 1, la convention d'attribution de jardin familial est alors résiliée par le CCAS de la Garde (sur proposition du Département). Les conditions préalables à l'expulsion d'un jardinier irrespectueux des règles fixées sont précisées dans la convention signée entre le C.C.A.S de La Garde et le jardinier (*ex. : avertissement avant expulsion...*).

ARTICLE IV : Conditions d'utilisation

1. Modalités d'accès et d'utilisation

Les jardins familiaux sont ouverts tous les jours de 7 h à 21 h. Sur demande écrite de l'association "Les jardins familiaux du parc nature", le C.C.A.S de La Garde peut autoriser une extension d'horaire exceptionnelle, après que le Département en ait été informé et ait donné son avis.
Néanmoins, l'utilisation de matériels motorisés est réglementée conformément à l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var fixant toutes les prérogatives concernant les nuisances sonores, et notamment les horaires autorisés concernant l'utilisation des appareils thermiques ou électriques à des fins de bricolage et jardinage. Les créneaux autorisés sont les suivants :

- Jours ouvrables de 8h30 à 12h00 et de 14h30 à 19h30
- Les samedis de 9h00 à 12h00 et de 15 h à 19h00
- Les dimanches et jours fériés de 10h00 à 12h00

Le stationnement des véhicules des jardiniers ou des visiteurs doit se faire obligatoirement sur l'un des parkings prévus à cet effet (parking de la Foux, parking de la Bouilla ou parking de la Frênaie).

Le dépose-minute peut être utilisé pour une durée maximum de 30 minutes. Aucun stationnement au-delà de cette durée n'est toléré. Afin qu'un contrôle de la durée puisse être effectué, le stationnement doit être accompagné de la mise en place d'un disque de stationnement sur lequel l'heure d'arrivée est indiquée par l'ayant-droit lors de son arrivée.
Chaque ayant-droit (jardinier) doit, en complément du disque de stationnement, apposer l'autorisation de stationnement nominative qu'il obtient annuellement auprès de l'association "Les jardins familiaux du parc nature".
Une dérogation à la durée maximum de 30 minutes est accordée pour les jardiniers en situation de handicap. Afin de bénéficier de cette dérogation, ces derniers s'engagent, en complément de l'autorisation de stationner, à afficher leur carte d'invalidité de manière bien visible sur leur véhicule.
Toute infraction (absence de l'autorisation ou du disque) et toutes autres infractions routières sont passibles d'une contravention ou d'une sanction (notamment mise à la fourrière…) conformément aux dispositions du Code de la route.
Toute occupation des jardins en dehors des heures prévues est interdite, notamment la nuit.
Il est précisé que l'ensemble de l'espace nature départemental du Plan et donc les jardins familiaux, fait partie du massif forestier "Corniche des Maures". En ce sens, les conditions d'accès au site peuvent être modifiées durant la saison estivale réglementée en fonction des conditions météorologiques et du risque incendie. La carte précisant quotidiennement les conditions d'accès aux massifs est consultable sur le site de la Préfecture du Var.
L'utilisation du cabanon commun à tous les jardins est de la responsabilité du C.C.A.S. de La Garde. Toutefois, il ne peut y être entreposé de produits polluants ou dangereux pour l'environnement. Il ne peut, au même titre que sur le reste de l'espace nature départemental du Plan, y être pratiqué d'activité commerciale. Il ne peut être occupé jour et nuit.
Le CCAS est informé que les parties communes des jardins familiaux (allées) peuvent être accessibles aux autres visiteurs de l'espace nature départemental du Plan, aux horaires d'ouverture des jardins familiaux, bien que le site soit clôturé.

2- Consommation de l'eau et de l'électricité

Le Département possède un abonnement avec la Société du canal de Provence pour l'irrigation de l'espace nature départemental du Plan, y compris des jardins familiaux.
L'association "Les jardins familiaux du parc nature" doit s'acquitter annuellement des consommations en eau des différents jardiniers. Pour ce faire, il est mis en place la procédure suivante que l'association "Les jardins familiaux du parc nature" s'engage à respecter :

- le Département reçoit une facture pour la consommation en eau de l'espace nature départemental du Plan de la part de la Société du Canal de Provence ;
- le Département relève le compteur d'eau brute général des jardins familiaux ;
- le Département adresse à l'association "Les jardins familiaux du parc nature" la facture correspondant au titre des consommations en eau.

Dans le cas où l'ensemble des compteurs individuels fonctionnent, l'association "Les jardins familiaux du parc nature" détient une obligation de 3 mois pour :

- relever les compteurs individuels de chaque jardinier ;
- recueillir les sommes dues via un appel de fonds ;
- régler la somme due au Département.

Dans le cas où les compteurs individuels ne fonctionnent pas, le Département se réserve le droit de réclamer un montant forfaitaire dû par chaque jardinier et indexé sur la consommation globale de l'enceinte des jardins familiaux.

Mode de calcul du forfait annuel :

En dehors de la parcelle départementale, 46 parcelles entrent dans le cadre de la présente convention et sont redevables du forfait. Elles se décomposent ainsi : 45 parcelles de 200 m² et 1 parcelle de 100 m².

Calcul du forfait en fonction de la surface des parcelles :

- forfait parcelles 200 m² = (montant de la consommation d'eau de l'ensemble des jardins familiaux)/53

- forfait parcelles 100 m² = ½ x (montant de la consommation d'eau de l'ensemble des jardins familiaux)/53

Il est noté qu'en cas de sommes non recouvrées par l'association "Les jardins familiaux du parc nature" auprès de certains jardiniers, le Département peut prendre à sa charge le différentiel en échange de quoi le ou les jardiniers qui ne se sont pas acquittés des sommes dues sont nominativement désignés par l'association "Les jardins familiaux du parc nature" auprès du Département. Ce dernier demande au CCAS de la Garde la résiliation immédiate de leur convention.

Le C.C.A.S. de La Garde s'occupe de la résiliation systématique et immédiate des conventions des jardiniers qui ne se sont pas acquittés auprès de l'association "Les jardins familiaux du parc nature" des sommes dues au titre des consommations en eau brute. Il veille personnellement à ce que les jardiniers exclus aient quitté leur parcelle en ayant retiré l'ensemble de leurs affaires personnelles. Le C.C.A.S de La Garde reprend la procédure précitée dans leur convention avec l'association "Les jardins familiaux du parc nature".

L'utilisation de robinets non affectés aux jardins est totalement interdite. L'arrosage abondant et constant est interdit. Chacun doit veiller à respecter l'utilisation de l'eau.

A noter qu'en période de vigilance sécheresse, des mesures de réduction, voire d'interdiction d'arrosage peuvent être prises (réduction des consommations, horaires d'arrosage…).

L'utilisation de stockage pour réserve d'eau est autorisée s'ils sont couverts, afin d'éviter la prolifération de larves de moustiques. En revanche, tout élément de stockage restant ouvert est interdit. Il est demandé aux jardiniers de bien veiller à ce qu'aucun élément présent sur leur parcelle ne permettent un stockage d'eau même même involontaire (arrosoir, coupelles…).

3. Plantations autorisées

La plantation de tous végétaux sur les parcelles est soumise à la réglementation de l'espace nature départemental du Plan et de la charte du Parc National de Port-Cros. Seuls sont autorisés les plants potagers, les plantes vivaces annuelles, bisannuelles et les arbustes fruitiers. Les plantations

d’arbres (autres que fruitiers) sont limitées à 1 sujet par parcelle. L’essence doit être soumise à autorisation préalable du C.C.A.S. de La Garde et après avis du Département.
Toute plantation au sein des parties communes est interdite sauf autorisation préalable accordée par le Département.

4. Animaux

L’élevage ou l’occupation par des animaux sont expressément interdits (poules, lapins, chèvres, tous animaux de basse-cour, tous animaux de compagnie…). Les chiens doivent être attachés ou en laisse au même titre que sur l’ensemble de l’espace nature départemental du Plan.

ARTICLE V : Charges de gestion et conditions d’utilisation de l'abri commun et des abris individuels

La convention est acceptée sous les charges et conditions ordinaires de droit commun et sous celles qui suivent, que les signataires s'engagent à observer ou à subir. Toute modification ne peut résulter que d’un commun accord écrit et circonstancié des parties.
- Le C.C.A.S. de La Garde prend les lieux en l’état où ils se trouvent à la date de son entrée en jouissance, un état des lieux, signé par les trois parties, au plus tard un mois après la date de notification, est dressé à cette fin.
- Le C.C.A.S. de La Garde jouit des lieux paisiblement sans y faire ni souffrir qu’il y soit fait de dégradations. Il les maintient en bon état d’entretien et de réparation et doit les rendre tels en fin de convention.
- Le C.C.A.S. de La Garde destine le bâtiment commun à l’accueil des jardiniers et de leurs activités dans le cadre des dispositions du Code de l’urbanisme régissant les ENS. Il fera sien tous travaux résultants des normes et règlements relatifs à l’accueil du public.
S’agissant de biens bâtis garnissant une propriété départementale acquise au titre des ENS, toute extension des surfaces bâties ou modifications de ces dernières pour quelque motif que ce soit, y compris une mise au norme relevant de la sécurité du public, est totalement prohibée.
- Les travaux et améliorations effectués sous l’impulsion du C.C.A.S. de La Garde reste, au terme de la présente convention, propriété du Département, sans que cela puisse ouvrir droit à une quelconque indemnisation.
- Le C.C.A.S. de La Garde ne doit en aucune façon porter entrave à la jouissance paisible des autres biens départementaux voisins. Aucune occupation de nature à aliéner, empiéter ou privatiser l’espace nature départemental du Plan ne sera tolérée.
- Les signataires sont soumis, pendant la durée d’occupation, aux obligations résultant de la loi et des usages des locaux.

ARTICLE VI : Engagements du Département

Le Département prend en charge l’entretien des allées communes et de la clôture périphérique du secteur des jardins familiaux. Il prend également à sa charge les abonnements d'eau et d'électricité ainsi que la consommation d’électricité des parties communes.
Il veille, de concert avec le C.C.A.S de La Garde, à ce que les jardiniers et l’association "Les jardins familiaux du parc nature" respectent via la charte rédigée par le Département les règles environnementales liées à l’exploitation de l’espace nature départemental du Plan mais également les règles d’accès et d’entretien.
Le Département, gestionnaire de l’espace nature départemental du Plan et garant du respect des règles environnementales y incombant, alerte le C.C.A.S de La Garde sur tout dysfonctionnement ou non respect des règles par les jardiniers ou par l’association "Les jardins familiaux du parc

nature" et ce, afin de prendre toutes les mesures appropriées. L'association "Les jardins familiaux du parc nature" est également informée des éventuels dysfonctionnements.
Le Département prend à sa charge, une fois tous les 5 ans environ (ou avant si le besoin s'en faisait sentir), les travaux de réfection des abris, des clôtures individuelles et périphériques, portails et portillons nécessités par le vieillissement des installations et excédant l'entretien courant.
Pour ce faire, les jardiniers doivent laisser l'accès aux agents du Département ou à tout tiers expressément désigné par le Département.

ARTICLE VII : Engagements du C.C.A.S. de La Garde

Le C.C.A.S. prend les emprises des parcelles en l'état où elles se trouvent lors de l'entrée en jouissance et, les rend en fin d'occupation conformes, ou en meilleur état, à l'état des lieux dressé contradictoirement entre les parties, tel que prévu à l'article V et à la charte prescrivant les règles environnementales et d'entretien. Tout projet du C.C.A.S de La Garde susceptible de modifier l'état des lieux ou leur configuration, est soumis à l'approbation préalable écrite du Département. L'absence de réponse ne vaut pas accord.
Le C.C.A.S. de La Garde accepte cette occupation sans exception ni réserve, les occupants déclarant bien connaître les lieux pour les avoir visités préalablement à la signature des présentes et déclarant ne pas en vouloir une plus ample désignation.
Le C.C.A.S. de La Garde se charge, via sa commission dédiée, de recueillir les candidatures des jardiniers, d'étudier ces candidatures au vu des critères d'attribution propres au C.C.A.S de La Garde et d'attribuer les parcelles, étant entendu que la rédaction et l'envoi des courriers d'attribution aux bénéficiaires est du ressort du C.C.A.S. de La Garde. Le C.C.A.S de La Garde a la charge de rédiger et signer les conventions avec l'association "Les jardins familiaux du parc nature" et chacun des jardiniers attributaire. Le C.C.A.S de La Garde se charge aussi de faire signer aux bénéficiaires la charte portant engagement sur les conditions d'utilisation des jardins familiaux.
Le C.C.A.S. de La Garde a à sa charge l'entretien courant du bâtiment commun, des abris de jardin, des clôtures des parcelles jardinées et portillons ainsi que des équipements mis à disposition par le Département (lavoir, sous-compteurs).
Le C.C.A.S. de La Garde laisse un accès aux agents du Département et à leurs entreprises afin qu'ils puissent intervenir si nécessaire sur les emprises et dépendances des jardins familiaux, à savoir les parties communes, les allées…
Le C.C.A.S. de La Garde ne peut faire de travaux dans les lieux sans le consentement écrit du Département ni affecter les parcelles à d'autres utilisations que celles consenties par la présente convention.
Le C.C.A.S. de La Garde recueille l'accord écrit du Département préalablement à la mise en œuvre de tout projet et ce, afin de s'assurer qu'ils soient en parfaite adéquation avec les volontés du Département et notamment en matière de respect des contraintes et exigences environnementales liées à l'espace nature départemental du Plan.
Le C.C.A.S. de La Garde doit prendre toute disposition afin que l'utilisation de ces emprises n'occasionne pas de gêne quelconque pour les voisins et usagers de la voirie ou promeneurs éventuels.
Le C.C.A.S. de La Garde veille, de concert avec le Département, gestionnaire de l'espace nature départemental du Plan et garant du respect des règles environnementales y incombant, à ce que les jardiniers et l'association "Les jardins familiaux du parc nature" respectent les règles environnementales liées à l'exploitation du site (règlement notamment) mais également les règles d'accès et d'entretien.
L'association "Les jardins familiaux du parc nature" est également informée des éventuels dysfonctionnements.

Le C.C.A.S. de La Garde alerté par le Département sur tout dysfonctionnement ou non-respect des règles des jardiniers ou de l'association "Les jardins familiaux du parc nature" prend toutes les mesures appropriées.
Le C.C.A.S. de La Garde s'engagent à n'y exercer que les activités liées à l'action sociale, dans le respect des lois et règlements en vigueur, à l'exclusion de toutes autres.
Le C.C.A.S. de La Garde est responsable solidairement à l'égard du Département de l'ensemble des obligations mises à leur charge par la présente convention.

ARTICLE VIII : Engagements de l'association "Les jardins familiaux du parc nature"

Les obligations de l'association "Les jardins familiaux du parc nature" vis à vis du Département sont essentiellement liées aux consommations en eau des jardiniers. Elles sont décrites à l'article IV, paragraphe b- Consommation de l'eau et de l' électricité.
L'association "Les jardins familiaux du parc nature" relaye auprès des jardiniers les informations communiquées par le Département ou le C.C.A.S. de La Garde, notamment vis-à-vis de l'existence du règlement.
Elle transmet également les immatriculations des jardiniers afin que puissent être fournies par le Département les autorisations annuelles de stationner pour le dépose-minute. Tout au long de l'année, en cas de changement d'immatriculation du véhicule d'un jardinier ou à l'occasion de l'arrivée de nouveaux jardiniers bénéficiaires, elle transmet les nouvelles immatriculations au Département.

ARTICLE IX : Organisation conjointe

Un comité de pilotage se réunit une fois par semestre en présence des représentants du Département, des représentants du C.C.A.S de La Garde et de représentants de l'association "Les jardins familiaux du parc nature" afin d'évoquer le fonctionnement des jardins familiaux et les éventuelles problématiques. Néanmoins, si le rythme des comités de pilotage évolue, ce dernier est à la libre discrétion des administrations.

Le Département du Var se charge d'organiser ce comité de pilotage. Un compte rendu du comité de pilotage est établi par le Département et adressé aux signataires de la présente convention.

ARTICLE X : Responsabilités et assurances

En cas d'occupation quelle qu'elle soit, non conforme à une utilisation normale, la remise en état est effectuée à la charge du C.C.A.S. de La Garde, sous le contrôle du Département.
Le Département ne couvre en aucune façon les risques relevant de la responsabilité civile du C.C.A.S. de La Garde qui doit obligatoirement contracter une assurance couvrant sa responsabilité civile et professionnelle. Le C.C.A.S. de La Garde fournit, chaque année, une attestation de souscription d'assurance en cours de validité au Département.
Le C.C.A.S. de La Garde exige également de l'association "Les jardins familiaux du parc nature" une attestation couverture en responsabilité civile, ainsi qu'à chaque jardinier.
Le C.C.A.S. de La Garde et le Département ne peuvent être rendus responsables des dégâts de quelque nature qu'ils soient, qui seraient commis par l'un ou l'autre des bénéficiaires des jardins, ni des accidents qui surviendraient soit à eux, soit à des tiers.
Le C.C.A.S. de La Garde doit s'assurer contre tous les risques inhérents à l'occupation des locaux et notamment contre les explosions, les incendies, les dommages électriques, les dégâts des eaux, les actes de vandalisme et les recours des tiers, auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Il doit également s'assurer afin de garantir sa responsabilité contre les accidents ou dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion de son ou ses activité(s). Il reconnaît et assume que les biens départementaux visés à la présente se situent en zone inondable.
Le Département reconnaît pour sa part assurer les locaux susvisés en sa qualité de propriétaire.
Le Département ne peut être tenu pour responsable des avaries et dysfonctionnements résultant des travaux, aménagements ou modification que le CCAS apporte au bien après signature de la présente convention.
Toute mise à disposition des biens octroyés par le C.C.A.S. de La Garde est effectuée sous son entière responsabilité. Le C.C.A.S. de La Garde fait sien tout litige apparaissant dans ce cadre.

ARTICLE XI : Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les parties. Les éventuels avenants ultérieurs feront partie intégrante de la présente convention.
La demande de modification de la présente convention peut intervenir à tout moment, à l'initiative de chacune des parties.
Dans l'éventualité où le projet d'avenant serait rejeté par l'une ou l'autre des parties, les termes de la convention en vigueur resteront pleinement applicables, par ailleurs la convention pourra être résiliée le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article relatif à sa résiliation.

ARTICLE XII : Durée de la convention

L'autorisation d'occupation des parcelles de l'espace nature départemental du Plan accueillant les jardins familiaux est établie à titre gracieux pour une durée de 5 (cinq) ans à compter de sa signature, renouvelable une fois par tacite reconduction pour cinq ans.

ARTICLE XIII : Résiliation de la convention

En cas de non-respect des termes de la présente par l'une des parties, la convention peut être résiliée de plein droit et sans préavis. La résiliation de la convention met fin aux occupations par les jardiniers attributaires.
Elle peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par courrier recommandé avec accusé de réception, compte tenu d'un préavis d'un an pour tenir compte des contraintes fixées par l'article L. 471-1 du Code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE XIV : Restitution des parcelles

En cas de résiliation de ladite convention et quel qu'en soit le motif, le C.C.A.S. de La Garde doit prendre toutes les mesures pour restituer les lieux en bon état d'utilisation et d'entretien. La résiliation de la convention met fin aux occupations par les jardiniers attributaires.

ARTICLE XVI : Tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Pour le CCAS de la Garde
La présidente

Madame Hélène ARNAUD BILL
(date et cachet)

Pour l'association "Les jardins familiaux du parc nature"
Le président

Monsieur Kader BEL LAHSEN
(date et cachet)

Fait à Toulon, le

LE DÉPARTEMENT

Jardins familiaux du parc nature

Charte portant engagement sur les conditions d'utilisation des jardins familiaux du parc nature

Chers amis jardiniers, vous avez le privilège d'être locataire d'une parcelle au sein d'un environnement exceptionnel que vous vous devez de protéger. Pour cela, en signant la présente charte, vous vous engagez à respecter les règles élémentaires suivantes :

1- **Je cultive ma parcelle tout au long de l'année, et en particulier du printemps à l'automne.**

2- **J'entretiens ma parcelle et n'y entrepose pas d'affaires en dehors de l'abri qui est mis à ma disposition. Je ne laisse aucun déchet sur ma parcelle. Je dépose mes déchets verts à l'endroit prévu à cet effet, je les composte et/ou les broie sur ma parcelle**

3- **Je ne détériore pas les équipements mis à ma disposition (abri, clôture, portillon, compteur d'eau…)**

4- **Je n'utilise que des produits agréés en agriculture biologique pour traiter mes cultures ou les amender. Pas de produits issus de la chimie !**

5- **Je ne plante que des végétaux non invasifs. En cas de doute, je questionne le Président de l'association qui en réfèrera au Département.**

6- **Si je viens avec un véhicule à moteur, je stationne obligatoirement sur l'un des parkings mis à ma disposition en entrée de parc. La dépose**

minute est réservée à des stationnements brefs pour déposer des matériaux/matériels lourds ou encombrants.

7- **Je ne fume pas au sein du parc, je ne fais pas de feu (même en période humide).**

8- **Pour des questions sanitaires (prévention du moustique tigre en particulier), je veille à ne pas avoir de points d'eau stagnante (soucoupes, vases, bidons non couverts de moustiquaires...)**

<u>Recommandations :</u>

- Je prends soin de la faune du sol (vers de terre…) en couvrant au maximum le sol (compost, paille, feuilles, engrais verts...) et en évitant les labours profonds
- Je fleuris mon jardin pour le plaisir des yeux et aussi des abeilles et des auxiliaires
- Je fais attention à la gestion de l'eau

Je soussigné……..locataire de la parcelle n°……. m'engage à respecter scrupuleusement les 8 règles exposées ci-dessus sous peine de me voir retirer le bénéfice de ma parcelle. Je prends également en compte les 3 recommandations ci-dessus exposées et je reconnais avoir reçu un exemplaire du présent document.

A LA GARDE le :

Signature :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE DÉPARTEMENT

D.E.N.F.A/
ES

Acte n° : CO 2025-560

PROJET - CONVENTION-TYPE D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE DE PARCELLE A USAGE DE JARDIN FAMILIAL - ESPACE NATURE DEPARTEMENTAL DU PLAN DE LA GARDE - BIEN N°062P01

Le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° ……,

D'une part,

ET,

Madame et/ou Monsieur XXXXXX
demeurant 83130 La Garde

ci-après dénommé(s) « le JARDINIER »,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Le Département du Var a mis en place des Jardins Familiaux au sein de l'espace nature départemental du Plan (numérotation cadastrale : AS 289 et AS 065). Cette enceinte a été

fractionnée en plusieurs parcelles proposées pour une exploitation par des jardiniers. La présente convention formalise donc l'accord, entre le Département et le jardinier, en fixant les modalités d'occupation de la parcelle à usage de jardin familial.

CECI EXPOSÉ

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - objet de l'AOT

Le Département consent la mise à disposition du jardin n°XXX d'une superficie approximative de 200 m² à ……. à compter du ……..

Le jardin est équipé d'un abri d'environ 4 m², clôturé et fermé par un portillon. Chaque jardin est également doté d'un compteur défalcateur d'eau non potable. L'abri est destiné au remisage des outils et matériels nécessaires au jardinage, le Département se réserve le droit d'y pénétrer en présence du jardinier afin de vérifier sa bonne utilisation.

ARTICLE 2 - engagements du jardinier

Le jardinier s'engage à respecter les règles suivantes :
> Jouissance

La jouissance est personnelle. Le titulaire ne peut la céder à qui que ce soit. En aucun cas le jardin ne pourra être occupé par une tierce personne.

Tout **jardinier** empêché momentanément d'exploiter la parcelle (accident, maladie…) doit en informer le Département par écrit. Dans ce cas précis d'absence exceptionnelle, le **jardinier** mentionne la durée ainsi que la qualité et le nom de la personne qui entretiendra temporairement la parcelle.

Le **jardinier** s'engage à tenir le jardin en parfait état de propreté et à l'entretenir soigneusement en permanence. Le jardin doit être occupé paisiblement en respectant la tranquillité des autres jardiniers. Il doit être arrosé et cultivé avec soin, selon les travaux de saison, dans le respect de l'environnement en utilisant les méthodes biologiques ou naturelles.

Le jardinier devra exploiter la parcelle au maximum (supérieure au ⅔ en surface). En cas de manquement, un rappel pourra lui être fait par le Département.

Le jardinier en jouira paisiblement et il ne pourra en modifier la destination. En tout état de cause, les améliorations ne pourront donner lieu à quelconque indemnité au moment de la cessation de jouissance.

Le jardinier doit laisser l'accès aux agents du Département ou à tout tiers expressément désigné par le Département en cas de nécessité d'intervenir au sein de la parcelle.

Toute exploitation commerciale sous quelque forme que ce soit est strictement interdite.

En cas d'abandon, de défaut d'entretien, de mise en culture de la parcelle nulle ou partielle (<⅔ de la surface totale) par le **jardinier**, et un mois après réception de la mise en demeure l'avisant de la situation en recommandé avec accusé de réception du Département**,** non suivie d'effet, le **Département** reprendra la parcelle.

> Modalités d'accès et d'utilisation

Les jardins familiaux sont ouverts tous les jours de 7 h à 21 h. Toute occupation des jardins en dehors des heures prévues est strictement interdite.

L'utilisation de matériels motorisés est réglementée comme suit, conformément à l'arrêté préfectoral relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var en date du 20 septembre 2002 :

- Jours ouvrables de 8h30 à 12h00 et de 14h30 à 19h30
- Les samedis de 9h00 à 12h00 et de 15 h à 19h00
- Les dimanches et jours fériés de 10h00 à 12h00

Le stationnement des véhicules des **jardiniers** ou des visiteurs se fera obligatoirement sur l'un des parkings prévus à cet effet, à savoir le parking de la Foux, de la Bouilla ou de la Frênaie. Le parking dépose minute ne devra pas être utilisé plus de 30 minutes et aucun stationnement au-delà de cette durée ne sera toléré. Toute infraction sera passible de contravention.

Chaque ayant-droit (**jardinier**) doit, en complément du disque de stationnement, apposer l'autorisation de stationnement nominative qu'il obtient annuellement auprès du Département.

Une dérogation à la durée maximum de 30 minutes est accordée pour les jardiniers en situation de handicap. Afin de bénéficier de cette dérogation, ces derniers s'engagent, en complément de l'autorisation de stationner, à afficher leur carte d'invalidité de manière bien visible sur leur véhicule.

Toute infraction (absence de l'autorisation ou du disque) et toutes autres infractions routières sont passibles d'une contravention ou d'une sanction (notamment mise à la fourrière…) conformément aux dispositions du Code de la route.

Tout changement de destination entraînera une exclusion, sans préavis, de la parcelle occupée. Les jeux (type balançoire, tourniquet, jeux, piscines gonflables…) sont interdits sur les parcelles.

Le **Département** ne pourra être rendu responsable du mauvais pourcentage de réussite de la culture et de la dégradation des sols due notamment à des conditions atmosphériques exceptionnelles.

Les déchets et ordures qui n'ont pas leur place dans le compost (ferraille, bouteilles, plastique…) doivent être récupérés par le **jardinier** pour être jetés dans les endroits dédiés. Aucun dépôt n'est toléré dans les jardins, ni sur les abords du site des jardins familiaux.

Le **jardinier** est informé que les parties communes des Jardins Familiaux (allées) sont accessibles librement aux visiteurs du Parc Nature, aux horaires d'ouverture des Jardins Familiaux, bien que le site soit clôturé.

Il est formellement interdit de changer ou d'apporter toute modification à l'abri mis à disposition du **jardinier**. Aucun percement de mur, sol ou toiture n'y est admise, les bûchers montés et assemblés par l'aménageur du site devront rester dans leur configuration d'origine, de même aucun rajout de clôture, porte ou portillon n'est autorisé sur la parcelle.

Tout aménagement d'équipements supplémentaires (extension de l'abri, forage, adduction d'eau, construction de barbecue, réserve d'eau pluviale…) est strictement interdit.

Tout appareillage électrique, installation de chauffage ou de cuisine et le stockage de matières inflammables sont interdits (bouteilles de gaz, réchaud, essence…).

En cas de différends entre les **jardiniers,** le Département leur rappellera le respect des présentes clauses et décidera, au besoin, si le jardin doit être retiré dans l'intérêt commun.

Les vols, dégradations, agressions verbales ou physiques, la propagande politique ou religieuse ou autre conduite pouvant occasionner des troubles à l'ordre public entraînera le retrait immédiat de la parcelle.

Le **jardinier** s'interdit l'abus d'alcool dans toute l'enceinte et aux abords des jardins familiaux.

> Prise en compte des enjeux environnementaux liés à l'espace Nature :

La présente convention intègre, en annexe, la charte de bonnes pratiques édictée par le Département, collectivité porteuse du Parc Nature, charte que le **jardinier** s'engage à respecter.

Le Département sera amené à organiser des réunions d'information, formations thématiques en lien avec les exigences environnementales, auxquelles le **jardinier** s'engage à participer.

La plantation de tous végétaux sur les parcelles est soumise à la règlementation de l'espace Nature. Seuls sont autorisés les plants potagers, les plantes vivaces/annuelles /bisannuelles et les arbustes fruitiers.

Les plantations d'arbres (autres que fruitiers) seront limitées à un sujet par parcelle. Le choix de l'essence sera soumis à autorisation préalable du Département.

Dans un souci de respect de l'environnement, l'utilisation d'insecticide, herbicide et fongicides chimiques est formellement interdite.

Le **jardinier** s'engage à mettre ses pratiques en accord avec l'agriculture biologique, afin de garantir la biodiversité faunistique et floristique de l'éco système et des nombreuses espèces protégées présentes sur le Parc Nature.

Le **jardinier** doit privilégier l'éco-jardinage et l'engrais vert afin de préserver le caractère naturel du site.

Le Département est autorisé à réaliser tous prélèvements de terre sur le jardin objet de la présente convention, en vue d'une vérification.

L'utilisation de robinets non affectés au jardin est totalement interdite. L'arrosage abondant et constant est interdit. Chacun doit veiller à respecter l'utilisation de l'eau et ce, en évitant la prolifération de moustiques.

En cas de fuite à l'un des robinets, tous les **jardiniers** doivent agir sans délai et prévenir le Département le plus rapidement possible.

> Animaux

L'élevage ou l'occupation par des animaux sont expressément interdits (poules, lapins, chèvres, tous animaux de basse-cour, tous animaux de compagnie…).

Les chiens sont tolérés à condition qu'ils soient attachés sur la parcelle de leur maître et dans la mesure où ils ne perturbent pas la bonne entente générale, ne présentent aucune menace envers un tiers, ne sont pas à l'origine de dégradation, de nuisance sonore ou de déjection canine.

> Entretien du jardin et des dépendances

Le jardinier est informé que le Département prend en charge l'entretien des allées communes et de la clôture périphérique du secteur des jardins familiaux. Il prendra aussi à sa charge l' abonnement pour la fourniture de l'eau.

Le **jardinier** s'engage à maintenir les lieux occupés et les équipements composant le jardin en bon état de propreté et d'entretien.

Le **jardinier** s'engage à entretenir régulièrement le jardin, tout au long de l'année. En cas d'absence ou de mauvais entretien général de son jardin ou de sous-exploitation, le **jardinier** se verra notifier par courrier un avertissement en recommandé. Dans un délai de quinze jours, un contrôle de l'état du jardin sera effectué. Si le jardin n'est toujours pas entretenu ou suffisamment cultivé, un second avertissement sera notifié. Passé ce délai, et à défaut d'entretien, le Département se réserve le droit de retirer le jardin à son **jardinier**.

Les clôtures sont sous la responsabilité de tous les jardiniers. Ceux-ci doivent prévenir le Département en cas de dégradations constatées.

A l'issue de la convention, le **jardinier** rendra le jardin dans l'état où il lui aura été mis à disposition. En cas de dégradation ou de non remise en état, le Département se réserve le droit d'adresser la facture au jardinier, en fonction du constat dressé à la récupération de la parcelle.

Dans le cas où le **jardinier** aurait amélioré l'état de la parcelle, ce dernier ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Le **Jardinier** devra appliquer en permanence les principes de base des jardins familiaux : convivialité, courtoisie, solidarité, entraide, respect des autres et de l'environnement.

Il devra assister aux réunions d'information, formations thématiques organisées par le Département en lien avec les exigences environnementales,

Le **jardinier** devra signaler au Département tous les dégâts et dégradations qu'il constaterait et le cas échéant ne mettre aucun obstacle à la réparation. Les conséquences d'un manque éventuel de précautions, de surveillance et d'entretien courant seraient à la charge du **jardinier**. Il en est de même de toute dégradation volontaire qui serait occasionnée sur le périmètre des Jardins Familiaux de La Garde.

Il transmettra annuellement au **Département** une attestation de responsabilité civile en cours de validité.

Interdiction :

- - Décharger des détritus,
- - Stationner un véhicule à moteur ou une caravane dans les lieux non autorisés,
- - Utiliser des désherbants ou produits nocifs pour l'environnement,
- - Démonter ou déplacer les éléments de délimitation des parcelles (clôtures ou les abris), de construire quoi que ce soit,
- - Faire occuper et gérer le jardin par une personne non désignée à la présente convention.
- - Se barricader, construire des murs, palissades et utiliser des piquets de fer et du fil de fer barbelé,
- - Empiéter ou passer par une parcelle voisine,
- - Demeurer la nuit dans l'enceinte des jardins et d'installer toute forme de couchage dans les abris,
- - Brûler à l'air libre des déchets végétaux ou autres, d'entreposer à l'intérieur ou à l'extérieur de l'abri de jardin des produits qui pourraient être à l'origine de feux, explosions ou autres,
- - Déposer quelque chose qui puisse présenter un danger ou une gêne pour les autres occupants, ou nuire à l'aspect général de l'aire géographique concernée,
- - Stocker des réserves d'eau non couvertes afin d'éviter la prolifération de larves de moustiques,
- - D'utiliser le jardin à des fins commerciales,
- - D'utiliser les abris de jardins à usage d'habitation, même temporaire,
- - De stocker sur le terrain des matières dangereuses, inflammables, nauséabondes, en infraction avec la législation sur les établissements dangereux ou insalubres ainsi que des outils contondants ou dangereux susceptibles de blesser des visiteurs,
- - D'organiser une réunion à caractère politique, commercial, syndical ou religieux qui mettrait en cause la tranquillité et l'ordre public par des nuisances de tout ordre,
- - Porter atteinte au bon fonctionnement par des nuisances, dégradations des équipements, flagrant délit de vol, ivresse, violences physiques et verbales, propos diffamatoires.

ARTICLE 3 - engagements du Département

Le Département prend en charge l'entretien des allées communes et de la clôture périphérique du secteur des jardins familiaux. Il prend également à sa charge l'abonnement d'eau.

Il veille à ce que les **jardiniers** respectent via la charte rédigée par le Département les règles environnementales liées à l'exploitation de l'espace nature départemental du Plan mais également les règles d'accès et d'entretien.

Le Département, gestionnaire de l'espace nature départemental du Plan et garant du respect des règles environnementales y incombant, peut prendre toutes les mesures de contrôle pour vérifier le respect des règles et de la charte proposée au **jardinier**.

Le Département prend à sa charge, une fois tous les 5 ans environ (ou avant si le besoin s'en faisait sentir), les travaux de réfection des abris, des clôtures individuelles et périphériques, portails et portillons nécessités par le vieillissement des installations et excédant l'entretien courant.

Le Département organisera, en tant que besoin, des réunions d'information, formations thématiques en lien avec les exigences environnementales, auxquelles le **jardinier** s'engage à participer.

Le **Département** ne pourra être rendu responsable du mauvais pourcentage de réussite de la culture et de la dégradation des sols due notamment à des conditions atmosphériques exceptionnelles. Le Département est autorisé à réaliser tous prélèvements de terre sur le jardin objet de la présente convention, en vue d'une vérification du respect des produits utilisés pour la culture de la parcelle.

Le Département veillera au bon ordre et au bon fonctionnement des jardins et pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir un fonctionnement normal.

ARTICLE 4 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le **jardinier** est responsable de tous les dommages qui pourraient survenir du fait de la jouissance des droits afférents à l'occupation du jardin, des activités qui y sont pratiquées et des objets et matériaux, installations qui s'y trouvent. Ce dernier renonce au recours contre le Département qui se dégage de toute responsabilité pour les détériorations diverses et troubles de jouissance des jardins.

Le **jardinier** devra obligatoirement, sous peine de résiliation de la présente convention, s'assurer :

- afin de garantir sa responsabilité contre les accidents ou dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion de son ou ses activité (s),
- afin de garantir, en sa qualité d'occupant, l'abri de jardin mis à disposition ainsi que les objets mobiliers entreposés dans ledit abri.

Le **jardinier** reconnaît et assume que les biens départementaux visés à la présente se situent en zone inondable.

En cas d'incident, le Département devra être informé. Selon la nature de cet événement, le commissariat de police devra être contacté, notamment en cas de dépôt de plainte.

Le Département décline également toute responsabilité en cas de dommages causés par les **jardiniers** à d'autres **jardiniers**, à des tiers ou à leurs biens, ni des accidents qui surviendraient soit à eux soit à des tiers.

Le Département décline toute responsabilité pour des altercations entre **jardiniers** ou riverains, intra ou extra muros, et ce quel que soit le motif. Le différend accompagné ou non de violences verbales ou physiques pourra entraîner la non reconduction ou résiliation du contrat.

Le Département décline toute responsabilité pour tous les cas ordinaires tels que la sécheresse, l'inondation, l'incendie, les vols et les effractions qui pourraient survenir aux dépens du **jardinier** ou à leurs biens, ainsi que tout autre acte de vandalisme entraînant la destruction de tout ou partie des récoltes ainsi que des installations ou constructions mises en place par le **jardinier**.

Le Département est dégagé de toute responsabilité quant aux vols et dégradations commis sur le jardin laissé par le bénéficiaire après la date de résiliation.

ARTICLE 5 - modification et prorogation de l'AOT

Toute modification, notamment en ce qui concerne le contenu de l'action et de son coût, devra être notifiée et justifiée au préalable au Département.

L'AOT pourra alors être révisée par un avenant.
Dans l'éventualité où le projet d'avenant serait rejeté par l'une ou l'autre des parties, l'AOT initiale s'appliquerait sauf à être résiliée conformément aux dispositions de l'article 6.

La présente AOT pourra être modifiée ou prorogée par voie d'avenant. Cet avenant sera approuvé par voie de délibération par les élus du Département et sera notifié au **jardinier** par voie postale pour signature.

ARTICLE 6 - résiliation

Le **jardinier** se rapprochera du Département aux fins d'établissement d'état des lieux et de restitution des clés.

Le Département prendra toutes les mesures appropriées en cas de dysfonctionnement ou non-respect des règles par le **jardinier**.

En cas de restitution de la parcelle en mauvais état, le **jardinier** sortant supportera les frais de remise en état de culture du jardin et les réparations de l'abri.

Lors du renvoi par la poste d'une facture ou d'une mise en demeure par suite d'un changement d'adresse qui n'aurait pas été signalé par le **jardinier**, le Département se réserve le droit de résilier la convention quel que soit l'état d'entretien du jardin.

> Départ à l'initiative du bénéficiaire

Tout **jardinier** peut mettre fin à l'occupation de la parcelle sous réserve de respecter un délai de préavis de trois mois. Il devra, pour ce faire, en informer par écrit le Département, à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil Départemental du Var
390 avenue des Lices – CS 41303
83076 TOULON cedex

La restitution des clés des portillons devra se faire dans les meilleurs délais.

> Résiliation à l'initiative du Département

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par le Département, par courrier recommandé avec accusé de réception, compte tenu d'un préavis de trois mois pour tenir compte des contraintes érigées par l'article L 471-1 du Code Rural.

> Exclusion

Avant toute décision d'exclusion d'un jardin, le **jardinier** intéressé recevra un courrier par lettre recommandée avec accusé de réception lui exposant les griefs qui lui sont reprochés et sera invité à fournir des explications sous un délai de huit jours.

L'exclusion est prononcée, en cas de non-respect par le **jardinier** de tout ou partie des clauses et interdictions énoncées dans la présente convention. Elle est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exclusion du **jardinier** devient exécutoire dès qu'elle aura été signifiée à l'intéressé par lettre recommandée. L'exclusion n'ouvre aucun droit à indemnité, ni nouvelle attribution de parcelle. Si l'enlèvement des affaires personnelles n'a pas été effectif dans les dix jours qui suivent la réception de la lettre, il y sera procédé d'office, quinze jours après, en présence d'un huissier, et aux frais de l'attributaire n'ayant pas obtempéré.

ARTICLE 7 - durée et caractère exécutoire de l'AOT

L'occupation du jardin est consentie à titre gratuit pour l'année civile en cours à compter de la notification de la convention d'autorisation d'occupation temporaire au **jardinier**.
Cette convention pourra être renouvelée UNE FOIS par tacite reconduction.

ARTICLE 8 - litiges

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente relève de la juridiction dans laquelle sont situées les parcelles objet de la convention.

Fait en deux exemplaires.

Le Jardinier

Monsieur/Madame XXXXX

Fait à Toulon, le

SST/DENFA/
JM

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G67

OBJET : GESTION CYNEGETIQUE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) - CONVENTION PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A PASSER AVEC LA SOCIETE DE CHASSE LA BAGNOLAISE POUR LA PRATIQUE DE LA CHASSE SUR LES PROPRIETES DEPARTEMENTALES MALPASSET ET MUERON-COLLE ROUSSE A BAGNOLS-EN-FORET

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés :Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-2 et L.2122-3,
Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.420-1,
Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.142-1 à L.142-13,
Vu la délibération du Conseil général n° A29 du 24 mars 2010 portant rénovation de la politique départementale des espaces naturels sensibles (ENS),
Vu la délibération du Conseil général n° A28 du 25 juin 2014 approuvant la politique de gestion de l'activité cynégétique sur les espaces naturels sensibles (ENS),
Vu la délibération du Conseil départemental n° G74 du 26 septembre 2022 approuvant la convention type portant autorisation d'occupation temporaire et du cahier des charges pour la pratique de la chasse sur le domaine public départemental,
Vu la délibération du Conseil départemental n° A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,
Vu le rapport Président,

Considérant l'avis de la commission environnement, espaces naturels sensibles (ENS) et maisons de la nature du 10 avril 2025
Considérant l'information à la commission préservation des espaces forestiers et agricoles et des risques sanitaires du 10 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'accorder l'autorisation d'occupation temporaire pour la gestion cynégétique des propriétés départementales en faveur de la société de chasse communale la Bagnolaise sur le territoire des ENS Malpasset et Mueron-Colle Rousse commune de Bagnols-en-Forêt,

- d'approuver le projet de convention d'autorisation d'occupation temporaire pour la gestion cynégétique de la propriété départementale, tel que joint en annexe, d'une durée de cinq ans, à intervenir entre le Département du Var et la société de chasse communale la Bagnolaise, qui définit les engagements de chaque partie,

- d’autoriser le Président du Conseil départemental à signer ladite convention.

Adopté à l’unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102663-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE DÉPARTEMENT

D.E.N.F.A/
JM

Acte n° : CO 2025-478

PROJET AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DELIVREE AU TITRE DE LA PRATIQUE DE LA CHASSE A LA SOCIETE DE CHASSE LA BAGNOLAISE COMMUNE DE BAGNOLS EN FORET POUR LA PRATIQUE DE LA CHASSE SUR LES TERRAINS DU DEPARTEMENT DU VAR

ENTRE
le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° <réf. délibération n° et date>,
[si signature par élu ajouter la phrase suivante] Le Président du Conseil départemental est représenté par Madame/Monsieur, Xème vice-président(e)/ conseiller(e) départemental(e) et président(e) de la commission "XXX" agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

ET

La société de chasse La Bagnolaise régie par la loi du 1er juillet 1901 enregistrée en préfecture du Var sous le n° W831001609 dont le siège est situé Mairie de Bagnols en Forêt 83600 Bagnols-en-Forêt représentée par son Président, Monsieur Olivier CLEUZIOU et ci-après désignée "la société de chasse".

PREAMBULE

Le Département du Var, conformément à la loi du 18 juillet 1985 et à l'article L113-8 du code de l'urbanisme, est compétent pour mener une politique foncière de sauvegarde des paysages, habitats et milieux naturels et des zones d'expansions de crues. A ce titre, il protège, gère et aménage pour l'ouverture au public les espaces naturels sensibles dont il se rend propriétaire au titre de la taxe d'aménagement.

Ces espaces sont gérés afin de participer « au maintien de la biodiversité et des paysages pour que les générations futures puissent profiter de la richesse actuelle des espèces animales et végétales présentes sur le territoire départemental ».

Selon les dispositions du code de l'environnement, et notamment son article L420-1, " la gestion durable du patrimoine faunique et de ses habitats est d'intérêt général. La pratique de la chasse, activité à caractère environnemental, culturel, social et économique, participe à cette gestion et contribue à l'équilibre entre le gibier, les milieux et les activités humaines en assurant un véritable équilibre agro-sylvo-cynégétique". "Par leurs actions de gestion et de régulation des espèces dont la chasse est autorisée ainsi que par leurs réalisations en faveur des biotopes, les chasseurs contribuent au maintien, à la restauration et à la gestion équilibrée des écosystèmes en vue de la préservation de la biodiversité".

Ainsi, afin d'assurer une protection du milieu naturel, de favoriser la biodiversité et le maintien d'un paysage de qualité, le Département, dans le cadre de sa politique en faveur de la préservation des ENS, a pris la décision de concilier leur protection avec l'ouverture au public et le maintien des usages qui s'exercent sur ces sites et ainsi de maintenir la pratique de la chasse.

Dans le but d'encadrer cette pratique, le Département a souhaité mettre en place des autorisations d'occupation temporaire.
L'Autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public répond à des règles dérogatoires au droit commun conformément au code de la propriété des personnes publiques (art. L 2122-2 et L 2122-3). Elle est accordée à titre précaire et révocable, fixe les règles d'utilisation du domaine public et est adjointe d'un cahier des charges qui précise les règles propres à chaque espace.

Le Département a acquis au titre de la taxe d'aménagement, les Espaces naturels sensibles (ENS) de Malpasset et Mueron - Colle Rousse de superficies respectivement de 166,8 ha et 12,2 ha soit un total de 179 ha, situés sur la commune de Bagnols-en-Forêt. Ces espaces appartiennent au domaine public du Département, géré, protégé et aménagé, conformément à l'art. L 113-8 et suivants du code de l'urbanisme.

La chasse étant pratiquée sur cet ENS, le Département et la société de chasse La Bagnolaise ont souhaité formaliser la pratique de la chasse sur ces propriétés départementales afin de définir les droits et obligations de chacune des parties par le biais d'une autorisation d'occupation temporaire.

CECI EXPOSE
Il est autorisé ce qui suit :

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES : Conditions d'application

1-1 Objet de l'AOT

1.1.1 - La présente AOT a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Département, titulaire du droit de chasse, accorde à la société de chasse La Bagnolaise, l'autorisation de chasser sur les parcelles dont le Département est propriétaire sur les sites de Malpasset et Mueron - Colle Rousse commune de Bagnols-en-Forêt dont l'état parcellaire est le suivant :

ENS MUERON - COLLE ROUSSE

Commune	Section	numéro de parcelle	lieu-dit	superficie
BAGNOLS EN FORET	D	2	MUERON	3ha25a30ca
BAGNOLS EN FORET	E	4	COLLE ROUSSE	1a35ca
BAGNOLS EN FORET	E	5	COLLE ROUSSE	49a40ca
BAGNOLS EN FORET	E	6	COLLE ROUSSE	75ca
BAGNOLS EN FORET	E	7	COLLE ROUSSE	1a43ca
BAGNOLS EN FORET	E	8	COLLE ROUSSE	8ha39a24ca
			TOTAL	12ha17a47ca

Commune	Section	numéro de parcelle	lieu-dit	superficie
BAGNOLS EN FORET	C	461	LA MADELEINE	8a30ca
BAGNOLS EN FORET	C	462	LA MADELEINE	25a
BAGNOLS EN FORET	C	463	LA MADELEINE	1ha3a35ca
BAGNOLS EN FORET	C	464	LA MADELEINE	4a35ca
BAGNOLS EN FORET	C	465	LA MADELEINE	23a
BAGNOLS EN FORET	C	475	LES ESCHOLLES	70a

BAGNOLS EN FORET	C	596	LA MADELEINE	69a13ca
BAGNOLS EN FORET	C	616	BUIEME	1ha84a
BAGNOLS EN FORET	C	617	BONAUDE	2ha22a25ca
BAGNOLS EN FORET	C	618	BONAUDE	10ha94a
BAGNOLS EN FORET	C	619	MALPASSET	50a50ca
BAGNOLS EN FORET	C	620	MALPASSET	6ha11a25ca
BAGNOLS EN FORET	C	621	MALPASSET	6ha83a50ca
BAGNOLS EN FORET	C	622	MALPASSET	17ha53a75ca
BAGNOLS EN FORET	C	623	LA MADELEINE	58ha49a60ca
BAGNOLS EN FORET	C	624	LES ESCHOLLES	12ha25a60ca
BAGNOLS EN FORET	C	625	LES ESCHOLLES	11ha88a40ca
BAGNOLS EN FORET	C	626	LES ESCHOLLES	6ha35a60ca
BAGNOLS EN FORET	C	627	LES ESCHOLLES	20ha66a
BAGNOLS EN FORET	C	628	LES ESCHOLLES	38a40ca
BAGNOLS EN FORET	C	629	LES ESCHOLLES	2ha89a60ca
BAGNOLS EN FORET	C	630	LA CULASSE	4ha84a80ca
			TOTAL	166ha80a41ca

Total des superficies : 178ha97a88ca

1.1.2 – Le Département informe la société de chasse que certaines parcelles peuvent être exclues de

la présente AOT selon leur sensibilités écologiques, l'importance de la fréquentation ou les préconisations du plan de gestion (lorsqu'il existe).
Les motifs et les caractéristiques sont prévus et précisés dans le cahier des charges.

1.1.3 – La société de chasse indique qu'elle a une parfaite connaissance des parcelles objet de l'AOT, qu'elle participe à la veille écologique et qu'elle s'engage à alerter le Département, sur des actes ou des faits portant atteinte à cet espace naturel.

1.1.4 – Le règlement intérieur de la société de chasse fait référence à l'AOT et au cahier des charges précisant les modalités particulières de la pratique de la chasse sur l'ENS. Un exemplaire est obligatoirement adressé au Département dans le mois suivant la signature de l'AOT.

1-2 Information du public

Dans le but d'informer tous les usagers du site, la pratique de la chasse est signalée par une information bien visible figurant sur le (ou les) panneau(x) d'entrée de site ou sur un panneau annexe implanté à proximité. Cette signalétique est à la charge du Département et n'exclut pas la signalétique rendue obligatoire par la réglementation sous la responsabilité de la société de chasse.

1-3 Conditions générales d'exercice de la chasse

1.3.1 – Chacun des membres de la société de chasse respecte l'ensemble des législations et réglementations afférentes à cette activité y compris les règles relatives au maniement des armes.

1.3.2 – La pratique de la chasse sur les ENS doit avant tout s'intégrer dans le cadre du plan de gestion de l'espace (lorsqu'il existe) et s'adapter aux préconisations de celui-ci tant pour la préservation de la faune et le maintien des habitats et des milieux que pour la sécurité du public.

1.3.3 – L'autorisation de chasser est accordée uniquement à la société de chasse désignée ci-avant qui est le titulaire exclusif de celle-ci sur les parcelles désignées ci-dessus.

1.3.4 – La société de chasse ne peut en aucun cas sous-louer ou céder l'autorisation de chasse consentie par la présente autorisation à d'autres personnes morales ou physiques, de même que tout échange d'autorisation de chasser avec d'autres sociétés de chasse est interdit.
La cession ou la sous-location du droit de chasse entraîne le retrait de plein droit de la présente autorisation sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure ou d'aucune autre formalité préalable. Le Département informe la société de chasse du retrait de la présente autorisation d'occupation temporaire par courrier recommandé avec accusé de réception. Ce retrait prend effet à la date de réception de ce courrier.

1.3.5 – Si le site s'étend sur plusieurs communes, la mise en commun du territoire de chasse avec les sociétés de chasse concernées doit être recherchée afin d'éviter des conflits de limites.
Sinon, il y a répartition de chacune des parties communales de l'ENS entre chacune des sociétés de chasse concernées et signature d'une AOT avec chacune d'elles sur les parcelles concernées.

1.3.6 – S'il y a impossibilité totale par cas fortuit ou de force majeure d'exercer la chasse (incendie ...) en application de l'article 1722 du code civil, la présente AOT est suspendue.
En cas d'impossibilité partielle, en concertation avec la société de chasse, le Département prend les mesures qui s'imposent par voie d'avenant à la présente AOT.

1.3.7 – La société de chasse a obligation de faire appliquer à ses adhérents :

- La réglementation nationale comprenant les arrêtés ministériels, préfectoraux,
- Le schéma départemental de gestion cynégétique du Var,
- Le règlement intérieur de la société de chasse où est mentionnée la présente AOT et le cahier des charges associé.

1.3.8 – La société de chasse ne peut faire obstacle aux travaux liés à l'aménagement du site et à son ouverture au public.

1.3.9 – Les membres de la société de chasse veillent au respect des autres usagers du site (promeneurs, randonneurs, naturalistes, agriculteurs...) et appliquent les règles de courtoisie et de sécurité en cohérence avec les dispositions de l'article L.215-21 du code de l'urbanisme imposant l'ouverture au public des ENS.

1.3.10 - Tout membre de la société de chasse signale au Département tout fait notable ou incident lié à l'activité cynégétique et l'avertit, si possible, de tout autre problème observé.

ARTICLE 2 – DUREE ET CARACTÉRISTIQUE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

2.1 - La présente autorisation est signée par les deux parties. Elle prend effet à la date de notification par le Département à la société de chasse pour une période de 5 années.

2.2 – Les propriétés départementales acquises par le biais de la taxe d'aménagement sont classées ENS et font partie du domaine public du département. De ce fait, le présent document est une autorisation d'occupation temporaire du domaine public départemental, elle a un caractère précaire et révocable.
Le Département peut y mettre fin à tout moment, si un motif d'intérêt général ou public le nécessite, après préavis de 3 mois expédié à la société de chasse par lettre recommandée avec accusé de réception.

2.3 - A terme échu, la présente AOT n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 3 - DROITS DU DEPARTEMENT

3.1 - La concession de la pratique de la chasse à la société de chasse n'implique aucune interdiction ou restriction d'autres activités (comme la randonnée, les sports de nature, ou tout autre évènement lié à la découverte de la nature…) sur les parcelles mises à disposition au travers de la présente autorisation d'occupation temporaire et ce, quelle que soit leur nature.

3.2 - Le Département se réserve le droit de gérer comme il l'entend l'ensemble de l'ENS. Il se réserve, en particulier, le droit de signer d'autres autorisations d'occupation temporaire notamment à destination d'agriculteurs éventuellement intéressés par la gestion agricole du site.

3.3 - En conséquence, la société de chasse ne peut élever aucune réclamation pour trouble de jouissance, ni s'en prévaloir pour se soustraire à ses obligations, notamment dans le cas où seraient exercées sur les parcelles mises à sa disposition, les activités normales de gestion et d'aménagement des espaces naturels sensibles, à savoir :
- travaux d'entretien et autres (débroussaillage, inventaire, prospection, topographie....),

- opérations liées à la défense de la forêt contre l'incendie (y compris tous les travaux en relevant),
- opérations d'aménagement liées à l'accueil du public (piétons, cavaliers, cyclistes...),
- études diverses ou travaux de réhabilitation,
- circulation du public (piétons, cavaliers, cyclistes...),
- autres activités liées à la connaissance (balades nature) ou à la gestion des espaces naturels,
- mise en œuvre des préconisations formulées dans le plan de gestion (lorsqu'il existe).

3.4 - Le Département porte à la connaissance de la société de chasse chaque opération se déroulant pendant la période de chasse et susceptible d'en perturber la bonne exécution.

ARTICLE 4 – DROIT ET DEVOIR DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DE CHASSE

4.1 Le règlement intérieur de la société de chasse doit faire mention de la présente AOT et le cahier des charges et doit faire apparaître la sanction pour manquement aux règles énoncées. Ce règlement intérieur doit être fourni annuellement au Département.

4.2 Le président de la société de chasse, peut, s'il l'estime nécessaire pour des raisons de sécurité, à tout moment exclure de la chasse sur l'espace naturel sensible un membre de la société de chasse ayant un comportement cynégétique dangereux, discutable ou en contradiction avec les règles énoncées dans la présente autorisation d'occupation temporaire.

ARTICLE 5 - PÉRIODE DE CHASSE

5.1 – La période d'ouverture et de clôture de la chasse est celle fixée par l'autorité administrative compétente. Les jours de chasse sont mentionnés au cahier des charges. Ce choix est adopté en lien avec la société de chasse.

ARTICLE 6 – ASPECTS FINANCIERS ET CONTREPARTIES

6.1 - La redevance est obligatoire pour toute occupation du domaine public.
Toutefois, lorsque cette occupation contribue à la gestion ou assure la conservation du domaine public ou participe à l'animation, conformément à l'article L 2125-1 du code de la propriété de la personne publique, la présente autorisation d'occupation temporaire et le droit de chasse qu'elle confère à la société de chasse peuvent être consentis à titre gracieux.

6.2 - Du fait de la contribution de la société de chasse en faveur de la gestion de l'espace (régulation des populations de grand gibier trop abondantes) et de l'animation (participation à des balades nature) et compte tenu que l'activité cynégétique n'a pas de but commercial, le Département décide d'accorder cet AOT à titre gratuit.

6.3 - Ainsi, en contrepartie de la gratuité de la présente occupation, la société de chasse s'engage à participer à certains travaux d'entretien à la demande du Département et en conformité avec les préconisations du plan de gestion (lorsqu'il existe). En l'absence du plan de gestion, des travaux peuvent être arrêtés entre le Département et la société de chasse. Un bilan de ces actions peut être demandé par le Département en fin de saison de chasse.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITÉ CIVILE

7.1 - Les chasseurs membres de la société de chasse sont responsables civilement, dans les conditions prévues par le code civil, et financièrement des dommages ou préjudices causés aux tiers, au Département ou à ses représentants, à l'occasion de l'exercice de la chasse consenti au titre de la présente autorisation.

7.2 - Le président de la société de chasse avertit obligatoirement sa compagnie d'assurance que les terrains, objet de la présente autorisation d'occupation temporaire, sont ouverts au public, et de sa qualité d'occupant du domaine public départemental.

7.3 - Il doit justifier de la souscription d'une assurance "responsabilité civile" au titre de la société de chasse.
Une copie de la police d'assurance souscrite est adressée au Département par voie postale (Département du Var - 390 avenue des Lices - CS 41303 - 83076 Toulon cedex) au plus tard un mois après la signature de la présente autorisation et ensuite, chaque année, un mois avant l'ouverture de la chasse.

7.4 – La responsabilité du Département ne peut pas être engagée pour quelque cause que ce soit, ni pour des dommages subis par les membres de la société de chasse, ni pour des dommages occasionnés aux chemins, aux personnes et aux arbres, dans le cadre de l'activité de chasse.

ARTICLE 8 – RÉGULATION DES ANIMAUX DITS NUISIBLES ET LÂCHERS D'ANIMAUX D'ÉLEVAGE

Les conditions et les aspects réglementaires pour les lâchers de tir issus de l'élevage et les lâchers de repeuplement sont détaillées dans le schéma départemental de gestion cynégétique du Var.

ARTICLE 9 - TRAVAUX et AMÉNAGEMENTS

Ils font l'objet d'une discussion annuelle entre le Département et la société de chasse et sont définis dans un calendrier.

9.1 – Travaux
Pour répondre aux objectifs de gestion des habitats et des espèces présents sur le site, la société de chasse, peut être sollicitée par le Département pour participer à des travaux.
- La liste et la période de ces travaux sont établies en fonction du plan de gestion. En l'absence d'un plan de gestion, des travaux peuvent être envisagés par le Département et/ou la société de chasse. Ces travaux sont ensuite validés par le Département et notifiés par courrier à la société de chasse.
- La réalisation de ces travaux par la société de chasse (entretien divers, débroussaillage, emblavures…) étant une contrepartie à la gratuité de l'AOT, elle n'ouvre droit à aucune indemnisation de la part du Département.

9.2 – Emblavures
La mise en culture à gibier de certaines parcelles est possible notamment si le plan de gestion (lorsqu'il existe) le prévoit et après autorisation du Département.

9.3 – Points d'eau

La gestion hydraulique sur l'ensemble des sites est de la seule responsabilité du Département en rapport avec les préconisations du plan de gestion du site (lorsqu'il existe). La société de chasse ne peut intervenir dans le dispositif de gestion de l'eau (réalisation de réserves d'eau, barrages…). Mais, s'il s'avère nécessaire de créer des points d'eau pour l'abreuvement du gibier, ces derniers ne pourront être réalisés qu'après autorisation du Département et sous sa responsabilité.

9.4 – Postes aménagés
Les postes aménagés, fixes, aux sangliers et aux migrateurs sont autorisés mais doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Ils doivent être intégrés au paysage, construits en matériaux importés à cet effet et réalisés en bois de construction (ex : modèles de miradors désignés par la Fédération départementale des chasseurs du Var dans le cas des battues aux sangliers).

9.5 - Les coupes d'arbres, de buissons ou de branches, sont strictement prohibées sur l'espace naturel sensible.

9.6 - Les constructions bâties sont interdites.

ARTICLE 10 - SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DE LA CHASSE

10.1 - La surveillance et le contrôle de la chasse sur l'ENS sont assurés par les agents dûment commissionnés en matière de chasse ainsi que par le garde chasse de la société de chasse si existant et les agents du Département dans les conditions déterminées par les lois et règlements en vigueur.

10.2 - Les membres de la société de chasse doivent se soumettre à tout contrôle de la part des agents cités dans l'article 10.1.

ARTICLE 11 - MISE EN CAUSE DU DEPARTEMENT

11.1 - Le rendement de la chasse autorisée dans le cadre de la présente autorisation d'occupation temporaire n'est, en aucun cas, garanti.

11.2 - Le Département décline toute responsabilité résultant de troubles ou d'accidents causés par des tiers ou usagers de l'ENS ou du fait de chutes de pierres, d'arbres ou de branches ou de toutes autres circonstances causées par ces tiers.

11.3 - La société de chasse prend en charge la réparation de tous dégâts, dommages ou préjudices ayant pour origine ses sociétaires.

ARTICLE 12 - LOIS ET RÈGLEMENTS

Le Département impose, à la société de chasse qui l'accepte, le respect du cahier des charges figurant en annexe 1 de la présente autorisation d'occupation temporaire
Ce cahier des charges fait partie intégrante de l'AOT. Il peut être modifié à tout moment par le Département ou son représentant en fonction de l'évolution des connaissances du site, afin d'assurer une meilleure prise en compte de l'environnement.

ARTICLE 13 - AVENANT

13.1 - Toute modification non substantielle des conditions ou des modalités d'exécution de la présente autorisation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant. Celui-ci précise les éléments modifiés de l'AOT sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs et les enjeux de l'AOT.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION

14.1 - La résiliation peut intervenir en cas de manquement à l'une ou plusieurs clauses de la présente AOT par la société de chasse. L'AOT est alors résiliée de plein droit, sans préavis, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception à la société de chasse. Le retrait de l'AOT intervient à compter de la date de réception de ce courrier par la société de chasse

14.2 - La résiliation peut également être prononcée par le Département à tout moment pour des motifs de police, d'intérêt général ou public par courrier recommandé avec accusé de réception, en respectant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 15 - LITIGES

15.1 - En cas de désaccord entre les parties, par application de l'article L2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 Toulon cedex 9 et peuvent être saisis sur l'application informatique « télérecours citoyens », accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 16 – TIMBRES ET ENREGISTREMENT

16.1 - La présente autorisation d'occupation temporaire est établie en trois exemplaires originaux destinés à chacune des parties. Elle comprend 17 articles et est dispensée des frais de timbre et d'enregistrement.

ARTICLE 17 – DOCUMENTS JOINTS À L'AUTORISATION

- un cahier des charges ;
- une carte de situation des ENS

Pour la société de chasse
La Bagnolaise
Le Président,

Monsieur Olivier CLEUZIOU

Fait à Toulon, le

LE DÉPARTEMENT

DÉPARTEMENT DU VAR
DIRECTION DES ESPACES NATURELS FORESTIERS ET AGRICOLES

CAHIER DES CHARGES POUR LA PRATIQUE DE LA CHASSE

SUR LE DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL

Objet : ENGAGEMENTS RELATIFS À LA PRATIQUE DE LA CHASSE SUR L'ESPACE NATUREL SENSIBLE DÉSIGNE DANS LA PRÉSENTE AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE.

PREAMBULE

Le cahier des charges a pour objet de fixer les règles particulières adaptées à chacun des ENS concernés par la pratique de la chasse.

L'occupant s'engage à respecter scrupuleusement le présent cahier des charges établi afin de maintenir la destination principale des espaces naturels sensibles tel que décrit à l'article L113-8 du code de l'urbanisme à savoir la protection des sites naturels et des paysages.

Tout manquement constaté à ce cahier des charges donne lieu à une mise en demeure. En l'absence de correction de l'infraction constatée ou de dégradation irréversible de l'espace naturel sensible, le Département se réserve le droit de retirer la présente Autorisation d'Occupation Temporaire sans que ce retrait n'entraîne aucune indemnité à aucun titre.

Outre le respect de ce cahier des charges, la société de chasse La Bagnolaise est tenue de se conformer aux règlements concernant cette pratique et qui concourent à la protection de l'environnement. Les différentes polices spéciales (protection de la faune et de la flore, circulation motorisée….etc.) et les règles applicables par les lois de protection de la nature contenues notamment dans le code de l'environnement, le code forestier, le code rural et le code pénal s'appliquent sur l'ENS de plein droit comme sur l'ensemble du territoire national.
L'autre document de référence opposable aux chasseurs est le Schéma départemental de gestion cynégétique du Var qui a pour objectif principal d'encadrer la pratique de la chasse dans le département du Var.

De ce fait, le président et les membres de la société de chasse s'engagent à respecter scrupuleusement les clauses suivantes :

Article 1 : les conditions techniques d'exercice de la chasse

1.1 - Zones où la chasse est pratiquée
Sur toute la surface des ENS sauf si la présence d'une zone écologiquement sensible ne le permet pas ou encore si une zone de sécurité est précisée en rapport avec des activités d'accueil du public

1.2 - Jours de chasse

Les jours et les heures au cours desquels les titulaires d'un permis valable peuvent s'adonner à la chasse sont fixés par un arrêté propre à chaque département. Les périodes varient également en fonction de l'espèce chassée.
Sur les ENS, les jours de chasse sont définis entre la société de chasse et le Département et inscrits dans le règlement intérieur de la société de chasse.
En fonction de la fragilité écologique de certains espaces naturels sensibles et de leur fréquentation par le public, le plan de gestion (lorsqu'il existe) peut préconiser des jours non chassés supplémentaires.

1.3 - Modes et types de chasse

Le schéma départemental de gestion cynégétique du Var répertorie ces modes de chasse pratiqués sur le territoire et fait le rappel réglementaire pour les différents modes et les armes autorisés (cf. arrêtés préfectoraux et ministériels en vigueur).

1.4- Nombre d'installations d'ouvrages et d'aménagements cynégétiques (postes à grives, miradors, drailles à gibier...)

Sont autorisés sur ces ENS, après autorisation explicite du Département, les installations d'ouvrages et les aménagements suivants :

- 1 mirador existant sur l'ENS de Mueron - Colle Rousse
- 5 aménagements de draille

Ces installations autorisées doivent être fabriquées avec des matériaux naturels (bois) et doivent s'intégrer dans le paysage.

1.5- Circulation et stationnement des véhicules

Les pistes de défense de la forêt contre les incendies (DFCI) sont interdites à toute circulation, toute l'année. Seuls les véhicules chargés d'une mission de service public, les propriétaires des parcelles traversées ou desservies et les ayants-droits peuvent les emprunter. Les chasseurs ont la qualité d'ayant-droit uniquement lors de l'exercice de la chasse, et sur les seules pistes DFCI qui traversent ou desservent les parcelles pour lesquelles ils sont détenteurs du droit de chasse. L'usage des pistes DFCI par les chasseurs sera limité au strict nécessaire. L'exercice de la chasse comprend l'accès aux lieux de chasse, le transport des animaux abattus, la recherche des chiens courants, la recherche du grand gibier blessé par un conducteur agréé et l'entretien des aménagements cynégétiques.

Pour les autres sociétaires non chasseurs, l'accès dans le périmètre de l'ENS ne peut se faire qu'à pied. Les véhicules motorisés doivent se garer sur les aires de stationnement identifiées par le Département (à définir localement par le Département suivant les aménagements réalisés et définis sur une carte).

Pour cela, la société de chasse doit communiquer au Département, avant la période de chasse, la liste des personnes susceptibles de pénétrer sur les parcelles mises à sa disposition en cohérence avec les autorisations données sur le secteur par les autres propriétaires ou représentants des propriétaires. La société communale de chasse a établi un système de vignettes de manière à identifier les véhicules de ses sociétaires autorisés à circuler en action de chasse pour l'année en cours. Le Département est d'accord pour que ce système demeure celui en vigueur sur ses propriétés espaces naturels sensibles. Toutefois, il est convenu que le nombre maximum de véhicules présents simultanément ne doit pas excéder 8.

Les chasseurs doivent quitter et se présenter à leur véhicule, fusils déchargés et cassés, chiens tenus en laisse.
En dehors de la période de chasse, l'accès en véhicules «aux installations» pour effectuer des réparations est réglementé et soumis à autorisation du Département écrite et nominative à l'adresse des personnes concernées.

Article 2 : Conditions concernant la gestion des habitats et des espèces

2.1 – Travaux

Conformément aux termes prévus dans l'AOT, la société de chasse de La Bagnolaise, peut être sollicitée par le Département pour participer à des travaux (entretien, débroussaillage, ouverture de milieu....). Elle peut également formuler des propositions de travaux qu'elle juge utiles.
La liste et la période de ces travaux sont arrêtées en collaboration avec la société de chasse par le Département après la saison cynégétique.

2.2 – Emblavures

Aucune emblavure n'est envisagée.

2.3 – Points d'eau

Aucun point d'eau n'est envisagé

2.4 - Les lâchers de gibier

Aucun lâcher de gibier n'est envisagé.

2.5 - Régulation des animaux surabondants ou déclarés nuisibles (piégeage, battue administrative)

La liste des animaux susceptibles d'être juridiquement classés nuisibles est fixée chaque année, en fonction des conditions locales et conformément à la réglementation, par arrêtés préfectoraux. Le cadre réglementaire de cette régulation et les procédés sont rappelés dans le schéma départemental de gestion cynégétique (SDGC).
Sous réserve de l'assentiment du Département (détenteur du droit de destruction), la société de chasse doit l'informer de ses actions et fournir un bilan annuel.

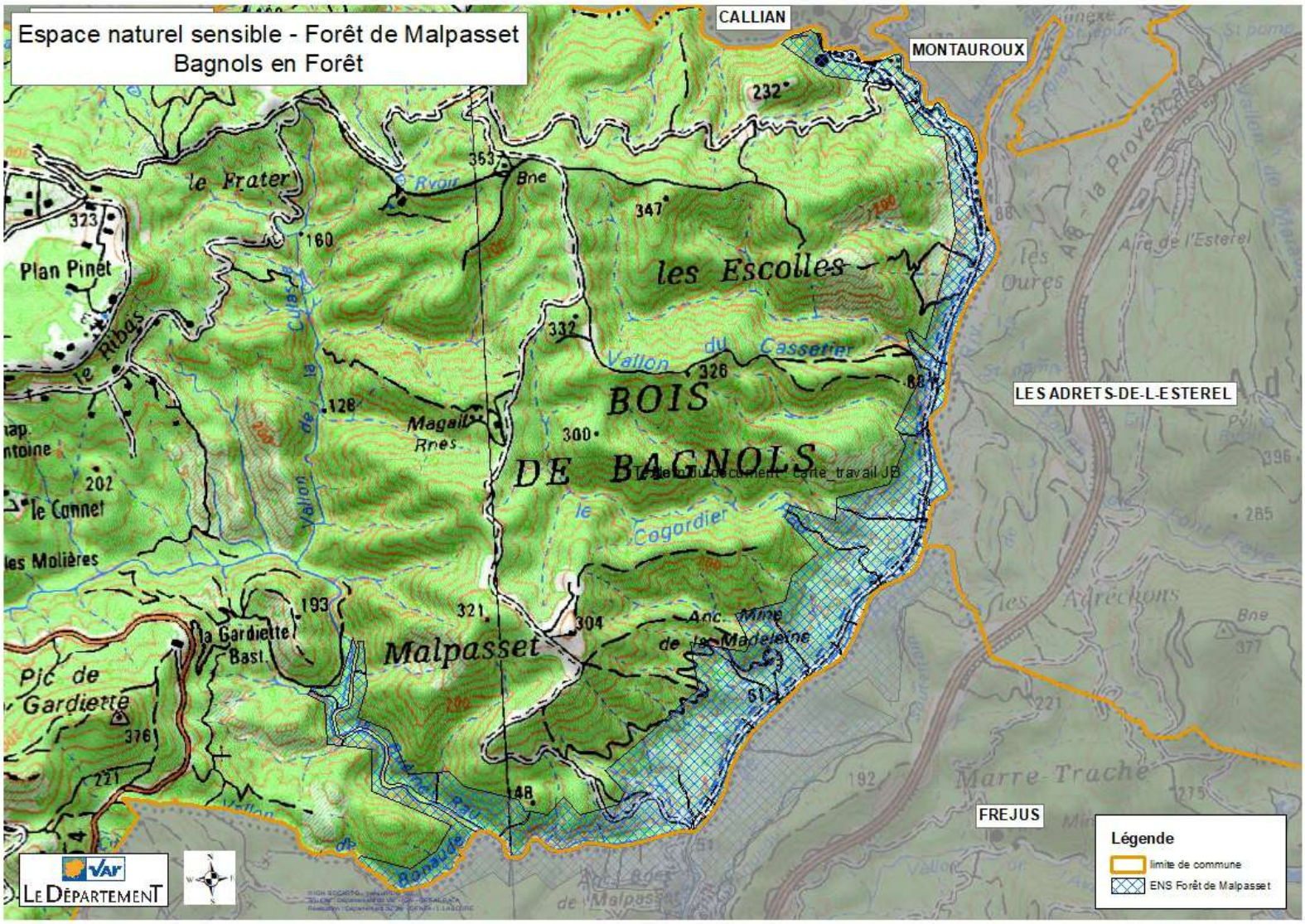
Dans tous les cas, si de telles mesures s'avèrent nécessaires, elles doivent revêtir un **caractère exceptionnel** et s'effectuer selon la réglementation en vigueur.

Le ….....….à ….....,

La société de chasse
La Bagnolaise,
Le Président,

Olivier CLEUZIOU
(précéder la signature de la mention manuelle
« *lu et approuvé sans réserve* »)

Territoire concerné - Annexe 2 à l'autorisation d'occupation temporaire



CDT/DIT/
RB/JA

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G68

OBJET : APPROBATION DES CONTRATS OPERATIONNELS DE MOBILITE A PASSER ENTRE LES ACTEURS LOCAUX DES POLITIQUES DE MOBILITE

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
VU le Code des transports,
VU le Code de l'environnement,
Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),
VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM),
VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,
VU la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS),
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 portant approbation du Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET),
VU l'avis du Comité de Partenaires (COPART) pour le Bassin E réuni le 26 novembre 2024,
VU l'avis du Comité de Partenaires (COPART) pour le Bassin J réuni le 08 janvier 2025,
VU l'avis du Comité de Partenaires (COPART) pour le Bassin K réuni le 03 décembre 2024,
VU l'avis du Comité de Partenaires (COPART) pour le Bassin L réuni le 03 décembre 2024,
VU les projets de contrats pour les bassins E, J, K et L qui concernent le territoire varois, annexés à la présente délibération,
Vu le rapport du Président,
Considérant que la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 désigne la Région comme chef de file en matière de mobilité et lui confie à ce titre la charge d'élaborer un contrat opérationnel de mobilité, traduction opérationnelle de sa mission d'organisation des modalités de l'action commune des acteurs de la mobilité à l'échelle des bassins de mobilité qu'elle doit définir,
Considérant que les articles L1215-1 et L1215-2 du code des transports listent de manière non limitative les thématiques dont doit traiter le contrat opérationnel de mobilité comme suit :
1° Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, en matière de desserte, d'horaires, de tarification, d'information et d'accueil de tous les publics ainsi que de répartition territoriale des points de vente physiques,

2° La création, l'aménagement et le fonctionnement des pôles d'échanges multimodaux et des aires de mobilité, notamment en milieu rural, ainsi que le système de transport vers et à partir de ces pôles ou aires,

3° Les modalités de gestion des situations dégradées afin d'assurer la continuité du service rendu aux usagers au quotidien,

4° Le recensement et la diffusion des pratiques de mobilité et des actions mises en œuvre en particulier pour améliorer la cohésion sociale et territoriale,

5° L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité par les autorités organisatrices de la mobilité.

Considérant que, conformément à son plan climat, la Région Provence Alpes Côte d'Azur a fait le choix d'ajouter la décarbonation des mobilités comme 6ème thématique de ce contrat,
Considérant les bassins de mobilité délimités par la Région Provence Alpes Côte d'Azur, et notamment :

- le bassin E qui s'étend au nord-ouest du département du Var et qui inclut la commune de Vinon-sur-Verdon,
- le bassin J qui s'étend à l'ouest du département du Var et qui inclut la commune de Saint-Zacharie,

- le bassin K qui couvre la communauté de communes Provence Verdon, la communauté d'agglomération Provence Verte, la communauté d'agglomération Sud Sainte-Baume, la métropole Toulon Provence Méditerranée, la communauté de communes Vallée du Gapeau, la communauté de communes Méditerranée Porte des Maures, la communauté de communes Coeur du Var,
- le bassin L qui couvre la communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon, la communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération, la communauté de communes Pays de Fayence, la communauté d'agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération, la communauté de communes Golfe de Saint-Tropez,

Considérant que la Région Provence Alpes Côte d'Azur a proposé de co-construire dans chaque bassin le contrat opérationnel de mobilité avec les acteurs suivants :

- les autorités organisatrices de la mobilité locale,
- les communautés de communes qui n'ont pas souhaité prendre la compétence mobilité,
- les gestionnaires de pôles d'échanges multimodaux et de gares voyageurs,
- les Départements concernés
- les Régions limitrophes le cas échéant,
- les acteurs locaux présentant une expertise en mobilité et dont la participation a été approuvée par le comité de bassin ,

Considérant que notre collectivité a participé à cette démarche de co-construction des contrats opérationnels de mobilité,
Considérant que la porosité entre les bassins de mobilité a été prise en compte à travers l'invitation à la démarche de co-construction des territoires associés (établissements publics de coopération intercommunale et collectivités limitrophes du bassin),
Considérant que toutes les thématiques prévues par le code des transports ont été abordées durant le processus de co-construction,
Considérant que les signataires des contrats opérationnels de mobilité sont ceux prévus par le code des transports (autorités organisatrices de la mobilité, gestionnaires de pôles d'échanges multimodaux et de gares voyageurs, Départements et Régions concernés), auxquelles sont ajoutées les communautés de communes n'ayant pas fait le choix de prendre la compétence mobilité,
Considérant que le Contrat Opérationnel de Mobilité n'est pas un contrat de financement mais un outil permettant une meilleure coordination, mise en cohérence et optimisation des actions territorialisées par les acteurs de la mobilité, sur différents périmètres et durant la durée prévue du contrat,
Considérant que la durée du Contrat Opérationnel de Mobilité est fixée à quatre ans 2025-2028 pour cette première génération de contrat,
Considérant que le contrat est construit en 4 parties : un tronc commun identique pour les 12 contrats, un socle territorialisé, des objectifs généraux et territorialisés ainsi que des annexes propres à chaque bassin,

Considérant l'avis de la commission solidarités et ingénierie pour les territoires du 9 avril 2025
Considérant l'information à la commission mobilités et infrastructures routières (hors métropole) du 10 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- de demander au Conseil régional de modifier les contrats des bassins de mobilité E, J, K et L selon le tableau annexé à la présente délibération,

- d'approuver les contrats opérationnels de mobilité des bassins de mobilité E, J, K et L sous réserve de la prise en compte de ces modifications,

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les contrats opérationnels de mobilité ainsi que les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération, sous réserve de la prise en compte de ces modifications.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1101712-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

Modifications demandées par le Département du Var dans les contrats opérationnels de mobilité

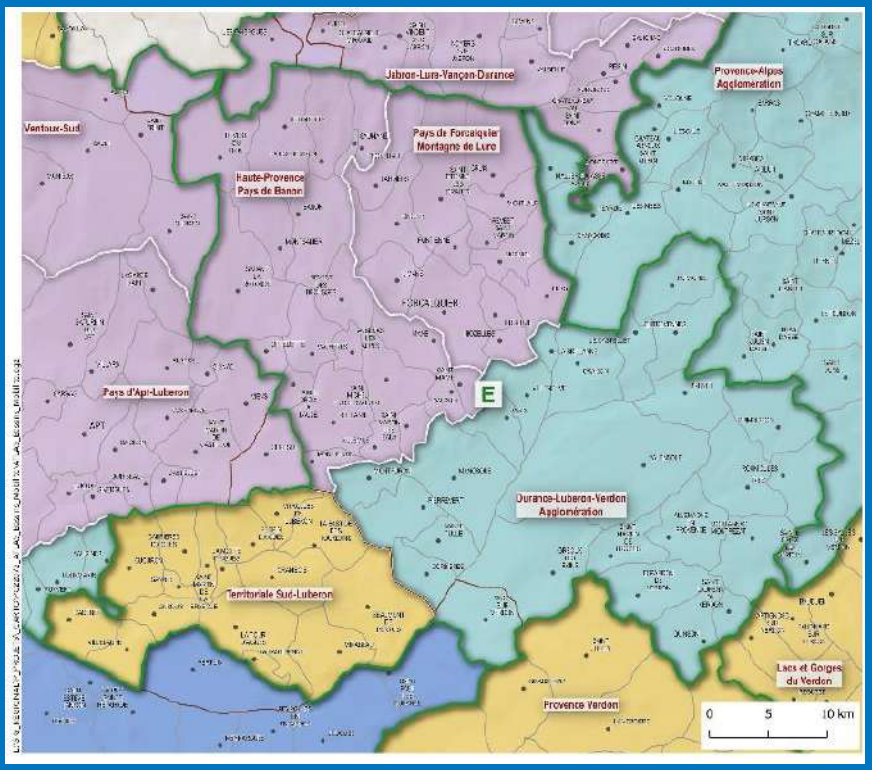
Bassins	Fiches	Intitulé de l'engagement	Porteur de l'engagement	Demande du Département
E, J, K, L	**E34, J50, K68, L25**	**Elaboration des plans d'action mobilité solidaire**	Région	Ajouter la mention "Porteur d'actions dans son champ de compétence" pour tous les autres acteurs, à l'identique du Département
K, L	**K49, L41**	**Favoriser le développement d'activités liées au cyclable (location, réparation)**	Département et/ou Comité régional du tourisme	Inscrire le Département comme partenaire, et non pas comme pilote, et laisser le pilotage au comité régional du tourisme.
K	**K9**	**Élaboration du Plan de Mobilité de MTPM**	MTPM	Ne pas lier le Département en tant que partenaire financier.
K	**K13**	**Création d'un PEM au Cannet des Maures**	CC Cœur du Var	Ne pas lier le Département en tant que partenaire financier.
K	**K86**	**Pistes cyclables Coeur du Var**	CC Coeur du Var	Ne pas lier le Département en tant que partenaire financier.
K	**K88**	**Aire de covoiturage Cannet des Maures**	CC Coeur du Var	Ne pas lier le Département en tant que partenaire financier.
L	**L5**	**Requalification de la RDN7 entre Puget sur Argens et Fréjus**	ECAA	Ne pas lier le Département en tant que partenaire financier.
L	**L21**	**Aire multimodale le long de la RDN7 à Roquebrune-sur-Argens**	ECAA	Ne pas lier le Département en tant que partenaire financier.
L	**L22**	**Aire multimodale le long de la RDN7 à Puget-sur-Argens**	ECAA	Ne pas lier le Département en tant que partenaire financier.
L	**L60**	**Élaboration du Plan de Mobilité de la CC Golfe de St Tropez**	CC Golfe de St-Tropez	Ne pas lier le Département en tant que partenaire financier.

Bassins	Fiches	Intitulé de l'engagement	Porteur de l'engagement	Demande du Département
E, K, L	**E78, K79, L57**	**Schéma régional aires de covoiturage**	Région	Ajouter la mention "sous réserve" pour la participation des départements
J	**J14**	**SERM Aix-Marseille Provence**	Région	Retirer le Département du Var de la liste des partenaires
K	**K43**	**SERM toulonnais**	Région	Retirer le Département du Var de la liste des partenaires
K	**K22**	**BHNS métropole toulonnaise**	MTPM	Retirer le Département du Var de la liste des partenaires
J, K, L	**J34, K41, L49**	**Mutualisation de l'information voyageurs**	Région	Retirer le Département du Var de la liste des partenaires
K	**K89**	**Complément de l'échangeur et contournement - Carnoules**	CC Coeur du Var	Inscrire le Département comme partenaire – et non pas comme pilote – notamment par le soutien financier porté à l'étude préliminaire du demi-échangeur autoroutier.

Annexe à la délibération de la Commission permanente du 28 avril 2025

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité



BASSIN E

DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

Signataires du Contrat Opérationnel de Mobilité		
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur		
Département des Alpes-de-Haute-Provence		
Département du Var		
Département de Vaucluse		
Communauté d'Agglomération Durance-Luberon-Verdon Agglomération		
Communauté de Communes Territoriale Sud-Luberon		
Communauté de Communes Haute-Provence-Pays de Banon		
Communauté de Communes Pays de Forcalquier -Montagne de Lure		
SNCF Gares et Connexions		

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4221-1 et suivants ;

Vu le code des transports et notamment l'article L1215-1 et suivants ;

Vu la délibération n°22-0605 du 21 octobre 2022 du Conseil régional approuvant la cartographie des bassins de mobilité ;

Vu la délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional adoptant le projet de Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 portant approbation du Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu la délibération n°23-0219 du 23 juin 2023 du Conseil régional approuvant la modification du SRADDET Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Entre les soussignés :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Renaud MUSELIER, Président ;

Le Département des Alpes-de-Haute-Provence, représenté par Eliane BARREILLE, Présidente ;

Le Département du Vaucluse, représenté par Dominique SANTONI, Présidente ;

Le Département du Var, représenté par Jean-Louis MASSON, Président ;

La Communauté d'agglomération Durance-Luberon-Verdon-Agglomération, représentée par Camille GALTIER, Président ;

La Communauté de communes du Pays de Forcalquier-Montagne de Lure, représentée par David GEHANT, Présidente ;

La Communauté de communes Territoriale-Sud-Luberon, représentée par Robert TCHOBDRENOVITCH, Président ;

La Communauté de communes de Haute-Provence-Pays de Banon, représentée par Jacques DEPIEDS, Président ;

ci-après dénommées « les EPCI » ;

L'entreprise, SNCF Gares et Connexion, représentée par Jérôme BINI, Directeur régional ;

il a été convenu ce qui suit :

Les différentes parties s'engagent à :

- mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2028 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités ;

- prendre part à la mise en œuvre des actions, dans les rôles définis par le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents ;

- collaborer dans une logique d'amélioration continue et éventuellement d'expérimentation, au service des usagers ;

- contribuer à l'évaluation des actions inscrites au contrat opérationnel de mobilité et au partage des données ;

- communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

1 Lexique de base

Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) : Une AOM est une personne publique compétente pour l'organisation des mobilités sur son ressort territorial.

Cette compétence d'AOM est exercée dans le champ local par les EPCI à fiscalité propre : métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes.

Depuis le 1er juillet 2021 et la mise en œuvre de la Loi d'Orientations des Mobilités, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est AOM par substitution à la place d'une communauté de communes lorsque cette dernière n'a pas souhaité prendre la compétence d'AOM par délégation de ses communes membres. La Région est alors AOM locale.

Par ailleurs, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est AOM régionale (AOMR), compétente pour les services d'intérêt régional (ex : tout service de transport qui dépasse le ressort territorial d'une AOM) c'est à dire les transports routiers de voyageurs d'intérêt régional, les transports scolaires et les TER.

La compétence d'AOM peut être exercée au travers de syndicats mixtes lorsque la compétence a été transférée par ses membres.

Bassin de Mobilité (BM) : Il s'agit de l'échelle locale sur laquelle les mobilités quotidiennes s'organisent sous la responsabilité et le financement des différentes AOM ; c'est donc l'échelle de référence pour l'élaboration des contrats opérationnels de mobilité (COM). Le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est structuré en 12 bassins de mobilité (délibération 22-0605 du 21 octobre 2022). La Communauté de Communes de l'Enclave des Papes qui appartient à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur fera partie quant à elle d'un bassin piloté par la Région Auvergne Rhône Alpes (bassin de Montélimar Sud Drôme).

Comité de Bassin (COBASS) : C'est l'instance où la Région chef de file organise l'action commune pour l'amélioration des mobilités du bassin considéré. C'est l'organe de pilotage dans l'élaboration et le suivi du COM du bassin considéré. Il se compose des signataires du contrat opérationnel de mobilité du bassin considéré et pourra se décliner en comité technique.

Comité de partenaires régional (COPART Régional) : Pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur met en place et anime un comité des partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Comités de partenaires locaux (COPART locaux) : En tant qu'AOM locale par substitution, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a l'obligation, comme chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par an, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'associations d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.[1]

[1] *Conférence plénière du 13 Juin 2023*

Mobility as a Service (MaaS) : le Maas a pour objectif d'offrir aux usagers un service intégré, complet et simple en matière de mobilité, tant en termes d'information que de billettique. Ce concept suppose notamment une gouvernance coordonnée des différents intervenants publics et privés.[2]

Pôle d'échange multimodal (PEM) : les pôles d'échanges multimodaux facilitent l'intermodalité en assurant la connexion entre différents modes de transport et en reliant les modes de déplacements alternatifs à la voiture notamment.

Dans le contexte de la décarbonation des mobilités, les Pôles d'Échange multimodaux sont un outil du report modal, un maillon de la chaine de déplacement.[3]

[2] *Définition CEREMA*

[3] *Définition CEREMA*

Liste des abréviations

ADT	Agence de Développement du Tourisme
AMP	Aix Marseille Provence Métropole
AOM	Autorités Organisatrices de la Mobilité *(cf. lexique ci-avant)*
BHNS	Bus à Haut Niveau de Service
BM	Bassin de Mobilité *(cf. lexique ci-avant)*
CA	Communauté d'Agglomération
CA DLVA	Communauté d'Agglomération Durance-Luberon-Verdon Agglomération
CC	Communauté de communes
CC HPPB	Communauté de communes Haute-Provence-Pays de Banon
CC PFML	Communauté de communes Pays de Forcalquier -Montagne de Lure
CC COTELUB	Communauté de Communes Territoriale Sud-Luberon
COBASS	Comité de Bassin *(cf. lexique ci-avant)*
COM	Contrat Opérationnel de Mobilité
COP	Conférence des Parties
COPARTR	Comité des Partenaires régional *(cf. lexique ci-avant)*
COPARTL	Comités de Partenaires locaux *(cf. lexique ci-avant)*
COTECHBASS	Comité Technique de Bassin
CPER	Contrat de Plan État Région
CRET	Contrats Régionaux d'Équilibre Territorial
EPCI	Établissements Publics de Coopération Intercommunale
ERTMS	European Rail Traffic Management System
EV	EuroVelo
GNV	Gaz Naturel pour Véhicules
IRVE	Infrastructures de Recharge de Véhicule Électrique
JOB	Jour Ouvré de Base
LER	Lignes Express Régionales
LHNS	Lignes à Haut Niveau de Service
LNPCA	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur
LOM	Loi d'Orientation des Mobilités
LOTI	Loi d'Orientation des Transports Intérieurs

MaaS	Mobility as a Service *(cf. lexique ci-avant)*
MtCO2eq	Millions de tonnes en équivalent CO2
NOTRe	Nouvelle Organisation Territoriale de la République
PAMS	Plan d'actions commun en matière de Mobilité Solidaire
PCAET	Plan Climat-Air-Énergie Territorial
PDM	Plan de mobilité
PDU	Plan de Déplacements Urbains
PEM	Pôle d'échange multimodal *(cf. lexique ci-avant)*
PCL	Piste cyclable du littoral
PLU	Plan Local d'Urbanisme
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SERM	Services express régionaux métropolitains
SNBC	Stratégie Nationale Bas Carbone
SNCF	Société Nationale des Chemins de fer Français
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
TAD	Transport A la Demande
TC	Transport Collectif
TCU	Transport Collectif Urbain
TER	Trains Express Régionaux
TGV	Train à Grande Vitesse
TPMR	Transports de Personne à Mobilité Réduite
VAE	Vélo à Assistance Électrique
VTM	Véhicules Terrestres à Moteur

2 La démarche de co-construction

Les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) constituent des cadres d'action communs qui portent sur une vision globale et partagée de la mobilité au sein de chaque bassin de mobilité (BM). C'est donc dans l'esprit de la LOM et dans une volonté d'intégration des acteurs locaux à cette démarche d'amélioration des mobilités que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a souhaité que les COM soient co-construits à l'échelle locale.

Une méthodologie de co-construction pragmatique a été mise en place autour d'une alternance de trois types de réunions depuis septembre 2023 :

- Les Comités de Bassin (COBASS), réunions de validation et d'arbitrage, réunissant des élus du BM ainsi que des référents techniques ;
- Les Comités technique de Bassin (COTECHBASS), ayant pour objectif de préparer les travaux à valider en COBASS. Ils réunissaient les référents techniques des différents EPCI composant le BM ;
- Les ateliers, qui ont été les lieux du travail de la co-construction et qui ont permis de faire émerger des propositions d'engagements répondant aux objectifs du bassin.

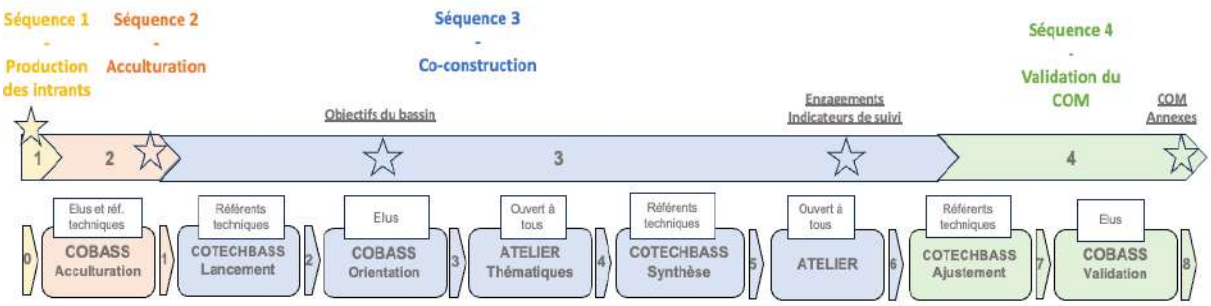


Figure 1 : Chronologie de la méthodologie de co-construction du COM

3 Contenu du Contrat Opérationnel de Mobilité

Le COM est un document avec des parties co-produites par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et les acteurs du bassin.

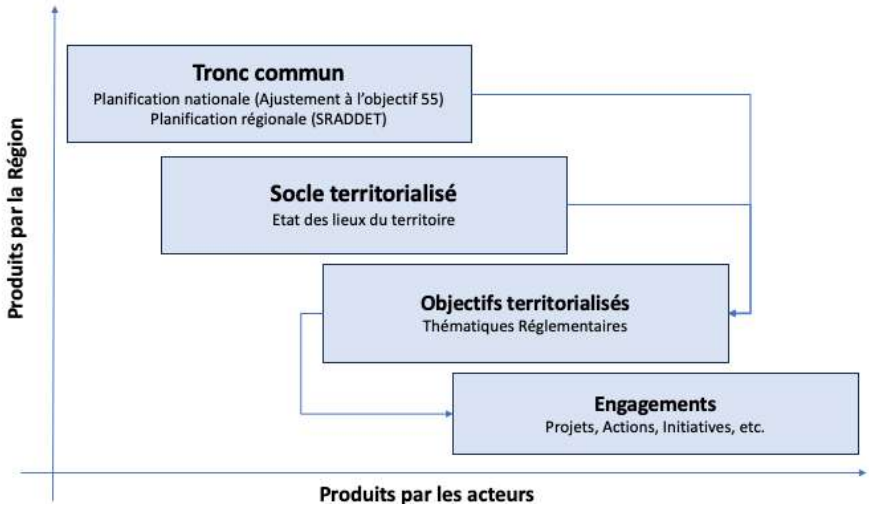


Figure 2 : Structure synthétique du COM

3.1 Le tronc commun

Le tronc commun a pour objectif de formaliser la stratégie régionale en matière de mobilité, dans le sillage de la LOM et des enjeux nationaux en matière de décarbonation.

L'appellation "tronc commun" se justifie par le fait que ce chapitre est commun à tous les COM quel que soit le BM, et qu'il a été défini comme le cadre de la démarche par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur chef de file des mobilités. Il indique notamment la durée du contrat et les modalités de gouvernance.

Son contenu et sa mise en forme ont été préparés par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et soumis aux acteurs dès le lancement de la démarche.

3.2 Le socle territorialisé

Le socle territorialisé permet de faire un état des lieux du bassin concerné sur les différentes thématiques prévues par le code des Transport et la Région pour les COM.

Il a constitué un intrant à la co-construction et a fait l'objet de remarques, d'amendements, d'ajouts par les acteurs locaux au long de la démarche de co-construction.

3.3 Les objectifs généraux et territorialisés

Les objectifs à poursuivre sur le bassin de mobilité ont été co-construits et proposés par les acteurs lors du COTECHBASS n°1. Il s'agissait ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du BM, objectifs à moyen terme dont l'échéance peut dépasser la période de mise en œuvre du COM. Autrement dit, le COM formalise sur une période de quatre ans les engagements qui doivent contribuer à l'atteinte des objectifs.

Les objectifs généraux et territorialisés ont été validés lors du COBASS n°2.

3.4 Les annexes

Les engagements sont insérés dans le COM en tant qu'annexes. Ces annexes engagement ont été co-produites par les acteurs du bassin et formalisent l'ensemble des actions concourant à l'atteinte des objectifs et pour lesquelles un ou plusieurs acteurs s'engagent à participer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est également insérée en fin de COM.

Une annexe présente la démarche de suivi et d'évaluation qui accompagnera la mise en œuvre du COM.

Une annexe retrace le déroulement de la démarche de co-construction.

L'ensemble du COM et de ses annexes est arrêté lors du COBASS n°3 et proposé à la délibération des différentes assemblées.

SOMMAIRE GENERAL

LE TRONC COMMUN 11

LE SOCLE TERRITORIALISE 36

LES OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES 83

ANNEXES 87

Janvier 2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

TRONC COMMUN



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE – TRONC COMMUN

1 ÉLEMENTS DE CONTEXTE 14

1.1 DES EVOLUTIONS LEGISLATIVES QUI RENFORCENT LE ROLE DE LA REGION DANS LE DOMAINE DES MOBILITES 14
1.2 LA NEUTRALITE CARBONE EN 2050, UN DEFI POUR LES MOBILITES 18

2 LES ENJEUX LIES A LA MOBILITE EN PROVENCE ALPES COTE D'AZUR 18

2.1 DES CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES ET DES DYNAMIQUES TERRITORIALES QUI STRUCTURENT LES DEPLACEMENTS. 18
2.2 DES ENJEUX FORTS D'ATTENUATION DES GES ET D'ADAPTATION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. 19

3 LA POLITIQUE REGIONALE EN MATIERE DE MOBILITES 20

3.1 LA CONSTRUCTION D'UNE STRATEGIE GLOBALE FACE AUX ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 20
3.2 UNE POLITIQUE REGIONALE AMBITIEUSE DECOULANT DE SON DOUBLE ROLE D'AUTORITE ORGANISATRICE DES MOBILITES ET DE CHEFFE DE FILE DE L'AMENAGEMENT ET DES MOBILITES 21
3.3 LA REGION ET LES PROJETS DE MOBILITE DES TERRITOIRES. 23
3.3.1 LES DISPOSITIFS DE SOUTIENS REGIONAUX AUX PROJETS DE MOBILITES DES TERRITOIRES 23
3.3.2 LES AUTRES LEVIERS DE LA REGION EN FAVEUR DES MOBILITES DURABLES DES TERRITOIRES 24

4 LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 26

4.1 DEFINITION DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 26
4.2 DEFINITION DU BASSIN DE MOBILITE 27
4.3 NATURE DU COM 29
4.4 DUREE DU COM 29
4.5 STRUCTURES DE GOUVERNANCE DE LA MOBILITE 30
4.5.1 LE COMITE DE BASSIN 30
4.5.2 LE COMITE TECHNIQUE DE BASSIN 30
4.5.3 LES COMITES DES PARTENAIRES 30
4.6 CADRE DE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU COM 30
4.6.1 LES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU COM 30
4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS) 30
4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS) 30
4.6.1.3 Les ateliers de travail 31
4.6.1.4 La tenue du COBASS 31
4.6.1.4.1 La convocation du COBASS 31
4.6.1.4.1.1 La séance du COBASS 31
4.6.1.4.1.2 4.6.2.1.3 La prise de décision du COBASS 31
4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS 31
4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS 31
4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS 32
4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS 32
4.6.1.6 La tenue des ateliers de travail 32
4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail 32
4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail 32
4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail 32

4.6.1.6.4 L'égalité des participants 33
4.6.1.6.5 Le principe de subsidiarité 33
4.6.1.6.6 Le principe d'efficacité 33
4.7 ÉVALUATION DU COM 33
4.8 MODALITES DE REVISION 34
4.9 MODALITES DE RESILIATION ET DE REGLEMENT DES DIFFERENDS 34

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 34

5.1 OBJECTIFS SRADDET CONSACRES DIRECTEMENT AUX MOBILITES ET APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE REGIONAL 34

1 Éléments de contexte

1.1 Des évolutions législatives qui renforcent le rôle de la Région dans le domaine des mobilités

Ces dix dernières années ont été marquées par plusieurs évolutions législatives qui ont précisées et renforcées le rôle de la Région dans l'organisation et la coordination des mobilités.

- **La Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe).**

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) a redéfini les compétences de chaque collectivité territoriale. Ainsi, la Région est devenue l'autorité organisatrice de l'intégralité de la mobilité interurbaine.

La loi NOTRe a également créé le **Schéma Régional d'aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires** (SRADDET), dont l'élaboration, l'animation, le suivi et l'évaluation ont été confiés à la Région. Le SRADDET est le document de planification qui définit la stratégie d'aménagement durable du territoire régional, détermine les objectifs à atteindre et fixe les règles pour y parvenir.

Le SRADDET a une valeur prescriptive. Il doit être décliné dans les documents locaux de planification et d'urbanisme : Schéma de cohérence territoriale (SCOT), Plan local d'urbanisme communal ou intercommunal (PLU, PLUi) , Plan de mobilité simplifié ou non (PDU/PDM/PDMS), Plan climat air énergie territorial (PCAET). Le SRADDET de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, approuvé le 15 octobre 2019, par M. le Préfet de Région, comprend 68 objectifs et 53 règles. 17 objectifs et 15 règles concernent directement les transports et la mobilité [cf. & 5 Informations complémentaires].

Un des axes majeurs du SRADDET est la **sobriété foncière** avec des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et la lutte contre l'artificialisation nette des sols.

Dans le domaine de la mobilité, le SRADDET fixe pour objectif une réduction de -75 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports en 2050. La principale priorité est **l'amélioration des transports du quotidien**. Le SRADDET affirme la volonté de développer de nouvelles pratiques de mobilité, de simplifier la vie des voyageurs et de rechercher les complémentarités optimales entre les différents modes et réseaux de transport. Le schéma définit aussi la stratégie régionale en matière aéroportuaire applicable aux aérodromes régionaux et locaux.

Une procédure de révision du SRADDET a été engagée en 2024 afin de prendre en compte, notamment, la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) adoptée en décembre 2019 et la Loi dite Climat et Résilience, votée en août 2021.

- **La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)**

Près de 30 ans après la Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI), la Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités, plus connue sous son acronyme LOM, définit un nouveau cadre législatif, plus complet et actualisé. Elle acte le passage des transports aux mobilités.

Elle s'inscrit dans le sillage des différentes stratégies définies par l'État en termes de transition écologique et énergétique, aux premiers rangs desquelles :

- les Accords de Paris sur la transition énergétique (2015),
- les Assises de la mobilité (2017),
- le Plan vélo et mobilités actives (2018).

La LOM affirme le couple Région/Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) pour organiser, au plus près des bassins de vie, la mobilité des personnes et le transport de marchandises.

L'objectif affiché est de couvrir l'intégralité du territoire national par des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) locales, afin que chacun puisse bénéficier de services publics de mobilité alternatifs à l'usage individuel de l'automobile. Elle réaffirme le droit à la mobilité pour tous, à partir d'une approche durable, multimodale et territorialisée, en prenant en considération l'ensemble des maillons de la chaîne de mobilité.

Les 4 grands objectifs visés sont :

- Sortir de la dépendance à l'automobile en offrant des solutions alternatives sur tous les territoires,
- Réussir la transition écologique et tendre vers une mobilité décarbonée,
- Accélérer la croissance des nouvelles mobilités,
- Construire une nouvelle programmation financière des infrastructures au service de la mobilité du quotidien.

La LOM vise également à :

- Offrir des solutions de mobilités diversifiées pour répondre aux besoins des habitants,
- Doter tous les territoires d'une autorité publique en charge de construire ces solutions,
- Coconstruire ces solutions localement, en les adaptant au contexte territorial,
- Renforcer la coopération des acteurs publics de la mobilité pour assurer une réponse à l'échelle du bassin de mobilité quotidien des habitants,
- Répondre aux enjeux des déplacements Domicile-Travail,
- Apporter une réponse aux besoins de mobilité des publics les plus fragiles.

La LOM renforce les compétences de la Région en termes de mobilité, en la dotant de :

- **Un rôle de « chef de file de la mobilité »** qui correspond à l'impulsion et à la coordination de la compétence mobilité des AOM à l'échelle de bassins de mobilité que la Région définit et délimite. La Région est chargée d'organiser les modalités de l'action commune des AOM,
- **Un rôle d'AOM régionale** qui concerne des enjeux et des services qui dépassent l'échelle locale des AOM. La Région est compétente pour tous les services qui sortent du ressort territorial d'une AOM (à l'exception des services ferroviaires pour lesquels elle reste compétente à l'intérieur du périmètre de l'AOM),
- **Un rôle d'AOM locale par substitution** (AOML) sur les territoires où les communautés de communes n'ont pas pris la compétence mobilité (15 EPCI concernés en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Les AOML (y compris la Région en tant qu'AOML) sont libres de mettre en place les services et la tarification qui sont les plus adaptés aux territoires sur lesquels elles interviennent.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se compose de 52 EPCI dont 37 sont Autorités Organisatrices de la Mobilité.

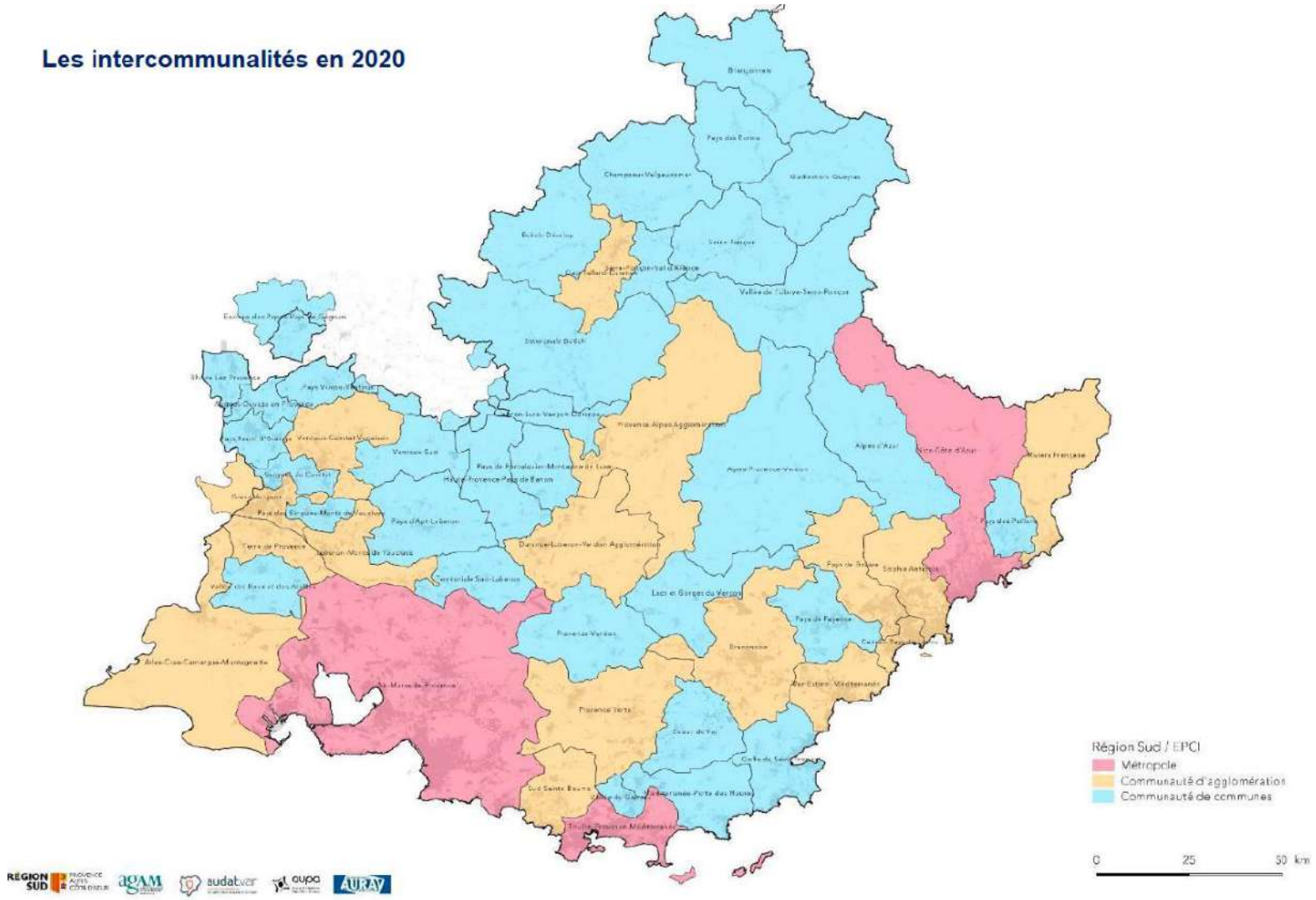


Figure 3 : Intercommunalités de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : Atlas Mobilité Volet C : compréhension de la modalité régionale

1.2 La neutralité carbone en 2050, un défi pour les mobilités

L'objectif de neutralité carbone en 2050 a été adopté par la France et inscrit dans la loi. La stratégie nationale bas carbone (SNBC) décrit le chemin pour l'atteindre. Il s'agit de réduire d'un facteur 6, en 30 ans, l'empreinte carbone moyenne d'un Français, pour la faire passer de 11 tonnes de CO2eq par an en 2019 à moins de 2t CO2eq en 2050.

Le secteur des transports pèse lourdement dans le volume global des émissions des gaz à effet de serre (GES). Il **représente encore 30% des émissions des GES**. Or, si l'on observe une stabilisation récente, les émissions provenant du secteur des transports ont, entre 1990 et 2022, continué à augmenter. En outre, 50% des émissions de ce secteur proviennent des véhicules particuliers.

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050, une rupture s'impose**. Pour être à la hauteur des enjeux de la transition écologique des mobilités, il est nécessaire d'intervenir sur le système global de transports**. Agir uniquement sur le levier de la transition énergétique des véhicules (électrification) ne suffira pas. En outre, ce levier ne règle pas les autres externalités négatives des transports (congestion, certaines pollutions).

Il s'agit donc d'intervenir sur la mobilité des voyageurs et des marchandises avec un panel large qui va au-delà des seules infrastructures de transport : les services, avec une offre de transports collectifs et partagés, le matériel roulant, l'énergie, le comportement, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience.

2 Les enjeux liés à la mobilité en Provence Alpes Côte d'Azur

2.1 Des caractéristiques géographiques et des dynamiques territoriales qui structurent les déplacements.

Avec 5 millions d'habitants répartis sur 6 départements, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se distingue par des densités de population hétérogènes, avec un littoral urbanisé où se concentrent, au sein des trois métropoles régionales (Aix Marseille Provence ; Toulon Provence Méditerranée et Nice Côte d'Azur) près de 80% des habitants de la région et un arrière-pays et un bassin alpin moins peuplés et plus ruraux.

Le territoire régional se caractérise par une forte diversité géographique, avec plusieurs espaces et paysages distincts : massif alpin, littoral azuréen, territoire provençal et couloir rhodanien.

L'ouverture sur la Méditerranée et sur le nord du bassin européen via le couloir rhodanien et l'axe alpin renforce son rôle d'interface stratégique. Véritable carrefour de circulations des hommes comme des marchandises depuis l'antiquité, la région bénéficie d'un réseau de transports dense et diversifié, moteur de son dynamisme et de son attractivité économiques.

La région Provence Alpes Côte d'Azur est incontestablement une région « riche », mais où le creusement des inégalités est accentué par les dynamiques territoriales. Le foncier disponible, le long du littoral, est rare et cher. Cela accentue les phénomènes de ségrégation et de fracture territoriales : les territoires à faibles ressources fiscales accueillent les populations les plus fragiles et voient partir les populations plus favorisées (couples avec enfants, bi-actifs, cadres ou professions intermédiaires).

Les territoires les plus riches voient partir les populations les plus modestes (familles monoparentales et les ménages disposant d'un niveau de formation et de qualification moins élevé), et arriver des populations plus aisées.

L'accessibilité aux équipements et aux services est ainsi déterminante pour garantir l'égalité des territoires et la capacité des politiques publiques à apporter un niveau de services adapté aux habitants. La région est globalement bien pourvue en équipements : 95% de la population accède en moins de 7 minutes en voiture aux principaux services de la vie courante (écoles, collèges, supermarchés, médecins, salons de coiffure, bureaux de poste…).

Cependant, certaines communes restent enclavées, en particulier au sein du massif alpin ou dans certaines zones rurales de l'arrière-pays et sont donc éloignées des services.

Ces caractéristiques géographiques favorisent une hyperurbanisation autour des métropoles et des aires urbaines, avec un phénomène de périurbanisation prononcé depuis une quarantaine d'année. Une des particularités de la région réside dans cette structure polycentrique et cet habitat dispersé, avec un réseau viaire très développé.

La gestion des mobilités y est complexe. En effet, l'organisation polycentrique et la périurbanisation génèrent de plus en plus de déplacements, à l'origine de la congestion des réseaux routiers et ferroviaires. Les déplacements quotidiens sont marqués par la prépondérance de l'usage de la voiture individuelle, notamment dans les secteurs ruraux.

L'interconnexion entre équipements routiers majeurs, portuaires et aéroportuaires, la coordination des réseaux de transport en commun, l'accessibilité et la qualité des pôles d'échanges multimodaux ainsi que la mise à niveau des réseaux de proximité sont autant d'enjeux à prendre en compte pour tendre vers une mobilité plus fluide et plus durable. L'enjeu majeur pour le territoire régional est de garantir une qualité de service pour les différents pôles de connexion. Une offre multimodale bien articulée permet également d'organiser les réseaux en bonne intelligence et synergie.

Le territoire est maillé (2022) par 196 gares ferroviaires, 15 gares routières, plus de 150 aires de covoiturage et 28 parking-relais identifiés

2.2 Des enjeux forts d'atténuation des GES et d'adaptation face au changement climatique.

Les mobilités structurent le quotidien. Tous (ou presque) se déplacent tous les jours pour travailler, accompagner les enfants à l'école, étudier, voir sa famille, ses amis, faire ses courses ou se divertir**.** Or, malgré l'amélioration de l'offre et l'augmentation continue de la fréquentation des réseaux de transports en commun en région, seuls 11% des trajets domicile/travail se font en transports collectifs, 60% des déplacements domicile/travail de moins de 5 km se font en voiture, seuls 2% sont effectués à vélo. En outre, 1 trajet en voiture sur 4 fait moins de 3 km, cette proportion atteint 4 trajets sur 10 en agglomération.

De fait, **en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), la tendance régionale suit celle observée au niveau national : le secteur des transports** est le seul qui a vu, depuis 1990, le volume de ses émissions de GES ne pas baisser significativement. Il **représente, dans la région, 31% des émissions totales de GES, soit 51,1 MteqCO2.**

Par ailleurs, dans un contexte de changement climatique, dont les effets sont déjà visibles et vont continuer à s'aggraver tant en fréquence qu'en intensité (inondations, vagues de chaleur, incendies, glissements de terrain, etc.), et de tensions grandissantes sur les ressources

(matières premières critiques, énergie, eau, foresterie et agriculture), la résilience des territoires passera, notamment, par la capacité des systèmes de transport à faire face aux crises.

Cela est particulièrement marqué en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Appartenant à l'espace méditerranéen, cette région est **très vulnérable vis-à-vis des impacts du réchauffement climatique, sur la frange littorale comme dans les espaces alpins**, avec de lourds impacts sur les infrastructures et services de transports de la région, dont la gouvernance est multiple.

Les catastrophes récentes - inondations dans le Var et les Alpes-Maritimes (tempête ALEX dans la vallée de la Roya, inondations de la ville de Cannes), coups de mer qui emportent les routes, mouvements de terrain qui coupent les itinéraires Alpins (Chambon, Pas de l'Ours), canicule de 2022 qui a imposé un abaissement des vitesses d'exploitation du réseau ferroviaire… - **ont eu de fortes incidences sur les infrastructures et les services de transport** et **rappellent l'importance de la résilience du système régional de transport** pour préserver la vitalité du tissu économique régional et la qualité de vie des habitants de Provence Alpes Côte d'Azur.

Il est dès lors crucial d'engager des actions pour préparer les infrastructures et services de transport aux conséquences du changement climatique. Cela implique de mettre en place des systèmes de surveillance, de modifier certaines infrastructures, pour anticiper et répondre aux perturbations et de modifier les politiques d'aménagement, d'investissement et d'entretien.

3 La politique régionale en matière de mobilités

3.1 La construction d'une stratégie globale face aux enjeux du changement climatique

Les effets du changement climatique et de la crise énergétique ont conduit la Région à construire une réponse globale aux défis qu'ils posent, en faisant évoluer les infrastructures et leur exploitation, les usages et services de mobilité vers des modes plus collectifs, partagés et plus sobres en énergie, tout en répondant aux besoins des populations et de l'économie, autour de quatre orientations stratégiques pour la transition écologique de la mobilité en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, formant l'acronyme **ACoRS** (Adaptation / Conversion / Report modal / Sobriété), qui constituent la grille d'analyse de la Région tant pour ses actions que celles qu'elle peut soutenir.

Ainsi, apparaissent stratégiques :

▪ **Les projets/actions visant l'adaptation (A) aux défis écologiques et sociaux mondiaux** liés au dépassement des limites planétaires (changement climatique, tension sur la ressource en eau …), dans l'objectif de gérer l'inévitable et d'éviter l'ingérable, en construisant la résilience aux bouleversements en cours et à venir ;

▪ **Les projets/actions conduisant à la conversion (Co) des infrastructures,** au bénéfice des modes de déplacement décarbonés et alternatifs à l'autosolisme**, et des flottes**, pour une meilleure efficacité énergétique des véhicules afin de sortir en 20 ans des énergies fossiles en utilisant l'énergie adaptée à l'usage ;

▪ **Les projets/actions incitant au report (R) modal et la multimodalité**, pour réduire les consommations énergétiques par unité (voyageur ou marchandises) en favorisant le transport collectif actif et partagé ;

▪ **Les projets promouvant la sobriété (S) des déplacements motorisés**, pour réduire les besoins énergétiques en requestionnant les modes de vie, l'organisation des territoires et les circuits de production et de consommation, tout en améliorant la qualité de vie.

3.2 Une politique régionale ambitieuse découlant de son double rôle d'autorité organisatrice des mobilités et de cheffe de file de l'aménagement et des mobilités

Autorité Organisatrice la Mobilité Régionale et Cheffe de file de l'aménagement du territoire régional et des mobilités, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur met en œuvre une politique de mobilité ambitieuse, visant à répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain. Cette politique s'articule autour des axes suivants :

1. Garantir des solutions de mobilité « minimales » à tous les usagers, afin de garantir, pour chaque habitant, une « mobilité essentielle » (études, travail, santé, loisirs de proximité, etc.) à un coût raisonnable, accessible pour les plus modestes et pour ceux qui n'ont pas accès à la voiture individuelle (jeunes, séniors, etc.)
2. Réduire le trafic routier et ses nuisances (CO2, bruit, pollution, accidentologie, etc.)

Les objectifs qui en découlent se traduisent de manière différente selon la typologie de territoire :

- Au sein et autour des zones les plus urbanisées et les plus denses : assurer une offre de transport collectif courte distance (< 80 km) avec un très haut niveau de service (cadencement, régularité, amplitude, etc.) dans des conditions de complémentarité et d'intermodalité avec les autres modes de transports : transports collectifs urbains, covoiturage, vélo, marche à pied… afin de réduire massivement le trafic routier pour les déplacements du quotidien.
- Au sein et autour des zones moins peuplées et peu denses : garantir des solutions de mobilité «de base » pour les trajets courts, en particulier en termes de rabattement vers les pôles urbains locaux pourvoyeurs d'emplois, les établissements scolaires, les services de santé... Il s'agit d'encourager et accompagner des formes nouvelles de déplacements : covoiturage, autopartage, mise en service de petits bus locaux, mobilité des services à la population (bus services itinérants) …

La volonté de la Région est de :

- Encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal de la voiture vers les transports collectifs,
- Proposer une offre ferroviaire qualitative et attractive, complémentaire avec les autres modes de déplacements,
- Offrir à tous un transport collectif routier complémentaire à l'offre ferroviaire, adapté aux spécificités des territoires et aux besoins des usagers,

- Optimiser le réseau ZOU! de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de consolider et renforcer l'offre de transports collectifs
- Accompagner les territoires vers une meilleure mobilité des usagers,
- Promouvoir et financer des solutions de mobilité et d'intermodalité, de transport et de logistique en travaillant sur l'ensemble des leviers :
  - Expérimenter de nouvelles solutions, jusqu'à leur évaluation et conditions de réplication pour les confier en exploitation pérenne à des tiers,
  - Actionner les leviers permettant d'agir sur l'accélération des changements de comportements dans la mobilité du quotidien,
  - Garantir à tous la facilité d'achat de titres régionaux (sans obligation digitale), et développer la vente croisée (par/pour des tiers) pour certains titres.

Cette volonté de la Région suppose de :

- Développer une offre de desserte TER et Chemins de Fer de Provence adaptée aux territoires et aux besoins des usagers, en priorisant les efforts sur les axes où le trafic routier qui pourrait être reporté est important, et dans le cadre d'une gouvernance renouvelée avec les territoires, les partenaires et les usagers.
- Contribuer à l'intermodalité et la complémentarité avec le service de transport collectif routier régional (LER, lignes de proximité), l'offre ferroviaire ainsi qu'avec les autres modes de transport collectifs (Transports Collectifs Urbains/Transports à la demande/Vélo…).
- Préparer l'ouverture totale du marché régional ferroviaire à la concurrence afin de développer et améliorer la qualité l'offre, tout en réduisant les coûts.
- Développer la complémentarité car-train et car-car en supprimant les doublages d'O/D et d'horaires,
- Centrer le réseau express routier sur la vitesse commerciale et la desserte des grands pôles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Innerver les territoires par le réseau de proximité sans se substituer aux AOM et encourager le rabattement sur des pôles d'échanges secondaires,
- Favoriser les nœuds multimodaux par territoire.
- Territorialiser les politiques de mobilité régionale.
- Harmoniser les modalités de circulation entre les AOM.
- Positionner la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en prestaire de services pour les territoires, non dotés d'AOM, afin de répondre aux attentes locales.
- Élaborer des scénarios prospectifs.
- Instruire une diversité de mécanismes : projets de réglementation, de tarification, de financements alternatifs…

Cette politique se déploie en synergie avec les contractualisations d'accompagnement des territoires portées par la Région.

3.3 La Région et les projets de mobilité des territoires.

3.3.1 Les dispositifs de soutiens régionaux aux projets de mobilités des territoires

La Région Sud accompagne les territoires via un cadre contractuel : les contrats « Nos territoires d'abord » qui déterminent, en fonction d'objectifs partagés, les projets soutenus et un plan d'actions prioritaires. Ce cadre contractuel est désormais, dans le domaine des mobilités, renforcé par les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) [cf. chapitre 4. Le contrat opérationnel de mobilité].

Via ces contractualisations, la Région Sud promeut :

- L'intermodalité entre les services de transports régionaux et les services de transports locaux

Il s'agit de veiller à la bonne coordination/complémentarité des offres « Région » et des offres des Autorités Organisatrices de Mobilité (ex : tarification et d'interopérabilité des systèmes de billettique). Cette harmonisation des offres est souvent le point faible des projets de mobilités. Seront donc examinés tous les types de projets s'inscrivant dans la perspective d'améliorer l'intermodalité et la fréquentation du réseau régional ZOU ! (ex : aménagements de gares/PEM/parcs relais en connexion avec le réseau régional ZOU ! ; aménagements cyclables de rabattement, etc…)

- La mobilité collective et partagée

Il s'agit de soutenir les projets favorisant une régulation des usages de la voirie au bénéfice des modes de déplacement collectifs (ex : covoiturage (aires et services) et/ou voies réservées aux transports collectifs (TCSP).

- Les mobilités actives

La mise en œuvre du Schéma régional des Véloroutes est un objectif prioritaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'accompagnement des projets portés par les territoires avec cet objectif est un des axes privilégiés des contrats NTDA (ex : aménagements cyclables sécurisés en milieu urbain comme en milieu rural, favorisant, au quotidien, la pratique du vélo). La sécurisation des circulations piétonnes et la promotion de la marche à pied (cf. accessibilité des établissements scolaires) sont également des enjeux à prendre en compte.

- De nouvelles pratiques pour le transport de marchandises et la logistique

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite promouvoir, dans le domaine du transport de marchandises et de la logistique, des pratiques plus durables, chez les donneurs d'ordre comme chez les consommateurs. La Région souhaite, également encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal (fer et fleuve), la transition des flottes (y compris les modes d'avitaillement), les changements de pratiques des différents acteurs (mutualisation des ressources, optimisation des livraisons et des espaces logistiques), les réglementations des livraisons (simplification, harmonisation, diffusion), la logistique du dernier km (circuits courts, cyclo-logistique, reverse-logistique). La sécurisation de l'approvisionnement des différents territoires est également un enjeu pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les mesures préventives pour garantir la robustesse des chaines logistiques en cas d'aléas, ainsi que les mesures pour assurer l'approvisionnement quotidien de territoires excentrés seront appréciées.

Pour atteindre ces objectifs, différents accompagnements et/ou cadres d'intervention régionaux pourront être mobilisés, tels que :

• La Création d'un **réseau de référents mobilité**,

• L'**Accompagnement des EPCI qui n'ont pas pris la compétence mobilité** en co-pilotant des études de faisabilité fléchées sur des territoires voulant mener des actions à leur compte, avec de possibles financements à 100%,

• Le **Cadre Zéro Emission en Route** : Le cadre d'intervention régional sur les carburants alternatifs se focalise sur les technologies Electrique-batterie, Hydrogène et Gaz Naturel Véhicule (GNV) en agissant sur l'offre de stations de recharge et d'avitaillement et la demande,

• Le dispositif **Gardons une COP D'avance - Sud Logistique 2030 :** Lancement d'un appel à projets conjoint ADEME/Région, en vue de soutenir des projets de logistique agiles, résilients, sobres et respectueux de l'environnement et du climat, au service de l'économie et de l'attractivité du territoire régional,

• Le nouveau cadre d'intervention en faveur des **aménagements cyclables du quotidien**, adopté en mars 2024

• **Le dispositif « Mobilab »** d'accompagnement des projets d'innovation dans le domaine de la mobilité (y compris low-tech)

• Le **Soutien aux aires de covoiturage** dans leur dimension multimodale : financement des projets d'aires de covoiturage sous réserve d'être connectées à une ligne ou un arrêt de transport en commun du réseau régional ZOU ! et d'intégrer des équipements conférant à ces aires une dimension multimodale (stationnements vélo, bornes de recharge, Panneau à Messages Variables…),

• Le **FEDER Volet Massif -** mobilité durable : améliorer les mobilités touristiques et résidentielles en zone Massif,

• La **CIMA Services et mobilités** : améliorer la qualité de vie en montagne, les solidarités, les services et les mobilités entre villes, vallées, villages, stations en zone Massif

3.3.2 Les autres leviers de la Région en faveur des mobilités durables des territoires

- **Le volet Mobilités du Contrat de Plan Etat/Région : des moyens pour investir.**

Le volet Mobilités 2023-2027 du Contrat de Plan Etat-Région a été voté par l'assemblée plénière du 13 décembre 2024.

Doté d'une enveloppe globale de plus de 1,4 milliards d'euros dont 770 millions apportés par la Région et l'Etat à parité (385 millions chacun), il comprend une **enveloppe de 541 millions, dont 224 millions apportés par la Région, dédiée aux projets ferroviaires, aux pôles d'échanges et aux études et premiers travaux des Services Express Régionaux Métropolitains** des aires avignonnaise, toulonnaise, azuréenne et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il comprend également une enveloppe de **338 millions dédiée aux projets routiers, dont 55 millions apportés par la Région, avec des orientations nouvelles par rapport aux CPER précédents**. Il s'agit d'atteindre les objectifs de préservation environnementale et de sobriété foncière, fixés par le SRADDET, la Loi Climat et Résilience (cf. Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2050) et la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte et de respecter les

préconisations du Conseil d'Orientation sur les Infrastructures de transport (COI), favorables à une réorientation des investissements routiers au bénéfice des déplacements collectifs, partagés, et des modes actifs (vélo, marche à pied). **Ces nouvelles orientations** sont traduites dans l'intitulé de la priorité relative aux projets routiers **« *Transformer les infrastructures routières dans le but de favoriser les transports collectifs performants, la mobilité partagée, la pratique du vélo, de la marche et une intermodalité performante* »**.

Ce volet Mobilités du CPER comprend également une priorité relative à la **résilience des infrastructures de transport, dotée d'une enveloppe régionale de 15 millions d'euros**, ainsi qu'une **priorité en faveur des aménagements cyclables** dotée d'une **enveloppe de 90 millions d'euros dont 30 millions apportés par la Région**.

A noter : A ce volet mobilités du CPER 2021-2027 s'ajoutent les investissements qui seront réalisés dans le cadre de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, dont les montants sont estimés à 3,6 milliards d'euros.

- **La territorialisation de la planification écologique : engager un maximum d'acteurs en faveur d'une mobilité sobre et décarbonée**

Les enjeux du réchauffement climatique pour nos territoires, particulièrement en matière de déplacements des personnes et des marchandises et d'infrastructures de transports (cf chapitre 2) ont conduit l'Etat et la Région à signer, le 23 aout 2023, un protocole de mise en œuvre de la planification de la transition écologique pour une mobilité sobre et décarbonée, qui faisait de Provence-Alpes Côte d'Azur une région pilote de la territorialisation de la planification écologique et énergétique.

En pleine cohérence avec les politiques que la Région déploie dans le domaine des mobilités, l'Etat et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur ont défini, dans le cadre de la planification écologique présentée à la Conférence des Parties (COP) le 11 décembre 2024, et de l'élaboration du plan régional de transformation écologique et énergétique, deux feuilles de route dédiées à la mobilité : « Mieux se déplacer » et « Mieux transporter les biens ».

La première « Mieux se déplacer » fixe 8 actions structurantes :

- Action 1 Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- Action 2 Engager les 4 Services Express Régionaux Métropolitains et mettre en œuvre les Contrats Opérationnels de Mobilité.
- Action 3 Développer une offre de transports collectifs adaptée aux territoires
- Action 4 Mettre en place des infrastructures et des services, visant développer les pratiques vélo et marche à pied
- Action 5 Convertir la voirie existante en voies réservées pour transports en commun (VRTC) et pour covoiturage (VR+2) et adapter les conditions de circulation
- Action 6 Mettre en place et développer des services et infrastructures de covoiturage
- Action 7 Engager les employeurs sur des paquets d'actions minimales pour la mobilité des salariés
- Action 8 Aider à l'acquisition de voitures électriques et/ou à l'installation de recharges pour les véhicules électriques

La seconde « Mieux transporter les biens » détermine 5 actions structurantes :

- *Action 1* Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- *Action 2* Préparer et mettre en œuvre un pacte d'engagement des services de fret ferroviaire
- *Action 3* Développer les infrastructures de recharge et d'avitaillement pour les motorisations alternatives (électrique, GNV…)
- *Action 4* Sensibiliser les donneurs d'ordre afin de les inciter au changement de pratiques (logistique, modes de transports, modalités de livraison…)
- *Action 5* Valoriser les modes de vie et de consommation plus sobres en activités logistiques

A travers ces actions structurantes, il s'agit d'intervenir sur la mobilité voyageurs et marchandises avec un panel large, qui va au-delà de la seule infrastructure de transport : la réduction de la part modale de la voiture individuelle (objectif – 15%), les services avec un renforcement de l'offre de transports collectifs, le matériel roulant, l'énergie, la sobriété et les changements de comportements qu'elle suppose, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience…

Cependant, les objectifs fixés ne pourront être atteints sans la mobilisation et la participation actives de tous les acteurs publics et privés concernés, **à l'échelle de chaque bassin de mobilités :** Autorités Organisatrices des Mobilités, Établissements Publics de Coopération Intercommunale, Collectivités Locales, Gestionnaires de réseaux, Chambres consulaires, Fédérations et Groupements Professionnels, Employeurs, Syndicats, Associations d'usagers, Citoyens…

La planification écologique sera, dans le domaine des transports, une contribution déterminante pour une (r)évolution du système global de mobilité, indispensable pour espérer atteindre les résultats attendus, en matière de d'adaptation face au changement climatique, de réduction des GES et de décarbonation des transports.

4 Le Contrat Opérationnel de Mobilité

4.1 Définition du Contrat Opérationnel de Mobilité

Instauré par la LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2, le COM est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque Bassin de Mobilité.

La LOM a consacré pour la Région la fonction de collectivité chef de file pour l'organisation des modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité (article L1215-1 du code des transports).

« La Région conclut, à l'échelle de chaque bassin de mobilité (…) un contrat opérationnel de mobilité avec les autorités organisatrices de la mobilité, les syndicats mixtes de transport mentionnés à l'article L. 1231-10, les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Peuvent être partie au contrat les autres

établissements publics de coopération intercommunale ou tout autre partenaire, dont, le cas échéant, une région limitrophe du bassin de mobilité concerné »[4].

(Compléments d'informations - paragraphe 5.2/5.3 : 5.2 Liste des abréviations et lexique de base)

4.2 Définition du Bassin de Mobilité

L'échelle de Bassin de mobilité est représentative de la mobilité du quotidien, relevant notamment de déplacements domicile-travail, et dépassant les frontières administratives des AOM.

[4] *Article L. 1215-2 du code des transports.*

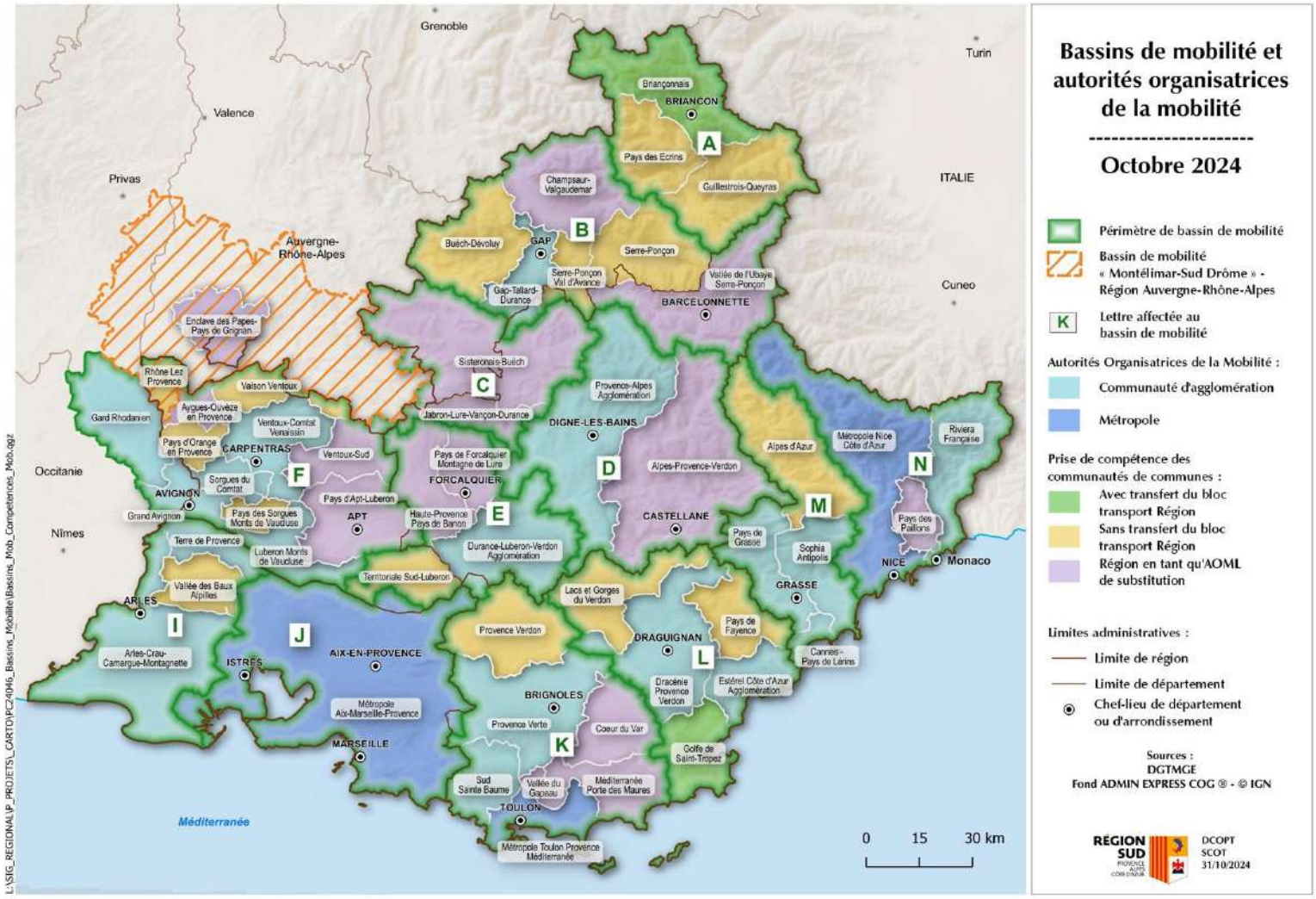


Figure 4 : Bassin de mobilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : Délibération N°22-0605 - Approbation de la cartographie des bassins de mobilité, Annexe2)

La coordination des acteurs de la mobilité du bassin doit permettre d'assurer un meilleur service rendu aux usagers en coordonnant et structurant l'action des acteurs publics de la mobilité.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se donne la mission de faciliter la coordination à l'échelle d'un bassin tout en contribuant à l'amélioration des mobilités entre les bassins. Les contrats opérationnels de mobilité (COM), sur chacun des bassins de mobilité, ont vocation à établir un cadre de coopération avec l'ensemble des EPCI, Régions et Départements concernés, les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges et tout autre partenaire jugé comme pertinent. Ils fixent les principes des collaborations à renforcer, afin notamment de faciliter le passage d'un réseau de transport à l'autre ou d'un mode à l'autre par exemple. Les opérations à dimension intermodale trouveront donc leur place dans ces COM.[5]

4.3 Nature du COM

Le contrat définit notamment les modalités de la coordination avec les gestionnaires de voirie et d'infrastructures pour créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités. C'est un cadre d'actions commun qui porte sur une vision globale et partagée.

Les acteurs de la mobilité dont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est chef de file créent ce cadre d'actions commun autour d'enjeux et d'objectifs collectivement définis, cohérents avec les documents de planification d'aménagement de l'espace et de développement durable ou d'urbanisme en vigueur.

La mobilisation conjointe de l'ensemble des acteurs du bassin de mobilité permet de concilier les ambitions, les usages et les besoins, et d'assurer la cohérence de l'ensemble des actions à l'échelle du bassin. Les enjeux interbassins quant à eux font l'objet de modalités d'association des acteurs des bassins limitrophes dits « territoires associés ».

Les contractualisations partenariales mises en place dans le cadre de l'outil « contrat opérationnel de mobilité » décrivent également une grande implication des acteurs intriqués en matière de portage des projets.

Le contrat opérationnel de mobilité est structuré en quatre parties : le présent tronc commun identique pour chaque contrat opérationnel de mobilité, un état des lieux du bassin en termes de mobilité (socle territorialisé), une déclinaison des objectifs du bassin en termes de mobilité et des annexes incluant notamment les engagements pris dans le cadre du COM.

4.4 Durée du COM

Les parties conviennent que le contrat est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa signature par l'ensemble des membres du comité de bassin. Le contrat en vigueur à la date de sa signature par la dernière des parties pour une durée de 4 ans. Le présent COM peut être renouvelé une fois pour permettre la finalisation des travaux d'un nouveau COM à l'issue de la première période.

5 Support A4 -VF -Conférence plénière 13 Juin 2023

4.5 Structures de Gouvernance de la mobilité

4.5.1 Le comité de bassin

Cf 4.6

4.5.2 Le comité technique de bassin

Cf 4.6

4.5.3 Les comités des partenaires

Le comité de partenaires régional (COPART Régional) : pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur met en place et anime un comité de partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Les comités de partenaires locaux (COPART locaux) : chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, y compris la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en tant qu'AOM locale par substitution a l'obligation de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par an, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'associations d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.

4.6 Cadre de fonctionnement des instances de gouvernance du COM

4.6.1 Les instances de gouvernance du COM

4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS)

Le comité de bassin (COBASS) est l'instance de prise de décision qui assure notamment la validation politique des propositions du comité technique de bassin (COTECHBASS). Le COBASS devra favoriser le débat entre ses membres dont l'objet premier est d'aboutir dans un délai raisonnable à l'établissement d'une première génération de contrat qui sera soumis aux instances délibératives de chacune des institutions. Le COBASS sera ensuite chargé de suivre, amender, évaluer et réviser la contractualisation. Chaque signataire du COM est membre du COBASS et est représentée par son exécutif, ou la personne qu'il nomme à cet effet.
La présidence du COBASS est assurée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Chaque membre du COBASS désigne le technicien appelé à le représenter au sein du comité technique de bassin (COTECHBASS).

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui sera soumis au vote des assemblées délibérantes.

4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS)

Le comité technique de bassin (COTECHBASS) est l'instance qui a pour fonction d'assurer la pertinence technique des propositions soumises au COBASS. Ainsi, il est notamment chargé

de valider les propositions émanant des ateliers et de préparer les travaux du COBASS en formulant un avis sur la faisabilité de ces propositions.

La présidence du COTECHBASS est assurée par un technicien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le COTECHBASS pourra se réunir dans la Maison de la Région la plus proche du bassin de mobilité concerné. Le président du COTECHBASS peut décider de réunir l'organe dans un autre lieu et il en informe les membres du COTECHBASS.

4.6.1.3 Les ateliers de travail

L'atelier de travail est l'organe de réflexion et de co-construction chargé de faire émerger des propositions, des engagements individuels et collectifs devant nourrir l'élaboration du COM.

La composition des ateliers de travail est définie par les membres du COTECHBASS.

La tenue des instances de gouvernance du COM

4.6.1.4 La tenue du COBASS

4.6.1.4.1 La convocation du COBASS

Le COBASS est mobilisé par son président qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique dans un délai minimum de deux semaines précédant l'instance.

4.6.1.4.1.1 La séance du COBASS

Le président ouvre la séance, dirige les échanges, fait observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Les réunions ne sont pas publiques. Le COBASS peut valablement se réunir et fonctionner en présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par le président.

Le président peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, le président donne connaissance au COBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, le président fait part au COBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.1.4.1.2 4.6.2.1.3 La prise de décision du COBASS

Une décision prise par le COBASS est adoptée par la voie de l'unanimité.

Au terme de la co-construction, le COBASS valide le COM à soumettre à la signature de ses membres. En effet, le COBASS proposera le COM validé aux assemblées délibérantes, lesquelles en autoriseront la signature après avis consultatif du comité des partenaires.

4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS

4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS

Le COTECHBASS est mobilisé par son animateur qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS

L'animateur du COTECHBASS ou son représentant est chargé d'ouvrir la séance, de diriger les échanges, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions ne sont pas publiques. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Le COTECHBASS peut valablement se réunir et fonctionner en présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par l'animateur.

L'animateur du COTECHBASS ou son représentant peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, l'animateur ou son représentant donne connaissance au COTECHBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, l 'animateur ou son représentant fait part au COTECHBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS

Les propositions formulées par le COTECHBASS sont adoptées par la voie d'un consensus.

4.6.1.6 *La tenue des ateliers de travail*

4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail

L'atelier est mobilisé par l'animateur du COTECHBASS qui envoie les invitations et communique sur les thématiques abordées.

Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail

L'animateur du COTECHBASS ou son représentant est chargé d'ouvrir la séance, d'animer l'atelier, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les ateliers ne sont pas publics. Les ateliers se tiennent principalement en présentiel.

Avant de débuter l'atelier, le président ou son représentant donne connaissance aux participants du déroulé de l'atelier et des objectifs de celui-ci.

Avant de clôturer l'atelier, l 'animateur ou son représentant présente aux participants un compte rendu des travaux effectués. Enfin, il est établi, pour chaque atelier, un compte-rendu synthétique des travaux.

4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail

Les propositions qui sont formulées dans le cadre des ateliers sont présentées en COTECHBASS pour validation.

4.6.3. Les principes de co-construction du COM

De manière générale, lors de l'élaboration des COM, l'ensemble des acteurs se soucieront de l'équité entre les territoires.

4.6.1.6.4 L'égalité des participants

La co-construction du COM repose sur le principe d'égalité de ses participants.

4.6.1.6.5 Le principe de subsidiarité

Les acteurs et décideurs qui interviennent dans la co-construction des COM rappellent que ce travail ne se substitue pas aux réflexions ou actions d'autres acteurs administrativement compétents sur d'autres échelles géographiques ou techniques.

Les parties s'engagent à respecter le principe de subsidiarité en affirmant que, dans le cadre des compétences dont chaque partie dispose, l'action revient à l'autorité administrative compétente la plus proche de l'action considérée.

Les parties s'engagent à assurer l'interface avec les communes qu'elles représentent au regard de leurs compétences et pouvoirs de police en matière de gestion de voirie. De la même manière, les EPCI s'engagent à assurer l'interface avec les organes de planification qui interviennent sur leurs territoires.

4.6.1.6.6 Le principe d'efficacité

La volonté de pragmatisme, c'est-à-dire d'efficacité, est au cœur de la présente méthodologie de co-construction.

À cet effet, les différentes parties s'engagent à :

- Mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2029 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement durable des mobilités,
- Prendre part à la mise en œuvre des actions définies dans le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents,
- Collaborer dans une logique d'amélioration continue et d'expérimentation, au service des usagers et de la cohésion sociale,
- Communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

Enfin, les acteurs s'engagent à saisir concomitamment leur organe délibérant afin d'approuver le COM et d'autoriser leur exécutif à le signer.

4.7 Évaluation du COM

Le contrat fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours présentée au Comité des Partenaires (COPART). Par ailleurs, chaque autorité organisatrice rend compte annuellement de la mise en œuvre du contrat au comité des partenaires (la Région au COPART régional et chaque AOM locale au COPART local correspondant).

L'annexe 4 « Évaluation de l'atteinte des objectifs généraux du bassin de mobilité » et l'annexe 5 « Suivi de la mise en œuvre des engagements du contrat opérationnel de mobilité » détaillent le périmètre et la méthodologie, la périodicité et le protocole d'évaluation du COM.

4.8 Modalités de révision

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui est soumis au vote des assemblées délibérantes ou à la validation des acteurs non publics.

4.9 Modalités de résiliation et de règlement des différends

En cas de non-respect par l'une des parties des termes du présent contrat, celui-ci peut être résilié par chacune des parties, dans un délai de X mois suivant l'envoi d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure si lesdits griefs n'ont pas été éteints dans ce délai.

Tout litige né de l'application du COM fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable, en cas d'échec de celle-ci, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Objectifs SRADDET consacrés directement aux mobilités et applicables sur l'ensemble du territoire régional

Les objectifs sont :

- Améliorer le réseau régional de transports collectifs. Cela passe par le report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs en :

    - Déployant une offre régionale de transports en commun adaptée aux territoires selon leur densité urbaine,
    - Favorisant les complémentarités et l'optimisation de la coordination entre les dessertes urbaines, interurbaines et ferroviaires,
    - Accompagnant les offres de transport locales adaptées aux évolutions sociodémographiques.

Ces objectifs nécessitent de coordonner les prescriptions des PDM/PDMS (règle LD2-Ob42)

- Faciliter et améliorer l'intermodalité. Elle sera possible en :

    - Optimisant les pôles d'échanges multimodaux (PEM), par l'élaboration d'une charte de services communs et d'exploitations de ces PEM (Règle LD2-Obj39),
    - Renforçant la cohérence entre réseaux et services par le biais d'objectifs de rabattement en transports en commun et modes actifs vers les gares ou PEM, identifiés comme stratégiques par la Région et dans les SCOT /PDM -PDMS (Règle LD2-Obj40),
    - En déployant et coordonnant un réseau d'infrastructures en site propre, couplé à des équipements d'accès et de stationnement, type parcs relais (Règle LD2-Obj46),
    - Développer avec l'ensemble des AOMD une information facilement accessible, une billettique simplifiée, une tarification harmonisée et multimodale.
    -

- Favoriser les modes actifs et les nouvelles pratiques de mobilité. Cela sera rendu possible en :

  - Contribuant au report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs, tout en développement des mobilités actives et des modes de transport plus propres.

Ces objectifs passent également par la mise en œuvre du schéma régional des véloroutes et voies vertes en connectant les itinéraires à un maillage local (Règle LD-Obj22A)

- Améliorer la cohérence urbanisme-mobilités. Elle se concrétisera en :

  - Privilégiant l'intensification urbaine autour des dessertes et transports collectifs (gare, pôles d'échanges), en fixant des objectifs de qualité urbaine pour les programmes d'aménagement des quartiers de gare ou de PEM (Règle LD2-Obj35)

Ces objectifs organisent et optimisent l'accessibilité des zones d'activités économiques en transport en commun et /ou par tout mode de déplacements alternatifs à l'autosolisme (Règle LD1-Obj5 C)

- Améliorer la grande accessibilité régionale et le maillage routier régional. Il s'agit de :

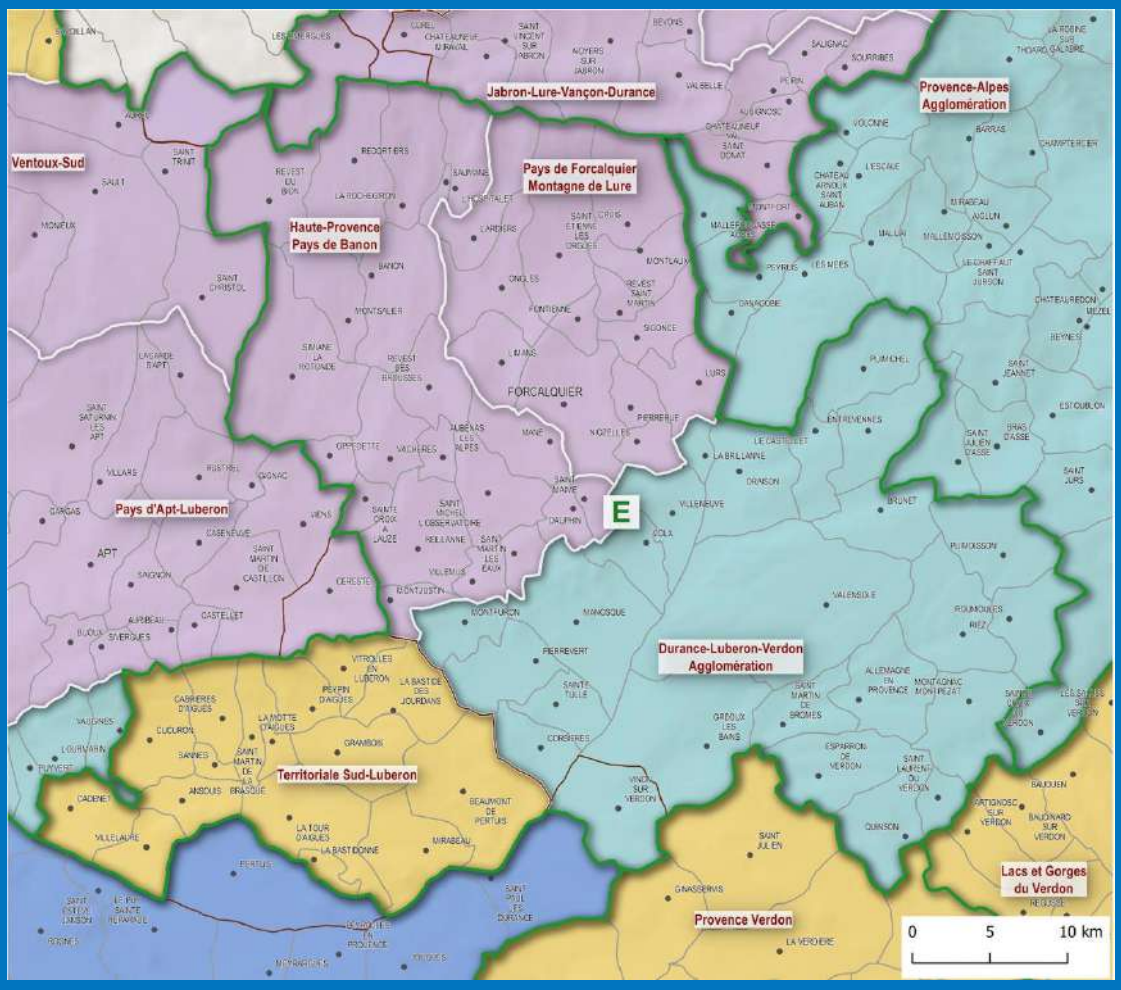
  - Prendre en compte le schéma des itinéraires d'Intérêt Régional pour conforter les liaisons avec les territoires limitrophes et l'arc méditerranéen et **accélérer la réalisation de la ligne nouvelle Provence-Alpes-Côte d'Azur (LNPCA), essentielle au renforcement des transports du quotidien (Règle LD2-OBJ45),**
  - Améliorer la chaîne logistique en favorisant le report modal notamment vers le fer ou le fluvial, tout en préservant les capacités multimodales de la logistique régionale. Cela se concrétisera en Optimisant la performance de la chaîne logistique jusqu'au dernier kilomètre, en favorisant le report modal, par le développement de la logistique et la structuration des implantations (Règles LD1-OBJ3 B et LD1-OBJ3 C).

- Articuler les politiques de mobilité et coordonner les AOM, dans la conformité de la stratégie régionale de chef de file de l'intermodalité. Il va s'agir de :

  - S'accorder sur une stratégie cohérente des mobilités avec les AOM et définir les modalités de l'action par un dialogue permanent **(Règle LD3-Obj66),**
  - Rechercher des financements innovants pour pérenniser le développement des transports collectifs, en établissant de nouveaux équilibres économiques des infrastructures et des services de transport (**Règle LD3-Obj68).**

Contrat Opérationnel de Mobilité

SOCLE TERRITORIALISE



BASSIN E

DIRECTION GÉNÉRALE TRANSPORTS, MOBILITÉ ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE

1 LE BASSIN DE MOBILITE E 38

1.1 PORTRAIT DU TERRITOIRE 38
1.2 MOBILITE : EXTRAITS DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION, ETUDES ET ACTIONS EN COURS 40
1.3 ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE 64
1.4 VOLUMETRIE DES DEPLACEMENTS ET REPARTITION MODALE 66
1.5 INFRASTRUCTURES DE MOBILITES EXISTANTES 73
1.6 SERVICES DE MOBILITES 75

1 Le bassin de mobilité E

Le présent Contrat Opérationnel de Mobilité porte sur le bassin de mobilité E.

Le socle territorialisé permet de créer une base commune de connaissance de la mobilité à l'échelle du bassin de mobilité.

Il donne une vue d'ensemble du bassin de mobilité, en proposant un état des lieux notamment cartographique des réflexions, actions et services existants en lien avec la thématique mobilité. La première partie offre un résumé des principaux éléments stratégiques déjà inscrits par les acteurs du bassin dans leurs documents de planification. La seconde partie décrit les principales données de la mobilité via l'organisation socio-économique du territoire, les flux et les modalités de déplacement. Enfin le socle territorialisé recense les principales infrastructures et services de mobilité existants sur le bassin au moment de la rédaction du Contrat Opérationnel de Mobilité.

1.1 Portrait du territoire[6]

Le bassin de mobilité E est composé de 4 EPCI, 75 communes et 108 388 habitants[7].

EPCI du bassin de mobilité E :

- Communauté d'Agglomération Durance-Luberon-Verdon Agglomération
- Communauté de Communes Haute-Provence-Pays de Banon
- Communauté de Communes Pays de Forcalquier - Montagne de Lure
- Communauté de Communes Territoriale Sud-Luberon

Les EPCI suivants sont territoires associés du bassin E :

- Communauté d'Agglomération Provence-Alpes-Agglomération
- Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse
- Communauté de Communes Jabron-Lure-Vançon-Durance
- Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon
- Communauté de Communes Pays d'Apt-Luberon
- Communauté de Communes Provence Verdon
- Communauté de Communes Ventoux Sud
- Métropole d'Aix-Marseille-Provence

6 Source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin E, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'urbanisme Pays d'Aix Durance)

7 Source : Données Insee Statistiques locales, 2023, INSEE

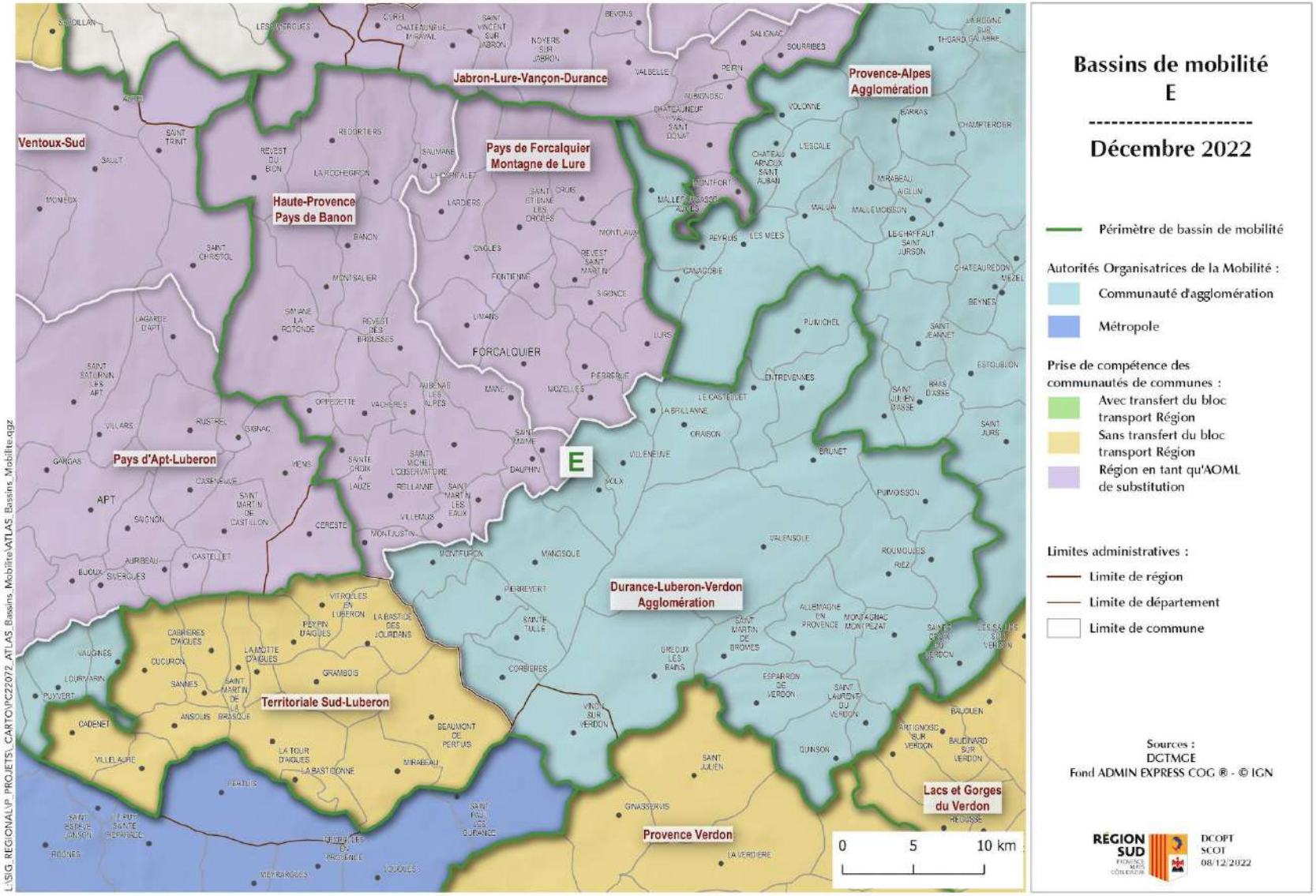


Figure 5 : Bassin de mobilité E (source : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, DGTME, 2023)

Le bassin de mobilité E est localisé sur trois départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. La CC de Haute-Provence-Pays de Banon et la CC Pays de Forcalquier - Montagne de Lure sont situées dans le département des Alpes de Haute-Provence (04). La CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération est également dans le département des Alpes de Haute-Provence (04) à l'exception de la Commune de Vinon-sur-Verdon qui est dans le Var (83). La CC Territoriale Sud-Luberon est localisée dans le département du Vaucluse (84).

1.2 Mobilité : extraits des documents de planification, études et actions en cours[8]

La mobilité est un élément clé du développement territorial et fait l'objet d'orientations stratégiques dans différents documents de planification, tels que les plans de mobilité mais aussi les plans climat-air-énergie territoriaux ou encore les schémas de cohérence territoriale.

Afin de consolider une compréhension d'ensemble de la mobilité à l'échelle du bassin, les orientations inscrites par chaque acteur dans ses documents de planification ont été synthétisées et rassemblées ci-après par thématiques, prescrites par le code des transports, et qui sont :

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité ;
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité ;
3. Les modalités de gestion des situations dégradées ;
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité ;
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité ;
6. La décarbonation des mobilités (thématique non prescrite par le code des transports, ajoutée par la Région Provence-Alpes-Côte D'Azur).

Pour décrire les orientations mobilité des territoires du bassin de mobilité ne disposant pas de documents de planification, une liste de leurs principales études et actions planifiées ou réalisées est dressée.

À ce jour, trois intercommunalités ont élaboré des documents de planification de la mobilité dans le bassin E, la CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération, la CC Pays de Forcalquier Montagne de Lure et la CC Territoriale Sud-Luberon.

Deux EPCI ont un Schéma de cohérence territoriale dont Le SCoT de la CC Territoriale Sud-Luberon en cours de révision, et la CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération.

La CC Territoriale Sud-Luberon a élaboré un PCAET et un Schéma de mobilité rurale.

La CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération présente également un Plan Global de Déplacement en révision. Il est prévu une adoption du plan de mobilité fin 2025. Le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) est en cours de réalisation pour cet EPCI.

La CC Pays de Forcalquier - Montagne de Lure a approuvé son Schéma Local d'Orientation des mobilités en septembre 2024.

[8] Source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin E, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'urbanisme Pays d'Aix Durance)

Il n'y a pas de documents approuvés en cours d'élaboration pour la CC Haute-Provence-Pays de Banon.

Tableau 1 : Documents intercommunaux de planification des mobilités Bassin E (source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin E)

EPCI	PDU/Plan de mobilité	PCAET	SCOT
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	2015 En révision	En cours	2018
CC Haute-Provence-Pays de Banon	-	-	-
CC Pays de Forcalquier - Montagne de Lure	2024	-	-
CC Territoriale Sud-Luberon	2016	2020	En révision

Les périodes des différents documents de planification analysés sont :

- SCoT de DLVA : 2017 – 2035
- Plan Global de Déplacement de DLVA : 2015 – 2025
- PCAET de CC Territoriale Sud-Luberon : 2020 – 2026
- Schéma de mobilité rurale de CC Territoriale Sud-Luberon : approuvé 2016
- SCOT de CC Territoriale Sud-Luberon : en cours de révision
- SLOM Pays de Forcalquier Montagne de Lure : 2024

La CC de Haute-Provence-Pays de Banon développe une stratégie de démobilité avec des actions pour le maintien et la réimplantation de commerces de proximité. Au moins 5 commerces de proximité ont été soutenus depuis 2003.

Bassin de mobilité E & documents intercommunaux de planification des mobilités

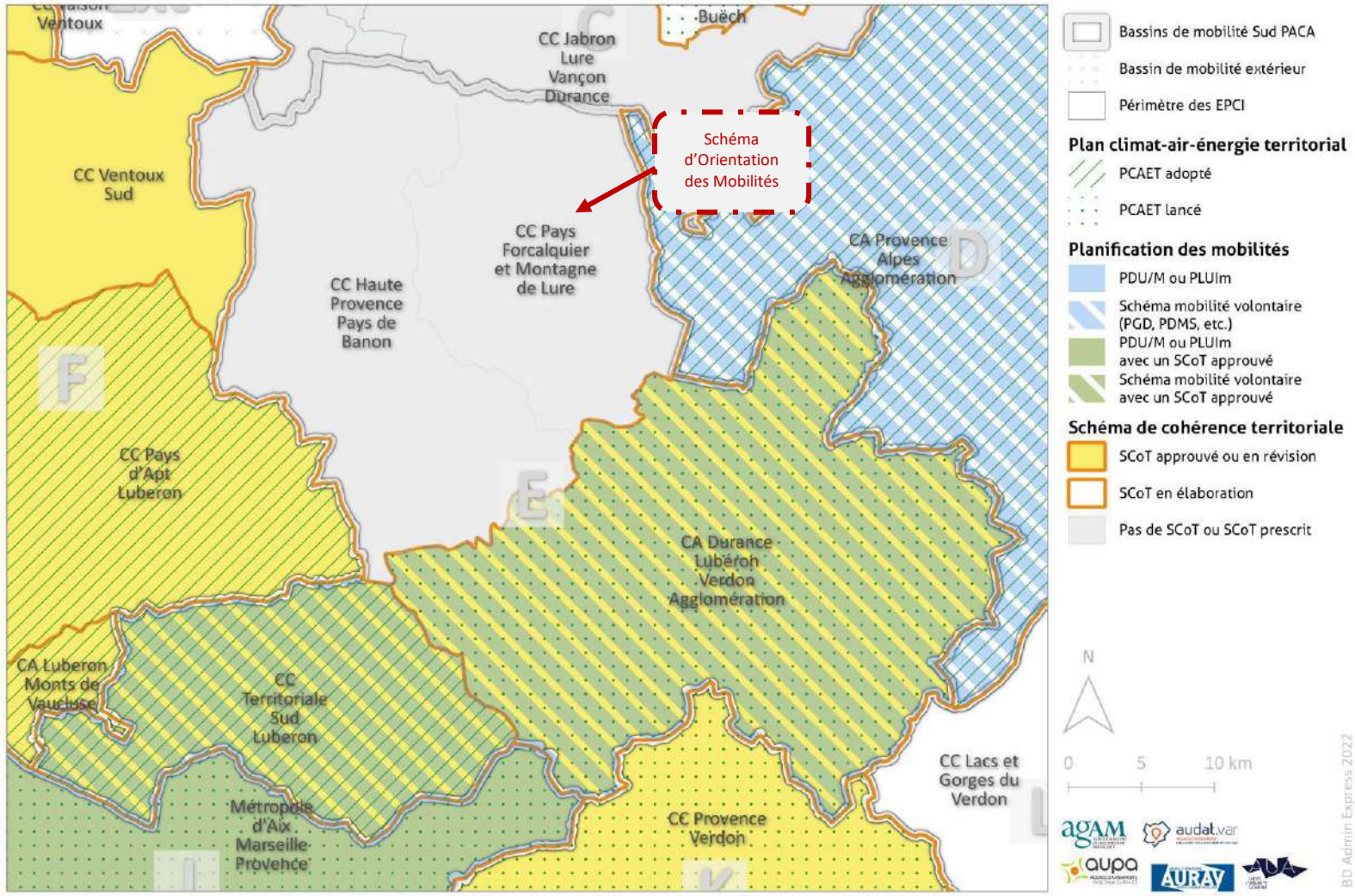


Figure 6 : Bassin de mobilité E (Source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin E, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme)

1.2.1 Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions présentes dans les documents de planification qui contribuent au développement ou sont en lien avec les différentes formes de mobilité et l'intermodalité. Cette thématique large comprend par exemple les transports en commun, les mobilités actives et partagées ainsi que les services permettant une chaine de déplacement fluide et aisée.

1.2.1.1 *Durance-Luberon-Verdon Agglomération : Schéma de Cohérence Territoriale*[9]

- Actions en faveur du vélo :
  - Le SCoT identifie la nécessité de poursuivre les aménagements de voirie dédiés aux cyclistes que ce soit pour une visée touristique ou pour une visée de déplacement quotidien.
  - La DLVA invite les communes et l'agglomération à étudier les continuités cyclables identifiées sur la carte n° 3 du recueil cartographique.
- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - Les objectifs de DLVA en la matière sont les suivants :
    - Faciliter le déplacement vélo quotidien, par le développement de continuités cyclables et par des connexions avec les zones d'emplois, les pôles scolaires et les points d'échanges : aires de co-voiturage, gares...
    - Sécuriser les itinéraires et les stationnements vélos.
    - Développer la mixité des fonctions urbaines.
    - Favoriser les formes urbaines compactes et les cheminements directs piétonniers dans les projets d'aménagements, en lien avec l'offre de stationnement.
    - Recréer de la continuité piétonnière dans les projets de requalification urbaine.

À compléter

[9] *Source : Analyse SCOT De DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance)*

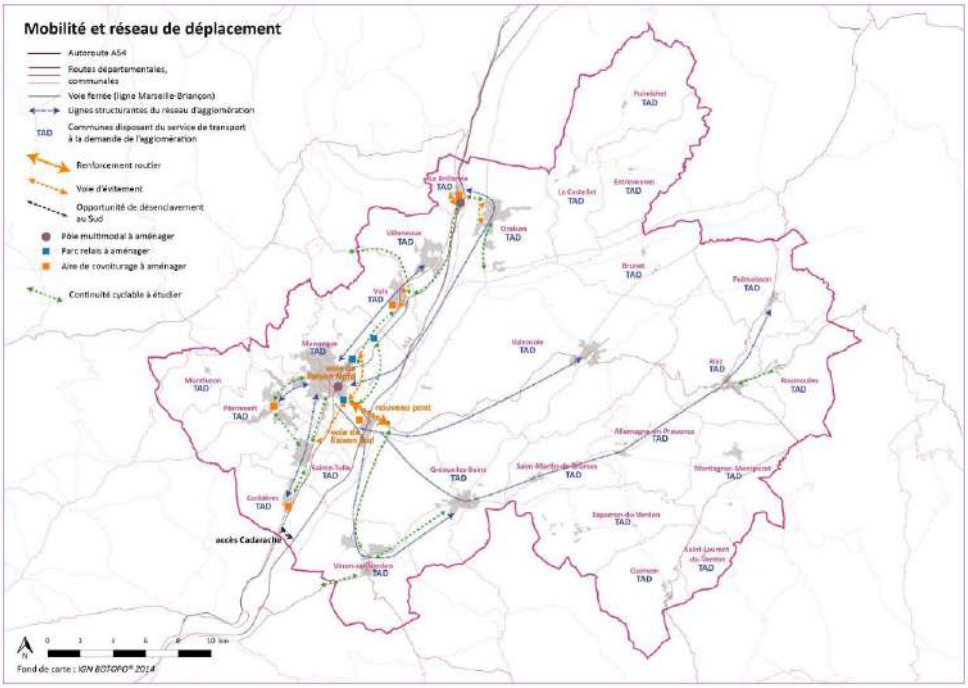


Figure 7 : Mobilité et réseau de déplacement (source : Analyse SCoT Durance-Luberon-Verdon Agglomération)

1.2.1.2 *Durance-Luberon-Verdon Agglomération : Plan Global de Déplacement Actions en faveur des Transports interurbains :*

- Restructurer les réseaux de transport en commun :
  - 4 axes structurants : Villeneuve > Volx > Manosque, Pierrevert > Manosque, Sainte-Tulle > Manosque, Gréoux-les-Bains > Vinon-sur-Verdon > Manosque.
  - 3 axes performants : Valensole > Manosque, Riez > Gréoux > Manosque, Oraison > La Brillanne > Manosque.
  - Des lignes de rabattement en TAD.
  - Une offre étendue le samedi et dimanche.
  - Une prise en compte de la saisonnalité.
- Mise en accessibilité du réseau de TC.
- Optimisation et sécurisation de l'ensemble du réseau.

À compléter

Un réseau de transport communautaire desservant l'ensemble du territoire : le Transagglo comme ossature de la politique des déplacements

- Des lignes régulières et scolaires structurantes
- Une ligne touristique estivale
- Du Transport à la Demande
- Deux réseaux urbains performants
- Des arrêts sécurisés et accessibles *(non cartographié)*
- Des pôles d'échanges multimodaux en gare SNCF de Manosque et La Brillanne

Une multimodalité renforcée

Favoriser l'usage des modes actifs et des Transports en Commun en :

- repensant l'espace public dans les villes et villages (ex : zone 30, stationnements diversifiés...) et en créant des parcs relais aux entrées de Manosque et des parcs de persuasion dans les villes et villages
- créant des stationnements adaptés au plus près des principaux points de rabattements des réseaux de transports *(non cartographié)*
- développant l'usage du vélo par des stationnements sécurisés dans les pôles d'échanges multimodaux et à chaque arrêt de TC important *(non cartographié)*
- créant des continuités cyclables par :
  - (1) des voies express d'agglomération (EV8 et Transalpine)
  - (2) des voies principales communales

Un schéma de circulation adapté

- Améliorer et mailler le réseau de voiries de Manosque : voie d'évitement Nord vers Volx, voie d'évitement Sud vers Sainte-Tulle, liaison entre la sortie de l'A51 et le centre-ville
- Sécuriser la traversée des villes et villages

Une incitation à de nouveaux usages de la voiture individuelle

Faire évoluer les habitudes de déplacements (covoiturage, autopartage, véhicules électriques...) en s'appuyant sur des outils d'informations et de communication *(non cartographié)*

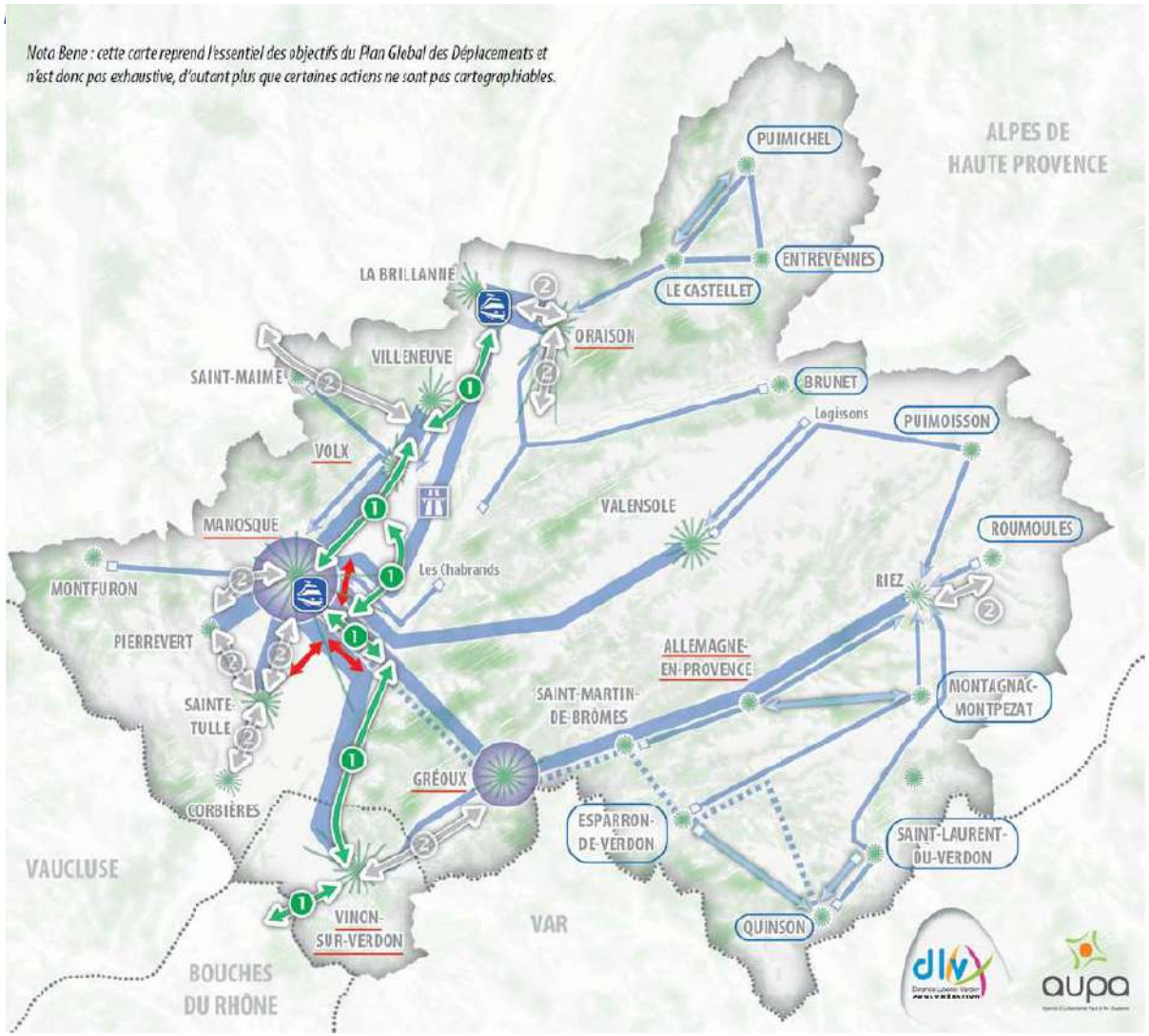


Figure 8 : Plan Global des déplacements DLVA (Source : Analyse Plan Global de Déplacement de DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance)

- Actions sur la circulation automobile :
    - Imaginer un plan d'aménagement de voies réservées aux cars et bus. Il pourrait se réaliser en plusieurs phases sur des axes stratégiques, prioritairement la D907.
        - Créer des zones 30 et de rencontres dans les espaces stratégiques du territoire et notamment aux abords des établissements scolaires.

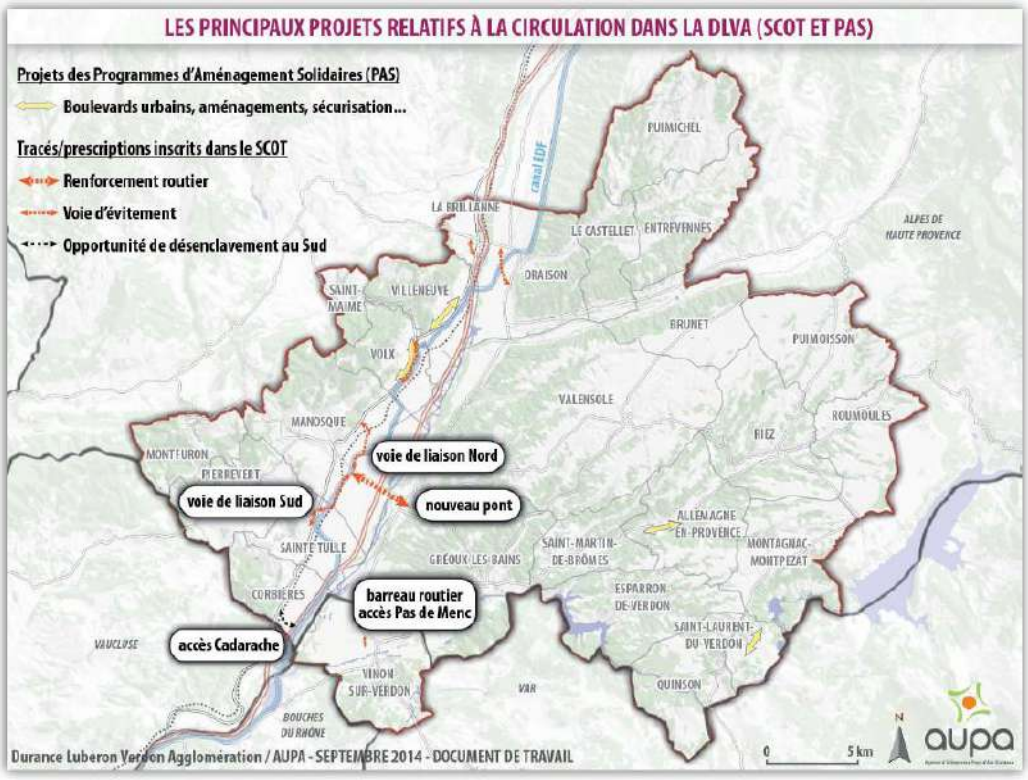
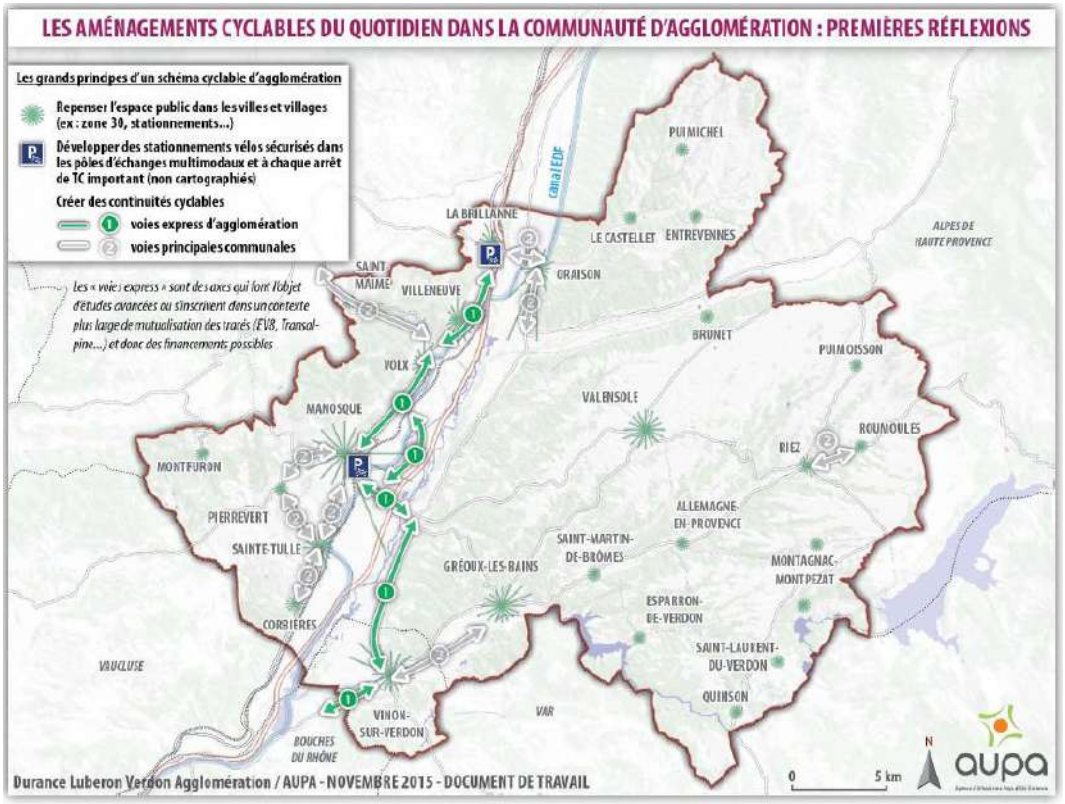


Figure 9 : Principaux projets relatif à la circulation dans la DLVA (Source : Analyse Plan Global de Déplacement de DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance)

- Actions en faveur du vélo :
    - Définir dans un schéma l'ensemble des actions permettant de développer l'usage du vélo.
    - Aboutir à un maillage cohérent du territoire par un véritable réseau d'aménagements cyclables sécurisés, en profitant des nombreux projets existants.
    - Développer l'usage du vélo par l'aménagement de stationnements ouverts ou sécurisés à des endroits stratégiques.
    - Inciter l'usage du vélo par la mise en place d'actions d'information/communication.
        - Aider à l'acquisition de Vélo à Assistance Électrique (VAE).



- *Figure 10 : Aménagements cyclables de la DLVA (Source : Analyse Plan Global de Déplacement de DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance) -*

Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :

- Limiter au maximum la présence de la voiture sur les places et trottoirs des villages au service des piétons et cyclistes.
- Préserver les centres anciens de l'automobile avec un accès piéton rapide.
- Mener une politique de stationnement qui limite les effets de voitures « ventouses » proches des commerces et services, au profit des stationnements de courte ou moyenne durée pour les usages quotidiens qui ne doivent pas entrer en conflit avec les besoins des résidents (ex : zone bleue).

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - Le territoire du Verdon (Gorges du Verdon, Lac d'Esparron, Plateau de Valensole...) est fortement marqué par un afflux touristique important durant la période estivale. Des offres adaptées sont ainsi envisagées durant la période estivale avec la ligne Manosque > Vinon > Gréoux > St-Martin-de-Brômes > Esparron.
  - Certains horaires pourraient être modifiés en été ou en hiver du fait, par exemple, de l'absence de curistes ou des touristes beaucoup moins nombreux.

1.2.1.3 *CC Territoriale Sud-Luberon : PCAET* [10]

Dans sa stratégie de mobilité, le PCAET se positionne clairement sur la création de nouveaux mix de déplacements afin de favoriser la mobilité alternative à l'autosolisme.

Développer l'offre de transport en commun, l'intermodalité et le co-voiturage :

- Améliorer l'accessibilité et l'intégration du territoire dans les réseaux de TC pour permettre le choix du bon mode de transport en fonction du type de déplacement.
- Rendre l'offre de transports collective attractive à travers l'optimisation et l'augmentation des performances et des capacités du réseau existant.
- Aménager des points stratégiques de correspondances avec le réseau de TC permettant l'accessibilité pour les modes actifs, l'information voyageur, les correspondances.
- Redéfinir les besoins de mobilité et l'offre de transports correspondante en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Avec un ajustement des fréquences et amplitudes mais aussi :
  - Réaliser les aménagements liés à la performance des transports en commun.
  - Hiérarchiser les besoins d'intervention en fonction de critères de performance : gain de vitesse commerciale, nombre de voyageurs concernés.
    Le rôle de la Collectivité serait d'analyser et de faire remonter les besoins des usagers en s'appuyant sur des acteurs locaux et en réalisant des enquêtes auprès des usagers et non usagers des TC.
- Favoriser le développement de l'intermodalité et du covoiturage. CC Territoriale Sud-Luberon a déjà mis en place le dispositif RezoPouce (autostop partagé) et travaille sur le déploiement d'une solution de covoiturage.
  Quelques données clés : 57 panneaux Rezopouce ont été installés entre 2019 et 2021, des formations en distanciel avec un suivi régulier pour l'aide au déploiement, et 127 inscrits à Rezo Pouce à fin juillet 2023, mais peu d'utilisation du dispositif.

Favoriser l'usage du vélo et la marche à pied

CC Territoriale Sud-Luberon a conventionné avec le Parc Naturel Régional du Luberon dans le cadre de l'appel à projet Vélo & Territoires dont il est lauréat (lancé en décembre 2019).

- Définition d'itinéraires cyclables (étude de faisabilité) dans le cadre du projet Luberon Labo Vélo mené par le PNR.
- Possibilité d'agir sur :
  - L'aménagement des infrastructures piétonnes et l'implantation du mobilier urbain associé.
  - La création d'aménagements cyclables et stationnements vélo et intégrer leur prise en compte dans chaque projet de voirie.
  - Le partage de la voirie (apaisement des centres-villes et des centres-bourgs ; zones 30 et zones de rencontre).
- Faire le lien avec le Schéma régional des véloroutes et voies vertes.

[10] *Source : Analyse du PCAET de CC Territoriale Sud-Luberon, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance)*

- Élaborer une stratégie de communication en identifiant les publics cibles et les moyens efficaces de communication.
- Diffuser l'information aux différents niveaux (intercommunal et communal).
- Mettre en place des ambassadeurs de la mobilité afin d'accompagner les habitants du territoire au changement de comportement (animations, stands, présence dans les établissements scolaires, apprentissage du vélo…)

La CC Territoriale Sud-Luberon est lauréate de l'appel à projet AVELO 2, (démarrage en juin 2022 - fin du contrat en juin 2024) :

La CC Territoriale Sud-Luberon a décidé d'élaborer une stratégie de développement d'aménagements cyclables (grâce à la réalisation d'études) et d'animer et de promouvoir une politique cyclable à l'échelle du territoire.

Plusieurs actions ont déjà été déployées et certaines sont en cours :

- L'aménagement d'un axe modes doux structurant entre La Tour d'Aigues et La Bonde avec une étude de faisabilité pré-opérationnelle réalisée en 2023.
3 scénarios ont été étudiés par le bureau d'étude :
Accès par routes départementales, par chemins communaux ou par des anciens canaux.
Le choix a été porté de traverser la Commune de St Martin de la Brasque afin d'être sur une portion de route à trafic modéré permettant la pratique cyclable sécurisée avec un mix Voie verte et voie partagée pour 8km de trajet.
La signalétique de ce parcours sera réalisée courant novembre 2024.

-La valorisation des Chemins communaux a été livrée début 2024. Afin de permettre aux usagers de découvrir les itinéraires sans difficulté en leur offrant des informations de destination et de distance, des panneaux directionnels et des pictogrammes ont été apposés au sol.

-Le développement d'une connaissance et d'une pratique du vélo pour tous avec un accompagnement de la population pour mieux connaître, mieux comprendre et changer les comportements grâce à un animateur. Ces actions d'animations sont mises en place depuis septembre 2022 : dans les écoles, sur les marchés locaux, lors de journées évènementielles…

-La Création d'un guide de pistes cyclables du territoire destiné aux habitants de CC Territoriale Sud-Luberon est distribué depuis le mois de juin 2024.

<u>Mise à disposition d'un parc de VAE</u>

- Mise en place d'un service de location permettant aux habitants de tester ce mode de déplacement. (non démarré à ce jour)

- Mise en place d'équipements nécessaires en termes de stationnement sécurisé et de réparations. Ce type d'équipements est présent dans chaque PEM de notre territoire avec un abri vélo sécurisé et des bornes de recharge.

<u>Développer des nouvelles énergies pour les transports</u>

- Afin de consolider la mobilité électrique, la collectivité peut s'associer aux industriels pour conforter le réseau de distribution à destination des véhicules particuliers, à

travers des bornes de recharge, et de la gratuité du stationnement pour les véhicules électriques.

Les 16 communes de CC Territoriale Sud-Luberon sont adhérentes au Syndicat d'énergie vauclusien (SEV), ce sont les communes qui disposent de la compétence pour créer, entretenir et exploiter des bornes de recharge de véhicules électriques dans le cadre d'un service public. La CC Territoriale Sud-Luberon est associée à l'élaboration des schémas directeurs de développement des IRVE.
Le schéma se donne pour objectif le déploiement de 383 bornes dans le Vaucluse en 2025.

Promouvoir la mobilité durable auprès des salariés

- Accompagnement des entreprises sur la promotion des modes de déplacements alternatifs à destination des salariés,
- Apporter des solutions concrètes en termes de service (temps de trajet en TC comparable aux déplacements en voiture, location de vélo…) et d'aménagements.
- Accompagner les salariés vers le changement de mode et de comportement,
- La collectivité peut accompagner les employeurs dans l'élaboration de leur plan de déplacement en faisant appel à un bureau d'études spécialisé,
- Étudier les possibilités d'adaptation du réseau de TC aux besoins des entreprises.

Renforcer l'attractivité touristique du territoire : développer des solutions de déplacements ne recourant pas aux énergies fossiles ou responsables de polluants atmosphériques (vélos, marche à pied, véhicules électriques/…).

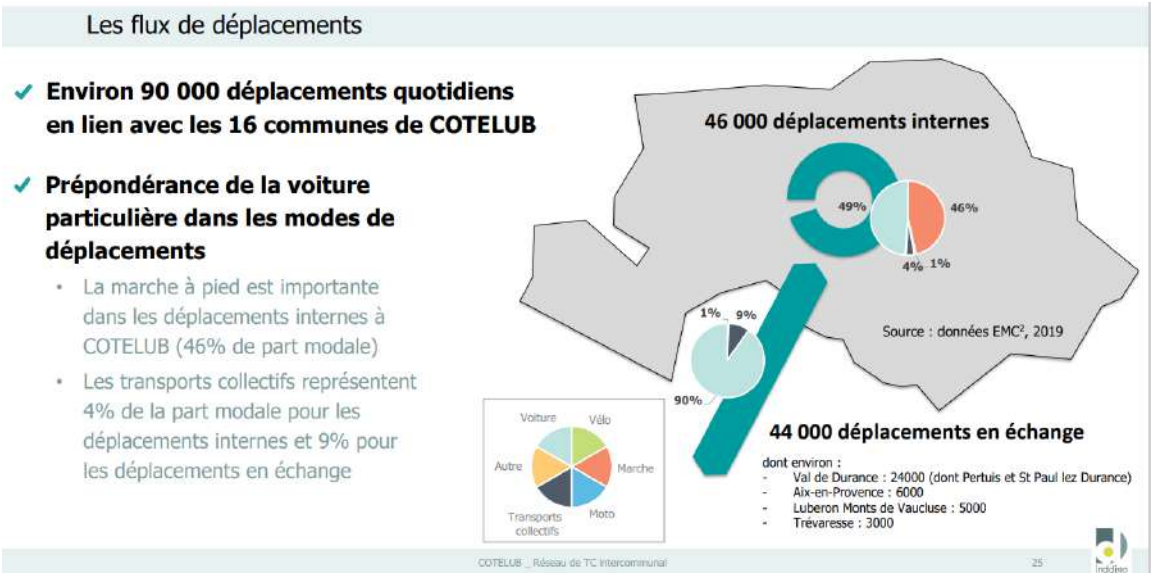


Figure 11 : Flux de déplacements quotidiens sur le territoire de CC Territoriale Sud-Luberon (soucre: Bureau d'Etude Indiggo 2022)

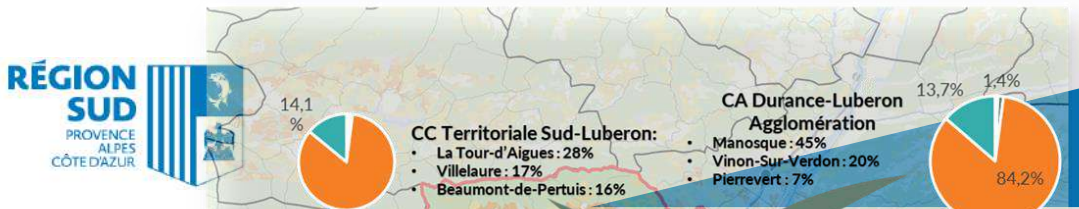
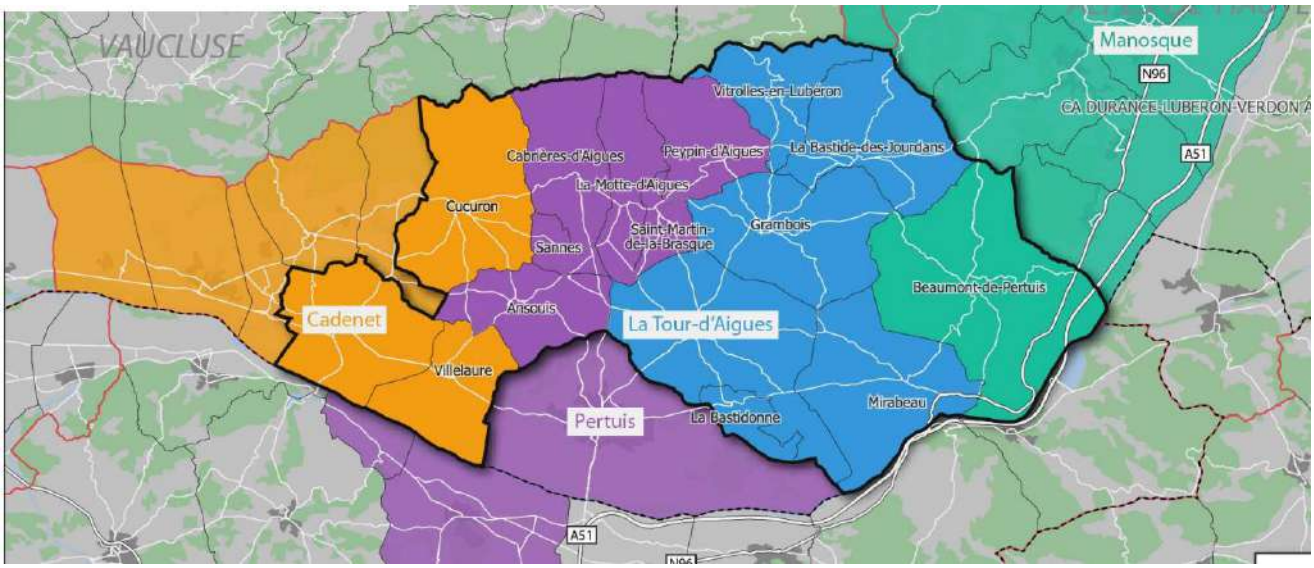
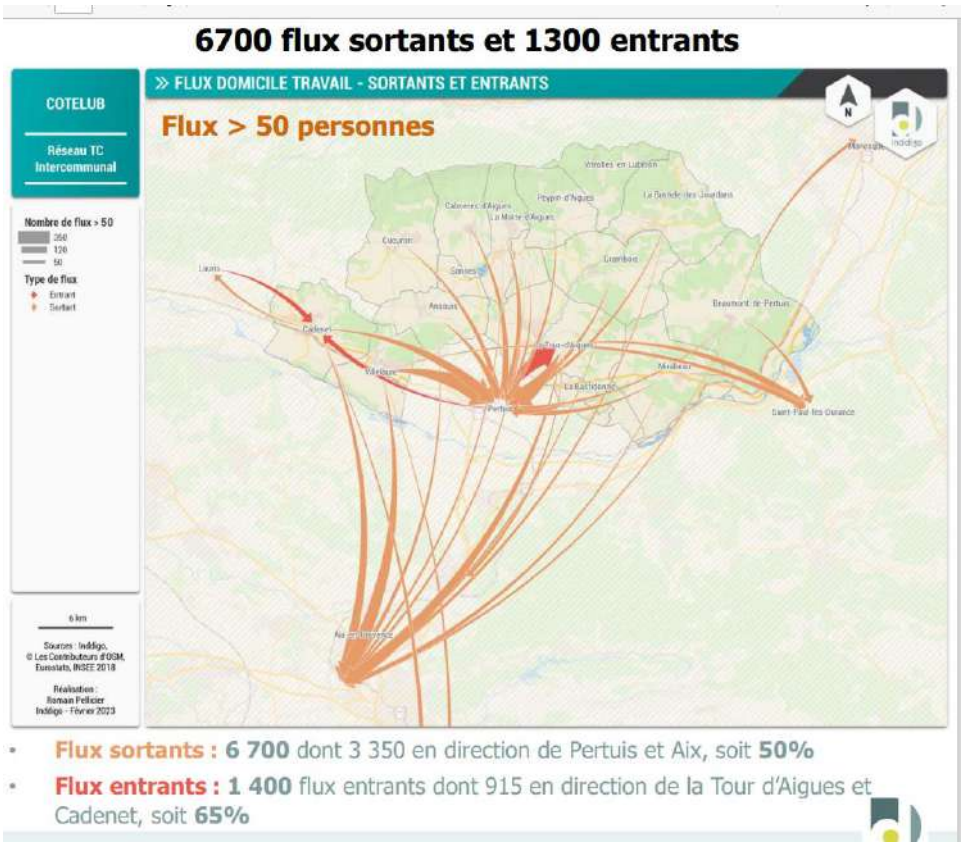
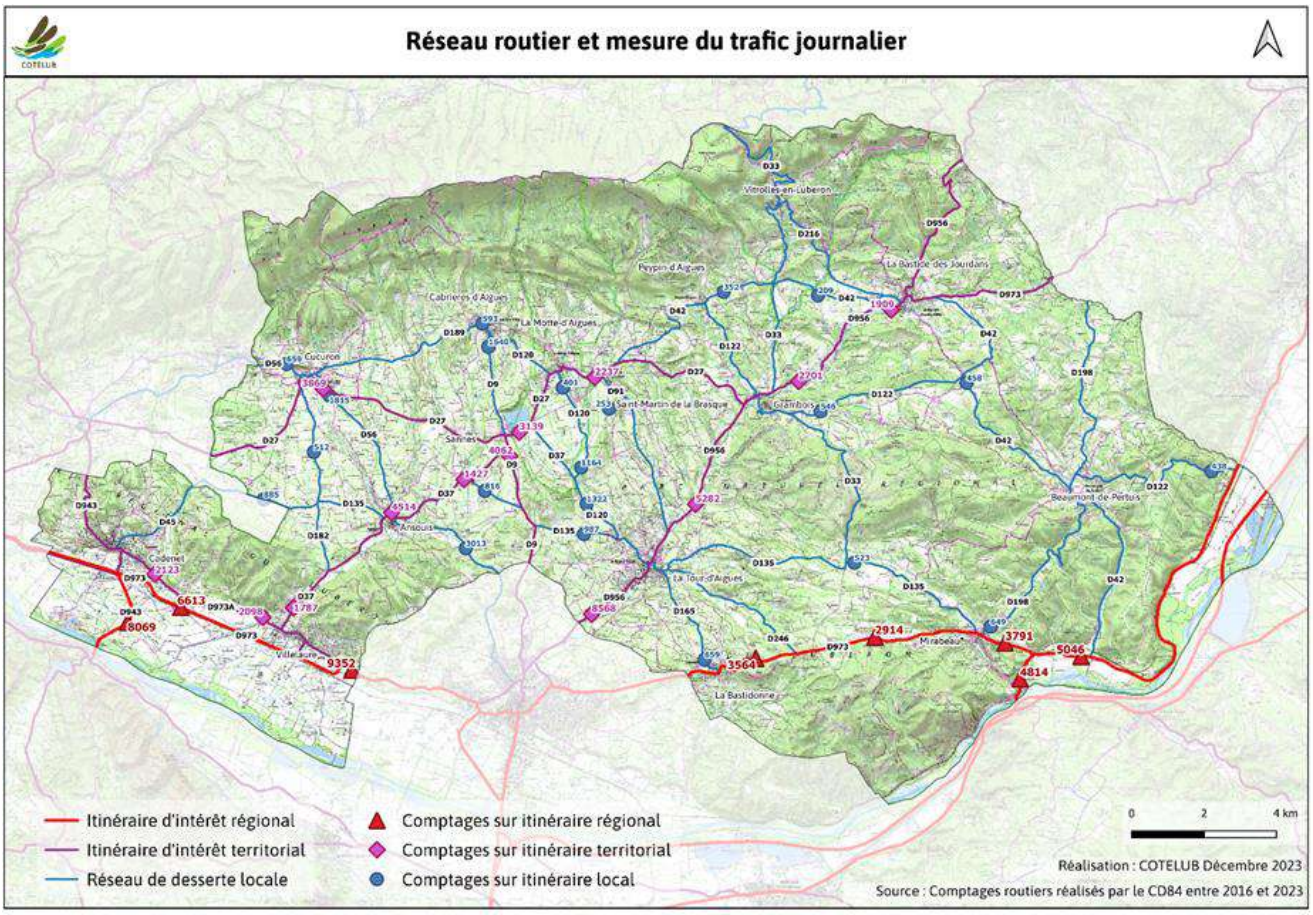


Figure 12 : Flux à destination du CEA de Cadarache (source : Etude SYSTRA octobre 2021)

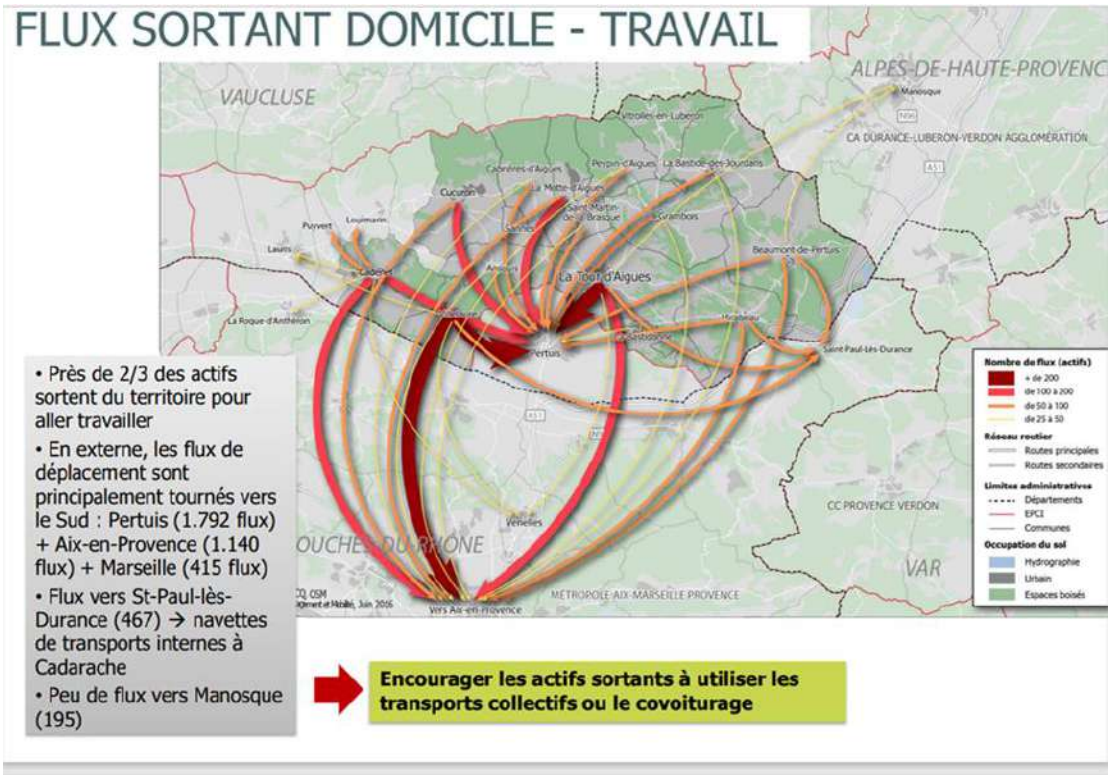
Une étude menée en 2023 montre le cas particulier de la CC Territorial sud Luberon qui comprend 4 bassins de vie : La Tour d'Aigues, Cadenet, Pertuis et Manosque.

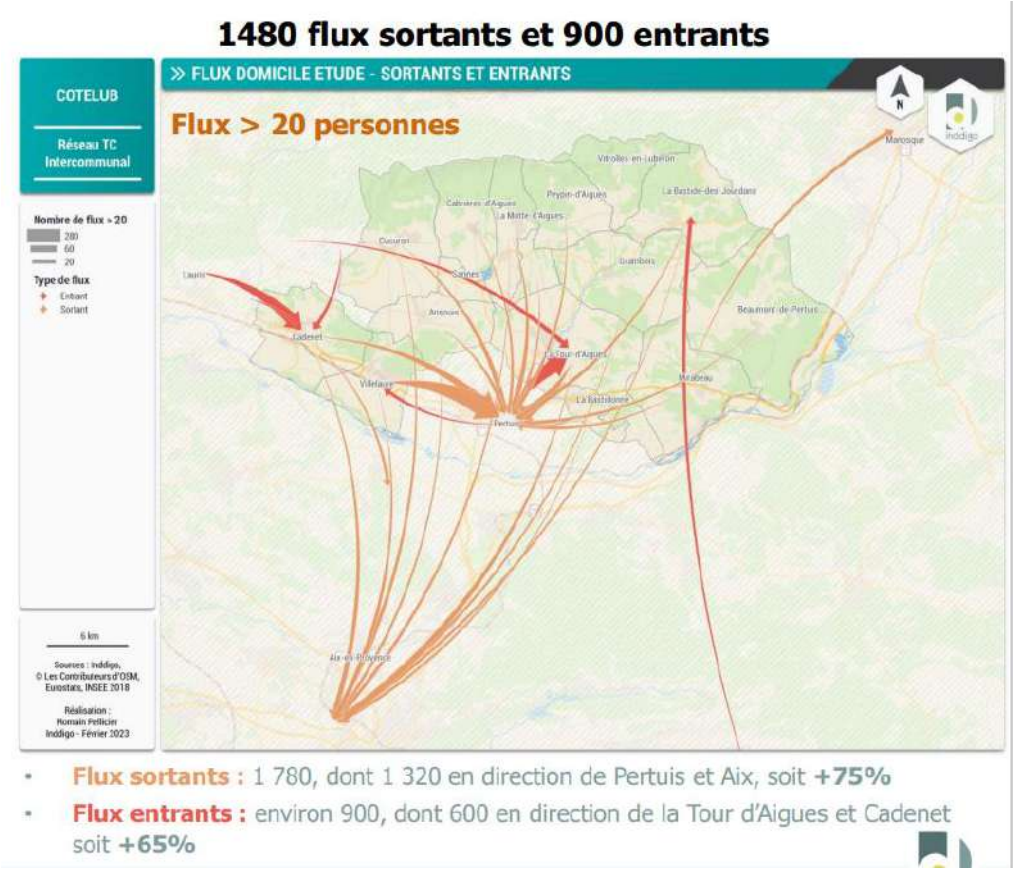






source: bureau d'étude Indiggo





1.2.1.4 *CC Territoriale Sud-Luberon : Schéma de mobilité rurale* [11]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Optimiser les réseaux de transports existants (ajustements itinéraires et horaires) en partenariat avec les Autorités Organisatrices de la Mobilité : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole d'Aix Marseille Provence et la DLVA,
  - Prise de compétence transports sur le territoire de CC Territoriale Sud-Luberon en 2021 et souhait de mise en place d'une nouvelle ligne interne : étude de faisabilité ayant pour objectif de définir précisément l'offre de service à mettre en place, évaluer les coûts et les ressources,
  - Optimiser le rabattement vers les réseaux de transports les plus performants et vers les PEM,
  - Actions de communication et d'animation : afin de promouvoir l'usage des transports collectifs et accompagner les solutions de mobilité durable.
- Actions en faveur du vélo :
  - Promouvoir le développement du vélo,
  - Développer les réseaux modes doux intra communaux pour les déplacements du quotidien,
  - Promouvoir la mobilité scolaire,
  - Valoriser les chemins communaux = plan de jalonnement et signalétique,

[11] *Source : Analyse Schéma de mobilité rurale de CC Territoriale Sud-Luberon, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance)*

- Aménagement d'un axe mode doux structurant entre La Tour d'Aigues et La Bonde,
- Services et équipements :
  Animation et promotion de la politique cyclable par un animateur (intervention dans les établissements scolaires, opérations évènementielles journée du développement durable, semaine de la mobilité, développement d'une connaissance et d'une pratique du vélo pour tous,
- Action d'exemplarité : achat de VAE pour les agents et/ou pour les opérations de test.

- <u>Actions en faveur du covoiturage</u>
  - Adhérer à une seule plateforme internet, communiquer et animer pour la mise en place du TAD et de l'autopartage et faire vivre la démarche,
  - Une étude en cours sur les différents dispositifs afin de déployer cette solution courant 2024,
- Expérimenter le stop amélioré : Lancé en 2019, Rezo Pouce n'a pas fonctionné sur notre territoire pour diverses raisons. CC Territoriale-Sud-Luberon a lancé en septembre 2024, la plateforme de covoiturage KAROS afin d'inciter les usagers au covoiturage pour l'ensemble des trajets du quotidien,
- Développer l'autopartage entre particuliers et professionnels.

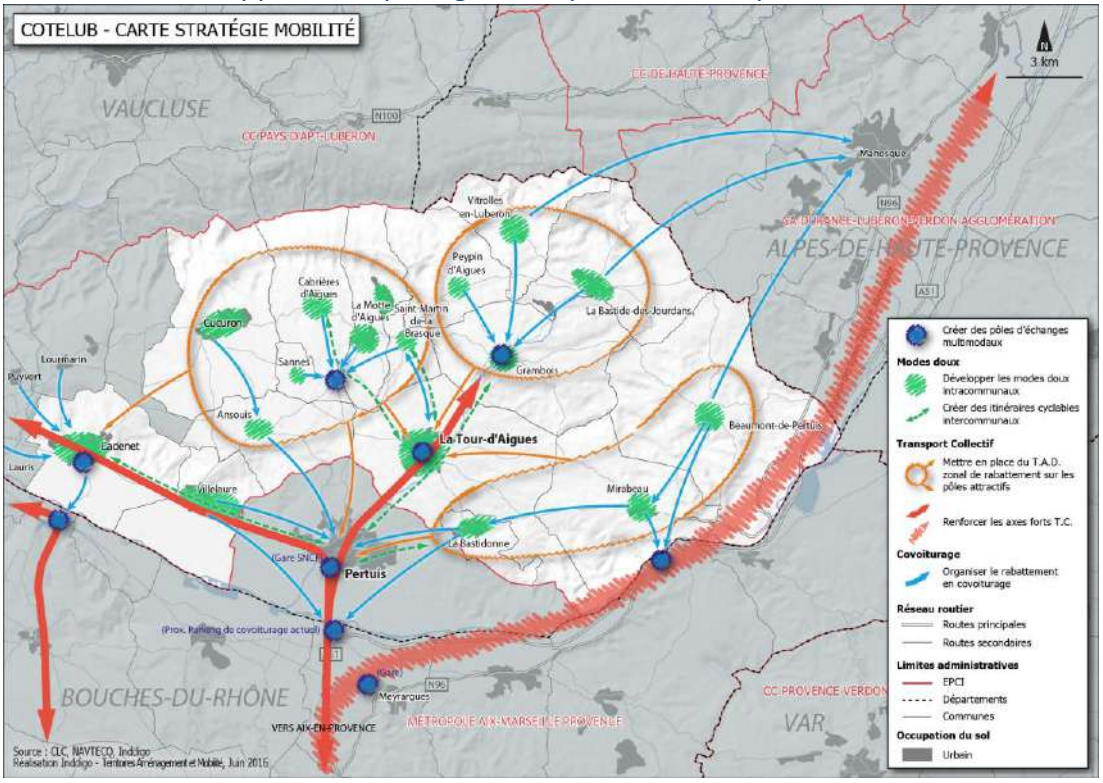


Figure 13 : Schéma de mobilité rural CC Territoriale Sud-Luberon (Source : Analyse Schéma de mobilité rurale de CC Territoriale Sud-Luberon, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance)

1.2.1.5 *CC Pays de Forcalquier - Montagne de Lure : Schéma Local d'Orientation des Mobilités*

- Actions du SLOM:

- **Mesure 1 – Renforcer les transports collectifs**
  Action 1 Travailler ensemble à l'amélioration des points d'arrêts des transports collectifs,

Action 2 Identifier les besoins d'amélioration de l'offre régionale de transports publics sur la CCPFML,
Action 3 Mise en place d'un service de transport à la demande (TAD).

- **Mesure 2 – Etablir un cadre favorable au déploiement du vélo**
  Action 1 Créer du stationnement vélo sécurisé au niveau des pôles générateurs de déplacements et aux coeurs de bourgs,
  Action 2 Valoriser et renforcer les itinéraires vélo en mettant en place une stratégie touristique vélo à l'échelle de la CC,
  Action 3 Proposer une aide à l'achat de vélos,
  Action 4 Développer une offre de location de Vélos à Assistance Électrique.
- **Mesure 3 – Atténuer la place de la voiture dans les centres-bourgs**
  Action 1 Renforcer la stratégie de limitation de la vitesse,
  Action 2 Améliorer la signalétique piétonne, notamment en centre-bourg,
  Action 3 A Forcalquier, renforcer le stationnement périphérique.

1.2.1.6 *Schémas cyclables des Départements*

Les trois départements concernés par ce bassin de mobilité disposent de documents actant leur stratégie vélo.

Le schéma départemental cyclable du Département des Alpes de Haute-Provence acté en 2023 est le document cadre de la collectivité pour le développement de la pratique du vélo et des autres formes de mobilités douces. Il concerne la pratique cycliste sur les voies aménagées en site propre ou partagées (hors pratique tout terrain).

Il vise à :

- Fixer les ambitions de la collectivité tant au regard de ses compétences internes que de sa collaboration avec les territoires.
- Faire du vélo et des déplacements doux un levier d'efficacité des politiques publiques départementales.
- Permettre un développement coordonné et stratégique de la pratique sur le territoire des cyclistes et piétons en assurant une complémentarité et cohérence avec les autres formes de transport et plus particulièrement les transports collectifs (bus, trains, véhicules partagés), covoiturage…

Quatre orientations sont identifiées sur le schéma cyclable, réparties ainsi :

- ORIENTATION 1 : structurer un réseau cyclable départemental de qualité pour développer les pratiques cyclables quotidiennes et touristiques,
- ORIENTATION 2 : accompagner les politiques cyclables des partenaires,
- ORIENTATION 3 : appuyer le développement du tourisme à vélo,
- ORIENTATION 4 : intégrer le vélo au cœur des actions départementales,

L'ensemble de ces orientations sont déclinées en axes de travail pour le déploiement et la mise en œuvre du schéma. Le détail est à retrouver sur site web du Département des Alpes de Haute-Provence : https://www.mondepartement04.fr/deplacements/mobilites-douces

Département du Vaucluse : à retrouver sur site web du Département du Vaucluse : https://www.vaucluse.fr/fileadmin/Documents_PDF/Nos_territoires/Sports_et_citoyennete/Vaucluse_terre_de_velo/2020/SCH_velo2019-2025diffusion.pdf

Département du Var : (à retrouver sur site web du Département du Var : https://var.fr/le-plan-vélo-départemental)

1.2.1.7 *Pôle d'échanges Multimodaux et accès à ses pôles*

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions inscrites dans les documents de planification qui concourent à la création, l'aménagement et au fonctionnement des pôles d'échanges multimodaux et des aires de mobilité, notamment en milieu rural, ainsi qu'aux périphériques et système de transport vers et à partir de ces pôles ou aires.

1.2.1.8 *Durance-Luberon-Verdon Agglomération : Schéma de Cohérence Territoriale*[12]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
    - Créer une politique de stationnement basée sur le développement de véritables pôles multi- modaux accessibles et fonctionnels.
- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport
    - Développer l'intensification de l'urbanisation autour des transports publics et modes doux :
        - La priorité est donnée, dans le temps, à l'urbanisation des espaces potentiels d'extension urbaine qui sont desservis par un service de transport public, quand il existe,
        - Les projets de développement urbain, qu'ils soient résidentiels, économiques ou touristiques devront :
            - En dehors des zones d'activités économiques, prioriser le développement d'activités génératrices d'emplois autour des gares ferroviaires, notamment autour des pôles multimodaux, dont l'aménagement sera étudié, identifiés sur la carte n° 3 du recueil cartographique,
            - Favoriser les modes de transports actifs (vélos, marche) en réinvestissant l'espace public par le traitement du réseau viaire de l'urbanisation,
            - Traiter les voiries associées à l'urbanisation pour permettre des temps de parcours et des conditions de sécurité et de confort acceptables pour l'usager par la recherche ou la création d'un itinéraire protégé (exemple de l'ordre de 10 minutes entre la station ou l'arrêt et le lieu de résidence ou d'activité).

[12] *Source : Analyse SCOT De DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance)*

1.2.1.9 *Durance-Luberon-Verdon Agglomération : Plan Global de Déplacement* [13]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Création de pôles d'échanges multimodaux à la gare de Manosque et la Brillanne,
  - Créer un parc-relais à chaque entrée stratégique de Manosque (route de Volx, route de Sainte-Tulle),
  - Créer des parc-relais dans les villes et villages périphériques.

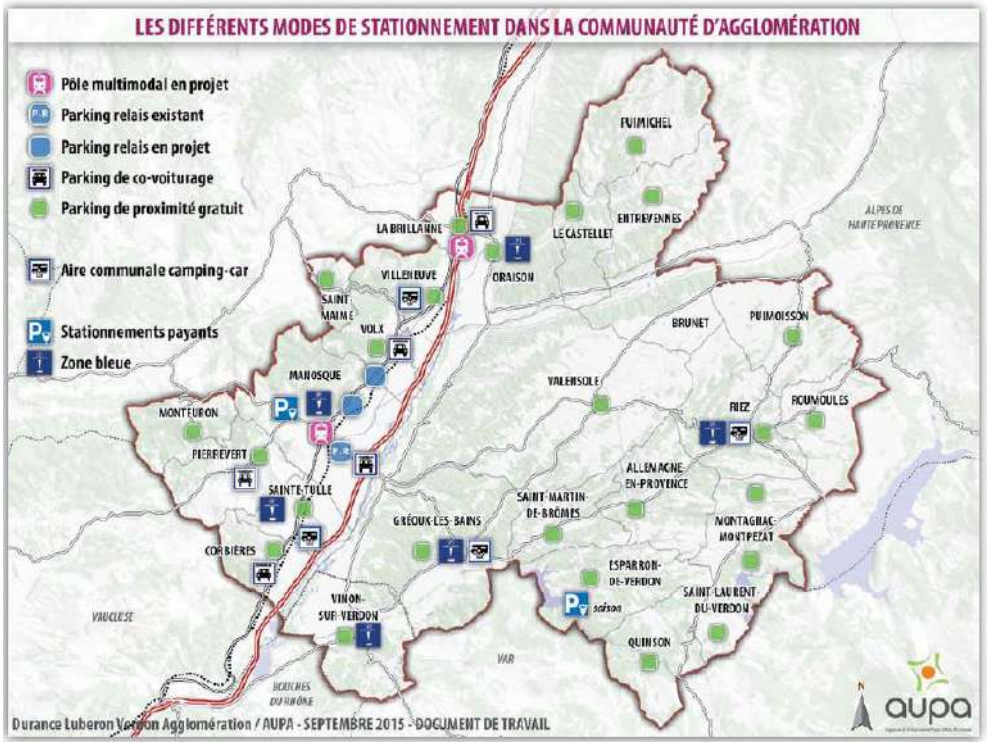


Figure 14 : Différents modes de stationnement dans la CA DLVA (Source : Analyse SCOT De DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance)[14]

Dans le cadre de sa stratégie de mobilité rurale, la création d'un maillage de pôles d'échanges multimodaux sur le territoire répond à un double objectif : rendre visible et lisible l'offre alternative et offrir dans un même lieu un panel de services larges et varié » (TC, covoiturage, stop amélioré…)

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Pour l'accessibilité physique du réseau, la collectivité peut aménager des points stratégiques de correspondances avec le réseau de TC afin de permettre et de favoriser l'accessibilité pour les modes actifs, l'information voyageur, les correspondances y compris avec la voiture, la sécurité des cheminements, et d'améliorer les conditions d'attentes pour les voyageurs.

[13] *Source : Analyse Plan Global de Déplacement de DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance*

[14] *Source : Analyse PCAET de CC Territoriale Sud-Luberon, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance*



Figure 15 : Pôles d'échanges de CC Territoriale Sud-Luberon

1.2.1.10 *CC Territoriale Sud-Luberon : Schéma de mobilité rurale* [15]

- La stratégie de mobilité de CC Territoriale Sud-Luberon repose sur une logique d'intermodalité où la création des PEM est l'une des actions prioritaires.
- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Créer un maillage de pôles d'échanges multimodaux comprenant des aires de covoiturage :
    - Réaliser un schéma de pôles d'échanges multimodaux / aires de covoiturage,
    - Accompagner les projets de pôles d'échanges / aires de covoiturage communaux,
    - Prévoir des bornes de recharge électriques pour voitures et vélos dans les PEM,
    - Amélioration de l'intermodalité entre les bassins limitrophes grâce à une offre multimodale performante.

La CC Territoriale Sud-Luberon a engagé la création de 3 pôles d'échanges multimodaux afin de faciliter les correspondances et l'interconnexion avec les bassins limitrophes.

Les PEM sont également en lien avec l'itinéraire vélo afin de relier les 16 communes du territoire.

[15] *Schéma de mobilité rurale de CC Territoriale Sud-Luberon*

Le PEM de Cadenet a été achevé en juin 2023, on y retrouve comme équipements :

- 12 places de stationnement supplémentaires,
- 1 abri vélo sécurisé 6 places,
- 2 bornes de recharges pour vélos électriques,
- un cheminement piéton,
- de l'équipement mobilier urbain : éclairage, signalétique,
- un aménagement paysager : plantations de massifs et arbustes,
- 1 borne de recharge pour voitures électriques.

En 2024, Le PEM de Grambois est inauguré au niveau du Moulin du Pas:

- 19 places de stationnement, dont 5 dédiées au covoiturage et 1 aux PMR,
- Une borne de recharge pour véhicules électriques, permettant de recharger 2 véhicules de façon simultanée, nouvel abri bus abri vélo en bois sécurisé,
- 3 bornes de recharge pour les VAE (dont 2 situées à l'intérieur de l'abri),
- Un cheminement piéton confortable, accessible et sécurisé,
- Un éclairage public adapté,
- Une sécurisation du site par vidéosurveillance,
- Un traitement paysager qualitatif (plantation d'arbres d'ombrage pour les stationnements, et aménagement d'un jardin méditerranéen de 110 m²,
- Un pôle de collecte des déchets (PAV) : colonne enterrée pour les OM, conteneurs de tri, plateforme de compostage des biodéchets.

Enfin, le projet de PEM à Mirabeau prévu en 2025 et la réactivation des études autour de la réouverture de la halte ferroviaire à Mirabeau apparaît comme un point important pour le territoire.

Le pont de Mirabeau offre la possibilité de créer une nouvelle porte d'entrée de la CC Territoriale Sud-Luberon à l'Est du territoire, entre Aix et Manosque à proximité du CEA de Cadarache et permettra une jonction régulière entre les bassins limitrophes, où seront envisagés des rabattements sur les cheminements doux et les transports collectifs vers la gare.

1.2.2 Modalités de gestion des situations dégradées

Le territoire est soumis à différents risques allant des accidents aux catastrophes naturelles ou humaines (incendies, inondations, …) en passant par des situations pouvant avoir des incidences fortes sur la circulation routière (accidents, blocage(s) routier(s)...) ou des transports publics (grève, pénuries de carburant...). Ainsi, au vu de l'importance revêtue par les déplacements tous modes et à la responsabilité particulière des autorités organisatrices de la mobilité, il est nécessaire de coordonner les décisions et de partager les informations pour éviter les risques et faciliter l'information des habitants et visiteurs.

Cette thématique est peu ou pas traitée par les documents intercommunaux de planification locale, la gestion des situations les plus impactantes revient aux Préfectures de département.

Conformément au Code de la sécurité intérieure, articles L731-3 à L731-5, les intercommunalités et les communes exposées à au moins un risque majeur doivent élaborer un plan communal ou intercommunal de sauvegarde. De plus, une commune exposée à au moins un risque majeur, doit (article L. 125-2 du code de l'environnement) en informer ses administrés en élaborant et mettant à leur disposition un document d'information communal

sur les risques majeurs (DICRIM). Cet outil d'information préventive vise à préparer la population à bien réagir en cas de crise.

La prise en compte dans ces documents de la dimension transport public serait un atout.

1.2.3 Recensement et diffusion des pratiques de mobilités

Les seules infrastructures et services de mobilités ne permettant pas le report modal, ce chapitre liste les orientations et les actions présentes dans les documents de planification qui contribuent au recensement, aux diagnostics et à la diffusion, communication des pratiques de mobilité ainsi que les dispositifs mis en œuvre en particulier pour améliorer la cohésion sociale et territoriale.

1.2.3.1 *CC Pays de Forcalquier - Montagne de Lure : Schéma Local d'Orientation des Mobilités*

- Actions du SLOM:

Mesure 6 Diffuser l'information sur les services de mobilité: Développer des actions de communication,
Mesure 4 – Mieux travailler avec les employeurs
Action 1 Encourager les employeurs à mettre en place un plan de mobilité employeurs,
Action 2 Inciter les employeurs à mettre en place du covoiturage.

1.2.3.2 *CC Territorial Sud Luberon : Schéma rural de mobilité*

- Actions de communication et d'animation : afin de promouvoir l'usage des transports collectifs et accompagner les solutions de mobilité durable,
- Services et équipements :
  Animation et promotion de la politique cyclable par un animateur (intervention dans les établissements scolaires, opérations évènementielles journée du développement durable, semaine de la mobilité, développement d'une connaissance et d'une pratique du vélo pour tous.

1.2.4 Aide à la mise en place d'infrastructures et de services de mobilités

Les documents de planification n'intègrent pas les données concernant la mise en place des projets. Mais de nombreuses aides existent permettant un accompagnement technique ou financier des porteurs de projets, on peut notamment citer le CEREMA, l'État, les Départements et la Région. L'ensemble des aides est répertorié sur le site aides et territoires : https://aides-territoires.beta.gouv.fr.

1.2.5 Aide à la mise en place d'infrastructures et de services de mobilités

Les documents de planification n'intègrent pas les données concernant la mise en place des projets. Mais de nombreuses aides existent permettant un accompagnement technique ou financier des porteurs de projets, on peut notamment citer le CEREMA, l'État, les Départements et la Région. L'ensemble des aides est répertorié sur le site aides et territoires : https://aides-territoires.beta.gouv.fr.

1.2.6 Décarbonation

Axe fort de la politique régionale, la décarbonation des modes de déplacement et des flottes de véhicules professionnels et privés est nécessaire et complémentaire aux orientations ci-dessus visant au report modal notamment. Les documents de planification ont pris en compte cette transition et intègrent également des actions qui contribuent à la décarbonation des mobilités à travers le verdissement des sources d'énergies mais aussi la mobilité partagée ou encore la démobilité.

1.2.6.1 *Durance-Luberon-Verdon Agglomération : Schéma de Cohérence Territoriale*[16]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Développer des aires de covoiturage pour faciliter la rencontre inter-usagers, au sortir de certains bourgs et villages, mais aussi de certaines zones particulièrement propices, par exemple en proximité d'autoroute (La Brillanne, Rive gauche…),
  - Ces aires de covoiturage doivent notamment s'envisager pour faciliter le rabattement des usagers des villages et des bourgs isolés vers le réseau de transport en commun et donc être à proximité piétonne des arrêts du réseau Trans Agglo,
  - Les aires de covoiturage à aménager identifiées sur la carte n° 3 du recueil cartographique doivent faire l'objet d'une réflexion et d'une étude de faisabilité.

1.2.6.2 *Durance-Luberon-Verdon Agglomération : Plan Global de Déplacement* [17]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Promouvoir le covoiturage : étude sur les potentiels de covoiturage, renforcer et faire connaître les aires de covoiturages existantes, faciliter le covoiturage aux bords des voies de circulation les plus fréquentées,
  - Étendre le service d'autopartage de véhicules électriques en milieu rural si celui rencontre du succès.

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - Déployer des flottes de véhicules moins polluants : flotte DLVA,
  - Créer des places de stationnements réservées aux véhicules et vélos électriques,
  - Déployer des bornes électriques,
  - Aider à l'acquisition de VAE (Vélos à Assistance Électrique).

[16] *Source : Analyse SCOT De DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance*

[17] *Source Analyse Plan Global de Déplacement de DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance*

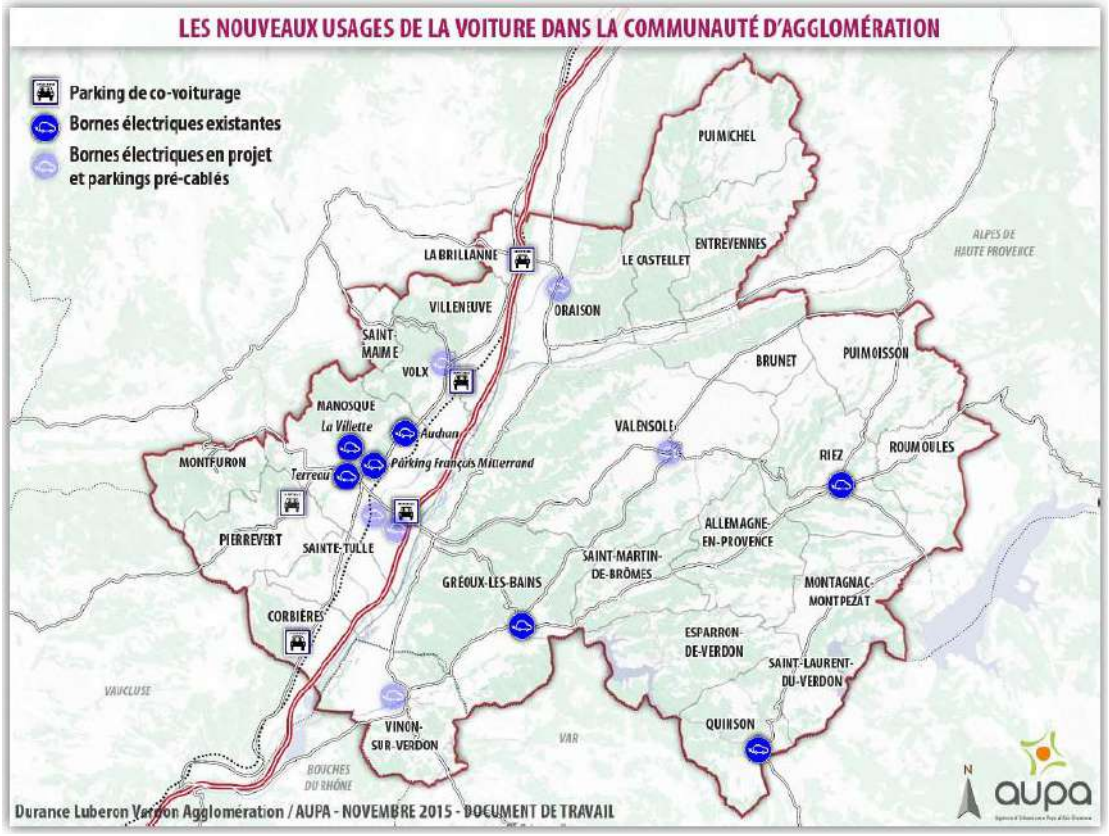


Figure 16 : Nouveau usages de la voiture de DLVA (Source Analyse Plan Global de Déplacement de DLVA, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance)

1.2.6.3 *CC Territoriale Sud-Luberon : PCAET* [18]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Covoiturage : la collectivité peut accompagner les projets d'aires de covoiturage (en privilégiant les parkings déjà existants, sous occupés et bien positionnés, à proximité d'une RD en entrée ou sortie du centre-bourg),
  - La CC Territoriale Sud-Luberon a mis en place le dispositif RezoPouce, besoin d'être promu, tout comme d'autres mobilités alternatives à la voiture individuelle, comme l'autopartage,
  - Mise à disposition d'un parc de vélo à assistance électrique : pour les habitants ou les touristes. (À ce jour les VAE ont été mis à disposition des agents territoriaux).

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - Développer les bornes IRVE sur l'ensemble du territoire,

  Les 16 communes de la CC Territoriale Sud-Luberon sont adhérentes au Syndicat d'énergie vauclusien (SEV), ce sont les communes qui disposent de la compétence pour créer, entretenir et exploiter des bornes de recharge de véhicules électriques
  La CC Territoriale Sud-Luberon est associée à l'élaboration des schémas directeurs de développement des IRVE.

[18] *Source Analyse PCAET de CC Territoriale Sud-Luberon, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance*

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
    - Limiter au maximum l'artificialisation des sols en tenant compte notamment des objectifs nationaux de Zéro Artificialisation Nette, intégré dans le Plan Biodiversité de 2018 et des objectifs régionaux issus du SRADDET :
        - Faire du SCOT un outil de planification favorisant et facilitant la transition énergétique et écologique inscrite dans le PCAET,
        - Favoriser un modèle de développement de l'urbain basé sur le modèle des courtes distances, la résilience et une information/sensibilisation multi-cibles autour des questions climat air énergie ainsi que sur la consommation,
        - Co-rédiger un guide des pratiques en faveur d'un aménagement durable,
        - Intégrer différentes solutions de mobilité dès la création d'un projet aménagement.

1.2.6.4 *CC Territoriale Sud-Luberon : Schéma de mobilité rurale* [19]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
    - Covoiturage : 5 aires/pôles d'échanges identifiés sur le territoire (cf. action PEM), action de communication sur le covoiturage, adhésion à une plateforme de covoiturage,
    - Expérimentation du stop amélioré avec Rézopouce.

  57 panneaux Rezopouce ont été installés entre 2019 et 2021, accompagnés d'une formation en distanciel avec un suivi régulier pour l'aide au déploiement. A fin juillet 2023, 127 inscrits à Rezo Pouce mais peu d'utilisation du dispositif. C'est pourquoi, la CC a mis fin au dispositif au printemps 2024,
    - Mettre en place une assistance au développement de l'autopartage : pour analyser la demande et définir des scénarios adaptés au contexte local, et communiquer sur le service une fois sa mise en place active.

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
    - Aménagement de bornes de recharge électrique pour voitures dans les PEM et sur l'ensemble du territoire.

1.2.6.5 *CC Pays de Forcalquier - Montagne de Lure : Schéma Local d'Orientation des Mobilités*

- Actions du SLOM:
    - **Mesure 5 – Favoriser les services itinérants**

[19] *Source Analyse Schéma de mobilité rurale de CC Territoriale Sud-Luberon, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance*

Action 1 Encourager la mutualisation de services itinérants en partenariat avec les structures d'aide à domicile.

1.3 Analyse socio-économique

Un panorama démographique et notamment de la répartition de la population au regard de l'existence de pôles économiques générateurs de flux permet de mieux comprendre les composantes des déplacements de la population et le trafic de transit à l'échelle du bassin de mobilité

Le bassin de mobilité E compte une population de 108 388 habitants. La densité de population est de 54,4 hab./Km^2 sur le bassin de mobilité.

Tableau 2 : Population du Bassin E par EPCI en 2020 (source : INSEE)

EPCI	Population 2020	Nombre d'emplois 2020	Actifs ayant un emploi résidant dans la zone 2020
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	63 316	22 928	24 421
CC Haute-Provence-Pays de Banon	9 861	2 533	3 709
CC Pays Forcalquier - Montagne de Lure	9 985	3 102	3 437
CC Territoriale Sud-Luberon	25 226	5 151	10 598 [20]
TOTAL BASSIN E	**108 388**	**33 714**	**42 165**

La répartition de la population sur le bassin de mobilité E est présentée figure suivante.

[20] *Source : Insee EMP T5 – Emploi et activité, données 2020*

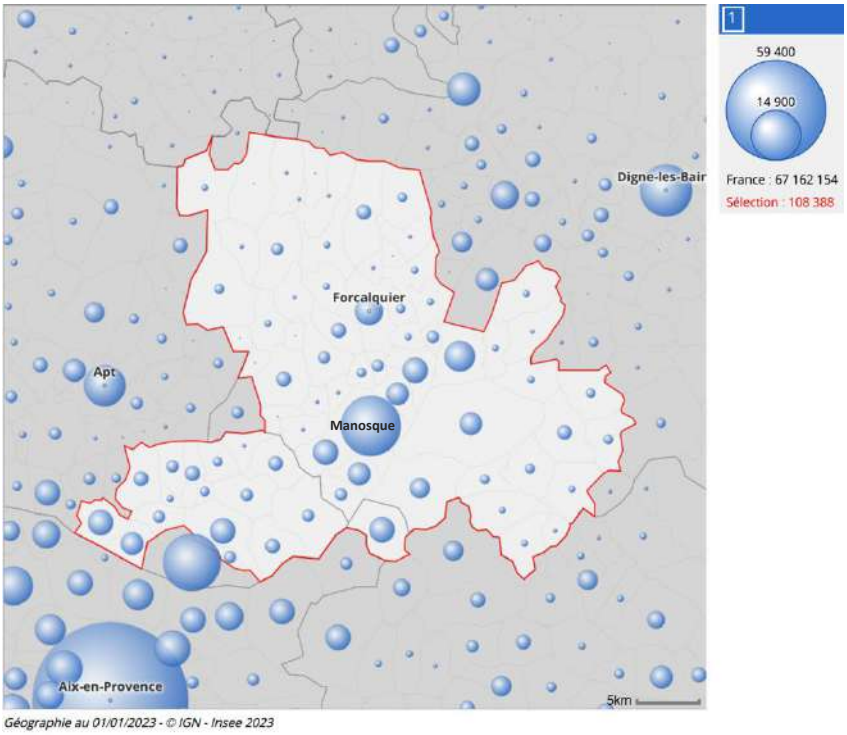


Figure 17 : Population municipale 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

Le bassin de mobilité E comprend plus de 33 700 emplois.

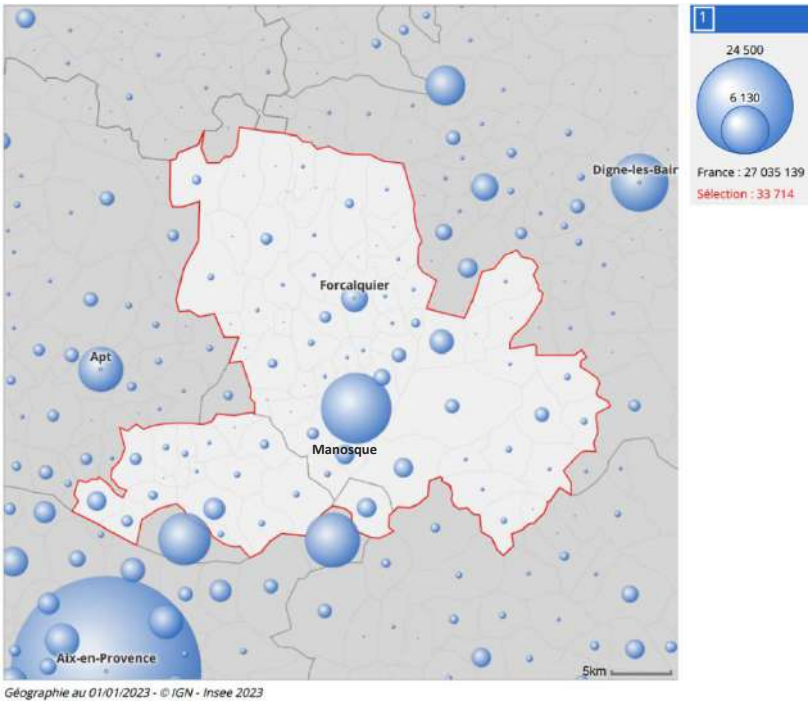


Figure 18 : Nombre d'emplois au lieu de travail 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

La métropole Aix-Marseille-Provence, et notamment le Centre CEA de Cadarache et le site ITER qui accueillent plus de 5 000 personnes par jour, situés dans la Commune de Saint-Paul-Lès-Durance frontalière de la CA DLVA et de la CC Territoriale Sud-Luberon, exercent une influence sur l'emploi dans le bassin de mobilité E.

L'entreprise L'occitane, basée à Manosque comprend également 800 employés.

La société PELLENC est aussi un des employeurs majeurs (avec le CEA de Cadarache) à proximité immédiate de CC Territoriale Sud-Luberon (entre 500 et 999 emplois)

Les flux de la CC Territoriale Sud-Luberon vont principalement vers La Métropole (Pertuis et Aix) et vers le CEA de Cadarache.

1.4 Volumétrie des déplacements et répartition modale

Les principaux flux de déplacements observés à l'échelle du bassin de mobilité, qu'ils soient internes, traversants, pénétrants ou sortants au bassin de mobilité sont décrits ci-dessous Ces flux prennent en compte les déplacements tous motifs en jour ouvrés de base (JOB). Les données présentées ci-dessous permettent de consolider un état des lieux des déplacements. Ces déplacements sont décrits quantitativement mais également en fonction des modalités de transport.

1.4.1 Volumétrie des déplacements

1.4.1.1 *Flux du bassin E*

Les flux internes du secteur et les échanges extérieurs au secteur sont sensiblement égaux.

Tableau 3 : Synthèse flux jour Ouvré de Base - 2017 (JOB) bassin E (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux	Part du flux	Valeur
Interne au bassin E	51%	186 800
Avec les EPCI extérieurs au secteur	49%	180 100
TOTAL	**100%**	**366 900**

1.4.1.2 *Déplacement internes au bassin E*

Le détail des flux internes est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 4 : Détail Déplacements Internes - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux		Valeur	Part de flux
Intra-EPCI	CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	114 300	69%
	CC Haute-Provence-Pays de Banon	10 200	6%
	CC Pays Forcalquier -Montagne de Lure	11 600	7%
	CC Territoriale Sud-Luberon	29 700	18%
	TOTAL Intra-EPCI	**165 800**	89%
Inter-EPCI	**TOTAL Inter-EPCI**	**21 100**	11%
TOTAL déplacements internes		**186 900**	100%

89% des flux internes au bassin E sont des flux intra-EPCI.

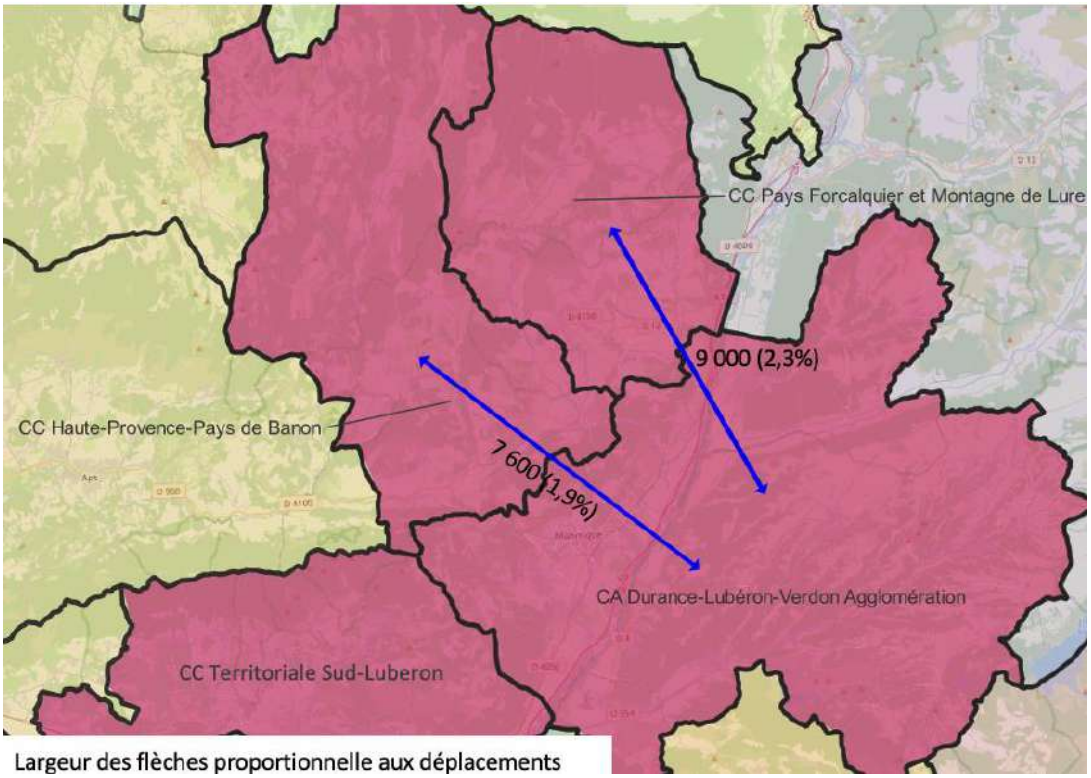


Figure 19 : Déplacements Internes tous motifs Jour Ouvré de Base bassin E (Part modale TC) (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

1.4.1.3 *Déplacements avec EPCI extérieurs au bassin E*

Les principaux flux avec les EPCI extérieurs au Bassin E sont avec la Métropole d'AMP puis la CA Provence-Alpes-Agglomération.

Tableau 5 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au bassin E - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

EPCI	Valeur	Part de flux
Métropole d'AMP	68 800	38%
CA Provence-Alpes-Agglomération	35 100	19%
CC du Sisteronais-Buëch	9 100	5%
CC Provence Verdon	7 500	4%
CC Jabron-Lure-Vançon-Durance	3 700	2%
CA Dracénoise	3 700	2%
CA de la Provence Verte	4 300	2%
Autres EPCI (flux < 3 700) :	47 900	27%
TOTAL	**180 100**	**100%**

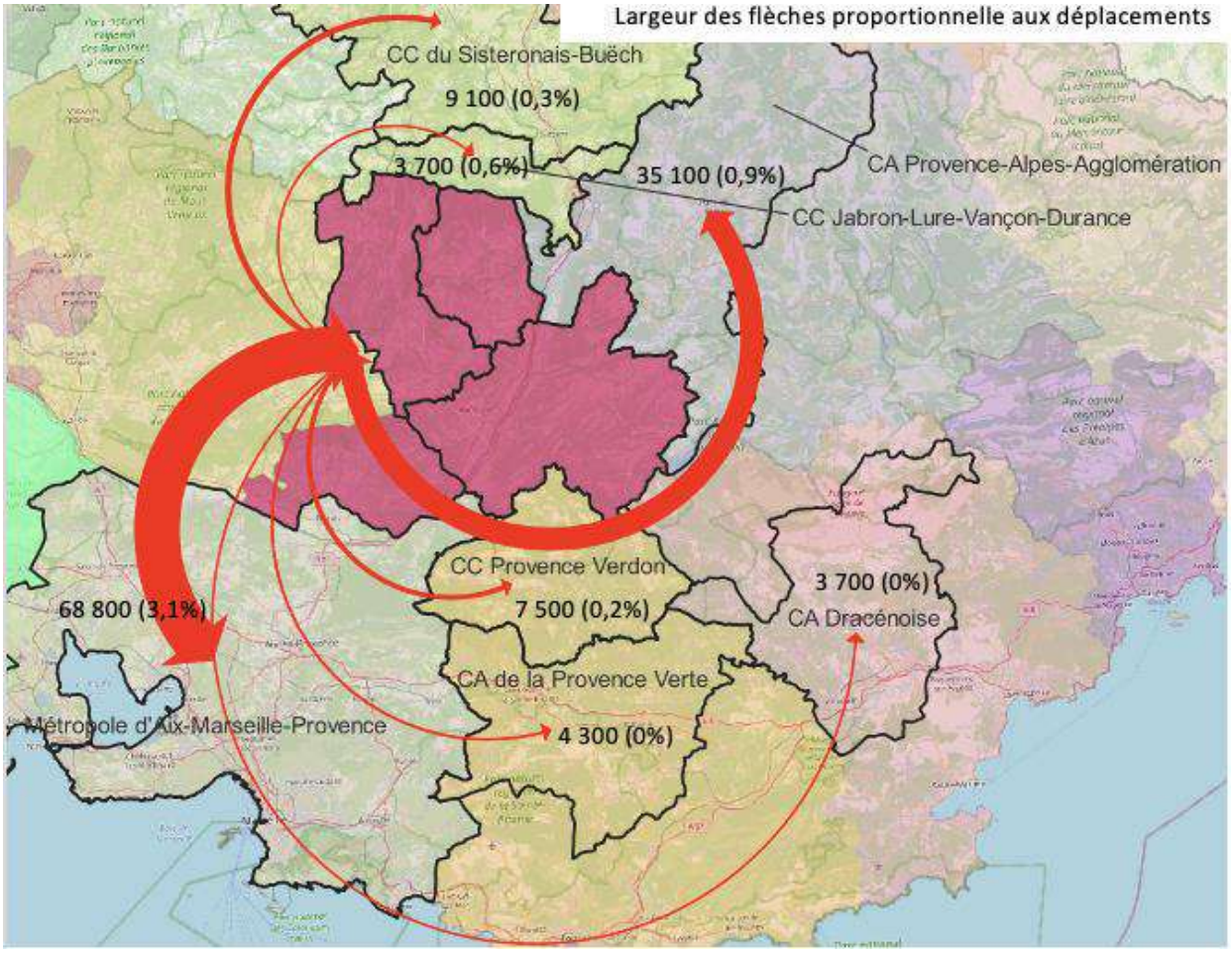


Figure 20 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au secteur tous motifs Jour Ouvré de Base (Part modale TC) (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

1.4.2 Parts modales chez les actifs résidants



Le tableau suivant présente la part modale chez les actifs occupés de 15 ans ou plus.

L'usage de la voiture pour aller travailler reste le mode principal de déplacement sur le bassin E. L'usage des transports en communs représentent environ 3% de la part modale.

L'usage du vélo présente la part modale la plus faible avec moins de 1% en moyenne sur le bassin de mobilité E.

Tableau 6 : Parts des actifs occupés de 15 ans ou plus utilisant pour travailler en 2020 (source : Insee - Statistiques locales)

EPCI	Voiture	Transports en commun	Vélo	Autre
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	83,1	4	1,2	11,7
CC Haute-Provence-Pays de Banon	80,1	2,8	0,8	16,3
CC Pays Forcalquier - Montagne de Lure	76,1	2,6	1,3	20
CC Territoriale Sud-Luberon	85,1	3,3	0,5	11,1

À noter, les chiffres indiqués dans le tableau ne présentent que les déplacements Domicile-Travail.

Les figures suivantes présentent la part modale par EPCI pour l'ensemble du bassin de mobilité E.

D'après la dernière enquête mobilité réalisée sur le territoire de la CC Pays de Forcalquier Montagne de Lure en mars 2023, la voiture individuelle a une place importante dans les pratiques de déplacements. Mais 50 à 70% des personnes sont prêtes à abandonner leur voiture si l'offre de transport évolue et devient pertinente notamment en report modal relevant des attentes fortes en termes de fréquence, amplitude, itinéraires et information.

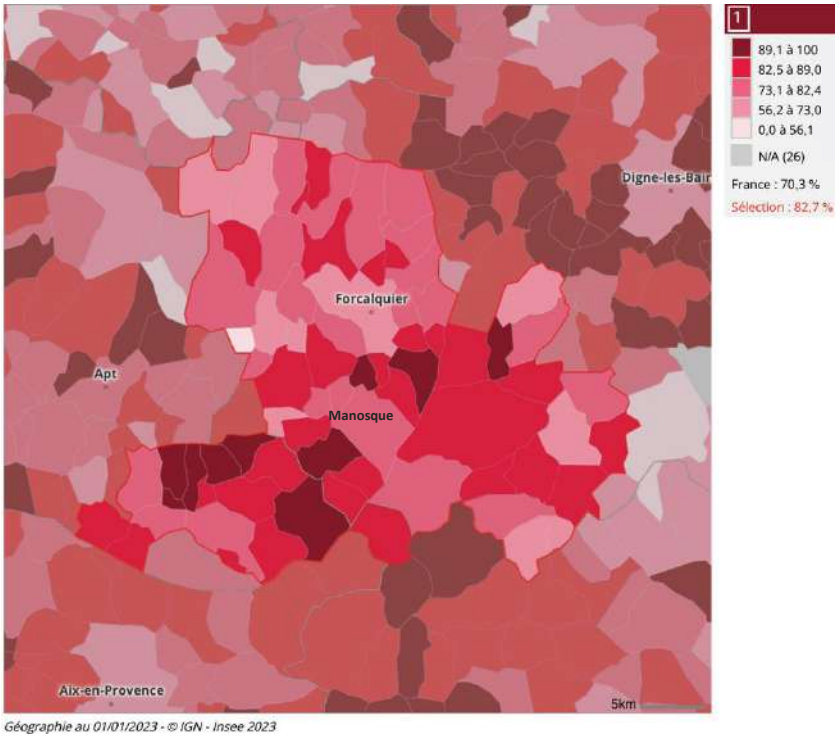


Figure 21 : Part des actifs occupés de 15 ans ou plus qui utilisent principalement une voiture pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

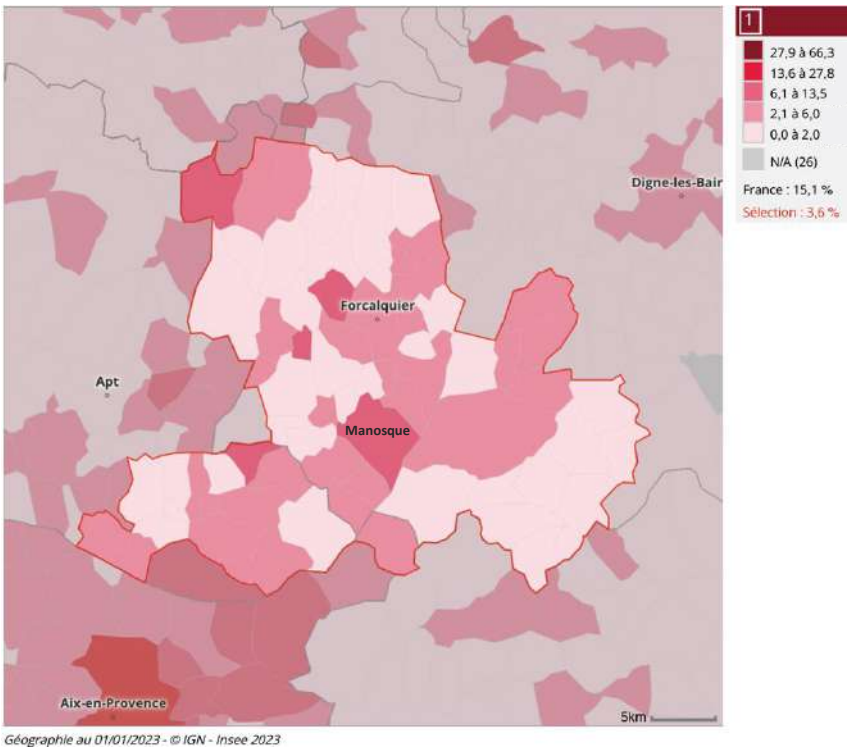


Figure 22 : Part des actifs occupés de 15 ans ou plus qui utilisent principalement les transports en commun pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))[21]

[21] *https://statistiques-locales.insee.fr/#c=indicator&i=rp_milles_seul.pt_actocc15p_velo&s=2020&t=A01&view=map1*

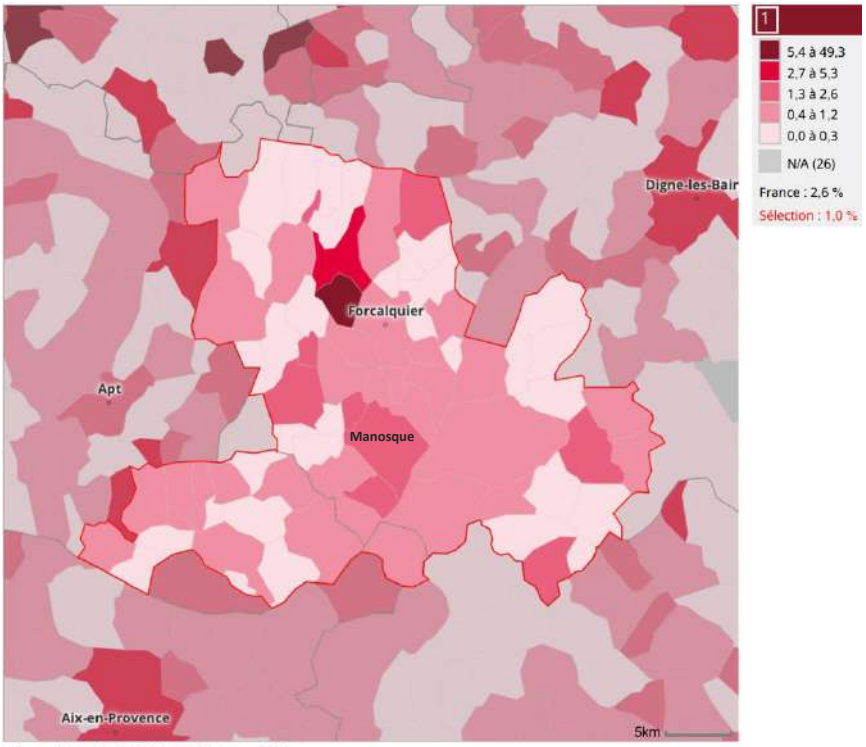


Figure 23 : Part des actifs occupés de 15 ans ou plus qui utilisent principalement un vélo (y compris à assistance électrique) pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

1.5 Infrastructures de mobilités existantes

Afin d'avoir une vision globale, les cartographies ci-dessous présentent les principales infrastructures et les principaux services de mobilité à l'échelle du bassin de mobilité.

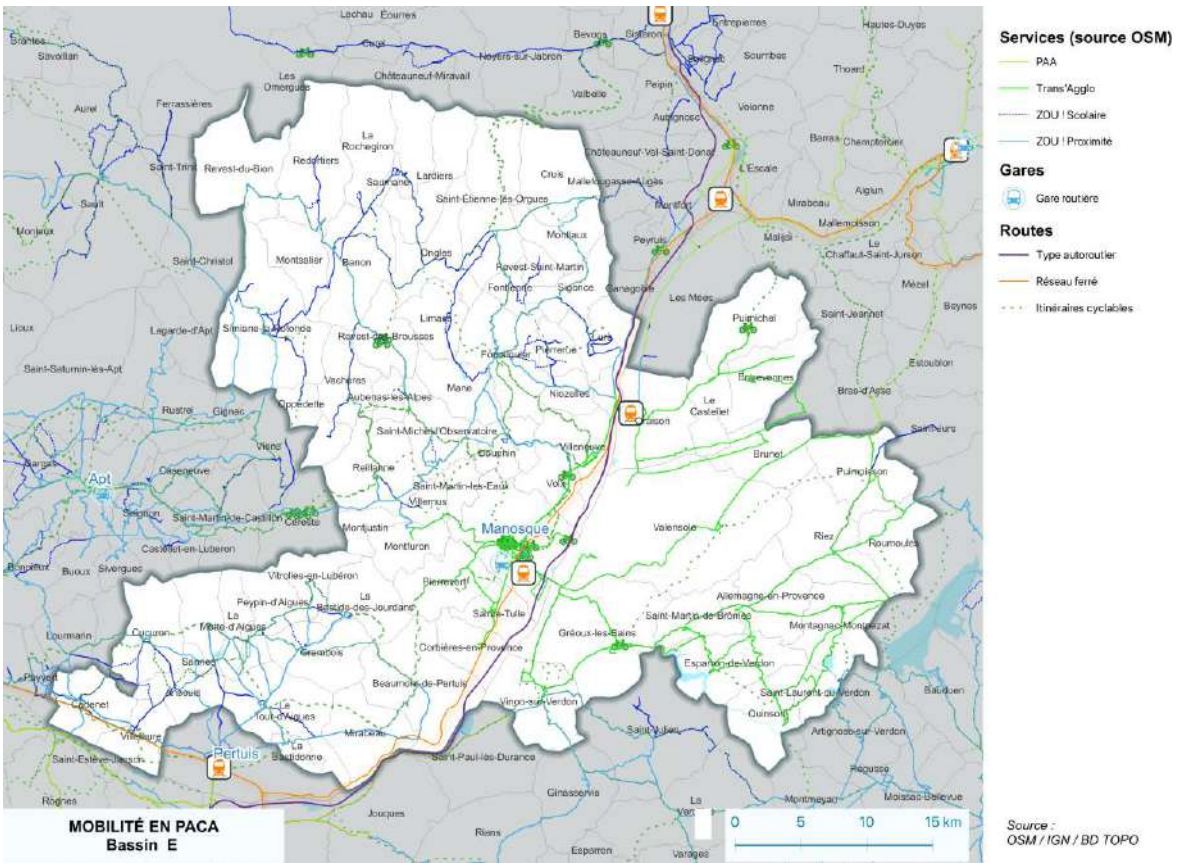


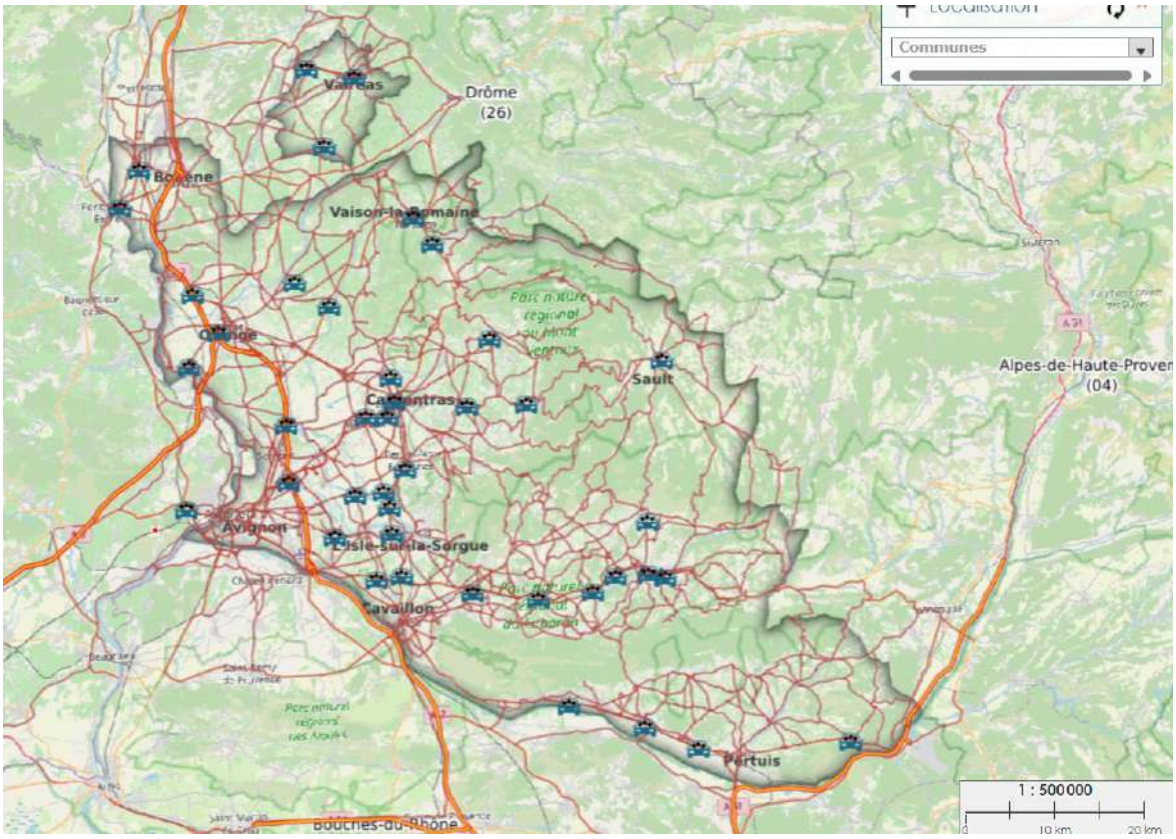
Figure 24. Infrastructures de mobilités existantes sur le bassin E (sources : Open Street Map, IHO World Seas, IGN (BD Alti, BD Topo; BD Topage et Admin Express))

Carte du Réseau des aires de covoiturage en Vaucluse : source Département de Vaucluse (site https://maps.vaucluse.fr)

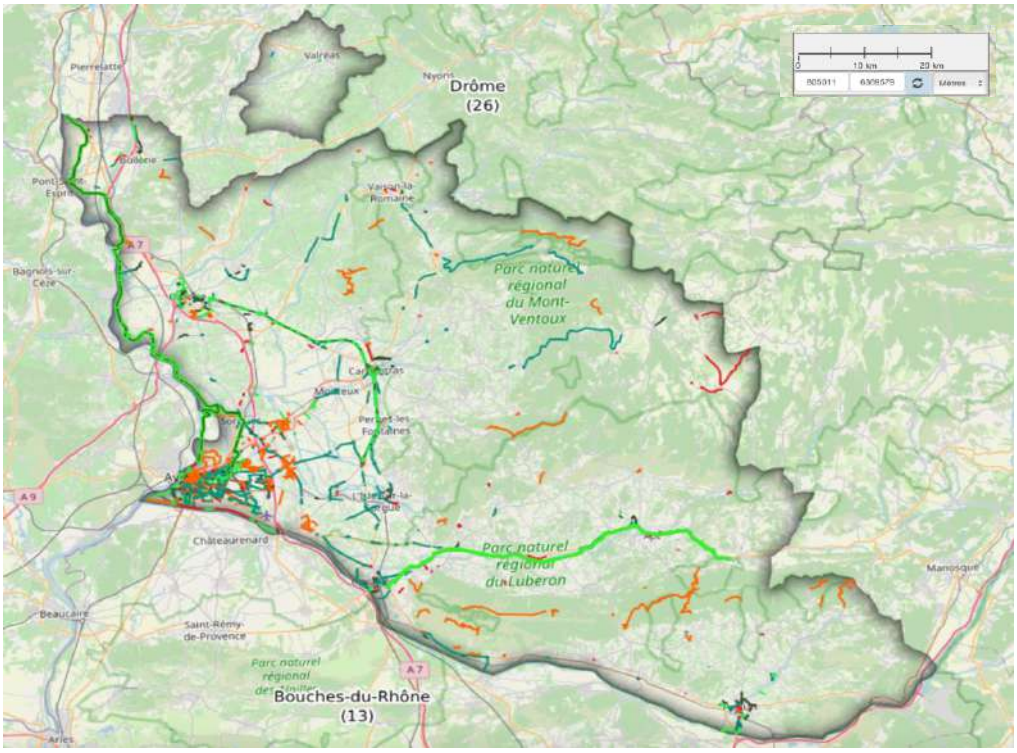
Carte des itinéraires cyclables en Vaucluse : source Département de Vaucluse (site https://maps.vaucluse.fr)

Réseau des aires de covoiturages

Source : Département de Vaucluse - octobre 2024



Carte des itinéraires cyclables en Vaucluse : source Département de Vaucluse (site https://maps.vaucluse.fr)



1.6 Services de mobilités[22]

En complément de la cartographie, l'ensemble des services et initiatives de mobilité mis en place par les différents acteurs du bassin de mobilité en termes de transport, de mobilité partagée mais aussi d'information voyageur sont inventoriés ci-dessous

1.6.1 Service Régulier Transport

1.6.1.1 *Transport Intra Urbain et Extra Urbain*

Bus

Le réseau régional ZOU! s'étend à l'ensemble des cars et trains du réseau de transport de la région SUD. Il comprend des lignes Express (LER/TER) et des lignes de proximité ainsi qu'une ligne de Transport à la demande.

Le réseau de proximité inclue également un service scolaire ouvert à tous publics sur réservation.



[22] *Bassin de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin E*

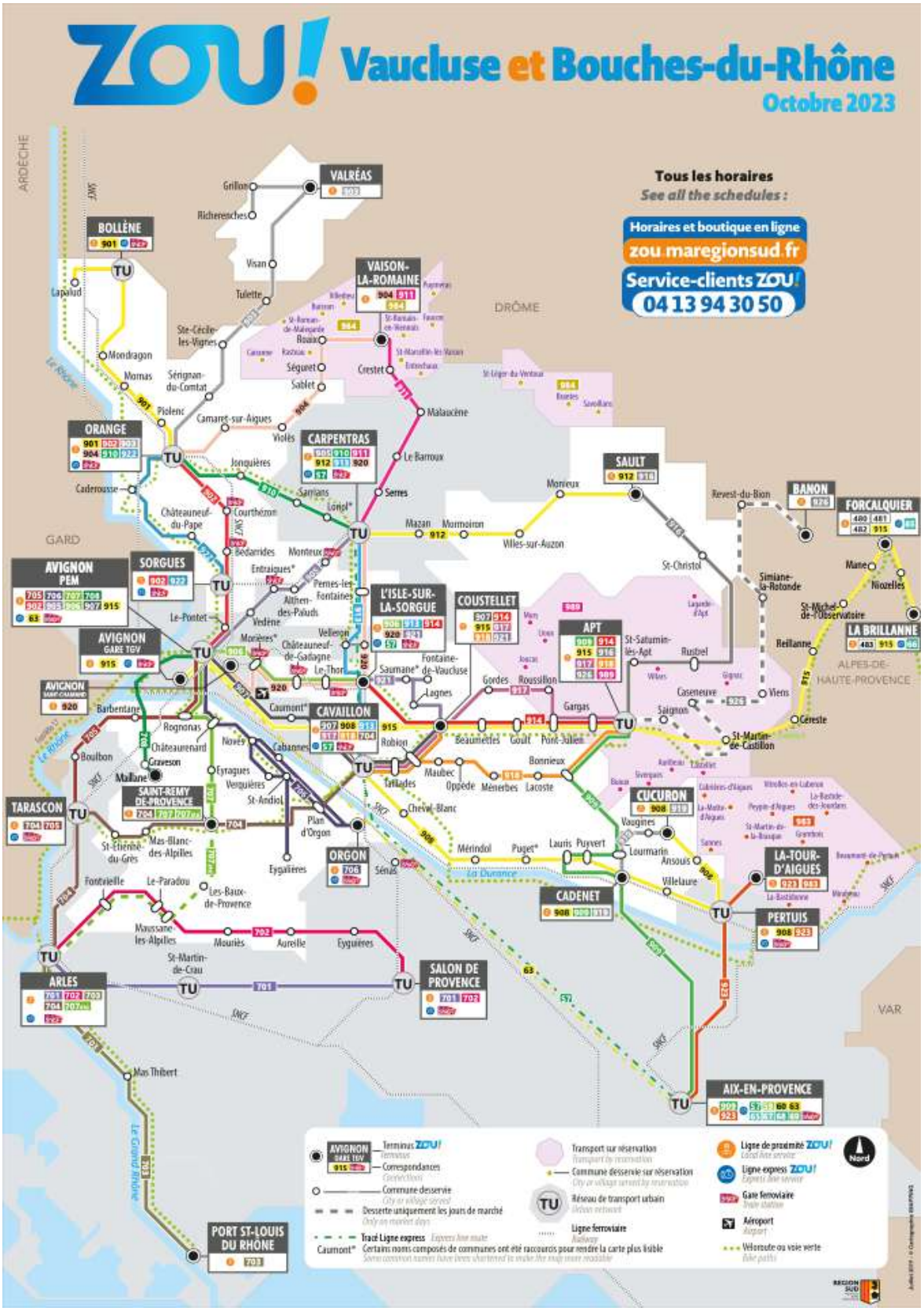


Figure 25 : Plan des lignes ZOU 04 et 84 ! Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : ZOU !)

>Il n'existe pas de TER ni de LER sur le territoire de la CC Territoriale Sud-Luberon

Le réseau de transport Trans Agglo de la **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération** propose 4 lignes de transport urbain, 7 lignes de transport interurbain et 20 lignes de transport scolaires. **Trans'Agglo** relie les 25 communes de l'EPCI avec entre 2 et 6 services par jour.

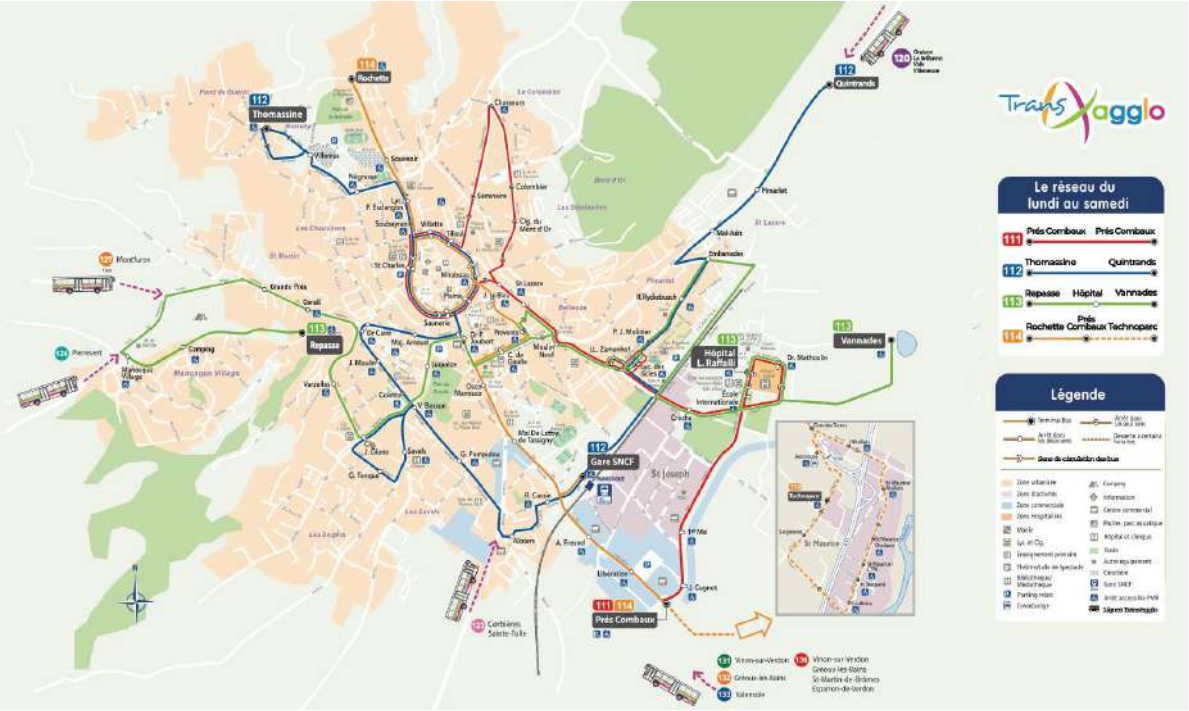


Figure 26 : Plan des ligne Trans Agglo (source : Trans Agglo)

Depuis septembre 2023 la **CC Haute-Provence-Pays de Banon** met à disposition une navette pour aller et revenir du marché de Banon au tarif de 1€. Une réservation au préalable est nécessaire.

Ferroviaire

Les gares de Manosque et Brillanne-Oraison dans la **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération** sont desservies par un service ferroviaire de 11 TER par jour.

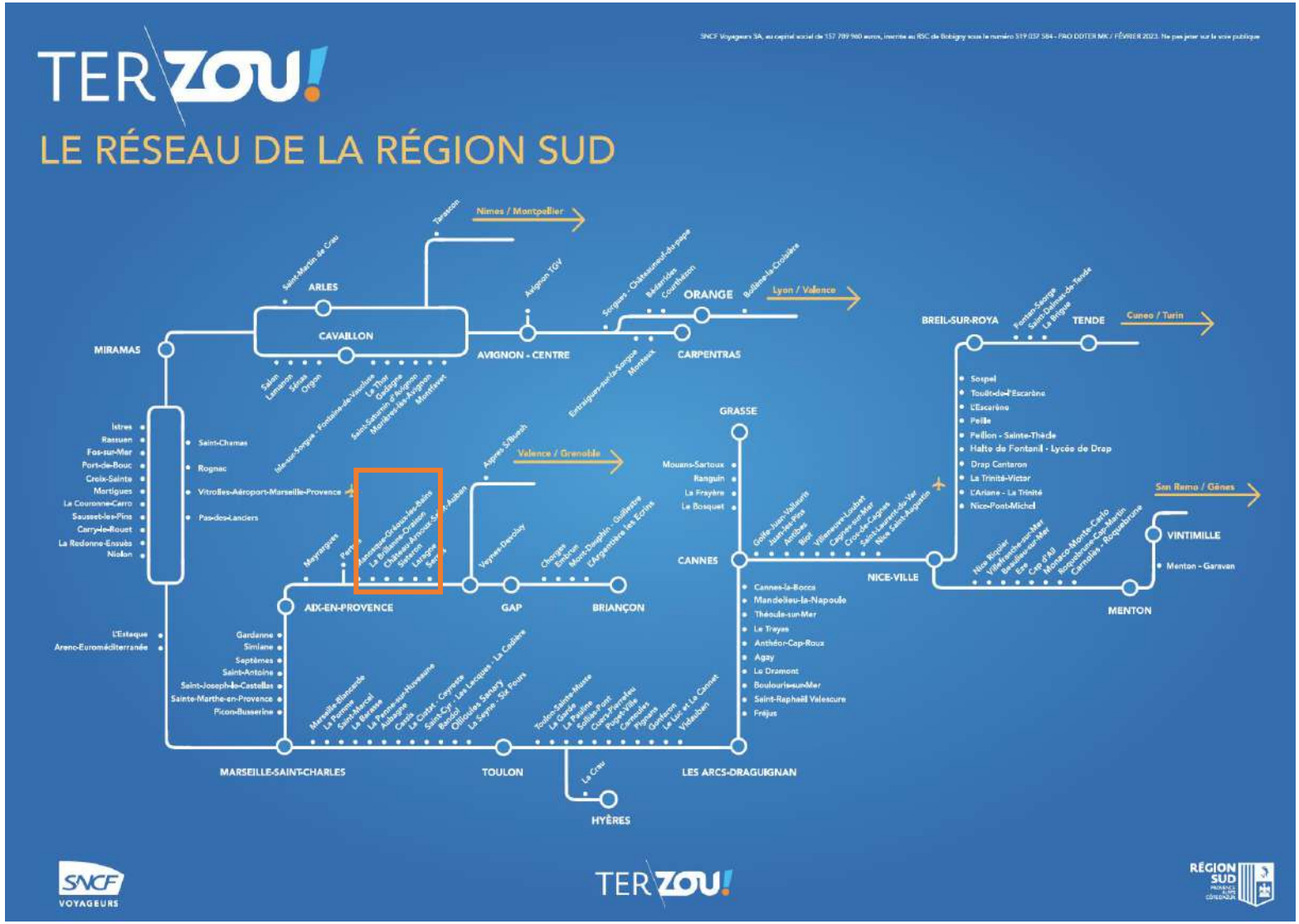


Figure 27 : Réseau de la Région SUD (source : TER/ZOU !)

1.6.1.2 *Transport saisonnier*



La **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération** propose une ligne d'été pour se rendre au lac d'Esparron. La ligne démarre à Manosque et dessert également Gréoux-les-Bains (**ligne n°136**).

1.6.1.3 *Portail d'information aux usagers*

Le réseau régional ZOU ! propose sur son site internet une carte interactive ainsi qu'un service de paiement en ligne. Le site permet l'achat de billets TER, de titres de bus, de réserver un trajet d'une ligne express ou de réserver un abris vélo.

https://services-zou.maregionsud.fr/fr/

Le service de transport urbain de la **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération** propose l'achat de titres en ligne.

https://transagglo.monbus.mobi/front

L'accès aux informations en temps réel est également disponible en ligne, pour les heures de passage aux arrêts : https://transagglo.monbus.mobi/2clock/arrets?n=1 et pour visualiser l'avancée des bus avec le live map https://transagglo.monbus.mobi/2clock/livemap?n=1

1.6.2 TAD



La **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération** propose 5 lignes de Transport à la demande. Les réservations peuvent être réalisées la veille à 17h au plus tard.

La **CC Haute-Provence-Pays de Banon** met à disposition une navette gratuite à destination de la piscine de Saint-Étienne-les-Orgues qui circule tous les mardis et les jeudis.

La **CC Pays de Forcalquier – Montagne de Lure** a un projet de mise en place de TAD pour 2025

1.6.3 Scolaire



Le bassin de mobilité E bénéficie de services scolaires couvrant l'ensemble du territoire.

Les services de transport scolaire sont assurés par la région dans les CC Haute-Provence Pays de Banon, Pays de Forcalquier-Montagne de Lure et Territoriale Sud-Luberon.

Le transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap est assuré par le Département de Vaucluse sur le territoire de CC Territoriale Sud-Luberon.



TransAgglo propose un service de 21 lignes de transport scolaire couvrant le territoire de la CA DLVA.

Les services de transport scolaire sont ouverts à tous public sur réservation.

1.6.4 Mobilité active

1.6.4.1 *Vélo*

La **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération** propose des activités liées à la bicyclette, sorties entraînement, sorties découvertes du Pays Manosquin, sorties féminines.

La **CC Haute-Provence-Pays de Banon** promeut l'association « Vélo Loisir Provence », qui propose "Le Luberon à vélo" avec la possibilité de définir son itinéraire à vélo et faire des séjours vélo-hébergements.

Le territoire du **Pays de Forcalquier-Montagne de Lure** dispose de plus de 200 km d'itinéraires VTT/VTC balisés.

La montée de Lure à Vélo est une opération de promotion cyclotouristique portée par la **CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure** en partenariat avec le conseil départemental des Alpes de Haute-Provence, dans le cadre d'une opération intéressant également les cols d'Allos et de Vars. Elle s'adresse aux cyclistes, amateurs ou passionnées, en vélo de course, VTC, VTT ou VAE en toute liberté et sécurité.

La **CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure** est engagée aux cotés de l'association Vélo Loisirs Provence (VLP) à travers un partenariat établi depuis plus de 20 ans.

Un parcours cyclo-touristique de plus de 90 kms sillonne le territoire communautaire :

https://www.veloloisirprovence.com/page/itineraire-velo-forcalquier-lure

Concernant la mobilité au quotidien, la **CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure** conduit un travail avec VLP visant l'amélioration des conditions d'accueil des vélos sur chacune des communes membres de l'intercommunalité. L'objectif étant de développer des équipements dédiés tels que les stationnements vélo et les bornes de recharge pour les vélos à assistance électrique.

Une piste cyclable reliant les communes de Mane et de Forcalquier a été ouverte en 2023.

La Communauté de communes a également instauré en juin 2024 le dispositif « ma Prime Vélo » visant à octroyer une prime aux administrés souhaitant faire l'acquisition d'un vélo ou souhaitant faire installer un kit de conversion « assistance électrique » sur leur vélo ».

La **CC Territoriale Sud-Luberon (CC Territoriale Sud-Luberon)** propose sur son site internet des itinéraires pour balader à Vélo dans le Luberon : Espace VTT-FFC Provence Luberon Lure.

En 2024, un plan de jalonnement a été réalisé afin de valoriser des chemins communaux, l'aménagement d'un axe modes doux entre La Tour d'Aigues et l'étang de la Bonde est prévu fin 2024, et la production d'un guide de pistes cyclables du territoire a été réalisée avant l'été 2024 pour être distribué aux habitants du territoire mais aussi aux touristes.

A noter en limitrophe du bassin, les sites ITER/Cadarache ont été aménagés pour favoriser la mobilité cyclable avec la mise en place de pistes cyclables.

Abris vélos en gare :

La Région a souhaité accompagner l'augmentation continue des déplacements à vélo, et permettre les changements de pratiques permettant aux usagers du quotidien des déplacements vélo/train, vélo/car. Cette volonté s'est traduite par le vote du Plan vélo régional en octobre 2020, fixant ainsi comme objectifs : 1 million de trajets quotidiens à vélo et le déploiement massif de sites en stationnements vélo sécurisés dans les gares, pôles d'échanges. Pour permettre la réalisation de ce plan vélo, la Région a engagé un contrat de performance avec SNCF Gares & Connexions en décembre 2020, propriétaire et exploitant des gares régionales, engageant les parties à lever les freins à l'intermodalité vélo et TER, favoriser les rabattements et la fluidité au sein des gares pour les usagers à vélo. L'ensemble des gares TER de la Région seront donc équipées d'abris vélos sécurisés d'ici le 1er janvier 2025.

L**eur mise en ligne pour réservation sur le portail Zou! pourra s'effectuer très prochainement** via le lien Se déplacer à vélo - Votre réseau ZOU (maregionsud.fr) : zou.maregionsud.fr.

Ces abris sont accessibles à tout titulaire d'une carte de transport via une inscription sur le portail ZOU ! et ce gratuitement sur simple intégration du numéro de carte de transport. Il n'est pas nécessaire d'être abonné, la carte billettique suffit à l'inscription gratuite. Un règlement d'usage est affiché sur l'équipement, ainsi que les coordonnées d'une hotline en cas de problème.

Sont également déployés des équipements permettant aux titulaires de QR code (billets digitaux) d'accéder également gratuitement aux abris. Ce système permet l'accès des équipements aux voyageurs occasionnels par présentation de leur billet digital. Installation progressive en cours.

Abris vélo sécurisés en gare TER installés

Gestionnaire	Nom de la gare	Nombre de places
SNCF Gares et Connexions	La Brillanne	6
SNCF Gares et Connexions	Manosque	12
Source : Région-DGTMGE-DIGE, Données septembre 2023		

1.6.5 Usage partagé des Véhicules Terrestre à Moteur (VTM)

Afin d'organiser les déplacements en voiture, des aires de covoiturage ainsi qu'un Parking-relais sont mis à disposition des usagers à des points stratégiques du territoire de la **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération.** Une aire de covoiturage a été aménagée à l'échangeur de l'autoroute A51 au niveau de Manosque. Une aire de covoiturage a également été aménagée à Volx, Fond de Lagier -Chemin du Pont Vieux. De plus la CA a contractualisé avec la société Karos en 2024 pour disposer d'une plateforme de covoiturage et d'une animation ciblée.

La **CC Pays de Forcalquier et Montagne de Lure** a souhaité porter un projet pilote de covoiturage solidaire rurale avec la plateforme Atchoum.

En raison de la crise sanitaire liée au Covid en 2020, le projet Atchoum a avorté.

La **CC Territoriale Sud-Luberon (CC Territoriale Sud-Luberon)** met en avant les sites de covoiturage suivants :

- Klaxit : Plateforme de covoiturage spécialisée sur les trajets domicile-travail
- Karos : Plateforme de covoiturage spécialisée sur les trajets domicile-travail
- La roue verte : Plateforme tous types de trajets
- BlaBlaCar : Plateforme de covoiturage tout type de trajets

Le déploiement du covoiturage avec la société Karos, plateforme spécialisée sur les trajets domicile-travail a été mis en œuvre à l'automne 2024.

La CC Territoriale Sud-Luberon travaille à la réalisation de pôles d'échanges multimodaux sur son territoire, notamment sur les communes de Cadenet, Mirabeau et La Tour d'Aigues.

Depuis 2019, la CC Territoriale Sud-Luberon adhère également au dispositif Rezo Pouce, réseau d'auto-stop organisé et sécurisé répondant à des besoins de trajets de courtes distances sur tout le territoire de CC Territoriale Sud-Luberon. Malheureusement, cette solution n'a pas été concluante et COTELUB a mis fin au dispositif au printemps 2024.

En complément et limitrophe au bassin de mobilité, un service de mobilité partagé a également été organisé pour les sites ITER/Cadarache en partenariat avec Karos.

1.6.6 Mobilité solidaire

La thématique de la mobilité solidaire sera traitée dans le Plan d'Action Commun en Matière de Mobilité Solidaire.

Pour mémoire : le dispositif Wimoov : porté par le département des Alpes-de-Haute-Provence est un dispositif d'accompagnement pour améliorer la mobilité de personnes éloignées de l'emploi et gagner en autonomie.

Contact : Lisa Panuela 06 43 78 68 19 lisa-caroline.panuela@wimoov.org

Clara Rabemananjara 06 83 76 55 77 clara.rabemananjara@wimoov.org

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

OBJECTIF GÉNÉRAL ET TERRITORIALISES



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE – OBJECTIF GÉNÉRAL ET TERRITORIALISES

1 DEFINITION 85

2 LES OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES DU BASSIN 86

1 Définition

Les objectifs du bassin de mobilité ont été co-construits par les acteurs lors du COTECHBASS n°1. Ils sont au nombre de 18 et répondent aux six thématiques couvertes par le COM :

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité
3. Les modalités de gestion des situations dégradées
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité
6. La décarbonation des mobilités

Les cinq premières thématiques sont issues du code des transports ; une sixième a été ajoutée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en lien avec les objectifs régionaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre le changement climatique.

Il s'agit ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du bassin de mobilité, objectifs dont l'échéance de certains dépasse la période de mise en œuvre du COM. Ils se déclinent en engagements pour lesquels un ou plusieurs acteurs s'engagent à contribuer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est présentée dans l'annexe 1 du COM.

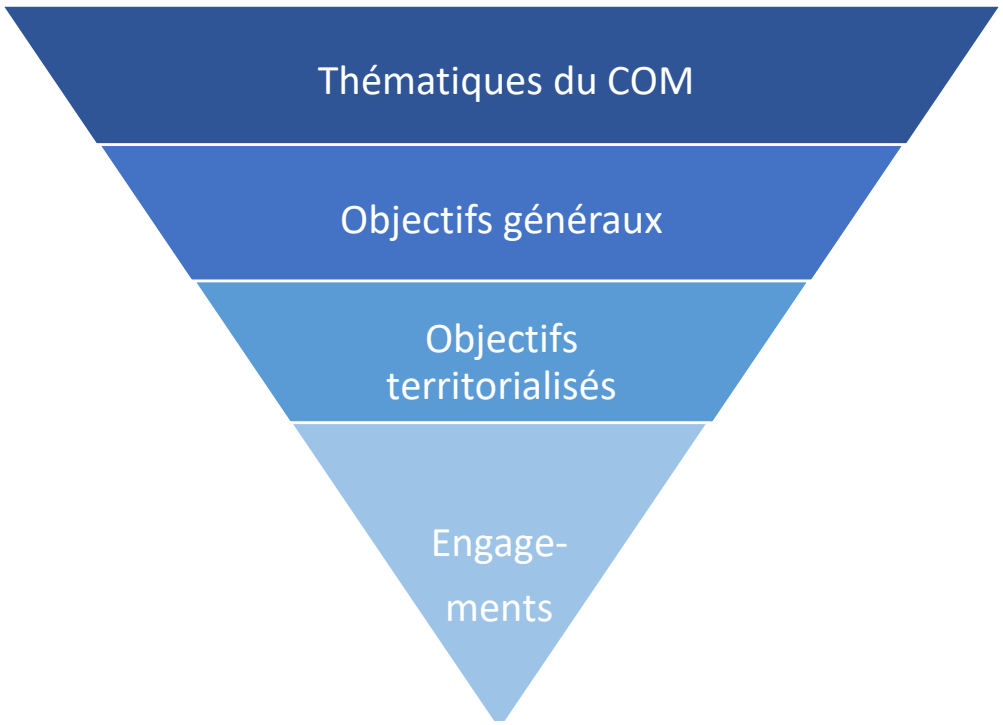


Figure 28 : Genèse et imbrication des objectifs généraux et territorialisés

Les objectifs généraux et territorialisés du bassin ont été validés par les élus lors du Comité de Bassin n°2.

2 Les objectifs généraux et territorialisés du bassin

OBJECTIF GÉNÉRAL	OBJECTIFS TERRITORIALISES
Améliorer les conditions de l'intermodalité	Obj. 1 Améliorer l'accessibilité cyclable aux PEMs en termes d'infrastructures et voies, signalétique, équipements vélos et services
	Obj. 2 Définir les besoins en termes de dimensionnement et d'information en temps réels sur les places de parking dans les PEMs
	Obj. 3 Optimiser l'utilisation des espaces (locaux, stationnement, voiries)
	Obj. 4 Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEMs
Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Obj. 5 Faciliter la coordination de l'information voyageurs et l'accès à l'information pour les usagers
	Obj. 6 Organiser les conditions d'une meilleure coordination tarifaire
	Obj. 7 Renforcer la visibilité des aires d'intermodalité et des services disponibles
	Obj. 8 Réfléchir à la répartition des points de vente billettique dans le territoire
Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Obj. 9 Rechercher la compatibilité technique des systèmes de tarification et billettique
	Obj. 10 Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux

OBJECTIF GÉNÉRAL	OBJECTIFS TERRITORIALISES
Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Obj. 11 Faire converger les outils utilisés par les différents acteurs pour limiter les effets de frontières entre les territoires
	Obj. 12 Favoriser le covoiturage à l'échelle des zones d'activités économiques
	Améliorer la connaissance des besoins en termes de flux et de desserte
Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Obj. 13 Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68
	Obj. 14 Développer le vélo comme un élément de l'identité du territoire
	Obj. 15 Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables à l'échelle du bassin de mobilité (équipements, information, services, points de desserte) pour les usagers du quotidien et touristes
	Obj. 16 Développer le stationnement vélo, tant le stationnement simple avec des arceaux et que les abris sécurisés
Poursuivre la décarbonation	Obj. 17 Réfléchir à la réduction des besoins de déplacements avec notamment les services mobiles
	Obj. 18 Explorer les possibilités de décarbonation des flottes de transports en commun

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXES



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE - ANNEXES

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DU BASSIN E 89

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS 99

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION 276

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS GENERAUX DU BASSIN DE MOBILITE 295

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 301

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DU BASSIN E

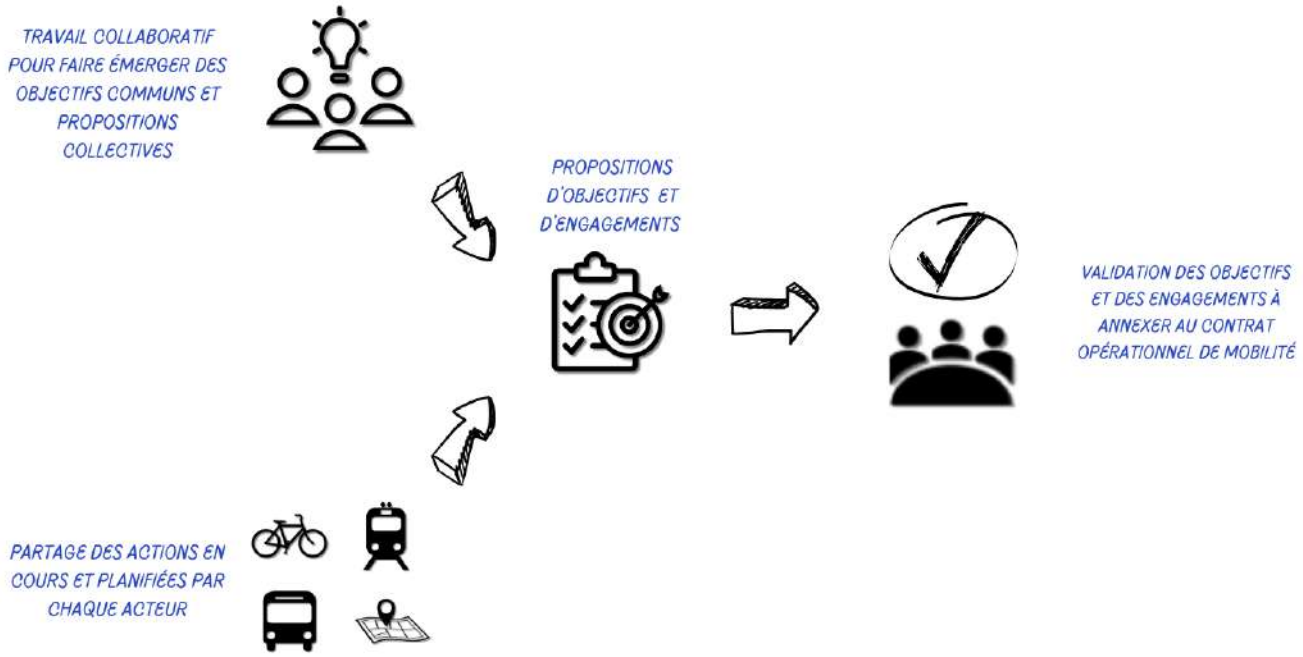


DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Rappel du processus d'élaboration des objectifs et des engagements

Les objectifs généraux, objectifs territorialisés ainsi que les engagements du présent Contrat Opérationnel de Mobilité sont issus d'un **processus de co-construction**. Ce processus a permis, dans un premier temps, de **fixer des objectifs correspondant aux enjeux et priorités des acteurs du bassin** de mobilité. Dans un second temps, la co-construction a permis à l'ensemble des acteurs de **partager les initiatives** en cours ou planifiées répondant aux objectifs mais aussi d'**élaborer de manière collaborative** des propositions d'actions/engagements complémentaires. Les propositions d'actions/engagements collectives issues du processus de co-construction sont appelées ci-dessous « **engagements du bassin** ».



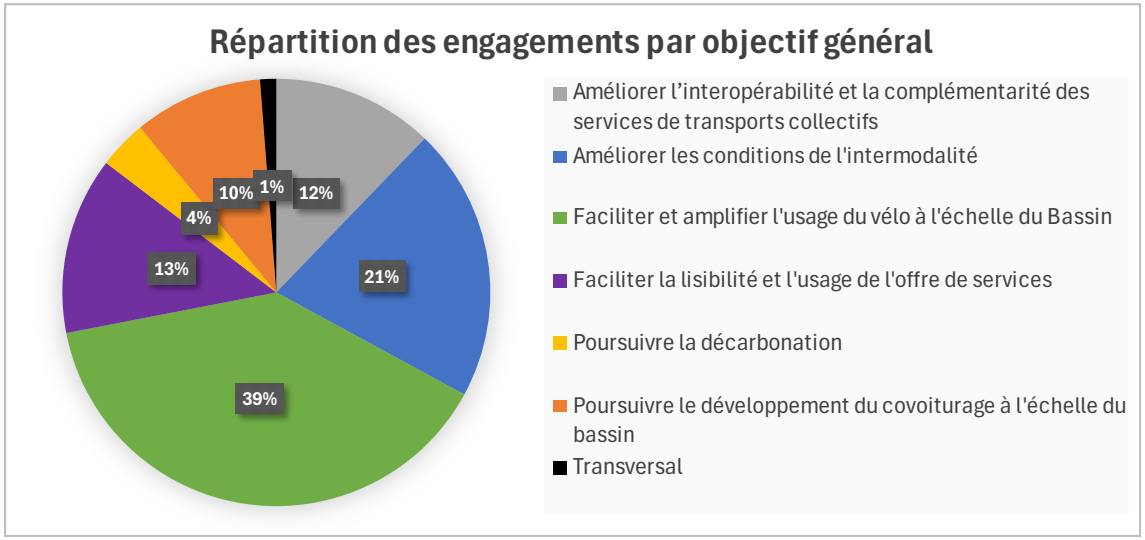
2 Engagements du bassin de mobilité E

Le Contrat Opérationnel du bassin de mobilité E présente **75 engagements** en annexe 1.

Les engagements sont rattachés à un objectif général "principal" afin d'éviter les doubles comptes (à noter pour autant qu'un même engagement peut contribuer à plusieurs objectifs à la fois).

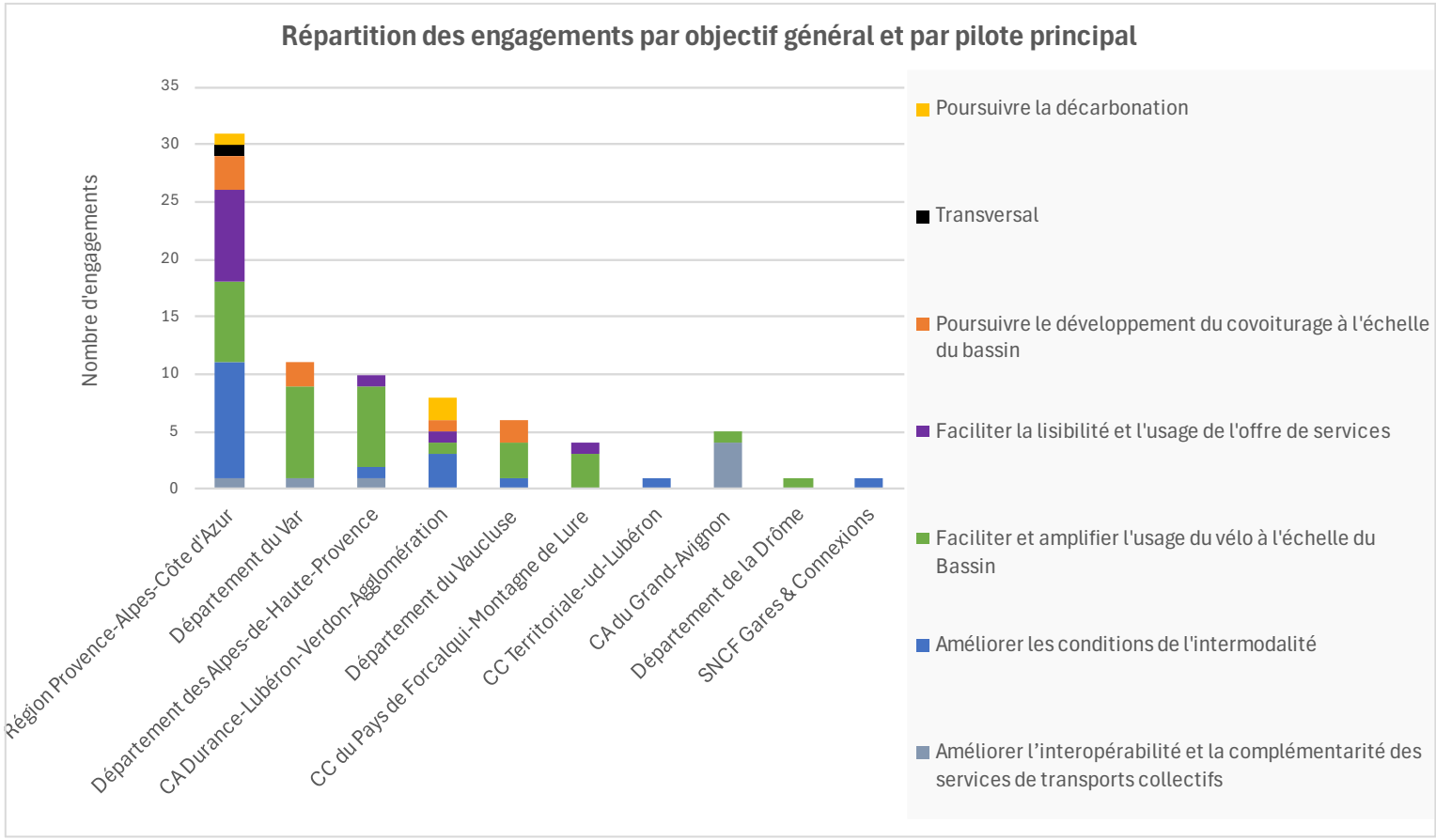
Les trois objectifs généraux présentant le plus grand nombre d'engagement y étant rattaché sont :

- **Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin**
- **Améliorer les conditions de l'intermodalité**
- **Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services**



Le **pilotage** de chaque engagement est assuré par un des acteurs du bassin qui est alors considéré comme le « pilote » de l'engagement, c'est-à-dire qu'il s'engage à veiller à la mise en œuvre de l'engagement et prendra en charge les éventuelles actions de coordination nécessaires avec les autres acteurs (réunion, ateliers, échanges d'information).

Le graphique ci-dessous présente la répartition des engagements par pilote principal (certains engagements ont un copilotage de plusieurs acteurs). Les acteurs ayant en charge le pilotage du plus grand nombre d'engagements sont pour le bassin E ; la **région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le département des Alpes-de-Haute-Provence et Durance Luberon Verdon Agglomération***.



**Il est à noter que les actions proposées par le Département du Var ont été dupliquées sur ce COM, car elles concernaient une commune.*

DIRECTION GÉNÉRALE TRANSPORTS, MOBILITÉ ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

CONTRAT OPÉRATIONNEL DE MOBILITÉ
BASSIN DE MOBILITÉ E

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

LISTES DES ENGAGEMENTS DE BASSIN

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Identifier les liaisons prioritaires de proximité permettant la connexion/l'intermodalité sur l'axe régionale (vers La Brillanne et Manosque)	X						**Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs**	Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux	E1
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Régulariser la desserte interne de DLVA par la région	X								E2
CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération	Partage d'expérience et recherche d'harmonisation pour l'installation et l'usage d'équipements vélo	X						**Améliorer les conditions de l'intermodalité**	Améliorer l'accessibilité cyclable aux PEMs en termes d'infra. et voies, signalétique, équipements vélos et services	E3
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Développement de pôles de mobilité	X							Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEMs	E4
CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération	Pôle d'Échanges Multimodal de Manosque	X	X							E5
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Référentiel des pôles d'échanges multimodaux (PEM)	X	X							E6
CC Territoriale-Sud-Luberon	Projet de pôle d'échange multimodal de Mirabeau et réflexion autour de la réouverture de la halte ferroviaire		X						Optimiser l'utilisation des espaces (locaux, stationnement, voiries)	E7
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Amélioration de la remontée d'information (itinéraires, services, stationnement) sur le vélo du quotidien	X						**Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin**	Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables à l'échelle du bassin de mobilité (équipements, information, services, points de desserte) pour les usagers du quotidien et touristes	E8
Département du Vaucluse	Mettre en œuvre un partage, une mutualisation et une harmonisation des données SIG afin d'améliorer la cartographie des itinéraires et des aménagements cyclables	X								E9
Vélo Loisir Provence	Information aux collectivités sur les actions menées par les associations	X							Développer le vélo comme un élément de l'identité du territoire	E10
CC du Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Manifestation d'envergure autour du vélo	X								E11
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Promouvoir la pratique du vélo dans les établissements scolaires	X								E12

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

Département des Alpes-de-Haute-Provence	Mise en place d'itinéraires de vélo du quotidien	X							Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68	E13
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Communication sur l'ouverture des lignes scolaires tout public	X						**Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services**	Faciliter la coordination de l'information voyageurs et l'accès à l'information pour les usagers	E14
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Structurer la communication sur l'offre de services	X								E15
CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération	Répertoire des points de vente existants	X							Réfléchir à la répartition des points de vente billettique dans le territoire	E16
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Étudier l'intérêt du développement d'un système d'autopartage sur le bassin	X						**Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin**	Faire converger les outils utilisés par les différents acteurs pour limiter les effets de frontières entre les territoires	E17
CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération	Groupement de commande	X			X					E18

LISTES DES AUTRES ENGAGEMENTS

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Étude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux	E19
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Mise en place d'un service de Transport A la Demande à l'échelle intercommunale	X								E20
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire	X								E21
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Optimisation des lignes de transports routiers	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs		E22
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Participer à la coordination globale de l'offre de transport par bassin de mobilité en diffusant l'offre ferroviaire régionale et nationale locale	X								E23
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	Réflexion délégation de services scolaires à la Région	X								E24

CC Territoriale Sud-Luberon	Réseau de transports intercommunal collectif Amélioration de la desserte des interconnexions	X								E25
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU!	X	X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEMs	E27
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	Élaboration et Mise en œuvre d'un Plan de mobilité simplifié	X			X					E28
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Mise en accessibilité des gares ferroviaires aux PSH et aux PMR		X						Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEMs	E29
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Accompagnement en ingénierie des EPCI non AOM				X	X			*Multiples objectifs*	E30
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Accompagnement/participation à l'élaboration des PDM/PDMS par les EPCI AOM avant rédaction des avis de la Région sur les Plans de Mobilité / Plans de Mobilité Simplifiés arrêtés par les Autorités organisatrices de mobilité					X				E31
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Amélioration dessertes Marseille-Aix-Les Alpes	X								E32
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques	X	X		X					E33
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Département du Vaucluse	Élaborer un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire (PAMS)	X								E34
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Mise en place des Comités de partenaires locaux sur les Communautés de Communes non AOM	X	X					Améliorer les conditions de l'intermodalité		E35
SNCF GARES & CONNEXIONS	Mise à disposition d'espaces en gare de La Brillanne		X						Optimiser l'utilisation des espaces (locaux, stationnement, voiries)	E36
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Constituer une base de données vélo régionale publiée dans OSM et la plateforme régionale « Connaissance du territoire » et pérenniser la mise à jour des données	**X**						**Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin**	Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables à l'échelle du bassin de mobilité (équipements, information, services, points de desserte) pour les usagers du quotidien et touristes	E37

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en place de Relais d'Information Services (RIS)	X								E38
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare	X	X					**Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin**	Développer le stationnement vélo, tant le stationnement simple avec des arceaux et que les abris sécurisés	E40
Département du Var	Implanter du stationnement cyclable sur les sites recevant du public et les sites culturels départementaux									E41
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Mise en place d'aménagements et d'équipements favorisant la pratique du vélo	X				X				E42
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Amélioration de l'offre touristique en lien avec le Schéma de Développement touristique	X								E43
Département du Var	Animation et valorisation de la pratique du vélo auprès des collégiens	X								E44
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Développement du schéma cyclable départemental pour les pratiques du quotidien	X							Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68	E45
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Mise en place d'une prime pour l'acquisition d'un vélo musculaire, ou électrique ou cargo ou long trail	X						**Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin**	Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68	E47
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Recensement de toutes les aides et moyens de financement possibles	X								E48
Département du Var	Aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo" et du Parcours Cyclable du Littoral	X								E49
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Aménagement vélo route La Durance à Vélo	X								E50
CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération	Construire une politique vélo à l'échelle de l'agglomération	X				X				E52
Département du Var	Créer de nouveaux circuits cyclables diversifiés	X								E53
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien	X								E55

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes Animation pour certains itinéraires	X							E56
Département de la Drôme	Mise en œuvre du Schéma Vélo du Département de la Drôme	X							E57
Département du Vaucluse	Mise en œuvre du Schéma Vélo du Département de Vaucluse	X							E58
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Passerelle voie verte Oraison-La Brillanne	X							E59
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Résoudre les verrous territoriaux pour les mobilités douces	X						**Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin**	Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68	E60
Département du Vaucluse	Veiller au liaisonnement cyclable entre les EPCI et pôles générateurs d'activités à l'intérieur et à l'extérieur du bassin de mobilité	X							E61
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution			X				**Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services**	Faciliter la coordination de l'information voyageurs et l'accès à l'information pour les usagers	E62
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Gestion d'un centre de relation clients (CRC)	X								E63
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional (SIBR)	X								E64
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mutualisation de la donnée mobilité région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux	X								E65
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Planification stratégique d'actions de communication	X					X			E66
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Tarification régionale des transports, mise en œuvre et communication partenariale	X							Organiser les conditions d'une meilleure coordination tarifaire	E67
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AO pour mutualiser les points de distribution/en faire des points multi-opérateur. Favoriser l'accès à l'information et l'aide à l'achat dématérialisé via les Maisons France Services	X							Réfléchir à la répartition des points de vente billettique dans le territoire	E68
CC du Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	SLOM	X							Renforcer la visibilité des aires d'intermodalité et des services disponibles	E69

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Appel à projets Mobi'Lab - Région SUD	**X**					**X**	**Poursuivre la décarbonation**	Explorer les possibilités de décarbonation des flottes de transports en commun	E70
CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération	Réflexions transport innovant et compact	**X**					**X**			E71
CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération	Verdissement de la flotte des transports	**X**					**X**			E72
Département du Vaucluse	Mise en place d'un observatoire des mobilités	**X**						**Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin**	Améliorer la connaissance des besoins en termes de flux et de desserte	E74
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déploiement d'une solution de covoiturage régional de type zonal dans les secteurs ruraux et peu denses	**X**							Faire converger les outils utilisés par les différents acteurs pour limiter les effets de frontières entre les territoires	E75
Département du Vaucluse	Poursuivre le développement du réseau des aires de covoiturage	**X**								E76
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Soutien aux aires de covoiturage dans leur dimension multimodale	**X**								E78
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique	X						*Multiples objectifs*	*Multiples objectifs*	E79

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°1	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux**
Référent de la fiche : *Damy Carole, cdamy@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Identifier les liaisons routières prioritaires de proximité permettant la connexion/l'intermodalité sur l'axe régional (vers la Brillanne et Manosque)**
Périmètre	CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération, CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure
Étapes / Public cible / Budget	1. Constitution du groupe de travail - recueil besoin 2. Étude de dimensionnement et graphicage des différentes offres régionales et locales pour harmoniser la desserte vers les gares 3. Mise en œuvre des services (marchés, délibération, conditions tarifaires) Mise en œuvre en 2025 pour les services régionaux, puis les années suivantes pour la CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération.
Besoins de pilotage / coordination	1 réunion tous les 2 mois (réunion globale sujets Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération) Lien avec la fiche Régularisation de la desserte CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé

Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Pour les services régionaux : – AMO Région pour le projet Val de Durance phase 2 Enveloppe supplémentaire sur le budget Région	
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	Partenaire	Pour les services DLVA : – AMO à définir – Optimisation des moyens existants (voire moyens supplémentaires selon arbitrages)	
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Partenaire	Participation aux réunions – Intégrer et relier la réflexion au projet de transport à la demande	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°2	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux**
Référent de la fiche : *Damy Carole, cdamy@maregionsud.fr et Ruiz Marie, mruiz@dlva.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Régulariser la desserte interne de DLVA par la région**
Périmètre	CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	1. État des lieux actuel : recenser les zones CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération sur lesquelles la Région assure une offre 2. Régulariser juridiquement la situation existante 3. Formater le besoin : définir ce que l'on souhaite (zones exclusives DLVA ? toutes lignes ouvertes à tous ?) 4. Question juridique (conventionnement) – délégation ? et financière/recettes : interroger AGIR 5. Consistance des services (définition de l'offre) 6. Arbitrage des directions Région et DLVA 7. Délibérations 8. Commande et mise en œuvre des services 9. Communication Étapes 1 et 2 en 2025 Étapes 3 à 5 en 2026 Étapes 6 à 9 en 2027
Besoins de pilotage / coordination	**1 réunion tous les 2 mois (point global sujets Région/DLVA)** **En lien avec la fiche Identifier les liaisons prioritaires**

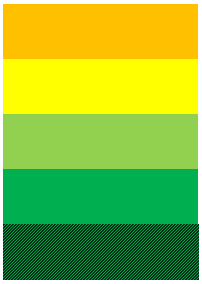
CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
REGION Provence Alpes Côte d'Azur	Co-pilote	Maitre d'ouvrage	Réalisation de l'Etude technique et juridique, Elaboration de conventions Organisation de la partie Exploitation
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	Co-pilote	Maitre d'ouvrage	Réalisation de l'Etude technique et juridique, Elaboration de conventions Organisation de la partie Exploitation

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°3	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer l'accessibilité cyclable aux PEMs en termes d'infra. et voies, signalétique, équipements vélos et services**
Référent de la fiche : *Vigneau Nicolas, Nicolas.VIGNEAU@le04.fr ; Hébreard Olivier, olivier.hebreard@hautes-alpes.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Partage d'expérience et recherche d'harmonisation pour l'installation et l'usage d'équipements vélo**
Périmètre	Bassin de mobilité A, B, C, D et E
Étapes / Public cible / Budget	1. Analyse de l'existant (accès aux équipements sur l'ensemble du territoire, bonnes pratiques, points bloquants, modalités d'accès aux services vélo proposés) 2. Définir les besoins de localisation et de type d'équipements (abri sécurisé, borne de réparation...) 3. Définir les pistes de mutualisation (achat groupé-système d'accès-gratuité) 4. Mise en place des décisions Étape 1 en 2026 Étape 2 en 2026 Étape 3 en 2027 (montage juridique) Étape 4 en 2028
Besoins de pilotage / coordination	2 Réunions/an dates calées en Cotech bassin En lien avec les fiches vélo du bassin

CALENDRIER PRESSENTI

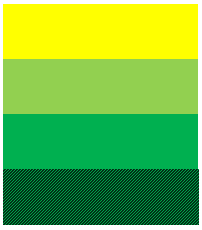
Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Co-pilotage Département des Alpes de Haute Provence/EPCI**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Partenaire	Participation aux réunions	Prévoit un temps pour le calage des dates de Réunion lors des comités techniques de bassin Partage d'expérience autres bassins
DÉPARTEMENT Des Alpes De Haute Provence	Pilote	Co-pilotage de l'action collective	En lien avec les schémas vélos départementaux
EPCI	Pilotes	Co-pilotage de l'action collective	État des lieux : en réunion compilation des recensements réalisés par chaque acteur Etudes des pistes d'harmonisation possibles
DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE Département du Var	Partenaires	Participation aux réunions/REX	En lien avec les schémas vélos départementaux

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°4	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF : Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEMs**
Rédacteur de la fiche : Valérie VERNISSE	

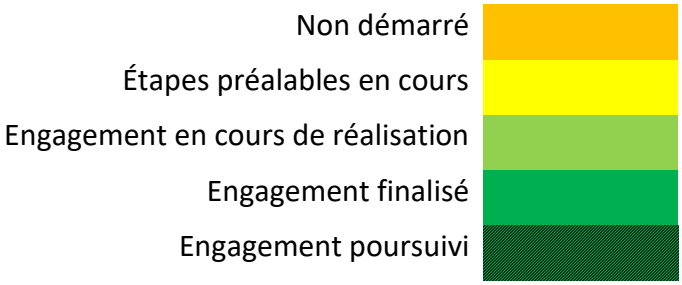
DESCRIPTION DE L'ACTION PROPOSÉE	
Libellé de l'action	**Développement de pôles de mobilité**
Périmètre	Bassin de mobilité
Étapes / Jalons / Description	**1** : Identifier les lieux d'usage existant ou potentiel de covoiturage / touristiques **2** : Identifier les services nécessaires pour chaque point dans le respect de la transition écologique **3:** Définition du pôle de mobilité type + options **4 :** Étude et établissement des partenariats et participations des différents acteurs **5**: Expérimentation département/région selon cadres d'intervention existants **6** : Organisation des modalités d'intervention au niveau du bassin/département/région **7** : Mise en œuvre progressive (éventuellement avec expérimentation différencié, mises en œuvre provisoires test) **8** : Suivi et évaluation/partage d'expérience
Besoins de pilotage / coordination	2 COPIL/COTECH par an Lien avec la Fiche spécifique E10 Référentiel des pôles d'échanges de mobilités

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible l'étape réalisée pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'action collective	**DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Pilote	– Validation politique – Pilotage et coordination avec les EPCI, et autres collectivités	Une fois la validation politique du projet, le CD pourra lancer la coordination du projet par le lancement de réunions avec les territoires concernés. La recherche de financement sera déterminante.
EPCI	Partenaire	– Identification des lieux et services – Participation aux réunions – Validation politique – Financement	La participation aux réunions et ateliers seront essentiels pour déterminer les modalités des projets (technique et financement global). La connaissance du territoire est déterminante pour la création de projet : connaissance qu'entretien la communauté de commune.
REGION Provence Alpes Côte d'Azur	Partenaire	– Benchmark et Financement	Avec un spectre plus large sur les territoires et autres porteurs de projets, la Région à le recul pour transmettre l'exemple de projets existants et pertinents. Elle pourra également au travers de dispositifs, permettre le financement de projets de PM.
Communes	Partenaire	– Identification des lieux et services sur le territoire de la commune	La participation aux réunions et ateliers seront essentiels pour déterminer les modalités des projets

		– Maître d'ouvrage et financement selon le scénario choisi	(technique et financement). La connaissance de la commune et de son fonctionnement est déterminante.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°5	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEM/ Optimiser l'utilisation des espaces (locaux, stationnements, voiries)**
Référent de la fiche : *Jean-Christophe Vieu, (SNCF GARES & CONNEXIONS / DIR REGIONALE DES GARES OCCITANIE-SUD / DRG OS Émergences, jean-christophe.vieu@sncf.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**AMENAGEMENT DU PEM DE MANOSQUE**
Périmètre	Gare de Manosque-Gréoux
Étapes / Public cible / Budget	Aménagement d'un Pôle d'échanges intermodal : Etudes et Travaux Ce projet vise à : -Favoriser l'intermodalité entre les modes de transport urbains, interurbains, régionaux et nationaux - Reconnecter la gare aux quartiers limitrophes et au cœur de ville et déplacer la gare routière du centre-ville - Favoriser l'attractivité de la gare ferroviaire et de la partie intermodale par l'amélioration du confort des usagers (attente, sécurisation, informations multimodales en temps réel...), l'apaisement et la végétalisation du site avec des connexions piétonnes et cyclables - Améliorer les aménagements favorables au report modal, désengorgeant l'accès au centre-ville, et aux modes doux et redimensionner les zones de stationnement autour de la gare Calendrier pressenti : 1-2025 Signature d'un protocole d'intention du PEM Région/SNCF Gares & Connexions/Etat/Ville/DLVA + contractualisation foncière 2-2026 démarrage des études préliminaires bâtiment voyageurs et partie intermodale 3—2027 Étude d'avant-projet puis projet 4-2027 Lancement appel d'offres travaux 5- 2028 Finalisation des Travaux et mise en service
Besoins de pilotage / coordination	Besoins de coordination importants : a minima 1 réunion/mois + mise en place d'une gouvernance Cotech (1/trimestre) et Copil (2/an)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé

Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération / SNCF Gares & Connexions**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
SNCF Gares & Connexions	**PILOTE bâtiment voyageurs** **Pilote partie intermodale**	Pilote de l'action collective Maitre d'ouvrage des études et travaux	Gestionnaire du domaine public ferroviaire + Mise à disposition du foncier (COT parvis gare + COT terrains limitrophes) + Maitre d'ouvrage des études et travaux - Etudes d'avant-projet, projet (passerelle, parking-silo, reprise parking de surface (cheminements doux, IRVE) et parvis (cheminements doux et zones d'attente) - Lancement des appels d'offre Travaux et suivi de la réalisation des travaux du bâtiment voyageurs et tout ou partie de la partie intermodale)
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	Partenaire /pilote partie intermodale	Participation aux réunions et MOA sur la Partie intermodale du PEM avec délégation de la MOA à SNCF Gares & Connexions	Autorité organisatrice de la mobilité gestionnaire du réseau Etudes, travaux et entretien : gare routière, parkings de surface, parking-relais, passerelle, cheminements doux, dépose-minute, dessertes
Ville de Manosque	Partenaire	Participation aux réunions et MOA sur son domaine foncier	Gestionnaire de voirie 1. Voies connexes : Travaux en entretien : réseau routier et cheminements cyclables (coulée verte) 2. Mise à disposition emprise parking-relais/pilier passerelle/ parking provisoire
Etat	Partenaire	Financement	- DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) - Fonds Vert
Région Provence alpes Côte d'Azur	Partenaire	Participation à la démarche Financement	En tant que chef de file de l'intermodalité: - Impulsion & accompagnement - Garant du respect des standards intermodaux et climatiques de PEM

			-2 M€ inscrit au contrat NTDA sur la base d'un coût de 8,11 M€ pour le PEM et ses connexions - Enquête de mobilité usagers de la gare de Manosque
SNCF Réseau	Partenaire	Participation aux réunions Fourniture de données	Gestionnaire du domaine public ferroviaire + Mise à disposition éventuelle de foncier

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°6	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : **Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEMs**
Référent(s) de la fiche : Isabelle Cornebert (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), icornebert@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Référentiel des pôles d'échanges multimodaux (PEM)
Périmètre	Bassin de mobilité E
Étapes / Public cible / Budget	1. Désignation d'un représentant par territoire (bassin et/ou EPCI) 2. Etat des lieux et auto-analyse des pôles d'échanges (existants, en évolution, en projet, en émergence dans chaque territoire) 3. Définition de typologies de PEM (ferroviaires/non ferroviaires, en zones denses/rurales, etc.) & identification des services et équipements associés (de base, optionnels, hiérarchisation spatiale, etc.) 4. Etablissement d'un référentiel
Besoins de pilotage / coordination	Groupe de travail Réunions mensuelles

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé

Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	. Pilote du GT . Expertise PEM, abri-vélos sécurisés, complémentarité car-trains, schéma véloroutes et voies vertes, P+R, co-voiturage . Etude d'élasticité des gares régionales (étude radar)	. Rédaction du référentiel . Complément sur état des lieux et auto-analyse . Etat des lieux et auto-analyse . Relectures et ajustements
EPCI	Partenaire	. Représentation des territoires . Estimation des besoins . Connaissance des publics potentiels (habitants, visiteurs) et SLO . Expertise gestion TAD etc…	. Etat des lieux et auto-analyse . Relectures et ajustements du référentiel
SNCF Gares & Connexions	Partenaire	Expertise MOA PEM, gestionnaires des gares TGV et TER, expertise informations voyageurs (écran, etc.) et signalétique, enquête de satisfaction	. Etat des lieux et auto-analyse . Relectures et ajustements du référentiel
Chemins de Fer de Provence	Partenaire	Expertise gestionnaires des gares CFP et comportements/profil usagers	. Etat des lieux et auto-analyse . Relectures et ajustements du référentiel
Départements	Partenaire	Expertise routes et vélos (schéma cyclable), co-voiturage, auto-partage	. Etat des lieux et auto-analyse . Relectures et ajustements du référentiel

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°7	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Optimiser l'utilisation des espaces (locaux, stationnement, voiries)**
Référent de la fiche : *Nicolas TROPINI, nicolas.tropini@cotelub.fr, 04 86 78 00 50, Amandine Despres, amandine.depres@cotelub.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Pôle d'échange multimodal de Mirabeau et réactualisation des études autour de la réouverture de la halte ferroviaire
Périmètre	CC Territoriale-Sud-Luberon
Étapes / Public cible / Budget	La stratégie de mobilité de COTELUB repose sur une logique d'intermodalité où la création des PEM est l'une des actions prioritaires. Le PEM se localise au niveau de la RD996 à proximité de la ligne TER. Projet de : 61 places de stationnements, 4 places PMR, 1 abri vélo sécurisé, 4 places de stationnements et de 2 roues motorisées, un arrêt de transport collectif, un chemin piéton sécurisé et un IRVE. 1. Maîtrise d'œuvre en cours pour le PEM (2024/2025) 2. Construction du PEM (2025) 3. Mise en place de la nouvelle DSP et du nouveau scenario de TC (sept 2025) avec : • Une navette traversante / départ et terminus au PEM (2025) • Une ligne directe Mirabeau-Pertuis La réouverture de la halte ferroviaire permettrait d'accéder à des liaisons en train et à effectuer des correspondances selon le choix du mode de transport (cars, covoiturage, vélos…). Public cible : Actifs/ jeunes/ seniors/ touristes/ITER Cadarache
Besoins de pilotage / coordination	Réunion 2/an Coordination avec DLVAgglo qui soutient fortement ce projet + cofinancement SERM

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TERRITORIALE SUD LUBERON**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Communauté de communes Territoriale Sud Luberon	Pilote	Équipe projet	1ETP
SUEZ	Maitrise d'œuvre	Travaux	
Bureau d'étude	Partenaire	Partage d'information	Rapport d'étude
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	Partenaire	Participation réunion Cofinancement SERM	Participation aux réflexions autour des SERM

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°8	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables à l'échelle du bassin de mobilité (équipements, information, services, points de desserte) pour les usagers du quotidien et touristes**
Référent de la fiche : *Valérie Vernisse (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), vvernisse@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Amélioration de la remontée d'information (itinéraire, services, stationnements) sur le vélo du quotidien**
Périmètre	Bassin de mobilité E
Étapes / Public cible / Budget	1- Information des acteurs et recensement des projets déjà menés sur le sujet (réunions/mailing), mise en place d'un process de recueil (création et gestion de la DATA) 2- Recensement des informations (les définir), saisie dans une base de données collective et vérification par les collectivités. 3- Alimentation de Data.gouv et du SIBR 4- Mise à jour par les territoires (procédure à déterminer) Calendrier pressenti : Étapes 1 en 2025 Étapes 1 et 2 en 2026 Étape 3 en 2027 Étape 4 en 2028
Besoins de pilotage / coordination	1 réunion de sensibilisation/information 1 réunion de définition du process + Suivi dans le cotech du bassin de mobilités

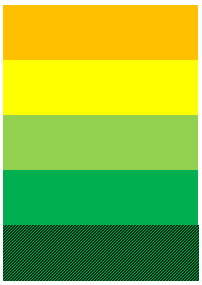
CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'action collective	Organisation des réunions pour définir les modalités de remontée d'info et partage d'expérience avec le réseau de référents
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération **CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure** **CC Territoriale-Sud-Luberon**	Partenaires	Participation au groupe de travail et partage d'information	Organisation de la Remontée d'info, lien avec les communes
DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE	Partenaire	Participation au groupe de travail et partage d'information	Centralisateur de la Remontée d'info
Vélo Loisirs Provence	Partenaire	Participation au groupe de travail et partage d'information	Remontée d'info, Diffusion

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°9	**BASSIN : E** OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables à l'échelle du bassin de mobilité (équipements, information, services, points de desserte) pour les usagers du quotidien et touristes
Référent de la fiche : Momo YUMA KITENGE – Département de Vaucluse, direction des aménagements routiers, momo.yuma-kitenge@vaucluse.fr	

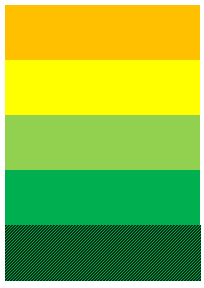
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mettre en œuvre un partage, une mutualisation et une harmonisation des données SIG afin d'améliorer la cartographie des itinéraires et des aménagements cyclables
Périmètre	Communes vauclusiennes du bassin F + départements + Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Occitanie
Étapes / Public cible / Budget	**Cartographier les itinéraires et réseaux cyclables :** - Partager et mutualiser les données SIG : - Mise à disposition de l'outil Lizmap (CD 84) - Standardiser les données (COVADIS) - Formation des EPCI vauclusien à l'usage et à la contribution - Définir un mode opératoire de remontée des données - Lien à prévoir avec projet BDD OSM Région
Besoins de pilotage / coordination	Partenariats collaboratifs ; Suivi et évaluationcontinus ; Opérationnalité des outils ; Monter en compétence des partenaires sur le SIG ; Mettre en relation les bases de données avec l'opérationnalité de terrain ; Mise à jour régulière

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Département de Vaucluse**

INDICATEURS
- Nombre de structures disposant d'un référent pour gestion de ses données - Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département de Vaucluse	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Collecte des données et création d'une base de données commune Export et mise à jour des données	Superviser et coordonner les activités liées à la collecte, au stockage, à l'organisation et à la gestion des données.
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Partenaire	Participer à la démarche	Assurer le suivi et le bon déroulement du partenariat avec Immergis pour partage des données vers OSM
Département du Gard	Partenaire	Participer à la démarche Réfléchir à la mise en œuvre d'une démarche similaire dans le département du Gard	Sensibiliser les acteurs du territoire à partager leurs données au format OSM
CA du Gard rhodanien	Partenaire	Entrer dans la démarche Participer au groupe de travail et aux réunions Mise à disposition des données	Versement des données et vérification avant export dans les opens data. Évaluation des données
CA des Sorgues du Comtat	Partenaire	Entrer dans la démarche Participer au groupe de travail et aux réunions Mise à disposition des données	Versement des données et vérification avant export dans les opens data. Évaluation des données Lien avec le SIG de la CASC
CA Luberon Monts de Vaucluse	Partenaire	Entrer dans la démarche Participer au groupe de travail et aux réunions Mise à disposition des données	Versement des données et vérification avant export dans les opens data. Évaluation des données

CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Partenaire	Mise à disposition des données	Versement des données et vérification avant export dans les opens data. Évaluation des données Lien avec le SIG de la COVE à prévoir
CC Pays d'Orange en Provence	Partenaire	Mise à disposition des données	Versement des données et vérification avant export dans les opens data. Évaluation des données Lien avec le SIG CCPOP à prévoir
CC Pays d'Apt-Luberon	Partenaire	Mise à disposition des données	Transmission des données du schéma directeur cyclable. Versement des données et vérification avant export dans les opens data. Évaluation des données
CC Pays des Sorgues Monts de Vaucluse	Partenaire	Mise à disposition des données	Transmission des données relatives au schéma d'aménagement des modes actifs. Versement des données et vérification avant export dans les opens data. Évaluation des données
CC Rhône Lez Provence	Partenaire	Mise à disposition des données	Le pôle attractivité territoriale de la CCRLP gère les sujets mobilités actives. Transmission des données cyclables de la CC.
CA du Grand Avignon	Partenaire	Entrer dans la démarche Participer au groupe de travail et aux réunions Mise à disposition des données	Renseignements des données cyclables de l'agglomération Données GéoVélo et du SIG du CAGA
CC Enclave des Papes Pays de Grignan	Partenaire / territoire associé	Mise à disposition des données	Transmission des informations du schéma directeur des mobilités actives.
CC Territoriale Sud Luberon	Partenaire / territoire associé	Mise à disposition des données	Transmission des informations et de la cartographie existante.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°10	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer le vélo comme un élément de l'identité du territoire**
Référent de la fiche : *Palpant Sylvie, sylvie.palpant@veloloisirprovence.com*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Information aux collectivités sur les actions menées par les associations**
Périmètre	Bassin de mobilité E + territoires associés du Verdon et Luberon
Étapes / Public cible / Budget	1 - Mettre en place une newsletter 2 à 3 fois par an => déjà réalisé par Vélo Loisir Provence 2 - Envoi par mail aux EPCI + Région + CD 3 - Envoi par mail des EPCI aux communes (transmission) pour diffusion dans les bulletins municipaux Suivi dans le Cotech du bassin de mobilité
Besoins de pilotage / coordination	**Au besoin une réunion en visioconférence pour la coordination**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Vélo Loisir Provence**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Vélo Loisirs Provence	Pilote	Pilote de l'action collective	Publication de la newsletter et organisation de la première réunion de coordination
EPCI	Partenaire	Partage d'information	Diffusion de l'information aux communes et sur leurs réseaux
REGION Provence Alpes Côte d'Azur et département(s)	Partenaires	Partage d'information	Diffusion de l'information sur leurs réseaux

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

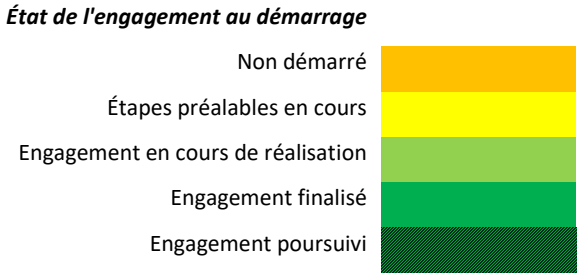
N°11	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer le vélo comme un élément de l'identité du territoire**
Référent de la fiche : *Ferrero Marion, marion.ferrero@forcalquier-lure.com, 04 92 75 67 57 et Vigneau Nicolas, nicolas.vigneau@le04.fr, 04 92 30 08 97*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Manifestations d'envergure autour du vélo**
Périmètre	Bassin de mobilité E
Étapes / Public cible / Budget	1 - Recenser les initiatives festives existantes (Mai à vélo, semaine de la mobilité, cols réservés, inaugurations d'itinéraires, etc.) 2 - Mettre autour de la table les territoires et les acteurs volontaires pour s'engager dans un évènement commun 3 - Définir un calendrier, le contenu de l'évènement, les lieux, etc. +Étudier les pistes de mutualisation (communication, animation, etc.) Une première réunion avec un référent par collectivité pourra avoir lieu début 2025 (cols réservés & inauguration DAV) – puis 2025 avec test de la Communauté de Communes Pays de Forcalquier-Montagne de Lure sur d'autres événements. L'opération sera reconduite chaque année.
Besoins de pilotage / coordination	3 à 4 réunions avant l'évènement

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure et DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure **CC Territoriale-Sud-Luberon** **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération**	Co-Pilotes	Animation + pilotage	Élaboration de la Feuille de route : définir les besoins et les objectifs Organisation et financement des événementiels
Département des Alpes de Haute Provence, du Vaucluse et du Var	Co-pilote	Animation + pilotage	Élaboration de la Feuille de route : définir les besoins et les objectifs Organisation et financement des événementiels
Les associations locales	Partenaire	Coordination de l'action/ Animation	Propositions d'interventions Portefeuille d'idées Potentiellement organisateur de l'événement/animation
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Partenaire	Mise à disposition matériel Participation animation	Évènementiel, opération sur réseau Zou, mise à disposition de goodies

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°12	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer le vélo comme un élément de l'identité du territoire**
Référent de la fiche : *Vigneau Nicolas, Nicolas.vigneau@le04.fr, 04 92 30 08 97*	

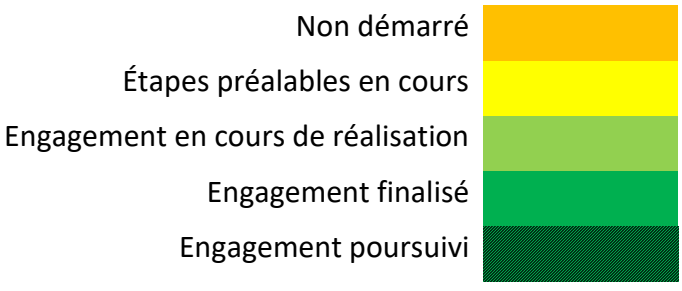
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Promouvoir la pratique du vélo dans les établissements scolaires**
Périmètre	Bassin de mobilité E
Étapes / Public cible / Budget	1 - État des lieux/recensement auprès des EPCI, communes, collèges, sur actions, services et aménagements existants, 2 - Cibler les établissements (écoles ou collèges) avec des besoins, 3 - Orienter des actions par établissements (programme générations vélos (écoles), nouveaux aménagements, sécurisations, etc) 4 - Mise en place des actions, programmes, projets. 5 – Retours d'expériences et diffusions
Besoins de pilotage / coordination	**3 réunions par an**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE	Pilote	Pilote de l'action collective et financeur	Organisation réunion, définition du programme d'actions et suivi dans les collèges
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération** **Communes**	Partenaire	Participation réunion et Maître d'ouvrage sur leur secteur et financeur	Organisation Réunion, définition du programme d'actions/événementiel dans les établissements primaires et suivi Partage d'expérience
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Participation réunion	Participation événementiel, benchmark pour diffusion éventuel dans les lycées
Éducation Nationale	Partenaire	Participation réunion	Partage d'information, diffusion et aide à la mise en place des actions
Associations	Partenaire	Animation des actions ou programme type génération vélo/Moby	Création et mise en oeuvre des temps d'animation dans les établissements scolaires
Prévention routière	Partenaire	Intervention ou animation ponctuelles	Création et mise en oeuvre des temps d'animation dans les établissements scolaires
Préfecture (Sécurité routière)	Partenaire	Interventions ou animations ponctuelles	Création et mise en oeuvre des temps d'animation dans les établissements scolaires

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°13	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V64**
Référent de la fiche : *Nicolas VIGNEAU, Nicolas.VIGNEAU@le04.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Mise en place d'itinéraires de vélo du quotidien**
Périmètre	Bassin de mobilité E et interbassin
Étapes / Public cible / Budget	1 - Complétude de la cartographie de l'existant et analyse des problèmes de jonction (analyse par territoire) en lien avec le schéma cyclable du quotidien réalisé par le Département des Alpes-de-Haute-Provence 2 - Composition d'un comité (1 représentant par entité) 3 - Présentation des hiérarchisations des itinéraires et définition des modalités d'intervention commune, en ciblant selon les territoires les déplacements pendulaires, les courses, les loisirs du quotidien. 4 - Co-construction de solutions secteurs par secteurs Inspiration du comité itinéraire EV-Voies vertes existant. Calendrier pressenti : Étape 1 en 2025 Étape 2 et 3 en 2026 (1er comité) A partir de 2027, 2 comités par an et mise en œuvre des actions
Besoins de pilotage / coordination	Réunion 2 fois par an Lien avec fiche schéma vélo du Département du Var et 84

CALENDRIER PRESSENTI

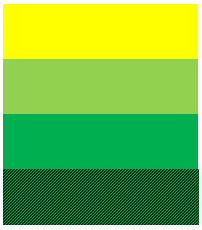
Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Département des Alpes-de-Haute-Provence** Puis portage tournant en fonction des zones d'intervention

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Territoriale-Sud-Luberon	Partenaire	Participation réunion + coordination	Participation réunion + mise en oeuvre de la continuité des itinéraires du CD04 en lien avec les communes et le CD selon compétences
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	Partenaire	Participation réunion + coordination	Participation réunion + mise en oeuvre des itinéraires en lien avec les communes et le CD selon compétences
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Partenaire	Participation réunion + coordination	Participation réunion + mise en oeuvre des itinéraires en lien avec les communes et le CD selon compétences
DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE	Pilote	Pilote de l'action collective + financement	Réalisation du schéma cyclable, organisation des réunions, coordination avec les gestionnaires de voiries

Département des Alpes-de-Haute-Provence	Pilote	Pilote de l'action collective + financement	Réalisation du schéma cyclable du quotidien, organisation des réunions, coordination avec les gestionnaires de voiries
Vélo Loisir Provence	Partenaire	Participation réunion + coordination	Participation réunion + mise en oeuvre des itinéraires en lien avec les communes et le CD selon compétences
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Partenaire	Participation réunion + financement	Participation réunion + financement éventuel dans les limites du cadre d'intervention régional

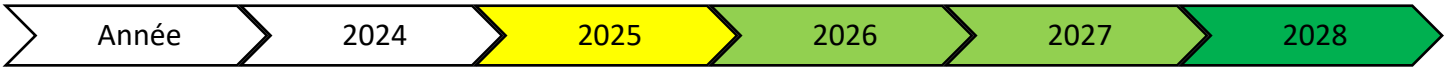
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°14	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Faciliter la coordination de l'information voyageurs et l'accès à l'information pour les usagers**
Référent de la fiche : *Valérie Vernisse, vvernisse@maregionsud.fr*	

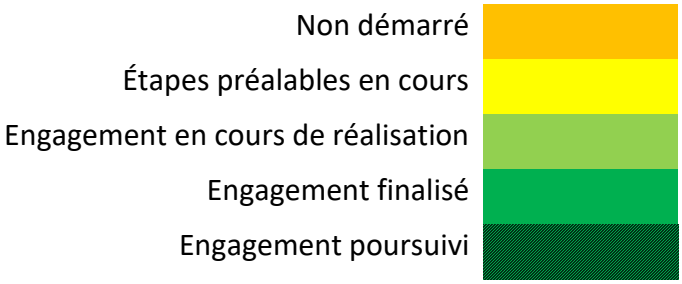
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	*Tester la promotion ciblée de l'utilisation des lignes scolaires par tous public*
Périmètre	Bassin de mobilité E
Étapes / Public cible / Budget	*Les lignes scolaires sont ouvertes à tous les publics sur réservation depuis plusieurs années mais cette possibilité est méconnue et les lignes très peu fréquentées par des usagers hors scolaires alors que desservant tous les hameaux avec un A/R par jour.* L'objectif est de p*ermettre à d'autres usagers (séniors, actifs, captifs…) de se déplacer depuis des zones excentrées vers le bourg principal en optimisant les moyens existants.* *Il s'agit pour la Région, d'établir par ECPI la liste des lignes scolaires disposant de places suffisantes pour une communication élargie à tous les habitants afin de simplifier le process de prise en charge, puis de voir avec l'EPCI quels canaux d'information il pourra utiliser pour cette communication.*
Besoins de pilotage / coordination	**1 réunion par EPCI**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Etudes	Faire le recensement des places disponibles sur tous les services scolaires des EPCI choisis
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION	Co-pilote	Communication	Diffuser l'information et des tutos permettant l'utilisation de ces services Réflexion complémentarité services existants et en projet
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Partenaires	Communication	Communication ciblée sur les établissements scolaires des collèges.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°15	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter la lecture et l'usage de l'offre de services** **OBJECTIF : Améliorer l'accessibilité et la visibilité de l'information voyageur**
Référent de la fiche : *Nicolas VIGNEAU, Nicolas.VIGNEAU@le04.fr*	

DESCRIPTION DE L'ACTION PROPOSÉE	
Libellé de l'action	**Structurer la communication de l'offre de services**
Périmètre	Bassin de mobilité E
Étapes / Jalons / Description	**1** : Recenser l'ensemble des offres et proposer un protocole d'actualisation, **2** : Mise en place d'un support de diffusion et formation des acteurs relais locaux (agents des gares, maisons France Service, référents des mairies, autres relais locaux), **Note : Le format proposé pourrait être une liste des lignes et lieux/sites où trouver plus d'information sur les arrêts, les horaires et les tarifs.** **3 :** Diffusion, actualisation et animation Optionnel : Organiser une campagne de communication (animation)
Besoins de pilotage / coordination	Travail en distanciel rythmé par le pilote 1 réunion/assise en présentiel pour la formation (département)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible l'étape réalisée pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ACTION	
Acteur en charge du pilotage de l'action collective	**Département des Alpes de Haute Provence**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Pilote	– Organisation des réunions Animation/coordination	Recensement des offres existantes. Elaboration d'un support et d'un protocole d'actualisation.
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Participation	– Participation aux réunions – Être relai d'information – Si animateur organisation mutualisée : animation	Contact relai à identifier. Aide ponctuelle dans l'organisation (salle, réunion, etc).
CC HAUTE PROVENCE PAYS DE BANON	Participation	– Participation aux réunions – Être relai d'information Si animateur organisation mutualisée : animation	Contact relai à identifier. Aide ponctuelle dans l'organisation (salle, réunion, etc).
CA DURANCE LUBERON VERDON AGGLOMERATION	Participation	– Participation aux réunions – Être relai d'information Si animateur organisation mutualisée : animation	Contact relai à identifier. Aide ponctuelle dans l'organisation (salle, réunion, etc).
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Participation	– Fourniture de données – Maison de la région 04 : diffusion de l'information dans la lettre mensuelle envoyée aux acteurs du territoire	Service ou contact à identifier.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°16	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter la lecture et l'usage de l'offre de services** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Réfléchir à la répartition des points de vente billettique dans le territoire**
Référent de la fiche : *Valérie Vernisse, vvernisse@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Répertoire et Réflexion sur les points de vente existants**
Périmètre	Bassin E
Étapes / Public cible / Budget	1. Établir une cartographie exhaustive des points de vente existants tous services de mobilité (typologie) 2. Étudier les besoins en remontée de données (format DATA) pour adapter et ajuster la cartographie des points de vente 3. Porter une réflexion à l'échelle du bassin pour mutualiser les points de distribution/ en faire des points multi-opérateurs Offrir de nouveaux points de vente en Favorisant l'accès à l'achat dématérialisé via les Maisons France Services/ Office du tourisme ou autres Étape 1 en 2025 : État des lieux des points de vente sur chaque EPCI Étape 2 en 2025 : Cartographie des points existants (typologie) et identifications de nouveaux points de vente ou suppression Etape 3 en 2026 : Création d'un répertoire numérique sur la plateforme ZOU (SIBR) Etape 4 en 2025 et 2026 : Conventionnement pour mutualisation/création et ouverture de nouveau point de vente Formations croisées pour la vente multi opérateurs
Besoins de pilotage / coordination	Constituer un groupe de coordination avec 1 représentant /EPCI. Identification d'une structure chef d'orchestre DATA (ex. la Région)

CALENDRIER PRESSENTI

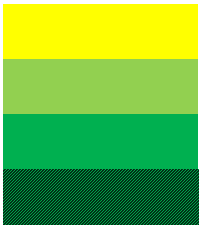
Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**REGION Provence alpes Côte d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION	Partenaires	Participation aux réunions proposées par la région Mise à disposition d'espace et de données	Chaque EPCI devra prendre le temps d'identifier les points de vente existants sur son territoire et les classer selon une typologie validée par la Région
Région Provence alpes Côte d'Azur	Pilote	Coordination de l'action Financement	Mise en place de conventionnement pour les nouveaux points de vente ou mutualisation Formation des opérateurs
Structures diverses : France Service, Office du tourisme, Commerces divers	Partenaires	Opérateur pour le compte des AOM	Mise en place et organisation du point de vente/exploitation

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°17	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Faire converger les outils utilisés par les différents acteurs pour limiter les effets de frontières entre les territoires**
Référent de la fiche : *Vernisse Valérie, vvernisse@maregionsud.fr, +33492532625*	

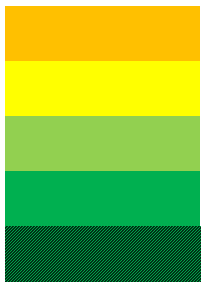
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étudier l'intérêt du développement d'un système d'autopartage sur le bassin
Périmètre	Bassin de mobilité E
Étapes / Public cible / Budget	1 - Réalisation d'un benchmark national (technique, financière et juridique) 2 - Présentation du benchmark au comité technique de bassin 3 - Réflexion sur les modalités de soutien à une politique d'autopartage via plusieurs scénarios 4 - Mise en oeuvre d'un scénario Étape 1 en 2025 Étape 2 et 3 en 2026 Étapes 4 en 2027
Besoins de pilotage / coordination	Création d'un groupe de travail : 1 à 2 réunions par étapes hors cotechbass

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	- Pilotage Benchmark et études	Production du benchmark et calage réunion Réflexion autour des accompagnements possibles
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION	Partenaire	- Participation aux réunions - Pilotage Mise en œuvre variable selon scénario choisi	Alimentation des réflexions sur la mise en place d'autopartage
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Partenaire	- Participation réunion	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°18	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Faire converger les outils utilisés par les différents acteurs pour limiter les effets de frontières entre les territoires**
Référent de la fiche : *Marie Ruiz, mruiz@dlva.fr et Amandine Despres , amandine.despres@CC Territoriale Sud Luberon.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Groupement de commande pour une plateforme de covoiturage**
Périmètre	Bassin E + Groupement ITER/CEA
Étapes / Public cible / Budget 3	1- Bilan des premières collaborations lancées lors de la première vague de contrat 2- Conditionnée par résultats des autres actions menées (expérimentation, recensement, benchmark) 3- Réalisation d'un cahier des charges commun Étape 1 en 2026 Étape 2 et 3 en 2027 : Montage du partenariat (convention de mutualisation/délibération...) lancement du marché groupé Notification du contrat en 2028
Besoins de pilotage / coordination	1 réunion bilan puis 3 réunions pour le partenariat Lien avec fiches DLVA covoit et F extension groupement de commande

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération / CC Territoriale-Sud-Luberon**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération / Communauté Territoriale Sud Luberon	Co-pilote	Pilotes de l'action collective	- Création d'un comité de pilotage sur les pistes de mutualisation - Réunion de restitution du bilan et évaluation de la première vague des contrats de bassin - Montage du partenariat (convention de mutualisation/délibération..) lancement du marché groupé
Entreprises (L'occitane, ITER, CEA...)	Partenaire	Participation aux réunions et à la démarche	Réunion de restitution du bilan et évaluation de la première vague des contrats Participation au partenariat
CA PROVENCE ALPES AGGLOMÉRATION	Partenaire	Participation aux réunions/REX	Réunion de restitution du bilan et évaluation de la première vague des contrats Participation au partenariat
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure/CC Haute Provence Pays De Banon **Département Des Alpes De Haute Provence Et Département Du Vaucluse**	Partenaire	Participation aux réunions	Participation à la réflexion

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°19	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ** : Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux
Référent(s) de la fiche : Olivier MIARD (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), omiard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : - L'axe Aix-Briançon traverse les bassins : A, B, C, D, E, J - L'axe Est Toulon traverse les bassins : K, L - L'axe Nice-Tende traverse le bassin : N - L'axe Nord Avignon traverse les bassins : F, I - L'axe Nice-Digne traverse les bassins : D, M, N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Le scénario étudié retenu par axe : - L'axe Aix-Briançon : Réorganisation forte des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains. - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante. - L'axe Nice-Tende : Réorganisation partielle des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains-tramway. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou sans réouverture de gare. - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des chemins de fer de Provence et de l'offre de car de proximité en rabattement. **Étapes :** - L'axe Aix-Briançon : Redéfinition de l'offre de service autocar dans les contrats d'exploitation à renouveler à l'horizon **2024-2025.** - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante dans les contrats d'exploitation à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Tende : Rabattement des lignes de cars Zou sur le futur PEM la trinité lorsque arrivera la ligne T5 de tramway **en ~ 2030**. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou pas réouverture de gare(s) à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des CP et de l'offre de car de proximité et LER en rabattement à l'horizon **2023 et 2027**.

Besoins de pilotage / coordination	**Coordination entre les différents services régionaux** **5 à 7 réunions par axe, mobilisation d'autres acteurs si besoin** **Pilote du projet marché d'étude car-train :** Olivier MIARD, DTRI/STER, omiard@maregionsud.fr **Référents :** - Aix Briançon : (DTSI-SRR) : sbridault@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : icornebert@maregionsud.fr - L'axe Est Toulon : (DTSI-SRT83) : flozach@maregionsud.fr, npeinado@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : elorrain@maregionsud.fr - L'axe Nice-Tende : (DTSI-SRT06) : vfranceschetti@maregionsud.fr, gmoroni@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : jmbremond@maregionsud.fr - L'axe Nord Avignon : (DTSI-SRT84-13) : fchiab@maregionsud.fr, vvoisin@maregionsud.fr, epaing@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : pharinck@maregionsud.fr - L'axe Nice-Digne : (DTSI-SRT06) : vfranceschetti@maregionsud.fr (DTSI-SRR) : sbridault@maregionsud.fr (DTRI-SCFP) : pvillevieille@maregionsud.fr Pour l'ensemble des axes selon les demandes **appui du STER sur l'offre TER :** vmouren@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Maître d'ouvrage : - DGTMGE-DTSI-SRR - SRT04-05-SRT83- SRT06- SRT84-13-DTRI-STER-STER-SCFP : offre de service TC - DGTMGE-DIGE-SIFPE : études complémentaires	Redéfinition de l'offre de : - service autocar. - service CP via le plan de cadencement. Études complémentaires en cours optimisation des temps de parcours ferroviaire – études et travaux sur l'Etoile de Veynes.
Sociétés des transports	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Exploitation des services TC.
Bureaux d'études	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Études complémentaires, exemples marché car-train DTRI : - Étude simplifiée d'ouverture des gares (Pontet, Barbentane et Piolenc) de l'axe Nord Avignon. - Et approfondissement de l'étude Aix-Briançon sur la section Veynes-Briançon. (En cours) Marché DTSI : - AMO aux procédures de renouvellement des contrats du réseau Régional de transport public interurbain sur le territoire des Alpes de Haute-Provence et à la réorganisation des lignes express Régionales sur des territoires ciblés. - AMO à l'évolution de l'offre de transport sur la Vallée de la Durance – Phase 2 (En cours)

EPCI	Partenaires	Participation éventuelle aux réunions et fourniture de données	Selon les axes et l'avancement des études, des échanges pourront être organisés avec les EPCI

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°20	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux**
Référent de la fiche : *Marion FERRERO, marion.ferrero@forcalquier-lure.com, 04 9275 57 67*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Mise en place d'un service de Transport A la Demande à l'échelle intercommunale**
Périmètre	CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure
Étapes / Public cible / Budget	Proposer à un public isolé et/ou vulnérable (les seniors en particulier), un service de navette, sur réservation, et à titre expérimental, pour répondre à leurs besoins de déplacements. Deux lignes régulières de transport des administrés seraient établies sur le territoire de la communauté de communes afin de relier chaque commune à Forcalquier (ville centre regroupant l'accès aux soins, aux commerces, …) A minima un arrêt serait prévu dans chacune des communes. Sur Forcalquier 4 points d'arrêt seraient établis. Ce service serait confié à un prestataire extérieur qui assurerait la réservation et le transport des personnes. La particularité d'un service TAD c'est que celui-ci est déclenché uniquement si des réservations sont effectuées. L'administré qui utiliserait ce service de TAD s'acquitterait d'une participation symbolique pour le trajet effectué. Objectifs du projet : ➢ Répondre à la demande de mobilité de seniors et les autonomiser dans leurs déplacements ; ➢ Permettre à certaines personnes de rompre avec l'isolement, ➢ Renforcer et maintenir les liens sociaux en maintenant l'accès aux services et aux activités, ➢ Diminuer l'empreinte carbone sur le territoire par un transport collectif des personnes.

	Etape 1 : Définition des besoins : questionnaire à destination des seniors remis aux communes membres Etape 2 : Accompagnement du CERAMA pour définir le modèle économique du service, les modalités de fonctionnement Etape 3 : Lancement de la consultation pour le choix du prestataire
Besoins de pilotage / coordination	**Mise en place d'une convention de délégation régionale type AO2**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure**

INDICATEURS
Nombre d'utilisateurs du service, nombre de trajets effectués. **Etat d'avancement de l'engagement**

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Pilote	Coordination, gestion, animation	
BE Auxilia	Accompagnement	Etude faisabilité/définition du modèle économique	
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Partenaire	Rédaction et signature d'une convention de délégation	
CEREMA	Accompagnement	Appui à l'ingénierie	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°21	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux**
Référent de la fiche : Vincent MOUREN – DTRI, vmouren@maregionsud.fr	

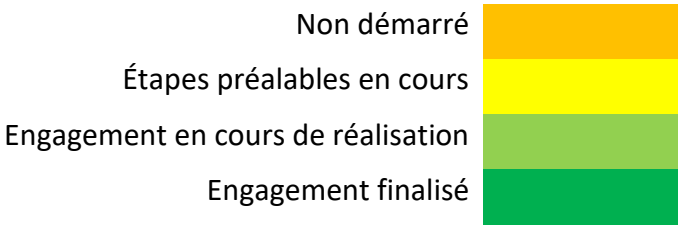
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Mettre en place une action pédagogique pour les acteurs des bassins sur le principe de la construction horaire d'une offre ferroviaire - Mettre en place une à deux sessions en distanciel sur la durée du COM.
Besoins de pilotage / coordination	Proposer un à trois webinaires pour permettre à tous les acteurs d'y participer et envisager deux sessions au cours du COM pour prendre en compte le renouvellement des chargés de mission mobilité.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Sud et SNCF Voyageurs**

INDICATEURS
- Nombre de webinaires tenus - Nombre de participants et/ou de structures représentées

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Animation	Présentation et organisation des webinaires à l'échelle de la région Provence Alpes Côte d'Azur
SNCF Voyageurs	Pilote	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	
Région Occitanie	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information
Opérateur ferroviaire (Transdev ou autre)	Partenaire	Mise à disposition d'information	
SNCF Réseau	Partenaire	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	
EPCI volontaires	Partenaire	Participer au webinaire	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°22	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL :** Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux
Référent de la fiche : Guillaume LALANGE, glalange@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Optimisation des lignes de transports routiers
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** La région est dotée de la compétence TR sur les territoires non AOM et interurbain. Elle met en œuvre des lignes entrantes sur les territoires des AOM pour desservir ces dernières. Dans la limite des places disponibles elle peut faire de l'affrétement pour des usagers des AOM sous réserve de prise en charge des frais par l'AOM. Réciproquement les AOM peuvent également faire du transport pour la région. L'objectif est l'optimisation des dépenses publiques et du matériel roulant lorsqu'il y a superposition des réseaux dans une optique de complémentarité d'offre et non de concurrence. **Étapes :** - Etat des lieux entre la région et chaque AOM pour identifier dans les plans de transports routiers le doublement des lignes régulières et scolaires ainsi que l'état de remplissage de ces lignes - Conventions d'affrétement s'il y a lieu contre rémunération au cout réel
Besoins de pilotage / coordination	**Coordination nécessaire entre la Région et les AOMs via la mise en place de** temps de travail réguliers entre les services exploitations. 1 à 2 réunions par an + 1 à 3 réunion spécifique si besoin (Groupe de travail secondaire à créer si besoin sur un secteur particulier)

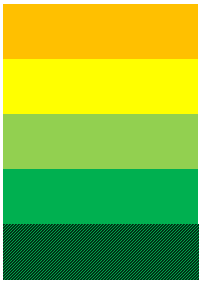
CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
- Nombre de conventions d'affrétement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Pilote de l'action collective	Organisation de la Réunion et préparation Ordre du jour + Compte-rendu Fourniture de données Rédaction des conventions
AOM	Partenaire	Co-pilote sur chaque réseau	Participation aux réunions Fourniture de données Relecture et amendement des documents

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°23	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux**
Référent de la fiche : *Vincent MOUREN, responsable Unité Plan de Transports et Exploitation au sein du Service des Transports Express Régionaux, Direction des Trains Régionaux et de l'Intermodalité, Région Sud, vmouren@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Participer à la coordination globale de l'offre de transport par bassin de mobilité en diffusant l'offre ferroviaire régionale et nationale locale**
Périmètre	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'action a pour but d'améliorer la coordination des offres cars-trains, bus-trains ou modes alternatifs-trains, tout en mettant en adéquation l'offre TC et la demande de mobilité. > permettre aux AO de comprendre le processus de construction de l'offre ferroviaire > mettre en place un système de réseaux coordonnés à l'échelle du bassin car structuré autour d'une colonne vertébrale ferroviaire (modèle des SERM) lorsque présente. > Amélioration/sécurisation des correspondances **Description :** L'action régionale consiste en une communication systématique et généralisée de ses grilles horaires d'offres TER par bassin de mobilité et par axe ferroviaire, en amont de la mise en œuvre de l'offre (si possible dès après sa construction) accompagnée d'une présentation (type webinaire ouvert en une fois à l'ensemble des acteurs du bassins) visant à expliquer comment sont construites ces offres. Dans le même temps, et dans la mesure où elle la détient, la Région pourrait également diffuser les grilles horaires des offres du réseau SNCF

	En parallèle, la Région pourra communiquer l'état des fréquentations de ses gares afin de permettre aux AO d'optimiser leurs services (offre TC, TAD et/ou vélo et/ou autopartage/covoiturage) en fonction des besoins de mobilité en sortie ou en entrée de gares. **Étapes :** L'action se déroule en 2 phases, une première phase ponctuelle et une deuxième phase pérenne (récurrente chaque année). La 1ère phase a une vocation pédagogique, il s'agit d'explique le principe de la construction horaire. Ce qui permet, pour les interlocuteurs intéressés ou devant travailler une offre complémentaire au ferroviaire de comprendre comment la Région travaille avec ses exploitants et SNCF Réseau. Cette première phase sera déclinée sous la forme d'un webinaire ou un séminaire avec des intervenant de SNCF Réseau et éventuellement de représentants des exploitants. La 2ème phase est pérenne et a vocation à être récurrente annuellement. Il s'agit de la communication et la présentation des horaires des prochains Services Annuels (SA), dont le changement s'effectue généralement mi-décembre (contrairement aux horaires des AOM locales qui évoluent généralement en septembre). Les horaires ferroviaires quasiment finalisés sont livrés en septembre octobre de l'année N-1 pour une mise en service en décembre. Il est donc proposé que soit réalisé chaque année, en parallèle de la "commande lot 1" (commande des horaires effectuée par les exploitants à SNCF Réseau) : - Un envoi des fiches horaires dans leur version projet, en juin de l'année N-1 ; - éventuellement complété d'un webinaire de présentation par axe des horaires de la commande du lot 1, les grands axes étant : • Côte d'Azur + Nice - Breil • Est Provence • Alpes • Ouest Provence Un tel calendrier pourrait notamment permettre de recueillir les doléances éventuelles et prévenir des demandes de modifications horaires, tout en permettant aux AOM locales d'adapter leurs horaires à l'offre ferroviaire.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilotage	Coordination Partage de données et d'information sur les offres Données de fréquentation des gares	
AOM	Partenaire	Partage de données et d'information sur les offres Communication	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°24	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux**
Référent de la fiche : *Marie RUIZ, mruiz@dlva.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réflexion délégation services scolaires à la Région
Périmètre	CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	-Déterminer les enjeux de la mobilité sur le territoire, -Définition de l'étude technique, -Définition de l'étude juridique, -Elaboration d'une convention, -Organisation de l'exploitation, -Communication auprès des usagers
Besoins de pilotage / coordination	**Coordination avec la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur** **Lien avec la Fiche engagement E2 : Régulariser la desserte interne de DLVA par la Région**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	PILOTE -AO		Définition de l'étude technique et juridique Élaboration de convention Organisation de l'exploitation
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	COPILOTE - AOMR	Fiche dont la rédaction et la mise en œuvre éventuelle seront étudiées dans la vie du COM (lien avec fiche E2) et à minima lors de l'évaluation à mi-parcours du COM (courant 2027)	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°25	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de TC** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la cohérence des horaires entre les services régionaux et locaux**
Référent de la fiche : *Amandine DESPRES, amandine.despres@Communauté Territoriale Sud Luberon.fr, 04 86 78 00 49*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réseau de transport intercommunal collectif Amélioration de la desserte des interconnexions
Périmètre	CC Territoriale-Sud-Luberon, Métropole Aix Marseille, CC Luberon Monts de Vaucluse, CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Description** Étude de scenario réalisée en 2022/2023 Validation du scenario en COPIL en 2023 => Révision de l'offre de base et introduction d'une variante Analyse des offres en sept 2024 Validation par les Elus fin 2024/début 2025 Délibération début 2025 Lancement de la nouvelle offre de TC en septembre 2025
Besoins de pilotage / coordination	Travail partenarial avec la Région pour organiser la fin de la DSP et lancer la nouvelle DSP en sept 2025

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TERRITORIALE SUD LUBERON**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Communauté de communes Territoriale Sud Luberon	Pilote	Équipe projet	1 ETP
Région Provence-Alpes-Côte D'Azur	Partenaire	Chef de file Organisateur	Chef de file pour organiser l'action commune des AOM

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°27	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : **Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEMs**
Référent(s) de la fiche : Cécile FERRER (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), cferrer@maregionsud.fr	

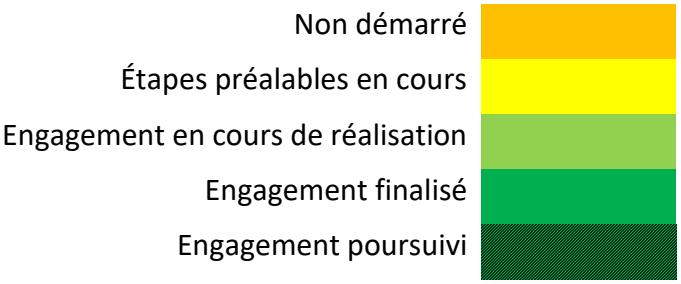
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU!
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Créer un cadre d'échange et de travail innovant et dynamique entre les associations et la Région. **Animation de cette Charte :** - Organisation de cotech et copil (en présence d'élus régionaux), - Prioriser les points à travailler relevant des 9 engagements de la Charte, - Coordonner les services régionaux (DGTMGE) participant aux travaux du Cotech, - Garantir l'écoute due aux associations, et la prise en compte de leurs besoins. **Public cible :** - Toutes les personnes qui ne peuvent voyager dans les trains et cars régionaux en toute autonomie et sans adaptations particulières. - PMR - PSH - Personnes en perte d'autonomie.
Besoins de pilotage / coordination	**2 à 3 réunions par an**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTSI DIGE DTRI : une dizaine de personnes mobilisées épisodiquement
Collectif d'associations	Pilote	Initiateur Co-pilote	7 associations au démarrage sur tout le territoire : APF France Handicap, Unapei Paca Corse, AFM Telethon, Parcours handicap 13, T21somie Alpes Maritimes, Surdi 13 et Alpes Regards 05.
SNCF Voyageurs, autres transporteurs ferroviaires et transporteurs routier	Partenaire	Expertise	L'expertise transporteur peut être sollicitée pour confirmer la faisabilité des thèmes travaillés.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°28	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEMs**
Référent de la fiche : *Marie Ruiz, mruiz@dlva.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration et mise en œuvre d'un Plan de mobilité simplifié
Périmètre	CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	-Déterminer les enjeux de la mobilité sur le territoire, -Candidater subventionnement, -Établir un cahier des charges, -Recruter un(e) chargé(e) de mission, -Rédaction fiches actions, -Mise en œuvre des actions, -Conseiller les communes sur le développement des aménagements cyclables, -Animer, accompagner les communes, -Mettre en place des actions complémentaires multimodales, -Répondre aux exigences de la loi mobilité.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé

Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	PILOTE		
ADEME	Partenaire	SUBVENTION	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	COPILOTE	DEPLOIEMENT PARKINGS VELOS SECURISES DANS LES GARES	
DEPARTEMENTS des Alpes de Haute-Provence et du Var	COPILOTE	JALONNEMENT EV8 T BANDES CYCLABLES	
COMMUNES	COPILOTE	CREATION PISTES CYCLABLES – STATIONS REPARATION – AIDE A L'ACHAT	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°29	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : **Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer et fluidifier le parcours usager vers et dans les PEMs**
Référent(s) de la fiche : Patricia HARINCK, pharinck@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en accessibilité des gares ferroviaires aux PSH et aux PMR
Périmètre	**Bassins :** A, B, C, D, **E,** I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs de l'Ad'AP :** garantir la mise en accessibilité progressive des réseaux de transports publics. La Région a identifié 42 points d'arrêts ferroviaires prioritaires à rendre accessible avant décembre 2024. Le schéma a également un volet routier avec un nombre d'arrêts prioritaires à rendre accessibles d'ici 2027 et qui est suivi par la DTSI **Objectifs du SDAQ :** mettre en cohérence des infrastructures ferroviaires avec le matériel roulant utilisé pour le transport des usagers du train. 35 gares en région nécessitent des travaux d'allongement de quais d'ici 2028. Ces travaux d'allongements s'accompagnent de travaux de rehaussement des quais aux normes PMR et d'une mise en accessibilité partielle de la gare (maintien de la TVP) ou totale de la gare (passerelle avec ascenseurs ou passage souterrain aves rampes) selon les gares (fréquentation, dangerosité…) **Description :** Études et travaux réalisés sous Maîtrise d'ouvrage SNCF Gares & Connexions. • **État d'avancement du SDRA/Ad'AP** - 2023 : 34 gares accessibles sur 42 - 2024 : Briançon et Tende - 2025 : Arles, Cagnes et Villefranche s/Mer - 2026 et + : Miramas, St Laurent du Var, La Trinité Date de fin de l'ADAP fixé au 4 décembre 2024 puis demande de dérogation au préfet pour finalisation • **État d'avancement du SDAQ** - Études en cours : Bedarrides, Courthézon, Cuers, Lamanon, Le Thor, Mandelieu, Meyrargues, Montfavet, Morières-Lès-Avignon, Puget, Saint-Chamas, Saint-Saturnin, Sénas, Solliès-Pont - Travaux en cours : La Garde, Cassis Date de fin du SDAQ fixé à 2028 et qui sera décalé à 2035
Besoins de pilotage / coordination	**3 à 4 réunions par projet avec SNCF + échanges éventuels avec les gestionnaires de gares ou voirie si travaux connexes**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Financeur principal	
État	Co-pilote		
SNCF Gares & connexions	Partenaire	Maîtrise d'ouvrage et co-financeur	
Collectivités	Partenaire	Partenaire financier et co-financeur si possible	Travaux connexes éventuels

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°30	**BASSIN : E** OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer les conditions de l'intermodalité OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Valérie VERNISSE (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), vvernisse@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Accompagnement en ingénierie des EPCI non AOM
Périmètre	**Bassin** B, C, D, **E,** F, K et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Certaines CC n'ont pas souhaité prendre la compétence mobilité en confiant à la Région devenue AOML le soin d'organiser les transports. La loi LOM prévoit la création d'un comité des partenaires local - Il s'agira d'accompagner ces EPCI à entrer dans l'opérationnel en les aidant sur des études préalables : diagnostic, études de faisabilité, juridique et financier, expérimentation ou dispositif d'animation (auprès des employeurs par exemple ou atelier de concertation…). **Les communautés de communes non AOM concernées sont :** - Champsaur-Valgaudemar - Vallée de l'Ubaye-Serre-Ponçon - Sisteronais- Buech - Jabron-Lure-Vançon-Durance - Alpes Provence Verdon - Pays de Forcalquier-Montagne de Lure - Haute-Provence Pays de Banon - Ventoux Sud - Pays d'Apt Luberon - Enclave des Papes Pays de Grignan - Aygues Ouvèze en Provence - Vallée du Gapeau - Cœur du Var - Méditerranée Porte des Maures - Pays des Paillons
Besoins de pilotage / coordination	Exécution de l'action dans la limite du budget alloué 3 à 5 réunions par accompagnement

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Accompagnement, Financement de l'étude	Emet le bon de commande et organise les premières réunions de l'étude, certifie le service fait. Participe aux réunions dans la mesure du possible. Financement éventuel des actions selon cadres d'intervention régionaux existants
EPCI	Partenaire	Participation aux réunions, Fourniture des informations et données, Financement des actions	Echange avec la Région sur les besoins d'études. Participe aux réunions organisées par la Région et contribue activement à l'étude de son territoire. Pilote et finance les actions en découlant.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°31	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : **Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Multiples objectifs**
Référent(s) de la fiche : Christèle ANGENEAU (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), cangeneau@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Accompagnement/participation à l'élaboration des PDM/PDMS par les EPCI AOM avant rédaction des avis de la Région sur les Plans de Mobilité / Plans de Mobilité Simplifiés arrêtés par les Autorités organisatrices de mobilité
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, **E,** F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Temps d'échanges avec les AOM de la région en cours d'élaboration de leur PDM/PDMS. - Rédaction des avis notamment en lien avec les objectifs du SRADDET et la stratégie régionale pour une mobilité durable **Public cible :** EPCI avec PDM obligatoire et EPCI ayant pris la compétence mobilité encouragés à élaborer un PDMS
Besoins de pilotage / coordination	*2 à 3 temps d'échanges par document*

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Partage d'information sur ses compétences et ses attendus précisés dans le SRADDET	Notamment sur le volet relatif à la continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons et l'offre régionale ZOU !
AOM	Partenaire	Maître d'ouvrage : Réalisation du PDM ou PDMS	Sollicitation de la Région pour participation aux réunions
Département	Partenaire	Partage d'information sur ses compétences	Notamment sur le volet relatif à la continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons.
Collectivités limitrophes	Partenaire	Partage d'information et coordination	
Agence d'urbanisme	Éventuel partenaire associé ou maitre d'œuvre du PDM/PDMS	Partage de données ou réalisation du plan dans le cadre d'un conventionnement avec l'AOM	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°32	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Multiples objectifs**
Référent de la fiche : *Peuzin, Sylvie, speuzin@maregionsud.fr ; Galindo, Denis, dgalindo@maregionsud.fr ; Mouren, Vincent, vmouren@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Amélioration dessertes Marseille-Aix-Les Alpes** **Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! pour les lignes du secteur "Alpes" :** **- Marseille-Aix-Briançon** **- Briançon-Valence-Romans**
Périmètre	Bassins A, B, C, E, J Lignes TER Marseille-Aix-Briançon ; Romans-Valence-Briançon et Grenoble-Gap Échelle géographique régionale découpée en 4 grands secteurs (Azur, Provence Est, Alpes et Provence Ouest). Les EPCI compris dans le périmètre du secteur "Alpes" concerné par cette fiche sont : - Les communautés de communes Briançonnais, Pays des écrins, Guillestrois-Queyras, Serre-Ponçon, Buëch-Dévoluy, Sisteronais-Buëch ; - Les communautés d'agglomération Gap Tallard Durance, Durance Luberon Verdon ; - La Métropole Aix Marseille Provence.
Étapes / Public cible / Budget	Le développement des dessertes ferroviaires TER Zou! est une préoccupation constante de la Région qui entend répondre à la fois aux besoins de transport et de mobilité durable des usagers du quotidien et à l'accueil des grandes masses de flux touristiques, notamment en période estivale sur la Côte d'Azur mais aussi ailleurs sur le territoire. Cette amélioration des dessertes ferroviaires est conditionnée aux travaux d'amélioration du réseau ferroviaire régional, à l'acquisition et/ou l'amélioration du matériel roulant existant, et s'inscrit dans un contexte d'ouverture à la concurrence des TER, de construction de SERM (4 projets sur le territoire régional) et une perspective d'accueil des JOP d'hiver en 2030. À travers l'ensemble de ses actions, la Région entend poursuivre sa politique de l'offre, la disponibilité d'une desserte adaptée aux besoins de chacun étant le levier principal du report modal vers les transports publics.

	L'objectif poursuivi est d'apporter une réponse la plus proche possible du besoin de mobilité des territoires, pour tous les profils d'usagers, à toute heure de la journée. Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! pour les lignes du secteur "Alpes" : - Marseille-Aix-Briançon - Briançon-Valence-Romans Étapes préalables en cours pour les lignes : Marseille-Aix (2030) ; Aix-Briançon (2030) ; Briançon-Valence (2030) <u>Projet de dessertes TER 2025 :</u> **Marseille - Aix-en-Provence :** Semaine : 79 TER/jour, 80 TER le vendredi Weekend : 46 TER le samedi, 48 TER le dimanche **Aix-en-Provence - Meyrargues :** Semaine : 21 TER/jour, 22 TER le vendredi Week-end : 15 TER le samedi, 16 TER le dimanche **Meyrargues - Pertuis :** Semaine : 10 TER/jour Weekend : 6 TER/jour **Meyrargues - Sisteron :** Semaine : 11 TER/jour, 12 TER le vendredi Weekend : 9 TER le samedi, 10 TER le dimanche **Sisteron - Veynes :** Semaine : 9 TER/jour, 10 TER le vendredi Weekend : 8 TER le samedi, 9 TER le dimanche **Veynes - Gap :** Semaine : 25 TER/j ; 26 TER le vendredi Weekend : 25 TER le samedi ; 23 TER le dimanche **Gap - Briançon :** 16 TER le lundi ; 15 TER du mardi au jeudi ; 18 TER le vendredi, samedi et dimanche **Grenoble - Veynes :**

	8 TER/jour ; 10 TER le samedi **Romans - Veynes :** Semaine : 8 TER/jour Weekend : 11 TER le samedi ; 9 TER le dimanche <u>Prévision de dessertes à partir de 2026 :</u> **Marseille - Aix-en-Provence :** Semaine : 80 TER/jour Weekend : 46 TER le samedi, 48 TER le dimanche **Aix-en-Provence - Meyrargues :** Semaine : 21 TER/jour, 22 TER le vendredi Week-end : 15 TER le samedi, 16 TER le dimanche **Meyrargues - Pertuis :** Semaine : 10 TER/jour Weekend : 6 TER/jour **Meyrargues - Sisteron** : Semaine : 11 TER/jour, 12 TER le vendredi Weekend : 9 TER le samedi, 10 TER le dimanche **Sisteron - Veynes :** Semaine : 9 TER/jour, 10 TER le vendredi Weekend : 8 TER le samedi, 9 TER le dimanche **Veynes - Gap :** Semaine : 25 TER/j ; 26 TER le vendredi Weekend : 25 TER le samedi (27 TER en saison) ; 23 TER le dimanche **Gap - Briançon :** Semaine : 16 TER/j du lundi au jeudi (18 TER/j en saison) ; 18 TER le vendredi (20 TER en saison) Weekend : 17 TER le samedi (20 TER en saison) ; 16 TER le dimanche (18 TER en saison) **Grenoble - Veynes :** 8 TER/jour ; 10 TER le samedi **Romans - Veynes :** Semaine : 8 TER/jour Weekend : 7 TER le samedi (9 TER en saison) ; 6 TER le dimanche

	Contraintes externes liées au respect des calendriers : - des phases d'ouverture des différents lots du réseau TER à la concurrence : le lot 3 (Provence-Est et Alpes) sera ouvert à la concurrence pour un début d'exploitation au SA 2030, la Région anticipe une forte augmentation de l'offre à cette échéance, particulièrement dans le cadre JOP2030 - de réalisation du SERM marseillais - de régénération de l'infrastructure et de son éventuel développement dans le cadre JOP 2030 - de la nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle de l'étoile ferroviaire de Veynes pour le secteur ferroviaire des Alpes et du secteur ferroviaire Est-Provence pour la ligne Marseille-Aix-Pertuis. - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux.
Besoins de pilotage / coordination	Pilotage assuré par la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Réunions régulières avec les acteurs impliqués

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
REGION Provence Alpes Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains
SNCF Voyageurs et autres transporteurs ferroviaires sous contrat de DSP	Exploitant/		
Délégataire	Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région	
SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°33	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Valérie Vernisse (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), vvernisse@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, **E**, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs :** Permettre l'échange d'expérience entre collectivité et booster les projets par un gain de temps lors de la conception en travail en intelligence collective **Description :** Animé par la Région, ce groupe représentant tous les EPCI d'un secteur géographique complété des Départements et de l'Etat s'ils disposent de chargés de mission traitant des questions de mobilité, se réunit en visio ou en présentiel 1 à 2 fois/an **Étape 1 :** 2025 mise en place des réseaux des référents mobilité par bassin **Étape 2 :** à partir de 2026 pérennisation des groupes **Public cible :** Les chargés de mission ou chefs de projet mobilité des collectivités et de l'État
Besoins de pilotage / coordination	1 à 2 réunions par an

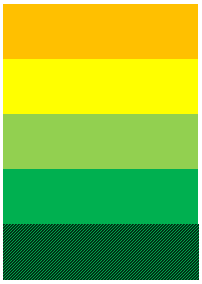
CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Animation	Organisation des réunions Diffusion des informations disponibles Mise à disposition de salle pour réunion en présentiel Animation de la communauté
Département(s)	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
EPCI	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
État	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°34	**BASSIN : ABCDKLMN** OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer les conditions de l'intermodalité OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Multiples objectifs
Référent de la fiche : Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Valérie VERNISSE vvernisse@maregionsud.fr ;	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaborer un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire (PAMS)
Périmètre	Bassin (ABCDEKLMN)
Étapes / Public cible / Budget	**Type :** Plan d'action pour faciliter la mobilité du quotidien des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ainsi que des personnes en situation de handicap comprenant notamment les aides financières individuelles liées à la mobilité **Description :** Recenser les actions existantes qui contribuent à lever les freins à la mobilité et définir avec l'ensemble des acteurs locaux impliqués dont les AOM, les Départements, les grands opérateurs de services (France Travail, CAF, MSA, CARSAT, CPAM) et les acteurs de l'accompagnement social, les actions prioritaires à développer sur le bassin afin de favoriser et faciliter l'accès à la mobilité : - diagnostic, - mobilisation et coordination des acteurs locaux, - accompagnement des publics cible. **Étapes :** 1 - 2024/2025 - Mobilisation des acteurs, recensement des actions existantes et nécessaires, co construction d'un plan si possible avec un soutien en ingénierie avec recherche de financement. - Premier travail concernant la coordination (recensement des offres, critères d'éligibilité, montants …) et partage de propositions afin de simplifier la lisibilité pour les usagers et partenaires de l'accompagnement social. - Émergence de projets pilotes à l'échelle des territoires, des intercommunalités, des bassins 2 - 2027 Adoption du plan par les pilotes et les AOM 3 - 2027/2028 Mise en œuvre des plans d'actions notamment mise en ligne sur les sites des AOM et de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur des aides individuelles à la mobilité

Besoins de pilotage / coordination	**Co pilotage :** Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Départements concernés **Co construction** avec les AOM du bassin et les EPCI non AOM, les acteurs institutionnels de l'insertion et de l'emploi, les acteurs associatifs

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Départements**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
REGION Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet, co animateur des groupes de travail avec les contributeurs, mise en ligne sur site zou.maregionsud.fr des aides individuelles liées à la mobilité Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH, Animation réseau des contributeurs,
Départements volontaires	Pilote	Équipe projet, co animateur des groupes de travail Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH. Animation réseau des contributeurs

Département de Vaucluse	Pilote	Équipe projet, co animateur des groupes de travail Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH. 1/4 ETP sur 3 ans, animation réseau des contributeurs
Départements	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH
Communauté d'agglomération du bassin	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH + mise à disposition des informations sur les aides individuelles sur le site mobilité de l'AOM
Communauté de communes exerçant sa compétence AOM	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH + mise à disposition des informations sur les aides individuelles sur le site mobilité de l'AOM
Communauté de communes non AOM ou n'exerçant pas cette compétence	Partenaire	Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Informations sur les dispositifs intercommunaux existants ou en projet, relais d'information après approbation du PAMS
Communes (cas échéant)	Partenaire	Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Informations sur les dispositifs intercommunaux existants ou en projet, relais d'information après approbation du PAMS
France Travail	Partenaire	Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Information sur les dispositifs mobilité existants
CAF / MSA / CPAM / CARSAT	Partenaire	Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Information sur les dispositifs mobilité existants
État (DDETS, ANCT,…)	Partenaire	Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Information sur les dispositifs mobilité existants
Associations de la mobilité solidaire, d'insertion, d'inclusion	Partenaire	Communication/prestations Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°35	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Valérie VERNISSE (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), vvernisse@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place des Comités de partenaires locaux sur les Communautés de Communes non AOM
Périmètre	**Bassin** B, C, D, **E,** F, K et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Certaines CC n'ont pas souhaité prendre la compétence mobilité en confiant à la Région devenue AOML le soin d'organiser les transports. La loi LOM prévoit la création d'un comité des partenaires local - Mise en place des COPART Locaux, un par EPCI non AOM, et animation sur la durée du COM **Les communautés de communes non AOM concernées sont :** - Champsaur-Valgaudemar - Vallée de l'Ubaye-Serre-Ponçon - Sisteronais- Buech - Jabron-Lure-Vançon-Durance - Alpes Provence Verdon - Pays de Forcalquier-Montagne de Lure - Haute-Provence Pays de Banon - Ventoux Sud - Pays d'Apt Luberon - Enclave des Papes Pays de Grignan - Aygues Ouvèze en Provence - Vallée du Gapeau - Cœur du Var - Méditerranée Porte des Maures - Pays des Paillons
Besoins de pilotage / coordination	Une réunion par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Accompagnement	Organisation de la réunion et envoi de l'Ordre du jour Animation de la réunion, Rédaction et envoi du Compte-rendu
EPCI	Partenaire	Participation aux réunions pour les EPCI non AOM avec nomination de membres élus	Participation active aux réunions, fourniture de données ou d'information, suggestion d'ordre du jour
Associations	Partenaire	Participation aux réunions des personnes nommées	Participation active aux réunions, fourniture de données ou d'information, suggestion d'ordre du jour
Habitants	Partenaire	Participation aux réunions des personnes tirées au sort	Participation active aux réunions, fourniture de données ou d'information, suggestion d'ordre du jour

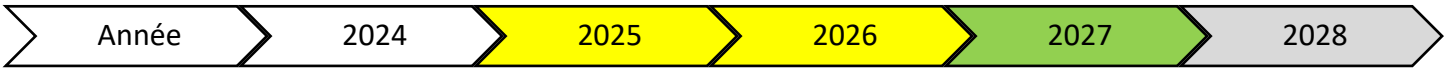
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°36	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer les conditions de l'intermodalité** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Optimiser l'utilisation des espaces (locaux, stationnement, voiries)**
Référent de la fiche : *VIEU Jean Christophe (SNCF GARES & CONNEXIONS / DIR REGIONALE DES GARES OCCITANIE-SUD / DRG OS Émergences, jean-christophe.vieu@sncf.fr*	

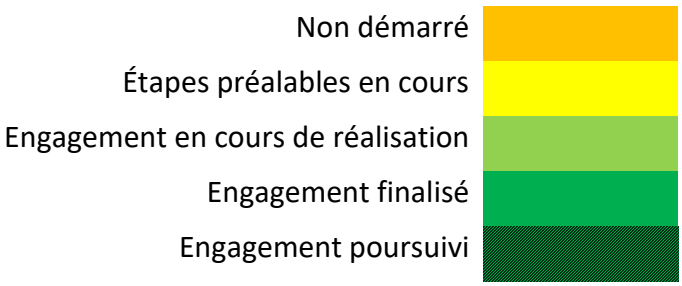
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Mise à disposition d'espaces en gare de La Brillane**
Périmètre	Bassin de mobilité E
Étapes / Public cible / Budget	Étape 1 : Présenter les potentialités de la gare aux EPCI, communes, Groupes d'Action Locale (GAL)… et décider du cadre d'usages souhaités/acceptables Étape 2 : Présenter les opportunités à des locataires potentiels : offices du tourisme, chambres d'hôtes, entreprises, associations,… Étape 3 : Mise en place de convention
Besoins de pilotage / coordination	2 réunions La mise en place de convention pourra être pilotée directement par les porteurs de projets.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**SNCF Gares et Connexions**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
SNCF Gares et Connexions	Pilote	Mise à disposition de foncier Analyse du potentiel de chaque gare	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	• Facilitation des liens avec la SNCF Gares et Connexion • Co-financement de l'aménagement des locaux	
EPCI et Commune	Partenaire	Coordination entre acteurs Vérification du foncier disponible et des besoins	
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Partenaire	• Communication sur les dispositifs • Relier les gares avec les véloroutes (jalonnement) • Appuyer politiquement le projet via courrier	
REGION Provence Alpes Côte d'Azur	Partenaire	Participation réunion	En tant que chef de file et AOM Régional participation aux réunions et contributions via DSP pour le PEM

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°37	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : **Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables à l'échelle du bassin de mobilité (équipements, information, services, points de desserte) pour les usagers du quotidien et touristes**
Référent de la fiche : Ségolène CHIGNARD, schignard@maregionsud.fr, DGTMGE-DIGE-SGE	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Constituer une base de données vélo régionale publiée dans OSM et la plateforme régionale « Connaissance du territoire » et pérenniser la mise à jour des données
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N (Pour les données du périmètre Occitanie et AURA, sous réserve qu'elles soient publiées sur OSM par un ou des contributeurs des régions Occitanie et AURA)
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - Mise en place par DCOPT-SCOT et DIGE-SGE d'une Base de Données vélo sur OSM complète et qualifiée à l'échelle régionale : ○ Appel à un prestataire pour analyse de la qualité, ○ Association des collectivités, ○ Formation à OSM et animation des "cartoparties" pour obtenir une BD OSM complète et maintenue par des référents identifiés dans les Collectivités, DDT(M), associations … **Description :** - Choix du prestataire - Estimation de la qualité de la cartographie OSM en région - Identification des collectivités et autres contributeurs pour les mobiliser et les former - Collecte de la donnée, traitement de la donnée, intégration des données et compléments des attributs dans OSM **Étapes :** - Juillet 2024 : démarrage de la mission - Septembre 2024 : lancement de la démarche via une réunion en visio avec les contributeurs majeurs

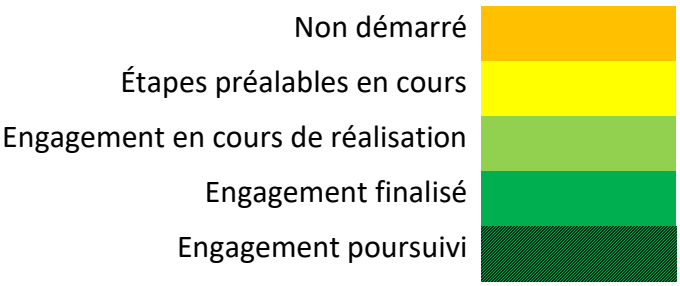
	- Été 2025 (1 an) : complétude et qualification de la BD + formations (12) + cartoparties (6) pour contributions et création d'événements pour communication de la démarche - Jusqu'à mi 2026 (1 an) : maintenance - A partir de septembre 2026 : autonomie de la Région et des partenaires pour actualisation d'OSM
Besoins de pilotage / coordination	Coordination entre les différents services régionaux pour valider les formats. 2 à 4 réunions avec les acteurs pour permettre une mise à jour fiabilisée

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
ETAT D'AVANCEMENT DE L'ENGAGEMENT

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Financement Et animateur des groupes de travail avec les contributeurs	Animation réseau des contributeurs, extractions d'indicateurs, transfert sur la plateforme "connaissance du territoire …

Immergis	Partenaire	Prestataire Maître d'œuvre de la mission	Collecte, animation, complétude, qualification, estimation de la qualité de la donnée vélo, publication sur OSM, maintenance 1 an
Départements sur le périmètre de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Partenaire	Partenaire Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communautés d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communautés de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
Syndicats d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
DDT	Partenaire	Partage de données et contributeur éventuel	
IGN	Partenaire	Partage de données et MAJ BDD Topo	
ASSOCIATIONS	Partenaire	Organisateur ou animateur ou contributeur	Pour les cartoparties et ensuite éventuellement en phase MAJ

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°38	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables à l'échelle du bassin de mobilité (équipements, information, services, points de desserte) pour les usagers du quotidien et touristes**
Référent de la fiche : *Lehuger Louise, Mobil'Idées*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Mise en place de Relais d'Information Services (RIS)**
Périmètre	Bassin de mobilité E
Étapes / Public cible / Budget	1- Co-construction du contenu régional (carte + description d'itinéraire) 2- Déclinaison du contenu local 3- Maquettage et choix du format 4- Installation des RIS et diffusion des sites intervenus et bulletins de commande **Étapes pressenties** Étape 1 : Validation et partage du besoin en 2024 Étape 2 : Co-construction des contenus et maquettage en 2025 Étape 3 : Installation des RIS au fil de l'eau du jalonnement à partir de 2026)
Besoins de pilotage / coordination	**COTECH trimestriels**

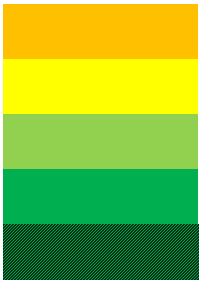
CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Mobil'Idées et Région Sud**

INDICATEURS
Validation conjointe du contenu et du format des RIS
Pose des RIS lisibles pour les cyclistes

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Comité technique - **Régions** - **Départements**	Pilotage	Pilote de l'action	Validation des documents présentés
Mobil'idée	Contributeur	AMO, projet	Prépare les documents à validation du Cotech. Conseille sur le contenu et la forme des RIS
EPCI	Contributeurs	Participation aux réunions et travail sur les documents produits Diffusion d'information	-Adaptation du contenu local et publication sur les sites internet -Diffusion aux communes pour publication dans les bulletins municipaux
Départements des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence	Contributeurs	Participation aux réunions, coordination et mise à disposition de moyens RH	Coordination des EPCI et installation-pose
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement	Financement de l'AMO et cout des panneaux installés le long d'un itinéraire du Schéma régional des itinéraires

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°40	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer le stationnement vélo, tant le stationnement simple avec des arceaux et que les abris sécurisés**
Référent(s) de la fiche : Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), mdolle@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, **E,** F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Pose d'abris sécurisés, avec des services associés (équipements de plus de 12 places) : bornes VAE, casiers, station de gonflage/réparation - Accès gratuit **Public cible :** Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude, motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme …
Besoins de pilotage / coordination	Echanges avec les EPCI/Communes, pour réalisation de travaux de voirie connexe ou jalonnement en interface avec les équipements.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Initiateur Pilote Co maîtrise d'ouvrage	3/4 ETP Financement investissement Financement fonctionnement
SNCF G&C	Partenaire	Maître d'ouvrage : et/ou propriétaire foncier Gestionnaire de la gare Exploitant des équipements	
État	Partenaire	Financement	Via le plan de relance : participation à l'investissement des gares imposées par la LOM
Communauté d'agglomération / communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier	Travaux connexes éventuels (voirie jalonnement...)
Communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier Autorisations de travaux	Travaux connexes éventuels (voirie jalonnement...)

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°41	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer le stationnement vélo, tant le stationnement simple avec des arceaux et que les abris sécurisés**
Référent de la fiche : Véronique FRANKE vfranke@var.fr	

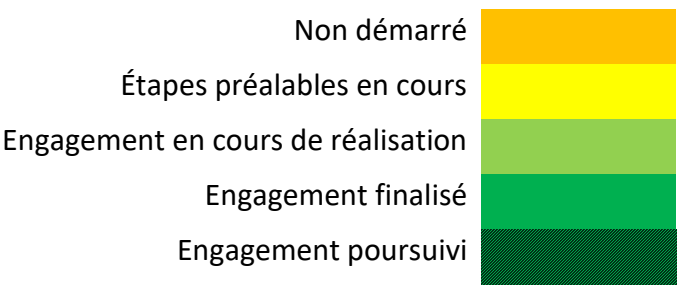
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Implanter du stationnement cyclable sur les sites recevant du public et les sites culturels départementaux
Périmètre	Département
Étapes / Public cible / Budget	L'objectif est de développer la pratique de la mobilité douce notamment en proposant du stationnement cyclable près des sites recevant du public : implantation d'un mobilier de stationnement sécuritaire (arceau permettant d'attacher un point du cadre) pour un usage de courte durée (1h-2h), réalisé sur les sites départementaux accueillant du public et les sites culturels départementaux (musées...), si cela est jugé opportun. **<u>Étapes :</u>** 1- Recenser les sites (2024) 2- Établir liste de critères pour sélection des sites (2025) 3- Cahier des charges pour le matériel à implanter (2025)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
- Nombre de sites implantés en stationnement cyclables - Nombre de stationnements - Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Financement	
Communes	Partenaires	Co-financement / Coordination	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°42	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer le stationnement vélo, tant le stationnement simple avec des arceaux et que les abris sécurisés**
Référent de la fiche : *Marion Ferrero, marion.ferrero@forcalquier-lure.com*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Mise en place d'aménagements et d'équipements favorisant la pratique du vélo**
Périmètre	**CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure**
Étapes / Public cible / Budget	***Description*** *Disposer d'équipements vélo (stationnements et bornes de recharge VAE) dans toutes les communes de l'intercommunalité afin de répondre aux besoins des cyclistes.* *Homogénéisation de l'accueil vélo sur le territoire communautaire* *Étape 1 : Diagnostic des équipements existants et cartographie (2023)* *Étape 2 : Préconisations d'équipements et commande groupée + (2024)* *Etape 3 : Mise en place sur les communes (2025)* *Étape 3 : Évaluation/retours sur l'utilisation des équipements (fin 2025+).* ***Public cible*** *- les habitants* *- les touristes* *Financements obtenus dans le cadre de l'appel à projet AMI Plan Avenir Montagne Mobilité pour un budget PRESSENTI total de 195 800 € (dont le TAD)* *ANCT (État) 50%/ Banque des territoires 10% / CD 04 20%*
Besoins de pilotage / coordination	**En lien avec les fiches collectives Harmonisation des équipements et remontée d'info**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Pilote	Coordination, gestion, animation	CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure
Vélo Loisirs Provence	Accompagnement	Diagnostic/préconisations/conseils	Vélo Loisirs Provence

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°43	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V64**
Référent de la fiche : *Vigneau Nicolas, nicolas.vigneau@le04.fr*	

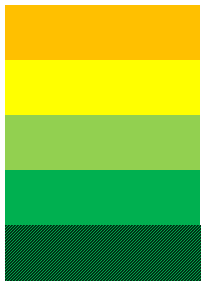
DESCRIPTION DE L'ACTION PROPOSÉE	
Libellé de l'action	**Amélioration de l'offre touristique en lien avec le schéma départemental de développement touristique**
Périmètre	Bassin de mobilité B, C, D et E
Étapes / Jalons / Description	1-Recensement des sites à connecter et à prioriser via carto schéma touristique 2-Etude projet de liaison en lien avec les acteurs concernés 3-Mise en place stratégie/projet (réalisation technique, financement, suivi) 4-Observation et retour d'expérience
Besoins de pilotage / coordination	**3 réunions par an et par projet**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible l'étape réalisée pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ACTION	
Acteur en charge du pilotage de l'action collective	**DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE**

INDICATEURS
Mise en place de projets, retours usagers et des sites touristiques. **Etat d'avancement de l'engagement**

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Agence de développement 04	Partenaire	Création du schéma de développement touristique	Identification des lieux touristiques à mettre en liaison et de leur priorité.
DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE	Pilote	Organisation et suivi des projets	Dans le cadre de la mise en oeuvre du schéma de développement touristique, réflexion et plan d'action pour l'accès aux pépites du territoire. Recherche de financement et accompagnement technique.
ORT	Partenaire	Communication	Relai d'information et diffusion marketing, promotion des offres.
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure **CC Haute-Provence Pays de Banon** **CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération**	Partenaire	Participation aux réunions et financement	Identification des besoins sur leur territoire, participation financière, apport et connaissance des réseaux locaux
OT	Partenaire	Participation aux réunions et financement	Identification des besoins sur leur territoire, participation financière, apport et connaissance des réseaux locaux
Région Provence-Alpes Côte d'Azur	Partenaire	Financement éventuel	Financement éventuel selon cadres d'intervention régionaux en vigueur

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°44	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer le vélo comme un élément de l'identité du territoire**
Référent de la fiche : Michel RADISSON mradisson@var.fr	

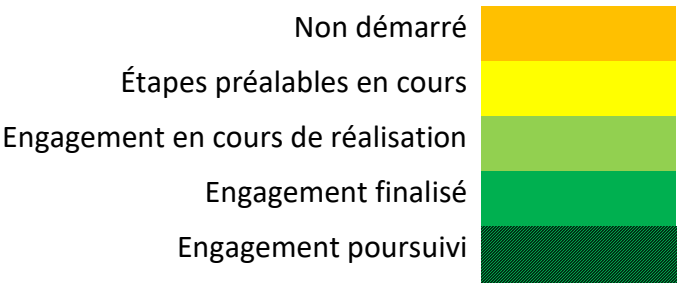
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animation et valorisation de la pratique du vélo auprès des collégiens
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Des actions sont déjà réalisées auprès des collégiens pour les sensibiliser à la pratique du vélo et à la sécurité routière. Le Département participe (en lien avec la Maison de la sécurité routière du Var) au financement, à l'organisation et à l'animation du challenge inter collèges qui a lieu chaque année.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
Nombre de collèges participant au challenge inter collèges
Mise en place du Savoir Rouler à vélo

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département	Pilote		
Maison de la Sécurité routière du Var	Partenaire	Animation - Maître d'ouvrage Moyens matériels et co-animateurs	Co-animation d'ateliers de sécurité routière notamment 1 sur le vélo
Éducation Nationale	Partenaire	Collèges participants au challenge	Challenge sur la culture de la sécurité routière globale et entre autre sur l'utilisation du vélo

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°45	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF : Développer le vélo comme un élément de l'identité du territoire**
Référent de la fiche : Nicolas VIGNEAU (DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE)	

DESCRIPTION DE L'ACTION PROPOSÉE	
Libellé de l'action	**Développement du schéma départemental des itinéraires cyclables du quotidien**
Périmètre	DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
Étapes / Jalons / Description	**1**. Analyse du territoire : recueil de données et recensement des pôles générateurs, des projets, des flux routiers, etc (atelier de concertation), **2.** Synthèse des enjeux (COTECH puis COPIL), **3.** Définition du réseau cyclable : axes de liaisons cyclables et propositions de tracés (atelier de concertation), 4. Validation des itinéraires et du réseau ; définition des indicateurs de suivi (COTECH puis COPIL), **5.** Validation du schéma en COPIL élargi.
Besoins de pilotage / coordination	**2 ateliers de concertation par territoire de Maison Technique** **x2 COPIL/COTECH** **x1 COPIL final**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible l'étape réalisée pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ACTION	
Acteur en charge du pilotage de l'action collective	**Département Alpes-de-Haute-Provence**

INDICATEURS
Finalisation du schéma cyclable du quotidien.
Kilomètres d'aménagements réalisés et entretenus.
Budget annuel consacré par le Département et les autres maitrises d'ouvrages.
Retours d'usagers.
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Pilote	Maitre d'œuvre : coordination avec les territoires, mandatement d'un BE pour réalisation du schéma. Cofinancement dans le cadre de la contractualisation avec les territoires.Pilote de l'action collective	Coordination entre les territoires et le BE externe : organisation des différents temps d'échanges au cours de l'élaboration du schéma. Accompagnement des différentes collectivités dans le suivi des projets (technique et financement)
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement et accompagnement administratif	– SRT04 : Étudier la question de l'équipement des lignes en rack à vélo (lesquelles ? comment ? Quand ?) Co-financement selon cadres d'intervention régionaux en vigueur et accompagnement des porteurs de projets
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET COMMUNAUTÉS	Partenaire	– Partage de leur expertise sur les territoires, – Participations aux différentes réunions,	Relai d'informations sur les besoins des territoires, projets en cours et à venir. Relai auprès des usagers sur les différentes opérations. Retour d'expérience des usagers vers le CD

D'AGGLOMÉRATION			
Communes	Partenaire	Partage de leur expertise sur le périmètre communal, Participations aux différentes réunions, S'inscrit dans la démarche de construction et d'élaboration de projet, Financement	Relai d'informations sur les besoins des territoires, projets en cours et à venir. Relai auprès des usagers sur les différentes opérations. Retour d'expérience des usagers vers le CD.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°47	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Développer le vélo comme un élément de l'identité du territoire**
Référent de la fiche : *Marion Ferrero, marion.ferrero@forcalquier-lure.com*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Mise en place d'une prime pour l'acquisition d'un vélo musculaire, ou électrique ou cargo ou long trail**
Périmètre	CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure
Étapes / Public cible / Budget	Proposer une prime aux administrés de la CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure (sans conditions de ressources et cumulable avec les aides de l'Etat) afin d'inciter à l'acquisition d'un vélo (VAE ou musculaire) ou pour l'installation d'un kit de conversion « assistance électrique » pour vélo. Evaluation et retour d'expérience lors des Cotech du bassin
Besoins de pilotage / coordination	Pas de besoin spécifique

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure**

INDICATEURS
Nombre de primes octroyées. **Etat d'avancement de l'engagement**

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Pilote	Coordination, gestion, animation	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

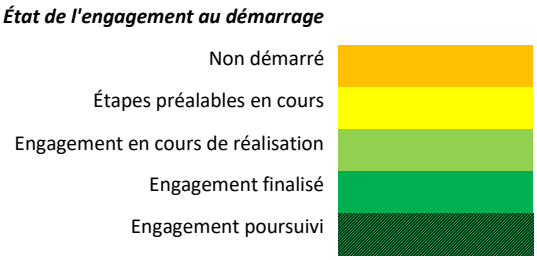
N°48	**BASSIN :** K et L - J et E **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer le vélo comme un élément de l'identité du territoire
Référent de la fiche : Ségolène CHIGNARD, Région, DIGE	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Recensement de toutes les aides et moyens de financement possibles
Périmètre	Bassins K, L - J et E (pour les communes varoises)
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de connaitre toutes les aides, tous les moyens de financement possibles existants sur la thématique du vélo. Ce travail a déjà été en partie réalisé par le Région. **Étapes :** 1. Récupérer les informations sur les aides Européennes, nationales et régionales (en attente des résultats du travail réalisé par la Région) 2. Récupérer la liste des aides départementales, intercommunales et communales 3. Organiser une réunion de présentation 2025
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 fois par an

CALENDRIER PESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP Partage d'information
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP Partage d'information (dispositifs Département)
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP
AMP (St Zacharie)	Partenaire	partage d'information sur des aides éventuelles apportées par commune ou EPCI	
CA DLVA (Vinon sur Verdon)	Partenaire	partage d'information sur des aides éventuelles apportées par commune ou EPCI	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°49	**BASSIN : E** OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68
Référent de la fiche : Rémi BARLET rbarlet@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo" et du Parcours Cyclable du Littoral
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Cette action porte sur les deux itinéraires cyclables et leurs extensions : • poursuivre l'aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo", • finaliser l'aménagement du parcours cyclable du littoral, • définir des itinéraires préférentiels de jonction entre les deux itinéraires, avec les autres départements, avec les autres itinéraires locaux. Les aménagements peuvent être réalisés par les communes ou les EPCI, avec un soutien financier du Département. Dans cette action figure une douzaine d'opérations (part exclusivement cycles à déterminer supérieure à 20 M€) Études déjà réalisées pour les tronçons dont les travaux viennent de démarrer. Études en cours (au stade faisabilité ou AVP ou PRO) pour les tronçons dont la réalisation se fera à court terme Études à venir pour certaines dernières sections
Besoins de pilotage / coordination	

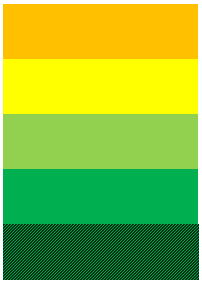
CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
- Longueur d'aménagements cyclables réalisés sur les 2 itinéraires - Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote Maître d'ouvrage	Équipe projet	Sur certaines sections urbaines des parcours, par convention
Communes ou ECPI ou Métropole	Partenaires		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°50	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V64**
Référent de la fiche : *Vigneau Nicolas, nicolas.vigneau@le04.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Aménagement vélo route La Durance à Vélo et de la V64 (itinéraire commun)**
Périmètre	DÉPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE PROVENCE (commun fiche bassin C & D)
Étapes / Public cible / Budget	1 – recherche d'un itinéraire et validation commune, 2 - Jalonnement Durance à Vélo et V64 avec recherche de sécurisation légère, 3 – Inauguration de la DAV & communication, 4 – Retours d'expériences usagers pour améliorations et sécurisation de l'itinéraire par des aménagements lourds (étude, financement, travaux), création d'itinéraire de rabattement vers site touristique connexe, 5 – Veille, entretien et animation (événements).
Besoins de pilotage / coordination	**2 diffusions par an des nouveautés, projets, etc** **Remontée d'info régulière des communes EPCI via adresse mail générique Département des Alpes-de-Haute-Provence**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Département des Alpes-de-Haute-Provence**

INDICATEURS
Comptage et hausse de fréquentation, Fréquentation des pages webs et réseaux sociaux, fréquentation de sites touristique à proximité et à vélo de l'itinéraire, nombre de création d'itinéraire de rabattement vers site touristiques. **Etat d'avancement de l'engagement.**

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Pilote et financeur	Mise en place, étude, travaux sur réseau départemental	Mise en place du jalonnement de l'itinéraire, organisation de l'inauguration de la DAV, traitement des doléances, étude de sécurisation et programmation travaux sur RD. Lien avec les communes et EPCI pour suivi et réparations. Accompagnement des communes ou EPCI pour créer itinéraire de rabattement (réalisation d'étude de jalonnement & utilisation marché à bon de commande signalétique CD).
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION et communes	Partenaires	Participation réunion, diffusion et suivi sur leur territoire de l'état de l'itinéraire. Recherche d'amélioration de l'itinéraire en lien avec le Département des Alpes-de-Haute-Provence. Recherche & demande	Actif dans le suivi sur site des dégradations et réparations possibles. Présence aux réunions organisées par le Département des Alpes-de-Haute-Provence et événements concernés.

		d'itinéraires de rabattement vers site touristique.	
Région provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire et financeur	Communication et relai. Financeur	Communication sur réseaux sociaux régionaux. Financement selon cadres d'intervention régionaux existants
Agence de développement	Communication et développement	Posts de communications et création de contenu, présence sur événements.	Communication sur réseaux sociaux et autres canaux de diffusion. Création d'itinéraires à thème (cf. Pépites territoriales), accompagnement pour le montage d'événements.
Associations : VLP, Mobil'idée, etc	Communication et appropriation de l'itinéraire	Référencement, communication, représentation lors d'événements, suivi et remontées techniques.	Diffusion de l'itinéraire dans leur réseau et canaux de communication, accompagnement lors d'événements, arpentage et suivi technique terrain en appui des EPCI, communes et Département des Alpes-de-Haute-Provence
Offices de tourisme et intercommunaux	Diffusion, relais d'informations	Diffusion d'informations sur l'itinéraire et indications physiques	Diffusion de l'itinéraire et activités locales à proximité, explication sur site des possibilité et lieux touristique à proximité à faire à vélo ou a pied.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°52	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68**
Référent de la fiche : *Marie RUIZ, mruiz@dlva.fr*	

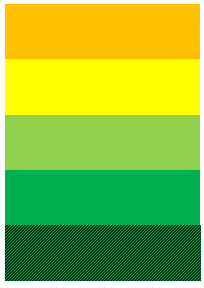
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Construire une politique vélo à l'échelle de l'Agglomération**
Périmètre	CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	Elaboration du schéma cyclable Mise en oeuvre du plan d'actions Accompagnement et animations
Besoins de pilotage / coordination	**Lien avec Fiches vélo du bassin**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
DLVA	PILOTE		Dépôt dossier de subvention pour accompagnement Cahier des charges
DLVA	PILOTE		Recrutement Chargé de missions
ETAT	PARTENAIRE	SUBVENTION	Etude demande de subvention
BUREAU ETUDES	PRESTATAIRE		Plan vélo +actions
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION - DEPARTEMENT des Alpes de Haute Provence et du Var **REGION Provence Alpes Côte d'Azur**	PARTENAIRES		Travail en partenariat
COMMUNES DLVA	PARTENAIRES		Promotion d'itinéraires Production supports

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°53	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68
Référent de la fiche : David HACHE dhache@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Créer de nouveaux circuits cyclables diversifiés
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Pour toucher d'autres publics, et en particulier un public familial, la diversification des circuits avec des itinéraires courts, à faible dénivelé et sécurisés (soit par les aménagements soit par la faiblesse du trafic routier) pourra être développée.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	**Département du Var**

INDICATEURS
Nombre de circuits créés
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Validation des circuits proposés	
Fédération du cyclotourisme	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°55	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68**
Référent(s) de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), schignard@maregionsud.fr; Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), mdolle@maregionsud.fr; Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), rdorne@maregionsud.fr; Isabelle DECORY (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), idecory@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Développer les pratiques de vélo pour la mobilité du quotidien par le maillage cyclable autour d'équipements sous gestion régionale (gares, lycées) mais également des équipements et pôles structurants (cf liste du bassin ci-dessous). **Description :** Financement des études, travaux et équipements de ces projets d'aménagements cyclables https://www.maregionsud.fr/vos-aides/detail/amenagements-cyclables-le-sud-a-velo **Public cible :** - Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude - Usagers pour les motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme…
Besoins de pilotage / coordination	**Réunion en bilatéral avec les porteurs de projet**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé

Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Financement Ou animateur itinéraire Vote SRV	
État	Partenaire	Financement	Via AAP Continuités cyclables si critères identiques
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo Et/ou propriétaire foncier	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/Ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou propriétaire foncier	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage / Financement Et/ou propriétaire foncier	

Tableau 7 : Liste d'équipements structurants du bassin de mobilité E

Périmètre d'implantation	Equipements/ Pôles structurants à desservir	Secteur d'activité principal desservi
Bassin E	Centres Médicaux et Sociaux	Santé
Bassin J	ITER-CEA	Pôle économique
COTELUB	Complexe sprotif de Cadenet	Loisir
COTELUB	Plan d'eau La Bonde	Loisir
COTELUB	College de la Tour d'Aigues	Education
COTELUB	Lycée de le Tour d'Aigues	Education
COTELUB	ZA de la Tour d'Aigues	Pôle économique
COTELUB	PEM de Mirabeau	Pôle d'échange
DLVA	College de Sainte Tulle	Education
DLVA	College de Riez	Education
DLVA	College de Vinon	Education
DLVA	Ecocampus / ENEAIS	Education
DLVA	Zone commerciale et industrielle	Pôle économique
DLVA	St Maurice	Loisir
DLVA	Colleges et lycées de Manosque	Education
DLVA	Gréoux les bains Ville thermale	Tourisme
DLVA	Musée de Quison	Tourisme
DLVA	Hopital de Manosque	Santé
DLVA	PEM La Brillanne	Pôle d'échange
DLVA	College Oraison	Education
CCHPPB	Salagon - Mane	Tourisme
CCPFML	Complexe sportif multiactivité	Loisir
CCPFML	Gare routière de Forcalquier	Pôle d'échange
CCPFML	Maison de soin de Forcalquier	Santé
CCPFML	Collège de Forcalquier	Education
CCPFML	St Michel l'Observatoire	Tourisme
CCPFML	St Etienne les Orgues	Tourisme
CCHPPB	College de Banon	Education
CD84	Liaison Pertuis-Mirabeau	Tourisme essentiellement

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°56	**BASSIN : E** OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68
Référent(s) de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), schignard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, **E,** F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional grâce aux : - Financement des itinéraires inscrits au Schéma régional des véloroutes + des rabattements (rayon 5 km entre Itinéraire et PEM) la Région participe aux comités des partenaires et peut être amené à financer les projets **Description :** - Financement études, acquisitions foncières, travaux et équipements des sections d'itinéraires du SRV - *https://www.maregionsud.fr/vos-aides/detail/cadre-dintervention-pour-la-realisation-du-schema-regional-des-veloroutes-de-provence-alpes-cote-dazur*
Besoins de pilotage / coordination	Temps d'échanges avec les collectivités porteuses de projet 2 à 3 réunions par an pour l'animation des itinéraires

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé

Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Financement Ou animateur itinéraire Vote SRV	
État	Partenaire	Financement	Valide SRV
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°57	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68**
Référent de la fiche : *Chomel, Pascal-Eric ; Directeur adjoint des déplacements, Département de la Drôme, pechomel@ladrome.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Mise en œuvre du Schéma Vélo du Département de la Drôme**
Périmètre	Département de la Drôme
Étapes / Public cible / Budget	Objectifs principaux du schéma : - sécuriser et développer la pratique du vélo pour tous, en particulier le vélo du quotidien ; - accompagner les EPCI dans leurs SDC et inscrire les aménagements départementaux dans ce cadre ; - promouvoir les itinéraires de tourisme à vélo 1- Accompagner les EPCI et communes dans la réalisation de réseaux cyclables d'intérêt départemental pour les déplacements du quotidien essentiellement 2- Accompagner la réalisation de VVV d'intérêt infra-départemental, sous MO des EPCI
Besoins de pilotage / coordination	Travail en articulation avec les EPCI à l'occasion de la réalisation de leurs schémas cyclables et de leurs mises en œuvre

CALENDRIER PRESSENTI

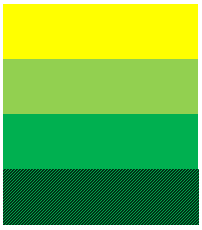
Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Département de la Drôme**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département de la Drôme	Pilote du Schéma Vélo Départemental / Maître d'ouvrage	Création d'une Mission Vélo	2 ETP en pilotage + services d'ingénierie et d'entretien/exploitation
		Définition de tracés, développement d'itinéraires, réalisation d'aménagements	Réalisation d'aménagements pour les déplacements quotidiens, avec portage de la MO sur RD, pour un programme de 34 M€, et accompagnement financier des EPCI/communes (4 M€ sur vélo du quotidien, et 4 M€ sur cyclotourisme)
		Possibilités de financement des EPCI et communes	Contrats de partenariat passés avec chaque EPCI pour coordonner et programmer la réalisation des itinéraires vélo du quotidien

		Comités d'itinéraires des VVV infra-départementales avec les EPCI concernés	Structure de coordination pour un développement homogène et cohérent
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION ou communes	Pilotes de schémas cyclables (EPCI) / Maîtres d'ouvrage	Contribution au développement d'itinéraires cyclables d'intérêt départemental au travers de la mise en œuvre des schémas vélo ou de projets ciblés	Travail en partenariat avec le Département pour les itinéraires prioritaires (plusieurs études opérationnelles engagées)

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°58	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68**
Référent de la fiche : Jérôme GONDRAN, jerome.gondran@vaucluse.fr, 04 90 16 16 69	

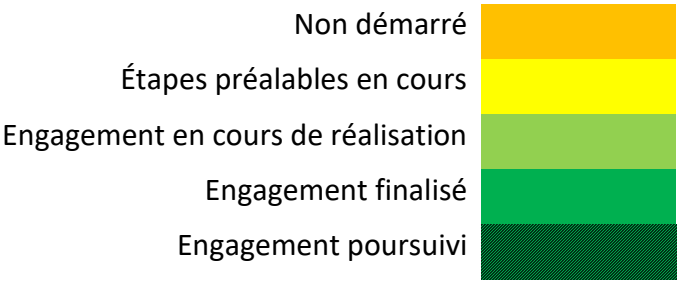
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du Schéma Vélo du Département de Vaucluse
Périmètre	Bassins F, E et J
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux du schéma :** - Sécuriser et développer la pratique du vélo pour tous (déplacements quotidiens essentiellement mais également tourisme et loisir) ; - Structurer les itinéraires d'intérêt départemental ; - Promouvoir le vélo comme un élément clé de la stratégie touristique de Vaucluse. **Étapes :** 1. Finalisation des 3 véloroutes principales du département (axes touristiques structurants) 2. Réalisation des projets prioritaires, et structurants au sens du Schéma Départemental, en articulation avec les EPCI/communes (environ 10 opérations concernant essentiellement les déplacements du quotidien) 3. Autres projets d'itinéraires cyclables recensés
Besoins de pilotage / coordination	**Coordination :** travail en articulation avec les EPCI à l'occasion de la réalisation de leurs schémas cyclables et de leurs mises en œuvre **Frein :** Manque d'ingénierie au sein des collectivités partenaires dans la plupart des cas

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	**Département de Vaucluse**

INDICATEURS
- Nombre de kilomètres réalisés - Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département de Vaucluse	Pilote	Pilote de l'action Schéma Vélo Départemental / Maître d'ouvrage Création d'une Mission Développement du Vélo Définition de tracés, développement d'itinéraires, réalisation d'aménagements Possibilités de financement des EPCI et communes	3 ETP en pilotage + 3 en MOA + 6 en exploitation Finalisation des 3 véloroutes structurantes (ViaRhôna, Via Venaissia, Véloroute du Calavon) Réalisation d'aménagements pour les déplacements quotidiens Dispositif départemental en faveur du vélo (AAP permanent)
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION ou communes	Partenaire	Pilotes de schémas cyclables (EPCI) / Maîtres d'ouvrage Contribution au développement d'itinéraires cyclables d'intérêt départemental au travers de la mise en œuvre des schémas vélo ou de projets ciblés	Travail en partenariat avec le Département pour les itinéraires prioritaires (plusieurs études opérationnelles engagées)

Vaucluse Provence Attractivité (VPA)	Partenaire	Acteur principal en termes de tourisme à vélo Développement Animation Communication	Promotion d'itinéraires et boucles cyclables touristiques Production de supports divers
Parc naturel régional du Luberon	Partenaire	Développement Animation Communication	Promotion d'itinéraires et boucles cyclables touristiques Production de supports divers
Parc naturel régional du Ventoux	Partenaire	Développement Animation Communication	Promotion d'itinéraires et boucles cyclables touristiques Production de supports divers
Vélo loisirs Provence	Partenaire	Développement Animation Communication	Porteur d'actions visant à faciliter l'usage du vélo remise en selle, atelier d'auto réparation.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°59	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V64**
Référent de la fiche : *Vigneau Nicolas, nicolas.vigneau@le04.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Passerelle voie verte Oraison-La Brillanne**
Périmètre	Communal entre Oraison et La Brillane
Étapes / Public cible / Budget	1 - Réalisation des études 2 - Réalisation des travaux 3 - mise en service et observation
Besoins de pilotage / coordination	**2 réunions d'étapes minimums par an avec les acteurs concernés**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé

Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Département des Alpes-de-Haute-Provence**

INDICATEURS
Mise en service finale
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département des Alpes-de-Haute-Provence	**Pilote**	Maitre d'œuvre durant la période du projet. Financement fond propre et recherche de financement. Communication départementale et promotion.	Un chargé d'opération est dédié à l'opération et a son suivi. Suivi des demandes de subventions auprès de la région et de l'Etat. L'opération et ses mises à jour d'avancement font l'objet de réunions. la communication sur l'ouvrage sera effective une fois terminée.
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Partenaire	Financeur & Communication Via le CPER. Relai d'information régional.	La Région finance via le CPER un pourcentage de l'opération dans le cadre du SRV. Le relai de communication sera essentiel dans la diffusion régionale et des itinéraires cyclable (SRV)
Etat	Partenaire	Financeur Via appel à projet mobilité.	L'Etat finance via son appel à projet mobilité des opérations visant à améliorer le déplacement du quotidien modes actifs.
CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	Partenaire	Mise en commun d'informations, présent COPIL/COTECH	Complétude par les itinéraires communaux et intercommunaux. Diffusion de l'information aux populations locales.

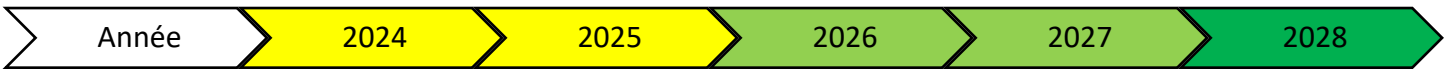
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°60	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V64**
Référent de la fiche : *Vigneau Nicolas, nicolas.vigneau@le04.fr*	

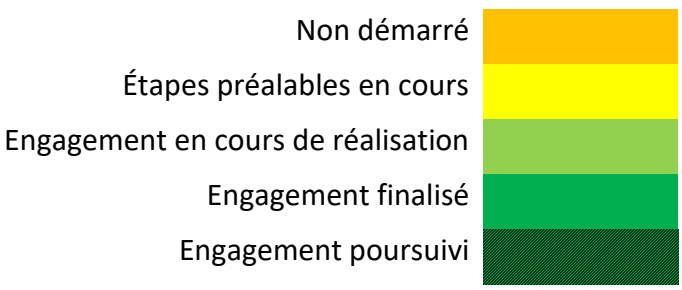
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	**Résoudre les verrous territoriaux pour les mobilités douces**
Périmètre	Département des Alpes-de-Haute-Provence (commun aux bassin B, C, D et E)
Étapes / Public cible / Budget	1- Identifier les verrous et points durs (traversées de RD, continuité cyclable en site propre (vinon les 4 chemins), etc), 2- Réalisation d'une étude en lien avec les acteurs et le site concerné, 3- Lancement des procédures de réalisations : Financements, acquisition foncière, DUP, travaux, etc 4- Réception et conventionnement de gestion en fonction des sites concernés
Besoins de pilotage / coordination	**Concertation de projet avec les acteurs concernés : à minima 3 réunions par projet ou discontinuités ciblées**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Département des Alpes-de-Haute-Provence**

INDICATEURS
- **Kilomètres d'aménagements réalisés et entretenus, Budget annuel consacré par le Département et des autres maitres d'ouvrages, retours des usagers, continuité des itinéraires.** - **Etat d'avancement de l'engagement.**

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Pilote Financeur	Améliorer les sections des routes ou de leurs abords en fonction du besoin. Etude et réalisation des aménagements prioritaires sur routes d'emprises départementales et bâtiments.	Le Département interviendra sous sa maîtrise d'ouvrage pour améliorer les sections de ses routes ou leurs abords. Cofinancement départemental dans le cadre de la contractualisation avec les territoires.
Communautés De Communes Et Communautés D'agglomération & communes	Partenaire Financeur	Etude et réalisation des sections en agglomération ou hors routes départementales sur voies communales.	Participation réunion
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Financement	Dans le cadre d'appel à projet, vélo du quotidien, SRV, etc. Plusieurs possibilités existent afin de financer étude et travaux.	Accompagnement par les services de la région sur les possibilités de financement et d'itinéraires à prioriser (cadre SRV).
Cerema	Accompagnement technique	Via référents locaux et recommandations « guide Cerema »	Accompagnement des porteurs de projets via sollicitations ponctuelles.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°61	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Structurer un maillage et une continuité des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8, La Durance à vélo et la V68
Référent de la fiche : Jérôme GONDRAN (Département de Vaucluse), jerome.gondran@vaucluse.fr ; Aude ARZAILLER (Département du Gard), aude.arzailler@gard.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Veiller au liaisonnement cyclable entre les EPCI et pôles générateurs d'activités à l'intérieur et à l'extérieur du bassin de mobilité
Périmètre	Bassin F dans sa globalité + départements 13/30/26/04 + Régions Sud, AURA et Occitanie
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Travail réalisé en bilatéral entre le Département de Vaucluse et les EPCI vauclusiens du bassin F d'une part, - et entre le Département du Gard et les EPCI gardois du bassin F d'autre part. **Étapes de mise en œuvre :** 1. Accompagnement des EPCI lors des études relatives aux schémas cyclables 2. Participation aux ateliers, COTECH et COPIL organisés par les EPCI 3. Organisation de la phase opérationnelle (répartition DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE ou CD30/EPCI/communes) pour la mise en œuvre des itinéraires structurants au sens du Schéma Départemental
Besoins de pilotage / coordination	**Concertation / travail en articulation :** - Entre les EPCI (EPCI du Vaucluse et des départements limitrophes) notamment lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des schémas cyclables, - Entre EPCI, communes et DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE ou CD30 pour la phase opérationnelle (plusieurs opérations déjà en cours), - Entre Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur / Région Occitanie / Région AURA pour la réflexion autour de potentiels financements.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Département de Vaucluse et Département du Gard**

INDICATEURS
- Nombre d'itinéraires identifiés - Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département de Vaucluse	Pilote	Pilote de l'engagement collectif	
		Pilote du Schéma Départemental Vélo	Finalisation des 3 véloroutes principales (axes structurants)
		Maître d'ouvrage pour des itinéraires d'intérêt départemental	Contribution à la réalisation d'aménagements pour les déplacements quotidiens
		Pilote d'une étude sur la sécurisation de l'accès aux collèges dont les conclusions pourraient alimenter les réflexions (à confirmer)	Définition des grands principes d'aménagements aux abords des collèges publics (pôles générateurs)
		Financement éventuel d'itinéraires permettant d'assurer des liaisons entre	

		pôles dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Départemental	
Département du Gard	Co-pilote	Pilote de l'engagement collectif sur le territoire du département du Gard Pilote du volet vélo du schéma départemental des mobilités Maître d'ouvrage d'opérations d'aménagements cyclables d'intérêt départemental Partenaire technique et financier de collectivités maîtres d'ouvrage Sensibilisation du public gardois à l'usage du vélo notamment au sein des collèges	Réalisation d'études préalables concernant les liaisons cyclables d'intérêt départemental du territoire gardois du bassin F Contribution à la réalisation d'aménagements pour les déplacements du quotidien Réalisation d'études sur l'amélioration de l'accessibilité en vélo des collèges gardois publics
CA du Gard rhodanien	Partenaire	Participation au groupe de travail et aux réunions Entrer et participer à la démarche	Schéma directeur vélo encore non validé
CA des Sorgues du Comtat	Partenaire	Participer à la démarche Participation au groupe de travail et aux réunions Financement de la mise en œuvre du schéma directeur vélo	Mise en œuvre du schéma directeur vélo en coordination avec le CD 84 et les autres EPCI
CA Luberon Monts de Vaucluse	Partenaire	Participer à la démarche Participation au groupe de travail et aux réunions	Le CD 84 est partenaire du schéma directeur vélo
CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Partenaire	Participer à la démarche Participation au groupe de travail et aux réunions Partage de document/information Mise à disposition d'études	Mise en œuvre du schéma directeur vélo impliquant des partenariats avec DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE et CASC.

CC Pays d'Orange en Provence	Partenaire	Entrer et participer à la démarche Financement d'études Partage de document/information	Par exemple l'étude de la via Venaissia d'Orange à Jonquières
CC Pays d'Apt-Luberon	Partenaire	Participer à la démarche Participation au groupe de travail et aux réunions Partage de document/information	La CCPAL définit la stratégie mais c'est les communes qui conservent la compétence pour créer les liaisons Mise à disposition du schéma directeur cyclable
CC Pays des Sorgues Monts de Vaucluse	Partenaire	Participer à la démarche Participation au groupe de travail et aux réunions Partage de document/information	Échanges entre les EPCI / AMO sur leurs chartes "jalonnement et signalétique vélo" pour cohérence entre elles. Mise à disposition du schéma d'aménagement des modes actifs (approuvé en février 2023)
CC Rhône Lez Provence	Partenaire	Participer à la démarche Participation au groupe de travail et aux réunions Partage de document/information	Le pôle attractivité territoriale de la CCRLP gère les mobilités actives
CA du Grand Avignon	Partenaire	Participer à la démarche Participation au groupe de travail et aux réunions Partage de document/information	Mise en œuvre du REV Partage du référentiel technique d'aménagement Mise à jour régulière du schéma cyclable du Grand Avignon
CC Enclave des Papes Pays de Grignan	Partenaire	Territoire associé : partage de documentation/information	Les communes restent compétentes sur le développement des liaisons cyclables mais la CCEPPG est l'interlocuteur pour la réflexion globale.
CC Territoriale Sud Luberon (CC Territoriale-Sud-Luberon)	Partenaire	Territoire associé : partage de documentation/information	Aménagement d'un itinéraire cyclable sécurisé en 2024

AURAV	Partenaire	Partage de documentation/information	Réflexion en amont pour le développement d'itinéraires sur des périmètres étendus (ex : grand bassin de vie d'Avignon)
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Financeur	Cadre d'intervention vélo du quotidien	Financement d'aménagements permettant de relier des équipements ou secteurs identifiés depuis des itinéraires cyclables

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°62	**BASSIN : E** OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Faciliter la coordination de l'information voyageurs et l'accès à l'information pour les usagers
Référent(s) de la fiche : Fabien LOZACH (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), flozach@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, **E**, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** En cas d'épisode de pollution les préfectures appliquent des mesures d'urgence limitant les émissions de polluants et des circulation différenciées en ZFE. - Dans ce cadre, les AOM mettent en œuvre des dispositions facilitant le report modal en appliquant notamment des politiques tarifaires attractives. - Dans la cadre de sa compétence interurbaine, la Région exploite des lignes entrantes, sortantes et traversantes des AOM. A cet égard, une information réciproque de déclenchement s'avère nécessaire pour une cohérence d'ensemble vis-à-vis des usagers. **Activités à mener :** - Identification de référents techniques des AOM - Identification des référents préfectoraux - Identification de circuits de communication - Partage des dispositifs mis en œuvre par les AOM - Procédure d'information et de communication entre AOM lors de mise en œuvre des dispositions tarifaires - Procédure de transmission fiable des informations de déclenchements préfectoraux pour dépassement de seuil - Revue et mise à jour régulière des listes de référents **Étape 1 : 2025** - Réunion d'un groupe de travail par bassin à l'initiative de chaque service réseau de la Région ou d'une AOM du bassin - Recensement des dispositifs par AOM du bassin

	Étape 2 : 2026 - Élaboration d'une fiche procédure d'information-coordination **Étape 3 : 2026 et suivantes** - REX au plus tard 15 jours après chaque épisode
Besoins de pilotage / coordination	Les circuits de communication ne sont efficaces que si les "contacts" sont régulièrement mis à jour (à minima 1 fois par an avant les épisodes de chaleurs).

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
- **Etat d'avancement de l'engagement**

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Centralisation / redistribution de l'information préfectorale	
Communautés De Communes Et Communautés D'agglomération	Partenaire	Mobilisation de moyens RH et information	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°63	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Faciliter la coordination de l'information voyageurs et l'accès à l'information pour les usagers**
Référent(s) de la fiche : Corinne MERAND LEPRETRE, cmerand_lepretre@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Gestion d'un centre de relation clients (CRC)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Amélioration de la diffusion et de la lisibilité de l'information du réseau ZOU! **Description :** Mise en œuvre d'un centre d'appels du réseau ZOU chargé : - D'informer sur les horaires et les tarifs - D'informer sur les conditions de circulation - De gérer les réclamations - De gérer le back-office du portail ZOU ! - Calculateur d'itinéraire comprenant les AOM de la région : un renvoi sur les sites des AOM du calculateur pourrait être envisagé sous forme de lien **Public cible :** Tous les usagers du réseau ZOU ! Express et de proximité
Besoins de pilotage / coordination	Passation d'un marché public auprès d'un prestataire spécialisé.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
- Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	Un marché public et un chargé de suivi du marché
Communautés De Communes Et Communautés D'agglomération volontaire	Partenaire	Partage d'information et de données	Fourniture des données de leur réseau afin qu'il soit mis en ligne sur la plateforme ZOU !

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°64	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faciliter la coordination de l'information voyageurs et l'accès à l'information pour les usagers
Référent(s) de la fiche : Miren AGUER (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), maguer@maregionsud.fr ; Karen POGGI, kpoggi@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional (SIBR)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
tapes / Public cible / Budget	**Description :** - Mettre en place un système d'information et de billettique Régional unique contribuant à un parcours usagers fluide de la recherche d'itinéraire à la réclamation via l'acte d'achat et de validation. - Système évolutif et moderne, adapté à tous. - Système permettant à la Région de maitriser ses dépenses, mettre en œuvre sa stratégie de distribution, disposer de la donnée, s'interfacer avec les systèmes partenaires. Il comprendra : - Fourniture des équipements de distribution, validation et de contrôle pour tous les opérateurs de transport régionaux - Calculateurs d'itinéraires multimodaux - Information théorique et temps réel - Système de réservation, vente, validation, contrôle - Référentiels tarifaires, topologie, usagers - Système gestion de recettes - Système de vente par/pour des tiers - Relation usagers : instruction, délivrance, incidents, etc **Étapes :** - **Jalon 0 :** Construction du système en évolution - **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU! pour la distribution et ventes des titres régionaux) - **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU!) - **Jalon 3** : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)

Besoins de pilotage / coordination	Continuité de service à assurer. **Obligations premières :** assurer la bascule pour les transports régionaux pour garantir la distribution (information, vente, validation, contrôle, gestion des recettes), réunions à prévoir avec les AOM pour transmission de la DATA

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Entreprise SMT (Sud Mobilités Technologies)	Partenaire	Délégataire - Exploitant	
Tiers vendeurs	Partenaire	Agence de voyage - Utilisateur	
AOM	Partenaire	Interfaçage	La mise en œuvre d'interfaces compatibles par les AOM sera nécessaire pour que le SIBR puisse réaliser l'information voyageur et

			distribuer les titres réseaux de transport des AOM locales
Exploitants transports régionaux	Partenaire	Utilisateurs	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°65	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faciliter la coordination de l'information voyageurs et l'accès à l'information pour les usagers
Référent(s) de la fiche : Éric AUGIER (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), eaugier@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mutualisation de la donnée mobilité région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, **E**, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1. Désignation d'un référent par EPCI (AOM et non AOM) 2. Mise en place de rencontres à minima semestrielles 3. Recenser les besoins (noms d'arrêts communs, accords de diffusion données réciproques, format données, etc.) et moyens (outils et RH) par EPCI 4. Identifier les solidarités territoriales et les contributions de mutualisation (bassin ou interbassin) 5. Conventionnement (rédaction, délibération) entre territoires 6. Conventionnement région / territoires données
Besoins de pilotage / coordination	2 réunions en format plénière

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé

Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Département du Vaucluse et des Alpes-de-Haute-Provence	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Communauté de communes	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°66	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faciliter la coordination de l'information voyageurs et l'accès à l'information pour les usagers
Référent(s) de la fiche : Emmanuelle JOSNIN (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), ejosnin@maregionsud.fr ; Lise CAUSSE, lcausse@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Planification stratégique d'actions de communication
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - sensibiliser et promouvoir une mobilité décarbonée ; - accompagner au changement d'usage habitants, visiteurs et décideurs - susciter du report modal **Description :** 1 - Définition d'une stratégie nourrie par les productions des instituts de recherche et validée par l'exécutif visant à : - éveiller à un nouvel imaginaire pour une mobilité plus sobre et moins carbonée, - favoriser une mobilité désirable (préférer la marche, le vélo, le covoiturage et les transports en commun) - accompagner les citoyens et les acteurs du territoire, - valoriser de nouveaux modes et usages, - accompagner pour passer à l'action - pérenniser les nouvelles pratiques de mobilité plus vertueuses dans la durée - faciliter l'accès à l'offre existante. 2 - Choix des médias et supports les plus adaptés 3 - Lancement de campagnes **Public cible :** - grand public, résidents, visiteurs, salariés, jeunes…avec priorité sur auto-solistes, hyper-mobiles - décideurs : élus locaux et entreprises notamment DRH, responsables RSE
Besoins de pilotage / coordination	Travail en articulation avec les autres AOM

	Partage des thèmes et campagnes programmés

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Équipe projet pluridisciplinaire	Définition d'une stratégie cohérente avec les enjeux de la planification écologique et l'offre régionale
	Partenaire	Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	
AOM ou communes assurant la gestion d'une offre de mobilité	Pilote	Mise en œuvre d'actions pour inciter à la mobilité décarbonée et au changement d'usage	Pédibus, apprentissage du vélo à l'école, fête du vélo, prime à l'achat d'un VAE, aire de co-voiturage, etc… Travail en partenariat avec la Région et les autres AOM pour

	Partenaire	Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	proposer un agenda et une cohérence des messages
Exploitants de services de transport routiers et ferroviaires	Partenaire	Financement	Dans cadre des budgets promotion/marketing dédiés dans les contrats
Représentants des employeurs et employeurs	Partenaire	Partage d'information sur les attentes et besoins des entreprises Participation aux actions dédiées proposées	
Instituts de recherche	Partenaire	Partage d'information notamment sur la dimension changement d'usage	Conduite d'actions de sensibilisation, de programmes d'action-recherche, de productions audio-visuelles, mise en place d'incitatifs… pour mettre en place les conditions d'un passage à l'acte pour l'usage des transports collectifs, des modes actifs et doux, de la mobilité partagée ou collaborative, de la démobilité
Agences d'urbanisme	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	
ORT	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°67	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Réfléchir à la répartition des points de vente billettique dans le territoire
Référent(s) de la fiche : Miren AGUER – Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur - DTRI/SMI, maguer@maregionsud.fr	
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Tarification régionale des transports, mise en œuvre et communication partenariale
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N

Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Mise en œuvre de la stratégie régionale, actions complémentaires à des évolutions d'offre, expérimentations ou partenariats avec pour objectifs : - Mise en œuvre d'une gamme tarifaire régionale simplifiée et unique - Développement de la tarification multimodale intégrée interAOM pour faciliter l'intermodalité et la mobilité par les transports publics sur un bassin de déplacements - Incitation au report modal vers les transports publics, en accompagnement d'une offre de transport attractive pour les trajets du quotidien comme pour les trajets occasionnels - Accompagnement à la mobilité des foyers à revenu modeste, développement d'une mobilité solidaire - Préservation des recettes régionales - Coordination avec les autres acteurs de la mobilité, y compris en termes d'information des évolutions tarifaires **Étapes :** • Réalisé : - Nouvelle gamme tarifaire régionale : 2023 (PZE en 2019) avec tarifs solidaires et minigroupes - Pass Intégral :2018 - Pass Sud Azur : 2020 - TER + urbain • Expérimentations : - Tarif Pic de pollution - Pass Journée TER - Tarifs zone peu dense • Projets : - Pass Var et Vaucluse - Déclinaisons des pass multimodaux existants Composante communication partenariale : envois systématiques de présentations informatives sur les modifications/adaptations tarifaires aux AOM du bassin sur chacun des bassins de mobilité

Besoins de pilotage / coordination	5 à 6 réunions par projet avec les parties prenantes

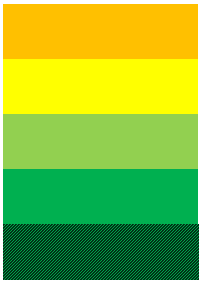
CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Équipe projet	Chargé de mission tarifaire, chargé de mission billettique, AMO, équipe AMT
AOMD	Partenaire	Cofinancement ; Partage d'information et de données ; Co-analyse et proposition	Participation réunion, Mise à disposition de données, avis, mise à niveau des systèmes de distribution, financement, délibération
Région de France	Partenaire	Partage d'information et d'analyse	
Exploitants, billeticiens (SIBR et autres)	Prestataire	Mise à disposition données ; Réalisation des développements et des recettes	Transmission bases de données vente/validation ; Réalisation des développements techniques sur les systèmes ; Recettes interopérables
Entreprises	Prestataire	Réalisation des études d'impacts ; Répartition des recettes entre bénéficiaires	Rapports d'études ; Mise à disposition de modèles ; États des reversements de recettes
Associations, organismes publics	Partenaire	Information	Consultation COPART avant mise en œuvre ; Promotion tarification régionale auprès de leur public.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°68	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Réfléchir à la répartition des points de vente billettique dans le territoire
Référent(s) de la fiche : Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), npeinado@maregionsud.fr ; Fabrice BARRELLI, fbarrelli@maregionsud.fr	
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	*Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AO pour mutualiser les points de distribution/en faire des points multi-opérateur.* *Favoriser l'accès à l'information et aux services de mobilité par un accompagnement via les Maisons France Services ou autres structures*
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** La Région et la plupart des autorités organisatrices ont mis en place des ventes dématérialisées des titres de transport. Le nombre des points de vente/information physique a décru. Outre le sentiment croissant d'éloignement/disparition des services publics, ce manque de contact direct avec les usagers fait disparaître l'accompagnement à l'achat (distinct du conseil en mobilité). L'accès à l'information ou l'achat dématérialisé peut paraître compliqué pour certains publics et rend parfois les tarifs adaptés inaccessibles (pas de vente à bord des abonnements ZOU par ex). Le but d'un éventuel partenariat entre AO/ et/ou avec les maisons France Services est de favoriser l'interaction humaine dans l'information ou la distribution des titres et de mutualiser les efforts à y consentir (en utilisant les interfaces billettiques distinctes des AO existant à date, avec la également la perspective du SIBR qui pourrait permettre la vente multiopérateur). Partenariats à monter avec les AO/les EPCI-Communes en liens avec les Maisons France Services Positionner des référents SRT en formateurs/conseils Formations croisées pour la vente multi opérateurs **Étapes :** - **Jalon 0 :** Construction du système en évolution - **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU! pour la distribution et ventes des titres régionaux) - **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU!)

	- **Jalon 3** : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)

Besoins de pilotage / coordination	Validations régionales Accords réciproques

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Maisons France Services	Partenaire	Accompagnement des usagers	
EPCI/communes coordonnateurs	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

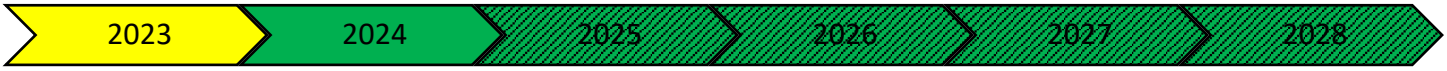
N°69	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs et autres objectifs** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Multiples**
Référent de la fiche : *Marion FERRERO, marion.ferrero@forcalquier-lure.com, 04 9275 57 67*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	***Élaboration d'un Schéma Local d'Orientation des Mobilités***
Périmètre	CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure
Étapes / Public cible / Budget	***Élaboration d'un SLOM à l'échelle communautaire.*** ***1.Recenser les besoins, hiérarchiser et planifier les actions à mettre en place, arbitrer sur la feuille de route (priorisation des actions et calendrier)*** ***2. Validation des mesures et arbitrages des actions à mettre en œuvre en réunion d'élus*** ***3. Rédaction du SLOM*** ***4. Adoption du SLOM en conseil communautaire (septembre 2024)*** ***Détail des mesures et actions :*** ***Mesure 1 : Renforcer les transports collectifs*** – *Travailler ensemble à l'amélioration des points d'arrêts des transports collectifs* – *Identifier les besoins d'amélioration de l'offre régionale de transports publics sur la CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure* – *Mise en place d'un service de transport à la demande (TAD)* ***Mesure 2 : Etablir un cadre favorable à la pratique du vélo*** – *Créer du stationnement vélo sécurisé au niveau des pôles générateurs de déplacements et aux cœurs de bourgs* – *Valoriser et renforcer les itinéraires vélo en mettant en place une stratégie touristique vélo à l'échelle de la CC* – *Proposer une aide à l'achat de vélos* – *Développer une offre de location de vélos à assistance* ***électrique*** ***Mesure 3 : Atténuer la place de la voiture dans les centres-bourgs*** – *Renforcer la stratégie de limitation de la vitesse*

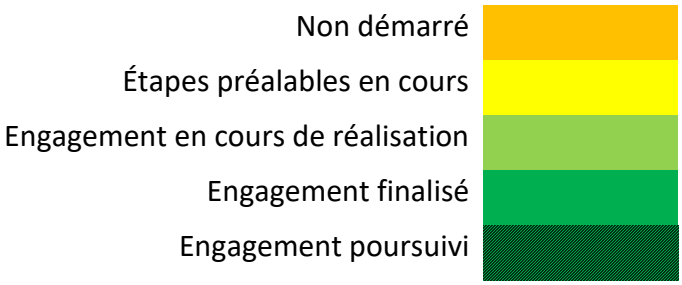
	– *Améliorer la signalétique piétonne, notamment en centre-bourg* – *A Forcalquier, renforcer le stationnement périphérique* ***Mesure 4 : Mieux travailler avec les employeurs*** – *Encourager les employeurs à mettre en place un plan de mobilité des employeurs* – *Inciter les employeurs à mettre en place du covoiturage* ***Mesure 5 : Favoriser les services itinérants*** – *Encourager la mutualisation de services itinérants en partenariat avec les structures d'aide à domicile* ***Mesure 6 : Diffuser l'information sur les services de mobilité*** – *Développer des actions de communication*
Besoins de pilotage / coordination	**Mise en place gouvernance de suivi des actions**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure / Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Pays de Forcalquier-Montagne de Lure	Co-pilote	Animation/ Mise en oeuvre et financement des actions du SLOM	
BE Auxilia	Accompagnement	Aide à l'élaboration du SLOM	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Coordination et financement de l'élaboration du SLOM	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°70	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre la décarbonation **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Explorer les possibilités de décarbonation des flottes de transports en commun
Référent(s) de la fiche : Jean Baptiste DAVID (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), jbdavid@maregionsud.fr , *mobi-lab-regionsud@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Appel à projets Mobi'Lab - Région SUD
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, **E**, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Soutien à des projets expérimentaux ou des innovations, y compris celles qualifiées de "low tech", d'ordre technologique, serviciel, organisationnel ou social, appliqués à tout type de transport et répondant aux orientations stratégiques (ACoRS) de la politique régionale en matière de transition écologique et énergétique des transports - Appel à projets (AAP) pour subvention régionale pour un montant jusqu'à 130 000 € par projet **Public cible :** Entreprises (fournisseurs de matériels ou de solutions), opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, collectivités territoriales (non prise en charge des salaires des agents de la fonction publique) **Étapes :** - AAP ouverte sur 2024 - 2025 le dispositif est en suspend pour l'instant, le temps de faire un retour d'expérience des premiers dossiers financés
Besoins de pilotage / coordination	Temps d'échanges avec les candidats

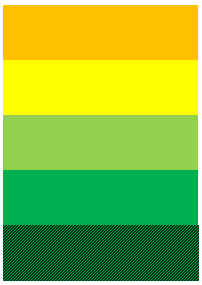
CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Financeur : Subvention d'investissement ou pour des actions spécifiques de fonctionnement	
Collectivités territoriales **ou** **Opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs** **ou** **Acteurs de l'économie sociale et solidaires (entreprises, coopératives, associations...)** **ou** **Entreprises (fournisseurs de matériel ou de solution)**	Partenaire	Expérimentation	Porteur d'un projet innovant (produits ou services) ou des innovations déployées en région Provence Alpes Côte d'Azur

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°71	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Poursuivre la décarbonation** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Explorer les possibilités de décarbonation des flottes de transports en commun**
Référent de la fiche : *Camilleri Mickael, DGA Pôle Attractivité, ccamilleri@dlva.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réflexions transport innovant et compact
Périmètre	CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	-Déterminer les enjeux de la mobilité sur le territoire, -Réflexions sur transport propre et très compact ne nécessitant pas de voies dédiées et ne concurrençant pas l'espace voiture ou vélo, -Etude technique et foncière -Etude financière -Construction -Mise en oeuvre et gestion
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération	PILOTE		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°72	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL : Poursuivre la décarbonation** **OBJECTIF TERRITORIALISÉ : Explorer les possibilités de décarbonation des flottes de transports en commun**
Référent de la fiche : *Camilleri Mickael, DGA Pôle Attractivité, ccamilleri@dlva.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	***Verdissement de la flotte des transports***
Périmètre	CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	-Explorer les possibilités de décarbonations de la flotte des transports en commun, -Elaboration du Cahier des charges futur contrat -Exploitation de l'hydrogène et biogaz -Déploiement des infrastructures de recharges IRVE, -Répondre à la commande du parlement européen sur les obligations du verdissement des flottes de transport en commun, - Mettre en œuvre au titre du contrat de transport l'exploitation des services avec des véhicules électriques et hydrogènes et biogaz
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé

Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Durance-Luberon-Verdon-Agglomération	Pilote		Mise en œuvre
Bureau d'études	Prestataire		Élaboration cahier des charges
SDE04	Partenaire		Installation de bornes IRVE
ENGIE HYGREEN	Partenaire		
Opérateur futur méthaniseur	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°74	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer la connaissance des besoins en termes de flux et de desserte
Référent de la fiche : Judith LE PICHON – Département de Vaucluse - Direction du Développement des Territoires et de l'Environnement, judith.le-pichon@vaucluse.fr ; Jean Baptiste DAVID - Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Mission Prospective Direction infrastructures et grands équipements, jbdavid@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'un observatoire des mobilités
Périmètre	Acteurs du Bassin F dans sa globalité + CC Territoriale-Sud-Luberon, Commune de Pertuis, CCEPPG
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Mesurer l'évolution des modes de déplacements et plus particulièrement le report modal vers les transports collectifs (TC), le covoiturage et le vélo : - Partager les données de mobilité disponibles - Mettre en lisibilité et compatibilité les données de fréquentation des différentes AOM : TC, covoiturage, vélo - Données essentielles à coconstruire et structurer entre les partenaires - Bilan annuel partagé dans le cadre des instances du Contrat opérationnel de bassin - Partage des données possible sur Data.gouv, DataSud, ORT, Observatoire territorial mutualisé Etat-DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE : ObserVaucluse
Besoins de pilotage / coordination	Implication et contribution des AOM en particulier la CA Grand Avignon et la CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE) Traitement des données par la Région SUD (DATASUD) Actualisation des données annuellement Partage des données dans le cadre des réunions du COM

CALENDRIER PRESSENTI

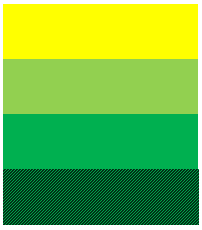
Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Département de Vaucluse, CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE) et CA du Grand Avignon**

INDICATEURS
- Nombre de thématique couverte par l'observatoire des mobilités - Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Animation des contributeurs Collecte et harmonisation des données AOM	Fournir les données mobilités : Données réseau régional ZOU ! Express, Proximité et Scolaire
Département de Vaucluse	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Animation des contributeurs Mise à disposition des donnée	Fournir les données mobilités DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE : - Véloroute DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE - Covoiturage (aires) - Trafic RD
CA du Grand Avignon	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Animation des contributeurs Mise à disposition des données	Fournir les données mobilités du territoire GA : - ORIZO - Données vélo (compteurs, abris vélo sécurisés, vélopop, etc.) - Covoiturage - Données PDU - Données de l'enquête ménage CEREMA (à venir) - Impact qualité de l'air ZFE

CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Animation des contributeurs Mise à disposition des données	Fournir les données mobilités du territoire COVE : - Trans'Cove - Covoiturage - Compteurs : trafic routier, vélo
Département du Gard	Partenaire	Entrer dans la démarche Participer aux réunions Mise à disposition des données	Participer à la remontées pour l'observatoire : trafic RD du bassin, éventuels comptages vélo et covoiturage
CA du Gard rhodanien	Partenaire	Entrer dans la démarche Participer aux réunions Mise à disposition des données	Réseau UGGO
CA des Sorgues du Comtat	Partenaire	Entrer dans la démarche Participer aux réunions Mise à disposition des données	Sorg'en Bus et Mont' en Bus
CA Luberon Monts de Vaucluse	Partenaire	Entrer dans la démarche Participer aux réunions Mise à disposition des données	Partage des données sur la fréquentation des TC C'monbus et sur le covoiturage
CC Pays d'Orange en Provence	Partenaire	Entrer dans la démarche Mise à disposition des données	Données réseau TCVO
CC Pays d'Apt-Luberon	Partenaire	Entrer dans la démarche Mise à disposition des données	Partage des données des modes de déplacement (PCAET)
CC Pays des Sorgues Monts de Vaucluse	Partenaire	Entrer dans la démarche Mise à disposition des données	Partage des données des modes de déplacement (PCAET)
CC Rhône Lez Provence	Partenaire	Entrer dans la démarche Mise à disposition des données	Données du réseau TUB
CC Territoriale Sud Luberon (CC Territoriale Sud-Luberon)	Partenaire / territoire associé	Mise à disposition des données	Partage des données covoiturage

CC Enclave des Papes Pays de Grignan	Partenaire / territoire associé	Mise à disposition des données	A définir

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°75	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faire converger les outils utilisés par les différents acteurs pour limiter les effets de frontières entre les territoires
Référent(s) de la fiche : Diego CLEMENTE - Direction des Infrastructures et des Grands Équipements - Mission Prospective , dclemente@maregionsud.fr ;	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement d'une solution de covoiturage régional de type zonal dans les secteurs ruraux et peu denses
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N – prioritairement sur les secteurs ruraux/peu denses
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Mise en place par la Région d'un service régional de covoiturage de type zonal prioritairement dans les secteurs ruraux et peu denses = outil de mise en relation des covoitureurs via un opérateur privé et/ou par une brique de service intégrée au futur Système d'Information et de Billetterie Régional (SIBR). Ce projet doit s'inscrire dans une cohérence d'ensemble avec les dispositifs de covoiturage existants ou en cours de déploiement par d'autres collectivités locales (EPCI, AOMD et Départements). **Public cible :** Salariés, étudiants, population locale **Étapes :** 1. Définition du service, préparation marché public + dépôt de demande d'aide "Fonds vert" 2. Procédure de marché public 3. Phase de déploiement du service avec opérateur 4. Exploitation du service sur 2 ans
Besoins de pilotage / coordination	**Selon le scénario choisi 1à 2 réunions d'information du dispositif en plénière**

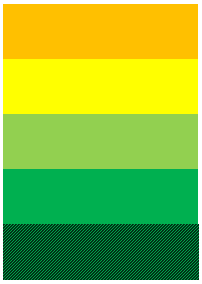
CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Maitrise d'ouvrage Coordination de projet Financeur	0,5 ETP
État	Partenaire	Financeur via le « Fonds vert » Convention État-Région	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°76	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faire converger les outils utilisés par les différents acteurs pour limiter les effets de frontières entre les territoires
Référent de la fiche : Judith LE PICHON, département de Vaucluse judith.le-pichon@vaucluse.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Poursuivre le développement du réseau des aires de covoiturage
Périmètre	Bassins F dans sa globalité, E (CC Territoriale-Sud-Luberon), J (Commune de Pertuis) et CCEPPG (AURA)
Étapes / Public cible / Budget	**Les étapes annuelles pour la mise en œuvre de cet engagement collectif sont les suivantes :** 1. Intégration de 5 nouvelles aires/an 2. Amélioration des services annexes sur les aires : Borne IRVE, parking vélo, ombrières.... 3. Partage d'expertise DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE auprès des EPCI ou des communes 4. Mise en place du suivi de la fréquentation des aires et partage des données AOM /plateformes de covoiturage en Vaucluse (BlablaCar daily et KAROS) 5. Actualisation de la carte des aires et diffusion auprès des partenaires 6. Animation des partenaires du réseau départemental des aires de covoiturage 7. Promotion du covoiturage et de l'intermodalité (AOM) 8. Projet d'actualisation du Schéma départemental des aires de covoiturage
Besoins de pilotage / coordination	Un partenariat avec les EPCI afin de renforcer les dynamiques partenariales en cours Une réunion thématique covoiturage par an dans le cadre des COM

CALENDRIER PRESSENTI

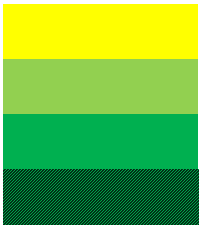
Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré

Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Département de Vaucluse**

INDICATEURS
- Nombre d'aires et nombre de places disponibles - Suivi de la fréquentation des aires - Actualisation et diffusion de la carte des aires de covoiturage - Nombre de communes et EPCI impliqués dans la démarche (disposant d'aires de covoiturage et/ou de plateforme de covoiturage) - Données des plateformes de covoiturage présentes en Vaucluse - **Etat d'avancement de l'engagement**

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département de Vaucluse	Pilote	Pilote de l'engagement collectif	Mise en œuvre Schéma départemental des aires de covoiturage, labellisation des aires du réseau départemental
CA du Gard rhodanien	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Fournir des données pour avoir une harmonisation de la cartographie à l'échelle du bassin
CA des Sorgues du Comtat	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Mise à disposition d'espace	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires
CA Luberon Monts de Vaucluse	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Mise à disposition d'espace	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires
CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Partage d'information	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires

CC Pays des Sorgues Monts de Vaucluse	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Mise à disposition d'espace	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires
CC Rhône Lez Provence	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires Réflexion autour de la mise à disposition d'espace en fonction du foncier disponible notamment autour de la gare de Bollène.
CA du Grand Avignon	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Mise à disposition d'espace	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires Prendre en compte les aires covoiturage longue distance
Autres Communautés De Communes Et Communautés D'agglomération du bassin	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Relais auprès des communes et diffusion des aires.
Communes	Partenaire		Mise à disposition de places et signalétique le cas échéant
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Intermodalité : Liens possibles entre les aires et le réseau ZOU
Territoires partenaires : Communauté Territoriale Sud Luberon (E), Pertuis (J), CCEPPG (AURA)	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Relais auprès des communes et diffusion des aires.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°78	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faire converger les outils utilisés par les différents acteurs pour limiter les effets de frontières entre les territoires
Référent(s) de la fiche : Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), rdorne@maregionsud.fr ; Diego CLEMENTE (Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), dclemente@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Soutien aux aires de covoiturage dans leur dimension multimodale
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, **E**, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour la création d'aires de covoiturage visant à : - Encourager ce mode de déplacement partagé - Créer toutes les conditions pour un changement de pratique de mobilité rapide, durable et massif - Développer l'intermodalité (Zou et réseaux urbains) - Diminuer la part d'autosoliste / émission CO2 - Accompagner MOA/Gestionnaire et orienter les aménagements Deux critères afin de développer l'intermodalité : 1. La localisation de l'aire sur ou à proximité d'une ligne ou d'un arrêt TC du réseau ZOU ! 2. L'intégration des équipements conférant aux aires une dimension multimodale (Stationnements sécurisés vélos, PMV, IRVE…) **Public cible :** Collectivités et concessionnaires autoroutiers **Étape 1 (2020) :** vote du cadre d 'intervention **Étape 2 (2025) :** Consultation pour la réalisation d'un schéma de développement des aires de covoiturage (obligation de la LOM). Schéma est inscrit au Plan régional de covoiturage délibéré le 23 juin 2024 autour de 4 phases : 1. Etude de faisabilité et de potentiel de ligne de covoiturage (en cours de finalisation) ; 2. Expérimentation d'une ligne de covoiturage d'intérêt régional ; 3. Déploiement d'une solution de covoiturage régional de type zonal dans les secteurs ruraux et peu denses ;

	4. Élaboration d'un schéma régional des aires et points d'arrêt de covoiturage Consultation prévue en 2025 pour les phases 2, 3 et en 2026 pour la phase 4. Ce schéma sera l'occasion de réviser le cadre d'intervention actuel et le périmètre des interventions de la Région en lien avec les contrats opérationnels de mobilité.
Besoins de pilotage / coordination	**Coordination avec les différents** financements régionaux et nationaux (fond vert) **2 à 3 temps d'échanges avec les projets candidats**

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Pilote	Co-financeur	Financement

État	Partenaire	Co-financeur	Financement notamment via fonds vert covoiturage
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation (sous réserve)	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Concessionnaires (ESCOTA, ASF)	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°79	**BASSIN : E** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Multiples objectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : David GRZYB, dgrzyb@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** Face à l'accélération des effets du changement climatique, de nombreuses infrastructures de transport sont vulnérables en région. Il est nécessaire de les identifier et de déployer dès à présent un plan d'action d'adaptation pour les adapter au climat de demain afin : - D'identifier les infrastructures de transport vulnérables aux effets du changement climatique - Déployer un plan d'action d'adaptation des transports, multi gestionnaires **Description :** Il est nécessaire d'utiliser les cartes pour identifier les infrastructures étudiées dans chaque bassin. 22 principaux gestionnaires d'infrastructures de transport de la région sont associés (départements, DIR, Vinci, SNCF R et G&C, GPMM, …) **Étapes :** - Signature du contrat - Collecte des données - Réalisation des projections climatiques - Analyse de la vulnérabilité et du risque physique - Analyse de la vulnérabilité et du risque fonctionnel - Analyse de la vulnérabilité et du risque climatique - Synthèse du risque régional vis-à-vis des perturbations dans le système de transport face au changement climatique - Écriture du plan d'action - Mise en œuvre du plan d'adaptation **Public cible :** - Gestionnaires d'infrastructures de la région

	- EPCI
Besoins de pilotage / coordination	Participations des EPCI lors de la construction du plan d'adaptation

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et DREAL**

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilotage, Coordination et et Financement	Organisation des réunions et suivi
DREAL	Co-pilote	Pilotage, Coordination et Financement	Organisation des réunions et suivi
Départements	Partenaires	Participe aux travaux	
EPCI	Partenaires	Participe aux travaux	
Vinci Autoroutes	Partenaires	Participe aux travaux	
SNCF Réseaux, SNCF G&C, RTM	Partenaires	Participe aux travaux	

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Organisation de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

1.1 Recensement des acteurs

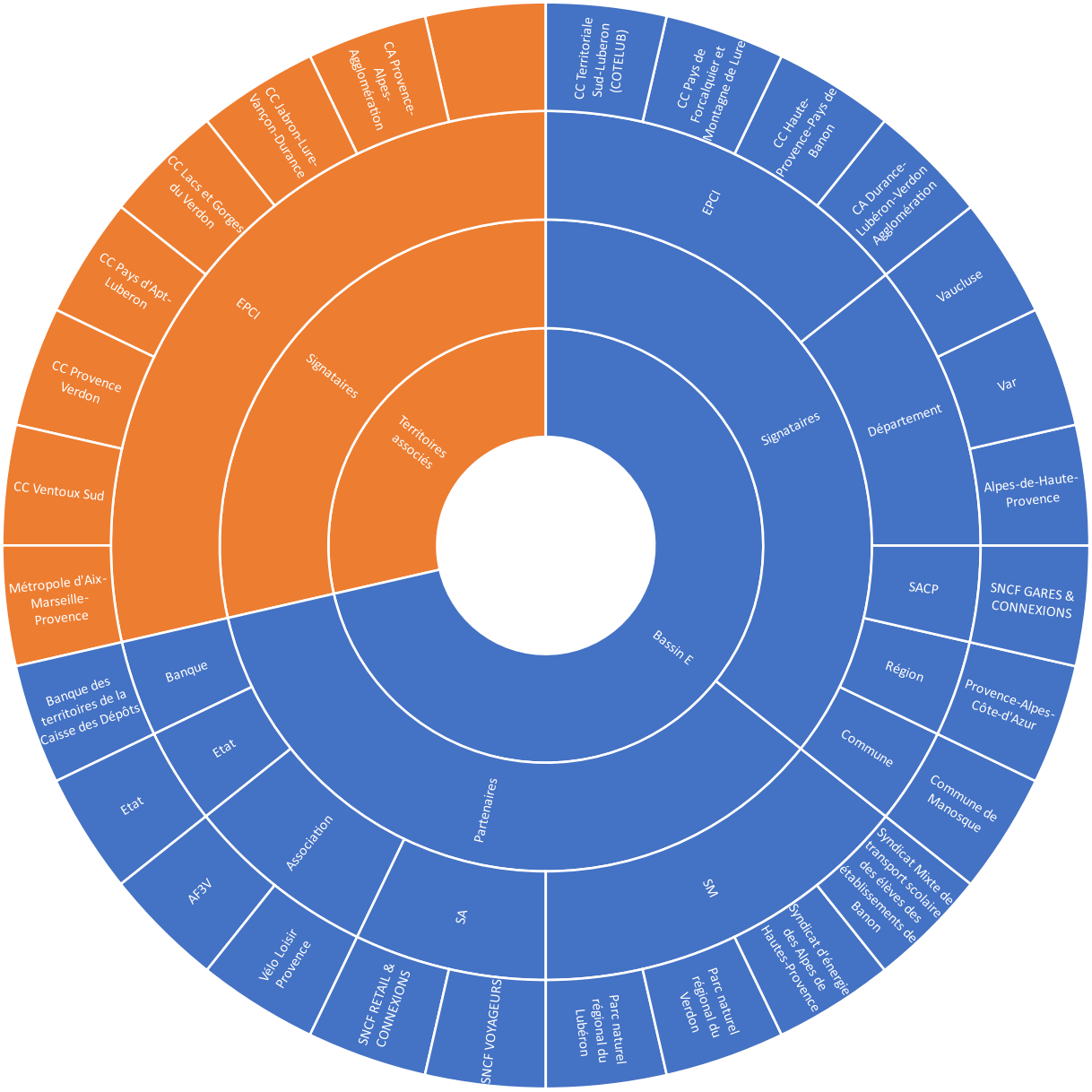
Le recensement des acteurs de la mobilité dans le bassin a été conduit en deux étapes :

1. Un premier recensement a été conduit de façon préalable au lancement de la démarche de co-construction, marqué par une recherche d'exhaustivité afin d'intégrer tous les acteurs signalés par la loi dans la démarche.
2. Un recensement au fil de l'eau a permis de compléter la liste des acteurs et les contacts des personnes référentes pour chaque entité en lien avec la mobilité dans le bassin.

Le bassin E inclut 4 EPCI dont 3 communautés de communes et 1 communauté d'agglomération. La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur intervient en tant que Chef de file de la mobilité, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) régional et en tant qu'AOM locale dans le cas de deux EPCI qui n'ont pas souhaité prendre la compétence. Le bassin est situé à cheval entre les Départements des Alpes-de-Haute-Provence, du Vaucluse et du Var. Il y a un pôle d'échange multimodal dans la Commune de Manosque. La SNCF Gares et connexions est gestionnaire de plusieurs gares dans le bassin.

8 EPCIs limitrophes sont invités à participer à la démarche en tant que territoires associés.

Figure 29 : Vision d'ensemble des acteurs du bassin de mobilité



1.2 Invitation des acteurs à participer

Les invitations à participer au Comité de Bassin de lancement de la démarche de co-construction ont été adressées :

- aux présidents des EPCI du bassin de mobilité (élus),
- aux présidents des Départements (élus),
- et aux présidents, ou directeurs des organisations gestionnaires de pôles d'échanges multimodaux ou gares de voyageurs présentes dans le bassin de mobilité,
- aux référents techniques des organisations citées.

L'invitation a précisé qu'il était souhaité qu'un référent technique soit désigné au sein de chaque organisation et qu'il soit chargé de réaliser ou d'organiser le suivi technique, c'est-à-dire la participation aux comités techniques de bassin et la réalisation/poursuite des travaux intermédiaires. Ces référents deviennent alors le point de contact entre l'équipe chargée de piloter la démarche de co-construction et leurs organisations.

Les territoires associés sont conviés à l'ensemble des réunions et ont accès à l'ensemble des documents. Ils ne sont cependant pas concernés par les complétions d'informations.

Les structures considérées comme partenaires de la démarche sont invitées à participer aux ateliers afin de partager leur point de vue, leur expertise et expérience sur certaines thématiques précises.

1.3 Calendrier de la co-construction

La démarche d'élaboration du COM a été construite pour se dérouler sur 18 mois avec une alternance d'instances et de travail intermédiaire. Le calendrier tenait compte des périodes de vacances scolaires afin de favoriser la participation des acteurs.



Légende

- COTECHBASS
- ATELIERS
- COBASS
- Travail intermédiaire

2 Synthèse de la contribution des acteurs à la démarche de co-construction

Cette section synthétise la participation des acteurs et leurs contributions aux différentes instances qui jalonnent de la démarche de co-construction afin de rendre compte de l'ampleur des apports des acteurs du bassin de mobilité dans l'élaboration du COM.

2.1 Les Comités de Bassin (COBASS)

La participation aux 2 réunions du Comité de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation continue des acteurs, à l'exception de la Communauté de Communes Haute-Provence-Pays-de-Banon .

La CC Haute Provence Pays De Banon a cependant été rencontrée lors d'un entretien individuel afin de présenter la démarche et d'échanger sur les opportunités de participation.

Les 3 autres EPCI, le département des Alpes de Haute Provence ainsi que la SNCF Gares et Connexion ont ainsi participé de façon constante aux prises de décision importantes qui ont permis d'orienter l'élaboration COM et de s'assurer de son adéquation au territoire du bassin de mobilité.

Le tableau suivant décrit les 3 COBASS et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs signataires ou territoires associés ayant participé.

Pour le COBASS n°1, l'invitation ayant été étendue exceptionnellement aux référents techniques, le détail des participants élus/direction et référents techniques est précisé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (Région, Département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Tableau 8 : Synthèse de la participation aux COBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 1	17/11/24 Manosque	▪ Présentation du COM ▪ Temps d'échanges (thématiques prioritaires et actions principales) ▪ Présentation de la gouvernance projet et de la méthodologie de co-construction ▪ Présentation du COTECHBASS 1 et du travail intermédiaire 1	• **Pas d'objections** sur le cadre proposé pour la démarche d'élaboration du COM • **Projets/besoins exprimés** par les participants : - Projet en cours et planifiés - Besoins	1/1 Région (1 élus, 8 réf. techniques) 2/3 Départements (0 élus, 2 réf. techniques) 3/4 EPCI (2 élus, 4 réf. techniques) 1/2 Gestionnaire de gares et PEMs (1 directeur régional)	1/8 EPCI (1 élus, 1 réf. techniques)
COBASS 2	13/02/24 Tour d'Aigues	▪ Propos introductif ▪ Validation des socles territorialisés mis à jour ▪ Présentation des résultats du questionnaire ▪ Présentation des premiers retours sur les fiches recensements ▪ Validation des objectifs territorialisés ▪ Validation des thématiques d'atelier ▪ Validation de la liste des participants aux ateliers ▪ Prochaines étapes	▪ **Validation de 21 objectifs territorialisés** présentés en séance ▪ **Validation des thématiques** à traiter pour les ateliers : ○ Atelier n°1 : Améliorer les conditions de l'intermodalité / Information ○ Atelier n°2 : Covoiturage ○ Atelier n°3 : Vélo ▪ **Atelier à organiser sur des demi-journées**	1/1 Région (1 élus, 3 réf. techniques) 0/3 Départements (0 élus, 0 réf. techniques) 3/4 EPCI (3 élus, 5 réf. techniques) 1/2 Gestionnaire de gares et PEMs (1 directeur régional)	0/8 EPCI (0 élus, 0 réf. techniques)

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 3	26/11/24 Tour d'Aigues	▪ Propos introductifs ▪ Résumé de la démarche de co-construction du COM ▪ Bilan des engagements du COM ▪ Synthèse des demandes de modifications ▪ Finalisation du COM et délibérations ▪ Conclusion	▪ Aucune objection en salle et à distance sur la validation des dernières composantes du COM, à savoir : ▪ Le socle territorialisé ▪ L'annexe 1 : synthèse des engagements ▪ L'annexe 2 : Les engagements du COM ▪ Le COM est donc approuvé par l'ensemble des acteurs présents au COBASS n°3 et va être soumis dans une nouvelle version (V1) intégrant les demandes de modifications dans le mois suivant l'instance.	1/1 Région (1 élus, 4 réf. techniques) 1/3 Départements (0 élus, 1 réf. techniques) 3/4 EPCI (3 élus, 5 réf. techniques) 1/2 Gestionnaire de gares et PEMs (1 directeur régional)	0/8 EPCI (0 élus, 0 réf. techniques)

2.2 Les Comités Techniques de Bassin (COTECHBASS)

La participation aux 3 réunions du Comité Technique de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation continue des acteurs avec cependant la non-participation d'un des EPCI du bassin de mobilité à la démarche.

Les 3 EPCI ayant participé à la démarche, le département des Alpes-de-Haute-Provence, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et la SNCF Gares et Connexions ont ainsi participé de façon constante à l'orientation technique de l'élaboration COM, permettant que celui-ci réponde aux priorités des acteurs tout en prenant en compte les limites des moyens et ressources disponibles.

La participation de certains acteurs aux COTECHBASS a été plus limitée, notamment la Ville de Manosque. Les départements du Vaucluse et du Var ont suivi la démarche de façon plus distanciée.

Le tableau décrit les 3 COTECHBASS qui jalonnent le processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs signataires ou territoires associés ayant participé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Tableau 9 : Synthèse de la participation aux COTECHBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COTECHBASS 1	15/01/24 Forcalquier	▪ Présentation du relevé de conclusion de l'instance précédente ▪ Présentation des modifications majeures apportées au socle territorialisé ▪ Synthèse des réponses aux questionnaires ▪ Synthèse des premiers retours sur les fiches recensement ▪ Discussion des objectifs territorialisés ▪ Validation des thématiques retenues comme objet des ateliers ▪ Prochaines étapes	Animation 1 : Proposition de 20 objectifs pour le bassin concernant. Note : Pas de propositions à ce stade concernant les modalités de gestion des situations dégradées, l'aide à la conception et à la mise en œuvre d'infrastructures et de services de mobilité et aux recensement et partage de pratiques. Animation 2 : Priorisation des thématiques à traiter en ateliers et propositions d'invités 1. Intermodalité/PEM (7 votes) 2. Vélo (4 votes) 3. Transports en commun / billettique/ tarification (4 votes) 4. Covoiturage (4 votes)	1/1 Région 0/3 Départements 3/4 EPCI 2/2 Gestionnaire de gares et PEMs 1/1 Etat (DDT)	x/8 EPCI

Bassin E

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COTECHBASS 2	19/04/24 Tour d'Aigues	▪ Présentation de la synthèse des ateliers ▪ Présentation des fiches recensement émanant des ateliers ▪ Présentation de la matrice recensement à date ▪ Arbitrage sur la thématique à porter en atelier n°3	***Animation :*** • Les fiches collectives sont issues des ateliers 1 & 2; • Traitement de 14 fiches recensement collectives; • État des lieux de l'avancement de la fiche : ○ Fiche verte : 11 ○ Fiche orange : 1 ○ Fiche rouge : 2 ○ Fusions : 4 fiches	1/1 Région 1/3 Départements 3/4 EPCI 1/2 Gestionnaire de gares et PEMs 1/1 Etat (DDT)	0/8 EPCI
COTECHBASS 3	19/09/24 Manosque	▪ Présentation de la synthèse de l'atelier n°3 ▪ Présentation des dernières fiches recensement ▪ Présentation de la matrice recensement ▪ Arbitrage sur les projets qui feront l'objet d'une annexe engagement	***Animation :*** • Finalisation du contenu des fiches issues de la co-construction ; • Validation de 15 fiches issues de la co-construction.	1/1 Région 1/3 Départements 2/4 EPCI 1/2 Gestionnaire de gares et PEMs 1/1 Etat (DDT)	1/8 EPCI

2.3 Les ateliers participatifs

Les 3 ateliers organisés dans le bassin de mobilité reflètent les priorités des acteurs : l'intermodalité, les mobilités partagées, le vélo et la décarbonation.

La participation aux ateliers s'est caractérisée par un COTECHBASS élargi à des acteurs associatifs ou aux agences d'urbanismes. Des représentants des sites ITER et du CEA Cadarache ont également participé aux ateliers, marquant les liens importants entre ces sites et le bassin de mobilité E.

Cette diversité a permis de faire émerger des propositions d'actions à inscrire en tant qu'engagement du COM avec notamment des actions de collaborations pour renforcer et élargir le champ d'initiatives existantes mais aussi mise en place de nouvelles initiatives collectives.

Le tableau suivant décrit les 3 ATELIERS du processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales propositions émises au cours de chaque atelier et le nombre d'acteurs présents.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Tableau 10 : Synthèse de la participation aux ateliers

INSTANCE			PARTICIPATION			
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés	Partenaires
Atelier 1	28/03/24 Manosque	Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transport en commun Améliorer les conditions de l'intermodalité Faciliter la lecture et l'usager de l'offre	• 8 propositions de fiche recensement collective : - **2 pour la cohérence horaire** - **3 pour l'intermodalité/PEM** - **1 pour l'information** - **1 pour la coordination tarifaire** - **1 pour la répartition des points de vente** Activité de cartographie des pôles de mobilité existants et potentiels.	1/1 Région 0/3 Départements 3/4 EPCI 1/2 Gestionnaire de gares et PEMs 0/1 Etat (DDT)	0/8 EPCI	Agence d'Urbanisme du Pays D'Aix (AUPA)

Atelier 2	28/03/24 Manosque	Poursuivre le développement du covoiturage	• 6 propositions de fiche recensement collective : ○ **4 pour le covoiturage** ○ **1 pour l'amélioration des connaissance** ○ **1 pour l'autopartage**	1/1 Région 0/3 Départements 3/4 EPCI 0/2 Gestionnaire de gares et PEMs 0/1 Etat (DDT)	0/8 EPCI	Agence d'Urbanisme du Pays D'Aix (AUPA)
Atelier 3	21/06/24 Forcalquier	Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin Poursuivre la décarbonation	• 7 propositions de fiche recensement collective : ○ **7 pour le vélo** ○	1/1 Région 1/3 Départements 3/4 EPCI 1/2 Gestionnaire de gares et PEMs 1/1 Etat (DDT)	0/8 EPCI	Agence d'Urbanisme du Pays D'Aix (AUPA) Vélo Loisir Provence ITER

2.4 Réunion suivi/évaluation

La participation à la réunion de suivi et évaluation, menée conjointement avec les Agences d'Urbanisme, a été caractérisée par une bonne mobilisation des acteurs.

3 EPCI et 1 département, ainsi que la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont ainsi participé à la démarche permettant de présenter les indicateurs envisagés pour le suivi des objectifs et des actions du COM, ainsi que pour le suivi des contrats.

Le tableau suivant décrit la réunion de suivi et d'évaluation et la participation obtenue pour cette dernière.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
Réunion suivi et évaluation	13/09/24 Visioconférence	▪ Présentation des indicateurs envisagés dans le suivi des objectifs et des actions du COM ▪ Échanges autour des facilités, difficultés et mesures à envisager pour le suivi	• Difficultés et facilités sur les thématiques du COM (vélo, intermodalité, covoiturage…) • Proposition d'indicateurs à ajouter	1/1 Région 1/3 Département 3/4 EPCI 0/2 Gestionnaire de gares et PEMs 0/1 Etat (DDT)	0/8 EPCI

2.5 Travail intermédiaire

La participation aux 8 séquences de travail intermédiaire a été marquée par une mobilisation croissante des acteurs au cours de la démarche.

Les EPCI, les départements et gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs se sont approprié les modalités d'échanges via la plateforme Expertises Territoires qui a permis de faciliter les échanges d'information.

Un processus d'amélioration continue a permis de prendre en compte les préférences des acteurs concernant les modalités de participation aux travaux intermédiaires.

L'ensemble des échanges en dehors des instances a été réalisé dans l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur » sur la plateforme Expertises territoires du CEREMA. Cet espace de travail a permis de concentrer l'ensemble des informations concernant la démarche de co-construction des COM et de centraliser les échanges avec les territoires.

Tableau 11 : Synthèse des inscriptions sur l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur »

INSCRITS À L'ESPACE DE TRAVAIL		
Acteurs Signataires	Territoires associés	Observations
1/1 région 3/3 département 3/4 EPCI 1/2 gestionnaire de gares et PEM 1/1 État	2/2 régions 4/4 départements 6/6 EPCI	Utilisation de la plateforme par la quasi-totalité des acteurs signataires. Enjeu pour les départements e suivre plusieurs bassins sur la plateforme.

3 Synthèse de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

La participation à la démarche de co-construction du COM a été relativement forte, avec une implication continue de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, du département des Alpes-de-Haute-Provence, de 3 EPCI et de la SNCF Gares et Connexions. A noter cependant qu'1 EPCI non AOM n'a pas participé à la démarche.

Les territoires associés ont participé de façon plus ponctuelle à la démarche, saisissant l'opportunité de mettre en avant des enjeux interbassins et notamment la Communauté d'Agglomération Provence alpes.

Les autres acteurs partenaires de la démarche ont été peu nombreux à participer aux ateliers amis ont apporté des informations déterminantes qui ont permis de renforcer les propositions d'engagements.

Le tableau suivant retrace la participation aux instances de chaque acteur. Un acteur invité à participer à une instance est considéré présent lorsqu'au moins un représentant de l'organisation concernée est présent lors de l'instance. Dans le cas d'une impossibilité à assister à la réunion signalée aux organisateurs, l'acteur est excusé.

Tableau 12 : Synthèse de la participation des acteurs aux instances

ACTEUR			PARTICIPATION (P : Présent, E : Excusé, A : Absent)							
Rôle	Entité	COBASS 1	COBASS 2		COTECH BASS 1	COTECH BASS 2	COTECH BASS 3	ATELIER 1	ATELIER 2	ATELIER 3
ACTEURS SIGNATAIRES	Provence-Alpes-Côte-d'Azur	P	P	P	P	P	P	P	P	P
	Alpes-de-Haute-Provence	P	A	P	E	P	P	E	E	P
	Vaucluse	A	A	A	A	A	A	P	P	A
	Var	P	A	A	A	A	A	A	A	A
	CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération	P	P	P	P	P	P	P	P	P
	CC Territoriale Sud-Luberon (CC Territoriale Sud-Luberon)	P	P	P	P	P	A	P	P	P
	CC Haute-Provence-Pays de Banon	E	A	A	A	A	A	A	A	A
	CC Pays de Forcalquier et Montagne de Lure	P	P	P	P	P	P	P	P	P
	Commune de Manosque	A	A	A	P	A	A	A	A	A
	SNCF GARES & CONNEXIONS	P	P	P	P	P	P	E	E	E
	DDT	/	/	/	/	/	/	E	E	P
TERRITOIRES ASSOCIÉS	CA Provence-Alpes-Agglomération	P	A		A	A	A	P	P	A
	Métropole d'Aix-Marseille-Provence	A	A		A	A	A	A	A	A
	CC Provence Verdon	A	A		A	A	A	A	A	A
	CC Lacs et Gorges du Verdon	A	A		A	A	A	A	A	A
	CA Luberon Monts de Vaucluse	A	A		A	A	A	A	A	A
	CC Pays d'Apt-Luberon	A	A		A	A	A	A	A	A
	CC Ventoux Sud	A	A		A	A	P	A	A	A

Bassin E

ACTEUR			PARTICIPATION (P : Présent, E : Excusé, A : Absent)							
Rôle	Entité	COBASS 1	COBASS 2		COTECH BASS 1	COTECH BASS 2	COTECH BASS 3	ATELIER 1	ATELIER 2	ATELIER 3
PARTENAIRES	Agence d'Urbanisme du Pays D'Aix (AUPA)							P	P	P
	CEA Cadarache							P	P	/
	Vélo Loisir Provence							/	/	P
	ITER							/	/	P

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS GENERAUX DU BASSIN DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Contexte et objectif

Instauré par la loi LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2, le Contrat Opérationnel de Mobilité (COM) est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque Bassin de Mobilité.

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " (lorsqu'ils existent), les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapporte à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et services de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a proposé et ajouté une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique. Ces objectifs à l'échelle du bassin se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc.

Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans mais les objectifs fixés pour le bassin de mobilité peuvent avoir un horizon différent en s'appliquant par exemple à plusieurs générations de COMs. Évaluer la progression du bassin vers les objectifs est une étape nécessaire dans l'évaluation de la politique de mobilité et permet d'orienter les COMs vers un niveau d'exigence correspondant aux progrès souhaités.

2 Méthodologie d'évaluation

2.1 Indicateurs

Les indicateurs retenus permettent d'observer l'évolution de la situation sur le bassin, évolution dont il est fait l'hypothèse qu'elle correspond en partie à une réponse aux changements induits par la mise en œuvre des COMs. Les indicateurs doivent donc permettre de caractériser certains aspects de la mobilité dans le bassin sur lesquels se concentrent les efforts de la politique publique.

Les indicateurs respectent dans la mesure du possible les règles des indicateurs SMART (Spécifique, Mesurable, Acceptable, Réaliste, Temporellement défini).

Matrice des indicateurs de mobilité

Les indicateurs d'évaluation du contrat du bassin de mobilité considéré doivent reposer sur des données collectées régulièrement et avec une maille territoriale suffisamment fine pour pouvoir agréger les données à l'échelle du bassin. En outre de la disponibilité de tels jeux de données, ces données doivent pouvoir apporter des éléments pertinents au vu des objectifs de mobilité du bassin.

Bassin E

Le travail de recensement des jeux de données et de proposition d'indicateurs pertinents est réalisé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur afin d'élaborer une matrice d'indicateurs potentiellement utilisable pour l'évaluation des objectifs des COMs.

Thèmes	Indicateurs	Valeurs	Source	Retour territoires
Mobilité générale	Parts modales	Parts modales des différents modes en interne ou en échange	RP INSEE	Non
Intermodalité / transports en commun	Fréquentation du Système d'Information Billettique Régional (SIBR)	Fréquence d'utilisation du site	Données région	Non
	Correspondance en gare routière et ferroviaire	Nombre de lignes et nombre de dessertes	GTFS	Non
	Évolution des PEM	Nombre de PEM existant, en évolution ou en projet	Territoires	Oui
	Fréquentation des gares régionales	Nombre de gares et de voyages	Données région + SNCF	Non
	Fréquentation des lignes de cars régionales	Nombre de lignes et de voyages	Données région	Non
	Fréquentation des réseaux locaux	Nombre de voyage	Données territoires	Oui
	Nombre d'abris vélos existants et construits	Nombre de commune disposant d'un abri et nombre d'abris	Données région + territoires	Oui
	Nombre de places par abris sécurisés	Nombre de places	Données région + territoires	Oui
	Fréquentation des abris vélos	Nombre d'utilisations		
Modes actifs	Linéaire d'aménagements cyclables existants	Km existants	Open data OSM	Oui
	Fréquentation aux points de comptage	Nombre d'usagers chaque mois et/ou à l'année	Compteurs	Oui
Covoiturage	Nombre de trajets covoiturés	Nombre de trajets covoiturés internes ou en échange	Registre national	Non
	Distance des trajets covoiturés	Distance moyenne (Km) des trajets internes ou en échange	Registre national	Non
	Nombre d'aires de covoiturage	Nombre d'aires officielles	Open data + territoires	Oui
Décarbonation	Motorisation des ménages	Ménages équipés de 0 à 3 voitures ou +	RP INSEE	Non
	Motorisation Crit'Air	Véhicules Crit'Air E, 1 à 5 et non classé	SDES	Non
	Qualité de l'air	CO2, polluants (Nox, PM10, PM2,5, COVNM, consommations finales d'énergies	Atmosud	Non
	Borne IRVE	Nombre de bornes et usage	BNLC + territoires	Oui

Tableau 13 : Les indicateurs d'évolution de la mobilité

2.2 Périodicité d'évaluation

Évaluation à mi-parcours

L'évaluation a lieu une première fois à mi-parcours afin de pouvoir présenter aux acteurs les avancées et les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du contrat. La première évaluation permet de proposer des actions rectificatrices, d'identifier les opportunités.

Évaluation de fin de contrat

Une seconde évaluation pourra avoir lieu au terme du contrat afin de faire un bilan final de la mise en œuvre. Elle permettrait en outre d'orienter et proposer les bases d'un nouveau COM.

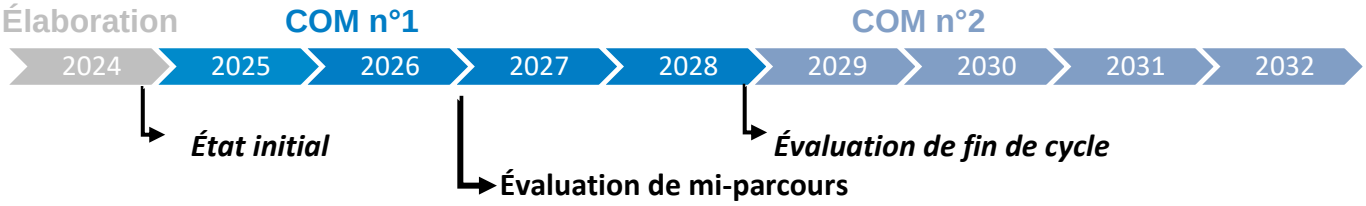
2.3 Protocole d'évaluation

L'évaluation est pilotée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Celle-ci implique un premier temps de collecte et analyse des données nécessaires afin de procéder à la mise à jour des indicateurs à partir des données.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. L'acteur doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires A partir des indicateurs mis à jour, est attribué de façon qualitative un degré de progression vers l'objectif. Enfin, les résultats sont partagés et débattus avec les acteurs du bassin de mobilité afin d'apporter des nuances et de statuer.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Calendrier d'évaluation



3.2 Évaluation de l'atteinte des objectifs

3.2.1 Évaluation qualitative

État des lieux initial du bassin de mobilité (bassin X)

- *Exemple : Une mobilité caractérisée par l'usage de la voiture individuelle*
- *Exemple : Un réseau morcelé avec peu de points de connexion entre les différents modes de transport*
- *…*

Objectifs généraux du bassin de mobilité (bassin X)

- *Exemple : Diminuer l'autosolisme dans les déplacements domicile-travail*
- *Exemple : Développement les mobilités actives*
- *…*

Principales avancées

- *Exemple : Un changement de comportement favorisant les mobilités partagées et les mobilités actives dans les déplacements domicile-travail*
- *..*

Points d'amélioration

- *Exemple : Peu de changement de comportement favorisant l'usage des transports en commun par rapport aux transports individuels*
- *Exemple : Des crises liées au changement climatique à mieux anticiper*
- *…*

3.2.2 Évaluation quantitative

INDICATEUR	UNITE	VALEUR INITIALE	OBJECTIF FINAL	RESULTAT A DATE	PROGRESSION
Objectif 1					
Exemple : Part du covoiturage dans les déplacements domicile-travail	*% de part modal*	*2%*	***15%***	*7%*	*+ 33%*
Objectif 2					
Exemple : Avis positifs sur l'usage du vélo pour aller au travail	*% d'avis positifs*	*10%*	*75%*	*50%*	*+53%*

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Contexte et objectif

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " lorsqu'ils existent, les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapportent à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les modalités de gestion des situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et servies de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ajoute une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique.

Ces thématiques, à l'échelle du bassin de mobilité, se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc. Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans au cours desquels doivent se déployer les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ces actions.

Afin de pouvoir connaître à tout moment l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements, il est nécessaire de réaliser un suivi lié à ces engagements. L'évaluation est une étape complémentaire (voir annexe ad hoc décrivant l'évaluation) au suivi et vient, de façon ponctuelle à un moment précis du cycle de vie du COM, mettre en regard le degré d'avancement de la mise en œuvre des actions avec les objectifs de mise en œuvre fixés dans le contrat. L'agrégation des résultats obtenus pour tous les engagements permet d'obtenir une vision globale de l'état d'avancement de la mise en œuvre opérationnelle du COM.

2 Méthodologie de suivi

2.1 Périodicité de suivi

Le suivi consiste à réaliser le recueil des informations nécessaires. Ce suivi peut être réalisé ponctuellement en préalable à l'évaluation ou bien périodiquement à une fréquence déterminée afin de retracer l'évolution dans le temps des indicateurs.

Le suivi doit être organisé collectivement avec les acteurs du bassin et ses modalités doivent prendre en compte les ressources et moyens disponibles à cet effet

2.2 Protocole de suivi

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. Pour chaque engagement, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se rapproche de l'entité pilote dont la personne référente est indiquée sur l'annexe engagement. La personne référente doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se charge alors d'évaluer l'avancement de la mise en œuvre de chaque engagement. Elle attribue alors à chaque engagement un statut de mise en œuvre comme suit :

Statut de l'engagement	Code couleur
Engagement abandonné	
Non démarré	
Étapes préalables en cours	
En cours de réalisation	
Engagement finalisé	
Engagement poursuivi	

Dans le cadre de l'évaluation, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur réalise une synthèse en agrégeant les résultats obtenus pour tous les engagements du COM. Le code couleur permet une lecture facilitée des résultats.

Les résultats et la synthèse sont présentés à l'ensemble des acteurs afin de leur permettre d'exprimer leur accord ou de proposer des modifications du statut de chaque engagement.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Bilan du bassin de mobilité

Bassin engagé

Bassin volontaire

Bassin en démarrage

Statut	Nombre d'engagements	Pourcentage
Engagement abandonné	2	20%
Non démarré	5	50%
Étapes préalables en cours	1	10%
Engagement en cours de réalisation	2	20%
Engagement tenu	0	0%
Engagement poursuivi	0	0%
Total	10	100%

Principales réalisations de la mise en œuvre du COM

- … à compléter

3.2 Mise en œuvre des engagements

Libelle engagement	Type	Thematiques du COM						Pilote	Échéancier previsionnel				Avance-ment	Observations
		Différentes formes e	PEM	Situations dégradées	Diffusion des	Aides conception et	Décarbonation		2025	2026	2027	2028		
Libellé engagement 1	Plan	x	x		x			Porteur	L	F M				Exemple : Convention signée le 20/10/25
Libellé engagement 2	Étude		x					Porteur	L					
Libellé engagement 4	Projet							Porteur						

Bassin E

Libellé engagement 1	Projet												
Libellé engagement 2	Projet							L F	M				
Libellé engagement 3	Projet												

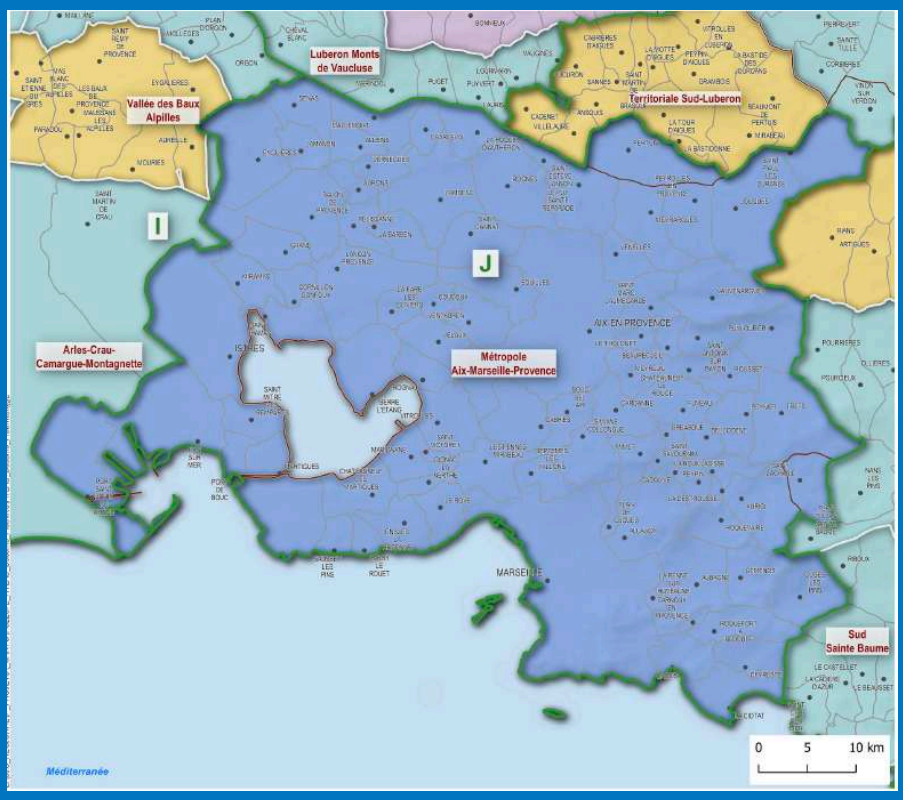
Codification de l'avancement technique

Engagement abandonné	
Non démarré	
Étapes préalables en cours	
Engagement en cours de réalisation	
Engagement finalisé	
Engagement poursuivi	

Phasage prévisionnel des actions	
Lancement des démarches préalables	L
Financement obtenu	F
Début de la mise en œuvre	M

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité



BASSIN J

DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Signataires du Contrat Opérationnel de Mobilité		
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur		Le Président Renaud MUSELIER
Département des Bouches-du-Rhône		La Présidente Martine VASSAL
Département du Var		Le Président Jean-Louis MASSON
Département du Vaucluse		La Présidente Dominique SANTONI
Métropole Aix-Marseille-Provence		La Présidente Martine VASSAL
SNCF Gares & Connexions		Le Directeur Régional Jérôme BINI

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4221-1 et suivants ;

Vu le code des transports et notamment l'article L1215-1 et suivants ;

Vu la délibération n°22-0605 du 21 octobre 2022 du Conseil régional approuvant la cartographie des bassins de mobilité ;

Vu la délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional adoptant le projet de Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 portant approbation du Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu la délibération n°23-0219 du 23 juin 2023 du Conseil régional approuvant la modification du SRADDET Provence Alpes Côte d'Azur ;

Entre les soussignés :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Renaud MUSELIER, Président ;

Le Département des Bouches-du-Rhône, représenté par Martine VASSAL, Présidente ;

Le Département du Var, représenté par Jean-Louis MASSON, Président ;

Le Département de Vaucluse, représenté par Dominique SANTONI, Présidente ;

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Martine VASSAL, Présidente ;

L'entreprise, SNCF Gares et Connexion, représentée par Jérôme BINI, Directeur régional ;

il a été convenu ce qui suit :

Les différentes parties s'engagent à :

- mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2028 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités ;

- prendre part à la mise en œuvre des actions, dans les rôles définis par le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents ;

- collaborer dans une logique d'amélioration continue et éventuellement d'expérimentation, au service des usagers ;

- contribuer à l'évaluation des actions inscrites au contrat opérationnel de mobilité et au partage des données ;

- communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

1 Lexique de base

Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) : Une AOM est une personne publique compétente pour l'organisation des mobilités sur son ressort territorial.

Cette compétence d'AOM est exercée dans le champ local par les EPCI à fiscalité propre : métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes ayant pris la compétence mobilité en 2021.

Depuis le 1er juillet 2021 et la mise en œuvre de la Loi d'Orientations des Mobilités, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est AOM par substitution à la place d'une communauté de communes lorsque celle-ci n'a pas souhaité prendre la compétence d'AOM par délégation de ses communes membres. Elle est alors AOM locale.

Par ailleurs, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est AOM régionale (AOMR), compétente pour les services d'intérêt régional (ex : tout service de transport qui dépasse le ressort territorial d'une AOM) c'est à dire les transports routiers de voyageurs d'intérêt régional, les transports scolaires et les TER.

La compétence d'AOM peut être exercée au travers de syndicats mixtes lorsque la compétence a été transférée par ses membres.

Bassin de Mobilité (BM) : Il s'agit de l'échelle locale sur laquelle les mobilités quotidiennes s'organisent sous la responsabilité et le financement des différentes AOM ; c'est donc l'échelle de référence pour l'élaboration des contrats opérationnels de mobilité (COM). Le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est structuré en 12 bassins de mobilité (délibération 22-0605 du 21 octobre 2022). La Communauté de Communes de l'Enclave des Papes qui appartient à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur fera partie quant à elle d'un treizième bassin piloté par la Région Auvergne Rhône Alpes (bassin de Montélimar Sud Drôme).

Comité de Bassin (COBASS) : C'est l'instance où la Région chef de file organise l'action commune pour l'amélioration des mobilités du bassin considéré. C'est l'organe de pilotage dans l'élaboration et le suivi du COM du bassin considéré. Il se compose des signataires du contrat opérationnel de mobilité du bassin considéré et pourra se décliner en comité technique.

Comité de partenaires régional (COPART régional) : Pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur met en place et anime un comité des partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Comités de partenaires locaux (COPART locaux) : En tant qu'AOM locale par substitution, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a l'obligation, comme chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par semestre, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'association d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.[1]

[1] *Conférence plénière du 13 Juin 2023*

Mobility as a Service (MaaS) : le Maas a pour objectif d'offrir aux usagers un service intégré, complet et simple en matière de mobilité, tant en termes d'information que de billettique. Ce concept suppose notamment une gouvernance coordonnée des différents intervenants publics et privés.[2]

Pôle d'échange multimodal (PEM) : les pôles d'échanges multimodaux facilitent l'intermodalité en assurant la connexion entre différents modes de transport. En reliant les modes de déplacements alternatifs à la voiture notamment, ils offrent une alternative à l'usage du véhicule individuel.

Dans le contexte de la décarbonation des mobilités, les Pôles d'Échange multimodaux (PEM) sont un outil du report modal, un maillon de la chaine de déplacement.[3]

[2] *Définition CEREMA*

[3] *Définition CEREMA*

1.1 Liste des abréviations

ADT	Agence de Développement du Tourisme
AMP	Aix Marseille Provence Métropole
AMU	Aix Marseille Université
AOM	Autorités Organisatrices de la Mobilité *(cf. lexique)*
BHNS	Bus à Haut Niveau de Service
BM	Bassin de Mobilité *(cf. lexique)*
CA	Communauté d'Agglomération
CC	Communauté de communes
CFP	Chemins de Fer de Provence
COBASS	Comité de Bassin *(cf. lexique ci-après)*
COM	Contrat Opérationnel de Mobilité
COP	Conférence des Parties
COPARTR	Comité des Partenaires régional *(cf. lexique)*
COPARTL	Comités de Partenaires locaux *(cf. lexique)*
COTECHBASS	Comité Technique de Bassin
CPER	Contrat de Plan État Région
CRET	Contrats Régionaux d'Équilibre Territorial
EDP	Engins de Déplacement Personnel
EPCI	Établissements Publics de Coopération Intercommunale
ERTMS	European Rail Traffic Management System
EV	EuroVelo
GNV	Gaz Naturel pour Véhicules
GPMM	Grand Port Maritime de Marseille
JOB	Jour Ouvré de Base
LER	Lignes Express Régionales
LHNS	Lignes à Haut Niveau de Service
LNPCA	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur
LOM	Loi d'Orientation des Mobilités
LOTI	Loi d'Orientation des Transports Intérieurs
MaaS	Mobility as a Service *(cf. lexique)*
MIN	Marché d'Intérêt National

MtCO2eq	Millions de tonnes en équivalent CO2
MTPM	Métropole Toulon Provence Méditerranée
NOTRe	Nouvelle Organisation Territoriale de la République
PAMS	Plan d'actions commun en matière de Mobilité Solidaire
PCAET	Plan Climat-Air-Énergie Territorial
PDM	Plan de mobilité
PDU	Plan de Déplacements Urbains
PEM	Pôle d'échange multimodal (cf. lexique)
PCL	Piste cyclable du littoral
PLU	Plan Local d'Urbanisme
RP	Recensement de la Population
RTM	Régie des Transports Métropolitains
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SMED13	Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône
SNBC	Stratégie Nationale Bas Carbone
SNCF	Société Nationale des Chemins de fer Français
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
SRV	Schéma Régional des Véloroutes
TAD	Transport A la Demande
TC	Transport Collectif
TCU	Transport Collectif Urbain
TDP	Terre De Provence agglomération
TER	Trains Express Régionaux
TET	Trains d'Équilibre du Territoire
TGV	Train à Grande Vitesse
TPM	Toulon Provence Méditerranée
TPMR	Transports de Personne à Mobilité Réduite
VAE	Vélo à Assistance Électrique
VAMP	Vitrolles Aéroport Marseille-Provence
VTM	Véhicules Terrestres à Moteur
ZFE	Zones à Faibles Émissions

2 La démarche de co-construction

Les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) constituent des cadres d'actions communs qui portent sur une vision globale et partagée de la mobilité au sein de chaque bassin de mobilité (BM). C'est donc dans l'esprit de la LOM et dans une volonté d'intégration des acteurs locaux à cette démarche d'amélioration des mobilités que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a souhaité que les COM soient co-construits à l'échelle locale.

Une méthodologie de co-construction pragmatique a été mise en place autour d'une alternance de trois types de réunions depuis septembre 2023 :

- Les Comités de Bassin (COBASS), réunions de validation et d'arbitrage, réunissant des élus du bassin ainsi que des référents techniques ;
- Les Comités technique de Bassin (COTECHBASS), ayant pour objectif de préparer les travaux à valider en COBASS. Ils réunissaient les référents techniques des différents signataires du COM du bassin et les EPCI limitrophes qui le souhaitaient ;
- Les ateliers, ont été les lieux du travail de la co-construction et ont permis de faire émerger des propositions d'engagements répondant aux objectifs du bassin.

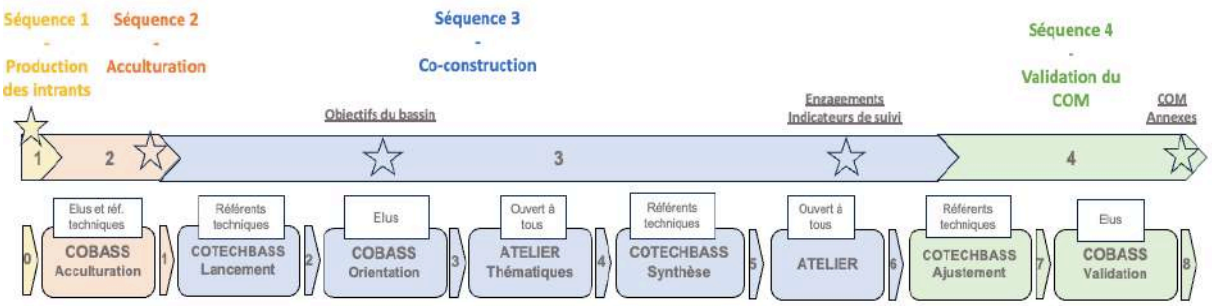


Figure 1 : Chronologie de la méthodologie de co-construction du COM

3 Contenu du Contrat Opérationnel de Mobilité

Le COM est un document avec des parties co-produites par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et les acteurs du bassin.

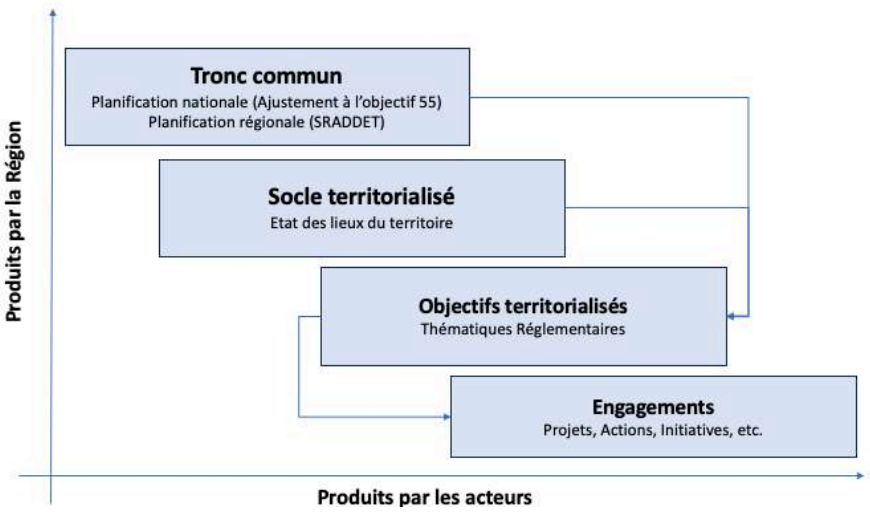


Figure 2 : Structure synthétique du COM

3.1 Le tronc commun

Le tronc commun a pour objectif de formaliser la stratégie régionale en matière de mobilité, dans le sillage de la LOM et des enjeux nationaux en matière de décarbonation.

L'appellation tronc commun se justifie par le fait que ce chapitre est commun à tous les COM quel que soit le bassin, et qu'il a été défini comme le cadre de la démarche par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur chef de file des mobilités. Il indique notamment la durée du contrat et les modalités de gouvernance.

Son contenu et sa mise en forme ont été préparés par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et soumis aux acteurs dès le lancement de la démarche.

3.2 Le socle territorialisé

Le socle territorialisé permet de faire un état des lieux du bassin concerné sur les différentes thématiques prévues par le code des Transport et la Région pour les COM.

Il a constitué un intrant à la co-construction et a fait l'objet de remarques, d'amendements, d'ajouts par les acteurs locaux au long de la démarche de co-construction.

3.3 Les objectifs généraux et territorialisés

Les objectifs à poursuivre sur le bassin de mobilité ont été co-construits et proposés par les acteurs lors du COTECHBASS n°1. Il s'agissait ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du BM, objectifs à moyen terme dont l'échéance peut dépasser la période de mise en œuvre du COM. Autrement dit, le COM formalise sur une période de quatre ans les engagements qui doivent contribuer à l'atteinte des objectifs.

Les objectifs généraux et territorialisés ont été validés lors du COBASS n°2.

3.4 Les annexes

Les engagements sont insérés dans le COM en tant qu'annexes. Ces annexes engagement ont été co-produites par les acteurs du bassin et formalisent l'ensemble des actions concourant à l'atteinte des objectifs et pour lesquelles un ou plusieurs acteurs s'engage à participer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est également insérée en fin de COM.

L'annexe de suivi et d'évaluation du COM présente la démarche de suivi et d'évaluation qui accompagnera la mise en œuvre du COM.

L'annexe de traçabilité de la démarche du COM retrace le déroulement de la démarche de co-construction.

L'ensemble du COM et de ses annexes est arrêté lors du COBASS n°3 et proposé à la délibération des différentes assemblées.

SOMMAIRE GENERAL

LE TRONC COMMUN 12

LE SOCLE TERRITORIALISE 34

LES OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES 92

ANNEXES 98

Janvier 2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

TRONC COMMUN



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE – TRONC COMMUN

1 ÉLEMENTS DE CONTEXTE 15

1.1 DES EVOLUTIONS LEGISLATIVES QUI RENFORCENT LE ROLE DE LA REGION DANS LE DOMAINE DES MOBILITES 15
1.2 LA NEUTRALITE CARBONE EN 2050, UN DEFI POUR LES MOBILITES 19

2 LES ENJEUX LIES A LA MOBILITE EN PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR 19

2.1 DES CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES ET DES DYNAMIQUES TERRITORIALES QUI STRUCTURENT LES DEPLACEMENTS 19
2.2 DES ENJEUX FORTS D'ATTENUATION DES GES ET D'ADAPTATION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE 20

3 LA POLITIQUE REGIONALE EN MATIERE DE MOBILITES 21

3.1 LA CONSTRUCTION D'UNE STRATEGIE GLOBALE FACE AUX ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 21
3.2 UNE POLITIQUE REGIONALE AMBITIEUSE DECOULANT DE SON DOUBLE ROLE D'AUTORITE ORGANISATRICE DES MOBILITES ET DE CHEFFE DE FILE DE L'AMENAGEMENT ET DES MOBILITES 22
3.3 LA REGION ET LES PROJETS DE MOBILITE DES TERRITOIRES 23
3.3.1 LES DISPOSITIFS DE SOUTIENS REGIONAUX AUX PROJETS DE MOBILITES DES TERRITOIRES 23
3.3.2 LES AUTRES LEVIERS DE LA REGION EN FAVEUR DES MOBILITES DURABLES DES TERRITOIRES 25

4 LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 27

4.1 DEFINITION DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 27
4.2 DEFINITION DU BASSIN DE MOBILITE 28
4.3 NATURE DU COM 27
4.4 DUREE DU COM 27
4.5 STRUCTURES DE GOUVERNANCE DE LA MOBILITE 28
4.5.1 LE COMITE DE BASSIN 28
4.5.2 LE COMITE TECHNIQUE DE BASSIN 28
4.5.3 LES COMITES DES PARTENAIRES 28
4.6 CADRE DE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU COM 28
4.6.1 LES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU COM 28
4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS) 28
4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS) 28
4.6.1.3 Les ateliers de travail 29
4.6.1.4 La tenue du COBASS 29
4.6.1.4.1 La convocation du COBASS 29
4.6.1.4.1.1 La séance du COBASS 29
4.6.1.4.1.2 La prise de décision du COBASS 29
4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS 29
4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS 29
4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS 30
4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS 30
4.6.1.6 La tenue des ateliers de travail 30
4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail 30
4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail 30
4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail 30

4.6.2 LES PRINCIPES DE CONSTRUCTION DU COM 30
4.6.2.1 L'égalité des participants 30
4.6.2.2 Le principe de subsidiarité 31
4.6.2.3 Le principe d'efficacité 31
4.7 ÉVALUATION DU COM **31**
4.8 MODALITES DE REVISION **31**
4.9 MODALITES DE RESILIATION ET DE REGLEMENT DES DIFFERENDS **32**

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES **32**

5.1 OBJECTIFS SRADDET CONSACRES DIRECTEMENT AUX MOBILITES ET APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE REGIONAL **32**

1 Éléments de contexte

1.1 Des évolutions législatives qui renforcent le rôle de la Région dans le domaine des mobilités

Ces dix dernières années ont été marquées par plusieurs évolutions législatives qui ont précisées et renforcées le rôle de la Région dans l'organisation et la coordination des mobilités.

- **La Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe).**

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) a redéfini les compétences de chaque collectivité territoriale. Ainsi, la Région est devenue l'autorité organisatrice de l'intégralité de la mobilité interurbaine.

La loi NOTRe a également créé le **Schéma Régional d'aménagement, de Développement Durable et d'Egalite des Territoires** (SRADDET), dont l'élaboration, l'animation, le suivi et l'évaluation ont été confiés à la Région. Le SRADDET est le document de planification qui définit la stratégie d'aménagement durable du territoire régional, détermine les objectifs à atteindre et fixe les règles pour y parvenir.

Le SRADDET a une valeur prescriptive. Il doit être décliné dans les documents locaux de planification et d'urbanisme : Schéma de cohérence territoriale (SCOT), Plan local d'urbanisme communal ou intercommunal (PLU, PLUi), Plan de mobilité simplifié ou non (PDU/PDM/PDMS), Plan climat air énergie territorial (PCAET). Le SRADDET de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, approuvé le 15 octobre 2019, par M. le Préfet de Région, comprend 68 objectifs et 53 règles. 17 objectifs et 15 règles concernent directement les transports et la mobilité [cf. & 5 Informations complémentaires].

Un des axes majeurs du SRADDET est la **sobriété foncière** avec des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et la lutte contre l'artificialisation nette des sols.

Dans le domaine de la mobilité, le SRADDET fixe pour objectif une réduction de -75 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports en 2050. La principale priorité est **l'amélioration des transports du quotidien**. Le SRADDET affirme la volonté de développer de nouvelles pratiques de mobilité, de simplifier la vie des voyageurs et de rechercher les complémentarités optimales entre les différents modes et réseaux de transport. Le schéma définit aussi la stratégie régionale en matière aéroportuaire applicable aux aérodromes régionaux et locaux.

Une procédure de révision du SRADDET a été engagée en 2024 afin de prendre en compte, notamment, la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) adoptée en décembre 2019 et la Loi dite Climat et Résilience, votée en août 2021.

- **La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)**

Près de 30 ans après la Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI), la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités, plus connue sous son acronyme LOM, définit un nouveau cadre législatif, plus complet et actualisé. Elle acte le passage des transports aux mobilités.

Elle s'inscrit dans le sillage des différentes stratégies définies par l'État en termes de transition écologique et énergétique, aux premiers rangs desquels :

- les Accords de Paris sur la transition énergétique (2015),
- les Assises de la mobilité (2017),
- le Plan vélo et mobilités actives (2018).

La LOM affirme le couple Région/Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) pour organiser, au plus près des bassins de vie, la mobilité des personnes et le transport de marchandises.

L'objectif affiché est de couvrir l'intégralité du territoire national par des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) locales, afin que chacun puisse bénéficier de services publics de mobilité alternatifs à l'usage individuel de l'automobile. Elle réaffirme le droit à la mobilité pour tous, à partir d'une approche durable, multimodale et territorialisée, en prenant en considération l'ensemble des maillons de la chaîne de mobilité.

Les 4 grands objectifs visés sont :

- Sortir de la dépendance à l'automobile en offrant des solutions alternatives sur tous les territoires,
- Réussir la transition écologique et tendre vers une mobilité décarbonée,
- Accélérer la croissance des nouvelles mobilités,
- Construire une nouvelle programmation financière des infrastructures au service de la mobilité du quotidien.

La LOM vise également à :

- Offrir des solutions de mobilités diversifiées pour répondre aux besoins des habitants,
- Doter tous les territoires d'une autorité publique en charge de construire ces solutions,
- Coconstruire ces solutions localement, en les adaptant au contexte territorial,
- Renforcer la coopération des acteurs publics de la mobilité pour assurer une réponse à l'échelle du bassin de mobilité quotidien des habitants,
- Répondre aux enjeux des déplacements Domicile-Travail,
- Apporter une réponse aux besoins de mobilité des publics les plus fragiles.

La LOM renforce les compétences de la Région en termes de mobilité, en la dotant de :

- **Un rôle de « chef de file de la mobilité »** qui correspond à l'impulsion et à la coordination de la compétence mobilité des AOM à l'échelle de bassins de mobilité que la Région définit et délimite. La Région est chargée d'organiser les modalités de l'action commune des AOM,

- **Un rôle d'AOM régionale** qui concerne des enjeux et des services qui dépassent l'échelle locale des AOM. La Région est compétente pour tous les services qui sortent du ressort territorial d'une AOM (à l'exception des services ferroviaires pour lesquels elle reste compétente à l'intérieur du périmètre de l'AOM),

- **Un rôle d'AOM locale par substitution** (AOML) sur les territoires où les communautés de communes n'ont pas pris la compétence mobilité (15 EPCI concernés en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Les AOML (y compris la Région en tant qu'AOML) sont libres de mettre en place les services et la tarification qui sont les plus adaptés aux territoires sur lesquels elles interviennent.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se compose de 52 EPCI dont 37 sont Autorités Organisatrices de la Mobilité.

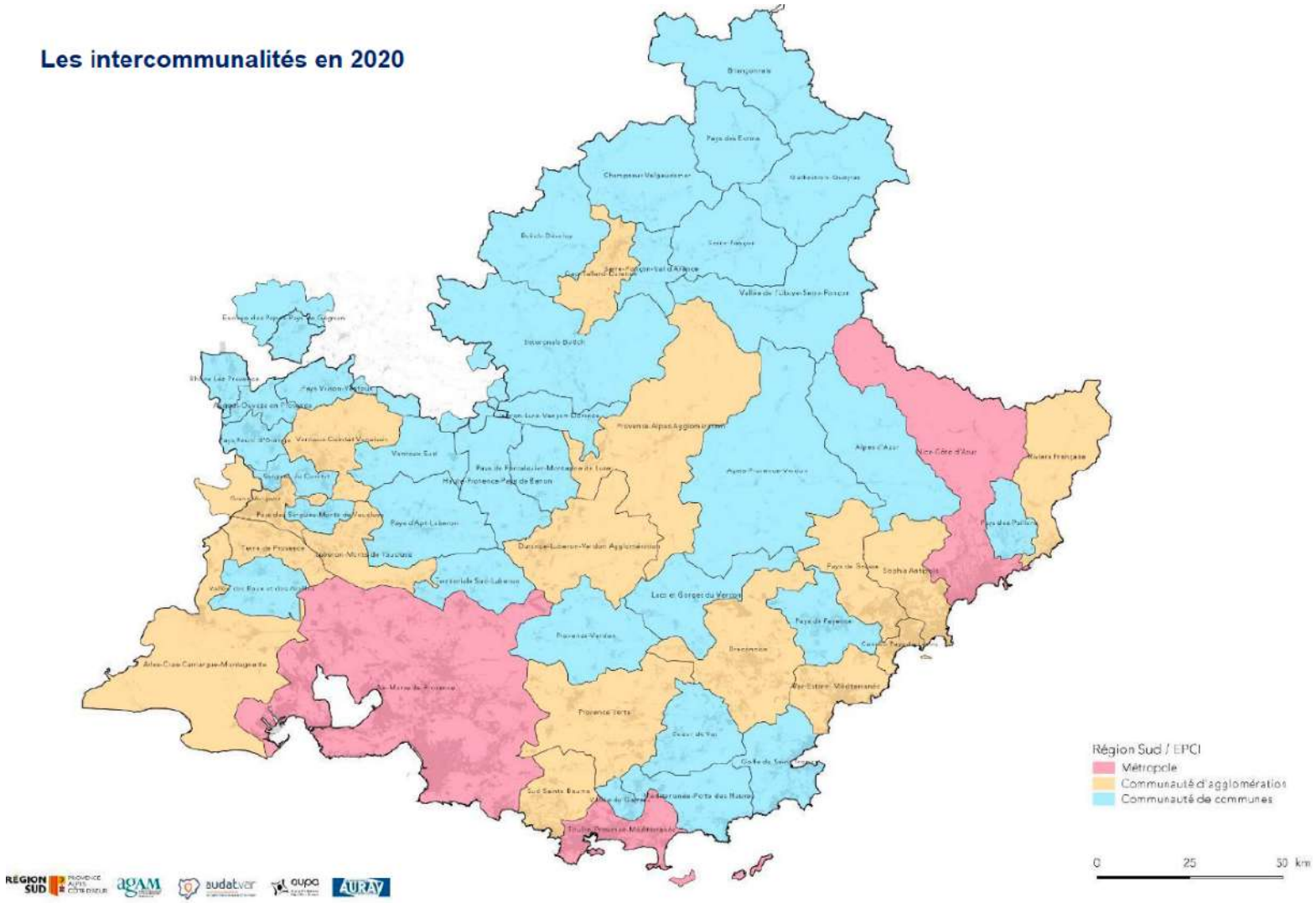


Figure 3 : Intercommunalités de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : Atlas Mobilité Volet C : compréhension de la modalité régionale

1.2 La neutralité carbone en 2050, un défi pour les mobilités

L'objectif de neutralité carbone en 2050 a été adopté par la France et inscrit dans la loi. La stratégie nationale bas carbone (SNBC) décrit le chemin pour l'atteindre. Il s'agit de réduire d'un facteur 6, en 30 ans, l'empreinte carbone moyenne d'un Français, pour la faire passer de 11 tonnes de CO2eq par an en 2019 à moins de 2t CO2eq en 2050.

Le secteur des transports pèse lourdement dans le volume global des émissions des gaz à effet de serre (GES). Il **représente encore 30% des émissions des GES**. Or, si l'on observe une stabilisation récente, les émissions provenant du secteur des transports ont, entre 1990 et 2022, continué à augmenter. En outre, 50% des émissions de ce secteur proviennent des véhicules particuliers.

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050, une rupture s'impose**. Pour être à la hauteur des enjeux de la transition écologique des mobilités, il est nécessaire d'intervenir sur le système global de transports**. Agir uniquement sur le levier de la transition énergétique des véhicules (électrification) ne suffira pas. En outre, ce levier ne règle pas les autres externalités négatives des transports (congestion, certaines pollutions).

Il s'agit donc d'intervenir sur la mobilité des voyageurs et des marchandises avec un panel large qui va au-delà des seules infrastructures de transport : les services, avec une offre de transports collectifs et partagés, le matériel roulant, l'énergie, le comportement, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience.

2 Les enjeux liés à la mobilité en Provence-Alpes-Côte d'Azur

2.1 Des caractéristiques géographiques et des dynamiques territoriales qui structurent les déplacements

Avec 5 millions d'habitants répartis sur 6 départements, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se distingue par des densités de population hétérogènes, avec un littoral urbanisé où se concentrent, au sein des trois métropoles régionales (Aix Marseille Provence ; Toulon Provence Méditerranée et Nice Côte d'Azur) près de 80% des habitants de la région et un arrière-pays et un bassin alpin moins peuplés et plus ruraux.

Le territoire régional se caractérise par une forte diversité géographique, avec plusieurs espaces et paysages distincts : massif alpin, littoral azuréen, territoire provençal et couloir rhodanien.

L'ouverture sur la Méditerranée et sur le nord du bassin européen via le couloir rhodanien et l'axe alpin renforce son rôle d'interface stratégique. Véritable carrefour de circulations des hommes comme des marchandises depuis l'antiquité, la région bénéficie d'un réseau de transports dense et diversifié, moteur de son dynamisme et de son attractivité économiques.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est incontestablement une région « riche », mais où le creusement des inégalités est accentué par les dynamiques territoriales. Le foncier disponible, le long du littoral, est rare et cher. Cela accentue les phénomènes de ségrégation et de fracture territoriales : les territoires à faibles ressources fiscales accueillent les

populations les plus fragiles et voient partir les populations plus favorisées (couples avec enfants, bi-actifs, cadres ou professions intermédiaires).

Les territoires les plus riches voient partir les populations les plus modestes (familles monoparentales et les ménages disposant d'un niveau de formation et de qualification moins élevé), et arriver des populations plus aisées.

L'accessibilité aux équipements et aux services est ainsi déterminante pour garantir l'égalité des territoires et la capacité des politiques publiques à apporter un niveau de services adapté aux habitants. La région est globalement bien pourvue en équipements : 95% de la population accède en moins de 7 minutes en voiture aux principaux services de la vie courante (écoles, collèges, supermarchés, médecins, salons de coiffure, bureaux de poste…).

Cependant, certaines communes restent enclavées, en particulier au sein du massif alpin ou dans certaines zones rurales de l'arrière-pays et sont donc éloignées des services.

Ces caractéristiques géographiques favorisent une hyperurbanisation autour des métropoles et des aires urbaines, avec un phénomène de périurbanisation prononcé depuis une quarantaine d'année. Une des particularités de la région réside dans cette structure polycentrique et cet habitat dispersé, avec un réseau viaire très développé.

La gestion des mobilités y est complexe. En effet, l'organisation polycentrique et la périurbanisation génèrent de plus en plus de déplacements, à l'origine de la congestion des réseaux routiers et ferroviaires. Les déplacements quotidiens sont marqués par la prépondérance de l'usage de la voiture individuelle, notamment dans les secteurs ruraux.

L'interconnexion entre équipements routiers majeurs, portuaires et aéroportuaires, la coordination des réseaux de transport en commun, l'accessibilité et la qualité des pôles d'échanges multimodaux ainsi que la mise à niveau des réseaux de proximité sont autant d'enjeux à prendre en compte pour tendre vers une mobilité plus fluide et plus durable. L'enjeu majeur pour le territoire régional est de garantir une qualité de service pour les différents pôles de connexion. Une offre multimodale bien articulée permet également d'organiser les réseaux en bonne intelligence et synergie.

Le territoire est maillé (2022) par 196 gares ferroviaires, 15 gares routières, plus de 150 aires de covoiturage et 28 parking-relais identifiés

2.2 Des enjeux forts d'atténuation des GES et d'adaptation face au changement climatique

Les mobilités structurent le quotidien. Tout le monde (ou presque) se déplace tous les jours pour travailler, accompagner les enfants à l'école, étudier, voir sa famille, ses amis, faire ses courses ou se divertir**.** Or, malgré l'amélioration de l'offre et l'augmentation continue de la fréquentation des réseaux de transports en commun en région, seuls 11% des trajets domicile/travail se font en transports collectifs, 60% des déplacements domicile/travail de moins de 5 km se font en voiture, seuls 2% sont effectués à vélo. En outre, 1 trajet en voiture sur 4 fait moins de 3 km, cette proportion atteint 4 trajets sur 10 en agglomération.

De fait, **en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), la tendance régionale suit celle observée au niveau national : le secteur des transports** est le seul qui a vu, depuis 1990, le volume de ses émissions de GES ne pas baisser significativement. Il **représente, dans la région, 31% des émissions totales de GES, soit 51,1 MteqCO2.**

Par ailleurs, dans un contexte de changement climatique, dont les effets sont déjà visibles et vont continuer à s'aggraver tant en fréquence qu'en intensité (inondations, vagues de chaleur, incendies, glissements de terrain, etc.), et de tensions grandissantes sur les ressources (matières premières critiques, énergie, eau, foresterie et agriculture), la résilience des territoires passera, notamment, par la capacité des systèmes de transport à faire face aux crises.
Cela est particulièrement marqué en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Appartenant à l'espace méditerranéen, cette région est **très vulnérable vis-à-vis des impacts du réchauffement climatique, sur la frange littorale comme dans les espaces alpins**, avec de lourds impacts sur les infrastructures et services de transports de la région, dont la gouvernance est multiple.

Les catastrophes récentes - inondations dans le Var et les Alpes-Maritimes (tempête Alex dans la vallée de la Roya, inondations de la ville de Cannes), coups de mer qui emportent les routes, mouvements de terrain qui coupent les itinéraires Alpins (Chambon, Pas de l'Ours), canicule de 2022 qui a imposé un abaissement des vitesses d'exploitation du réseau ferroviaire… - **ont eu de fortes incidences sur les infrastructures et les services de transport** et **rappellent l'importance de la résilience du système régional de transport** pour préserver la vitalité du tissu économique régional et la qualité de vie des habitants de Provence Alpes Côte d'Azur.
Il est dès lors crucial d'engager des actions pour préparer les infrastructures et services de transport aux conséquences du changement climatique. Cela implique de mettre en place des systèmes de surveillance, de modifier certaines infrastructures, pour anticiper et répondre aux perturbations et de modifier les politiques d'aménagement, d'investissement et d'entretien.

3 La politique régionale en matière de mobilités

3.1 La construction d'une stratégie globale face aux enjeux du changement climatique

Les effets du changement climatique et de la crise énergétique ont conduit la Région à construire une réponse globale aux défis qu'ils posent, en faisant évoluer les infrastructures et leur exploitation, les usages et services de mobilité vers des modes plus collectifs, partagés et plus sobres en énergie, tout en répondant aux besoins des populations et de l'économie, autour de quatre orientations stratégiques pour la transition écologique de la mobilité en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, formant l'acronyme **ACoRS** (Adaptation / Conversion / Report modal / Sobriété), qui constituent la grille d'analyse de la Région tant pour ses actions que celles qu'elle peut soutenir.

Ainsi, apparaissent stratégiques :

▪ **Les projets/actions visant l'adaptation (A) aux défis écologiques et sociaux mondiaux** liés au dépassement des limites planétaires (changement climatique, tension sur la ressource en eau …), dans l'objectif de gérer l'inévitable et d'éviter l'ingérable, en construisant la résilience aux bouleversements en cours et à venir ;

▪ **Les projets/actions conduisant à la conversion (Co) des infrastructures,** au bénéfice des modes de déplacement décarbonés et alternatifs à l'autosolisme**, et des flottes**, pour une meilleure efficacité énergétique des véhicules afin de sortir en 20 ans des énergies fossiles en utilisant l'énergie adaptée à l'usage ;

▪ **Les projets/actions incitant au report (R) modal et la multimodalité**, pour réduire les consommations énergétiques par unité (voyageur ou marchandises) en favorisant le transport collectif actif et partagé ;

▪ **Les projets promouvant la sobriété (S) des déplacements motorisés**, pour réduire les besoins énergétiques en requestionnant les modes de vie, l'organisation des territoires et les circuits de production et de consommation, tout en améliorant la qualité de vie.

3.2 Une politique régionale ambitieuse découlant de son double rôle d'autorité organisatrice des mobilités et de cheffe de file de l'aménagement et des mobilités

Autorité Organisatrice de la Mobilité Régionale et Cheffe de file de l'aménagement du territoire régional et des mobilités, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur met en œuvre une politique de mobilité ambitieuse, visant à répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain. Cette politique s'articule autour des axes suivants :

1. Garantir des solutions de mobilité « minimales » à tous les usagers, afin de garantir, pour chaque habitant, une « mobilité essentielle » (études, travail, santé, loisirs de proximité, etc.) à un coût raisonnable, accessible pour les plus modestes et pour ceux qui n'ont pas accès à la voiture individuelle (jeunes, séniors, etc.)
2. Réduire le trafic routier et ses nuisances (CO2, bruit, pollution, accidentologie, etc.)

Les objectifs qui en découlent se traduisent de manière différente selon la typologie de territoire :

- Au sein et autour des zones les plus urbanisées et les plus denses : assurer une offre de transport collectif courte distance (< 80 km) avec un très haut niveau de service (cadencement, régularité, amplitude, etc.) dans des conditions de complémentarité et d'intermodalité avec les autres modes de transports : transports collectifs urbains, covoiturage, vélo, marche à pied… afin de réduire massivement le trafic routier pour les déplacements du quotidien.
- Au sein et autour des zones moins peuplées et peu denses : garantir des solutions de mobilité «de base » pour les trajets courts, en particulier en termes de rabattement vers les pôles urbains locaux pourvoyeurs d'emplois, les établissements scolaires, les services de santé... Il s'agit d'encourager et accompagner des formes nouvelles de déplacements : covoiturage, autopartage, mise en service de petits bus locaux, mobilité des services à la population (bus services itinérants) …

La volonté de la Région est de :

- Encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal de la voiture vers les transports collectifs,
- Proposer une offre ferroviaire qualitative et attractive, complémentaire avec les autres modes de déplacements,
- Offrir à tous un transport collectif routier complémentaire à l'offre ferroviaire, adapté aux spécificités des territoires et aux besoins des usagers,
- Optimiser le réseau ZOU! de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de consolider et renforcer l'offre de transports collectifs
- Accompagner les territoires vers une meilleure mobilité des usagers,

- Promouvoir et financer des solutions de mobilité et d'intermodalité, de transport et de logistique en travaillant sur l'ensemble des leviers :
  - Expérimenter de nouvelles solutions, jusqu'à leur évaluation et conditions de réplication pour les confier en exploitation pérenne à des tiers,
  - Actionner les leviers permettant d'agir sur l'accélération des changements de comportements dans la mobilité du quotidien,
  - Garantir à tous la facilité d'achat de titres régionaux (sans obligation digitale), et développer la vente croisée (par/pour des tiers) pour certains titres.

Cette volonté de la Région suppose de :

- Développer une offre de desserte TER et Chemins de Fer de Provence adaptée aux territoires et aux besoins des usagers, en priorisant les efforts sur les axes où le trafic routier qui pourrait être reporté est important, et dans le cadre d'une gouvernance renouvelée avec les territoires, les partenaires et les usagers.
- Contribuer à l'intermodalité et la complémentarité avec le service de transport collectif routier régional (LER, lignes de proximité), l'offre ferroviaire ainsi qu'avec les autres modes de transport collectifs (Transports Collectifs Urbains/Transports à la demande/Vélo…).
- Préparer l'ouverture totale du marché régional ferroviaire à la concurrence afin de développer et améliorer la qualité l'offre, tout en réduisant les coûts.
- Développer la complémentarité car-train et car-car en supprimant les doublages d'O/D et d'horaires,
- Centrer le réseau express routier sur la vitesse commerciale et la desserte des grands pôles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Innerver les territoires par le réseau de proximité sans se substituer aux AOM et encourager le rabattement sur des pôles d'échanges secondaires,
- Favoriser les nœuds multimodaux par territoire.
- Territorialiser les politiques de mobilité régionale.
- Harmoniser les modalités de circulation entre les AOM.
- Positionner la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en prestaire de services pour les territoires, non dotés d'AOM, afin de répondre aux attentes locales.
- Élaborer des scénarios prospectifs.
- Instruire une diversité de mécanismes : projets de réglementation, de tarification, de financements alternatifs…

Cette politique se déploie en synergie avec les contractualisations d'accompagnement des territoires portées par la Région.

3.3 La Région et les projets de mobilité des territoires

3.3.1 Les dispositifs de soutiens régionaux aux projets de mobilités des territoires

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur accompagne les territoires via un cadre contractuel : les contrats « Nos territoires d'abord » qui déterminent, en fonction d'objectifs partagés, les projets soutenus et un plan d'actions prioritaires. Ce cadre contractuel est désormais, dans le

domaine des mobilités, renforcé par les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) [cf. chapitre 4. Le contrat opérationnel de mobilité].

Via ces contractualisations, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur promeut :

- L'intermodalité entre les services de transports régionaux et les services de transports locaux

Il s'agit de veiller à la bonne coordination/complémentarité des offres « Région » et des offres des Autorités Organisatrices de Mobilité (ex : tarification et d'interopérabilité des systèmes de billettique). Cette harmonisation des offres est souvent le point faible des projets de mobilités. Seront donc examinés tous les types de projets s'inscrivant dans la perspective d'améliorer l'intermodalité et la fréquentation du réseau régional ZOU ! (ex : aménagements de gares/PEM/parcs relais en connexion avec le réseau régional ZOU ! ; aménagements cyclables de rabattement, etc…)

- La mobilité collective et partagée

Il s'agit de soutenir les projets favorisant une régulation des usages de la voirie au bénéfice des modes de déplacement collectifs (ex : covoiturage (aires et services) et/ou voies réservées aux transports collectifs (TCSP).

- Les mobilités actives

La mise en œuvre du Schéma régional des véloroutes est un objectif prioritaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'accompagnement des projets portés par les territoires avec cet objectif est un des axes privilégiés des contrats NTDA (ex : aménagements cyclables sécurisés en milieu urbain comme en milieu rural, favorisant, au quotidien, la pratique du vélo). La sécurisation des circulations piétonnes et la promotion de la marche à pied (cf. accessibilité des établissements scolaires) sont également des enjeux à prendre en compte.

- De nouvelles pratiques pour le transport de marchandises et la logistique

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite promouvoir, dans le domaine du transport de marchandises et de la logistique, des pratiques plus durables, chez les donneurs d'ordre comme chez les consommateurs. La Région souhaite, également encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal (fer et fleuve), la transition des flottes (y compris les modes d'avitaillement), les changements de pratiques des différents acteurs (mutualisation des ressources, optimisation des livraisons et des espaces logistiques), les réglementations des livraisons (simplification, harmonisation, diffusion), la logistique du dernier km (circuits courts, cyclo-logistique, reverse-logistique). La sécurisation de l'approvisionnement des différents territoires est également un enjeu pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les mesures préventives pour garantir la robustesse des chaines logistiques en cas d'aléas, ainsi que les mesures pour assurer l'approvisionnement quotidien de territoires excentrés seront appréciées.

Pour atteindre ces objectifs, différents accompagnements et/ou cadres d'intervention régionaux pourront être mobilisés, tels que :

- La création d'un **réseau de référents mobilité**,
- L'**accompagnement des EPCI qui n'ont pas pris la compétence mobilité** en co-pilotant des études de faisabilité fléchées sur des territoires voulant mener des actions à leur compte, avec de possibles financements à 100%,

- Le **cadre Zéro Émission en Route** : Le cadre d'intervention régional sur les carburants alternatifs se focalise sur les technologies Électrique-batterie, Hydrogène et Gaz Naturel Véhicule (GNV) en agissant sur l'offre de stations de recharge et d'avitaillement et la demande,
- Le dispositif **Gardons une COP D'avance - Sud Logistique 2030 :** Lancement d'un appel à projets conjoint ADEME/Région, en vue de soutenir des projets de logistique agiles, résilients, sobres et respectueux de l'environnement et du climat, au service de l'économie et de l'attractivité du territoire régional,
- Le nouveau cadre d'intervention en faveur des **aménagements cyclables du quotidien**, adopté en mars 2024
- **Le dispositif « Mobilab »** d'accompagnement des projets d'innovation dans le domaine de la mobilité (y compris low-tech)
- Le **soutien aux aires de covoiturage** dans leur dimension multimodale : financement des projets d'aires de covoiturage sous réserve d'être connectées à une ligne ou un arrêt de transport en commun du réseau régional ZOU ! et d'intégrer des équipements conférant à ces aires une dimension multimodale (stationnements vélo, bornes de recharge, Panneau à Messages Variables…),
- Le **FEDER Volet Massif -** mobilité durable : améliorer les mobilités touristiques et résidentielles en zone Massif,
- La **CIMA Services et mobilités** : améliorer la qualité de vie en montagne, les solidarités, les services et les mobilités entre villes, vallées, villages, stations en zone Massif

3.3.2 Les autres leviers de la Région en faveur des mobilités durables des territoires

- **Le volet Mobilités du Contrat de Plan État/Région : des moyens pour investir.**

Le volet Mobilités 2023-2027 du Contrat de Plan État-Région a été voté par l'assemblée plénière du 13 décembre 2024.

Doté d'une enveloppe globale de plus de 1,4 milliards d'euros dont 770 millions apportés par la Région et l'État à parité (385 millions chacun), il comprend une **enveloppe de 541 millions, dont 224 millions apportés par la Région, dédiée aux projets ferroviaires, aux pôles d'échanges et aux études et premiers travaux des Services Express Régionaux Métropolitains** des aires avignonnaise, toulonnaise, azuréenne et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il comprend également une enveloppe de **338 millions dédiée aux projets routiers, dont 55 millions apportés par la Région, avec des orientations nouvelles par rapport aux CPER précédents**. Il s'agit d'atteindre les objectifs de préservation environnementale et de sobriété foncière, fixés par le SRADDET, la Loi Climat et Résilience (cf. Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2050) et la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte et de respecter les préconisations du Conseil d'Orientation sur les Infrastructures de transport (COI), favorables à une réorientation des investissements routiers au bénéfice des déplacements collectifs, partagés, et des modes actifs (vélo, marche à pied). **Ces nouvelles orientations** sont traduites dans l'intitulé de la priorité relative aux projets routiers **« *Transformer les infrastructures routières dans le but de favoriser les transports collectifs performants, la mobilité partagée, la pratique du vélo, de la marche et une intermodalité performante* »**.

Ce volet Mobilités du CPER comprend également une priorité relative à la **résilience des infrastructures de transport, dotée d'une enveloppe régionale de 15 millions d'euros**, ainsi qu'une **priorité en faveur des aménagements cyclables** dotée d'une **enveloppe de 90 millions d'euros dont 30 millions apportés par la Région**.

A noter : A ce volet mobilités du CPER 2021-2027 s'ajoutent les investissements qui seront réalisés dans le cadre de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, dont les montants sont estimés à 3,6 milliards d'euros.

- **La territorialisation de la planification écologique : engager un maximum d'acteurs en faveur d'une mobilité sobre et décarbonée**

Les enjeux du réchauffement climatique pour nos territoires, particulièrement en matière de déplacements des personnes et des marchandises et d'infrastructures de transports (cf chapitre 2) ont conduit l'État et la Région à signer, le 23 aout 2023, un protocole de mise en œuvre de la planification de la transition écologique pour une mobilité sobre et décarbonée, qui faisait de Provence-Alpes Côte d'Azur une région pilote de la territorialisation de la planification écologique et énergétique.

En pleine cohérence avec les politiques que la Région déploie dans le domaine des mobilités, l'État et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont défini, dans le cadre de la planification écologique présentée à la Conférence des Parties (COP) le 11 décembre 2024, et de l'élaboration du plan régional de transformation écologique et énergétique, deux feuilles de route dédiées à la mobilité : « Mieux se déplacer » et « Mieux transporter les biens ».

La première « Mieux se déplacer » fixe 8 actions structurantes :

- Action 1 Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- Action 2 Engager les 4 Services Express Régionaux Métropolitains et mettre en œuvre les Contrats Opérationnels de Mobilité.
- Action 3 Développer une offre de transports collectifs adaptée aux territoires
- Action 4 Mettre en place des infrastructures et des services, visant développer les pratiques vélo et marche à pied
- Action 5 Convertir la voirie existante en voies réservées pour transports en commun (VRTC) et pour covoiturage (VR+2) et adapter les conditions de circulation
- Action 6 Mettre en place et développer des services et infrastructures de covoiturage
- Action 7 Engager les employeurs sur des paquets d'actions minimales pour la mobilité des salariés
- Action 8 Aider à l'acquisition de voitures électriques et/ou à l'installation de recharges pour les véhicules électriques

La seconde « Mieux transporter les biens » détermine 5 actions structurantes :

- *Action 1* Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- *Action 2* Préparer et mettre en œuvre un pacte d'engagement des services de fret ferroviaire
- *Action 3* Développer les infrastructures de recharge et d'avitaillement pour les motorisations alternatives (électrique, GNV…)

- *Action 4* Sensibiliser les donneurs d'ordre afin de les inciter au changement de pratiques (logistique, modes de transports, modalités de livraison…)
- *Action 5* Valoriser les modes de vie et de consommation plus sobres en activités logistiques

A travers ces actions structurantes, il s'agit d'intervenir sur la mobilité voyageurs et marchandises avec un panel large, qui va au-delà de la seule infrastructure de transport : la réduction de la part modale de la voiture individuelle (objectif – 15%), les services avec un renforcement de l'offre de transports collectifs, le matériel roulant, l'énergie, la sobriété et les changements de comportements qu'elle suppose, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience…

Cependant, les objectifs fixés ne pourront être atteints sans la mobilisation et la participation actives de tous les acteurs publics et privés concernés, à l'échelle de chaque bassin de mobilités : Autorités Organisatrices des Mobilités, Établissements Publics de Coopération Intercommunale, Collectivités Locales, Gestionnaires de réseaux, Chambres consulaires, Fédérations et Groupements Professionnels, Employeurs, Syndicats, Associations d'usagers, Citoyens…

La planification écologique sera, dans le domaine des transports, une contribution déterminante pour une (r)évolution du système global de mobilité, indispensable pour espérer atteindre les résultats attendus, en matière de d'adaptation face au changement climatique, de réduction des GES et de décarbonation des transports.

4 Le Contrat Opérationnel de Mobilité

4.1 Définition du Contrat Opérationnel de Mobilité

Instauré par la loi LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2 du code des transports, le COM est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque bassin de mobilité.

La loi LOM a consacré pour la Région la fonction de collectivité chef de file pour l'organisation des modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité (article L1215-1 du code des transports).

« La Région conclut, à l'échelle de chaque bassin de mobilité (…) un contrat opérationnel de mobilité avec les autorités organisatrices de la mobilité, les syndicats mixtes de transport mentionnés à l'article L. 1231-10, les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Peuvent être partie au contrat les autres établissements publics de coopération intercommunale ou tout autre partenaire, dont, le cas échéant, une région limitrophe du bassin de mobilité concerné »[4].

(Compléments d'informations - paragraphe 5.2/5.3 : 5.2 Liste des abréviations et lexique de base)

[4] *Article L. 1215-2 du code des transports.*

4.2 Définition du Bassin de Mobilité

L'échelle du bassin de mobilité est représentative de la mobilité du quotidien, relevant notamment de déplacements domicile-travail, et dépassant les frontières administratives des AOM.

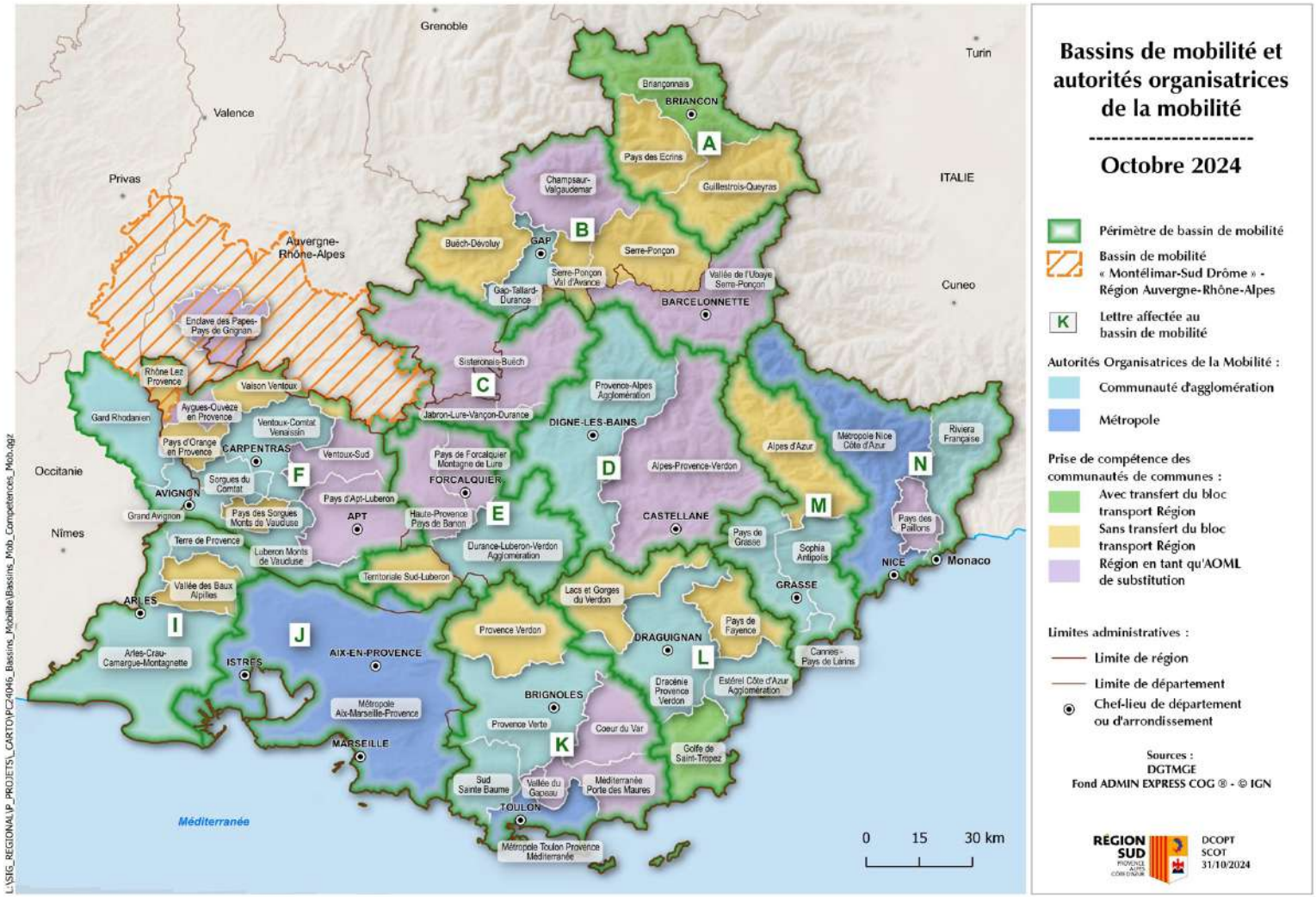


Figure 4 : Bassin de mobilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : Délibération N°22-0605 - Approbation de la cartographie des bassins de mobilité, Annexe2)

La coordination des acteurs de la mobilité du bassin doit permettre d'assurer un meilleur service rendu aux usagers en coordonnant et structurant l'action des acteurs publics de la mobilité.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se donne la mission de faciliter la coordination à l'échelle d'un bassin tout en contribuant à l'amélioration des mobilités entre les bassins. Les contrats opérationnels de mobilité (COM), sur chacun des bassins de mobilité, ont vocation d'établir un cadre de coopération avec l'ensemble des EPCI, Régions et Départements concernés, les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges et tout autre partenaire jugé comme pertinent. Ils fixent les principes des collaborations à renforcer, afin notamment de faciliter le passage d'un réseau de transport à l'autre ou d'un mode à l'autre par exemple. Les opérations à dimension intermodale trouveront donc leur place dans ces COM.[5]

4.3 Nature du COM

Le contrat définit notamment les modalités de la coordination avec les gestionnaires de voirie et d'infrastructures pour créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités. C'est un cadre d'actions commun qui porte sur une vision globale et partagée.

Les acteurs de la mobilité dont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est chef de file créent ce cadre d'actions commun autour d'enjeux et d'objectifs collectivement définis, cohérents avec les documents de planification d'aménagement de l'espace et de développement durable ou d'urbanisme en vigueur.

La mobilisation conjointe de l'ensemble des acteurs du bassin de mobilité permet de concilier les ambitions, les usages et les besoins, et d'assurer la cohérence de l'ensemble des actions à l'échelle du bassin. Les enjeux interbassins quant à eux font l'objet de modalités d'association des acteurs des bassins limitrophes dits « territoires associés ».

Les contractualisations partenariales mises en place dans le cadre de l'outil « contrat opérationnel de mobilité » décrivent également une grande implication des acteurs intriqués en matière de portage des projets.

Le contrat opérationnel de mobilité est structuré en quatre parties : le présent tronc commun identique pour chaque contrat opérationnel de mobilité, un état des lieux du bassin en termes de mobilité (socle territorialisé), une déclinaison des objectifs du bassin en termes de mobilité et des annexes incluant notamment les engagements pris dans le cadre du COM.

4.4 Durée du COM

Les parties conviennent que le contrat est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa signature par l'ensemble des membres du comité de bassin. Le contrat entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des parties pour une durée de quatre ans. Le présent COM peut être renouvelé une fois pour permettre la finalisation des travaux d'un nouveau COM à l'issue de la première période

5 Support A4 -VF -Conférence plénière 13 Juin 2023

4.5 Structures de Gouvernance de la mobilité

4.5.1 Le comité de bassin

Cf 4.6

4.5.2 Le comité technique de bassin

Cf 4.6

4.5.3 Les comités des partenaires

Le comité de partenaires régional (COPART régional) : Pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur met en place et anime un comité de partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Les comités de partenaires locaux (COPART locaux) : Chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, y compris la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en tant qu'AOM locale par substitution a l'obligation de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par an, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'association d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.

4.6 Cadre de fonctionnement des instances de gouvernance du COM

4.6.1 Les instances de gouvernance du COM

4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS)

Le comité de bassin (COBASS) est l'instance de prise de décision qui assure notamment la validation politique des propositions du comité technique de bassin (COTECHBASS). Le COBASS devra favoriser le débat entre ses membres dont l'objet premier est d'aboutir dans un délai raisonnable à l'établissement d'une première génération de contrat qui sera soumis aux instances délibératives de chacune des institutions. Le COBASS sera ensuite chargé de suivre, amender, évaluer et réviser la contractualisation. Chaque signataire du COM est membre du COBASS et est représentée par son exécutif, ou la personne qu'il nomme à cet effet.
La présidence du COBASS est assurée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Chaque membre du COBASS désigne le technicien appelé à le représenter au sein du comité technique de bassin (COTECHBASS).

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui sera soumis au vote des assemblées délibérantes.

4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS)

Le comité technique de bassin (COTECHBASS) est l'instance qui a pour fonction d'assurer la pertinence technique des propositions soumises au COBASS. Ainsi, il est notamment chargé

de valider les propositions émanant des ateliers et de préparer les travaux du COBASS en formulant un avis sur la faisabilité de ces propositions.

L'animation du COTECHBASS est assurée par un technicien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le COTECHBASS pourra se réunir dans la Maison de la Région la plus proche du bassin de mobilité concerné. L'animateur du COTECHBASS peut décider de réunir l'organe dans un autre lieu et il en informe les membres du COTECHBASS.

4.6.1.3 Les ateliers de travail

L'atelier de travail est l'organe de réflexion et de co-construction chargé de faire émerger des propositions, des engagements individuels et collectifs devant nourrir l'élaboration du COM.

La composition des ateliers de travail est définie par les membres du COTECHBASS.

La tenue des instances de gouvernance du COM

4.6.1.4 La tenue du COBASS

4.6.1.4.1 La convocation du COBASS

Le COBASS est mobilisé par son président qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique dans un délai minimum de deux semaines précédant l'instance.

4.6.1.4.1.1 La séance du COBASS

Le président ouvre la séance, dirige les échanges, fait observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Les réunions ne sont pas publiques. Le COBASS peut valablement se réunir et fonctionner en présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par le président.

Le président peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, le président donne connaissance au COBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, le président fait part au COBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.1.4.1.2 La prise de décision du COBASS

Une décision prise par le COBASS est adoptée par la voie de l'unanimité.

Au terme de la co-construction, le COBASS valide le COM à soumettre à la signature de ses membres. En effet, le COBASS proposera le COM validé aux assemblées délibérantes lesquelles en autoriseront la signature après avis consultatif du comité des partenaires.

4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS

4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS

Le COTECHBASS est mobilisé par son animateur qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS

L'animateur du COTECHBASS est chargé d'ouvrir la séance, de diriger les échanges, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions ne sont pas publiques. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Le COTECHBASS peut valablement se réunir et fonctionner en présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par l'animateur.

L'animateur du COTECHBASS peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, l'animateur donne connaissance au COTECHBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, l'animateur fait part au COTECHBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS

Les propositions formulées par le COTECHBASS sont adoptées par la voie de l'unanimité.

4.6.1.6 *La tenue des ateliers de travail*

4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail

L'atelier est mobilisé par l'animateur du COTECHBASS qui envoie les invitations et communique sur les thématiques abordées.

Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail

L'animateur du COTECHBASS est chargé d'ouvrir la séance, d'animer l'atelier, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les ateliers ne sont pas publics. Les ateliers se tiennent principalement en présentiel.

Avant de débuter l'atelier, l'animateur donne connaissance aux participants du déroulé de l'atelier et des objectifs de celui-ci.

Avant de clôturer l'atelier, l'animateur présente aux participants un compte rendu des travaux effectués. Enfin, Il est établi, pour chaque atelier, un compte-rendu synthétique des travaux.

4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail

Les propositions qui sont formulées dans le cadre des ateliers sont présentées en COTECHBASS pour validation.

4.6.2 Les principes de construction du COM

De manière générale, lors de l'élaboration des COM, l'ensemble des acteurs se soucieront de l'équité entre les territoires.

4.6.2.1 *L'égalité des participants*

La co-construction du COM repose sur le principe d'égalité de ses participants.

4.6.2.2 *Le principe de subsidiarité*

Les acteurs et décideurs qui interviennent dans la co-construction des COM rappellent que ce travail ne se substitue pas aux réflexions ou actions d'autres acteurs administrativement compétents sur d'autres échelles géographiques ou techniques.

Les parties s'engagent à respecter le principe de subsidiarité en affirmant que, dans le cadre des compétences dont chaque partie dispose, l'action revient à l'autorité administrative compétente la plus proche de l'action considérée.

Les parties s'engagent à assurer l'interface avec les communes qu'elles représentent au regard de leurs compétences et pouvoirs de police en matière de gestion de voirie. De la même manière, les EPCI s'engagent à assurer l'interface avec les organes de planification qui interviennent sur leurs territoires.

4.6.2.3 *Le principe d'efficacité*

La volonté de pragmatisme, c'est-à-dire d'efficacité, est au cœur de la présente méthodologie de co-construction.

À cet effet, les différentes parties s'engagent à :

Mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2029 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement durable des mobilités,

Prendre part à la mise en œuvre des actions définies dans le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents,

Collaborer dans une logique d'amélioration continue et d'expérimentation, au service des usagers et de la cohésion sociale,

Communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

Enfin, les acteurs s'engagent à saisir concomitamment leur organe délibérant afin d'approuver le COM et d'autoriser leur exécutif à le signer.

4.7 Évaluation du COM

Le contrat fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours présentée au Comité des Partenaires (COPART). Par ailleurs, chaque autorité organisatrice rend compte annuellement de la mise en œuvre du contrat au comité des partenaires (la Région au COPART régional et chaque AOM locale au COPART local correspondant).

L'annexe 4 « Évaluation de l'atteinte des objectifs généraux du bassin de mobilité » et l'annexe 5 « Suivi de la mise en œuvre des engagements du contrat opérationnel de mobilité » détaillent le périmètre et la méthodologie, la périodicité et le protocole d'évaluation du COM.

4.8 Modalités de révision

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui est soumis au vote des assemblées délibérantes ou à la validation des acteurs non publics.

4.9 Modalités de résiliation et de règlement des différends

En cas de non-respect par l'une des parties des termes du présent contrat, celui-ci peut être résilié par chacune des parties, dans un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure si lesdits griefs n'ont pas été éteints dans ce délai.

Tout litige né de l'application du COM fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable, en cas d'échec de celle-ci, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Objectifs SRADDET consacrés directement aux mobilités et applicables sur l'ensemble du territoire régional

Les objectifs sont :

- Améliorer le réseau régional de transports collectifs. Cela passe par le report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs en :
  - Déployant une offre régionale de transports en commun adaptée aux territoires selon leur densité urbaine
  - Favorisant les complémentarités et l'optimisation de la coordination entre les dessertes urbaines, interurbaines et ferroviaires
  - Accompagnant les offres de transport locales adaptées aux évolutions sociodémographiques

Ces objectifs nécessitent de coordonner les prescriptions des PDM/PDMS (règle LD2-Ob42)

- Faciliter et améliorer l'intermodalité. Elle sera possible en :
  - Optimisant les pôles d'échanges multimodaux (PEM), par l'élaboration d'une charte de services communs et d'exploitations de ces PEM (Règle LD2-Obj39)
  - Renforçant la cohérence entre réseaux et services par le biais d'objectifs de rabattement en transports en communes et modes actifs vers les gares ou PEM, identifiés comme stratégiques par la Région et dans les SCOT /PDM -PDMS (Règle LD2-Obj40)
  - En déployant et coordonnant un réseau d'infrastructures en site propres, couplée à des équipements d'accès et de stationnent, type parcs relais (Règle LD2-Obj46)
  - Développer avec l'ensemble des AOMD une information facilement accessible, une billettique simplifiée, une tarification harmonisée et multimodale
- Favoriser les modes actifs et les nouvelles pratiques de mobilité. Cela sera rendu possible en :
  - Contribuant au report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs, tout en développement des mobilités actives et des modes de transport plus propres.

Ces objectifs passent également par la mise en œuvre du schéma régional des véloroutes et voies vertes en connectant les itinéraires à un maillage local (Règle LD-Obj22A)

- Améliorer la cohérence urbanisme-mobilités. Elle se concrétisera en :

- Privilégiant l'intensification urbaine autour des dessertes et transports collectifs (gare, pôles d'échanges), en fixant des objectifs de de qualité urbaine pour les programmes d'aménagement des quartiers de gare ou de PEM (Règle LD2-Obj35)

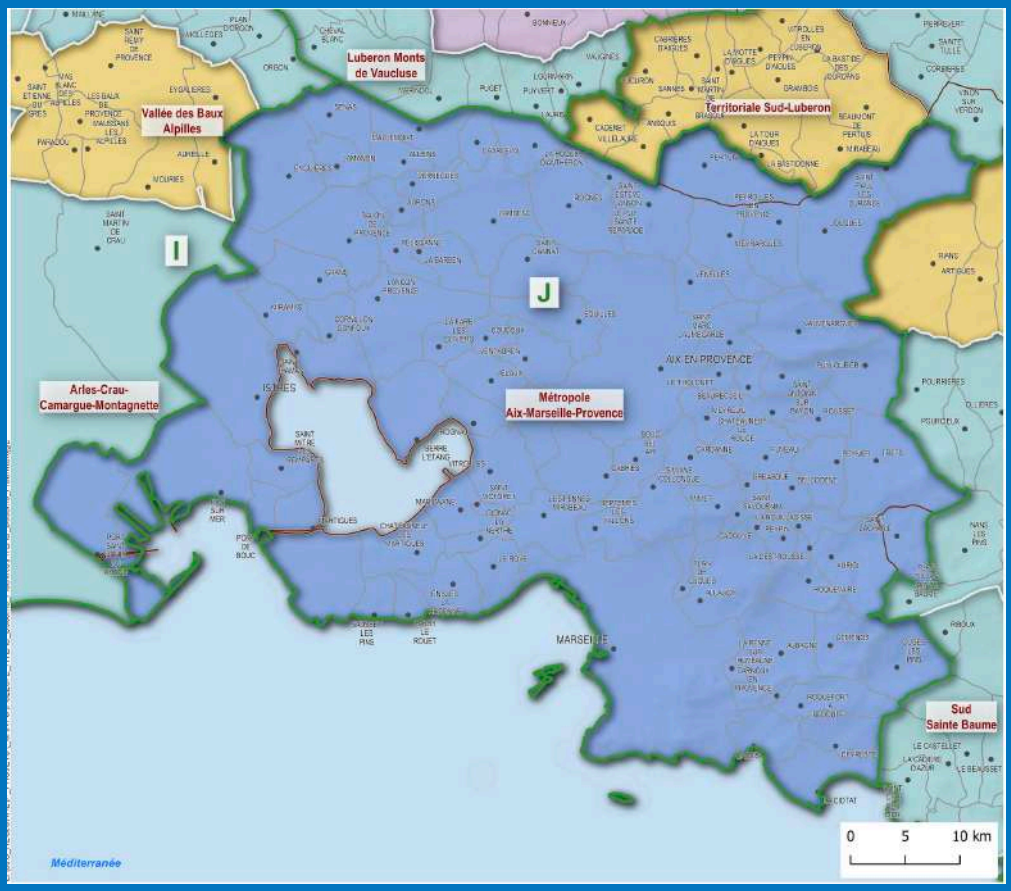
Ces objectifs organisent et optimisent l'accessibilité des zones d'activités économiques en transport en commun et /ou par tout mode de déplacements alternatifs à l'autosolisme (Règle LD1-Obj5 C)

- Améliorer la grande accessibilité régionale et le maillage routier régional. Il s'agit de :
  - Prendre en compte le schéma des itinéraires d'Intérêt Régional pour conforter les liaisons avec les territoires limitrophes et l'arc méditerranéen et **accélérer la réalisation de la ligne nouvelle Provence Alpes Côte d'Azur (LNPCA), essentielle au renforcement des transports du quotidien (Règle LD2-OBJ45)**
  - Améliorer la chaîne logistique en favorisant le report modal notamment vers le fer ou le fluvial, tout en préservant les capacités multimodales de la logistique régionale. Cela se concrétisera en :
  - Améliorer la performance de la chaîne logistique jusqu'au dernier kilomètre, en favorisant le report modal, par le développement de la logistique et la structuration des implantations (Règles LD1-OBJ3 B et LD1-OBJ3 C)

- Articuler les politiques de mobilité et coordonner les AOM, dans la conformité de la stratégie régionale de chef de file de l'intermodalité. Il va s'agir de :
  - S'accorder sur une stratégie cohérente des mobilités avec les AOM et définir les modalités de l'action par un dialogue permanent **(Règle LD3-Obj66)**
  - Rechercher des financements innovants pour pérenniser le développement des transports collectifs, en établissant de nouveaux équilibres économiques des infrastructures et des services de transport (**Règle LD3-Obj68)**

Contrat Opérationnel de Mobilité

SOCLE TERRITORIALISE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE

1 LE BASSIN DE MOBILITE J 36

1.1 PORTRAIT DU TERRITOIRE 36
1.2 MOBILITE : EXTRAITS DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION, ETUDES ET ACTIONS EN COURS 38
1.3 ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE 59
1.4 VOLUMETRIE DES DEPLACEMENTS ET REPARTITION MODALE 62
1.5 INFRASTRUCTURES DE MOBILITES EXISTANTES 68
1.6 SERVICES DE MOBILITES 70

1 Le bassin de mobilité J

Le présent Contrat Opérationnel de Mobilité porte sur le bassin de mobilité J.

Le socle territorialisé permet de créer une base commune de connaissance de la mobilité à l'échelle du bassin de mobilité.

Il donne une vue d'ensemble du bassin de mobilité, en proposant un état des lieux notamment cartographique des réflexions, actions et services existants en lien avec la thématique mobilité. La première partie offre un résumé des principaux éléments stratégiques déjà inscrits par les acteurs du bassin dans leurs documents de planification. La seconde partie décrit les principales données de la mobilité via l'organisation socio-économiques du territoire, les flux et les modalités de déplacement. Enfin le socle territorialisé recense les principales infrastructures et services de mobilité existant sur le bassin au moment de la rédaction du Contrat Opérationnel de Mobilité.

1.1 Portrait du territoire[6]

Le bassin de mobilité J est composé d'un EPCI unique, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, comprenant 92 communes et 1 911 311 habitants.[7]

Principalement situé dans le département des Bouches du Rhône, une des communes (Pertuis) se situe dans le département du Vaucluse et une autre (Saint-Zacharie) se situe dans le département du Var.

Dans le cadre de la démarche de co-construction des COM, les EPCI suivants sont conviés à participer au titre de territoire associé :

- CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette
- CA Provence Verte
- CA Durance-Luberon-Verdon Agglomération
- CA Luberon Monts de Vaucluse
- CA Sud Sainte Baume
- CA Terre de Provence
- CC Provence Verdon
- CC Territoriale Sud-Luberon
- CC Vallée des Baux-Alpilles

6 Source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin E, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'urbanisme Pays d'Aix Durance)

7 Données Insee Statistiques locales

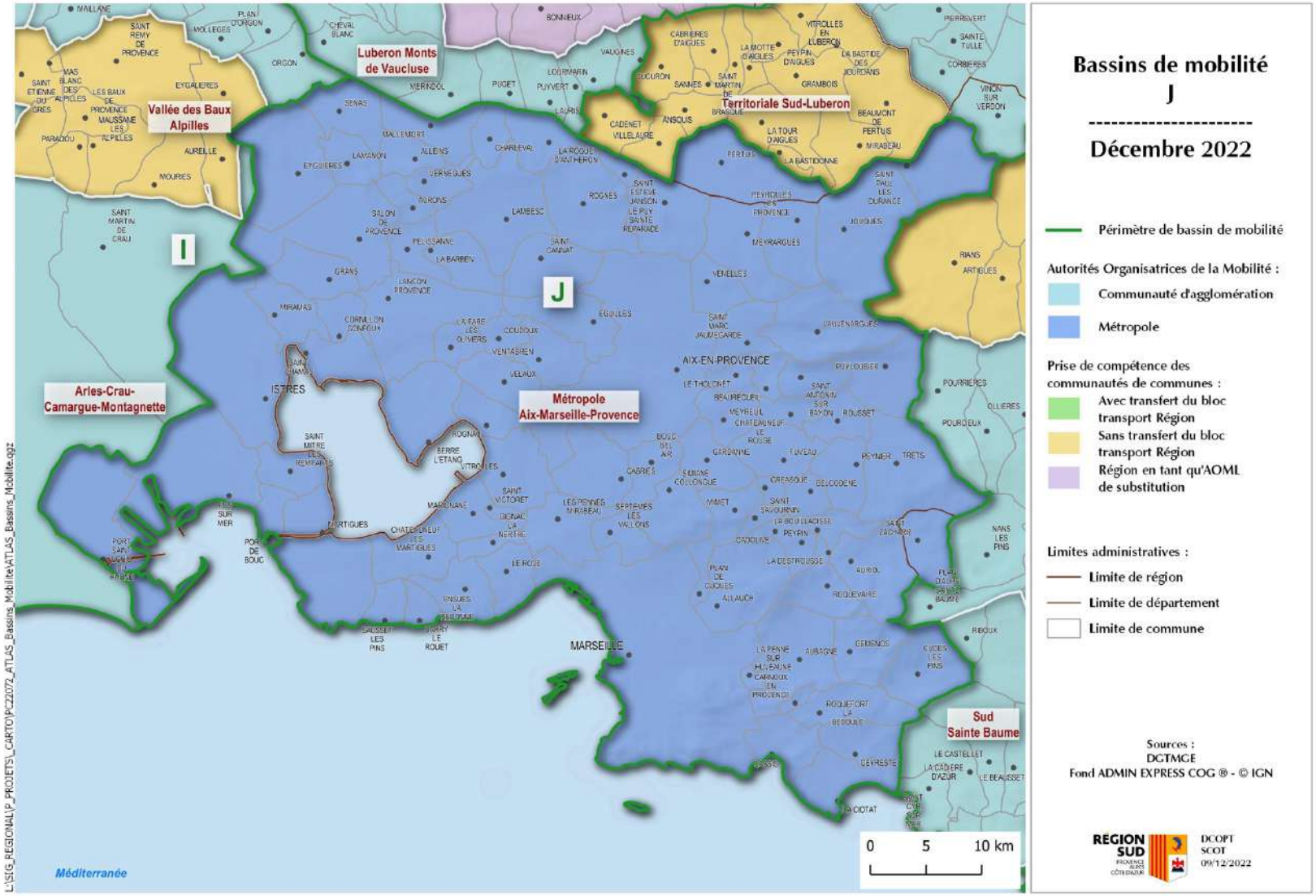


Figure 5 : Bassin de mobilité J (source : document de synthèse carte de travail)

La moitié du territoire est couverte par des espaces forestiers, et la moitié restante se divise en espaces urbains (27%), espaces agricoles (19%) et zones humides (4%).

Le territoire est maillé par plusieurs autoroutes dont l'A51 (Alpes, Italie via Aix) et l'A7 (Avignon-Lyon-Paris) vers le nord, l'A8 (Côte d'Azur, Italie via Aix) et l'A50 (Toulon via Aubagne) vers l'est et l'A55 et l'A54 vers l'ouest (Montpellier, Espagne via Martigues et Salon de Provence).

Le port de Marseille-Fos est le premier port de France et l'aéroport de Marseille Provence est le 6e aéroport français. Le territoire comprend en outre deux gares TGV (Marseille Saint-Charles et Aix-TGV), la gare de Miramas constitue également une halte TGV.

1.2 Mobilité : extraits des documents de planification, études et actions en cours[8]

La mobilité est un élément clé du développement territorial et fait l'objet d'orientations stratégiques dans différents documents de planification, tels que le plan de mobilité mais aussi le plan climat-air-énergie territorial ou encore les schémas de cohérence territoriale.

Afin de consolider une compréhension d'ensemble de la mobilité à l'échelle du bassin, les orientations inscrites par chaque acteur dans ses documents de planification ont été synthétisées et rassemblées ci-après par thématiques, prescrites par le code des transports, et qui sont :

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité ;
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité ;
3. Les modalités de gestion des situations dégradées ;
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité ;
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité ;
6. La décarbonation des mobilités (thématique non prescrite par le code des transports, ajoutée par la Région Provence-Alpes-Côte-D'Azur).

Pour décrire les orientations mobilité des territoires du bassin de mobilité ne disposant pas de documents de planification, une liste de leurs principales études et actions planifiées ou réalisées est dressée.

Le territoire du bassin de mobilité J est couvert par deux documents de planification qui définissent sa politique de mobilité, adoptés par délibérations du 16 décembre 2021 :

- **Le Plan de mobilité (PDM)** Aix-Marseille-Provence approuvé en décembre 2021 : ce plan est construit autour 6 bassins de mobilité et de 25 bassins de proximité, sur la base de critères de continuité, de cohérence et de densité, correspondant à une logique de bassin de vie. C'est sur ces périmètres que les actions du Plan de Mobilité sont progressivement déclinées, dans le cadre des futurs plans locaux de mobilité à raison de 5 plans par an sur 5 ans à compter de 2024. Ces **plans locaux de mobilité**, préciseront localement, pour chaque bassin et chaque commune, les actions opérationnelles à mettre en œuvre dans les domaines de la mobilité, en cohérence avec le développement urbain. NB : Les bassins de mobilité et de proximité définis dans le PDM sont différents des bassins de mobilité régionaux qui ont été définis pour

[8] *Source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin E, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme (Agence d'urbanisme Pays d'Aix Durance)*

la co-construction des COM, la métropole Aix-Marseille-Provence représentant un bassin de mobilité dans son ensemble.

- Le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) d'Aix-Marseille Provence[9]

[9] *Le PCAET d'Aix-Marseille-Provence a été réalisé conjointement au Plan de mobilité et en reprend le contenu. Il n'a donc pas été analysé ici.*

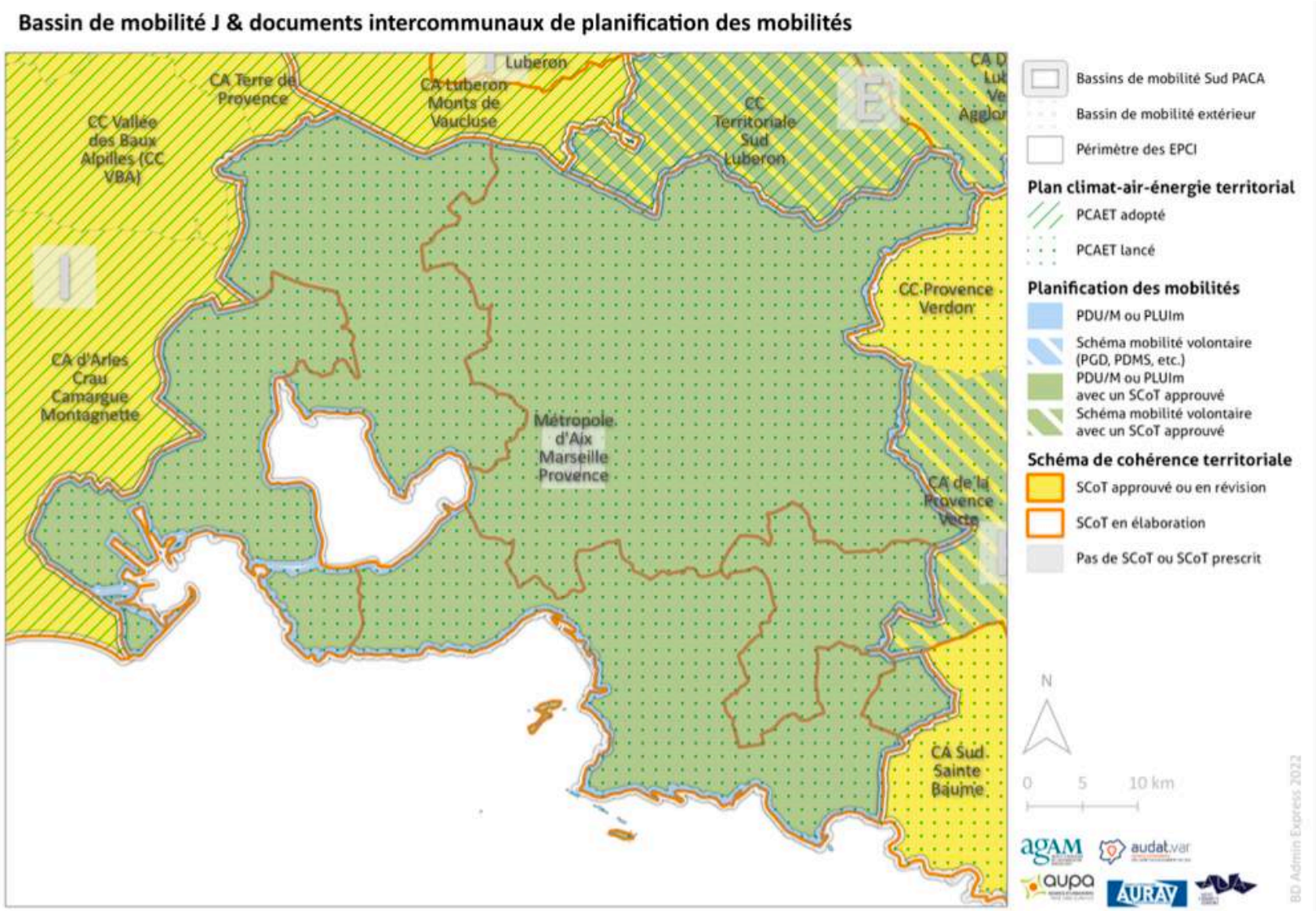


Figure 6 : Bassin de mobilité J (source : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2022)

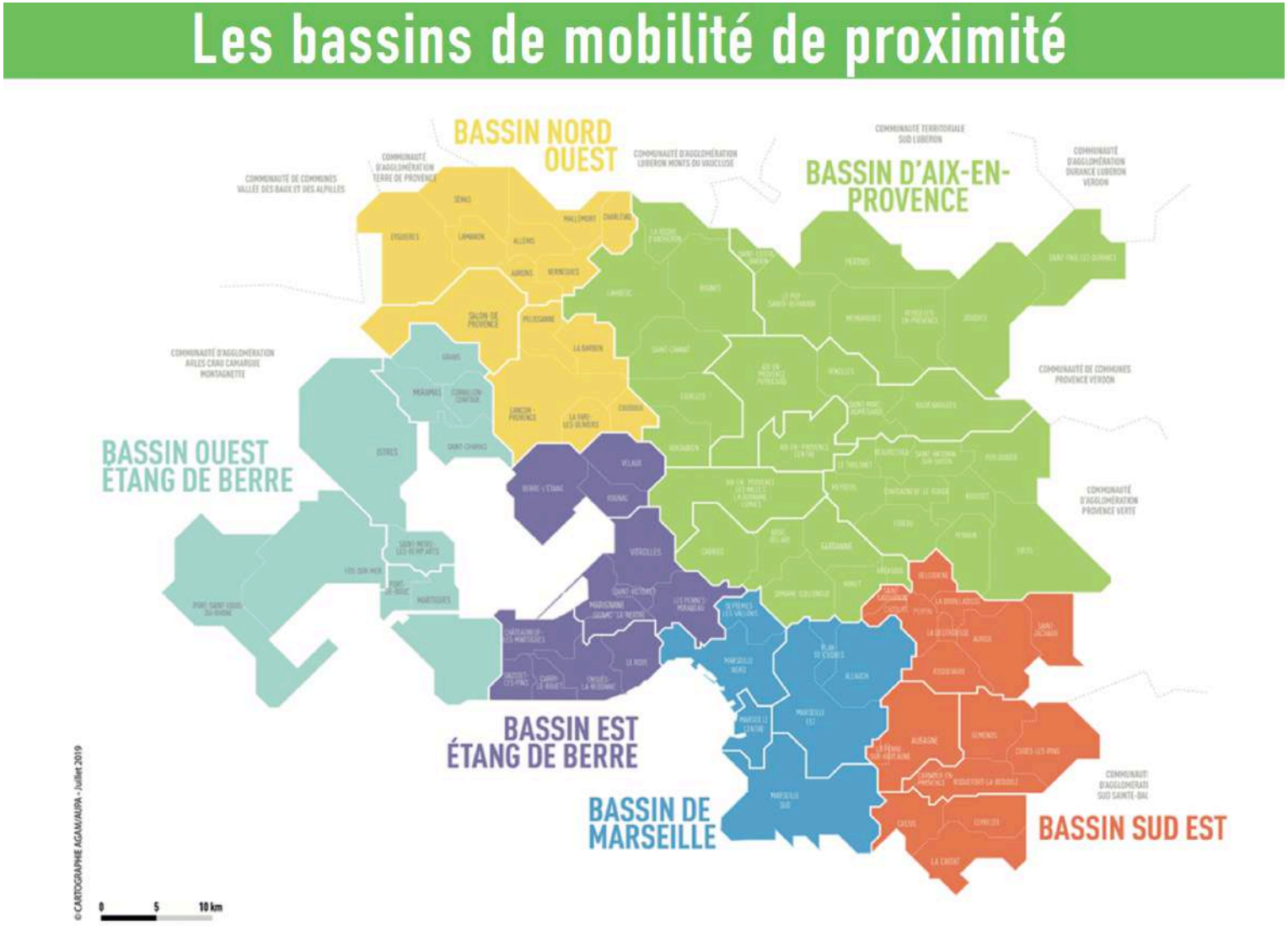


Figure 7 : Bassins de mobilité et de proximité définis dans le PDM Aix-Marseille-Provence (source : ampmetropole.fr, 2021)

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) d'Aix-Marseille-Provence est en cours d'élaboration. Il se substituera aux 5 SCOT actuellement en vigueur sur le territoire.

Tableau 1 : Documents intercommunaux de planification des mobilités Bassin J (source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin J)

EPCI	PDM	PCAET	SCOT
Métropole Aix-Marseille-Provence	2021	2021	En cours (2025)

Les périodes des différents documents de planification analysés sont :

- PDM de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 2020 – 2030
- PCAET de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 2020 - 2050
- SCoT de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 2025 – 2040

1.2.1 Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions présentes dans les documents de planification qui contribuent au développement ou sont en lien avec les différentes formes de mobilité et l'intermodalité. Cette thématique large comprend par exemple les transports en commun, les mobilités actives et partagées ainsi que les services permettant une chaine de déplacement fluide et aisée.

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Projet clé : la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur
  - Réalisation d'un réseau express métropolitain train et car rapide et cadencé à haut niveau de service : 3 lignes ferroviaires TER+, Valtram et 26 lignes Car+

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - 200 km supplémentaires de transports urbains à haut niveau de service dans 14 communes (métro, tram, BHNS et câble)
  - Modernisation des réseaux de proximité

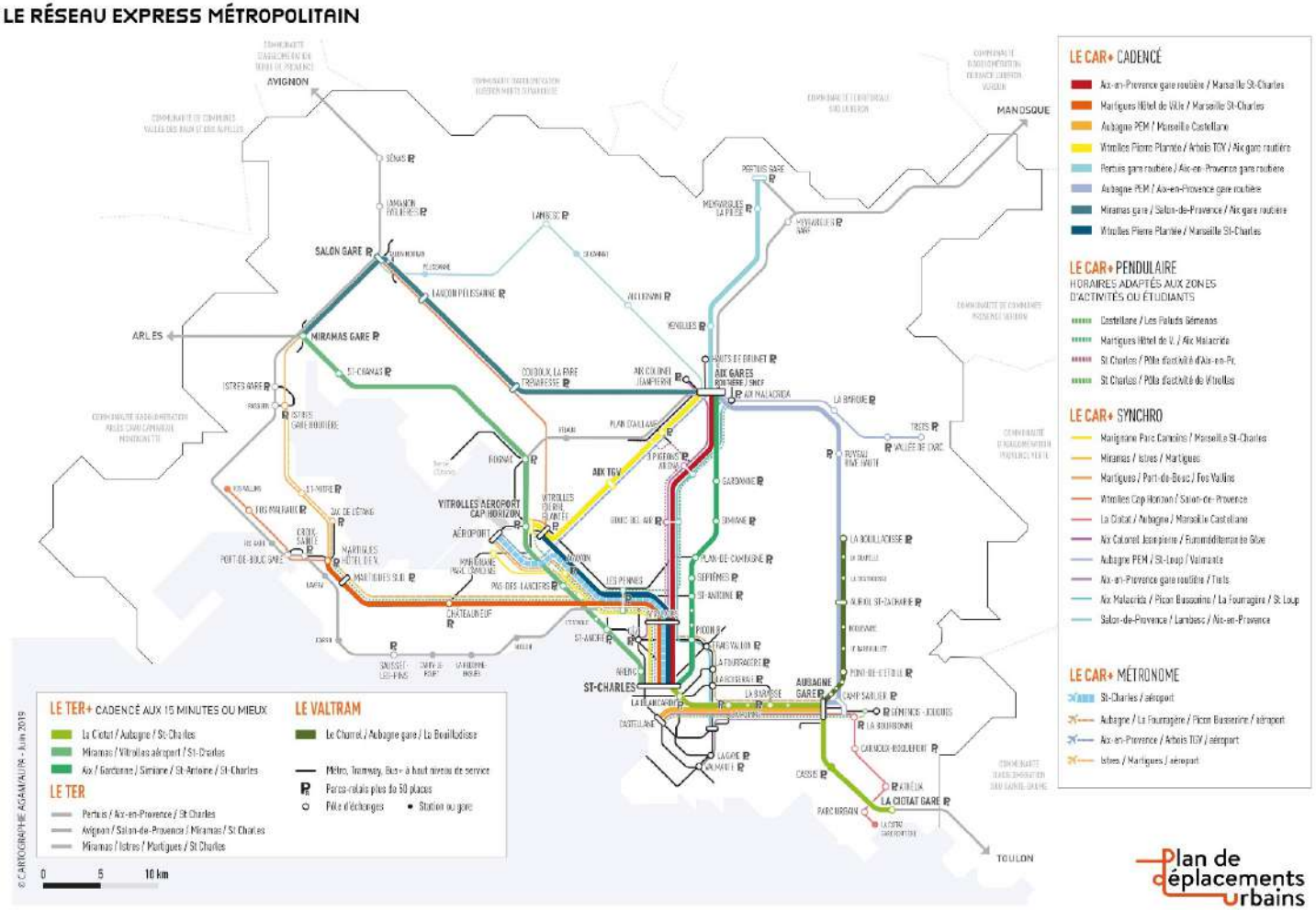


Figure 8 : Actions des transports interurbains – Réseau Express Métropolitain (source : PDM Métropole Aix-Marseille-Provence)

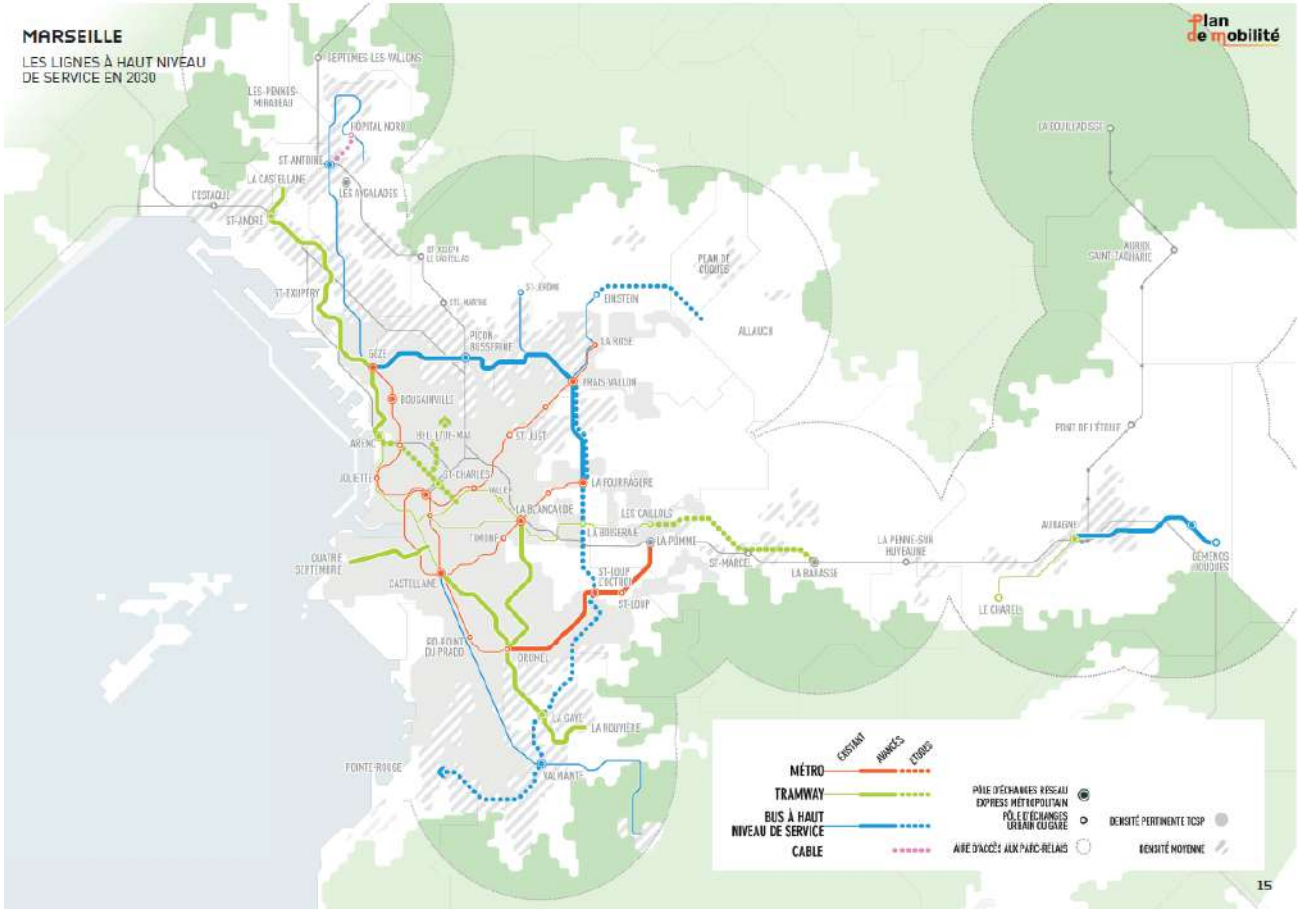
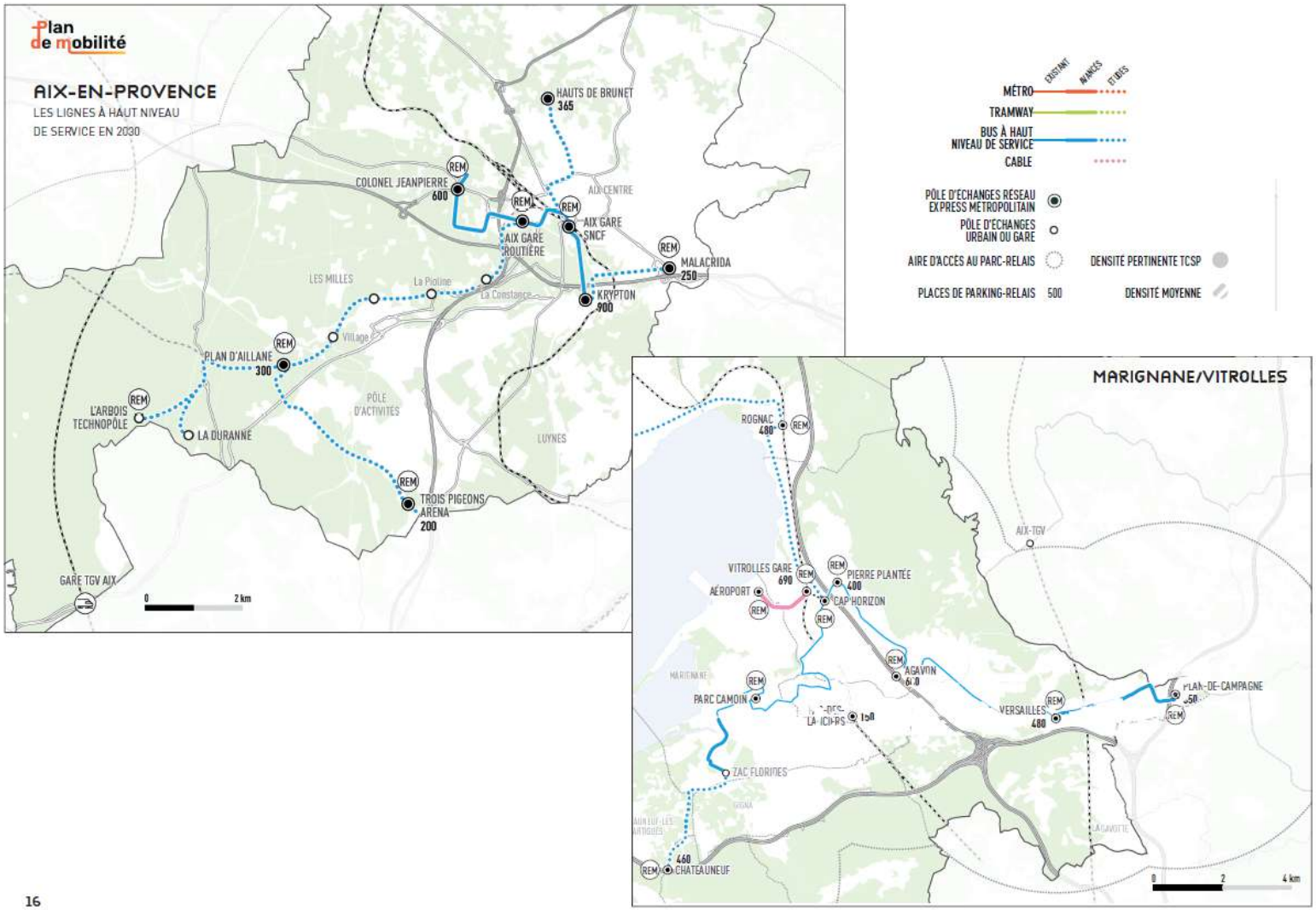


Figure 9 : Actions en faveur des TCU structurant – Lignes à haut niveau de service (source : PDM Métropole Aix-Marseille-Provence)



16

Figure 10 : Actions en faveur des TCU structurant – Lignes à haut niveau de service (source : PDM Métropole Aix-Marseille-Provence)

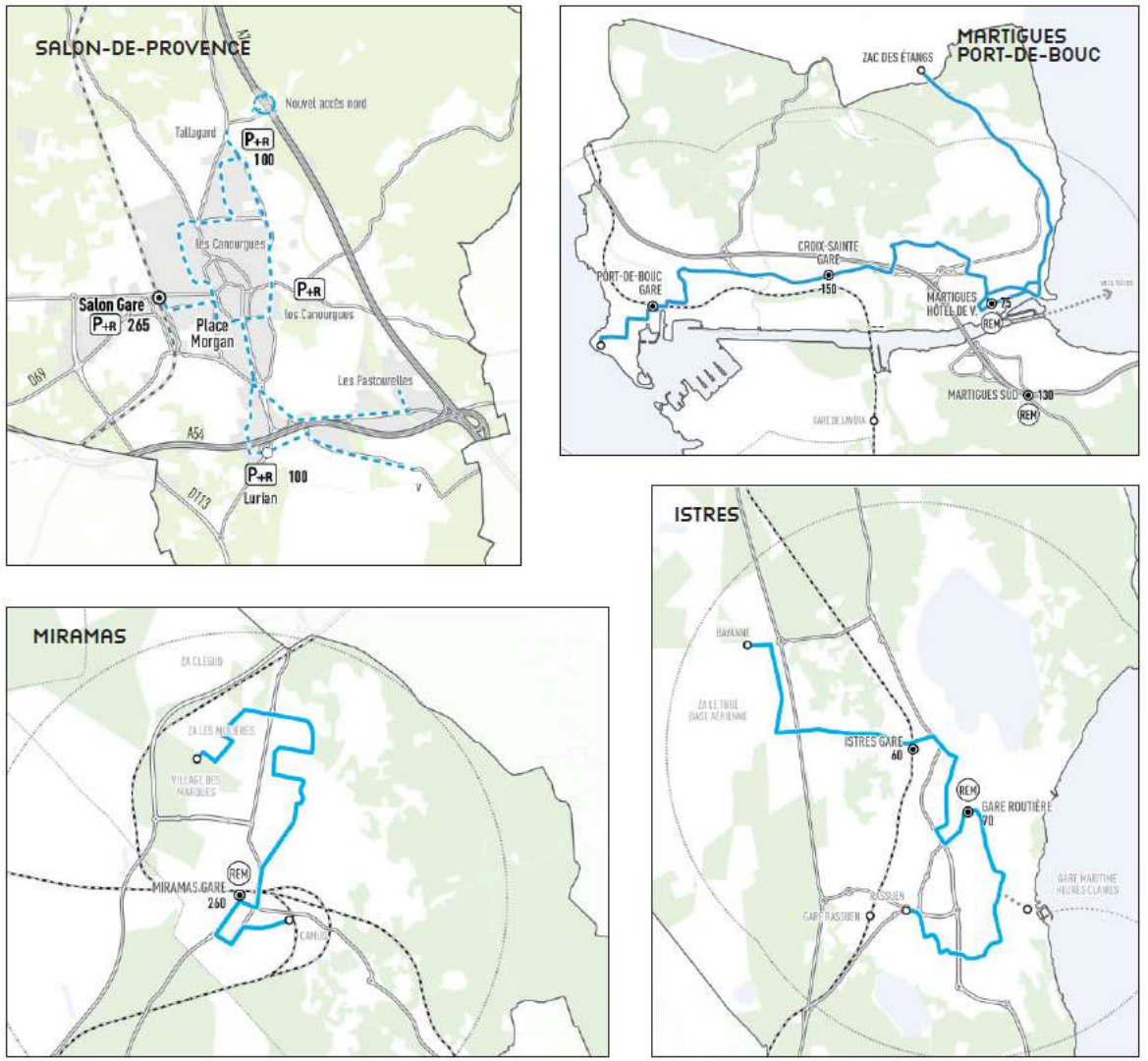


Figure 11 : Actions en faveur des TCU structurant – Lignes à haut niveau de service (source : PDM Métropole Aix-Marseille-Provence)

- Actions sur la circulation automobile :
  - Un réseau routier optimisé
    - Hiérarchisation de la voirie en 5 niveaux et développement de boulevards urbains multimodaux
    - 100 km de sites propres sur autoroutes ou voies rapides pour les Car +
    - Mise en cohérence des vitesses
    - Expérimentation de la route intelligente
  - Complément et requalification du réseau de voiries
    - 6 linéaires sur les grands axes interurbains
    - 8 compléments ou création d'échangeurs
    - 8 liaisons structurantes
    - 7 déviations

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - Amélioration de l'offre TC en soirée et les fins de semaine sur les lignes à haut niveau de service
  - Vélo comme moyen de transport touristique ou de loisirs
  - Identification de services à adapter aux loisirs (EDP, autopartage, covoiturage…)
  - Gérer l'espace public accordé aux taxis et cars de tourisme
  - Protéger les espaces naturels et balnéaires (stationnement, …)
  - Tarifs et services combinés pour les évènements ponctuels

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport
  - Intégration de la hiérarchisation des PEM dans les PLUi et le futur SCoT : typologie conçue pour une recherche de cohérence urbanisme-transport en fonction du potentiel d'urbanisation ou en fonction de la limitation de la consommation foncière pour les PEM éloignés des sites urbanisés
  - 2 niveaux de zones de bonnes dessertes : règles de stationnement et préconisation en termes d'intensification urbaine et de mixité

- Actions en faveur du vélo :
  - Un réseau maillé et sécurisé : 1 200 km d'aménagements structurants et secondaires
  - Des services pour faciliter l'usage : 50 000 places de stationnement public, location courte et moyenne durée, aide à l'acquisition de VAE, amélioration de l'intermodalité
  - Formation et sensibilisation : soutien aux associations, écomobilité scolaire, événements, communication

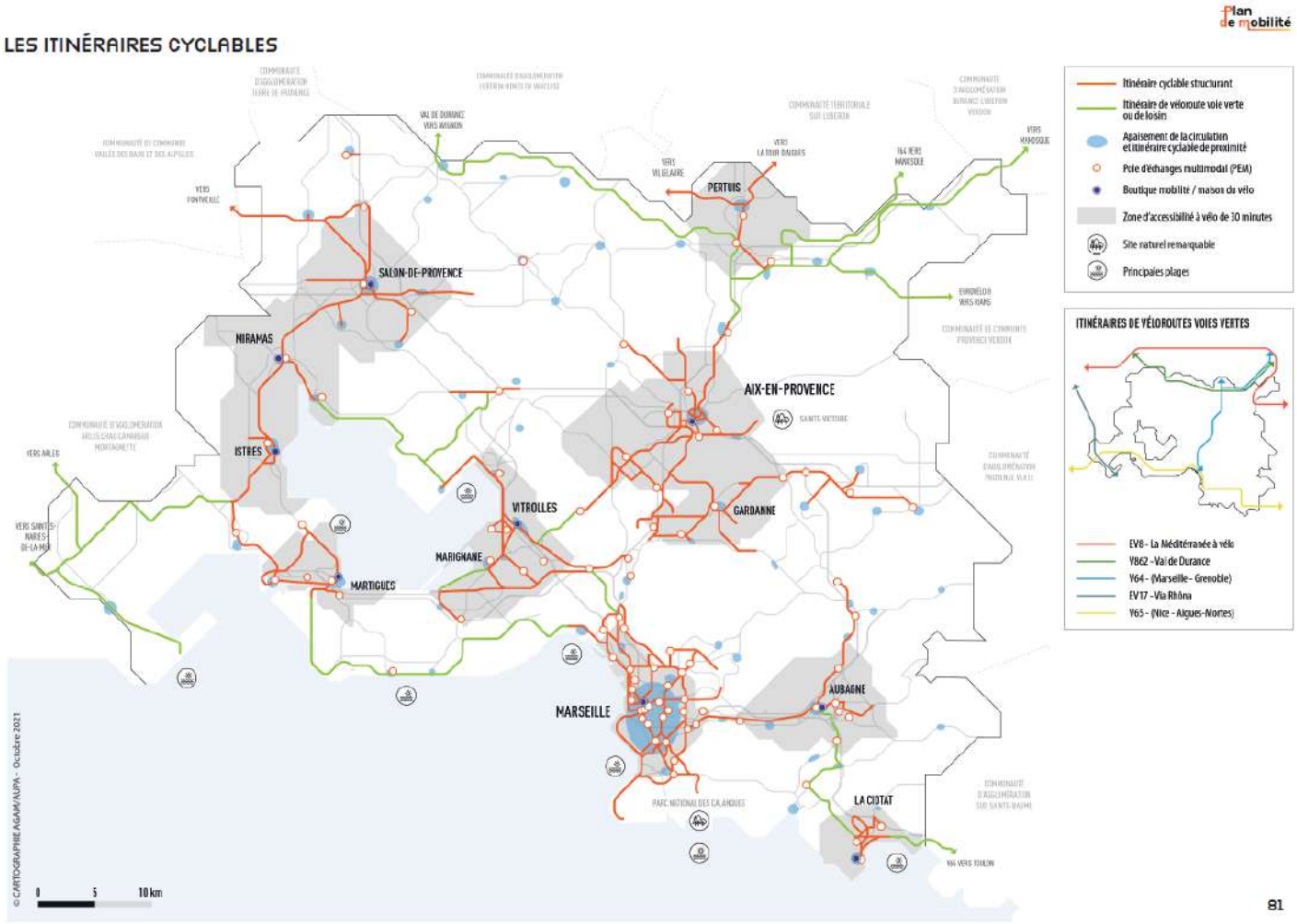


Figure 12 : Actions en faveur du vélo -Itinéraires cyclables (source : PDM de la Métropole Aix-Marseille-Provence)

- Action en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
    - Principes de partage de l'espace public visant à :
        - Donner priorité aux modes les plus vulnérables, piétons et vélos
        - Rééquilibrer l'aménagement en leur faveur en régulant la place de la voiture
        - Favoriser les continuités et traversées piétonnes
        - Améliorer le confort piétons par des plantations et des bancs
    - Développement de la logistique urbaine afin de traiter le dernier km avec des véhicules propres
    - La zone 30 aménagement de référence en matière d'aménagement des voies locales
    - Régulation du stationnement dans les centres-villes au profit des TC et modes actifs

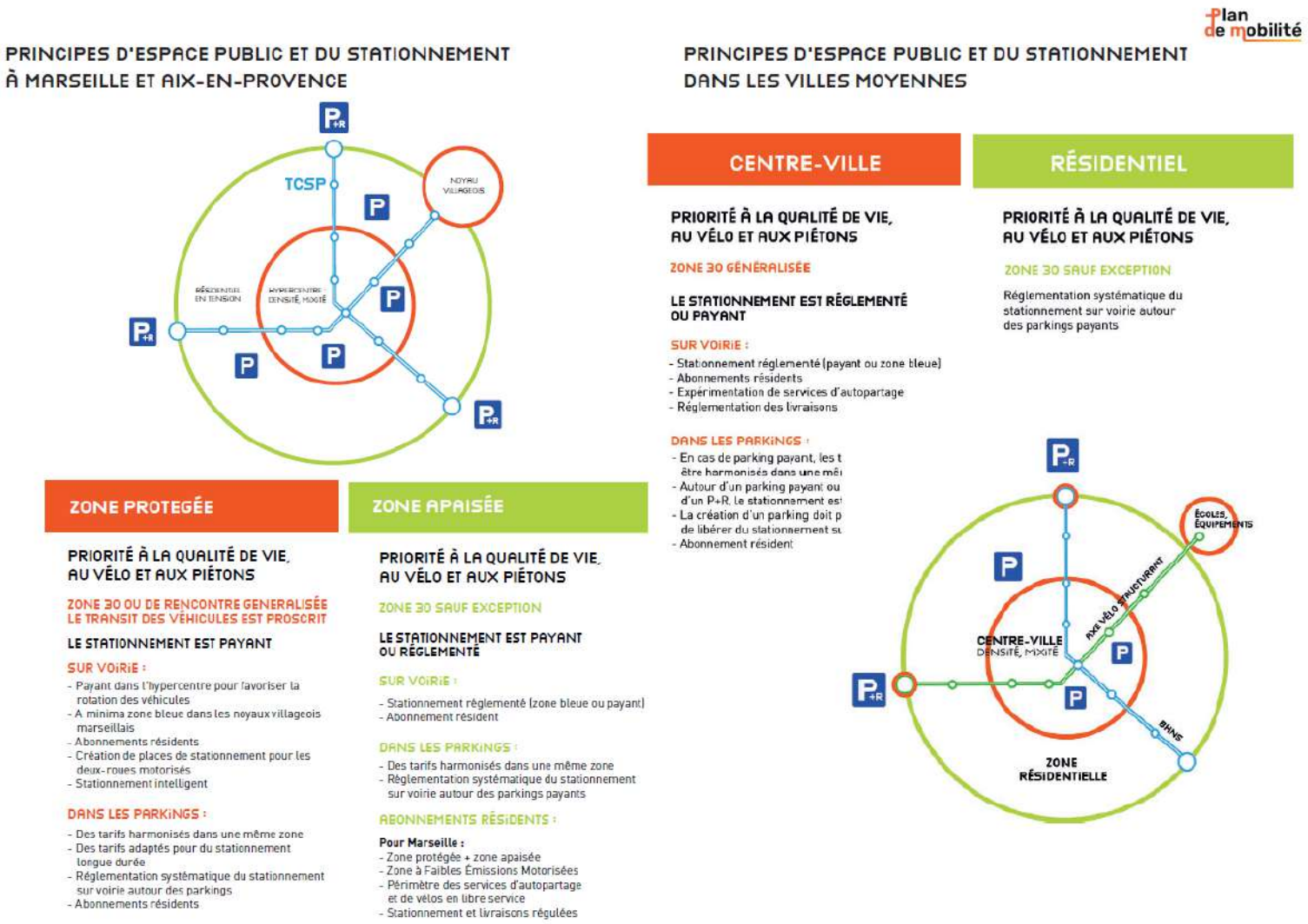


Figure 13 : Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons (source : PDM de la Métropole Aix-Marseille-Provence)

1.2.2 Pôles d'échanges multimodaux et accès à ses pôles

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions inscrites dans les documents de planification qui concourent à la création, l'aménagement et au fonctionnement des pôles d'échanges multimodaux et des aires de mobilité, notamment en milieu rural, ainsi qu'aux périphériques et système de transport vers et à partir de ces pôles ou aires.

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Un réseau de 93 PEMs métropolitains hiérarchisés (28 existants, 34 à renforcer, 31 à créer dont 10 sur autoroutes)
  - Renforcement de l'accès aux portes d'entrées régionales (aéroport, gares TGV, gares maritimes)
  - Améliorer la qualité de l'intermodalité et développer des services
  - 10 000 places nouvelles en P+R

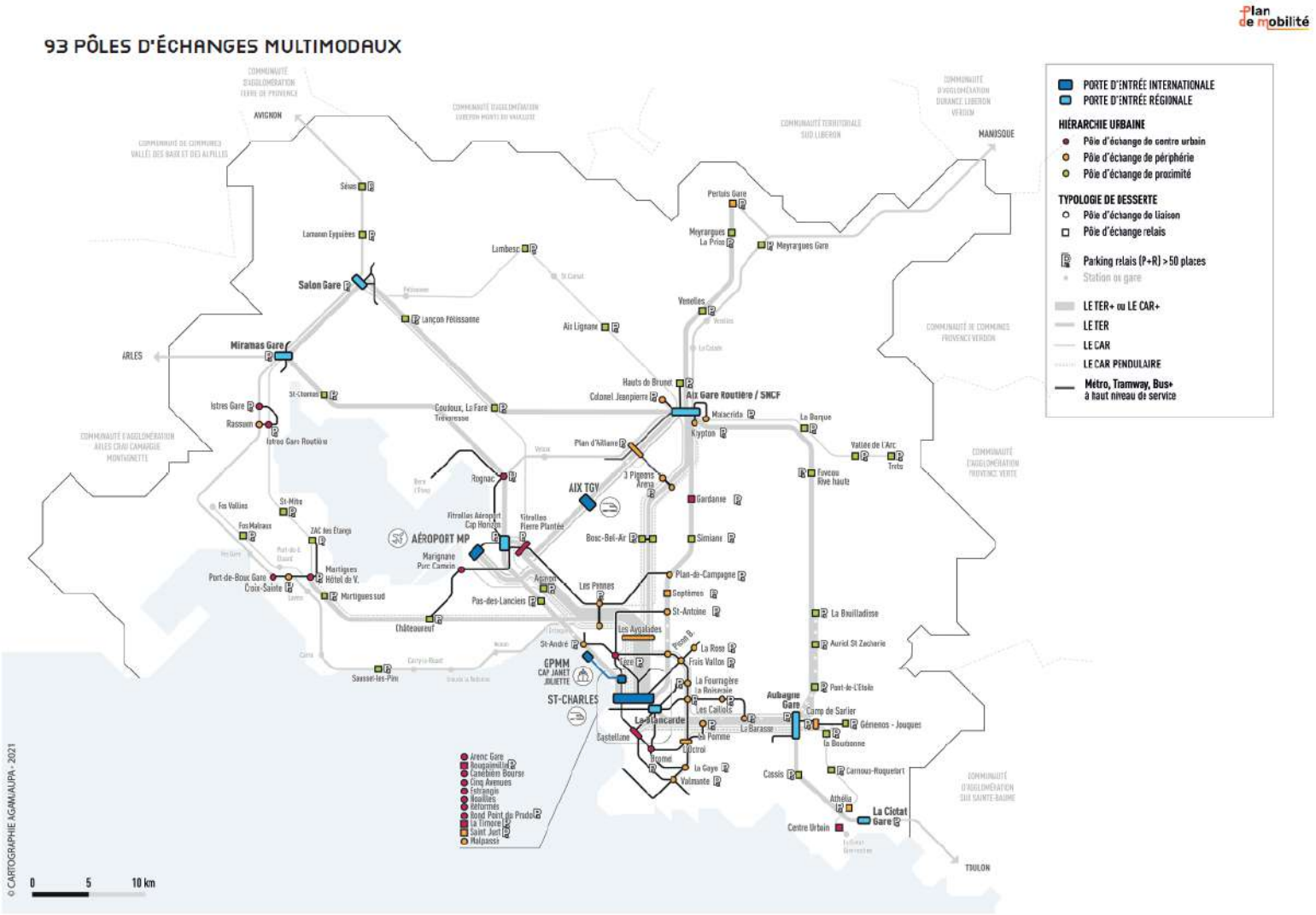


Figure 14 : Actions en faveur des pôles d'échanges et des gares - Pôles d'échanges multimodaux (source : PDM de la Métropole Aix-Marseille-Provence)

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

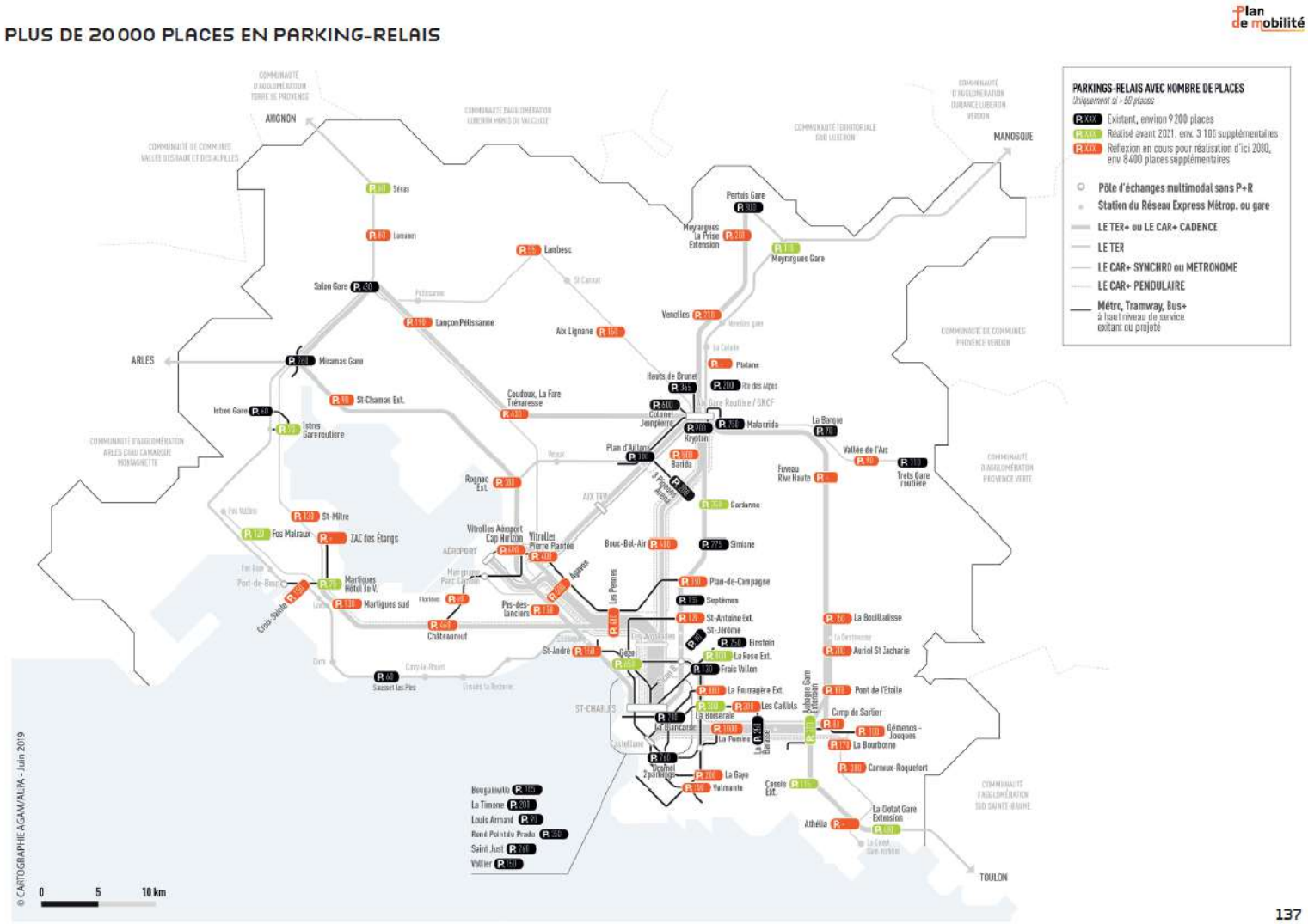


Figure 15 : Actions en faveur des pôles d'échanges et gares – Places en parking-relais (source : PDM de la Métropole Aix-Marseille-Provence)

1.2.3 Modalités de gestion des situations dégradées

Le territoire est soumis à différents risques allant des accidents aux catastrophes naturelles ou humaines (incendies, inondations, …) en passant par des situations pouvant avoir des incidences fortes sur la circulation routière (accidents, blocage(s) routier(s)...) ou des transports publics (grève, pénuries de carburant...). Ainsi, au vu de l'importance revêtue par les déplacements tous modes et à la responsabilité particulière des autorités organisatrices de la mobilité, il est nécessaire de coordonner les décisions et de partager les informations pour éviter les risques et faciliter l'information des habitants et visiteurs.

Cette thématique est peu ou pas traitée par les documents intercommunaux de planification locale, la gestion des situations les plus impactantes revient aux Préfectures de département.

Conformément au Code de la sécurité intérieure, articles L731-3 à L731-5, les intercommunalités et les communes exposées à au moins un risque majeur doivent élaborer un plan communal ou intercommunal de sauvegarde. De plus, une commune exposée à au moins un risque majeur, doit (article L. 125-2 du code de l'environnement) en informer ses administrés en élaborant et mettant à leur disposition un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Cet outil d'information préventive vise à préparer la population à bien réagir en cas de crise.

La prise en compte dans ces documents de la dimension transport public serait un atout.

1.2.4 Recensement et diffusion des pratiques de mobilités

Les seules infrastructures et services de mobilités ne permettant pas le report modal, ce chapitre liste les orientations et les actions présentes dans les documents de planification qui contribuent au recensement, aux diagnostics et à la diffusion, communication des pratiques de mobilité ainsi que les dispositifs mis en œuvre en particulier pour améliorer la cohésion sociale et territoriale.

1.2.5 Aide à la mise en place d'infrastructures et de services de mobilités

Les documents de planification n'intègrent pas les données concernant la mise en place des projets. Mais de nombreuses aides existent permettant un accompagnement technique ou financier des porteurs de projets, on peut notamment citer le CEREMA, l'État, les Départements et la Région. L'ensemble des aides est répertorié sur le site aides et territoires : https://aides-territoires.beta.gouv.fr.

1.2.6 Décarbonation

Axe fort de la politique régionale, la décarbonation des modes de déplacement et des flottes de véhicules professionnels et privés est nécessaire et complémentaire aux orientations ci-dessus visant au report modal notamment. Les documents de planification ont pris en compte cette transition et intègrent également des actions qui contribuent à la décarbonation des mobilités à travers le verdissement des sources d'énergies mais aussi la mobilité partagée ou encore la démobilité.

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
    - Services de vélos et trottinette en libre-service : augmentation de l'offre à Marseille, réglementation des implantations
    - Développement du covoiturage :
        - Aménagement d'aires de covoiturage
        - Partenariat avec Karos pour soutenir le report modal. Concrètement (en janvier 2024), le conducteur perçoit 2 € par passager pour un trajet allant de 5 à 20 km, et 0,10 €/km au-delà. La Métropole subventionne jusqu'à 3 € par passager. Une prime gouvernementale de 100 € est offerte aux primo-covoitureurs. Celle-ci est versée via l'application Karos : 50 € dès le 1er covoiturage puis 50 € au 10e covoiturage. Côté passager, le trajet est inclus dans l'abonnement au pass transport métropolitain jusqu'à 30 km, puis revient à 0,10 €/km après. Pour les non-abonnés, c'est 0,50 € jusqu'à 30 km et 0,10 €/km ensuite. Au bout du compte, un conducteur peut gagner entre 80 et 160 euros par mois tandis qu'un passager peut économiser jusqu'à 100 euros. Ce dispositif vient compléter l'offre de services proposée par la Métropole pour se déplacer sur tout le territoire avec un objectif environnemental fort : accélérer la décarbonation des déplacements quotidiens des habitants.
        - Campagnes de communication et d'information, outils numériques en lien avec les entreprises
    - 1 000 véhicules en autopartage
    - 5 000 emplacements dédiés aux nouvelles mobilités partagées (utilisation des 5m en amont des passages piétons)

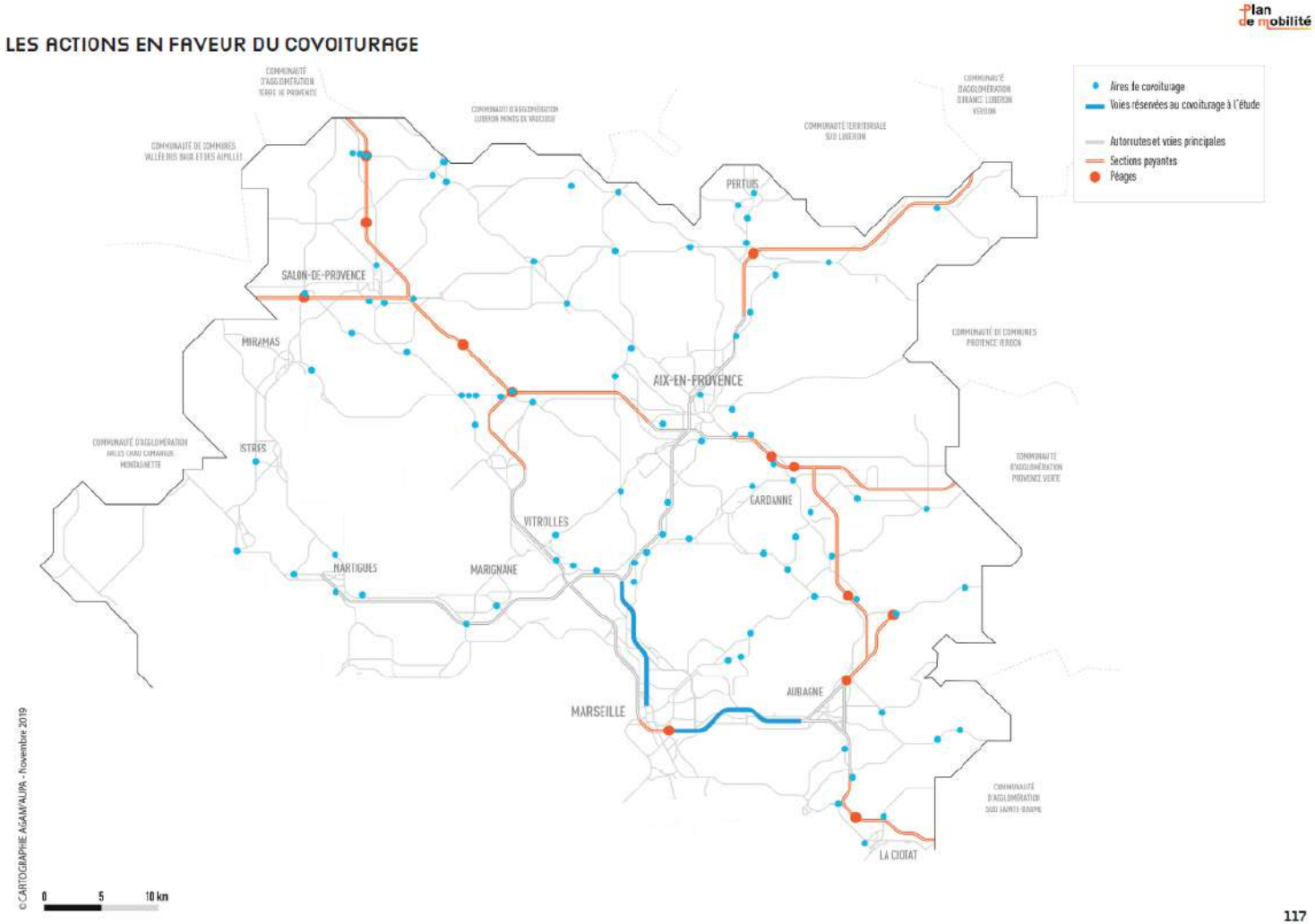


Figure 16 : Actions en faveur de la mobilité partagée - Covoiturage (source : PDM de la Métropole Aix-Marseille-Provence)

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - ZFE centre-ville de Marseille
  - 1 000 points de recharges électrique
  - Développement du GNV : 2 stations d'ici 2025 à Vitrolles et Gémenos
  - Expérimentation de la filière hydrogène : démonstrateur Jupiter 1000 à Fos, train H2, station hydrogène, bus hydrogène…

- Actions en faveur des livraisons et de la logistique :
  - Un schéma directeur de la logistique adopté le 20 octobre 2022 définit le plan d'action composé de 15 actions
  - Investir pour une logistique durable en favorisant les véhicules propres et en développant le report modal vers le fret ferroviaire et fluvial :
    - Schéma directeur de la logistique et observatoire des flux
    - Instance de gouvernement ad hoc avec les multiples acteurs privés et publics
    - Création d'un service public de fret ferroviaire
  - Favoriser l'innovation logistique (smart port) et les nouveaux modèles logistiques (circuits courts, économie circulaire et collaborative…)

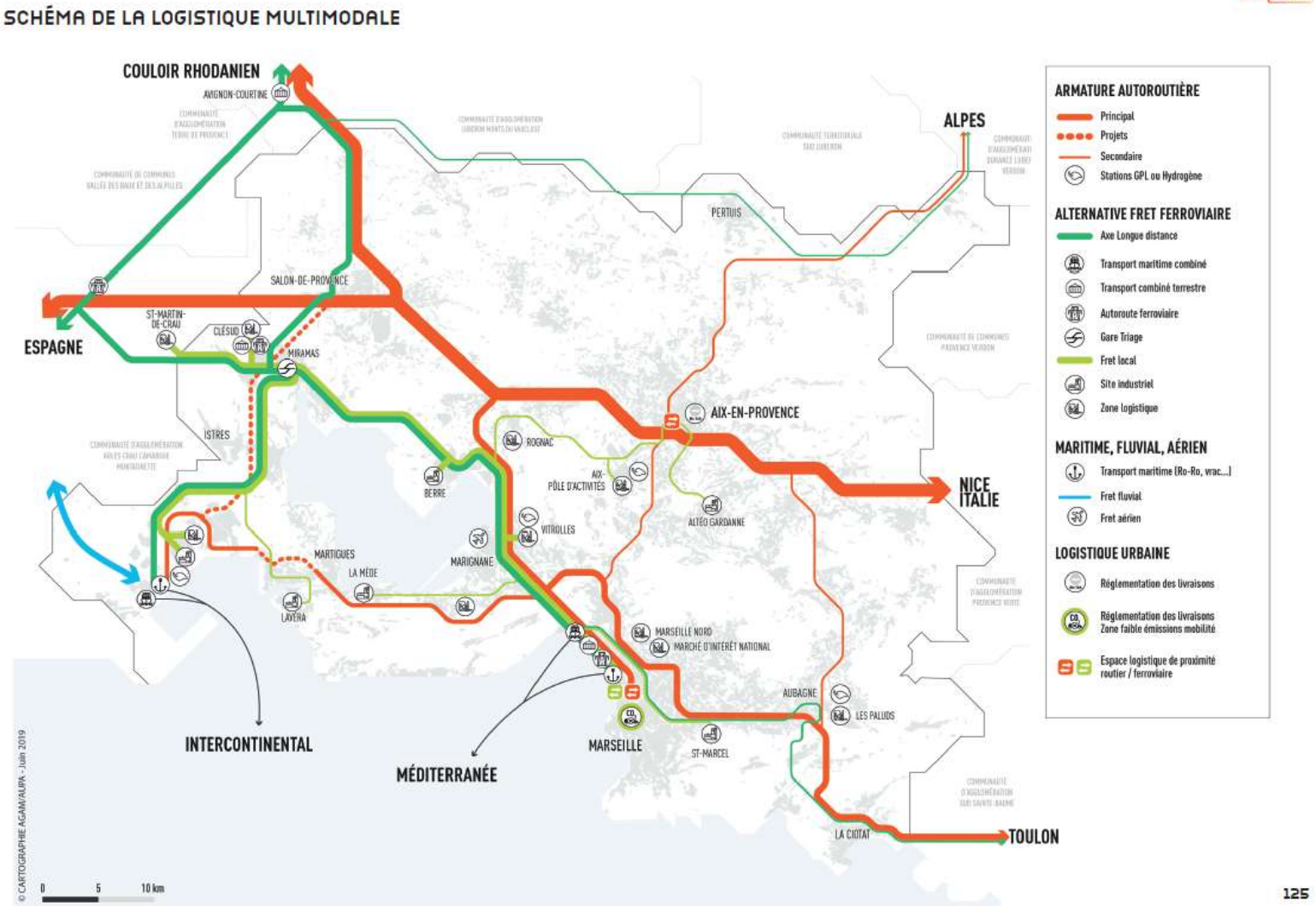


Figure 17 : Actions en faveur des livraisons et de la logistique (source : PDM de la Métropole Aix-Marseille-Provence))

1.3 Analyse socio-économique

Un panorama démographique et notamment de la répartition de la population au regard de l'existence de pôles économiques générateurs de flux permet de mieux comprendre les composantes des déplacements de la population et le trafic de transit à l'échelle du bassin de mobilité

Le bassin de mobilité J compte une population de plus de 1 911 311 habitants. La densité de population est de 604,3 hab./Km^2 sur le bassin de mobilité.

Tableau 2 : Population du Bassin J par EPCI en 2021 (source : INSEE)

EPCI	Population 2020	Nombre d'emplois 2020	Nombre d'actifs occupés 2020
Métropole Aix-Marseille-Provence	1 911 311	793 804	755 100[10]
TOTAL BASSIN J	1 911 311	793 804	755 100

La métropole Aix-Marseille-Provence est la 2ème agglomération de France et la 1ère agglomération de la façade méditerranéenne régionale.

[10] *Insee EMP T5 – Emploi et activité*

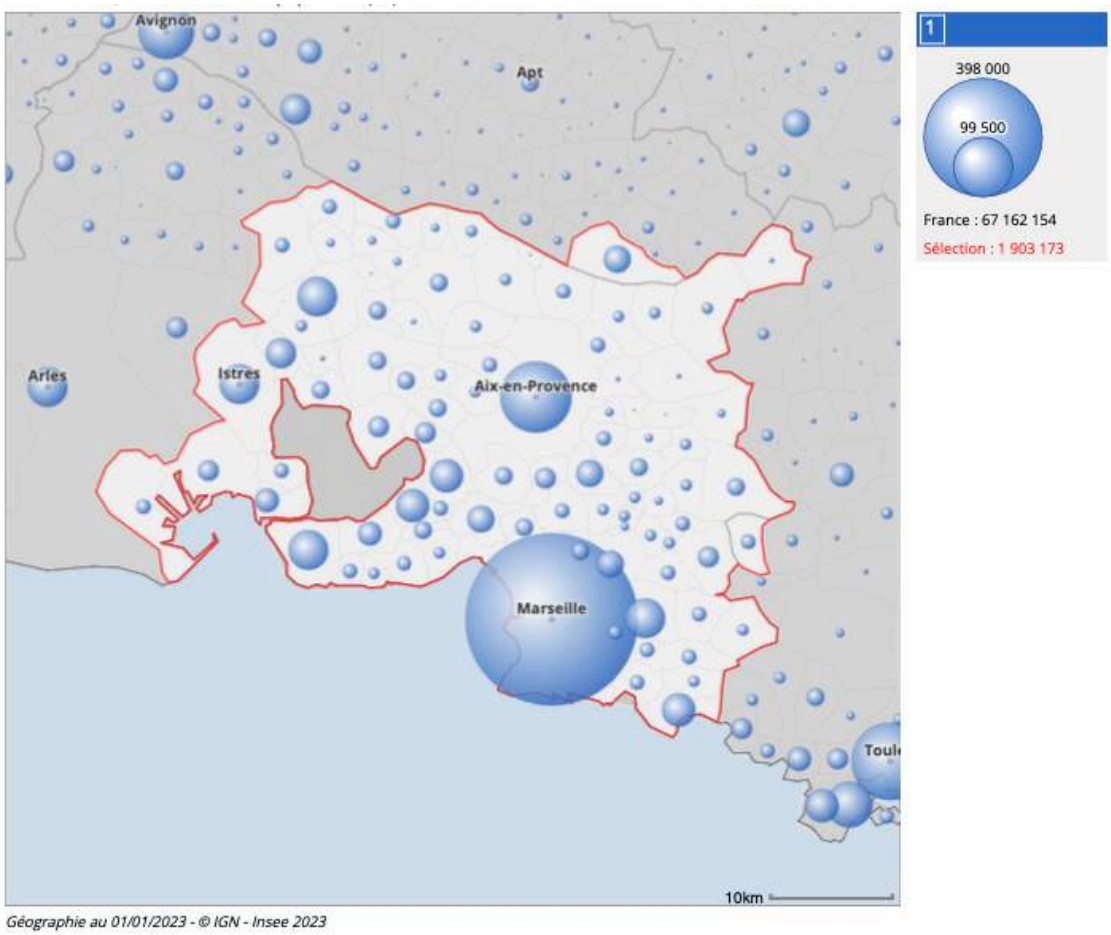


Figure 18 : Population municipale 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

Le bassin de mobilité J comprend plus de 778 000 emplois.

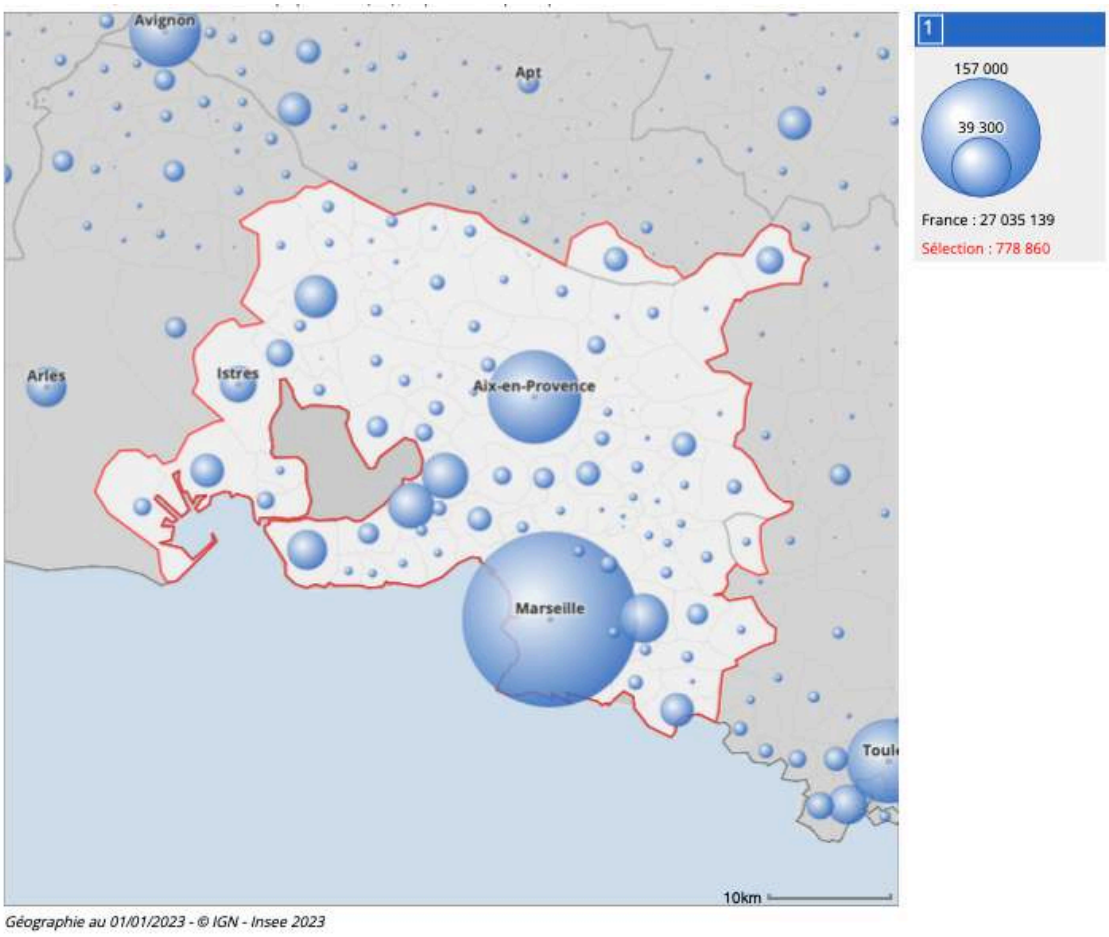


Figure 19 : Nombre d'emplois au lieu de travail 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP)

La commune de Marseille et la commune d'Aix-en-Provence concentrent respectivement 45% et 12,6% des emplois du bassin de mobilité.[11]

[11] *Insee- Nombre d'emplois lieu de travail 2020*

1.4 Volumétrie des déplacements et répartition modale

Les principaux flux de déplacements observés à l'échelle du bassin de mobilité, qu'ils soient internes, traversants, pénétrants ou sortant au bassin de mobilité sont décrits ci-dessous Ces flux prennent en compte les déplacements tous motifs en jour ouvrés de base (JOB). Les données présentées ci-dessous permettent de consolider un état des lieux des déplacements. Ces déplacements sont décrits quantitativement mais également en fonction des modalités de transport.

1.4.1 Volumétrie des déplacements

1.4.1.1 *Flux du bassin I*

La plupart des flux ayant leur origine ou leur destination dans le bassin J sont internes au bassin (89%).

Les déplacements depuis et vers le bassin de mobilité représentent 11% des flux.

Tableau 3 : Synthèse flux jour Ouvré de Base - 2017 (JOB) Bassin J (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux	Part du flux	Valeur
Interne au bassin J	89%	5 500 000
Avec les EPCI extérieurs au bassin	11%	702 700
TOTAL	100%	6 202 700

1.4.1.2 *Déplacement internes au bassin I*

Le bassin de mobilité J n'étant constitué que d'un EPCI, l'ensemble des flux internes au bassin sont intra-EPCI.

Tableau 4 : Détail Déplacements Internes - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux		Valeur	Part de flux
Intra-EPCI	Métropole Aix-Marseille-Provence	5 500 000	100%
TOTAL DÉPLACEMENT INTERNES		5 500 000	100%

1.4.1.3 *Déplacements avec EPCI extérieurs au bassin I*

Les principaux flux avec les EPCI extérieurs au Bassin J s'organisent avec la Métropole voisine Toulon-Provence-Méditerranée (TPM) suivi par les CA du littoral.

Tableau 5 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au secteur - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

EPCI	Valeur	Part de flux
Autres EPCI (flux < 5 200)	148300	21,10%
Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	92900	13,20%
CA Provence Verte	75200	10,70%
CA Sud Sainte Baume	70100	10%
CA Arles-Crau-Camargue-Montagnette	62100	8,80%
CC Territoriale Sud-Luberon	34900	5%
CA Luberon Monts de Vaucluse	33900	4,80%
CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	28800	4,10%
CA du Grand Avignon	28000	4%
CA Terre de Provence	23000	3,30%
CC Vallée des Baux-Alpilles	18400	2,60%
CC Provence Verdon	16000	2,30%
Métropole Nice Côte d'Azur	15500	2,20%
CA Provence-Alpes-Agglomération	9700	1,40%
CA Ventoux-Comtat-Venaissin	8000	1,10%
CC Pays d'Apt-Luberon	7700	1,10%
CA Cannes Pays de Lérins	7100	1%
CC Pays des Sorgues et Monts du Vaucluse	6600	0,90%
CC des Sorgues du Comtat	5900	0,80%
CC du Sisteronais-Buech	5400	0,80%
CC du Pays Réuni d'Orange	5200	0,70%

13% des flux avec des EPCI extérieurs au bassin J sont des flux avec la Métropole TPM, et 10% avec la CA Provence Verte, 10% avec la CA Sud Sainte Baume et près de 9% avec la CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette.

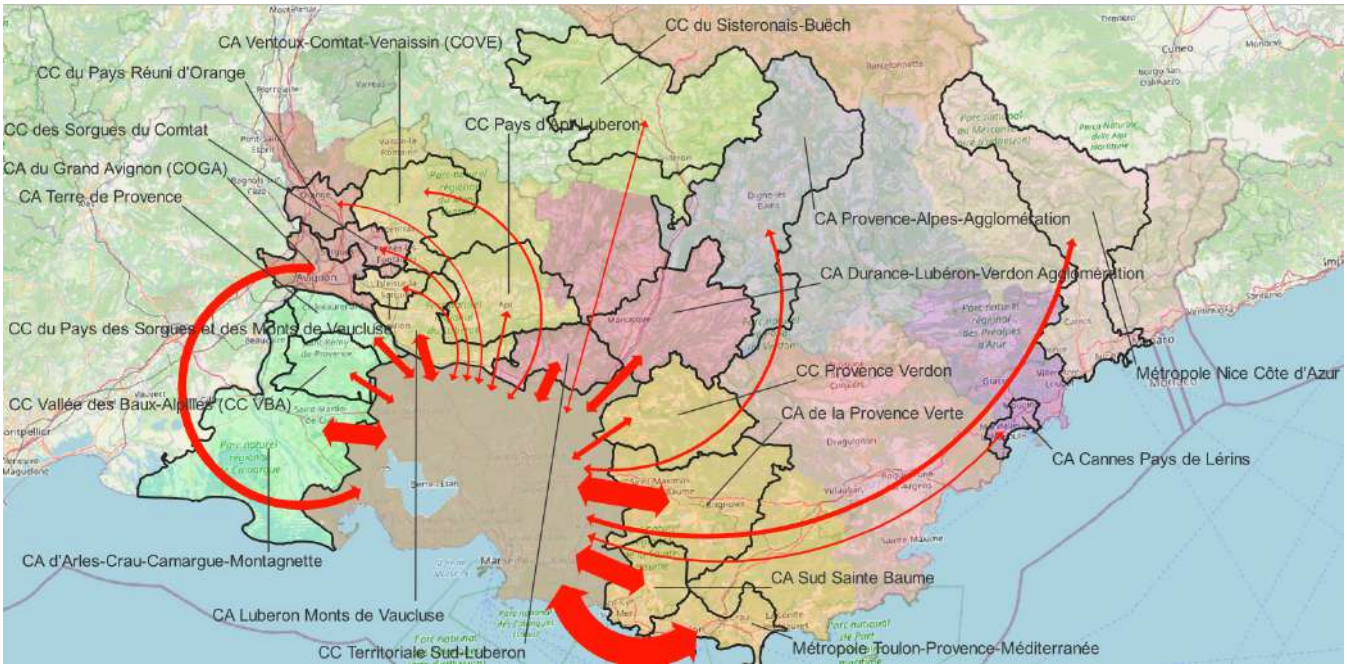


Figure 20 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au secteur tous motifs Jour Ouvré de Base (Part modale TC) (source : Systra - Étude des flux de déplacements

Largeur des flèches proportionnelle aux déplacements

1.4.2 Parts modales chez les actifs résidants



Le tableau suivant présente la part modale chez les actifs occupés de 15 ans ou plus.

L'usage de la voiture pour aller travailler reste le mode principal de déplacement sur le bassin J avec près de 70%. L'usage des transports en communs représente 15% environ de la part modale.

L'usage des transports en commun est supérieur à 26% de la part modale sur la commune de Marseille et de l'ordre de 15% sur la commune de Aix-en-Provence.

L'usage du vélo présente la part modale la plus faible sur le bassin de mobilité J, avec une part plus importante dans les communes de Marseille et Aix-en-Provence (2,1 et 3,3% respectivement).

Tableau 6 : Parts des actifs occupés de 15 ans ou plus utilisant un mode de transport pour travailler en 2020 (source : Insee - Statistiques locales)

EPCI	Voiture	Transports en commun	Vélo	Autre
Métropole Aix-Marseille-Provence	69,7%	15,3%	1,6%	13,4%

À noter, les chiffres indiqués dans le tableau ne présentent que les déplacements Domicile-Travail.

Les figures suivantes présentent la part modale par commune pour l'ensemble du bassin de mobilité J.

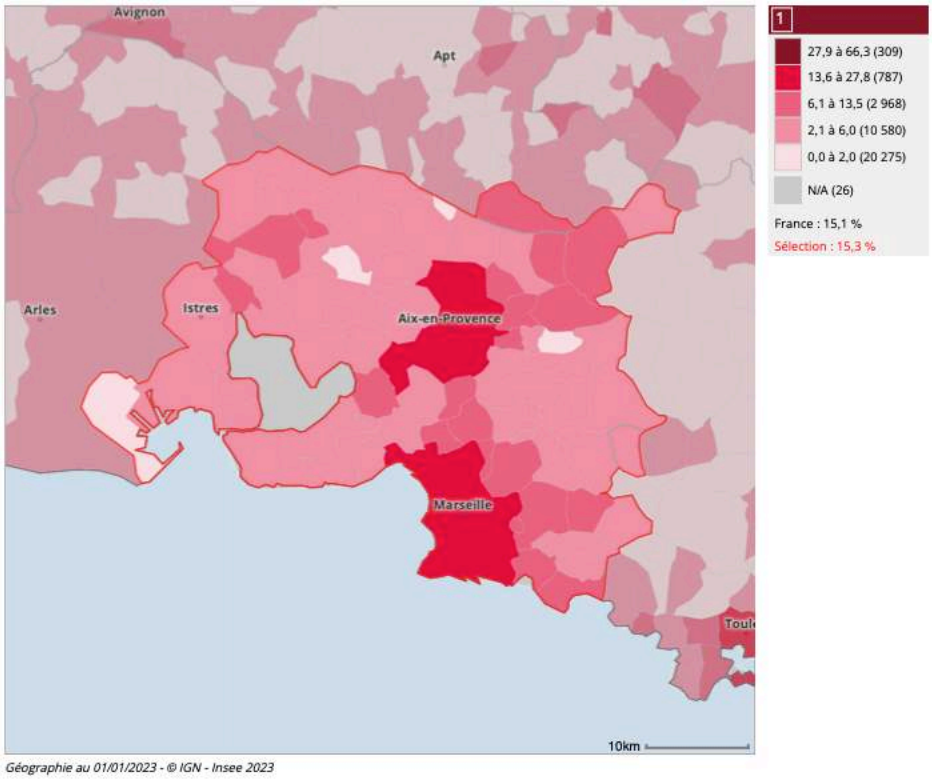


Figure 21 : Part des actifs occupés de 15 ans ou plus qui utilisent principalement les transports en commun pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))[12]

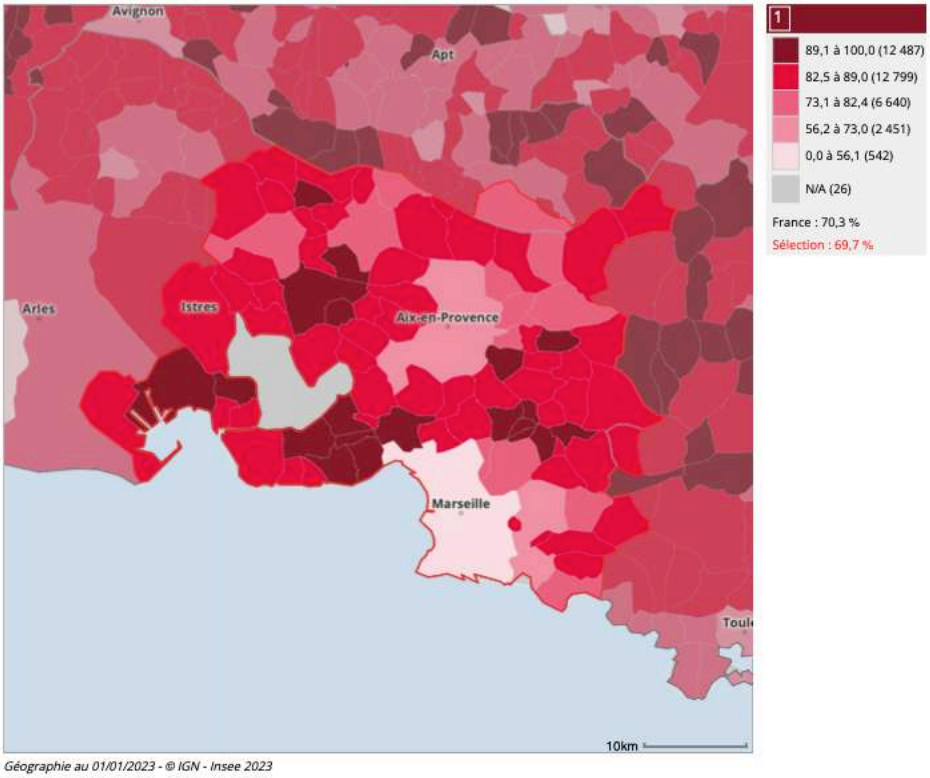


Figure 22 : Part des actifs occupés de 15 ans ou plus qui utilisent principalement une voiture pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

[12] *https://statistiques-locales.insee.fr/#c=indicator&i=rp_milles_seul.pt_actocc15p_velo&s=2020&t=A01&view=map1*

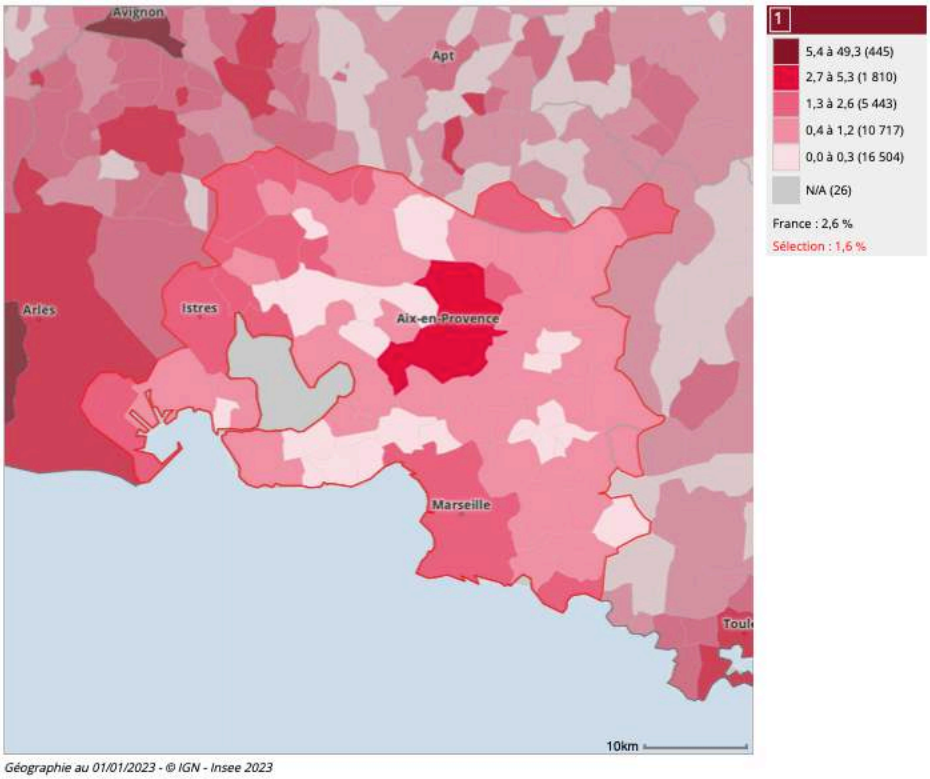


Figure 23 : Part des actifs occupés de 15 ans ou plus qui utilisent principalement un vélo (y compris à assistance électrique) pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

1.5 Infrastructures de mobilités existantes

Afin d'avoir une vision globale, la cartographie ci-dessous présente les principales infrastructures et les principaux services de mobilité à l'échelle du bassin de mobilité.

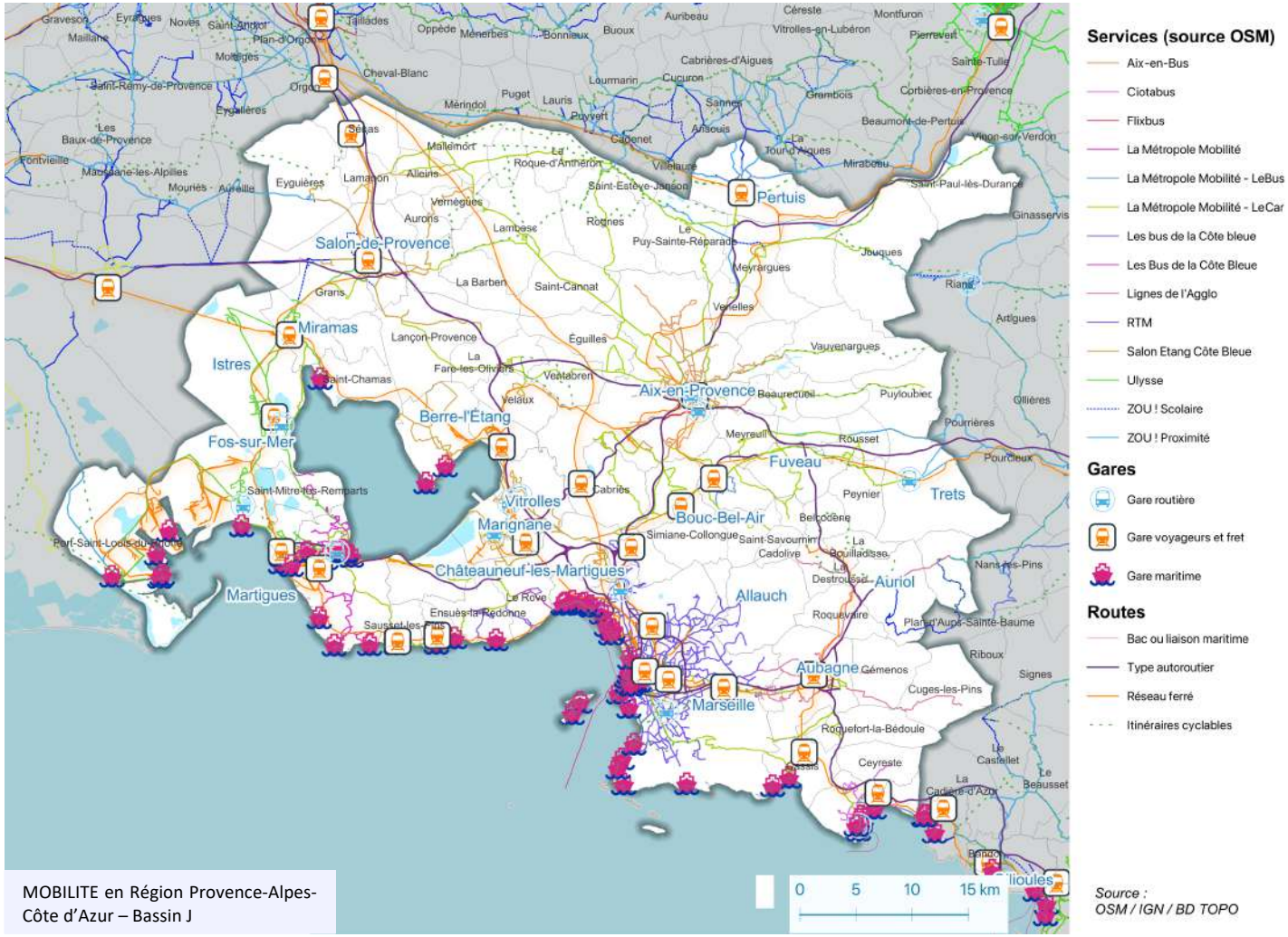


Figure 24. Infrastructures de mobilités existantes sur le bassin J (sources : Open Street Map, IHO World Seas, IGN (BD Alti, BD Topo ; BD Topage et Admin Express))

1.6 Services de mobilités

1.6.1 Service Régulier Transport

1.6.1.1 *Transport Intra Urbain et Extra Urbain*

Un ensemble de lignes ferroviaires, de car, métro, tramway structurent la mobilité du territoire associées à différents services.

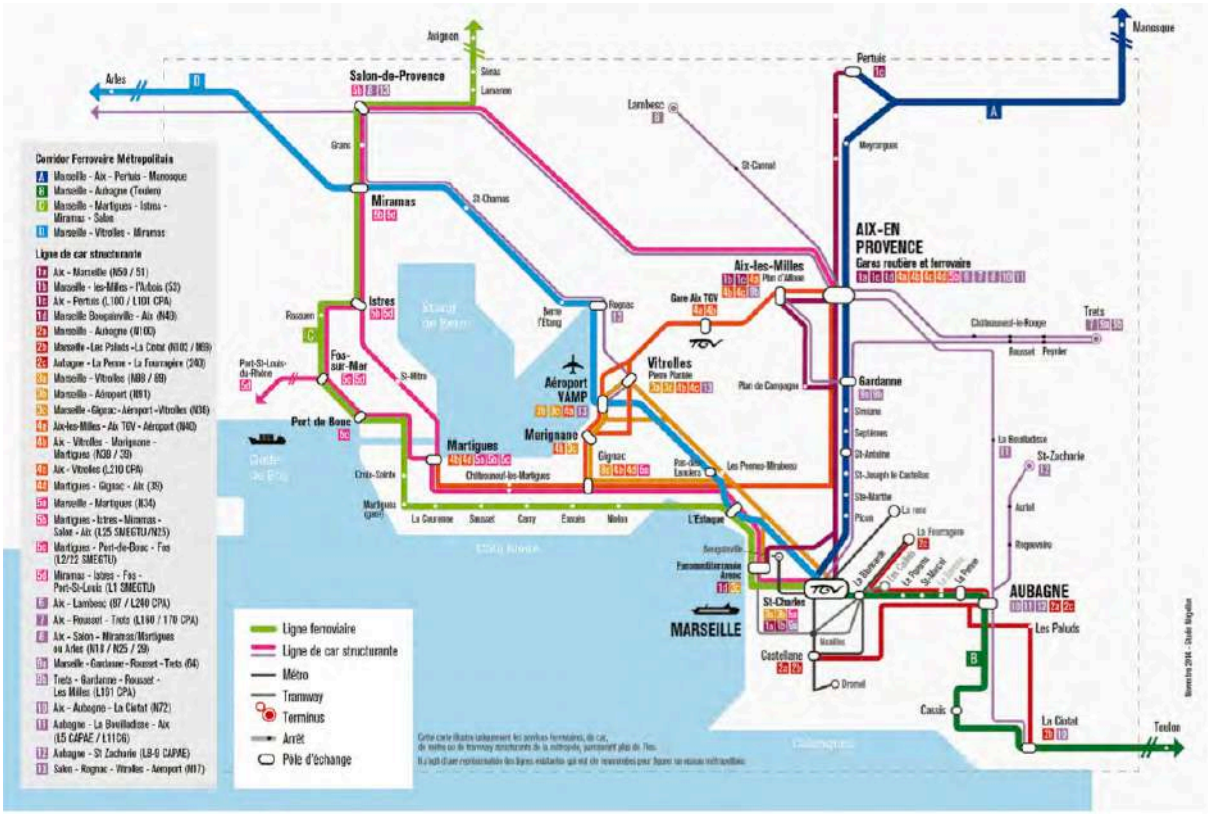


Figure 25: Carte des services (source : Livre blanc des transports Aix-Marseille-Provence)

Bus et car

Le réseau régional routier ZOU !

Réseau de proximité ZOU ! : Plusieurs **lignes de proximité** desservent les villes de Salon de Provence et Aix-en-Provence.



Figure 26 : Plan des lignes du Vaucluse et Bouches du Rhône (source : ZOU ! Bouches du Rhône)

ZOU! Bouches du Rhône

Numéro *Number*	Nom, transporteur et téléphone *Name, transporter and telephone*
701	**ARLES - SALON-DE-PROVENCE** (par autoroute / *by highway*) TRANSPORT SUMA - Tél : 04 42 84 05 84
702	**ARLES – MAUSSANE - SALON-DE-PROVENCE** TRANSPORT SUMA - Tél : 04 42 84 05 84
703	**ARLES - PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE** TRANSDEV BOUCHES DU RHÔNE - Tél : 04 42 55 83 19
704	**CAVAILLON – SAINT-REMY– ARLES** RDT 13 - Tél : 04 90 94 11 40
705	**AVIGNON – TARASCON** RDT 13 - Tél : 04 90 94 11 40
706	**AVIGNON - ORGON** RDT 13 - Tél : 04 90 94 11 40
707	**AVIGNON - SAINT-REMY (– ARLES l'**été / *summer time*) TRANSDEV VAUCLUSE - Tél : 04 90 74 20 21
708	**AVIGNON - MAILLANE** TRANSDEV VAUCLUSE - Tél : 04 90 74 20 21

Cette ligne est desservie par des autocars accessibles aux personnes à mobilité réduite.
Toutefois, il est nécessaire d'appeler le service client ZOU (04 13 94 30 50) 36 heures au préalable
This busline is accessible to persons with reduced mobility. Nevertheless, it is mandatory to call ZOU customer service (04 13 94 30 50) 36 hours before in order to book your trip.

Services équipés d'un porte-vélos à certains horaires (voir la fiche horaire). Il est recommandé d'appeler le transporteur à l'avance.
Services equipped with a rack at certain times (see schedule sheet). We suggest that you call the carreer 36 hours in advance.

Pour utiliser facilement le rack à vélo sur la ligne 915, sannez le QR code.
Please scan the QR code, to use the bike rack on line 915.

Cette ligne a des horaires basés sur la saison touristique.
Voir les périodes et horaires de circulation sur la fiche horaire.
This line has a schedule based on the tourist season.
See the periods and times of traffic on schedule sheet.

Réseau routier Express ZOU ! : 22 Lignes Express Régionales desservent la Métropole Aix-Marseille-Provence prioritairement les gares de : Marseille Saint-Charles, Aix-en-Provence TGV et Aéroport Marseille Provence ainsi que la gare routière d'Aix-en-Provence,

Les lignes ZOU ! Express et de proximité sont accessibles aux personnes à mobilité réduite.



Figure 27 : Plan des lignes express régionales (source : ZOU !)

La **Métropole Mobilité** est un service organisé par la Métropole qui regroupe une grande diversité de services de mobilité. Parmi les services de TC routier :

- Lignes de bus : *lebus*
- Lignes de bus offrant un haut niveau de service (fréquence accrue, confort supplémentaire à bord, voie dédiée…) : *lebus+*
- Lignes de cars : *lecar*
- Lignes de cars offrant un haut niveau de service (fréquence accrue, confort supplémentaire à bord, voie dédiée…) : *lecar+*

lecar est un réseau de transport public qui relie les grands pôles démographiques et économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence. De Marseille à Aix-en-Provence, d'Aubagne à la Ciotat, Martigues ou Salon, le réseau lecar propose trente lignes régulières, dont une dizaine de navettes par autoroutes ainsi que des circuits réservés aux transports scolaires (voir 2.1.2). Ces lignes assurent des trajets internes au ressort territorial de la Métropole.

Le réseau La Métropole Mobilité à Aix en Provence

- 5 communes desservies par le réseau La Métropole Mobilité à Aix en Provence (Aix-en-Provence et ses villages, Le Tholonet, Saint-Marc-Jaumegarde, Venelles et Éguilles)
- 28 lignes urbaines (dont la ligne Aixpress)
- 3 lignes de centre-ville : Les Diablines
- 8 lignes spéciales (appelées SP)

Le **réseau interurbain** Pays d'Aix Mobilité comprend 26 lignes régulières (200 cars et 300 chauffeurs). Les deux lignes les plus fréquentées et les plus utilisées sont celles reliant Trets ou Pertuis à Aix en Provence.

Sans passer par la gare routière, **six lignes directes** favorisent les trajets vers le Pôle d'Activités d'Aix en Provence pour les 29 000 personnes qui y travaillent.

- Pertuis / Pôle d'activités d'Aix
- Haut de l'Arc (Trets)/ Gardanne SNCF /Pôle d'activités d'Aix
- Lambesc / Pôle d'activités d'Aix
- Gardanne / Simiane-Collongue / Bouc-Bel-Air / Pôle d'activités d'Aix
- Vitrolles / Pôle d'activités d'Aix
- Les Pennes-Mirabeau / Pôle d'activités d'Aix

Le **réseau Salon Étang Côte bleue** est un réseau de La Métropole Mobilité qui dessert 32 communes.

- 35 lignes urbaines et périurbaines dont une ligne de Bus à Haut Niveau de Service, le ZENIBUS.
- Horaires : Les bus du réseau (excepté les lignes 11, lebus+13 et Zenibus) ne circulent pas le dimanche ni les jours fériés.
- Accessibilité : Les bus du réseau sont accessibles à tous et plus particulièrement aux Personnes à Mobilité Réduite (personnes handicapées, personnes en fauteuil roulant, parents avec poussettes...) grâce à des équipements spécifiques : planchers surbaissés et rampes d'accès aux bus.

Le **réseau urbain** (anciennement Libébus) de La Métropole Mobilité dessert 16 communes : Alleins, Aurons, La Barben, Cazan, Charleval, Eyguières, Lamanon, Lambesc, Lançon-de-Provence, La Roque d'Anthéron, Mallemort, Pélissanne, Salon-de-Provence, Sénas, Vernègues, Val de Sibourg.

- 6 lignes urbaines
- 7 lignes périurbaines
- 2 lignes interurbaines
- 6 lignes de renfort scolaire
- 3 lignes de Bus à la demande

- 3 navettes gratuites de centre-ville,
- Le Bus Cœur de Ville reliant deux parkings relais gratuits au centre-ville de Salon-de-Provence.
- 1 ligne pour desservant le marché de Pélissanne le dimanche matin

Le réseau **Ulysse** de La Métropole Mobilité dessert à l'Ouest de l'Étang de Berre 9 communes représentant 170 000 habitants avec deux itinéraires :

- Istres Ouest Provence : Istres/Miramas/Fos sur Mer/Port Saint Louis du Rhône/Grans/Cornillon-Confoux.
- Pays de Martigues : Martigues/Port de Bouc/Saint Mitre les Remparts

Le réseau **Lignes de l'agglo** dessert les 12 communes du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie ainsi que la commune de Gémenos.

Le réseau Lignes de l'agglo compte 14 lignes régulières dont 11 accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite. Le réseau est gratuit depuis 2009.

Le réseau **Ciotabus** dessert les communes de La Ciotat et de Ceyreste. Il est composé aujourd'hui de :

- 9 lignes sur La Ciotat : 10-20-30-31-32-40-52-60,
- 1 ligne entre Ceyreste et La Ciotat : La ligne 21,
- 1 ligne lebusPRO Athélia
- 1 ligne les dimanches et jours fériés

Toutes les lignes sont en correspondance à tous les horaires en Gare Routière de La Ciotat.

Les bus de Cigales desservent la commune de Gémenos.
Certains départs sont en horaires fixes, d'autres sont des bus à la demande, sur réservation

Les **Bus de la Côte bleue** desservent Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Sausset-les-Pins, Ensuès-la-Redonne, Le Rove.

Le Réseau de **Bus de la Marcouline** dessert 3 communes : Cassis - Carnoux-en-Provence - Roquefort-la-Bédoule. Le réseau représente :

- 2 lignes urbaines
- 1 ligne interurbaine
- 1 ligne scolaire
- 1 service de transport à la demande permettant la liaison entre les 3 communes
- 1 service de navettes estivales desservant le centre-ville et les calanques de Cassis

Les **Bus des Collines** desservent Allauch, Plan-de-Cuques. Certains départs sont en horaires fixes, d'autres sont des bus à la demande, sur réservation.

La **Régie des Transports Métropolitains** (RTM) opère pour le compte de la métropole les services de bus dans la commune de Marseille avec :

- 98 lignes de bus de jour
- 12 lignes de bus de nuit

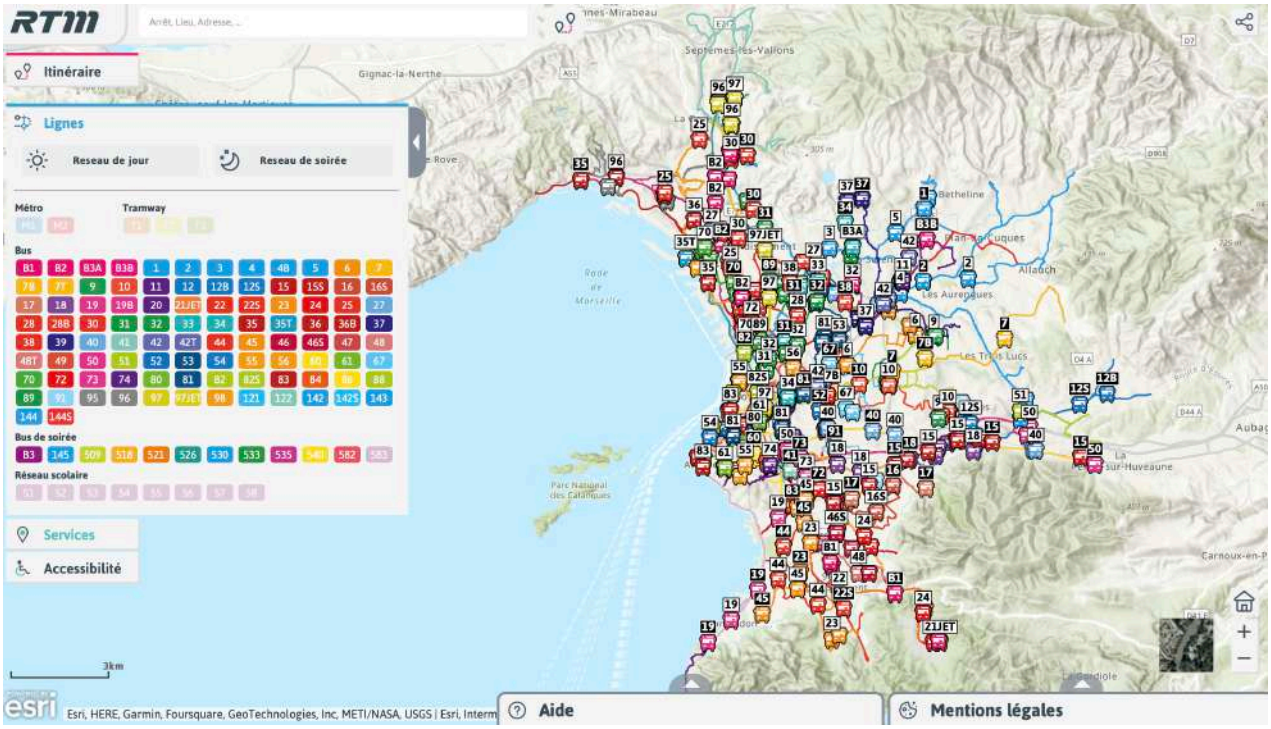


Figure 28 : Carte des lignes de bus RTM (source : RTM)

Ferroviaire

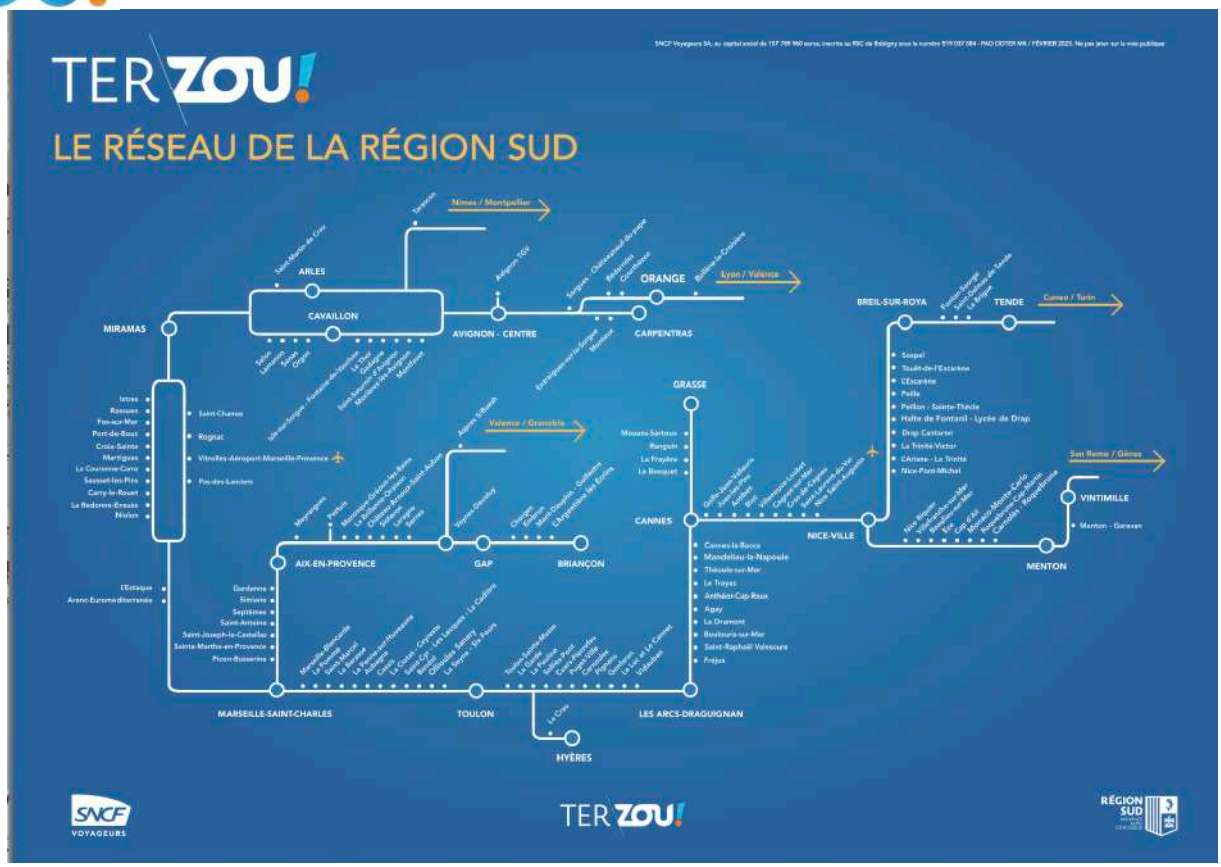




Figure 29 : Lignes ferroviaires (source : La Métropole Mobilité)

Grandes lignes

- Une ligne grande vitesse Marseille – Paris en passant par Avignon
- Une ligne de fret électrifiée entre le sud de Lyon et Avignon prolongée par un tronçon non électrifié jusqu'au nord d'Aix-en-Provence. Un tronçon de ligne de fret au niveau de Miramas.
- Une ligne Intercités de jour qui relie Marseille à Bordeaux en passant par Nîmes, Montpellier et Toulouse.
- Une ligne Intercités de nuit entre Paris et Nice en passant par Marseille Blancarde, Les Arcs-Draguignan, Saint-Raphaël Valescure, Cannes et Antibes.

La RTM opère pour le compte de la métropole 2 lignes de métro et 3 lignes de tramway desservant le centre-ville de Marseille.

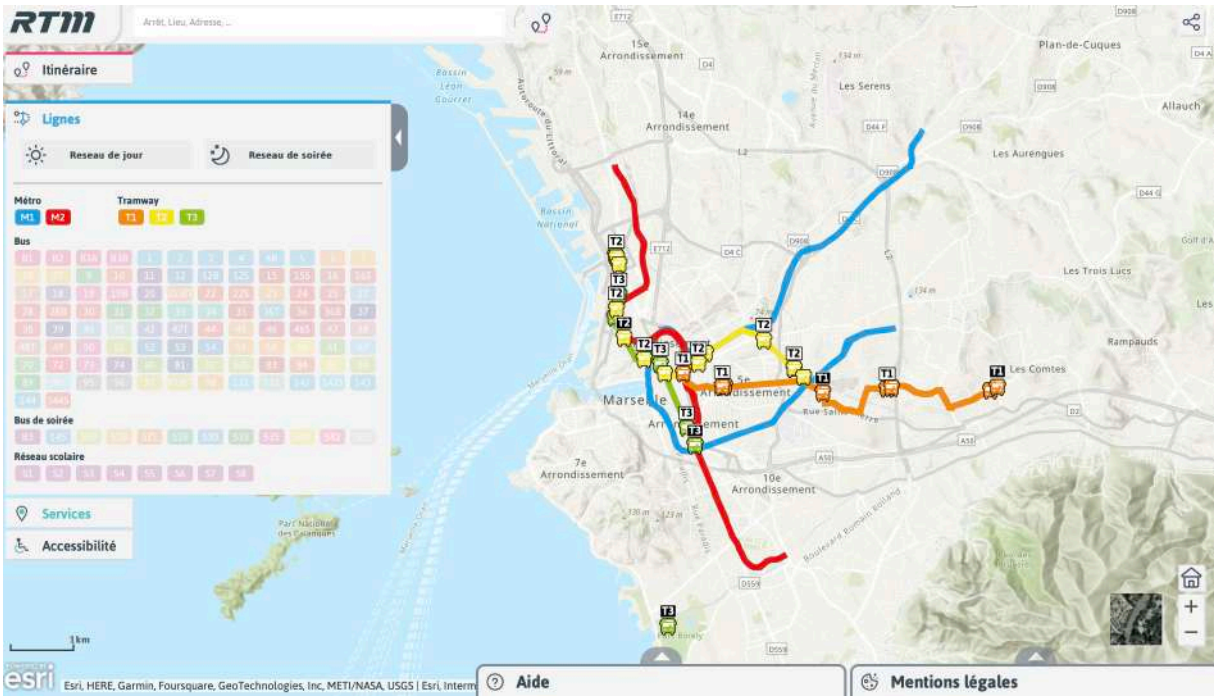


Figure 30 : Carte des lignes de métro et tramway de la RTM dans la commune de Marseille (source : RTM)

Une ligne de tramway dessert le centre-ville d'Aubagne.

1.6.1.2 *Transport saisonnier*

Navettes maritimes estivales

La RTM propose des services de navettes maritimes : lebateau, lanavette. *lebateau* assure la liaison en bateau au départ du Vieux Port de Marseille, vers les îles d'If et du Frioul. *lanavette* desserte le Vieux port, l'Estaque ou Pointe Rouge durant la période estivale tous les jours (lundi au dimanche) avec des départs toutes les heures.

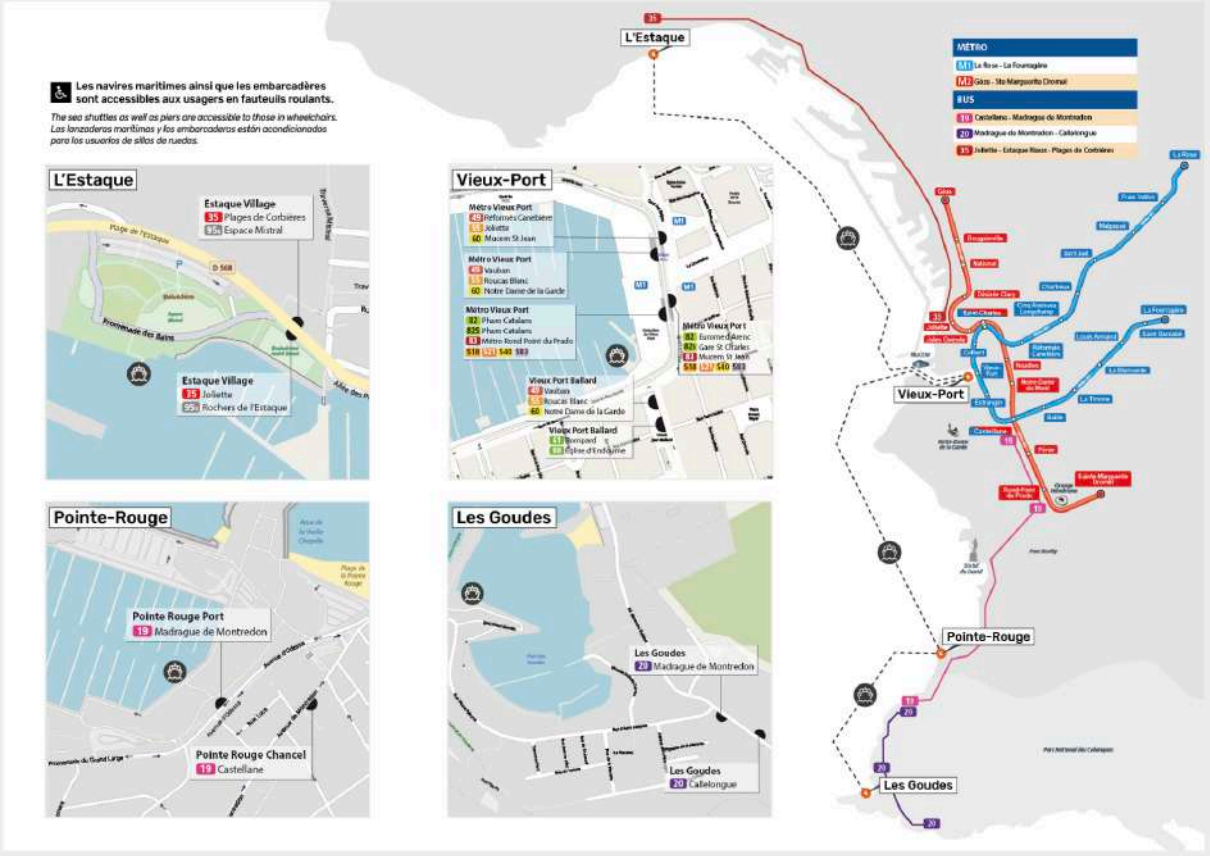


Figure 31 : Navettes estivales (source : RTM)

Le Réseau de **Bus de la Marcouline** dessert 3 communes : Cassis - Carnoux-en-Provence - Roquefort-la-Bédoule. Le réseau comprend 1 service de navettes estivales desservant le centre-ville et les calanques de Cassis qui représentent aujourd'hui un enjeu majeur pour le territoire.

1.6.1.3 *Portail d'information aux usagers*

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, une plateforme La Métropole Mobilité (anciennement Lepilote) rassemble l'ensemble de l'information sur les services de mobilité et renvoie le cas échéant vers les plateformes des différents services qu'elle intègre.

La vocation de cet outil est de faciliter les déplacements multimodaux dans la Métropole Aix-Marseille Provence et les Bouches-du-Rhône.

Transports en commun

Le site internet diffuse les informations des réseaux suivants :

- **Environs d'Aix En Provence :**
  - **Aix en bus :** Aix en Provence, Le Tholonet, Saint Marc Jaumegarde
  - **Pays d'Aix Mobilité :** Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc Bel Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparade, Les Pennes-Mirabeau, Le Tholonet, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles
- **Environs d'Arles :**
  - **Envia :** Arles, Saint-Martin-de-Crau, Salin-de-Giraud, Tarascon
- **Environs d'Aubagne :**
  - **Les Lignes de l'Agglo :** Aubagne, Auriol, Belcodène, La Bouilladisse, La Destrousse, Cuges-les-Pins, Gémenos, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Zacharie
  - **Les bus des Cigales** : Gémenos
- **Environs de Marseille** :
  - **RTM :** Marseille, Allauch, Plan-de-Cuques
  - **Ciotabus** : La Ciotat, Ceyreste
  - **Frioul If Express** : navettes maritimes entre Marseille Vieux Port et les Iles d'If et du Frioul
  - **Les Bus des Collines :** Allauch, Plan-de-Cuques
  - **Les Bus de la Côte Bleue :** Carry-le-Rouet, Sausset-les-pins, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Le Rove
  - **Les Bus de La Marcouline :** Cassis, Carnoux, La Ciotat, Marseille, Roquefort-la-Bedoule
- **Autour de l'Etang de Berre :**
  - **Les Bus de l'Etang :** Berre-l'Etang, Gignac-la-Nerthe, Les Pennes-Mirabeau, Marignane, Rognac, Saint-Victoret, Velaux, Vitrolles
  - **Lebus (ex Libébus) :** Salon, Alleins, Aurons, Charleval, Eyguières, La Barben, Lamanon, Lançon, Mallemort, Pélissane, Sénas, Vernègues
  - Lebus : desserte interne à la commune de Pertuis
  - **Ulysse :** Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Istres, Miramas, Fos-sur-Mer, Port-St-Louis-du-Rhône, Grans, Cornillon
- **Liaisons interurbaines :**
  - **Lecar et lecar+ (ex lignes Cartreize** départementales) lignes interurbaines
  - **TER et Intercités** : Transport Express Régional ZOU ! et lignes Intercités
  - **LER :** lignes express régionales ZOU ! **(**cars régionaux)

Circulation Routière

La Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée, le service Routes du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence / Territoire de Marseille Provence, diffusent les informations relatives aux travaux sur les axes routiers. Les arrêtés de circulation sont diffusés par la Ville de Marseille.
https://www.lepilote.com/fr/metropole-aix-marseille-provence/73

Bien qu'intégrés sur la plateforme de La Métropole Mobilité, certains services disposent aussi de leur propre portail d'information :

www.SalonEtangCotebleue.fr

https://www.aixenbus.fr/fr/

www.lignes-agglo.fr

www.ciotabus.fr

www.agglo-accm.fr

https://www.lebateau-frioul-if.fr

www.rtm.fr

La Métropole Mobilité fournit les horaires des Lignes Express Régionales en autocar au départ ou à destination de communes des **Bouches du Rhône** uniquement.

L'information sur les TER ZOU ! Provence Alpes Côte d'Azur, est disponible sur le portail de la SNCF. Le portail de la Métropole Mobilité dispose lui aussi des informations pour les cartes interactives et les itinéraires. https://www.ter.sncf.com/sud-provence-alpes-cote-d-azur

Le site proposé par la Région https://services-zou.maregionsud.fr/fr/ propose tous les horaires de l'offre gérée par la Métropole.

1.6.2 TAD

Il existe plusieurs services de bus à la demande couvrant le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il existe en outre des services de taxi classiques ou pour les personnes en situation de handicap ou les personnes à mobilité réduite.

Le bus à la demande est un service de transport sur réservation qui permet de connecter au réseau Salon Étang Côte Bleue de la Métropole Mobilité les secteurs non desservis par une ligne urbaine.

Il fonctionne toute l'année, du lundi au samedi, de 6h30 à 20h, sur réservation obligatoire et sur 12 secteurs. Le service ne fonctionne pas le dimanche, les jours fériés.
lebus à la demande Zoo de la Barben circule aux horaires d'ouverture du zoo.

Le Bus à la Demande dessert les secteurs où la densité de population ne permet pas de proposer une ligne de bus permanente.
Sur le territoire du Pays d'Aix, le Bus à la Demande fonctionne du l**undi au samedi de 6h30 à 20h30** sauf jours fériés.

Secteurs :

- Barrière du Cengle
- Bassin Minier
- Bassin de Pertuis
- Chaîne d'Eguilles
- Couronne Sud
- Haute Vallée de l'Arc
- Trévaresse
- Val de Durance Est
- Val de Durance Ouest

Le Bus à la Demande des Lignes de l'agglo du réseau La Métropole Mobilité desservent 4 zones.

- ZONE 1 | Les Solans → Beaudinard
- ZONE 2 | Roquevaire
- ZONE 3 | Belcodène et La Bouilladisse
- ZONE 4 | La Destrousse Peypin Cadolive

Le réseau Aix en bus de La Métropole Mobilité propose des services de transport à la demande (zonal et TPMR) dans la commune d'Aix-en-Provence.

Le réseau Salon Étang Côte bleue est un réseau de la Métropole Mobilité qui dessert 32 communes avec 12 secteurs de transport à la demande :

- lebus à la demande,
- Un service lebus Pro pour desservir les zones d'activités des Estroublans et de l'Anjoly.
- 1 service à la demande lebus+ à la demande pour les personnes à mobilité réduite.

Le réseau urbain autour de Salon de Provence (anciennement libébus) comprend 3 lignes de Bus à la demande desservant 16 communes.

Le Réseau de **Bus de la Marcouline** dessert 3 communes : Cassis - Carnoux-en-Provence - Roquefort-la-Bédoule. Il comprend 1 service de transport à la demande permettant la liaison entre les 3 communes.

Les **Bus des Collines** desservent Allauch, Plan-de-Cuques. Certains départs sont en horaires fixes, d'autres sont des bus à la demande, sur réservation.

1.6.3 Scolaire



Dans le bassin de mobilité J, les établissements scolaires sont desservis soit :

- par une ligne régulière du réseau Le Car,
- par une ligne régulière du réseau lebus
- par le service de "Transport à la Demande" : lebus à la demande
- par un bus ou un car nommé « circuit scolaire » reconnaissable comme les lignes régulières par un numéro unique.

LECAR propose 17 circuits réservés aux transports scolaires.

Pays d'Aix propose plus d'une cinquantaine de circuits de transports scolaires dans tout l'arrière-pays d'Aix.

Le réseau Salon Étang Côte bleue dessert 32 communes avec une trentaine de circuits scolaires et ouvert à tous.

10 circuits scolaires spécifiques desservent les collèges et lycées de l'Agglo du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

La RTM opère 8 lignes de transport scolaire qui desservent la commune de Marseille.

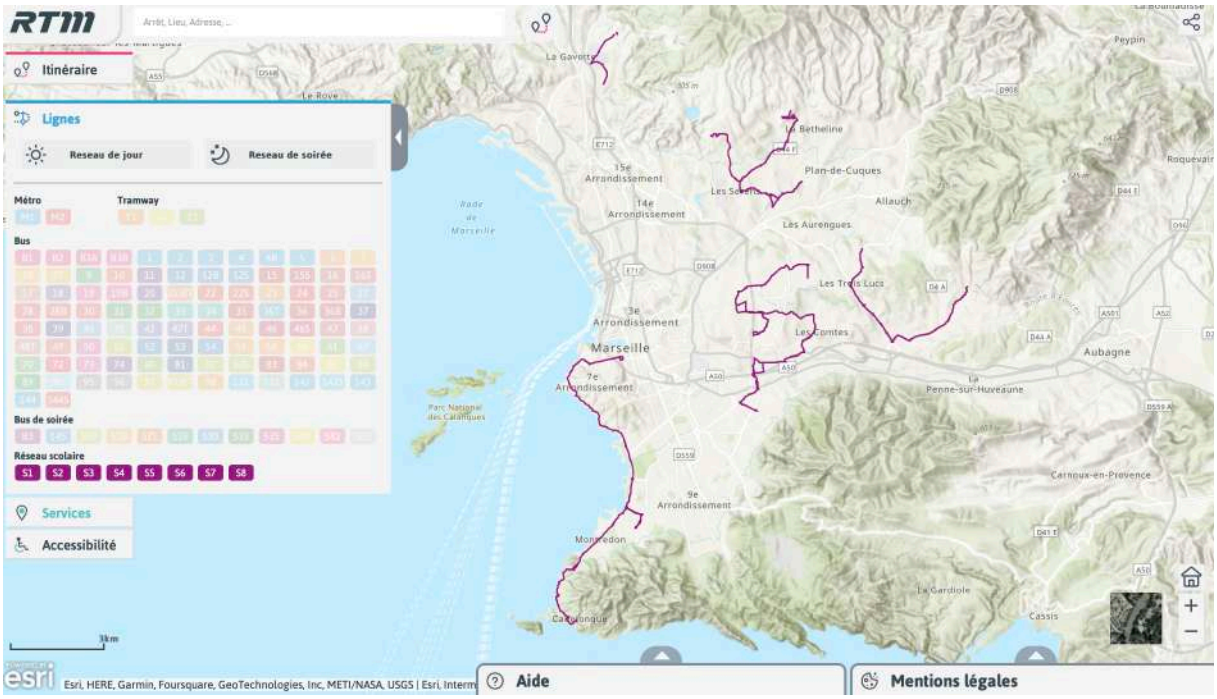


Figure 32 : Lignes scolaires de la RTM dans la commune de Marseille (source : RTM)

Le réseau Ciotabus dessert les communes de La Ciotat et de Ceyreste. Il comprend 1 ligne scolaire qui dessert l'ensemble des collèges et lycées : la ligne 50.

Le Réseau de Bus de la Marcouline dessert 3 communes : Cassis - Carnoux-en-Provence - Roquefort-la-Bédoule. Le réseau comprend 1 ligne scolaire.

1.6.4 Mobilité active

1.6.4.1 *Vélo*

Des services de vélo partagé sont proposés dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que des services visant à faciliter l'utilisation du vélo comme des abris ou des dispositifs favorisant la multimodalité.

- Service de vélos partagés

Vélo en libre-service : *levelo*
Le dispositif de vélos à assistance électrique en libre-service levélo propose une offre de 2 000 vélos 100% électriques et répartis dans 200 stations sur Marseille.

Vélo location longue durée : levelo+

Le dispositif levélo+ est un service de location longue durée qui permet de disposer d'un vélo classique, pliant, familial ou cargo à assistance électrique avec un abonnement mensuel (engagement sur 12 mois avec 3 mois d'essai).
Pour les salariés, l'employeur doit rembourser 50% de votre abonnement, au titre de la prime transport.

- Stationnement

Abris vélo gratuits : l'abrivélo
Ce dispositif propose un réseau d'abris vélos sécurisés, gratuits (abonnement gratuit), situés à proximité immédiate des gares routières et des pôles d'échanges.
24 abris vélos sont d'ores et déjà en service. D'ici 2024, près de 80 sites sur le territoire métropolitain seront aménagés.

- Abris vélos en gare :

La Région a souhaité accompagner l'augmentation continue des déplacements à vélo, et permettre les changements de pratiques permettant aux usagers du quotidien des déplacements vélo/train et vélo/car. Cette volonté s'est traduite par le vote du Plan vélo régional en octobre 2020, fixant ainsi comme objectifs : 1 million de trajets quotidiens à vélo et le déploiement massif de sites en stationnements vélos sécurisés dans les gares et pôles d'échanges. Pour permettre la réalisation de ce plan vélo, la Région a engagé en décembre 2020, un contrat de performance avec SNCF Gares & Connexions, propriétaire et exploitant des gares régionales. Ce contrat engage les parties à lever les freins à l'intermodalité vélo et TER. Il vise également à favoriser les rabattements et la fluidité au sein des gares pour les usagers à vélo. L'ensemble des gares TER de la Région sera donc équipé d'abris vélos sécurisés d'ici le 1er janvier 2025.

L**eur mise en ligne pour réservation sur le portail Zou! pourra s'effectuer très prochainement** via le lien Se déplacer à vélo - Votre réseau ZOU (maregionsud.fr) : zou.maregionsud.fr.

Ces abris sont accessibles à tout titulaire d'une carte de transport via une inscription sur le portail ZOU ! et ce gratuitement sur simple intégration du numéro de la carte de transport. Il n'est pas nécessaire d'être abonné, la carte billettique suffit à l'inscription gratuite. Un règlement d'usage est affiché sur l'équipement, ainsi que les coordonnées d'une hotline en cas de problème.

Sont également déployés des équipements permettant aux titulaires de QR code (billets digitaux) d'accéder également gratuitement aux abris vélos. Ce système permet l'accès des équipements aux voyageurs occasionnels sur présentation de leur billet digital. Il sera progressivement déployé.

Certains abris ont été financés et sont gérés par la métropole (cf. paragraphe ci-dessus).

Les abris vélos financés par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont ou seront exploités par SNCF Gares & Connexions.

Tableau 7 : Abris vélos sécurisés installés en gare TER (Source : Région-DGTMGE-DIGE, données septembre 2023)

Gestionnaire	Nom de la gare	Nombre de places
Région (G&C)	Arenc	17
Région (G&C)	Aubagne	38
Région (G&C)	Carry-le-Rouet	6
Région (G&C)	Croix Sainte (Martigues)	6
Région (G&C)	Fos-sur-Mer	6
Région (G&C)	Istres	6
Région (G&C)	La Couronne Carro	6
Région (G&C)	La Penne-sur-Huveaune	6
Région (G&C)	La Pomme	6
Région (G&C)	Lamanon	6
Région (G&C)	L'Estaque	6
Région (G&C)	Marseille Blancarde	20
Région (G&C)	Marseille Saint Charles	289
Région (G&C)	Martigues	6
Région (G&C)	Meyrargues	6
Région (G&C)	Miramas	12
Région (G&C)	Pas des Lanciers	12
Région (G&C)	Port-de-Bouc	6
Région (G&C)	Rassuen	6
Région (G&C)	Rognac	12
Région (G&C)	Saint-Antoine	6
Région (G&C)	Saint-Chamas	16
Région (G&C)	Sainte-Marthe en Provence	6
Région (G&C)	Saint-Marcel	6
Région (G&C)	Sausset-les-Pins	6
Région (G&C)	Septèmes-les-Vallons	6
Région (G&C)	Vitrolles Aéroport Marseille Provence	30

Pour faciliter le passage du vélo au train ou au car, le **Pays d'Aix** a mis en place des **Relais Vélo** :

- Gare routière d'Aix en Provence
- Gare ferroviaire d'Aix en Provence

- Gare de Simiane
- P+R Plan d'Aillane
- P+R Gardanne
- P+R Colonel Jeanpierre
- P+R Krypton

- Multimodalité

Certains services permettent le transport de vélo pour faciliter l'intermodalité :

- Lecar : les vélos sont acceptés en soute et placés par le voyageur dans la limite des places disponibles.
- Le Bus (ex Libébus) : les nouveaux véhicules du réseau autour de Salon sont désormais équipés de porte-vélos. Une expérimentation est également en cours sur le réseau de Port Saint Louis.
- Dans le train : sous certaines conditions : voir le détail sur le site internet de la SNCF dédié au vélo (www.velo.sncf.com)
- Sur le Réseau de la RTM : les vélos et les trottinettes pliantes sont acceptées sur l'ensemble du réseau de la RTM.

1.6.5 Fluvial

- Transport fluvial

Le canal de Marseille au Rhône passe par Martigues et Fos avant de se connecter au Rhône au niveau du port fluvial d'Arles.

Une voie navigable fluviale de type canal pouvant accueillir des bateaux de grand gabarit (jusqu'à 90m) se connecte avec la mer Méditerranée au niveau de la commune de Port St Louis du Rhône.

- Tourisme fluvial

La ville de Martigues est considérée comme « la Venise Provençale » avec un port des croisières fluviales.

1.6.6 Maritime

La RTM propose des services de navettes maritimes : lebateau, lanavette. *lebateau* assure la liaison en bateau au départ du Vieux Port de Marseille, vers les îles d'If et du Frioul 7j/7 avec des départs réguliers.

La RTM propose aussi un service de traversée touristique du vieux port à Marseille t**ous les jours** de 7h30 à 20h30 (sauf le 1er mai) avec un départ toutes les 20 minutes.

Le port de Marseille propose des liaisons régulières avec de nombreuses destinations du bassin méditerranéen :

- Ajaccio-Marseille Corsica Linea, La Méridionale
- Alger-Marseille Corsica Linea
- Bastia-Marseille Corsica Linea
- Béjaïa-Marseille Corsica Linea
- L'Ile Rousse-Marseille Corsica Linea
- Marseille-Ajaccio Corsica Linea, La Méridionale
- Marseille-Alger Corsica Linea
- Marseille-Bastia Corsica Linea
- Marseille-Béjaïa Corsica Linea
- Marseille-L'Ile Rousse Corsica Linea
- Marseille-Porto Vecchio La Méridionale
- Marseille -Propriano Corsica Linea
- Marseille-Tanger Med La Méridionale
- Marseille-Tunis Corsica Linea, CTN Tunisia ferries
- Porto Vecchio-Marseille La Méridionale
- Propriano-Marseille Corsica Linea
- Tanger Med-Marseille La Méridionale
- Tunis-Marseille Corsica Linea, CTN Tunisia ferries

1.6.7 Usage partage des Véhicules Terrestres à Moteur (VTM)

Plusieurs services permettent l'autopartage ou le covoiturage. La micromobilité est facilitée en centre-ville avec des trottinettes et micro-véhicules en libre-service.

L'AutoPartage Provence est un service de location de voitures pour de courtes durées sur abonnement. Le service propose près de 180 voitures accessibles pour une durée minimum de 1h. Les opérateurs présents sont Citiz (Centre-ville de Marseille) et Getaround (Marseille, Aix-en-Provence et autres centres-villes de la métropole).

Lecovoiturage
La Métropole a lancé début 2024 le service lecovoiturage, cette solution, intégrée au bouquet de services mobilité proposés aux habitants, est opérée par Karos, déjà présent à l'échelle nationale et locale. Karos est une application mobile de covoiturage courte distance, principalement sur les trajets domicile-travail.

- Covoiturage une initiative d'Aix-Marseille Université

Depuis mars 2022, AMU a mis en place avec la société Karos un dispositif d'incitation au covoiturage. Ce dispositif permet actuellement :

- Pour les passagers, les trajets gratuits sans limite de kilomètres, 2 fois par jour entre leur domicile et leur lieu d'étude / de travail

- Pour les conducteurs, une rémunération minimum de 1€/trajet/passager transporté avec rémunération maximum de 4€

Cette action concerne toujours 20 sites AMU représentant à eux seuls plus de 70 000 personnes : Puyricard, Jules Isaac, Saporta, Montperrin, Poncet, Schuman, Ferry, Gaston Berger, Arbois, Saint-Jérôme, Susini, Château-Gombert, Nord, Saint-Charles, Pierre-Puget, Îlot Bernard Dubois, Timone, Virgile Marron, Pharo et Luminy.

- Trottinettes électriques

Marseille : Voi est un service de trottinettes en libre-service disponibles 24h/24 et 7j/7.
Aix-en-Provence : plusieurs loueurs de trottinettes électriques existent.

- Micro-véhicules Shaary

Circulation et stationnement dans l'hyper centre de Marseille (Arrondissements 1er 2e 3e 6e 7e 8e)

1.6.8 Transport par câble

Le 21 janvier 2023, le conseil de la Métropole a acté le lancement des études pour la réalisation d'un transport par câble reliant la gare Vitrolles Aéroport Marseille-Provence (VAMP) à l'aéroport Marseille-Provence (AMP). Un linéaire de 1 kilomètre à 20 mètres d'altitude pour un trajet estimé à 6 minutes. Avec un départ toutes les 6 minutes, ce nouveau transport par câble, d'une capacité estimée de 1 000 voyageurs par heure, devrait entrer en service fin 2027.

1.6.9 Mobilité solidaire

Sera traitée dans le Plan d'Action Commun en Matière de Mobilité Solidaire.

1.6.10 Logistique

Les activités logistiques constituent une dimension importante pour le territoire avec des flux à la fois locaux et longue distance vers le couloir rhodanien, la méditerranée ou encore l'intercontinental. Ces activités s'appuient sur les réseaux ferroviaires, routiers et fluviaux. La Métropole a adopté son schéma directeur de la logistique en 2022 doté de 15 actions.

1.6.11 Intermodalité

Parking-relais P+R

Les parkings-relais ou P+R sont des sites qui permettent de garer facilement son véhicule particulier et de prendre des lignes lebus ou lecar.

Le Pays d'Aix est équipé d'un réseau de parkings-relais, pour laisser sa voiture et finir son trajet en transport en commun. Quasiment toutes les communes du Pays d'Aix offrent ainsi un parking gratuit. Les six parkings relais d'Aix-en-Provence, surveillés par un gardien, coûtent 2,50 € par jour (1.30€ pour les étudiants) et le ticket de bus est offert à chaque occupant de la voiture.

- Parking Relais Malacrida
- Parking Relais Route des Alpes
- Parking Relais Krypton
- Parking Relais Hauts de Brunet
- Parking Relais Plan d'Aillane
- Parking Relais Colonel Jeanpierre

Les parkings relais de Marseille sont gérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence

- Louis Armand
- La Blancarde
- Bougainville
- Einstein
- La Fourragère
- Frais Vallon
- Gèze
- St Jérôme
- La Rose
- Rondpoint du Prado
- St Just
- Teissere Dromel
- La Timone
- Vallier

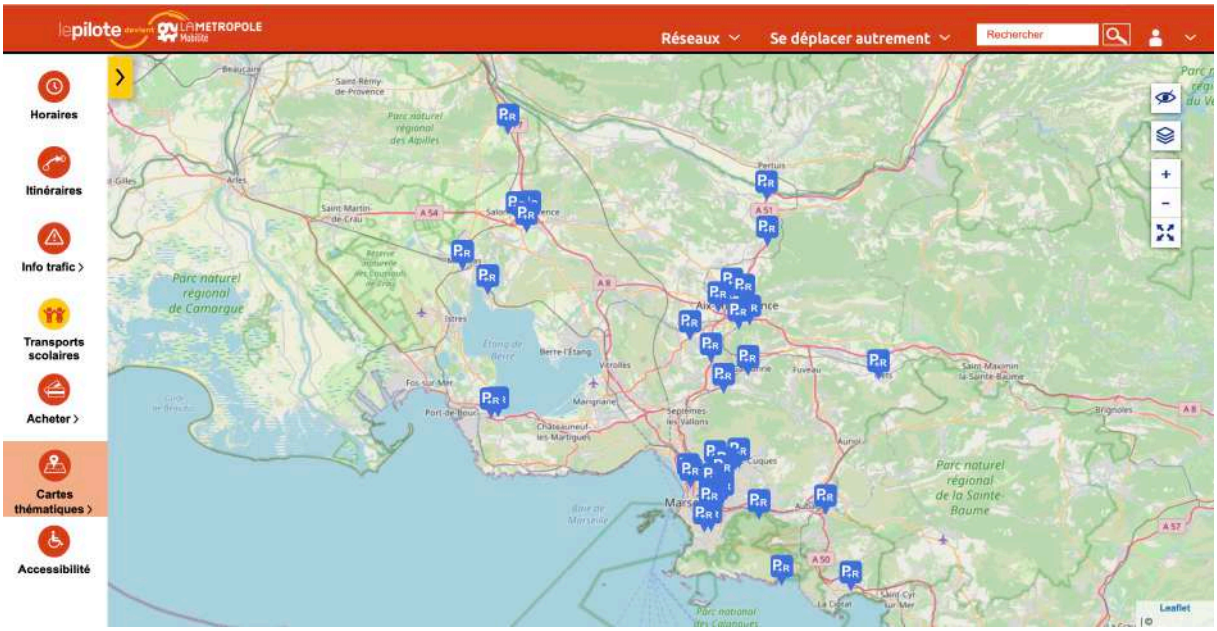


Figure 33 : Parking-relais (source : La Métropole Mobilité)

Pôles d’échange

Le territoire comprend de nombreux pôles d’échange qui facilitent l’intermodalité.

- Gare Routière Aix Centre
- Gare routière Marseille Saint Charles
- Pôle d'Échange de Trets
- Pôle d'Échange Fos-sur-Mer
- Pôle d'Échange Gardanne
- Gare Routière Miramas
- Gare routière Vitrolles Pierre Plantée
- Pôle d'échange Danielle Casanova Martigues
- Pôle d'échange Salon
- Pôle d'échange de La Ciotat Ceyreste
- Pôle d'échange Gare d'Aubagne

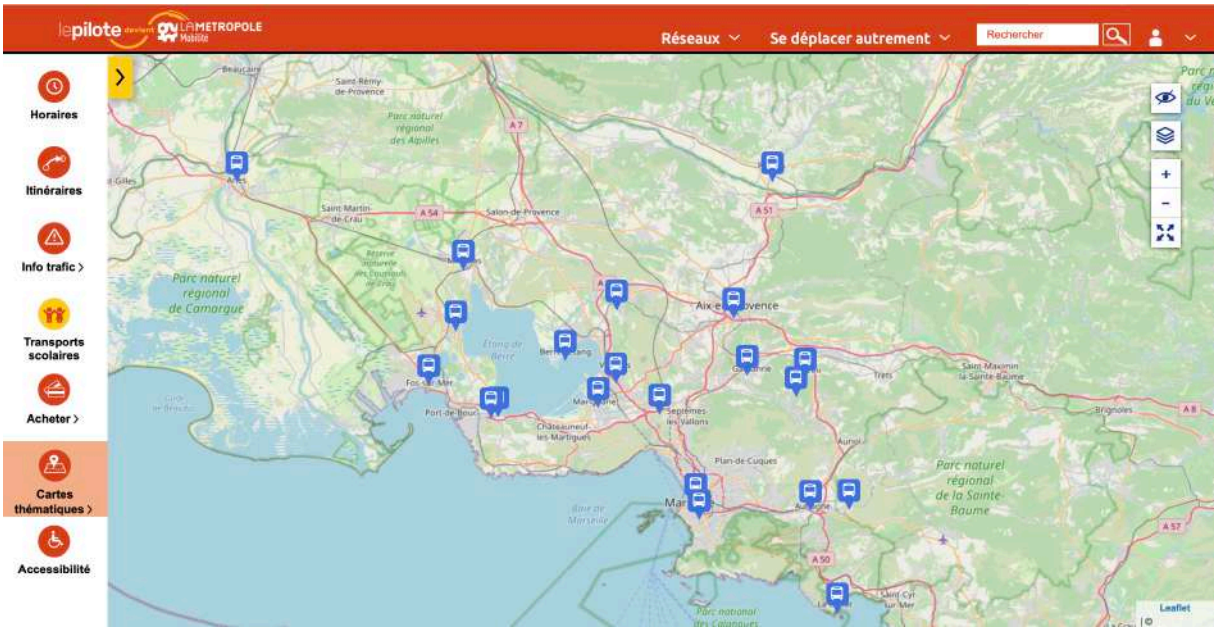


Figure 34 : Pôles d'échange (source : La Métropole Mobilité)

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE – OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES

1 DEFINITION 94

2 LES OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES DU BASSIN 95

1 Définition

Les objectifs du bassin de mobilité ont été co-construits par les acteurs lors du COTECHBASS n°1. Ils sont au nombre de 14 et répondent aux six thématiques couvertes par le COM :

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité
3. Les modalités de gestion des situations dégradées
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité
6. La décarbonation des mobilités

Les cinq premières thématiques sont issues du code des transports ; une sixième a été ajoutée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en lien avec les objectifs régionaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre le changement climatique.

Il s'agit ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du bassin de mobilité, objectifs dont l'échéance de certains dépasse la période de mise en œuvre du COM. Ils se déclinent en engagements pour lesquels un ou plusieurs acteurs s'engagent à contribuer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est présentée dans l'annexe 1 du COM.

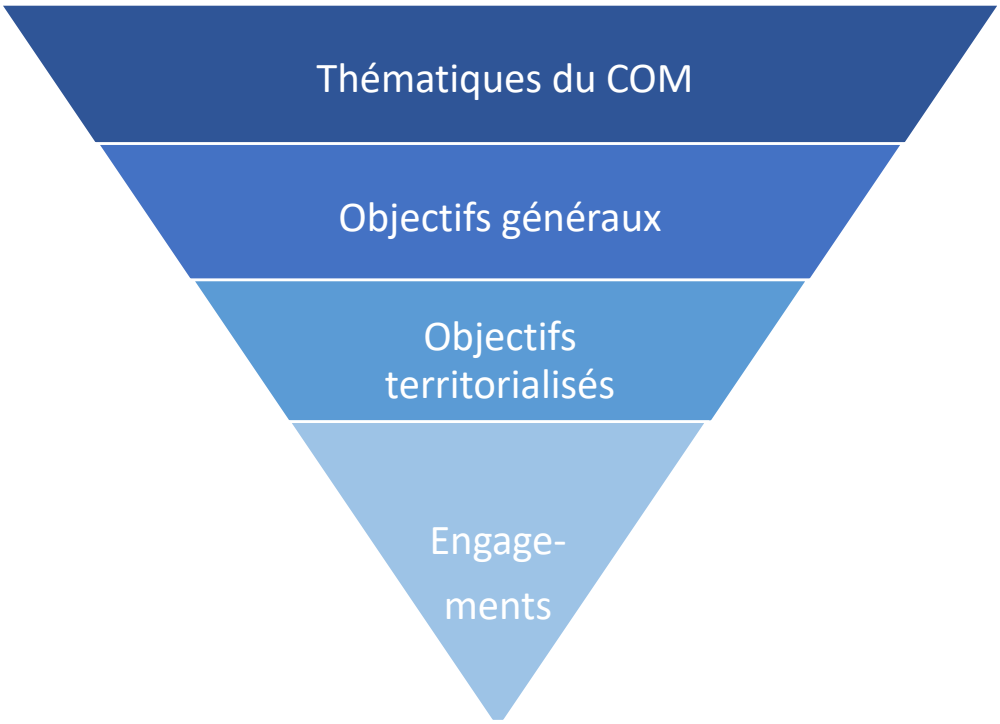


Figure 35 : Genèse et imbrication des objectifs généraux et territorialisés

Les objectifs généraux et territorialisés du bassin ont été validés par les élus lors du Comité de Bassin n°2.

2 Les objectifs généraux et territorialisés du bassin

OBJECTIFS GENERAUX	OBJECTIFS TERRITORIALISES
Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Obj.1 Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo
	Obj.2 Assurer la continuité des itinéraires cyclables
Améliorer les conditions de l'intermodalité	Obj.3 Améliorer les connexions aux gares
Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs	Obj.4 Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés
	Obj.5 Développer et améliorer la desserte des zones économiques à fort développement
Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Obj.6 Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales
	Obj.7 Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée

OBJECTIFS GENERAUX	OBJECTIFS TERRITORIALISES
Poursuivre la décarbonation	Obj.8 Rechercher des synergies entre les acteurs pour faciliter le déploiement des énergies décarbonées
Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Obj.9 Envisager l'extension des dispositifs de covoiturage mis en place sur le bassin aux territoires limitrophes
Recensement et diffusion des pratiques de mobilités	Obj.10 Travailler à une dynamique commune de communication à l'accompagnement des changements de comportement
Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées	Obj.11 Améliorer la coordination des AOM lors de situations dégradées
	Obj.12 Travailler à une adaptation de l'offre tarifaire au sein du bassin et avec les EPCI frontaliers pour répondre de manière harmonisée aux situations dégradées
Solidarité	Obj.13 Faciliter la mobilité des PMR
	Obj.14 Construire un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXES



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE - ANNEXES

ANNEXE 1 : ENGAGEMENTS DU BASSIN J 98

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS 109

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION 223

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS GENERAUX DU BASSIN DE MOBILITE 238

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 244

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 1 : ENGAGEMENTS DU BASSIN J

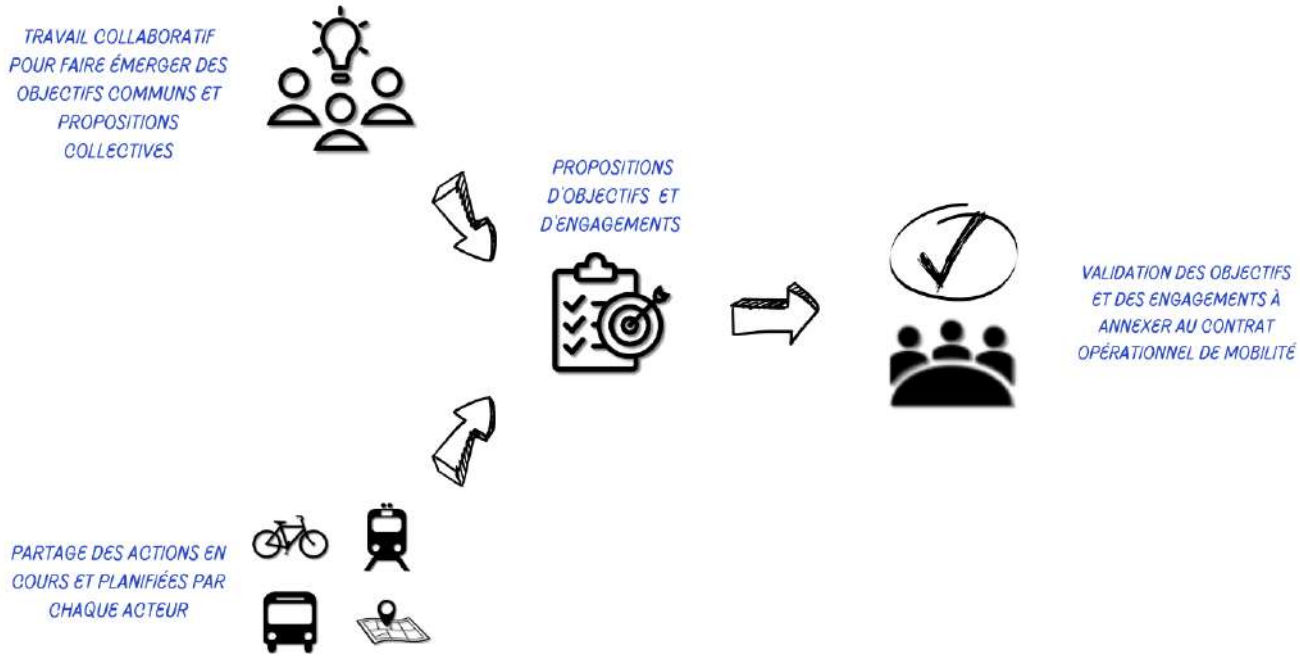


DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Rappel du processus d'élaboration des objectifs et des engagements

Les objectifs généraux, objectifs territorialisés ainsi que les engagements du présent Contrat Opérationnel de Mobilité sont issus d'un **processus de co-construction**. Ce processus a permis, dans un premier temps, de **fixer des objectifs correspondant aux enjeux et priorités des acteurs du bassin** de mobilité. Dans un second temps, la co-construction a permis à l'ensemble des acteurs de **partager les initiatives** en cours ou planifiées répondant aux objectifs mais aussi d'**élaborer de manière collaborative** des propositions d'actions/engagements complémentaires. Les propositions d'actions/engagements collectives issues du processus de co-construction sont appelées ci-dessous « **engagements du bassin** ».



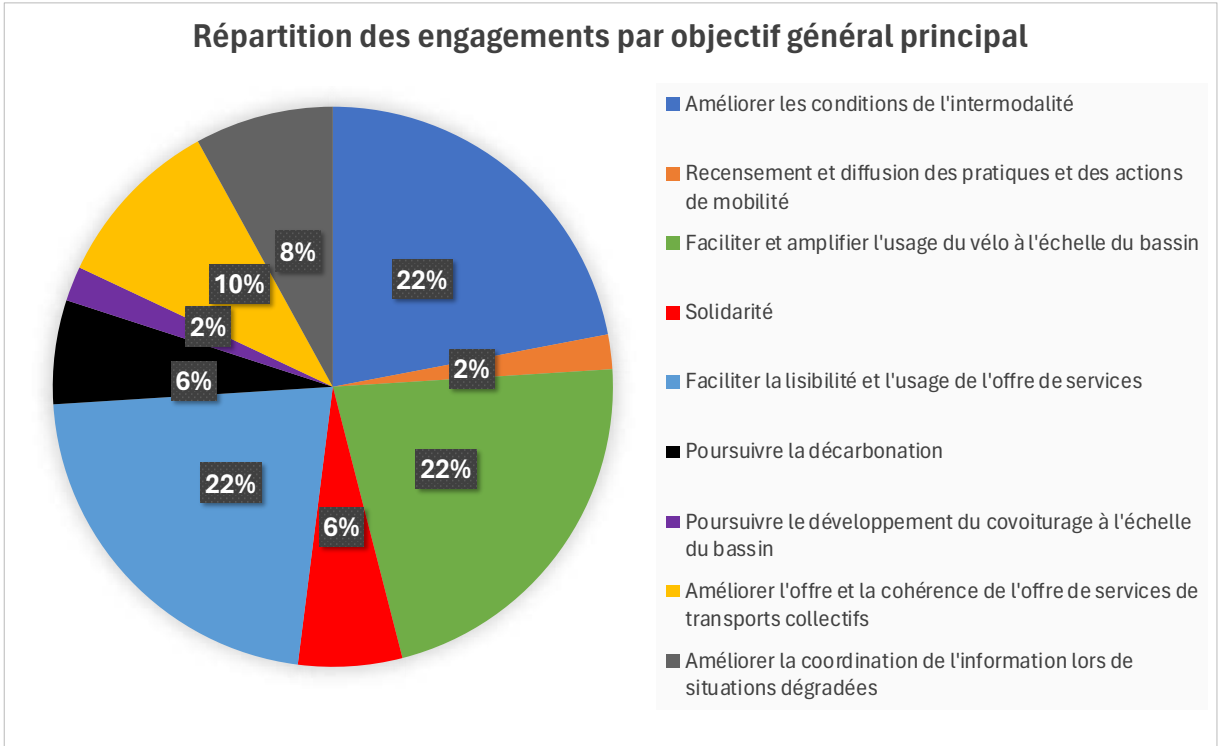
2 Engagements du bassin de mobilité J

Le Contrat Opérationnel du bassin de mobilité J présente **50 engagements** en annexe 1.

Les engagements sont rattachés à un objectif général "principal" afin d'éviter les doubles comptes (à noter pour autant qu'un même engagement peut contribuer à plusieurs objectifs à la fois).

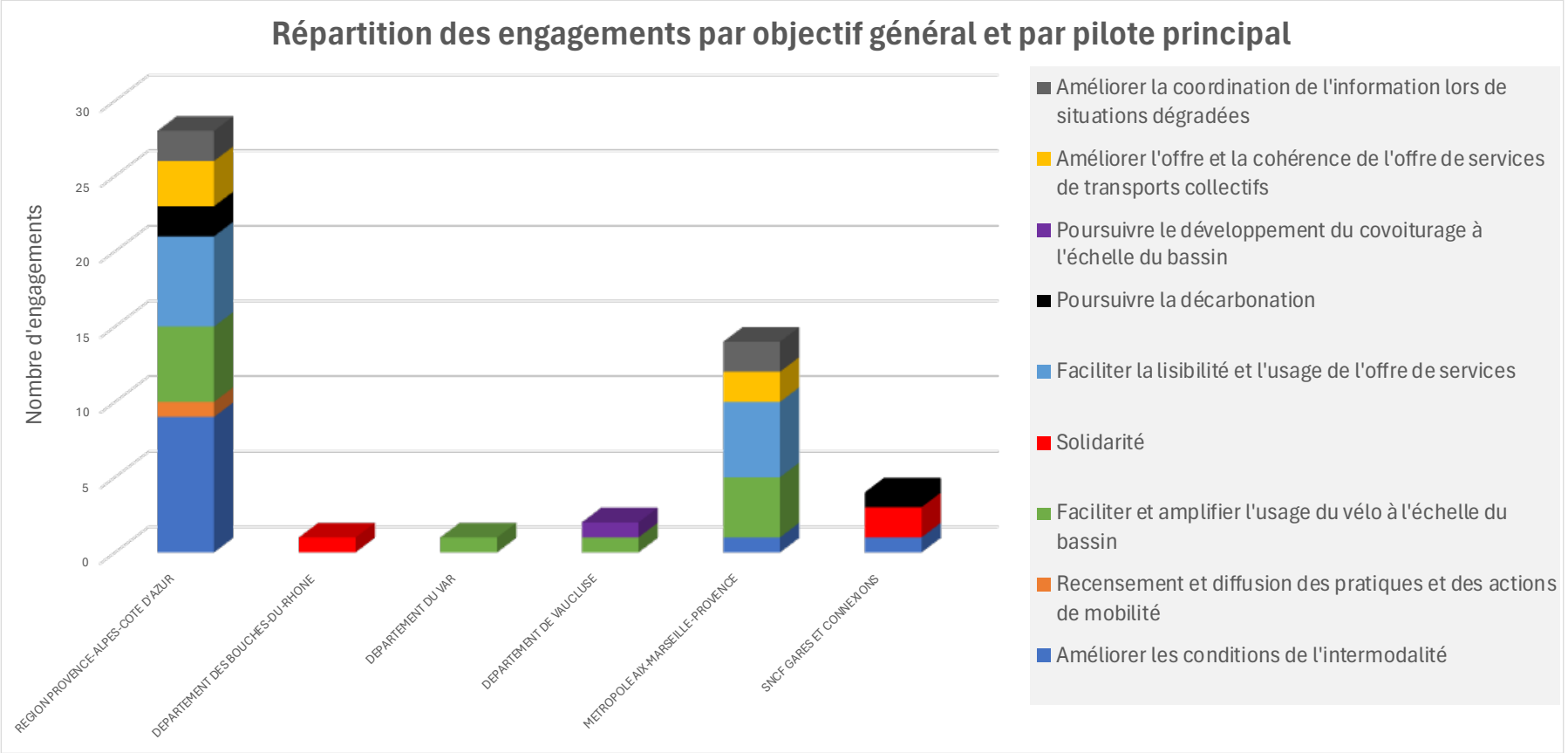
Les trois objectifs généraux présentant le plus grand nombre d'engagement y étant rattaché sont :

- **Améliorer les conditions de l'intermodalité**
- **Facilité la lisibilité et l'usage de l'offre de services**
- **Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin**



Le **pilotage** de chaque engagement est assuré par un des acteurs du bassin qui est alors considéré comme le « pilote » de l'engagement, c'est-à-dire qu'il s'engage à veiller à la mise en œuvre de l'engagement et prendra en charge les éventuelles actions de coordination nécessaire avec les autres acteurs (réunion, ateliers, échanges d'information).

Le graphique ci-dessous présente la répartition des engagements par pilote principal (certains engagements ont un copilotage de plusieurs acteurs). Les acteurs ayant en charge le pilotage du plus grand nombre d'engagements sont pour le bassin J : **la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF Gares & Connexions.**



LISTES DES ENGAGEMENTS DE BASSIN du COM

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Valoriser et simplifier l'accès aux abris-vélos pour les titulaires des supports des différentes AOM (la Carte/Zou !)**	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo	J1
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Analyser l'usage des abris-vélos en PEM afin d'adapter/améliorer l'offre**	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo	J6
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Amélioration de la coordination des horaires entres les offres routières urbaines, interurbaines ZOU ! et ferroviaires notamment en période creuse**	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J16
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Réaliser un partage d'expérience des TAD dynamiques par zone d'activités (du type Chronopro)**	X			X			Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs	Développer et améliorer la desserte des zones économiques à fort développement	J27
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Permettre aux usagers métropolitains disposant d'un titre de transport l'accès aux P+R à des conditions tarifaires privilégiées**	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales	J30
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Travailler à l'extension de la gamme du pass intégral**	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales	J31

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Travailler à l'harmonisation des supports d'information**	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée	J36
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Améliorer l'information voyageur au niveau des calculateurs d'itinéraires La plateforme transports de la métropole Aix-Marseille Provence - La Métropole Mobilité (lametropolemobilite.fr) et Page d'accueil - Votre réseau Transport ZOU ! Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (maregionsud.fr)**	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée	J37
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Réfléchir à une coordination de l'évolution des critères d'accès à la tarification solidaire**	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée	J38
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	**Améliorer la coordination des procédures lors des situations dégradées**				X			Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées	Améliorer la coordination des AOM lors de situations dégradées	J45
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE	**Élaborer un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire (PAMS)**	X						Solidarité	Construire un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire	J50

LISTES DES AUTRES ENGAGEMENTS du COM

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare**	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo	J2
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	**Déploiement de stationnements vélo sécurisés dans les PEM métropolitains ainsi que les arrêts de TC majeurs (parcours tram ou BHNS)**	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo	J3
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Constituer une base de données vélo régionale publiée dans OSM et la plateforme régionale « Connaissance du territoire » et pérenniser la mise à jour des données**	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo	J4
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Recensement de toutes les aides et moyens de financement possibles**	x						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo	J5
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE	**Mise en œuvre du Schéma Vélo du Département de Vaucluse**	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Assurer la continuité des itinéraires cyclables	J7
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	**Engagement pour l'élaboration d'un schéma directeur des modes actifs**	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Assurer la continuité des itinéraires cyclables	J8
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien**	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Assurer la continuité des itinéraires cyclables	J9
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes** **Animation pour certains itinéraires**	X	X			X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Assurer la continuité des itinéraires cyclables	J10

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
DEPARTEMENT DU VAR	**Mise en place d'un groupe de travail sur la mise en œuvre du JALRIC**	x						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Assurer la continuité des itinéraires cyclables	J11
SNCF GARES & CONNEXIONS	**Mise en œuvre du programme « Place de la gare »**	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J12
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	**Développement des PEM de Plan de Campagne, Lamanon, Miramas, Vitrolles, Arenc (LNPCA) et Saint André (LNPCA)**		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J13
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Élaboration du SERM de la Métropole Aix-Marseille Provence**	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J14
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Développement des gares/PEM et amélioration du temps de parcours Marseille – Briançon en vue de l'accueil des JOP**	X	X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J15
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Étude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains**	X	X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J17
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! des lignes du secteur Ouest-Provence (hors Côte Bleue)**	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J18
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! sur la ligne de la Côte Bleue**	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J19
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! pour les lignes du secteur "Alpes" :** **- Marseille-Aix-Briançon** **- Briançon-Valence-Romans**	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J20

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Développement de la desserte ferroviaire TER ZOU ! du secteur Provence Est : Ligne Marseille-Toulon-Hyères/Les Arcs.**	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J21
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire**	x			x			Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer les connexions aux gares	J22
SNCF GARES & CONNEXIONS, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) phases 1&2**	X						Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs	Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés	J23
SNCF GARES & CONNEXIONS, SNCF RESEAU, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, ETAT	**Nouvelle gare souterraine de Marseille Saint-Charles (projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, Phase 2)**	X						Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs	Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés	J24
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques**	X						Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs	Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés	J25
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Étude du schéma d'armature ferroviaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence**	x						Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs	Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés	J26
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	**Tarification régionale des transports, mise en œuvre et communication partenariale**	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales	J28
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional (SIBR)**	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales	J29

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Gestion d'un centre de relation clients (CRC)**	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée	J32
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU !**	X			X			Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée	J33
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Mutualisation de la donnée mobilité région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux**	X			X			Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée	J34
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AOM pour mutualiser les points de distribution/en faire des points multi-opérateur. Favoriser l'accès à l'information et aux services de mobilité par un accompagnement via les Maisons France Services**	X			X			Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée	J35
SNCF GARES & CONNEXIONS	**Projets de déploiement d'installations photovoltaïques dans les gares**						X	Poursuivre la décarbonation	Rechercher des synergies entre les acteurs pour faciliter le déploiement des énergies décarbonées	J39
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	**Développement des VR2+ / VRTC**	X						Poursuivre la décarbonation	Rechercher des synergies entre les acteurs pour faciliter le déploiement des énergies décarbonées	J40
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Appel à projets Mobi'Lab - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**	X					X	Poursuivre la décarbonation	Rechercher des synergies entre les acteurs pour faciliter le déploiement des énergies décarbonées	J41
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE	**Poursuivre le développement du réseau des aires de covoiturage**	X						Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Élargir la prestation de service le covoiturage pour les EPCI frontaliers	J42

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Planification stratégique d'actions de communication**				X		X	Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Travailler à une dynamique commune de communication à l'accompagnement des changements de comportement	J43
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution**			X				Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées	Améliorer la coordination des AOM lors de situations dégradées	J44
REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	**Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique**			X				Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées	Travailler à une adaptation de l'offre tarifaire au sein du bassin et avec les EPCI frontaliers pour répondre de manière harmonisée aux situations dégradées	J46
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	**Engagement pour l'instauration d'une ZFE métropolitaine**			X			X	Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées	Travailler à une adaptation de l'offre tarifaire au sein du bassin et avec les EPCI frontaliers pour répondre de manière harmonisée aux situations dégradées	J47
SNCF GARES & CONNEXIONS, METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	**Mise en accessibilité de la gare de Miramas et nouvelle liaison urbaine de traversée des voies**	X						Solidarité	Faciliter la mobilité des PMR	J48
SNCF GARES & CONNEXIONS	**Mise en œuvre du schéma directeur d'allongement des quais, complété d'une mise en accessibilité PMR**	X						Solidarité	Faciliter la mobilité des PMR	J49

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J1	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo
Référent de la fiche : Marie-Josée NAHLER (Métropole Aix-Marseille-Provence), marie-josee.nahler@ampmetropole.fr ; Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Valoriser et simplifier l'accès aux abris-vélos pour les utilisateurs des différents supports (la Carte/Zou !)
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes de mise en œuvre :** 1. Réaliser une fiche de procédures pour les usagers de la métropole Aix-Marseille-Provence et les usagers Zou !. Préparer un adhésif informant des modalités d'accès 2. Afficher les fiches de procédures sur les abris-vélos et diffusion sur les sites internet de lamétropolemobilite.fr et zou.maregionsud.fr 3. Mise à jour sur les abris ou affichage sur de nouveaux abris-vélos (en avril 2024, 38 l'abrivélo et 16 Région)
Besoins de pilotage / coordination	Un point à prévoir en cas d'évolution de la procédure ou des visuels utilisés.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence & Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Pilote de l'engagement Mise à disposition de données Rédaction de procédure	Rédaction de la procédure pour les titulaires d'une carte ZOU ! souhaitant utiliser un abri de la Métropole AMP Affichage sur les abris-vélos de la Métropole AMP

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement Mise à disposition de données Rédaction de procédure	Rédaction de la procédure pour les titulaires de la carte souhaitant utiliser un abri vélo ZOU !
Kisio	Partenaire	Gestionnaire des abris-vélos	Affichage des procédures pour les abris-vélos de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

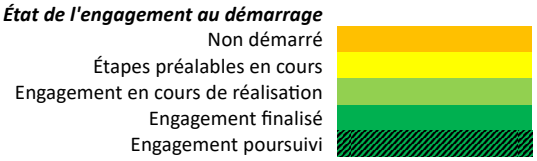
N°J2	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo
Référent de la fiche : Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Pose d'abris sécurisés, avec de services associés (équipements de plus de 12 places) : bornes VAE, casiers, station de gonflage/réparation - Accès gratuit **Public cible :** Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude, motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme …
Besoins de pilotage / coordination	Échanges avec les EPCI/Communes pour la réalisation de la voirie ou du jalonnement en interface avec les équipements.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Initiateur Pilote Co maîtrise d'ouvrage	3/4 ETP Financement investissement Financement fonctionnement
SNCF G&C	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou propriétaire foncier Exploitant des équipements	MOA des études et réalisation des équipements

État	Partenaire	Financement	Via le plan de relance : participation à l'investissement des gares imposées par la LOM
Métropole	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier	Référente : Marie-Josée NAHLER, marie-josee.nahler@ampmetropole.fr
Communauté d'agglomération / communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier	
Communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier Autorisations de travaux	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J3	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo
Référent de la fiche : Hugo SALMON (Métropole Aix-Marseille-Provence), hugo.salmon@ampmetropole.fr ; Marie-Josée NAHLER (Métropole Aix-Marseille-Provence), marie-josee.nahler@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement de stationnements vélo sécurisés dans les PEM métropolitains ainsi que les arrêts de TC majeurs (parcours tram ou BHNS)
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Pose d'abris sécurisés, avec des services associés : bornes VAE, casiers, station de gonflage/réparation - Accès gratuit **Public cible :** Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude, motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme …
Besoins de pilotage / coordination	Échanges avec les 69 communes de la métropole Aix-Marseille-Provence gestionnaires de leur voirie pour la réalisation d'aménagement permettant une accessibilité sécurisée en interface avec les équipements.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Initiateur de la démarche en tant que maitre d'ouvrage	

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Participation à la démarche	
Communes	Partenaire	Gestionnaire de la voirie pour 69 communes métropolitaines	

N°J4	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo
Référent de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - DGTMGE-DIGE-SGE), schignard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Constituer une base de données vélo régionale publiée dans OSM et la plateforme régionale « Connaissance du territoire » et pérenniser la mise à jour des données
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N (Pour les données du périmètre Occitanie et AURA, sous réserve qu'elles soient publiées sur OSM par un ou des contributeurs des régions Occitanie et AURA)
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - Mise en place par DCOPT-SCOT et DIGE-SGE d'une Base de Données vélo sur OSM complète et qualifiée à l'échelle régionale : ○ Appel à un prestataire, ○ Association des collectivités, ○ Formation à OSM et animation des "cartoparties" pour obtenir une BD OSM complète et maintenue par des référents identifiés dans les Collectivités, DDT(M), associations … **Description :** - Choix du prestataire - Estimation de la qualité de la cartographie OSM en région - Identification des collectivités et autres contributeurs pour les mobiliser et les former - Partenariat avec IGN pour MAJ de sa BD TOPO® - Collecte de la donnée, traitement de la donnée, intégration des données et compléments des attributs dans OSM **Étapes :** - Juillet 2024 : démarrage de la mission - Septembre 2024 : lancement de la démarche via une réunion en visio avec les contributeurs majeurs - Été 2025 (1 an) : complétude et qualification de la BD + formations (12) + cartoparties (6) pour contributions et création d'événements pour communication de la démarche - Jusqu'à mi 2026 (1 an) : maintenance - A partir de septembre 2026 : autonomie de la Région et des partenaires pour actualisation d'OSM

Besoins de pilotage / coordination	Financement DIGE Animation SCOT (expertise métier et expérience sur autres thèmes) et SGE (expression du besoin et des finalités) **Identification** de référents pour couvrir tout le territoire régional 2 à 4 réunions avec les référents pour permettre une mise à jour fiabilisée

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement Et animateur des groupes de travail avec les contributeurs	Animation réseau des contributeurs, extractions d'indicateurs, transfert sur la plateforme "connaissance du territoire …
Immergis	Partenaire	Prestataire Maître d'œuvre de la mission	Collecte, animation, complétude, qualification, estimation de la qualité de la donnée vélo, publication sur OSM, maintenance 1 an
Départements sur le périmètre de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Contributeur Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Départements hors périmètre de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ayant des communes dans le bassin	Partenaire	Contributeur Fournit de la donnée SIG	Collecte et qualification de la donnée vélo sur les communes hors Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Temps RH pour constituer et alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	La métropole est en train de constituer sa base de données dans le cadre du SM des modes actifs sous format SIG Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH

			régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communautés d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communautés de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
Syndicats d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
DDT	Partenaire	Partage de données et contributeur éventuel	
IGN	Partenaire	Partage de données et MAJ BDD Topo®	
ASSOCIATIONS	Partenaire	Organisateur ou animateur ou contributeur	Pour les cartoparties et ensuite éventuellement en phase MAJ

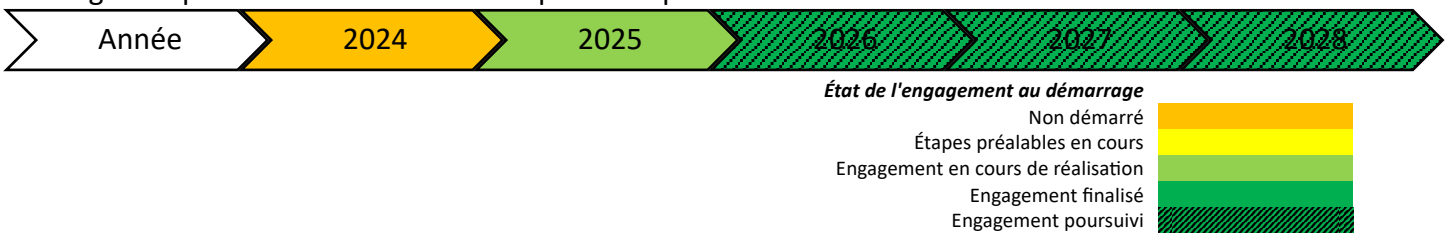
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J5	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo
Référent de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), schignard@maregionsud.fr; Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr; Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), rdorne@maregionsud.fr; Isabelle DECORY (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), idecory@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Recensement de toutes les aides et moyens de financement possibles
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : E, J, K, et L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de connaitre toutes les aides, tous les moyens de financement possibles existants sur la thématique du vélo. Ce travail a déjà été en partie réalisé par le Région. **Étapes :** 1. Récupérer les informations sur les aides Européennes, nationales et régionales (en attente des résultats du travail réalisé par la Région) 2. Récupérer la liste des aides départementales, intercommunales et communales - Organiser une réunion de présentation 2025
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

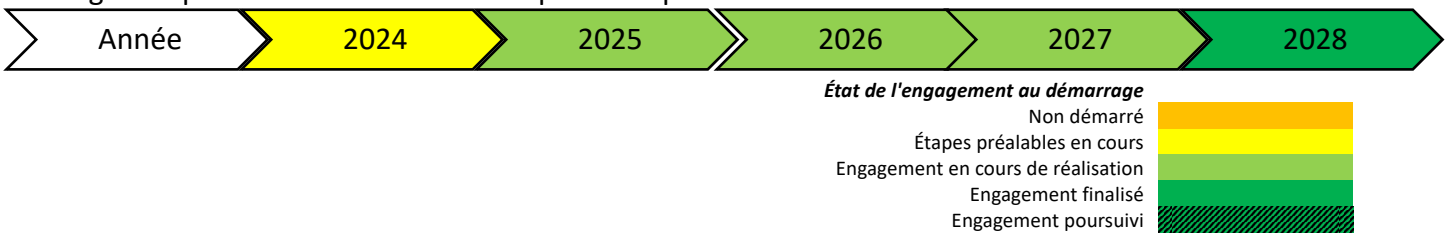
CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP Partage d'information
Département des Bouches-du-Rhône	Partenaire	Moyens RH	ETP Partage d'information (dispositifs Département)
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP
Métropole Aix-Marseille-Provence (St Zacharie)	Partenaire	Partage d'information sur des aides éventuelles apportées par commune ou EPCI	
CA DLVA (Vinon sur Verdon)	Partenaire	Partage d'information sur des aides éventuelles apportées par commune ou EPCI	

N°J6	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo
Référent de la fiche : Vincent MEYER ; Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr;	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Analyser l'usage des abris-vélos en PEM afin d'adapter / améliorer l'offre
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes de mise en œuvre :** 1. Réalisation de l'analyse statistique par la direction des études de la métropole Aix-Marseille-Provence 2. Mise en place d'un COTECH/groupe de travail 3. Retour d'expérience
Besoins de pilotage / coordination	Coordination avec la direction des études de la Métropole Aix-Marseille-Provence

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avance de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Fournir les données de localisation et de fréquentation par abri	Données si possible détaillées par mois et éventuellement par jour et heure Référente : Anaïs FIASTRE
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Fournir les données de localisation et de fréquentation par abri	Données si possible détaillées par mois et éventuellement par jour et heure

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J7	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Assurer la continuité des itinéraires cyclables
Référent de la fiche : Jérôme GONDRAN, jerome.gondran@vaucluse.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du Schéma Vélo du Département de Vaucluse
Périmètre	Communes vauclusiennes des bassins F, E et J
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux du schéma :** - Sécuriser et développer la pratique du vélo pour tous (déplacements quotidiens essentiellement mais également tourisme et loisir) ; - Structurer les itinéraires d'intérêt départemental et métropolitains (pour le bassin J) ; - Promouvoir le vélo comme un élément clé de la stratégie touristique de Vaucluse. **Étapes :** 1. Finalisation des 3 véloroutes principales du département (axes touristiques structurants) 2. Réalisation des projets prioritaires, et structurants au sens du Schéma Départemental, en articulation avec les EPCI/communes (environ 10 opérations concernant essentiellement les déplacements du quotidien)
Besoins de pilotage / coordination	**Coordination :** travail en articulation avec les EPCI à l'occasion de la réalisation de leurs schémas cyclables et de leurs mises en œuvre

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	**Département de Vaucluse**

INDICATEURS
- Nombre de kilomètres réalisés

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

Département de Vaucluse	Pilote	Pilote de l'action Schéma Vélo Départemental / Maître d'ouvrage Création d'une Mission Développement du Vélo Définition de tracés, développement d'itinéraires, réalisation d'aménagements Possibilités de financement des EPCI et communes	3 ETP en pilotage + 3 en MOA + 6 en exploitation Finalisation des 3 véloroutes structurantes (ViaRhôna, Via Venaissia, Véloroute du Calavon) Réalisation d'aménagements pour les déplacements quotidiens Dispositif départemental en faveur du vélo (AAP permanent)
Métropole Aix-Marseille-Provence : EPCI ou communes	Partenaire	Pilotes de schémas cyclables (EPCI) / Maîtres d'ouvrage Contribution au développement d'itinéraires cyclables d'intérêt départemental au travers de la mise en œuvre des schémas vélo ou de projets ciblés	Travail en partenariat avec le Département pour les itinéraires prioritaires (plusieurs études opérationnelles engagées) Référente métropole Aix-Marseille-Provence : Anaïs FIASTRE
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement	Financement selon les cadres d'intervention en vigueur
Vaucluse Provence Attractivité (VPA)	Partenaire	Acteur principal en termes de tourisme à vélo Développement Animation Communication	Promotion d'itinéraires et boucles cyclables touristiques Production de supports divers
Parc naturel régional du Luberon	Partenaire	Développement Animation Communication	Promotion d'itinéraires et boucles cyclables touristiques Production de supports divers
Parc naturel régional du Ventoux	Partenaire	Développement Animation Communication	Promotion d'itinéraires et boucles cyclables touristiques Production de supports divers
Vélo loisirs Provence	Partenaire	Développement Animation Communication	Porteur d'actions visant à faciliter l'usage du vélo remise en selle, atelier d'auto réparation.

N°J8	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Assurer la continuité des itinéraires cyclables
Référent de la fiche : Sylvie FERRARIN (Métropole Aix-Marseille-Provence), sylvie.ferrarin@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Engagement pour l'élaboration d'un schéma directeur des modes actifs
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé en décembre 2021 son Plan de Mobilité métropolitain 2020-2030 intégrant le plan vélo métropolitain 2019-2024. il prescrit par ailleurs l'élaboration d'un schéma directeur des modes actifs. Ce schéma comprend : - l'évaluation du plan vélo numéro 1 ainsi que l'élaboration d'un plan vélo N°2 - l'élaboration d'un plan piéton métropolitain - la rédaction d'un « guide de référentiels des modes actifs », catalogue de méthodes, d'objectifs et d'actions par typologie de territoire (villes-centre, villes moyennes et autres villes et villages) à décliner à l'horizon 2040 dans le cadre des Plans locaux de mobilité. L'objectif est donc de disposer de documents de planification et de programmation à moyen et long terme de la politique vélo et piétons de la Métropole et des outils à mettre en place. Cet objectif s'inscrit dans la continuité du Plan vélo métropolitain fixant la feuille de route de la Métropole pour les années 2019 à 2024. Sur ces points, ce schéma permettra à la fois d'évaluer la pertinence (conformité aux attentes des usagers) et la performance (propension à atteindre les objectifs fixés par le Plan de mobilité) des actions proposées dans le Plan Vélo en cours, mais aussi d'établir les plans d'action vélos et piétons de la Métropole pour la période 2025-2030. L'objectif de part modale reprend celui du Plan de mobilité, soit augmenter la part modale du vélo à 7% dont 15% dans les centres villes d'Aix et Marseille et 12 % dans la périphérie de ces 2 communes et l'ensemble des villes moyennes, et la part modale de la marche à 33%, à l'échelle métropolitaine d'ici à 2030. Le SDMA devra proposer et décliner les conditions de mise en œuvre de dépassement de ces objectifs d'ici 2030, puis au-delà à l'horizon 2040, à travers notamment un catalogue d'actions à décliner dans les Plans locaux de mobilité. Ainsi le SDMA permettra : - L'identification du réseau piéton métropolitain structurant, principalement sur les 12 centralités métropolitaines et, décliner

	le concept pour sa mise en œuvre dans le cadre des Plans locaux de mobilité afin que le piéton devienne le mode de déplacement principal pour les trajets du quotidien de moins de 1 km ; - L'identification, ou consolidation lorsqu'il existe, du réseau cyclable secondaire des 12 centralités de la Métropole et leur continuité urbaine avec comme objectif de mailler les centres de villes ou de villages, les points d'arrêts BHNS (bus à haut niveau de service), métro, tramway, car et TER, les établissements d'enseignements primaire et secondaire, les zones d'activités économiques, les établissements de santé, les pôles d'attractivités touristiques. L'identification, pour les autres villes et villages de la Métropole, des principes et potentiels d'un réseau cyclable interurbain se basant sur les bassins de proximité du Plan de mobilité et les équipements générateurs (équipements publics). Cette démarche a démarré en mars 2024 et se terminera fin 2025
Besoins de pilotage / coordination	La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est associée aux grandes étapes d'avancement ainsi qu'à l'ensemble des ateliers de concertation qui se déroulent à l'échelle des bassins de mobilité et des ateliers de convergence à l'échelle de la métropole

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	**Métropole Aix-Marseille-Provence**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Pilote l'action en tant que maitre d'ouvrage	
État	Partenaire	Participe à la démarche	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Participe à la démarche	
Département des Bouches du Rhône	Partenaire	Participe à la démarche	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J9	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Assurer la continuité des itinéraires cyclables

Référent de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), schignard@maregionsud.fr; Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr; Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), rdorne@maregionsud.fr; Isabelle DECORY (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), idecory@maregionsud.fr

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Développer les pratiques de vélo pour la mobilité du quotidien par le maillage cyclable autour d'équipements sous gestion régionale (gares, lycées) mais également des équipements et pôles structurants. (cf liste du bassin ci-dessous). **Description :** Financement des études, travaux et équipements de ces projets d'aménagements cyclables **Public cible :** - Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude - Usagers pour les motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme…
Besoins de pilotage / coordination	Environ 2 à 3 temps d'échanges avec les porteurs de projet candidats

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement Ou animateur itinéraire Vote SRV	
État	Partenaire	Financement	Via AAP Continuités cyclables si critères identiques
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo Et/ou propriétaire foncier	
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo Et/ou propriétaire foncier	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/Ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou propriétaire foncier	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou propriétaire foncier	

Tableau 8 : Liste d'équipements structurants du bassin de mobilité J

Périmètre d'implantation	Équipements/ Pôles structurants à desservir	Secteur d'activité principal desservi
Métropole Aix-Marseille-Provence	Liaison vélo de la gare de Cassis desservant le pôle d'emploi "Le Brégadan"	Pôle d'échange / Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Liaison cyclable de Ceyreste vers Athélia III à La Ciotat	Pôle économique / Education.
Métropole Aix-Marseille-Provence	Continuité cyclable du chemin du Puits de Brunet à La Ciotat pour desservir le collège Virebelle	Education / Loisir
Métropole Aix-Marseille-Provence	V65 par le bord de mer à la Ciotat	Pôle touristique / Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Connexion cyclable entre Ventabren et le collège de Velaux	Education
Métropole Aix-Marseille-Provence	Hôpital Privé de Provence et lycée Georges Duby	Pôle santé / éducation

Périmètre d'implantation	Équipements/ Pôles structurants à desservir	Secteur d'activité principal desservi
Métropole Aix-Marseille-Provence	Aménagement cyclable sur le franchissement de la D9 entre le giratoire Bretelle D9 x Av. François Arago et le giratoire Rue Jean René Guillibert Gauthier de la Lauzière. Pour connecter La Duranne au PAAP	Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	CEREGE à La Duranne Aménagement cyclable sur l'avenue Louis Philibert entre le giratoire Av. Augustin Fresnel x Route d'Apt x Av. Louis Philibert et le domaine du Petit Arbois	Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Gare Aix TGV	Pôle d'échange
Métropole Aix-Marseille-Provence	Aménagement cyclable sur l'avenue du Club Hippique entre la rocade et le Campus Éducative Aix-en-Provence.	Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Boulevard Baille à Marseille (13005 et 13006)	Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Plage des Catalans, Avenue de la Corse (13007)	Pôle touristique / Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Conservatoire à rayonnement régional Pierre Barbizet/INSEAMM, rue des 3 mages (13001)	Pôle économique / loisir
Métropole Aix-Marseille-Provence	Lycée technologique Marie Curie, boulevard Jeanne d'Arc	Éducation
Métropole Aix-Marseille-Provence	Hôpital de la conception via la rue St Pierre	Pôle santé / Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Gare St Charles via la rue de la grande armée	Pôle touristique / Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Gare St Charles via les boulevards Camille Flammarion et Voltaire	Pôle touristique / Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Parc Longchamps (dont muséum d'histoire naturelle et musée des beaux arts) via boulevard des Chartreux	Loisirs
Métropole Aix-Marseille-Provence	Friche de la Belle de mai via la rue Bénédit	Loisirs
Métropole Aix-Marseille-Provence	Hôpital européen via l'avenue Roger Salengro	Pôle santé / Pôle économique
Métropole Aix-Marseille-Provence	Parc Bougainville via le boulevard de Briançon	Loisirs
Métropole Aix-Marseille-Provence	Cité Félix-Pyat et collège privé Saint-Mauront via la rue Felix Pyat	Éducation
Métropole Aix-Marseille-Provence	Stade Vélodrome via la rue Negresco	Loisirs
Métropole Aix-Marseille-Provence	Équipements/Pôles structurants déterminés dans les PLM à lancer [13]	le public sera précisé dans les PLM à venir

[13] *Les équipements structurants et pôles structurants déterminé dans les PLM seront identifié par un astérisque (*)*

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°10	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Assurer la continuité des itinéraires cyclables
Référent de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), schignard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional grâce aux : - Financement des itinéraires inscrits au Schéma régional des véloroutes + des rabattements (rayon 5 km entre Itinéraire et PEM) - Animations pour certains itinéraires **Description :** - Financement études, acquisitions foncières, travaux et équipements des sections d'itinéraires du SRV - *https://www.maregionsud.fr/vos-aides/detail/cadre-dintervention-pour-la-realisation-du-schema-regional-des-veloroutes-de-provence-alpes-cote-dazur*
Besoins de pilotage / coordination	**Pilotage** *:* - Ségolène Chignard schignard@maregionsud.fr : départements 06,83 et itinéraires suivis en totalité EV8 et V65, V. des Pignes en 06 - Marine Dolle mdolle@maregionsud.fr : départements 04,05 et itinéraires suivis en totalité V64 et Durance à vélo, V. des Pignes en 04 - Rémi Dorne rdorne@maregionsud.fr : département 84 et itinéraires : EV17 et Autour du Luberon, via Venaissia - Isabelle Decory idecory@maregionsud.fr : département 13

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement Ou animateur itinéraire Vote SRV	
État	Partenaire	Financement	Valide SRV
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

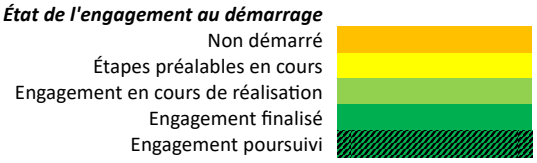
N°J11	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Assurer la continuité des itinéraires cyclables
Référent de la fiche : Rémi BARLET (Département du Var), rbarlet@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'un groupe de travail sur la mise en œuvre du JALRIC
Périmètre	Région ou département 83 (Bassin J pour la commune de Saint - Zacharie)
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est la mise en place d'un groupe de travail concernant la mise en œuvre du JALRIC (Jalonnement des Réseaux et Itinéraires Cyclables) **Étapes :** 1. Ateliers de présentation du JALRIC (visio, présentiel) 2. Mise en œuvre d'un document commun (forme à définir : charte, doctrine, CCTP) et définition des conditions de financement 3. Travail sur la SIL (signalétique d'intérêt local), notamment sur les haltes vélo
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement	**Département du Var**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
État	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP

CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
Métropole Aix Marseille (pour commune de St Zacharie)	Partenaire	Moyens RH	Participation sous réserve de compatibilité avec projet de jalonnement d'e la Métropole Aix-Marseille-Provence Référente : Anaïs FIASTRE

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

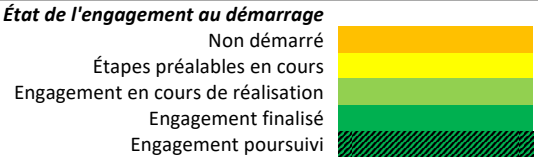
N°J12	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Céline SIMONIN (SNCF Gares & Connexions), celine.simonin@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du programme « Place de la gare »
Périmètre	Bassin J : gares identifiées avec des locaux libres
Étapes / Public cible / Budget	**Définition** : Mise à disposition d'espaces en gare pour des projets porteurs de nouveaux services. Travail partenarial avec les collectivités dans ce but. **Étapes :** 1. Chiffrage des travaux nécessaires à la mise à disposition des espaces 2. Recherche de porteurs de projets 3. Mise en place du projet retenu **Gares identifiées** : Pertuis, Salon-de-Provence, La Ciotat, L'Estaque **Autres potentiels à étudier :** Carry le Rouet et Saint-Marcel
Besoins de pilotage / coordination	Trouver des porteurs de projets (collectivité, acteur économique, association, etc.) capables de proposer un projet viable et correspondant aux attentes du territoire.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	**SNCF Gares & Connexions**

INDICATEURS

- Nombre de locaux mis à disposition

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
SNCF Gares & Connexions	Pilote	Équipe projet	Mise en œuvre avec le porteur de projet
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Soutien financier	

Métropole et communes concernées	Partenaire	Relais + groupe de travail	Propositions de porteurs d'affaires Référent métropole Aix-Marseille-Provence : Thierry COULANGE
Porteurs de projet	Partenaire	Occupation du local	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J13	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Thierry COULANGE (Métropole Aix-Marseille-Provence), theirry.coulange@ampmetropole.fr ; Patricia HARINCK (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), pharinck@maregionsud.fr ;	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement des pôles d'échanges multimodaux de Plan de Campagne, Lamanon, Miramas, Vitrolles, Arenc (LNPCA) et Saint-André (LNPCA)
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Adaptation des gares et des pôles d'échanges aux projets de développement ferroviaires et intermodaux (Services Express Régionaux Métropolitains, ouverture à la concurrence, projet Ligne Nouvelle Provence Côté d'Azur) et adaptation au changement climatique (stratégie régionale ACORS, Trajectoire nationale de Référence à l'Adaptation au Changement Climatique…). **Étapes :** - 2026 : Livraison PEM de Plan de Campagne - 2025 : Travaux réaménagement PEM de Lamanon - 2028 : Réaménagement PEM de Miramas - 2025-2029 : PEM de Vitrolles (gare routière Cap Horizon + projet du transport par câble pour connecter le PEM à l'aéroport Aix-Marseille-Provence via le site Airbus + PEM de Rognac) - 2030 : PEM Arenc : dans le cadre du projet LN PCA - 2030 : PEM St André : dans le cadre du projet LN PCA
Besoins de pilotage / coordination	Coordination nécessaire avec les autres AOM et collectivités concernées. Trajectoire budgétaire tendue (inflation, coût des matières premières…).

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur	Contribution technique et financière (financement sous conditions)
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Maitre d'ouvrage (partie aménagement urbain)	Réalisation des études Contribution technique et financière gestionnaire des PEM
SNCF Gares & Connexions	Partenaire	MOA du projet (PEM, mise en accessibilité des quais) Gestionnaire des gares	Réalisation des études, attribution des marchés et réalisation des travaux
Co-financeurs LNPCA (voir fiche spécifique LNPCA)	Partenaire	Financeur	Contribution technique et financière

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J14	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Patricia HARINCK (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), pharinck@maregionsud.fr ; Joëlle COUTURIER (Métropole Aix-Marseille-Provence), joelle.couturier@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration du SERM de la Métropole Aix-Marseille Provence
Périmètre	**Bassin J** + éventuellement deuxième cercle en qualité de territoires associés Sud Sainte-Baume (bassin K) + Pays d'Arles (bassin I) et Sud Luberon + Durance-Luberon-Verdon Agglomération (bassin E)
Étapes / Public cible / Budget	**Rappel des étapes précédentes :** - Pilotage et coordination de la démarche par la Région. - Envoi du Dossier minute et du courrier d'intention co-signé par les Régions Sud et Occitanie, les départements du Gard et du Vaucluse, Grand Avignon et Ville d'Avignon le 26 juin 2024. - Labellisation du SERM de l'aire avignonnaise obtenu le 5 juillet 2024. - Partage par la Région d'une feuille de route et d'une méthode pour la réalisation du Dossier de synthèse en vue de l'obtention du statut de SERM par arrêté ministériel courant 2026 : stratégie marché et modalités de financement des études. - CA du Grand Avignon : attribution de son marché d'AMO au groupement d'étude ALENIUM pour l'accompagnement à la préparation des éléments du dossier de synthèse - Région : échanges avec la SGP (Société des Grands Projets) afin d'évaluer les possibilités de recourir à la SGP pour la réalisation des dossiers de synthèse en phase 2 **En cours de mise en œuvre :** Région : démarrage de la Mission Transitec pour la phase 1 préparatoire du dossier de synthèse : 1. Recueil et synthèse des données existantes et des expressions de besoin des partenaires 2. Calage de la situation de référence aux horizons 2025/2030/2050 3. Élaboration de 3 scénarios de SERM à l'horizon 2050 et analyse multicritères 4. Assistance à la rédaction des pièces marché pour la phase de production 5. Transition avec les prestataires en charge de la phase de production des études/expertises **Étapes futures :** - Report « début 2025 » de la conférence de financement initialement prévue par l'État en juin 2024

	- Dépôt du Dossier de synthèse : souhaité printemps 2026 - A l'obtention du statut SERM : montage de la structure de coordination définie dans le dossier de synthèse - Début de la mise en œuvre de l'agenda défini pour améliorer l'offre de services et leur coordination et complémentarité ainsi que la création de nouvelles offres de services - par arrêté ministériel fin 2025. - Région : lancement à prévoir dès septembre de plusieurs marchés de prestations intellectuelles pour les études (juridique, technique, financier) et la rédaction des 4 dossiers de synthèse (cf. description ci-dessous) - A partir de septembre 2024, organisation de réunions techniques de travail conjointes AMP/Région au rythme d'une réunion/mois **Étapes futures :** - Dépôt du Dossier de synthèse : souhaité printemps 2025 - A l'obtention du statut SERM : montage de la structure de coordination définie dans le dossier de synthèse - Début de la mise en œuvre de l'agenda défini pour améliorer l'offre de services et leur coordination et complémentarité ainsi que la création de nouvelles offres de services
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : 99 M€ au Budget CPER 23-27 fléché SERM (à confirmer dans le cadre de la signature de l'avenant). Enjeu de saut d'offres, de coordination et renforcement des offres de rang local. Participation financière des métropoles aux coûts d'exploitation Réunion mensuelle des partenaires à partir de septembre 2024 Cette fiche engagement sera complétée par des annexes au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Métropole Aix-Marseille Provence**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix-Marseille Provence	Pilote	Pilotage candidature SERM Co financement Maitre d'ouvrage sur leur périmètre de compétences	Coordination des acteurs locaux
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Co-pilotage et financement des études et du projet Maitre d'ouvrage sur leur périmètre de compétences	
État	Partenaire	Co-pilotage et co-financement des études et du projet	
SNCF Réseau	Partenaire	Maitre d'ouvrage des études et travaux ferroviaires sur leur périmètre	
SNCF Gares & Connexions	Partenaire	Maitre d'ouvrage études et travaux sur son périmètre	
Département des Bouches du Rhône	Partenaire	Maitre d'ouvrage sur leur périmètre de compétences Participation aux réunions et groupes de travail Co -Financement	
Départements du Var et du Vaucluse	Partenaire	Maitre d'ouvrage si le SERM entre sur leur périmètre de compétences Participation aux réunions et groupes de travail Co -Financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J15	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Albane BALDY (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), abaldy@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement des gares/PEM et amélioration du temps de parcours Marseille – Briançon en vue de l'accueil des JOP
Périmètre	**Bassin J** : Gares de Marseille Saint Charles, Aix-en-Provence TGV et Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) - Réseau ferré Marseille - Briançon (lignes 905 et 915)
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - **Adaptation des gares et des PEM aux projets de développement ferroviaires et intermodaux en prévision de l'accueil des JOP d'hiver 2030 :** Les gares de Marseille Saint Charles, Aix-en-Provence TGV et Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) doivent permettre l'accueil et l'orientation des usagers JOP (travailleurs ponctuels JOP et spectateurs notamment), sans dégrader l'accès pour les usagers du quotidien du territoire => principe directeur de la candidature - **Amélioration du temps de parcours en train Marseille - Briançon vers 3h30 pour concurrencer la voiture** : L'amélioration du temps de parcours Marseille - Briançon va rendre le train plus concurrentiel augmentant la part de report modal permettant l'absorption des flux JOP et un héritage certain pour le territoire avec des transports décarboné. Adaptation de l'infrastructure ferroviaire des lignes 905 et 915 (programme en cours de définition) pour permettre des liaisons plus rapides depuis Marseille (objectif à date : 50% de train à 3h30 et 40% à 4h contre plus de 4h30 actuellement) et un cadencement, avec le cas échéant adaptation de la signalisation => avec intégration de l'adaptation au changement climatique (stratégie régionale ACORS, Trajectoire nationale de Référence à l'Adaptation au Changement Climatique…). **Étapes :** - Amélioration du temps de parcours : résultats attendus pour 06/2024 - PEM et adaptation des gares : programmes en cours de définition avec SNCF Gares & Connexions et les acteurs locaux - Travaux 2025-2028 (et au-delà)

Besoins de pilotage / coordination	Coordination : - Les projets de PEM doivent être définis en coordination avec les opérateurs de transport et les territoires pour une réelle synergie des mobilités - L'adaptation de l'infrastructure ferroviaire est fonction de la capacité de SNCF Réseau à produire d'ici 2030

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur	Autorité organisatrice des TER
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	MOA/financeur	Réalisation des études et travaux sur voirie publique /Partenaire/AOM
SNCF Réseau	Partenaire	MOA	Réalisation des études et travaux sur l'infrastructure ferroviaire
SNCF Gares & Connexions	Partenaire	MOA	Réalisation des études et travaux en gare
Acteurs locaux	Partenaire	MOA/financeur	Réalisation des études et travaux sur voirie publique /Partenaire/AOM
Autres financeurs publics	Partenaire	Financeur	Financement au titre des JOP État et EPCI (loi d'exception ou autre)

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J16	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares

Référents de la fiche : Romain STEIN (Métropole Aix-Marseille-Provence), romain.stein@ampmetropole.fr ; Matthieu Legoupil (Métropole Aix-Marseille-Provence), matthieu.legoupil@ampmetopole.fr ; Caroline CRESP (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), ccresp@maregionsud.fr ; Marc ACQUATI (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur),maquati@mareionsud.fr ; Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), vmouren@maregionsud.fr

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Amélioration de la coordination des horaires entres les offres routières urbaines, interurbaines ZOU ! et ferroviaires notamment en période creuse
Périmètre	Bassin J et territoires limitrophes
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes de mise en œuvre :** 1. Identifier les contacts par nature de sujet (routier et ferroviaire) et par territoire (Métropole Aix-Marseille-Provence, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et SNCF, Transdev pour les 3 zones) <u>Aix-Marseille-Provence:</u> • Sud • Aubagne / La Ciotat / Ceyreste / Carnoux / Cassis / Roquefort la Bédoule • Marseille Centre • Ouest Étang : • Nord et Est Etang • Est <u>Région Provence-Alpes-Côte d'Azur</u> • Service Réseau Var : • Service Réseau Vaucluse Bouches du Rhône 2. Demande puis réception des services annuels des partenaires en amont de la réunion annuelle. 3. Réaliser une réunion annuelle en avril de chaque année sur l'offre ferroviaire de N+1 avec un échange par secteurs des principales modifications d'offre routière urbaine et interurbaine pour l'année en cours et N+1
Besoins de pilotage / coordination	Réunion annuelle au printemps (avril/mai)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Mise à disposition d'information	Présentation des évolutions significatives des offres (services, tarification, info voyageurs...) de l'offre RTM Présentation des projets de la rentrée suivante
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Mise à disposition d'information sur l'offre express (LER + TER) et de proximité ZOU !	Présentation des évolutions significatives des offres (services, tarification, info voyageurs...) de l'offre ZOU ! routière et ferroviaire qui concerne le bassin J
AOM limitrophes	Partenaire	Participation Partage d'information sur les évolutions d'offre à venir.	Présentation des évolutions des offres et services mobilité sur le territoire. Présentation des projets de la rentrée suivante
Entreprises ferroviaires	Partenaire	Co présentation avec la région	Co présentation avec la Région des évolutions de l'offre ferroviaire sur le secteur

N°J17	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Olivier MIARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), omiard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains ZOU !
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : - L'axe Aix-Briançon traverse les bassins : A, B, C, D, E, J - L'axe Est Toulon traverse les bassins : K, L - L'axe Nice-Tende traverse le bassin : N - L'axe Nord Avignon traverse les bassins : F, I - L'axe Nice-Digne traverse les bassins : D, M, N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Le scénario étudié retenu par axe : - L'axe Aix-Briançon : Réorganisation forte des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains. - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante. - L'axe Nice-Tende : Réorganisation partielle des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains-tramway. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou sans réouverture de gare. - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des chemins de fer de Provence et de l'offre de car de proximité en rabattement. **Étapes :** - L'axe Aix-Briançon : Redéfinition de l'offre de service autocar dans les contrats d'exploitation à renouveler à l'horizon **2024-2025.** - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante dans les contrats d'exploitation à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Tende : Rabattement des lignes de cars Zou sur le futur PEM la trinité lorsque arrivera la ligne T5 de tramway **en ~ 2030**. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou pas réouverture de gare(s) à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des CP et de l'offre de car de proximité et LER en rabattement à l'horizon **2023 et 2027**.
Besoins de pilotage / coordination	**Coordination entre les différents services de la Région avec mobilisation d'autres acteurs selon besoin** **Pilote du projet marché d'étude car-train :** Olivier MIARD, DTRI/STER, omiard@maregionsud.fr **Référents :** - L'axe Nord Avignon :

	(DTSI-SRT84-13) : fchiab@maregionsud.fr, vvoisin@maregionsud.fr, epaing@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : pharinck@maregionsud.fr Pour l'ensemble des axes selon les demandes **appui du STER sur l'offre TER :** vmouren@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Maître d'ouvrage : - DGTMGE-DTSI-SRR - SRT04-05-SRT83-SRT06- SRT84-13-DTRI-STER-STER-SCFP : offre de service TC - DGTMGE-DIGE-SIFPE : études complémentaires	Redéfinition de l'offre de : - service autocar. - service CP via le plan de cadencement. Études complémentaires en cours Exemple : optimisation des temps de parcours ferroviaire – études et travaux sur l'Etoile de Veynes.
Sociétés des transports	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Exploitation des services TC.
Bureaux d'études	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Études complémentaires, exemples marché car-train DTRI : - Étude simplifiée d'ouverture des gares (Pontet, Barbentane et Piolenc) de l'axe Nord Avignon. - Et approfondissement de l'étude Aix-Briançon sur la section Veynes-Briançon. (En cours) Marché DTSI : - AMO aux procédures de renouvellement des contrats du réseau Régional de transport public

			interurbain sur le territoire des Alpes de Haute-Provence et à la réorganisation des lignes express Régionales sur des territoires ciblés. - AMO à l'évolution de l'offre de transport sur la Vallée de la Durance – Phase 2 (En cours)
EPCI	Partenaire	Participation éventuelle aux réunions et fourniture de données	Selon les axes et l'avancement des études, des échanges pourront être organisés avec les EPCI

N°J18	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Sylvie PEUZIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr ; Denis GALINDO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), dgalindo@maregionsud.fr ; Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! des lignes du secteur Ouest-Provence (hors Côte Bleue)
Périmètre	**Bassin F, Bassin I et Bassin J :** Les EPCI concernés sont - La métropole Aix Marseille Provence - Les communautés d'agglomérations Arles-Crau-Camargue-Montagnette, Terre de Provence, Luberon Monts de Vaucluse, Sorgues du Comtat, Ventoux-Comtat Venaissin, Grand Avignon. - Les communautés de communes Vallée des Baux Alpilles, Pays des Sorgues Monts de Vaucluse, Pays Réuni d'Orange, Rhône Lez Provence.
Étapes / Public cible / Budget	**Détail de l'action :** Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! des lignes du secteur Ouest-Provence, hors Côte Bleue : - Avignon – Valence (– Lyon) (ligne interrégionale) - Marseille – Arles – Avignon (– Lyon) (ligne interrégionale) - Marseille – Miramas – Cavaillon – Avignon TGV - Marseille – Arles – Montpellier – Narbonne (ligne interrégionale) - Avignon TGV – Carpentras **Étapes :** - Plan de transport TER stabilisé pour l'étoile ferroviaire d'Avignon. - Prochaine évolution planifiée à l'horizon 2033 avec l'ouverture à la concurrence du lot 4 de l'exploitation des TER en Provence-Alpes-Côte d'Azur. **Public cible :** Usagers du TER de l'ensemble du territoire régional et particulièrement des résidents situés sur le périmètre de l'étoile ferroviaire d'Avignon. **Prévisions de dessertes TER 2025 :** • *Marseille – Miramas via Rognac :* 2 trains par heure dans chaque sens avec une desserte au 1/4 d'heure en pointe. Augmentation de la desserte en 2025 avec l'ajout de 3 TER et une desserte systématique de la gare de Rognac par les Semi directs (hors IV Marseille-Lyon et Occitanie), soit : - Semaine : 81 TER/jour (de 5h38 à 21h38 au départ de Marseille et de 6h10 à 22h38 au départ de Miramas)

	- Weekend : 55 TER le samedi ; 57 TER le dimanche (de 6h08 à 22h38/0h38 (DI) au départ de Marseille et de 6h34 à 22h38 au départ de Miramas) • *Miramas – Arles – Avignon :* 1 train par heure en moyenne. Augmentation de la desserte en 2025 avec l'ajout de 6 TER, soit : - Semaine : 46 TER/jour (de 6h26 à 22h26 au départ de Miramas et de 5h20 à 21h55 au départ d'Avignon) - Weekend : 39 TER le samedi ; 40 TER le dimanche (de 6h26(SA)/7h26(DI) à 23h26/1h26(DI) au départ de Miramas et de 5h53 à 21h55 au départ d'Avignon) • *Marseille – Avignon via Cavaillon :* 1 train par heure et desserte à la demi-heure en pointe, soit : - Semaine : 37 TER/jour (de 6h21 à 20h50 au départ de Miramas et de 6h05 à 19h35 au départ de Cavaillon) - Weekend : 18 TER/jour (de 6h51 à 20h50 au départ de Miramas et de 6h35 à 21h05 au départ de Cavaillon) - Prolongation des sillons anciennement terminus Cavaillon vers Avignon ➔ Ajout de 7 TER entre Cavaillon et Avignon • *Avignon – Bollène :* 1 train par heure en moyenne avec desserte à la demi-heure en pointe, soit : - Semaine : 36 TER/jour (de 5h40 à 19h27 au départ d'Avignon et de 6h55 à 21h17 au départ de Bollène) - Weekend : 31 TER le samedi ; 27 TER le dimanche (de 5h40(SA)/8h10(DI) à 19h27 au départ d'Avignon et de 9h22 à 21h17 au départ de Bollène) • *Avignon - Carpentras :* Ajout de 8 TER entre Avignon et Carpentras 1 train par heure avec desserte à la demi-heure en pointe, soit : - Semaine : 44 TER/jour (de 5h52 à 20h21 au départ d'Avignon et de 6h09 à 21h09 au départ de Carpentras) - Weekend : 35 TER/jour (de 6h21(SA)/6h52(DI) à 20h21(SA)/22h20(DI) au départ d'Avignon et de 6h09(SA)/7h09(DI) à 21h09 au départ de Carpentras) • *Avignon - Avignon TGV :* Augmentation de la desserte Desserte à la demi-heure de 6h12 à 22h12 au départ d'Avignon TGV et de 5h38 à 21h45 au départ d'Avignon Centre, soit : - Semaine : 64 TER/jour - Weekend : 61 TER/jour
Besoins de pilotage / coordination	La démarche d'amélioration des dessertes ferroviaires est annuelle. Elle est liée au changement de service chaque 2ème dimanche du mois de décembre. Une présentation de la manière dont est construite l'offre

	ferroviaire, des différentes étapes du procédé de construction horaire, sera proposé par la Région aux AOM. Contraintes externes liées : - aux travaux de maintenance et de modernisation des infrastructures ferroviaires par SNCF Réseau, notamment sur la vallée du Rhône (Commande centralisée du réseau…) - au respect des calendriers : - des phases d'ouverture des différents lots du réseau TER à la concurrence - de réalisation des SERM d'Avignon et de Marseille Nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur : - des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional - des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle du secteur ferroviaire Ouest-Provence - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Consultation	Consultation pour partager au plus tôt l'offre TER afin que d'éventuels ajustements de l'offre (dont offre locale) puissent être faits.

			Référent : Romain STEIN, Direction Stratégie Études et Planification
SNCF Voyageurs et autres transporteurs ferroviaires sous contrat de DSP	Partenaire	Exploitant/ délégataire : Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région
SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J19	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Sylvie PEUZIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr ; Denis GALINDO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), dgalindo@maregionsud.fr ; Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! sur la ligne de la Côte Bleue
Périmètre	**Bassin J :** La ligne de la Côte Bleue est située dans le secteur Provence-Ouest et entièrement sur le périmètre géographique de la Métropole Aix Marseille Provence.
Étapes / Public cible / Budget	**Détail de l'action :** Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! Sur la ligne de la Côte-Bleue : Marseille – Miramas via Port de Bouc et Arenc **Étapes :** - La démarche d'amélioration des dessertes ferroviaires est annuelle. Elle est liée au changement de service chaque 2ème dimanche du mois de décembre. - Une présentation de la manière dont est construite l'offre ferroviaire, des différentes étapes du procédé de construction horaire, sera proposé par la Région aux AOM. **Public cible :** Usagers du TER de l'ensemble du territoire régional et particulièrement des résidents situés sur la Côte Bleue **Prévisions de dessertes TER de la Côte Bleue :** Desserte à la 1/2 heure en pointe dans le sens de la pointe en semaine. Un train toutes les 2 heures le Weekend avec renfort l'été pour un train par heure le matin dans le sens Marseille-Miramas et l'après-midi dans le sens Miramas-Marseille. Soit : - Semaine : 30 TER/jour ; 29 TER le vendredi - Weekend : 16 TER/jour (19 TER/jour en été)
Besoins de pilotage / coordination	La démarche d'amélioration des dessertes ferroviaires est annuelle. Elle est liée au changement de service chaque 2ème dimanche du mois de décembre. Une présentation de la manière dont est construite l'offre ferroviaire, des différentes étapes du procédé de construction horaire, sera proposé par la Région aux AOM. Contraintes externes liées : - aux travaux de maintenance et de modernisation des infrastructures ferroviaires par SNCF Réseau, notamment sur la vallée du Rhône (Commande centralisée du réseau…) - au respect des calendriers :

	- des phases d'ouverture des différents lots du réseau TER à la concurrence - de réalisation des SERM d'Avignon et de Marseille Nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur : - des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional - des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle du secteur ferroviaire Ouest-Provence - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Consultation	Consultation de la métropole pour partager au plus tôt l'offre TER afin que d'éventuels ajustements de l'offre (dont offre locale) puissent être faits. Référent : Romain STEIN, Direction Stratégie Études et Planification
SNCF Voyageurs et autres transporteurs ferroviaires sous contrat de DSP	Partenaire	Exploitant/ délégataire : Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région

SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).

N°J20	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Sylvie PEUZIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr ; Denis GALINDO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), dgalindo@maregionsud.fr ; Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! pour les lignes du secteur "Alpes" : - Marseille-Aix-Briançon - Briançon-Valence-Romans
Périmètre	**Bassin A, B, C, et J :** - Lignes TER Marseille-Aix-Briançon ; Romans-Valence-Briançon et Grenoble-Gap - Échelle géographique régionale découpée en 4 grands secteurs (Azur, Provence Est, Alpes et Provence Ouest). **Les EPCI concernés sont** - Les communautés de communes Briançonnais, Pays des écrins, Guillestrois-Queyras, Serre-Ponçon, Buëch-Dévoluy, Sisteronais-Buëch ; - Les communautés d'agglomération Gap Tallard Durance, Durance Luberon Verdon ; - La Métropole Aix-Marseille-Provence.
Étapes / Public cible / Budget	Le développement des dessertes ferroviaires TER Zou! est une préoccupation constante de la Région qui entend répondre à la fois aux besoins de transport et de mobilité durable des usagers du quotidien et à l'accueil des grandes masses de flux touristiques, notamment en période estivale sur la Côte d'Azur mais aussi ailleurs sur le territoire. Cette amélioration des dessertes ferroviaires est conditionnée aux travaux d'amélioration du réseau ferroviaire régional, à l'acquisition et/ou l'amélioration du matériel roulant existant, et s'inscrit dans un contexte d'ouverture à la concurrence des TER, de construction de SERM (4 projets sur le territoire régional) et une perspective d'accueil des JOP d'hiver en 2030. À travers l'ensemble de ses actions, la Région entend poursuivre sa politique de l'offre, la disponibilité d'une desserte adaptée aux besoins de chacun étant le levier principal du report modal vers les transports publics. L'objectif poursuivi est d'apporter une réponse la plus proche possible du besoin de mobilité des territoires, pour tous les profils d'usagers, à toute heure de la journée. **Détail de l'action :** Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! des lignes du secteur « Alpes » : - Marseille-Aix-Briançon - - Briançon-Valence-Romans

	Étapes préalables en cours pour les lignes : Marseille-Aix (2030) ; Aix-Briançon (2030) ; Briançon-Valence (2030) **Public cible :** Usagers du TER de l'ensemble du territoire régional et particulièrement des résidents situés sur le périmètre de l'étoile ferroviaire d'Avignon. <u>Prévisions de dessertes TER 2025 :</u> **Marseille - Aix-en-Provence :** Semaine : 79 TER/jour, 80 TER le vendredi Weekend : 46 TER le samedi, 48 TER le dimanche **Aix-en-Provence - Meyrargues :** Semaine : 21 TER/jour, 22 TER le vendredi Week-end : 15 TER le samedi, 16 TER le dimanche **Meyrargues - Pertuis :** Semaine : 10 TER/jour Weekend : 6 TER/jour **Meyrargues - Sisteron :** Semaine : 11 TER/jour, 12 TER le vendredi Weekend : 9 TER le samedi, 10 TER le dimanche **Sisteron - Veynes :** Semaine : 9 TER/jour, 10 TER le vendredi Weekend : 8 TER le samedi, 9 TER le dimanche **Veynes - Gap :** Semaine : 25 TER/j ; 26 TER le vendredi Weekend : 25 TER le samedi ; 23 TER le dimanche **Gap - Briançon :** 16 TER le lundi ; 15 TER du mardi au jeudi ; 18 TER le vendredi, samedi et dimanche **Grenoble - Veynes :** 8 TER/jour ; 10 TER le samedi **Romans - Veynes :** Semaine : 8 TER/jour Weekend : 11 TER le samedi ; 9 TER le dimanche <u>Contraintes externes liées au respect des calendriers :</u> - des phases d'ouverture des différents lots du réseau TER à la concurrence : le lot 3 (Provence-Est et Alpes) sera ouvert à la concurrence pour un début d'exploitation au SA 2030, la

	Région anticipe une forte augmentation de l'offre à cette échéance, particulièrement dans le cadre JOP2030 - de réalisation du SERM marseillais - de régénération de l'infrastructure et de son éventuel développement dans le cadre JOP 2030 - de la nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle de l'étoile ferroviaire de Veynes pour le secteur ferroviaire des Alpes et du secteur ferroviaire Est-Provence pour la ligne Marseille-Aix-Pertuis. - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux.
Besoins de pilotage / coordination	Pilotage assuré par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Réunions régulières avec les acteurs impliqués

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Consultation	Consultation de la métropole, pour partager au plus tôt l'offre TER afin que d'éventuels ajustements de l'offre (dont offre locale) puissent être faits. Référent : Romain STEIN, Direction Stratégie Études et Planification

SNCF Voyageurs et autres transporteurs ferroviaires sous contrat de DSP	Partenaire	Exploitant/ délégataire : Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région
SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).

N°J21	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Sylvie PEUZIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr ; Denis GALINDO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), dgalindo@maregionsud.fr ; Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement de la desserte ferroviaire TER Zou! du secteur Provence Est : Ligne Marseille-Toulon-Hyères/Les Arcs.
Périmètre	**Bassin J, K, L et M :** - Lignes TER Marseille-Toulon-Hyères/Les Arcs - Échelle géographique régionale découpée en 4 grands secteurs (Azur, Provence Est, Alpes et Provence Ouest). **Les EPCI concernés sont** - la métropole Aix-Marseille-Provence - la métropole Toulon-Provence-Méditerranée - la communauté d'agglomération Sud Sainte Baume - la communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon - la communauté de communes Vallée du Gapeau - la communauté de communes Méditerranée Porte des Maures - la communauté de communes Cœur du Var
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Apporter une réponse la plus proche possible du besoin de mobilité des territoires, pour tous les profils d'usagers, à toute heure de la journée. **Description du projet :** Projet de dessertes TER 2025 : - Marseille-Nice (rapide) - Marseille-Toulon - Marseille-Aubagne - Toulon-La Pauline - La Pauline-Hyères - La Pauline-Carnoules - Carnoules-Les Arcs Prévision de dessertes à partir de 2026 : - Marseille-Toulon-Les Arcs (directs) - Marseille-Toulon - Marseille-Aubagne - Toulon-La Pauline - La Pauline-Hyères - La Pauline-Carnoules - Carnoules-Les Arcs

	Mise en place de la navette toulonnaise à partir du SA 2030 avec un train supplémentaire toutes les 1/2 d'heures entre St Cyr et Carnoules, soit un train tous les 1/4 d'heures omnibus sur le segment St Cyr - La Pauline. **Public cible :** - Usagers du TER de l'ensemble du territoire régional
Besoins de pilotage / coordination	1 - Contraintes externes liées au respect des calendriers : → des différentes phases de travaux des grands projets d'amélioration des infrastructures ferroviaires régionales : - LNPCA - Signalisation ERTMS (projet HPMV) → de l'ouverture du lot 3 du réseau TER (Provence-Est et Alpes) à la concurrence (SA 2030) → de réalisation des SERM de Marseille et Toulon 2 - Nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur - des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional - des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle du secteur ferroviaire d'Est-Provence. - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Consultation	Consultation de la métropole pour partager au plus tôt l'offre TER afin que

			d'éventuels ajustements de l'offre (dont offre locale) puissent être faits. Référent : Romain STEIN, Direction Stratégie Études et Planification
SNCF Voyageurs et autres transporteurs ferroviaires sous contrat de DSP	Partenaire	Exploitant/ délégataire : Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région
SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J22	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer les connexions aux gares
Référent de la fiche : Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Mettre en place une action pédagogique pour les acteurs des bassins sur le principe de la construction horaire d'une offre ferroviaire - Mettre en place une à deux sessions en distanciel sur la durée du COM.
Besoins de pilotage / coordination	Proposer un à trois webinaires pour permettre à tous les acteurs d'y participer et envisager deux sessions au cours du COM pour prendre en compte le renouvellement des chargés de mission mobilité.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et SNCF Voyageurs**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Animation	Présentation et organisation des webinaires à l'échelle de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
SNCF Voyageurs	Pilote	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	
Région Occitanie	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information
Région Auvergne Rhône-Alpes	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information

SNCF Réseau	Partenaire	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	Apporter son expertise sur le volet sillon
Opérateur ferroviaire (Transdev ou autre)	Partenaire	Mise à disposition d'information	
Métropole	Partenaire	Participer au webinaire	

N°J23	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés
Référent de la fiche : Éric LORRAIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), elorrain@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) phases 1&2
Périmètre	**Bassins J, K, L, M & N** : Le périmètre du projet s'étend sur les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes maritimes et concerne également les collectivités et EPCI traversées par la ligne Marseille-Vintimille.
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur souffre d'une congestion de ses infrastructures ferroviaires sur l'axe Marseille Vintimille. Le projet de Ligne Nouvelle a pour objectif de résorber ces problèmes structurels, de répondre aux besoins d'amélioration des déplacements du quotidien et de répondre à l'augmentation des flux attendue sur cette ligne dans les prochaines décennies. **Description du projet :** La LNPCA se compose de 25 opérations concernant essentiellement le réseau existant, réparties sur les trois départements des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes Maritimes, qui consistent à améliorer l'infrastructure existante. Le projet prévoit la dénivellation de bifurcations, la création d'alternats en gare, le doublement de voie unique, la création de corridors dédiés, la relocalisation des sites de remisage et de maintenance, la création de voies centrales origine-terminus. Le projet comprend également la création de nouvelles gares et haltes, le développement de PEM existants ainsi que la réalisation d'une gare souterraine à Marseille-Saint-Charles permettant la diamétralisation des circulations entre l'Est et l'Ouest de la région. Ces aménagements permettront la mise en service des navettes toulonnaise et azuréenne ainsi qu'un fort développement de l'offre autour de l'étoile marseillaise. **Public cible :** Le projet a pour objectif d'augmenter le report modal en faveur des transports en commun pour les déplacements du quotidien. Le projet permet également des gains pour les usagers des trains grandes lignes. Il permet enfin de dégager des sillons supplémentaires pour le FRET.

Besoins de pilotage / coordination	Financement contractualisé à hauteur de 80%. Les 20% restants seront sollicités auprès de l'Union Européenne via le mécanisme pour l'interconnexion en Europe. L'obtention de ces subventions est décisive pour respecter le calendrier de mise en service des phases 1 et 2 du projet, respectivement en 2030 et 2035.Mise en place du contrôle sanction pour respect du dispositif et acceptation

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, SNCF Gares & Connexions et SNCF Réseau**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	MOA, Financeur Subventions d'investissement	
SNCF Réseau SNCF G&C	Pilote	MOA, Pilotage technique du projet	
Départements du Var, de Vaucluse et des Alpes-Maritimes	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	Référent : Thierry Coulange
Toulon Provence Méditerranée	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Nice Côte d'Azur	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CC Pays de Grasse	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CA Cannes Pays de Lérins	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	

CA Sophia Antipolis	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Société Ligne Nouvelle Provence Côte d'azur	Partenaire	Financeur Porte le financement des collectivités	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J24	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés
Référent de la fiche : Jeanne-Marie BREMOND (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), jmbremond@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Nouvelle gare souterraine de Marseille Saint-Charles (projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, Phase 2)
Périmètre	La future gare de Marseille-Saint-Charles s'inscrit dans le périmètre du bassin J.
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La traversée souterraine de Marseille et la création d'une nouvelle gare à Marseille Saint-Charles représentent l'opération la plus structurante du projet LNPCA et la réalisation la plus emblématique sur le territoire des Bouches-du-Rhône. Il s'agit d'un jalon essentiel à la constitution d'un Service Express Régional Métropolitain (SERM) sur le territoire de la métropole Aix-Marseille Provence. **Description du projet** : La situation en impasse de la gare actuelle de Saint-Charles est à l'origine de nombreux dysfonctionnements dus aux croisements des différents axes de circulation des trains qui réduisent la capacité de la gare et favorisent les reports de retards d'un axe à l'autre. La création de la gare souterraine, conjuguée aux opérations réalisées sur le plateau de voies de la gare existante, permettra l'amélioration de la robustesse et de la capacité du réseau ainsi que des gains de temps de parcours pour l'Est du territoire. Elle permettra ainsi : - L'amélioration de la régularité sur le plateau Saint-Charles - la circulation de TER traversant Marseille (type Vitrolles aéroport – Aubagne), pouvant atteindre 4 TER/h/sens cadencés avec les projets complémentaires - la traversée de Marseille du nord vers l'est (TGV ou Intercités non terminus Marseille) - des gains de 15 à 20 minutes de temps de parcours pour les trains traversant Marseille - L'opération comprend la réalisation d'une gare souterraine à deux voies à quai matérialisée en surface par un nouveau bâtiment voyageurs et un vaste parvis paysager, une galerie de liaison vers le métro et la gare historique, un passage sous voie assurant à la fois la desserte des quais de surface depuis la nouvelle gare et une traversée urbaine du faisceau ferré.

	Le projet prévoit également de nouvelles places de stationnement dans les espaces souterrains de la gare, ainsi qu'une vélo station de plus de 2000 places. A la suite d'un concours architectural interne SNCF, le projet intitulé « Halles Saint-Charles » qui prend le parti d'assurer une continuité entre la gare historique et la gare souterraine par un système de halles successives, a été retenu à l'unanimité par les collectivités locales concernées le 15 avril 2024. La mise en service de la nouvelle gare est prévue à l'horizon de la phase 2 LNPCA (2035). **Budget :** Selon la convention cadre signée par l'ensemble des partenaires co-financeurs en 2023, le coût de la gare souterraine (hors tunnels et libération des emprises) s'élève à **1Mds€ (ce 07/2020).**
Besoins de pilotage / coordination	L'avancement des études et les arbitrages nécessaires se font dans le cadre des instances de travail et de gouvernance du projet LNPCA (ateliers gare, Comité de coordination métropolitaine, COTECH, COPIL).

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, SNCF Gares & Connexions et SNCF Réseau**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
État	Pilote	Financeur Subventions d'investissement	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur Subventions d'investissement	
SNCF Réseau SNCF Gares & Connexions	Pilote	MOA, Pilotage technique du projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	MOA, Financeur Subventions d'investissement	

Départements du Var, de Vaucluse et des Alpes-Maritimes	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Toulon Provence Méditerranée	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Nice Côte d'Azur	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CC Pays de Grasse	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CA Cannes Pays de Lérins	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CA Sophia Antipolis	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Société Ligne Nouvelle Provence Côte d'azur	Partenaire	Financeur Porte le financement des collectivités	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

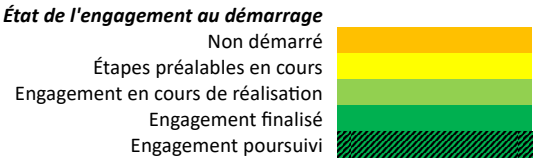
N°J25	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés
Référent de la fiche : Sylvie PEUZIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr ; Denis GALINDO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), dgalindo@maregionsud.fr ; Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs :** Permettre l'échange d'expérience entre collectivité et booster les projets par un gain de temps lors de la conception en travail en intelligence collective **Description :** Animé par la Région, ce groupe représentant tous les EPCI d'un secteur géographique complété des Départements et de l'État s'ils disposent de chargés de mission traitant des questions de mobilité, se réunit en visio ou en présentiel 1 à 2 fois/an **Étape 1 :** 2025 mise en place des réseaux des référents mobilité par bassin **Étape 2 :** à partir de 2026 pérennisation des groupes **Public cible :** Les chargés de mission ou chefs de projet mobilité des collectivités et de l'État
Besoins de pilotage / coordination	Pilotage Région - 1 à 2 réunions par an Besoin de la disponibilité des membres du réseau

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Animation de la communauté	Organisation des réunions Diffusion des informations disponibles Mise à disposition de salle pour réunion en présentiel
Département(s)	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
EPCI	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
État	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J26	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés
Référent de la fiche : Patricia HARINCK (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), pharinck@maregionsud.fr ; Joëlle COUTURIER (Métropole Aix-Marseille-Provence), joelle.couturier@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude du schéma d'armature ferroviaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence
Périmètre	Bassins J
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur souffre d'une congestion de ses infrastructures ferroviaires sur l'axe Marseille Vintimille. Le projet de Ligne Nouvelle a pour objectif de résorber ces problèmes structurels, de répondre aux besoins d'amélioration des déplacements du quotidien et de répondre à l'augmentation des flux attendue sur cette ligne dans les prochaines décennies. **Description :** Étude qui a pour but de définir l'ambition du transport ferroviaire sur le périmètre de la métropole à plusieurs échéances dont les moyen (2035) et long terme (2050), réfléchir la part de l'offre de transport public sur cette armature ferroviaire sous la responsabilité métropolitaine ou régionale à ces deux horizons, en cohérence avec les autres offres de services de transport. **Étapes :** - 2022 : Étape 1 : Diagnostic problématisé - 2023 : Étape 2 en cours : Définition de 4 scénarios et études de ces scénarios (analyse multicritères et modélisation) - 2024 - 2025 : Étape 3 : Choix du scénario retenu, finalisation et programmation du scénario retenu - A partir de 2026 : mise en œuvre du SERM
Besoins de pilotage / coordination	Financements : État : 25%, 168 750 € HT Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 25%, 168 750 € HT Métropole Aix-Marseille-Provence : 37,5%, 253 125 € HT Département des Bouches du Rhône : 12,5%, 84 375 € HT

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Métropole Aix-Marseille Provence**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Pilotage de l'étude	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Co-pilotage et financement	
État	Partenaire	Financement et participation aux COTEC/COPIL	
Département des Bouches-du-Rhône	Partenaire	Financement et participation aux COTEC/COPIL	
SNCF Réseau	Partenaire	Participation aux COTEC/COPIL	
SCNF Gares & Connexions	Partenaire	Participation aux COTEC/COPIL	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J27	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'offre et la cohérence de l'offre de services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer et améliorer la desserte des zones économiques à fort développement
Référent de la fiche : Caroline CRESP (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), ccresp@maregionsud.fr ; Delphine LERUDULIER (Métropole Aix-Marseille-Provence), delphine.lerudulier@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réaliser un partage d'expérience des TAD dynamiques vers des zones d'activités (type chronopro)
Périmètre	Bassin J et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (REX)
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1. Identifier les EPCI/zones d'activités intéressés 2. Présenter les 3 solutions (webconférence, visite de site, etc.) - Chronopro - leBusPro Athélia (La Ciotat) - Aixenbus (pôle d'activités d'Aix) 3. Préparer une fiche synthétique par solution : sur les contrats passés, les facteurs de réussite, les difficultés
Besoins de pilotage / coordination	Organisation par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Prise de contact avec les acteurs économiques

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence & Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Pilote de l'engagement et rédacteur	Rédaction des fiches synthétiques par solution Participation au REX
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement (Service Mission Prospective)	Identification des EPCI intéressés et mise en place du REX

		Organisation du REX	
AOM avec TAD vers ZA	Partenaire	Partage de données	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J28	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales
Référent de la fiche : Miren AGUER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - DTRI/SMI), maguer@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Tarification régionale des transports, mise en œuvre et communication partenariale
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Mise en œuvre stratégie régionale, actions complémentaires à des évolution d'offre, expérimentations ou partenariats avec pour objectifs : - Mise en œuvre d'une gamme tarifaire régionale simplifiée et unique - Développement de la tarification multimodale intégrée interAOM pour faciliter l'intermodalité et la mobilité par les transports publics sur un bassin de déplacements - Incitation au report modal vers les transports publics, en accompagnement d'une offre de transport attractive pour les trajets du quotidien comme pour les trajets occasionnels - Accompagnement à la mobilité des foyers à revenu modeste, développement d'une mobilité solidaire - Préservation des recettes régionales - Coordination avec les autres acteurs de la mobilité, y compris en termes d'information des évolutions tarifaires **Étapes :** • Réalisé : - Nouvelle gamme tarifaire régionale : 2023 (PZE en 2019) avec tarifs solidaires et minigroupes - Pass Intégral :2018 - Pass Sud Azur : 2020 - TER + urbain • Expérimentations : - Tarif Pic de pollution - Pass Journée TER - Tarifs zone peu dense • Projets : - Pass Var et Vaucluse - Déclinaisons des pass multimodaux existants

	Composante communication partenariale : envois systématiques de présentations informatives sur les modifications/adaptations tarifaires aux AOM du bassin sur chacun des bassins de mobilité
Besoins de pilotage / coordination	**5 à 6 réunions par projet entre les parties prenantes** La Région anime un groupe de travail interAOM pour réunir les bonnes conditions de mise en œuvre de l'interopérabilité

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Métropole Aix-Marseille-Provence**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	Chargé de mission tarifaire, chargé de mission billettique, AMO, équipe AMT
Métropole Aix-Marseille-Provence	Co pilote pour son périmètre	Cofinancement ; Partage d'information et de données ; Co-analyse et proposition	Mise à disposition de données, avis, mise à niveau des systèmes de distribution, financement, délibération Référent : Jérôme MANTEAU
AOMD	Partenaire	Cofinancement ; Partage d'information et de données ; Co-analyse et proposition	Mise à disposition de données, avis, mise à niveau des systèmes de distribution, financement, délibération
Région de France	Partenaire	Partage d'information et d'analyse	
Exploitants, billeticiens (SIBR et autres)	Prestataire	Mise à disposition données ; Réalisation des développements et des recettes	Transmission bases de données vente/validation ; Réalisation des développements techniques sur les systèmes ; Recettes interopérables
Entreprises	Prestataire	Réalisation des études d'impacts ;	Rapports d'études ; Mise à disposition de modèles ;

		Répartition des recettes entre bénéficiaires	États des reversements de recettes
Associations, organismes publics	Partenaire	Information	Consultation COPART avant mise en œuvre ; Promotion tarification régionale auprès de leur public.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J29	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales
Référent de la fiche : Miren AGUER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - DTRI/SMI), maguer@maregionsud.fr; Karen POGGI (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), kpoggi@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional (SIBR)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Mettre en place un système d'information et de billettique Régional unique contribuant à un parcours usagers fluide de la recherche d'itinéraire à la réclamation via l'acte d'achat et de validation. - Système évolutif et moderne, adapté à tous. - Système permettant à la Région de maitriser ses dépenses, mettre en œuvre sa stratégie de distribution, disposer de la donnée, s'interfacer avec les systèmes partenaires. Il comprendra : - Fourniture des équipements de distribution, validation et de contrôle pour tous les opérateurs de transport régionaux - Calculateurs d'itinéraires multimodaux - Information théorique et temps réel - Système de réservation, vente, validation, contrôle - Référentiels tarifaires, topologie, usagers - Système gestion de recettes - Système de vente par/pour des tiers - Relation usagers : instruction, délivrance, incidents, etc **Étapes :** - **Jalon 0 :** Construction du système en évolution - **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU ! pour la distribution et ventes des titres régionaux) - **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU ! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU !) - **Jalon 3** : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)

Besoins de pilotage / coordination	Continuité de service à assurer. **Obligations premières :** assurer la bascule pour les transports régionaux pour garantir la distribution (information, vente, validation, contrôle, gestion des recettes)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Entreprise SMT (Sud Mobilités Technologies)	Partenaire	Délégataire - Exploitant pour le compte de la Région	
Tiers vendeurs	Partenaire	Agence de voyage - Utilisateur	
AOM dont la Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Interfaçage	Référent Métropole Aix-Marseille-Provence : Franck ACHACHE La mise en œuvre d'interfaces compatibles par les AOM sera nécessaire pour que le SIBR puisse réaliser l'information voyageur et distribuer les titres réseaux de transport des AOM locales
Exploitants transports régionaux	Partenaire	Utilisateurs	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J30	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales
Référent de la fiche : Frank ACHACHE (Métropole Aix-Marseille-Provence) ; Patricia HARINCK (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), pharinck@maregionsud.fr ; Isabelle DECORY (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), idecory@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Permettre aux usagers métropolitains disposant d'un titre de transport l'accès aux P+R à des conditions tarifaires privilégiées
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes de mise en œuvre :** - Définition de la norme technique, code barre à 2 dimensions interopérable normalisé d'interopérabilité - Études techniques conjointes des prises en compte de ces normes dans les outils des partenaires - Mise en œuvre des évolutions techniques des systèmes - Recettes techniques communes - Mise en œuvre et communication
Besoins de pilotage / coordination	AMO/coordination 1 réunion/mois

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix Marseille Provence	Pilote	Concertation technique	Coordination technique pour choix technique de la solution contrôle d'accès
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Concertation technique	Coordination technique pour choix technique du contrôle d'accès.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J31	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales
Référent de la fiche : Jérôme MANTEAU (Métropole Aix-Marseille-Provence), jerome.manteau@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Travailler à l'extension de la gamme du pass intégral
Périmètre	Bassin J et territoires associés (EPCI limitrophes) candidats
Étapes / Public cible / Budget	**Axes de travail :** - Développer les produits occasionnels - Abonnement jeune et sénior - Extension de la gamme aux usagers frontaliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Bassin I et K) **Étapes :** - Identification de l'équipe projet - Réunion de cadrage et ciblage des axes de travail - Lancement des études tarifaires et techniques - Choix et arbitrage des extensions à proposer - Élaboration des conventions et des délibérations - Déploiement technique et marketing des produits tarifaires
Besoins de pilotage / coordination	Coordination entre les différents services de la Métropole Aix-Marseille-Provence (marketing, pilotage systèmes info etc.) et des services des EPCI concernés (CA Arles-Crau-Camargue-Montagnette et CA Sud Sainte-Baume) ainsi que ceux de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix Marseille Provence	Pilote	Pilote de l'engagement Animation du groupe projet	Estimation des incidences financières pour la collectivité et les territoires associés candidats de ces extensions Élaboration d'une proposition de conventionnement
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement Animation du groupe projet	Estimation des incidences financières pour la collectivité et les territoires associés candidats de ces extensions Élaboration d'une proposition de conventionnement
CA Arles-Crau - Camargue-Montagnette	Partenaire	Participation aux groupes de travail et réunions	Analyse des propositions Conventionnement
CA Sud Sainte-Baume	Partenaire	Participation aux groupes de travail et réunions	Analyse des propositions Conventionnement

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J32	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée
Référent de la fiche : Corinne MERAND LEPRETRE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, cmerand_lepretre@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Gestion d'un centre de relation clients (CRC)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Amélioration de la diffusion et de la lisibilité de l'information du réseau ZOU ! **Description :** Mise en œuvre d'un centre d'appels du réseau ZOU chargé : - D'informer sur les horaires et les tarifs - D'informer sur les conditions de circulation - De gérer les réclamations - De gérer le back-office du portail ZOU ! - Calculateur d'itinéraire comprenant les AOM de la région : un renvoi sur les sites des AOM du calculateur pourrait être envisagé sous forme de lien **Public cible :** Tous les usagers du réseau ZOU ! Express et de proximité
Besoins de pilotage / coordination	Passation d'un marché public auprès d'un prestataire spécialisé.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	Un marché public et un chargé de suivi du marché
EPCI volontaire	Partenaire	Partage d'information et de données	Fourniture des données de leur réseau afin qu'il soit mis en ligne sur la plateforme ZOU !

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J33	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée
Référent de la fiche : Cécile FERRER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), cferrer@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU !
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Créer un cadre d'échange et de travail innovant et dynamique entre les associations et la Région. **Animation de cette Charte :** - Organisation de cotecs et copil (en présence d'élus régionaux), - Prioriser les points à travailler relevant des 9 engagements de la Charte, - Coordonner les services régionaux (DGTMGE) participant aux travaux du Cotec, - Garantir l'écoute due aux associations, et la prise en compte de leurs besoins. **Public cible :** - Toutes les personnes qui ne peuvent voyager dans les trains et cars régionaux en toute autonomie et sans adaptations particulières. - PMR - PSH - Personnes en perte d'autonomie.
Besoins de pilotage / coordination	2 réunions par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTSI DIGE DTRI : une dizaine de personnes mobilisées épisodiquement
Collectif d'associations	Pilote	Initiateur Co-pilote	7 associations au démarrage sur tout le territoire : APF France Handicap, Unapei Paca Corse, AFM Téléthon, Parcours handicap 13, T21somie Alpes Maritimes, Surdi 13 et Alpes Regards 05.
SNCF Voyageurs, autres transporteurs ferroviaires et transporteurs routier	Partenaire	Expertise	L'expertise transporteur peut être sollicitée pour confirmer la faisabilité des thèmes travaillés.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

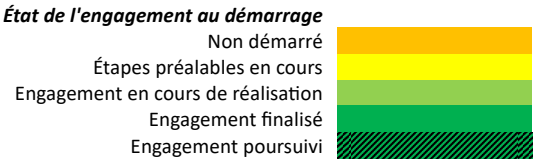
N°J34	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée
Référent de la fiche : Éric AUGIER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), eaugier@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mutualisation de la donnée mobilité Région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1. Désignation d'un référent par EPCI (AOM et non AOM) 2. Mise en place de rencontres à minima semestrielles 3. Recenser les besoins (noms d'arrêts communs, accords de diffusion données réciproques, format données, etc.) et moyens (outils et RH) par EPCI 4. Identifier les solidarités territoriales et les contributions de mutualisation (bassin ou interbassin) 5. Conventionnement (rédaction, délibération) entre territoires 6. Conventionnement Région / territoires données
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Département	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	

Métropole	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	Pour la métropole Aix-Marseille-Provence, référent Vincent MEYER
Communauté d'agglomération	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Communauté de communes	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	

N°J35	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), npeinado@maregionsud.fr ; Fabrice BARRELLI (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), fbarrelli@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AOM pour mutualiser les points de distribution/en faire des points multi-opérateur. Favoriser l'accès à l'information et aux services de mobilité par un accompagnement via les Maisons France Services
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la plupart des autorités organisatrices de la mobilité ont mis en place des ventes dématérialisées des titres de transport. Le nombre des points de vente physique a décru. Outre le sentiment croissant d'éloignement/disparition des services publics, ce manque de contact direct avec les usagers fait disparaître l'accompagnement à l'achat (distinct du conseil en mobilité). L'achat dématérialisé peut paraître compliqué pour certains publics et rend parfois les tarifs adaptés inaccessibles (pas de vente à bord des abonnements ZOU par ex). Le but d'un éventuel partenariat entre AO, et/ou avec les maisons France Services est de favoriser l'interaction humaine dans la distribution des titres et de mutualiser les efforts à y consentir (en utilisant les interfaces billettiques distinctes des AO existant à date, avec également la perspective du SIBR qui pourrait permettre la vente multi opérateur). Partenariats à monter avec les AO/les EPCI-Communes en lien avec les Maisons France Services Positionner des référents SRT en formateurs/conseils Formations croisées pour la vente multi opérateurs **Étapes :** - **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU ! pour la distribution et ventes des titres régionaux) - **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU ! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU !)

	- **Jalon 3** : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)
Besoins de pilotage / coordination	Validations régionales Accords réciproques

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire		Référent : Pole service mobilité, Jérôme MANTEAU
Maisons France Services	Partenaire	Accompagnement des usagers	
EPCI/communes coordonnateurs	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

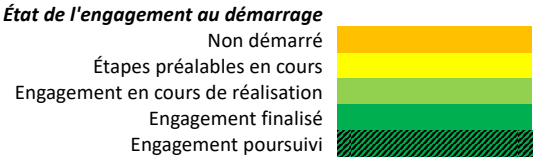
N°J36	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée
Référent de la fiche : Jérôme MANTEAU (Métropole Aix-Marseille-Provence), jerome.manteau@ampmetropole.fr ; Emmanuelle JOSNIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), ejosnin@maregionsud.fr ; Patricia HARINCK (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), pharinck@maregionsud.fr ; Sophie WAYSENSON (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), swaysenson@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Travailler à l'harmonisation des supports d'information
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Simplifier le parcours client en l'harmonisant et l'information voyageur en la standardisant - Lieux : PEMs, gares routières, gares ferroviaires, points d'arrêt, à bord du matériel roulant + réflexion spécifique pour l'aéroport - Supports : imprimés (plans, fiches horaires) - Signalétique **Étapes de mise en œuvre :** - Lancement de l'atelier - Mise en place d'étude et réalisation d'un benchmark - Conception et tests avec les clients - Arbitrage et choix de la meilleure option - Déploiement
Besoins de pilotage / coordination	6 réunions de travail et de coordination sur les deux premières années du COM puis 2 par an.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix Marseille Provence	Pilote	Animation des groupes de travail Partage d'informations Application du référentiel co construit	Partage des supports existants et outils de conception, des parcours client existants et souhaités Benchmark des pratiques d'autres AOM Participation aux réunions de travail pour définir un référentiel d'informations harmonisables et des propositions pour rapprocher le parcours client sur les 2 réseaux
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Animation des groupes de travail Partage d'informations Application du référentiel co construit	Partage des supports existants et outils de conception, des parcours client existants et souhaités Benchmark des pratiques d'autres AOM Participation aux réunions de travail pour définir un référentiel d'informations harmonisables et des propositions pour rapprocher le parcours client sur les 2 réseaux. Équipe : Emmanuelle JOSNIN, Sophie WAYSENSON pour réseau de proximité 13 et Patricia HARINCK pour les PEM et gares
SNCF Gares & Connexions	Partenaire	Partage d'information intermodale	
Opérateurs la Métropole mobilité : Transdev, Keolis, RTM	Partenaire	Participation aux réunions	Partager le retour client Mettre en œuvre le référentiel
Opérateurs ferroviaires ZOU ! (SNCF Voyageurs et autres)	Partenaire	Participation aux réunions	Partager le retour client Mettre en œuvre le référentiel

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J37	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée
Référent de la fiche : Frank ACHACHE (Métropole Aix-Marseille-Provence), frank.achache@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Améliorer l'information voyageur au niveau des calculateurs d'itinéraires La plateforme transports de la métropole Aix-Marseille Provence - La Métropole Mobilité (lametropolemobilite.fr) et Page d'accueil - Votre réseau Transport ZOU ! Région SUD (maregionsud.fr)
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Prise en compte par la Métropole Aix Marseille Provence de l'offre de transport complète y compris le réseau de proximité de la Région et scolaire. Pérennité de l'intégration par la Région de l'offre de transport de la Métropole **Étapes :** - Obtenir la donnée et mettre à jour régulièrement les calculateurs lametropolemobilite.fr et zou.maregionsud.fr
Besoins de pilotage / coordination	1 réunion pour la mise en œuvre 1 échange annuel pour vérifier qu'il n'y a pas d'évolution dans la fourniture des données

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix Marseille Provence	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Mettre à disposition les données de ses réseaux de transport	Importer les données ZOU ! proximité Informer en cas de changement de la source de données
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Mettre à disposition les données de ses réseaux de transport	Préciser le chemin pour l'importation des données ZOU ! Proximité et la fréquence de mise à jour. Importer les données de l'offre métropole mobilité Informer en cas de changement dans la source de données

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J38	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée
Référent de la fiche : Frank Jérôme MANTEAU (Métropole Aix-Marseille-Provence), jerome.manteau@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réfléchir à une coordination de l'évolution des critères d'accès à la tarification solidaire
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes de mise en œuvre :** - Présentation des évolutions tarifaires et des critères existants entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur / Métropole Aix-Marseille-Provence
Besoins de pilotage / coordination	1 réunion par semestre

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix Marseille Provence	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Partage de données	Partage des évolutions envisagées des critères de la gamme solidaire et solidaire + avec les éléments ayant conduit à ces choix
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Partage de données	Partage des évolutions des critères de la gamme solidaire et solidaire + avec les éléments ayant conduit à ces choix

Département des Bouches-du-Rhône	Partenaire	Apport d'expertise sur les publics solidaires	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J39	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre la décarbonation **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Rechercher des synergies entre les acteurs pour faciliter le déploiement des énergies décarbonées
Référent de la fiche : Céline SIMONIN (SNCF Gares & Connexions), celine.simonin@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement d'installations photovoltaïques dans les gares
Périmètre	**Bassin J, gares éligibles :** Simiane, Istres, Fos-sur-Mer, La Penne sur Huveaune, Martigues, Port de Bouc, Miramas et Salon de Provence
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Dans le cadre de la mise en œuvre des lois « Climat et Résilience » et « EnR », installation dans les gares de panneaux photovoltaïques sur des parkings ou des bâtiments voyageurs. Identification des parkings ou bâtiments concernés (liste non exhaustive et évolutive) : – Parkings : Simiane, Istres, Fos sur Mer, la Penne sur Huveaune, Martigues et Port de Bouc – Bâtiments voyageurs : Miramas et Salon de Provence
Besoins de pilotage / coordination	L'acceptabilité du projet selon critères des architectes des bâtiments de France (ABF), le cas échéant.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	**SNCF Gares & Connexions**

INDICATEURS

- Nombre de projets réalisés
- Puissance installée par installation

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
SNCF Gares & Connexions	Pilote	Maître d'ouvrage	Mise en œuvre
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Maitrise d'ouvrage de déploiement sur P+R à proximité de gares selon	Etude de faisabilité et d'opportunité Entretien et maintenance via une SPL spécialisée.

		faisabilité et opportunité foncière	Référente : Pole Services mobilités, Marie-Josée NAHLER
Tenergie	Partenaire	MOA	Prestataire pour Gares & Connexions (AMI) pour les projets de Simiane et Istres

N°J40	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre la décarbonation **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Rechercher des synergies entre les acteurs pour faciliter le déploiement des énergies décarbonées
Référent de la fiche : Xavier CEREA (Métropole Aix-Marseille-Provence - DSEP), xavier.cerea@ampmetropole.fr ; Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), rdorne@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement des VR2+ / VRTC
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Plan climat 2 (action 6 : Créer de nouvelles voies réservées aux transports en commun, de nouvelles aires de covoiturage équipées d'abris-vélos sécurisés) Planification écologique (Transformer les infrastructures routières dans le but de favoriser les transports collectifs performants, la mobilité partagée, la pratique du vélo, de la marche et une intermodalité performante) **Description :** • Poursuivre du programme de réalisation de voies réservées aux transports en commun (VRTC notamment sur BAU) sur le réseau routier national de l'agglomération d'Aix-Marseille, dont 40 kilomètres ont déjà été aménagés dans le cadre du CPER 2015-2020. • Lancement d'une étude d'opportunité/faisabilité de mise en place de VR2+ périmètre de la Métropole (réseau concédé et non concédé) Ces actions se justifient d'une part par le besoin d'améliorer les performances des transports publics et les rendre ainsi plus attractifs en renforçant la fiabilité des temps de parcours même en cas de congestion et d'autre part par la nécessité de développer des VR2+ répondant à d'autres objectifs que les VRTC : changement de pratique, diminution de l'autosolisme, et décarbonation de la mobilité. **Étapes :** - Signature des conventions puis études et travaux avec l'Etat - Lancement de l'étude opportunité/faisabilité VR2+ menée par le CEREMA - Déploiements des aménagements et évaluation
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** - Financement inscrit au CPER 21-27 (40 M€) - Poursuite d'un programme emblématique du CPER15-20.

	- Inscription comme action structurante de la Feuille de route « Mieux se déplacer » du Plan de transformation énergétique et écologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur - Prise de conscience collective de la nécessité du changement de comportement

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Animation / financement	
État (DREAL/ DirMed)	Pilote	Animation / financement / MOA / Exploitation / Prescripteur	
Métropole Aix-Marseille Provence	Pilote	Financement	Pas de contribution sur des projets de voies mixtes TC/covoiturage Référent : Direction Stratégie Études et Planification, Xavier CEREA
Département des Bouches du Rhône	Partenaire	Financement	
CEREMA	Partenaire	Bureau d'études	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J41	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre la décarbonation **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Rechercher des synergies entre les acteurs pour faciliter le déploiement des énergies décarbonées
Référent de la fiche : Jean Baptiste DAVID (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), jbdavid@maregionsud.fr , *mobi-lab-regionsud@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Appel à projets Mobi'Lab - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Soutien à des projets expérimentaux ou des innovations, y compris celles qualifiées de "low tech", d'ordre technologique, serviciel, organisationnel ou social, appliqués à tout type de transport et répondant aux orientations stratégiques (ACoRS) de la politique régionale en matière de transition écologique et énergétique des transports - Appel à projets (AAP) pour subvention régionale pour un montant jusqu'à 130 000 € par projet - Cf. le cadre d'intervention et les critères d'évaluation Appel à projets Mobi'Lab Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Provence-Alpes-Côte-d'Azur (maregionsud.fr) **Public cible :** Entreprises (fournisseurs de matériels ou de solutions), opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, collectivités territoriales (non prise en charge des salaires des agents de la fonction publique) **Étapes :** - AAP ouverte sur 2024-2025 - 2025 le dispositif est en suspend pour l'instant, le temps de faire un retour d'expérience des premiers dossiers financés
Besoins de pilotage / coordination	Temps d'échanges avec les candidats

CALENDRIER PRESSENTI					
Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028					
Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur : Subvention d'investissement ou pour des actions spécifiques de fonctionnement	
Collectivités territoriales ou Opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs ou Acteurs de l'économie sociale et solidaires (entreprises, coopératives, associations...) ou Entreprises (fournisseurs de matériel ou de solution)	Partenaire	Expérimentation	Porteur d'un projet innovant (produits ou services) ou des innovations déployées en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J42	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Élargir la prestation de service le covoiturage pour les EPCI frontaliers
Référent de la fiche : Judith LE PICHON, département de Vaucluse judith.le-pichon@vaucluse.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Poursuivre le développement du réseau des aires de covoiturage
Périmètre	Bassins F dans sa globalité, E (COTELUB), J (Commune de Pertuis) et CCEPPG (AURA)
Étapes / Public cible / Budget	**Les étapes annuelles pour la mise en œuvre de cet engagement collectif sont les suivantes :** 1. Intégration de 5 nouvelles aires/an 2. Amélioration des services annexes sur les aires : Borne IRVE, parking vélo, ombrières.... 3. Partage d'expertise CD84 auprès des EPCI ou des communes 4. Mise en place du suivi de la fréquentation des aires et partage des données AOM /plateformes de covoiturage en Vaucluse (BlablaCar daily et KAROS) 5. Actualisation de la carte des aires et diffusion auprès des partenaires 6. Animation des partenaires du réseau départemental des aires de covoiturage 7. Promotion du covoiturage et de l'intermodalité (AOM) 8. Projet d'actualisation du Schéma départemental des aires de covoiturage
Besoins de pilotage / coordination	Un partenariat avec les EPCI afin de renforcer les dynamiques partenariales en cours Une réunion thématique covoiturage par an dans le cadre des COM

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Département de Vaucluse**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département de Vaucluse	Pilote	Pilote de l'engagement collectif	Mise en œuvre Schéma départemental des aires de covoiturage, labellisation des aires du réseau départemental
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Participer à la démarche pour la commune de Pertuis	
CA du Gard rhodanien	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Fournir des données pour avoir une harmonisation de la cartographie à l'échelle du bassin
CA des Sorgues du Comtat	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Mise à disposition d'espace	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires
CA Luberon Monts de Vaucluse	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Mise à disposition d'espace	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires
CA Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Partage d'information	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires
CC Pays des Sorgues Monts de Vaucluse	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Mise à disposition d'espace	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires
CC Rhône Lez Provence	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires Réflexion autour de la mise à disposition d'espace en fonction du foncier disponible notamment autour de la gare de Bollène.
CA du Grand Avignon	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail Mise à disposition d'espace	Relais auprès des communes et diffusion des aires. Aménagement des aires Prendre en compte les aires covoiturage longue distance
Autres EPCI du bassin	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Relais auprès des communes et diffusion des aires.
Communes	Partenaire		Mise à disposition de places et signalétique le cas échéant
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Intermodalité : Liens possibles entre les aires et le réseau ZOU
Territoires partenaires : COTELUB (E), Pertuis (J), CCEPPG (AURA)	Partenaire	Participer à la démarche et au groupe de travail	Relais auprès des communes et diffusion des aires.

N°J43	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Travailler à une dynamique commune de communication à l'accompagnement des changements de comportement
Référent de la fiche : Emmanuelle JOSNIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), ejosnin@maregionsud.fr ; Lise CAUSSE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), lcausse@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Planification stratégique d'actions de communication
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - sensibiliser et promouvoir une mobilité décarbonée ; - accompagner au changement d'usage habitants, visiteurs et décideurs - susciter du report modal **Description :** 1 - Définition d'une stratégie nourrie par les productions des instituts de recherche et validée par l'exécutif visant à : - éveiller à un nouvel imaginaire pour une mobilité plus sobre et moins carbonée, - favoriser une mobilité désirable (préférer la marche, le vélo, le covoiturage et les transports en commun) - accompagner les citoyens et les acteurs du territoire, - valoriser de nouveaux modes et usages, - accompagner pour passer à l'action - pérenniser les nouvelles pratiques de mobilité plus vertueuses dans la durée - faciliter l'accès à l'offre existante. 2 - Choix des médias et supports les plus adaptés 3 - Lancement de campagnes **Public cible :** - grand public, résidents, visiteurs, salariés, jeunes…avec priorité sur les autosolistes, les hyper-mobiles - décideurs : élus locaux et entreprises notamment DRH, responsables RSE
Besoins de pilotage / coordination	Travail en articulation avec les autres AOM Partage des thèmes et campagnes programmés

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote Partenaire	Équipe projet pluridisciplinaire Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	Définition d'une stratégie cohérente avec les enjeux de la planification écologique et l'offre régionale
AOM	Pilote Partenaire	Mise en œuvre d'actions pour inciter à la mobilité décarbonée et au changement d'usage Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	Référent Métropole Aix-Marseille-Provence : Jérôme MANTEAU Pédibus, apprentissage du vélo à l'école, fête du vélo, prime à l'achat d'un VAE, aire de co-voiturage, etc… Travail en partenariat avec la Région et les autres AOM pour proposer un agenda et une cohérence des messages
Exploitants de services de transport routiers et ferroviaires	Partenaire	Financement	Dans cadre des budgets promotion/marketing dédiés dans les contrats
Représentants des employeurs et employeurs	Partenaire	Partage d'information sur les attentes et besoins des entreprises Participation aux actions dédiées proposées	
Instituts de recherche	Partenaire	Partage d'information notamment sur la dimension changement d'usage	Conduite d'actions de sensibilisation, de programmes d'action-recherche, de productions audio-visuelles, mise en place d'incitatifs… pour mettre en place les conditions d'un passage à l'acte pour l'usage des transports

			collectifs, des modes actifs et doux, de la mobilité partagée ou collaborative, de la démobilité
Agences d'urbanisme	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	
ORT	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J44	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer la coordination des AOM lors de situations dégradées
Référent de la fiche : Fabien LOZACH (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), flozach@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** En cas d'épisode de pollution les préfectures appliquent des mesures d'urgence limitant les émissions de polluants et des circulation différenciées en ZFE. - Dans ce cadre, les AOM mettent en œuvre des dispositions facilitant le report modal en appliquant notamment des politiques tarifaires attractives. - Dans la cadre de sa compétence interurbaine, la Région exploite des lignes entrantes, sortantes et traversantes des AOM. A cet égard, une information réciproque de déclenchement s'avère nécessaire pour une cohérence d'ensemble vis-à-vis des usagers. **Activités à mener :** - Identification de référents techniques des AOM - Identification des référents préfectoraux - Identification de circuits de communication - Partage des dispositifs mis en œuvre par les AOM - Procédure d'information et de communication entre AOM lors de mise en œuvre des dispositions tarifaires - Procédure de transmission fiable des informations de déclenchements préfectoraux pour dépassement de seuil - Revue et mise à jour régulière des listes de référents **Étape 1 : 2025** - Réunion d'un groupe de travail par bassin à l'initiative de chaque service réseau de la Région ou d'une AOM du bassin - Recensement des dispositifs par AOM du bassin **Étape 2 : 2026** - Élaboration d'une fiche procédure d'information-coordination **Étape 3 : 2026 et suivantes** - REX au plus tard 15 jours après chaque épisode

Besoins de pilotage / coordination	Les organigrammes sont vivants. Les circuits de communications ne sont efficaces que si les "contacts" sont régulièrement mis à jour (à minima 1 fois par an avant les épisodes de chaleurs).

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Métropole Aix-Marseille-Provence**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Centralisation / redistribution de l'information préfectorale	
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Partage des informations disponibles Mobilisation de moyens RH et information	Référente : DSEP, Justine GOURDEAU
EPCI	Partenaire	Mobilisation de moyens RH et information	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J45	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer la coordination des AOM lors de situations dégradées
Référent de la fiche : Delphine LERUDULIER (Métropole Aix-Marseille-Provence), delphine.lerudulier@ampmetropole.fr ; Caroline CRESP (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), ccresp@maregionsud.fr ; Marc ACQUATI (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), macquati@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Améliorer la coordination des procédures lors des situations perturbées
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes de mise en œuvre :** - Définition des situations dégradées : (météo, attentat, pollution de l'air etc.) - Définir les acteurs à coordonner : préfecture, préfecture de police, Métropole Aix-Marseille-Provence, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur etc. - Améliorer la coordination et les procédures afin de partager l'information aux bonnes personnes : o Exemple : les numéros d'astreinte,
Besoins de pilotage / coordination	Partage des numéros d'astreinte Réunion pour le partage des procédures en vigueur dans les collectivités

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence**

INDICATEURS

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix Marseille Provence	Pilote	Pilote de l'engagement : service gestion des risques majeurs de la Métropole Aix-Marseille-Provence	Partage des procédures en vigueur dans la collectivité

		Partage d'information Compétence AOM (lignes régulières te transports scolaires)	Vérification annuelle des procédures et mise à jour des contacts au fil de l'eau
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Partage d'information Compétence AOM (lignes régulières te transports scolaires)	Partage des procédures en vigueur dans la collectivité Vérification annuelle des procédures et mise à jour des contacts au fil de l'eau
Préfecture	Partenaire	Décision en cas de situations perturbées majeures Prise en compte des procédures existantes dans les collectivités Connaissance des services de mobilité concernés	
Préfecture de police	Partenaire	Décision en cas de troubles majeurs à l'ordre public Prise en compte des procédures existantes dans les collectivités Connaissance des services de mobilité concernés	
Département des Bouches-du-Rhône	Partenaire	Partage d'information Gestionnaire de voirie ; compétence collèges ; organisateur de transports scolaires pour élèves et étudiants handicapés	Partage des procédures en vigueur dans la collectivité Vérification annuelle des procédures MAJ des contacts au fil de l'eau
Département du Var (commune Saint Zacharie)	Partenaire	Partage d'information Gestionnaire de voirie ; compétence collèges ; organisateur de transports scolaires pour élèves et étudiants handicapés	Partage des procédures en vigueur dans la collectivité Vérification annuelle des procédures MAJ des contacts au fil de l'eau
Département du Vaucluse (commune de Pertuis)	Partenaire	Partage d'information Gestionnaire de voirie ; compétence collèges ; organisateur de transports scolaires pour élèves et étudiants handicapés	Partage des procédures en vigueur dans la collectivité Vérification annuelle des procédures MAJ des contacts au fil de l'eau

N°J46	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Travailler à une adaptation de l'offre tarifaire au sein du bassin et avec les EPCI frontaliers pour répondre de manière harmonisée aux situations dégradées
Référent de la fiche : David GRZYB (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), dgrzyb@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique
Périmètre	Tous les bassins de mobilité
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** Face à l'accélération des effets du changement climatique, de nombreuses infrastructures de transport sont vulnérables en région. Il est nécessaire de les identifier et de déployer dès à présent un plan d'action d'adaptation pour les adapter au climat de demain afin : - D'identifier les infrastructures de transport vulnérables aux effets du changement climatique - Déployer un plan d'action d'adaptation des transports, multi gestionnaires **Description :** Il est nécessaire d'utiliser les cartes pour identifier les infrastructures étudiées dans chaque bassin. 22 principaux gestionnaires d'infrastructures de transport de la région sont associés (départements, DIR, Vinci, SNCF R et G&C, GPMM, …) **Étapes :** - Signature du contrat - Collecte des données - Réalisation des projections climatiques - Analyse de la vulnérabilité et du risque physique - Analyse de la vulnérabilité et du risque fonctionnel - Analyse de la vulnérabilité et du risque climatique - Synthèse du risque régional vis-à-vis des perturbations dans le système de transport face au changement climatique - Écriture du plan d'action - Mise en œuvre du plan d'adaptation **Public cible :** - Gestionnaires d'infrastructures de la région - EPCI
Besoins de pilotage / coordination	Participations des EPCI lors de la construction du plan d'adaptation

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et DREAL**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilotage, Coordination et Financement	
DREAL	Co-pilote	Pilotage, Coordination et Financement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Participe aux travaux	Référents Thierry COULANGE et Delphine LERUDULIER
Départements	Partenaires	Participe aux travaux	
Vinci Autoroutes	Partenaires	Participe aux travaux	
EPCI des bassins	Partenaires	Participe aux travaux	
SNCF Réseau, SNCF G&C, RTM	Partenaires	Participe aux travaux	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J47	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Travailler à une adaptation de l'offre tarifaire au sein du bassin et avec les EPCI frontaliers pour répondre de manière harmonisée aux situations dégradées
Référent de la fiche : Justine GOURDEAU (Métropole Aix-Marseille-Provence – DSEP), justine.gourdeau@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Engagement pour l'instauration d'une ZFE métropolitaine
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	Contexte : La Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en place le 1er septembre 2022 une Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE) sur le centre de Marseille. La loi Climat et Résilience du 22 août 2021 a complété les obligations qui s'imposent à la Métropole. Une ZFE métropolitaine constituée de la totalité de l'agglomération au sens de l'arrêté du 22 décembre 2021 n'est pas une solution envisageable d'un point de vue circulatoire. En conséquence la Métropole propose d'instaurer une ZFE couvrant au moins 50% de la population de la Métropole. Pour cela, une étude à lancer permettant d'avoir les éléments de réflexion à une ou plusieurs options de périmètre. L'étude réglementaire présentera l'objet des mesures de restriction, justifiant leur nécessité et exposant les bénéfices environnementaux et sanitaires attendus de leur mise en œuvre, notamment en termes d'amélioration de la qualité de l'air et de diminution de l'exposition de la population à la pollution atmosphérique, ainsi que des impacts socio-économiques attendus à l'échelle de la zone urbaine » (article L. 2213-4-1 du CGCT). Elle justifiera la création d'une zone à circulation restreinte, elle comporte notamment un résumé non technique, une description de l'état initial de la qualité de l'air sur la zone concernée ainsi qu'une évaluation : - de la population concernée par les dépassements ou le risque de dépassement des normes de qualité de l'air, - des émissions de polluants atmosphériques dues au transport routier sur la zone concernée, - de la proportion de véhicules concernés par les restrictions et, le cas échéant, les dérogations prévues, - des réductions des émissions de polluants atmosphériques attendues par la création de la zone à circulation restreinte (article R. 2213- 1-0-1 du CGCT).

	La Métropole lance un marché qui a pour objet de : - mener une étude de préfiguration et de mise en œuvre de l'extension de la ZFE dans le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, couvrant 800 000 personnes, - réaliser une analyse socio-économique des impacts de la ZFE, - établir des scénarios de ZFE avec analyse comparative selon des critères à définir, - concevoir et organiser la stratégie de concertation avec le grand public et les acteurs économiques, - accompagner à la consultation réglementaire. Date prévisionnelle de début des prestations avril 2025 La durée du marché est de 24 mois
Besoins de pilotage / coordination	La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sera associée aux grandes étapes d'avancement

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Métropole Aix-Marseille-Provence**

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Pilote l'action en tant que maitre d'ouvrage	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire		
État	Partenaire	Maitre d'ouvrage des autoroutes pour l'Intégration ou pas dans la ZFE	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J48	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Solidarité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faciliter la mobilité des PMR
Référent de la fiche : Cécile FREDIN (SNCF Gares & Connexions), cecile.fredin@sncf.fr ; Hugo SALMON (Métropole Aix-Marseille-Provence), hugo.salmon@ampmetropole.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en accessibilité de la gare de Miramas et nouvelle liaison urbaine de traversée des voies
Périmètre	Bassin J - gare de Miramas
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Les travaux consistent à : - Rehausser les quais à 55 cm pour faciliter les montées/descentes de rames (normes PMR) - Création d'une passerelle équipée d'ascenseurs desservant les quais et assurant une liaison urbaine nord/sud - Réalisation d'un nouvel accès à la gare côté nord **Étapes :** 1. Fin du PRO et signature de la CFI Réa => mars 2024 2. Lancement des consultations => mai 2024 3. Libération du foncier avenue du Maréchal Juin et ICF => sept. et déc. 2024 4. Démarrage des travaux => janvier 2025 5. Réception des travaux => juillet 2026
Besoins de pilotage / coordination	Projet partenarial (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, État, Métropole Aix-Marseille-Provence, Ville de Miramas, SNCF Gares & Connexions) Planning contraint pour respecter les demandes de réservations capacitaires 2025/2026. La Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué sa MOA à Gares & Connexions pour la prolongation urbaine de la passerelle.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	**SNCF Gares & Connexions et Métropole Aix-Marseille-Provence**

INDICATEURS
- Livraison prévisionnelle du chantier en juillet 2026

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
SNCF Gares & Connexions	Pilote	Maître d'ouvrage Programme Financement Pilotage projet	Direction de projet Maîtrise d'œuvre Travaux Exploitant
Métropole Aix Marseille Provence	Pilote	Maître d'ouvrage Programme Financement Mise à disposition de foncier	Périmètre ADAP + extension urbaine de la passerelle Référent : Direction Stratégie Études et Planification, Hugo SALMON
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Programme Financement	Périmètre ADAP
État	Partenaire	Programme Financement	Périmètre ADAP
Ville de Miramas	Partenaire	Programme Mise à disposition de foncier Appui technique	Périmètre ADAP + extension urbaine de la passerelle
SNCF Réseau	Partenaire	Maître d'ouvrage MOE	Travaux connexes sur actifs SNCF Réseau (caténaires…)

N°J49	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Solidarité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faciliter la mobilité des PMR
Référent de la fiche : Jean Christophe VIEU (SNCF Gares & Connexions), jean-christophe.vieu@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du schéma directeur d'allongement des quais (SDAQ) complété d'une mise en accessibilité partielle ou totale PMR des quais
Périmètre	**Bassin J, gares concernées par le SDAQ :** Lamanon, Sénas, Saint-Chamas, Rognac, Pas des Lanciers, Meyrargues, Pertuis, Cassis
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Afin de faire circuler du matériel roulant plus capacitaire ou bien d'éviter le stationnement de voitures hors quais. Les travaux consistent à : - Allonger les quais et les rehausser à 55 cm pour faciliter les montées/descentes de rames (normes PMR) - Mettre aux normes l'éclairage et les équipements de sécurité (bandes d'éveil à la vigilance, extrémités de quais sécurisées, …) - Maintien de la TVP existante et déplacement des quais à allonger en extrémité de cette TVP pour augmenter la sécurité des usagers - Possibilité de positionner, le cas échéant, un ouvrage de franchissement des voies avec ascenseurs pour une accessibilité complète des quais à l'instar de l'ADAP réglementaire **Étapes :** 1. Études en cours ou à planifier 2. Travaux programmés ou à programmer entre 2025 et 2035 : par exemple Cassis (2025), Meyrargues (2026), St Chamas (2027)…. Le traitement d'autres gares et PEM sur le périmètre métropolitain (hors SDAQ et ADAP) ne pourra être envisagé qu'au cas par cas sous réserve de budget disponible et de co-financement.
Besoins de pilotage / coordination	Le plan de financement du SDAQ est précisé dans le Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027. Il repose sur trois partenaires principaux : la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, SNCF Gares & Connexions, et potentiellement la Métropole. La coordination avec la Métropole est indispensable dès lors que les opérations d'adaptation des quais sont concomitantes de projets de création/réaménagement de PEM sur ces gares (cas de St Chamas, Rognac, Lamanon) sous maîtrise d'ouvrage Métropole, et ce pour

	viser une accessibilité complète des quais et du PEM, sur toute la chaîne de déplacements.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et SNCF Gares & Connexions**

INDICATEURS

- Nombre de gare réalisées

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement	Financeur jusqu'à 67,3%
SNCF Gares & Connexions	Pilote	Maître d'ouvrage Financement	Financeur jusqu'à 16,7 % sur la partie allongement des quais Mise en œuvre : études, travaux
Métropole Aix-Marseille-Provence	Partenaire	Financement	Sollicitation d'un financement par gare Accompagnement par travaux de Pôle d'échanges Deux options possibles : - Des financements croisés Région et Métropole sur les quais et les PEM Des financements dissociés : Région et SNCF sur le périmètre quais et la Métropole sur son périmètre PEM Référent : DSEP, Hugo SALMON

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°J50	**BASSIN :** J **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Solidarité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Construire un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire
Référent de la fiche : Emmanuelle PAING (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), epaing@maregionsud.fr ; Fabrice LOPEZ (Métropole Aix-Marseille-Provence), fabrice.lopez@ampmetropole.fr ; Jérôme MANTEAU (Métropole Aix-Marseille-Provence), jerome.manteau@ampmetropole.fr ; Sylvain LASSALLE (Département des Bouches-du-Rhône), sylvain.lassalle@departement13.fr	

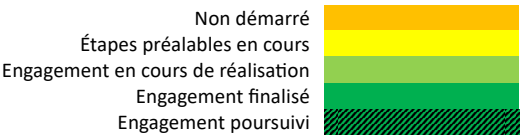
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaborer un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire (PAMS)
Périmètre	Bassin J
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** • Plan d'action pour faciliter la mobilité du quotidien des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ainsi que les personnes en situation de handicap comprenant notamment les aides financières individuelles liées à la mobilité. • Recenser les actions existantes qui contribuent à lever les freins à la mobilité et définir avec l'ensemble des acteurs locaux impliqués dont les AOM, France Travail, le département des Bouches-du-Rhône, les actions prioritaires à développer sur le bassin afin de favoriser et faciliter l'accès à la mobilité : diagnostic, coordination des acteurs locaux, accompagnement des publics cible **Étapes de mise en œuvre :** 1 - 2024/2025 identification des acteurs et élaboration du diagnostic (Métropole Aix-Marseille-Provence en cours) /2025 mobilisation des acteurs, co construction d'un plan si possible avec un soutien en ingénierie avec recherche de financement (Pacte des solidarités ?) 2 - 2026 adoption du plan par les pilotes et les AOM 3 - 2026/2027 mise en œuvre des actions notamment mise en ligne sur les sites des AOM et de la Région des aides individuelles à la mobilité
Besoins de pilotage / coordination	Co pilotage Région Départements des Bouches du Rhône, (voir implication des départements du Var et de Vaucluse) Élaboration selon démarche de co construction Besoin de coordonner solidarité et mobilité, 2 secteurs d'activité travaillant avec des référentiels différents

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	**Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Département des Bouches-du-Rhône et Métropole Aix-Marseille-Provence**

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif	Équipe projet, co animateur des groupes de travail avec les contributeurs, mise en ligne sur site zou.maregionsud.fr des aides individuelles liées à la mobilité, Animation réseau des contributeurs,
Département des Bouches-du-Rhône	Pilote	Pilote de l'engagement collectif	Équipe projet, co animateur des groupes de travail Animation réseau des contributeurs
Métropole Aix-Marseille-Provence	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Partage d'information	Équipe projet, co animateur des groupes de travail Mise à disposition des informations sur les aides individuelles sur le site mobilité de l'AOM
Département de Vaucluse (Pertuis)	Partenaire	Porteur d'action dans son champ de compétence	Participation aux réunions, information sur les dispositifs qu'il porte ou soutient
Département du Var (Saint Zacharie)	Partenaire	Porteur d'action dans son champ de compétence	Participation aux réunions, information sur les dispositifs qu'il porte ou soutient
Communes	Partenaire	Partage d'information	Information sur des dispositifs communaux existants ou en projet, relais d'information après approbation du PAMS
France Travail	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants
CAF/MSA	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants
État (DDETS, ANCT…)	Partenaire	Soutien via dispositifs existants	Dispositif existant : pacte des solidarités
Associations de la mobilité solidaire	Partenaire	Communication/prestations	

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Organisation de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

1.1 Recensement des acteurs

Le recensement des acteurs de la mobilité dans le bassin a été conduit en deux étapes :

1. Un premier recensement a été conduit de façon préalable au lancement de la démarche de co-construction, marqué par une recherche d'exhaustivité afin d'intégrer tous les acteurs signalés par la loi dans la démarche.
2. Un recensement au fil de l'eau a permis de compléter la liste des acteurs et les contacts des personnes référentes pour chaque entité en lien avec la mobilité dans le bassin.

Le bassin J inclue 1 EPCI la métropole d'Aix-Marseille-Provence. La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur intervient en tant que Chef de file de la mobilité et en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) régional. La métropole Aix-Marseille-Provence est AOM sur l'ensemble de son périmètre et à ce titre gère l'ensemble des réseaux de transports et les infrastructures de mobilité. Le bassin est principalement situé dans le Département des Bouches-du-Rhône ainsi que pour une commune dans le département de Vaucluse et pour une commune dans le département du Var. Concernant les pôles d'échanges multimodaux, le syndicat mixte de gestion est gestionnaire de la Gare routière de Marseille et de tous les PEM métropolitains. L'entreprise SNCF Gares et connexions est gestionnaire de plusieurs gares dans le bassin.

Parmi les partenaires potentiels à éventuellement associer à la démarche ont été répertoriés des entreprises, syndicats, parcs naturels et nationaux et une banque et 9 EPCIs limitrophes sont également invités à participer à la démarche en tant que territoires associés.

Figure 1 : Vision d'ensemble des acteurs du bassin de mobilité



1.2 Invitation des acteurs à participer

Les invitations à participer au Comité de Bassin de lancement de la démarche de co-construction ont été adressées :

- aux présidents des EPCI du bassin de mobilité (élus),
- aux présidents des Départements (élus),
- et aux présidents ou directeurs des organisations gestionnaires de pôles d'échanges multimodaux ou gares de voyageurs présentes dans le bassin de mobilité,
- aux référents techniques des organisations citées.

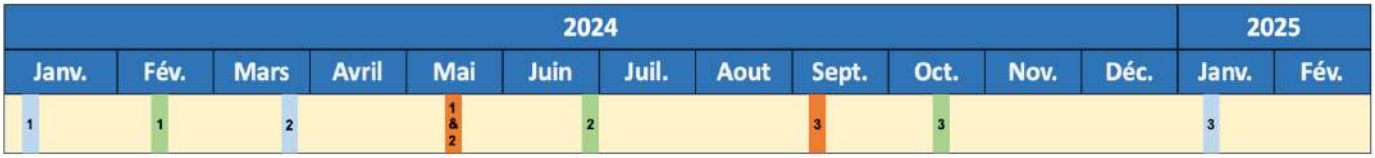
L'invitation a précisé qu'il était souhaité qu'un référent technique soit désigné au sein de chaque organisation et qu'il soit chargé de réaliser ou d'organiser le suivi technique, c'est-à-dire la participation aux comités techniques de bassin et la réalisation/poursuite des travaux intermédiaires. Ces référents deviennent alors le point de contact entre l'équipe chargée de piloter la démarche de co-construction et leurs organisations.

Les territoires associés sont conviés à l'ensemble des réunions et ont accès à l'ensemble des documents. Ils ne sont cependant pas concernés par les complétions d'informations.

Les structures considérées comme partenaires de la démarche sont invitées à participer aux ateliers afin de partager leur point de vue, leur expertise et expérience sur certaines thématiques précises.

1.3 Calendrier de la co-construction

La démarche d'élaboration du COM a été construite pour se dérouler sur 18 mois avec une alternance d'instances et de travail intermédiaire. Le calendrier tenait compte des périodes de vacances scolaires afin de favoriser la participation des acteurs.



Légende

- COTECHBASS
- ATELIERS
- COBASS
- Travail intermédiaire

2 Synthèse de la contribution des acteurs à la démarche de co-construction

Cette section synthétise la participation des acteurs et leurs contributions aux différentes instances qui ont jalonnées de la démarche de co-construction afin de rendre compte de l'ampleur des apports des acteurs du bassin de mobilité dans l'élaboration du COM.

2.1 Les Comités de Bassin (COBASS)

La participation aux 3 réunions du Comité de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation continue des acteurs.

La métropole Aix-Marseille-Provence, les départements, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et SNCF Gares et Connexions ont ainsi participé de façon constante aux prises de décision importantes qui ont permis d'orienter l'élaboration COM et de s'assurer de son adéquation au territoire du bassin de mobilité.

La participation de certains acteurs aux comités de bassin a été plus limitée, notamment les départements ayant peu de communes dans le bassin.

Le tableau suivant décrit les 3 COBASS et présente la participation pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs du bassin ou territoires associés ayant participé.

Pour le COBASS n°1, l'invitation ayant été étendue exceptionnellement aux référents techniques, le détail des participants élus/direction et référents techniques est précisé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (Région, Département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents}}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

($entités$ pour lesquelles au moins $un\ représentant$ a été présente lors de la réunion)

Tableau 9 : Synthèse de la participation aux COBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 1	9/01/24 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Marseille	▪ Présentation du COM ▪ Temps d'échanges (thématiques prioritaires et actions principales) ▪ Présentation de la gouvernance projet et de la méthodologie de co-construction ▪ Présentation du COTECHBASS 1 et du travail intermédiaire 1	• Pas d'objections sur le cadre proposé pour la démarche d'élaboration du COM • Projets/besoins exprimés par les participants : besoin de coordination avec les EPCI frontaliers • Organisation d'une réunion complémentaire avant le prochain Comité Technique de Bassin (14/02) entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour balayer tous les sujets et cibler au mieux les sujets/projets pertinents à inscrire au COM.	1/1 Région (1 élu, 16 réf. techniques) 0/3 Départements 1/1 EPCI (3 réf. techniques) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs (1 réf. techniques)	4/9 EPCI (1 élu, 4 réf. technique)
COBASS 2	20/03/2024 Hôtel de Région à Marseille	▪ Propos introductif ▪ Tour de table ▪ Rappel de la démarche du COM ▪ Revue du socle territorialisé ▪ Présentation des résultats du questionnaire/enjeux locaux ▪ Validation des objectifs territorialisés ▪ Validation des thèmes et des participants pour les ateliers ▪ Prochaines étapes et conclusion	▪ Validation des 12 objectifs proposés et ajout de 2 objectifs : ○ Développer et améliorer la desserte des zones économiques à fort développement ○ Travailler à une adaptation de l'offre tarifaire au sein du bassin et avec les EPCI frontaliers pour répondre de manière harmonisée aux situations dégradées ▪ Validation des thèmes, des invités et des dates des 3 ateliers	1/1 Région (1 élu, 6 réf. techniques) 1/3 Départements (1 élu) 1/1 EPCI (3 réf. techniques) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs (1 réf. technique)	1/9 EPCI (1 réf. technique)
COBASS 3	08/01/2025 Hôtel de Région à Marseille	▪ Propos introductifs ▪ Résumé de la démarche de co-construction du COM ▪ Bilan des engagements du COM ▪ Synthèse des demandes de modifications ▪ Finalisation du COM et délibérations ▪ Conclusion	▪ Aucune objection en salle et à distance sur la validation des dernières composantes du COM, à savoir : ▪ Le socle territorialisé ▪ L'annexe 1 : synthèse des engagements ▪ L'annexe 2 : Les engagements du COM • Le COM est donc approuvé par l'ensemble des acteurs présents au COBASS n°3 et va être soumis dans une nouvelle version (V1) intégrant les demandes de modifications dans le mois suivant l'instance.	1/1 Région (1 élu, 6 réf. techniques) 1/3 Départements (1 élu) 1/1 EPCI (1 réf. technique) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs (2 réf. technique)	0/9 EPCI

2.2 Les Comités Techniques de Bassin (COTECHBASS)

La participation aux 3 réunions du Comité Technique de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation continue des acteurs.

La métropole Aix-Marseille-Provence, le département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et SNCF Gares et Connexions ont ainsi participé de façon constante à l'orientation technique de l'élaboration COM, permettant que celui-ci réponde aux priorités des acteurs tout en prenant en compte les limites des moyens et ressources disponibles.

La participation de certains acteurs aux COTECHBASS a été plus limitée, notamment les départements du Var et de Vaucluse, concernés par la présence dans le bassin de mobilité d'une seule commune de leur territoire. Le lien a été réalisé lors d'échanges individuels avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le tableau décrit les 3 COTECHBASS qui jalonnent le processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs signataires ou territoires associés ayant participé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (Région, Département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Tableau 10 : Synthèse de la participation aux COTECHBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COTECHBASS 1	14/02/24 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Marseille	▪ Propos introductif ▪ Rappel sur la démarche du COM ▪ Synthèse du travail intermédiaire n°1 ▪ Identification des thématiques prioritaires du bassin ▪ Identification des objectifs territorialisés ▪ Choix des thèmes retenus pour les ateliers ▪ Prochaines étapes et conclusions	***Animation 1*** *:* définition des objectifs territorialisés à présenter en COBASS n°2 **Animation 2** : choix des thématiques pour les ateliers 1/ Intermodalité 2/ Vélo 3/ Billettique & gestion des situation dégradées	1/1 Région (8 réf. techniques) 0/3 Départements 1/1 EPCI (4 réf. techniques) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	2/9 EPCI
COTECHBASS 2	26/06/24 Hôtel de Région à Marseille	▪ Propos introductifs ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Synthèse des ateliers ▪ Présentation de la matrice recensement à date ▪ Animation autour des fiches recensement émanant des ateliers ▪ Organisation de l'atelier n°3 ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation :*** • Les fiches collectives sont issues des ateliers 1 & 2 et traitent des objectifs 1 à 5 • Passage de 6 fiches à 5 fiches (+1 prochainement) avec la fusion de la fiche 1 avec la 2 et la proposition d'ajout d'1 fiche sur la coordination avec le milieu scolaire • État des lieux de l'avancement de la fiche : ○ Fiche verte : 5	1/1 Région (2 réf. techniques) 0/3 Départements 1/1 EPCI (3 réf. techniques) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	1/9 EPCI
COTECHBASS 3	14/11/24 Hôtel de Région à Marseille	▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Présentation du socle territorialisé à date ▪ Présentation de la matrice recensement à date ▪ Finalisation des engagements collectifs du COM ▪ Synthèse de la matrice recensement ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation :*** • Les fiches collectives sont issues des ateliers 1 à 3 et traitent des objectifs 1 à 7 et 10 et 11 ; • État des lieux de l'avancement de la fiche : ○ Fiche engagement collectives conservées : 10 ○ Fiche recensement non gardée : 1	1/1 Région (4 réf. techniques) 1/3 Départements (2 réf. techniques) 0/1 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	1/9 EPCI

2.3 Les ateliers participatifs

Les 3 ateliers organisés dans le bassin de mobilité reflètent les priorités des acteurs sur les thématiques suivantes :
- Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin ;
- Améliorer les conditions de l'intermodalité ;
- Poursuivre la décarbonation ;
- Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin.

La participation aux ateliers s'est caractérisée par la participation essentiellement des acteurs signataires du COM et de la participation de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise.

Les ateliers ont permis de faire émerger des propositions d'actions à inscrire en tant qu'engagement du COM avec notamment des actions de mutualisation et de collaborations pour renforcer et élargir le champ d'initiatives existantes.

Le tableau suivant décrit les 3 ateliers du processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales propositions émises au cours de chaque atelier et le nombre d'acteurs présents.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (Région, Département, EPCI, gestionnaire de gares ou PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents}\ (\textit{entités}\ \text{pour lesquelles au moins}\ \textit{un représentant}\ \text{a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Tableau 11 : Synthèse de la participation aux ateliers

INSTANCE			PARTICIPATION			
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés	Partenaires
Atelier 1	22/05/24 Métropole Aix-Marseille-Provence - Marseille	**Offre :** • Obj 3 : Améliorer les connexions aux gares • Obj 4 : Améliorer l'offre (desserte et/ou horaire) des destinations clés • Obj 5 : Développer et améliorer la desserte des zones économiques à fort développement	• 5 propositions de fiche recensement collective : - 1 pour l'objectif n°3 - 2 pour l'objectif n°4 - 1 pour l'objectif n°5	1/1 Région 1/3 Départements 1/1 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/9 EPCI	AGAM
Atelier 2	22/05/24 Métropole Aix-Marseille-Provence - Marseille	**Vélo** • Obj 1 : Faire connaître l'offre de services et d'équipements vélo Obj 2 : Assurer la continuité des itinéraires cyclables	• 2 propositions de fiche recensement collective : - - 2 pour l'objectif n°1	1/1 Région 1/3 Départements 1/1 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/9 EPCI	AGAM
Atelier 3	19/09/24 Métropole Aix-Marseille-Provence - Marseille	**Lecture et usage de l'offre :** • Obj 6 : Mettre en œuvre les conditions d'une interopérabilité des systèmes d'information et de la billettique entre les offres régionales et locales • Obj 7 : Fluidifier le parcours usager notamment grâce à une information harmonisée **Coordination situations dégradées :** • Obj 11 : Améliorer la coordination des AOM lors de situations dégradées • Obj 12 : Travailler à une adaptation de l'offre au sein du bassin et avec les EPCI frontaliers pour répondre de manière harmonisée aux situations dégradées	• 6 propositions de fiche recensement collective : - 2 pour l'objectif n°6 - 3 pour l'objectif n°7 - 1 pour l'objectif 11	1/1 Région 0/3 Départements 1/1 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/9 EPCI	

2.4 Réunion suivi/évaluation

La participation à la réunion de suivi et évaluation, menée conjointement avec les Agences d'Urbanisme, a été caractérisée par une bonne mobilisation des acteurs.

La métropole a ainsi participé à la démarche permettant de présenter les indicateurs envisagés pour le suivi des objectifs et des actions du COM, ainsi que pour le suivi des contrats.

Le tableau suivant décrit la réunion de suivi et d'évaluation et la participation obtenue pour cette dernière.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

INSTANCE			PARTICIPATION	
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires
Réunion suivi et évaluation	02/10/24 + 10/10/2024 Visioconférence	▪ Présentation des indicateurs envisagés dans le suivi des objectifs et des actions du COM ▪ Échanges autour des facilités, difficultés et mesures à envisager pour le suivi	• Difficultés et facilités sur les thématiques du COM (vélo, intermodalité, covoiturage…)	1/1 Région 0/1 Département 1/1 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs

2.5 Travail intermédiaire

La participation aux 8 séquences de travail intermédiaire a été marquée par une faible mobilisation des acteurs au cours de la démarche.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la SNCF Gares et Connexions se sont appropriés les modalités d'échanges via la plateforme Expertises Territoires qui a permis de faciliter les échanges d'information.

Un processus d'amélioration continue a permis de prendre en compte les préférences des acteurs concernant les modalités de participation aux travaux intermédiaires.

L'ensemble des échanges en dehors des instances a été réalisé dans l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur » sur la plateforme Expertises Territoires du CEREMA. Cet espace de travail a permis de concentrer l'ensemble des informations concernant la démarche de co-construction des COM et de centraliser les échanges avec les territoires.

Tableau 12 : Synthèse des inscriptions sur l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur »

INSCRITS À L'ESPACE DE TRAVAIL		
Acteurs Signataires	Territoires associés	Observations
1/1 Région 3/3 Département 1/1 EPCI 1/1 gestionnaire de gares et PEM	9/9 EPCI	La plateforme a bien été utilisée pour les échanges de documents. Les échanges par courrier électronique sont restés nécessaires pour les échanges ponctuels d'information.

3 Synthèse de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

La participation à la démarche de co-construction du COM a été relativement forte, avec une implication continue des acteurs signataire. A noter cependant que les services techniques du Département des Bouches-du-Rhône a suivi la démarche de façon plus restreinte.

Les territoires associés ont participé de façon plus ponctuelle à la démarche, saisissant l'opportunité de mettre en avant des enjeux interbassins.

Le tableau suivant retrace la participation aux instances de chaque acteur. Un acteur invité à participer à une instance est considéré présent lorsqu'au moins un représentant de l'organisation concernée est présent lors de l'instance. Dans le cas d'une impossibilité à assister à la réunion signalée aux organisateurs, l'acteur est excusé.

Tableau 13 : Synthèse de la participation des acteurs aux instances

ACTEUR		PARTICIPATION (P : Présent, E : Excusé, A : Absent)									
Rôle	Entité	COBASS 1	COBASS 2	COBASS 3	COTECHBASS 1	COTECHBASS 2	COTECHBASS 3	ATELIER 1	ATELIER 2	ATELIER 3	REUNION SUIVI & EVALUATION
ACTEURS SIGNATAIRES	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
	Dép. des Bouches-du-Rhône	E	P	P	E	P	P	P	P		A
	Dép. de Vaucluse	A	A	E	A	E	A	A	A		
	Dép. de Var	A	A	A	A	E	A	E	E		
	Métropole d'Aix-Marseille-Provence	P	P	P	P	P	A	P	P	P	P
	SNCF Gares et Connexions	P	P	P	P	P	P	P	E	P	
TERRITOIRES ASSOCIÉS	CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	A	A	A	A	A	A	A	A		
	CC Vallée des Baux-Alpilles	A	A	A	A	A	A	A	A		
	CA Terre de Provence	A	A	A	A	A	P	A	A		
	CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette	P	A	A	P	A	A	E	E		
	CC Provence Verdon	A	P	A	A	A	A	A	A		
	CA Sud Sainte Baume	P	E	A	P	A	A	E	E		
	CA de la Provence Verte	P	A	A	A	A	A	A	A		
	CC Territoriale Sud-Luberon	P	E	A	E	P	A	E	E		
	CA Luberon Monts de Vaucluse	A	A	A	A	A	A	A	A		
PARTENAIRES	Agence urbanisme - AGAM							P	P		P

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS GENERAUX DU BASSIN DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Contexte et objectif

Instauré par la loi LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2, le Contrat Opérationnel de Mobilité (COM) est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque Bassin de Mobilité.

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " (lorsqu'ils existent), les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapporte à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et services de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a proposé et ajouté une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique. Ces objectifs à l'échelle du bassin se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc.

Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans mais les objectifs fixés pour le bassin de mobilité peuvent avoir un horizon différent en s'appliquant par exemple à plusieurs générations de COMs. Évaluer la progression du bassin vers les objectifs est une étape nécessaire dans l'évaluation de la politique de mobilité et permet d'orienter les COMs vers un niveau d'exigence correspondant aux progrès souhaités.

2 Méthodologie d'évaluation

2.1 Indicateurs

Les indicateurs retenus permettent d'observer l'évolution de la situation sur le bassin, évolution dont il est fait l'hypothèse qu'elle correspond en partie à une réponse aux changements induits par la mise en œuvre des COMs. Les indicateurs doivent donc permettre de caractériser certains aspects de la mobilité dans le bassin sur lesquels se concentrent les efforts de la politique publique.

Les indicateurs respectent dans la mesure du possible les règles des indicateurs SMART (Spécifique, Mesurable, Acceptable, Réaliste, Temporellement défini).

Matrice des indicateurs de mobilité

Les indicateurs d'évaluation du contrat du bassin de mobilité considéré doivent reposer sur des données collectées régulièrement et avec une maille territoriale suffisamment fine pour pouvoir agréger les données à l'échelle du bassin. En outre de la disponibilité de tels jeux de données, ces données doivent pouvoir apporter des éléments pertinents au vu des objectifs de mobilité du bassin.

Le travail de recensement des jeux de données et de proposition d'indicateurs pertinents est réalisé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur afin d'élaborer une matrice d'indicateurs potentiellement utilisable pour l'évaluation des objectifs des COMs.

Thèmes	Indicateurs	Valeurs	Source	Retour territoires
Mobilité générale	Parts modales	Parts modales des différents modes en interne ou en échange	RP INSEE	Non
Intermodalité / transports en commun	Fréquentation du Système d'Information Billettique Régional (SIBR)	Fréquence d'utilisation du site	Données région	Non
	Correspondance en gare routière et ferroviaire	Nombre de lignes et nombre de dessertes	GTFS	Non
	Évolution des PEM	Nombre de PEM existant, en évolution ou en projet	Territoires	Oui
	Fréquentation des gares régionales	Nombre de gares et de voyages	Données région + SNCF	Non
	Fréquentation des lignes de cars régionales	Nombre de lignes et de voyages	Données région	Non
	Fréquentation des réseaux locaux	Nombre de voyage	Données territoires	Oui
	Nombre d'abris vélos existants et construits	Nombre de commune disposant d'un abri et nombre d'abris	Données région + territoires	Oui
	Nombre de places par abris sécurisés	Nombre de places	Données région + territoires	Oui
	Fréquentation des abris vélos	Nombre d'utilisations		
Modes actifs	Linéaire d'aménagements cyclables existants	Km existants	Open data OSM	Oui
	Fréquentation aux points de comptage	Nombre d'usagers chaque mois et/ou à l'année	Compteurs	Oui
Covoiturage	Nombre de trajets covoiturés	Nombre de trajets covoiturés internes ou en échange	Registre national	Non
	Distance des trajets covoiturés	Distance moyenne (Km) des trajets internes ou en échange	Registre national	Non
	Nombre d'aires de covoiturage	Nombre d'aires officielles	Open data + territoires	Oui
Décarbonation	Motorisation des ménages	Ménages équipés de 0 à 3 voitures ou +	RP INSEE	Non
	Motorisation Crit'Air	Véhicules Crit'Air E, 1 à 5 et non classé	SDES	Non
	Qualité de l'air	CO2, polluants (Nox, PM10, PM2,5, COVNM, consommations finales d'énergies	Atmosud	Non
	Borne IRVE	Nombre de bornes et usage	BNLC + territoires	Oui

Tableau 14 : Les indicateurs d'évolution de la mobilité

2.2 Périodicité d'évaluation

Évaluation à mi-parcours
L'évaluation a lieu une première fois à mi-parcours afin de pouvoir présenter aux acteurs les avancées et les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du contrat. La première évaluation permet de proposer des actions rectificatrices, d'identifier les opportunités.

Évaluation de fin de contrat
Une seconde évaluation pourra avoir lieu au terme du contrat afin de faire un bilan final de la mise en œuvre. Elle permettrait en outre d'orienter et proposer les bases d'un nouveau COM.

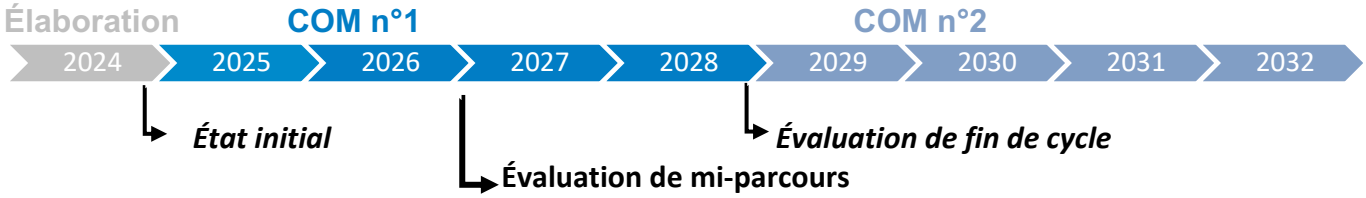
2.3 Protocole d'évaluation

L'évaluation est pilotée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Celle-ci implique un premier temps de collecte et analyse des données nécessaires afin de procéder à la mise à jour des indicateurs à partir des données.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. L'acteur doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires A partir des indicateurs mis à jour, est attribué de façon qualitative un degré de progression vers l'objectif. Enfin, les résultats sont partagés et débattus avec les acteurs du bassin de mobilité afin d'apporter des nuances et de statuer.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Calendrier d'évaluation



3.2 Évaluation de l'atteinte des objectifs

3.2.1 Évaluation qualitative

État des lieux initial du bassin de mobilité (bassin X)

- *Exemple : Une mobilité caractérisée par l'usage de la voiture individuelle*
- *Exemple : Un réseau morcelé avec peu de points de connexion entre les différents modes de transport*
- *…*

Objectifs généraux du bassin de mobilité (bassin X)

- *Exemple : Diminuer l'autosolisme dans les déplacements domicile-travail*
- *Exemple : Développement les mobilités actives*
- *…*

Principales avancées

- *Exemple : Un changement de comportement favorisant les mobilités partagées et les mobilités actives dans les déplacements domicile-travail*
- *..*

Points d'amélioration

- *Exemple : Peu de changement de comportement favorisant l'usage des transports en commun par rapport aux transports individuels*
- *Exemple : Des crises liées au changement climatique à mieux anticiper*
- *…*

3.2.2 Évaluation quantitative

INDICATEUR	UNITE	VALEUR INITIALE	OBJECTIF FINAL	RESULTAT A DATE	PROGRESSION
Objectif 1					
Exemple : Part du covoiturage dans les déplacements domicile-travail	*% de part modal*	*2%*	***15%***	*7%*	*+ 33%*
Objectif 2					
Exemple : Avis positifs sur l'usage du vélo pour aller au travail	*% d'avis positifs*	*10%*	*75%*	*50%*	*+53%*

2024

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Contexte et objectif

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " lorsqu'ils existent, les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapportent à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les modalités de gestion des situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et servies de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ajoute une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique.

Ces thématiques, à l'échelle du bassin de mobilité, se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc. Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans au cours desquels doivent se déployer les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ces actions.

Afin de pouvoir connaître à tout moment l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements, il est nécessaire de réaliser un suivi lié à ces engagements. L'évaluation est une étape complémentaire (voir annexe ad hoc décrivant l'évaluation) au suivi et vient, de façon ponctuelle à un moment précis du cycle de vie du COM, mettre en regard le degré d'avancement de la mise en œuvre des actions avec les objectifs de mise en œuvre fixés dans le contrat. L'agrégation des résultats obtenus pour tous les engagements permet d'obtenir une vision globale de l'état d'avancement de la mise en œuvre opérationnelle du COM.

2 Méthodologie de suivi

2.1 Périodicité de suivi

Le suivi consiste à réaliser le recueil des informations nécessaires. Ce suivi peut être réalisé ponctuellement en préalable à l'évaluation ou bien périodiquement à une fréquence déterminée afin de retracer l'évolution dans le temps des indicateurs.

Le suivi doit être organisé collectivement avec les acteurs du bassin et ses modalités doivent prendre en compte les ressources et moyens disponibles à cet effet

2.2 Protocole de suivi

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. Pour chaque engagement, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se rapproche de l'entité pilote dont la personne référente est indiquée sur l'annexe engagement. La personne référente doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se charge alors d'évaluer l'avancement de la mise en œuvre de chaque engagement. Elle attribue alors à chaque engagement un statut de mise en œuvre comme suit :

Statut de l'engagement	Code couleur
Engagement abandonné	
Non démarré	
Étapes préalables en cours	
En cours de réalisation	
Engagement finalisé	
Engagement poursuivi	

Dans le cadre de l'évaluation, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur réalise une synthèse en agrégeant les résultats obtenus pour tous les engagements du COM. Le code couleur permet une lecture facilitée des résultats.

Les résultats et la synthèse sont présentés à l'ensemble des acteurs afin de leur permettre d'exprimer leur accord ou de proposer des modifications du statut de chaque engagement.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Bilan du bassin de mobilité

Bassin engagé

Bassin volontaire

Bassin en démarrage

Statut	Nombre d'engagements	Pourcentage
Engagement abandonné	2	20%
Non démarré	5	50%
Étapes préalables en cours	1	10%
Engagement en cours de réalisation	2	20%
Engagement tenu	0	0%
Engagement poursuivi	0	0%
Total	10	100%

Principales réalisations de la mise en œuvre du COM

- … à compléter

3.2 Mise en œuvre des engagements

Libelle engagement	Type	Thematiques du COM						Pilote	Échéancier previsionnel				Avance-ment	Observations
		Différentes formes e	PEM	Situations dégradées	Diffusion des	Aides conception et	Décarbonation		2025	2026	2027	2028		
Libellé engagement 1	Plan	x	x		x			Porteur	L	F M				Exemple : Convention signée le 20/10/25
Libellé engagement 2	Étude		x					Porteur	L					
Libellé engagement 4	Projet							Porteur						

Libellé engagement 1	Projet												
Libellé engagement 2	Projet							L F	M				
Libellé engagement 3	Projet												

Codification de l'avancement technique

Engagement abandonné	
Non démarré	
Étapes préalables en cours	
Engagement en cours de réalisation	
Engagement finalisé	
Engagement poursuivi	

Phasage prévisionnel des actions	
Lancement des démarches préalables	L
Financement obtenu	F
Début de la mise en œuvre	M

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité



BASSIN K

DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Signataires du Contrat Opérationnel de Mobilité			
1	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur		
2	Département du Var		
3	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée		
5	Communauté d'Agglomération de la Provence Verte		
6	Communauté d'Agglomération Sud – Sainte Baume		
9	Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures		
10	Communauté de Communes Provence Verdon		
11	Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau		
12	Communauté de Communes Cœur du Var		
13	SNCF Gares et Connexions		

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4221-1 et suivants ;

Vu le code des transports et notamment l'article L1215-1 et suivants ;

Vu la délibération n°22-0605 du 21 octobre 2022 du Conseil régional approuvant la cartographie des bassins de mobilité ;

Vu la délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional adoptant le projet de Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 20219 portant approbation du Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu la délibération n°23-0219 du 23 juin 2023 du Conseil régional approuvant la modification du SRADDET Provence Alpes Côte d'Azur ;

Entre les soussignés :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Renaud MUSELIER, Président ;

Le Département de Var, représenté par Jean-Louis MASSON, Président ;

La métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Jean-Pierre GIRAN, Président ;

La communauté d'agglomération de la Provence Verte, représentée par Didier BREMOND, Président ;

La communauté d'agglomération Sud Sainte Baume, représentée par, Blandine MONIER, Présidente ;

La communauté de communes Méditerranée Porte des Maures, représentée par François DE CANSON, Président ;

La communauté de communes Provence Verdon, représentée par Hervé PHILIBERT, Président ;

La communauté de communes Vallée du Gapeau, représentée par André GARRON, Président ;

La communauté de communes Cœur du Var, représentée par Yannick SIMON, Président ;

ci-après dénommées « les EPCI » ;

L'entreprise, SNCF Gares et Connexion, représentée par Jérôme BINI, Directeur Régional ;

il a été convenu ce qui suit :

Les différentes parties s'engagent à :

- mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2028 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités ;
- prendre part à la mise en œuvre des actions, dans les rôles définis par le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents ;
- collaborer dans une logique d'amélioration continue et éventuellement d'expérimentation, au service des usagers ;
- contribuer à l'évaluation des actions inscrites au contrat opérationnel de mobilité et au partage des données ;
- communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

1 Lexique de base

Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) : Une AOM est une personne publique compétente pour l'organisation des mobilités sur son ressort territorial.

Cette compétence d'AOM est exercée dans le champ local par les EPCI à fiscalité propre : métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes.

Depuis le 1er juillet 2021 et la mise en œuvre de la Loi d'Orientations des Mobilités, la Région est AOM par substitution à la place d'une communauté de communes lorsque la communauté de communes n'a pas souhaité prendre la compétence d'AOM par délégation de ses communes membres. Elle est alors AOM locale.

Par ailleurs, la Région est AOM régionale (AOMR), compétente pour les services d'intérêt régional (ex : tout service de transport qui dépassent le ressort territorial d'une AOM) c'est à dire les transports routiers de voyageurs d'intérêt régional, les transports scolaires et les TER.

La compétence d'AOM peut être exercée au travers de syndicats mixtes lorsque la compétence leur a été transférée par ses membres.

Bassin de Mobilité (BM) : Il s'agit de l'échelle locale sur laquelle les mobilités quotidiennes s'organisent sous la responsabilité et le financement des différentes AOM ; c'est donc l'échelle de référence pour l'élaboration des contrats opérationnels de mobilité (COM). Les bassins de mobilités correspondent au territoire géographique d'un ou plusieurs EPCI (métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes). Le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est structuré en 12 bassins de mobilité (délibération 22-0605 du 21 octobre2022). La Communauté de Communes de l'Enclave des Papes qui appartient à la Région Provence Cote d'Azur fera partie quant à elle d'un bassin piloté par la région Auvergne Rhône Alpes.

Comité de Bassin (COBASS) : C'est l'instance où la Région chef de file organise l'action commune pour l'amélioration des mobilités du bassin considéré. C'est l'organe de pilotage dans l'élaboration et le suivi du COM du bassin considéré. Il se compose des signataires du contrat opérationnel de mobilité du bassin considéré et pourra se décliner en comité technique.

Comité de partenaires régional (COPART Régional) : Pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région met en place et anime un comité de partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Comités de partenaires locaux (COPART locaux) : En tant qu'AOM locale par substitution, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a l'obligation, comme chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par semestre, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'associations d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.[1]

[1] *Conférence plénière du 13 Juin 2023*

Mobility as a Service (MaaS) : Sorte de couteau suisse de la mobilité, le Maas a pour objectif d'offrir aux usagers un service intégré, complet et simple en matière de mobilité, tant en termes d'information que de billettique. Ce concept suppose notamment une gouvernance coordonnée des différents intervenants publics et privés.[2]

Pôle d'échange multimodal (PEM) : les pôles d'échanges multimodaux facilitent l'intermodalité en assurant la connexion entre différents modes de transport et en reliant les modes de déplacements alternatifs à la voiture notamment.

Dans le contexte de la décarbonation des mobilités, les Pôles d'Échange multimodaux (PEM) sont un outil du report modal, un maillon de la chaine de déplacement.[3]

[2] *Définition CEREMA*

[3] *Définition CEREMA*

1.1 Liste des abréviations

ADT	Agence de Développement du Tourisme
AMP	Aix Marseille Provence Métropole
AOM	Autorités Organisatrices de la Mobilité *(cf. lexique)*
BHNS	Bus à Haut Niveau de Service
BM	Bassin de Mobilité *(cf. lexique)*
CA	Communauté d'Agglomération
CAPV	Communauté d'Agglomération de la Provence Verte
CASSB	Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume
CC	Communauté de communes
CCCV	Communauté de communes Cœur du Var
CCMPM	Méditerranée Porte des Maures
CCPV	Communauté de communes Provence Verdon
CCVG	Communauté de communes Vallée du Gapeau
CFP	Chemins de Fer de Provence
COBASS	Comité de Bassin *(cf. lexique)*
COM	Contrat Opérationnel de Mobilité
COP	Conférence des Parties
COPARTR	Comité des Partenaires régional *(cf. lexique)*
COPARTL	Comités de Partenaires locaux *(cf. lexique)*
COTECHBASS	Comité Technique de Bassin
CPER	Contrat de Plan État Région
CRET	Contrats Régionaux d'Équilibre Territorial
EPCI	Établissements Publics de Coopération Intercommunale
ERTMS	European Rail Traffic Management System
EV	EuroVelo
GNV	Gaz Naturel pour Véhicules
IRVE	Infrastructures de Recharge de Véhicule Électrique
JOB	Jour Ouvré de Base
LER	Lignes Express Régionales
LHNS	Lignes à Haut Niveau de Service

LNPCA	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur
LOM	Loi d'Orientation des Mobilités
LOTI	Loi d'orientation des transports intérieurs
MaaS	Mobility as a Service *(cf. lexique)*
MtCO2eq	Millions de tonnes en équivalent CO2
NOTRe	Nouvelle Organisation Territoriale de la République
PCAET	Plan Climat-Air-Énergie Territorial
PDM	Plan de mobilité
PDU	Plan de Déplacements Urbains
PEM	Pôle d'échange multimodal *(cf. lexique)*
PCL	Piste cyclable du littoral
PLU	Plan Local d'Urbanisme
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SNBC	Stratégie Nationale Bas Carbone
SNCF	Société Nationale des Chemins de fer Français
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
TAD	Transport A la Demande
TC	Transport Collectif
TCU	Transport Collectif Urbain
TER	Trains Express Régionaux
TGV	Train à Grande Vitesse
TPM	Toulon Provence Méditerranée
TPMR	Transports de Personne à Mobilité Réduite
VAE	Vélo à Assistance Électrique
VTM	Véhicules Terrestres à Moteur

2 La démarche de co-construction

Les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) constituent des cadres d'actions communs qui portent sur une vision globale et partagée de la mobilité au sein de chaque bassin de mobilité (BM). C'est donc dans l'esprit de la LOM et dans une volonté d'intégration des acteurs locaux à cette démarche d'amélioration des mobilités que la Région a souhaité que les COM soient co-construits à l'échelle locale.

Une méthodologie de co-construction pragmatique a été mise en place autour d'une alternance de trois types de réunions depuis octobre 2023 :

- Les Comités de Bassin (COBASS), réunions de validation et d'arbitrage, réunissant des élus du BM ainsi que des référents techniques ;
- Les Comités technique de Bassin (COTECHBASS), ayant pour objectifs de préparer les travaux à valider en COBASS. Ils réunissaient les référents techniques des différents EPCI composant le BM ;
- Les ateliers, qui ont été les lieux du travail de la co-construction et qui ont permis de faire émerger des propositions d'engagements répondant aux objectifs du bassin.

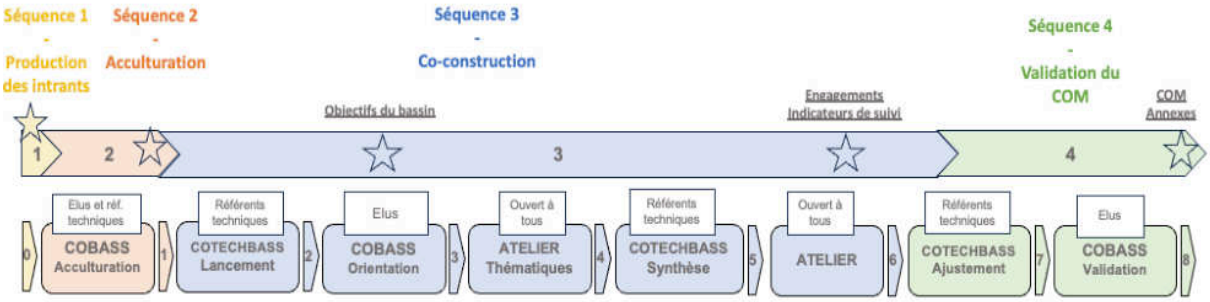


Figure 1 : Chronologie de la méthodologie de co-construction du COM

3 Contenu du Contrat Opérationnel de Mobilité

Le COM est un document avec des parties co-produites par la Région et les acteurs du bassin.

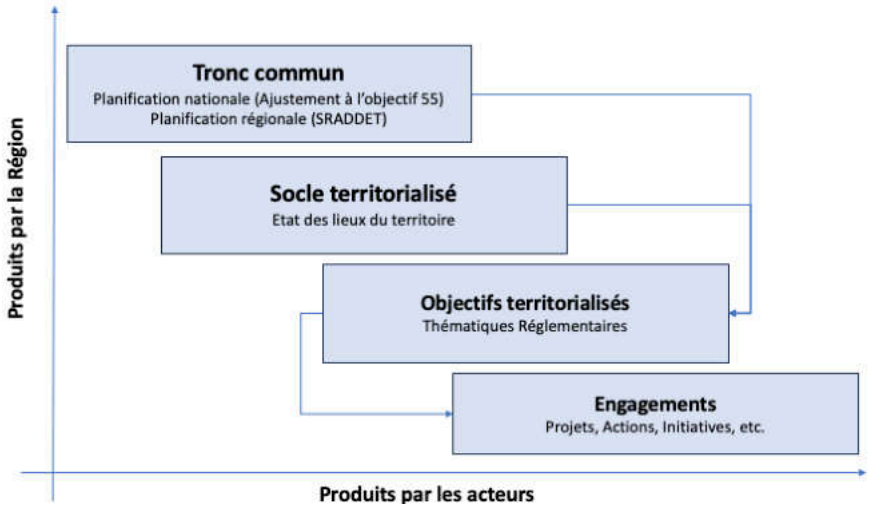


Figure 2 : Structure synthétique du COM

3.1 Le tronc commun

Le tronc commun a pour objectif de formaliser la stratégie régionale en matière de mobilité, dans le sillage de la LOM et des enjeux nationaux en matière de décarbonation.

L'appellation « tronc commun » se justifie par le fait que ce chapitre est commun à tous les COM quel que soit le BM, et qu'il a été défini comme le cadre de la démarche par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur chef de file des mobilités. Il indique notamment la durée du contrat et les modalités de gouvernance.

Son contenu et sa mise en forme ont été préparés par la Région et soumis aux acteurs dès le lancement de la démarche.

3.2 Le socle territorialisé

Le socle territorialisé permet de faire un état des lieux du bassin concerné sur les différentes thématiques prévues par le COM.

Il a constitué un intrant à la co-construction et a fait l'objet de remarques, d'amendements, d'ajouts par les acteurs locaux au long de la démarche de co-construction.

3.3 Les objectifs généraux et territorialisés

Les objectifs du bassin de mobilité ont été co-construits par les acteurs lors du COTECHBASS n°1. Il s'agissait ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du BM, objectifs à moyen terme dont l'échéance peut dépasser la période de mise en œuvre du COM. Autrement dit, le COM formalise sur une période de quatre ans les engagements qui doivent contribuer à l'atteinte des objectifs.

Les objectifs territorialisés ont été validés lors du COBASS n°2.

3.4 Les annexes

Les engagements sont insérés dans le COM en tant qu'annexes. Ces annexes engagement ont été co-produites par les acteurs du bassin et formalisent l'ensemble des actions concourant à l'atteinte des objectifs et pour lesquelles un ou plusieurs acteurs s'engage à participer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est également insérée dans le COM.

L'annexe de suivi et d'évaluation du COM présente la démarche de suivi et d'évaluation qui accompagnera la mise en œuvre du COM.

L'annexe de traçabilité de la démarche du COM retrace le déroulement de la démarche de co-construction.

L'ensemble du COM et de ses annexes est arrêté lors du COBASS n°3 et proposé à la délibération des différentes assemblées.

SOMMAIRE GENERAL

1 LEXIQUE DE BASE 4

1.1 LISTE DES ABREVIATIONS 6

2 LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION 8

3 CONTENU DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 8

3.1 LE TRONC COMMUN 9
3.2 LE SOCLE TERRITORIALISE 9
3.3 LES OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES 9
3.4 LES ANNEXES 9

1 ÉLEMENTS DE CONTEXTE 17

1.1 DES EVOLUTIONS LEGISLATIVES QUI RENFORCENT LE ROLE DE LA REGION DANS LE DOMAINE DES MOBILITES 17
1.1 LA NEUTRALITE CARBONE EN 2050, UN DEFI POUR LES MOBILITES 21

2 LES ENJEUX LIES A LA MOBILITE EN PROVENCE ALPES COTE D'AZUR 21

2.1 DES CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES ET DES DYNAMIQUES TERRITORIALES QUI STRUCTURENT LES DEPLACEMENTS. 21
2.2 DES ENJEUX FORTS D'ATTENUATION DES GES ET D'ADAPTATION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. 22

3 LA POLITIQUE REGIONALE EN MATIERE DE MOBILITES 23

3.1 LA CONSTRUCTION D'UNE STRATEGIE GLOBALE FACE AUX ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 23
3.2 UNE POLITIQUE REGIONALE AMBITIEUSE DECOULANT DE SON DOUBLE ROLE D'AUTORITE ORGANISATRICE DES MOBILITES ET DE CHEFFE DE FILE DE L'AMENAGEMENT ET DES MOBILITES 24
3.3 LA REGION ET LES PROJETS DE MOBILITE DES TERRITOIRES. 26
3.3.1 LES DISPOSITIFS DE SOUTIENS REGIONAUX AUX PROJETS DE MOBILITES DES TERRITOIRES 26
3.3.2 LES AUTRES LEVIERS DE LA REGION EN FAVEUR DES MOBILITES DURABLES DES TERRITOIRES 27

4 LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 29

4.1 DEFINITION DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 29
4.2 DEFINITION DU BASSIN DE MOBILITE 30
4.3 NATURE DU COM 32
4.4 DUREE DU COM 32
4.5 STRUCTURES DE GOUVERNANCE DE LA MOBILITE 32
4.5.1 LE COMITE DE BASSIN 32
4.5.2 LE COMITE TECHNIQUE DE BASSIN 33
4.5.3 LES COMITES DES PARTENAIRES 33

4.6 CADRE DE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE GOUVERNANCE 33
4.6.1 LES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU COM 33
4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS) 33
4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS) 33
4.6.1.3 Les ateliers de travail 34
4.6.1.4 La tenue du COBASS 34
4.6.1.4.1 La convocation du COBASS 34
4.6.1.4.2 La séance du COBASS 34
4.6.1.4.3 4.6.2.1.3 La prise de décision du COBASS 34
4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS 34
4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS 34
4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS 34
4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS 35
4.6.1.6 La tenue des ateliers de travail 35
4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail 35
4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail 35
4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail 35
4.6.1.6.4 L'égalité des participants 35
4.6.1.6.5 Le principe de subsidiarité 36
4.6.1.6.6 Le principe d'efficacité 36
4.7 ÉVALUATION DU COM 36
4.8 MODALITES DE REVISION 36
4.9 MODALITES DE RESILIATION ET DE REGLEMENT DES DIFFERENDS 37

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 37

5.1 OBJECTIFS SRADDET CONSACRES DIRECTEMENT AUX MOBILITES ET APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE REGIONAL 37

1 LE BASSIN DE MOBILITE K 41

1.1 PORTRAIT DU TERRITOIRE 41
1.2 MOBILITE : EXTRAITS DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 43
1.2.1 LES DIFFERENTES FORMES DE MOBILITE ET L'INTERMODALITE 47
1.2.1.1 Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var 47
1.2.1.2 SCoT Provence Verte Verdon : 49
1.2.1.3 SCoT Provence Méditerranée : 50
1.2.1.4 PDU Métropole Toulon Provence Méditerranée : 55
1.2.1.5 Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau : 64
1.2.1.6 Département du Var 70
1.2.2 POLE D'ECHANGES MULTIMODAUX ET ACCES A SES POLES 70
1.2.2.1 Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var 70
1.2.2.2 SCoT Provence Verte Verdon 71
1.2.2.3 SCoT Provence Méditerranée 71
1.2.2.4 PDU Métropole Toulon Provence Méditerranée 72
1.2.2.5 Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau 74
1.2.3 MODALITES DE GESTION DES SITUATIONS DEGRADEES 76
1.2.4 RECENSEMENT ET DIFFUSION DES PRATIQUES DE MOBILITES 77
1.2.5 AIDE A LA MISE EN PLACE D'INFRASTRUCTURES ET DE SERVICES DE MOBILITES 78
1.2.5.1 Département du Var 78
1.2.5.2 Métropole Toulon Provence Méditerranée 78

1.2.5.3 CA Provence Verte 78
1.2.5.4 CC Provence Verdon 78
1.2.5.5 CC Cœur du Var 78
1.2.6 DECARBONATION 79
1.2.6.1 SCoT Communauté de Communes Cœur du Var : 79
1.2.6.2 SCoT Provence Verte Verdon : 79
1.2.6.3 SCoT Provence Méditerranée : 79
1.2.6.4 PDU Métropole Toulon Provence Méditerranée : 80
1.2.6.5 Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau : 81
1.2.6.6 Département du Var 81
1.3 ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE 83
1.4 VOLUMETRIE DES DEPLACEMENTS ET REPARTITION MODALE 86
1.4.1 VOLUMETRIE DES DEPLACEMENTS 86
1.4.1.1 Flux du bassin K 86
1.4.1.2 Déplacement internes au bassin K 87
1.4.1.3 Déplacements avec EPCI extérieurs au bassin K 90
1.4.2 PARTS MODALES CHEZ LES ACTIFS RESIDANTS 93
1.4.3 DEPLACEMENTS TOURISTIQUES 96
1.5 INFRASTRUCTURES DE MOBILITES EXISTANTES 97
1.5.1 MOBILITE ACTIVE 98
1.5.1.1 Vélo 98
1.6 SERVICES DE MOBILITES 100
1.6.1 SERVICE REGULIER TRANSPORT 100
1.6.1.1 Transport Intra Urbain et Extra Urbain 100
1.6.1.2 Transport saisonnier 102
1.6.1.3 Portail d'information aux usagers 102
1.6.2 TAD 103
1.6.3 MOBILITE ACTIVE 103
1.6.3.1 Vélo 103
1.6.4 FLUVIAL 104
1.6.5 MARITIME 104
1.6.6 USAGE PARTAGE DES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR (VTM) 104
1.6.7 TELEPHERIQUE 104
1.6.8 MOBILITE SOLIDAIRE 104

1 DEFINITION 107

2 LES OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES DU BASSIN 108

1 ORGANISATION DE LA PARTICIPATION DES ACTEURS A LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION 288

1.1 RECENSEMENT DES ACTEURS 288
1.2 INVITATION DES ACTEURS A PARTICIPER 290
1.3 CALENDRIER DE LA CO-CONSTRUCTION 290

2 SYNTHESE DE LA CONTRIBUTION DES ACTEURS A LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION 291

2.1 LES COMITES DE BASSIN (COBASS) 291
2.2 LES COMITES TECHNIQUES DE BASSIN (COTECHBASS) 296

2.3 LES ATELIERS PARTICIPATIFS 299
2.4 REUNION SUIVI/EVALUATION 302
2.5 TRAVAIL INTERMEDIAIRE 304

3 SYNTHESE DE LA PARTICIPATION DES ACTEURS A LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION 305

1 CONTEXTE ET OBJECTIF 308

2 METHODOLOGIE D'EVALUATION 308

2.1 INDICATEURS 308
2.2 PERIODICITE D'EVALUATION 311
2.3 PROTOCOLE D'EVALUATION 311

3 CANEVAS DE TABLEAU DE BORD 311

3.1 CALENDRIER D'EVALUATION 311
3.2 ÉVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS 311
3.2.1 ÉVALUATION QUALITATIVE 311
3.2.2 ÉVALUATION QUANTITATIVE 312

1 CONTEXTE ET OBJECTIF 314

2 METHODOLOGIE DE SUIVI 314

2.1 PERIODICITE DE SUIVI 314
2.2 PROTOCOLE DE SUIVI 314

3 CANEVAS DE TABLEAU DE BORD 315

3.1 BILAN DU BASSIN DE MOBILITE 315
3.2 MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS 315

Janvier 2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

TRONC COMMUN



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE – TRONC COMMUN

1 ÉLEMENTS DE CONTEXTE 17

1.1 DES EVOLUTIONS LEGISLATIVES QUI RENFORCENT LE ROLE DE LA REGION DANS LE DOMAINE DES MOBILITES 17
1.1 LA NEUTRALITE CARBONE EN 2050, UN DEFI POUR LES MOBILITES 21

2 LES ENJEUX LIES A LA MOBILITE EN PROVENCE ALPES COTE D'AZUR 21

2.1 DES CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES ET DES DYNAMIQUES TERRITORIALES QUI STRUCTURENT LES DEPLACEMENTS. 21
2.2 DES ENJEUX FORTS D'ATTENUATION DES GES ET D'ADAPTATION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. 22

3 LA POLITIQUE REGIONALE EN MATIERE DE MOBILITES 23

3.1 LA CONSTRUCTION D'UNE STRATEGIE GLOBALE FACE AUX ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 23
3.2 UNE POLITIQUE REGIONALE AMBITIEUSE DECOULANT DE SON DOUBLE ROLE D'AUTORITE ORGANISATRICE DES MOBILITES ET DE CHEFFE DE FILE DE L'AMENAGEMENT ET DES MOBILITES 24
3.3 LA REGION ET LES PROJETS DE MOBILITE DES TERRITOIRES. 26
3.3.1 LES DISPOSITIFS DE SOUTIENS REGIONAUX AUX PROJETS DE MOBILITES DES TERRITOIRES 26
3.3.2 LES AUTRES LEVIERS DE LA REGION EN FAVEUR DES MOBILITES DURABLES DES TERRITOIRES 27

4 LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 29

4.1 DEFINITION DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 29
4.2 DEFINITION DU BASSIN DE MOBILITE 30
4.3 NATURE DU COM 32
4.4 DUREE DU COM 32
4.5 STRUCTURES DE GOUVERNANCE DE LA MOBILITE 32
4.5.1 LE COMITE DE BASSIN 32
4.5.2 LE COMITE TECHNIQUE DE BASSIN 33
4.5.3 LES COMITES DES PARTENAIRES 33
4.6 CADRE DE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE GOUVERNANCE 33
4.6.1 LES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU COM 33
4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS) 33
4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS) 33
4.6.1.3 Les ateliers de travail 34
4.6.1.4 La tenue du COBASS 34
4.6.1.4.1 La convocation du COBASS 34
4.6.1.4.2 La séance du COBASS 34
4.6.1.4.3 La prise de décision du COBASS 34
4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS 34
4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS 34
4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS 34
4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS 35
4.6.1.6 La tenue des ateliers de travail 35
4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail 35
4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail 35
4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail 35

4.6.2 LES PRINCIPES DE CO-CONSTRUCTION DU COM 35
4.6.2.1 L'égalité des participants 35
4.6.2.2 Le principe de subsidiarité 36
4.6.2.3 Le principe d'efficacité 36
4.7 ÉVALUATION DU COM 36
4.8 MODALITES DE REVISION 36
4.9 MODALITES DE RESILIATION ET DE REGLEMENT DES DIFFEREND S 37

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 37

5.1 OBJECTIFS SRADDET CONSACRES DIRECTEMENT AUX MOBILITES ET APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE REGIONAL 37

1 Éléments de contexte

1.1 Des évolutions législatives qui renforcent le rôle de la Région dans le domaine des mobilités

Ces dix dernières années ont été marquées par plusieurs évolutions législatives qui ont précisées et renforcées le rôle de la Région dans l'organisation et la coordination des mobilités.

- **La Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe).**

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) a redéfini les compétences de chaque collectivité territoriale. Ainsi, la Région est devenue l'autorité organisatrice de l'intégralité de la mobilité interurbaine.

La loi NOTRe a également créé le **Schéma Régional d'aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires** (SRADDET), dont l'élaboration, l'animation, le suivi et l'évaluation ont été confiés à la Région. Le SRADDET est le document de planification qui définit la stratégie d'aménagement durable du territoire régional, détermine les objectifs à atteindre et fixe les règles pour y parvenir.

Le SRADDET a une valeur prescriptive. Il doit être décliné dans les documents locaux de planification et d'urbanisme : Schéma de cohérence territoriale (SCOT), Plan local d'urbanisme communal ou intercommunal (PLU, PLUi) , Plan de mobilité simplifié ou non (PDU/PDM/PDMS), Plan climat air énergie territorial (PCAET). Le SRADDET de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, approuvé le 15 octobre 2019, par M. le Préfet de Région, comprend 68 objectifs et 53 règles. 17 objectifs et 15 règles concernent directement les transports et la mobilité [cf. & 5 Informations complémentaires].

Un des axes majeurs du SRADDET est la **sobriété foncière** avec des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et la lutte contre l'artificialisation nette des sols.

Dans le domaine de la mobilité, le SRADDET fixe pour objectif une réduction de -75 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports en 2050. La principale priorité est **l'amélioration des transports du quotidien**. Le SRADDET affirme la volonté de développer de nouvelles pratiques de mobilité, de simplifier la vie des voyageurs et de rechercher les complémentarités optimales entre les différents modes et réseaux de transport. Le schéma définit aussi la stratégie régionale en matière aéroportuaire applicable aux aérodromes régionaux et locaux.

Une procédure de révision du SRADDET a été engagée en 2024 afin de prendre en compte, notamment, la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) adoptée en décembre 2019 et la Loi dite Climat et Résilience, votée en août 2021.

- **La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)**

Près de 30 ans après la Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI), la Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités, plus connue sous son acronyme LOM, définit un nouveau cadre législatif, plus complet et actualisé. Elle acte le passage des transports aux mobilités.

Elle s'inscrit dans le sillage des différentes stratégies définies par l'État en termes de transition écologique et énergétique, aux premiers rangs desquelles :

- les Accords de Paris sur la transition énergétique (2015),
- les Assises de la mobilité (2017),
- le Plan vélo et mobilités actives (2018).

La LOM affirme le couple Région/Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) pour organiser, au plus près des bassins de vie, la mobilité des personnes et le transport de marchandises.

L'objectif affiché est de couvrir l'intégralité du territoire national par des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) locales, afin que chacun puisse bénéficier de services publics de mobilité alternatifs à l'usage individuel de l'automobile. Elle réaffirme le droit à la mobilité pour tous, à partir d'une approche durable, multimodale et territorialisée, en prenant en considération l'ensemble des maillons de la chaîne de mobilité.

Les 4 grands objectifs visés sont :

- Sortir de la dépendance à l'automobile en offrant des solutions alternatives sur tous les territoires,
- Réussir la transition écologique et tendre vers une mobilité décarbonée,
- Accélérer la croissance des nouvelles mobilités,
- Construire une nouvelle programmation financière des infrastructures au service de la mobilité du quotidien.

La LOM vise également à :

- Offrir des solutions de mobilités diversifiées pour répondre aux besoins des habitants,
- Doter tous les territoires d'une autorité publique en charge de construire ces solutions,
- Coconstruire ces solutions localement, en les adaptant au contexte territorial,
- Renforcer la coopération des acteurs publics de la mobilité pour assurer une réponse à l'échelle du bassin de mobilité quotidien des habitants,
- Répondre aux enjeux des déplacements Domicile-Travail,
- Apporter une réponse aux besoins de mobilité des publics les plus fragiles.

La LOM renforce les compétences de la Région en termes de mobilité, en la dotant de :

- **Un rôle de « chef de file de la mobilité »** qui correspond à l'impulsion et à la coordination de la compétence mobilité des AOM à l'échelle de bassins de mobilité que la Région définit et délimite. La Région est chargée d'organiser les modalités de l'action commune des AOM,
- **Un rôle d'AOM régionale** qui concerne des enjeux et des services qui dépassent l'échelle locale des AOM. La Région est compétente pour tous les services qui sortent du ressort territorial d'une AOM (à l'exception des services ferroviaires pour lesquels elle reste compétente à l'intérieur du périmètre de l'AOM),
- **Un rôle d'AOM locale par substitution** (AOML) sur les territoires où les communautés de communes n'ont pas pris la compétence mobilité (15 EPCI concernés en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Les AOML (y compris la Région en tant qu'AOML) sont libres de mettre en place les services et la tarification qui sont les plus adaptés aux territoires sur lesquels elles interviennent.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se compose de 52 EPCI dont 37 sont Autorités Organisatrices de la Mobilité.

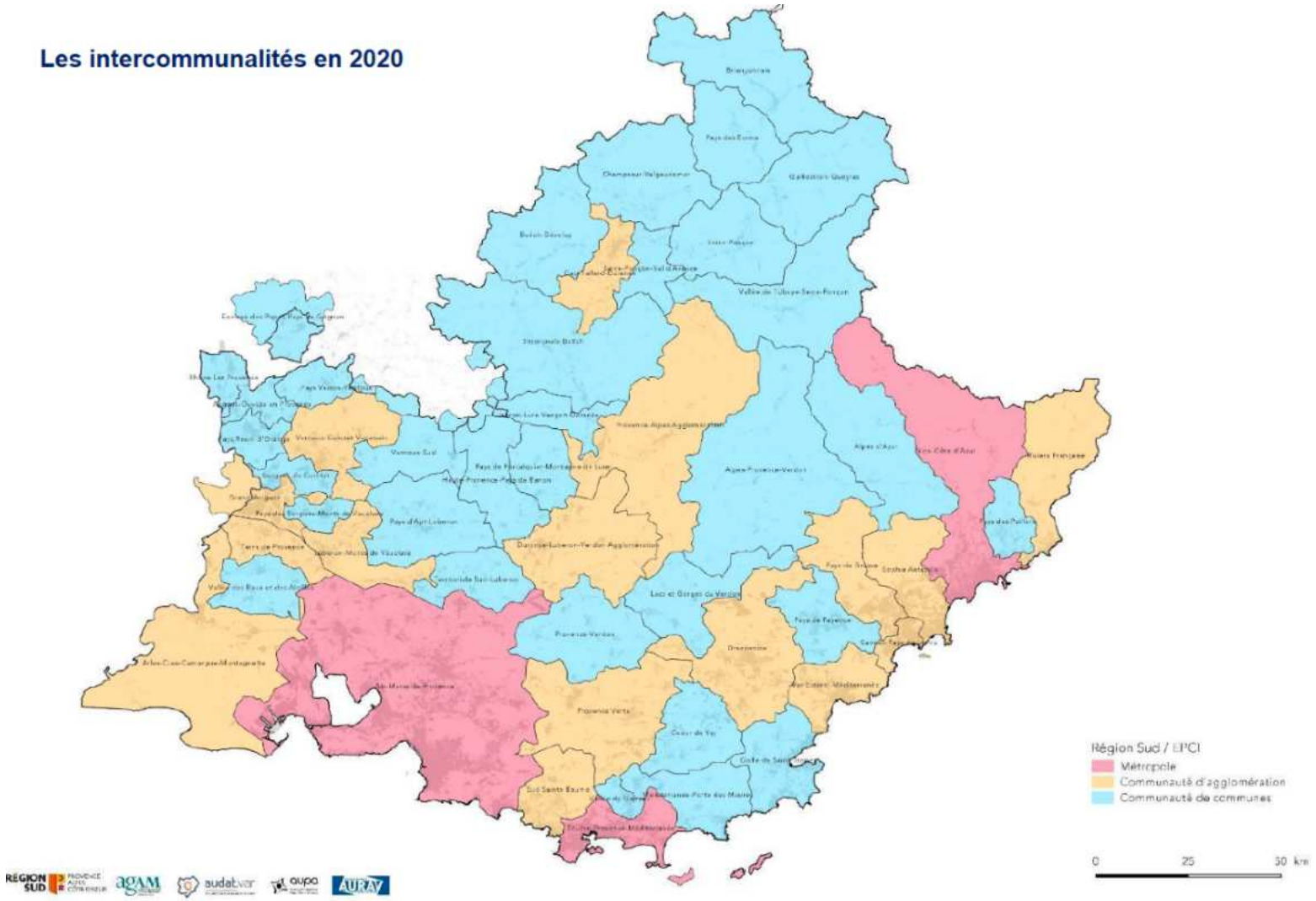


Figure 3 : Intercommunalités de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : Atlas Mobilité Volet C : compréhension de la modalité régionale

1.1 La neutralité carbone en 2050, un défi pour les mobilités

L'objectif de neutralité carbone en 2050 a été adopté par la France et inscrit dans la loi. La stratégie nationale bas carbone (SNBC) décrit le chemin pour l'atteindre. Il s'agit de réduire d'un facteur 6, en 30 ans, l'empreinte carbone moyenne d'un Français, pour la faire passer de 11 tonnes de CO2eq par an en 2019 à moins de 2t CO2eq en 2050.

Le secteur des transports pèse lourdement dans le volume global des émissions des gaz à effet de serre (GES). Il **représente encore 30% des émissions des GES**. Or, si l'on observe une stabilisation récente, les émissions provenant du secteur des transports ont, entre 1990 et 2022, continué à augmenter. En outre, 50% des émissions de ce secteur proviennent des véhicules particuliers.

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050, une rupture s'impose**. Pour être à la hauteur des enjeux de la transition écologique des mobilités, il est nécessaire d'intervenir sur le système global de transports**. Agir uniquement sur le levier de la transition énergétique des véhicules (électrification) ne suffira pas. En outre, ce levier ne règle pas les autres externalités négatives des transports (congestion, certaines pollutions).

Il s'agit donc d'intervenir sur la mobilité des voyageurs et des marchandises avec un panel large qui va au-delà des seules infrastructures de transport : les services, avec une offre de transports collectifs et partagés, le matériel roulant, l'énergie, le comportement, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience.

2 Les enjeux liés à la mobilité en Provence Alpes Côte d'Azur

2.1 Des caractéristiques géographiques et des dynamiques territoriales qui structurent les déplacements.

Avec 5 millions d'habitants répartis sur 6 départements, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se distingue par des densités de population hétérogènes, avec un littoral urbanisé où se concentrent, au sein des trois métropoles régionales (Aix Marseille Provence ; Toulon Provence Méditerranée et Nice Côte d'Azur) près de 80% des habitants de la région et un arrière-pays et un bassin alpin moins peuplés et plus ruraux.

Le territoire régional se caractérise par une forte diversité géographique, avec plusieurs espaces et paysages distincts : massif alpin, littoral azuréen, territoire provençal et couloir rhodanien.

L'ouverture sur la Méditerranée et sur le nord du bassin européen via le couloir rhodanien et l'axe alpin renforce son rôle d'interface stratégique. Véritable carrefour de circulations des hommes comme des marchandises depuis l'antiquité, la région bénéficie d'un réseau de transports dense et diversifié, moteur de son dynamisme et de son attractivité économique.

La région Provence Alpes Côte d'Azur est incontestablement une région « riche », mais où le creusement des inégalités est accentué par les dynamiques territoriales. Le foncier disponible, le long du littoral, est rare et cher. Cela accentue les phénomènes de ségrégation et de fracture territoriales : les territoires à faibles ressources fiscales accueillent les populations les plus fragiles et voient partir les populations plus favorisées (couples avec enfants, bi-actifs, cadres ou professions intermédiaires).

Les territoires les plus riches voient partir les populations les plus modestes (familles monoparentales et les ménages disposant d'un niveau de formation et de qualification moins élevé), et arriver des populations plus aisées.

L'accessibilité aux équipements et aux services est ainsi déterminante pour garantir l'égalité des territoires et la capacité des politiques publiques à apporter un niveau de services adapté aux habitants. La région est globalement bien pourvue en équipements : 95% de la population accède en moins de 7 minutes en voiture aux principaux services de la vie courante (écoles, collèges, supermarchés, médecins, salons de coiffure, bureaux de poste…).

Cependant, certaines communes restent enclavées, en particulier au sein du massif alpin ou dans certaines zones rurales de l'arrière-pays et sont donc éloignées des services.

Ces caractéristiques géographiques favorisent une hyperurbanisation autour des métropoles et des aires urbaines, avec un phénomène de périurbanisation prononcé depuis une quarantaine d'année. Une des particularités de la région réside dans cette structure polycentrique et cet habitat dispersé, avec un réseau viaire très développé.

La gestion des mobilités y est complexe. En effet, l'organisation polycentrique et la périurbanisation génèrent de plus en plus de déplacements, à l'origine de la congestion des réseaux routiers et ferroviaires. Les déplacements quotidiens sont marqués par la prépondérance de l'usage de la voiture individuelle, notamment dans les secteurs ruraux.

L'interconnexion entre équipements routiers majeurs, portuaires et aéroportuaires, la coordination des réseaux de transport en commun, l'accessibilité et la qualité des pôles d'échanges multimodaux ainsi que la mise à niveau des réseaux de proximité sont autant d'enjeux à prendre en compte pour tendre vers une mobilité plus fluide et plus durable. L'enjeu majeur pour le territoire régional est de garantir une qualité de service pour les différents pôles de connexion. Une offre multimodale bien articulée permet également d'organiser les réseaux en bonne intelligence et synergie.

Le territoire est maillé (2022) par 196 gares ferroviaires, 15 gares routières, plus de 150 aires de covoiturage et 28 parking-relais identifiés

2.2 Des enjeux forts d'atténuation des GES et d'adaptation face au changement climatique.

Les mobilités structurent le quotidien. Tous (ou presque) se déplacent tous les jours pour travailler, accompagner les enfants à l'école, étudier, voir sa famille, ses amis, faire ses courses ou se divertir**.** Or, malgré l'amélioration de l'offre et l'augmentation continue de la fréquentation des réseaux de transports en commun en région, seuls 11% des trajets domicile/travail se font en transports collectifs, 60% des déplacements domicile/travail de moins de 5 km se font en voiture, seuls 2% sont effectués à vélo. En outre, 1 trajet en voiture sur 4 fait moins de 3 km, cette proportion atteint 4 trajets sur 10 en agglomération.

De fait, **en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), la tendance régionale suit celle observée au niveau national : le secteur des transports** est le seul qui a vu, depuis 1990, le volume de ses émissions de GES ne pas baisser significativement. Il **représente, dans la région, 31% des émissions totales de GES, soit 51,1 MteqCO2.**

Par ailleurs, dans un contexte de changement climatique, dont les effets sont déjà visibles et vont continuer à s'aggraver tant en fréquence qu'en intensité (inondations, vagues de chaleur, incendies, glissements de terrain, etc.), et de tensions grandissantes sur les ressources

(matières premières critiques, énergie, eau, foresterie et agriculture), la résilience des territoires passera, notamment, par la capacité des systèmes de transport à faire face aux crises.

Cela est particulièrement marqué en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Appartenant à l'espace méditerranéen, cette région est **très vulnérable vis-à-vis des impacts du réchauffement climatique, sur la frange littorale comme dans les espaces alpins**, avec de lourds impacts sur les infrastructures et services de transports de la région, dont la gouvernance est multiple.

Les catastrophes récentes - inondations dans le Var et les Alpes-Maritimes (tempête ALEX dans la vallée de la Roya, inondations de la ville de Cannes), coups de mer qui emportent les routes, mouvements de terrain qui coupent les itinéraires Alpins (Chambon, Pas de l'Ours), canicule de 2022 qui a imposé un abaissement des vitesses d'exploitation du réseau ferroviaire… - **ont eu de fortes incidences sur les infrastructures et les services de transport** et **rappellent l'importance de la résilience du système régional de transport** pour préserver la vitalité du tissu économique régional et la qualité de vie des habitants de Provence Alpes Côte d'Azur.

Il est dès lors crucial d'engager des actions pour préparer les infrastructures et services de transport aux conséquences du changement climatique. Cela implique de mettre en place des systèmes de surveillance, de modifier certaines infrastructures, pour anticiper et répondre aux perturbations et de modifier les politiques d'aménagement, d'investissement et d'entretien.

3 La Politique régionale en matière de mobilités

3.1 La construction d'une stratégie globale face aux enjeux du changement climatique

Les effets du changement climatique et de la crise énergétique ont conduit la Région à construire une réponse globale aux défis qu'ils posent, en faisant évoluer les infrastructures et leur exploitation, les usages et services de mobilité vers des modes plus collectifs, partagés et plus sobres en énergie, tout en répondant aux besoins des populations et de l'économie, autour de quatre orientations stratégiques pour la transition écologique de la mobilité en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, formant l'acronyme **ACoRS** (Adaptation / Conversion / Report modal / Sobriété), qui constituent la grille d'analyse de la Région tant pour ses actions que celles qu'elle peut soutenir.

Ainsi, apparaissent stratégiques :

▪ **Les projets/actions visant l'adaptation (A) aux défis écologiques et sociaux mondiaux** liés au dépassement des limites planétaires (changement climatique, tension sur la ressource en eau …), dans l'objectif de gérer l'inévitable et d'éviter l'ingérable, en construisant la résilience aux bouleversements en cours et à venir ;

▪ **Les projets/actions conduisant à la conversion (Co) des infrastructures,** au bénéfice des modes de déplacement décarbonés et alternatifs à l'autosolisme**, et des flottes**, pour une meilleure efficacité énergétique des véhicules afin de sortir en 20 ans des énergies fossiles en utilisant l'énergie adaptée à l'usage ;

▪ **Les projets/actions incitant au report (R) modal et la multimodalité**, pour réduire les consommations énergétiques par unité (voyageur ou marchandises) en favorisant le transport collectif actif et partagé ;

▪ **Les projets promouvant la sobriété (S) des déplacements motorisés**, pour réduire les besoins énergétiques en requestionnant les modes de vie, l'organisation des territoires et les circuits de production et de consommation, tout en améliorant la qualité de vie.

3.2 Une politique régionale ambitieuse découlant de son double rôle d'autorité organisatrice des mobilités et de cheffe de file de l'aménagement et des mobilités

Autorité Organisatrice la Mobilité Régionale et Cheffe de file de l'aménagement du territoire régional et des mobilités, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur met en œuvre une politique de mobilité ambitieuse, visant à répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain. Cette politique s'articule autour des axes suivants :

1. Garantir des solutions de mobilité « minimales » à tous les usagers, afin de garantir, pour chaque habitant, une « mobilité essentielle » (études, travail, santé, loisirs de proximité, etc.) à un coût raisonnable, accessible pour les plus modestes et pour ceux qui n'ont pas accès à la voiture individuelle (jeunes, séniors, etc.)

2. Réduire le trafic routier et ses nuisances (CO2, bruit, pollution, accidentologie, etc.)

Les objectifs qui en découlent se traduisent de manière différente selon la typologie de territoire :

- Au sein et autour des zones les plus urbanisées et les plus denses : assurer une offre de transport collectif courte distance (< 80 km) avec un très haut niveau de service (cadencement, régularité, amplitude, etc.) dans des conditions de complémentarité et d'intermodalité avec les autres modes de transports : transports collectifs urbains, covoiturage, vélo, marche à pied… afin de réduire massivement le trafic routier pour les déplacements du quotidien.

- Au sein et autour des zones moins peuplées et peu denses : garantir des solutions de mobilité «de base » pour les trajets courts, en particulier en termes de rabattement vers les pôles urbains locaux pourvoyeurs d'emplois, les établissements scolaires, les services de santé... Il s'agit d'encourager et accompagner des formes nouvelles de déplacements : covoiturage, autopartage, mise en service de petits bus locaux, mobilité des services à la population (bus services itinérants) …

La volonté de la Région est de :

- Encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal de la voiture vers les transports collectifs,

- Proposer une offre ferroviaire qualitative et attractive, complémentaire avec les autres modes de déplacements,

- Offrir à tous un transport collectif routier complémentaire à l'offre ferroviaire, adapté aux spécificités des territoires et aux besoins des usagers,

- Optimiser le réseau ZOU! de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de consolider et renforcer l'offre de transports collectifs
- Accompagner les territoires vers une meilleure mobilité des usagers,
- Promouvoir et financer des solutions de mobilité et d'intermodalité, de transport et de logistique en travaillant sur l'ensemble des leviers :
  - Expérimenter de nouvelles solutions, jusqu'à leur évaluation et conditions de réplication pour les confier en exploitation pérenne à des tiers,
  - Actionner les leviers permettant d'agir sur l'accélération des changements de comportements dans la mobilité du quotidien,
  - Garantir à tous la facilité d'achat de titres régionaux (sans obligation digitale), et développer la vente croisée (par/pour des tiers) pour certains titres.

Cette volonté de la Région suppose de :

- Développer une offre de desserte TER et Chemins de Fer de Provence adaptée aux territoires et aux besoins des usagers, en priorisant les efforts sur les axes où le trafic routier qui pourrait être reporté est important, et dans le cadre d'une gouvernance renouvelée avec les territoires, les partenaires et les usagers.
- Contribuer à l'intermodalité et la complémentarité avec le service de transport collectif routier régional (LER, lignes de proximité), l'offre ferroviaire ainsi qu'avec les autres modes de transport collectifs (Transports Collectifs Urbains/Transports à la demande/Vélo…).
- Préparer l'ouverture totale du marché régional ferroviaire à la concurrence afin de développer et améliorer la qualité l'offre, tout en réduisant les coûts.
- Développer la complémentarité car-train et car-car en supprimant les doublages d'O/D et d'horaires,
- Centrer le réseau express routier sur la vitesse commerciale et la desserte des grands pôles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Innerver les territoires par le réseau de proximité sans se substituer aux AOM et encourager le rabattement sur des pôles d'échanges secondaires,
- Favoriser les nœuds multimodaux par territoire.
- Territorialiser les politiques de mobilité régionale.
- Harmoniser les modalités de circulation entre les AOM.
- Positionner la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en prestaire de services pour les territoires, non dotés d'AOM, afin de répondre aux attentes locales.
- Élaborer des scénarios prospectifs.
- Instruire une diversité de mécanismes : projets de réglementation, de tarification, de financements alternatifs…

Cette politique se déploie en synergie avec les contractualisations d'accompagnement des territoires portées par la Région.

3.3 La Région et les projets de mobilité des territoires.

3.3.1 Les dispositifs de soutiens régionaux aux projets de mobilités des territoires

La Région Sud accompagne les territoires via un cadre contractuel : les contrats « Nos territoires d'abord » qui déterminent, en fonction d'objectifs partagés, les projets soutenus et un plan d'actions prioritaires. Ce cadre contractuel est désormais, dans le domaine des mobilités, renforcé par les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) [cf. chapitre 4. Le contrat opérationnel de mobilité].

Via ces contractualisations, la Région Sud promeut :

- L'intermodalité entre les services de transports régionaux et les services de transports locaux

Il s'agit de veiller à la bonne coordination/complémentarité des offres « Région » et des offres des Autorités Organisatrices de Mobilité (ex : tarification et d'interopérabilité des systèmes de billettique). Cette harmonisation des offres est souvent le point faible des projets de mobilités. Seront donc examinés tous les types de projets s'inscrivant dans la perspective d'améliorer l'intermodalité et la fréquentation du réseau régional ZOU ! (ex : aménagements de gares/PEM/parcs relais en connexion avec le réseau régional ZOU ! ; aménagements cyclables de rabattement, etc…)

- La mobilité collective et partagée

Il s'agit de soutenir les projets favorisant une régulation des usages de la voirie au bénéfice des modes de déplacement collectifs (ex : covoiturage (aires et services) et/ou voies réservées aux transports collectifs (TCSP).

- Les mobilités actives

La mise en œuvre du Schéma régional des Véloroutes est un objectif prioritaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'accompagnement des projets portés par les territoires avec cet objectif est un des axes privilégiés des contrats NTDA (ex : aménagements cyclables sécurisés en milieu urbain comme en milieu rural, favorisant, au quotidien, la pratique du vélo). La sécurisation des circulations piétonnes et la promotion de la marche à pied (cf. accessibilité des établissements scolaires) sont également des enjeux à prendre en compte.

- De nouvelles pratiques pour le transport de marchandises et la logistique

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite promouvoir, dans le domaine du transport de marchandises et de la logistique, des pratiques plus durables, chez les donneurs d'ordre comme chez les consommateurs. La Région souhaite, également encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal (fer et fleuve), la transition des flottes (y compris les modes d'avitaillement), les changements de pratiques des différents acteurs (mutualisation des ressources, optimisation des livraisons et des espaces logistiques), les réglementations des livraisons (simplification, harmonisation, diffusion), la logistique du dernier km (circuits courts, cyclo-logistique, reverse-logistique). La sécurisation de l'approvisionnement des différents territoires est également un enjeu pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les mesures préventives pour garantir la robustesse des chaines logistiques en cas d'aléas, ainsi que les mesures pour assurer l'approvisionnement quotidien de territoires excentrés seront appréciées.

Pour atteindre ces objectifs, différents accompagnements et/ou cadres d'intervention régionaux pourront être mobilisés, tels que :

• La Création d'un **réseau de référents mobilité**,

• L'**Accompagnement des EPCI qui n'ont pas pris la compétence mobilité** en co-pilotant des études de faisabilité fléchées sur des territoires voulant mener des actions à leur compte, avec de possibles financements à 100%,

• Le **Cadre Zéro Emission en Route** : Le cadre d'intervention régional sur les carburants alternatifs se focalise sur les technologies Electrique-batterie, Hydrogène et Gaz Naturel Véhicule (GNV) en agissant sur l'offre de stations de recharge et d'avitaillement et la demande,

• Le dispositif **Gardons une COP D'avance - Sud Logistique 2030 :** Lancement d'un appel à projets conjoint ADEME/Région, en vue de soutenir des projets de logistique agiles, résilients, sobres et respectueux de l'environnement et du climat, au service de l'économie et de l'attractivité du territoire régional,

• Le nouveau cadre d'intervention en faveur des **aménagements cyclables du quotidien**, adopté en mars 2024

• **Le dispositif « Mobilab »** d'accompagnement des projets d'innovation dans le domaine de la mobilité (y compris low-tech)

• Le **Soutien aux aires de covoiturage** dans leur dimension multimodale : financement des projets d'aires de covoiturage sous réserve d'être connectées à une ligne ou un arrêt de transport en commun du réseau régional ZOU ! et d'intégrer des équipements conférant à ces aires une dimension multimodale (stationnements vélo, bornes de recharge, Panneau à Messages Variables…),

• Le **FEDER Volet Massif -** mobilité durable : améliorer les mobilités touristiques et résidentielles en zone Massif,

• La **CIMA Services et mobilités** : améliorer la qualité de vie en montagne, les solidarités, les services et les mobilités entre villes, vallées, villages, stations en zone Massif

3.3.2 Les autres leviers de la Région en faveur des mobilités durables des territoires

- **Le volet Mobilités du Contrat de Plan Etat/Région : des moyens pour investir.**

Le volet Mobilités 2023-2027 du Contrat de Plan Etat-Région a été voté par l'assemblée plénière du 13 décembre 2024.

Doté d'une enveloppe globale de plus de 1,4 milliards d'euros dont 770 millions apportés par la Région et l'Etat à parité (385 millions chacun), il comprend une **enveloppe de 541 millions, dont 224 millions apportés par la Région, dédiée aux projets ferroviaires, aux pôles d'échanges et aux études et premiers travaux des Services Express Régionaux Métropolitains** des aires avignonnaise, toulonnaise, azuréenne et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il comprend également une enveloppe de **338 millions dédiée aux projets routiers, dont 55 millions apportés par la Région, avec des orientations nouvelles par rapport aux CPER précédents**. Il s'agit d'atteindre les objectifs de préservation environnementale et de sobriété foncière, fixés par le SRADDET, la Loi Climat et Résilience (cf. Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2050) et la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte et de respecter les

préconisations du Conseil d'Orientation sur les Infrastructures de transport (COI), favorables à une réorientation des investissements routiers au bénéfice des déplacements collectifs, partagés, et des modes actifs (vélo, marche à pied). **Ces nouvelles orientations** sont traduites dans l'intitulé de la priorité relative aux projets routiers **« *Transformer les infrastructures routières dans le but de favoriser les transports collectifs performants, la mobilité partagée, la pratique du vélo, de la marche et une intermodalité performante* »**.

Ce volet Mobilités du CPER comprend également une priorité relative à la **résilience des infrastructures de transport, dotée d'une enveloppe régionale de 15 millions d'euros**, ainsi qu'une **priorité en faveur des aménagements cyclables** dotée d'une **enveloppe de 90 millions d'euros dont 30 millions apportés par la Région**.

A noter : A ce volet mobilités du CPER 2021-2027 s'ajoutent les investissements qui seront réalisés dans le cadre de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, dont les montants sont estimés à 3,6 milliards d'euros.

- **La territorialisation de la planification écologique : engager un maximum d'acteurs en faveur d'une mobilité sobre et décarbonée**

Les enjeux du réchauffement climatique pour nos territoires, particulièrement en matière de déplacements des personnes et des marchandises et d'infrastructures de transports (cf chapitre 2) ont conduit l'Etat et la Région à signer, le 23 aout 2023, un protocole de mise en œuvre de la planification de la transition écologique pour une mobilité sobre et décarbonée, qui faisait de Provence-Alpes Côte d'Azur une région pilote de la territorialisation de la planification écologique et énergétique.

En pleine cohérence avec les politiques que la Région déploie dans le domaine des mobilités, l'Etat et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur ont défini, dans le cadre de la planification écologique présentée à la Conférence des Parties (COP) le 11 décembre 2024, et de l'élaboration du plan régional de transformation écologique et énergétique, deux feuilles de route dédiées à la mobilité : « Mieux se déplacer » et « Mieux transporter les biens ».

La première « Mieux se déplacer » fixe 8 actions structurantes :

- Action 1 Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- Action 2 Engager les 4 Services Express Régionaux Métropolitains et mettre en œuvre les Contrats Opérationnels de Mobilité.
- Action 3 Développer une offre de transports collectifs adaptée aux territoires
- Action 4 Mettre en place des infrastructures et des services, visant développer les pratiques vélo et marche à pied
- Action 5 Convertir la voirie existante en voies réservées pour transports en commun (VRTC) et pour covoiturage (VR+2) et adapter les conditions de circulation
- Action 6 Mettre en place et développer des services et infrastructures de covoiturage
- Action 7 Engager les employeurs sur des paquets d'actions minimales pour la mobilité des salariés
- Action 8 Aider à l'acquisition de voitures électriques et/ou à l'installation de recharges pour les véhicules électriques

La seconde « Mieux transporter les biens » détermine 5 actions structurantes :

- *Action 1* Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- *Action 2* Préparer et mettre en œuvre un pacte d'engagement des services de fret ferroviaire
- *Action 3* Développer les infrastructures de recharge et d'avitaillement pour les motorisations alternatives (électrique, GNV…)
- *Action 4* Sensibiliser les donneurs d'ordre afin de les inciter au changement de pratiques (logistique, modes de transports, modalités de livraison…)
- *Action 5* Valoriser les modes de vie et de consommation plus sobres en activités logistiques

A travers ces actions structurantes, il s'agit d'intervenir sur la mobilité voyageurs et marchandises avec un panel large, qui va au-delà de la seule infrastructure de transport : la réduction de la part modale de la voiture individuelle (objectif – 15%), les services avec un renforcement de l'offre de transports collectifs, le matériel roulant, l'énergie, la sobriété et les changements de comportements qu'elle suppose, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience…

Cependant, les objectifs fixés ne pourront être atteints sans la mobilisation et la participation actives de tous les acteurs publics et privés concernés, à l'échelle de chaque bassin de mobilités : Autorités Organisatrices des Mobilités, Établissements Publics de Coopération Intercommunale, Collectivités Locales, Gestionnaires de réseaux, Chambres consulaires, Fédérations et Groupements Professionnels, Employeurs, Syndicats, Associations d'usagers, Citoyens…

La planification écologique sera, dans le domaine des transports, une contribution déterminante pour une (r)évolution du système global de mobilité, indispensable pour espérer atteindre les résultats attendus, en matière de d'adaptation face au changement climatique, de réduction des GES et de décarbonation des transports.

4 Le Contrat Opérationnel de Mobilité

4.1 Définition du Contrat Opérationnel de Mobilité

Instauré par la LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2, le COM est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque Bassin de Mobilité.

La LOM a consacré pour la région la fonction de collectivité chef de file pour l'organisation des modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité (article L1215-1 du code des transports).

« La région conclut, à l'échelle de chaque bassin de mobilité (…) un contrat opérationnel de mobilité avec les autorités organisatrices de la mobilité, les syndicats mixtes de transport mentionnés à l'article L. 1231-10, les départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Peuvent être partie au contrat les autres

établissements publics de coopération intercommunale ou tout autre partenaire, dont, le cas échéant, une région limitrophe du bassin de mobilité concerné »[4].

4.2 Définition du Bassin de Mobilité

L'échelle de Bassin de mobilité est représentative de la mobilité du quotidien, relevant notamment de déplacements domicile-travail, et dépassant les frontières administratives des AOM.

[4] *Article L. 1215-2 du code des transports.*

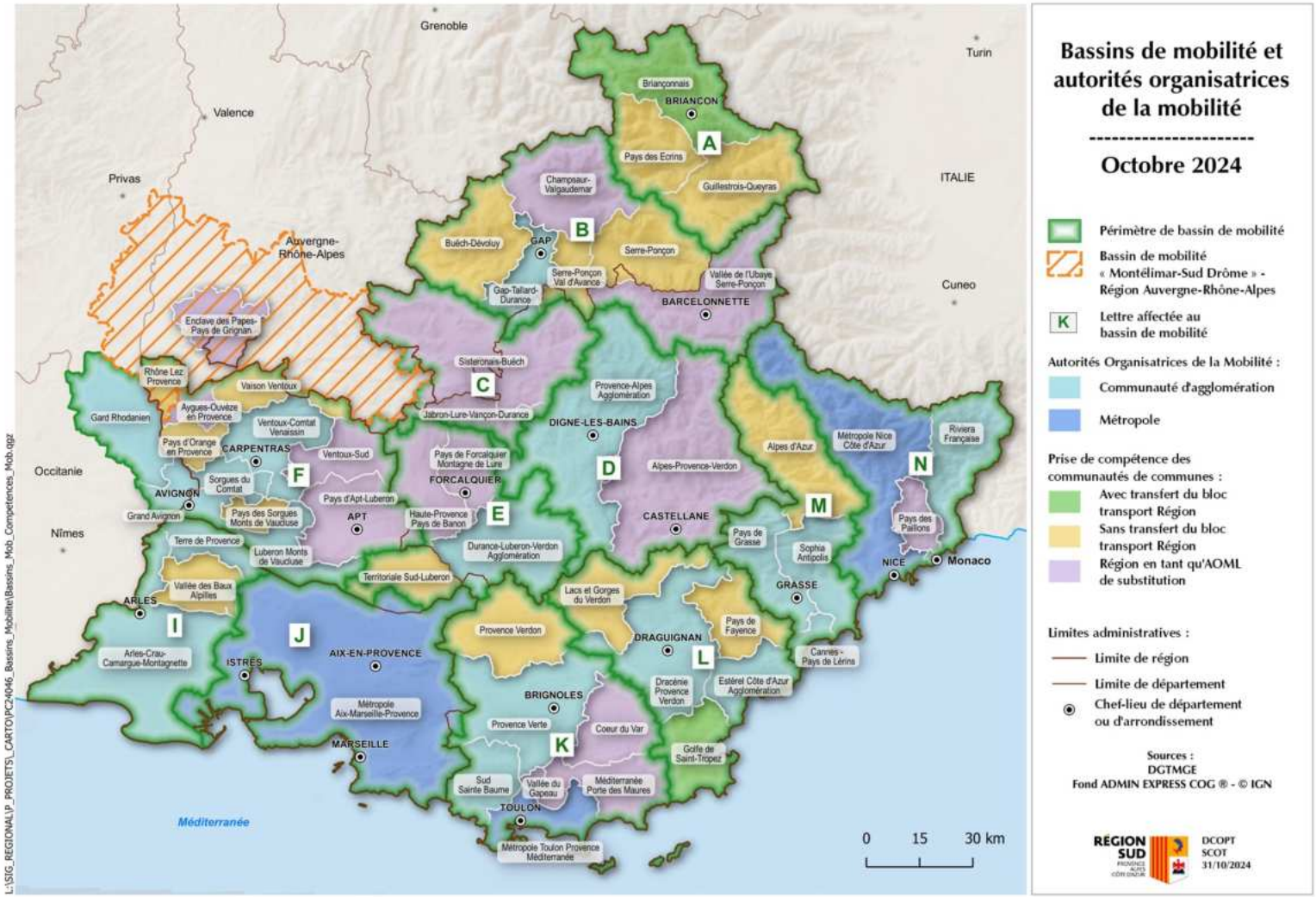


Figure 4 : Bassin de mobilité de la Région (source : Délibération N°22-0605 - Approbation de la cartographie des bassins de mobilité, Annexe2)

La coordination des acteurs de la mobilité du bassin doit permettre d'assurer un meilleur service rendu aux usagers en coordonnant et structurant l'action des acteurs publics de la mobilité.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se donne la mission de faciliter la coordination à l'échelle d'un bassin tout en contribuant à l'amélioration des mobilités entre les bassins. Les contrats opérationnels de mobilité (COM), sur chacun des bassins de mobilité, ont vocation à établir un cadre de coopération avec l'ensemble des EPCI, Régions et Départements concernés, les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges et tout autre partenaire jugé comme pertinent. Ils fixent les principes des collaborations à renforcer, la priorisation des projets nécessitant une bonne articulation, afin de faciliter le passage d'un réseau de transport à l'autre ou d'un mode à l'autre par exemple. Les opérations à dimension intermodale trouveront donc leur place dans ces COM.[5]

4.3 Nature du COM

Le contrat définit notamment les modalités de la coordination avec les gestionnaires de voirie et d'infrastructures pour créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités. C'est un cadre d'actions commun qui porte sur une vision globale et partagée.

Les acteurs de la mobilité dont la Région est chef de file créent ce cadre d'actions commun autour d'enjeux et d'objectifs collectivement définis, cohérents avec les documents de planification d'aménagement de l'espace et de développement durable en vigueur.

La mobilisation conjointe de l'ensemble des acteurs du bassin de mobilité permet de concilier les ambitions, les usages et les besoins, et d'assurer la cohérence de l'ensemble des actions à l'échelle du bassin. Les enjeux interbassins quant à eux font l'objet de modalités d'association des acteurs des bassins limitrophes dits « territoires associés ».

Les contractualisations partenariales mises en place dans le cadre de l'outil « contrat opérationnel de mobilité » décrivent également une grande implication des acteurs intriqués en matière de portage des projets.

Le contrat opérationnel de mobilité est structuré en quatre parties : Le présent tronc commun identique pour chaque contrat opérationnel de mobilité, un état des lieux du bassin en termes de mobilité (socle territorialisé), une déclinaison des objectifs du bassin en termes de mobilité et des annexes incluant notamment les engagements pris dans le cadre du COM.

4.4 Durée du COM

Le contrat est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa signature par l'ensemble des membres du comité de bassin. Le contrat entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des parties pour une durée de 4 ans. Le présent COM peut être renouvelé une fois pour permettre la finalisation des travaux d'un nouveau COM à l'issue de la première période.

4.5 Structures de Gouvernance de la mobilité

4.5.1 Le comité de bassin

Cf 4.6

5 Support A4 -VF -Conférence plénière 13 Juin 2023

4.5.2 Le comité technique de bassin

Cf 4.6

4.5.3 Les comités des partenaires

Le comité de partenaires régional (COPART Régional) : pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région met en place et anime un comité de partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Les comités de partenaires locaux (COPART locaux) : chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, y compris la région en tant qu'AOM locale par substitution a l'obligation de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par an, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'association d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.

4.6 Cadre de fonctionnement des instances de gouvernance

4.6.1 Les instances de gouvernance du COM

4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS)

Le comité de bassin (COBASS) est l'instance de prise de décision qui assure notamment la validation politique des propositions du comité technique de bassin (COTECHBASS). Le COBASS devra favoriser le débat entre ses membres dont l'objet premier est d'aboutir dans un délai raisonnable à l'établissement d'une première génération de contrat qui sera soumis aux instances délibératives de chacune des institutions. Le COBASS sera ensuite chargé de suivre, amender, évaluer et réviser la contractualisation. Chaque signataire du COM est membre du COBASS et est représentée par son exécutif, ou la personne qu'il nomme à cet effet.
La présidence du COBASS est assurée par la Région. Chaque membre du COBASS désigne le technicien appelé à le représenter au sein du comité technique de bassin (COTECHBASS).

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui sera soumis au vote des assemblées délibérantes.

4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS)

Le comité technique de bassin (COTECHBASS) est l'instance qui a pour fonction d'assurer la pertinence technique des propositions soumises au COBASS. Ainsi, il est notamment chargé de valider les propositions émanant des ateliers et de préparer les travaux du COBASS en formulant un avis sur la faisabilité de ces propositions.

Le pilotage du COTECHBASS est assurée par un technicien de la Région. Le COTECHBASS pourra se réunir dans la Maison de la Région la plus proche du bassin de mobilité concerné. Le pilote

du COTECHBASS peut décider de réunir l'organe dans un autre lieu et il en informe les membres du COTECHBASS.

4.6.1.3 Les ateliers de travail

L'atelier de travail est l'organe de réflexion et de co-construction chargé de faire émerger des propositions, des engagements individuels et collectifs devant nourrir l'élaboration du COM.

La composition des ateliers de travail est définie par les membres du COTECHBASS.

La tenue des instances de gouvernance du COM

4.6.1.4 La tenue du COBASS

4.6.1.4.1 La convocation du COBASS

Le COBASS est mobilisé par son président qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique dans un délai minimum de deux semaines précédant l'instance.

4.6.1.4.2 La séance du COBASS

Le président ouvre la séance, dirige les échanges, fait observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Les réunions ne sont pas publiques. Le COBASS peut valablement se réunir et fonctionner en présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par le président.

Le président peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, le président donne connaissance au COBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, le président fait part au COBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.1.4.3 La prise de décision du COBASS

Une décision prise par le COBASS est adoptée par la voie de l'unanimité.

Au terme de la co-construction, le COBASS valide le COM à soumettre à la signature de ses membres. En effet, le COBASS proposera le COM validé aux assemblées délibérantes lesquelles en autoriseront la signature après avis consultatif du comité des partenaires régional.

4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS

4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS

Le COTECHBASS est mobilisé par son pilote qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS

Le pilote du COTECHBASS ou son représentant est chargé d'ouvrir la séance, de diriger les échanges, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions ne sont pas publiques. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Le COTECHBASS peut valablement se réunir et fonctionner en présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par le pilote.

Le pilote du COTECHBASS ou son représentant peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, le pilote ou son représentant donne connaissance au COTECHBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, le pilote ou son représentant fait part au COTECHBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS

Les propositions formulées par le COTECHBASS sont adoptées par la voie de l'unanimité.

4.6.1.6 La tenue des ateliers de travail

4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail

L'atelier est mobilisé par le pilote du COTECHBASS qui envoie les invitations et communique sur les thématiques abordées.

Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail

Le pilote du COTECHBASS ou son représentant est chargé d'ouvrir la séance, d'animer l'atelier, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les ateliers ne sont pas publics. Les ateliers se tiennent principalement en présentiel.

Avant de débuter l'atelier, le pilote ou son représentant donne connaissance aux participants du déroulé de l'atelier et des objectifs de celui-ci.

Avant de clôturer l'atelier, le pilote ou son représentant présente aux participants un compte rendu des travaux effectués. Enfin, il est établi, pour chaque atelier, un compte-rendu synthétique des travaux.

4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail

Les propositions qui sont formulées dans le cadre des ateliers sont présentées en COTECHBASS pour validation.

4.6.2 Les principes de co-construction du COM

De manière générale, lors de l'élaboration des COM, l'ensemble des acteurs se soucieront de l'équité entre les territoires.

4.6.2.1 L'égalité des participants

La co-construction du COM repose sur le principe d'égalité de ses participants.

4.6.2.2 Le principe de subsidiarité

Les acteurs et décideurs qui interviennent dans la co-construction des COM rappellent que ce travail ne se substitue pas aux réflexions ou actions d'autres acteurs administrativement compétents sur d'autres échelles géographiques ou techniques.

Les parties s'engagent à respecter le principe de subsidiarité en affirmant que, dans le cadre des compétences dont chaque partie dispose, l'action revient à l'autorité administrative compétente la plus proche de l'action considérée.

Les parties s'engagent à assurer l'interface avec les communes qu'elles représentent au regard de leurs compétences et pouvoirs de police en matière de gestion de voirie. De la même manière, les EPCI s'engagent à assurer l'interface avec les organes de planification qui interviennent sur leurs territoires.

4.6.2.3 Le principe d'efficacité

La volonté de pragmatisme, c'est-à-dire d'efficacité, est au cœur de la présente méthodologie de co-construction.

À cet effet, les différentes parties s'engagent à :

- Mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2029 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement durable des mobilités,
- Prendre part à la mise en œuvre des actions définies dans le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents,
- Collaborer dans une logique d'amélioration continue et d'expérimentation, au service des usagers et de la cohésion sociale,
- Communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

Enfin, les acteurs s'engagent à saisir concomitamment leur organe délibérant afin d'approuver le COM et d'autoriser leur exécutif à le signer.

4.7 Évaluation du COM

Le contrat fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours présentée au Comité des Partenaires régional (COPART). Chaque autorité organisatrice rend compte annuellement de la mise en œuvre du contrat au comité des partenaires (la Région au COPART régional et chaque AOM locale au COPART local correspondant).

L'annexe 4 « Évaluation de l'atteinte des objectifs généraux du bassin de mobilité » et l'annexe 5 « Suivi de la mise en œuvre des engagements du contrat opérationnel de mobilité » détaillent le périmètre et la méthodologie, la périodicité et le protocole d'évaluation du COM.

4.8 Modalités de révision

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui est soumis au vote des assemblées délibérantes ou à la validation des acteurs non publics.

4.9 Modalités de résiliation et de règlement des différends

En cas de non-respect par l'une des parties des termes du présent contrat, celui-ci peut être résilié par chacune des parties, dans un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure si lesdits griefs n'ont pas été éteints dans ce délai.

Tout litige né de l'application du COM fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable, en cas d'échec de celle-ci, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Objectifs SRADDET consacrés directement aux mobilités et applicables sur l'ensemble du territoire régional

Les objectifs sont :

- Améliorer le réseau régional de transports collectifs. Cela passe par le report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs en :
  - Déployant une offre régionale de transports en commun adaptée aux territoires selon leur densité urbaine
  - Favorisant les complémentarités et l'optimisation de la coordination entre les dessertes urbaines, interurbaines et ferroviaires
  - Accompagnant les offres de transport locales adaptées aux évolutions sociodémographiques

Ces objectifs nécessitent de coordonner les prescriptions des PDM/PDMS (règle LD2-Ob42)

- Faciliter et améliorer l'intermodalité. Elle sera possible en :
  - Optimisant les pôles d'échanges multimodaux (PEM), par l'élaboration d'une charte de services communs et d'exploitations de ces PEM (Règle LD2-Obj39)
  - Renforçant la cohérence entre réseaux et services par le biais d'objectifs de rabattement en transports en communes et modes actifs vers les gares ou PEM, identifiés comme stratégiques par la Région et dans les SCOT /PDM -PDMS (Règle LD2-Obj40)
  - En déployant et coordonnant un réseau d'infrastructures en site propres, couplée à des équipements d'accès et de stationnent, type parcs relais (Règle LD2-Obj46)
  - Développer avec l'ensemble des AOMD une information facilement accessible, une billettique simplifiée, une tarification harmonisée et multimodale
- Favoriser les modes actifs et les nouvelles pratiques de mobilité. Cela sera rendu possible en :
  - Contribuant au report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs, tout en développement des mobilités actives et des modes de transport plus propres.

Ces objectifs passent également par la mise en œuvre du schéma régional des véloroutes et voies vertes en connectant les itinéraires à un maillage local (Règle LD-Obj22A)

- Améliorer la cohérence urbanisme-mobilités. Elle se concrétisera en :

- Privilégiant l'intensification urbaine autour des dessertes et transports collectifs (gare , pôles d'échanges), en fixant des objectifs de de qualité urbaine pour les programmes d'aménagement des quartiers de gare ou de PEM (Règle LD2-Obj35)

Ces objectifs organisent et optimisent l'accessibilité des zones d'activités économiques en transport en commun et /ou par tout mode de déplacements alternatifs à l'autosolisme (Règle LD1-Obj5 C)

- Améliorer la grande accessibilité régionale et le maillage routier régional. Il s'agit de :
  - Prendre en compte le schéma des itinéraires d'Intérêt Régional pour conforter les liaisons avec les territoires limitrophes et l'arc méditerranéen et **accélérer la réalisation de la ligne nouvelle Provence Alpes Côte d'Azur (LNPCA), essentielle au renforcement des transports du quotidien (Règle LD2-OBJ45)**
  - Améliorer la chaîne logistique en favorisant le report modal notamment vers le fer ou le fluvial, tout en préservant les capacités multimodales de la logistique régionale. Cela se concrétisera en :
  - Améliorer la performance de la chaîne logistique jusqu'au dernier kilomètre, en favorisant le report modal, par le développement de la logistique et la structuration des implantations (Règles LD1-OBJ3 B et LD1-OBJ3 C)

- Articuler les politiques de mobilité et coordonner les AOM, dans la conformité de la stratégie régionale de chef de file de l'intermodalité. Il va s'agir de :
  - S'accorder sur une stratégie cohérente des mobilités avec les AOM et définir les modalités de l'action par un dialogue permanent **(Règle LD3-Obj66)**
  - Rechercher des financements innovants pour pérenniser le développement des transports collectifs, en établissant de nouveaux équilibres économiques des infrastructures et des services de transport (**Règle LD3-Obj68)**

Contrat Opérationnel de Mobilité

SOCLE TERRITORIALISE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE

1 LE BASSIN DE MOBILITE K 41

1.1 PORTRAIT DU TERRITOIRE 41
1.2 MOBILITE : EXTRAITS DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 43
1.3 ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE 83
1.4 VOLUMETRIE DES DEPLACEMENTS ET REPARTITION MODALE 86
1.5 INFRASTRUCTURES DE MOBILITES EXISTANTES 97
1.6 SERVICES DE MOBILITES 97

1 Le bassin de mobilité K

Le présent Contrat Opérationnel de Mobilité porte sur le bassin de mobilité K.

Le socle territorialisé permet de créer une base commune de connaissance de la mobilité à l'échelle du bassin de mobilité.

Il donne une vue d'ensemble du bassin de mobilité, en proposant un état des lieux notamment cartographique des réflexions, actions et services existants en lien avec la thématique mobilité. La première partie offre un résumé des principaux éléments stratégiques déjà inscrits par les acteurs du bassin dans leurs documents de planification. La seconde partie décrit les principales données de la mobilité via l'organisation socio-économiques du territoire, les flux et les modalités de déplacement. Enfin le socle territorialisé recense les principales infrastructures et services de mobilité existant sur le bassin au moment de la rédaction du Contrat Opérationnel de Mobilité.

1.1 Portrait du territoire[6]

Le bassin de mobilité K se déploie sur sept EPCI, 86 communes et 753 605 habitants.[7] Le bassin est localisé dans le département du Var (83).

EPCI du bassin de mobilité K :

- Communauté d'Agglomération de la Provence Verte (CAPV)
- Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume (CASSB)
- Communauté de Communes Cœur du Var (CCCV)
- Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures (CCMPV)
- Communauté de Communes Provence Verdon (CCPV)
- Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau (CCVG)
- Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)

Dans le cadre de la démarche de co-construction des COM, les EPCI suivants sont conviés à participer au titre de territoire associé :

- Communauté d'Agglomération Durance-Lubéron-Verdon Agglomération
- Communauté d'Agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération
- Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez
- Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon
- Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Sont également associés les départements limitrophes (Alpes de Haute Provence et Bouches du Rhône).

6 Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin K

7 Données Insee Statistiques locales

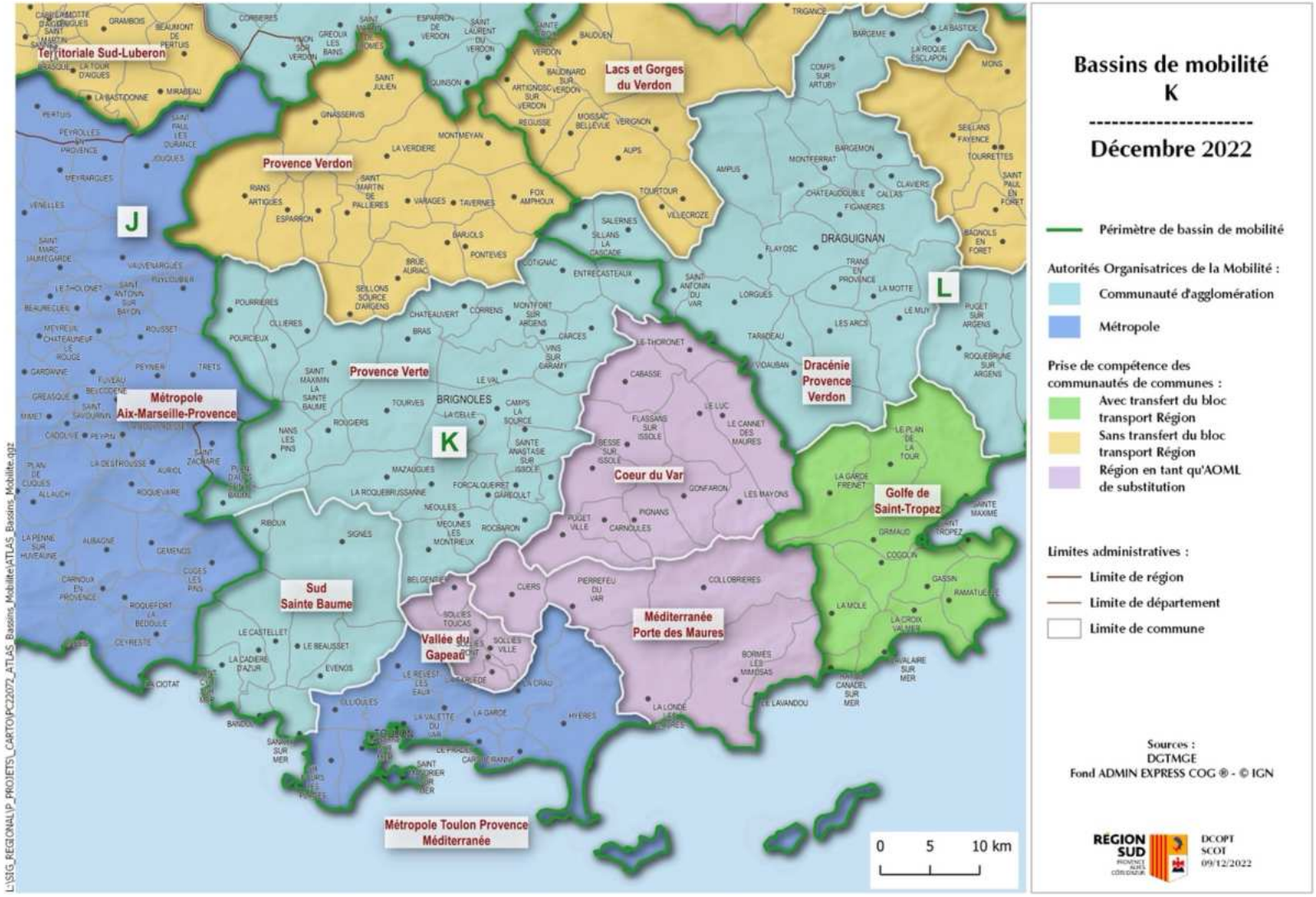


Figure 5 : Bassin de mobilité K (source : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, DGTMGE, 2023)

Le territoire est composé de trois grands ensembles paysagers : un massif forestier, une plaine agricole et la corniche littorale. La viticulture est la principale production agricole du territoire.

Le bassin de mobilité K est localisé dans sa totalité dans le département du Var (83).

Le territoire est traversé d'Ouest en Est par trois autoroutes, au sud, par l'A50 puis l'A57, qui relie Saint-Cyr-sur-Mer à Toulon puis Toulon au Cannet des Maures et au nord et par l'A8, qui relie Aix-en-Provence à Nice, irriguant le moyen pays. Il est également traversé par la ligne ferroviaire reliant Marseille à Nice et localisée dans la moitié sud du bassin.

Un réseau maillé de routes départementales relie les communes entre elles, néanmoins des reliefs significatifs (massifs de la Sainte-Baume et massif des Maures) créent des coupures dans ce réseau.

Le bassin comporte un aéroport international à Hyères et deux aérodromes au Castellet et à Cuers, les deux premiers engendrant de la mobilité touristique.

Le bassin dispose d'un important port de commerce à Toulon, accueillant des ferrys vers la Corse et le Maghreb, ainsi que des escales de navires de croisière.

Le bassin comprend deux grandes infrastructures cyclables inscrites dans les itinéraires européens : l'Eurovélo 8 (« la Méditerranée à vélo ») dans le moyen-pays, et la V65 (pour partie dénommé « Parcours cyclable du littoral ») sur le littoral.

1.2 Mobilité : extraits des documents de planification [8]

La mobilité est un élément clé du développement territorial et fait l'objet d'orientations stratégiques dans différents documents de planification, tels que les plans de mobilité mais aussi les plans climat-air-énergie territoriaux ou encore les schémas de cohérence territoriale.

Afin de consolider une compréhension d'ensemble de la mobilité à l'échelle du bassin, les orientations inscrites par chaque acteur dans ses documents de planification ont été synthétisées et rassemblées ci-après par thématiques, prescrites par le code des transports, et qui sont:

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité ;
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité ;
3. Les modalités de gestion des situations dégradées ;
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité ;
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité ;
6. La décarbonation des mobilités (thématique non prescrite par le code des transports, ajoutée par la Région Provence-Alpes-Côte-D'Azur).

Les sept territoires composant le bassin sont couverts par une politique de mobilité définie dans trois SCoT.

[8] *Bassin de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin K*

- SCoT Cœur du Var :

EPCI concernés :

  - CC Cœur du Var

- SCoT Provence Méditerranée :

EPCI concernés :

  - CC Méditerranée Porte des Maures
  - CA Sud Sainte Baume
  - CC de la Vallée du Gapeau
  - Métropole Toulon-Provence-Méditerranée

- SCoT Provence Verte Verdon :

EPCI concernés :

  - CC Provence Verdon
  - CA de la Provence Verte

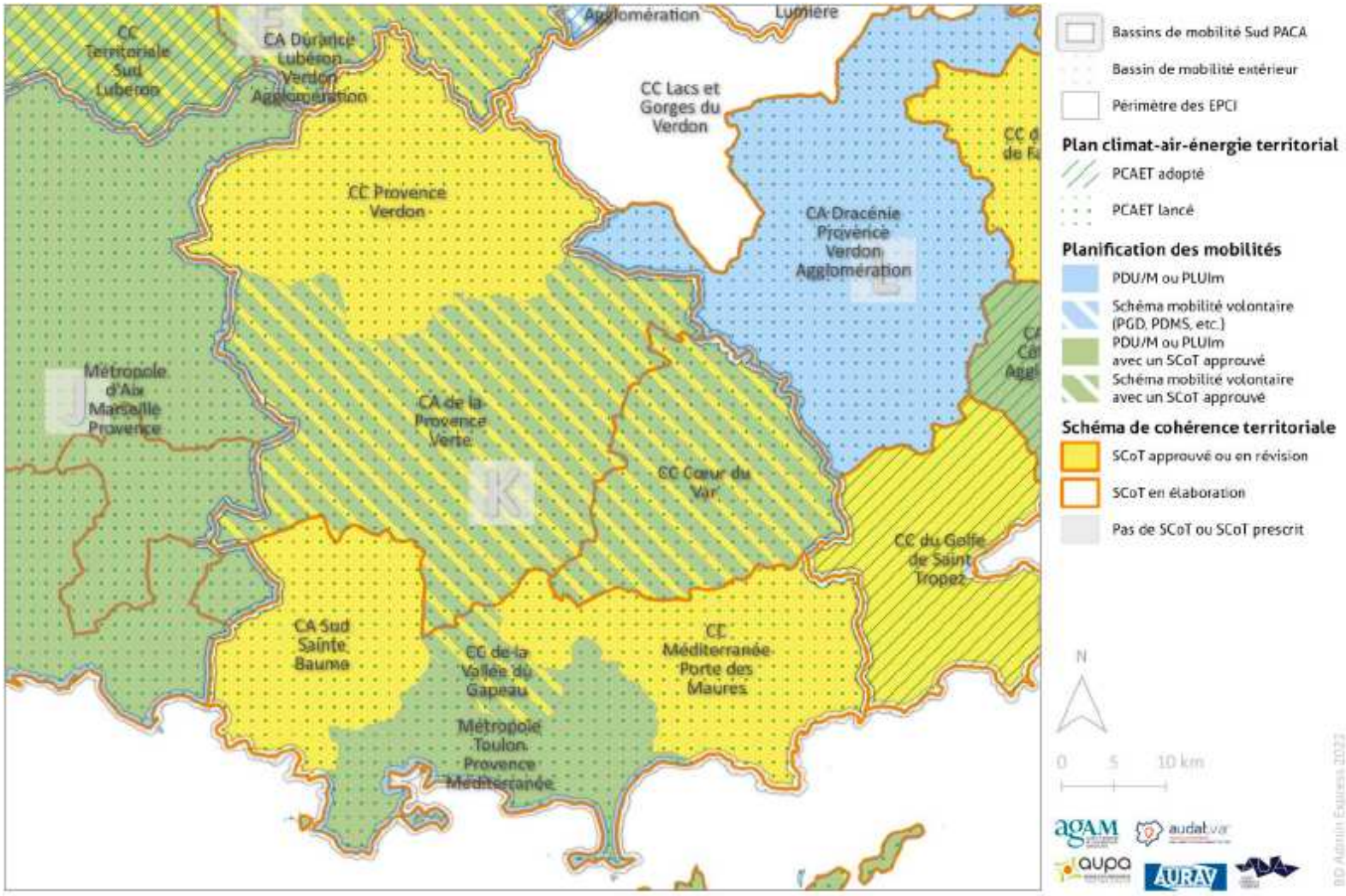


Figure 6 : Bassin de mobilité K (Source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin K, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme)

Quatre des sept territoires ont déjà élaboré un plan de mobilité obligatoire ou volontaire. Le Plan de Déplacements Urbains 2015-2025 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est en cours de révision. Les plans de mobilité de la CC Provence Verdon et CA Sud Sainte Baume sont en phase d'élaboration. La Métropole Toulon Provence Méditerranée a délibéré en mai 2019 sur la mise en œuvre de son Schéma Directeur des Aménagements Cyclables. La CC Méditerranée Porte des Maures a approuvé son Schéma Directeur cyclable lors du Conseil Communautaire du 21 juin 2024.

Le Plan Climat-Air-Énergie Territorial est en cours de réalisation pour les sept EPCI.

Tableau 1 : Documents intercommunaux de planification des mobilités Bassin K (source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin K)

EPCI	Plan de mobilité	PCAET	SCOT
CC Cœur du Var	2022	En cours	2016
CC Méditerranée Porte des Maures	-	En cours	2019
CC Provence Verdon	En cours d'élaboration	Approbation mars 2023	2020
CA Provence Verte	2024	2023	2020
CA Sud Sainte Baume	En cours	En cours	2019
Métropole Toulon Provence Méditerranée	2015 en cours de révision	En cours	2019 en cours de révision
CC Vallée du Gapeau	2019	En cours	2019

Les Périodes des différents documents de planification analysés sont :

- SCoT Cœur du Var : 2016 – 2025
- SCoT Provence Verte Verdon : 2020 – 2040
- SCoT Provence Méditerranée : Horizon 2030
- Plan de Déplacements Urbains (PDU) Métropole Toulon Provence Méditerranée : 2015 – 2025
- Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau : 2016 – 2025

1.2.1 Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions présentes dans les documents de planification qui contribuent au développement ou sont en lien avec les différentes formes de mobilité et l'intermodalité. Cette thématique large comprend par exemple les transports en commun, les mobilités actives et partagées ainsi que les services permettant une chaine de déplacement fluide et aisée.

1.2.1.1 *Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var*[9]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Structurer un réseau hiérarchisé et coordonné de transports collectifs :
    - Le renforcement du réseau ferroviaire et de services en cars interurbains qui permettent de relier le territoire aux grandes polarités extérieures (Dracénie, Aire Toulonnaise, Aire Brignolaise).

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Structurer un réseau hiérarchisé et coordonné de transports collectifs :
    - La création d'un service pour structurer les déplacements internes à Cœur du Var en reliant le pôle intercommunal le Luc-le Cannet et les pôles relais piliers de Carnoules et Flassans. Cette offre pourra prendre appui sur l'offre de service interurbain.
    - La création de services de transport en commun complémentaires des deux précédents et permettant le rabattement vers ces derniers (service de transports à la demande, navettes communales ou intercommunales…) notamment depuis les pôles relais secondaires, les pôles de proximité et les quartiers périphériques, non desservies par un réseau structurant de TC.

[9] *Analyse SCoT Cœur de Var*

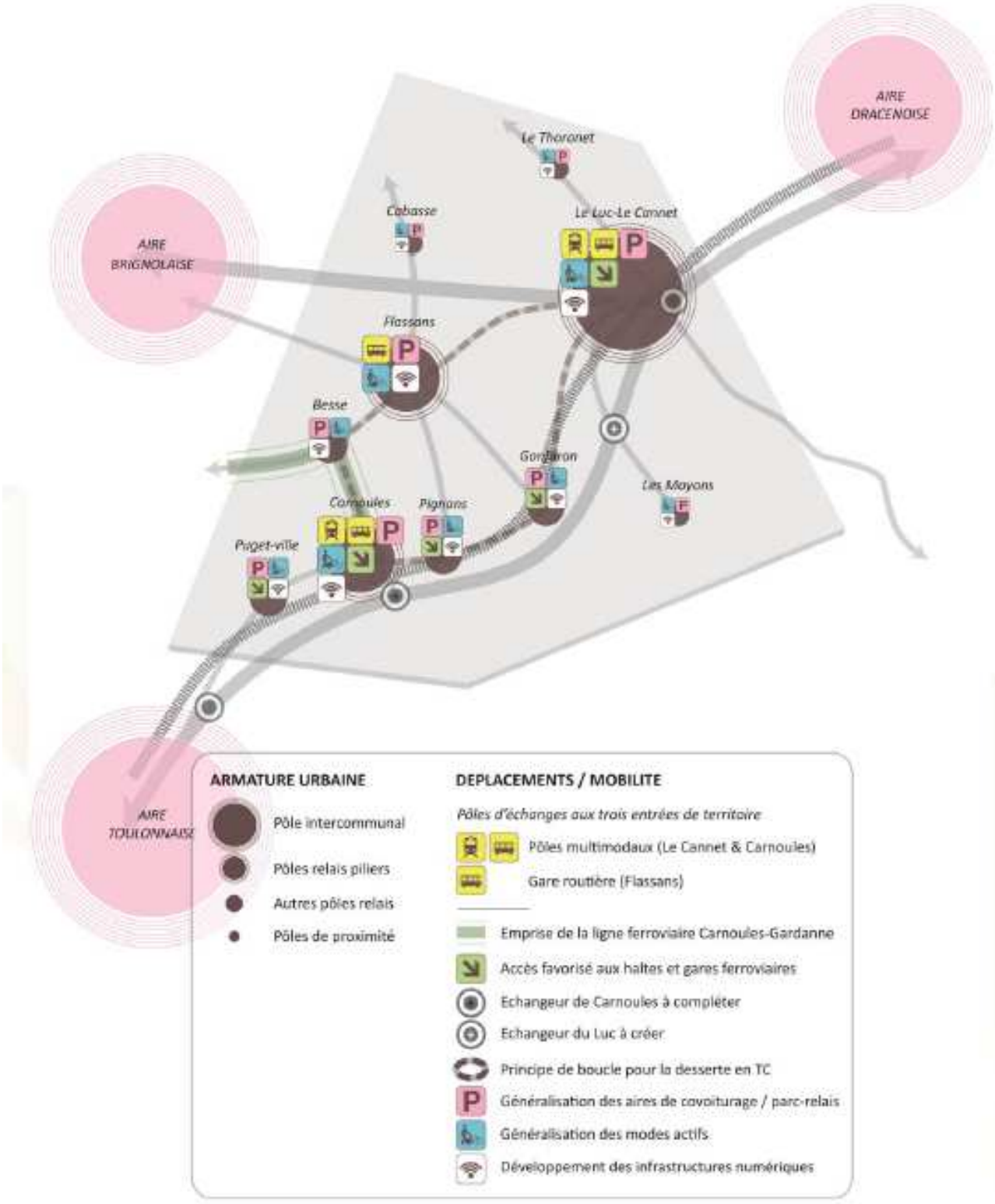


Figure 7 : Actions des transports (source : Schéma de Cohérence Territoriale)

- Actions en faveur du vélo :
  - Si les conditions le permettent, et en lien avec les gestionnaires de voirie concernés, une continuité cyclable (voie dédiée et sécurisée) est à rechercher compte tenu notamment de la topographie et de la distance :
    - Sur la RD17, entre Le Thoronet et Le Cannet-des-Maures ;
    - Sur la RD 13 entre Flassans et Besse ;
    - Sur la RD97 : entre Puget ville et le Luc ;
    - Sur la RDN7 : entre le Cannet et le Luc ;
  - Des itinéraires partagés peuvent être identifiés sur des routes parallèles supports d'un moindre trafic automobile.
  - La réalisation d'un schéma directeur des modes actifs est préconisée au sein du Pôle intercommunal Le Luc-Le Cannet pour faciliter les continuités de parcours entre les deux centres villageois, mais aussi depuis ces derniers vers les secteurs d'emploi et d'activités de la RDN7, les zones d'activités existantes et en projet notamment VarEcopôle et le pôle d'échange de la gare du Cannet.
  - Le même type de schéma pourra être réalisé sur chacun des pôles relais piliers.

1.2.1.2 *SCoT Provence Verte Verdon :*[10]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Quatre axes primaires, au moins 1 car / demi-heure :
    - Aix-en-Provence / Saint-Maximin / Brignoles / Le Luc
    - Saint-Maximin / Aubagne
    - Saint-Maximin / Toulon par Solliès-Pont
    - Brignoles – Toulon vers Cuers
  - Rabattement des communes-relais au nord vers les villes centres :
    - Rians > Saint-Maximin
    - Barjols > Saint-Maximin et Brignoles
    - Carcès > Brignoles
    - Garéoult-Rocbaron > Brignoles
  - Réouverture de la voie ferrée Gardanne – Carnoules à long terme
  - Reflexions sur des rabattements en direction de Manosque-ITER (Ginasservis) et Aups-Draguignan (Montmeyan / Fox Amphoux).
  - Structuration de l'offre de transport collectif dans le PDM de la CA Provence Verte

- Action en faveur des TCU structurants :
  - Pas de TCU structurants, renforcement de l'offre de proximité

- Actions en faveur du vélo :
  - Soutien à la réalisation de l'Eurovélo EV8 sur la voie ferrée Meyrargues – Draguignan.
  - Demande et recommandations pour la réalisation d'aménagements modes actifs.

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :

[10] *Analyse SCoT Provence Verte Verdon*

- Améliorer les conditions de déplacement à pied et à vélo

- Actions en faveur des offres de mobilité complémentaires :
  - Proposition d'offres de mobilité complémentaire sur le territoire de la CA Provence Verte et de la CC Provence Verdon : Covoiturage et Autopartage

1.2.1.3 *SCoT Provence Méditerranée :*[11]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Le développement du RER toulonnais se concrétisera par un renforcement des axes ferroviaires :
    - De St-Cyr-sur-Mer à La Pauline, avec une fréquence de 15 minutes en heure de pointe et 30 minutes en heure creuse et la création de nouvelles haltes dans Toulon. D'autres haltes pourront être étudiées si leur pertinence en matière de clientèle est avérée et si elles ne viennent pas remettre en question le fonctionnement actuel du système ferroviaire ;
    - De La Pauline à Hyères via La Crau et de La Pauline à Carnoules via Solliès-Pont et Cuers, avec une fréquence de 30 minutes en heure de pointe et 1 heure en heure creuse, afin d'assurer la desserte optimisée des habitants du Moyen-Var vers la Métropole.
  - Un réseau de cars à haut niveau de services, cadencés à 30 min en heure de pointe, est développé sur les cinq axes suivants :
    - 1. Belgentier – Solliès-Pont- La Farlède - MTPM/Toulon ;
    - 2. Cuers – Solliès-Pont – La Farlède – MTPM/Toulon ;
    - 3. Le Beausset – Sainte-Anne d'Evenos – MTPM/Toulon ;
    - 4. Saint-Cyr - Bandol – Sanary – MTPM/Toulon ;
    - 5. Le Lavandou/Bormes - La Londe – MTPM/Toulon.
  - Dans la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ces lignes de cars interurbains assurent une desserte "express", à la manière d'un réseau de « cars–RER », des grands pôles urbains et des grands générateurs de déplacements, notamment :
    - À l'est : le centre-ville d'Hyères, la gare d'Hyères, la gare de La Pauline, le campus universitaire de La Garde/La Valette-du-Var ;
    - À Toulon : l'hôpital Sainte-Musse, le Campus Universitaire de Toulon Porte d'Italie / Champs de Mars, la place de la Liberté, la gare / Chalucet ;
    - À l'ouest : la gare d'Ollioules-Sanary, le Technopole de la mer (base terrestre), le parking relais des Portes d'Ollioules et de Toulon.

[11] *Analyse SCoT Provence Méditerranée*

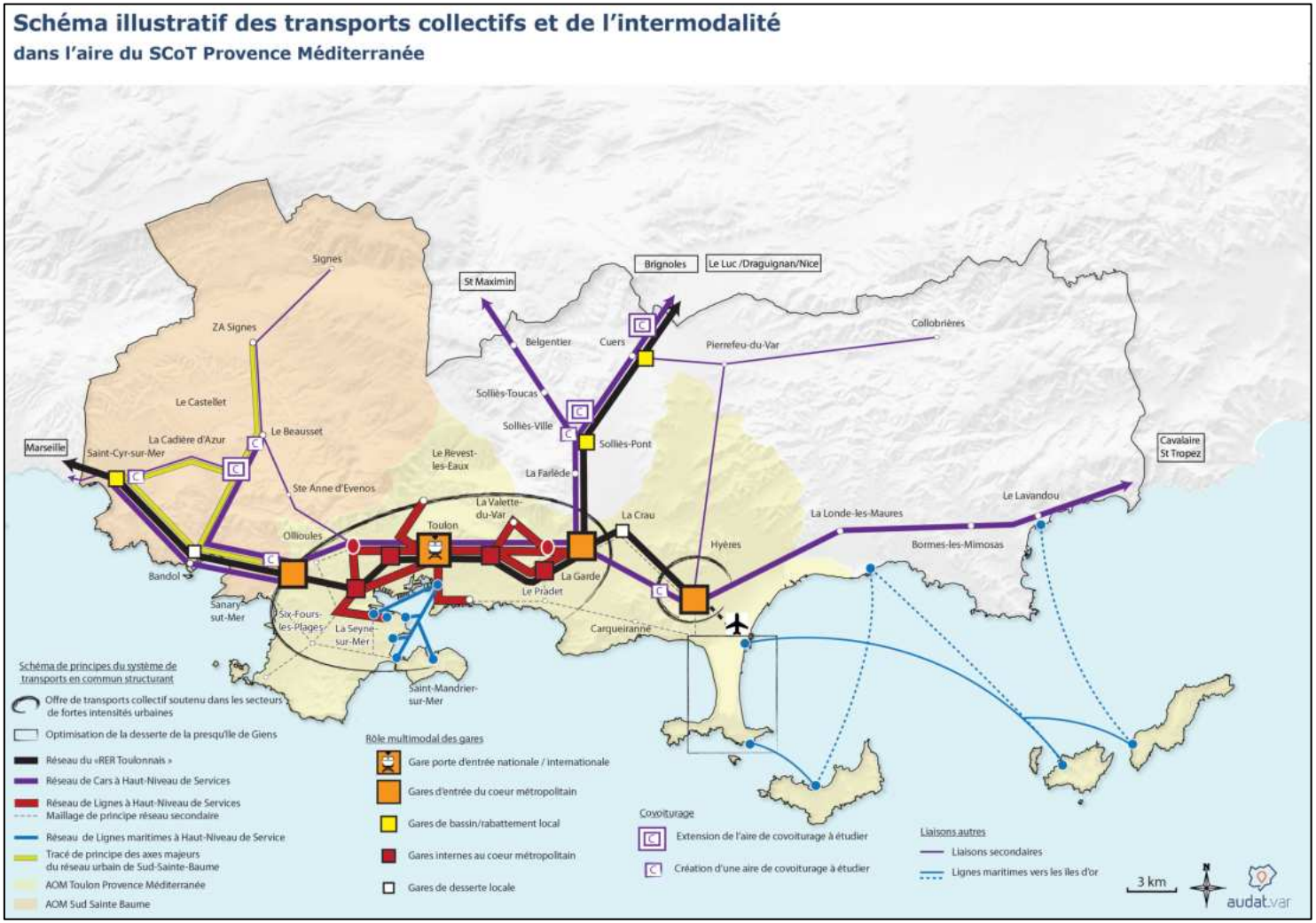


Figure 8 : Schéma illustratif des transports collectifs et de l'intermodalité (source : Schéma de Cohérence Territoriale Provence Méditerranée)

- Actions en faveur des TCU structurants :
    - La desserte interne de la Métropole Toulon Provence Méditerranée doit être assurée par :
        - Un réseau terrestre et maritime à haut niveau de service composé de lignes terrestres à haut niveau de service (cadencements d'au moins 10 min) et de lignes maritimes à haut niveau de service : réseau de bateaux-bus renforcés desservant les espaces économiques, urbains et touristiques majeurs de la petite rade (cadencements portés à 15 / 20 min).
        - Des lignes "essentielles" cadencées entre 10 et 20 minutes ;
        - Des lignes de proximité cadencées toutes les 20 minutes ;
        - Des lignes spécifiques (appel bus, téléphérique, scolaire, transports des personnes à mobilité réduite…) ;
        - La desserte spécifique de la presqu'île de Giens et des îles d'Or, en cohérence avec les options choisies dans le cadre de l'Opération Grand Site et en rapport avec la démarche « capacité de charge » portée par le Parc National de Port-Cros, en lien avec la ville d'Hyères et la Métropole.
    - Le réseau urbain de Sud Sainte-Baume
        - Il pourra s'organiser autour des trois grands axes suivants :
            - Axe littoral : Saint-Cyr-sur-Mer/Bandol/Sanary-sur-Mer ;
            - Axe littoral/Haut Pays : ZA de Signes / Le Beausset / La Cadière / Saint-Cyr ;
            - Axe littoral/ Haut Pays : ZA de Signes / Le Beausset / Le Plan / Bandol / Sanary.
        - Il pourra être complété par trois réseaux spécifiques :
            - Un réseau interne dans chacune des 3 communes littorales ;
            - De transport à la demande sur les villages perchés ;
            - La desserte de Sainte-Anne d'Evenos et du village de Signes.
        - Ce réseau veillera à être articulé avec les gares du réseau TER, les aires de covoiturages, les autocars interurbains (cars à haut niveau de services) ; le réseau Mistral de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, les réseaux des territoires voisins (La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Marseille).
        - Ce réseau devra être adapté à la saisonnalité, avec la possibilité d'un renforcement ou même de création de certaines lignes l'été.

- Actions en faveur du vélo :
    - Compléter l'axe structurant Est Ouest que forme le parcours cyclable du littoral (en vue de l'aménagement de la V65 du Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes).
    - Poursuivre le maillage du territoire, notamment dans les liaisons nord / sud ou littoral, afin d'assurer la desserte des centres-villes, des espaces d'activités économiques du territoire, ainsi que des zones touristiques pour en faciliter la fréquentation.

- Développer les espaces de stationnement pour les deux-roues, notamment sur l'ensemble des gares, les pôles de correspondances, les centres-villes, les administrations, les grands équipements privés et publics, les espaces commerciaux et économiques
- Assurer la connexion avec les réseaux cyclables des territoires voisins (Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les territoires du Moyen-Var et le Golfe de Saint-Tropez).

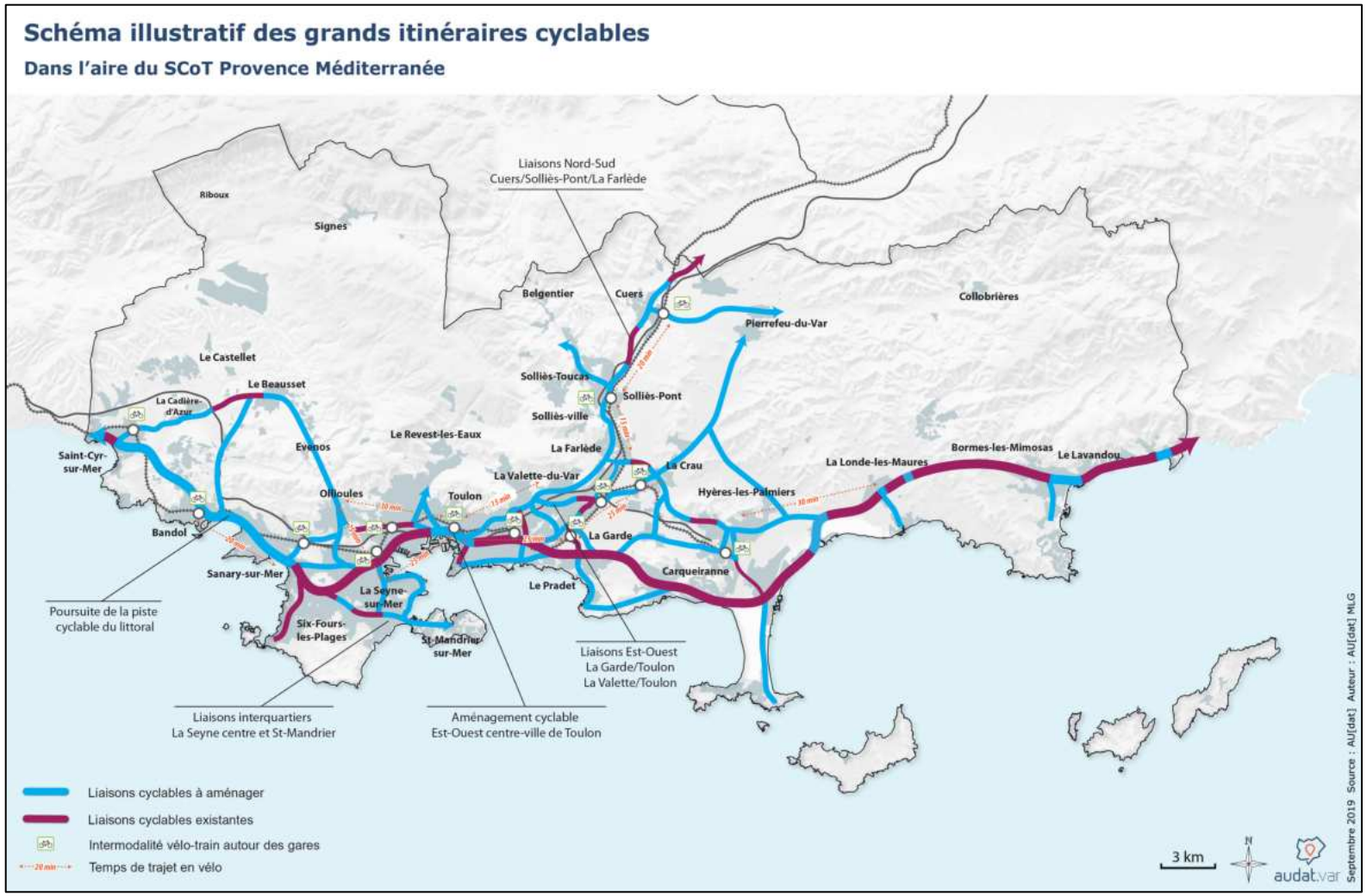


Figure 9 : Schéma illustratif des grands itinéraires cyclables (source : Schéma de Cohérence Territoriale Provence Méditerranée)

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - Poursuivre le maillage des zones touristiques pour en faciliter la fréquentation
  - Un réseau de bateaux-bus renforcés desservant les espaces touristiques majeurs de la petite rade (cadencements portés à 15 / 20 min).
  - Régulation de la fréquentation touristique dans les zones tendues, notamment l'Opération Grands Sites de la presqu'ile de Giens.
  - Traitement des Portes d'entrée du Territoire et accueil des touristes dans le 1er département touristique de France (aéroport, port, gare, autoroute...)

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - L'aménagement des voiries (élargissement …) permettant la mise en place « d'axes de contournement » du centre-ville de La Seyne-sur-Mer, afin de permettre l'apaisement du centre ancien

1.2.1.4 *PDU Métropole Toulon Provence Méditerranée :*[12]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Projet de PEM (arrêt de bus/car, halte ferroviaire, TCSP, vélo, piétons) sur autoroute (A57) dans le cadre de l'élargissement de l'A57 en connexion avec la halte ferroviaire Sainte-Musse.
  - Études pour un arrêt transports collectifs sur la A50
  - Poursuite des études de la 3e voie ferrée entre La Seyne-sur-Mer et La Pauline-Hyères avec un scénario incluant une nouvelle halte à Toulon ouest, quartier Escaillon (actuellement parc de covoiturage)
  - Création d'une nouvelle halte ferroviaire au niveau de l'hôpital Sainte-Musse
  - Une desserte renforcée en transport en commun urbain le principe « d'1 bus pour chaque train ».
  - Un espace de stationnement vélos sécurisé avec accès réservé aux usagers du TER.
  - Un aménagement des espaces publics pour favoriser les cheminements piétons et cyclables et un aménagement d'espaces d'attentes confortables offrant des services de billettique et de l'information en temps réel pour les voyageurs.
  - Une signalétique voiture, piétonne et cyclable rendant plus visible le réseau de gares et facilitant leur accès.
  - Une articulation des horaires entre les différentes autorités organisatrices afin de proposer des temps de correspondance attractifs inférieurs à 15 minutes.

[12] *Analyse PDU Métropole Toulon Provence Méditerranée*

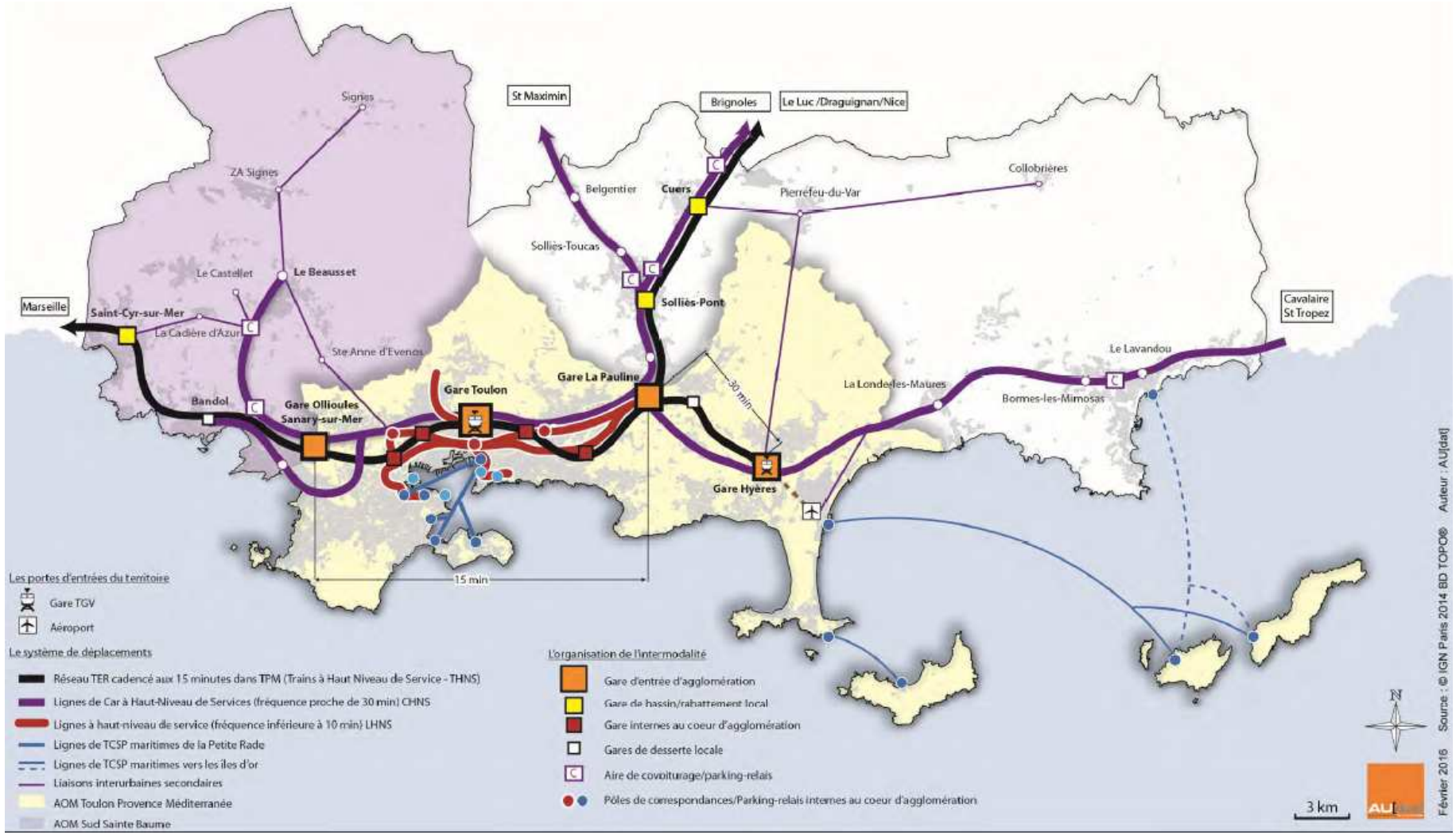


Figure 10 : Actions en faveur des Transports interurbains (source : Plan de Déplacements Urbains Métropole Toulon Provence Méditerranée)

- Actions en faveur des TCU structurants :
    - Une organisation du réseau urbain autour de 4 niveaux de desserte :
        - 4 lignes à haut niveau de service (LHNS) avec une fréquence inférieure à 10 minutes.
        - Des lignes « essentielles » avec une fréquence de 10 à 20 minutes.
        - Des lignes « de proximité » avec une fréquence supérieure à 20 minutes.
        - Un réseau « spécifique » : PMR, vers les îles, téléphérique, desserte de l'aéroport.
        - Aménagement de 5 parkings-relais desservis par les LHNS (plus de 1800 places de stationnement)
    - Renforcement des transports maritimes :
        - Développement du TCSP maritime : premier réseau de bateau-bus en France
        - Renforcement des navettes maritimes de la petite rade avec niveau des fréquences en semaine et le week-end et du nombre d'embarcadères et création de 2 parkings-relais supplémentaires (320 places de stationnement).
        - Renforcement de la continuité territoriale avec les Îles d'Or (DSP transports de personnes et de marchandises, et desserte depuis le Lavandou)
    - Développement d'un téléphérique
    - Développement du réseau estival, principalement sur le littoral
    - Développement de l'offre à destination des actifs sur les zones d'activités économiques.
    - Le déploiement de site propre dans les corridors de LHNS.
    - Poursuite du maillage du territoire en parking relais.

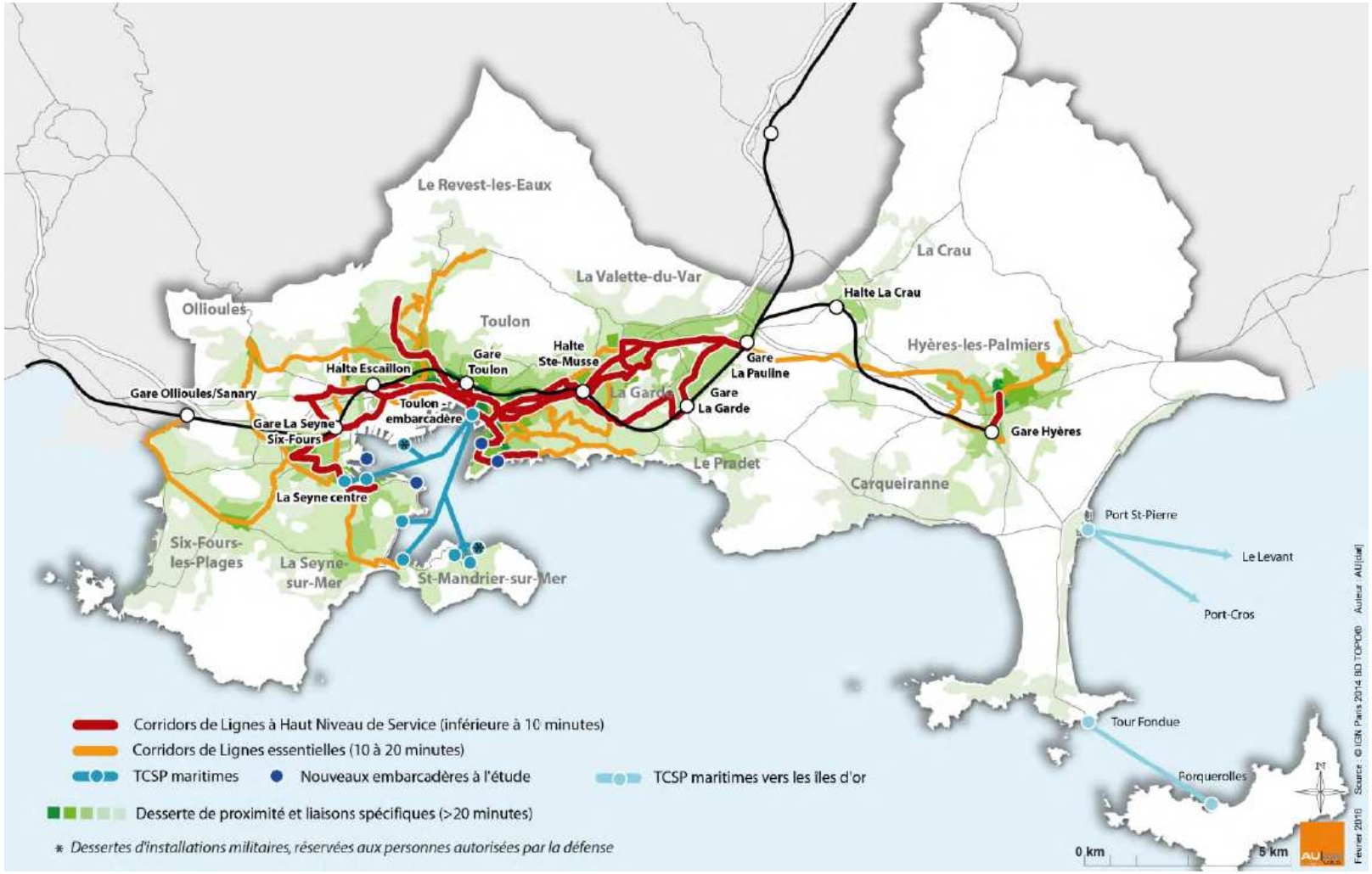


Figure 11 : Actions en faveur des TCU structurant (source : Plan de Déplacements Urbains Métropole Toulon Provence Méditerranée)

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
    - Déployer un plan d'actions "accueil et transports" pour les croisiéristes proposant une signalétique piétonne et cyclable vers les points d'intérêts touristiques et les grands pôles de correspondances, une information en temps réel de l'offre en transport en commun située à proximité, des services spécifiques (billetterie TC, location de vélos, navettes transport en commun, vélos-taxis…). Le jalonnement pour les voitures vers le port de Toulon et le môle de La Seyne-sur-Mer sera renforcé.
    - Renforcer le rôle de porte d'entrée de l'aéroport international Toulon-Hyères et de contribuer à un meilleur accueil des passagers :
        - Proposer un service spécifique de transport en commun entre la gare TGV/TER d'Hyères et l'aéroport en passant par le parking-relais Arromanches et en veillant à une forte articulation des horaires.
        - Préserver les emprises ferroviaires entre la gare d'Hyères et l'aéroport.
        - Maintenir la desserte en transport interurbain Varlib vers le Golfe de St-Tropez.
        - Améliorer l'information et la communication autour des réseaux de transports en commun au sein et aux abords du terminal (bornes digitales, informations en temps réel…).
        - Assurer des liaisons douces de qualité pour en faciliter son accessibilité.
    - Organiser, hiérarchiser et coordonner les différentes mobilités entre elles (gare, aéroport, ports / modes de transports : voiture, TC, modes doux / stationnement).
    - Proposer un réseau de transports collectifs adapté à l'année aux habitants et visiteurs du territoire.
    - Repenser les accès et la circulation sur la presqu'île de Giens et vers les îles d'or :
        - Maîtriser et gérer le stationnement
        - Inciter les grands établissements/employeurs/unités touristiques à mettre en œuvre des plans de déplacements internes
        - Définir les principes d'organisation du transport/livraison des marchandises sur le Grand Site
    - Renforcer l'accessibilité piétonne et cyclable des deux sites portuaires depuis les points d'intérêt touristique et les grands pôles de correspondances de l'agglomération (centre-ville, port, gares, stations maritimes…).
    - Repenser les accès et la circulation sur la presqu'île de Giens et vers les îles d'or :
        - Offrir à tous les publics des itinéraires doux, confortables et sécurisés, potentiellement en site propre
        - Rendre accessible l'ensemble de la chaîne des déplacements aux personnes à mobilité réduite
        - Développer les nouveaux usages télématiques (billet unique, billetterie électronique…)

- Actions en faveur du vélo :
    - Objectif aménagement cyclable de 400 km à l'horizon 2025.

- Développer les outils d'aménagement complémentaires pour renforcer la sécurité des cyclistes : zones apaisées, sas-cycliste, goulottes vélo, etc.
- Développer le stationnement cyclable avec l'implantation d'un minimum de 200 arceaux par an sur le territoire et l'adaptation des règlements de Plan Local d'Urbanisme (PLU)- pour le stationnement privé
- Implantation de consignes à vélo sécurisées
- Poursuivre les aides à l'acquisition de Vélos à Assistance Électrique (VAE)
- Assurer une continuité piétonne dans un rayon de 1 km autour des gares et des pôles de correspondance

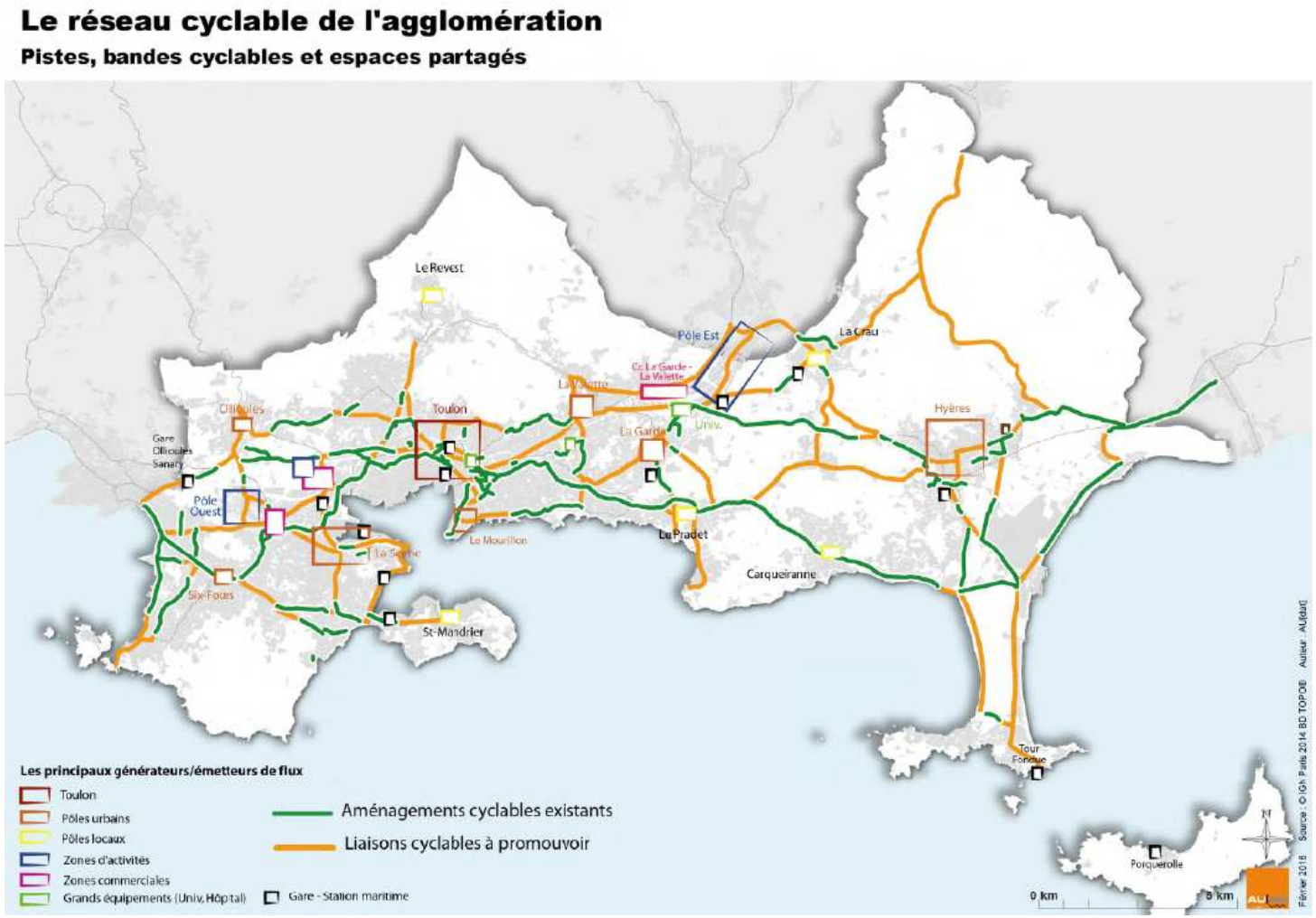


Figure 12 : Réseau cyclable de l'agglomération (source : Plan de Déplacements Urbains Métropole Toulon Provence Méditerranée)

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
    - Développer les zones de circulation apaisée et proposer des parcours de qualité à travers :
        - Les secteurs « éligibles » à la zone apaisée devront être identifiés dans le schéma des infrastructures routières
        - Le choix du type de zone devra refléter le niveau de confort et de service que l'on veut accorder aux piétons, cyclistes, et PMR
        - La qualité des aménagements urbains devra être la première « signalétique » des zones de circulation apaisées.
    - Assurer une continuité piétonne dans un rayon de 500 m autour des gares et des pôles de correspondance

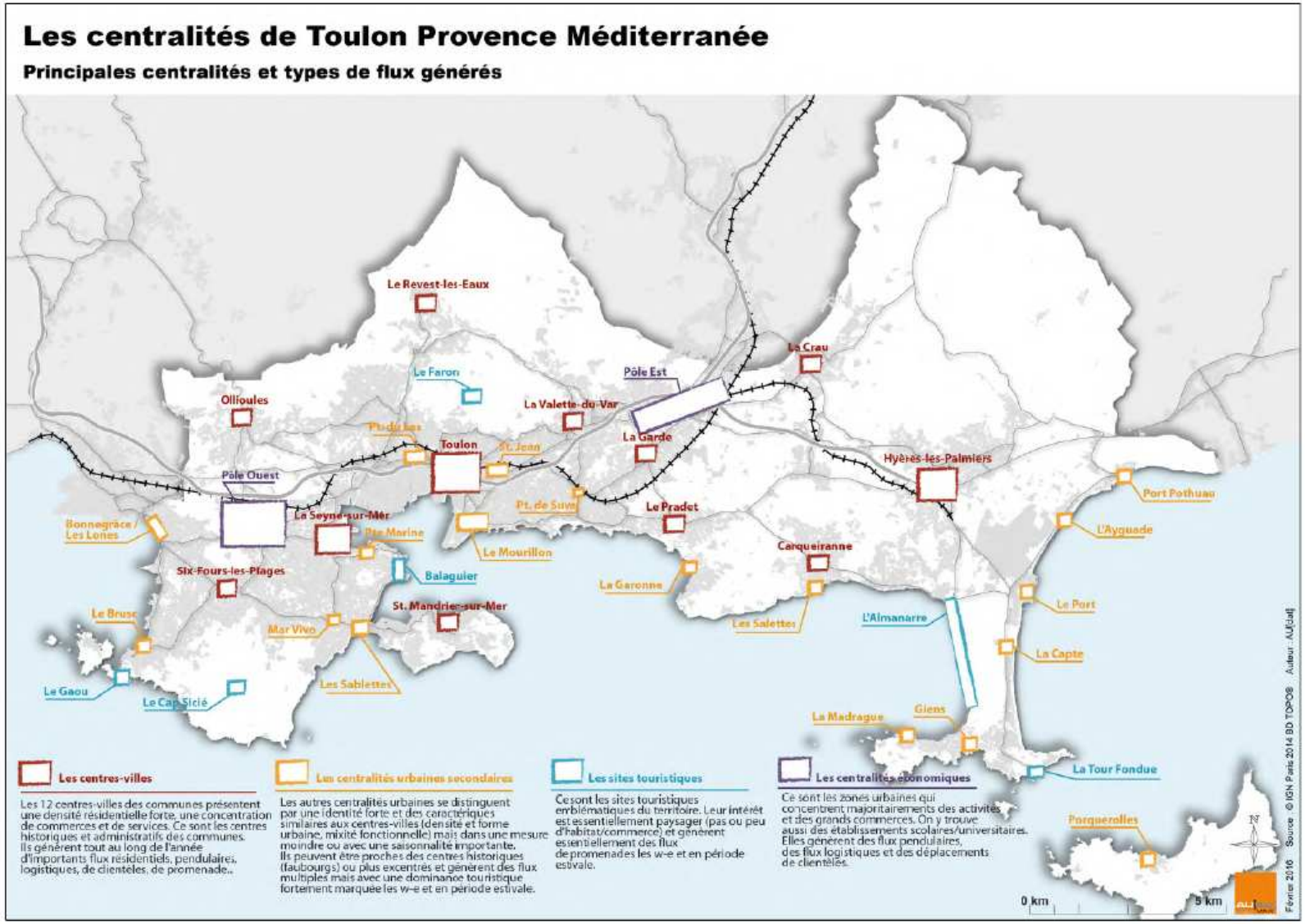


Figure 13 : Centralités de Toulon Provence Méditerranée (source : Plan de Déplacements Urbains Métropole Toulon Provence Méditerranée)

1.2.1.5 *Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau :*[13]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Une offre interurbaine routière organisée autour de 3 lignes :
    - 2 lignes express avec une fréquence d'un car toutes les 20 à 30 minutes en heure de pointe :
      - Ligne 4801 : Brignoles/Toulon par autoroute avec des arrêts à hauteur des trois échangeurs autoroutiers du territoire.
      - Ligne 4802 : St-Maximin/Belgentier/Solliès-Pont/La Farlède/Pôle Est/Toulon
    - 1 ligne complémentaire avec une fréquence d'un car toutes les 30 minutes en heure de pointe :
      - Ligne 8810 Collobrières/Pierrefeu/Cuers/Solliès-Pont/La Farlède/Toulon
  - Une offre TER renforcée, une connexion à Toulon et Marseille plus performante. Le Contrat de Plan État Région (CPER) et le projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) prévoient à l'horizon 2025-2030 la création d'une navette diamétralisée entre l'Est et l'Ouest de Toulon allant de Carnoules à l'Est à La Seyne/Ollioules/Bandol à l'Ouest. Cette navette offrirait une fréquence de 36 trains par jour (18 AR/J contre 11 AR/J en 2019) à la gare de Solliès-Pont.
  - Le réaménagement de la gare de Solliès-Pont pour traiter les questions de sécurité avec le rehaussement des quais et l'aménagement d'une passerelle pour traverser les voies. A moyen terme, le réaménagement devra permettre de doter la gare des services d'un pôle d'échange multimodal (arrêt de bus, desserte en transport en commun, offre de stationnement voiture et vélos, dépose-minute…).
  - Une étude sur la question du ferroviaire dans l'aire toulonnaise, réunissant autour de la table l'ensemble des acteurs concernés (TPM, CCVG, MPM, SSB, CV, Région, État, Département) pour réinterroger la réouverture de la gare de La Farlède au regard du nouveau contexte local et national.

[13] *Analyse Stratégie Mobilité CC Vallée du Gapeau*

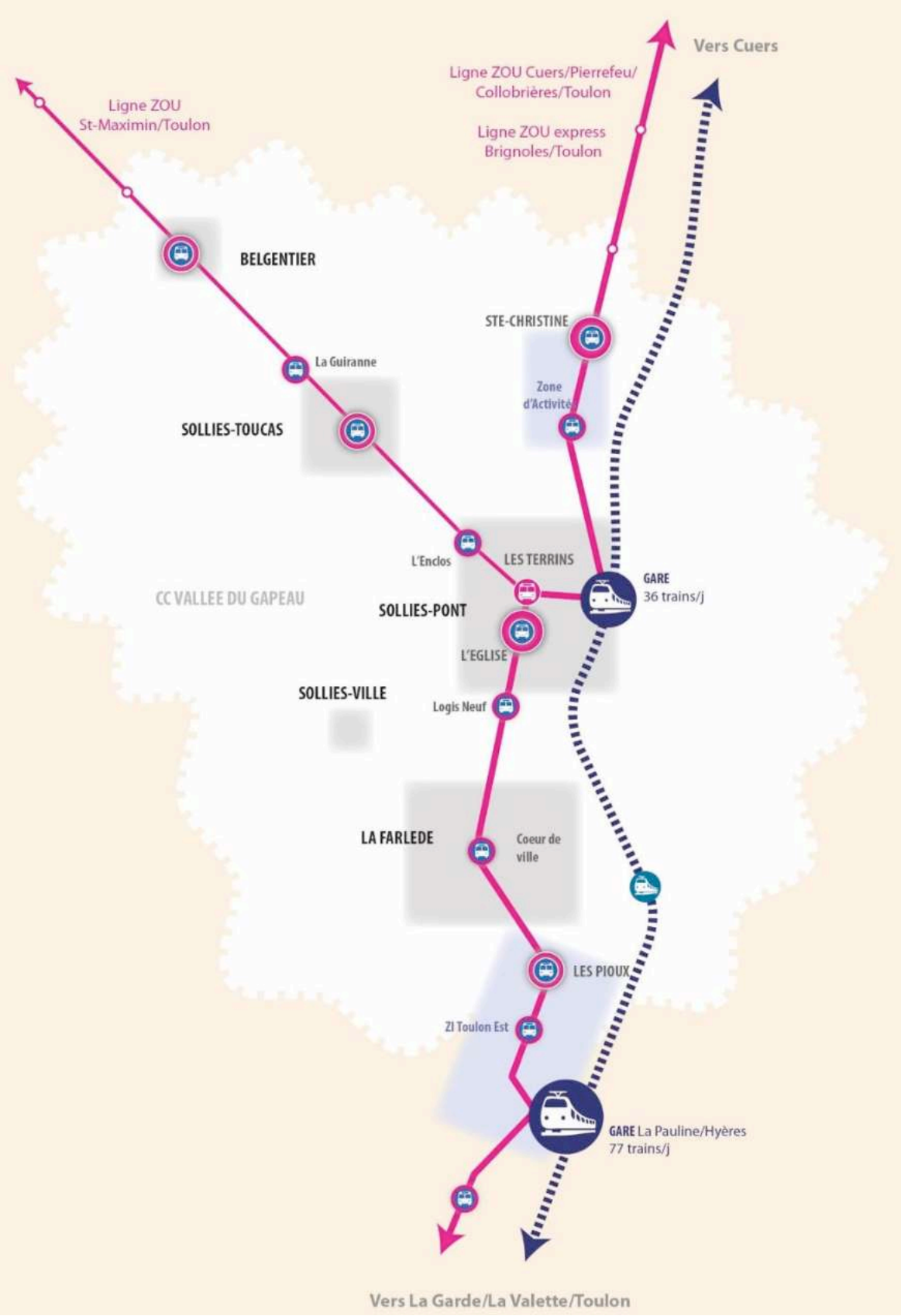


Figure 14 : Action en faveur des Transports interurbain (source : Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau)

- Actions en faveur des TCU structurants :
    - 1 ligne structurante : Solliès-Pont/La Farlède/Pôle Est/Campus La Garde/La Valette
    - 2 lignes complémentaires :
        - Belgentier/Solliès-Toucas/Solliès-Pont/Gare de Solliès-Pont (terminus). Cette ligne pourrait être prolongée jusqu'à la zone d'activités de La Poulasse avec un terminus au pôle d'échanges Ste-Christine.
        - Solliès-Pont/La Farlède/La Crau/Hyères propose une connexion vers le Bassin Hyérois. Cette ligne irriguerait également les secteurs de La Farlède en développement (Jérusalem, ancienne gare de La Farlède).
    - 4 lignes de mini-bus :
        - Solliès-Toucas = du Hameau de Valaury au cœur de ville avec un terminus au pôle médical
        - Solliès-Pont = du secteur de Ste-Christine au quartier Fillol en passant par les Sénès, le cœur de ville et ses équipements, la gare et l'écoquartier des Laugiers
        - Solliès-Ville = du village perché au cœur de ville de La Farlède
        - La Farlède = du Grand Vallat à l'ancienne gare de La Farlède en passant par le cœur de ville, les principaux équipements et les zones d'urbanisation future.

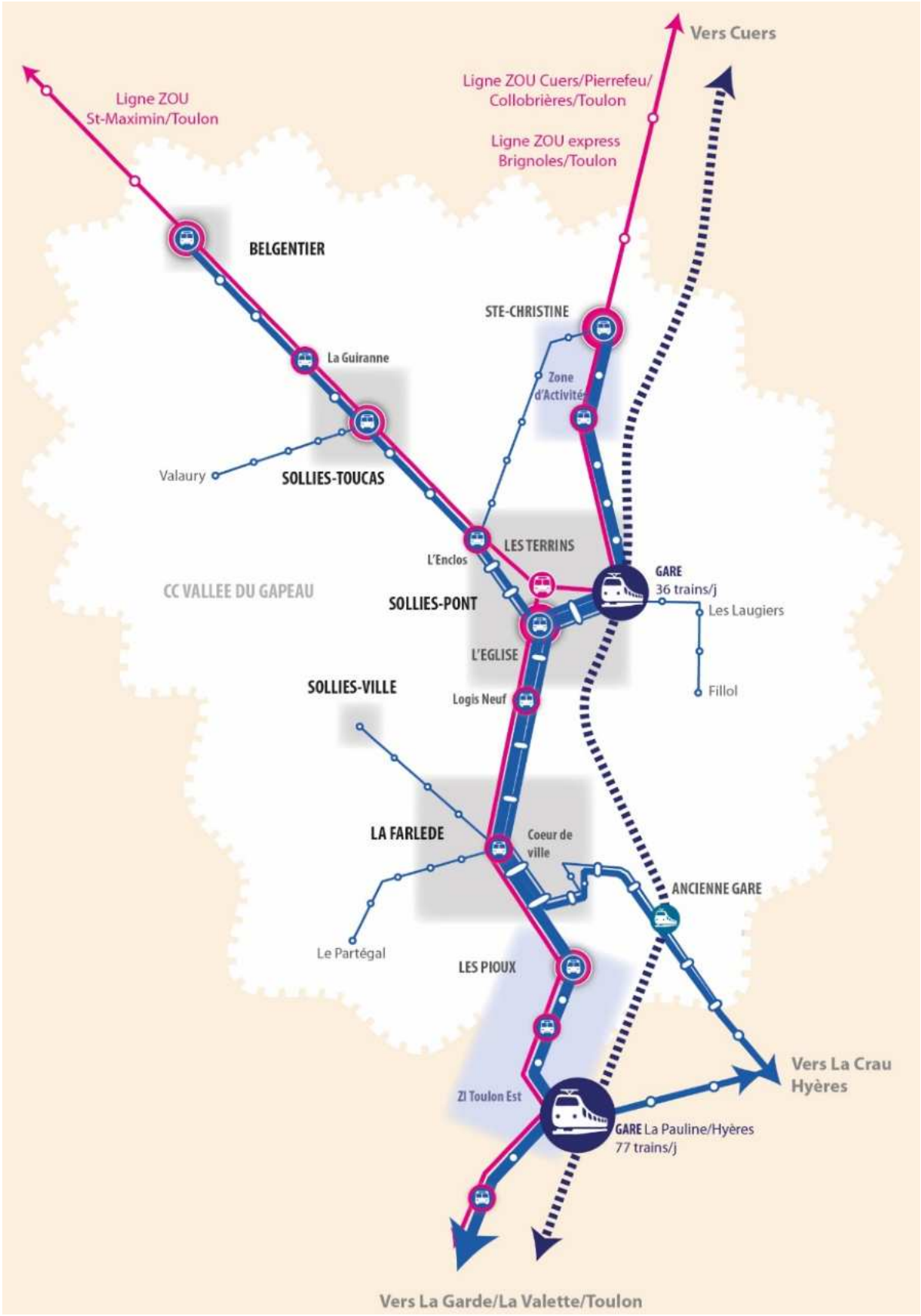


Figure 15 : Action en faveur des Transports interurbain (source : Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau)

- Action en faveur du vélo :
    - Quatre grands itinéraires reliant les centralités entre elles pour un total de 20 km de liaisons cyclables :
        - Liaison 1 : Belgentier/Solliès-Toucas/Solliès-Pont sous la forme d'une voie verte avec une première phase entre Solliès-Toucas et Solliès-Pont. Cette voie verte le long du Gapeau pourrait également être poursuivie vers La Crau et le Domaine de La Castille,
        - Liaison 2 : Solliès-Pont/Solliès-Ville/La Farlède avec une branche vers la Crau et une branche vers la Zone industrielle Toulon Est en passant par l'ancienne gare de La Farlède,
        - Liaison 3 : Cuers/Ste-Christine/Gare de Solliès-Pont avec une branche par la zone d'activités de la Poulasse et une branche par le quartier Ste-Christine,
        - Liaison 4 : La Farlède/La Valette du Var par la zone d'activités de La Chaberte.

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
    - Deux niveaux d'apaisement de la circulation pourraient être proposés :
        - Un grand centre-ville en zone 30
        - Un centre-ville restreint (hypercentre) en zone de rencontre

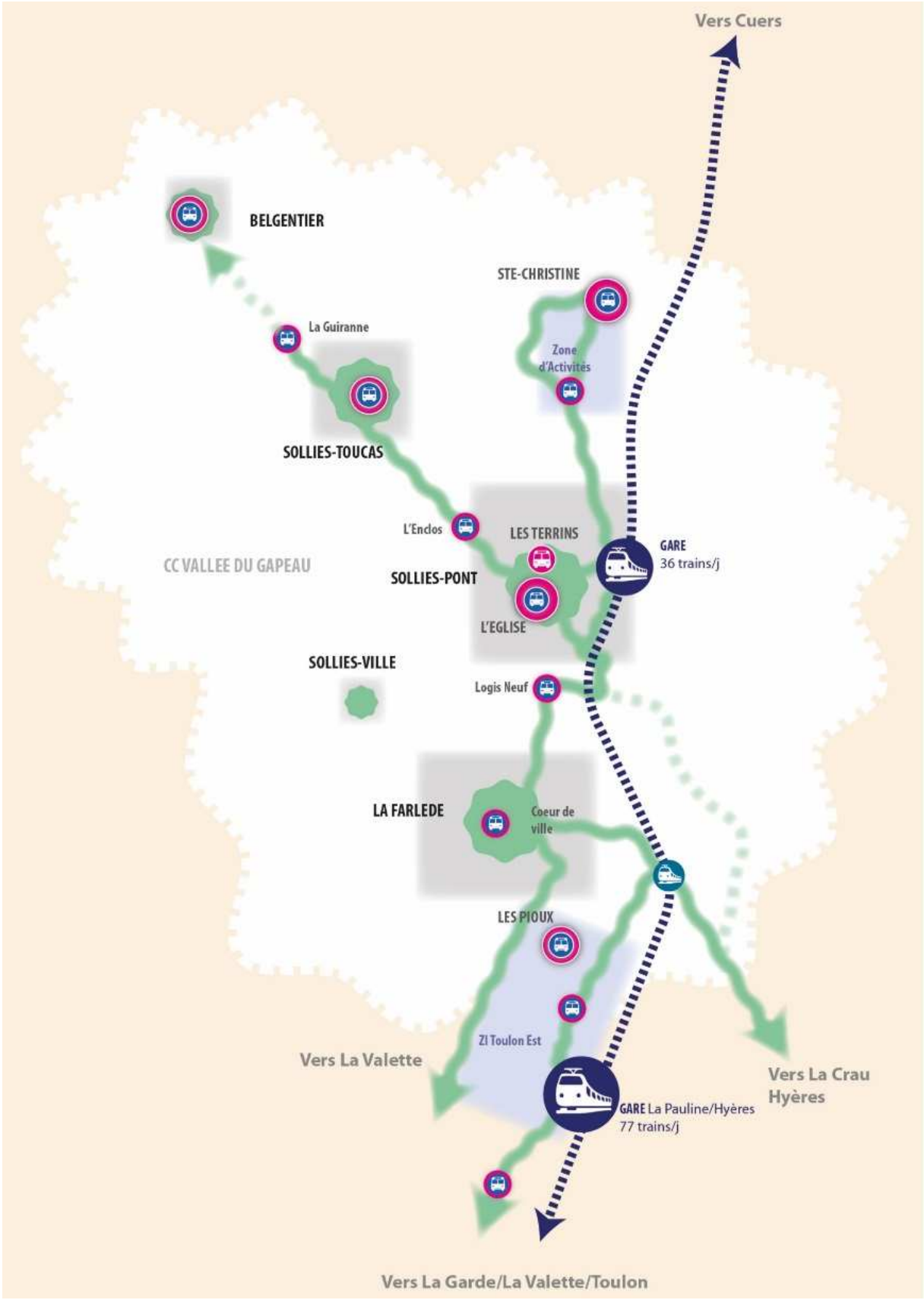


Figure 16 : Itinéraires vélo reliant les centralités entre elles (source : Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau)

1.2.1.6 *Département du Var*

- Plan vélo Var

Le Département du Var a adopté en 2023 un plan vélo de 46 actions couvrant :

- le développement des infrastructures
- le développement du tourisme cyclable, facteur de décarbonation du secteur touristique,
- le développement de la mobilité cyclable des collégiens,
- l'exploitation des données au service de la mobilité cyclable,
- la mobilité cyclable solidaire.

Ce plan a vocation à être déployé progressivement au cours de la mandature jusqu'en 2027.

1.2.2 Pôle d'échanges Multimodaux et accès à ses pôles

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions inscrites dans les documents de planification qui concourent à la création, l'aménagement et au fonctionnement des pôles d'échanges multimodaux et des aires de mobilité, notamment en milieu rural, ainsi qu'aux périphériques et système de transport vers et à partir de ces pôles ou aires.

1.2.2.1 *Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var*[14]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Consolider l'armature urbaine par des pôles d'échanges adaptés :
    - Trois pôles d'échanges structurants appuyés sur le pôle intercommunal et les pôles relais piliers autour des gares de Carnoules et du Cannet et de la gare routière de Flassans à conforter en fonction des opportunités d'amélioration de la desserte et de capacité de développement, permettant les interconnexions entre les services ferroviaires et/ou les services bus départementaux avec la boucle structurante interne.
    - Trois pôles d'échanges secondaires connectés sur la voie ferrée et/ou sur les axes de circulation principaux en lien avec les gares ferroviaires de Puget Ville, Pignans, Gonfaron.
    - Projet de réalisation d'une aire de covoiturage VINCI sur la commune du Cannet des Maures
    - Dans le cadre de notre stratégie-action "Coeur du Var territoire de nouvelles mobilité durable", l'une des fiches actions concerne la réalisation d'une étude de faisabilité d'une navette entre les communes de Cœur du Var suivi d'une phase d'expérimentation sur 1 an. Cela permettra de relier certaines communes aux pôles d'échanges.
  - Les pôles d'échanges structurants et secondaires doivent bénéficier d'un accès de qualité et sécurisé à une échelle temps de 10 min à pied et en vélo. Les documents d'urbanisme garantissent la continuité des parcours piétons entre le pôle d'échange et les espaces urbanisés et garantissent une utilisation

[14] *Analyse SCoT Cœur de Var*

sécurisée des vélos (bandes cyclables, pistes cyclables, itinéraires partagés…) et une offre de stationnement vélo

1.2.2.2 *SCoT Provence Verte Verdon*[15]

- Actions en faveur de des pôles d'échanges et gares :
  - Hiérarchisation de PEM :
    - PEM structurants à Brignoles
    - Réflexion à mener sur les PEM secondaires
    - Parkings-relais et aires de covoiturages : création de Pourcieux Recours Saint Maximin et en marché de travaux Brignoles, Rocbaron et Saint Maximin Sortie d'Autoroute avec Vinci
  - Indication des haltes routières dans le PDM de la CA Provence Verte : création Néoules, Montfort, Pourcieux et études pour les autres
  - Réflexion autour d'un maillage du territoire de la CC Provence Verdon avec un PEM « rural » par commune (nœud d'intermodalité)

1.2.2.3 *SCoT Provence Méditerranée*[16]

  - Hiérarchiser les gares dans leur rôle de pôles d'échanges multimodaux :
    - La gare de Toulon joue un rôle de « gare centrale » du territoire. Son accessibilité (stationnement, desserte en transport en commun) doit être renforcée.
    - Les gares d'entrées métropolitaines : Ollioules – Sanary à l'ouest, La Pauline à l'est, la gare de Hyères. Ces gares jouent un rôle essentiel de rabattement voiture, offrant aux automobilistes venant de l'extérieur une alternative rapide et efficace pour rejoindre leur destination en cœur métropolitain.
    - Les gares internes au cœur métropolitain : les futures haltes (Escaillon, Sainte-Musse) et les gares de La Seyne / Six-Fours, La Garde. Ces gares jouent pleinement un rôle de « stations urbaines » et doivent bénéficier d'une desserte en transport en commun par le réseau structurant urbain (lignes à haut-niveau de service, lignes essentielles).
    - Les gares de bassin, qui visent un rôle de rabattement local en voiture pour les communes et territoires voisins : gares de Saint Cyr, Solliès-Pont et Cuers. Sur ces sites de gares, le parking doit être suffisamment dimensionné pour rendre la formule « voiture + train » attractive.
    - L'étude du Pôle d'Echange Multimodal de la gare de St Cyr sur mer est en phase APS et s'inscrit dans le projet de la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur de la SNCF.
    - Les gares locales (Bandol, La Crau), avec un enjeu particulier de bonne desserte par les modes actifs.

[15] *Analyse SCoT Provence Verte Verdon*

[16] *Analyse SCoT Provence Méditerranée*

1.2.2.4 *PDU Métropole Toulon Provence Méditerranée*[17]

- Création de l'armature des pôles d'échanges multimodaux avec une catégorisation en 4 niveaux :

1. Porte d'entrée internationale, nationale et régionale : Toulon

- Poursuite du réaménagement et ouverture vers le nord afin d'éviter les congestions
- Étude d'une entrée ouest

2. Gares d'entrées d'agglomération :

- Ollioules/Sanary
  - Réflexion sur un pôle d'échange entre le réseau autoroutier et la gare TER, à l'occasion de la création de l'échangeur, incluant un parking-relais

- La Pauline
  - Facilitation de son accessibilité en modes actifs, en voiture, depuis l'échangeur de la Bastide Verte, et de sa desserte en transport en commun
  - Parking-relais de grande capacité connectée aux lignes TC structurantes
  - Aménagement de cheminement piétons vers le campus universitaire, la zone commerciale Grand Var et la zone industrielle.

- Hyères
  - Création d'un axe Nord/Sud structurant en transport en commun avec des tronçons en site propre du centre- ville vers la gare et vers le Port St-Pierre et l'aéroport en période estivale,
  - Refonte de la desserte urbaine par le réseau Mistral avec une augmentation des fréquences par le passage à minima de lignes essentielles permettant de relier la gare à l'ensemble des quartiers hyérois. Navette TC spécifique entre la gare et l'aéroport Toulon-Hyères.
  - Desserte de la gare par le réseau Zou! afin de connecter les territoires voisins de La Londe-les-Maures, Bormes-les-Mimosas et le Lavandou à la gare
  - Création d'une gare routière sur le site de la gare ou à proximité
  - Aménagement de parking-relais en lien avec le parking-relais de l'Espace 3000,
  - Aménagement d'un franchissement routier de la voie ferrée afin de faciliter les circulations dans le quartier de la gare et les échanges Nord-Sud de la ville
  - Aménagement d'un parvis, de circulations piétonnes de qualité et d'un franchissement piéton de la voie ferrée pour relier les quartiers Nord et Sud

3. Gares/haltes internes à l'agglomération

[17] *Analyse PDU Métropole Toulon Provence Méditerranée*

- La Garde et La Seyne/Six-Fours : 2ème phase d'aménagement avec la création de PEM
- Ste-Musse et Escaillon : création de nouvelles haltes
    - Desserte par les lignes structurantes du réseau Mistral (a minima un bus toutes les 10 minutes)
    - Priorité à des cheminements piétons et cyclables (rayon de 500 mètres pour les piétons et de 1 km pour les cyclistes)
    - Renforcement et création de franchissements piétons et cyclables de la voie ferrée et du réseau autoroutier afin d'éviter les effets de coupure décourageant l'accès aux PEM en modes actifs.
    - Stationnement voiture pour les besoins locaux à l'exception des gares de La Seyne/Six- Fours et de l'Escaillon plus excentrées.

4. La Crau – Halte de desserte locale

- Achèvement des cheminements piétons vers le centre-ville et création d'aménagements cyclables vers les principaux quartiers de la ville

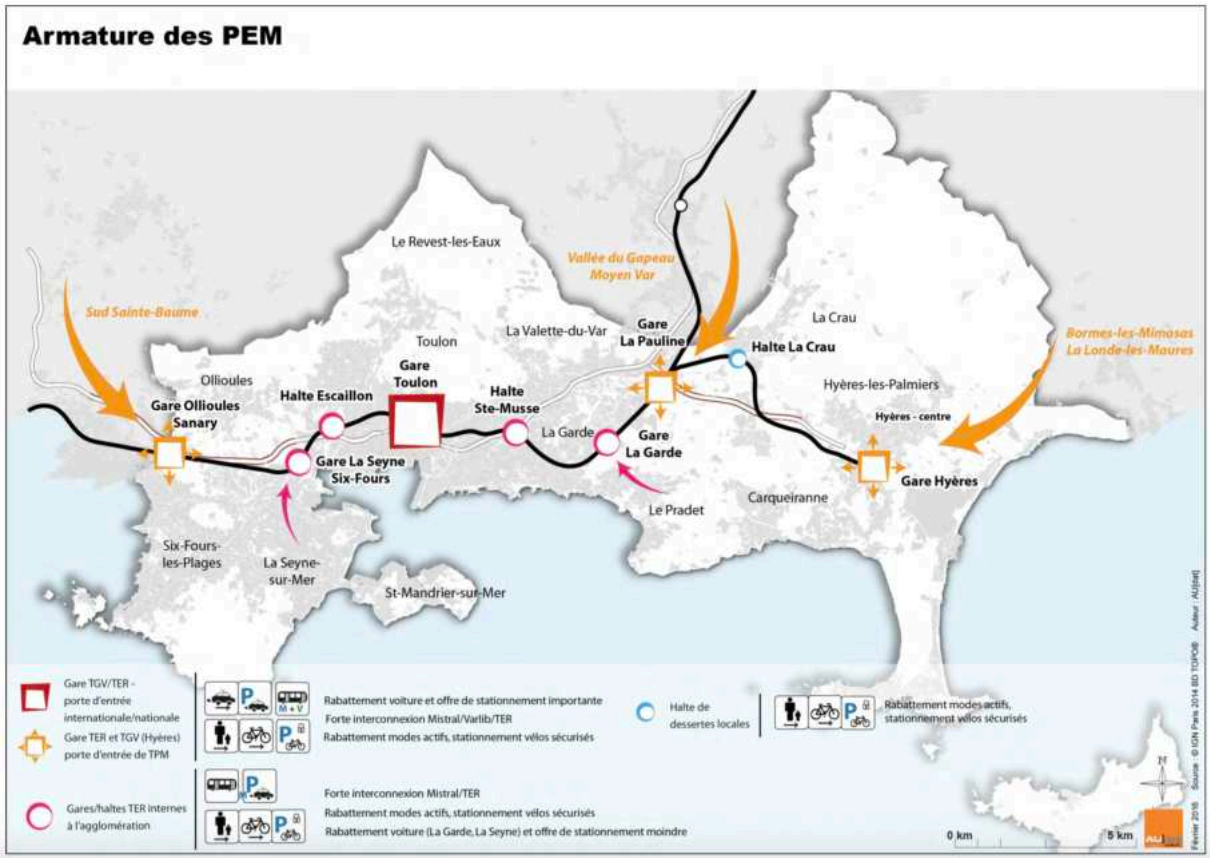


Figure 17: Armature des Pôles d'Echanges Multimodaux de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (source : PDU MTPM)

1.2.2.5 *Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau*[18]

- 8 pôles d'échanges multimodaux avec des capacités de stationnement (P+R):
  - Belgentier/Solliès-Toucas/Solliès-Pont/Gare de Solliès-Pont (terminus). Cette ligne pourrait être prolongée jusqu'à la zone
  - Solliès-Toucas : Pôle médical,
  - Solliès-Pont : Ste-Christine (échangeur), Les Terrins (échangeur), l'Eglise, La Gare, La Farlède : Les Pioux (échangeur), ancienne gare de La Farlède
- 10 pôles de correspondance entre les cars ZOU et les bus du Gapeau :
  - Solliès-Toucas : La Guiranne, Cœur de ville (Les Palmiers)
  - Solliès-Pont : L'Enclos, Zone d'activités de la Poulasse (Intermarché), Collège du Gapeau
  - Solliès-Ville : Logis Neuf
  - La Farlède : Eglise, Collège/Intermarché, Point Info et Gay Lussac dans la ZI Toulon Est

[18] *Analyse Stratégie Mobilité CC Vallée du Gapeau*

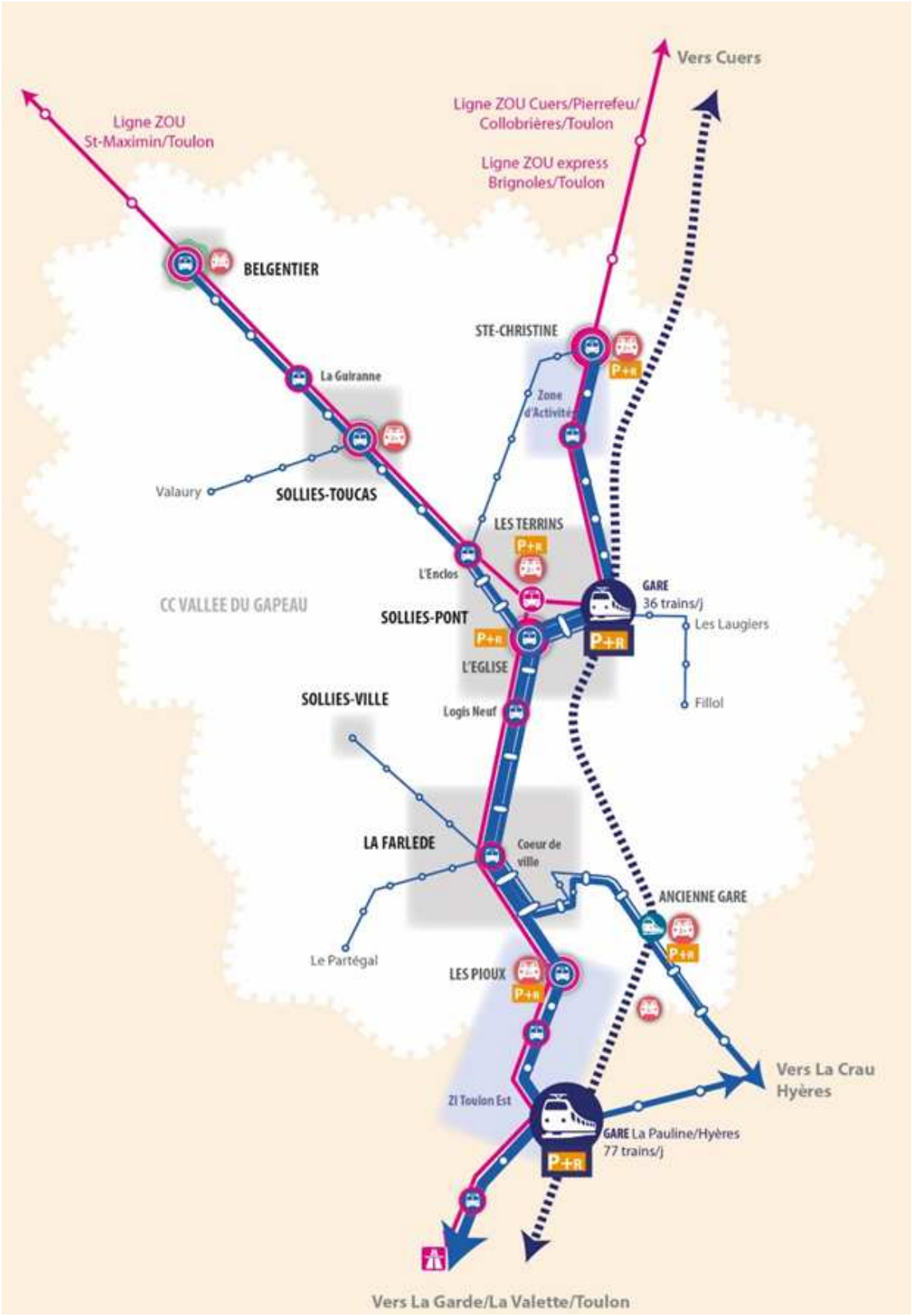


Figure 18 : Action en faveur des pôles d'échanges et gares (source : Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau)

1.2.3 Modalités de gestion des situations dégradées

Le territoire est soumis à différents risques allant des accidents aux catastrophes naturelles ou humaines (incendies, inondations, …) en passant par des situations pouvant avoir des incidences fortes sur la circulation routière (accidents, blocage(s) routier(s)...) ou des transports publics (grève, pénuries de carburant...). Ainsi, au vu de l'importance revêtue par les déplacements tous modes et à la responsabilité particulière des autorités organisatrices de la mobilité, il est nécessaire de coordonner les décisions et de partager les informations pour éviter les risques et faciliter l'information des habitants et visiteurs.

Cette thématique est peu ou non traitée par les documents intercommunaux de planification locale, la gestion des situations les plus impactantes revient aux Préfectures de département.

Conformément au Code de la sécurité intérieure, articles L731-3 à L731-5, les intercommunalités et les communes exposées à au moins un risque majeur doivent élaborer un plan communal ou intercommunal de sauvegarde. De plus, une commune exposée à au moins un risque majeur, doit (article L. 125-2 du code de l'environnement) en informer ses administrés en élaborant et mettant à leur disposition un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Cet outil d'information préventive vise à préparer la population à bien réagir en cas de crise.

La prise en compte dans ces documents de la dimension transport public serait un atout.

- Plan de Gestion du Trafic de l'autoroute A57
- Conformément au Code de la sécurité intérieure, articles L731-3 à L731-5, les intercommunalités et les communes exposées à au moins un risque majeur élaborent un plan communal ou intercommunal de sauvegarde. De plus, une commune exposée à au moins un risque majeur, doit (article L. 125-2 du code de l'environnement) en informer ses administrés en élaborant et mettant à leur disposition un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Cet outil d'information préventive vise à préparer la population à bien réagir en cas de crise.

- Exploitation des routes départementales

Le Département du Var est gestionnaire de plus de 3 000 km de routes départementales et voies dédiées aux déplacements doux.

Il dispose d'une organisation de veille permanente 24h/24 et 7j/7 pour intervenir sur des événements imprévus qui pourraient nuire à la sécurité et à l'écoulement normal du trafic (accident de la route, chaussée encombrée, fluide sur chaussée, éboulement, feu de forêt, inondation, neige, etc). Cette organisation collecte les informations du terrain et assure une diffusion aux médias et partenaires extérieurs sur les conditions de circulation sur le réseau routier départemental.

En cas d'événement d'une ampleur importante, une liaison directe est assurée avec la cellule de crise de la préfecture.

Lorsque les événements sont prévisibles, notamment grâce à une veille météorologique, les moyens d'intervention mobilisables sont renforcés en fonction de l'intensité du phénomène annoncé, afin d'agir en préventif et en curatif.

1.2.4 Recensement et diffusion des pratiques de mobilités

Les seules infrastructures et services de mobilités ne permettant pas le report modal, ce chapitre liste les orientations et les actions qui contribuent au recensement, aux diagnostics et à la diffusion, communication des pratiques de mobilité ainsi que les dispositifs mis en œuvre en particulier pour améliorer la cohésion sociale et territoriale.

Le Département du Var met en œuvre diverses actions :

- Points de comptage sur l'Eurovélo 8 et le parcours cyclable du littoral, installés par le Département du Var
- Dans le cadre du plan vélo Var, le Département du Var met en œuvre des actions de communication en faveur de la mobilité cyclable, pour les trajets du quotidien comme pour le tourisme.
- Plan de déplacement mobilité employeur du conseil départemental du Var (mise en œuvre de 25 actions sur la période 2023 - 2025)
- Transport scolaire des collégiens du Var inscrits dans le public

A la rentrée scolaire 2022, 4 817 collégiens du public (sur 28 427 élèves scolarisés) utilisaient un service de transport scolaire.

La CA Provence Verte organise et développe « Savoir Rouler A Vélo » sur les communes de son territoire pour permettre aux enfants de bénéficier des apprentissages nécessaires à une réelle autonomie à vélo.

Le PDMS de la CC Provence Verdon comportera un volet sensibilisation, accompagnement des changements de comportements, pour différents publics.

La Métropole TPM a délibéré le 12 septembre 2024 sur un dispositif d'accompagnement des communes de son territoire sur le socle 3 du dispositif « Savoir Rouler à Vélo ».

La CC Cœur du Var organise dans le cadre de sa stratégie-action « Cœur du Var,Territoire de mobiliés durables ». :

- Le « Savoir Rouler A Vélo » dans les 13 écoles primaires de son territoire afin de généraliser l'apprentissage de la pratique du vélo en autonomie pour les enfants avant leur entrée au collège.
- Le challenge inter-écoles en partenariat avec l'ANATEEP, sur la sécurité et la bonne conduite des élèves dans les transports scolaires pour une classe de CM2 de chaque école élémentaire du territoire.

Programme sensibilisation à l'environnement à destination des scolaires : depuis 2020 la CCCV organise des animations sur la mobilité.

1.2.5 Aide à la mise en place d'infrastructures et de services de mobilités

Les documents de planification n'intègrent pas les données concernant la mise en place des projets. Mais de nombreuses aides existent permettant un accompagnement technique ou financier des porteurs de projets, on peut notamment citer le CEREMA, l'État, les Départements et la Région. L'ensemble des aides est répertorié sur le site aides et territoires : https://aides-territoires.beta.gouv.fr.

1.2.5.1 *Département du Var*

- Le Département du Var soutient les projets des communes qui contribuent à l'aménagement des itinéraires cyclables EV8 et V65.
- Par ailleurs, dans le cadre du plan vélo Var, le Département du Var participe au développement d'un jumeau numérique des aménagements cyclables.

1.2.5.2 *Métropole Toulon Provence Méditerranée*

- Action de **l'aide à l'achat** de vélos à assistance électrique avec 13 500 dossiers reçus depuis 2015[19]

1.2.5.3 *CA Provence Verte*

- Aide à l'acquisition de vélo VTC et VTC électrique

1.2.5.4 *CC Provence Verdon*

- Soutien à l'association Garrigues qui offre des services pour la mobilité des publics précaires, réparation (garage solidaire), prêt de véhicules...

1.2.5.5 *CC Cœur du Var*

- Expérimenter le forfait mobilité durable pour les agents de la collectivité
- Étude de possibilité de mise en place d'un dispositif, style « Rézo Pouce » avec les territoires voisins (agglomération Provence Verte, Communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon....)

[19] *https://metropoletpm.fr/service/dispositifs-d-aides*

1.2.6 Décarbonation

Axe fort de la politique régionale, la décarbonation des modes de déplacement et des flottes de véhicules professionnels et privés est nécessaire et complémentaire aux orientations ci-dessus visant au report modal notamment. Les documents de planification ont pris en compte cette transition et intègrent également des actions qui contribuent à la décarbonation des mobilités à travers le verdissement des sources d'énergies mais aussi la mobilité partagée ou encore la démobilité.

1.2.6.1 *SCoT Cœur du Var :*[20]

- Action en faveur de la mobilité partagée :
  - Étudier l'opportunité de création d'aires de co-voiturage et/ou d'aires de rabattement vers les transports collectifs, si possible à l'intersection des axes routiers dont les flux sont importants et en lien avec la desserte en transports collectifs notamment en sortie d'échangeur autoroutier (commune de Carnoules).
  - Projet de création d'une aire de covoiturage VINCI sur la commune du Cannet des Maures
  - Etude de faisabilité pour la réalisation d'un chapelet d'aires de covoiturage
  - Développer l'implantation de borne IRVE pour le grand public
  - Equiper les flottes communales de véhicules électriques et de moyens de recharge

1.2.6.2 *SCoT Provence Verte Verdon :*[21]

- Action en faveur de la mobilité partagée :
  - Définir les règles de stationnement favorables à l'autopartage dans les PLU.

Encouragement à la création d'aires de covoiturage à proximité des échangeurs autoroutiers, le long des voiries primaires, ou dans les PEM.

- Action en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - Les collectivités locales concourront au développement des mobilités propres alternatives telles que l'utilisation de véhicules à hydrogène ou biométhane, la mise en œuvre de sites adaptés de recharges de véhicules.
  - Plate forme de covoiturage avec Karos sur le territoire de la CA Provence Verte
  - Programmation de créations et aménagement d'aires de covoiturage sur les communes du territoire de la CA Provence Verte
  - Service covoiturage mis en place depuis février 2024 avec Karos. (incitations financières par l'intercommunalité) sur le territoire de la CC Provence Verdon

1.2.6.3 *SCoT Provence Méditerranée :*

- Actions en faveur de la mobilité partagée :

[20] *Analyse SCoT Cœur de Var*

[21] *Analyse SCoT Provence Verte Verdon*

  - Les aires à agrandir :
    - Échangeur de La Cadière ;
    - Cuers-Les Défends ;
    - Solliès-Pont Sainte-Christine.
  - Les aires à créer :
    - Échangeur des Terrins à Solliès-Pont ;
    - Échangeur de Saint-Cyr-sur-Mer ;
    - Échangeur de Saint-Gervais à Hyères ;
    - Au Beausset, en entrée de ville ;
    - Sur le futur échangeur d'Ollioules-Sanary ;
    - Échangeur de La Farlède.

- Action en faveur des livraisons et la logistique :
  - L'amélioration de la logistique urbaine :
    - En étudiant les possibilités de limiter l'impact environnemental du transport de marchandises par l'approvisionnement de certains secteurs par des véhicules propres (centre-ville, îles…).

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - Développer le réseau public de bornes de recharges pour l'ensemble des modes de déplacements électriques.
  - Développer la filière hydrogène en tant que motorisation alternative.
  - Développer le potentiel de production de biométhane.
  - Développer le parc de transports publics bénéficiant de motorisation alternative.

1.2.6.4 *PDU Métropole Toulon Provence Méditerranée :*[22]

- Action en faveur de la mobilité partagée :
  - Réalisation de nouvelles aires de covoiturage et création de zone d'arrêt en centre-ville.

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - Multiplier les bornes de recharge électrique sur voirie avec à minima le déploiement de 150 bornes (300 prises) à l'horizon 2025 en privilégiant l'installation de bornes de recharge dite accélérées et/ou rapides :
    - 2017 : extension du dépôt de bus de Brégaillon comprenant un aménagement de 2 nouvelles voies de maintenance pour les bus gaz, la livraison de stations de recharge rapide et lente, ainsi que le changement de deux tunnels de lavage. Il est envisagé la reprise de l'accès avec la réalisation d'un rond-point, la reprise des voiries, de l'éclairage, des clôtures et la création de deux parkings VL. Lancement de la consultation MOE en juin 2017 pour un début des travaux en septembre 2019 et une livraison de l'extension du bâtiment en février 2020.

[22] *Analyse PDU Métropole Toulon Provence Méditerranée*

- 2019 : installation d'un transformateur au dépôt de Brunet et au carrefour Dubouin pour accueillir des bus électriques.
- 2020 : mise en fonctionnement de la station de recharge rapide d'avitaillement gaz au dépôt de Brégaillon le 20 janvier 2020 et réception des derniers postes de recharge lente.

- Poursuivre le renouvellement de la flotte du matériel roulant et naviguant du Réseau Mistral :
  - En 2016 le parc du réseau Mistral comprenait d'une part 326 bus dont la moyenne d'âge est de 8,47 ans (39 articulés, 167 standards, 63 minibus, 16 gabarits longs, 30 gabarits courts), et d'autre part 12 vedettes maritimes dont l'âge moyen atteint 13,74 ans.
  - En 2021 : achat de 50 bus standards de 12 m à motorisation gaz, 21 bus standards de 12 m à motorisation hybride électrique, 26 bus articulés de 18 m à motorisation hybride électrique, 19 minibus et 9 bus gabarit réduit de 10 m.
  - Il s'agit pour la Métropole TPM d'un investissement de 75 millions d'euros pour 143 bus neufs commandés, qui a fait baisser la moyenne d'âge à 6,92 ans au 30/11/22 (Engagement DSP à 7,87) et contribue à diminuer l'empreinte CO2.
- Poursuivre et encourager le renouvellement de la flotte de véhicules légers des collectivités.

1.2.6.5 *Stratégie mobilité de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau :*[23]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - 7 aires de covoiturage pourraient offrir une offre de stationnement incitative :
    - Belgentier : Salle Aicard ou Parc Peiresc = 10 pl.
    - Solliès-Toucas : Pôle Médical = 40 pl.
    - Solliès-Pont : Ste-Christine = extension 50 pl., Les Terrins = 100 pl.
    - La Farlède : Les Pioux = 50 pl., Ancienne gare = 20 pl., Entrée Nord de la Zone industrielle = 20 pl.
  - Une expérimentation d'un système de covoiturage spontané dans l'aire toulonnaise sur l'axe de la RD 554 entre Belgentier, Solliès-Pont et Toulon pourrait être envisagé. Il offrirait une solution de mobilité supplémentaire dans le panel d'outils proposé.

1.2.6.6 *Département du Var*

- Plan vélo Var : 46 actions à déployer sur la période 2023-2027, visant à augmenter l'usage du vélo dans les mobilités du quotidien et les mobilités touristiques.
- Réalisation d'aires de covoiturage
- Plan de déplacement et de mobilité employeur du conseil départemental :

[23] *Analyse Stratégie Mobilité CC Vallée du Gapeau*

Une enquête de mobilité a été réalisée en avril 2024 auprès des 5000 agents de la collectivité, afin de connaître leurs pratiques de déplacements domicile-travail. Le taux de réponse s'élève à 20%. Les résultats sont en cours d'analyse, et aideront à définir les actions de la collectivité.

1.3 Analyse socio-économique

Un panorama démographique et notamment de la répartition de la population au regard de l'existence de pôles économiques générateurs de flux permet de mieux comprendre les composantes des déplacements de la population et le trafic de transit à l'échelle du bassin de mobilité.

Le bassin de mobilité K compte une population de plus de 750 000 habitants dont plus de 440 000 sur la métropole TPM (Toulon Provence Méditerranée). La densité de population est de 230,1 hab./Km^2 sur le bassin de mobilité.

Tableau 2 : Population du Bassin K par EPCI en 2020 (source : INSEE)

EPCI	Population 2020	Nombre d'emplois 2020	Nombre d'actifs occupés 2020
CA Provence Verte	101 073	26 398	39 826
CA Sud Sainte Baume	62 968	16 949	23 350
CC Cœur du Var	44 194	11 734	17 092
CC Méditerranée Porte des Maures	45 871	14 515	17 092
CC Provence Verdon	22 485	3 842	8 408
CC Vallée du Gapeau	32 380	10 210	13 287
Métropole Toulon Provence Méditerranée	444 634	176 417	165 687[24]
TOTAL BASSIN K	753 605	260 059	282 742

Le territoire est le 3ème pôle urbain de la façade méditerranéenne régionale.

[24] *Insee EMP T5 – Emploi et activité*

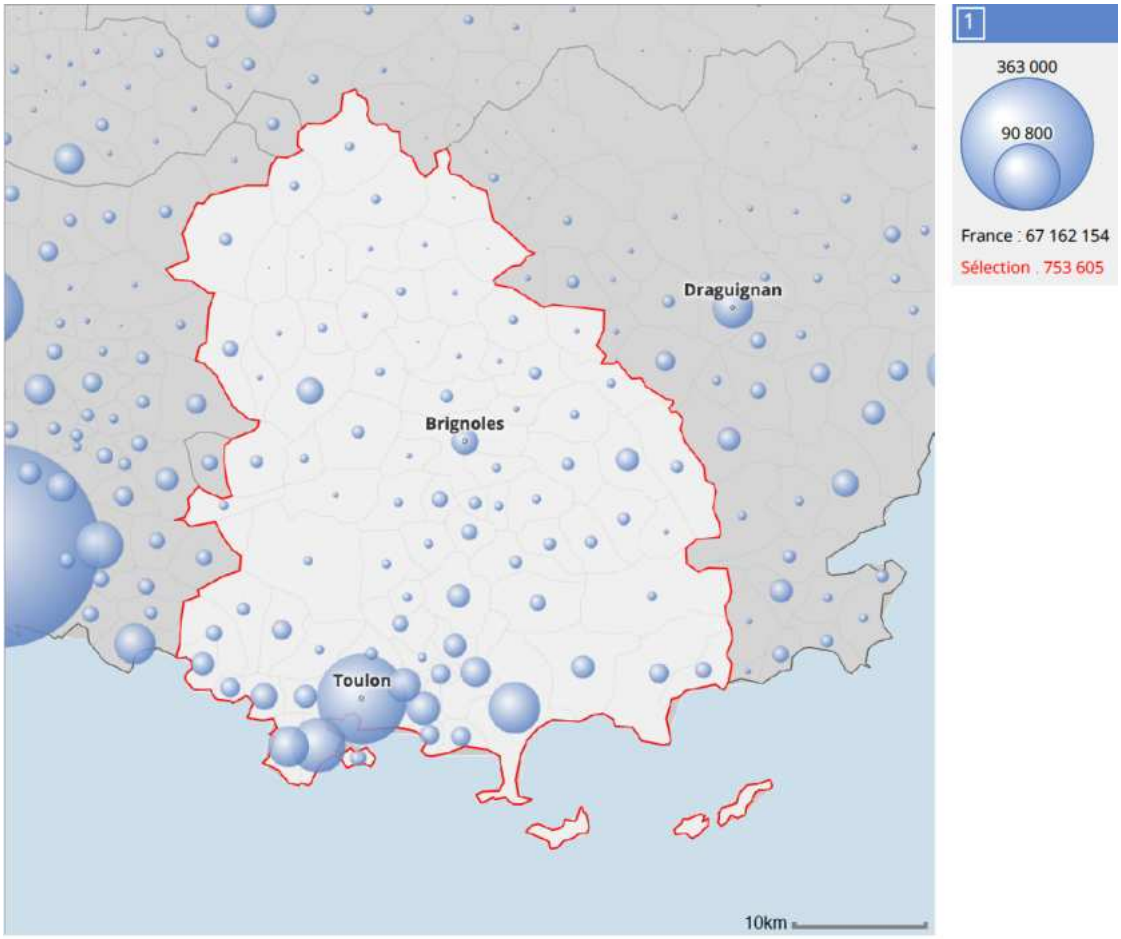


Figure 19 : Population municipale 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

Le bassin de mobilité K couvre plus de 260 000 emplois.

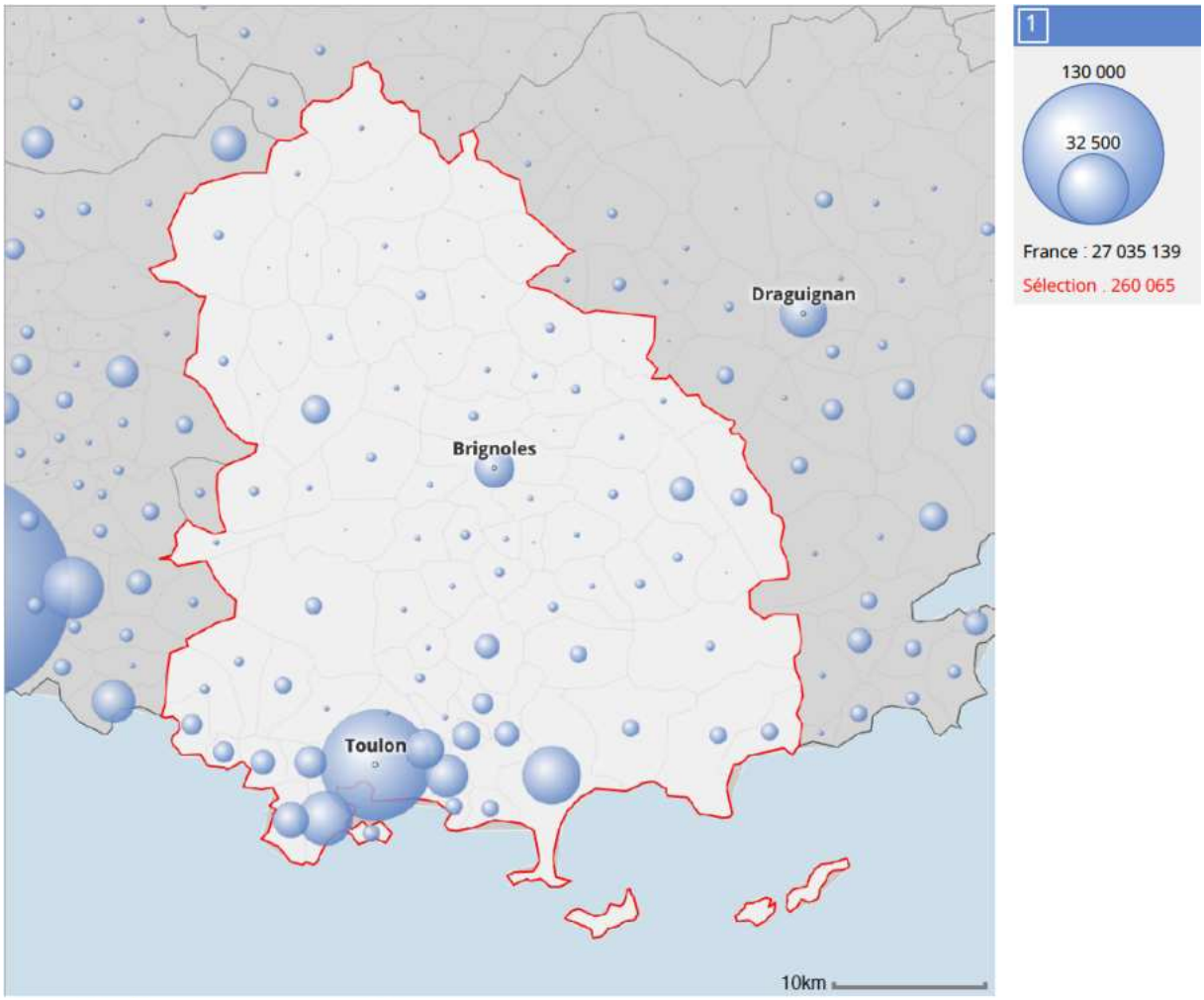


Figure 20 : Nombre d'emplois au lieu de travail 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP)

La métropole TPM concentre 48% de l'emploi salarié du Var. [25]

[25] *Bassin de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin K*

1.4 Volumétrie des déplacements et répartition modale

1.4.1 Volumétrie des déplacements

Les principaux flux de déplacements observés à l'échelle du bassin de mobilité, qu'ils soient internes, traversants, pénétrants ou sortant au bassin de mobilité sont décrits ci-dessous Ces flux prennent en compte les déplacements tous motifs en jour ouvrés de base (JOB). Les données présentées ci-dessous permettent de consolider un état des lieux des déplacements. Ces déplacements sont décrits quantitativement mais également en fonction des modalités de transport.

1.4.1.1 *Flux du bassin K*

Trois quarts des flux ayant leur origine ou leur destination dans le bassin K sont internes au bassin.

Les déplacements depuis et vers le bassin de mobilité représentent 26% des flux.

Tableau 3 : Synthèse flux jour Ouvré de Base - 2017 (JOB) Bassin K (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux	Part du flux	Valeur
Interne au bassin K	74%	1 530 700
Avec les EPCI extérieurs au bassin	26%	548 900
TOTAL	100%	2 079 600

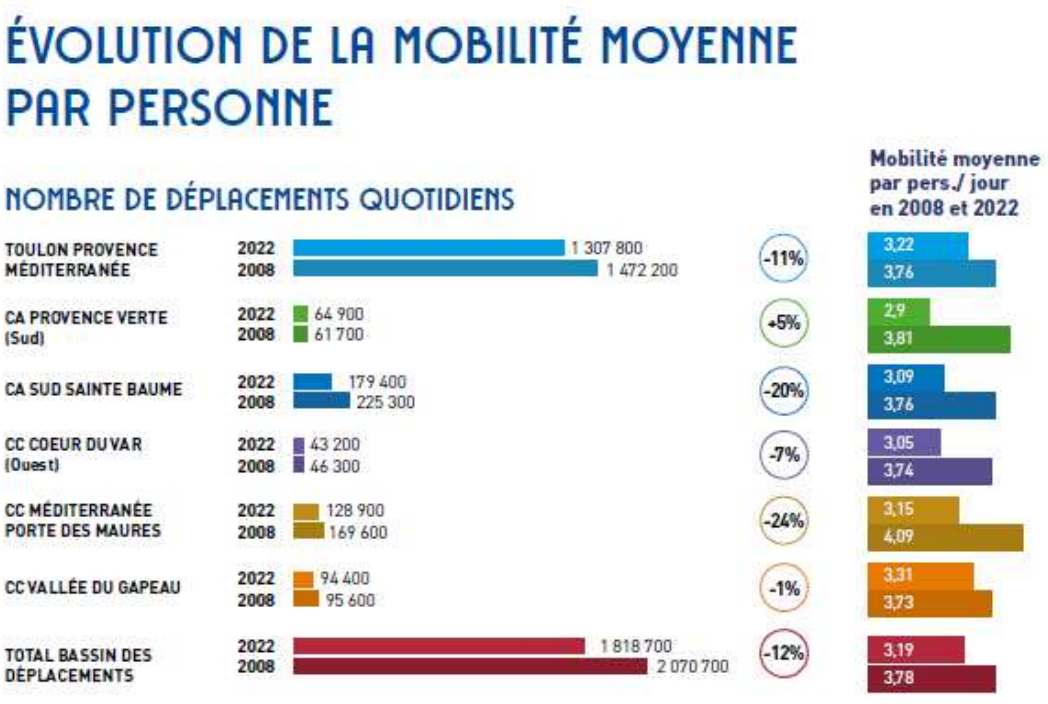


Figure 21 : Evolution de la mobilité moyenne par personne - Bassin K pour partie (source : enquête de mobilité EMC2)

RÉPARTITION DU NOMBRE DE KM SELON LES MOTIFS

	TRAVAIL	ÉCOLE	UNIVERSITÉ	ACHATS	VISITES	LOISIRS	ACCOMPAGNEMENT	AUTRES MOTIFS	TOTAL
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE	1 630 743	324 551	158 179	966 946	456 592	392 665	545 103	561 597	5 036 379
	32,2%	6,5%	3,1%	18,5%	9,1%	7,8%	10,9%	21,1%	
CA PROVENCE VERTE (Sud)	140 130	35 338	13 961	77 348	39 135	15 399	55 521	65 927	442 760
	31,8%	8%	3,2%	15%	8,8%	3,5%	12,5%	26%	
CA SUD SAINTE BAUME	220 967	79 016	24 867	19 1382	41 484	55 822	114 626	75 100	803 267
	27,4%	9,9%	3,1%	23,3%	5,2%	7%	14,3%	15,1%	
CC COEUR DU VAR (Ouest)	124 963	48 528	2 918	41 725	20 952	20 704	34 471	38 072	3 32 335
	37,6%	14,6%	0,9%	12,6%	6,3%	6,2%	10,4%	17,8%	
CC MÉDITERRANÉE PORTE DES MAURES	264 764	70 347	29 558	138 481	93 918	50 649	89 833	91 599	829 147
	31,6%	8,5%	3,6%	15,6%	11,3%	6,1%	10,8%	23,8%	
CC VALLÉE DU GAPEAU	21 0998	52 568	15 373	94 929	48 760	35 441	10 3143	73 464	634 678
	32,8%	8,5%	2,4%	14,9%	7,7%	5,6%	16,4%	19,3%	
TOTAL BASSIN DES DÉPLACEMENTS	2 592 566	610 349	244 856	1 510 812	700 840	570 681	942 699	905 760	8 078 567
	31,9%	7,6%	3%	18%	8,7%	7,1%	11,7%	20,8%	

Figure 22 : Répartition du nombre de kilomètres parcourus - Bassin K pour partie (source : enquête de mobilité EMC2)

1.4.1.2 *Déplacement internes au bassin K*

Le détail des flux internes est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 4 : Détail Déplacements Internes - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux		Valeur	Part de flux	Total flux Intra EPCI
Intra-EPCI	Internes CA de la Provence Verte	120 600	12%	100%
	Internes CA Sud Sainte-Baume	54 600	5%	
	Internes CC Cœur du Var	44 700	4%	
	Internes CC de la Vallée du Gapeau	22 800	2%	
	Internes CC Méditerranée Porte des Maures	42 600	4%	
	Internes CC Provence Verdon	18 800	2%	
	Internes Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	707 700	70%	
	TOTAL Intra-EPCI	1011 800	66%	
Inter-EPCI	Inter-EPCI	518 900	34%	
TOTAL DÉPLACEMENT INTERNES		1 530 700	100%	

66% des flux internes au bassin K sont des flux intra-EPCI.

Les déplacement internes Métropole-Toulon-Provence-Méditerranée représentent environ 70% des déplacement Intra-EPCI.



Figure 23 : Flux, modes et motifs des principaux déplacements - Bassin K pour partie (source : enquête de mobilité EMC2)

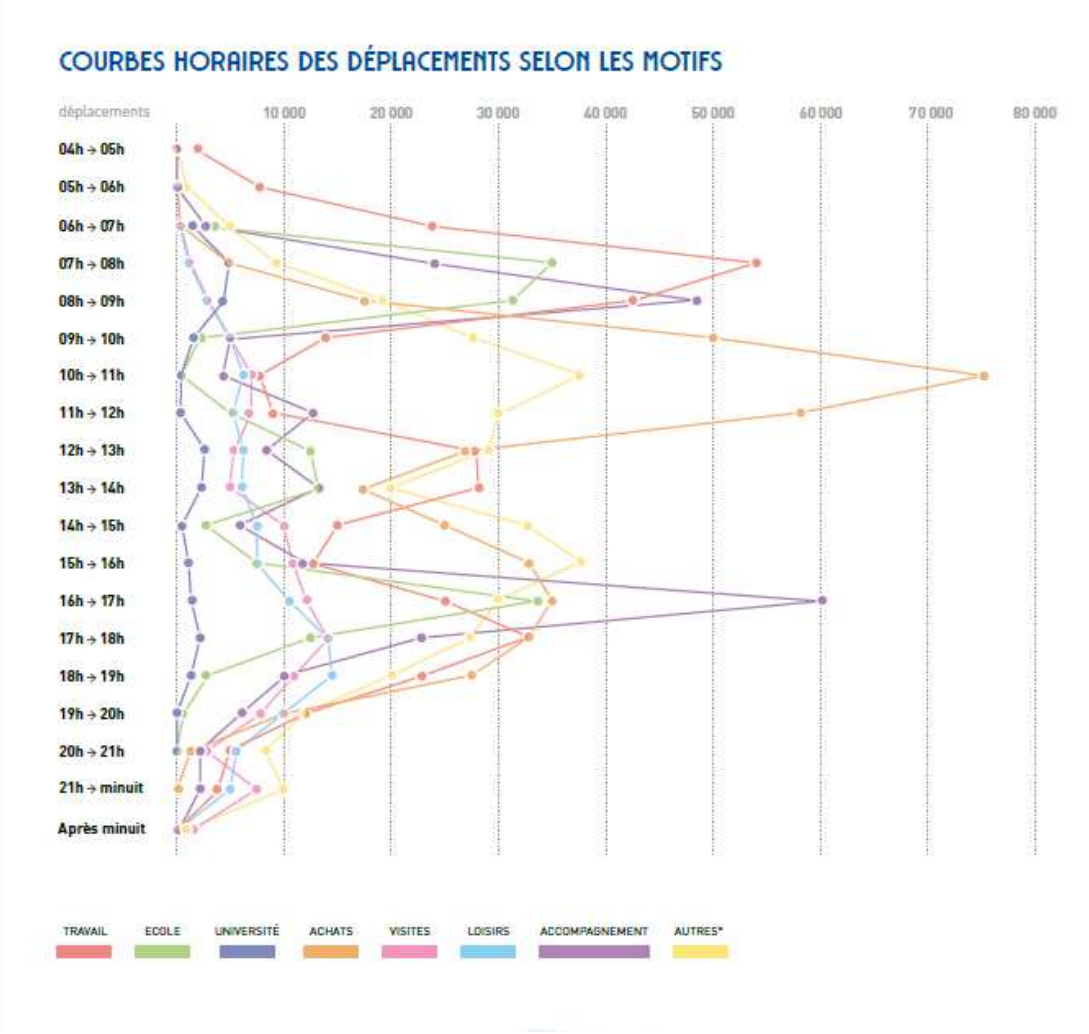


Figure 24 : Représentation des horaires des déplacements en fonction des motifs - Bassin K pour partie (source : enquête de mobilité EMC2)

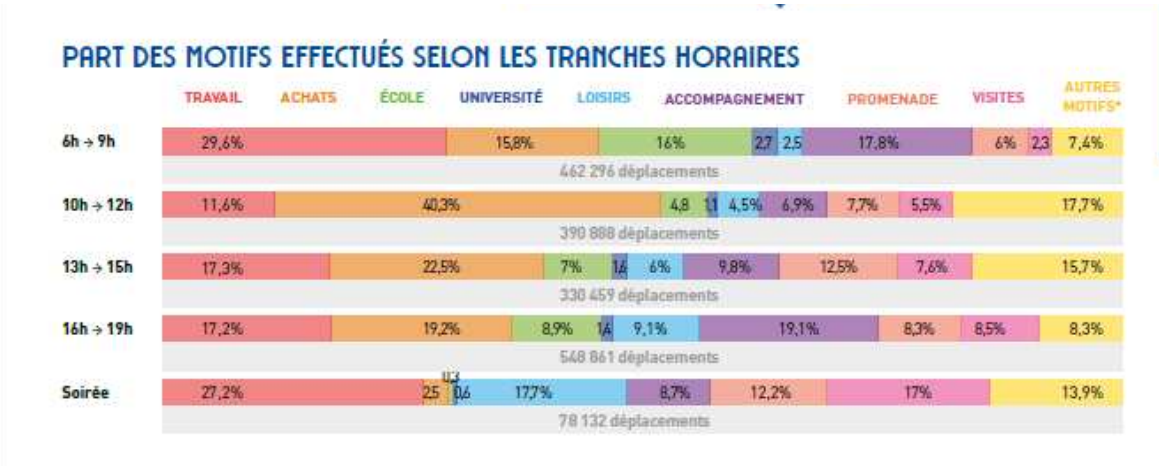


Figure 25 : Part des motifs selon les tranches horaires - Bassin K pour partie (source : enquête de mobilité EMC2)

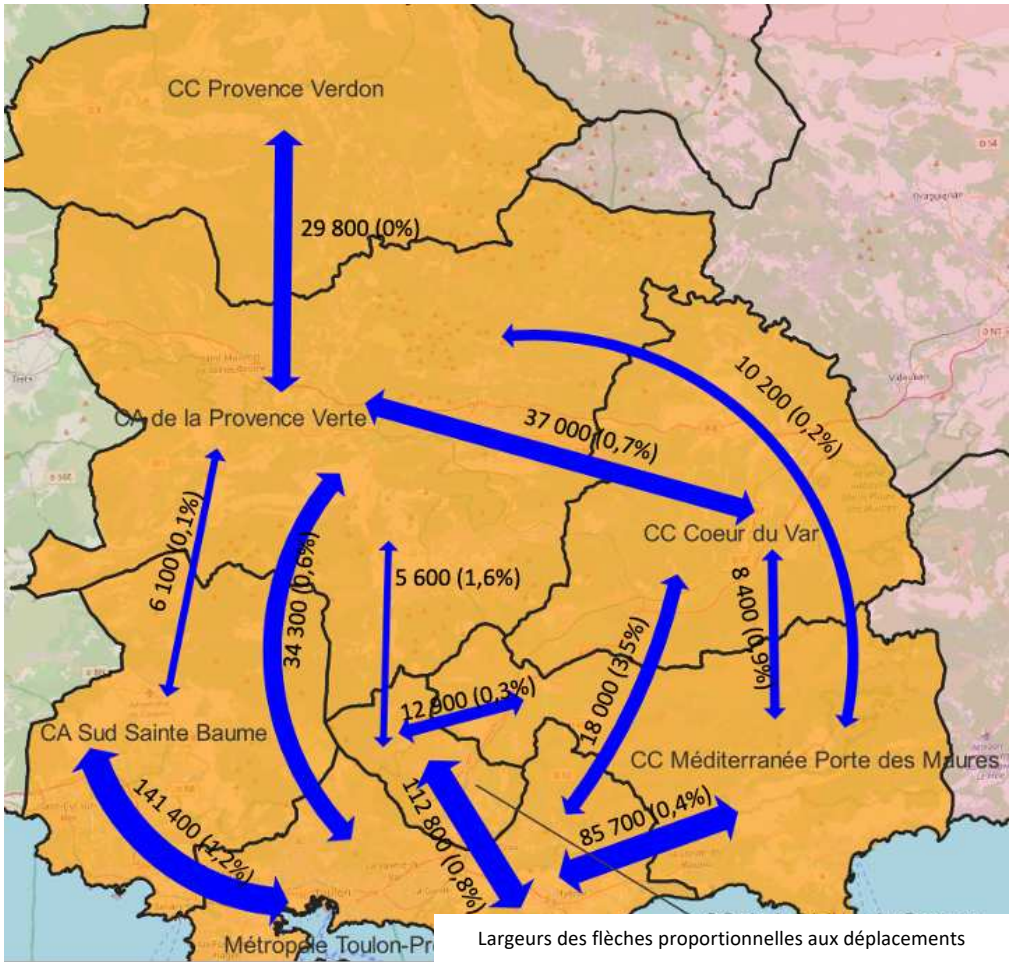


Figure 26 : Déplacements Internes tous motifs Jour Ouvré de Base (Part modale TC) (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

1.4.1.3 *Déplacements avec EPCI extérieurs au bassin K*

Les principaux flux avec les EPCI extérieurs au Bassin K s'organisent avec la Métropole voisine Aix-Marseille-Provence (AMP) suivi par la CA Dracénoise (vers secteur de Saint Raphaël) puis le littoral des Alpes-Maritimes en général.

Tableau 5 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au secteur - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

EPCI	Valeur	Part de flux
CA Provence-Alpes-Agglomération	5 400	1%
CA du Pays de Grasse	3 700	1%
CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	13 800	3%
Métropole d'AMP	262 400	48%
CA de Sophia Antipolis	4 800	1%
CA Dracénoise	84 900	15%
CA Var Esterel Méditerranée	25 900	5%
CC Lacs et Gorges du Verdon	18 400	3%
CA Cannes Pays de Lérins	10 400	2%
CC du Pays de Fayence	14 400	3%
Métropole Nice Côte d'Azur	16 300	3%
CC du Golfe de Saint-Tropez	62 100	11%
Autres EPCI (flux < 3 700)	26 400	5%
TOTAL	548 900	100%

48% des flux avec des EPCI extérieurs au bassin K sont des flux avec la Métropole d'AMP.



Figure 27 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au secteur tous motifs Jour Ouvré de Base (Part modale TC) (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

1.4.2 Parts modales chez les actifs résidants



Le tableau suivant présente la part modale chez les actifs occupés de 15 ans ou plus.

L'usage de la voiture pour aller travailler reste le mode principal de déplacement sur le bassin K. L'usage des transports en communs représentent 2% environ de la part modale.

L'usage des transports en commun sont supérieurs à 4% de la part modale sur la CA Sud Sainte Baume et atteignent presque les 10% sur la Métropole TPM.

L'usage du vélo présente la part modale la plus faible sur le bassin de mobilité K.

Tableau 6 : Parts des actifs occupés de 15 ans ou plus utilisant pour travailler en 2020 (source : Insee - Statistiques locales) [26]

EPCI	Voiture	Transports en commun	Vélo	Autre
CC Cœur du Var	86,2	2,4	0,8	10,6
CC Méditerranée Porte des Maures	81,2	2,4	1,3	15,1
CC Provence Verdon	87,3	1,6	0,3	10,8
CA Provence Verte	86,6	1,8	0,8	10,8
CA Sud Sainte Baume	81,9	4,2	0,8	13,1
Métropole Toulon Provence Méditerranée	71,7	9,9	3	15,4
CC Vallée du Gapeau	87,4	2,6	0,7	9,3

À noter, les chiffres indiqués dans le tableau ne présentent que les déplacements Domicile-Travail.

[26] *Portrait mobilité quantitatif CC VG, CC MPM, CC CV*

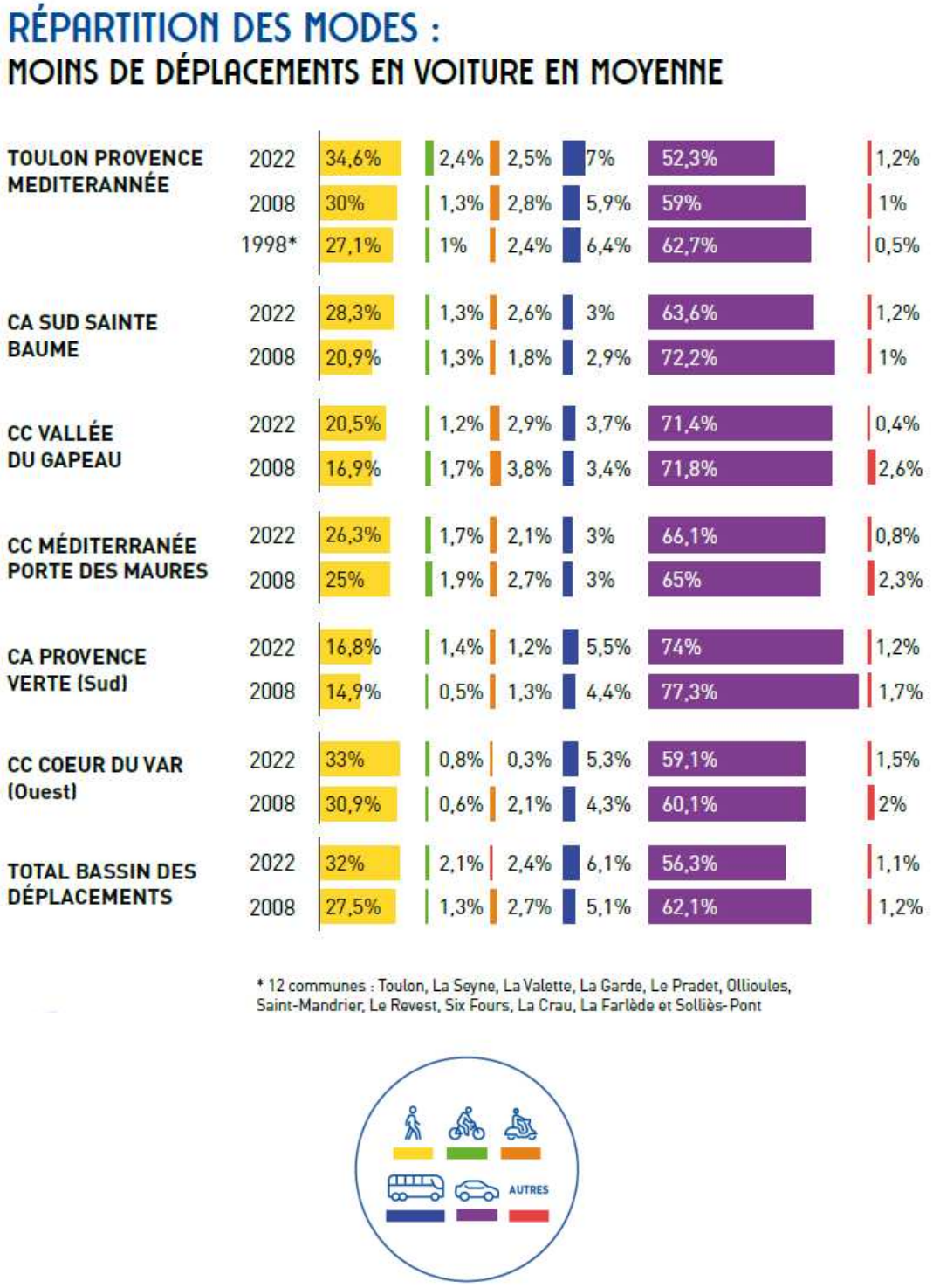


Figure 28 : Evolution des modes de déplacement - Bassin K pour partie (source : enquête de mobilité EMC2)

Les figures suivantes présentent les parts modales par communes pour l'ensemble du bassin de mobilité K.

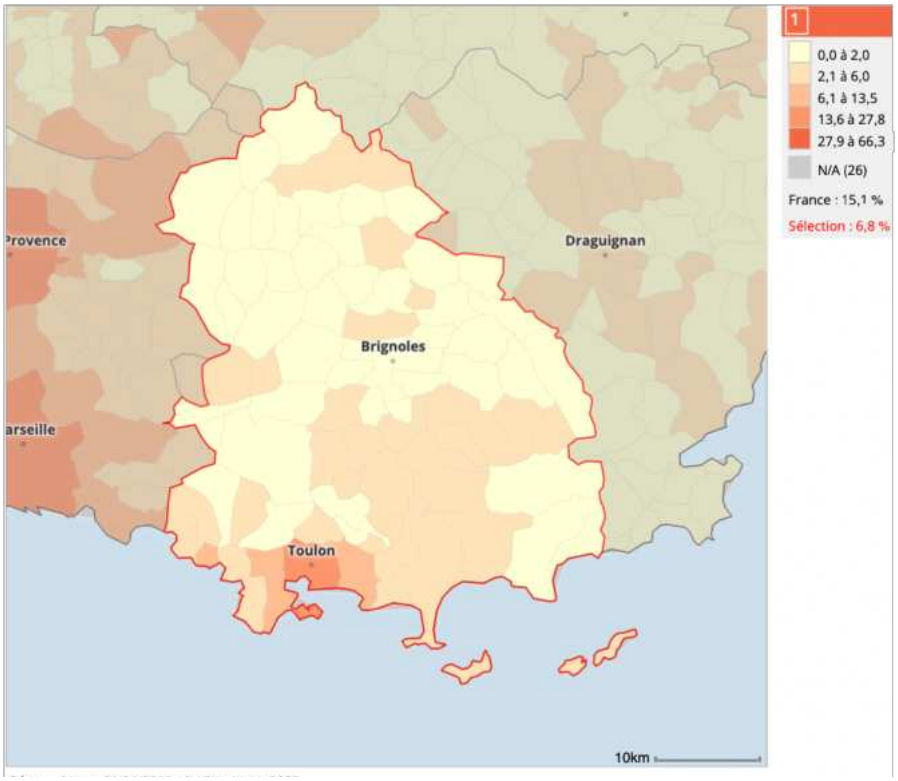


Figure 29 : Part des actifs occupés de 15 ou plus qui utilisent principalement les transports en commun pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))[27]

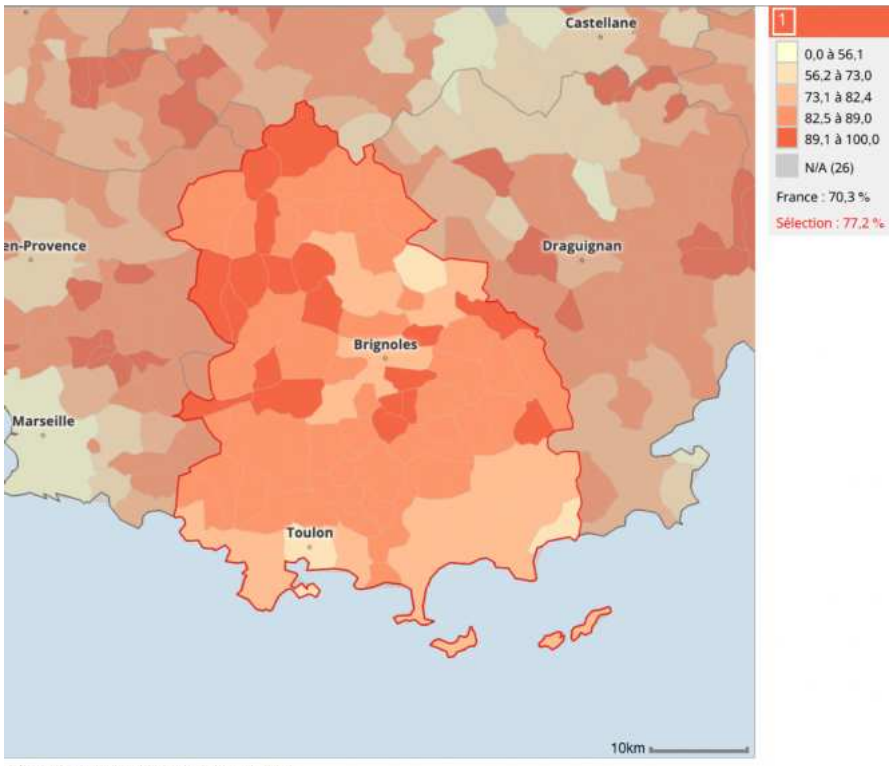


Figure 30 : Part des actifs occupés de 15 ou plus qui utilisent principalement une voiture pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

[27] *https://statistiques-locales.insee.fr/#c=indicator&i=rp_milles_seul.pt_actocc15p_velo&s=2020&t=A01&view=map1*

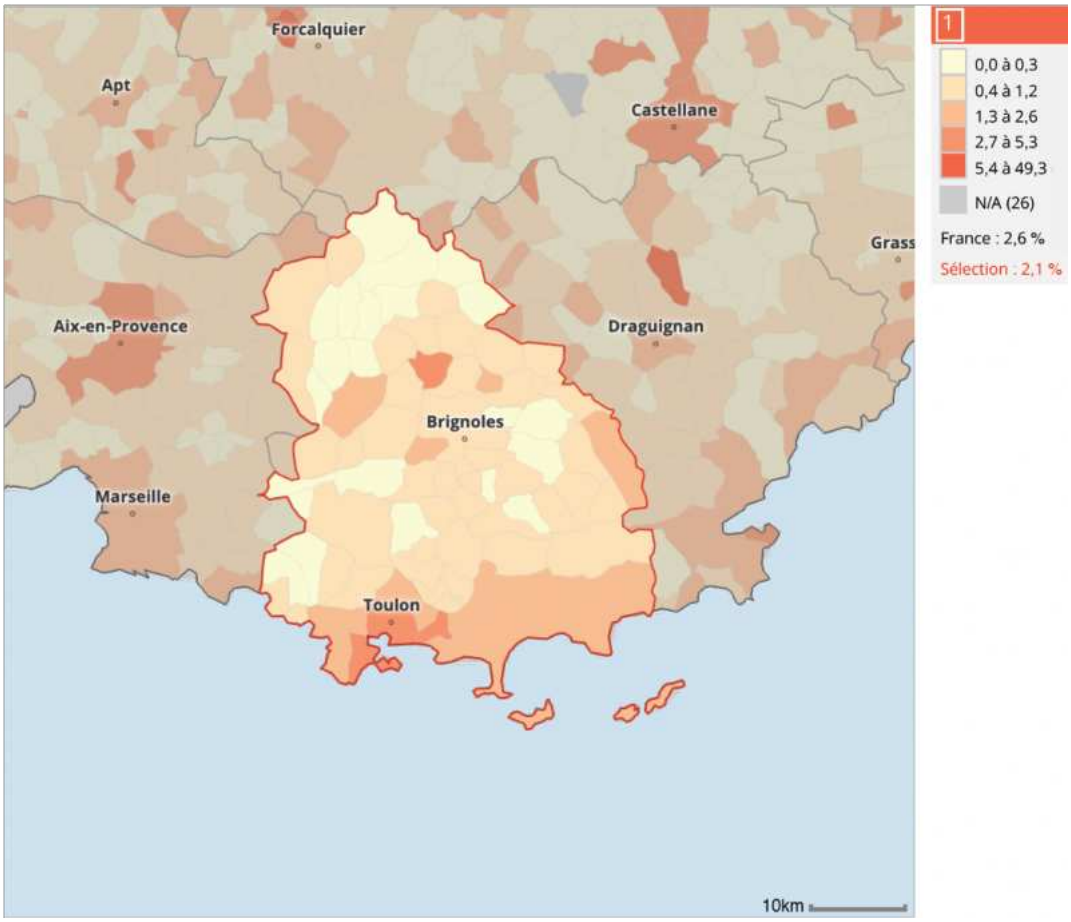


Figure 31 : Part des actifs occupés de 15 ou plus qui utilisent principalement un vélo (y compris à assistance électrique) pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

1.4.3 Déplacements touristiques

- La Métropole TPM lance une enquête mobilité touristique type EMC² sur l'été 2025

1.5 Infrastructures de mobilités existantes

Afin d'avoir une vision globale, la cartographie ci-dessous présente les principales infrastructures et les principaux services de mobilité à l'échelle du bassin de mobilité. Sont également présentés dans un tableau les abris vélos sécurisés en gare avec mention de leurs capacités.

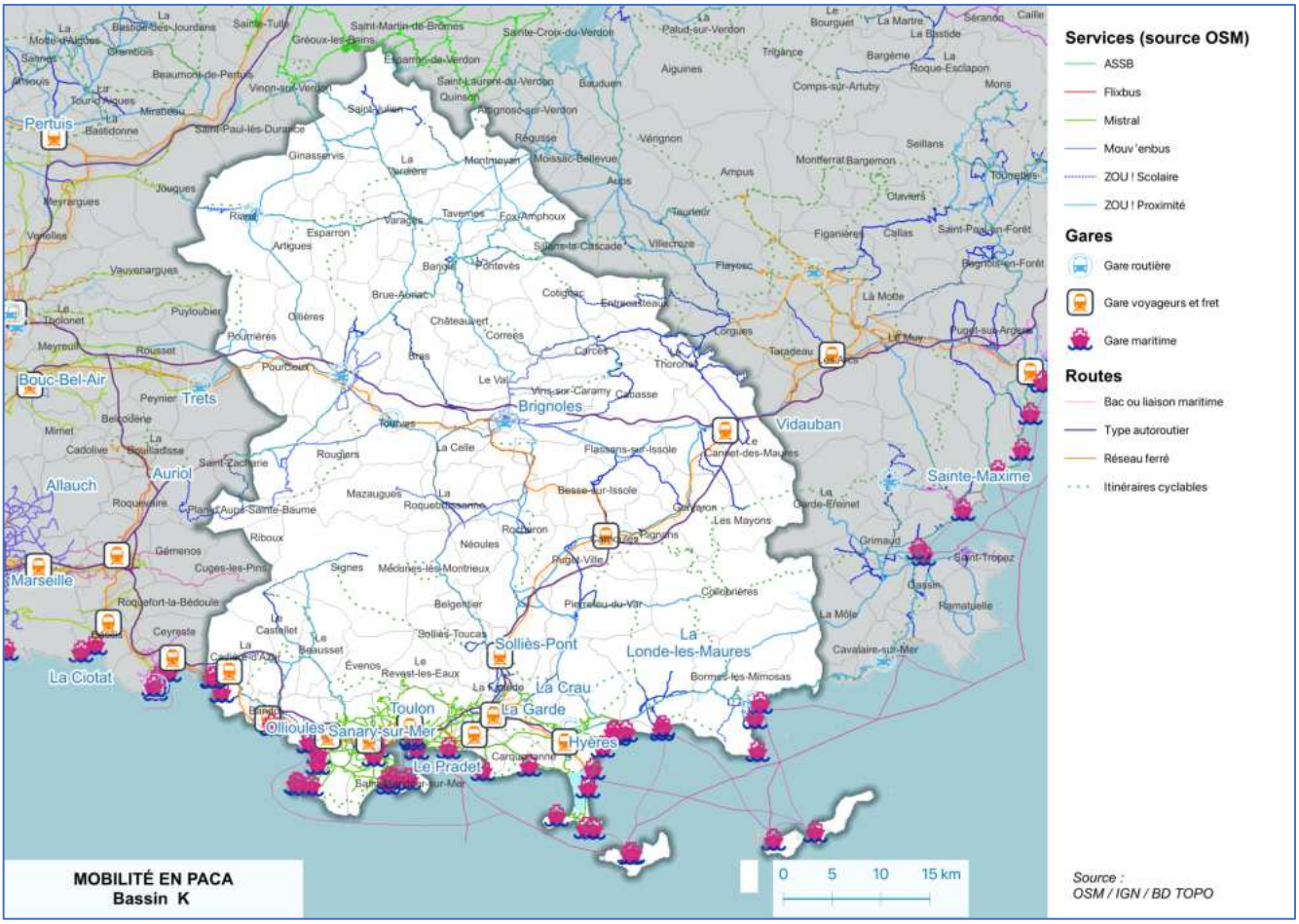


Figure 32 : Infrastructures et services de mobilités existants sur le bassin K
(sources: Open Street Map, IHO World Seas, IGN (BD Alti, BD Topo; BD Topage et Admin Express))

Cette carte pourra être complétée par les acteurs au besoin pendant la vie du COM.

Les itinéraires cyclables proviennent d'OSM et sont incomplets ou de source inconnue. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a lancé un travail de « nettoyage » les données OSM en association avec les acteurs de la mobilité.

1.5.1 Mobilité active

1.5.1.1 *Vélo*



Abris vélos en gare :

La Région a souhaité accompagner l'augmentation continue des déplacements à vélo, et permettre les changements de pratiques permettant aux usagers du quotidien des déplacements vélo/train, vélo/car. Cette volonté s'est traduite par le vote du Plan vélo régional en octobre 2020, fixant ainsi comme objectifs : 1 million de trajets quotidiens à vélo et le déploiement massif de sites en stationnements vélo sécurisés dans les gares, pôles d'échanges. Pour permettre la réalisation de ce plan vélo, la Région a engagé un contrat de performance avec SNCF Gares & Connexions en décembre 2020, propriétaire et exploitant des gares régionales, engageant les parties à lever les freins à l'intermodalité vélo et TER, favoriser les rabattements et la fluidité au sein des gares pour les usagers à vélo. L'ensemble des gares TER de la Région seront donc équipées d'abris vélos sécurisés d'ici le 1er janvier 2025.

L**eur mise en ligne pour réservation sur le portail Zou! pourra s'effectuer très prochainement** via le lien Se déplacer à vélo - Votre réseau ZOU (maregionsud.fr) : zou.maregionsud.fr.

Ces abris sont accessibles à tout titulaire d'une carte de transport via une inscription sur le portail ZOU ! et ce gratuitement sur simple intégration du numéro de carte de transport. Il n'est pas nécessaire d'être abonné, la carte billettique suffit à l'inscription gratuite. Un règlement d'usage est affiché sur l'équipement, ainsi que les coordonnées d'une hotline en cas de problème.

Sont également déployés des équipements permettant aux titulaires de QR code (billets digitaux) d'accéder également gratuitement aux abris. Ce système permet l'accès des équipements aux voyageurs occasionnels par présentation de leur billet digital. Installation progressive en cours.

Certains abris ont été financés et sont gérés par l'AOM locale.

Abris vélo sécurisés en gare TER installés (Var)

Gestionnaire	Abris vélos	Nombre de places
PACA_BANDOL	**Bandol**	**12**
PACA_BOULOURIS	**Boulouris**	**6**
PACA_CARNOULES	**Carnoules**	**6**
PACA_CUERS	**Cuers**	**6**
PACA_FREJUS	**Fréjus**	**12**
PACA_GOLFE_JUAN_VALLAURIS	**Golfe-Juan-Vallauris**	**12**
PACA_GONFARON	**Gonfaron**	**6**

PACA_HYERES	**Hyères**	**20**
PACA_LA_CRAU	**La Crau**	**6**
PACA_GARDE	**La Garde**	**16**
PACA_PAULINE	**La Pauline**	**16**
PACA_LA_SEYNE_SUR_MER	**La Seyne-sur-Mer**	**12**
PACA_LE_LUC	**Le Luc**	**6**
PACA_LES_ARCS_DRAGUIGNAN	**Les Arcs Draguignan**	**20**
PACA_OLLIOULES	**Ollioules**	**12**
PACA_PIGNANS	**Pignans**	**6**
PACA_PUGET_VILLE	**Puget-Ville**	**6**
PACA_ROQUEBRUNE	**Roquebrune-Cap-Martin**	**6**
PACA_SAINT_CYR_LES_LECQUES	**Saint-Cyr**	**12**
PACA_SOLLIES	**Solliès-Pont**	**6**
PACA_TOULON	**Toulon**	**130**
PACA_TOULON_SAINTE_MUSSE	**Toulon Halte Sainte Musse**	**36**
PACA_VIDAUBAN	**Vidauban**	**6**

1.6 Services de mobilités[28]

1.6.1 Service Régulier Transport

1.6.1.1 *Transport Intra Urbain et Extra Urbain*

Bus

Le réseau régional ZOU! s'étend à l'ensemble des cars et trains du réseau de transport régional.



Figure 33 : Plan des lignes car du Var (source : ZOU ! Var)

[28] *Bassin de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin K*

Document synthèse BM K

Portraits mobilités quantitatifs

Portraits mobilités qualitatifs

Depuis le 1er janvier 2020, la **CC Cœur du Var** a récupéré la gestion du TACO. Le TACO est un bus qui accompagne les usagers dans leurs déplacements entre les villes du Luc-en-Provence et du Cannet-des-Maures, tous les mardis et vendredis en journée, les mercredis après-midi et les samedis matin. Il permet également d'assurer plusieurs correspondances avec le TER depuis la gare SNCF du Cannet-des-Maures, sur la ligne Toulon/Marseille. Un circuit à destination des élèves du collège a été ajouté afin de permettre aux enfants d'un quartier isolé et d'un quartier prioritaire, de se rendre dans leur établissement en toute sécurité. Le service est gratuit.

Le réseau de navettes MOUV'ENBUS de la **Communauté d'Agglomération de la Provence Verte** est composé de 5 lignes de transport urbain et 4 navettes qui desservent les communes du territoire de la CA.

La Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume met à disposition trois types de navettes :

- Navette « jours de marché »
- Navette interquartiers
- Navette estivale

Le réseau de transports urbains de la CA Sud Sainte Baume dessert actuellement les communes de Bandol, Sanary-sur-mer et Saint Cyr sur mer par des navettes régulières interquartiers. Des navettes régulières relient la Gare d'Ollioules/Sanary et le centre-ville de Sanary-sur-Mer avec des arrêts communs au Réseau Mistral. La Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume met également à disposition des navettes spécifiques les jours de marchés et pendant la période estivale

Le réseau **Mistral de la Métropole Toulon Provence Méditerranée** propose un service de 134 lignes dont 46 lignes de bus régulières, 8 lignes de bus en soirée, 16 services de transport à la demande « Appel Bus », 1 service de Transport pour les Personnes à Mobilité Réduite, 1 service de Taxi-Bus, 47 services de transports scolaires, 10 lignes de bateau-bus, une ligne de téléphérique et 4 services sur la base navale.

Une nouvelle ligne 83 du Réseau Mistral entre la Gare d'Ollioules/Sanary et Six-Fours-les-Plages a été inaugurée en septembre 2023. Cette ligne est le résultat d'une concertation entre La MTPM et la CA Sud Sainte Baume et d'une délégation régionale.

Ferroviaire

Cinq des sept EPCI sont desservis par la ligne ferroviaire Marseille-Vintimille. Cette ligne accueille les services ferroviaires suivants : TER, Intervilles, Intercités de jour et de nuit et TGV.

1.6.1.2 *Transport saisonnier*



Des navettes estivales gratuites sont proposées sur le territoire de la CC Méditerranée Porte des Maures à La Londe-les-Maures.

Évolutions du Réseau Mistral et renfort d'offre de juin à septembre

Mise en place de la régulation de service à destination de Porquerolles dans le cadre d'une charte avec tous les bateliers et de l'Opération Grand Site de la Presqu'Île de Giens à Hyères.

1.6.1.3 *Portail d'information aux usagers*

Plusieurs portails d'information aux usagers existent sur le bassin de mobilité K.

Le réseau régional ZOU ! propose sur son site internet une carte interactive ainsi qu'un service de paiement en ligne. Le site permet l'achat de billet TER, de titre de bus, de réserver un trajet d'une ligne express ou de réserver un abris vélo.

https://services-zou.maregionsud.fr/fr/

La SNCF met à disposition une application appelé «Ma Gare SNCF » qui permet de donner aux usagers des informations relatives aux gares et aux services associés, ainsi que l'application SNCF Connect pour la recherche et l'achat en lignes de billets.

https://www.garesetconnexions.sncf/fr/gares-services

https://www.sncf-connect.com

La **CA Cœur de Var** est dotée d'une application « Pysae » qui permet d'informer en temps réel les usagers de la circulation du taco.

https://web.pysae.com/download

La **CA Provence verte** propose sur son site internet un accès un livemap permettant de voir en temps réel le déplacement des bus.

https://mouvenbus.monbus.mobi/2clock/livemap?n=1

La **CA Sud Sainte Baume** met à disposition les horaires et plans des itinéraires des bus sur son site internet :

https://www.agglo-sudsaintebaume.fr/acceder-a-vos-services/transports/transports-urbains/#tarifsTransportsUrbains

Sur le site internet Réseau Mistral de la **Métropole Toulon Provence Méditerranée** les usagers ont accès à une carte interactive intégrant tous les types de transport et des liens vers les

autres modes de transport. L'application réseau Mistral permet d'informer en temps réel et également d'acheter des titres dématérialisés.

https://www.reseaumistral.com/mistral-vous/les-applications-mobile

Depuis Juin 2019, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a mis en service une Maison de la Mobilité dont les missions sont les suivantes :

- Informer les usagers du territoire sur les questions de Mobilité en un point d'accueil unique et dédié ;
- Promouvoir l'usage des modes alternatifs à la voiture individuelle par des actions de sensibilisation à l'éco-mobilité ;
- Favoriser les échanges et transferts d'expériences : missions de conseil et d'accompagnement auprès des entreprises, des associations, des particuliers ainsi que des partenaires des déplacements ;
- Créer un lieu de rencontre avec l'organisation d'événements ponctuels et la valorisation de toutes les initiatives qui touchent les déplacements des habitants et visiteurs du territoire ;
- Vendre des titres de transports du Réseau Mistral et accompagner l'achat en ligne des autres titres de transports (SNCF, TLV, Zou…) ;
- Proposer une permanence réseau Mistral avec vente directe de l'ensemble de leur offre commerciale.

1.6.2 TAD

La Commune Rians de **la CC Provence Verdon** met à disposition un petit TAD avec des navettes pour aller au marché du mercredi de la commune de Saint Maximin ainsi qu'aux pôles médicaux à St Maximin.

Le **CCAS de la commune de Barjols** propose un TAD sur le périmètre de la commune pour rejoindre le centre-ville

La **CC Méditerranée Porte des Maures** présente un service TAD seniors pour les personnes de 70 ans et plus. Le TAD fonctionne sur réservation 24 heures avant la prestation.

Le réseau mistral de la **Métropole TPM** propose un TAD qui dessert les quartiers pavillonnaires et les zones d'activité. Les réservations peuvent être réalisées en ligne ou par téléphone.

1.6.3 Mobilité active

1.6.3.1 *Vélo*

- Les axes majeurs régionaux des véloroutes voie vertes sont structurants à l'échelle du bassin.
- ADT 83 fait la promotion de l'accueil vélo et pour le développement de la filière.
- Une association d'usagers a été identifiée à l'échelle de TPM AF3V.
- Une association gère le tour du verdon à vélo sur la CC Provence Verdon.

- Location vélo :
- Location trottinette :

1.6.4 Fluvial

Néant

1.6.5 Maritime

Le réseau Mistral offre :

- Quatre lignes bateaux-bus sont proposées pour la desserte de la rade de Toulon :
  - Toulon – La Seyne
  - Toulon – Sablettes/Tamaris
- Toulon – Saint- Mandrier : 6 lignes assurent la desserte des Îles d'Or au départ de la Tour Fondue et du Port de Hyères.

La compagnie Corsica ferries propose depuis le port rade de Toulon huit destinations

- Toulon – Ajaccio
- Toulon – Bastia
- Toulon – Porto-Vecchio
- Toulon – l'Ile Rousse
- Toulon – Porto Torres
- Toulon – Golfo Aranci
- Toulon – Alcudia (Majorque)
- Toulon –Minorque

1.6.6 Usage partagé des Véhicules Terrestres à Moteur (VTM)



- L'opérateur ECOV a développé une expérimentation en mars 2021, en partenariat avec CA Provence verte. L'essai a été infructueux.
- Autopartage : aucun opérateur n'a été identifié sur ce secteur
- L'application KAROS a été mise en place en février 2024 avec incitations financières sur le territoire de la CC Provence Verdon

1.6.7 Téléphérique

Le téléphérique du Faron permet de relier le Mont Faron à Toulon.

1.6.8 Mobilité solidaire

La mobilité solidaire sera traitée dans le Plan d'Action Commun en Matière de Mobilité Solidaire à l'échelle du bassin.

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE – OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES

1 DEFINITION 107

2 LES OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES DU BASSIN 108

1 Définition

Les objectifs du bassin de mobilité ont été co-construits par les acteurs lors du COTECHBASS n°1 et validés lors du COBASS n°2. Ils sont au nombre de 19 et répondent aux six thématiques couvertes par le COM :

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité
3. Les modalités de gestion des situations dégradées
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité
6. La décarbonation des mobilités

Les cinq premières thématiques sont issues du code des transports, la sixième, a été proposée par la Région en lien avec les objectifs régionaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre le changement climatique.

Il s'agit ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du bassin de mobilité. Ils se déclinent en engagements pour lesquels un ou plusieurs acteurs s'engagent à contribuer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est présentée dans l'annexe 1 du COM.

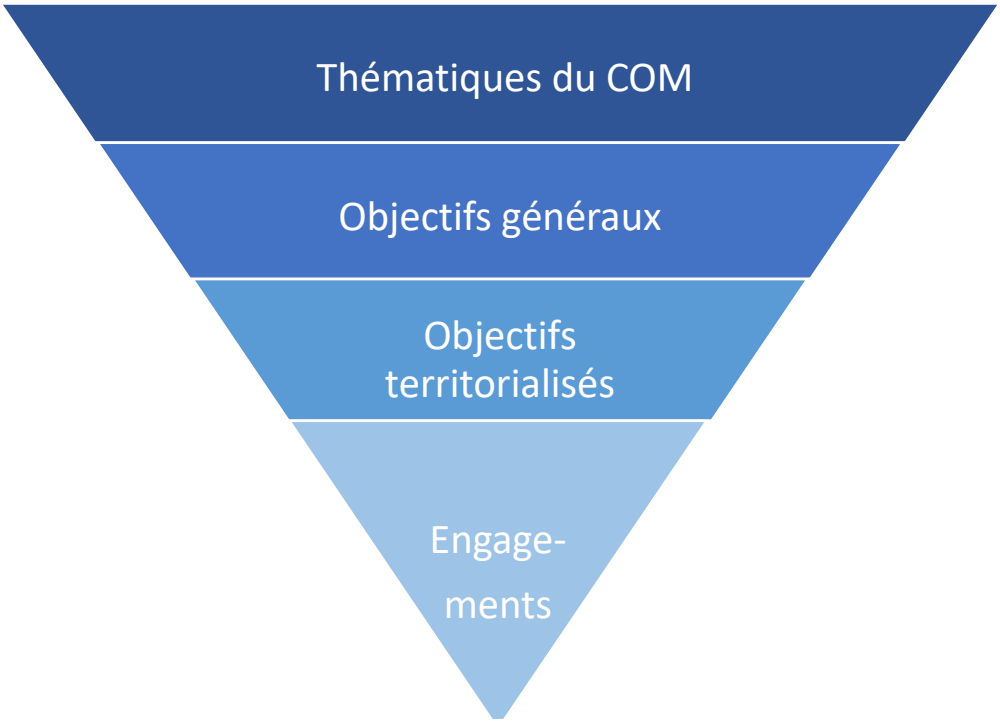


Figure 34 : Articulation des objectifs territorialisés avec les thématiques et les engagements

Les objectifs territorialisés du bassin ont été validés par les élus lors du Comité de Bassin n°2.

2 Les objectifs généraux et territorialisés du bassin

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS TERRITORIALISÉS
Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs
	Développer les stationnements sécurisés pour les vélos
	Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables
	Développer l'offre de services associés au vélo (location, entretien)
	Développer les liaisons cyclables vers les établissements scolaires (lycées, collèges)
Améliorer les conditions de l'intermodalité	Assurer un maillage pistes cyclables-gares routières (+ stationnements sécurisés vélo)
	Favoriser le rabattement des autres transports (TC, vélo, covoiturage) vers les gares ferroviaires.
	Travailler à définir les besoins, la desserte et les services de mobilité à étudier pour la mise en œuvre du SERM de l'aire toulonnaise et l'intermodalité associée
	Travailler au déploiement d'une billettique interopérable
	Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain
Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs	Optimiser l'interopérabilité des services régionaux et locaux en termes de correspondances (arrêts, fréquences, horaires)
	Améliorer l'offre de service (fréquence, horaire…) vers et depuis les zones d'habitat isolées

OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS TERRITORIALISÉS
Faciliter la lecture et l'usage de l'offre de services	Faciliter le parcours usager grâce à une information harmonisée, intégrant l'intermodalité des transports
	Mettre en avant les ressources existantes (ex. calculateur itinéraire Zou) mais également s'assurer de l'actualisation de celles-ci (exactitude / exhaustivité de la donnée)
Améliorer la connaissance des flux d'usagers	Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin
Poursuivre la décarbonation	Harmoniser les bornes de recharges de véhicules électriques particulier / Partager les infrastructures de recharge pour les TC
	Mieux informer les usagers sur les possibilités de recourir aux mobilités décarbonées Sensibiliser et communiquer auprès des usagers des possibilité de recourir aux mobilités décarbonées
Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Harmoniser la prestation de service à l'échelle du bassin
	Promouvoir les offres de covoiturage existantes pour inciter les usagers à utiliser ce mode de transport

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXES



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE - ANNEXES

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DU BASSIN K 111

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS 123

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION 287

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS GENERAUX DU BASSIN DE MOBILITE 307

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 311

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DU BASSIN K

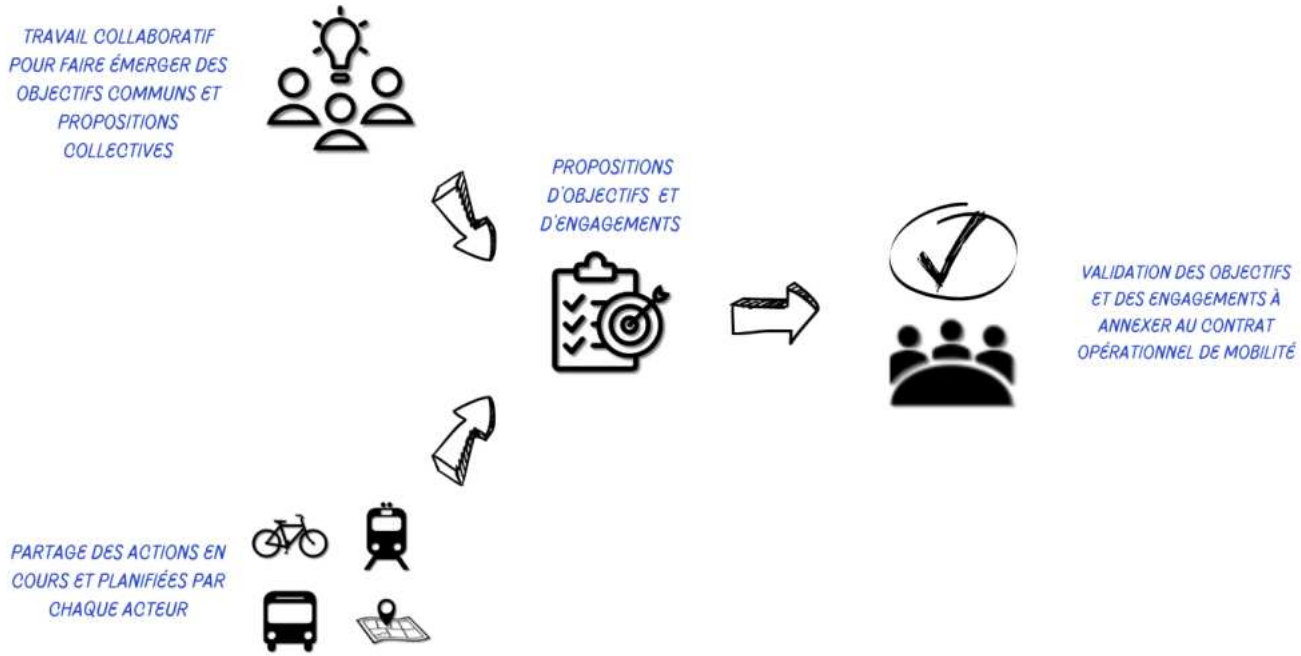


DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Rappel du processus d'élaboration des objectifs et des engagements

Les objectifs généraux, objectifs territorialisés ainsi que les engagements du présent Contrat Opérationnel de Mobilité sont issus d'un **processus de co-construction**. Ce processus a permis, dans un premier temps, de **fixer des objectifs correspondant aux enjeux et priorités des acteurs du bassin** de mobilité. Dans un second temps, la co-construction a permis à l'ensemble des acteurs de **partager les initiatives** en cours ou planifiées répondant aux objectifs mais aussi d'**élaborer de manière collaborative** des propositions d'actions/engagements complémentaires. Les propositions d'actions/engagements collectives issues du processus de co-construction sont appelées ci-dessous « **engagements du bassin** ».



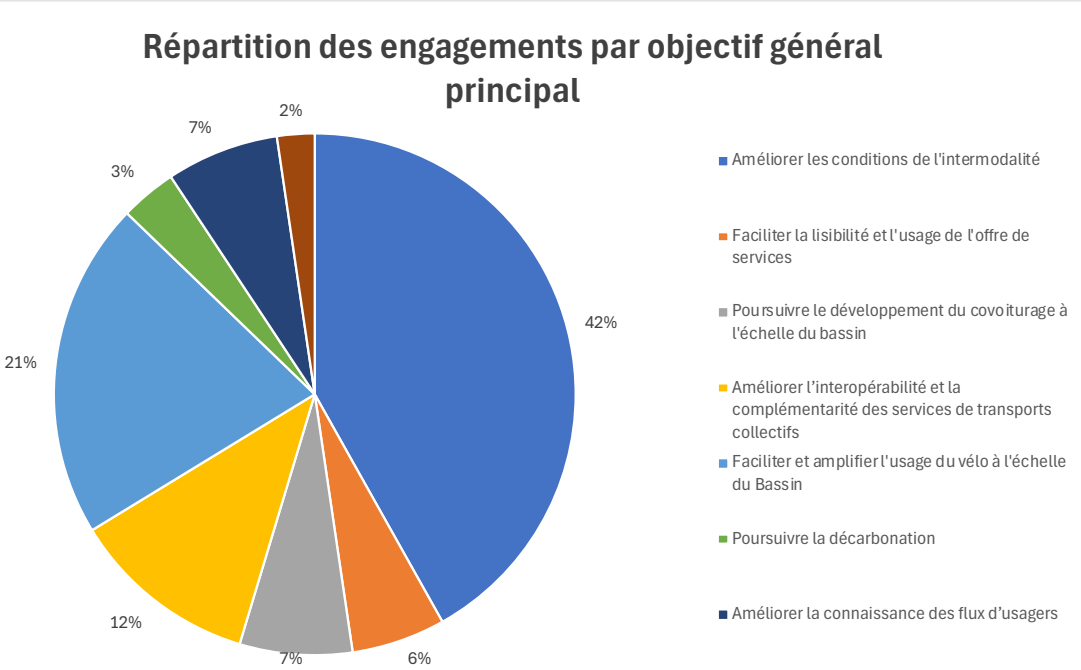
2 Engagements du bassin de mobilité K

Le Contrat Opérationnel du bassin de mobilité K présente **86 engagements**.

Les engagements sont rattachés à un objectif général "principal" afin d'éviter les doubles comptes (à noter pour autant qu'un même engagement peut contribuer à plusieurs objectifs à la fois).

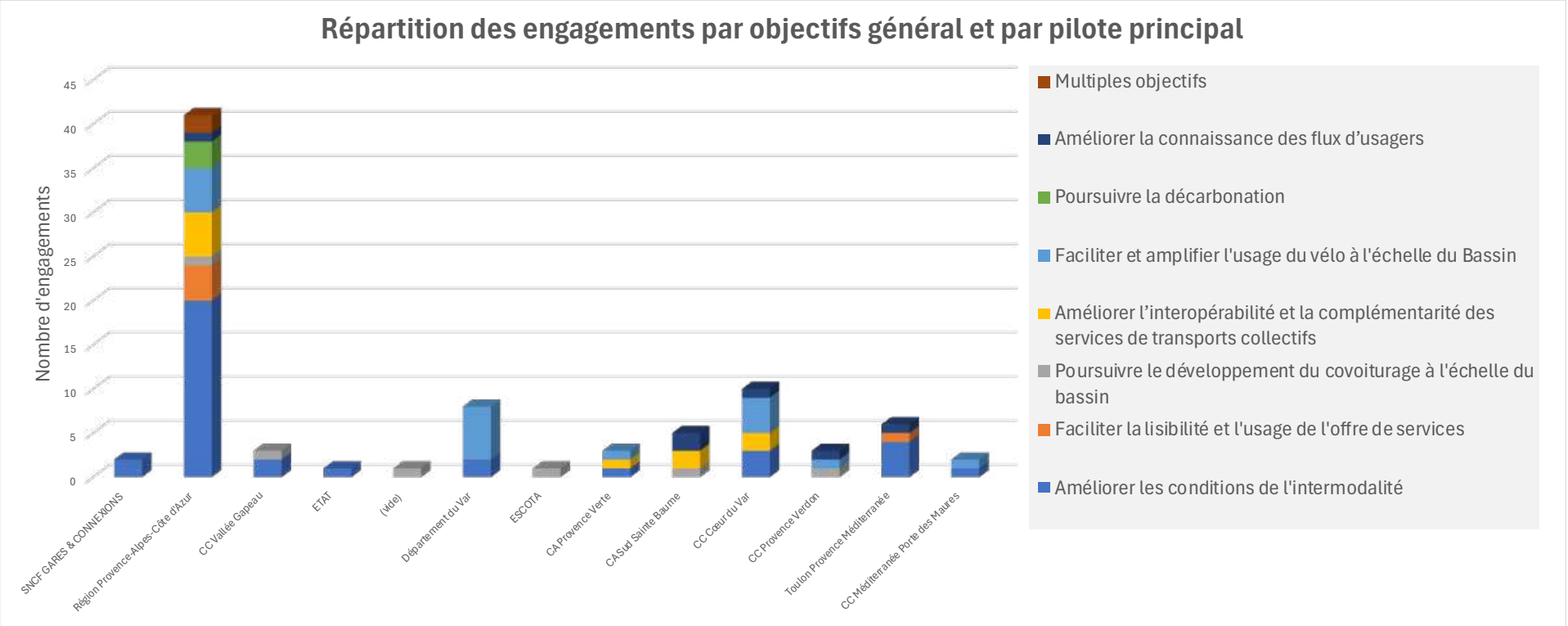
Les trois objectifs généraux présentant le plus grand nombre d'engagement y étant rattachés sont :

- **Améliorer les conditions de l'intermodalité**
- **Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin**
- **Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs**



Le **pilotage** de chaque engagement est assuré par un des acteurs du bassin qui est alors considéré comme le « pilote » de l'engagement, c'est-à-dire qu'il s'engage à veiller à la mise en œuvre de l'engagement et prendra en charge les éventuelles actions de coordination nécessaire avec les autres acteurs (réunion, ateliers, échanges d'information).

Le graphique ci-dessous présente la répartition des engagements par pilote principal (certains engagements ont un copilotage de plusieurs acteurs). Les acteurs ayant en charge le pilotage du plus grand nombre d'engagements sont pour le bassin K : la **Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département du Var et la Métropole de Toulon Provence Méditerranée**.



DIRECTION GÉNÉRALE TRANSPORTS, MOBILITÉ ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

CONTRAT OPÉRATIONNEL DE MOBILITÉ
BASSIN DE MOBILITÉ K

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

LISTE DES ENGAGEMENTS DE BASSIN

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Coordination des offres / Maillage du réseau		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	K19
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Desservir en accès cyclable les points de rabattement, nœuds d'intermodalité	X	X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Assurer un maillage pistes cyclables-gares routières (+ stationnements sécurisés vélo)	K21
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Créer une gamme de tarification combinée (Pass)	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Travailler au déploiement d'une billettique interopérable	K44
Département du Var	Mise en place d'un groupe de travail sur la mise en œuvre du JALRIC	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables	K46
Département du Var	Favoriser le développement d'activités liées au cyclable (location de vélo, réparation)	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Développer l'offre de services associés au vélo (location, entretien)	K49
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Création d'un groupe d'échange sur les modes de gouvernance et les projets vélo	X					X	Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	K58
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Recensement de toutes les aides / moyens de financement possible	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs	K64
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Animation d'un groupe utilisateurs du calculateur d'itinéraire (data sud)	X			X			Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Mettre en avant les ressources existantes (ex. calculateur itinéraire Zou) mais également s'assurer de l'actualisation de celles-ci (exactitude / exhaustivité de la donnée)	K66
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mutualisation des pratiques pour élever le niveau de technicité global pour le bien commun (thématiques data et billétique)	X			X			Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Multiples objectifs	K67
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mobilisation des employeurs en tant que promoteurs des mobilités décarbonées				X		X	Poursuivre la décarbonation	Mieux informer les usagers sur les possibilités de recourir aux mobilités décarbonées Sensibiliser et communiquer auprès des usagers des possibilité de recourir aux mobilités décarbonées	K72

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

DIRECTION GÉNÉRALE TRANSPORTS, MOBILITÉ ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

CONTRAT OPÉRATIONNEL DE MOBILITÉ
BASSIN DE MOBILITÉ K

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

LISTE DES AUTRES ENGAGEMENTS

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
CAPV	Structurer l'offre de transports collectifs	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Améliorer l'offre de service (fréquence, horaire...) vers et depuis les zones d'habitat isolées	K01
CASSB	Transports à la Demande expérimental pour relier les communes de la CASSB	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Améliorer l'offre de service (fréquence, horaire...) vers et depuis les zones d'habitat isolées	K02
CASSB	Transports en commun expérimental pour la desserte du Parc d'Activités du Plateau de Signes	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Améliorer l'offre de service (fréquence, horaire...) vers et depuis les zones d'habitat isolées	K03
CCCV	Navette intercommunale	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Améliorer l'offre de service (fréquence, horaire...) vers et depuis les zones d'habitat isolées	K87
CCCVar	Taco : service de transport interurbain régulier	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	K04
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Tarification régionale des transports	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	K05
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	K92
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Participer à la coordination globale de l'offre de transport par bassin de mobilité en diffusant l'offre ferroviaire régionale et nationale locale	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	K93
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Etude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains	X	X					Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Optimiser l'interopérabilité des services régionaux et locaux en termes de correspondances (arrêts, fréquences, horaires)	K06
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Optimisation des lignes de transports routiers	X	X					Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Optimiser l'interopérabilité des services régionaux et locaux en termes de correspondances (arrêts, fréquences, horaires)	K07

CCPV	Elaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié comprenant un schéma d'aménagement cyclable	X			X			Améliorer la connaissance des flux d'usagers	Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin	K08
MTPM	Elaboration du Plan de Mobilité 2025 – 2035	X			X			Améliorer la connaissance des flux d'usagers	Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin	K09
CASSB	Elaboration du Plan De Mobilité (PDM)	X			X			Améliorer la connaissance des flux d'usagers	Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin	K10
CASSB	Elaboration du Schéma Directeur Cyclable	X			X			Améliorer la connaissance des flux d'usagers	Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin	K11
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Accompagnement/participation à l'élaboration des PDM/PDMS par les EPCI AOM avant rédaction des avis de la Région sur les Plans de Mobilité / Plans de Mobilité Simplifiés arrêtés par les Autorités organisatrices de mobilité	X			X			Améliorer la connaissance des flux d'usagers	Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin	K12
CCCV	Etude de flux de circulation	X			X			Améliorer la connaissance des flux d'usagers	Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin	K91
CCCVar	Création d'un pôle d'échanges multimodal au Cannet des Maures		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	K13
CAPV	Création d'un pôle d'échanges multimodal sur le territoire intercommunal		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	K14
MTPM	PEM Pauline		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	K15
MTPM	PEM de Hyères		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	K16
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Création du pôle d'échange multimodal de La Pauline-Hyères (LNPCA) et de Saint-Cyr-sur-Mer (LNPCA)		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	K17
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Création du pôle d'échange multimodal de Hyères		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	K18

CCVG	Création du pôle d'échanges multimodal de la gare ferroviaire de Solliès-Pont		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	K83
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes	X	X			X		Améliorer les conditions de l'intermodalité	Assurer un maillage pistes cyclables-gares routières (+ stationnements sécurisés vélo)	K20
MTPM	Le Projet BHNS	X	X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Favoriser le rabattement des autres transports (TC, vélo, covoiturage) vers les gares ferroviaires.	K22
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Car à Haut Niveau de Service (CHNS)	X	X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Favoriser le rabattement des autres transports (TC, vélo, covoiturage) vers les gares ferroviaires.	K23
CC Vallée Gapeau	Réouverture de la Gare de La Farlède	X	X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Favoriser le rabattement des autres transports (TC, vélo, covoiturage) vers les gares ferroviaires.	K80
ESCOTA	Permettre la sécurisation et le partage multimodal de la traversée du Luc/ Le Cannet en donnant aux poids lourds un accès direct à l'autoroute via un nouvelle échangeur	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K24
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Requalification de la gare de Cuers	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K25
SNCF GARES & CONNEXIONS	Place de la Gare	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K26
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Schéma Directeur Allongement des quais	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K28
CCCVar	Challenge inter-école sensibilisation et de prévention à la sécurité dans les transports scolaires, en collaboration avec l'ANATEEP	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K29
CCCVar	TENMOD - Stratégie Actions	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K30
CCMPM	Projet de réindustrialisation du site des Bormettes	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K31
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en place des Comités de partenaires locaux sur les CC non AOM	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K32
SNCF GARES & CONNEXIONS	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) phases 1&2	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K33
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Accompagnement en ingénierie des EPCI non AOM	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K34

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Appel à projets Mobil'Lab Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K35
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K36
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en place et gestion d'un centre de relation clients (CRC)	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K37
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Développement de la desserte ferroviaire TER Zou! du secteur Provence Est : Ligne Marseille-Toulon-Hyères/Les Arcs.	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K38
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU!	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K39
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en accessibilité des gares ferroviaires aux PSH et aux PMR	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K40
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mutualisation de la donnée mobilité région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K41
Département du Var	Permettre le réaménagement de la traversée du village de Pierrefeu à destination des modes doux en étudiant et en mettant à l'enquête publique un projet de voie de contournement.	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K81
Département du Var	Complément de l'échangeur et contournement - Carnoules		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	K89
MTPM	RER métropolitain de Toulon	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Travailler à définir les besoins, la desserte et les services de mobilité à étudier pour la mise en œuvre du SERM de l'aire toulonnaise et l'intermodalité associée	K42
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déploiement des Services Express Régionaux Métropolitains (SERM)	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Travailler à définir les besoins, la desserte et les services de mobilité à étudier pour la mise en œuvre du SERM de l'aire toulonnaise et l'intermodalité associée	K43
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional	X						Améliorer les conditions de l'intermodalité	Travailler au déploiement d'une billettique interopérable	K45
CCPV	Déploiement équipements stationnement & entretien/maintenance vélos	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Développer l'offre de services associés au vélo (location, entretien)	K48

Département du Var	Implanter du stationnement cyclable sur les sites recevant du public et les sites culturels départementaux	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Développer les stationnements sécurisés pour les vélos	K51
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Développer les stationnements sécurisés pour les vélos	K52
CCMPM	Schéma Directeur Cyclable de la communauté de communes Méditerranée Porte des Maures	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	K53
Département du Var	Animation et valorisation de la pratique du vélo auprès des collégiens	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	K55
CCCVar	Savoir Rouler à Vélo	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	K56
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Base de données vélo OSM en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : complétude et qualification des données pour utilisation par les collectivités, usagers, amélioration des calculateurs d'itinéraires utilisant OSM	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	K57
CCCV	Programme de sensibilisation à l'environnement	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	K85
CCCV	Pistes cyclables	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	K86
CCCV	Définition d'un schéma directeur cyclable à l'échelle de la Communauté de communes Cœur du Var et sa mise en œuvre opérationnelle	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	K90
Département du Var	Créer de nouveaux circuits cyclables diversifiés	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs	K60
Département du Var	Aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo" et du Parcours Cyclable du Littoral	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs	K61

CAPV	Liaison cyclable Chemin de la Bauxite	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs	K62
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs	K63
MTPM	Compagnon de Mobilité Application MaaS intuitive Métropolitaine	X			X			Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Faciliter le parcours usager grâce à une information harmonisée, intégrant l'intermodalité des transports	K65
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Elaboration d'un PAMS en copilotage avec le ou les Départements concernés	X			X			Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Multiples objectifs	K68
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AO pour mutualiser les points de distribution/ en faire des points multi-opérateur Favoriser l'accès à l'achat dématérialisé via les Maisons France Services	X			X			Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Multiples objectifs	K69
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution			X				Multiples objectifs	Multiples objectifs	K70
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique	X						Multiples objectifs	Multiples objectifs	K71
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Planification stratégique d'actions de communication				X		X	Poursuivre la décarbonation	Mieux informer les usagers sur les possibilités de recourir aux mobilités décarbonées Sensibiliser et communiquer auprès des usagers des possibilité de recourir aux mobilités décarbonées	K73
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déploiement d'installations photovoltaïques dans les gares				X		X	Poursuivre la décarbonation	Multiples objectifs	K74
CCPV	Déploiement d'un service public de covoiturage avec incitations financières	X						Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Harmoniser la prestation de service à l'échelle du bassin	K75
CASSB	Restructuration aires de covoiturage existantes et création de nouvelle aire de covoiturage	X						Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Multiples objectifs	K78
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Soutien aux aires de covoiturage dans leur dimension multimodale	X						Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Multiples objectifs	K79

CCVG	Création de l'aire de co-voiturage des Terrins à Solliès-Pont	X						Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Multiples objectifs	K84
ESCOTA	Aire de covoiturage - Le Cannet-des-Maures	X						Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Multiples objectifs	K88
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déployer et optimiser le covoiturage à l'échelle du bassin	X						Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Harmoniser la prestation de service à l'échelle du bassin	K94

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°1	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'offre de service (fréquence, horaire...) vers et depuis les zones d'habitat isolées
Référent de la fiche : Magali DJELOUAH, mdjelouah@caprovenceverte.fr, 06.07.64.27.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Structurer l'offre de transports collectifs
Périmètre	Agglomération Provence Verte
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'objectif est de relier les villes relais et les communes de plus de 3000 habitants aux villes centre, desservir les principales zones d'activité par la mise en place de lignes nouvelles et du complément par du transport à la demande. **Étapes :** 1- Études 2- Mise en place
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CA Provence Verte

INDICATEURS
Études menées État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Provence Verte	Pilote	Maîtrise d'ouvrage	2 ETP
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Articulation des lignes des réseaux	Article sur la page internet

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

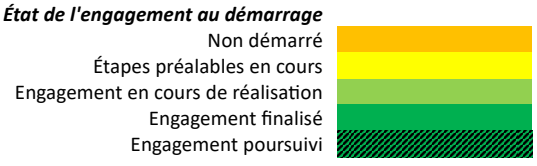
N°2	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'offre de service (fréquence, horaire...) vers et depuis les zones d'habitat isolées
Référent de la fiche : Véronique GOUBE,veronique.goube@sudsaintebaume.fr, 06.81.94.15.92	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Transport à la demande expérimental pour relier les communes de la CASSB
Périmètre	Le territoire de la CASSB
Étapes / Public cible / Budget	La CASSB souhaite expérimenter un service de transport à la demande répondant à des besoins de déplacements de personnes à l'intérieur du territoire intercommunal où les lignes régulières sont peu fréquentes. Le principe retenu est d'effectuer un test expérimental qui doit être renouvelé à compter de septembre 2024. Le projet proposé est de réaliser des courses dans la semaine entre 15 points d'arrêts existants répartis sur les communes du territoire, afin d'évaluer dans un premier temps sa pertinence et sa fréquentation avant de le rendre pérenne. Les étapes sont les suivantes : 1- Construction du service TAD (2024) 2- Test expérimental du service TAD (2025) 3- Intégration du circuit dans les services réguliers des transports urbains de la CASSB (2026).
Besoins de pilotage / coordination	Partenariat avec les communes et les transporteurs.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CA Sud Sainte Baume

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

CA Sud Sainte Baume	Pilote	Maître d'œuvre en tant qu'AOM Équipe projet	Organisation sur service de TAD

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°3	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'offre de service (fréquence, horaire...) vers et depuis les zones d'habitat isolées
Référent de la fiche : Véronique GOUBE, veronique.goube@sudsaintebaume.fr, 06.81.94.15.92	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Transports en commun expérimental pour la desserte du Parc d'Activités du Plateau de Signes
Périmètre	Le territoire de la CASSB
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'objectif est de concevoir une offre de déplacement, en transport en commun, répondant au mieux aux besoins quotidiens des personnes travaillant sur la zone d'activités de Signes. **Étapes :** 1- Co-construction avec les salariés du Plateau d'activités un itinéraire de desserte en transport en commun, en définissant ensemble les points d'arrêts et les fréquences (2024) 2- Mise en service le trajet en test expérimental sur quelques mois afin d'évaluer sa pertinence et sa fréquentation avant de le rendre pérenne (2025) 3- Intégration du circuit dans les services réguliers des transports urbains de la CASSB (2026)
Besoins de pilotage / coordination	Partenariat avec les actifs de la zone d'activités, les transporteurs.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CA Sud Sainte Baume

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Sud Sainte Baume	Pilote		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°4	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT,Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Taco : service de transport interurbain régulier
Périmètre	Communes du Luc en Provence et du Cannet des Maures
Étapes / Public cible / Budget	Depuis le 1er janvier 2020, la Communauté de communes Cœur du Var a récupéré sous délégation régionale la gestion du TACO, service de transport urbain circulant entre le Luc-en-Provence et Le Cannet-des-Maures. Le TACO est un service gratuit, il accompagne les usagers dans leurs déplacements entre les villes du Luc-en-Provence et du Cannet-des-Maures, tous les mardis et vendredis en journée, les mercredis après-midi et les samedis matin. Il permet également d'assurer plusieurs correspondances avec l'offre du service ZOU ainsi que l'offre du TER depuis la gare SNCF du Cannet-des-Maures, sur la ligne Toulon/Marseille. De plus, un des circuits est à destination des collégiens au départ d'un quartier isolé et d'un quartier prioritaire.
Besoins de pilotage / coordination	Délégation AOML

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Cœur du Var

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Cœur du Var	Pilote	Équipe projet	

Commune du Luc	Partenaire	Équipe de projet et financement	2/3 du financement
Commune du Cannet	Partenaire	Équipe de projet et financement	1/3 du financement
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilotage délégué à la CC Cœur du Var Équipe projet	Délégation régionale

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°5	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Miren AGUER – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - DTRI/SMI, maguer@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Tarification régionale des transports, mise en œuvre et communication partenariale
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Mise en œuvre stratégie régionale, actions complémentaires à des évolution d'offre, expérimentations ou partenariats avec pour objectifs : - Mise en œuvre d'une gamme tarifaire régionale simplifiée et unique - Développement de la tarification multimodale intégrée interAOM pour faciliter l'intermodalité et la mobilité par les transports publics sur un bassin de déplacements - Incitation au report modal vers les transports publics, en accompagnement d'une offre de transport attractive pour les trajets du quotidien comme pour les trajets occasionnels - Accompagnement à la mobilité des foyers à revenu modeste, développement d'une mobilité solidaire - Préservation des recettes régionales - Coordination avec les autres acteurs de la mobilité, y compris en termes d'information des évolutions tarifaires **Étapes :** • Réalisé : - Nouvelle gamme tarifaire régionale : 2023 (PZE en 2019) avec tarifs solidaires et minigroupes - Pass Intégral :2018 - Pass Sud Azur : 2020 - TER + urbain • Expérimentations : - Tarif Pic de pollution - Pass Journée TER - Tarifs zone peu dense • Projets : - Pass Var et Vaucluse - Déclinaisons des pass multimodaux existants

	Composante communication partenariale : envois systématiques de présentations informatives sur les modifications/adaptations tarifaires aux AOM du bassin sur chacun des bassins de mobilité
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** la Région anime un groupe de travail interAOM pour réunir les bonnes conditions de mise en œuvre de l'interopérabilité

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	Chargé de mission tarifaire, chargé de mission billettique, AMO, équipe AMT
AOMD	Partenaire	Cofinancement ; Partage d'information et de données ; Co-analyse et proposition	Mise à disposition de données, avis, mise à niveau des systèmes de distribution, financement, délibération
Région de France	Partenaire	Partage d'information et d'analyse	
Exploitants, billeticiens (SIBR et autres)	Partenaire	Mise à disposition données ; Réalisation des développements et des recettes	Transmission bases de données vente/validation ; Réalisation des développements techniques sur les systèmes ; Recettes interopérables
Entreprises	Partenaire	Réalisation des études d'impacts ; Répartition des recettes entre bénéficiaires	Rapports d'études ; Mise à disposition de modèles ; États des reversements de recettes

Associations, organismes publics	Partenaire	Information	Consultation COPART avant mise en œuvre ; Promotion tarification régionale auprès de leur public.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°6	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Optimiser l'interopérabilité des services régionaux et locaux en termes de correspondances (arrêts, fréquences, horaires)
Référent(s) de la fiche : Olivier MIARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), omiard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : - L'axe Aix-Briançon traverse les bassins : A, B, C, D, E, J - L'axe Est Toulon traverse les bassins : K, L - L'axe Nice-Tende traverse le bassin : N - L'axe Nord Avignon traverse les bassins : F, I - L'axe Nice-Digne traverse les bassins : D, M, N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Le scénario étudié retenu par axe : - L'axe Aix-Briançon : Réorganisation forte des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains. - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante. - L'axe Nice-Tende : Réorganisation partielle des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains-tramway. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou sans réouverture de gare. - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des chemins de fer de Provence et de l'offre de car de proximité en rabattement. **Étapes :** - L'axe Aix-Briançon : Redéfinition de l'offre de service autocar dans les contrats d'exploitation à renouveler à l'horizon **2024-2025.** - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante dans les contrats d'exploitation à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Tende : Rabattement des lignes de cars Zou sur le futur PEM la trinité lorsque arrivera la ligne T5 de tramway **en ~ 2030**. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou pas réouverture de gare(s) à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des CP et de l'offre de car de proximité et LER en rabattement à l'horizon **2023 et 2027**.
Besoins de pilotage / coordination	**Pilote du projet marché d'étude car-train :** Olivier MIARD, DTRI/STER, omiard@maregionsud.fr **Référents :** - Aix Briançon :

	(DTSI-SRR) : sbridault@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : icornebert@maregionsud.fr - L'axe Est Toulon : (DTSI-SRT83) : flozach@maregionsud.fr, npeinado@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : elorrain@maregionsud.fr - L'axe Nice-Tende : (DTSI-SRT06) : vfranceschetti@maregionsud.fr gmoroni@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : jmbremond@maregionsud.fr - L'axe Nord Avignon : (DTSI-SRT84-13) : fchiab@maregionsud.fr, vvoisin@maregionsud.fr, epaing@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : pharinck@maregionsud.fr - L'axe Nice-Digne : (DTSI-SRT06) : vfranceschetti@maregionsud.fr (DTSI-SRR) : sbridault@maregionsud.fr (DTRI-SCFP) : pvillevieille@maregionsud.fr Pour l'ensemble des axes selon les demandes **appui du STER sur l'offre TER :** vmouren@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Maître d'ouvrage : DGTMGE-DTSI-SRR -SRT04-05-SRT83-SRT06- SRT84-13-DTRI-STER-STER-SCFP : offre de service TC DGTMGE-DIGE-SIFPE : études complémentaires	Redéfinition de l'offre de : service autocar. service CP via le plan de cadencement. Études complémentaires en cours Exemple : optimisation des temps de parcours ferroviaire – études et travaux sur l'Etoile de Veynes.

Sociétés des transports	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Exploitation des services TC.
Bureaux d'études	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Études complémentaires, exemples marché car-train DTRI : Étude simplifiée d'ouverture des gares (Pontet, Barbentane et Piolenc) de l'axe Nord Avignon. Et approfondissement de l'étude Aix-Briançon sur la section Veynes-Briançon. (En cours) Marché DTSI : AMO aux procédures de renouvellement des contrats du réseau Régional de transport public interurbain sur le territoire des Alpes de Haute-Provence et à la réorganisation des lignes express Régionales sur des territoires ciblés. AMO à l'évolution de l'offre de transport sur la Vallée de la Durance – Phase 2 (En cours)

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°7	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL :** Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Optimiser l'interopérabilité des services régionaux et locaux en termes de correspondances (arrêts, fréquences, horaires)
Référent de la fiche : Guillaume LALANGE, glalange@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Optimisation des lignes de transports routiers
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** La région est dotée de la compétence TR sur les territoires non AOM et interurbain. Elle met en œuvre des lignes entrantes sur les territoires des AOM pour desservir ces dernières. Dans la limite des places disponibles elle peut faire de l'affrétement pour des usagers des AOM sous réserve de prise en charge des frais par l'AOM. Réciproquement les AOM peuvent également faire du transport pour la région. L'objectif est l'optimisation des dépenses publiques et du matériel roulant lorsqu'il y a superposition des réseaux dans une optique de complémentarité d'offre et non de concurrence. **Étapes :** - Etat des lieux entre la région et chaque AOM pour identifier dans les plans de transports routiers le doublement des lignes régulières et scolaires ainsi que l'état de remplissage de ces lignes - Conventions d'affrétement s'il y a lieu contre rémunération au cout réel
Besoins de pilotage / coordination	**Coordination nécessaire entre la Région et les AOMs** via la mise en place de temps de travail réguliers entre les services exploitations. 1 à 2 réunions par an + 1 à 3 réunion spécifique si besoin (Groupe de travail secondaire à créer si besoin sur un secteur particulier)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'action collective	Organisation de la Réunion et préparation Ordre du jour + Compte-rendu Fourniture de données Rédaction des conventions
AOM	Partenaire	Co-pilote sur chaque réseau	Participation aux réunions Fourniture de données Relecture et amendement des documents

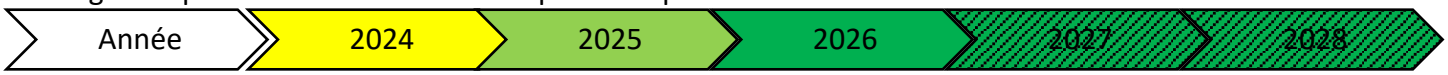
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°8	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer la connaissance des flux d'usagers **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers. Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin
Référent de la fiche : Arthur DUPUIS GERBAL, a.dupuisgerbal@provenceverdon.fr, 07.57.48.53.20	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié comprenant un schéma d'aménagement cyclable
Périmètre	15 communes de la CC Provence Verdon / EPCI
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1- Élaboration d'un diagnostic (réalisé par l'AUDAT Var, 2023) 2- Demande de subvention Fonds Verts (2024) 3- Élaboration du PDMS (2024-2025) 4- Préparation et communication/concertation (2024) 5- 1er atelier de concertation (octobre 2024) 6- Validation PDMS et fin de la phase de concertation (2025)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Provence Verdon

INDICATEURS
Validation du PDMS / Nombre de participants à la concertation / Fiches actions adoptées État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Provence Verdon	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet Financement	2 référents techniques
État	Partenaire	Financeur	COPIL élus + partenaires
AUDAT Var	Partenaire	Prestataire	Élaboration PDMS
Agence NICAYA	Partenaire	Prestataire	Accompagnement sur phases de concertation

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

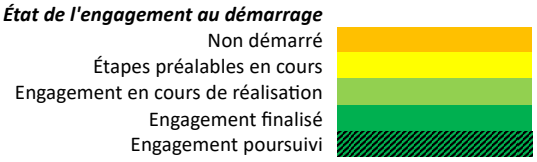
N°9	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer la connaissance des flux d'usagers **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers. Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin.
Référent de la fiche : Sébastien MARECHAL,smarechal@metropoletpm.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration du Plan de Mobilité (PDM) 2025 – 2035
Périmètre	Ressort territorial de la métropole. Synergie avec les EPCI voisines.
Étapes / Public cible / Budget	**Les enjeux pré-identifiés dans le PDM sont :** • L'articulation et la complémentarité des offres • L'identification des besoins de mobilité depuis les territoires voisins vers la Métropole • L'intégration des projets BHNS et LNPCA / RER toulonnais • La continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons • Le développement récent de l'usage des engins de déplacements personnels motorisés • L'analyse des « nouvelles » pratiques de déplacements initiées ou accélérées lors de la pandémie COVID19 • La prise en compte des problématiques de disponibilité énergétique • L'améliorer la desserte des Iles d'Or et du Lavandou **Étapes :** 1- Diagnostic de mobilité (2023-2024) 2- Proposition de 3 scénarios (2024-2025) 3- Plan d'actions et évaluation environnementale et bilan du PDU actuel (2025) 4- Consultation réglementaire, enquête publique et approbation du PDM (2026)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Toulon Provence Métropole

INDICATEURS
Respect du planning État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole	Pilote	Équipe projet/gouvernance/financement	Illustrer les actions PDU
État	Partenaire	MO Gouvernance/financement	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	MO Gouvernance/financement	
Département du Var	Partenaire	MO, Gouvernance/financement (sous réserve)	
Communes	Partenaire	MO Gouvernance/financement	
EPCI voisines	Partenaire	Gouvernance	
SCOT	Partenaire	Gouvernance	
Aéroport de Hyères	Partenaire	Gouvernance	
SNCF	Partenaire	Gouvernance	
ESCOTA	Partenaire	Gouvernance	
Délégataires transports	Partenaire	Gouvernance	
REDIF (téléphérique)	Partenaire	Gouvernance	
ADETO	Partenaire	Gouvernance	
AFUZI	Partenaire	Gouvernance	
Base Navale	Partenaire	Gouvernance	
Gestionnaire de parc de stationnement	Partenaire	Gouvernance	
EPIC Tourisme	Partenaire	Gouvernance	
Parc National de Port Cros	Partenaire	Gouvernance	
ATMO Sud	Partenaire	Gouvernance	
Associations	Partenaire	Concertation	

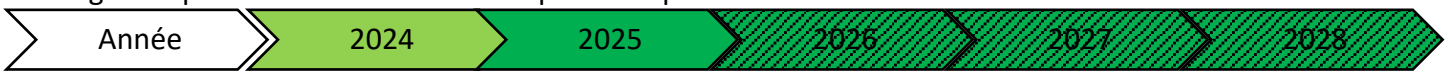
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°10	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer la connaissance des flux d'usagers **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers. Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin
Référent de la fiche : Véronique GOUBE, veronique.goube@sudsaintebaume.fr, 06.81.94.15.92	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration du Plan De Mobilité (PDM)
Périmètre	Territoire de la CASSB
Étapes / Public cible / Budget	La CASSB a engagé en 2023 l'élaboration de son PDM à l'échelle de son territoire afin de mener une réflexion stratégique pour accompagner l'évolution des pratiques de mobilité. Le PDM se décline en différents volets : mobilité au quotidien, partenariat avec les acteurs locaux, amélioration de la sécurité, diminution du trafic et de la pollution, amélioration de la mobilité touristique. Les étapes prévues sont les suivantes : - Phase 1 : diagnostic et état initial de l'environnement (2023) - Phase 2 : orientation et plan d'action (2024) - Phase 3 : élaboration du PDM (2024-2025) - Phase 4 : approbation du PDM (2025)
Besoins de pilotage / coordination	Cohérence obligatoire avec les autres démarches engagées supra-communales. Collaboration des partenaires sur toutes les phases d'élaboration du PDM et notamment la mise en œuvre. Inscription budgétaire des futures actions.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CA Sud Sainte Baume

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Sud Sainte Baume	Pilote	Maître d'œuvre en tant qu'AOM Équipe projet	Pilotage de l'étude jusqu'à l'approbation du PDM

Cabinet d'études ITER	Partenaires	Maîtrise d'œuvre Élaboration du PDM	
Les Communes de la CA Sud Sainte Baume	Partenaires	Vice-Présidents CASSB et Maires Membres du Comité de Pilotage	
État – DDTM – SCOT	Partenaires		
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaires		
Département Bouches-du-Rhône	Partenaires		
Métropole Toulon	Partenaires		
Métropole Aix-Marseille	Partenaires		
Associations Usagers	Partenaires		
Offices du Tourisme	Partenaires		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°11	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer la connaissance des flux d'usagers **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers. Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin
Référent de la fiche : Véronique GOUBE,veronique.goube@sudsaintebaume.fr, 06.81.94.15.92	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration du Schéma Directeur Cyclable
Périmètre	Tout usager du mode de déplacement cyclable, les Communes, les Offices du Tourisme.
Étapes / Public cible / Budget	En lien avec la construction de son Plan de Mobilité (PDM), la CASSB a souhaité développer l'axe de la mobilité cyclable en élaborant son Schéma Directeur Cyclable (SDC). **Les objectifs de ce SDC sont :** - de décliner, par des actions détaillées, la politique « vélo » - de faire de la sécurité des usagers, une priorité - de mettre en place les supports de communication et d'information **Étapes :** 1- Audit de terrain (2024) 2- Dépôts des demandes de subvention (2024) 3- Plan d'actions (2024-2025) 4- Approbation du schéma directeur cyclable (2025)
Besoins de pilotage / coordination	Partenariat avec les gestionnaires de voiries, les propriétaires du foncier à acquérir et la maîtrise des coûts d'investissement.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CA Sud Sainte Baume

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

CA Sud Sainte Baume	Pilote	Maître d'œuvre en tant qu'AOM Équipe projet	Pilotage de l'étude jusqu'à l'approbation du schéma directeur cyclable
Cabinet d'études ITER	Partenaire	Maîtrise d'œuvre Élaboration du SDC	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financements (Nos Territoires d'Abord)	
ADEME	Partenaire	Financements (AVELO 3)	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°12	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer la connaissance des flux d'usagers **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers. Travailler à un observatoire à l'échelle du bassin
Référent(s) de la fiche : Christèle ANGENEAU (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), cangeneau@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Accompagnement/participation à l'élaboration des PDM/PDMS par les EPCI AOM avant rédaction des avis de la Région sur les Plans de Mobilité / Plans de Mobilité Simplifiés arrêtés par les Autorités organisatrices de mobilité
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Organisation de la mobilité sur le territoire via l'élaboration de PDM/PDMS par toutes les AOM de la région - Des PDM/PDMS qui contribuent aux objectifs du SRADDET et s'inscrivent dans la stratégie régionale pour une mobilité durable **Public cible :** EPCI avec PDM obligatoire et EPCI ayant pris la compétence mobilité encouragés à élaborer un PDMS
Besoins de pilotage / coordination	*SRADDET : https://connaissance-territoire.maregionsud.fr/sraddet-avenir-de-nos-territoires/le-schema-regional-en-vigueur* Guide PDM : ***https://connaissance-territoire.maregionsud.fr/sraddet-avenir-de-nos-territoires/les-outils-de-mise-en-oeuvre-du-schema/les-guides-de-mise-en-oeuvre-du-sraddet***

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Partage d'information sur ses compétences et ses attendus précisés dans le SRADDET	Notamment sur le volet relatif à la continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons et l'offre régionale ZOU !
AOM	Partenaire	Maître d'ouvrage : Réalisation du PDM ou PDMS	
Département	Partenaire	Partage d'information sur ses compétences	Notamment sur le volet relatif à la continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons.
Collectivités limitrophes	Partenaire	Partage d'information et coordination	
Agence d'urbanisme	Éventuel partenaire associé ou maitre d'œuvre du PDM/PDMS	Partage de données ou réalisation du plan dans le cadre d'un conventionnement avec l'AOM	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°13	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT,Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un pôle d'échanges multimodal au Cannet des Maures
Périmètre	Centre-ville du Cannet des Maures dans la CCCV
Étapes / Public cible / Budget	Le projet consiste en la création d'un PEM comprenant une aire de bus d'au moins 4 quais et d'un parking paysager : - Création d'environ 60 places de stationnement - Utilisation d'un vocabulaire urbain commun aux espaces publics du cœur de ville (revêtement de sol, mobilier de confort, éclairage) - Création d'une liaison entre les quais bus et la promenade paysagère - Création de surfaces d'activités économiques dédiées à une offre en équipement culturel, équipement de la maison et équipement de la personne Les étapes sont les suivantes : 1- Étude de faisabilité (2026) 2- Acquisition foncière (2026) 3- Début des travaux (2027)
Besoins de pilotage / coordination	Compétence AOML

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur / Communes

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Fiche dont la rédaction et la mise en œuvre éventuelle seront étudiées dans la vie du COM et a minima lors de l'évaluation à mi-parcours du COM (courant 2027)	
Mairie du Cannet-des-Maures	Pilote	Équipe projet et financement	
CC Cœur du Var	Partenaire	Équipe projet	
Département du Var	Partenaire	Financement	Subventionnement à définir
État	Partenaire	Équipe projet et financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°14	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain
Référent de la fiche : Magali DJELOUAH, mdjelouah@caprovenceverte.fr, 06.07.64.27.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un pôle d'échanges multimodal sur le territoire intercommunal
Périmètre	Agglomération Provence Verte
Étapes / Public cible / Budget	Le projet consiste à créer un pôle d'échange multimodal sur Brignoles (quartier Près de Pâques), une des villes les plus importantes de l'Agglomération. Ce projet, qui bénéficiera à tous les usagers, comporte également l'installation de bornes de recharge, de boxes vélos sécurisés, des stations vélo en libre-service, ainsi que des lieux d'échange pour le covoiturage. Les étapes prévues sont les suivantes : 1- Acquisition du terrain 2- Étude de faisabilité 3- Conception 4- Mise en service
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CA Provence Verte

INDICATEURS

Réalisation du PEM
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Provence Verte	Pilote	Maîtrise d'ouvrage	3 ETP
Commune de Brignoles	Partenaire	Foncier	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement	
État	Partenaire	Financement	

Maitrise d'œuvre	Partenaire	A déterminer, Étude et conception	
Entreprise	Partenaire	Création	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°15	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain
Référent de la fiche : Sébastien MARECHAL, smarechal@metropoletpm.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	PEM de la Pauline
Périmètre	
Étapes / Public cible / Budget	Le site du PEM de La Pauline est caractérisé par une organisation territoriale spécifique : la gare de La Pauline se situe en lisière de la zone d'activité de l'est toulonnais et du pôle universitaire de la Garde. Elle bénéficie à ce titre d'une bonne connexion au réseau routier. L'objectif est de créer Intermodalité avec réseaux TC dont le BHNS. Les équipements suivants sont prévus sur le PEM : - Gare biface permettant un accès est/ouest - Gare routière 9 arrêts - Stationnement 140 places Les étapes sont les suivantes : 5- Premiers travaux (2025) 6- Mise en service (2030)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Toulon Provence Métropole

INDICATEURS
Avancement des travaux État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Toulon Provence Métropole	Pilote		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°16	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain
Référent de la fiche : Sébastien MARECHAL,smarechal@metropoletpm.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	PEM de Hyères
Périmètre	Gare de Hyères les Palmiers
Étapes / Public cible / Budget	Ce projet s'articule autour de la gare SNCF et sera accompagné de la création d'une navette pendulaire Gare-Aéroport, afin de pallier la rupture de charge actuelle. Les aménagements suivants sont prévus : - Création d'un parking silo de 503 places pour le stationnement, et d'un parking extérieur de 112 places pour les résidents - Suppression de la circulation automobile sur le parvis de la gare qui sera dédié aux modes doux - Le square existant retrouve son tracé d'origine, installant un couvert végétal de périphérie renforçant l'effet de clairière centrale - Les différents parcours sont qualifiés et localisés depuis le parvis de la gare, point de focalisation des flux. Leurs axes sont implantés parallèlement aux voies, limitant ainsi les points de conflits. Les étapes sont les suivantes : 7- Concertation avec SNCF G&C, modification PLU et dépôt PC (2024) 8- Début des travaux (2025) 9- Livraison parking (mi 2026) 10- Livraison aménagements urbains (fin 2026)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Toulon Provence Métropole

INDICATEURS

Avancement des travaux
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole	Pilote	Équipe projet + Gouvernance + financement	
État	Partenaire	Gouvernance	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Gouvernance + financement	
Département du Var	Partenaire	Gouvernance	
Communes	Partenaire	Gouvernance	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°17	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain
Référent(s) de la fiche : Jeanne-Marie BREMOND (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), jmbremond@maregionsud.fr	

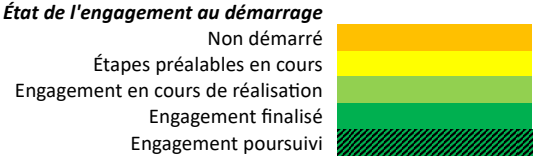
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création du pôle d'échange multimodal de La Pauline-Hyères (LNPCA) et de Saint-Cyr-sur-Mer (LNPCA)
Périmètre	Bassin de mobilité K
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Dans le cadre de la mise en service de la navette toulonnaise à l'horizon 2030, le projet LNPCA prévoit la restructuration des gares de La Pauline-Hyères et de Saint-Cyr-Sur-Mer et leur transformation en véritables pôles d'échanges multimodaux. **Objectifs :** - Des gares au service du report modal et clé de voute de l'intermodalité - Des gares attractives et des services tournés vers les besoins des usagers et des territoires - Des gares intégratrices de l'ensemble de l'offre de transport collectif du territoire - Des gares au service de la mobilité décarbonée et partagée - Des gares résilientes face aux grands défis du XXIème siècle **Description :** - Création du PEM de la Pauline (reconstitution de la gare, parking VP/vélos, arrêts de bus, dépose minute, services aux voyageurs…) - Création du PEM de Saint-Cyr (déplacement de la gare à 300m vers l'Ouest, parking VP/vélos, arrêts de bus, services aux voyageurs…) **Étapes :** - 2030 : mise en service **Public cible :** Usagers des transports en communs
Besoins de pilotage / coordination	Coordination réalisée dans le cadre des instances partenariales du projet LNPCA.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
SNCF Réseau	MOA	MOA	
SNCF G&C	MOA	MOA	
Etat	Partenaire	Financeur	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financeur Autorité organisatrice des TER	
Toulon Provence Méditerranée	Partenaire	Financeur	
Co-financeurs LNPCA (voir fiche spécifique LNPCA)	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°18	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain
Référent(s) de la fiche : Jeanne-Marie BREMOND (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), jmbremond@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création du pôle d'échange multimodal de Hyères
Périmètre	Bassin de mobilité K
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La gare de Hyères est la deuxième gare la plus fréquentée de la métropole toulonnaise du fait notamment de la desserte TGV qui draine une population touristique importante, et de sa position d'entrée sud-est du territoire. Le projet consiste en la création d'un pôle d'échanges multimodal en connexion directe avec la gare ferroviaire. **Objectifs :** - Encourager le report modal vers les modes de transports collectifs et/ou décarbonnés - Faciliter l'interconnexion - Facilité l'accessibilité pour les modes actifs **Description :** Création d'un pôle d'échanges multimodal en gare de Hyères (création d'une gare routière, d'un parking, d'une dépose-minute et de stationnement vélo, requalification du parvis, réaménagement des voiries d'accès) **Étapes :** - 2024 -2025 : études - Fin 2028 : mise en service **Public cible :** Usagers des transports en communs
Besoins de pilotage / coordination	Coordination nécessaire TPM/Région/SNCF G&C

CALENDRIER PRESENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Toulon Provence Méditerranée

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financeur Autorité organisatrice des TER	
Toulon Provence Méditerranée	Pilote	MOA Financeur AOM	
SNCF G&C	Partenaire	Gestion des interfaces avec la gare et son exploitation	

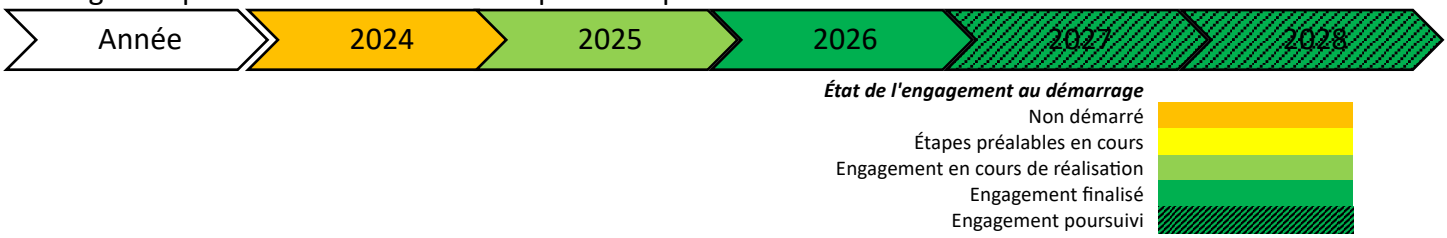
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°19	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Coordination des offres / Maillage du réseau
Périmètre	Bassin de mobilité K
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1- Identifier et lister les nœuds/PEM qui nécessitent des coordinations d'offre entre AO 2- Identifier les freins à la coordination (ex horaires destination fixées - établissement enseignement) 3- Instaurer une coordination régulière par groupe d'AO "liées"
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région	Pilote	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°20	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Assurer un maillage pistes cyclables-gares routières (+ stationnements sécurisés vélo)
Référent(s) de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), schignard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional grâce aux : **1.** Financement des itinéraires inscrits au Schéma régional des véloroutes + des rabattements (rayon 5 km entre Itinéraire et PEM) **2.** Animations pour certains itinéraires **Description :** **3.** Financement études, acquisitions foncières, travaux et équipements des sections d'itinéraires du SRV ***4.*** *https://www.maregionsud.fr/vos-aides/detail/cadre-dintervention-pour-la-realisation-du-schema-regional-des-veloroutes-de-provence-alpes-cote-dazur*
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** financements régional et national inscrits au CPER **Pilotage** *:* Ségolène Chignard schignard@maregionsud.fr : départements 06,83 et itinéraires suivis en totalité EV8 et V65, V. des Pignes en 06 Marine Dolle mdolle@maregionsud.fr : départements 04,05 et itinéraires suivis en totalité V64 et Durance à vélo, V. des Pignes en 04 Rémi Dorne rdorne@maregionsud.fr : département 84 et itinéraires : EV17 et Autour du Luberon, via Venaissia Isabelle Decory idecory@maregionsud.fr : département 13

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement Ou animateur itinéraire	
État	Partenaire	Financement	
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	

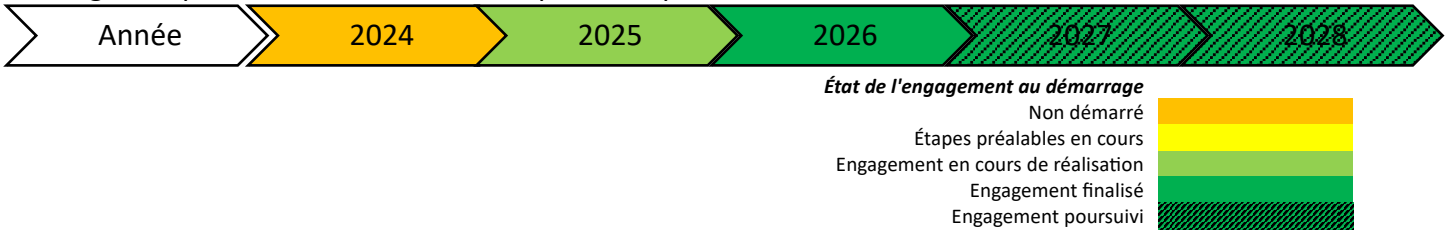
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°21	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Favoriser le rabattement des autres transports (TC, vélo, covoiturage) vers les gares ferroviaires
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Desservir en accès cyclable les points de rabattement, nœuds d'intermodalité
Périmètre	Bassin de mobilité K
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1- Assurer une continuité cyclable et piétonne autour des gares et des pôles de correspondance, dans un périmètre à définir 2- Identifier les nœuds 3- Établir un diagnostic du périmètre 4- Proposer des aménagements générant de la continuité cyclable Lors du COM n°2, le tour de table pourra être élargi aux gestionnaires de voirie.
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur puis pilotage tournant

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
Département	Partenaire	Moyens RH	ETP
Agence d'urbanisme	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°22	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Favoriser le rabattement des autres transports (TC, vélo, covoiturage) vers les gares ferroviaires.
Référent de la fiche : Sébastien MARECHAL, smarechal@metropoletpm.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Le projet BHNS
Périmètre	
Étapes / Public cible / Budget	Le projet a pour objectifs : • 28 km développés sur 5 communes: la Seyne sur Mer, Ollioules, Toulon, La valette du Var et La Garde • Vitesse commerciale en heure de pointe 17 km/h à une fréquence forte (~ 8 minutes) • Amplitude horaire importante (5 h – 0h30) • Nouveaux Matériels roulants capacitaires ~40 bus BHNS • Interconnexion avec le réseau Zou (routier et ferroviaire) • 4 parkings relais dédiés Mistral (1 900 places) Les étapes sont les suivantes : 1- Enquête publique (1ème trimestre 2024) 2- DUP (3ème trimestre 2025) 3- Début des travaux (fin 2025) 4- Mise en service du 1er tronçon (2028) 5- Mise en service définitive (après 2030)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Toulon Provence Métropole

INDICATEURS
Linéaire mis en œuvre État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Toulon Provence Métropole	Pilote	Maitrise d'ouvrage	
État	Partenaire	Financement	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement	
Département du Var	Partenaire	Financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°23	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Favoriser le rabattement des autres transports (TC, vélo, covoiturage) vers les gares ferroviaires.
Référent de la fiche : Sébastien MARECHAL,smarechal@metropoletpm.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Car à Haut Niveau de Service (CHNS)
Périmètre	Métropole et territoires avoisinants
Étapes / Public cible / Budget	Le PDU préconise de doter le territoire de ligne de cars à haut niveau de service sur les liaisons les plus stratégiques : • Le Beausset/Toulon (gare routière), • Brignoles/Cuers/Pôle Est/Campus/Toulon (gare routière), • Vallée du Gapeau/Pôle Est/Campus/Toulon (gare routière), • Bandol/Sanary/Toulon (gare routière), • Le Lavandou/Bormes-les-Mimosas/La Londe-les-Maures/Hyères/Toulon (gare routière). Ces lignes répondront aux caractéristiques suivantes : • fréquence proche des 30 minutes en heure de pointe • liaisons express vers Toulon en limitant le nombre d'arrêt dans l'agglomération, liaisons connectées aux gares d'entrées d'agglomération et aux grands pôles de correspondances • aménagements de priorité • diminution du nombre de points d'arrêts commerciaux, qui bénéficieront d'un aménagement commun avec le réseau Mistral affichant à minima le passage des lignes et les fiches horaires du réseau ZOU • suppression de certaines dessertes en visant une meilleure articulation des réseaux Mistral et ZOU autour de grands pôles de correspondances. • étude de la possibilité de réaliser le terminus de certaines liaisons aux portes de l'agglomération, offrant des conditions d'attente satisfaisante, des temps d'attente courts, une régularité et une fiabilité des horaires. Les étapes sont les suivantes : 1- Concertation Métropole/Région (2023-2024) 2- Conventionnement (2024) 3- Mise en œuvre (2026)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Nombre de services par JOB État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Autorité Organisatrice Pilotage et financement	
Métropole TPM	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°24	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Thomas Villessot ; tvillessot@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Permettre la sécurisation et le partage multimodal de la traversée du Luc/ Le Cannet en donnant aux poids lourds un accès direct à l'autoroute via un nouvelle échangeur
Périmètre	EPCI CC Cœur du Var
Étapes / Public cible / Budget	Réalisation d'un échangeur, demandé complet par les collectivités sur l'A57 au droit de l'ouvrage de la RD33. L'objectif est de soulager le trafic notamment PL dans la traversée du Luc et du Cannet-des-Maures permettant de réorganiser les déplacement sur cet axe notamment mode doux, assurer un meilleur maillage du territoire et desservir les activités du centre Var. **Étapes :** 1- Réalisation des études (2024 à 2027) 2- Réalisation du DCE (2028) 3- Réalisation des travaux (2029-2030)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	ESCOTA

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
État	Partenaire	Décideur Validation du projet + financement	
ESCOTA	Pilote	Maître d'ouvrage Réalisation du projet + financement	
Département du Var	Partenaire	Soutient du projet + financement	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire		

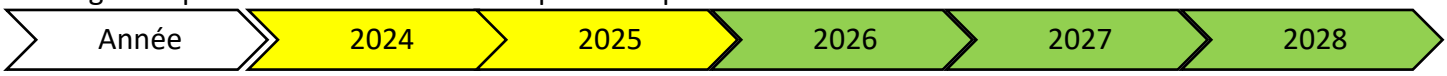
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

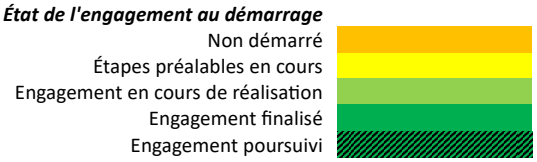
N°25	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Jean-Christophe VIEU, jean-christophe.vieu@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Requalification de la gare de Cuers
Périmètre	Cuers
Étapes / Public cible / Budget	L'objectif est d'améliorer la gare (valorisation patrimoniale, développement durable, augmentation satisfaction usagers) afin de rendre le transport par train plus attractif encore : • Valoriser le bâtiment voyageur et l'abri : réfection toitures & marquise, ravalement façade, changement des huisseries, nouvel éclairage plus économique… • Parking : mise en place d'un éclairage, d'un nouveau revêtement désimperméabilisant.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Avancement des travaux. État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement + choix gares et travaux	
SNCF G&C	Partenaire	Maître d'ouvrage Mise en œuvre	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°26	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Céline Simonin, celine.simonin@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Place de la Gare
Périmètre	Gares de Bandol, La Garde, Hyères, Cuers, Puget, Carnoules, Le Luc-le Cannet…
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'objectif est d'apporter dans les gares de nouveaux services aux voyageurs et aux riverains, de les humaniser, d'améliorer l'expérience en gare et d'amener toujours plus de monde vers le train. Cela se fait par la mise à disposition d'espaces en gare pour des projets porteurs de nouveaux services, et par un travail partenarial avec les collectivités dans ce but. **Étapes :** 1- Chiffrage des travaux nécessaires à la mise à disposition des espaces 2- Recherche de porteurs de projets 3- Définition du programme
Besoins de pilotage / coordination	Trouver des porteurs de projets (collectivités, acteurs économiques, associations…) capables de proposer un projet viable et correspondant aux attentes

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	SNCF G&C

INDICATEURS

Nombre de locaux mis à disposition, État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
SNCF G&C	Pilote	Équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement	
Communes concernées	Partenaire	Relais + groupe de travail	
Porteurs de projets	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°28	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Jean-Christophe VIEU, jean-christophe.vieu@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Schéma Directeur Allongement des quais
Périmètre	Gares concernées : Cuers*, Solliès*, Puget*, Ollioules, Hyères, Gonfaron, Pignan, La Garde
Étapes / Public cible / Budget	L'objectif est la mise en cohérence des infrastructures de quais avec le matériel roulant. Les travaux consistent à allonger les quais et les rehausser à 55cm pour faciliter les montées/descentes de rames (normes PMR) et les traversées de voies, ainsi que la mise aux normes de l'éclairage et des équipements de sécurité (bandes d'éveil à la vigilance, extrémités de quais sécurisées, …) Les études sont réalisées ou en cours pour certaines gares, planifiées jusqu'en 2024 pour d'autres. Travaux planifiés entre 2025 et 2031
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

Dates de mise en service des installations, État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement/Choix des gares et travaux	
SNCF G&C	Partenaire	MOA, financement et réalisation des travaux	
Collectivités	Partenaire	Sollicitations en fonction des sites Financement/Accompagnement par travaux de pôle d'échange	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°29	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT,Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Challenge inter-école sensibilisation et de prévention à la sécurité dans les transports scolaires, en collaboration avec l'ANATEEP
Périmètre	Écoles primaires de la CCCV
Étapes / Public cible / Budget	Dans le but de réduire les comportements inappropriés de plus en plus nombreux dans les cars scolaires du territoire, la Communauté de communes Cœur du Var développe depuis 2019 auprès des écoles, et plus particulièrement auprès des classes de CM2, ces ateliers afin de préparer les élèves aux bons comportements à adopter dès la rentrée en classe de 6ème. Cet atelier a pour objectif de : - Sensibiliser les jeunes aux risques encourus dans le respect des règles de sécurité - Limiter les incivilités - Eviter les dégradations Le challenge inter-écoles se déroule sur une durée de 1h30 sans interruption et comprend une partie théorique avec projection de films et une partie pratique avec des exercices en extérieur en situation réelle avec un car (freinage d'urgence, évacuation du car…). LE CHALLENGE : Pour remporter le challenge, les classes de CM2 devront faire le meilleur temps lors de l'évacuation du car et devront également respecter les consignes tout au long de l'atelier. La classe qui aura remporté le challenge se verra offrir des goodies Cœur du Var pour chacun des élèves et pour l'école remporter un bon cadeau d'une valeur de 100 €.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Cœur du Var

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Cœur du Var	Pilote	Équipe projet	
ANATEPP	Partenaire		
Communes CCCV	Partenaire	Équipe projet	
Écoles primaires CCCV	Partenaire	Équipe projet	
Éducation nationale	Partenaire	Équipe projet	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°30	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT,Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	TENMOD – Stratégie Actions « Cœur du Var, territoire de mobilités durables »
Périmètre	Territoire de la CCCV
Étapes / Public cible / Budget	En 2020, la Communauté de Communes Cœur du Var est devenue lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME pour devenir TENMOD « Cœur du Var, territoire de mobilités durables ». Accompagné de l'ADEME, le CEREMA et l'agence d'urbanisme Audat.Var, la collectivité a élaboré une stratégie mobilité en concertation avec les acteurs, les entreprises et les personnels des collectivités. Cette stratégie-actions se compose de 2 axes répertoriant 38 fiches action : - Axe 1 : développer l'offre de mobilité du territoire - Axe 2 : informer et animer le réseau local des acteurs de la mobilité La volonté politique est de mener des actions réalistes et réalisables avec l'ensemble des acteurs. La CCCV peut pour cela s'appuyer sur sa stratégie action « Cœur du Var territoire de mobilités durables », adoptée en Conseil Communautaire en octobre 2022. Cette stratégie court jusqu'en 2027.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Cœur du Var

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Cœur du Var	Pilote	Équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire		
Département du Var	Partenaire		
Communes	Partenaire		
CCI du Var	Partenaire		
Acteurs sociaux	Partenaire		
Entreprises	Partenaire		
SNCF	Partenaire		
VINCI	Partenaire		
ADEME	Partenaire		
CEREMA	Partenaire		
Territoire Energie Var	Partenaire		
Audat	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°31	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Florent FERRUCCI, fferrucci@ccmpm.fr, 06.62.68.66.05	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Projet de réindustrialisation du site des Bormettes
Périmètre	Implantation sur la commune de La Londe les Maures, impact sur les déplacements pendulaire depuis et vers le site.
Étapes / Public cible / Budget	Réindustrialisation d'une friche sur un foncier de 20 hectares environ via la création d'un pôle d'excellence basé sur le développement des drones sous-marins. Le projet consiste en : - La création d'un pôle d'excellence - La création d'un hôtel de 25 logements - La création d'un équipement public sportif - La réalisation de l'ensemble des aménagements publics **Étapes :** 1- Dossiers d'autorisation environnementales + réalisation du PRO des espaces publics (2024) 2- Purge des autorisations environnementales + dépôt instruction et purge des autorisations d'urbanisme (2025) 3- Démarrage des travaux d'aménagement et de construction (2026) 4- Finalisation des travaux de la phase 1 des constructions et de l'ensemble des aménagements publics (2027-2028)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Méditerranée Porte des Maures

INDICATEURS
Nombre d'emplois créés, Espaces verts aménagés, Réalisation des travaux d'aménagement État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Méditerranée Porte des Maures	Pilote	MOA des espaces publics Équipe projet, financement, réalisation travaux	Financière à déterminer
Commune de La Londe	Partenaire	MOE du PLU + d'1 équipement sportif Équipe projet, financement, réalisation travaux	
État – CPER	Partenaire	Financement travaux	3,5 millions €
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur – CPER	Partenaire	Financement travaux	3,5 millions €
Naval Group	Partenaire	Maître d'ouvrage des constructions Co-financement des aménagements publics + constructeur de ses bâtiments	Financière à déterminer

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°32	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur),npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place des Comités de partenaires locaux sur les Communautés de Communes non AOM
Périmètre	**Bassin B, C, D, E, F, K et N**
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Certaines CC n'ont pas souhaité prendre la compétence mobilité en confiant à la Région devenue AOML le soin d'organiser les transports. La loi LOM prévoit la création d'un comité des partenaires local - Mise en place des COPART Locaux et animation sur la durée du COM **Public cible : le périmètre de chaque communautés de communes non AOM :** - Champsaur-Valgaudemar - Vallée de l'Ubaye-Serre-Ponçon - Sisteronais- Buech - Jabron-Lure-Vançon-Durance - Alpes Provence Verdon - Pays de Forcalquier-Montagne de Lure - Haute-Provence Pays de Banon - Ventoux Sud - Pays d'Apt Luberon - Enclave des Papes Pays de Grignan - Aygues Ouvèze en Provence - Vallée du Gapeau - Cœur du Var - Méditerranée Porte des Maures - Pays des Paillons
Besoins de pilotage / coordination	Une réunion par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Accompagnement	
EPCI	Partenaire	Participation aux réunions pour les EPCI non AOM	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°33	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Éric LORRAIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), elorrain@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) phases 1&2
Périmètre	Le périmètre du projet s'étend sur les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes maritimes et concerne également les collectivités et EPCI traversées par la ligne Marseille-Vintimille.
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur souffre d'une congestion de ses infrastructures ferroviaires sur l'axe Marseille Vintimille. Le projet de Ligne Nouvelle a pour objectif de résorber ces problèmes structurels, de répondre aux besoins d'amélioration des déplacements du quotidien et de répondre à l'augmentation des flux attendue sur cette ligne dans les prochaines décennies. **Description du projet :** La LNPCA se compose de 25 opérations concernant essentiellement le réseau existant, réparties sur les trois départements des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes Maritimes, qui consistent à améliorer l'infrastructure existante. Le projet prévoit la dénivellation de bifurcations, la création d'alternats en gare, le doublement de voie unique, la création de corridors dédiés, la relocalisation des sites de remisage et de maintenance, la création de voies centrales origine-terminus. Le projet comprend également la création de nouvelles gares et haltes, le développement de PEM existants ainsi que la réalisation d'une gare souterraine à Marseille-Saint-Charles permettant la diamétralisation des circulations entre l'Est et l'Ouest de la région. Ces aménagements permettront la mise en service des navettes toulonnaise et azuréenne ainsi qu'un fort développement de l'offre autour de l'étoile marseillaise. **Public cible :** Le projet a pour objectif d'augmenter le report modal en faveur des transports en commun pour les déplacements du quotidien. Le projet permet également des gains pour les usagers des trains grandes lignes. Il permet enfin de dégager des sillons supplémentaires pour le FRET.
Besoins de pilotage / coordination	Financement contractualisé à hauteur de 80%. Les 20% restants seront sollicités auprès de l'Union Européenne via le mécanisme pour l'interconnexion en Europe. L'obtention de ces subventions est décisive pour respecter le calendrier de mise en service des phases 1 et 2 du projet, respectivement en 2030 et 2035.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	SNCF Réseau SNCF G&C

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
État	Partenaire	Financeur Subventions AFIT	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	MOA, Financeur Subventions d'investissement	
Départements 13, 83, 06	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Aix Marseille Provence	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Toulon Provence Méditerranée	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Nice Côte d'Azur	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CC Pays de Grasse	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CA Cannes Pays de Lérins	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CA Sophia Antipolis	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
SNCF Réseau SNCF G&C	Pilote	Pilotage technique du projet	
Société Ligne Nouvelle Provence Côte d'azur	Partenaire	Financeur Porte le financement des collectivités	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°34	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche: Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur),npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Accompagnement en ingénierie des EPCI non AOM
Périmètre	**Bassin B, C, D, E, F, K et N**
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Certaines CC n'ont pas souhaité prendre la compétence mobilité en confiant à la Région devenue AOML le soin d'organiser les transports. La loi LOM prévoit la création d'un comité des partenaires local - Il s'agira d'accompagner ces EPCI à entrer dans l'opérationnel en les aidant sur des études préalables : diagnostic, études de faisabilité, juridique et financier, expérimentation ou dispositif d'animation (auprès des employeurs par exemple ou atelier de concertation…). **Public cible : le périmètre de chaque communauté de communes non AOM :** - Champsaur-Valgaudemar - Vallée de l'Ubaye-Serre-Ponçon - Sisteronais- Buech - Jabron-Lure-Vançon-Durance - Alpes Provence Verdon - Pays de Forcalquier-Montagne de Lure - Haute-Provence Pays de Banon - Ventoux Sud - Pays d'Apt Luberon - Enclave des Papes Pays de Grignan - Aygues Ouvèze en Provence - Vallée du Gapeau - Cœur du Var - Méditerranée Porte des Maures - Pays des Paillons
Besoins de pilotage / coordination	Exécution de l'action dans la limite du budget alloué

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré

Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Accompagnement	
EPCI	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°35	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Jean Baptiste DAVID (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), jbdavid@maregionsud.fr , *mobi-lab-regionsud@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Appel à projets Mobi'Lab - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Soutien à des projets expérimentaux ou des innovations, y compris celles qualifiées de "low tech", d'ordre technologique, serviciel, organisationnel ou social, appliqués à tout type de transport et répondant aux orientations stratégiques (ACoRS) de la politique régionale en matière de transition écologique et énergétique des transports - Appel à projets (AAP) pour subvention régionale pour un montant jusqu'à 130 000 € par projet **Public cible :** Entreprises (fournisseurs de matériels ou de solutions), opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, collectivités territoriales (non prise en charge des salaires des agents de la fonction publique) **Étapes :** - AAP ouverte sur 2024-2025 - 2025 le dispositif est en suspend pour l'instant, le temps de faire un retour d'expérience des premiers dossiers financés
Besoins de pilotage / coordination	Cf. le cadre d'intervention et les critères d'évaluation Appel à projets Mobi'Lab Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Provence-Alpes-Côte-d'Azur (maregionsud.fr)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur : Subvention d'investissement ou pour des actions spécifiques de fonctionnement	
Collectivités territoriales ou Opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs ou Acteurs de l'économie sociale et solidaires (entreprises, coopératives, associations...) ou Entreprises (fournisseurs de matériel ou de solution)	Partenaire	Expérimentation	Porteur d'un projet innovant (produits ou services) ou des innovations déployées en région Provence Alpes Côte d'Azur

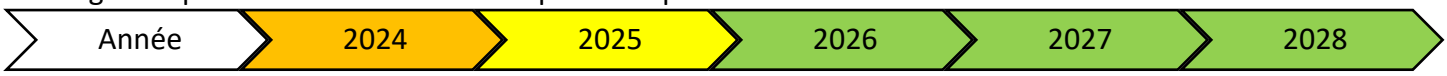
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°36	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche: Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs :** Permettre l'échange d'expérience entre collectivité et booster les projets par un gain de temps lors de la conception en travail en intelligence collective **Description :** Animé par la Région, ce groupe représentant tous les EPCI d'un secteur géographique complété des Départements et de l'Etat s'ils disposent de chargés de mission traitant des questions de mobilité, se réunit en visio ou en présentiel 1 à 2 fois/an **Étape 1 :** 2025 mise en place des réseaux des référents mobilité par bassin **Étape 2 :** à partir de 2026 pérennisation des groupes **Public cible :** Les chargés de mission ou chefs de projet mobilité des collectivités et de l'État
Besoins de pilotage / coordination	Pilotage Région Besoin de la disponibilité des membres du réseau

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Animation	Organisation des réunions Diffusion des informations disponibles Mise à disposition de salle pour réunion en présentiel
Département(s)	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
EPCI	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
État	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°37	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Corinne MERAND LEPRETRE, cmerand_lepretre@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Gestion d'un centre de relation clients (CRC)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Amélioration de la diffusion et de la lisibilité de l'information du réseau ZOU! **Description :** Mise en œuvre d'un centre d'appels du réseau ZOU chargé : - D'informer sur les horaires et les tarifs - D'informer sur les conditions de circulation - De gérer les réclamations - De gérer le back-office du portail ZOU ! - Calculateur d'itinéraire comprenant les AOM de la région : un renvoi sur les sites des AOM du calculateur pourrait être envisagé sous forme de lien **Public cible :** Tous les usagers du réseau ZOU ! Express et de proximité
Besoins de pilotage / coordination	Passation d'un marché public auprès d'un prestataire spécialisé.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	Un marché public et un chargé de suivi du marché

EPCI volontaire	Partenaire	Partage d'information et de données	Fourniture des données de leur réseau afin qu'il soit mis en ligne sur la plateforme ZOU !

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°38	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Sylvie PEUZIN, Denis GALINDO et Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement de la desserte ferroviaire TER Zou! du secteur Provence Est : Ligne Marseille-Toulon-Hyères/Les Arcs.
Périmètre	Échelle géographique régionale découpée en 4 grands secteurs (Azur, Provence Est, Alpes et Provence Ouest). Les EPCI compris dans le périmètre du secteur Provence-Est concernés par cette fiche sont : - la métropole Aix-Marseille-Provence - la métropole Toulon-Provence-Méditerranée - la communauté d'agglomération Sud Sainte Baume - la communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon - la communauté de communes Vallée du Gapeau - la communauté de communes Méditerranée Porte des Maures - la communauté de communes Cœur du Var
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Apporter une réponse la plus proche possible du besoin de mobilité des territoires, pour tous les profils d'usagers, à toute heure de la journée. **Description du projet :** Projet de dessertes TER 2025 : - Marseille-Nice (rapide) - Marseille-Toulon - Marseille-Aubagne - Toulon-La Pauline - La Pauline-Hyères - La Pauline-Carnoules - Carnoules-Les Arcs Prévision de dessertes à partir de 2026 : - Marseille-Toulon-Les Arcs (directs) - Marseille-Toulon - Marseille-Aubagne - Toulon-La Pauline - La Pauline-Hyères - La Pauline-Carnoules - Carnoules-Les Arcs Mise en place de la navette toulonnaise à partir du SA 2030 avec un train supplémentaire toutes les 1/2 d'heures entre St Cyr et Carnoules,

	soit un train tous les 1/4 d'heures omnibus sur le segment St Cyr - La Pauline. **<u>Public cible :</u>** Usagers du TER de l'ensemble du territoire régional
Besoins de pilotage / coordination	1 - Contraintes externes liées au respect des calendriers : → des différentes phases de travaux des grands projets d'amélioration des infrastructures ferroviaires régionales : - LNPCA - Signalisation ERTMS (projet HPMV) → de l'ouverture du lot 3 du réseau TER (Provence-Est et Alpes) à la concurrence (SA 2030) → de réalisation des SERM de Marseille et Toulon 2 - Nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur - des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional - des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle du secteur ferroviaire d'Est-Provence. - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains
SNCF Voyageurs et autres transporteurs ferroviaires sous contrat de DSP	Partenaire	Exploitant/délégataire Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région

SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).
Collectivités AOM	Partenaire	Consultation	Consultation des collectivités AOM des différents bassins, pour partager au plus tôt l'offre TER afin que d'éventuels ajustements de l'offre (dont offre locale) puissent être faits.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°39	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Cécile FERRER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), cferrer@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU!
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Créer un cadre d'échange et de travail innovant et dynamique entre les associations et la Région. **Animation de cette Charte :** - Organisation de cotecs et copil (en présence d'élus régionaux), - Prioriser les points à travailler relevant des 9 engagements de la Charte, - Coordonner les services régionaux (DGTMGE) participant aux travaux du Cotec, - Garantir l'écoute due aux associations, et la prise en compte de leurs besoins. **Public cible :** - Toutes les personnes qui ne peuvent voyager dans les trains et cars régionaux en toute autonomie et sans adaptations particulières. - PMR - PSH - Personnes en perte d'autonomie.
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** élargissement du nombre des associations qui pourraient rejoindre le Collectif de manière à couvrir le plus de handicaps / publics cibles possibles.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

Nombre d'engagements pris par la Région et le Collectif menés à bien
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTSI DIGE DTRI : une dizaine de personnes mobilisées épisodiquement
Collectif d'associations	Pilote	Initiateur Co-pilote	7 associations au démarrage sur tout le territoire : APF France Handicap, Unapei Paca Corse, AFM Telethon, Parcours handicap 13, T21somie Alpes Maritimes, Surdi 13 et Alpes Regards 05.
SNCF Voyageurs, autres transporteurs ferroviaires et transporteurs routier	Partenaire	Expertise	L'expertise transporteur peut être sollicitée pour confirmer la faisabilité des thèmes travaillés.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°40	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Patricia HARINCK, pharinck@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en accessibilité des gares ferroviaires aux PSH et aux PMR
Périmètre	Bassins : A, B, C, D, E, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs de l'Ad'AP :** garantir la mise en accessibilité progressive des réseaux de transports publics. La Région a identifié 42 points d'arrêts ferroviaires prioritaires à rendre accessible avant décembre 2024. Le schéma a également un volet routier avec un nombre d'arrêts prioritaires à rendre accessibles d'ici 2027 et qui est suivi par la DTSI **Objectifs du SDAQ :** mettre en cohérence des infrastructures ferroviaires avec le matériel roulant utilisé pour le transport des usagers du train. 35 gares en région nécessitent des travaux d'allongement de quais d'ici 2028. Ces travaux d'allongements s'accompagnent de travaux de rehaussement des quais aux normes PMR et d'une mise en accessibilité partielle de la gare (maintien de la TVP) ou totale de la gare (passerelle avec ascenseurs ou passage souterrain aves rampes) selon les gares (fréquentation, dangerosité…) **Description :** Études et travaux réalisés sous Maîtrise d'ouvrage SNCF Gares & Connexions. • **État d'avancement du SDRA/Ad'AP** - 2023 : 34 gares accessibles sur 42 - 2024 : Briançon et Tende - 2025 : Arles, Cagnes et Villefranche s/Mer - 2026 et + : Miramas, St Laurent du Var, La Trinité Date de fin de l'ADAP fixé au 4 décembre 2024 puis demande de dérogation au préfet pour finalisation • **État d'avancement du SDAQ** - Études en cours : Bedarrides, Courthézon, Cuers, Lamanon, Le Thor, Mandelieu, Meyrargues, Montfavet, Morières-Lès-Avignon, Puget, Saint-Chamas, Saint-Saturnin, Sénas, Sollies-Pont - Travaux en cours : La Garde, Cassis Date de fin du SDAQ fixé à 2028 et qui sera décalé à 2035
Besoins de pilotage / coordination	-

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur principal	
État	Co-pilote		
SNCF Gares & connexions	Partenaire	Maîtrise d'ouvrage et co-financeur	
Collectivités	Partenaire	Partenaire financier et co-financeur si possible	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°41	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Éric AUGIER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), eaugier@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mutualisation de la donnée mobilité région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1. Désignation d'un référent par EPCI (AOM et non AOM) 2. Mise en place de rencontres à minima semestrielles 3. Recenser les besoins (noms d'arrêts communs, accords de diffusion données réciproques, format données, etc.) et moyens (outils et RH) par EPCI 4. Identifier les solidarités territoriales et les contributions de mutualisation (bassin ou interbassin) 5. Conventionnement (rédaction, délibération) entre territoires 6. Conventionnement région / territoires données
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Département	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	

Métropole	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Communauté de communes	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°42	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL :** Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Travailler à définir les besoins, la desserte et les services de moilité à étudier pour la mise en œuvre du SERM de l'aire toulonnaise et l'intermodalité associée
Référent de la fiche : Sébastien MARECHAL, smarechal@metropoletpm.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	RER métropolitain de Toulon
Périmètre	Périmètre métropolitain et territoires avoisinants
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'objectif est de faire du ferroviaire l'épine dorsale du Réseau de Transports à Haut Niveau de Service de la Métropole TPM. **Étapes :** 1- Définition des scénarios 2- Finalisation et programmation du scénario préférentiel retenu 3- Labélisation du SERM
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Toulon Provence Métropole

INDICATEURS
Avancement des travaux État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole TPM	Pilote	Copilotage et financement	

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Copilotage et financement	
État	Partenaire	Copilotage et financement	
SNCF Réseaux	Partenaire		
SNCF G&C	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°43	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Travailler à définir les besoins, la desserte et les services de mobilité à étudier pour la mise en œuvre du SERM de l'aire toulonnaise et l'intermodalité associée
Référent(s) de la fiche : Jeanne-Marie BREMOND (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), jmbremond@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration du SERM de l'aire toulonnaise
Périmètre	Périmètre institutionnel : Région PACA, Département du Var, Toulon Provence Méditerranée, CA Sud Sainte Baume, CA Provence verte, CC Vallée du Gapeau, CC Cœur du Var, CC Méditerranée Porte des Maures. Périmètre géographique : bassin de déplacement de l'aire toulonnaise (périmètre de l'enquête ménage déplacement certifié CEREMA, 2022)
Étapes / Public cible / Budget	**En cours de mise en œuvre :** - Pilotage et coordination de la démarche par la Région. - Envoi du Dossier minute et du courrier d'intention co-signé par la Région et Toulon Provence Méditerranée le 26 juin 2024. - Labellisation du SERM de l'aire toulonnaise obtenu le 5 juillet 2024. - Partage par la Région d'une feuille de route pour la réalisation du Dossier de synthèse en vue de l'obtention du statut de SERM par arrêté ministériel **Élaboration du dossier de synthèse en vue de l'obtention du statut de SERM :** - Lancement au T4 2024 d'une prestation d'AMO (mission de synthèse des études existantes, suivi des études techniques, rédaction du dossier de synthèse), - Lancement au T4 2024 des études techniques multimodales (de niveau faisabilité), des études juridiques et financières, afin de préciser le contenu, la gouvernance et les modalités de financement du futur SERM. - Dépôt du Dossier de synthèse : été 2025
Besoins de pilotage / coordination	Budget de 7 M€ inscrit au CPER 23-27 pour les études des SERM toulonnais et azuréens

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation

Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Métropole Toulon Provence Méditerranée

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
État	Pilote	Co-pilotage et financement des études	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Co-pilotage et financement des études	
Département du Var	Partenaire		
Métropole Toulon Provence Méditerranée	Pilote	Co-pilotage et financement des études	AOM
CA Sud Sainte Baume	Partenaire		AOM
CA Provence Verte	Partenaire		AOM
CC Vallée du Gapeau	Partenaire		
CC Cœur du Var	Partenaire		
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

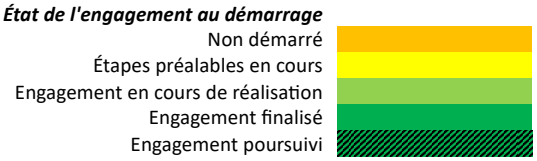
N°44	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Travailler au déploiement d'une billettique interopérable
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Créer une gamme de tarification combinée (ou Pass)
Périmètre	Bassins de mobilité K et L
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1. Identifier les besoins (2025) 2. Retravailler les accords (2025) 3. Mobiliser les moyens RH et financiers (2025) 4. Mise en service (2026)
Besoins de pilotage / coordination	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°45	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Travailler au déploiement d'une billettique interopérable
Référent(s) de la fiche : Miren AGUER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), maguer@maregionsud.fr ; Karen POGGI, kpoggi@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional (SIBR)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** 1. Mettre en place un système d'information et de billettique Régional unique contribuant à un parcours usagers fluide de la recherche d'itinéraire à la réclamation via l'acte d'achat et de validation. 2. Système évolutif et moderne, adapté à tous. 3. Système permettant à la Région de maitriser ses dépenses, mettre en œuvre sa stratégie de distribution, disposer de la donnée, s'interfacer avec les systèmes partenaires. Il comprendra : 4. Fourniture des équipements de distribution, validation et de contrôle pour tous les opérateurs de transport régionaux 5. Calculateurs d'itinéraires multimodaux 6. Information théorique et temps réel 7. Système de réservation, vente, validation, contrôle 8. Référentiels tarifaires, topologie, usagers 9. Système gestion de recettes 10. Système de vente par/pour des tiers 11. Relation usagers : instruction, délivrance, incidents, etc **Étapes :** 12. **Jalon 0 :** Construction du système en évolution 13. **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU! pour la distribution et ventes des titres régionaux) 14. **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU!) 15. **Jalon 3** : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)

Besoins de pilotage / coordination	Continuité de service à assurer. **Obligations premières :** assurer la bascule pour les transports régionaux pour garantir la distribution (information, vente, validation, contrôle, gestion des recettes)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Entreprise SMT (Sud Mobilités Technologies)	Partenaire	Délégataire - Exploitant	
Tiers vendeurs	Partenaire	Agence de voyage - Utilisateur	
AOM	Partenaire	Interfaçage	La mise en œuvre d'interfaces compatibles par les AOM sera nécessaire pour que le SIBR puisse réaliser l'information voyageur et distribuer les titres réseaux de transport des AOM locales
Exploitants transports régionaux	Partenaire	Utilisateurs	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°46	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL :** Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables
Référent de la fiche : Rémi BARLET ; rbarlet@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'un groupe de travail sur la mise en œuvre du JALRIC
Périmètre	Région ou Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est la mise en place d'un groupe de travail concernant la mise en œuvre du JALRIC (JALonnement des Réseaux et Itinéraires Cyclables) **Étapes :** 1. Ateliers de présentation du JALRIC (visio, présentiel) 2. Mise en œuvre d'un document commun (forme à définir : charte, doctrine, CCTP) et définition des conditions de financement 3. Travail sur la SIL (signalétique d'intérêt local), notamment sur les haltes vélo
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
Région	Pilote	Moyens RH	ETP
État (DDTM ?)	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°48	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer les stationnements sécurisés pour les vélos
Référent de la fiche : Arthur DUPUIS GERBAL, a.dupuisgerbal@provenceverdon.fr, 07.57.48.53.20	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement équipements stationnement & entretien/maintenance vélos
Périmètre	15 communes de la CC Provence Verdon
Étapes / Public cible / Budget	La présente fiche concerne l'une des dimensions permettant de favoriser la pratique du vélo : le stationnement et l'entretien. Les équipements suivants vont être déployés : - Mise en place de stationnements sécurisés ou non : bornes U renversées, abris ouverts et fermés - Mise en place d'équipement d'entretien et de maintenance pour les vélos - Déploiement de consignes et de systèmes de recharge pour les vélos à assistance électrique **Étapes :** 1- 1ers investissements (2024-2025) 2- Élaboration du schéma cyclable (2024-2025) 3- Déploiement de nouveaux équipements (2025-2027) 4- Fin de la prestation (2028)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Provence Verdon

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Provence Verdon	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet Financement	2 référents techniques

État/Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement	
AUDAT + autre acteur	Partenaire	Prestation	Travail sur le schéma cyclable

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

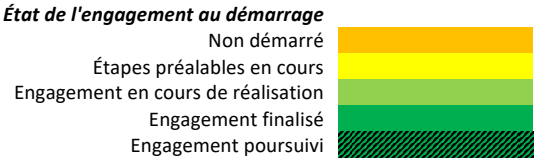
N°49	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL :** Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer l'offre de services associés au vélo (location, entretien)
Référent de la fiche : Florent FERRUCCI	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Favoriser le développement d'activités liées au cyclable (location, réparation)
Périmètre	Bassins de mobilité K et L
Étapes / Public cible / Budget	**<u>Objectif principal :</u>** L'objectif est de favoriser le développement d'activités liées au cyclable en prenant l'exemple de San Remo. Un benchmark permettra de déterminer quelles sont les conditions de l'émergence ou de l'installation de ces activités, quels sont les schémas économiques simples pour les collectivités… Ces activités sont en bordure grands axes EV/PCL et boucles locales/points touristiques, avec une notion de saisonnalité. **<u>Étapes :</u>** 1. Réaliser un benchmark : méthode, diffusion (2025) 2. Mobiliser Economie/tourisme 3. Guide procédure/méthode
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var ou Comité Régional du Tourisme (Service Tourisme de la région en convention avec)

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Moyens RH	ETP
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP
Comité Régional du Tourisme	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°51	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer les stationnements sécurisés pour les vélos
Référent de la fiche : Véronique FRANKE ; vfranke@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Implanter du stationnement cyclable sur les sites recevant du public et les sites culturels départementaux
Périmètre	Département
Étapes / Public cible / Budget	L'objectif est de développer la pratique de la mobilité douce notamment en proposant du stationnement cyclable près des sites recevant du public : implantation d'un mobilier de stationnement sécuritaire (arceau permettant d'attacher un point du cadre) pour un usage de courte durée (1h-2h), réalisé sur les sites départementaux accueillant du public et les sites culturels départementaux (musées...), si cela est jugé opportun. **Étapes :** 1- Recenser les sites (2024) 2- Établir liste de critères pour sélection des sites (2025) 3- Cahier des charges pour le matériel à implanter (2025)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS

Nombre de sites implantés en stationnement cyclables
Nombre de stationnements
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Financement	
Communes	Partenaires	Co-financement / Coordination	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°52	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer les stationnements sécurisés pour les vélos
Référent(s) de la fiche : Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Pose d'abris sécurisés, avec de services associés (équipements de plus de 12 places) : bornes VAE, casiers, station de gonflage/réparation - Accès gratuit **Public cible :** Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude, motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme …
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** lors des échanges avec les EPCI/Communes, les amener à réaliser la voirie ou le jalonnement en interface avec les équipements.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Initiateur Pilote Co maîtrise d'ouvrage	Financement investissement Financement fonctionnement

SNCF G&C	Partenaire	Maître d'ouvrage : et/ou propriétaire foncier Gestionnaire de la gare Exploitant des équipements	
État	Partenaire	Financement	Via le plan de relance : participation à l'investissement des gares imposées par la LOM
Métropole	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier	
Communauté d'agglomération / communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier	
Communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier Autorisations de travaux	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

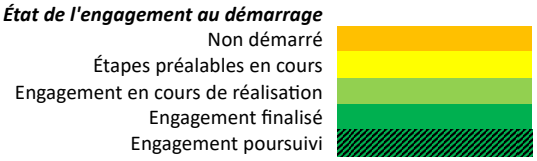
N°53	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Florent FERRUCCI, fferrucci@ccmpm.fr, 06.62.68.66.05	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Schéma Directeur Cyclable de la communauté de communes Méditerranée Porte des Maures
Périmètre	CC MPM
Étapes / Public cible / Budget	Le Schéma Directeur cyclable est en cours de construction, validation du schéma en Conseil Communautaire du 21/06/2024. **Étapes :** 1- Élaboration du schéma directeur cyclable (2023-2024) 2- Mise en œuvre des projets définis (2025-2028)
Besoins de pilotage / coordination	Répartition des Maitrises d'ouvrages en fonction des actions et pilotage de la mise en œuvre du schéma une fois ce dernier validé par le conseil communautaire.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Méditerranée Porte des Maures

INDICATEURS

Nombre d'aménagements réalisés / Nombre d'opérations financées
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Méditerranée Porte des Maures	Pilote	MOA aménagements communautaires Équipe projet, financement, travaux	Technique, financière à déterminer
Communes	Partenaire	MOA aménagements autres Équipe projet, financement, travaux	Technique, financière à déterminer

État	Partenaire	Financement de travaux	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement de travaux	En application des cadres d'intervention relatifs au développement des infrastructures cyclables
Département du Var	Partenaire	Maître d'ouvrage des aménagements du schéma départemental Équipe projet, financement, travaux	Technique, financière

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°55	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Michel RADISSON, mradisson@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animation et valorisation de la pratique du vélo auprès des collégiens
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Des actions sont déjà réalisées auprès des collégiens pour les sensibiliser à la pratique du vélo et à la sécurité routière. Le Département participe (en lien avec la Maison de la sécurité routière du Var) au financement, à l'organisation et à l'animation du challenge inter collèges qui a lieu chaque année.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS

Nombre de collèges participant au challenge inter collèges
Mise en place du Savoir Rouler à vélo
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Maison de la Sécurité routière du Var - Département	Pilote	Animation - Maître d'ouvrage Moyens matériels et co-animateurs	Co-animation d'ateliers de sécurité routière notamment 1 sur le vélo
Éducation Nationale	Partenaire	Collèges participants au challenge	Challenge sur la culture de la sécurité routière globale et entre autre sur l'utilisation du vélo

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°56	**BASSIN :** K **THEMATIQUES** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF(S) :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT, Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Savoir Rouler à Vélo
Périmètre	Écoles élémentaires du territoire de la CCCV
Étapes / Public cible / Budget	Dans le but de permettre aux enfants de bénéficier d'un apprentissage nécessaire à une réelle autonomie à vélo pour l'entrée au collège, la Communauté de communes Cœur du Var développe depuis 2023 auprès des classes de CM1 et CM2, l'opération « Savoir Rouler à Vélo » en partenariat avec l'Éducation nationale. Cette initiative a été validée en bureau du 07 février 2023 et inscrite dans la stratégie-action « Cœur du Var, territoire de mobilités durables » adoptée en octobre 2022. Cette opération destinée aux classes de CM1-CM2, a pour objectif de : - Devenir autonome à vélo, - Pratiquer quotidiennement une activité physique, - Se déplacer de manière écologique et économique En 2022, deux agents de la CCCV ont été formés par Génération Vélo pour dispenser le programme « Savoir Rouler A Vélo ». Le service jeunesse de la CCCV a investi dans l'achat de matériels afin de proposer aux enfants, de 6 à 11 ans, un séjour « Savoir Rouler à Vélo » pendant les vacances scolaires.
Besoins de pilotage / coordination	Éducation nationale / écoles 1 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Multiples objectifs

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Cœur du Var

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

CC Cœur du Var	Pilote	Équipe projet	
Éducation nationale	Co-pilote		
Génération vélo/FUB	Partenaire	Financement	50% du financement + formation
Écoles élémentaires	Partenaire	Équipe de projet	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°57	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Ségolène CHIGNARD, schignard@maregionsud.fr, DGTMGE-DIGE-SGE	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Constituer une base de données vélo régionale publiée dans OSM et la plateforme régionale « Connaissance du territoire » et pérenniser la mise à jour des données
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N (Pour les données du périmètre Occitanie et AURA, sous réserve qu'elles soient publiées sur OSM par un ou des contributeurs des régions Occitanie et AURA)
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - Mise en place par DCOPT-SCOT et DIGE-SGE d'une Base de Données vélo sur OSM complète et qualifiée à l'échelle régionale : ○ Appel à un prestataire pour analyse de la qualité, ○ Association des collectivités, ○ Formation à OSM et animation des "cartoparties" pour obtenir une BD OSM complète et maintenue par des référents identifiés dans les Collectivités, DDT(M), associations … **Description :** - Choix du prestataire - Estimation de la qualité de la cartographie OSM en région - Identification des collectivités et autres contributeurs pour les mobiliser et les former - Collecte de la donnée, traitement de la donnée, intégration des données et compléments des attributs dans OSM **Étapes :** - Juillet 2024 : démarrage de la mission - Septembre 2024 : lancement de la démarche via une réunion en visio avec les contributeurs majeurs - Été 2025 (1 an) : complétude et qualification de la BD + formations (12) + cartoparties (6) pour contributions et création d'événements pour communication de la démarche - Jusqu'à mi 2026 (1 an) : maintenance - A partir de septembre 2026 : autonomie de la Région et des partenaires pour actualisation d'OSM

Besoins de pilotage / coordination	Financement DIGE Animation SCOT (expertise métier et expérience sur autres thèmes) et SGE (expression du besoin et des finalités)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement Et animateur des groupes de travail avec les contributeurs	Animation réseau des contributeurs, extractions d'indicateurs, transfert sur la plateforme "connaissance du territoire …
Immergis	Partenaire	Prestataire Maître d'œuvre de la mission	Collecte, animation, complétude, qualification, estimation de la qualité de la donnée vélo, publication sur OSM, maintenance 1 an
Départements sur le périmètre de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Contributeur Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Départements hors périmètre de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ayant des communes dans le bassin	Partenaire	Contributeur Fournit de la donnée SIG	Collecte et qualification de la donnée vélo sur les communes hors Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Temps RH pour constituer et alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Métropoles	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM

Communautés d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communautés de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
Syndicats d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
DDT	Partenaire	Partage de données et contributeur éventuel	
IGN	Partenaire	Partage de données et MAJ BDD Topo	
ASSOCIATIONS	Partenaire	Organisateur ou animateur ou contributeur	Pour les cartoparties et ensuite éventuellement en phase MAJ

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

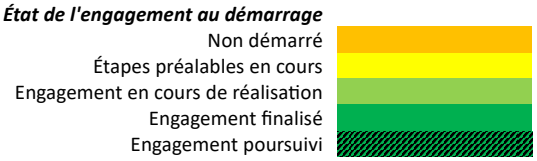
N°58	**BASSINS :** K et L **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Groupe d'échange sur les modalités de gouvernance des projets vélo
Périmètre	Tous bassins
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - L'objectif est de créer un groupe d'échange sur les modalités de gouvernance des projets vélo. Les prérequis sont la confidentialité, l'assiduité, la possibilité d'échanger en distanciel - Aide à la création d'un schéma vélo par le retour d'expérience des EPCI l'ayant déjà mis en place sur : la consultation d'un bureau d'étude, les plans de l'étude, les livrables, les points de difficulté et les partenaires possibles. **Étapes :** 1. Recensement 2. Organisation d'une réunion 1 à 2 fois par an pour échanger
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an à minima

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (pour le lancement) puis EPCI/Département

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP Lancement de l'action
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP Démarche mutualisée

Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP
Communes (le cas échéant)	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°60	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs
Référent de la fiche : David HACHE, dhache@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Créer de nouveaux circuits cyclables diversifiés
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Pour toucher d'autres publics, et en particulier un public familial, la diversification des circuits avec des itinéraires courts, à faible dénivelé et sécurisés (soit par les aménagements soit par la faiblesse du trafic routier) pourra être développée.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
Nombre de circuits créés État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Validation des circuits proposés	
Fédération du cyclotourisme	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°61	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs
Référent de la fiche : Rémi BARLET rbarlet@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo" et du Parcours Cyclable du Littoral
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Cette action porte sur les deux itinéraires cyclables et leurs extensions : • poursuivre l'aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo", • finaliser l'aménagement du parcours cyclable du littoral, • définir des itinéraires préférentiels de jonction entre les deux itinéraires, avec les autres départements, avec les autres itinéraires locaux. Les aménagements peuvent être réalisés par les communes ou les EPCI, avec un soutien financier du Département. Dans cette action figure une douzaine d'opérations (part exclusivement cycles à déterminer supérieure à 20 M€) Études déjà réalisées pour les tronçons dont les travaux viennent de démarrer. Études en cours (au stade faisabilité ou AVP ou PRO) pour les tronçons dont la réalisation se fera à court terme Études à venir pour certaines dernières sections
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
Longueur d'aménagements cyclables réalisés sur les 2 itinéraires État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet	
Communes ou ECPI ou Métropole	Partenaires		Sur certaines sections urbaines des parcours, par convention

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°62	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs
Référent de la fiche : Magali DJELOUAH, mdjelouah@caprovenceverte.fr, 06.07.64.27.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Liaison cyclable Chemin de la Bauxite
Périmètre	Chemin de la Bauxite, entre Brignoles et Saint Maximin
Étapes / Public cible / Budget	La CA Provence Verte souhaite offrir à tous ses usagers la possibilité d'utiliser des modes de déplacements doux en toute sécurité entre Brignoles et Tourves. Dans une 1ère phase, le projet se déroulera sur une route de Brignoles gérée par l'Agglomération avec la réalisation d'un parcours d'interprétation et des panneaux d'information dédiés. Les travaux consistent à créer un aménagement cyclable (voie partagée) sur le Chemin de la Bauxite, entre l'agglomération de Brignoles et l'entrée du Hameau des Censiès. En phase 2, ce même tracé rejoindra la commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume. Ce projet permettra la création de voies douces et s'inscrit à moyen terme dans l'itinéraire de l'Eurovélo 8. Les jalons sont les suivants : 1- Étude de faisabilité 2- Dérasage et curage 3- Conception 4- Mise en service
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CA Provence Verte

INDICATEURS
Réalisation de la voie partagée État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Provence Verte	Pilote	Équipe projet	½ ETP
Commune de Brignoles	Partenaire		
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement étude	En application des cadres d'intervention relatifs au développement des infrastructures cyclables
État	Partenaire	Mise à disposition	
Entreprise	Partenaire	Communication	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°63	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs
Référent(s) de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), schignard@maregionsud.fr; Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr; Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), rdorne@maregionsud.fr; Isabelle DECORY (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), idecory@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Développer les pratiques de vélo pour la mobilité du quotidien par le maillage cyclable autour d'équipements sous gestion régionale (gares, lycées) mais également des équipements et pôles structurants. **Description :** Financement des études, travaux et équipements de ces projets d'aménagements cyclables https://www.maregionsud.fr/vos-aides/detail/amenagements-cyclables-le-sud-a-velo **Public cible :** ***5.*** Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude ***6.*** Usagers pour les motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme…
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunité :** financement régional inscrit au CPER 15 M€ jusqu'en 2027

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement	
État	Partenaire	Financement	Via AAP Continuités cyclables si critères identiques
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo Et/ou propriétaire foncier	
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/Ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou propriétaire foncier	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou propriétaire foncier	

EPCI d'implantation	Equipements/Pôles structurants à desservir	Thématiques/type d'équipement	**Argumentaire** Public : salarié, scolaire, habitants, touristes (si disponible effectif établissements, nbre salariés de visiteurs …)	**Argumentaire - exemples :** pourquoi développer une desserte cyclable ? Equipement ou pôle à préserver / augmenter la part modale vélo du trajet domicile-travail ou école / report modal important escompté / public cible captif / nécessité d'apaisement des abords et de réduire la place de la voiture ...	EPCI(s) dont les habitants fréquentent cet équipement/pôle	Échéance envisagée
CASSB	Gares ferroviaires de Saint-Cyr-sur-Mer (futur PEM), Bandol et Sanary-sur-Mer	Mobilités	Salariés, scolaires, habitants, touristes	Augmenter la part modale vélo du trajet domicile-travail ou école	CASSB - Métropoles TPM et AMP	programmation pluriannuelle en cours d'études dans le cadre de l'élaboration en cours du schéma directeur cyclable de la CASSB
CASSB	Collèges de Saint-Cyr-sur-Mer, Bandol et Sanary-sur-Mer	Enseignement	Scolaires, habitants	Augmenter la part modale vélo du trajet école et déplacements internes aux communes	CASSB	
CASSB	Collège du Plan du Castellet + Liaison avec La Cadière et Le Castellet	Enseignement	Scolaires, habitants	Augmenter la part modale vélo du trajet école et déplacements de proximité au quotidien	CASSB	
CASSB	Collège du Beausset + Liaison avec Evenos et Signes	Enseignement	Scolaires, habitants	Augmenter la part modale vélo du trajet école et déplacements de proximité au quotidien	CASSB	
CASSB	Aire de covoiturage du Castellet - Le Beausset et Evenos	Mobilités	Salariés	Développer les déplacements multimodaux	CASSB	
CASSB	Signes - Zone d'activité du plateau de Signes – Circuit Paul Ricard	Activités économiques	Salariés	Développer la pratique cyclable sur la zone d'activité	CASSB	
CASSB	Liaison avec la gare de La Ciotat - itinéraire Le Beausset/Evenos vers Ollioules - liaison V65	Mobilités	Habitants, touristes	Assurer une continuité des itinéraires cyclables avec les territoires limitrophes	CASSB - Métropoles TPM et AMP	
CASSB	Le Beausset - Village Centre du territoire	Equipements et services de proximité - nœud de passage des mobilités	Habitants, touristes	Nécessité de réduire la place de la voiture	CASSB	
CASSB	Signes - Riboux - Evenos - Le Castellet – La Cadière – St Cyr – Bandol – Sanary (maillage touristique entre les villages perchés et les liaisons sur le littoral)	Tourisme	Habitants, touristes	Nécessité de réduire la place de la voiture en desserte interne et notamment en période estivale vers les plages	CASSB	
	Plan d'Aups Ste Baume					
	Aire de covoiturage de Nans les Pins	Mobilités				
	Carrières de Mazaugues					
	Aire de covoiturage de Pourcieux					
	Projet Halte routière de Ollières	Mobilités				
	Halte routière de Pourrières	Mobilités				
	Futur PEM + liaison EV8 d'Artigues	Mobilités				
	Futur PEM + liaison EV8 d''Esparron	Mobilités				
	Futur PEM + liaison EV8 + centre ancien classé (chateau et cathédrale souterraine) - St Martin de Pallières	Mobilités				
	Futur PEM + liaison EV8 - Varages	Mobilités				
	Futur PEM de Seillons	Mobilités				
	Touristique - Bras					
	Sous-Préfecture + ZA Nicopolis + Futur PEM + Hôpital + Cinéma +					

EPCI d'implantation	Equipements/Pôles structurants à desservir	Thématiques/type d'équipement	**Argumentaire** Public : salarié, scolaire, habitants, touristes (si disponible effectif établissements, nbre salariés de visiteurs …)	**Argumentaire - exemples :** pourquoi développer une desserte cyclable ? Equipement ou pôle à préserver / augmenter la part modale vélo du trajet domicile-travail ou école / report modal important escompté / public cible captif / nécessité d'apaisement des abords et de réduire la place de la voiture ...	EPCI(s) dont les habitants fréquentent cet équipement/pôle	Échéance envisagée
	Conservatoire + Musée + Zone d'activité commerciale + future aire de covoiturage de Brignolles					
	Touristique - Camps la Source					
	Collège +Lac de Carcès					
	Musée de Chateauvert					
	Vallon Sourne de Correns					
	Touristique - Cotignac					
	Château d'Entrecasteaux					
	Zone d'Activité de Forcalqueiret					
	Collège + Zone d'Activité de Garéoult					
	Abbaye de La Celle	Culture				
	La Loube - La Roquebrussanne					
	Lac Le Val					
	Touristique - Méounes les Montrieux					
	Future Halte Routière de Montfort sur Argens					
	Source de l'Huveaune + Chateau + Aire de covoiturage de Nans les Pins					
	Future Halte Routière de Néoules					
	Touristique + Zone de passage route vers les stations de ski - Ollières					
	Grotte Sainte Marie Madeleine + Forêt domaniale de la Sainte Baume de Plan d'Aups Ste Baume					
	Aire de Covoiturage + Future Halte Routière de Pourcieux					
	Sainte Victoire + Halte Routière de Pourrières					
	Zone d'activité + Future Aire de covoiturage + Collège de Rocbaron					
	Halte Routière de Rougiers					
	Zone d'activité commerciale + Basilique + Croisée des arts + Centre administratif + Future aires de covoiturage de St Maximin la Ste Baume					
	Touristique de Ste Anastasie					

EPCI d'implantation	Equipements/Pôles structurants à desservir	Thématiques/type d'équipement	**Argumentaire** Public : salarié, scolaire, habitants, touristes (si disponible effectif établissements, nbre salariés de visiteurs …)	**Argumentaire - exemples :** pourquoi développer une desserte cyclable ? Equipement ou pôle à préserver / augmenter la part modale vélo du trajet domicile-travail ou école / report modal important escompté / public cible captif / nécessité d'apaisement des abords et de réduire la place de la voiture ...	EPCI(s) dont les habitants fréquentent cet équipement/pôle	Échéance envisagée
	Musée + Zone d'Activité + Halte Routière de Tourves					
	Lac de Vins sur Caramy					
	Futur PEM + pigeonnier de Brue-Auriac					
	Futur PEM + centre commercial + Maison France Services + Future ZA + liaison EV8 de Rians					
	Futur PEM de Ginasservis					
	Futur PEM + St Julien Plage + Maison France Services de St Julien le Montagnier					
	Futur PEM + Montmeyan Plage + Maison France Services de Montmeyan					
	Futur PEM de Fox Amphoux					
	Futur PEM + Centres commerciaux + Maison France Services + Collège + ZA Carmes + liaison EV8 de Barjols					
	Futur PEM de La Verdière					
	Futur PEM de Tavernes					
	Futur PEM + liaison EV8 de Pontevès					
	Abbaye du Thoronet					
	Collège Pierre de Coubertin + ZI Les Lauves - Le Luc					
	voie verte Cabasse/Carcès - Cabasse					
CCMPM	Cuers : Gare de Cuers, continuités cyclables vers et depuis les pôles générateurs de flux et le centre-ville	Mobilités				
	Gare + Halte multimodale de Puget Ville					
	Gare + Village des tortues de Carnoules					
	Collège + parking covoiturage de Besse sur Issole					
	ZA Nicopolis de Flassans sur Issole					
	Var Ecopole + Gare SNCF + Echangeur + futur PEM Le Cannet les Maures					
	Gare de Gonfaron					

EPCI d'implantation	Equipements/Pôles structurants à desservir	Thématiques/type d'équipement	**Argumentaire** Public : salarié, scolaire, habitants, touristes (si disponible effectif établissements, nbre salariés de visiteurs …)	**Argumentaire - exemples :** pourquoi développer une desserte cyclable ? Equipement ou pôle à préserver / augmenter la part modale vélo du trajet domicile-travail ou école / report modal important escompté / public cible captif / nécessité d'apaisement des abords et de réduire la place de la voiture ...	EPCI(s) dont les habitants fréquentent cet équipement/pôle	Échéance envisagée
	Gare de Pignans					
CCMPM	Pierrefeu du Var : continuités cyclables vers et depuis les pôles générateurs de flux dont le centre-village	Mobilités				
CCMPM	Collobrières : continuités cyclables vers et depuis les pôles générateurs de flux dont le centre-village	Mobilités				
CCMPM	La Londe les Maures : continuités cyclables vers et depuis les pôles générateurs de flux, les pôles touristiques de bord de Mer et le cœur de ville	Mobilités				
CCMPM	Bormes les Mimosas : continuités cyclables vers et depuis les pôles générateurs de flux, les pôles touristiques de bord de Mer et le cœur de ville	Mobilités				
CCMPM	Le Lavandou : PEM du Lavandou et traitement continuités cyclables vers et depuis les pôles générateurs de flux, les pôles touristiques de bord de Mer et le cœur de ville	Mobilités				
	ZAE la Roumiove - logis neuf RD97 de Solliès-Ville					
	écoles Menut, Vinaï, pied de Lègue + pumtrack (route de Valaury) + zone loisirs la Guiranne + stade Lanza + mairie + maison médicale (av. sous-marin Casabianca) - Solliès-Toucas					

EPCI d'implantation	Equipements/Pôles structurants à desservir	Thématiques/type d'équipement	**Argumentaire** Public : salarié, scolaire, habitants, touristes (si disponible effectif établissements, nbre salariés de visiteurs …)	**Argumentaire - exemples :** pourquoi développer une desserte cyclable ? Equipement ou pôle à préserver / augmenter la part modale vélo du trajet domicile-travail ou école / report modal important escompté / public cible captif / nécessité d'apaisement des abords et de réduire la place de la voiture ...	EPCI(s) dont les habitants fréquentent cet équipement/pôle	Échéance envisagée
	Gare/PEM, Aire de covoiturage des Terrins, Zone d'activités Economiques et son extension, Collège de la Vallée du Gapeau, Collège Lou Castellas, Groupe Scolaire Alphonse Daudet, Groupe Scolaire Frédéric Mistral, Ecole Jean Moulin, Ecole Emile Astoin, Ecole Houard Sauvat, Ecole Jules Rimbaud, Centre de Loisirs La débrouille, Espace Jeunesse Sainte Christine, Office du Tourisme Intercommunal, Ecoquartier Les Allées du Château, France Services, médiathèque et pôle administratif et culturel, Cinéma Le Rio, Centre technique Municipal, Siège de la communauté de communes de la Vallée du Gapeau, Parc de loisirs Marie Astoin, Maison de santé pluriprofessionnelle - Solliès-Pont					

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

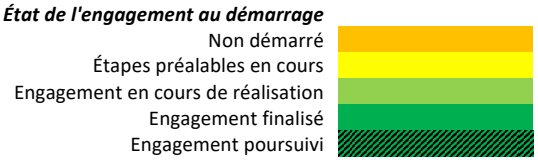
N°64	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Recensement de toutes les aides et moyens de financement possibles
Périmètre	Bassins K et L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de connaitre toutes les aides, tous les moyens de financement possibles existants sur la thématique du vélo. Ce travail a déjà été en partie réalisé par le Région. **Étapes :** 1. Récupérer les informations sur les aides Européennes, nationales et régionales (en attente des résultats du travail réalisé par la Région) 2. Récupérer la liste des aides départementales, intercommunales et communales 3. Organiser une réunion de présentation 2025
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP Partage d'information
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP Partage d'information (dispositifs Département)
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

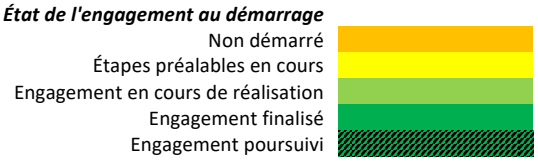
N°65	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Faciliter le parcours usager grâce à une information harmonisée, intégrant l'intermodalité des transports
Référent de la fiche : Sébastien MARECHAL, smarechal@metropoletpm.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Compagnon de Mobilité Application MaaS intuitive Métropolitaine
Périmètre	Ressort territorial élargi
Étapes / Public cible / Budget	La métropole a renouvelé sa DSP transports. L'exploitant du réseau Mistral (RATP Dev) développe une application. L'application permettra : • informations et alerte • calcul d'itinéraire multimodal • réservation et paiement • compte unique personnalisé **Étapes :** 4- Mise en œuvre sur TC (2024) 5- Mise en œuvre autres modes (2025)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Métropole Toulon Provence Méditerranée

INDICATEURS
Nombre d'utilisateurs, État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Métropole TPM	Pilote	Équipe projet	
RATP Dev	Partenaire	Exploitation Financement / DSP	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

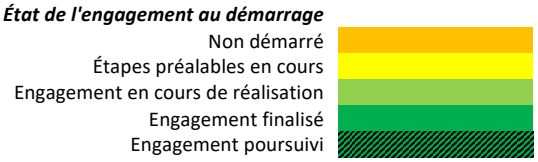
N°66	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en avant les ressources existantes (ex. calculateur itinéraire Zou) mais également s'assurer de l'actualisation de celles-ci (exactitude / exhaustivité de la donnée)
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animation d'un groupe de bénéficiaires publics du calculateur d'itinéraire (Data Sud)
Périmètre	Bassin de mobilité K
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est d'animer un groupe de bénéficiaires publics du calcul d'itinéraire. **Étapes :** 1. Création du groupe (2025) 2. Programmation de l'animation (logistique) (2025 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

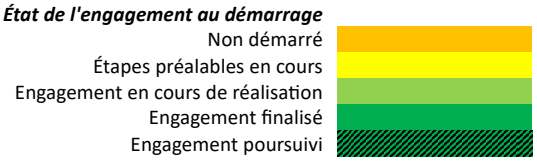
N°67	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mutualisation des pratiques pour élever le niveau de technicité global pour le bien commun (thématiques data et billettique)
Périmètre	Bassin de mobilité K
Étapes / Public cible / Budget	Étapes : 1. Faire valider l'idée aux responsables (2025) 2. Recenser les techniciens (référents) (2025) 3. Mutualisation des pratiques (2026 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur jusqu'à l'étape 3, gouvernance en propre à partir de l'étape 4

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°68	**BASSIN : K** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaborer un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire (PAMS)
Périmètre	Bassins K et L
Étapes / Public cible / Budget	**Type :** Plan d'action pour faciliter la mobilité du quotidien des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ainsi que des personnes en situation de handicap comprenant notamment les aides financières individuelles liées à la mobilité **Description :** - mobilisation et coordination des acteurs locaux - diagnostic - définition des stratégies et enjeux - élaboration du plan d'action pour l'accompagnement des publics cible (gouvernance par action) **Étapes :** 1 - 2025/2026 - Mobilisation des acteurs, recensement des besoins, des actions existantes et nécessaires, co construction d'un plan si possible avec un soutien en ingénierie avec recherche de financement2 - 2027 Adoption du plan par les pilotes et les AOM 2 - 2027 - Mise en œuvre des plans d'actions notamment mise en ligne sur les sites des AOM et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur des aides individuelles à la mobilité
Besoins de pilotage / coordination	**Co pilotage :** Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Départements concernés **Co construction** avec les AOM du bassin et les EPCI non AOM, les acteurs institutionnel de l'insertion et de l'emploi, les acteurs associatifs

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Départements

INDICATEURS
Avancement du PAMS État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet, co animateur des groupes de travail avec les contributeurs, mise en ligne sur site zou.maregionsud.fr des aides individuelles liées à la mobilité	Temps RH, Animation réseau des contributeurs,
Départements volontaires	Pilote	Équipe projet, co animateur des groupes de travail Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH. animation réseau des contributeurs
Départements	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH
Métropole / Communauté d'agglomération du bassin	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information	Temps RH + mise à disposition des informations sur les aides individuelles sur le site mobilité de l'AOM
Communauté de communes exerçant sa compétence AOM	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information	Temps RH + mise à disposition des informations sur les aides individuelles sur le site mobilité de l'AOM
Communauté de communes non AOM ou n'exerçant pas cette compétence	Partenaire	Partage d'information	Informations sur les dispositifs intercommunaux existants ou en projet, relais d'information après approbation du PAMS
Communes (cas échéant)	Partenaire	Partage d'information	Informations sur les dispositifs intercommunaux existants ou en projet, relais d'information après approbation du PAMS

France Travail	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants
CAF / MSA / CPAM / CARSAT	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants
État (DDETS, ANCT,…)	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants
Associations de la mobilité solidaire, d'insertion, d'inclusion	Partenaire	Communication/prestations	Temps RH

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°69	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Tous objectifs
Référent(s) de la fiche : Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), npeinado@maregionsud.fr ; Fabrice BARRELLI, fbarrelli@maregionsud.fr	

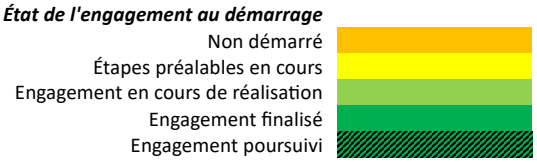
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AO pour mutualiser les points de distribution/en faire des points multi-opérateur. Favoriser l'accès à l'information et aux services de mobilité par un accompagnement via les Maisons France Services ou autres structures
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** La Région et la plupart des autorités organisatrices ont mis en place des ventes dématérialisées des titres de transport. Le nombre des points de vente physique a décru. Outre le sentiment croissant d'éloignement/disparition des services publics, ce manque de contact direct avec les usagers fait disparaître l'accompagnement à l'achat (distinct du conseil en mobilité). L'achat dématérialisé peut paraître compliqué pour certains publics et rend parfois les tarifs adaptés inaccessibles (pas de vente à bord des abonnements ZOU par ex). Le but d'un éventuel partenariat entre AO/ et/ou avec les maisons France Services est de favoriser l'interaction humaine dans la distribution des titres et de mutualiser les efforts à y consentir (en utilisant les interfaces billettiques distinctes des AO existant à date, avec la également la perspective du SIBR qui pourrait permettre la vente multiopérateur). Partenariats à monter avec les AO/les EPCI-Communes en liens avec les Maisons France Services Positionner des référents SRT en formateurs/conseils Formations croisées pour la vente multi opérateurs **Étapes :** **Jalon 0 :** Construction du système en évolution **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU! pour la distribution et ventes des titres régionaux) **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU!) **Jalon 3** : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur

	le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)
Besoins de pilotage / coordination	Validations régionales Accords réciproques

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Maisons France Services	Partenaire		
EPCI/communes coordonnateurs	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°70	**BASSIN : K** **OBJECTIF GENERAL** : Multiples objectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Fabien LOZACH (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), flozach@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** En cas d'épisode de pollution les préfectures appliquent des mesures d'urgence limitant les émissions de polluants et des circulation différenciées en ZFE. - Dans ce cadre, les AOM mettent en œuvre des dispositions facilitant le report modal en appliquant notamment des politiques tarifaires attractives. - Dans la cadre de sa compétence interurbaine, la Région exploite des lignes entrantes, sortantes et traversantes des AOM. A cet égard, une information réciproque de déclenchement s'avère nécessaire pour une cohérence d'ensemble vis-à-vis des usagers. **Activités à mener :** - Identification de référents techniques des AOM - Identification des référents préfectoraux - Identification de circuits de communication - Partage des dispositifs mis en œuvre par les AOM - Procédure d'information et de communication entre AOM lors de mise en œuvre des dispositions tarifaires - Procédure de transmission fiable des informations de déclenchements préfectoraux pour dépassement de seuil - Revue et mise à jour régulière des listes de référents **Étape 1 : 2025** - Réunion d'un groupe de travail par bassin à l'initiative de chaque service réseau de la Région ou d'une AOM du bassin - Recensement des dispositifs par AOM du bassin **Étape 2 : 2026** - Élaboration d'une fiche procédure d'information-coordination

	Étape 3 : 2026 et suivantes - REX au plus tard 15 jours après chaque épisode
Besoins de pilotage / coordination	Les organigrammes sont vivants. Les circuits de communications ne sont efficaces que si les "contacts" sont régulièrement mis à jour (à minima 1 fois par an avant les épisodes de chaleurs).

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Centralisation / redistribution de l'information préfectorale	
EPCI	Partenaire	Mobilisation de moyens RH et information	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°71	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Multiples objectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : David GRZYB dgrzyb@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** Face à l'accélération des effets du changement climatique, de nombreuses infrastructures de transport sont vulnérables en région. Il est nécessaire de les identifier et de déployer dès à présent un plan d'action d'adaptation pour les adapter au climat de demain afin : - D'identifier les infrastructures de transport vulnérables aux effets du changement climatique - Déployer un plan d'action d'adaptation des transports, multi gestionnaires **Description :** Il est nécessaire d'utiliser les cartes pour identifier les infrastructures étudiées dans chaque bassin. 22 principaux gestionnaires d'infrastructures de transport de la région sont associés (départements, DIR, Vinci, SNCF R et G&C, GPMM, …) **Étapes :** - Signature du contrat - Collecte des données - Réalisation des projections climatiques - Analyse de la vulnérabilité et du risque physique - Analyse de la vulnérabilité et du risque fonctionnel - Analyse de la vulnérabilité et du risque climatique - Synthèse du risque régional vis-à-vis des perturbations dans le système de transport face au changement climatique - Écriture du plan d'action - Mise en œuvre du plan d'adaptation **Public cible :** - Gestionnaires d'infrastructures de la région - EPCI

Besoins de pilotage / coordination	Participations des EPCI lors de la construction du plan d'adaptation

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et DREAL

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement	
DREAL	Co-pilote	Financement	
Départements	Partenaires	Participe aux travaux	
Vinci Autoroutes	Partenaires	Participe aux travaux	
Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée	Partenaires	Participe aux travaux	
Métropole Nice Côte d'Azur	Partenaires	Participe aux travaux	
GPMM, Port de Toulon	Partenaires	Participe aux travaux	
SNCF Réseaux, SNCF G&C, RTM	Partenaires	Participe aux travaux	
Aéroports de Nice, Toulon, Marseille, Avignon	Partenaires	Participe aux travaux	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°72	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL :** Poursuivre la décarbonation **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux informer les usagers sur les possibilités de recourir aux mobilités décarbonées. Sensibiliser et communiquer auprès des usagers des possibilité de recourir aux mobilités décarbonées
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mobilisation des employeurs en tant que promoteurs des mobilités décarbonées
Périmètre	Bassin K
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1. Partage d'expérience sur des initiatives conduites (2025) 2. Définir une stratégie (employeurs cibles, moyens consacrés…) (2025-2026) 3. Incitation du personnel à du report modal (2026)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP
Entreprises	Partenaire		
CCI	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°73	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Poursuivre la décarbonation **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux informer les usagers sur les possibilités de recourir aux mobilités décarbonées. Sensibiliser et communiquer auprès des usagers des possibilité de recourir aux mobilités décarbonées
Référent(s) de la fiche : Emmanuelle JOSNIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), ejosnin@maregionsud.fr ; Lise CAUSSE, lcausse@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Planification stratégique d'actions de communication
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - Sensibiliser et promouvoir une mobilité décarbonée ; - Accompagner au changement d'usage habitants, visiteurs et décideurs - Susciter du report modal **Description :** 1- Définition d'une stratégie nourrie par les productions des instituts de recherche et validée par l'exécutif visant à : - éveiller à un nouvel imaginaire pour une mobilité plus sobre et moins carbonée, - favoriser une mobilité désirable (préférer la marche, le vélo, le covoiturage et les transports en commun) - accompagner les citoyens et les acteurs du territoire, - valoriser de nouveaux modes et usages, - accompagner pour passer à l'action - pérenniser les nouvelles pratiques de mobilité plus vertueuses dans la durée - faciliter l'accès à l'offre existante. 2 - Choix des médias et supports les plus adaptés 3 - Lancement de campagnes **Public cible :** - grand public, résidents, visiteurs, salariés, jeunes…avec priorité sur auto-solistes, hyper-mobiles - ddécideurs : élus locaux et entreprises notamment DRH, responsables RSE
Besoins de pilotage / coordination	Travail en articulation avec les autres AOM Partage des thèmes et campagnes programmés

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote Partenaire	Équipe projet pluridisciplinaire Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	Définition d'une stratégie cohérente avec les enjeux de la planification écologique et l'offre régionale
AOM ou communes assurant la gestion d'une offre de mobilité	Pilote Partenaire	Mise en œuvre d'actions pour inciter à la mobilité décarbonée et au changement d'usage Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	Pédibus, apprentissage du vélo à l'école, fête du vélo, prime à l'achat d'un VAE, aire de co-voiturage, etc… Travail en partenariat avec la Région et les autres AOM pour proposer un agenda et une cohérence des messages
Exploitants de services de transport routiers et ferroviaires	Partenaire	Financement	Dans cadre des budgets promotion/marketing dédiés dans les contrats

Représentants des employeurs et employeurs	Partenaire	Partage d'information sur les attentes et besoins des entreprises Participation aux actions dédiées proposées	
Instituts de recherche	Partenaire	Partage d'information notamment sur la dimension changement d'usage	Conduite d'actions de sensibilisation, de programmes d'action-recherche, de productions audio-visuelles, mise en place d'incitatifs… pour mettre en place les conditions d'un passage à l'acte pour l'usage des transports collectifs, des modes actifs et doux, de la mobilité partagée ou collaborative, de la démobilité
Agences d'urbanisme	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	
ORT	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

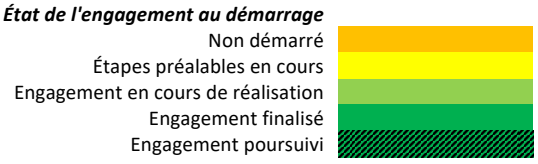
N°74	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL :** Poursuivre la décarbonation **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Jean-Christophe VIEU, jean-christophe.vieu@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement d'installations photovoltaïques dans les gares
Périmètre	Parkings ou bâtiments voyageurs dans les gares
Étapes / Public cible / Budget	L'objectif est d'identifier du foncier Gares &Connexion qui pourrait être disponibilisé (foncier, toiture…) pour des installations de panneaux photovoltaïques. Les étapes sont les suivantes : **1.** identification des gares **2.** montage de l'opération (études et financement) **3.** réalisation de l'opération
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Dates de mise en service des installations État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (projet régional)	Pilote	Financement/Choix des gares	
SNCF G&C (projet régional)	Partenaire	Maître d'ouvrage Mise en œuvre	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°75	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Harmoniser la prestation de service à l'échelle du bassin
Référent de la fiche : Arthur DUPUIS GERBAL,a.dupuisgerbal@provenceverdon.fr, 07.57.48.53.20	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement d'un service public de covoiturage avec incitations financières
Périmètre	15 communes de la CC Provence Verdon. Trajets possibles vers l'extérieur du territoire dans la limite de 80km depuis le point d'origine.
Étapes / Public cible / Budget	Le projet a pour objectif : - La mise en place d'une application mobile intelligente de mise en relation des conducteurs - La communication grand-public autour de la solution - La mobilisation des employeurs du territoire Les étapes sont les suivantes : 1- Dépôt de la demande d'aide (2023) 2- Signature du devis (2023) 3- Déploiement de la solution (2024) 4- Fin de la prestation (2025)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Provence Verdon

INDICATEURS

Nombre d'inscrits / Nombre d'utilisateurs / Nombre de trajets par voiture / Nombre de trajets / Km parcourus par trajet / Origine et destination des trajets / Cartographie des trajets
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Provence Verdon	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet Financement	2 référents techniques

État	Partenaire	Financeur	
Karos	Partenaire	Prestataire	Mise à disposition de la solution technique

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°78	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Véronique GOUBE,veronique.goube@sudsaintebaume.fr, 06.81.94.15.92	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Restructuration des aires de covoiturage existantes et création d'une nouvelle aire de covoiturage
Périmètre	Déplacements sur le territoire de la CASSB et vers les métropoles voisines
Étapes / Public cible / Budget	Projets envisagés sur les aires existantes desservant Le Castellet – La Cadière et le Beausset : - Concernant l'aire située à l'échangeur autoroutier : doublement de la capacité actuelle par une extension et une restructuration de la surface existante. - Concernant l'aire le long de la D11 : finalisation de son aménagement par une signalétique appropriée pour guider et sécuriser les usagers Projets envisagés sur une future aire de covoiturage à Evenos : - Réflexion en cours pour implanter une aire entre Evenos et Le Beausset afin de désengorger l'axe de déplacement entre Signes et Toulon L'étape prévue est la suivante : Planification en étude (2024)
Besoins de pilotage / coordination	Partenariat avec ESCOTA pour la relance du projet d'extension et restructuration de l'aire du Castellet. Financement. Foncier à acquérir.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CA Sud Sainte Baume

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CA Sud Sainte Baume	Pilote	Maître d'ouvrage en tant qu'AOM Équipe projet	
Communes	Partenaire	Compétence urbanisme	
Département du Var	Partenaire	Gestionnaire voirie	
ESCOTA	Partenaire	Partenaire financier	
Région	Partenaire	Partenaire financier	En application des cadres d'intervention régionaux

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°79	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), rdorne@maregionsud.fr ; Diego CLEMENTE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), dclemente@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Soutien aux aires de covoiturage dans leur dimension multimodale
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour la création d'aires de covoiturage visant à : - Encourager ce mode de déplacement partagé - Créer toutes les conditions pour un changement de pratique de mobilité rapide, durable et massif - Développer l'intermodalité (Zou et réseaux urbains) - Diminuer la part d'autosoliste / émission CO2 - Accompagner MOA/Gestionnaire et orienter les aménagements Deux critères afin de développer l'intermodalité : 1. La localisation de l'aire sur ou à proximité d'une ligne ou d'un arrêt TC du réseau ZOU ! 2. L'intégration des équipements conférant aux aires une dimension multimodale (Stationnements sécurisés vélos, PMV, IRVE…) **Public cible :** Collectivités et concessionnaires autoroutiers **Étape 1 (2020) :** vote du cadre d 'intervention **Étape 2 (2025) :** Consultation pour la réalisation d'un schéma de développement des aires de covoiturage (obligation de la LOM). Schéma est inscrit au Plan régional de covoiturage délibéré le 23 juin 2024 autour de 4 phases : 1. Etude de faisabilité et de potentiel de ligne de covoiturage (en cours de finalisation) ; 2. Expérimentation d'une ligne de covoiturage d'intérêt régional ; 3. Déploiement d'une solution de covoiturage régional de type zonal dans les secteurs ruraux et peu denses ;

	4. Élaboration d'un schéma régional des aires et points d'arrêt de covoiturage Consultation prévue en 2025 pour les phases 2, 3 et en 2026 pour la phase 4. Ce schéma sera l'occasion de réviser le cadre d'intervention actuel et le périmètre des interventions de la Région en lien avec les contrats opérationnels de mobilité.
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** financements régional et national (fond vert)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Co-financeur	Financement
État	Partenaire	Co-financeur	Financement notamment via fonds vert covoiturage
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation

Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Concessionnaires (ESCOTA, ASF)	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°80	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Favoriser le rabattement des autres transports (TC, vélo, covoiturage) vers les gares ferroviaires.
Référent de la fiche : Yves PALMIERI, urbanisme@lafarlede.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude et réexamen de la réouverture de la Gare de La Farlède
Périmètre	CC Vallée du Gapeau
Étapes / Public cible / Budget	Il s'agit d'étudier la réouverture d'une gare laissée à l'abandon. Le secteur offre une possibilité de transport à proximité immédiate de la zone industrielle et du centre-ville (distance inférieure à 1km).
Besoins de pilotage / coordination	Accords Région - SNCF nécessaires à ce projet

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Vallée du Gapeau

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Vallée du Gapeau	Pilote		
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire		
SNCF G&C	Partenaire		
Commune de la Farlède	Partenaire		

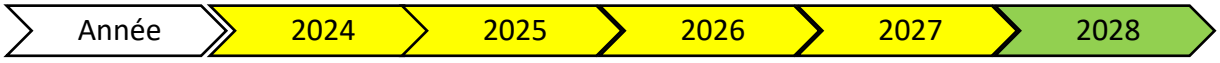
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°81	**BASSIN :** K **OBJECTIF GENERAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Thomas Villessot tvillessot@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Permettre le réaménagement de la traversée du village de Pierrefeu à destination des modes doux en étudiant et en mettant à l'enquête publique un projet de voie de contournement
Périmètre	Commune de Pierrefeu CC Méditerranée Porte des Maures
Étapes / Public cible / Budget	L'action consiste en la réalisation d'un itinéraire de contournement du village permettant de soulager le centre-ville (trafic poids-lourds) et favorisant les modes de circulation alternatifs en centre-ville Les étapes sont les suivantes : 1- Réalisation des études (2024 à 2027) 2- Réalisation du DCE (2028) 3- Réalisation des travaux (2029-2030)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage	
Commune de Pierrefeu	Partenaire		
État	Partenaire	Autorité environnementale	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°83	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Florent CHOLLET, f.chollet@solliespont.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude pour la création du pôle d'échanges multimodal de la gare ferroviaire de Solliès-Pont
Périmètre	CC Vallée du Gapeau, Méditerranée Porte des Maures, TPM, CA Provence Verte.
Étapes / Public cible / Budget	Aménagement d'un parking pour les cars à proximité du bâtiment de la gare de TER. Aménagement d'un parking relais aérien ou souterrain ou silo aux abords de la gare pour les véhicules personnels. Les étapes sont les suivantes : 1- Étude de faisabilité 2- Dépôt de la demande d'avis (sous-réserve de validations séquentielles) 3- Signature de la convention (sous-réserve de validations séquentielles) 4- Lancement des travaux (sous-réserve de validations séquentielles)
Besoins de pilotage / coordination	La Région est sollicitée dans le cadre de ce Contrat Opérationnel de Mobilité, au titre de sa compétence Mobilités, pour exercer le pilotage, la maitrise d'ouvrage et maitrise d'œuvre ce projet de PEM

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Vallée du Gapeau

INDICATEURS

Capacité du parking de la gare ferroviaire de Solliès-Pont / Capacité du parking relai de la gare de Solliès-Pont
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

CC Vallée du Gapeau	Pilote	Équipe projet + financement	
Métropole Toulon	Partenaire	Équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Fiche dont la rédaction et la mise en œuvre éventuelle seront étudiées dans la vie du COM et a minima lors de l'évaluation à mi-parcours du COM (courant 2027)	
SNCF G&C	Partenaire	Financement + mise à disposition foncier	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°84	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain
Référent de la fiche : Florent CHOLLET,f.chollet@solliespont.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude pour la création de l'aire de co-voiturage des Terrins à Solliès-Pont
Périmètre	CC Vallée du Gapeau, Méditerranée Porte des Maures, TPM, CA Provence Verte.
Étapes / Public cible / Budget	Aménagement d'une aire de co-voiturage à proximité de l'autoroute A57, quartier des Terrins à Solliès-Pont : plate-forme et chaussées (parking et voiries d'accès), assainissement de la plate-forme et des voiries, signalisation horizontale et verticale, cheminement matérialisé pour les piétons, portique adapté au gabarit des véhicules légers, système d'éclairage public, abri d'attente, arrêt de bus, vidéo protection, 2 bornes de recharges pour véhicules électriques, aménagements paysagers Les étapes sont les suivantes : 1- Étude de faisabilité 2- Dépôt de la demande d'avis (sous-réserve de validations séquentielles) 3- Signature de la convention (sous-réserve de validations séquentielles) 4- Lancement des travaux (sous-réserve de validations séquentielles)
Besoins de pilotage / coordination	ESCOTA qui assure la maitrise d'ouvrage le DPAC lancera les études dès que les communes auront délibéré sur leur engagement ou que la convention de cofinancement sera signée. La Région souhaite être associé afin que l'opération intègre un arrêt pour la ligne de covoiturage ZOU, un abri vélo sécurisé et éventuellement un quai pour les lignes ZOU proximité.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	ESCOTA / Région Provence-Alpes-Côte d'Azur / État

INDICATEURS
Capacité du parking de la gare ferroviaire de Solliès-Pont / Capacité du parking relai de la gare de Solliès-Pont État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
ESCOTA	Pilote	Maitre d'ouvrage Pilotage, équipe projet, financement, travaux	
État / Préfecture du Var	Autorité concédante	Co-pilotage, équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Équipe projet, études	
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Équipe projet, financeur	
Communes	Partenaire	Équipe projet, financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°85	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT,Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Programme de sensibilisation à l'environnement
Périmètre	Écoles du territoire de la CCCV
Étapes / Public cible / Budget	Depuis 2020, la Communauté de Communes Cœur du Var met en place un programme à destination des écoles primaires afin de proposer de très nombreux ateliers et animations, autour de thématiques telles que l'agriculture, la mobilité, le patrimoine, l'eau, l'énergie et les déchets. Sur l'année scolaire 2023-2024, ce sont près de 30 animations qui ont été organisées, pour 3185 enfants sensibilisés (soit 128 classes). L'objectif est de faire découvrir aux enfants, les nombreuses richesses de notre territoire et les sensibiliser.
Besoins de pilotage / coordination	Éducation nationale et écoles 1 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Cœur du Var

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Cœur du Var	Pilote	Équipe projet	
Écoles élémentaires	Partenaire	Équipe de projet	
Communes	Partenaire	Équipe de projet	
Éducation nationale	Pilote	Équipe de projet	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°86	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT ,Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Pistes cyclables
Périmètre	Territoire de la CCCV
Étapes / Public cible / Budget	Dans le cadre du développement des pistes cyclables en lien avec le schéma directeur cyclable, des projets de pistes cyclable à l'échelle de Cœur du Var sont déjà en cours de réflexion : - Le Luc - Le Cannet-des-Maures - Cabasse – Carcès - Besse – Carnoules - Varecopole - Desserte France Travail - Desserte des collèges du Le Luc et de Besse - Desserte des Gares de Le Cannet-des-Maures, Gonfaron, Pignans, Carnoules et Puget-Ville - Futur lycée Le Luc - EALAT (Ecole de l'Aviation Légère de l'Armée de Terre) Le Cannet-des-Maures… Les itinéraires et leur jalonnement sont en cours de définition.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Cœur du Var

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

CC Cœur du Var	Pilote	Équipe projet	
Communes concernées	Partenaire	Équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire		
Département du Var	Partenaire		
ADEME	Partenaire	Financement	
État	Partenaire	Financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°87	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'offre de service (fréquence, horaire...) vers et depuis les zones d'habitat isolées
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT, Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Navette intercommunale
Périmètre	Territoire de la CCCV
Étapes / Public cible / Budget	L'offre existante en matière de transports en commun est très modeste en dehors du transport scolaire : desserte par le réseau régional interurbain ZOU, le TER et un service de type urbain entre les communes du Luc et du Cannet-des-Maures, nommé TACO, géré par la CCCV sous délégation régionale. C'est pourquoi, la CCCV souhaite étudier l'opportunité de la mise en place de nouveaux services entre les communes de l'intercommunalité à destination des actifs. Il s'agit dans un premier temps : • Identifier l'ensemble des services privés et publics existants dans les communes avec un retour d'expérience sur ces solutions et identifier les publics ciblés par ces services. • Identifier les besoins non encore couverts par cette offre et représentant un potentiel en lien avec les pôles d'attractions existants ou à venir (renforcement prochain de la desserte TER sur Carnoules et Puget ville). Dans un 2ème temps : • Formuler des propositions de création de service et/ou d'amélioration de service existant : avantages/inconvénients, coûts, contraintes réglementaires, faisabilité financière notamment. • Proposer une feuille de route et un calendrier de mise en œuvre pour les propositions retenues. • Proposer des phases d'expérimentation. Une étude de faisabilité a été faite par le bureau d'étude Auxilia, le projet final a été rendu en avril 2024. A l'issue de cette étude, une phase d'expérimentation devrait débuter en 2025.
Besoins de pilotage / coordination	Compétence AOML

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Cœur du Var Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Cœur du Var	Pilote	Équipe projet	
Communes	Partenaire	Équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Fiche dont la rédaction et la mise en œuvre éventuelle seront étudiées dans la vie du COM et à minima lors de l'évaluation a mi-parcours du COM (courant 2027)	
Auxilia	AMO		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°88	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT, Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Aire de covoiturage - Le Cannet-des-Maures
Périmètre	Le Cannet-des-Maures
Étapes / Public cible / Budget	Les haltes-péage de l'échangeur n°13 de l'A57, sur la commune du Cannet-des-Maures sont très utilisées pour un usage de covoiturage ou d'échange voiture-bus. ESCOTA a la volonté d'aménager ces 2 zones de parking en partenariat avec les collectivités afin d'optimiser l'offre et d'officialiser leur fonction de covoiturage et de parking intermodal avec la présence d'une offre de bus de ligne permettant de relier ce parking aux villes régionales (3 lignes proposées : Nice – Aix-en-Provence, Les Arcs SNCF – Toulon et Brignoles – Draguignan).
Besoins de pilotage / coordination	Compétence AOML

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	ESCOTA

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
ESCOTA	Pilote	Équipe projet et financement	
Commune du Cannet-des-Maures	Partenaire	Équipe projet	
CC Cœur du Var	Partenaire	Équipe projet	

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Fiche dont la rédaction et la mise en œuvre éventuelle seront étudiées dans la vie du COM et a minima lors de l'évaluation à mi-parcours du COM (courant 2027)	
Département du Var	Partenaire	Financement	
État	Partenaire	Financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°89	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT, Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Complément de l'échangeur et contournement - Carnoules
Périmètre	Carnoules
Étapes / Public cible / Budget	Le SCoT souhaite améliorer la desserte et le maillage du territoire à partir du réseau autoroutier afin de limiter le trafic de transit et pacifier l'axe de la RD97. Cette amélioration s'appuie notamment sur les opérations suivantes : - Le complément de l'échangeur autoroutier de Carnoules afin de décharger le trafic sur la RD97 et notamment d'alléger le trafic au cœur du village Gonfaron. L'adaptation de la RD13 entre Flassans et Carnoules, la déviation routière du village de Carnoules pour retrouver une connexion directe de la RD13 à la RD97, sécuriser et alléger le trafic au cœur du village de Carnoules.
Besoins de pilotage / coordination	Compétence Département du Var

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Carnoules	Partenaire	Équipe projet	
CC Cœur du Var	Partenaire	Équipe projet	
ESCOTA	Partenaire		
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire		

Département du Var	Pilote		
État	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°90	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT, Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Définition d'un schéma directeur cyclable à l'échelle de la Communauté de communes Cœur du Var et sa mise en œuvre opérationnelle
Périmètre	Les onze communes du territoire de la Communauté de communes Cœur du Var
Étapes / Public cible / Budget	La CCCV souhaite développer un système vélo sur son territoire, un pas essentiel pour atteindre des objectifs ambitieux dont notamment celui de devenir un territoire à énergie positive. Le report modal de la voiture vers le vélo sur le territoire contribuera à réduire l'impact environnemental du secteur des transports, tant en termes de consommation d'énergie fossile que d'émissions de gaz à effet de serre. Les transports est le vecteur principal des consommations énergétiques (72%) et des émissions de GES (35%) du territoire. Pour cela, la CCCV souhaite réaliser une étude "socle" pour établir des lignes directrices et une stratégie que les communes pourront suivre pour le développement des aménagements et infrastructures dédiées au vélo. À l'échelle de l'intercommunalité, cette étude vise à définir un maillage territorial en identifiant divers itinéraires, créant ainsi un réseau global et performant tant au sein des centres-villes qu'à l'extérieur. Cette étude permettra d'établir un chiffrage précis et de prioriser la mise en œuvre de ce maillage, qui sera réalisé par les communes dans le cadre de leur compétence en matière de voirie, entre 2025 et 2028.
Besoins de pilotage / coordination	Un comité de pilotage sera organisé à chaque phase d'étude (soit un total de trois) et un comité de suivi annuel sera mis en place pour superviser l'avancement de la mise en œuvre du maillage.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Cœur du Var

INDICATEURS
Nombre de kilomètres de pistes cyclables créés État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Communes membres de Cœur du Var	Partenaire	Maitre d'ouvrage du maillage Investissement	Chaque commune mettra en œuvre le maillage sur son territoire en fonction de ses capacités de financement.
ADEME	Partenaire	Financement	50%
EVOPODS	Partenaire	Bureau d'études	
CC Cœur du Var	Pilote		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°91	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer la connaissance des flux d'usagers **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux comprendre les déplacements et les parcours usagers, afin de répondre avec efficience aux attentes des usagers
Référent de la fiche : Isabelle PLAUT, Iplaut@coeurduvar.fr, 04.98.10.43.82	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude de flux de circulation
Périmètre	Le Luc-en-Provence, Le Cannet-des-Maures, Gonfaron, Flassans-sur-Issole et Le Thoronet.
Étapes / Public cible / Budget	Les communes du pôle intercommunal principal et les communes autour font face à un flux important sur son armature viaire, notamment dû à un fort développement et une grande attractivité du territoire de Cœur du Var. Aujourd'hui, le réseau routier souffre d'encombrements et peut même subir des blocages critiques durant les heures de pointe, rendant la circulation et la traversée des communes complexes. Si la RN7 accueille une grande partie de ce flux quotidien, les autres axes, notamment la RD97 et les réseaux plus secondaires, souffrent également de problèmes de congestion. La Communauté de Communes Cœur du Var, compétente en matière d'aménagement du territoire, souhaite donc réaliser une étude visant à estimer concrètement l'impact des solutions proposées et des projets sur la mobilité et les flux de manière globale à court, moyen et long terme. Cette étude ambitionne de : ➢ Comprendre la situation actuelle en identifiant les problématiques. ➢ Réaliser des simulations afin de mettre en perspective les différentes solutions et leur phasage en fonction des projets d'aménagement connus. ➢ Déterminer celle qui aurait le meilleur impact. ➢ Formuler des recommandations pour améliorer la situation actuelle en tenant compte des éléments futurs (ZAC VarEcopole et Lycée). Ainsi, la CCCV espère disposer d'une vision claire et objective des actions à entreprendre pour optimiser la mobilité et la gestion des flux sur son territoire.
Besoins de pilotage / coordination	Un comité de pilotage sera organisé à chaque phase d'étude (soit un total de trois)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Cœur du Var

INDICATEURS
Résultats de l'étude État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Cœur du Var	Pilote	Équipe projet	
Communes	Partenaire		
Département du Var	Partenaire		
VINCI	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

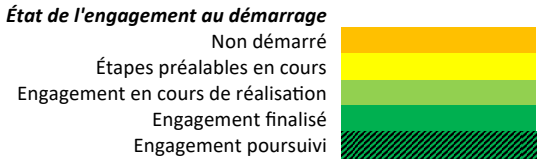
N°92	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Vincent MOUREN – DTRI, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Mettre en place une action pédagogique pour les acteurs des bassins sur le principe de la construction horaire d'une offre ferroviaire - Mettre en place une à deux sessions en distanciel sur la durée du COM.
Besoins de pilotage / coordination	Proposer un à trois webinaires pour permettre à tous les acteurs d'y participer et envisager deux sessions au cours du COM pour prendre en compte le renouvellement des chargés de mission mobilité.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur SNCF Voyageurs

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Animation	Présentation et organisation des webinaires à l'échelle de la région Provence Alpes Côte d'Azur

SNCF Voyageurs	Pilote	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	
Région Occitanie	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information
Région AURA	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information
Opérateur ferroviaire (Transdev ou autre)	Partenaire	Mise à disposition d'information	
SNCF Réseau	Partenaire	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	
Métropole Toulon Provence Méditerranée	Partenaire	Participer au webinaire	
CA Provence Verte	Partenaire	Participer au webinaire	
CC Provence Verdon	Partenaire	Participer au webinaire	
CA Sud Sainte Baume	Partenaire	Participer au webinaire	
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Participer au webinaire	
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Participer au webinaire	
CC Cœur du Var	Partenaire	Participer au webinaire	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°93	**BASSIN : K** **OBJECTIF GENERAL :** Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Vincent MOUREN, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Participer à la coordination globale de l'offre de transport par bassin de mobilité en diffusant l'offre ferroviaire régionale et nationale locale
Périmètre	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'action a pour but d'améliorer la coordination des offres cars-trains, bus-trains ou modes alternatifs-trains, tout en mettant en adéquation l'offre TC et la demande de mobilité. > permettre aux AO de comprendre le processus de construction de l'offre ferroviaire > mettre en place un système de réseaux coordonnés à l'échelle du bassin car structuré autour d'une colonne vertébrale ferroviaire (modèle des SERM) lorsque présente. > Amélioration/sécurisation des correspondances **Description :** L'action régionale consiste en une communication systématique et généralisée de ses grilles horaires d'offres TER par bassin de mobilité et par axe ferroviaire, en amont de la mise en œuvre de l'offre (si possible dès après sa construction) accompagnée d'une présentation (type webinaire ouvert en une fois à l'ensemble des acteurs du bassins) visant à expliquer comment sont construites ces offres. Dans le même temps, et dans la mesure où elle la détient, la Région pourrait également diffuser les grilles horaires des offres du réseau SNCF En parallèle, la Région pourra communiquer l'état des fréquentations de ses gares afin de permettre aux AO d'optimiser leurs services (offre TC, TAD et/ou vélo et/ou autopartage/covoiturage) en fonction des besoins de mobilité en sortie ou en entrée de gares. **Étapes :**

	L'action se déroule en 2 phases, une première phase ponctuelle et une deuxième phase pérenne (récurrente chaque année). La 1ère phase a une vocation pédagogique, il s'agit d'explique le principe de la construction horaire. Ce qui permet, pour les interlocuteurs intéressés ou devant travailler une offre complémentaire au ferroviaire de comprendre comment la Région travaille avec ses exploitants et SNCF Réseau. Cette première phase sera déclinée sous la forme d'un webinaire ou un séminaire avec des intervenant de SNCF Réseau et éventuellement de représentants des exploitants. La 2ème phase est pérenne et a vocation à être récurrente annuellement. Il s'agit de la communication et la présentation des horaires des prochains Services Annuels (SA), dont le changement s'effectue généralement mi-décembre (contrairement aux horaires des AOM locales qui évoluent généralement en septembre). Les horaires ferroviaires quasiment finalisés sont livrés en septembre octobre de l'année N-1 pour une mise en service en décembre. Il est donc proposé que soit réalisé chaque année, en parallèle de la "commande lot 1" (commande des horaires effectuée par les exploitants à SNCF Réseau) : - Un envoi des fiches horaires dans leur version projet, en juin de l'année N-1 ; - éventuellement complété d'un webinaire de présentation par axe des horaires de la commande du lot 1, les grands axes étant : • Côte d'Azur + Nice - Breil • Est Provence • Alpes • Ouest Provence Un tel calendrier pourrait notamment permettre de recueillir les doléances éventuelles et prévenir des demandes de modifications horaires, tout en permettant aux AOM locales d'adapter leurs horaires à l'offre ferroviaire.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur DGTMGE-DTSI-SRR-SRT04-05-SRT83-SRT06-SRT84-13 DTRI-STER-SCFP	Pilotage	Coordination Partage de données et d'information sur les offres	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur DGTMGE-DIGE-SIFPE DGTMGE-DTSI-AMT AO	Partenaire	Données de fréquentation des gares Partage de données et d'information sur les offres	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

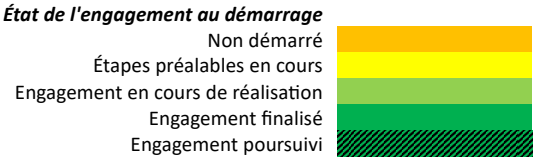
N°94	**BASSIN : K** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Harmoniser la prestation de service à l'échelle du bassin
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déployer et optimiser le covoiturage à l'échelle du bassin
Périmètre	Bassin de mobilité K (éventuellement Var)
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de développer le covoiturage et d'optimiser les coûts liés aux plateformes de covoiturage et aux dispositifs d'incitation financière. **Étapes :** 1- Créer un groupe de travail / une communauté E&T 2- Partager les informations tarifaires (ainsi que dispositifs incitatifs) entre intercommunalités utilisatrices du service et se mettre d'accord sur les règles d'incitatifs financiers. Identifier les coûts fixes (départ et/ou destination du covoiturage) (2025-2026) 3- Négocier avec les fournisseurs de solution pour faire baisser les coûts. 4- Identifier et mettre en avant les PEM, aires de covoiturage (visibilité de/sur espace public) (2025-2026) 5- Centraliser les données (notamment géographiques) dans data sud 6- Mettre à jour périodiquement les données
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Avancement de l'action

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilotage	
Département du Var	Partenaire		
Métropole Toulon Provence Méditerranée	Partenaire		
CA Sud Sainte Baume	Partenaire		
CA Provence Verte	Partenaire		
CC Vallée du Gapeau	Partenaire		
CC Cœur du Var	Partenaire		
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire		
CC Provence Verdon	Partenaire		

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Organisation de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

1.1 Recensement des acteurs

Le recensement des acteurs de la mobilité dans le bassin a été conduit en deux étapes :

1. Un premier recensement a été conduit en préalable au lancement de la démarche de co-construction, marqué par une recherche d'exhaustivité afin d'intégrer tous les acteurs signalés par la loi.
2. Un recensement au fil de l'eau permet de compléter la liste des acteurs et les contacts des personnes référentes pour chaque entité en lien avec la mobilité dans le bassin.

Le bassin K se déploie 7 EPCI dont 4 communautés de communes, 2 communautés d'agglomération et 1 métropole. La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur intervient en tant que Chef de file de la mobilité, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) régional et en tant qu'AOM locale dans le cas de trois EPCI qui n'ont pas souhaité prendre la compétence. Le bassin est situé dans le Département du Var. Concernant les pôles d'échanges multimodaux, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur est gestionnaire de la Gare routière de Toulon et l'entreprise SNCF Gares et connexions est gestionnaire de plusieurs gares dans le bassin.

Parmi les partenaires potentiels à éventuellement associer à la démarche avaient été initialement répertoriés les entreprises majeures, syndicats, parcs naturels et nationaux et une banque. Deux départements et 5 EPCIs limitrophes sont invités à participer à la démarche en tant que territoires associés.

Figure 35 : Vision d'ensemble des acteurs du bassin de mobilité



1.2 Invitation des acteurs à participer

Les invitations à participer au Comité de Bassin de lancement de la démarche de co-construction ont été adressées :

- aux présidents des EPCI du bassin de mobilité (élus),
- aux présidents des départements (élus),
- et aux présidents ou directeurs des organisations gestionnaires de pôles d'échanges multimodaux ou gares de voyageurs présentes dans le bassin de mobilité,
- aux référents techniques des précédentes organisations.

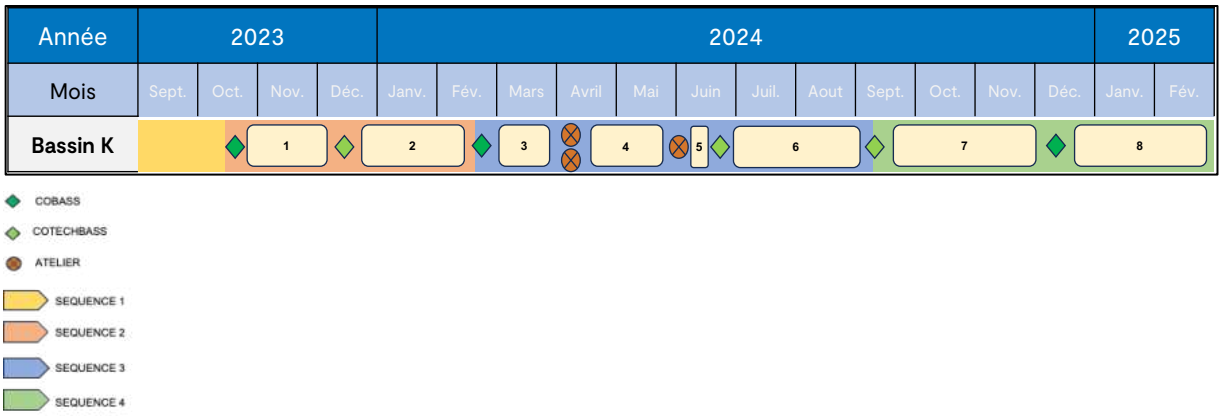
L'invitation a précisé qu'il était souhaité qu'un référent technique soit désigné au sein de chaque organisation et qu'il soit chargé de réaliser ou d'organiser le suivi technique, c'est-à-dire la participation aux Comités Techniques de Bassin et la réalisation/poursuite des travaux intermédiaires. Ces référents deviennent alors le point de contact entre l'équipe chargée de piloter la démarche de co-construction et leurs organisations.

Les territoires associés sont conviés à l'ensemble des réunions et ont accès à l'ensemble des documents. Ils ne sont cependant pas concernés par les complétions d'informations.

Les organisations considérées comme partenaires de la démarche sont invitées à participer aux ateliers afin de partager leur point de vue, leur expertise et expérience sur certaines thématiques précises.

1.3 Calendrier de la co-construction

La démarche d'élaboration du COM est construite pour se dérouler sur environ 12 mois avec une alternance d'instances et de travail intermédiaire. Le calendrier tient compte des périodes de vacances scolaires afin de favoriser la participation des acteurs.



2 Synthèse de la contribution des acteurs à la démarche de co-construction

Cette section synthétise la participation des acteurs et leurs contributions aux différentes instances qui jalonnent de la démarche de co-construction afin de rendre compte de l'ampleur des apports des acteurs du bassin de mobilité dans l'élaboration du COM.

2.1 Les Comités de Bassin (COBASS)

La participation aux 3 réunions du Comité de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation soutenue des acteurs.

Les EPCI, Départements, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs ont ainsi participé de façon constante aux prises de décision importantes qui ont permis d'orienter l'élaboration COM et de s'assurer de son adéquation au territoire du bassin de mobilité.

Le tableau suivant décrit les 3 COBASS et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs signataires ou territoires associés ayant participé.

Pour le COBASS n°1, l'invitation ayant été étendue exceptionnellement aux référents techniques, le détail des participants élus/direction et référents techniques est précisé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (Région, Département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents}\ (\textit{entités}\ \text{pour lesquelles au moins}\ \textit{un représentant}\ \text{a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Tableau 7 : Synthèse de la participation aux COBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 1	20/10/23 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Présentation du COM ▪ Temps d'échanges (thématiques prioritaires et actions principales) ▪ Présentation de la gouvernance projet et de la méthodologie de co-construction ▪ Présentation du COTECHBASS 1 et du travail intermédiaire 1	• **Pas d'objections** sur le cadre proposé pour la démarche d'élaboration du COM • **Projets/besoins exprimés** par les participants : - Évocation des projets nécessitant une coordination, notamment des projets ferroviaires sur le territoire - Entités signataires des COM - Besoin de dépasser les frontières administratives pour travailler à plus grande échelle • **Lieu** de la prochaine réunion	1/1 Région (1 élus, 11 réf. techniques) 1/1 Département (0 élu, 1 réf. technique) 6/7 EPCI (4 élus, 5 réf. techniques) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs (0 élu, 1 réf. technique)	0/2 Département 3/5 EPCI (1 élu, 4 réf. techniques)

Bassin K

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 2	05/03/23 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Propos introductif ▪ Revue du socle territorialisé mis à jour ▪ Présentation des résultats du questionnaire ▪ Présentation des premiers retours sur les fiches recensements ▪ Validation des objectifs territorialisés ▪ Validation des thématiques d'atelier ▪ Validation de la liste des participants aux ateliers ▪ Prochaines étapes	▪ **Validation des 14 objectifs territorialisés** présentés en séance ▪ **Validation des thématiques** à traiter pour les ateliers : ○ Atelier n°1 : Intermodalité ○ Atelier n°2 : Parcours usager et billettique ○ Atelier n°3 : Vélo **Atelier à organiser sur des demi-journées**	1/1 Région 1/1 Département 5/7 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 2/5 EPCI

Bassin K

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 3	03/12/23 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Propos introductifs ▪ Résumé de la démarche de co-construction du COM ▪ Bilan des engagements du COM ▪ Synthèse des demandes de modifications ▪ Finalisation du COM et délibérations ▪ Conclusion	▪ Aucune objection en salle et à distance sur la validation des dernières composantes du COM, à savoir : ▪ Le socle territorialisé ▪ L'annexe 1 : synthèse des engagements ▪ L'annexe 2 : Les engagements du COM ▪ Le COM est donc approuvé par l'ensemble des acteurs présents au COBASS n°3 et va être soumis dans une nouvelle version (V1) intégrant les demandes de modifications dans le mois suivant l'instance.	1/1 Région 1/1 Département 7/7 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/5 EPCI

2.2 Les Comités Techniques de Bassin (COTECHBASS)

La participation aux 3 réunions du Comité Technique de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation sensible des acteurs.

Les EPCI, Département, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs ont ainsi participé de façon constante à l'orientation technique de l'élaboration COM, permettant que celui-ci réponde aux priorités des acteurs tout en prenant en compte les limites des moyens et ressources disponibles.

La participation de certains acteurs aux COTECHBASS a été variable.

Le tableau décrit les 3 COTECHBASS qui jalonnent le processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs signataires ou territoires associés ayant participé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Bassin K

Tableau 8 : Synthèse de la participation aux COTECHBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COTECHBASS 1	06/12/23 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Propos introductif ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Synthèse du travail intermédiaire n°1 ▪ Identification des thématiques prioritaires du bassin ▪ Identification des objectifs territorialisés ▪ Choix des thèmes retenus pour les ateliers ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation 1 :*** *définition collective des thématiques prioritaires du bassin :* 1/ Transports collectifs urbains (interopérabilité, lisibilité de l'offre, connaissance des flux) 2/Intermodalité (billettique, tarification multimodale, desserte et connexion) 3/ PEM 4/ Vélo 5/ Décarbonation 6/ Covoiturage ***Animation 2*** *:* définition des objectifs territorialisés à présenter en COBASS n°2 ***Animation 3*** *: choix des thématiques pour les ateliers* 1/ Intermodalité 2/ Parcours usager et billettique 3/ Vélo	1/1 Région 1/1 Département 7/7 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 2/5 EPCI
COTECHBASS 2	24/06/24 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Propos introductif ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Synthèse des ateliers ▪ Présentation de la matrice recensement à date ▪ Animation autour des fiches recensement émanant des ateliers ▪ Organisation de l'atelier n°3 ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation :*** ▪ Les fiches collectives sont issues des ateliers 1, 2 & 3 ; ▪ Passage de 12 à 11 fiches avec la fusion de 2 fiches sur la thématique vélo ▪ État des lieux de l'avancement de la fiche : ○ Fiche verte : 5 ○ Fiche orange : 3 ○ Fiche rouge : 3	1/1 Région 1/1 Département 6/7 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/5 EPCI

COTECHBASS 3	17/09/24 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Propos introductif ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Présentation du socle territorialisé à date ▪ Présentation de la matrice recensement à date ▪ Finalisation des engagements collectifs du COM ▪ Synthèse de la matrice recensement ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation :*** • Les fiches collectives sont issues des ateliers 1 à 3 • Sur les 11 fiches collectives proposées ○ 10 basculent en vert ○ 1 reste en rouge (ne sera pas gardée pour cette première génération de COM)	1/1 Région 1/1 Département 4/7 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/5 EPCI

2.3 Les ateliers participatifs

Les 3 ateliers organisés dans le bassin de mobilité reflètent les priorités des acteurs sur les thématiques suivantes :

- Intermodalité,

- Parcours usager et billettique,

- Vélo.

La participation aux ateliers s'est caractérisée par une diversité de profils et une mobilisation variable des EPCI déjà engagées dans la démarche de co-construction des COM.

Cette diversité a permis de faire émerger des propositions d'actions à inscrire en tant qu'engagement du COM avec notamment des actions de collaborations pour renforcer et élargir le champ d'initiatives existantes et pour mettre en place de nouveaux partenariats.

Le tableau suivant décrit les 3 ATELIERS du processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales propositions émises au cours de chaque atelier et le nombre d'acteurs présents.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents}}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

($entités$ pour lesquelles au moins $un\ représentant$ a été présente lors de la réunion)

Tableau 9 : Synthèse de la participation aux ateliers

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
Atelier 1	11/06/24 Maison régionale du Var (Toulon)	**Intermodalité :** ▪ Obj 1 : Favoriser le rabattement des autres transports (TC, vélo, covoiturage) vers les gares ferroviaires ▪ Obj 2 : Travailler à définir les besoins, la desserte et les services ferroviaires à étudier pour la mise en œuvre du SERM de l'aire toulonnaise et l'intermodalité associée ▪ Obj 3 : Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	• Activité de placement sur une frise temporelle de tous les engagements individuels proposés sur le bassin • 2 propositions de fiche recensement collective : - 1 pour l'objectif n°1 - 1 pour l'objectif n°3	1/1 Région 1/1 Département 3/7 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/5 EPCI
Atelier 2	16/04/24 Maison régionale du Var (Toulon)	**Parcours usager et billettique** ▪ Obj 1 : Faciliter le parcours usager grâce à une information harmonisée, intégrant l'intermodalité des transports ▪ Obj 2 : Mettre en avant les ressources existantes, mais également s'assurer de l'actualisation de celles-ci (exactitude/exhaustivité de la donnée) ▪ Obj 3 : Accroitre l'accessibilité aux PEM et la coordination entre acteurs pour leur connexion au tissu urbain	• Activité de placement sur une frise temporelle de tous les engagements individuels proposés sur le bassin • 5 propositions de fiche recensement collective : - 1 pour l'objectif n°2 - 2 pour l'objectif n°3 - 2 tous objectifs	1/1 Région 0/1 Département 3/7 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/5 EPCI

Atelier 3	24/06/24 Maison régionale du Var (Toulon)	**Vélo (atelier commun avec le bassin L) :** ▪ Obj 1 : Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment sur les itinéraires longs ▪ Obj 2 : Développer les stationnements sécurisés pour les vélos ▪ Obj 3 : Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables ▪ Obj 4 : Développer les liaisons cyclables vers les établissements scolaires ▪ Obj 5 : Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles ▪ Obj 6 : Assurer un maillage pistes cyclables/gares routières (+ stationnement) ▪ Obj 7 : Développer l'offre de services associée au vélo ▪ Obj 8 : Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable	• 4 propositions de fiche recensement collective : - 1 pour l'objectif n°1 - 1 pour l'objectif n°3 - 1 pour l'objectif n°7 - 1 pour l'objectif n°8 • Activité de placement d'infrastructures sur les cartes des bassins en lien avec le Cadre d'Intervention Région pour le traitement des objectifs n°1 à 6.	1/1 Région 1/1 Département 5/7 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 3 EPCI Bassin L

2.4 Réunion suivi/évaluation

La participation à la réunion de suivi et évaluation, menée conjointement avec les Agences d'Urbanisme, a été caractérisée par une bonne mobilisation des acteurs.

Les EPCI, Département, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs ont ainsi participé à la démarche permettant de présenter les indicateurs envisagés pour le suivi des objectifs et des actions du COM, ainsi que pour le suivi des contrats.

Le tableau suivant décrit la réunion de suivi et d'évaluation et la participation obtenue pour cette dernière.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
Réunion suivi et évaluation	13/09/24 Visioconférence	▪ Présentation des indicateurs envisagés dans le suivi des objectifs et des actions du COM ▪ Échanges autour des facilités, difficultés et mesures à envisager pour le suivi	• Difficultés et facilités sur les thématiques du COM (vélo, intermodalité, covoiturage…) • Proposition d'indicateurs à ajouter	1/1 Région 1/1 Département 5/7 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/5 EPCI

2.5 Travail intermédiaire

La participation aux 8 séquences de travail intermédiaire a été marquée par une mobilisation sensible des acteurs au cours de la démarche.

Les EPCI, Département, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs se sont approprié les modalités d'échanges via la plateforme Expertises Territoires qui a permis de faciliter les échanges d'information.

L'ensemble des échanges en dehors des instances a été réalisé dans l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur » sur la plateforme Expertises territoires du CEREMA. Cet espace de travail a permis de concentrer l'ensemble des informations concernant la démarche de co-construction des COM et de centraliser les échanges avec les territoires.

Tableau 10 : Synthèse des inscriptions sur l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur »

INSCRITS À L'ESPACE DE TRAVAIL		
Acteurs Signataires	Territoires associés	Observations
1/1 région 1/1 département 7/7 EPCI 1/1 gestionnaire de gares et PEM	2/2 départements 5/5 EPCI	La mobilisation pendant les travaux intermédiaires a été sensible tout au long de la démarche de co-construction.

3 Synthèse de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

La participation à la démarche de co-construction du COM a été relativement forte, avec une implication continue de la Région, du Département, des EPCI et gestionnaires de PEM et gares.

En dehors du premier COBASS et de l'atelier n°3 commun avec le bassin voisin (bassin L), les territoires associés n'ont pas participé activement à la démarche.

Le tableau suivant retrace la participation aux instances de chaque acteur. Un acteur invité à participer à une instance est considéré présent lorsqu'au moins un représentant de l'organisation concernée est présent lors de l'instance. Dans le cas d'une impossibilité à assister à la réunion signalée aux organisateurs, l'acteur est excusé.

Tableau 11 : Synthèse de la participation des acteurs aux instances

ACTEUR		PARTICIPATION (P : Présent, E : Excusé, A : Absent)									
Rôle	Entité	COBASS 1	COBASS 2	COBASS 3	COTECH BASS 1	COTECH BASS 2	COTECH BASS 3	ATELIER 1	ATELIER 2	ATELIER 3	REUNION SUIVI&EVALUATION
ACTEURS SIGNATAIRES	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
	Dép. du Var	P	P	P	P	P	P	P	A	P	P
	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	P	P	P	P	P	P	A	P	A	P
	CC Provence Verdon	P	P	P	P	P	P	A	A	P	P
	CA Sud Sainte Baume	E	P	P	P	P	A	P	A	P	E
	CA de la Provence Verte	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
	CC Cœur du Var	P	A	P	P	P	A	P	P	P	A
	CC Méditerranée Porte des Maures	P	A	P	P	P	P	A	A	P	P
	CC Vallée du Gapeau	P	P	P	P	A	A	A	A	A	P
	SNCF GARES & CONNEXIONS	P	E	P	P	P	P	P	E	E	P
TERRITOIRES ASSOCIÉS	Dép. des Alpes-de-Haute-Provence	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	Dép. des Bouches-du-Rhone	A	A	A	A	A	A	A	A	A	E
	CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	P	P	A	A	A	A	A	A	A	A
	Métropole d'Aix-Marseille-Provence	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	Dracénie Provence Verdon Agglomération	P	P	A	P	A	A	A	A	P	A
	CC Lacs et Gorges du Verdon	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CC du Golfe de Saint-Tropez	P	A	A	P	A	A	A	A	P	A

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS GENERAUX DU BASSIN DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Contexte et objectif

Instauré par la loi LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2, le Contrat Opérationnel de Mobilité (COM) est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque Bassin de Mobilité.

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " (lorsqu'ils existent), les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapporte à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et servies de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ajoute une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique. Ces objectifs à l'échelle du bassin se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc.

Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans mais les objectifs fixés pour le bassin de mobilité peuvent avoir un horizon différent en s'appliquant par exemple à plusieurs générations de COMs. Évaluer la progression du bassin vers les objectifs est une étape nécessaire dans l'évaluation de la politique de mobilité et permet d'orienter les COMs vers un niveau d'exigence correspondant aux progrès souhaités.

2 Méthodologie d'évaluation

2.1 Indicateurs

Les indicateurs retenus permettent d'observer l'évolution de la situation sur le bassin, évolution dont il est fait l'hypothèse qu'elle correspond en partie à une réponse aux changements induits par la mise en œuvre des COMs. Les indicateurs doivent donc permettre de caractériser certains aspects de la mobilité dans le bassin sur lesquels se concentrent les efforts de la politique publique.

Les indicateurs respectent dans la mesure du possible les règles des indicateurs SMART (Spécifique, Mesurable, Acceptable, Réaliste, Temporellement défini).

Matrice des indicateurs de mobilité

Les indicateurs d'évaluation du contrat du bassin de mobilité considéré doivent reposer sur des données collectées régulièrement et avec une maille territoriale suffisamment fine pour pouvoir agréger les données à l'échelle du bassin. En outre de la disponibilité de tels jeux de données, ces données doivent pouvoir apporter des éléments pertinents au vu des objectifs de mobilité du bassin.

Bassin K

Le travail de recensement des jeux de données et de proposition d'indicateurs pertinents est réalisé par la Région afin d'élaborer une matrice d'indicateurs potentiellement utilisable pour l'évaluation des objectifs des COMs.

Tableau 12 : Les indicateurs d'évolution de la mobilité

Thèmes	Indicateurs	Valeurs	Source	Retour territoires
Mobilité générale	Parts modales	Parts modales des différents modes en interne ou en échange	RP INSEE	Non
Intermodalité / transports en commun	Fréquentation du Système d'Information Billettique Régional (SIBR)	Fréquence d'utilisation du site	Données région	Non
	Correspondance en gare routière et ferroviaire	Nombre de lignes et nombre de dessertes	GTFS	Non
	Évolution des PEM	Nombre de PEM existant, en évolution ou en projet	Territoires	Oui
	Fréquentation des gares régionales	Nombre de gares et de voyages	Données région + SNCF	Non
	Fréquentation des lignes de cars régionales	Nombre de lignes et de voyages	Données région	Non
	Fréquentation des réseaux locaux	Nombre de voyage	Données territoires	Oui
	Nombre d'abris vélos existants et construits	Nombre de commune disposant d'un abri et nombre d'abris	Données région + territoires	Oui
	Nombre de places par abris sécurisés	Nombre de places	Données région + territoires	Oui
	Fréquentation des abris vélos	Nombre d'utilisations		
Modes actifs	Linéaire d'aménagements cyclables existants	Km existants	Open data OSM	Oui
	Fréquentation aux points de comptage	Nombre d'usagers chaque mois et/ou à l'année	Compteurs	Oui
Covoiturage	Nombre de trajets covoiturés	Nombre de trajets covoiturés internes ou en échange	Registre national	Non
	Distance des trajets covoiturés	Distance moyenne (Km) des trajets internes ou en échange	Registre national	Non
	Nombre d'aires de covoiturage	Nombre d'aires officielles	Open data + territoires	Oui
Décarbonation	Motorisation des ménages	Ménages équipés de 0 à 3 voitures ou +	RP INSEE	Non
	Motorisation Crit'Air	Véhicules Crit'Air E, 1 à 5 et non classé	SDES	Non
	Qualité de l'air	CO2, polluants (Nox, PM10, PM2,5, COVNM, consommations finales d'énergies	Atmosud	Non
	Borne IRVE	Nombre de bornes et usage	BNLC + territoires	Oui

2.2 Périodicité d'évaluation

Évaluation à mi-parcours
L'évaluation a lieu une première fois à mi-parcours afin de pouvoir présenter aux acteurs les avancées et les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du contrat. La première évaluation permet de proposer des actions rectificatrices, d'identifier les opportunités.

Évaluation de fin de contrat
Une seconde évaluation pourra avoir lieu au terme du contrat afin de faire un bilan final de la mise en œuvre. Elle permettrait en outre d'orienter et proposer les bases d'un nouveau COM.

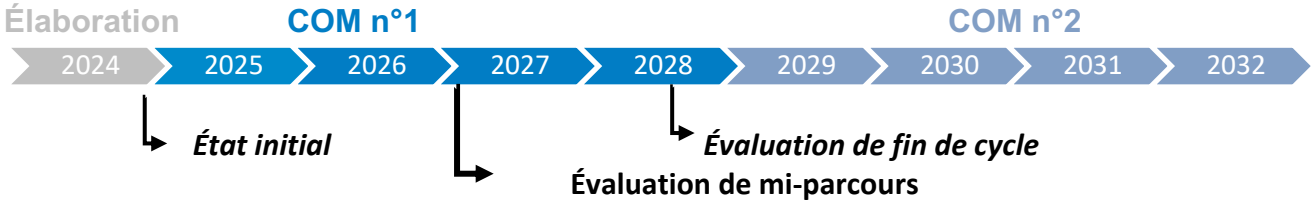
2.3 Protocole d'évaluation

L'évaluation est pilotée par la Région. Celle-ci implique un premier temps de collecte et analyse des données nécessaires afin de procéder à la mise à jour des indicateurs à partir des données.

La Région sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. L'acteur doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires A partir des indicateurs mis à jour, est attribué de façon qualitative un degré de progression vers l'objectif. Enfin, les résultats sont partagés et débattu avec les acteurs du bassin de mobilité afin d'apporter des nuances et de statuer.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Calendrier d'évaluation



3.2 Évaluation de l'atteinte des objectifs

3.2.1 Évaluation qualitative

État des lieux initial du bassin de mobilité (bassin X)

- *Exemple : Une mobilité caractérisée par l'usage de la voiture individuelle*
- *Exemple : Un réseau morcelé avec peu de points de connexion entre les différents modes de transport*
- …

Objectifs généraux du bassin de mobilité (bassin X)

- *Exemple : Diminuer l'autosolisme dans les déplacements domicile-travail*
- *Exemple : Développement les mobilités actives*
- …

Principales avancées

- *Exemple : Un changement de comportement favorisant les mobilités partagées et les mobilités actives dans les déplacements domicile-travail*
- ..

Points d'amélioration

- *Exemple : Peu de changement de comportement favorisant l'usage des transports en commun par rapport aux transports individuels*
- *Exemple : Des crises liées au changement climatique à mieux anticiper*
- …

3.2.2 Évaluation quantitative

INDICATEUR	UNITE	VALEUR INITIALE	OBJECTIF FINAL	RESULTAT A DATE	PROGRESSION
Objectif 1					
Exemple : Part du covoiturage dans les déplacements domicile-travail	*% de part modal*	*2%*	***15%***	*7%*	*+ 33%*
Objectif 2					
Exemple : Avis positifs sur l'usage du vélo pour aller au travail	*% d'avis positifs*	*10%*	*75%*	*50%*	*+53%*

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Contexte et objectif

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " lorsqu'ils existent, les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapportent à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les modalités de gestion des situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et servies de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ajoute une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique.

Ces thématiques, à l'échelle du bassin de mobilité, se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc. Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans au cours desquels doivent se déployer les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ces actions.

Afin de pouvoir connaître à tout moment l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements, il est nécessaire de réaliser un suivi lié à ces engagements. L'évaluation est une étape complémentaire (voir annexe ad hoc décrivant l'évaluation) au suivi et vient, de façon ponctuelle à un moment précis du cycle de vie du COM, mettre en regard le degré d'avancement de la mise en œuvre des actions avec les objectifs de mise en œuvre fixés dans le contrat. L'agrégation des résultats obtenus pour tous les engagements permet d'obtenir une vision globale de l'état d'avancement de la mise en œuvre opérationnelle du COM.

2 Méthodologie de suivi

2.1 Périodicité de suivi

Le suivi consiste à réaliser le recueil des informations nécessaires. Ce suivi peut être réalisé ponctuellement en préalable à l'évaluation ou bien périodiquement à une fréquence déterminée afin de retracer l'évolution dans le temps des indicateurs.

Le suivi doit être organisé collectivement avec les acteurs du bassin et ses modalités doivent prendre en compte les ressources et moyens disponibles à cet effet

2.2 Protocole de suivi

La Région sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. Pour chaque engagement, la Région se rapproche de l'entité pilote dont la personne référente est indiquée sur l'annexe engagement. La personne référente doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires.

La Région se charge alors d'évaluer l'avancement de la mise en œuvre de chaque engagement. Elle attribue alors à chaque engagement un statut de mise en œuvre comme suit :

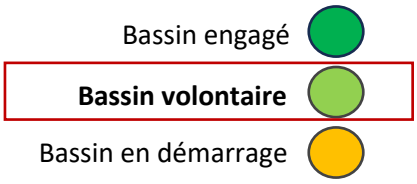
Statut de l'engagement	Code couleur
Engagement abandonné	
Non démarré	
Étapes préalables en cours	
En cours de réalisation	
Engagement tenu	
Engagement poursuivi	

Dans le cadre de l'évaluation, la Région réalise une synthèse en agrégeant les résultats obtenus pour tous les engagements du COM. Le code couleur permet une lecture facilitée des résultats.

Les résultats et la synthèse sont présentés à l'ensemble des acteurs afin de leur permettre d'exprimer leur accord ou de proposer des modifications du statut de chaque engagement.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Bilan du bassin de mobilité (illustration)



Statut	Nombre d'engagements	Pourcentage
Engagement abandonné	*2*	*20%*
Non démarré	*5*	*50%*
Étapes préalables en cours	*1*	*10%*
Engagement en cours de réalisation	*2*	*20%*
Engagement tenu	*0*	*0%*
Engagement poursuivi	*0*	*0%*
Total	*10*	*100%*

Principales réalisations de la mise en œuvre du COM

- … à compléter

3.2 Mise en œuvre des engagements

Libelle engagement	Type	Thematiques du COM						Pilote	Échéancier previsionnel				Avance-ment	Observations
		Différentes formes e	PEM	Situations dégradées	Diffusion des	Aides conception et	Décarbonation		2025	2026	2027	2028		
Libellé engagement 1	Plan	x	x		x			Porteur	L	F M				Exemple : Convention signée le 20/10/25
Libellé engagement 2	Étude		x					Porteur	L					
Libellé engagement 4	Projet							Porteur						
Libellé engagement 1	Projet													

Bassin K

Libellé engagement 2	Projet							L F	M				
Libellé engagement 3	Projet												

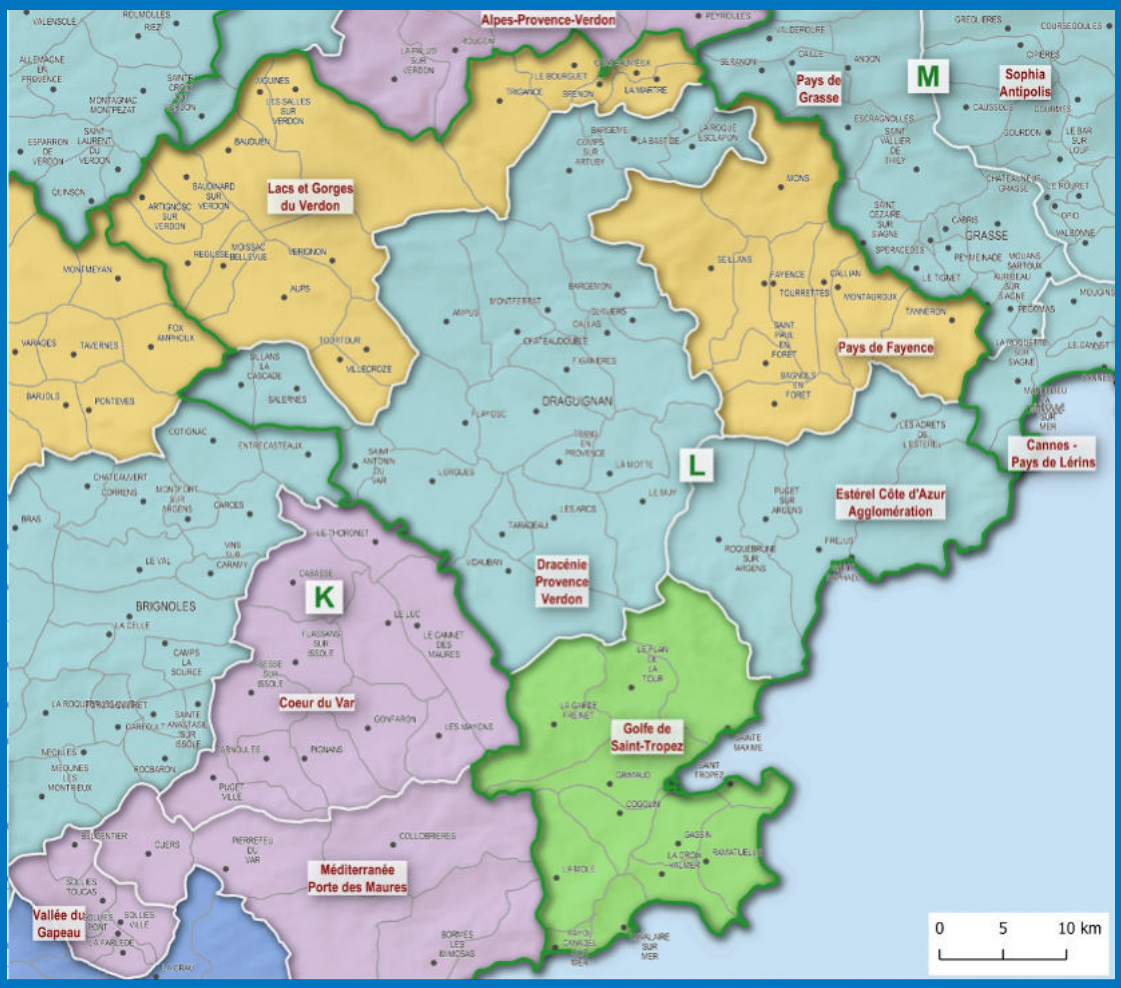
Codification de l'avancement technique

Engagement abandonné	
Non démarré	
Étapes préalables en cours	
Engagement en cours de réalisation	
Engagement tenu	
Engagement poursuivi	

Phasage prévisionnel des actions	
Lancement des démarches préalables	L
Financement obtenu	F
Début de la mise en œuvre	M

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité



BASSIN L

DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Signataires du Contrat Opérationnel de Mobilité			
1	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur		
2	Département du Var		
3	Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez		
4	Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon		
5	Communauté de Communes du Pays de Fayence		
6	Dracénie Provence Verdon Agglomération		
7	Estérel Côte d'Azur Agglomération		
8	SNCF Gares et Connexions		

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4221-1 et suivants ;

Vu le code des transports et notamment l'article L1215-1 et suivants ;

Vu la délibération n°22-0605 du 21 octobre 2022 du Conseil régional approuvant la cartographie des bassins de mobilité ;

Vu la délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional adoptant le projet de Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 20219 portant approbation du Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;

Vu la délibération n°23-0219 du 23 juin 2023 du Conseil régional approuvant la modification du SRADDET Provence Alpes Côte d'Azur ;

Entre les soussignés :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Renaud MUSELIER, Président ;

Le Département de Var, représenté par Jean-Louis MASSON, Président ;

La communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération, représentée par Richard STRAMBIO, Président ;

La communauté d'agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération, représentée par Frédéric MASQUELIER, Président ;

La communauté de communes Golfe de Saint Tropez, représentée par Vincent MORISSE, Président ;

La communauté de communes Lacs et Gorges du Verdon, représentée par Rolland BALBIS, Président ;

La communauté de communes Pays de Fayence, représentée par René UGO, Président ;

ci-après dénommées « les EPCI » ;

L'entreprise, SNCF Gares et Connexion, représentée par Jérôme BINI, Directeur Régional ;

il a été convenu ce qui suit :

Les différentes parties s'engagent à :

- mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2028 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités ;
- prendre part à la mise en œuvre des actions, dans les rôles définis par le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents ;
- collaborer dans une logique d'amélioration continue et éventuellement d'expérimentation, au service des usagers ;
- contribuer à l'évaluation des actions inscrites au contrat opérationnel de mobilité et au partage des données ;
- communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

1 Lexique de base

Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) : Une AOM est une personne publique compétente pour l'organisation des mobilités sur son ressort territorial.

Cette compétence d'AOM est exercée dans le champ local par les EPCI à fiscalité propre : métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes.

Depuis le 1er juillet 2021 et la mise en œuvre de la Loi d'Orientations des Mobilités, la Région est AOM par substitution à la place d'une communauté de communes lorsque la communauté de communes n'a pas souhaité prendre la compétence d'AOM par délégation de ses communes membres. Elle est alors AOM locale.

Par ailleurs, la Région est AOM régionale (AOMR), compétente pour les services d'intérêt régional (ex : tout service de transport qui dépassent le ressort territorial d'une AOM) c'est à dire les transports routiers de voyageurs d'intérêt régional, les transports scolaires et les TER.

La compétence d'AOM peut être exercée au travers de syndicats mixtes lorsque la compétence leur a été transférée par ses membres.

Bassin de Mobilité (BM) : Il s'agit de l'échelle locale sur laquelle les mobilités quotidiennes s'organisent sous la responsabilité et le financement des différentes AOM ; c'est donc l'échelle de référence pour l'élaboration des contrats opérationnels de mobilité (COM). Les bassins de mobilités correspondent au territoire géographique d'un ou plusieurs EPCI (métropole, communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes). Le territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est structuré en 12 bassins de mobilité (délibération 22-0605 du 21 octobre2022). La Communauté de Communes de l'Enclave des Papes qui appartient à la Région Provence Cote d'Azur fera partie quant à elle d'un bassin piloté par la région Auvergne Rhône Alpes.

Comité de Bassin (COBASS) : C'est l'instance où la Région chef de file organise l'action commune pour l'amélioration des mobilités du bassin considéré. C'est l'organe de pilotage dans l'élaboration et le suivi du COM du bassin considéré. Il se compose des signataires du contrat opérationnel de mobilité du bassin considéré et pourra se décliner en comité technique.

Comité de partenaires régional (COPART Régional) : Pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région met en place et anime un comité de partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Comités de partenaires locaux (COPART locaux) : En tant qu'AOM locale par substitution, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a l'obligation, comme chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par semestre, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'associations d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.[1]

[1] *Conférence plénière du 13 Juin 2023*

Mobility as a Service (MaaS) : Sorte de couteau suisse de la mobilité, le Maas a pour objectif d'offrir aux usagers un service intégré, complet et simple en matière de mobilité, tant en termes d'information que de billettique. Ce concept suppose notamment une gouvernance coordonnée des différents intervenants publics et privés.[2]

Pôle d'échange multimodal (PEM) : Par définition, les pôles d'échanges multimodaux facilitent l'intermodalité en assurant la connexion entre différents modes de transport. En reliant les modes de déplacements alternatifs à la voiture notamment, ils offrent une alternative à l'usage du véhicule individuel.

Dans le contexte de la décarbonation des mobilités, les Pôles d'Échange multimodaux (PEM) sont un outil du report modal, un maillon de la chaine de déplacement.[3]

[2] *Définition CEREMA*

[3] *Définition CEREMA*

1.1 Liste des abréviations

ADT	Agence de Développement du Tourisme
AMP	Aix Marseille Provence Métropole
AOM	Autorités Organisatrices de la Mobilité (cf. lexique)
BHNS	Bus à Haut Niveau de Service
BM	Bassin de Mobilité (cf. lexique)
CA	Communauté d'Agglomération
CC	Communauté de communes
CCGST	Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez
CCLGV	Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon
CCPF	Communauté de Communes du Pays de Fayence
CFP	Chemins de Fer de Provence
COBASS	Comité de Bassin (cf. lexique)
COM	Contrat Opérationnel de Mobilité
COP	Conférence des Parties
COPARTR	Comité des Partenaires régional (cf. lexique)
COPARTL	Comités de Partenaires locaux (cf. lexique)
COTECHBASS	Comité Technique de Bassin
CPER	Contrat de Plan État Région
CRET	Contrats Régionaux d'Équilibre Territorial
DPVa	Dracénie Provence Verdon Agglomération
ECAA	Estérel Côte d'Azur Agglomération
EPCI	Établissements Publics de Coopération Intercommunale
ERTMS	European Rail Traffic Management System
EV	EuroVelo
GNV	Gaz Naturel pour Véhicules
IRVE	Infrastructures de Recharge de Véhicule Électrique
JOB	Jour Ouvré de Base
LER	Lignes Express Régionales
LHNS	Lignes à Haut Niveau de Service
LNPCA	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

LOM	Loi d'Orientation des Mobilités
LOTI	Loi d'orientation des transports intérieurs
MaaS	Mobility as a Service (cf. lexique)
MtCO2eq	Millions de tonnes en équivalent CO2
NOTRe	Nouvelle Organisation Territoriale de la République
OAP	Orientation d'aménagement et de programmation
PCAET	Plan Climat-Air-Énergie Territorial
PDM	Plan de mobilité
PDU	Plan de Déplacements Urbains
PEM	Pôle d'échange multimodal (cf. lexique)
PCL	Piste cyclable du littoral
PLU	Plan Local d'Urbanisme
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SNBC	Stratégie Nationale Bas Carbone
SNCF	Société Nationale des Chemins de fer Français
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
TAD	Transport A la Demande
TC	Transport Collectif
TCU	Transport Collectif Urbain
TER	Trains Express Régionaux
TGV	Train à Grande Vitesse
TPM	Toulon Provence Méditerranée
TPMR	Transports de Personne à Mobilité Réduite
VAE	Vélo à Assistance Électrique
VTM	Véhicules Terrestres à Moteur

2 La démarche de co-construction

Les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) constituent des cadres d'actions communs qui portent sur une vision globale et partagée de la mobilité au sein de chaque bassin de mobilité (BM). C'est donc dans l'esprit de la LOM et dans une volonté d'intégration des acteurs locaux à cette démarche d'amélioration des mobilités que la Région a souhaité que les COM soient co-construits à l'échelle locale.

Une méthodologie de co-construction pragmatique a été mise en place autour d'une alternance de trois types de réunions depuis octobre 2023 :

- Les Comités de Bassin (COBASS), réunions de validation et d'arbitrage, réunissant des élus du BM ainsi que des référents techniques ;
- Les Comités technique de Bassin (COTECHBASS), ayant pour objectifs de préparer les travaux à valider en COBASS. Ils réunissaient les référents techniques des différents EPCI composant le BM ;
- Les ateliers, qui ont été les lieux du travail de la co-construction et qui ont permis de faire émerger des propositions d'engagements répondant aux objectifs du bassin.

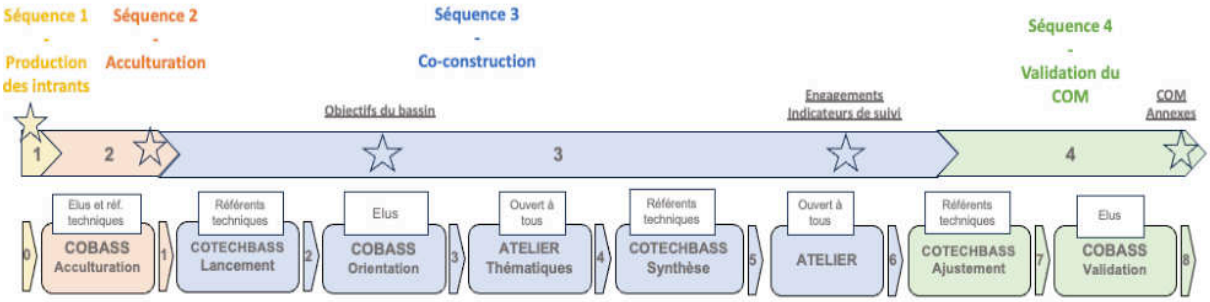


Figure 1 : Chronologie de la méthodologie de co-construction du COM

3 Contenu du Contrat Opérationnel de Mobilité

Le COM est un document avec des parties co-produites par la Région et les acteurs du bassin.

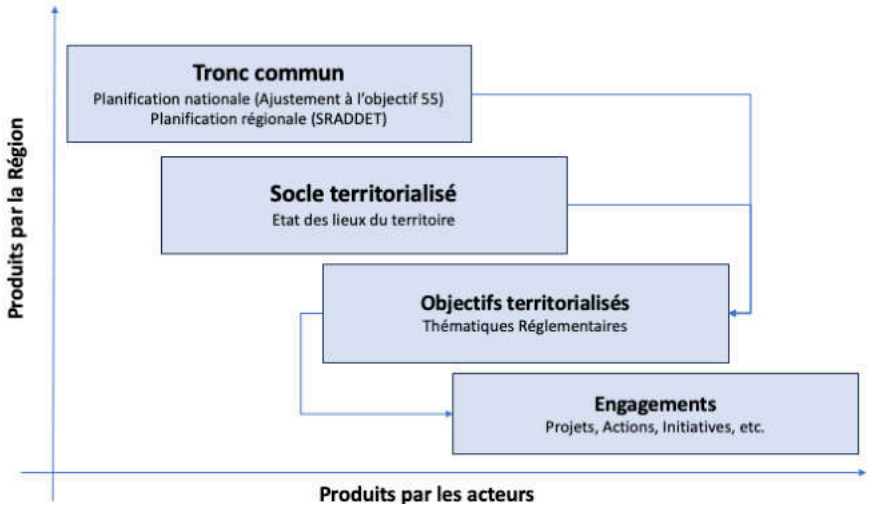


Figure 2 : Structure synthétique du COM

3.1 Le tronc commun

Le tronc commun a pour objectif de formaliser la stratégie régionale en matière de mobilité, dans le sillage de la LOM et des enjeux nationaux en matière de décarbonation.

L'appellation « tronc commun » se justifie par le fait que ce chapitre est commun à tous les COM quel que soit le BM, et qu'il a été défini comme le cadre de la démarche par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur chef de file des mobilités. Il indique notamment la durée du contrat et les modalités de gouvernance.

Son contenu et sa mise en forme ont été préparés par la Région et soumis aux acteurs dès le lancement de la démarche.

3.2 Le socle territorialisé

Le socle territorialisé permet de faire un état des lieux du bassin concerné sur les différentes thématiques prévues par le COM.

Il a constitué un intrant à la co-construction et a fait l'objet de remarques, d'amendements, d'ajouts par les acteurs locaux au long de la démarche de co-construction.

3.3 Les objectifs généraux et territorialisés

Les objectifs du bassin de mobilité ont été co-construits par les acteurs lors du COTECHBASS n°1. Il s'agissait ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du BM, objectifs à moyen terme dont l'échéance peut dépasser la période de mise en œuvre du COM. Autrement dit, le COM formalise sur une période de quatre ans les engagements qui doivent contribuer à l'atteinte des objectifs.

Les objectifs territorialisés ont été validés lors du COBASS n°2.

3.4 Les annexes

Les engagements sont insérés dans le COM en tant qu'annexes. Ces annexes engagement ont été co-produites par les acteurs du bassin et formalisent l'ensemble des actions concourant à l'atteinte des objectifs et pour lesquelles un ou plusieurs acteurs s'engage à participer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est également insérée dans le COM.

L'annexe de suivi et d'évaluation du COM présente la démarche de suivi et d'évaluation qui accompagnera la mise en œuvre du COM.

L'annexe de traçabilité de la démarche du COM retrace le déroulement de la démarche de co-construction.

L'ensemble du COM et de ses annexes est arrêté lors du COBASS n°3 et proposé à la délibération des différentes assemblées.

SOMMAIRE GENERAL

LE TRONC COMMUN 10

LE SOCLE TERRITORIALISE 36

LES OBJECTIF GÉNÉRAL ET TERRITORIALISES 97

ANNEXES 101

Octobre 2023

Contrat Opérationnel de Mobilité

TRONC COMMUN



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE – TRONC COMMUN

1 ÉLEMENTS DE CONTEXTE 14

1.1 DES EVOLUTIONS LEGISLATIVES QUI RENFORCENT LE ROLE DE LA REGION DANS LE DOMAINE DES MOBILITES 14
1.2 LA NEUTRALITE CARBONE EN 2050, UN DEFI POUR LES MOBILITES 18

2 LES ENJEUX LIES A LA MOBILITE EN PROVENCE ALPES COTE D'AZUR 18

2.1 DES CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES ET DES DYNAMIQUES TERRITORIALES QUI STRUCTURENT LES DEPLACEMENTS. 18
2.2 DES ENJEUX FORTS D'ATTENUATION DES GES ET D'ADAPTATION FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. 19

3 LA POLITIQUE REGIONALE EN MATIERE DE MOBILITES 20

3.1 LA CONSTRUCTION D'UNE STRATEGIE GLOBALE FACE AUX ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 20
3.2 UNE POLITIQUE REGIONALE AMBITIEUSE DECOULANT DE SON DOUBLE ROLE D'AUTORITE ORGANISATRICE DES MOBILITES ET DE CHEFFE DE FILE DE L'AMENAGEMENT ET DES MOBILITES 21
3.3 LA REGION ET LES PROJETS DE MOBILITE DES TERRITOIRES. 23
3.3.1 LES DISPOSITIFS DE SOUTIENS REGIONAUX AUX PROJETS DE MOBILITES DES TERRITOIRES 23
3.3.2 LES AUTRES LEVIERS DE LA REGION EN FAVEUR DES MOBILITES DURABLES DES TERRITOIRES 24

4 LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 26

4.1 DEFINITION DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 26
4.2 DEFINITION DU BASSIN DE MOBILITE 27
4.3 NATURE DU COM 29
4.4 DUREE DU COM 29
4.5 STRUCTURES DE GOUVERNANCE 29
4.5.1 LE COMITE DE BASSIN 29
4.5.2 LE COMITE TECHNIQUE DE BASSIN 30
4.5.3 LES COMITES DES PARTENAIRES 30
4.6 CADRE DE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE GOUVERNANCE 30
4.6.1 LES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU COM 30
4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS) 30
4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS) 30
4.6.1.3 Les ateliers de travail 31
4.6.1.4 La tenue du COBASS 31
4.6.1.4.1 La convocation du COBASS 31
4.6.1.4.1.1 La séance du COBASS 31
4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS 31
4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS 31
4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS 31
4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS 32
4.6.1.6 La tenue des ateliers de travail 32
4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail 32
4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail 32
4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail 32
4.6.1.6.4 L'égalité des participants 32

4.6.1.6.5 Le principe de subsidiarité 33
4.6.1.6.6 Le principe d'efficacité 33
4.7 ÉVALUATION DU COM 33
4.8 MODALITES DE REVISION 33
4.9 MODALITES DE RESILIATION ET DE REGLEMENT DES DIFFERENDS 34

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 34

5.1 OBJECTIFS SRADDET CONSACRES DIRECTEMENT AUX MOBILITES ET APPLICABLES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE REGIONAL 34

1 Éléments de contexte

1.1 Des évolutions législatives qui renforcent le rôle de la Région dans le domaine des mobilités

Ces dix dernières années ont été marquées par plusieurs évolutions législatives qui ont précisées et renforcées le rôle de la Région dans l'organisation et la coordination des mobilités.

- **La Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe).**

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) a redéfini les compétences de chaque collectivité territoriale. Ainsi, la Région est devenue l'autorité organisatrice de l'intégralité de la mobilité interurbaine.

La loi NOTRe a également créé le **Schéma Régional d'aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires** (SRADDET), dont l'élaboration, l'animation, le suivi et l'évaluation ont été confiés à la Région. Le SRADDET est le document de planification qui définit la stratégie d'aménagement durable du territoire régional, détermine les objectifs à atteindre et fixe les règles pour y parvenir.

Le SRADDET a une valeur prescriptive. Il doit être décliné dans les documents locaux de planification et d'urbanisme : Schéma de cohérence territoriale (SCOT), Plan local d'urbanisme communal ou intercommunal (PLU, PLUi), Plan de mobilité simplifié ou non (PDU/PDM/PDMS), Plan climat air énergie territorial (PCAET). Le SRADDET de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, approuvé le 15 octobre 2019, par M. le Préfet de Région, comprend 68 objectifs et 53 règles. 17 objectifs et 15 règles concernent directement les transports et la mobilité [cf. & 5 Informations complémentaires].

Un des axes majeurs du SRADDET est la **sobriété foncière** avec des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et la lutte contre l'artificialisation nette des sols.

Dans le domaine de la mobilité, le SRADDET fixe pour objectif une réduction de -75 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports en 2050. La principale priorité est **l'amélioration des transports du quotidien**. Le SRADDET affirme la volonté de développer de nouvelles pratiques de mobilité, de simplifier la vie des voyageurs et de rechercher les complémentarités optimales entre les différents modes et réseaux de transport. Le schéma définit aussi la stratégie régionale en matière aéroportuaire applicable aux aérodromes régionaux et locaux.

Une procédure de révision du SRADDET a été engagée en 2024 afin de prendre en compte, notamment, la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) adoptée en décembre 2019 et la Loi dite Climat et Résilience, votée en août 2021.

- **La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)**

Près de 30 ans après la Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI), la Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités, plus connue sous son acronyme LOM, définit un nouveau cadre législatif, plus complet et actualisé. Elle acte le passage des transports aux mobilités.

Elle s'inscrit dans le sillage des différentes stratégies définies par l'État en termes de transition écologique et énergétique, aux premiers rangs desquelles :

- les Accords de Paris sur la transition énergétique (2015),
- les Assises de la mobilité (2017),
- le Plan vélo et mobilités actives (2018).

La LOM affirme le couple Région/Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) pour organiser, au plus près des bassins de vie, la mobilité des personnes et le transport de marchandises.

L'objectif affiché est de couvrir l'intégralité du territoire national par des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) locales, afin que chacun puisse bénéficier de services publics de mobilité alternatifs à l'usage individuel de l'automobile. Elle réaffirme le droit à la mobilité pour tous, à partir d'une approche durable, multimodale et territorialisée, en prenant en considération l'ensemble des maillons de la chaîne de mobilité.

Les 4 grands objectifs visés sont :

- Sortir de la dépendance à l'automobile en offrant des solutions alternatives sur tous les territoires,
- Réussir la transition écologique et tendre vers une mobilité décarbonée,
- Accélérer la croissance des nouvelles mobilités,
- Construire une nouvelle programmation financière des infrastructures au service de la mobilité du quotidien.

La LOM vise également à :

- Offrir des solutions de mobilités diversifiées pour répondre aux besoins des habitants,
- Doter tous les territoires d'une autorité publique en charge de construire ces solutions,
- Coconstruire ces solutions localement, en les adaptant au contexte territorial,
- Renforcer la coopération des acteurs publics de la mobilité pour assurer une réponse à l'échelle du bassin de mobilité quotidien des habitants,
- Répondre aux enjeux des déplacements Domicile-Travail,
- Apporter une réponse aux besoins de mobilité des publics les plus fragiles.

La LOM renforce les compétences de la Région en termes de mobilité, en la dotant de :

- **Un rôle de « chef de file de la mobilité »** qui correspond à l'impulsion et à la coordination de la compétence mobilité des AOM à l'échelle de bassins de mobilité que la Région définit et délimite. La Région est chargée d'organiser les modalités de l'action commune des AOM,
- **Un rôle d'AOM régionale** qui concerne des enjeux et des services qui dépassent l'échelle locale des AOM. La Région est compétente pour tous les services qui sortent du ressort territorial d'une AOM (à l'exception des services ferroviaires pour lesquels elle reste compétente à l'intérieur du périmètre de l'AOM),
- **Un rôle d'AOM locale par substitution** (AOML) sur les territoires où les communautés de communes n'ont pas pris la compétence mobilité (15 EPCI concernés en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Les AOML (y compris la Région en tant qu'AOML) sont libres de mettre en place les services et la tarification qui sont les plus adaptés aux territoires sur lesquels elles interviennent.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se compose de 52 EPCI dont 37 sont Autorités Organisatrices de la Mobilité.

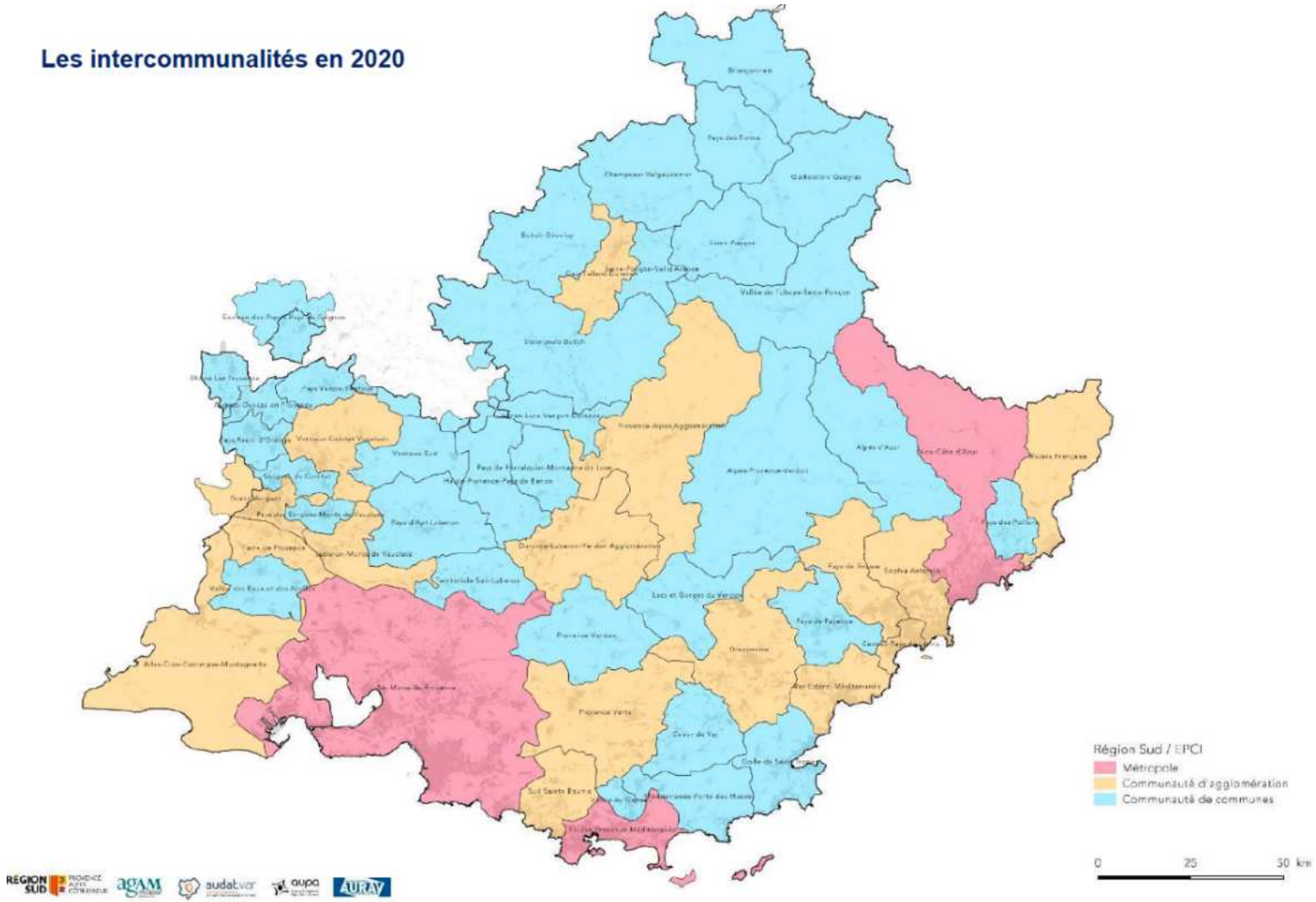


Figure 3 : Intercommunalités de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : Atlas Mobilité Volet C : compréhension de la modalité régionale)

1.2 La neutralité carbone en 2050, un défi pour les mobilités

L'objectif de neutralité carbone en 2050 a été adopté par la France et inscrit dans la loi. La stratégie nationale bas carbone (SNBC) décrit le chemin pour l'atteindre. Il s'agit de réduire d'un facteur 6, en 30 ans, l'empreinte carbone moyenne d'un Français, pour la faire passer de 11 tonnes de CO2eq par an en 2019 à moins de 2t CO2eq en 2050.

Le secteur des transports pèse lourdement dans le volume global des émissions des gaz à effet de serre (GES). Il **représente encore 30% des émissions des GES**. Or, si l'on observe une stabilisation récente, les émissions provenant du secteur des transports ont, entre 1990 et 2022, continué à augmenter. En outre, 50% des émissions de ce secteur proviennent des véhicules particuliers.

Pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050, une rupture s'impose**. Pour être à la hauteur des enjeux de la transition écologique des mobilités, il est nécessaire d'intervenir sur le système global de transports**. Agir uniquement sur le levier de la transition énergétique des véhicules (électrification) ne suffira pas. En outre, ce levier ne règle pas les autres externalités négatives des transports (congestion, certaines pollutions).

Il s'agit donc d'intervenir sur la mobilité des voyageurs et des marchandises avec un panel large qui va au-delà des seules infrastructures de transport : les services, avec une offre de transports collectifs et partagés, le matériel roulant, l'énergie, le comportement, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience.

2 Les enjeux liés à la mobilité en Provence Alpes Côte d'Azur

2.1 Des caractéristiques géographiques et des dynamiques territoriales qui structurent les déplacements.

Avec 5 millions d'habitants répartis sur 6 départements, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se distingue par des densités de population hétérogènes, avec un littoral urbanisé où se concentrent, au sein des trois métropoles régionales (Aix Marseille Provence ; Toulon Provence Méditerranée et Nice Côte d'Azur) près de 80% des habitants de la région et un arrière-pays et un bassin alpin moins peuplés et plus ruraux.

Le territoire régional se caractérise par une forte diversité géographique, avec plusieurs espaces et paysages distincts : massif alpin, littoral azuréen, territoire provençal et couloir rhodanien.

L'ouverture sur la Méditerranée et sur le nord du bassin européen via le couloir rhodanien et l'axe alpin renforce son rôle d'interface stratégique. Véritable carrefour de circulations des hommes comme des marchandises depuis l'antiquité, la région bénéficie d'un réseau de transports dense et diversifié, moteur de son dynamisme et de son attractivité économique.

La région Provence Alpes Côte d'Azur est incontestablement une région « riche », mais où le creusement des inégalités est accentué par les dynamiques territoriales. Le foncier disponible, le long du littoral, est rare et cher. Cela accentue les phénomènes de ségrégation et de fracture territoriales : les territoires à faibles ressources fiscales accueillent les populations les plus fragiles et voient partir les populations plus favorisées (couples avec enfants, bi-actifs, cadres ou professions intermédiaires).

Les territoires les plus riches voient partir les populations les plus modestes (familles monoparentales et les ménages disposant d'un niveau de formation et de qualification moins élevé), et arriver des populations plus aisées.

L'accessibilité aux équipements et aux services est ainsi déterminante pour garantir l'égalité des territoires et la capacité des politiques publiques à apporter un niveau de services adapté aux habitants. La région est globalement bien pourvue en équipements : 95% de la population accède en moins de 7 minutes en voiture aux principaux services de la vie courante (écoles, collèges, supermarchés, médecins, salons de coiffure, bureaux de poste…).

Cependant, certaines communes restent enclavées, en particulier au sein du massif alpin ou dans certaines zones rurales de l'arrière-pays et sont donc éloignées des services.

Ces caractéristiques géographiques favorisent une hyperurbanisation autour des métropoles et des aires urbaines, avec un phénomène de périurbanisation prononcé depuis une quarantaine d'année. Une des particularités de la région réside dans cette structure polycentrique et cet habitat dispersé, avec un réseau viaire très développé.

La gestion des mobilités y est complexe. En effet, l'organisation polycentrique et la périurbanisation génèrent de plus en plus de déplacements, à l'origine de la congestion des réseaux routiers et ferroviaires. Les déplacements quotidiens sont marqués par la prépondérance de l'usage de la voiture individuelle, notamment dans les secteurs ruraux.

L'interconnexion entre équipements routiers majeurs, portuaires et aéroportuaires, la coordination des réseaux de transport en commun, l'accessibilité et la qualité des pôles d'échanges multimodaux ainsi que la mise à niveau des réseaux de proximité sont autant d'enjeux à prendre en compte pour tendre vers une mobilité plus fluide et plus durable. L'enjeu majeur pour le territoire régional est de garantir une qualité de service pour les différents pôles de connexion. Une offre multimodale bien articulée permet également d'organiser les réseaux en bonne intelligence et synergie.

Le territoire est maillé (2022) par 196 gares ferroviaires, 15 gares routières, plus de 150 aires de covoiturage et 28 parking-relais identifiés

2.2 Des enjeux forts d'atténuation des GES et d'adaptation face au changement climatique.

Les mobilités structurent le quotidien. Tous (ou presque) se déplacent tous les jours pour travailler, accompagner les enfants à l'école, étudier, voir sa famille, ses amis, faire ses courses ou se divertir**.** Or, malgré l'amélioration de l'offre et l'augmentation continue de la fréquentation des réseaux de transports en commun en région, seuls 11% des trajets domicile/travail se font en transports collectifs, 60% des déplacements domicile/travail de moins de 5 km se font en voiture, seuls 2% sont effectués à vélo. En outre, 1 trajet en voiture sur 4 fait moins de 3 km, cette proportion atteint 4 trajets sur 10 en agglomération.

De fait, **en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), la tendance régionale suit celle observée au niveau national : le secteur des transports** est le seul qui a vu, depuis 1990, le volume de ses émissions de GES ne pas baisser significativement. Il **représente, dans la région, 31% des émissions totales de GES, soit 51,1 MteqCO2.**

Par ailleurs, dans un contexte de changement climatique, dont les effets sont déjà visibles et vont continuer à s'aggraver tant en fréquence qu'en intensité (inondations, vagues de chaleur, incendies, glissements de terrain, etc.), et de tensions grandissantes sur les ressources

(matières premières critiques, énergie, eau, foresterie et agriculture), la résilience des territoires passera, notamment, par la capacité des systèmes de transport à faire face aux crises.

Cela est particulièrement marqué en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Appartenant à l'espace méditerranéen, cette région est **très vulnérable vis-à-vis des impacts du réchauffement climatique, sur la frange littorale comme dans les espaces alpins**, avec de lourds impacts sur les infrastructures et services de transports de la région, dont la gouvernance est multiple.

Les catastrophes récentes - inondations dans le Var et les Alpes-Maritimes (tempête ALEX dans la vallée de la Roya, inondations de la ville de Cannes), coups de mer qui emportent les routes, mouvements de terrain qui coupent les itinéraires Alpins (Chambon, Pas de l'Ours), canicule de 2022 qui a imposé un abaissement des vitesses d'exploitation du réseau ferroviaire… - **ont eu de fortes incidences sur les infrastructures et les services de transport** et **rappellent l'importance de la résilience du système régional de transport** pour préserver la vitalité du tissu économique régional et la qualité de vie des habitants de Provence Alpes Côte d'Azur.

Il est dès lors crucial d'engager des actions pour préparer les infrastructures et services de transport aux conséquences du changement climatique. Cela implique de mettre en place des systèmes de surveillance, de modifier certaines infrastructures, pour anticiper et répondre aux perturbations et de modifier les politiques d'aménagement, d'investissement et d'entretien

3 La Politique régionale en matière de mobilités

3.1 La construction d'une stratégie globale face aux enjeux du changement climatique

Les effets du changement climatique et de la crise énergétique ont conduit la Région à construire une réponse globale aux défis qu'ils posent, en faisant évoluer les infrastructures et leur exploitation, les usages et services de mobilité vers des modes plus collectifs, partagés et plus sobres en énergie, tout en répondant aux besoins des populations et de l'économie, autour de quatre orientations stratégiques pour la transition écologique de la mobilité en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, formant l'acronyme **ACoRS** (Adaptation / Conversion / Report modal / Sobriété), qui constituent la grille d'analyse de la Région tant pour ses actions que celles qu'elle peut soutenir.

Ainsi, apparaissent stratégiques :

▪ **Les projets/actions visant l'adaptation (A) aux défis écologiques et sociaux mondiaux** liés au dépassement des limites planétaires (changement climatique, tension sur la ressource en eau …), dans l'objectif de gérer l'inévitable et d'éviter l'ingérable, en construisant la résilience aux bouleversements en cours et à venir ;

▪ **Les projets/actions conduisant à la conversion (Co) des infrastructures,** au bénéfice des modes de déplacement décarbonés et alternatifs à l'autosolisme**, et des flottes**, pour une meilleure efficacité énergétique des véhicules afin de sortir en 20 ans des énergies fossiles en utilisant l'énergie adaptée à l'usage ;

▪ **Les projets/actions incitant au report (R) modal et la multimodalité**, pour réduire les consommations énergétiques par unité (voyageur ou marchandises) en favorisant le transport collectif actif et partagé ;

▪ **Les projets promouvant la sobriété (S) des déplacements motorisés**, pour réduire les besoins énergétiques en requestionnant les modes de vie, l'organisation des territoires et les circuits de production et de consommation, tout en améliorant la qualité de vie.

3.2 Une politique régionale ambitieuse découlant de son double rôle d'autorité organisatrice des mobilités et de cheffe de file de l'aménagement et des mobilités

Autorité Organisatrice la Mobilité Régionale et Cheffe de file de l'aménagement du territoire régional et des mobilités, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur met en œuvre une politique de mobilité ambitieuse, visant à répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain. Cette politique s'articule autour des axes suivants :

1. Garantir des solutions de mobilité « minimales » à tous les usagers, afin de garantir, pour chaque habitant, une « mobilité essentielle » (études, travail, santé, loisirs de proximité, etc.) à un coût raisonnable, accessible pour les plus modestes et pour ceux qui n'ont pas accès à la voiture individuelle (jeunes, séniors, etc.)

2. Réduire le trafic routier et ses nuisances (CO2, bruit, pollution, accidentologie, etc.)

Les objectifs qui en découlent se traduisent de manière différente selon la typologie de territoire :

- Au sein et autour des zones les plus urbanisées et les plus denses : assurer une offre de transport collectif courte distance (< 80 km) avec un très haut niveau de service (cadencement, régularité, amplitude, etc.) dans des conditions de complémentarité et d'intermodalité avec les autres modes de transports : transports collectifs urbains, covoiturage, vélo, marche à pied… afin de réduire massivement le trafic routier pour les déplacements du quotidien.

- Au sein et autour des zones moins peuplées et peu denses : garantir des solutions de mobilité «de base » pour les trajets courts, en particulier en termes de rabattement vers les pôles urbains locaux pourvoyeurs d'emplois, les établissements scolaires, les services de santé... Il s'agit d'encourager et accompagner des formes nouvelles de déplacements : covoiturage, autopartage, mise en service de petits bus locaux, mobilité des services à la population (bus services itinérants) …

La volonté de la Région est de :

- Encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal de la voiture vers les transports collectifs,

- Proposer une offre ferroviaire qualitative et attractive, complémentaire avec les autres modes de déplacements,

- Offrir à tous un transport collectif routier complémentaire à l'offre ferroviaire, adapté aux spécificités des territoires et aux besoins des usagers,

- Optimiser le réseau ZOU! de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de consolider et renforcer l'offre de transports collectifs
- Accompagner les territoires vers une meilleure mobilité des usagers,
- Promouvoir et financer des solutions de mobilité et d'intermodalité, de transport et de logistique en travaillant sur l'ensemble des leviers :
  - Expérimenter de nouvelles solutions, jusqu'à leur évaluation et conditions de réplication pour les confier en exploitation pérenne à des tiers,
  - Actionner les leviers permettant d'agir sur l'accélération des changements de comportements dans la mobilité du quotidien,
  - Garantir à tous la facilité d'achat de titres régionaux (sans obligation digitale), et développer la vente croisée (par/pour des tiers) pour certains titres.

Cette volonté de la Région suppose de :

- Développer une offre de desserte TER et Chemins de Fer de Provence adaptée aux territoires et aux besoins des usagers, en priorisant les efforts sur les axes où le trafic routier qui pourrait être reporté est important, et dans le cadre d'une gouvernance renouvelée avec les territoires, les partenaires et les usagers.
- Contribuer à l'intermodalité et la complémentarité avec le service de transport collectif routier régional (LER, lignes de proximité), l'offre ferroviaire ainsi qu'avec les autres modes de transport collectifs (Transports Collectifs Urbains/Transports à la demande/Vélo…).
- Préparer l'ouverture totale du marché régional ferroviaire à la concurrence afin de développer et améliorer la qualité l'offre, tout en réduisant les coûts.
- Développer la complémentarité car-train et car-car en supprimant les doublages d'O/D et d'horaires,
- Centrer le réseau express routier sur la vitesse commerciale et la desserte des grands pôles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Innerver les territoires par le réseau de proximité sans se substituer aux AOM et encourager le rabattement sur des pôles d'échanges secondaires,
- Favoriser les nœuds multimodaux par territoire.
- Territorialiser les politiques de mobilité régionale.
- Harmoniser les modalités de circulation entre les AOM.
- Positionner la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en prestaire de services pour les territoires, non dotés d'AOM, afin de répondre aux attentes locales.
- Élaborer des scénarios prospectifs.
- Instruire une diversité de mécanismes : projets de réglementation, de tarification, de financements alternatifs…

Cette politique se déploie en synergie avec les contractualisations d'accompagnement des territoires portées par la Région.

3.3 La Région et les projets de mobilité des territoires.

3.3.1 Les dispositifs de soutiens régionaux aux projets de mobilités des territoires

La Région Sud accompagne les territoires via un cadre contractuel : les contrats « Nos territoires d'abord » qui déterminent, en fonction d'objectifs partagés, les projets soutenus et un plan d'actions prioritaires. Ce cadre contractuel est désormais, dans le domaine des mobilités, renforcé par les Contrats Opérationnels de Mobilité (COM) [cf. chapitre 4. Le contrat opérationnel de mobilité].

Via ces contractualisations, la Région Sud promeut :

- L'intermodalité entre les services de transports régionaux et les services de transports locaux

Il s'agit de veiller à la bonne coordination/complémentarité des offres « Région » et des offres des Autorités Organisatrices de Mobilité (ex : tarification et d'interopérabilité des systèmes de billettique). Cette harmonisation des offres est souvent le point faible des projets de mobilités. Seront donc examinés tous les types de projets s'inscrivant dans la perspective d'améliorer l'intermodalité et la fréquentation du réseau régional ZOU ! (ex : aménagements de gares/PEM/parcs relais en connexion avec le réseau régional ZOU ! ; aménagements cyclables de rabattement, etc…)

- La mobilité collective et partagée

Il s'agit de soutenir les projets favorisant une régulation des usages de la voirie au bénéfice des modes de déplacement collectifs (ex : covoiturage (aires et services) et/ou voies réservées aux transports collectifs (TCSP).

- Les mobilités actives

La mise en œuvre du Schéma régional des Véloroutes est un objectif prioritaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'accompagnement des projets portés par les territoires avec cet objectif est un des axes privilégiés des contrats NTDA (ex : aménagements cyclables sécurisés en milieu urbain comme en milieu rural, favorisant, au quotidien, la pratique du vélo). La sécurisation des circulations piétonnes et la promotion de la marche à pied (cf. accessibilité des établissements scolaires) sont également des enjeux à prendre en compte.

- De nouvelles pratiques pour le transport de marchandises et la logistique

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite promouvoir, dans le domaine du transport de marchandises et de la logistique, des pratiques plus durables, chez les donneurs d'ordre comme chez les consommateurs. La Région souhaite, également encourager, chaque fois que cela est possible, le report modal (fer et fleuve), la transition des flottes (y compris les modes d'avitaillement), les changements de pratiques des différents acteurs (mutualisation des ressources, optimisation des livraisons et des espaces logistiques), les réglementations des livraisons (simplification, harmonisation, diffusion), la logistique du dernier km (circuits courts, cyclo-logistique, reverse-logistique). La sécurisation de l'approvisionnement des différents territoires est également un enjeu pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les mesures préventives pour garantir la robustesse des chaines logistiques en cas d'aléas, ainsi que les mesures pour assurer l'approvisionnement quotidien de territoires excentrés seront appréciées.

Pour atteindre ces objectifs, différents accompagnements et/ou cadres d'intervention régionaux pourront être mobilisés, tels que :

• La Création d'un **réseau de référents mobilité**,

• L'**Accompagnement des EPCI qui n'ont pas pris la compétence mobilité** en co-pilotant des études de faisabilité fléchées sur des territoires voulant mener des actions à leur compte, avec de possibles financements à 100%,

• Le **Cadre Zéro Emission en Route** : Le cadre d'intervention régional sur les carburants alternatifs se focalise sur les technologies Electrique-batterie, Hydrogène et Gaz Naturel Véhicule (GNV) en agissant sur l'offre de stations de recharge et d'avitaillement et la demande,

• Le dispositif **Gardons une COP D'avance - Sud Logistique 2030 :** Lancement d'un appel à projets conjoint ADEME/Région, en vue de soutenir des projets de logistique agiles, résilients, sobres et respectueux de l'environnement et du climat, au service de l'économie et de l'attractivité du territoire régional,

• Le nouveau cadre d'intervention en faveur des **aménagements cyclables du quotidien**, adopté en mars 2024

• **Le dispositif « Mobilab »** d'accompagnement des projets d'innovation dans le domaine de la mobilité (y compris low-tech)

• Le **Soutien aux aires de covoiturage** dans leur dimension multimodale : financement des projets d'aires de covoiturage sous réserve d'être connectées à une ligne ou un arrêt de transport en commun du réseau régional ZOU ! et d'intégrer des équipements conférant à ces aires une dimension multimodale (stationnements vélo, bornes de recharge, Panneau à Messages Variables…),

• Le **FEDER Volet Massif -** mobilité durable : améliorer les mobilités touristiques et résidentielles en zone Massif,

• La **CIMA Services et mobilités** : améliorer la qualité de vie en montagne, les solidarités, les services et les mobilités entre villes, vallées, villages, stations en zone Massif

3.3.2 Les autres leviers de la Région en faveur des mobilités durables des territoires

- **Le volet Mobilités du Contrat de Plan Etat/Région : des moyens pour investir.**

Le volet Mobilités 2023-2027 du Contrat de Plan Etat-Région a été voté par l'assemblée plénière du 13 décembre 2024.

Doté d'une enveloppe globale de plus de 1,4 milliards d'euros dont 770 millions apportés par la Région et l'Etat à parité (385 millions chacun), il comprend une **enveloppe de 541 millions, dont 224 millions apportés par la Région, dédiée aux projets ferroviaires, aux pôles d'échanges et aux études et premiers travaux des Services Express Régionaux Métropolitains** des aires avignonnaise, toulonnaise, azuréenne et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il comprend également une enveloppe de **338 millions dédiée aux projets routiers, dont 55 millions apportés par la Région, avec des orientations nouvelles par rapport aux CPER précédents**. Il s'agit d'atteindre les objectifs de préservation environnementale et de sobriété foncière, fixés par le SRADDET, la Loi Climat et Résilience (cf. Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2050) et la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte et de respecter les

préconisations du Conseil d'Orientation sur les Infrastructures de transport (COI), favorables à une réorientation des investissements routiers au bénéfice des déplacements collectifs, partagés, et des modes actifs (vélo, marche à pied). **Ces nouvelles orientations** sont traduites dans l'intitulé de la priorité relative aux projets routiers **« *Transformer les infrastructures routières dans le but de favoriser les transports collectifs performants, la mobilité partagée, la pratique du vélo, de la marche et une intermodalité performante* »**.

Ce volet Mobilités du CPER comprend également une priorité relative à la **résilience des infrastructures de transport, dotée d'une enveloppe régionale de 15 millions d'euros**, ainsi qu'une **priorité en faveur des aménagements cyclables** dotée d'une **enveloppe de 90 millions d'euros dont 30 millions apportés par la Région**.

A noter : A ce volet mobilités du CPER 2021-2027 s'ajoutent les investissements qui seront réalisés dans le cadre de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, dont les montants sont estimés à 3,6 milliards d'euros.

- **La territorialisation de la planification écologique : engager un maximum d'acteurs en faveur d'une mobilité sobre et décarbonée**

Les enjeux du réchauffement climatique pour nos territoires, particulièrement en matière de déplacements des personnes et des marchandises et d'infrastructures de transports (cf chapitre 2) ont conduit l'Etat et la Région à signer, le 23 aout 2023, un protocole de mise en œuvre de la planification de la transition écologique pour une mobilité sobre et décarbonée, qui faisait de Provence-Alpes Côte d'Azur une région pilote de la territorialisation de la planification écologique et énergétique.

En pleine cohérence avec les politiques que la Région déploie dans le domaine des mobilités, l'Etat et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur ont défini, dans le cadre de la planification écologique présentée à la Conférence des Parties (COP) le 11 décembre 2024, et de l'élaboration du plan régional de transformation écologique et énergétique, deux feuilles de route dédiées à la mobilité : « Mieux se déplacer » et « Mieux transporter les biens ».

La première « Mieux se déplacer » fixe 8 actions structurantes :

- Action 1 Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- Action 2 Engager les 4 Services Express Régionaux Métropolitains et mettre en œuvre les Contrats Opérationnels de Mobilité.
- Action 3 Développer une offre de transports collectifs adaptée aux territoires
- Action 4 Mettre en place des infrastructures et des services, visant développer les pratiques vélo et marche à pied
- Action 5 Convertir la voirie existante en voies réservées pour transports en commun (VRTC) et pour covoiturage (VR+2) et adapter les conditions de circulation
- Action 6 Mettre en place et développer des services et infrastructures de covoiturage
- Action 7 Engager les employeurs sur des paquets d'actions minimales pour la mobilité des salariés
- Action 8 Aider à l'acquisition de voitures électriques et/ou à l'installation de recharges pour les véhicules électriques

La seconde « Mieux transporter les biens » détermine 5 actions structurantes :

- *Action 1* Adapter les infrastructures et réseaux de transport au changement climatique
- *Action 2* Préparer et mettre en œuvre un pacte d'engagement des services de fret ferroviaire
- *Action 3* Développer les infrastructures de recharge et d'avitaillement pour les motorisations alternatives (électrique, GNV…)
- *Action 4* Sensibiliser les donneurs d'ordre afin de les inciter au changement de pratiques (logistique, modes de transports, modalités de livraison…)
- *Action 5* Valoriser les modes de vie et de consommation plus sobres en activités logistiques

A travers ces actions structurantes, il s'agit d'intervenir sur la mobilité voyageurs et marchandises avec un panel large, qui va au-delà de la seule infrastructure de transport : la réduction de la part modale de la voiture individuelle (objectif – 15%), les services avec un renforcement de l'offre de transports collectifs, le matériel roulant, l'énergie, la sobriété et les changements de comportements qu'elle suppose, la réglementation, le partage de l'espace public et la réaffectation de la capacité des infrastructures routières aux modes alternatifs à l'autosolisme, le financement, la résilience…

Cependant, les objectifs fixés ne pourront être atteints sans la mobilisation et la participation actives de tous les acteurs publics et privés concernés, à l'échelle de chaque bassin de mobilités : Autorités Organisatrices des Mobilités, Établissements Publics de Coopération Intercommunale, Collectivités Locales, Gestionnaires de réseaux, Chambres consulaires, Fédérations et Groupements Professionnels, Employeurs, Syndicats, Associations d'usagers, Citoyens…

La planification écologique sera, dans le domaine des transports, une contribution déterminante pour une (r)évolution du système global de mobilité, indispensable pour espérer atteindre les résultats attendus, en matière de d'adaptation face au changement climatique, de réduction des GES et de décarbonation des transports.

4 Le Contrat Opérationnel de Mobilité

4.1 Définition du Contrat Opérationnel de Mobilité

Instauré par la LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2, le COM est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque Bassin de Mobilité.

La LOM a consacré pour la région la fonction de collectivité chef de file pour l'organisation des modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité (article L1215-1 du code des transports).

« La région conclut, à l'échelle de chaque bassin de mobilité (…) un contrat opérationnel de mobilité avec les autorités organisatrices de la mobilité, les syndicats mixtes de transport mentionnés à l'article L. 1231-10, les départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Peuvent être partie au contrat les autres

établissements publics de coopération intercommunale ou tout autre partenaire, dont, le cas échéant, une région limitrophe du bassin de mobilité concerné »[4].

4.2 Définition du Bassin de Mobilité

L'échelle de Bassin de mobilité est représentative de la mobilité du quotidien, relevant notamment de déplacements domicile-travail, et dépassant les frontières administratives des AOM.

[4] *Article L. 1215-2 du code des transports.*

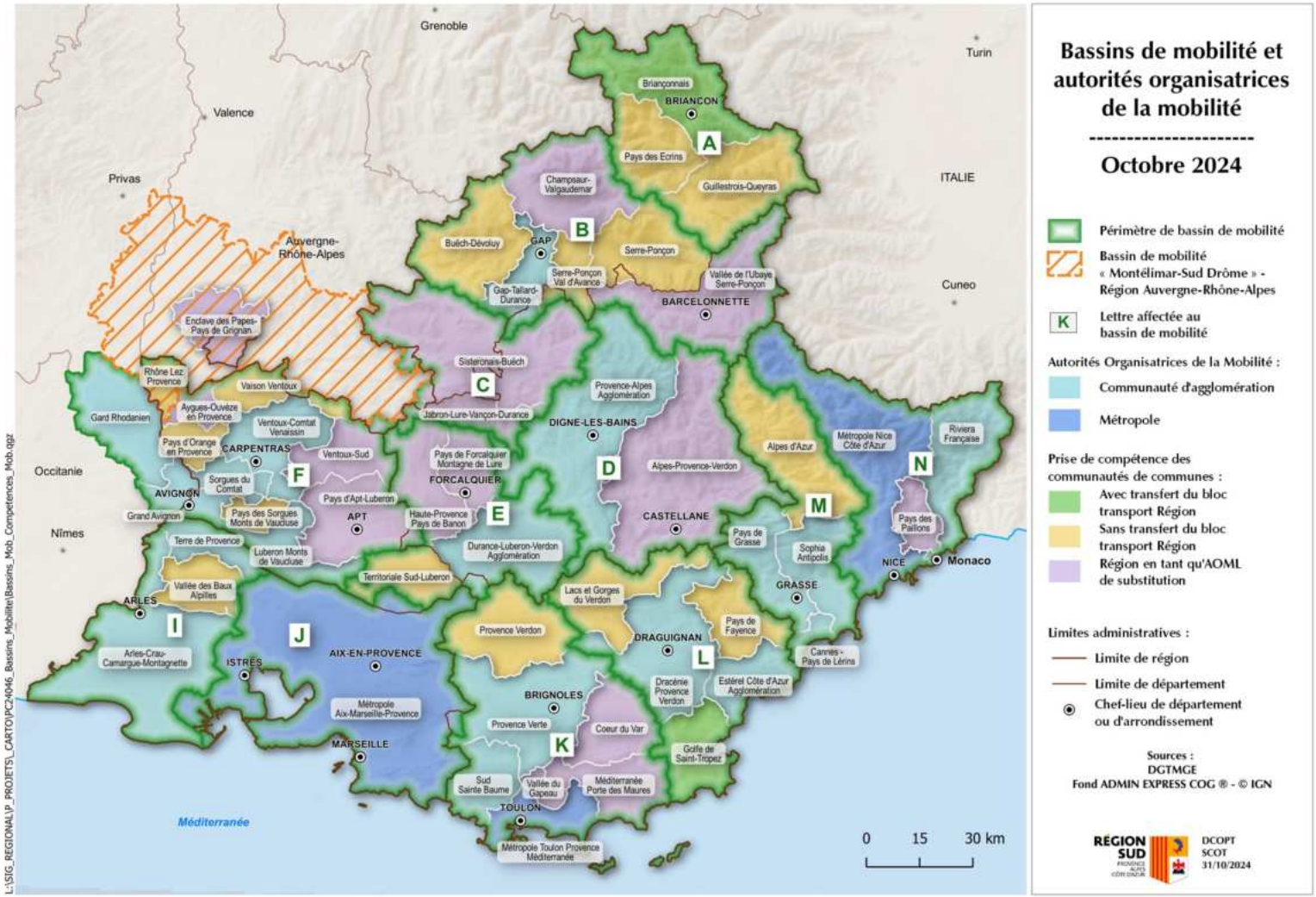


Figure 4 : Bassin de mobilité de la Région (source : Délibération N°22-0605 - Approbation de la cartographie des bassins de mobilité, Annexe2)

La coordination des acteurs de la mobilité du bassin doit permettre d'assurer un meilleur service rendu aux usagers en coordonnant et structurant l'action des acteurs publics de la mobilité.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se donne la mission de faciliter la coordination à l'échelle d'un bassin tout en contribuant à l'amélioration des mobilités entre les bassins. Les contrats opérationnels de mobilité (COM), sur chacun des bassins de mobilité, ont vocation à établir un cadre de coopération avec l'ensemble des EPCI, Régions et Départements concernés, les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges et tout autre partenaire jugé comme pertinent. Ils fixent les principes des collaborations à renforcer, afin notamment de faciliter le passage d'un réseau de transport à l'autre ou d'un mode à l'autre par exemple. Les opérations à dimension intermodale trouveront donc leur place dans ces COM.[5]

4.3 Nature du COM

Le contrat définit notamment les modalités de la coordination avec les gestionnaires de voirie et d'infrastructures pour créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités. C'est un cadre d'actions commun qui porte sur une vision globale et partagée.

Les acteurs de la mobilité dont la Région est chef de file créent ce cadre d'actions commun autour d'enjeux et d'objectifs collectivement définis, cohérents avec les documents de planification d'aménagement de l'espace et de développement durable en vigueur.

La mobilisation conjointe de l'ensemble des acteurs du bassin de mobilité permet de concilier les ambitions, les usages et les besoins, et d'assurer la cohérence de l'ensemble des actions à l'échelle du bassin. Les enjeux interbassins quant à eux font l'objet de modalités d'association des acteurs des bassins limitrophes dits « territoires associés ».

Les contractualisations partenariales mises en place dans le cadre de l'outil « contrat opérationnel de mobilité » décrivent également une grande implication des acteurs intriqués en matière de portage des projets.

Le contrat opérationnel de mobilité est structuré en quatre parties : Le présent tronc commun identique pour chaque contrat opérationnel de mobilité, un état des lieux du bassin en termes de mobilité (socle territorialisé), une déclinaison des objectifs du bassin en termes de mobilité et des annexes incluant notamment les engagements pris dans le cadre du COM.

4.4 Durée du COM

Le contrat est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa signature par l'ensemble des membres du comité de bassin. Le contrat entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des parties pour une durée de 4 ans. Le présent COM peut être renouvelé une fois pour permettre la finalisation des travaux d'un nouveau COM à l'issue de la première période.

4.5 Structures de Gouvernance

4.5.1 Le comité de bassin

Cf 4.6

5 Support A4 -VF -Conférence plénière 13 Juin 2023

4.5.2 Le comité technique de bassin

Cf 4.6

4.5.3 Les comités des partenaires

Le comité de partenaires régional (COPART Régional) : pour mener à bien le rôle d'AOM régionale, la Région met en place et anime un comité de partenaires régional conformément au code des transports. Il associe employeurs, professionnels du transport, usagers, habitants et élus régionaux, pour avis sur les décisions mobilité de la Région AOM régionale et chef de file. Il s'agit d'un organe consultatif à l'échelle régionale.

Les comités de partenaires locaux (COPART locaux) : chaque Autorité Organisatrice de la Mobilité, y compris la région en tant qu'AOM locale par substitution a l'obligation de créer et d'animer un comité des partenaires local, mobilisé a minima une fois par an, sur chacune des 15 communautés de communes n'ayant pas pris la compétence mobilité. Celui-ci, consultatif, est composé de représentants d'association d'usagers, d'employeurs et d'habitants tirés au sort ainsi que d'élus régionaux et locaux.

4.6 Cadre de fonctionnement des instances de gouvernance

4.6.1 Les instances de gouvernance du COM

4.6.1.1 Le comité de bassin (COBASS)

Le comité de bassin (COBASS) est l'instance de prise de décision qui assure notamment la validation politique des propositions du comité technique de bassin (COTECHBASS). Le COBASS devra favoriser le débat entre ses membres dont l'objet premier est d'aboutir dans un délai raisonnable à l'établissement d'une première génération de contrat qui sera soumis aux instances délibératives de chacune des institutions. Le COBASS sera ensuite chargé de suivre, amender, évaluer et réviser la contractualisation. Chaque signataire du COM est membre du COBASS et est représentée par son exécutif, ou la personne qu'il nomme à cet effet.
La présidence du COBASS est assurée par la Région. Chaque membre du COBASS désigne le technicien appelé à le représenter au sein du comité technique de bassin (COTECHBASS).

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui sera soumis au vote des assemblées délibérantes.

4.6.1.2 Le comité technique de bassin (COTECHBASS)

Le comité technique de bassin (COTECHBASS) est l'instance qui a pour fonction d'assurer la pertinence technique des propositions soumises au COBASS. Ainsi, il est notamment chargé de valider les propositions émanant des ateliers et de préparer les travaux du COBASS en formulant un avis sur la faisabilité de ces propositions.

Le pilotage du COTECHBASS est assurée par un technicien de la Région. Le COTECHBASS pourra se réunir dans la Maison de la région la plus proche du bassin de mobilité concerné. Le pilote du COTECHBASS peut décider de réunir l'organe dans un autre lieu et il en informe les membres du COTECHBASS.

4.6.1.3 Les ateliers de travail

L'atelier de travail est l'organe de réflexion et de co-construction chargé de faire émerger des propositions, des engagements individuels et collectifs devant nourrir l'élaboration du COM.

La composition des ateliers de travail est définie par les membres du COTECHBASS.

La tenue des instances de gouvernance du COM

4.6.1.4 La tenue du COBASS

4.6.1.4.1 La convocation du COBASS

Le COBASS est mobilisé par son président qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique dans un délai minimum de deux semaines précédant l'instance.

4.6.1.4.1.1 La séance du COBASS

Le président ouvre la séance, dirige les échanges, fait observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Les réunions ne sont pas publiques. Le COBASS peut valablement se réunir et fonctionner en présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par le président.

Le président peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, le président donne connaissance au COBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, le président fait part au COBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.2.1.3 La prise de décision du COBASS

Une décision prise par le COBASS est adoptée par la voie de l'unanimité.

Au terme de la co-construction, le COBASS valide le COM à soumettre à la signature de ses membres. En effet, le COBASS proposera le COM validé aux assemblées délibérantes lesquelles en autoriseront la signature après avis consultatif du comité des partenaires régional.

4.6.1.5 La tenue du COTECHBASS

4.6.1.5.1 La convocation du COTECHBASS

Le COTECHBASS est mobilisé par son pilote qui envoie les invitations et établit l'ordre du jour. Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.5.2 La séance du COTECHBASS

Le pilote du COTECHBASS ou son représentant est chargé d'ouvrir la séance, de diriger les échanges, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les réunions ne sont pas publiques. Les réunions se tiennent principalement en présentiel. Le COTECHBASS peut valablement se réunir et fonctionner en

présence de personnes qui n'en sont pas membres à la condition que leur présence ait été autorisée par le pilote.

Le pilote du COTECHBASS ou son représentant peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, le pilote ou son représentant donne connaissance au COTECHBASS des travaux récents qui le concernent.

Avant de lever la séance, le pilote ou son représentant fait part au COTECHBASS des étapes à venir.

Il est établi, pour chaque réunion, un compte-rendu synthétique des débats.

4.6.1.5.3 Les propositions du COTECHBASS

Les propositions formulées par le COTECHBASS sont adoptées par la voie de l'unanimité.

4.6.1.6 *La tenue des ateliers de travail*

4.6.1.6.1 La convocation de l'atelier de travail

L'atelier est mobilisé par le pilote du COTECHBASS qui envoie les invitations et communique sur les thématiques abordées.

Les invitations sont adressées par voie électronique.

4.6.1.6.2 Le déroulement de l'atelier de travail

Le pilote du COTECHBASS ou son représentant est chargé d'ouvrir la séance, d'animer l'atelier, de faire observer le présent cadre de fonctionnement et veille à la qualité des débats et au respect mutuel des participants.

Aucun quorum n'est requis. Les ateliers ne sont pas publics. Les ateliers se tiennent principalement en présentiel.

Avant de débuter l'atelier, le pilote ou son représentant donne connaissance aux participants du déroulé de l'atelier et des objectifs de celui-ci.

Avant de clôturer l'atelier, le pilote ou son représentant présente aux participants un compte rendu des travaux effectués. Enfin, il est établi, pour chaque atelier, un compte-rendu synthétique des travaux.

4.6.1.6.3 Les propositions de l'atelier de travail

Les propositions qui sont formulées dans le cadre des ateliers sont présentées en COTECHBASS pour validation.

4.6.2 4.6.3. Les principes de co-construction du COM

De manière générale, lors de l'élaboration des COM, l'ensemble des acteurs se soucieront de l'équité entre les territoires.

4.6.2.1 *L'égalité des participants*

La co-construction du COM repose sur le principe d'égalité de ses participants.

4.6.2.2 *Le principe de subsidiarité*

Les acteurs et décideurs qui interviennent dans la co-construction des COM rappellent que ce travail ne se substitue pas aux réflexions ou actions d'autres acteurs administrativement compétents sur d'autres échelles géographiques ou techniques.

Les parties s'engagent à respecter le principe de subsidiarité en affirmant que, dans le cadre des compétences dont chaque partie dispose, l'action revient à l'autorité administrative compétente la plus proche de l'action considérée.

Les parties s'engagent à assurer l'interface avec les communes qu'elles représentent au regard de leurs compétences et pouvoirs de police en matière de gestion de voirie. De la même manière, les EPCI s'engagent à assurer l'interface avec les organes de planification qui interviennent sur leurs territoires.

4.6.2.3 *Le principe d'efficacité*

La volonté de pragmatisme, c'est-à-dire d'efficacité, est au cœur de la présente méthodologie de co-construction.

À cet effet, les différentes parties s'engagent à :

- Mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité sur la période 2025-2029 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement durable des mobilités,
- Prendre part à la mise en œuvre des actions définies dans le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents,
- Collaborer dans une logique d'amélioration continue et d'expérimentation, au service des usagers et de la cohésion sociale,
- Communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.

Enfin, les acteurs s'engagent à saisir concomitamment leur organe délibérant afin d'approuver le COM et d'autoriser leur exécutif à le signer.

4.7 Évaluation du COM

Le contrat fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours présentée au Comité des Partenaires régional (COPART). Chaque autorité organisatrice rend compte annuellement de la mise en œuvre du contrat au comité des partenaires (la Région au COPART régional et chaque AOM locale au COPART local correspondant).

L'annexe 4 « Évaluation de l'atteinte des objectifs généraux du bassin de mobilité » et l'annexe 5 « Suivi de la mise en œuvre des engagements du contrat opérationnel de mobilité » détaillent le périmètre et la méthodologie, la périodicité et le protocole d'évaluation du COM.

4.8 Modalités de révision

Au cours de l'exécution du COM, le COBASS est l'organe chargé, d'une part, de prévoir les éventuelles évolutions à apporter au COM, en tenant notamment compte des propositions élaborées par le COTECHBASS, et, d'autre part, d'établir le COM révisé qui est soumis au vote des assemblées délibérantes ou à la validation des acteurs non publics.

4.9 Modalités de résiliation et de règlement des différends

En cas de non-respect par l'une des parties des termes du présent contrat, celui-ci peut être résilié par chacune des parties, dans un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure si lesdits griefs n'ont pas été éteints dans ce délai.

Tout litige né de l'application du COM fera l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable, en cas d'échec de celle-ci, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Objectifs SRADDET consacrés directement aux mobilités et applicables sur l'ensemble du territoire régional

Les objectifs sont :

- Améliorer le réseau régional de transports collectifs. Cela passe par le report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs en :
  - Déployant une offre régionale de transports en commun adaptée aux territoires selon leur densité urbaine
  - Favorisant les complémentarités et l'optimisation de la coordination entre les dessertes urbaines, interurbaines et ferroviaires
  - Accompagnant les offres de transport locales adaptées aux évolutions sociodémographiques

Ces objectifs nécessitent de coordonner les prescriptions des PDM/PDMS (règle LD2-Ob42)

- Faciliter et améliorer l'intermodalité. Elle sera possible en :
  - Optimisant les pôles d'échanges multimodaux (PEM), par l'élaboration d'une charte de services communs et d'exploitations de ces PEM (Règle LD2-Obj39)
  - Renforçant la cohérence entre réseaux et services par le biais d'objectifs de rabattement en transports en communes et modes actifs vers les gares ou PEM, identifiés comme stratégiques par la Région et dans les SCOT /PDM -PDMS (Règle LD2-Obj40)
  - En déployant et coordonnant un réseau d'infrastructures en site propres, couplée à des équipements d'accès et de stationnent, type parcs relais (Règle LD2-Obj46)
  - Développer avec l'ensemble des AOMD une information facilement accessible, une billettique simplifiée, une tarification harmonisée et multimodale
- Favoriser les modes actifs et les nouvelles pratiques de mobilité. Cela sera rendu possible en :
  - Contribuant au report de la voiture individuelle vers d'autres modes plus collectifs, tout en développement des mobilités actives et des modes de transport plus propres.

Ces objectifs passent également par la mise en œuvre du schéma régional des véloroutes et voies vertes en connectant les itinéraires à un maillage local (Règle LD-Obj22A)

- Améliorer la cohérence urbanisme-mobilités. Elle se concrétisera en :

- Privilégier l'intensification urbaine autour des dessertes et transports collectifs (gare, pôles d'échanges), en fixant des objectifs de de qualité urbaine pour les programmes d'aménagement des quartiers de gare ou de PEM (Règle LD2-Obj35)

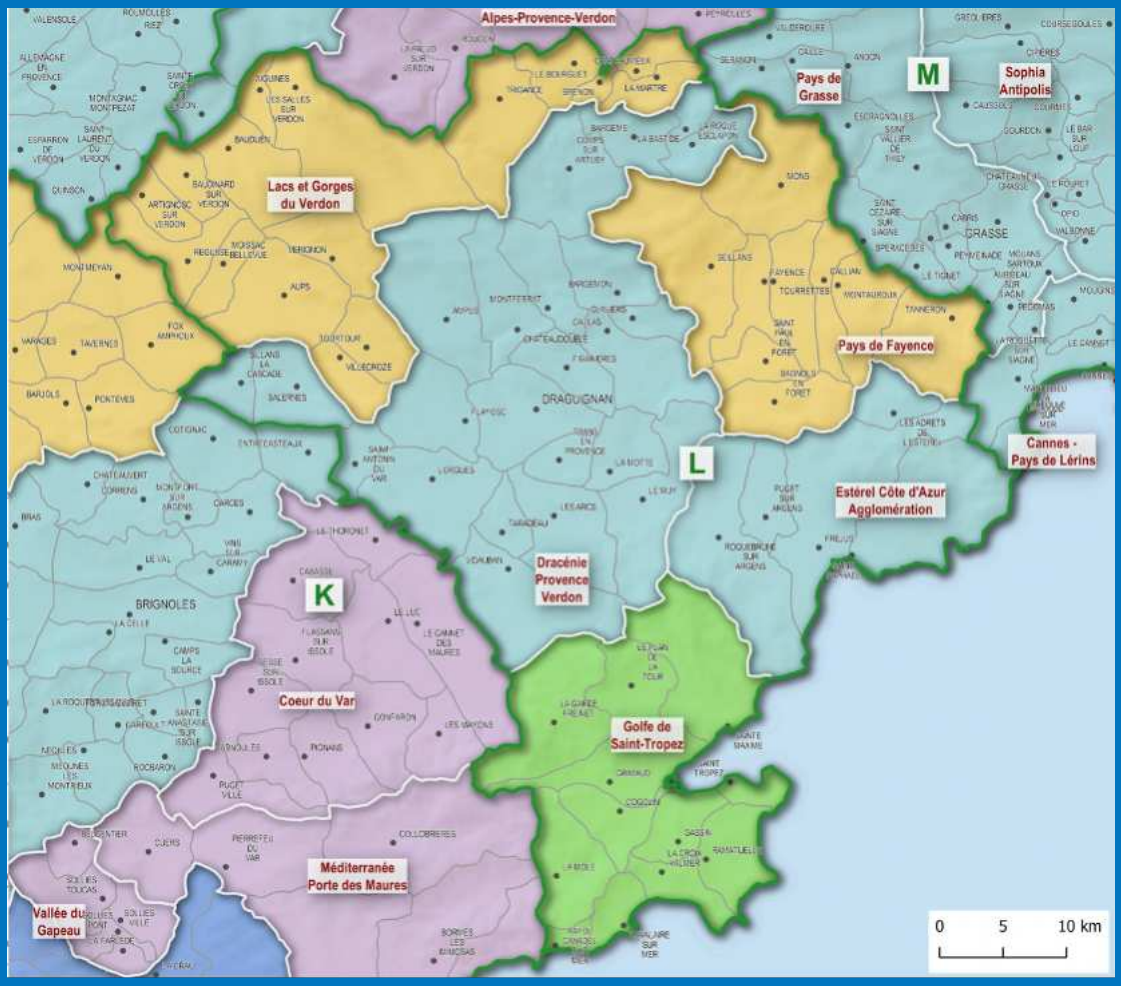
Ces objectifs organisent et optimisent l'accessibilité des zones d'activités économiques en transport en commun et /ou par tout mode de déplacements alternatifs à l'autosolisme (Règle LD1-Obj5 C)

- Améliorer la grande accessibilité régionale et le maillage routier régional. Il s'agit de :
  - Prendre en compte le schéma des itinéraires d'Intérêt Régional pour conforter les liaisons avec les territoires limitrophes et l'arc méditerranéen et accélérer la réalisation de la ligne nouvelle Provence Alpes Côte d'Azur(LNPCA), essentielle au renforcement des transports du quotidien (Règle LD2-OBJ45)
  - Améliorer la chaîne logistique en favorisant le report modal notamment vers le fer ou le fluvial, tout en préservant les capacités multimodales de la logistique régionale . Cela se concrétisera en :
  - Améliorer la performance de la chaîne logistique jusqu'au dernier kilomètre, en favorisant le report modal, par le développement de la logistique et la structuration des implantations (Règles LD1-OBJ3 B et LD1-OBJ3 C)

- Articuler les politiques de mobilité et coordonner les AOM, dans la conformité de la stratégie régionale de chef de file de l'intermodalité. Il va s'agir de :
  - S'accorder sur une stratégie cohérente des mobilités avec les AOM et définir les modalités de l'action par un dialogue permanent **(Règle LD3-Obj66)**
  - Rechercher des financements innovants pour pérenniser le développement des transports collectifs, en établissant de nouveaux équilibres économiques des infrastructures et des services de transport (**Règle LD3-Obj68)**

Contrat Opérationnel de Mobilité

SOCLE TERRITORIALISE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE

1 LE BASSIN DE MOBILITE L 38

1.1 PORTRAIT DU TERRITOIRE 38
1.2 MOBILITE : EXTRAITS DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 41
1.3 ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE 75
1.4 VOLUMETRIE DES DEPLACEMENTS ET REPARTITION MODALE 77
1.5 INFRASTRUCTURES DE MOBILITES EXISTANTES 81
1.6 SERVICES DE MOBILITES 85

1 Le bassin de mobilité L

Le présent Contrat Opérationnel de Mobilité porte sur le bassin de mobilité L.

Le socle territorialisé permet de créer une base commune de connaissance de la mobilité à l'échelle du bassin de mobilité.

Il donne une vue d'ensemble du bassin de mobilité, en proposant un état des lieux notamment cartographique des réflexions, actions et services existants en lien avec la thématique mobilité. La première partie offre un résumé des principaux éléments stratégiques déjà inscrits par les acteurs du bassin dans leurs documents de planification. La seconde partie décrit les principales données de la mobilité via l'organisation socio-économiques du territoire, les flux et les modalités de déplacement. Enfin le socle territorialisé recense les principales infrastructures et services de mobilité existant sur le bassin au moment de la rédaction du Contrat Opérationnel de Mobilité.

1.1 Portrait du territoire[6]

Le bassin de mobilité L se déploie sur cinq EPCI, 65 communes et 321 319 habitants[7]. Le bassin est localisé dans le département du Var (83).

EPCI du bassin de mobilité L :

- Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez.
- Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon.
- Communauté de Communes du Pays de Fayence.
- Dracénie Provence Verdon Agglomération.
- Estérel Côte d'Azur Agglomération.

Dans le cadre de la démarche de co-construction des COM, les départements et EPCI suivants sont territoires associés du bassin L et conviés à participer :

- Alpes-de-Haute-Provence.
- Alpes-Maritimes.
- CA Provence-Alpes-Agglomération.
- CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération.
- CA du Pays de Grasse.
- CA Cannes Pays de Lérins.
- CC Provence Verdon.
- CA de la Provence Verte.
- CC Alpes-Provence-Verdon Sources de lumière.
- CC Cœur du Var.
- CC Méditerranée Porte des Maures.

6 Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin E

7 Données Insee Statistiques locales

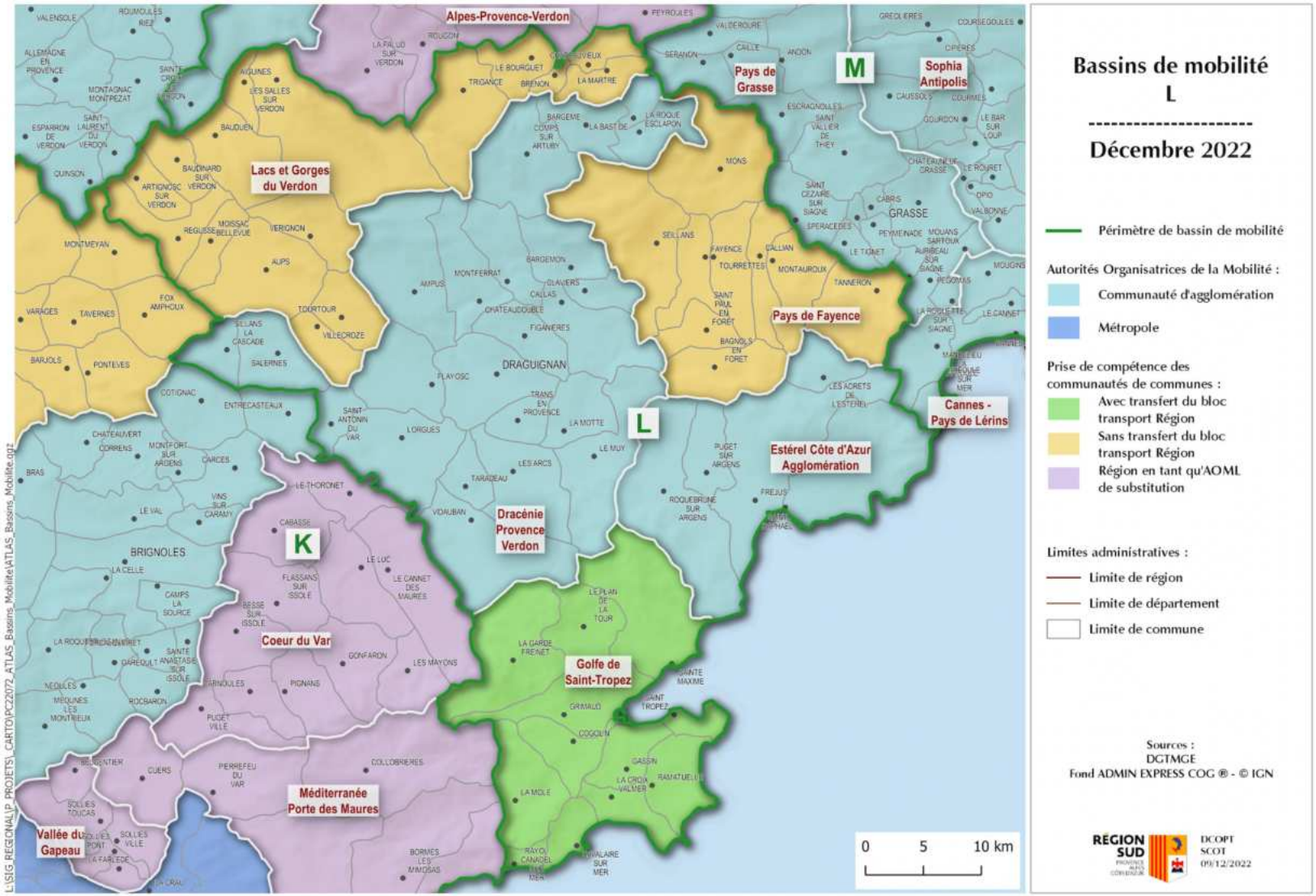


Figure 5 : Bassin de mobilité L (source : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, DGTME, 2023)

Le bassin est traversé d'ouest en est par l'autoroute A8 qui relie Aix-Marseille et Toulon aux Alpes-Maritimes.

En raison des reliefs et de l'histoire, plusieurs territoires subissent un isolement plus ou moins marqué : le golfe de Saint-Tropez, le Pays de Fayence, les Préalpes de l'Artuby.

Le bassin est aussi traversé d'ouest en est par la ligne ferroviaire reliant Marseille à Nice. Toutefois, cette ligne ne dessert pas la sous-préfecture Draguignan.

Le bassin comprend un aérodrome à la Môle qui génère des flux de mobilité touristique.

1.2 Mobilité : extraits des documents de planification[8]

La mobilité est un élément clé du développement territorial et fait l'objet d'orientations stratégiques dans différents documents de planification, tels que les plans de mobilité mais aussi les plans climat-air-énergie territoriaux ou encore les schémas de cohérence territoriale.

Afin de consolider une compréhension d'ensemble de la mobilité à l'échelle du bassin, les orientations inscrites par chaque acteur dans ses documents de planification ont été synthétisées et rassemblées ci-après par thématiques, prescrites par le code des transports, et qui sont:

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité ;
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité ;
3. Les modalités de gestion des situations dégradées ;
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité ;
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité ;
6. La décarbonation des mobilités (thématique non prescrite par le code des transports, ajoutée par la Région Provence-Alpes-Côte-D'Azur).

Pour décrire les orientations mobilité des territoires du bassin de mobilité ne disposant pas de documents de planification, une liste de leurs principales études et actions planifiées ou réalisées est dressée.

Les quatre territoires suivants sont couverts par une politique de mobilité définie dans quatre SCoT.

- SCoT Golfe de Saint-Tropez - EPCI concerné :
    - CC du Golfe de Saint-Tropez
- SCoT du Pays de Fayence - EPCI concerné :
    - CC du Pays de Fayence
- SCoT de la Dracénie – EPCI concerné :
    - Dracénie Provence Verdon Agglomération
- SCoT Estérel Côte d'Azur (en cours de révision) - EPCI concerné :
    - Estérel Côte d'Azur Agglomération

Les SCoT de la Dracénie et du Golfe de Saint-Tropez ont été rendus non exécutoires par décision préfectorale, en raison de sujets relatifs à la consommation d'espace ou au volet maritime. Ils ont toutefois été analysés afin de retranscrire les volontés politiques en matière de mobilité.

Le SCoT de la CC Lacs et Gorges du Verdon est en cours d'élaboration.

8

Bassin de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin F

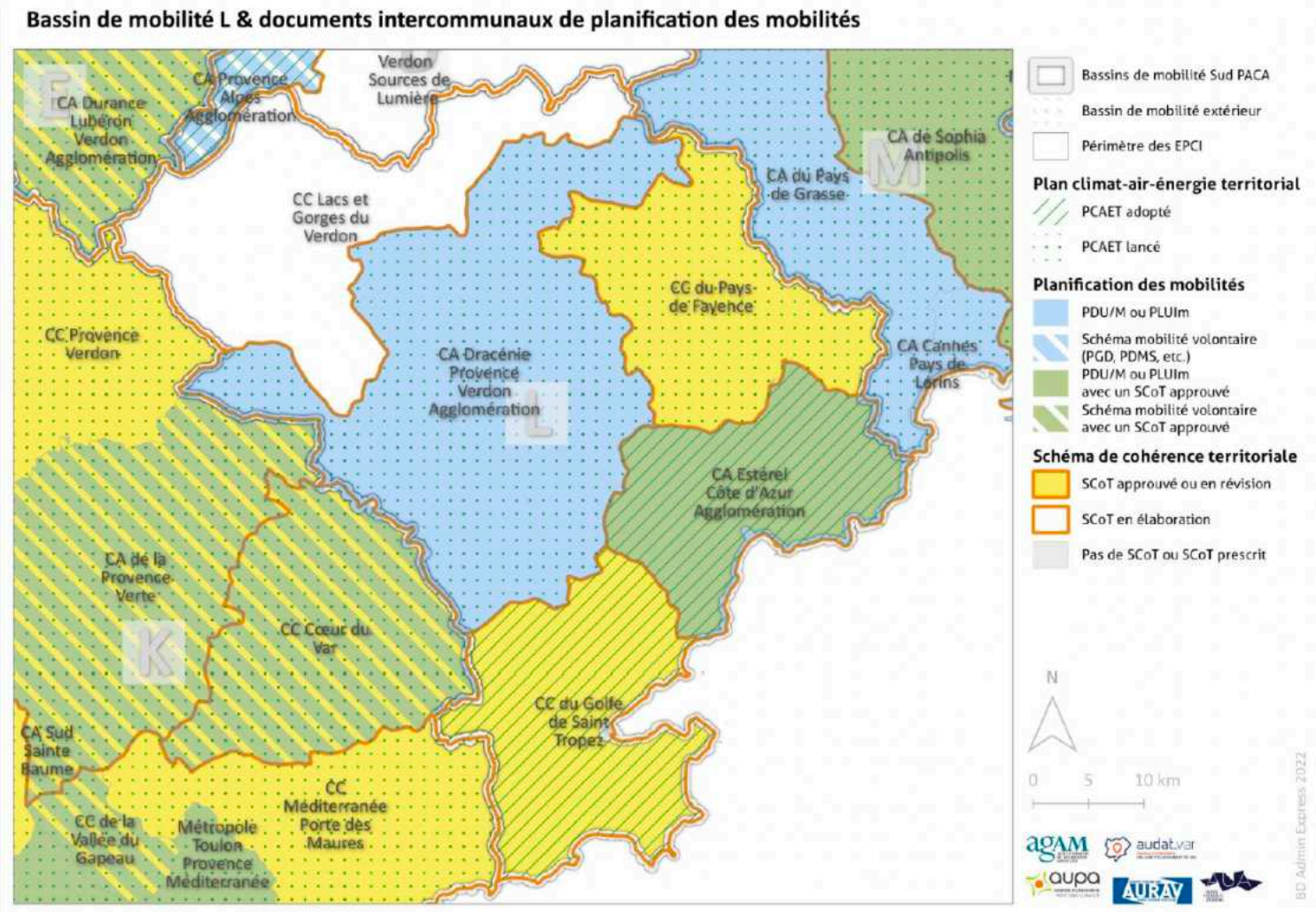


Figure 6 : Bassin de mobilité L (Source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin L, 2022, Partenariat Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Agences d'urbanisme)

Les CA Estérel Côte d'Azur Agglomération et Dracénie Provence Verdon Agglomération ont élaboré des Plans de mobilité. Le Plan de Mobilité Simplifié de Dracénie Provence Verdon Agglomération est en cours de révision.

La CA Estérel Côte d'Azur Agglomération présente également un Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) tout comme la CC du Golfe de Saint-Tropez. Les PCAET de la CC du Pays de Fayence et de Dracénie Provence Verdon Agglomération sont en cours d'élaboration.

À ce jour, seule la CC Lacs et Gorges du Verdon n'est concernée par aucun document opposable.[9]

Tableau 1 : Documents intercommunaux de planification des mobilités Bassin L (source : Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin L)

EPCI	PDU/Plan de mobilité	PCAET	SCOT
CC du Golfe de Saint-Tropez	En cours	2020	2019
CC Lacs et Gorges du Verdon	En cours	-	En cours
CC du Pays de Fayence	-	En cours	2019 (en cours de révision)
Dracénie Provence Verdon Agglomération	2008 En révision	En cours	2020
Estérel Côte d'Azur Agglomération	2016	2019	2017 (en cours de révision)

Nota : pour Dracénie Provence Verdon, aucun document n'a été adopté par délibération en 2008, mais il existe une feuille de route administrative (non dument validée) et nommé « Plan Global de Déplacement »(PGD)

Estérel Côte d'Azur Agglomération s'est également dotée en décembre 2021 d'un Schéma Directeur Vélo pour la période 2021-2036.

Les périodes des différents documents de planification analysés sont :

- SCoT de Golfe de Saint-Tropez : 2019 – 2030
- SCoT du Pays de Fayence : 2016 – 2025
- SCoT de la Dracénie : 2019 – 2030
- SCoT Estérel Côte d'Azur : 2015 – 2035
- PCAET Golfe de Saint-Tropez : 2018 – 2024
- PDU Estérel Côte d'Azur : 2016 – 2025

9 Bassins de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin L

1.2.1 Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions présentes dans les documents de planification qui contribuent au développement ou sont en lien avec les différentes formes de mobilité et l'intermodalité. Cette thématique large comprend par exemple les transports en commun, les mobilités actives et partagées ainsi que les services permettant une chaine de déplacement fluide et aisée.

1.2.1.1 SCoT de Golfe de Saint-Tropez [10]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Objectif d'accès aux gares (les Arcs, Saint-Raphaël) et aux aéroports.
  - Quatre liaisons principales, fréquence 30 à 60 minutes, 30 minutes toute la journée en saison, bénéficieront du site propre urbain :
    - Toulon/Hyères/Saint-Tropez par la Mole.
    - Toulon/Hyères/Saint-Tropez par le Rayol-Canadel.
    - Saint-Tropez/Sainte-Maxime/Fréjus/Saint-Raphaël.
    - Saint-Tropez/Sainte-Maxime/Les Arcs TGV.
  - Aéroport du Golfe de Saint-Tropez circonscrit au volume actuel.

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Développer une offre de TC attractive et adaptée aux résidents et à la saisonnalité.
  - Prise de compétence mobilité / étude d'opportunité pour faire un plan de mobilité.
  - Deux liaisons structurantes à terme nord-sud et est-ouest, site propre entre Ste-Maxime nord et St-Tropez.
  - Liaisons structurantes maritimes.

10 Analyse SCoT de Golfe de Saint-Tropez

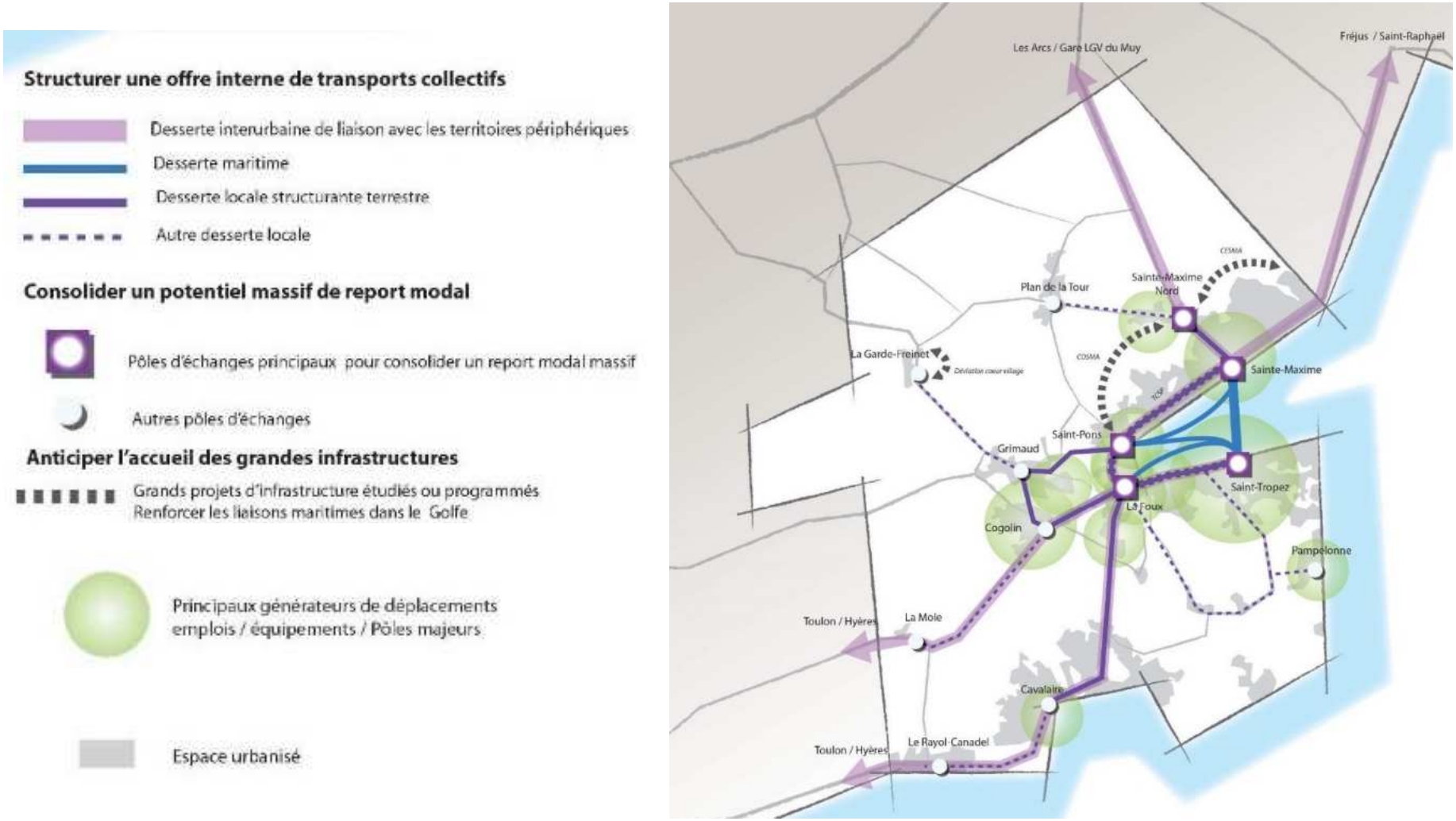


Figure 7 : Schéma de principe TC (source : SCoT de Golfe de Saint-Tropez)

- Actions en faveur du vélo :
  - Réalisation d'un schéma cyclable puis des aménagements décidés, aménagement de l'étoile cyclable du Golfe.
  - Deux axes majeurs :
    - Cogolin / la Foux.
    - Cogolon / Grimaud / Port-Grimaux.
  - Groupe de travail mobilité douce touristique.

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) modes actifs dans les PLUi dans les périmètres de centralité.

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - Améliorer l'organisation des mobilités sur le territoire, notamment pour améliorer l'accès à Saint-Tropez, aux plages et au secteur du fond du Golfe qui concentre les principaux pôles d'hébergements touristiques du territoire (campings, marinas, etc.).
  - Organiser l'accueil des touristes et déployer de nouvelles mobilités depuis, et vers les services de lignes à grande vitesse actuels en gare des Arcs-Draguignan, Saint-Raphaël ou projetées depuis une gare sur l'est-Var, les aéroports internationaux, etc.
  - Augmenter la fréquence des transports en commun urbain en haute saison (liaisons structurantes, complémentaires et navettes communales de Saint-Tropez).
  - En haute-saison, les liaisons maritimes seront développées à destination des plages de Sainte-Maxime et Ramatuelle, ainsi que Port-Cogolin.

- Actions sur la circulation automobile :
  - Boulevards multimodaux : support d'urbanisation et partage modal, aménagement de site propre, limiter le transit local.
  - Rues apaisées.

1.2.1.2 SCoT du Pays de Fayence [11]

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Assurer la coordination des systèmes de transport en commun des territoires frontaliers pour une meilleure desserte du Pays de Fayence.
- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Établir, à terme, la création d'un Périmètre de Transport Urbain sur le territoire intercommunal.
- Actions en faveur du vélo :
  - Faire de l'EuroVelo 8 la nouvelle colonne vertébrale du Pays de Fayence en matière de développement des itinéraires modes doux.
  - Inciter à l'utilisation des modes doux par une sécurisation et un agrément des axes permettant un usage apaisé et agréable.
  - Le réseau de mode doux converge vers « la ligne de force de la mobilité ». Les points d'interconnexion entre les deux réseaux sont aménagés pour l'intermodalité.
  - Les documents d'urbanisme recensent et hiérarchisent les points d'échange et vérifient leur capacité d'aménagement (sas vélos et micromobilités, instauration d'un lieu d'attente…) et assurent leur parfaite prise en compte dans chaque projet urbain.
  - La création du réseau d'écomobilités du Pays de Fayence à achever à l'échéance 2035, avec comme axes prioritaires :
    - 1/ l' EuroVelo 8.
    - 2/ la boucle autour du lac de Saint Cassien (V65).
  - Le stationnement des modes actifs sur voirie et dans les ouvrages, et les inventaires de stationnement contenus dans les documents d'urbanisme sont tenus à jour à chaque procédure d'évolution (notamment sur les points d'interconnexion entre les réseaux structurants et aux abords des grands générateurs de déplacement).
  - Chaque document d'urbanisme comporte une Orientation d'Aménagement et de Programmation Eco-Mobilités qui étudie les tracés potentiels, les points d'interconnexion avec la future EuroVelo 8, et les tronçons à réaliser pour desservir les parties de modes doux existantes ou raccordées aux centralités.
  - La réalisation des pistes cyclables des contres allées le long de la RD 562.
- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - La pacification des axes routiers est recherchée dans l'ensemble des environnements résidentiels (zone 30, zones de rencontre, aires piétonnes permanentes ou saisonnières). Les documents d'urbanisme identifient les secteurs de partage de voirie renforcée et le SCoT en évalue régulièrement l'avancement.

11 Analyse SCoT du Pays de Fayence

- Actions sur la circulation automobile :
    - Limiter les phénomènes de congestion sur le réseau routier par la diversification des modes de déplacements et la réduction du besoin en déplacement.

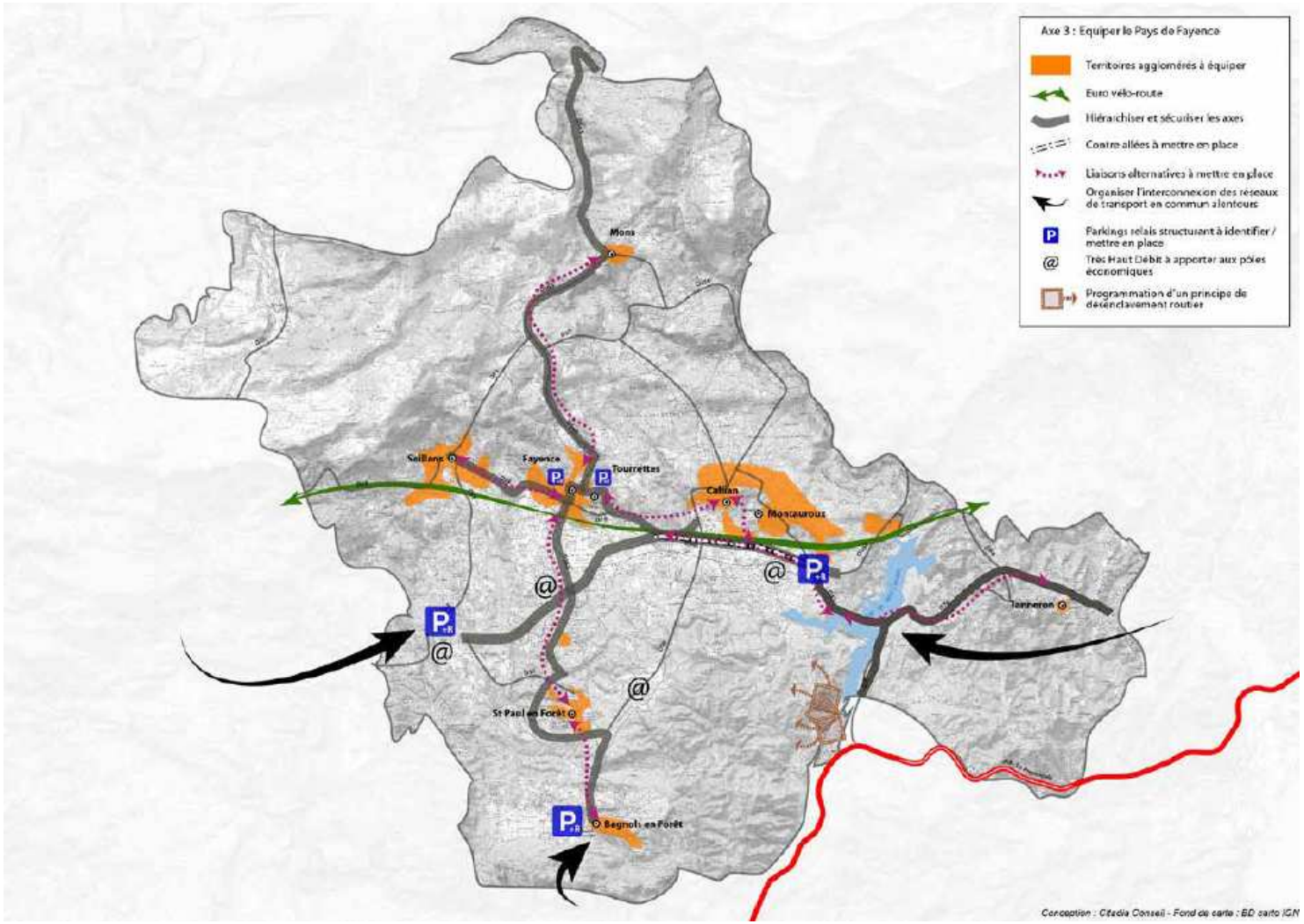


Figure 8 : Plan Global enjeux de mobilité (source : SCoT du Pays de Fayence)

1.2.1.3 SCoT de la Dracénie [12]

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Établir un réseau de transports collectifs hiérarchisé, organisé à partir de l'axe Draguignan centre - Arc Sud où est préservée la possibilité de la mise en place d'une desserte en transports collectifs aux performances de bon niveau en termes de fréquence, rapidité, amplitude de service et confort : BHNS, tramway, train, etc.

- Actions en faveur du vélo :
  - Deux axes en particulier : l'Eurovéloroute traversant la Dracénie, d'ouest en est, et le segment « Vigne à Vélo » orienté nord-sud.
  - Promouvoir les itinéraires directs vers les centres des communes, les équipements collectifs, les centres d'échange entre modes de transports et les arrêts des réseaux de transports publics.
  - Tout aménagement ou requalification de voirie s'accompagne, pour autant que les capacités de la voie et les fonctions qu'elle assure le permettent, de la réalisation concomitante d'un équipement de piste cyclable.

Nota :

Le Plan de Mobilité Simplifié (PDMS) de la Dracénie est en cours d'élaboration (projet d'adoption du PDMS en février 2025). Celui-ci identifie les actions à mener pour promouvoir les autres mobilités.

En ce sens, il est découpé en 5 axes et 11 orientations avec des actions associées. De plus, le territoire est doté d'un schéma cyclable depuis décembre 2021 décliné en 3 axes : développer les aménagements cyclables, créer des services aux cyclistes, communiquer/promouvoir le vélo.

12 Analyse SCoT de la Dracénie

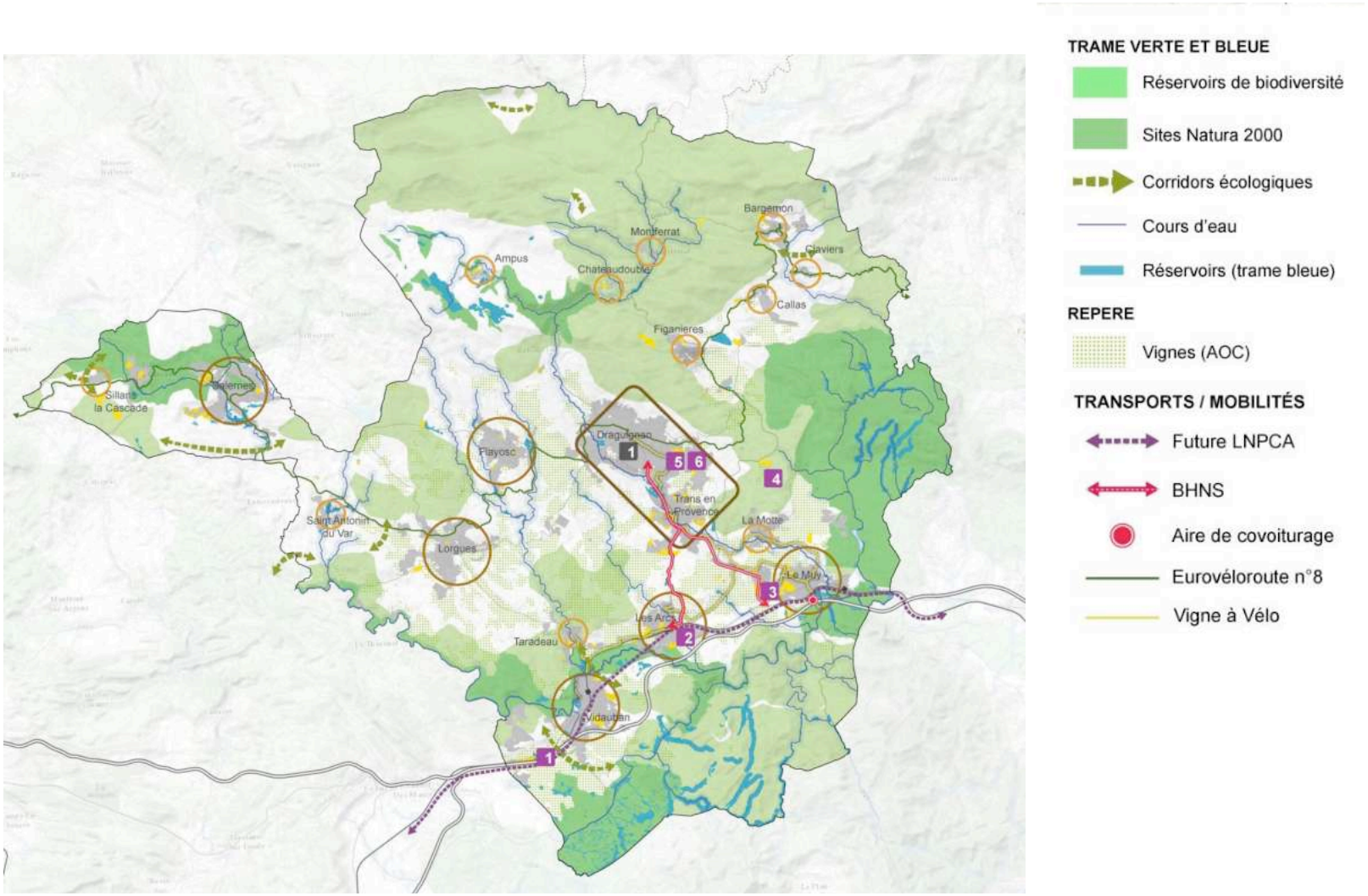


Figure 9 : Plan Global enjeux de mobilité (source : SCoT de la Dracénie)

1.2.1.4 SCoT Estérel Côte d'Azur [13]

Extrait du SCOT validé en 2017 dont la révision est en cours :

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Réouverture des gares de Puget et Roquebrune.

- Actions en faveur du vélo :
  - Création d'un réseau d'écomobilité.

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - Questionnement de la place prise par le stationnement aux dépends des modes actifs.
  - Pacification des axes routiers dans les environnements résidentiels.

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - Développer les transports en commun et des modes doux pour inciter la clientèle à découvrir le territoire autrement qu'en voiture (fréquentation des pistes cyclables, découverte des sites prestigieux, etc..).
  - Accueillir des navires de croisière dans la baie.
  - Maintenir une très bonne accessibilité ferroviaire, routière, de liaison entre les aéroports pour le développement du tourisme d'affaire.

13 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

1.2.1.5 PCAET Golfe de Saint-Tropez [14]

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Développer une offre de TC attractive et adaptée aux résidents et à la saisonnalité.
  - Prise de compétence mobilité / étude d'opportunité pour faire un plan de mobilité.
  - Deux liaisons structurantes à terme, site propre entre Ste-Maxime nord et St-Tropez.
  - Adaptation / amélioration des liaisons maritimes.

- Actions en faveur du vélo :
  - Réalisation d'un schéma cyclable puis des aménagements décidés.
  - Groupe de travail mobilité douce touristique.

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - Construire une offre de transports en commun attractive pour les déplacements internes au Golf et adaptée à la saisonnalité :
    - Pour les deux lignes structurantes à terre : augmenter la fréquence en haute-saison, aménagement en site propre (TCSP) entre Ste-Maxime nord et Saint-Tropez sur le pourtour du Golfe, réflexion pour le développement de navettes maritimes électriques.
    - Pour les liaisons structurantes en mer : Adaptation / amélioration des liaisons maritimes à destination des plages de Ste-Maxime, Ramatuelle et Port-Cogolin.

14 Analyse PCAET Golfe de Saint-Tropez

1.2.1.6 PDU Estérel Côte d'Azur [15]

Extrait du PDU validé en 2016 :

- Actions en faveur des Transports interurbains :
  - Réouverture des gares de Puget et Roquebrune, étudier autres implantations que les gares historiques.
  - Conforter les lignes Varlib (ZOU) :
    - Maintien de bonnes conditions d'accès en gare routière de Fréjus et St Raphaël.
    - Mutualisation d'arrêts intermédiaires avec le réseau Agglobus.
    - Possibilité de bénéficier des aménagements de voirie en faveur des bus.
    - Actions de communication et des supports d'information partagés avec Agglobus.
  - Accords tarifaires :
    - Création d'abonnements combinés.
    - Libre accès des abonnés urbains à certaines lignes Varlib (ZOU) et aux TER dans l'Agglomération.

- Actions en faveur des TCU structurants :
  - Limitation du nombre de lignes sur un corridor principal, doublement de l'offre à 27 A/R j.
  - Réalisation d'aménagements des points durs en faveur des bus sur les troncs communs : av. de Lattre (Fréjus), RD559, RDN7 après requalification.
  - Aménagement de parcs relais.

15 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

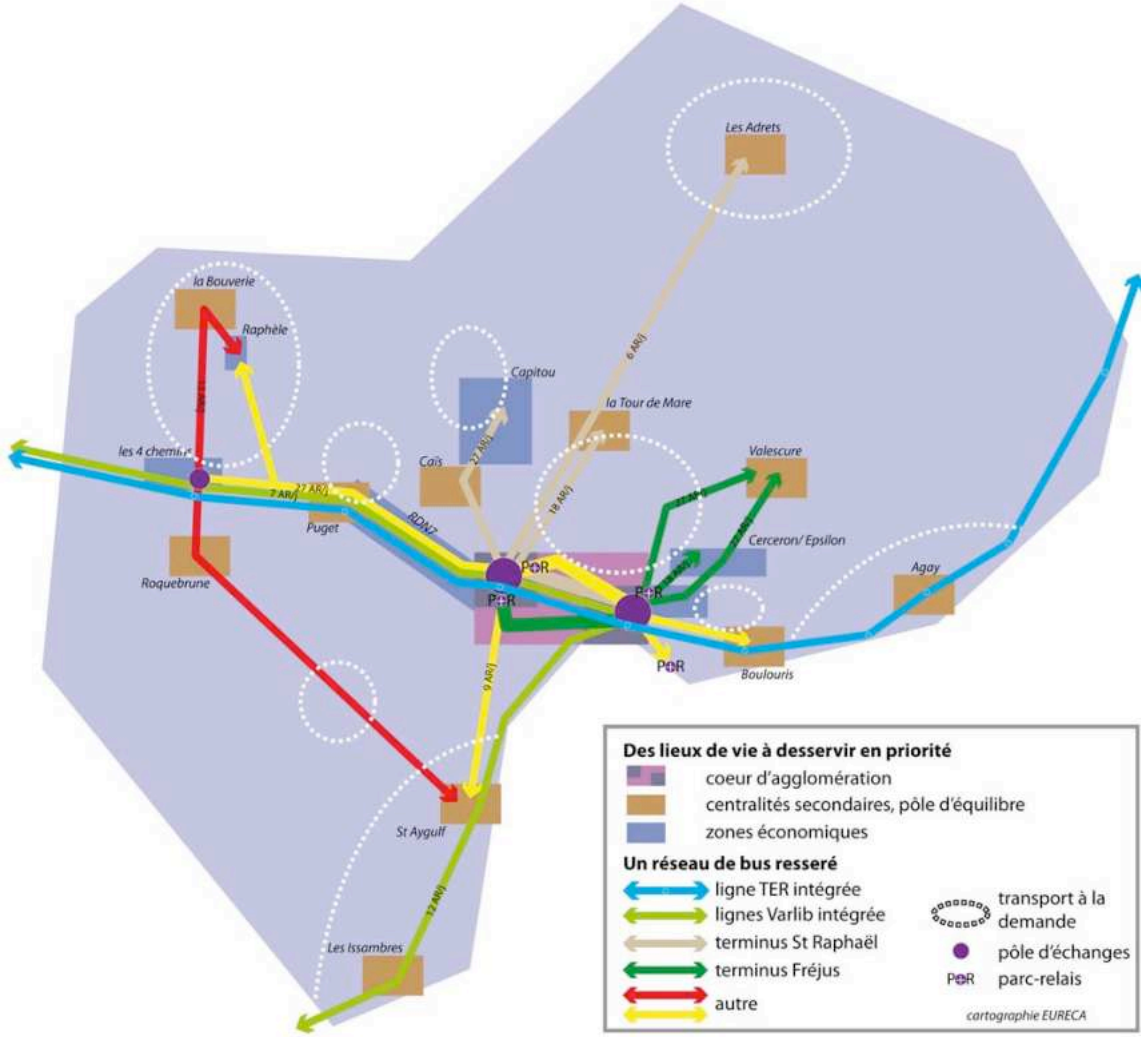


Figure 10 : Schéma d'intention de redéploiement des TCU (source : PDU Estérel Côte d'Azur)

- Actions en faveur du vélo :

- Description des orientations pour un schéma cyclable et une carte illustrative, environ 40 km + 5 km pour la desserte de générateurs

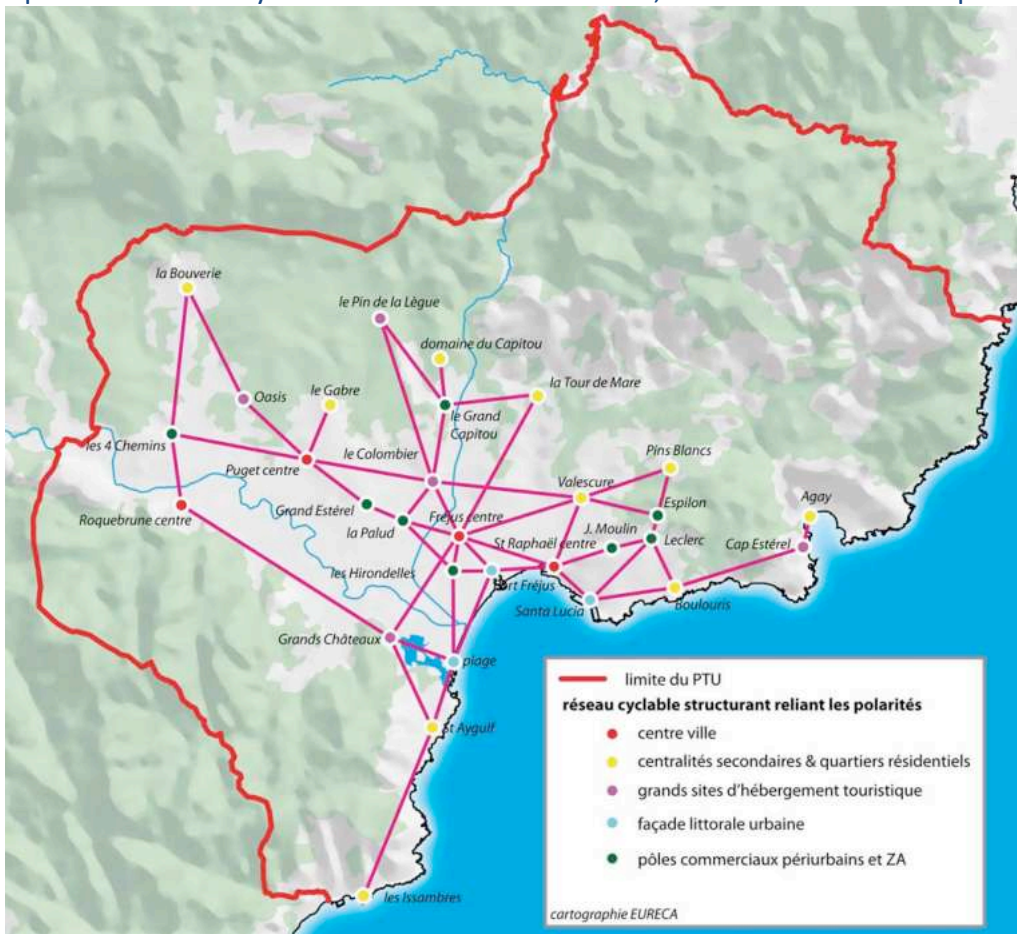


Figure 11 : Réseau cyclable structurant reliant les polarités (source : PDU Estérel Côte d'Azur)

- Actions en faveur de l'apaisement de l'espace public et des piétons :
  - Identification de secteurs propices aux zones 30 (ou autre) ; à préciser et réaliser par les communes (nombre et détail précisé par commune).
  - Réduire le stationnement sur voirie, restitution dans des parkings non recommandée ; suppression d'offre sur voirie si création de parkings.
  - Extension du stationnement réglementé.

- Actions en faveur de la mobilité touristique :
  - +37% de fréquentation l'été.
  - Une offre TC spécifique à la période estivale : renforcer la desserte des lieux d'hébergement et touristiques.
  - Intermodalité TC-vélo.
  - Expérimenter minibus électrique de bord de mer.
  - Expérimenter zones piétonnes estivales.

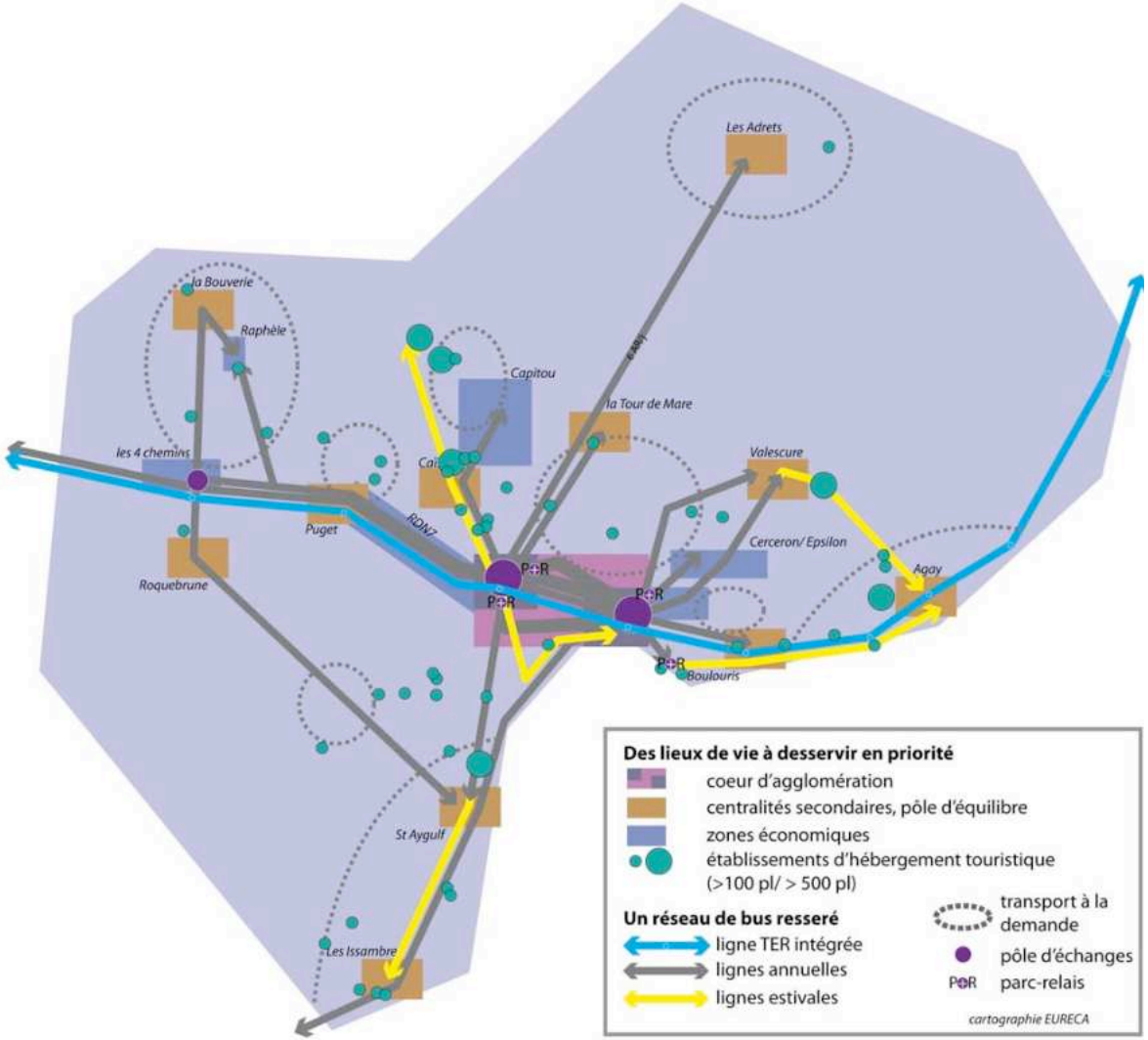


Figure 12 : Schéma d'intention de renfort estival des TC (source : PDU Estérel Côte d'Azur)

- Actions sur la circulation automobile :
  - Voie de délestage de la RDn7.
  - Transformation RDn7 en boulevard urbain, possibilité de site propre bus.
  - Étude gratuité autoroute A8.

1.2.1.7 Département du Var

- Plan vélo Var

Le Département du Var a adopté en 2023 un plan vélo de 46 actions couvrant :

- Le développement des infrastructures
- Le développement du tourisme cyclable, facteur de décarbonation du secteur touristique,
- Le développement de la mobilité cyclable des collégiens,
- L'exploitation des données au service de la mobilité cyclable,
- La mobilité cyclable solidaire.

Ce plan a vocation à être déployé progressivement au cours de la mandature jusqu'en 2027.

1.2.2 Pôle d'échanges Multimodaux et accès à ses pôles

Il s'agit ici de lister les orientations et les actions inscrites dans les documents de planification qui concourent à la création, l'aménagement et au fonctionnement des pôles d'échanges multimodaux et des aires de mobilité, notamment en milieu rural, ainsi qu'aux périphériques et système de transport vers et à partir de ces pôles ou aires.

1.2.2.1 SCoT de Golfe de Saint-Tropez [16]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - PEM structurants : Entrée Nord de Sainte-Maxime, Saint-Pons, La Foux.
  - PEM terre/mer de centre-ville : Embarcadères de Sainte-Maxime et Saint-Tropez.
  - PEM complémentaire : Cogolin, Grimaud, Cavalaire-sur-mer.

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
  - Normes minimales de stationnement vélo.
  - Perméabilité piétonne dans les opérations nouvelles, en particulier près des axes TC ; diagnostic perméabilité dans les PLU.

16 Analyse SCoT de Golfe de Saint-Tropez

1.2.2.2 SCoT du Pays de Fayence [17]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Sont désignés comme point d'intermobilité (dont le covoiturage) avec l'axe central de la mobilité du Pays de Fayence :
    - La Colle Noire à Montauroux avec la constitution d'un parc multimodal.
    - Quartier de la gare à Fayence.
    - Les 4 chemins à Fayence.
    - Les Terrassonnes à Tourrettes (dont le parking relais doit s'implanter au plus près de la voie de desserte sans impact sur l'espace agricole adjacent).

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
  - Corréler l'intensification urbaine aux capacités des réseaux existants ou programmés.
  - Prévoir les réseaux nécessaires à toute ouverture à l'urbanisation quelle qu'elle soit.
  - Promouvoir une mutualisation des réseaux et une optimisation de l'usage par des formes urbaines plus compactes.
  - S'assurer de la suffisance des équipements viaires, modes doux y compris, avant tout projet d'urbanisation (ouverture ou intensification).

17 Analyse SCoT du Pays de Fayence

1.2.2.3 SCoT de la Dracénie [18]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Le principe d'une gare dite de Var-est concomitamment à la réalisation de la ligne nouvelle Provence-Côte d'Azur (la LNPCA).

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
  - Priorité de développement urbain aux localisations préalablement ou concomitamment desservies par un service de TC. En particulier la desserte de la future ZAE de l'Arc Sud.

18 Analyse S SCoT de la Dracénie



Figure 13 : Ambition urbaine et sociale (source : SCoT Dracénie Provence Verdon agglomération) -

1.2.2.4 SCoT Estérel Côte d'Azur [19]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
    - Nouvelles Gares : cf. actions en faveur des TC interurbains
    - Hiérarchisation des PEM :
        - Niveau 1 « parcs portes d'agglomération.
        - Niveau 2 « parcs relais de proximité ».

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
    - Le SCOT permet la limitation volontaire du nombre maximum de places de stationnement dans les PLU. La création d'ouvrages ne doit pas conduire à une augmentation globale du stationnement (appel d'air).

19 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

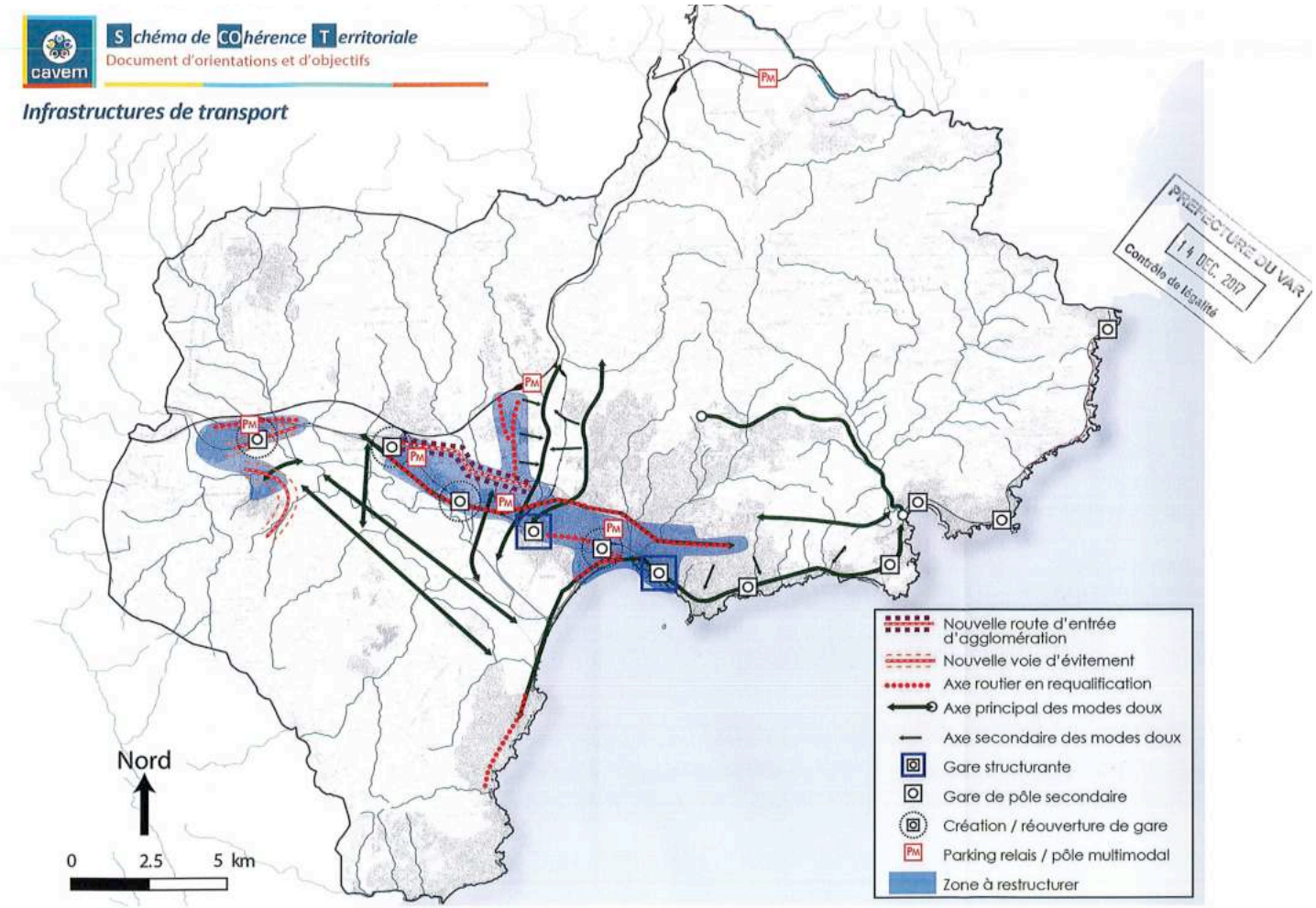


Figure 14 : Ambition urbaine et sociale (source : SCoT Estérel Côte d'Azur)

1.2.2.5 PCAET Golfe de Saint-Tropez [20]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Aménager des pôles d'échanges et aires de covoiturage (pas de localisation).

20 Analyse S SCoT de la Dracénie

1.2.2.6 PDU Estérel Côte d'Azur [21]

- Actions en faveur des pôles d'échanges et gares :
  - Hiérarchisation des gares en quatre niveaux, description de l'intermodalité :
    - Gare d'agglomération (St Raphael) : accès maximal en bus/car, modes actifs et voiture.
    - Gare urbaine (Fréjus, Puget, Boulouris) : accès maximal en modes actifs, optimal en TC.
    - Gare Relais (Agay, Roquebrune) : bassin chalandise élargi, bonne condition d'accès en voiture et bus.
    - Gare d'appoint (Le Dramont, Anthéor, le Trayas), accès principalement en voiture.
  - Création de parcs-relais ouest Fréjus 200places, nord Fréjus, Nord St-Raphaël 100 places + Santa-Lucia l'été.

- Actions en faveur de la coordination urbanisme-transport :
  - Le PDU prescrit la prise en compte des transports collectifs dans tout projet d'urbanisation nouvelle ou de renouvellement urbain à travers les caractéristiques de la trame viaire et la possibilité d'implanter des arrêts.

21 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

1.2.3 Modalités de gestion des situations dégradées

Le territoire est soumis à différents risques allant des accidents aux catastrophes naturelles ou humaines (incendies, inondations, …) en passant par des situations pouvant avoir des incidences fortes sur la circulation routière (accidents, blocage(s) routier(s)...) ou des transports publics (grève, pénuries de carburant...). Ainsi, au vu de l'importance revêtue par les déplacements tous modes et à la responsabilité particulière des autorités organisatrices de la mobilité, il est nécessaire de coordonner les décisions et de partager les informations pour éviter les risques et faciliter l'information des habitants et visiteurs.

Cette thématique est peu ou non traitée par les documents intercommunaux de planification locale, la gestion des situations les plus impactantes revient aux Préfectures de département.

Conformément au Code de la sécurité intérieure, articles L731-3 à L731-5, les intercommunalités et les communes exposées à au moins un risque majeur doivent élaborer un plan communal ou intercommunal de sauvegarde. De plus, une commune exposée à au moins un risque majeur, doit (article L. 125-2 du code de l'environnement) en informer ses administrés en élaborant et mettant à leur disposition un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Cet outil d'information préventive vise à préparer la population à bien réagir en cas de crise.

La prise en compte dans ces documents de la dimension transport public serait un atout.

- Sur le territoire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, la gestion de crises est traitée depuis 2023 dans le cadre du Plan Intercommunal de Sauvegarde. En complément du Plan de Transports Adapté prévu dans la convention de Délégation de Service Public, ce dispositif peut permettre de réduire le service public de transport en faveur de situations d'urgences telle que l'évacuation de personnes.
- La CC Pays de Fayence est en cours de rédaction de son PICS.
- Sur DPVA, les communes concernées par l'obligation d'élaborer un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) disposent de ce Plan . A cela s'ajoute le Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) de la Dracénie, actuellement en cours de modification afin de répondre aux exigences de la loi Matras.
- Exploitation des routes départementales
  Le Département du Var est gestionnaire de plus de 3 000 km de routes départementales et voies dédiées aux déplacements doux.
  Il dispose d'une organisation de veille permanente 24h/24 et 7j/7 pour intervenir sur des événements imprévus qui pourraient nuire à la sécurité et à l'écoulement normal du trafic (accident de la route, chaussée encombrée, fluide sur chaussée, éboulement, feu de forêt, inondation, neige, etc). Cette organisation collecte les informations du terrain et assure une diffusion aux médias et partenaires extérieurs sur les conditions de circulation sur le réseau routier départemental.
  En cas d'événement d'une ampleur importante, une liaison directe est assurée avec la cellule de crise de la préfecture.
  Lorsque les événements sont prévisibles, notamment grâce à une veille météorologique, les moyens d'intervention mobilisables sont renforcés en fonction de l'intensité du phénomène annoncé, afin d'agir en préventif et en curatif

1.2.4 Recensement et diffusion des pratiques de mobilités

Les seules infrastructures et services de mobilités ne permettant pas le report modal, ce chapitre liste les orientations et les actions qui contribuent au recensement, aux diagnostics et à la diffusion, communication des pratiques de mobilité ainsi que les dispositifs mis en œuvre en particulier pour améliorer la cohésion sociale et territoriale.

- Points de comptage sur l'eurovélo 8 et le parcours cyclable du littoral

- Dans le cadre du plan vélo Var, le Département du Var met en œuvre des actions de communication en faveur de la mobilité cyclable, pour les trajets du quotidien comme pour le tourisme.

- Plan de déplacement mobilité employeur du conseil départemental du Var

Mise en œuvre de 25 actions sur la période 2023 - 2025.

- Transport scolaire des collégiens du Var inscrits dans le public

A la rentrée scolaire 2022, 3 404 élèves (sur 13 511 élèves scolarisés) utilisaient un service de transport scolaire dans le bassin L.

Estérel Côte d'Azur Agglomération a mis en place en 2023 l'opération « J'active ma mobilité » qui permet aux administrés de coconstruire la politique mobilité du territoire. Un sondage permanent en ligne offre la possibilité d'exprimer ses habitudes de déplacements, ses contraintes et ses attentes. Cet outil permet également aux employeurs du territoire de bénéficier d'un accompagnement gratuit dans l'élaboration de leur Plan de mobilité employeur. A ce titre, Estérel Côte d'Azur Agglomération réalise actuellement son Plan de mobilité employeur.

Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa) a réalisé en partenariat avec le Département des Alpes-Maritimes et Pays de Fayence une Enquête Ménage Certifiée CEREMA en 2022-23 dont les résultats ont été communiqués à l'été 2024. En complément de ce volet connaissance, DPVa mène des actions de promotion et de communication : du vélo via la semaine de la mobilité et Mai à vélo (balade à vélo) et des transports en commun avec des périodes de gratuité (rentrée des transports publics).

1.2.5 Aide à la mise en place d'infrastructures et de services de mobilités

Les documents de planification n'intègrent pas les données concernant la mise en place des projets. Mais de nombreuses aides existent permettant un accompagnement technique ou financier des porteurs de projets, on peut notamment citer le CEREMA, l'État, les Départements et la Région. L'ensemble des aides est répertorié sur le site aides et territoires : https://aides-territoires.beta.gouv.fr.

Le Département du Var soutient les projets des communes qui contribuent à l'aménagement des itinéraires cyclables EV8 et V65.

Par ailleurs, dans le cadre du plan vélo Var, le Département du Var participe au développement d'un jumeau numérique des aménagements cyclables.

Dracénie Provence Verdon agglomération a une réflexion sur la mise en place d'une nouvelle prime vélo pour ses habitants.

1.2.6 Décarbonation

Axe fort de la politique régionale, la décarbonation des modes de déplacement et des flottes de véhicules professionnels et privés est nécessaire et complémentaire aux orientations ci-dessus visant au report modal notamment. Les documents de planification ont pris en compte cette transition et intègrent également des actions qui contribuent à la décarbonation des mobilités à travers le verdissement des sources d'énergies mais aussi la mobilité partagée ou encore la démobilité.

1.2.6.1 SCoT de Golfe de Saint-Tropez [22]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Élaboration d'un schéma communautaire de la mobilité électrique, objectifs :
    - Déploiement de bornes sur les pôles urbaines, les pôles d'échanges et les sites touristiques majeurs.
    - Incitation des hébergeurs touristiques.
    - Coordination et interopérabilité public/privé.

22 Analyse SCoT de Golfe de Saint-Tropez

1.2.6.2 SCoT du Pays de Fayence [23]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Anticiper et apporter les mobilités de demain comme l'auto-partage, le covoiturage, les véhicules électriques et, à plus long terme, autonomes en offrant l'écosystème nécessaire à leur éclosion (stations de recharges, structures sécurisées de stationnement, aides financières…).

23 Analyse SCoT du Pays de Fayence

1.2.6.3 SCoT de la Dracénie [24]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Renforcement de la plateforme de l'échangeur du Muy.

En Dracénie, la compétence IRVE n'est pas intercommunale, elle est partagée entre les communes et TE83 (Territoire d'énergie 83 - Ex Symielec Var). Certaines communes ont conservé cette compétence, d'autres l'ont délégué à TE83. A ce titre, TE 83 a élaboré un Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (SDIRVE).

1.2.6.4 PCAET Golfe de Saint-Tropez [25]

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - Élaboration d'un schéma communautaire de la mobilité électrique, objectifs :
    - Déploiement de bornes sur les pôles urbaines, les pôles d'échanges et les sites touristiques majeurs.
    - Incitation des hébergeurs touristiques.
    - Coordination et interopérabilité public/privé.

24 Analyse S SCoT de la Dracénie

25 Analyse S SCoT de la Dracénie

1.2.6.5 PDU Estérel Côte d'Azur [26]

- Actions en faveur de la mobilité partagée :
  - Covoiturage : actions de communication, aménagement d'aires de covoiturage.

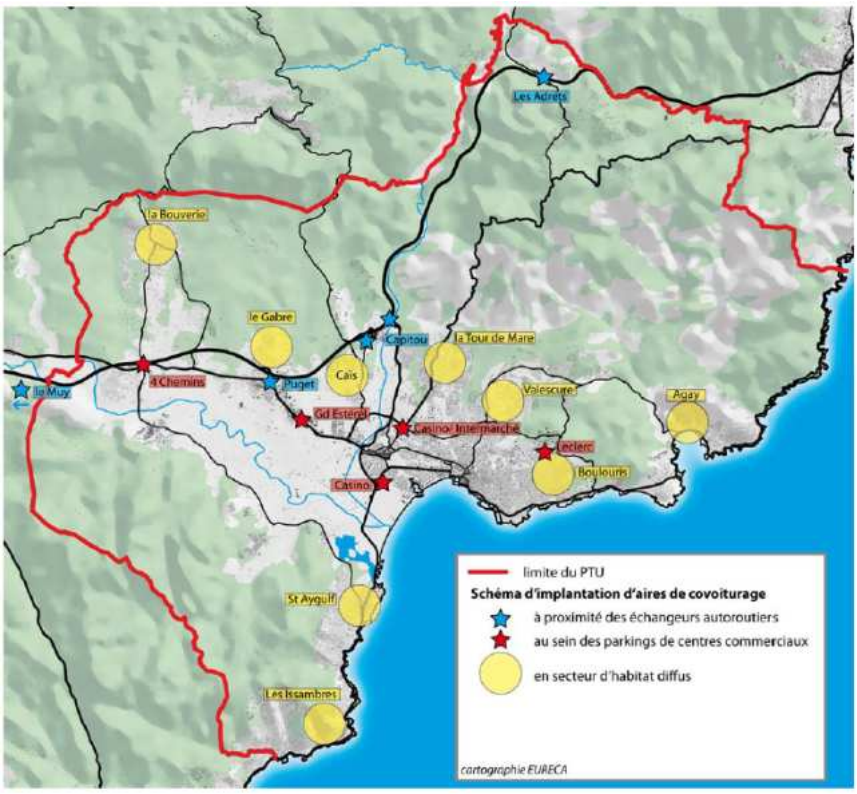


Figure 15 : Schéma d'implantation d'aires de covoiturage (source : PDU Estérel Côte d'Azur)

- Actions en faveur de la mobilité propre et décarbonée :
  - 100 à 150 bornes Infrastructures de Recharge de Véhicule Électrique (IRVE) en cœur d'agglomération.

1.2.6.6. Conseil départemental du Var

Plan vélo Var : 46 actions à déployer sur la période 2023-2027, visant à augmenter l'usage du vélo dans les mobilités du quotidien et les mobilités touristiques.

Plan de déplacement et de mobilité employeur du conseil départemental :

Une enquête de mobilité a été réalisée en avril 2024 auprès des 5000 agents de la collectivité, afin de connaître leurs pratiques de déplacements domicile-travail. Le taux de réponse s'élève à 20%. Les résultats sont en cours d'analyse, et aideront à définir les actions de la collectivité.

26 Analyse SCoT Estérel Côte d'Azur

1.3 Analyse socio-économique

Un panorama démographique et notamment de la répartition de la population au regard de l'existence de pôles économiques générateurs de flux permet de mieux comprendre les composantes des déplacements de la population et le trafic de transit à l'échelle du bassin de mobilité.

Le bassin de mobilité L compte une population de 321 319 habitants. La densité de population est de 122 hab./Km^2 sur le bassin de mobilité.

Tableau 2 : Population du Bassin l par EPCI en 2020 (source : INSEE)

EPCI	Population 2020	Nombre d'emplois 2020	Actifs ayant un emploi résidant dans la zone 2020
CC du Golfe de Saint-Tropez	57 844	25 456	22 889
CC Lacs et Gorges du Verdon	9 144	2 290	3 035
CC du Pays de Fayence	28 550	6 598	11 473
Dracénie Provence Verdon Agglomération	108 951	36 388	40 713
Estérel Côte d'Azur Agglomération	116 830	40 516	41 290 [27]
TOTAL BASSIN L	**254 331**	**83 502**	**93 476**

La répartition de la population sur le bassin de mobilité L est présentée figure suivante.

27 Insee EMP T5 – Emploi et activité

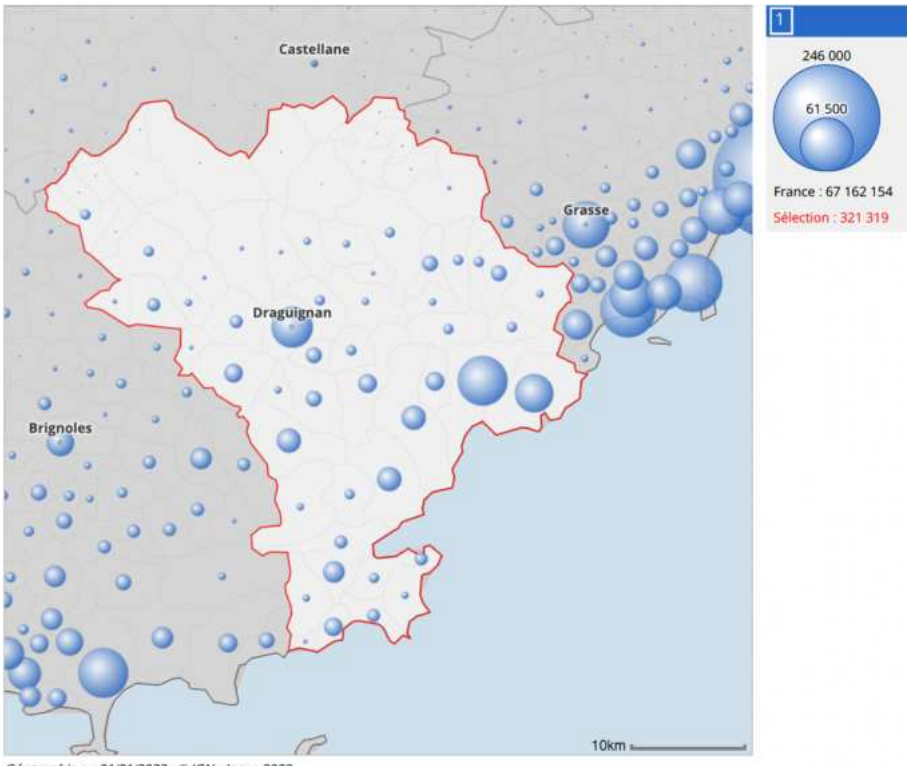


Figure 16 : Population municipale 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

Le bassin de mobilité L comprend plus de 83 502 emplois.

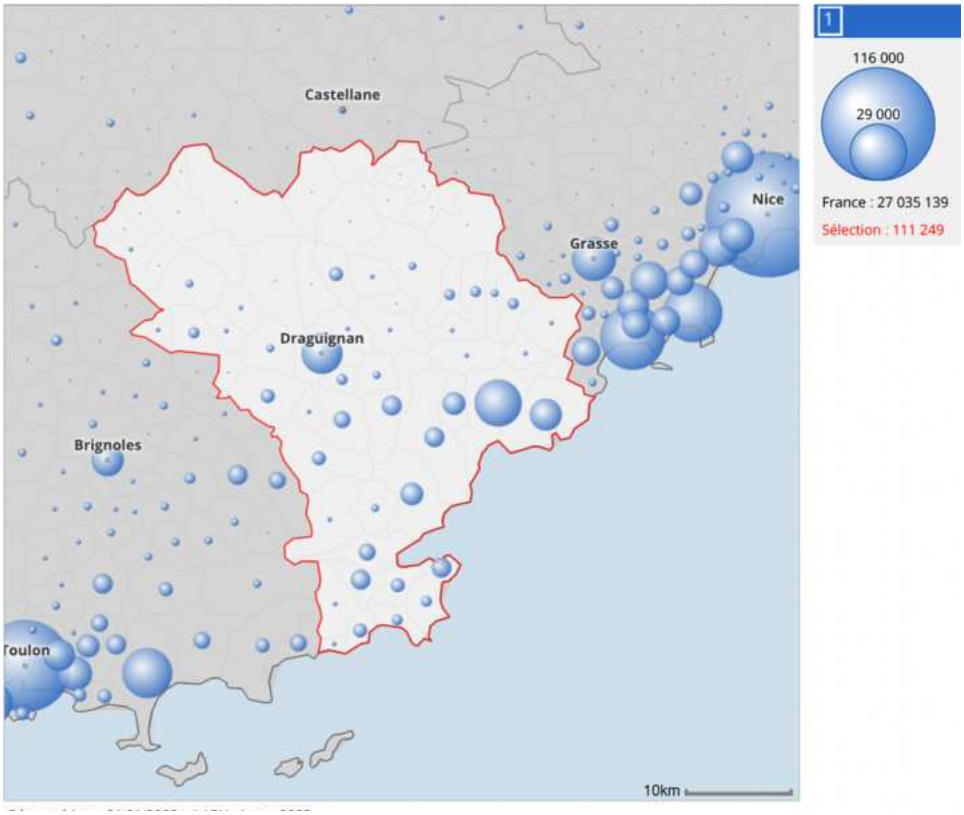


Figure 17 : Nombre d'emplois au lieu de travail 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP)

1.4 Volumétrie des déplacements et répartition modale

Les principaux flux de déplacements observés à l'échelle du bassin de mobilité, qu'ils soient internes, traversants, pénétrants ou sortant au bassin de mobilité sont décrits ci-dessous Ces flux prennent en compte les déplacements tous motifs en jour ouvrés de base (JOB). Les données présentées ci-dessous permettent de consolider un état des lieux des déplacements. Ces déplacements sont décrits quantitativement mais également en fonction des modalités de transport.

1.4.1 Volumétrie des déplacements

1.4.1.1 Flux du bassin L

Les flux internes du secteur représentent près des 2/3 des déplacement.

Tableau 3 : Synthèse flux jour Ouvré de Base - 2017 (JOB) bassin L (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux	Part du flux	Valeur
Interne au bassin au bassin L	63 %	634 300
Avec les EPCI extérieurs au secteur	37 %	374 00
TOTAL	**100%**	**1 008 300**

1.4.1.2 Déplacements internes au bassin L

Le détail des flux internes est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 4 : Détail Déplacements Internes - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

Type de flux		Valeur	Part de flux	Total flux Intra EPCI
Intra-EPCI	CC du Golfe de Saint-Tropez	89 500	21%	100%
	CC Lacs et Gorges du Verdon	8 300	2%	
	CC du Pays de Fayence	28 200	7%	
	CA Dracénie Provence Verdon Agglomération	150 400	35%	
	CA Estérel Côte d'Azur Agglomération	147 500	35%	
	TOTAL Intra-EPCI	**423 900**	67%	
Inter-EPCI	**TOTAL Inter-EPCI**	**210 400**	33%	
TOTAL déplacements internes		**634 300**	100%	

67% des flux internes au bassin L sont des flux intra-EPCI.

Nota : Pour Dracénie Provence Verdon agglomération suite à l'EMC2 de 2024 :

- 88% des déplacements en Dracénie sont internes à la Dracénie

– Parts modales : 52% conducteurs, 10% passagers, 2% transports en commun, 2% cars interurbains, 0.5% train, 1% deux roues motorisées, 1.8% vélo, 30% marche, 1% autres modes.

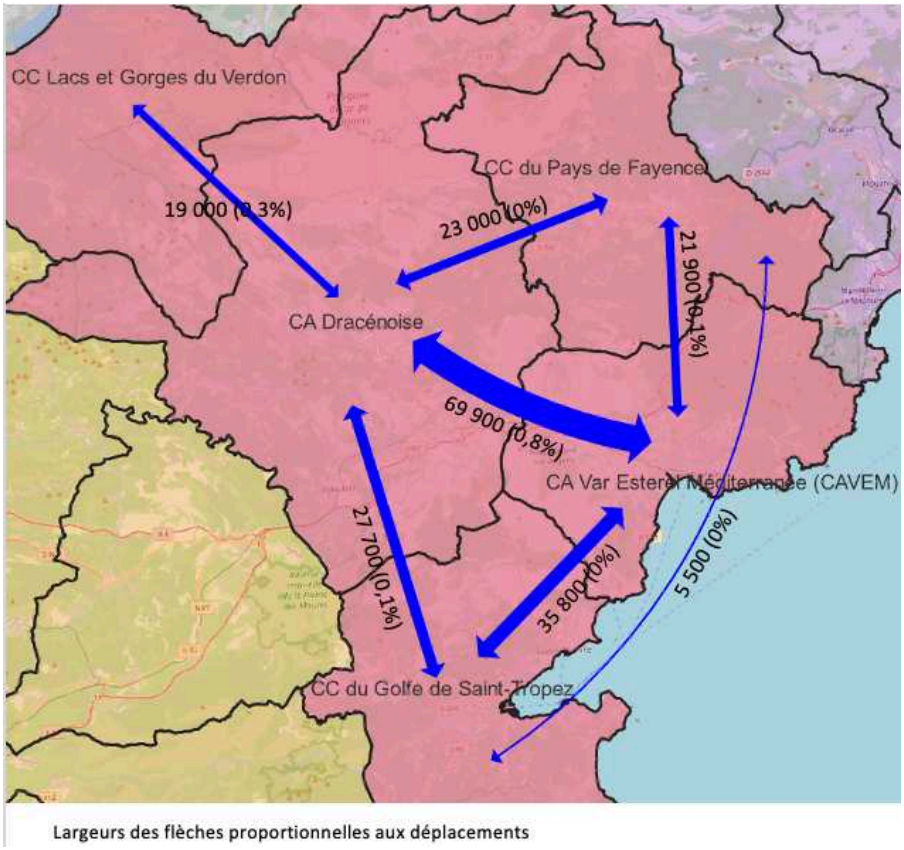


Figure 18 : Déplacements Internes tous motifs Jour Ouvré de Base bassin L (Part modale TC) (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

1.4.1.3 Déplacements avec EPCI extérieurs au bassin L

Plus de la moitié des déplacements avec les EPCI extérieurs au bassin L sont répartis entre quatre EPCI, la CA de la Provence Verte, la Métropole d'AMP, CA Cannes Pays de Lérins et CC Cœur du Var.

Tableau 5 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au bassin L - 2017 (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

EPCI	Valeur	Part de flux
CA Alpes-Provence-Verdon « Sources de lumière »	7 200	2%
CA Provence-Alpes-Agglomération	8 000	2%
CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	7 900	2%
Métropole d'AMP	14 600	4%
CC Provence Verdon	21 100	6%
CA de la Provence Verte	53 000	14%
Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	53 200	14%
CA Sud Sainte Baume	5 000	1%
CC Cœur du Var	44 200	12%
Métropole Nice Côte d'Azur	30 600	8%
CC Méditerranée Porte des Maures	26 700	7%
CA de Sophia Antipolis	15 400	4%
CA Cannes Pays de Lérins	47 600	13%
CA du Pays de Grasse	22 600	6%
Autres EPCI (flux < 5 000)	16 900	5%
TOTAL	**374 000**	**100%**

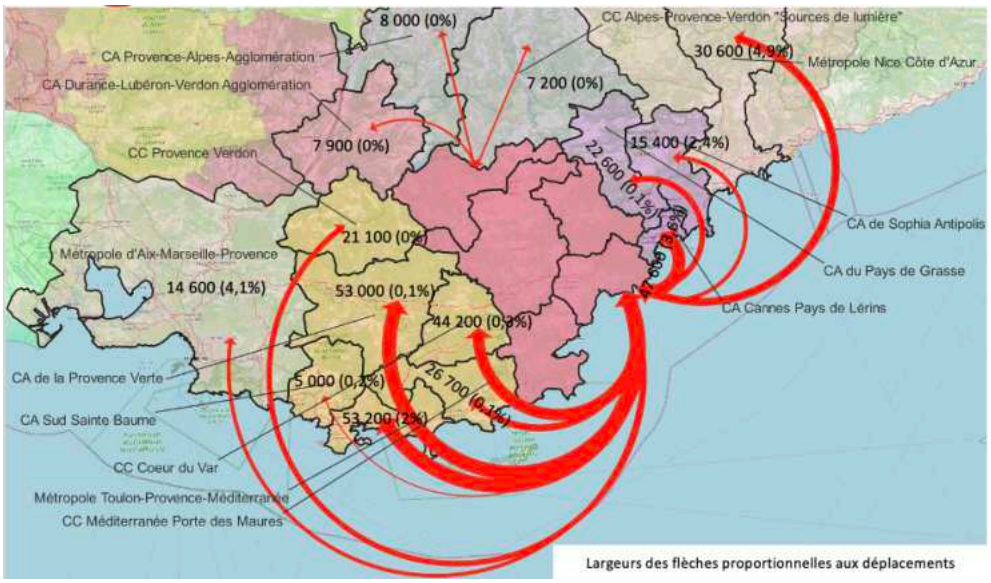


Figure 19 : Déplacements d'échanges avec des EPCI extérieurs au bassin L tous motifs Jour Ouvré de Base (Part modale TC) (source : Systra - Étude des flux de déplacements)

1.4.2 Parts modales chez les actifs résidents



Le tableau suivant présente la part modale chez les actifs occupés de 15 ans ou plus.

L'usage de la voiture pour aller travailler reste le mode principal de déplacement sur le bassin L. L'usage des transports en communs représente environ 2% de la part modale.

L'usage du vélo présente la part modale la plus faible avec 1,2% en moyenne sur le bassin de mobilité L.

Tableau 6 : Parts des actifs occupés de 15 ans ou plus utilisant pour travailler en 2020 (source : Insee - Statistiques locales)

EPCI	Voiture	Transports en commun	Vélo	Autre
CC du Golfe de Saint-Tropez	75,2	1,5	1,6	21,7
CC Lacs et Gorges du Verdon	76,8	1,4	0,9	20,9
CC du Pays de Fayence	88,3	1,3	0,5	9,9
Dracénie Provence Verdon Agglomération	81,8	2,8	1,7	13,7
Estérel Côte d'Azur Agglomération	82,8	2,8	1,3	13,1

À noter : les chiffres indiqués dans le tableau ne présentent que les déplacements Domicile-Travail.

Les figures suivantes présentent la part modale par EPCI pour l'ensemble du bassin de mobilité L.

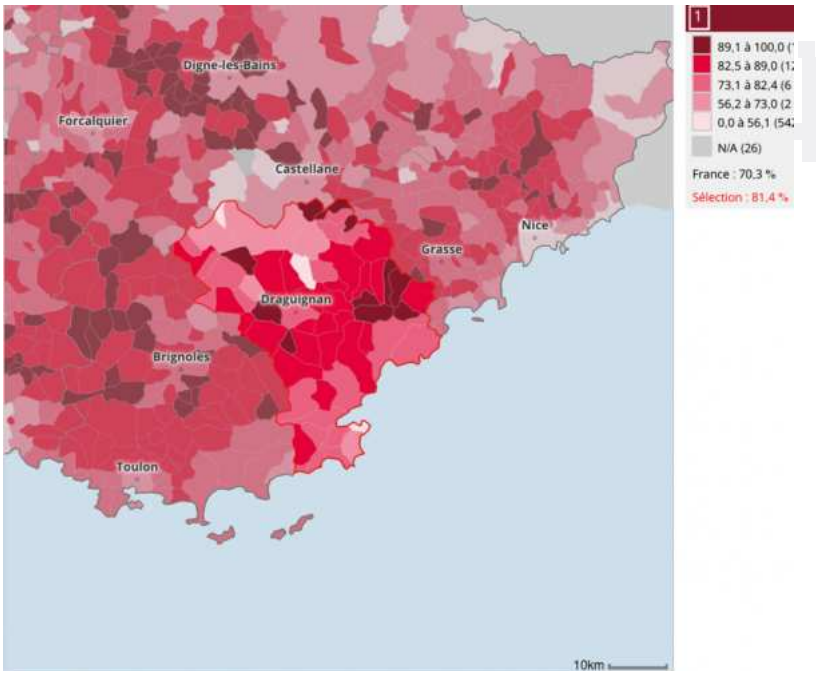


Figure 20 : Part des actifs occupés de 15 ou plus qui utilisent principalement une voiture pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

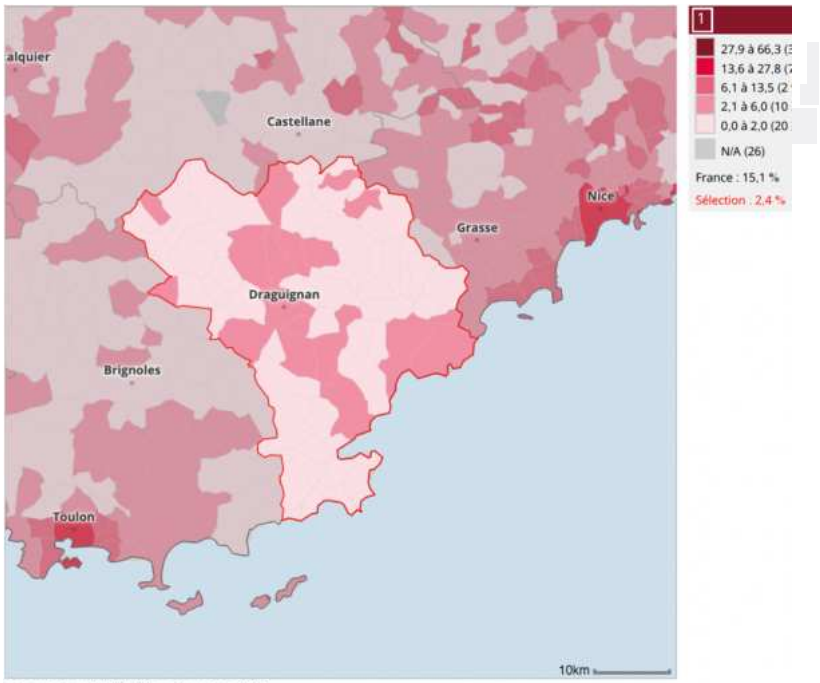


Figure 21 : Part des actifs occupés de 15 ou plus qui utilisent principalement les transports en commun pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))[28]

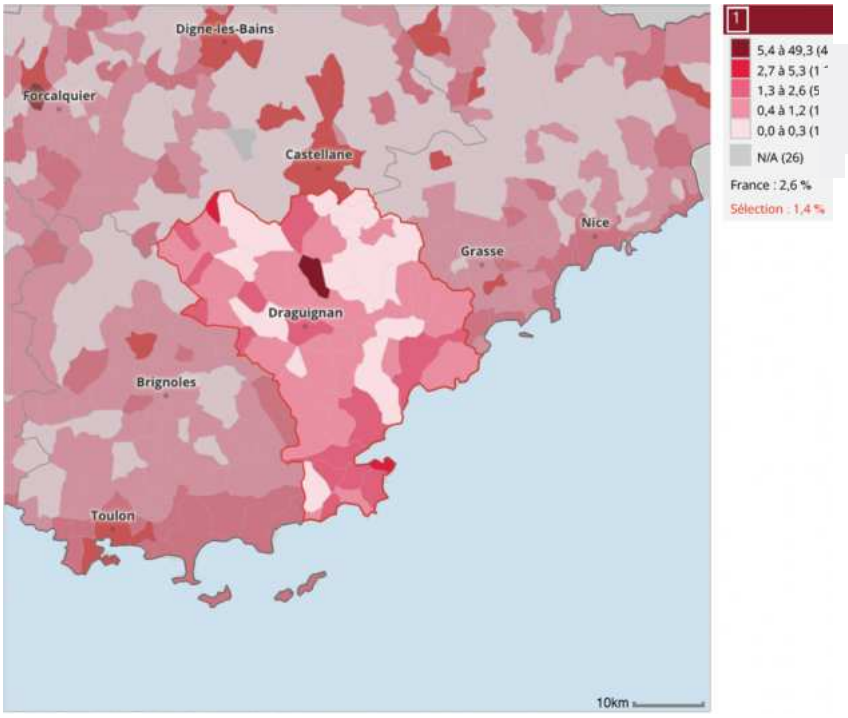


Figure 22 : Part des actifs occupés de 15 ou plus qui utilisent principalement un vélo (y compris à assistance électrique) pour aller travailler (%) 2020 (source : Insee, Recensement de la population (RP))

1.5 Infrastructures de mobilités existantes

28 https://statistiques-locales.insee.fr/#c=indicator&i=rp_milles_seul.pt_actocc15p_velo&s=2020&t=A01&view=map1

Afin d'avoir une vision globale, la cartographie ci-dessous présente les principales infrastructures et les principaux services de mobilité à l'échelle du bassin de mobilité. Sont également présentés dans un tableau les abris vélos sécurisés en gare avec mention de leurs capacités.

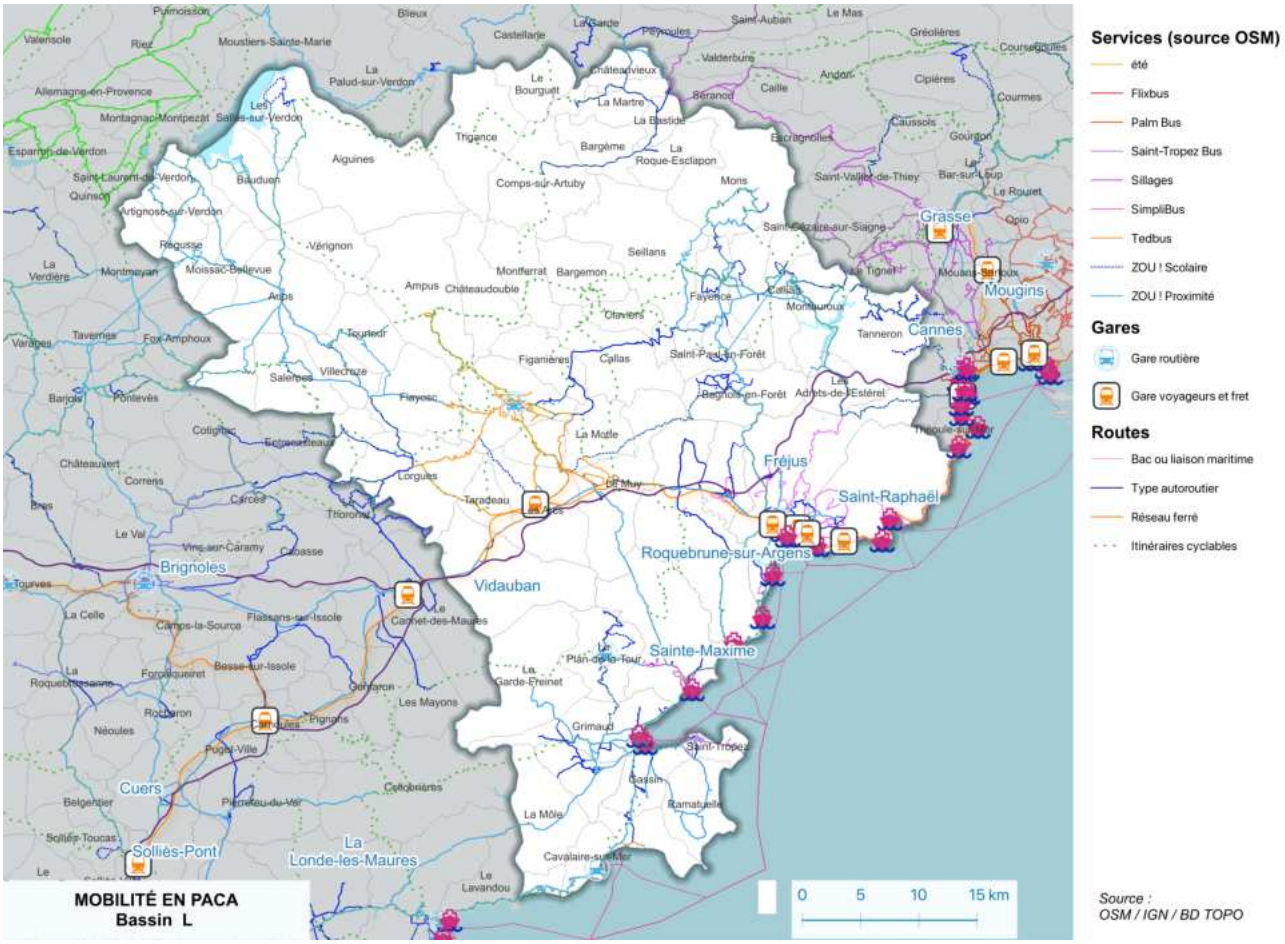


Figure 23 : Infrastructures et services de mobilité existants sur le bassin L
(sources : Open Street Map, IHO World Seas, IGN (BD Alti, BD Topo; BD Topage et Admin Express))

Cette carte pourra être mise à jour durant la vie du COM (ex partage des données SIG).

Les itinéraires cyclables proviennent d'OSM et sont incomplets ou de source inconnue. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a lancé un travail de « nettoyage » les données OSM en association avec les acteurs de la mobilité.

5.1.1 Mobilité active

5.1.1.1 *Vélo*



Abris vélos en gare :

La Région a souhaité accompagner l'augmentation continue des déplacements à vélo, et permettre les changements de pratiques permettant aux usagers du quotidien des déplacements vélo/train, vélo/car. Cette volonté s'est traduite par le vote du Plan vélo régional en octobre 2020, fixant ainsi comme objectifs : 1 million de trajets quotidiens à vélo et le déploiement massif de sites en stationnements vélo sécurisés dans les gares, pôles d'échanges. Pour permettre la réalisation de ce plan vélo, la Région a engagé un contrat de performance avec SNCF Gares & Connexions en décembre 2020, propriétaire et exploitant des gares régionales, engageant les parties à lever les freins à l'intermodalité vélo et TER, favoriser les rabattements et la fluidité au sein des gares pour les usagers à vélo. L'ensemble des gares TER de la Région seront donc équipées d'abris vélos sécurisés d'ici le 1er janvier 2025.

L**eur mise en ligne pour réservation sur le portail Zou! pourra s'effectuer très prochainement** via le lien Se déplacer à vélo - Votre réseau ZOU (maregionsud.fr) : zou.maregionsud.fr.

Ces abris sont accessibles à tout titulaire d'une carte de transport via une inscription sur le portail ZOU ! et ce gratuitement sur simple intégration du numéro de carte de transport. Il n'est pas nécessaire d'être abonné, la carte billettique suffit à l'inscription gratuite. Un règlement d'usage est affiché sur l'équipement, ainsi que les coordonnées d'une hotline en cas de problème.

Sont également déployés des équipements permettant aux titulaires de QR code (billets digitaux) d'accéder également gratuitement aux abris. Ce système permet l'accès des équipements aux voyageurs occasionnels par présentation de leur billet digital. Installation progressive en cours.

Certains abris ont été financés et sont gérés par l'AOM locale.

Abris vélo sécurisés en gare TER installés (Var)

Gestionnaire	Abris vélos	Nombre de places
PACA_BANDOL	**Bandol**	**12**
PACA_BOULOURIS	**Boulouris**	**6**
PACA_CARNOULES	**Carnoules**	**6**
PACA_CUERS	**Cuers**	**6**
PACA_FREJUS	**Fréjus**	**12**
PACA_GOLFE_JUAN_VALLAURIS	**Golfe-Juan-Vallauris**	**12**
PACA_GONFARON	**Gonfaron**	**6**
PACA_HYERES	**Hyères**	**20**
PACA_LA_CRAU	**La Crau**	**6**

PACA_GARDE	**La Garde**	**16**
PACA_PAULINE	**La Pauline**	**16**
PACA_LA_SEYNE_SUR_MER	**La Seyne-sur-Mer**	**12**
PACA_LE_LUC	**Le Luc**	**6**
PACA_LES_ARCS_DRAGUIGNAN	**Les Arcs Draguignan**	**20**
PACA_OLLIOULES	**Ollioules**	**12**
PACA_PIGNANS	**Pignans**	**6**
PACA_PUGET_VILLE	**Puget-Ville**	**6**
PACA_ROQUEBRUNE	**Roquebrune-Cap-Martin**	**6**
PACA_SAINT_CYR_LES_LECQUES	**Saint-Cyr**	**12**
PACA_SOLLIES	**Solliès-Pont**	**6**
PACA_TOULON	**Toulon**	**130**
PACA_TOULON_SAINTE_MUSSE	**Toulon Halte Sainte Musse**	**36**
PACA_VIDAUBAN	**Vidauban**	**6**

1.6 Services de mobilités[29]

1.6.1 Service Régulier Transport

1.6.1.1 Transport Intra Urbain et Extra Urbain

Bus

Le réseau régional ZOU! s'étend à l'ensemble des cars et trains du réseau de transport de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.



Figure 24 : Plan des lignes car ZOU ! VAR (source : ZOU!)

La **CC du Golfe de Saint-Tropez** propose deux lignes de navettes. La ligne Cavalaire-sur-Mer est gratuite et fonctionne de 1er septembre au 15 juin. La ligne, la ligne Saint-Tropez est au

29 Bassin de mobilité et politiques locales de mobilité – Synthèse Bassin F

tarif de 0,50 € et circule du 1er octobre au 31 mai. Des lignes estivales remplacent ces lignes en été.

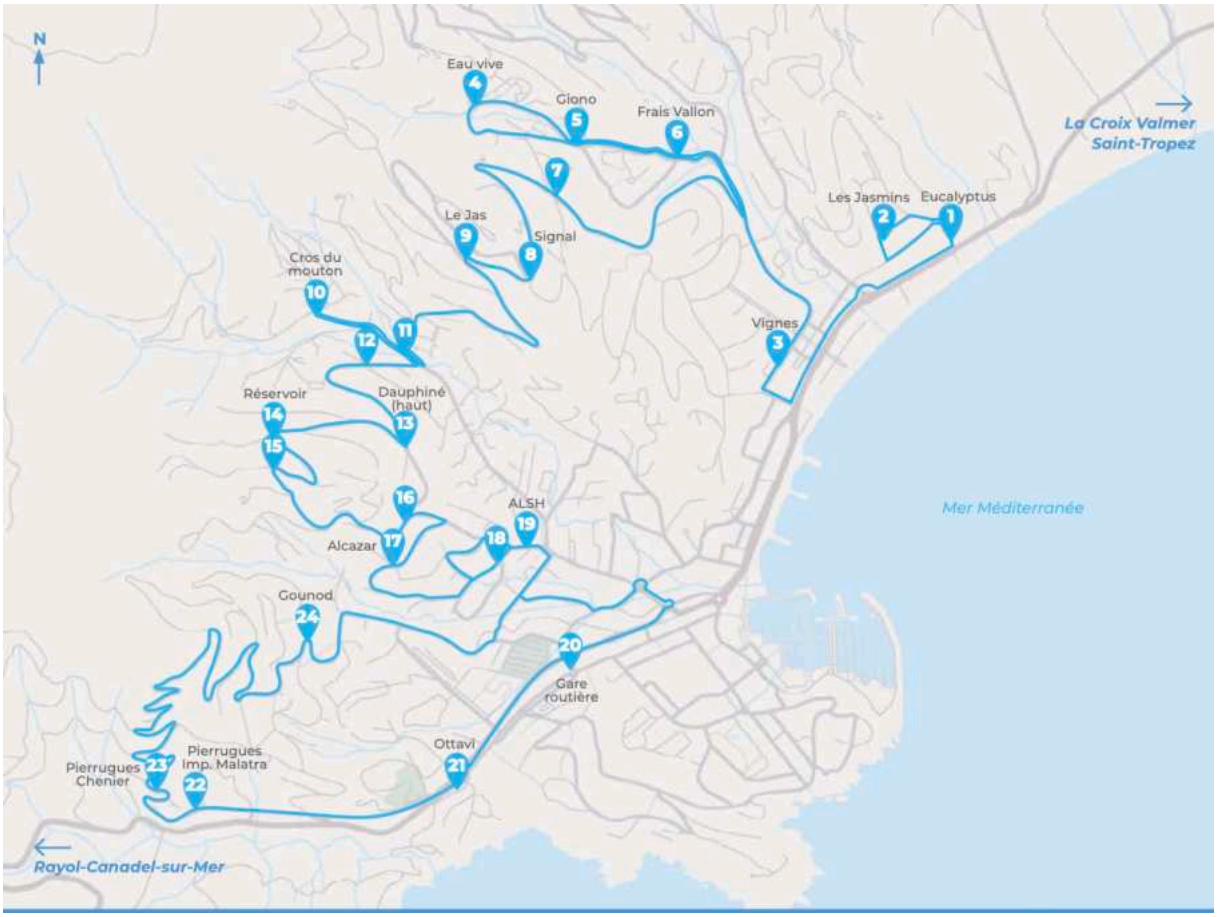


Figure 25 : Plan des lignes Cavalaire-sur-Mer (source : CC du Golfe de Saint-Tropez)

Le réseau de transport public de Sainte-Maxime, SimpliBus, de la **CC du Golfe de Saint-Tropez** est constitué de deux lignes régulières qui fonctionnent toute l'année.

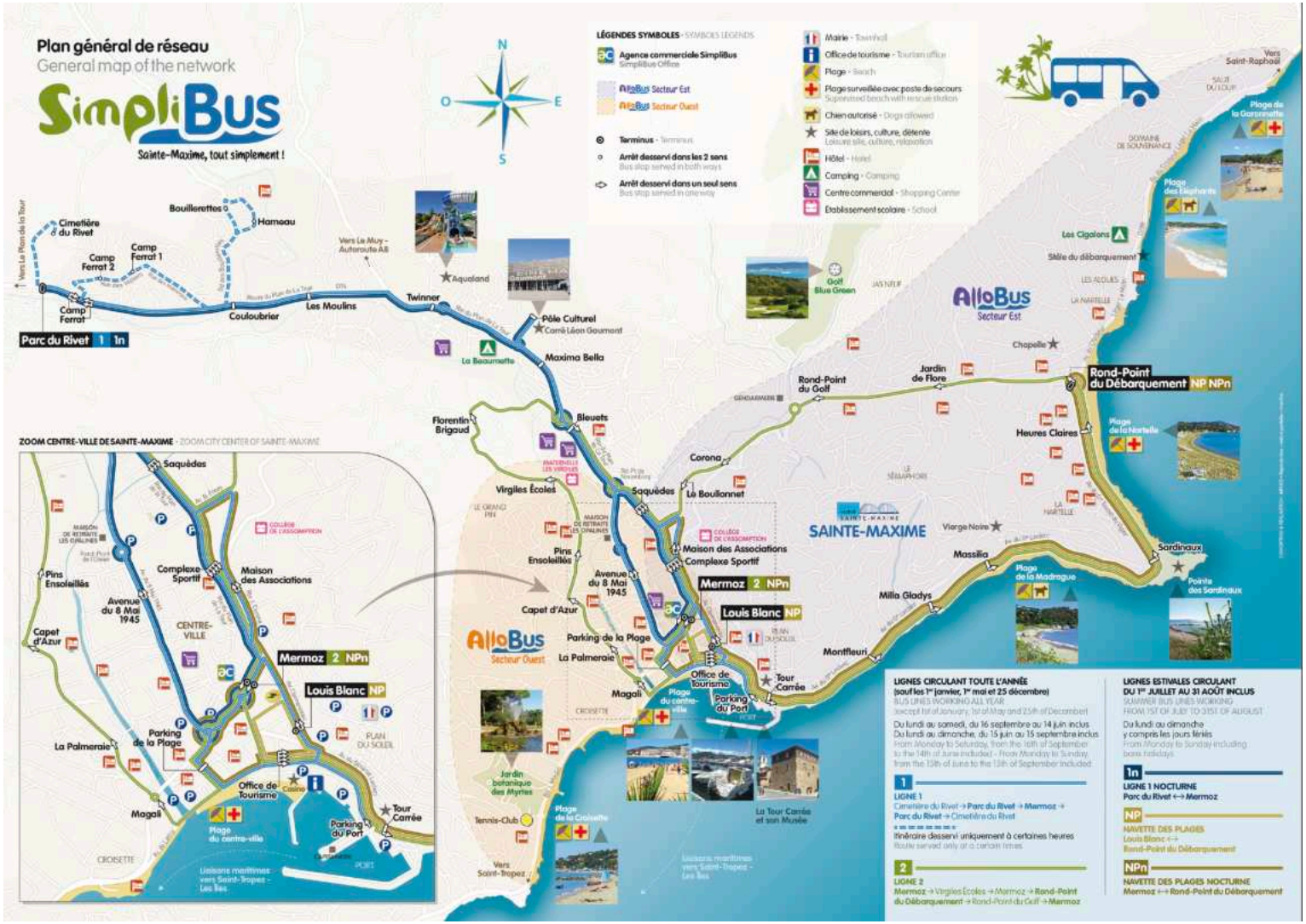


Figure 26 : Réseau TC Sainte-Maxime (source : SimpliBus)

Le Réseau des Transports Ted Bus, de la **Dracénie Provence Verdon Agglomération** dessert l'ensemble des communes grâce à son service de dix lignes régulières et de Transport à la Demande.

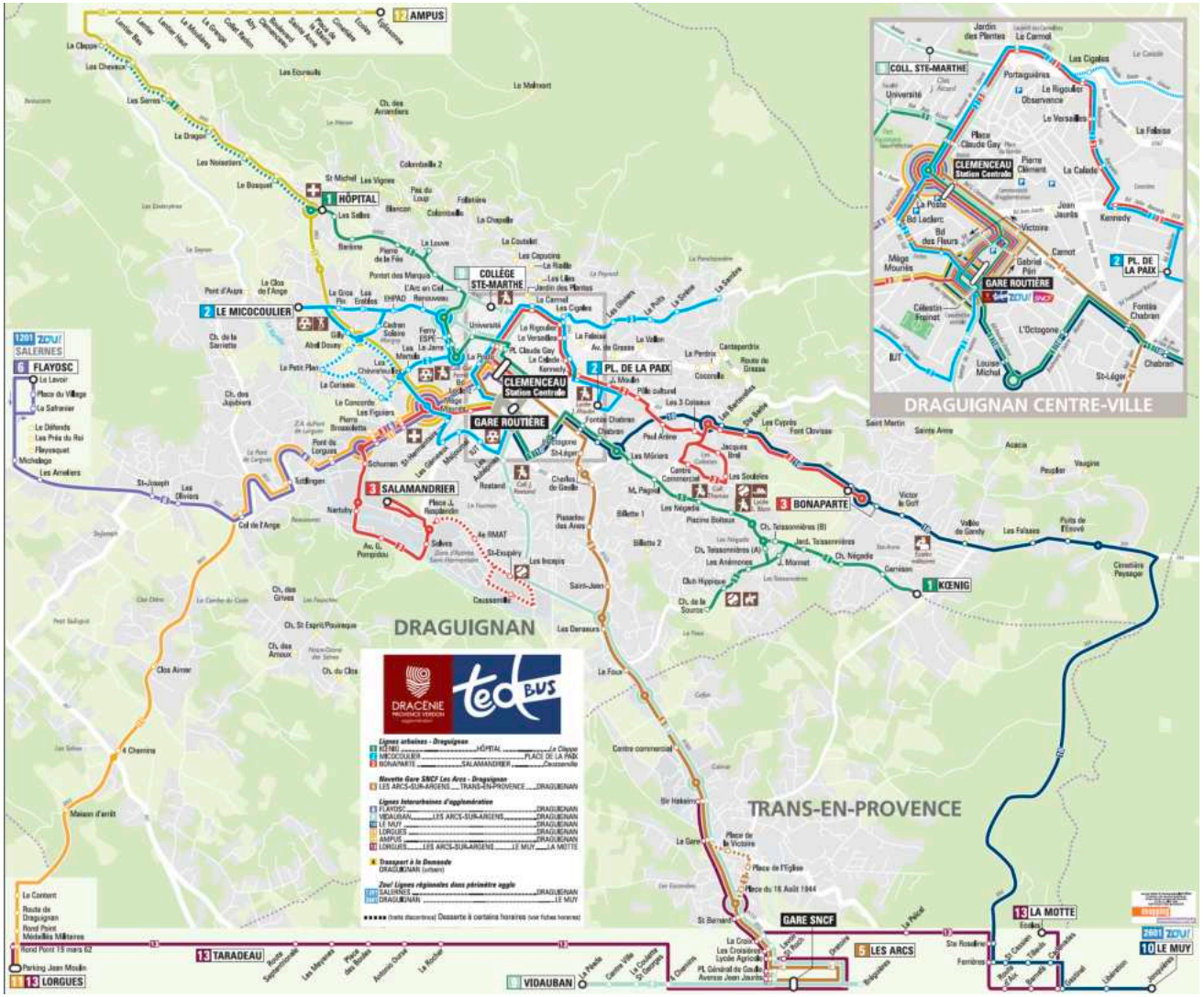


Figure 27 : Plan réseau Dracénie Provence Verdon Agglomération (source : tedbus dracenie)

Le réseau de transport Le Bus **d'Estérel Côte d'Azur Agglomération** permet de se déplacer entre les 5 communes de l'EPCI. Le réseau est constitué de :

- De lignes régulières qui couvrent tout le territoire.
- De lignes spécifiques pour les centres-villes.
- De lignes estivales.
- D'un service de transport à la demande « Allo Bus » (réservation de trajet en minibus, circulant sur une zone définie).
- De services scolaires
- D'un service de TPMR (Handibus)



Figure 28 : Plan réseau Estérel Côte d'Azur Agglomération (source : Le Bus)

Ferroviaire

Les communes de Vidauban, les Arcs, Fréjus et Saint-Raphaël sont desservies par la ligne ferroviaire Marseille - Vintimille.

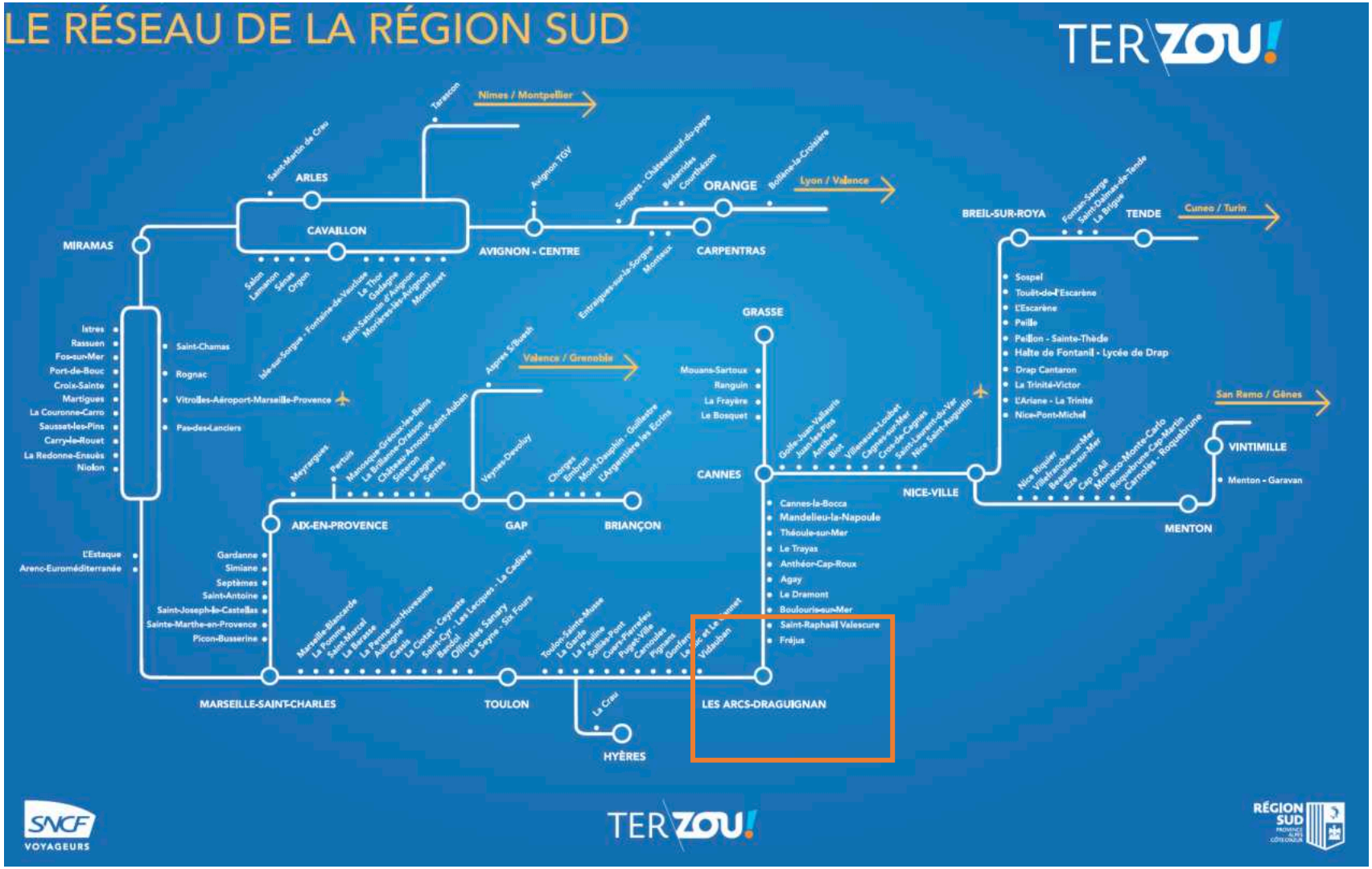


Figure 29 : Réseau de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : TER/ZOU !)

1.6.1.2 Transport saisonnier

- La **CC du Golfe de Saint-Tropez** propose des navettes estivales



Figure 30 : Réseau navettes estivales CC du Golfe de Saint-Tropez (source : CC du Golfe de Saint-Tropez)

Le réseau SimpliBus de Sainte-Maxime propose également une navette plage et 2 lignes nocturnes qui fonctionnent en période estivale du 1er juillet au 31 août.

La population triple sur le territoire **Estérel Côte d'Azur Agglomération** en période estivale. Les services de transport s'adaptent de la manière suivante :

- Mise en place d'une navette gratuite sur la future Promenade des Bains et une à Fréjus.
- Mise en place du Bus nocturne à Saint-Raphaël.
- Mise en place de la ligne 20 au départ du Pin de la Lègue jusqu'au terminus de la Poste de Saint-Aygulf.

Certaines lignes régulières sont également renforcées avec l'ajout d'arrêts en fin de journée.

La **CC du Pays de Fayence** propose une navette estivale gratuite, tous les jours du 1er juillet au 31 août, pour desservir le Lac de Saint-Cassien depuis le pôle de mobilité de la Colle Noire, à Montauroux. Une extension de cette navette est proposée plusieurs fois par jour pour desservir le lac depuis les communes de Seillans, Fayence, Tourrettes et Callian, en empruntant partiellement l'itinéraire de la ligne ZOU n°832.

1.6.1.3 Portail d'information aux usagers

La SNCF met à disposition une application appelé «Ma Gare SNCF » qui permet de donner aux usagers des informations relatives aux gares et aux services associés, ainsi que l'application SNCF Connect pour la recherche et l'achat en lignes de billets.

https://www.garesetconnexions.sncf/fr/gares-services

https://www.sncf-connect.com

La **CC du Golfe de Saint-Tropez** informe ces usagers via l'application Pysea avec la géolocalisation des navettes (hors réseau SIMPLIBUS), le temps d'attente aux arrêts et des messages d'information trafic.

Le service de transport urbain de la commune de Sainte-Maxime de la **CC du Golfe de Saint-Tropez** met à disposition l'appli SimpliBus qui permet de géolocaliser les bus en temps réel.

Il est possible d'acheter des titres de transport sur le site de tedbus de **Dracénie Provence Verdon Agglomération :** https://tedbus.dracenie.com/boutique/

Un autre outil d'achat de titre est également possible via l'application Tixi pass.

L'application Pysae permet d'avoir la géolocalisation des bus en temps réel.

L'application Le Bus d'**Estérel Côte d'Azur Agglomération** donne l'information en temps réel de la localisation des bus. Le service en ligne permet l'achat de titres de transport.

https://abonnement.esterelcotedazur-lebus.fr

1.6.2 TAD

La commune de Sainte-Maxime de la **CC du Golfe de Saint-Tropez** met à disposition un service de TAD, **AlloBus** en complément et en correspondance avec les lignes régulières sur simple réservation.

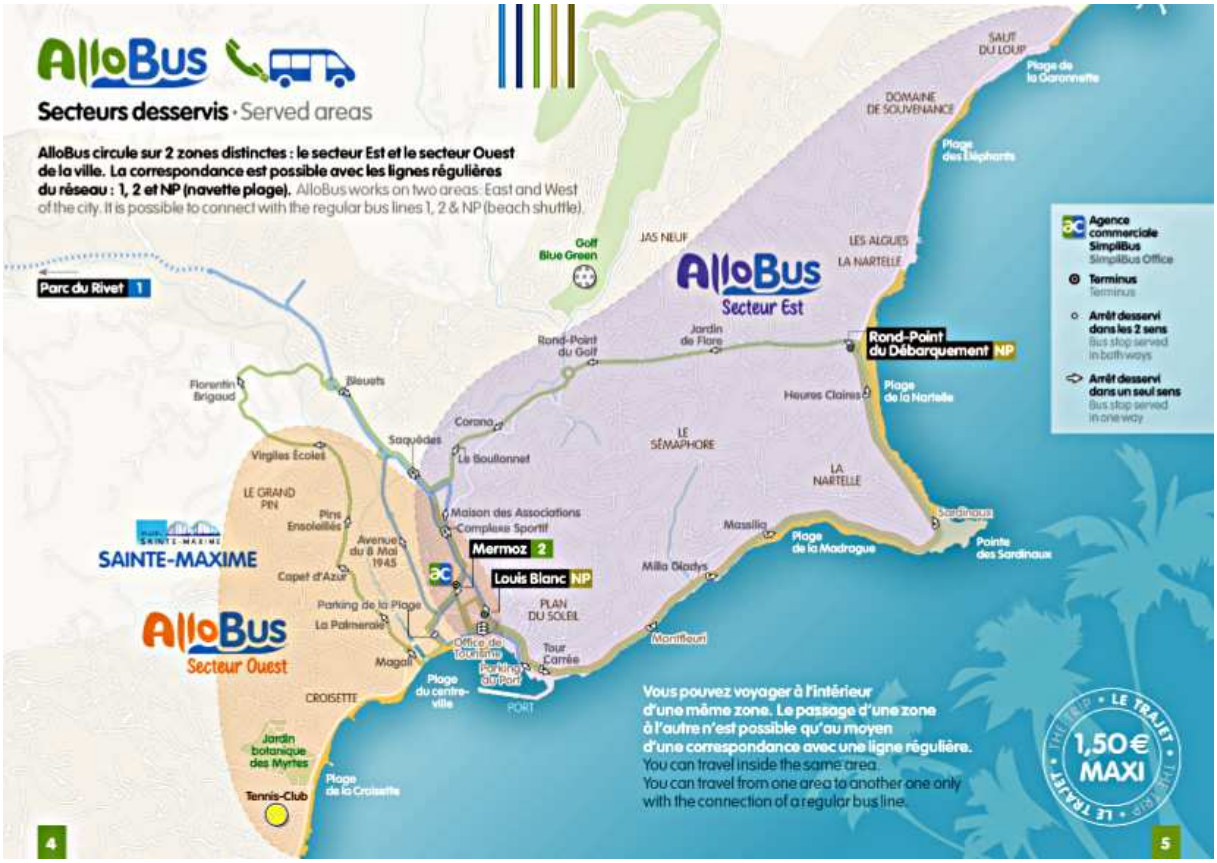


Figure 31 : Réseau Allobus Sainte- Maxime (source : SimpliBus)

Le service TAD ZOU! de la Région dessert le territoire de la **CC du Pays de Fayence**. Le service est accessible à toute personnes ayant réservée au plus tard la veille 17h. Le voyage coûte 2,10€.

Dracénie Provence Verdon Agglomération a mis en service Ted Petit Bus pour proposer un service de transport dans chaque commune même lorsqu'elles ont des lignes régulières afin de faciliter le rabattement vers des pôles d'intérêt. Ainsi, le service est divisé en 2 zones : Nord qui permet de rabattre vers la gare routière de Draguignan et Sud qui permet de rabattre vers la gare SNCF des Arcs. s. Le service est disponible pour toute personne ayant réservé et s'acquittant d'un titre de transport individuel. Les 23 communes de l'EPCI sont desservies.

Estérel Côte d'Azur Agglomération a mis en place un Transport à la Demande depuis le nouveau réseau de 2017. Au mois de septembre 2024, seule une zone est concernée par du TAD, à savoir à savoir le secteur des Adrets de l'Estérel / Saint-Jean de Cannes.

1.6.3 Mobilité active

1.6.3.1 Vélo



L'office de tourisme de la **CC du Golfe de Saint-Tropez** propose sur son site plusieurs circuits vélo et VTT.

Le site de la **CC Lacs et Gorges du Verdon** présente plusieurs circuits ainsi que les coordonnées de différentes compagnies de location de vélo.

Le site internet de l'office de tourisme de la **CC du Pays de Fayence** présente les 26km de la Méditerranée à Vélo, partie française de l'EuroVelo 8 qui sont sur son territoire.

En Dracénie, le site internet de l'office de tourisme permet de télécharger les fascicules d'information sur le territoire à vélo. Celui-ci inclus : la vigne à vélo, la Méditerranée à vélo et la boucle Terres, truffes et cascades. Le site internet recense et présente également tous ces itinéraires cyclables ainsi que les boucles départementales.

1.6.4 Maritime

Les navettes maritimes, « Les bateaux verts », relient Sainte-Maxime à Saint-Tropez de la **CC du Golfe de Saint-Tropez.**

1.6.5 Usage partagé des Véhicules Terrestre à Moteur (VTM)



Estérel Côte d'Azur Agglomération a mis en place depuis février 2024 une action en faveur du covoiturage du quotidien par la mise à disposition d'une application smartphone ainsi que d'une incitation financière. Les conducteurs et passagers peuvent désormais trouver plus facilement de correspondances. Le coût du trajet pour le passager est gratuit et le conducteur conserve sa rémunération.

La communauté de communes Pays de Fayence a expérimenté et lance une délégation de service public pour un service d'autopartage rural 100% électrique.

1.6.6 Mobilité solidaire

La Mobilité Solidaire sera traitée dans le Plan d'Action en faveur de la Mobilité Solidaire à l'échelle du bassin.

Estérel Côte d'Azur Agglomération a créé en septembre 2022 un Pass Solidaire sur son réseau de transports en communs afin de faciliter les déplacements des administrés en difficulté financière et engagés dans une recherche d'emploi ou de formation professionnalisante (tarif préférentiel). Ce titre est distribué par une association locale, par convention, sous conditions.

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

OBJECTIF GÉNÉRAL ET TERRITORIALISES



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE – OBJECTIF GÉNÉRAL ET TERRITORIALISES

1 DEFINITION 99

2 LES OBJECTIFS GENERAUX ET TERRITORIALISES DU BASSIN 100

1 Définition

Les objectifs du bassin de mobilité ont été co-construits par les acteurs lors du COTECHBASS n°1 et validés lors du COBASS n°2. Ils sont au nombre de 16 et répondent aux six thématiques couvertes par le COM :

1. Les différentes formes de mobilité et l'intermodalité
2. Les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité
3. Les modalités de gestion des situations dégradées
4. Le recensement et la diffusion des pratiques et des actions de mobilité
5. L'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures de transports ou de services de mobilité
6. La décarbonation des mobilités

Les cinq premières thématiques sont issues du code des transports, la sixième, a été proposée par la Région en lien avec les objectifs régionaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre le changement climatique.

Il s'agit ici de fixer des objectifs communs à l'ensemble des acteurs à l'échelle du bassin de mobilité. Ils se déclinent en engagements pour lesquels un ou plusieurs acteurs s'engagent à contribuer. Une synthèse de l'ensemble des engagements est présentée dans l'annexe 1 du COM.

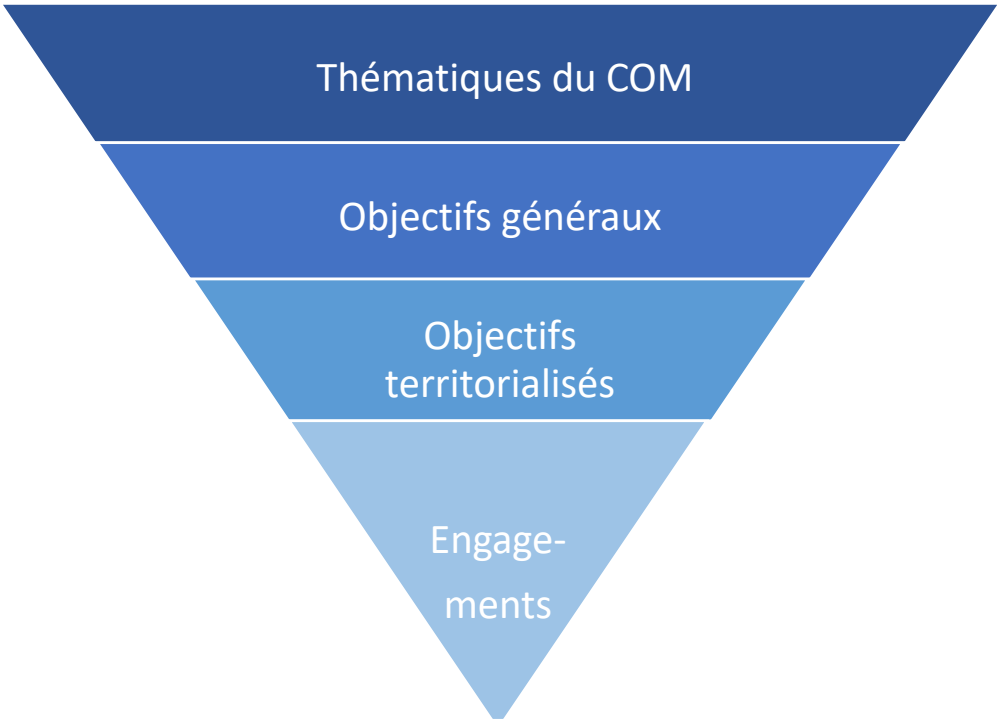


Figure 32 : Articulation des objectifs territorialisés avec les thématiques et les engagements

Les objectifs territorialisés du bassin ont été validés par les élus lors du Comité de Bassin n°2.

2 Les objectifs généraux et territorialisés du bassin

OBJECTIFS GENERAUX	OBJECTIFS TERRITORIALISÉS
Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
	Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable
Développer l'offre de services solidaires	Initier une réflexion sur la mutualisation des coûts de services solidaires
Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité services de transports collectifs	Développer les transports collectifs sur l'axe nord-sud
	Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité
	Créer de la « connexion » entre services au niveau des points de rupture de charge
	Développer les connexions entre intercommunalités par la prolongation de certaines lignes (notamment vers les bassins d'emploi et de services)
Faciliter la lecture et l'usage de l'offre de services	Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées
	Renforcer la communication, les fonctionnalités et l'usager du calculateur d'itinéraire de la Région

OBJECTIFS GENERAUX	OBJECTIFS TERRITORIALISÉS
Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées	Initier une réflexion sur le partage efficace et rapide d'information en situation de crise (situation dégradée)
Recensement et diffusion des pratiques et actions	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin
Améliorer les conditions de l'intermodalité	Mettre en place une information multimodale dans les PEM
	Renforcer l'attractivité des PEM
	Améliorer l'accessibilité des PEM
	Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXES



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

SOMMAIRE - ANNEXES

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DU BASSIN L 103

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS 114

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION 241

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIF GÉNÉRAL DU BASSIN DE MOBILITE 260

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 266

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS DU BASSIN L

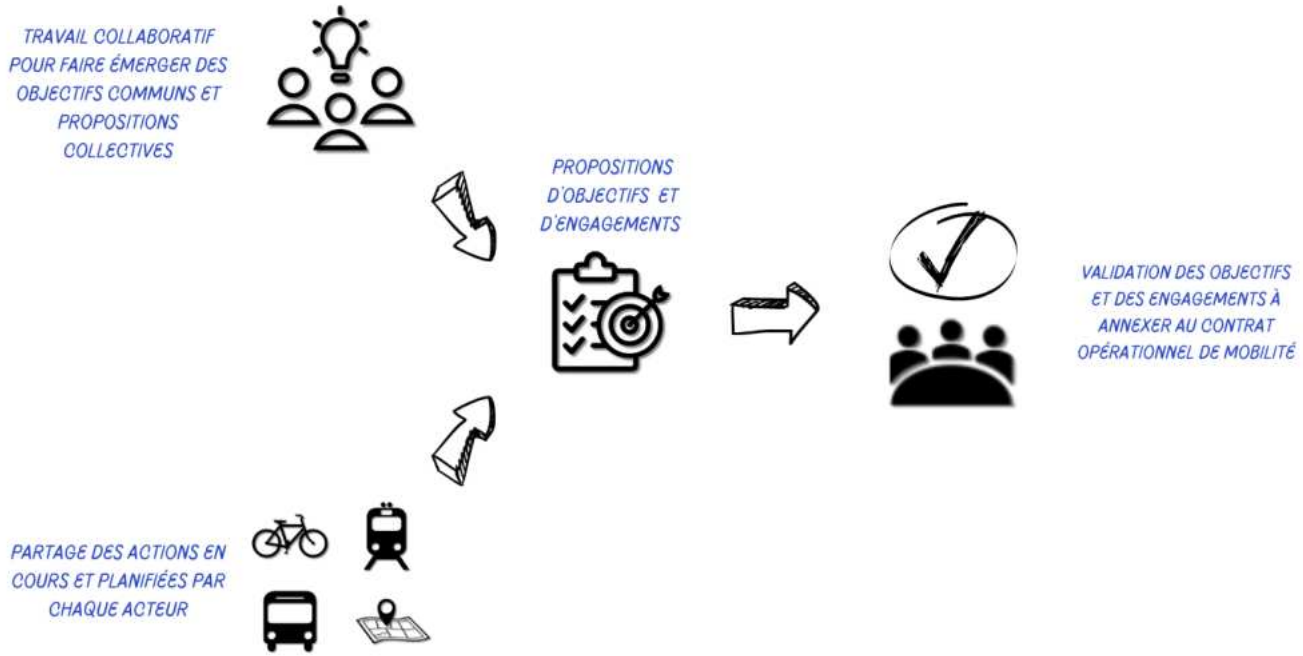


DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Rappel du processus d'élaboration des objectifs et des engagements

Les objectifs généraux, objectifs territorialisés ainsi que les engagements du présent Contrat Opérationnel de Mobilité sont issus d'un **processus de co-construction**. Ce processus a permis, dans un premier temps, de **fixer des objectifs correspondant aux enjeux et priorités des acteurs du bassin** de mobilité. Dans un second temps, la co-construction a permis à l'ensemble des acteurs de **partager les initiatives** en cours ou planifiées répondant aux objectifs mais aussi d'**élaborer de manière collaborative** des propositions d'actions/engagements complémentaires. Les propositions d'actions/engagements collectives issues du processus de co-construction sont appelées ci-dessous « **engagements du bassin** ».



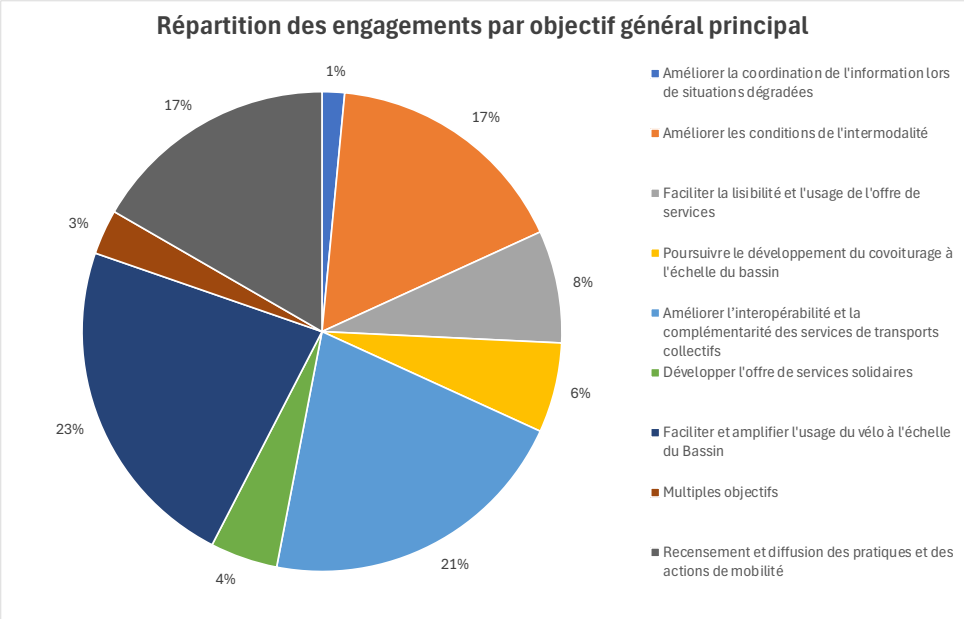
2 Engagements du bassin de mobilité L

Le Contrat Opérationnel du bassin de mobilité L présente **66 engagements**.

Les engagements sont rattachés à un objectif général "principal" afin d'éviter les doubles comptes (à noter pour autant qu'un même engagement peut contribuer à plusieurs objectifs à la fois).

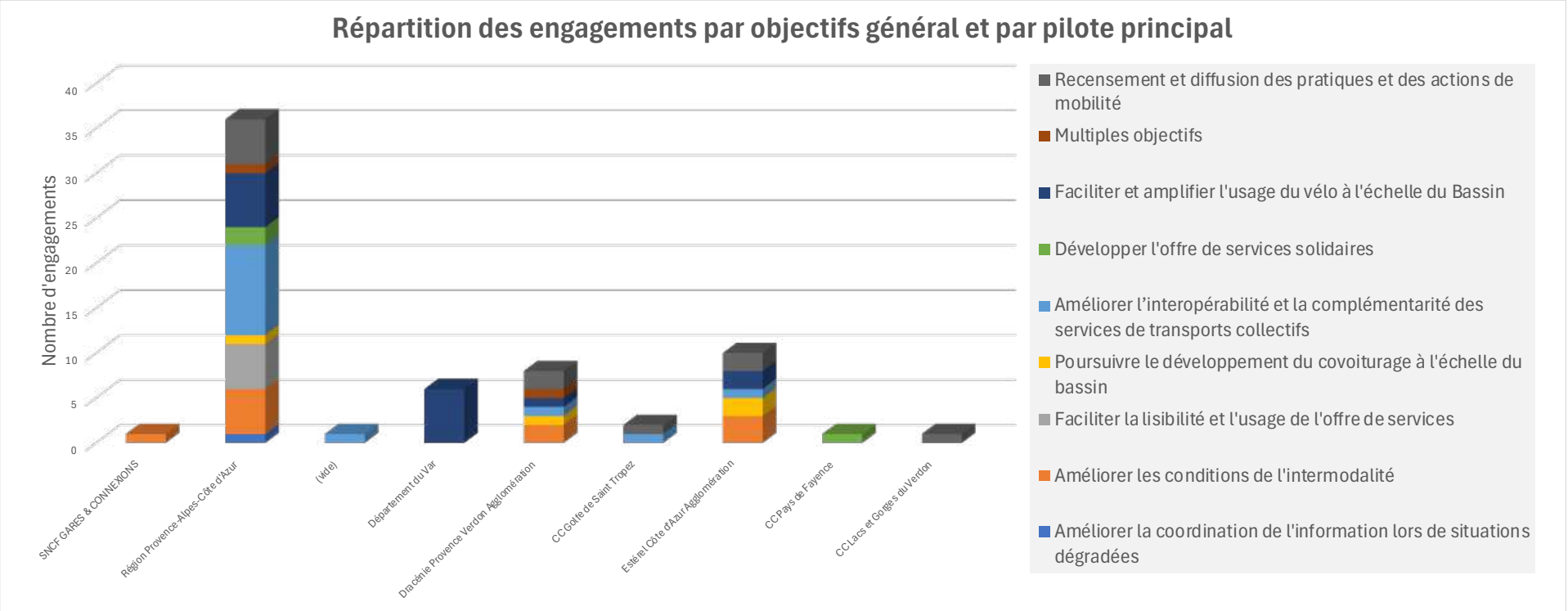
Les trois objectifs généraux présentant le plus grand nombre d'engagement y étant rattaché sont :

- **Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin**
- **Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs**
- **Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité**



Le **pilotage** de chaque engagement est assuré par un des acteurs du bassin qui est alors considéré comme le « pilote » de l'engagement, c'est-à-dire qu'il s'engage à veiller à la mise en œuvre de l'engagement et prendra en charge les éventuelles actions de coordination nécessaire avec les autres acteurs (réunion, ateliers, échanges d'information).

Le graphique ci-dessous présente la répartition des engagements par pilote principal (certains engagements ont un copilotage de plusieurs acteurs). Les acteurs ayant en charge le pilotage du plus grand nombre d'engagements sont pour le bassin L : la **Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département du Var et Estérel Côte d'Azur Agglomération**.



DIRECTION GÉNÉRALE TRANSPORTS, MOBILITÉ ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

CONTRAT OPÉRATIONNEL DE MOBILITÉ
BASSIN DE MOBILITÉ L

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

LISTE DES ENGAGEMENTS DE BASSIN

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Coordination des horaires entre les différents réseaux	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Créer de la « connexion » entre services au niveau des points de rupture de charge	L01
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Réaliser une étude d'opportunité sur la création de lignes inter-intercommunalités et leur mise en œuvre	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Développer les connexions entre intercommunalités par la prolongation de certaines lignes (notamment vers les bassins d'emploi et de services)	L02
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Coordination de la réflexion et de la gestion des flux logistiques	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité	L03
CC Golfe de Saint Tropez	Réalisation d'une étude d'opportunité concernant le transport maritime et la création de navettes	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité	L04
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Créer une communication sur les PEM		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Mettre en place une information multimodale dans les PEM	L14
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Améliorer l'information digitale pour les usagers dans les PEM		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Mettre en place une information multimodale dans les PEM	L15
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Fiabiliser la data dans le but de l'exploiter pour l'information multimodale sur les PEM		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Mettre en place une information multimodale dans les PEM	L16
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	PEM : Échanges sur les pratiques et connaissances des acteurs		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM	L23
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Recensement de toutes les aides / moyens de financement possible	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L39

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Création d'un groupe d'échange sur les modes de gouvernance et les projets vélo	X					X	Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L40
Département du Var	Favoriser le développement d'activités liées au cyclable (location de vélo, réparation)	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L41
Département du Var	Mise en place d'un groupe de travail sur la mise en œuvre du JALRIC	X						Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L42
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Mutualisation des coûts liés à la plateforme de covoiturage et au dispositif d'incitation financière	X				X	X	Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin	L54
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Coordination des actions de promotion de la mobilité	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.	L68

DIRECTION GÉNÉRALE TRANSPORTS, MOBILITÉ ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

CONTRAT OPÉRATIONNEL DE MOBILITÉ
BASSIN DE MOBILITÉ L

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

LISTE DES AUTRES ENGAGEMENTS

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Requalification de la RDN7 entre Puget sur Argens et Fréjus	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L05
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Appel à projets Mobil'Lab Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L06
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en place et gestion d'un centre de relation clients (CRC)	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L07
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Développement de la desserte ferroviaire TER Zou! du secteur Provence Est : Ligne Marseille-Toulon-Hyères/Les Arcs.	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L08
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! des lignes du littoral azuréen.	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L09
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Étude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L10
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Optimisation des lignes de transports routiers	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L11
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L70
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Participer à la coordination globale de l'offre de transport par bassin de mobilité en diffusant l'offre ferroviaire régionale et nationale locale	X						Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs	Multiples objectifs	L71

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution			X				Améliorer la coordination de l'information lors de situations dégradées	Initier une réflexion sur le partage efficace et rapide d'information en situation de crise (situation dégradée)	L12
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Étude d'aménagement d'un pôle multimodal à Trans-en-Provence		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Améliorer l'accessibilité des PEM	L13
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) phases 1&2		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Multiples objectifs	L17
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Étude d'aménagement d'un Pôle d'Échange Multimodal en gare des Arcs-Draguignan							Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer l'attractivité des PEM	L18
SNCF GARES & CONNEXIONS	Place de la gare		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer l'attractivité des PEM	L19
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Renforcement et amélioration du Pôle d'Échange Multimodal de Saint-Raphaël		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer l'attractivité des PEM	L20
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Réalisation d'une aire multimodale le long de la RDN7 à Roquebrune-sur-Argens		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM	L21
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Réalisation d'une aire multimodale le long de la RDN7 à Puget sur Argens		X					Améliorer les conditions de l'intermodalité	Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM	L22
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en accessibilité des gares ferroviaires aux PSH et aux PMR	X			X			Développer l'offre de services solidaires	Initier une réflexion sur la mutualisation des coûts de services solidaires	L24
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Élaboration d'un PAMS en copilotage avec le ou les Départements concernés	X			X			Développer l'offre de services solidaires	Initier une réflexion sur la mutualisation des coûts de services solidaires	L25
CC Pays de Fayence	Agilauto Partage en Pays de Fayence : autopartage rural et 100 % électrique							Développer l'offre de services solidaires	Multiples objectifs	L26
Département du Var	Aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo" et du Parcours Cyclable du Littoral	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)	L29

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Département du Var	Implanter du stationnement cyclable sur les sites recevant du public et les sites culturels départementaux	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)	L30
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)	L31
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)	L32
Département du Var	Créer de nouveaux circuits cyclables diversifiés	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L34
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Création d'un itinéraire cyclable partagé avec des navettes électriques sur la Promenade des Bains entre Fréjus et Saint-Raphaël	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L35
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Création d'un itinéraire cyclable « Collège André Léotard Fréjus – Espace Oméga Saint-Raphaël »	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L36
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Base de données vélo OSM en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : complétude et qualification des données pour utilisation par les collectivités, usagers, amélioration des calculateurs d'itinéraires utilisant OSM	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L37
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes	X				X		Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Multiples objectifs	L38
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Mise en œuvre du schéma vélo	X					X	Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable	L43
Département du Var	Animation et valorisation de la pratique du vélo auprès des collégiens	X					X	Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin	Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable	L45
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Tarification régionale des transports	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées	L46
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées	L47

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU!	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Multiples objectifs	L48
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mutualisation de la donnée mobilité région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Multiples objectifs	L49
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AO pour mutualiser les points de distribution/ en faire des points multi-opérateur Favoriser l'accès à l'achat dématérialisé via les Maisons France Services	X						Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services	Multiples objectifs	L50
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Transition de la motorisation de la flotte des véhicules du réseau Ted Bus (en régie)						X	Multiples objectifs	Multiples objectifs	L51
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Déploiement d'installations photovoltaïques dans les gares						X	Multiples objectifs	Multiples objectifs	L52
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Déploiement d'une application pour le covoiturage du quotidien et mise en place d'une campagne d'incitation financière							Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin	L53
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Aménagement d'une aire de covoiturage à l'échangeur du Muy	X				X	X	Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Multiples objectifs	L55
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Soutien aux aires de covoiturage dans leur dimension multimodale	X				X	X	Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin	Multiples objectifs	L57
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Enquête ménage certifiée CEREMA (EMC2)	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L58
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Élaboration du Plan de Mobilité	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L59
CC Golfe de Saint Tropez	Plan de mobilité simplifié Accessibilité du territoire (vers les territoires voisins dotés des infrastructures de transport lourds (aéroports / gares) Amélioration et harmonisation de l'offre interne de TC Règlementation des stationnements / information dynamique Développement de l'offre cyclable (SDAC en cours d'élaboration)							Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L60

Pilote(s) de l'engagement	Libellé de l'engagement	THEMATIQUE 1	THEMATIQUE 2	THEMATIQUE 3	THEMATIQUE 4	THEMATIQUE 5	THEMATIQUE 6	Objectifs généraux	Objectifs territorialisés	Numéro
	Amélioration générale des systèmes de mobilité / intermodalité Amélioration de l'offre TC maritime									
CC Lacs et Gorges du Verdon	Plan de Mobilité Simplifié : 1 / Désenclaver les territoires ruraux en améliorant l'accès aux polarités de services 2/ Faciliter les déplacements vers l'extérieur du territoire 3/ Améliorer la qualité de vie au sein des communes de la CCLGV 4/ Répondre aux besoins de déplacements des visiteurs pour accéder et se déplacer sur le territoire, tout en limitant le recours à l'autosolisme 5/ Proposer des solutions de déplacements adaptées aux personnes vulnérables							Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L61
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Élaboration du Plan de mobilité simplifié	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L62
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Accompagnement/participation à l'élaboration des PDM/PDMS par les EPCI AOM avant rédaction des avis de la Région sur les Plans de Mobilité / Plans de Mobilité Simplifiés arrêtés par les Autorités organisatrices de mobilité	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L63
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Multiples objectifs	L64
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.	L65
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Développement d'une plateforme de consultation citoyenne							Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.	L67
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Planification stratégique d'actions de communication	X			X			Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité	Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.	L69

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 2 : ENGAGEMENTS



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

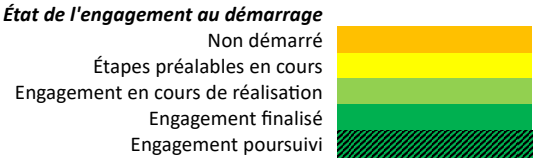
N°1	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Créer de la « connexion » entre services au niveau des points de rupture de charge
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Coordination des horaires entre les différents réseaux
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** - Coordonner les horaires entre les différents réseaux **Étapes :** 1. Identifier/lister/catégoriser les points de correspondance 2. S'adapter (réseau ou pas) pour faciliter les correspondances 3. Identifier tous les points de correspondance et les acteurs liés sur ce point, et proposer une nouvelle grille horaire 4. Organiser des réunions de partage d'information périodiques sur les horaires pour pouvoir se coordonner
Besoins de pilotage / coordination	1 réunion par an a minima

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP

CCI	Partenaire		
Département	Partenaire	Information	
SNCF Voyageurs	Partenaire	Information, délivrance de l'information voyageurs	
Aéroports	Partenaire		
Ports	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°2	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer les connexions entre intercommunalités par la prolongation de certaines lignes (notamment vers les bassins d'emploi et de services)
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réaliser une étude d'opportunité sur la création de lignes inter-intercommunalités et leur mise en œuvre
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de réaliser une étude d'opportunité sur la création de lignes inter-intercommunalités et leur mise en œuvre, en y intégrant une réflexion sur les PEM à desservir (identifier ceux qui ont un intérêt à l'échelle du bassin). **Étapes :** 1. Déterminer la forme de l'étude (enquête interne ou via un AMO) (2025) 2. Déterminer le périmètre géographique de l'enquête (usagers réseaux TC, habitants des communes limitrophes interco, centres villes…) (2025) 3. Déterminer les publics à cibler pour l'enquête (2025) 4. Pré-flécher/hiérarchiser les lignes (2025) 5. Prendre les actes administratifs afférents : conventions éventuelles, délibérations, marchés…) (2025) 6. Expérimentation (2026) 7. Retour d'expérience (2027) 8. Déploiement sur tous les autres bassins régionaux (2027-2028) NB : Pour la billettique, étudier au cas par cas les interactions inter-EPCI en attendant le SIBR
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Moyens RH (Animation du groupe, coordination et rédaction des documents)	ETP Préparer l'étude et la mise en œuvre des lignes et le co-financement du service
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°3	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité
Référent de la fiche : Radia BENDJAMA	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Coordination de la réflexion et de la gestion des flux logistiques
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de coordonner la gestion des arrêtés de voirie des EPCI / communes / départements, ainsi que de coordonner la création et la mutualisation d'un HUB/Espaces Logistiques Urbains. **Étapes :** 1. Réalisation d'un diagnostic par EPCI concernant l'existence des HUB et des arrêtés pris (2025) 2. Partage du diagnostic (2026) 3. Réflexion autour des actions à mettre en œuvre (2026) 4. Mise en œuvre des actions (2026 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	1 Référent par EPCI + 1 Référent département

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	Animation / ETP
Département	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP

CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°4	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité
Référent de la fiche : Radia BENDJAMA	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réalisation d'une étude d'opportunité concernant le transport maritime et la création de navettes
Périmètre	Bassin de mobilité L et éventuellement bassins limitrophes
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est la réalisation d'une étude d'opportunité sur le transport maritime et la création de navettes inter-EPCI (notamment en basse saison), ainsi que la réalisation d'une étude sur les différents carburants propres (hydrogène). **Étapes :** 1. Réalisation des études (2025) 2. Mise en œuvre en interne (2026) 3. Développement (2027 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	A définir

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Golfe de Saint Tropez

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Pilote	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CCI	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°5	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Requalification de la RDN7 entre Puget sur Argens et Fréjus
Périmètre	Puget sur Argens, Roquebrune-sur-Argens, Fréjus
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La RDN7 est un axe structurant majeur pour le territoire avec une 2x2 voies pour véhicules. Il s'agit de développer un service de bus prioritaire et plus performant que la voiture. **Description :** La Communauté d'Agglomération porte actuellement le projet de la voie de contournement de la RDN7 sur le secteur de Puget sur Argens et Fréjus par la voie Nord. La création de cette voie permet de réduire le flux de véhicules sur la RDN7 et de proposer ainsi une requalification de cet axe, offrant davantage de services de mobilité. Ce projet s'inscrit dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'Agglomération.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures élevées, pas d'aides financière dans la réalisation de voie bus / BHNS

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Équipe projet	
Commune de St Raphaël	Partenaire	Équipe projet	
Commune de Fréjus	Partenaire	Équipe projet	

Département du Var	Partenaire	Permission de travaux / financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°6	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Jean Baptiste DAVID (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), jbdavid@maregionsud.fr , *mobi-lab-regionsud@maregionsud.fr*	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Appel à projets Mobi'Lab - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Soutien à des projets expérimentaux ou des innovations, y compris celles qualifiées de "low tech", d'ordre technologique, serviciel, organisationnel ou social, appliqués à tout type de transport et répondant aux orientations stratégiques (ACoRS) de la politique régionale en matière de transition écologique et énergétique des transports - Appel à projets (AAP) pour subvention régionale pour un montant jusqu'à 130 000 € par projet **Public cible :** Entreprises (fournisseurs de matériels ou de solutions), opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, collectivités territoriales (non prise en charge des salaires des agents de la fonction publique) **Étapes :** - AAP ouverte sur 2024 - 2025 le dispositif est en suspend pour l'instant, le temps de faire un retour d'expérience des premiers dossiers financés
Besoins de pilotage / coordination	Cf. le cadre d'intervention et les critères d'évaluation Appel à projets Mobi'Lab Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Provence-Alpes-Côte-d'Azur (maregionsud.fr)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Etat d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur : Subvention d'investissement ou pour des actions spécifiques de fonctionnement	
Collectivités territoriales ou Opérateurs logistiques ou de transport de voyageurs ou Acteurs de l'économie sociale et solidaires (entreprises, coopératives, associations...) ou Entreprises (fournisseurs de matériel ou de solution)	Partenaire	Expérimentation	Porteur d'un projet innovant (produits ou services) ou des innovations déployées en région Provence Alpes Côte d'Azur

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°7	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Corinne MERAND LEPRETRE, cmerand_lepretre@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Gestion d'un centre de relation clients (CRC)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Amélioration de la diffusion et de la lisibilité de l'information du réseau ZOU! **Description :** Mise en œuvre d'un centre d'appels du réseau ZOU chargé : - D'informer sur les horaires et les tarifs - D'informer sur les conditions de circulation - De gérer les réclamations - De gérer le back-office du portail ZOU ! - Calculateur d'itinéraire comprenant les AOM de la région : un renvoi sur les sites des AOM du calculateur pourrait être envisagé sous forme de lien **Public cible :** Tous les usagers du réseau ZOU ! Express et de proximité
Besoins de pilotage / coordination	Passation d'un marché public auprès d'un prestataire spécialisé.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	Un marché public et un chargé de suivi du marché
EPCI volontaire	Partenaire	Partage d'information et de données	Fourniture des données de leur réseau afin qu'il soit mis en ligne sur la plateforme ZOU !

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°8	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Sylvie PEUZIN, Denis GALINDO et Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement de la desserte ferroviaire TER Zou! du secteur Provence Est : Ligne Marseille-Toulon-Hyères/Les Arcs.
Périmètre	Échelle géographique régionale découpée en 4 grands secteurs (Azur, Provence Est, Alpes et Provence Ouest). Les EPCI compris dans le périmètre du secteur Provence-Est concernés par cette fiche sont : - la métropole Aix-Marseille-Provence - la métropole Toulon-Provence-Méditerranée - la communauté d'agglomération Sud Sainte Baume - la communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon - la communauté de communes Vallée du Gapeau - la communauté de communes Méditerranée Porte des Maures - la communauté de communes Cœur du Var
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Apporter une réponse la plus proche possible du besoin de mobilité des territoires, pour tous les profils d'usagers, à toute heure de la journée. **Description du projet :** Projet de dessertes TER 2025 : - Marseille-Nice (rapide) - Marseille-Toulon - Marseille-Aubagne - Toulon-La Pauline - La Pauline-Hyères - La Pauline-Carnoules - Carnoules-Les Arcs Prévision de dessertes à partir de 2026 : - Marseille-Toulon-Les Arcs (directs) - Marseille-Toulon - Marseille-Aubagne - Toulon-La Pauline - La Pauline-Hyères - La Pauline-Carnoules - Carnoules-Les Arcs Mise en place de la navette toulonnaise à partir du SA 2030 avec un train supplémentaire toutes les 1/2 d'heures entre St Cyr et Carnoules,

	soit un train tous les 1/4 d'heures omnibus sur le segment St Cyr - La Pauline. **Public cible :** Usagers du TER de l'ensemble du territoire régional
Besoins de pilotage / coordination	1 - Contraintes externes liées au respect des calendriers : → des différentes phases de travaux des grands projets d'amélioration des infrastructures ferroviaires régionales : - LNPCA - Signalisation ERTMS (projet HPMV) → de l'ouverture du lot 3 du réseau TER (Provence-Est et Alpes) à la concurrence (SA 2030) → de réalisation des SERM de Marseille et Toulon 2 - Nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur - des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional - des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle du secteur ferroviaire d'Est-Provence. - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains

SNCF Voyageurs et autres transporteurs ferroviaires sous contrat de DSP	Partenaire	Exploitant/délégataire Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région
SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).
Collectivités AOM	Partenaire	Consultation	Consultation des collectivités AOM des différents bassins, pour partager au plus tôt l'offre TER afin que d'éventuels ajustements de l'offre (dont offre locale) puissent être faits.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°9	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Sylvie PEUZIN, Denis GALINDO et Vincent MOUREN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), speuzin@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement des dessertes ferroviaires TER Zou! des lignes du littoral azuréen.
Périmètre	Échelle géographique régionale découpée en 4 grands secteurs (Azur, Provence Est, Alpes et Provence Ouest). Les lignes du littoral azuréen traversent les périmètres : - Des communautés d'agglomérations Dracénie Provence Verdon, Estérel Côte d'Azur Agglomération, Pays de Grasse, Cannes Pays de Lérins, Sophia Antipolis, Riviera Française ; - De la métropole Nice Côte d'Azur
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Apporter une réponse la plus proche possible du besoin de mobilité des territoires, pour tous les profils d'usagers, à toute heure de la journée. **Description du projet :** Desserte Secteur Azur à partir de 2025 : - 1 train tous les 1/4 d'heure entre Cannes et Menton, toute la journée. - Marseille-Nice (rapide) A partir du 29 juin 2025 : - 1 train par heure toute la journée dans les 2 sens avec nouveau matériel roulant - Les Arcs – Cannes - Grasse – Cannes - Cannes – Nice - Nice – Menton - Menton - Vintimille **Public cible :** Usagers du TER de l'ensemble du territoire régional et plus particulièrement des habitants du littoral azuréen.
Besoins de pilotage / coordination	1 - Contraintes externes liées au respect des calendriers : → des différentes phases de travaux des grands projets d'amélioration des infrastructures ferroviaires régionales : - LNPCA - Signalisation ERTMS (projet HPMV) → des phases d'ouverture des différents lots du réseau TER à la concurrence

	→ de réalisation du SERM de Nice 2 - Nécessité de concerter chaque année avec les territoires pour entendre le besoin des usagers et adapter l'offre en réponse. Cette concertation s'appuie sur - des dispositifs encadrés par la loi tels que le comité de suivi des dessertes ferroviaires et le comité des partenaires régional - des comités techniques "usagers", composés d'associations, réunis à l'échelle du secteur ferroviaire Azur - des consultations directes d'usagers via mailings et réseaux sociaux.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTRI/STER : Unité plan de transport (7 personnes) en lien avec la DIGE/SIFPE pour l'infrastructure et DTSI pour complémentarité et correspondances Cars/trains
SNCF Sud Azur et Transdev Rail Sud Intermétropoles	Partenaire	Exploitant/délégataire Exploitation du service TER	Définition de l'offre de service en réponse à l'Expression des Besoins (EdB) commandée par la Région
SNCF Réseau	Partenaire	Réalisation des sillons ferroviaires	SNCF Réseau gère l'occupation de l'ensemble du réseau ferroviaire français. À ce titre, il octroie et régule les horaires de passage de tous les trains circulant sur les voies ferrées, dont les TER Zou!. Il est un acteur incontournable de la définition des horaires.
Associations d'usagers	Partenaire	Consultation	Par leur représentation des usagers du TER et leur pratique des mobilités en général, les associations sont consultées sur le prochain projet de

			service, en amont (mai/juin) de sa mise en place (traditionnellement le 2ème dimanche de décembre).
Collectivités AOM	Partenaire	Consultation	Consultation des collectivités AOM des différents bassins, pour partager au plus tôt l'offre TER afin que d'éventuels ajustements de l'offre (dont offre locale) puissent être faits.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°10	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Olivier MIARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), omiard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude d'amélioration de la complémentarité des offres cars-trains
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : - L'axe Aix-Briançon traverse les bassins : A, B, C, D, E, J - L'axe Est Toulon traverse les bassins : K, L - L'axe Nice-Tende traverse le bassin : N - L'axe Nord Avignon traverse les bassins : F, I - L'axe Nice-Digne traverse les bassins : D, M, N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Le scénario étudié retenu par axe : - L'axe Aix-Briançon : Réorganisation forte des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains. - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante. - L'axe Nice-Tende : Réorganisation partielle des cars.km par optimisation de la complémentarité cars-trains-tramway. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou sans réouverture de gare. - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des chemins de fer de Provence et de l'offre de car de proximité en rabattement. **Étapes :** - L'axe Aix-Briançon : Redéfinition de l'offre de service autocar dans les contrats d'exploitation à renouveler à l'horizon **2024-2025.** - L'axe Est Toulon : Optimisation de l'offre car existante dans les contrats d'exploitation à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Tende : Rabattement des lignes de cars Zou sur le futur PEM la trinité lorsque arrivera la ligne T5 de tramway **en ~ 2030**. - L'axe Nord Avignon : Renforcement de l'offre car avec ou pas réouverture de gare(s) à l'horizon **2025.** - L'axe Nice-Digne : Amélioration du cadencement des CP et de l'offre de car de proximité et LER en rabattement à l'horizon **2023 et 2027**.
Besoins de pilotage / coordination	**Pilote du projet marché d'étude car-train :** Olivier MIARD, DTRI/STER, omiard@maregionsud.fr **Référents :** - Aix Briançon : (DTSI-SRR) : sbridault@maregionsud.fr

	(DIGE-SIFPE) : icornebert@maregionsud.fr - L'axe Est Toulon : (DTSI-SRT83) : flozach@maregionsud.fr, npeinado@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : elorrain@maregionsud.fr - L'axe Nice-Tende : (DTSI-SRT06) : vfranceschetti@maregionsud.fr gmoroni@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : jmbremond@maregionsud.fr - L'axe Nord Avignon : (DTSI-SRT84-13) : fchiab@maregionsud.fr, vvoisin@maregionsud.fr, epaing@maregionsud.fr (DIGE-SIFPE) : pharinck@maregionsud.fr - L'axe Nice-Digne : (DTSI-SRT06) : vfranceschetti@maregionsud.fr (DTSI-SRR) : sbridault@maregionsud.fr (DTRI-SCFP) : pvillevieille@maregionsud.fr Pour l'ensemble des axes selon les demandes **appui du STER sur l'offre TER :** vmouren@maregionsud.fr, dgalindo@maregionsud.fr

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Maître d'ouvrage : DGTMGE-DTSI-SRR -SRT04-05-SRT83-SRT06- SRT84-13-DTRI-STER-STER-SCFP : offre de service TC DGTMGE-DIGE-SIFPE : études complémentaires	Redéfinition de l'offre de : service autocar. service CP via le plan de cadencement. Études complémentaires en cours Exemple : optimisation des temps de parcours ferroviaire – études et travaux sur l'Etoile de Veynes.

Sociétés des transports	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Exploitation des services TC.
Bureaux d'études	Partenaire	Prestataire : Capacité à répondre à l'appel d'offre et à exécuter le marché	Études complémentaires, exemples marché car-train DTRI : Étude simplifiée d'ouverture des gares (Pontet, Barbentane et Piolenc) de l'axe Nord Avignon. Et approfondissement de l'étude Aix-Briançon sur la section Veynes-Briançon. (En cours) Marché DTSI : AMO aux procédures de renouvellement des contrats du réseau Régional de transport public interurbain sur le territoire des Alpes de Haute-Provence et à la réorganisation des lignes express Régionales sur des territoires ciblés. AMO à l'évolution de l'offre de transport sur la Vallée de la Durance – Phase 2 (En cours)

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°11	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL :** Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Guillaume LALANGE, glalange@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Optimisation des lignes de transports routiers
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** La région est dotée de la compétence TR sur les territoires non AOM et interurbain. Elle met en œuvre des lignes entrantes sur les territoires des AOM pour desservir ces dernières. Dans la limite des places disponibles elle peut faire de l'affrétement pour des usagers des AOM sous réserve de prise en charge des frais par l'AOM. Réciproquement les AOM peuvent également faire du transport pour la région. L'objectif est l'optimisation des dépenses publiques et du matériel roulant lorsqu'il y a superposition des réseaux dans une optique de complémentarité d'offre et non de concurrence. **Étapes :** - Etat des lieux entre la région et chaque AOM pour identifier dans les plans de transports routiers le doublement des lignes régulières et scolaires ainsi que l'état de remplissage de ces lignes - Conventions d'affrétement s'il y a lieu contre rémunération au cout réel
Besoins de pilotage / coordination	**Coordination nécessaire entre la Région et les AOMs via la mise en place de** temps de travail réguliers entre les services exploitations. 1 à 2 réunions par an + 1 à 3 réunion spécifique si besoin (Groupe de travail secondaire à créer si besoin sur un secteur particulier)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'action collective	Organisation de la Réunion et préparation Ordre du jour + Compte-rendu Fourniture de données Rédaction des conventions
AOM	Partenaire	Co-pilote sur chaque réseau	Participation aux réunions Fourniture de données Relecture et amendement des documents

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°12	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Multiples objectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Fabien LOZACH (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), flozach@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Dispositions d'information et de coordination entre AOM en cas d'épisode de pollution
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** En cas d'épisode de pollution les préfectures appliquent des mesures d'urgence limitant les émissions de polluants et des circulation différenciées en ZFE. - Dans ce cadre, les AOM mettent en œuvre des dispositions facilitant le report modal en appliquant notamment des politiques tarifaires attractives. - Dans la cadre de sa compétence interurbaine, la Région exploite des lignes entrantes, sortantes et traversantes des AOM. A cet égard, une information réciproque de déclenchement s'avère nécessaire pour une cohérence d'ensemble vis-à-vis des usagers. **Activités à mener :** - Identification de référents techniques des AOM - Identification des référents préfectoraux - Identification de circuits de communication - Partage des dispositifs mis en œuvre par les AOM - Procédure d'information et de communication entre AOM lors de mise en œuvre des dispositions tarifaires - Procédure de transmission fiable des informations de déclenchements préfectoraux pour dépassement de seuil - Revue et mise à jour régulière des listes de référents **Étape 1 : 2025** - Réunion d'un groupe de travail par bassin à l'initiative de chaque service réseau de la Région ou d'une AOM du bassin - Recensement des dispositifs par AOM du bassin **Étape 2 : 2026** - Élaboration d'une fiche procédure d'information-coordination **Étape 3 : 2026 et suivantes** - REX au plus tard 15 jours après chaque épisode

Besoins de pilotage / coordination	Les organigrammes sont vivants. Les circuits de communications ne sont efficaces que si les "contacts" sont régulièrement mis à jour (à minima 1 fois par an avant les épisodes de chaleurs).

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Centralisation / redistribution de l'information préfectorale	
EPCI	Partenaire	Mobilisation de moyens RH et information	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°13	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer l'accessibilité des PEM
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Étude d'aménagement d'un pôle multimodal à Trans-en-Provence
Périmètre	Commune de Trans-en-Provence
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Dans le cadre du plan de transformation des zones commerciales porté par l'ANCT et donc DPVa et le site du Boulevard Commercial de la Nartuby, le PEM de Trans, identifié dans le cadre du PDMS doit trouver sa place au cœur d'un projet ambitieux de reconfiguration d'une entrée de ville (Fiche Action d'ACV 2 sur la commune centre de Draguignan) **Objectif :** Le PEM de Trans doit permettre de faciliter les mobilités actives entre une zone commerciale à rayonnement intercommunal et le centre village de TRANS. **Description :** Aménager un parking multimodal en entrée de ville pour délester le centre des voitures des résidents et actifs. **Étapes :** 1- attribution du marché et signature de la convention avec ANCT – décembre 2024 2- rendu de l'étude de programmation et de mobilité – fin 2025 3- lancement d'une DUP – fin 2026
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : AMI PTZC de l'ANCT dont DPVa est lauréat Freins : Importante dureté foncière

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Maitre d'ouvrage Portage du projet et financement	
Commune de Trans en Provence	Partenaire		
ANCT	Partenaire	Financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°14	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en place une information multimodale dans les PEM
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Créer une communication sur les PEM
Périmètre	Bassin de mobilité L + tous les autres bassins de la région
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de créer une communication sur les PEM (vocable, promotion et communication…). **Étapes :** 1. Recenser les différents vocables utilisés dans les territoires pour désigner les PEM, les modes de promotion. Recenser les PEM et les projets existants, établir une liste de services et d'aménagements attractifs sur les PEM (2025) 2. Définir le terme à utiliser dans les outils de communication (ex. : pôle de mobilité) (2025) 3. Conceptualisation d'outils de promotion et de communication (2026) 4. Organiser des dates/évènements/animations une fois par an sur la thématique des PEM, éditer des outils de communication (ex. : flyers) détaillant ce qu'est un PEM (2026 à 2028) 5. Cartographier et partager les cartes des PEM avec les différents services proposés (2026 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Moyens RH	ETP Contribuer aux travaux, animer des réunions
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Moyens RH	ETP Conception de la communication et des animations

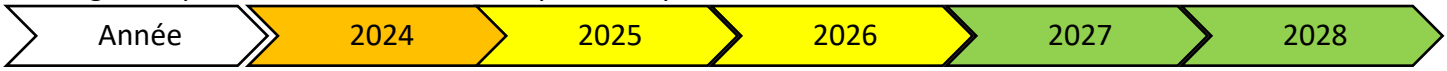
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

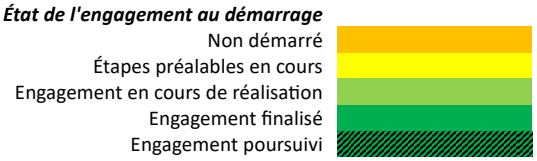
N°15	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en place une information multimodale dans les PEM
Référent de la fiche : Samuel BERTRANDY, s.bertrandy@cc-paysdefayence.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Améliorer l'information digitale pour les usagers dans les PEM
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est d'installer des écrans d'information (totems) alimentés par les systèmes d'information Zou, SNCF, réseaux de transport locaux (voire par l'application de covoiturage). **Étapes :** 1. Rendre les systèmes d'information inter-utilisables (2025) 2. Décider collectivement d'une architecture de présentation de ces données sur les écrans (2026) 3. Installer des écrans ou adapter ceux déjà existants (2027-2028)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (autorité organisatrice Zou et TER)

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH Fournisseur de données (Zou)	ETP Données
SNCF G&C	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (TER et Grandes lignes)	ETP Données

Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH Fournisseur de données (réseaux locaux et covoiturage)	ETP Données
Communes (le cas échéant)	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°16	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Mettre en place une information multimodale dans les PEM
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Fiabiliser la data dans le but de l'exploiter pour l'information multimodale sur les PEM
Périmètre	Région
Étapes / Public cible / Budget	Objectif principal : L'objectif est de fiabiliser la data afin de l'exploiter pour l'information dans les PEM. **<u>Étapes :</u>** 1. Réaliser un webinaire (2025) 2. Animer un groupe de technicien en charge de la mise en Open Data (2025 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Émission de data Moyens RH	
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Émission de data Moyens RH	
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Émission de data Moyens RH	
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Émission de data	

		Moyens RH	
CC Pays de Fayence	Partenaire	Émission de data Moyens RH	
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Émission de data Moyens RH	
Data.gouv	Partenaire	Partenaire pour la qualité de la donnée	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°17	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Éric LORRAIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), elorrain@maregionsud.fr	

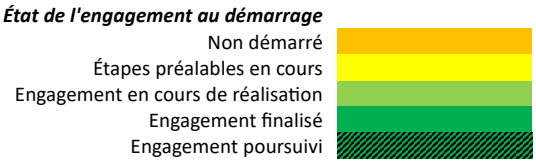
DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) phases 1&2
Périmètre	Le périmètre du projet s'étend sur les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes maritimes et concerne également les collectivités et EPCI traversées par la ligne Marseille-Vintimille.
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur souffre d'une congestion de ses infrastructures ferroviaires sur l'axe Marseille Vintimille. Le projet de Ligne Nouvelle a pour objectif de résorber ces problèmes structurels, de répondre aux besoins d'amélioration des déplacements du quotidien et de répondre à l'augmentation des flux attendue sur cette ligne dans les prochaines décennies. **Description du projet :** La LNPCA se compose de 25 opérations concernant essentiellement le réseau existant, réparties sur les trois départements des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes Maritimes, qui consistent à améliorer l'infrastructure existante. Le projet prévoit la dénivellation de bifurcations, la création d'alternats en gare, le doublement de voie unique, la création de corridors dédiés, la relocalisation des sites de remisage et de maintenance, la création de voies centrales origine-terminus. Le projet comprend également la création de nouvelles gares et haltes, le développement de PEM existants ainsi que la réalisation d'une gare souterraine à Marseille-Saint-Charles permettant la diamétralisation des circulations entre l'Est et l'Ouest de la région. Ces aménagements permettront la mise en service des navettes toulonnaise et azuréenne ainsi qu'un fort développement de l'offre autour de l'étoile marseillaise. **Public cible :** Le projet a pour objectif d'augmenter le report modal en faveur des transports en commun pour les déplacements du quotidien. Le projet permet également des gains pour les usagers des trains grandes lignes. Il permet enfin de dégager des sillons supplémentaires pour le FRET.
Besoins de pilotage / coordination	Financement contractualisé à hauteur de 80%. Les 20% restants seront sollicités auprès de l'Union Européenne via le mécanisme pour l'interconnexion en Europe. L'obtention de ces subventions est décisive pour respecter le calendrier de mise en service des phases 1 et 2 du projet, respectivement en 2030 et 2035.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	SNCF Réseau SNCF G&C

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
État	Partenaire	Financeur Subventions AFIT	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	MOA, Financeur Subventions d'investissement	
Départements des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes-Maritimes	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Aix Marseille Provence	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Toulon Provence Méditerranée	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Métropole Nice Côte d'Azur	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CC Pays de Grasse	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CA Cannes Pays de Lérins	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
CA Sophia Antipolis	Partenaire	Financeur Subventions d'investissement	
SNCF Réseau SNCF G&C	Pilote	Pilotage technique du projet	
Société Ligne Nouvelle Provence Côte d'azur	Partenaire	Financeur Porte le financement des collectivités	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

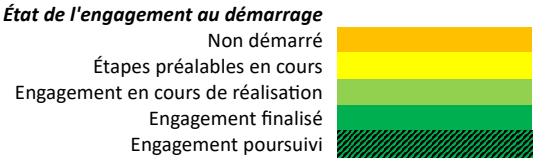
N°18	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer l'attractivité des PEM
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Études d'aménagement d'un PEM en gare des Arcs-Draguignan
Périmètre	Quartier de la gare des Arcs-Draguignan
Étapes / Public cible / Budget	Les aménagements et la desserte de la gare des Arcs-Draguignan sont marqués par l'omniprésence et l'occupation de la voiture. Les parkings sont saturés, l'espace public immédiat et l'offre de mobilité actuelle ne permette pas d'accéder à la gare de façon satisfaisante aujourd'hui. Une hausse de la fréquentation est à prévoir et les dysfonctionnements observés aujourd'hui vont se renforcer à l'avenir. L'étude permettra d'imaginer la gare de demain pour rendre la gare accessible à ses usagers. L'étude comportera plusieurs volets : • Un diagnostic comportant notamment une étude de stationnement et la préfiguration d'orientations • Une proposition de scénarios d'organisation de l'espace • Un approfondissement du scénario retenu --> programmation. Les étapes du projet sont les suivantes : 4- Publication du marché de prestation intellectuelle (2024) 5- Réalisation de la phase de diagnostic (2024) 6- Choix d'un scénario (2024) 7- Approfondissement d'un des scénarios (2025)
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : une commune engagée dans Petites Villes de Demain, une hausse de la desserte en train Freins : Calendrier électoral (2026)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
Validation d'un scénario ou non Fléchage de crédits sur les budgets suivants pour réaliser les aménagements préconisés par l'étude État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Moyens humains et financements	0.25 ETP interne + 60 k€ TTC de bureau d'étude
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Moyens humains et financements	Moyen humain + attente de retour sur subvention
SNCF G&C	Partenaire	Moyens humains	Pour suivre l'étude de DPVa
Commune des Arcs	Partenaire	Moyens humains	Pour suivre l'étude de DPVa
État	Partenaire	Financeur	Dossier de subvention FNADT à monter

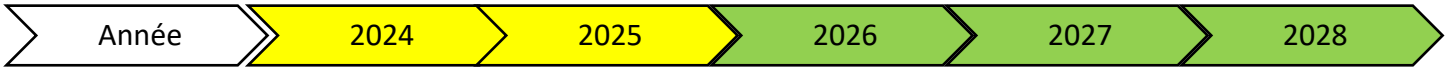
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

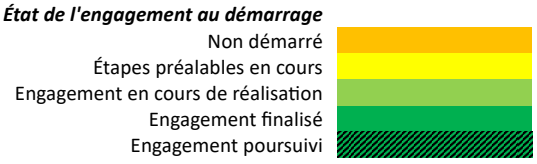
N°19	**BASSIN :** K **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer l'attractivité des PEM
Référent de la fiche : Céline Simonin, celine.simonin@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Place de la Gare
Périmètre	Gare des Arcs Draguignan, et + si nouvelles opportunités dans d'autres gares du bassin.
Étapes / Public cible / Budget	L'objectif est d'apporter dans les gares de nouveaux services aux voyageurs et aux riverains, de les humaniser, d'améliorer l'expérience en gare et d'amener toujours plus de monde vers le train. Cela se fait par la mise à disposition d'espaces en gare pour des projets porteurs de nouveaux services, et par un travail partenarial avec les collectivités dans ce but. **Étapes :** 1- Chiffrage des travaux nécessaires à la mise à disposition des espaces 2- Recherche de porteurs de projets 3- Définition du
Besoins de pilotage / coordination	Trouver des porteurs de projets (collectivité, acteur économique, association, etc.)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	SNCF G&C

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
SNCF G&C	Pilote	Équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Soutien financier	Financement	
Communes concernées	Partenaire	Relais + groupe de travail	
Porteurs de projets	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°20	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer l'attractivité des PEM
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Renforcement et amélioration du Pôle d'Échange Multimodal de Saint-Raphaël
Périmètre	Commune de Saint-Raphaël
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Saint-Raphaël possède un véritable pôle d'échanges multimodaux grâce à la liaison immédiate entre sa gare TGV et la gare routière, pour laquelle transite des véhicules du réseau intercommunal et régional. Une gare maritime à proximité, du stationnement vélo ou encore le service de taxis font de ce lieu un espace de transit majeur. **Description :** Près d'1,3M voyages ont été comptabilisés en 2022 pour la gare de Saint-Raphaël Valescure, ce qui en fait une gare extrêmement importante à l'échelle de la Région mais surtout sur la Côte d'Azur. Une part importante de ces voyageurs transite vers la gare routière pour utiliser les transports en commun du réseau Le Bus ou du réseau régional ZOU. **Objectif :** L'objectif est d'améliorer l'accessibilité du site, développer de nouveaux services, faciliter les déplacements grâce à une meilleur signalétique
Besoins de pilotage / coordination	Nombreux acteurs concernés, besoin de faire coïncider les besoins de chacun

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Équipe projet	
Commune St Raphaël	Partenaire	Équipe projet	
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Équipe projet	
SNCF G&C	Partenaire	Propriétaire Équipe projet	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°21	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réalisation d'une aire multimodale le long de la RDN7 à Roquebrune-sur-Argens
Périmètre	Commune de Roquebrune-sur-Argens
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La RDN7 est la porte d'entrée principale du territoire pour les flux en provenance de la Dracénie. Il s'agit d'inciter les automobilistes à déposer leur véhicule en entrée d'agglomération pour utiliser des modes de transport alternatifs. **Objectif :** L'objectif est la création de deux aires multimodales composées d'un parking relais, d'un espace pour covoiturage, de bornes de recharge pour véhicules électriques et de stationnement vélo.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures, pas d'aides financière dans la réalisation des aires multimodales, difficultés à identifier précisément le dimensionnement des ouvrages

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Maître d'ouvrage	Équipe projet	
Commune de Roquebrune	Partenaire	Mise à disposition du foncier	
Département du Var	Partenaire	Gestionnaire de voirie Permission de travaux / financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°22	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Réalisation d'une aire multimodale le long de la RDN7 à Puget sur Argens
Périmètre	Commune de Puget sur Argens
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La RDN7 est la porte d'entrée principale du territoire pour les flux en provenance de la Dracénie. Il s'agit d'inciter les automobilistes à déposer leur véhicule en entrée d'agglomération pour utiliser des modes de transport alternatifs. L'emplacement permet de capter également les flux sortant de l'A8. **Description :** Création de d'une aire multimodale composée d'un parking relais, d'un espace pour covoiturage, de bornes de recharge pour véhicules électriques et de stationnement vélo. Aussi, une connexion avec l'échangeur autoroutier et avec les lignes de transports nationales.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures, pas d'aides financière dans la réalisation des aires multimodales, difficultés à identifier précisément le dimensionnement des ouvrages

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet	

Commune de Puget	Partenaire	Mise à disposition du foncier	
Département du Var	Partenaire	Gestionnaire de voirie Permission de travaux / financement	

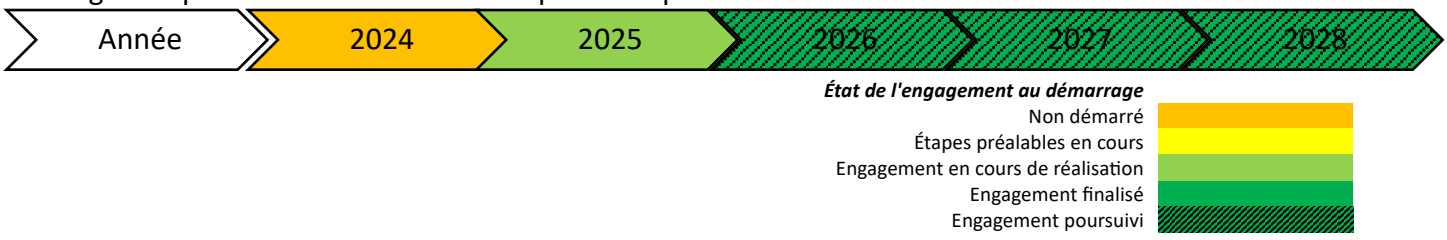
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°23	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer les conditions de l'intermodalité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	PEM : Échanges sur les pratiques et connaissances des acteurs
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de créer un groupe afin d'échanger sur les pratiques et connaissances des acteurs en matière de Pôle d'Échange Multimodal. **Étapes :** L'idée est d'organiser 1 à 2 réunions par an à minima.
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an à minima

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH Organisateur	ETP
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
SNCF G&C	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Communes (le cas échéant)	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°24	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Développer l'offre de services solidaires **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Initier une réflexion sur la mutualisation des coûts de services solidaires
Référent(s) de la fiche : Patricia HARINCK, pharinck@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en accessibilité des gares ferroviaires aux PSH et aux PMR
Périmètre	**Bassin : A, B, C, D, E, I, J, K, L, M et N**
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs de l'Ad'AP :** garantir la mise en accessibilité progressive des réseaux de transports publics. La Région a identifié 42 points d'arrêts ferroviaires prioritaires à rendre accessible avant décembre 2024. Le schéma a également un volet routier avec un nombre d'arrêts prioritaires à rendre accessibles d'ici 2027 et qui est suivi par la DTSI **Objectifs du SDAQ :** mettre en cohérence des infrastructures ferroviaires avec le matériel roulant utilisé pour le transport des usagers du train. 35 gares en région nécessitent des travaux d'allongement de quais d'ici 2028. Ces travaux d'allongements s'accompagnent de travaux de rehaussement des quais aux normes PMR et d'une mise en accessibilité partielle de la gare (maintien de la TVP) ou totale de la gare (passerelle avec ascenseurs ou passage souterrain aves rampes) selon les gares (fréquentation, dangerosité…) **Description :** Études et travaux réalisés sous Maîtrise d'ouvrage SNCF Gares & Connexions. • **État d'avancement du SDRA/Ad'AP** - 2023 : 34 gares accessibles sur 42 - 2024 : Briançon et Tende - 2025 : Arles, Cagnes et Villefranche s/Mer - 2026 et + : Miramas, St Laurent du Var, La Trinité Date de fin de l'ADAP fixé au 4 décembre 2024 puis demande de dérogation au préfet pour finalisation • **État d'avancement du SDAQ** - Études en cours : Bedarrides, Courthézon, Cuers, Lamanon, Le Thor, Mandelieu, Meyrargues, Montfavet, Morières-Lès-Avignon, Puget, Saint-Chamas, Saint-Saturnin, Sénas, Sollies-Pont - Travaux en cours : La Garde, Cassis Date de fin du SDAQ fixé à 2028 et qui sera décalé à 2035
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financeur principal	
État	Co-pilote		
SNCF Gares & connexions	Partenaire	Maîtrise d'ouvrage et co-financeur	
Collectivités	Partenaire	Partenaire financier et co-financeur si possible	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°L25	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : KL Nathalie PEINADO npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaborer un plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire (PAMS)
Périmètre	Bassins K et L
Étapes / Public cible / Budget	**Type :** Plan d'action pour faciliter la mobilité du quotidien des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ainsi que des personnes en situation de handicap comprenant notamment les aides financières individuelles liées à la mobilité **Description :** - mobilisation et coordination des acteurs locaux - diagnostic - définition des stratégies et enjeux - élaboration du plan d'action pour l'accompagnement des publics cible (gouvernance par action) **Étapes :** 1 - 2025/2026 - Mobilisation des acteurs, recensement des besoins, des actions existantes et nécessaires, co construction d'un plan si possible avec un soutien en ingénierie avec recherche de financement2 - 2027 Adoption du plan par les pilotes et les AOM 2 - 2027 - Mise en œuvre des plans d'actions notamment mise en ligne sur les sites des AOM et de la Région Sud des aides individuelles à la mobilité
Besoins de pilotage / coordination	**Co pilotage :** Région Sud et Départements concernés **Co construction** avec les AOM du bassin et les EPCI non AOM, les acteurs institutionnel de l'insertion et de l'emploi, les acteurs associatifs

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Départements

INDICATEURS
Avancement du PAMS État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet, co animateur des groupes de travail avec les contributeurs, mise en ligne sur site zou.maregionsud.fr des aides individuelles liées à la mobilité	Temps RH, Animation réseau des contributeurs,
Départements volontaires	Pilote	Équipe projet, co animateur des groupes de travail Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH. animation réseau des contributeurs
Départements	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information Porteur d'actions dans son champ de compétence	Temps RH
Métropole / Communauté d'agglomération du bassin	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information	Temps RH + mise à disposition des informations sur les aides individuelles sur le site mobilité de l'AOM
Communauté de communes exerçant sa compétence AOM	Partenaire	Participation aux réunions. Partage d'information	Temps RH + mise à disposition des informations sur les aides individuelles sur le site mobilité de l'AOM
Communauté de communes non AOM ou n'exerçant pas cette compétence	Partenaire	Partage d'information	Informations sur les dispositifs intercommunaux existants ou en projet, relais d'information après approbation du PAMS
Communes (cas échéant)	Partenaire	Partage d'information	Informations sur les dispositifs intercommunaux existants ou en projet, relais d'information après approbation du PAMS
France Travail	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants
CAF / MSA / CPAM / CARSAT	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants

État (DDETS, ANCT,…)	Partenaire	Partage d'information	Information sur les dispositifs mobilité existants
Associations de la mobilité solidaire, d'insertion, d'inclusion	Partenaire	Communication/prestations	Temps RH

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°26	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Développer l'offre de services solidaires **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Samuel BERTRANDY, s.bertrandy@cc-paysdefayence.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Autopartage rural et 100 % électrique
Périmètre	EPCI Pays de Fayence
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Saturation de l'axe routier principal, en particulier aux heures des mouvements pendulaires. - Enjeu de réduction du nombre de véhicules sur le territoire et de réduction des rejets de GES. - Volonté des élus, à la suite de la prise de compétence AOM (juin 2021) d'offrir à la population un bouquet de services de mobilité alternatifs à la voiture individuelle et à l'autosolisme. **Description :** Le service est le suivant : • Service d'autopartage en boucle. • 15 véhicules 100 % électriques, de marque française et assemblés en France. • Répartis sur 7 communes : 9 VL, 5 utilitaires et un van 9 places. • Entretien, assurance et supervision des véhicules assurés par l'opérateur (Agilauto Partage), grâce à une salariée recrutée sur le territoire, qui assure également l'accompagnement des clients et la promotion du service. • Tarifs : 8h = 49€, 4h = 35€, 1h = 12,60 €, rechargement électrique compris. • Service ouvert de 5h à 23h, 7/7 • Support client 24/7. La solution est opérationnelle depuis le dernier trimestre 2023, en phase expérimentale. La prochaine étape est la mise en œuvre d'une délégation de service public pour pérenniser la solution. **Étapes :** 8- Jalon 1 (dernier trimestre 2024) : publication de la DSP 9- Jalon 2 (1er semestre 2025) : attribution de la DSP. 10- Jalon 3 (2025-2031) : exploitation de la DSP
Besoins de pilotage / coordination	Mise en œuvre qui concerne 3 compétences différentes, assumées par 2, voire 3 collectivités ou établissements publics : AOM(EPCI), IRVE (communes, voire syndicat) et stationnement sur le domaine public. Principales difficultés : attribution d'emplacements de stationnement dédiés et installation des bornes de recharge électrique.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Pays de Fayence

INDICATEURS
Nombre total d'utilisateurs (par jour, par mois et par an). Nombre moyen d'utilisateurs par véhicule (par jour, par mois et par an). Nombre total de kilomètres parcourus + Nombre de kilomètres parcourus par véhicule. État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Pays de Fayence	Pilote	Pilotage et financement	600 € HT/mois/véhicule
7 communes sur les 9 de l'EPCI équipées de véhicules	Partenaire	IRVE + stationnement Attribution des emplacements de stationnement + travaux préparatoires à l'installation des bornes de recharge électrique.	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°29	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
Référent de la fiche : Rémi BARLET, rbarlet@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo" et du Parcours Cyclable du Littoral
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Cette action porte sur les deux itinéraires cyclables et leurs extensions : • poursuivre l'aménagement de l'Eurovélo 8 "la Méditerranée à vélo", • finaliser l'aménagement du parcours cyclable du littoral, • définir des itinéraires préférentiels de jonction entre les deux itinéraires, avec les autres départements, avec les autres itinéraires locaux. Les aménagements peuvent être réalisés par les communes ou les EPCI, avec un soutien financier du Département. Dans cette action figure une douzaine d'opérations (part exclusivement cycles à déterminer supérieure à 20 M€) Études déjà réalisées pour les tronçons dont les travaux viennent de démarrer. Études en cours (au stade faisabilité ou AVP ou PRO) pour les tronçons dont la réalisation se fera à court terme Études à venir pour certaines dernières sections
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
Longueur d'aménagements cyclables réalisés sur les 2 itinéraires État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet	
Communes ou ECPI ou Métropole	Partenaires		Sur certaines sections urbaines des parcours, par convention

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

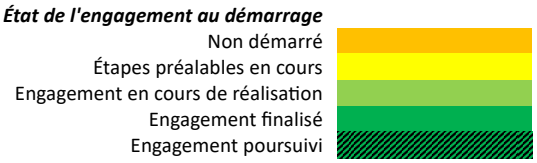
N°30	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
Référent de la fiche : Véronique FRANKE, vfranke@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Implanter du stationnement cyclable sur les sites recevant du public et les sites culturels départementaux
Périmètre	Département
Étapes / Public cible / Budget	L'objectif est de développer la pratique de la mobilité douce notamment en proposant du stationnement cyclable près des sites recevant du public : implantation d'un mobilier de stationnement sécuritaire (arceau permettant d'attacher un point du cadre) pour un usage de courte durée (1h-2h), réalisé sur les sites départementaux accueillant du public et les sites culturels départementaux (musées...), si cela est jugé opportun. **<u>Étapes :</u>** 1- Recenser les sites (2024) 2- Établir liste de critères pour sélection des sites (2025) 3- Cahier des charges pour le matériel à implanter (2025)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
Nombre de sites implantés en stationnement cyclables, Nombre de stationnements État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Financement	
Communes	Partenaires	Co-financement / Coordination	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°31	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
Référent(s) de la fiche : Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement de stationnements vélo sécurisés en gare
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Pose d'abris sécurisés, avec de services associés (équipements de plus de 12 places) : bornes VAE, casiers, station de gonflage/réparation - Accès gratuit **Public cible :** Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude, motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme …
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** lors des échanges avec les EPCI/Communes, les amener à réaliser la voirie ou le jalonnement en interface avec les équipements.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Initiateur Pilote Co maîtrise d'ouvrage	Financement investissement Financement fonctionnement

SNCF G&C	Partenaire	Maître d'ouvrage : et/ou propriétaire foncier Gestionnaire de la gare Exploitant des équipements	
État	Partenaire	Financement	Via le plan de relance : participation à l'investissement des gares imposées par la LOM
Métropole	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier	
Communauté d'agglomération / communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier	
Communes	Partenaire	Et/ou propriétaire foncier Autorisations de travaux	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°32	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles (gares, lycées, etc.)
Référent(s) de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), schignard@maregionsud.fr; Marine DOLLE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), mdolle@maregionsud.fr; Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), rdorne@maregionsud.fr; Isabelle DECORY (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), idecory@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Financement des projets aménagements cyclables servant la mobilité du quotidien
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** Développer les pratiques de vélo pour la mobilité du quotidien par le maillage cyclable autour d'équipements sous gestion régionale (gares, lycées) mais également des équipements et pôles structurants. **Description :** Financement des études, travaux et équipements de ces projets d'aménagements cyclables https://www.maregionsud.fr/vos-aides/detail/amenagements-cyclables-le-sud-a-velo **Public cible :** - Usagers pour les trajets domicile-travail, domicile-étude - Usagers pour les motifs quotidiens autres : loisirs, santé, tourisme…
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunité :** financement régional inscrit au CPER 15 M€ jusqu'en 2027

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement	
État	Partenaire	Financement	Via AAP Continuités cyclables si critères identiques
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo Et/ou propriétaire foncier	
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/Ou établit SD vélo ou PDM Et/ou propriétaire foncier	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou propriétaire foncier	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou propriétaire foncier	

	Commune	Points d'intérêts identifiés	Argumentaire
1	Salernes	Les ZAE - Ecole - La Muie - Musée Terra Rossa	
2	Flayosc	PEM identifié dans PDMS - Stade - Ecole	
3	Lorgues	Collège-lycée + zones commerciales entrée/sortie de ville + piscine + les 2 stades + écoles	
4	Draguignan	Centre Hospitalier de la Dracénie + écoles + lycées + collèges + Ecoles militaires de Draguignan + 4e RMAT + ZA St-Hermentaire et Pont de Lorgues + campus connecté + fac de droit + Médiathèque communautaire + gare routière + stades et gymnases + piscines + Les ZAE	
5	Figanières	Ecole + Collège + nœud routier/EV8	
6	Trans-en-Provence	Ecole + stade + Boulevard commercial de la Dracénie	
7	Les Arcs	Parc logistique des Bréguières + gare SNCF + Collège + CFA + ZA du Pont Rout + ZA des 4 chemins + base de loisirs	
8	Vidauban	ZAE boulevard commercial +école + collège + halte ferroviaire + piscine	
9	La Bouverie	Relier le village de la Bouverie à ???	
10	Le Muy	Les ZAE + école + collège + lycée + base nautique + campings + Stade-gymnase	
11	Puget sur Argens	Relier les 2 communes ?	Relier Puget à Fréjus par l'itinéraire alternatif à la RDN7 + RDN7 ; de l'autre côté assurer la continuité cyclable jusqu'à Roquebrune-sur-Argens. Financement communal sauf tracé alternatif RDN7
12	Saint Raphaël	RD100 + 2 collèges + 1 groupe privé hôpital	OK pour RD100. Permet de résoudre une discontinuité importante qui dessert le collège Léotard de Fréjus, le collège A. KARR de Saint-Raphaël, le Palais des Sports, des zones d'activité et plus largement Agay. Fiche projet déposée dans le cadre du CRET, en attente de décision.

13	Saint Raphaël	Promenade des Bains	Relie Fréjus à Saint-Raphaël par le bord de mer. Financement Agglo car voie vélos + TCSP
14	Saint Raphaël	Relier Saint Raphaël à Agay	A ce jour, aucune action sur ce sujet mais pertinent.
15	Sainte Maxime	Collège	
16	Cogolin	3 ZAE	
17	Grimaud	Carrefour de la Foux	
18	Saint Tropez	Gare routière + Collège	
19		Hôpital + Collège + Lycée	
20			
21	+ Liste des collèges du Plan Vélo Var à fournir		
22			
23	Fréjus	RD37	Permet de relier Frjus centre à l'échangeur autoroutier du Capitou + ZAE. Itinéraire de la V65, attente arbitrage Département pour prise en charge voie verte
24	Fréjus	RD4	Permet de relier le uartier de Caïs au centre-ville. Projet de groupe scolaire dans le secteur et ZAE existantes. Financmenent Ville
25	Fréjus / Roquebrune-sur-Argens	RD8	Dessert de nombreux camping, voie dangereuse car étroite et fréquentée par des poids louds (carrières etc.). Aucun projet actuellement

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°34	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : David HACHE, dhache@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Créer de nouveaux circuits cyclables diversifiés
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Pour toucher d'autres publics, et en particulier un public familial, la diversification des circuits avec des itinéraires courts, à faible dénivelé et sécurisés (soit par les aménagements soit par la faiblesse du trafic routier) pourra être développée.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS
Nombre de circuits créés État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Validation des circuits proposés	
Fédération du cyclotourisme	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°35	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un itinéraire cyclable partagé avec des navettes électriques sur la Promenade des Bains entre Fréjus et Saint-Raphaël
Périmètre	Communes de Fréjus et Saint-Raphaël
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** Il est envisagé la création d'un Transport en Commun sur Site Propre (TCSP) partagé avec vélos sur le front de mer entre les villes de Saint-Raphaël et Fréjus **Objectif :** Réduire la part d'autosolistes, réduire la congestion routière, réduire les émissions de GES, améliorer la qualité de l'air, développer l'intermodalité, améliorer la fluidité du trafic, apaiser les centres-villes de Fréjus et Saint-Raphaël notamment, sécuriser les déplacements à vélo **Description :** Le tracé total de la ligne représente 3 610 m en site propre et 1 200 m en voie partagée en raison de contraintes foncières et urbaines, soit 4 810 m au total. La mise en œuvre d'une voie dédiée de 5,5 m de large, bidirectionnelle limitée à 25 km/h regroupant cycles et navettes de moyenne capacité (20/25 personnes) va permettre de développer un concept de TSCP écologique et inédit.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures, pas d'aides financière dans la réalisation des aires multimodales, difficultés à identifier précisément le dimensionnement des ouvrages

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Maître d'ouvrage Équipe projet	
Commune St Raphaël	Partenaire	Équipe projet	
Commune de Fréjus	Partenaire	Équipe projet	
Département du Var	Partenaire	Gestionnaire de voirie Permission de travaux / financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°36	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un itinéraire cyclable « Collège André Léotard Fréjus – Espace Oméga Saint-Raphaël »
Périmètre	Communes de Fréjus et Saint-Raphaël
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** La RD100 est un axe structurant traversant Fréjus et Saint-Raphaël d'Est en Ouest et desservant de nombreux pôles générateurs de déplacements (établissements scolaires, commerces, zones d'activités, quartiers résidentiels). **Description :** Il est envisagé la création d'un itinéraire cyclable (voie verte) connectant le collège Léotard de Fréjus jusqu'à l'Espace Oméga de Saint-Raphaël, afin de traiter une discontinuité d'aménagement le long de la RD100. Cet itinéraire portant sur un linéaire de 3 km environ présente l'avantage de desservir le collège André Léotard de Fréjus, des zones d'activités, des zones d'habitation denses, le siège social d'Estérel Côte d'Azur Agglomération et des équipements sportifs importants. Ce projet s'inscrit dans le Schéma Directeur Vélo de l'Agglomération.
Besoins de pilotage / coordination	Coût des infrastructures élevés, voie utilisée pour du transport exceptionnel (largeur à maintenir)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Équipe projet	

Commune St Raphaël	Partenaire	Équipe projet	
Commune de Fréjus	Partenaire	Équipe projet	
Département du Var	Partenaire	Permission de travaux / financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°37	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Ségolène CHIGNARD, schignard@maregionsud.fr, DGTMGE-DIGE-SGE	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Constituer une base de données vélo régionale publiée dans OSM et la plateforme régionale « Connaissance du territoire » et pérenniser la mise à jour des données
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N (Pour les données du périmètre Occitanie et AURA, sous réserve qu'elles soient publiées sur OSM par un ou des contributeurs des régions Occitanie et AURA)
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - Mise en place par DCOPT-SCOT et DIGE-SGE d'une Base de Données vélo sur OSM complète et qualifiée à l'échelle régionale : ○ Appel à un prestataire pour analyse de la qualité, ○ Association des collectivités, ○ Formation à OSM et animation des "cartoparties" pour obtenir une BD OSM complète et maintenue par des référents identifiés dans les Collectivités, DDT(M), associations … **Description :** - Choix du prestataire - Estimation de la qualité de la cartographie OSM en région - Identification des collectivités et autres contributeurs pour les mobiliser et les former - Collecte de la donnée, traitement de la donnée, intégration des données et compléments des attributs dans OSM - Pour les continuités de l'EV8 et rabattement vers les pôles d'échange **Étapes :** - Juillet 2024 : démarrage de la mission - Septembre 2024 : lancement de la démarche via une réunion en visio avec les contributeurs majeurs - Été 2025 (1 an) : complétude et qualification de la BD + formations (12) + cartoparties (6) pour contributions et création d'événements pour communication de la démarche - Jusqu'à mi 2026 (1 an) : maintenance - A partir de septembre 2026 : autonomie de la Région et des partenaires pour actualisation d'OSM

Besoins de pilotage / coordination	Financement DIGE Animation SCOT (expertise métier et expérience sur autres thèmes) et SGE (expression du besoin et des finalités)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement Et animateur des groupes de travail avec les contributeurs	Animation réseau des contributeurs, extractions d'indicateurs, transfert sur la plateforme "connaissance du territoire …
Immergis	Partenaire	Prestataire Maître d'œuvre de la mission	Collecte, animation, complétude, qualification, estimation de la qualité de la donnée vélo, publication sur OSM, maintenance 1 an
Départements sur le périmètre de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Contributeur Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Départements hors périmètre de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ayant des communes dans le bassin	Partenaire	Contributeur Fournit de la donnée SIG	Collecte et qualification de la donnée vélo sur les communes hors Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Temps RH pour constituer et alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Métropoles	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM

Communautés d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communautés de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Fournit de la donnée SIG	Temps RH ponctuel le temps de la mission. A compter de 2026 : temps RH régulier pour alimenter BD régionale intermédiaire ou OSM
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
Syndicats d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Fournit de la donnée SIG	Fourniture à niveau supra
DDT	Partenaire	Partage de données et contributeur éventuel	
IGN	Partenaire	Partage de données et MAJ BDD Topo	
ASSOCIATIONS	Partenaire	Organisateur ou animateur ou contributeur	Pour les cartoparties et ensuite éventuellement en phase MAJ

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°38	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Ségolène CHIGNARD (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), schignard@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour les itinéraires véloroutes
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	Mise en œuvre du cadre d'intervention régional grâce aux : - Financement des itinéraires inscrits au Schéma régional des véloroutes + des rabattements (rayon 5 km entre Itinéraire et PEM) - Animations pour certains itinéraires **Description :** - Financement études, acquisitions foncières, travaux et équipements des sections d'itinéraires du SRV - *https://www.maregionsud.fr/vos-aides/detail/cadre-dintervention-pour-la-realisation-du-schema-regional-des-veloroutes-de-provence-alpes-cote-dazur*
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** financements régional et national inscrits au CPER **Pilotage** *:* Ségolène Chignard schignard@maregionsud.fr : départements 06,83 et itinéraires suivis en totalité EV8 et V65, V. des Pignes en 06 Marine Dolle mdolle@maregionsud.fr : départements 04,05 et itinéraires suivis en totalité V64 et Durance à vélo, V. des Pignes en 04 Rémi Dorne rdorne@maregionsud.fr : département 84 et itinéraires : EV17 et Autour du Luberon, via Venaissia Isabelle Decory idecory@maregionsud.fr : département 13

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement Ou animateur itinéraire Vote SRV	
État	Partenaire	Financement	
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage ou partenaire AOM Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	
Syndicat d'aménagement	Partenaire	Maître d'ouvrage Financement Et/ou établit SD vélo ou PDM	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

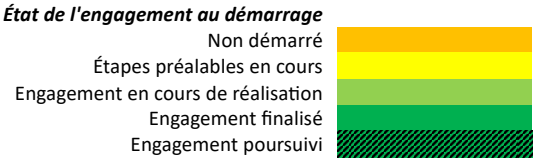
N°39	**BASSIN :** K et L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Structurer un maillage et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment avec l'Eurovélo 8 et sur les itinéraires longs
Référent de la fiche :	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Recensement de toutes les aides et moyens de financement possibles
Périmètre	Bassins K et L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de connaitre toutes les aides, tous les moyens de financement possibles existants sur la thématique du vélo. Ce travail a déjà été en partie réalisé par le Région. **Étapes :** 1. Récupérer les informations sur les aides Européennes, nationales et régionales (en attente des résultats du travail réalisé par la Région) 2. Récupérer la liste des aides départementales, intercommunales et communales 3. Organiser une réunion de présentation 2025
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP Partage d'information
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP

			Partage d'information (dispositifs Département)
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

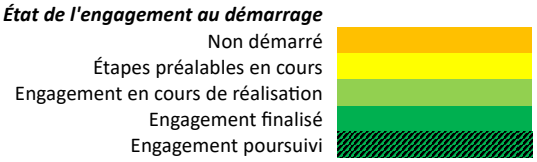
N°40	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Nathalie PEINADO, npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Groupe d'échange sur les modalités de gouvernance des projets vélo
Périmètre	Tous bassins
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - L'objectif est de créer un groupe d'échange sur les modalités de gouvernance des projets vélo. Les prérequis sont la confidentialité, l'assiduité, la possibilité d'échanger en distanciel - Aide à la création d'un schéma vélo par le retour d'expérience des EPCI l'ayant déjà mis en place sur : la consultation d'un bureau d'étude, les plans de l'étude, les livrables, les points de difficulté et les partenaires possibles. **Étapes :** 1. Recensement 2. Organisation d'une réunion 1 à 2 fois par an pour échanger
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an à minima

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (pour le lancement) puis EPCI/Département

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP Lancement de l'action
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP Démarche mutualisée

Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP
Communes (le cas échéant)	Partenaire	Moyens RH	ETP

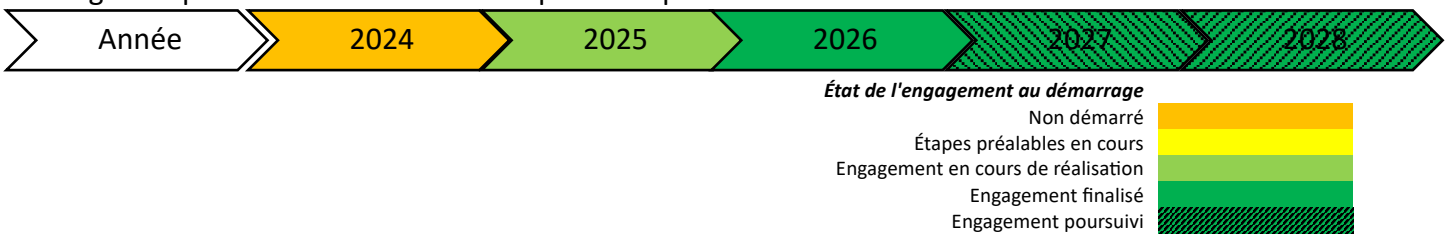
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°41	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Développer l'offre de services associés au vélo (location, entretien)
Référent de la fiche : Florent FERRUCCI	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Favoriser le développement d'activités liées au cyclable (location, réparation)
Périmètre	Bassins de mobilité K et L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de favoriser le développement d'activités liées au cyclable en prenant l'exemple de San Remo. Un benchmark permettra de déterminer quelles sont les conditions de l'émergence ou de l'installation de ces activités, quels sont les schémas économiques simples pour les collectivités… Ces activités sont en bordure grands axes EV/PCL et boucles locales/points touristiques, avec une notion de saisonnalité. **Étapes :** 1. Réaliser un benchmark : méthode, diffusion (2025) 2. Mobiliser Economie/tourisme 3. Guide procédure/méthode
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var Comité Régional du Tourisme (Service Tourisme de la région en convention avec)

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Pilote	Moyens RH	ETP

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP
Comité Régional du Tourisme	Pilote	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°42	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables
Référent de la fiche : Rémi BARLET, rbarlet@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'un groupe de travail sur la mise en œuvre du JALRIC
Périmètre	Région ou Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est la mise en place d'un groupe de travail concernant la mise en œuvre du JALRIC (JALonnement des Réseaux et Itinéraires Cyclables) **Étapes :** 1. Ateliers de présentation du JALRIC (visio, présentiel) 2. Mise en œuvre d'un document commun (forme à définir : charte, doctrine, CCTP) et définition des conditions de financement 3. Travail sur la SIL (signalétique d'intérêt local), notamment sur les haltes vélo
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 à 2 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Département du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Moyens RH	ETP
État (DDTM ?)	Partenaire	Moyens RH	ETP
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP

CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Moyens RH	ETP
Toulon Provence Métropole	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Sud Sainte Baume	Partenaire	Moyens RH	ETP
CA Provence Verte	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Provence Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Cœur du Var	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Méditerranée Porte des Maures	Partenaire	Moyens RH	ETP
CC Vallée du Gapeau	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°43	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre du schéma vélo de DPVa
Périmètre	Dracénie Provence Verdon agglomération
Étapes / Public cible / Budget	Le territoire s'est doté d'un plan vélo en décembre 2021 afin de promouvoir ce mode de déplacement. Parmi les 13 actions du schéma 6 sont en cours de mise en œuvre : • Créer des aménagements cyclables notamment via la Vigne à vélo • Créer du stationnement vélo • Remettre en place la prime vélo • Proposer un service de location de vélo • Promouvoir le Savoir Rouler A Vélo (SRAV) • Organiser des évènements et communiquer Les étapes du projet sont les suivantes : 11- Installation d'une consigne à vélo en gare routière de Draguignan / Implantation d'arceaux vélos dans les communes / Mise en place d'une prime vélo / Organisation d'événements sur le vélo / Promotion du SRAV / Installation d'un service de location de vélo en libre-service par un opérateur privé (free-floating) 12- Continuer la prime vélo / Organisation d'événements sur le vélo / Promotion du SRAV 13- Continuer la prime vélo / Organisation d'événements sur le vélo / Promotion du SRAV
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : - Une ville-centre moteur (Draguignan) - Des projets communaux Freins : Manque de budget et de moyens humains pour développer les autres actions du schéma vélo.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
Nombre de places de stationnement créées Nombre de primes distribuées Nombre de personnes sensibilisées durant les événements et le SRAV État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	MO pour les actions décrites Moyens humains et financements	0.15 ETP / 50 400€ TTC d'investissement et 27 960€ TTC de fonctionnement en 2024
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Financement	40 k€ HT sur le stationnement vélo pour DPVa
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage Moyens humains et financements	Mise en œuvre du SRAV dans leurs écoles ou centre d'accueil de mineurs. Coût et RH inconnu Création d'aménagements cyclables autres que la Vigne à vélo Coût et RH inconnu

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°45	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter et amplifier l'usage du vélo à l'échelle du Bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable
Référent de la fiche : Michel RADISSON, mradisson@var.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animation et valorisation de la pratique du vélo auprès des collégiens
Périmètre	Département du Var
Étapes / Public cible / Budget	Des actions sont déjà réalisées auprès des collégiens pour les sensibiliser à la pratique du vélo et à la sécurité routière. Le Département participe (en lien avec la Maison de la sécurité routière du Var) au financement, à l'organisation et à l'animation du challenge inter collèges qui a lieu chaque année.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Département du Var

INDICATEURS

Nombre de collèges participant au challenge inter collèges
Mise en place du Savoir Rouler à vélo
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Éducation Nationale	Partenaire	Collèges participants au challenge.	Challenge sur la culture de la sécurité routière globale et entre autre sur l'utilisation du vélo
Maison de la Sécurité routière du Var - Département du Var	Pilote	Maître d'ouvrage Animation Moyens matériels et co-animateurs	Co-animation d'ateliers de sécurité routière notamment 1 sur le vélo

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°46	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées
Référent(s) de la fiche : Miren AGUER – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - DTRI/SMI, maguer@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Tarification régionale des transports, mise en œuvre et communication partenariale
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Mise en œuvre stratégie régionale, actions complémentaires à des évolution d'offre, expérimentations ou partenariats avec pour objectifs : - Mise en œuvre d'une gamme tarifaire régionale simplifiée et unique - Développement de la tarification multimodale intégrée interAOM pour faciliter l'intermodalité et la mobilité par les transports publics sur un bassin de déplacements - Incitation au report modal vers les transports publics, en accompagnement d'une offre de transport attractive pour les trajets du quotidien comme pour les trajets occasionnels - Accompagnement à la mobilité des foyers à revenu modeste, développement d'une mobilité solidaire - Préservation des recettes régionales - Coordination avec les autres acteurs de la mobilité, y compris en termes d'information des évolutions tarifaires **Étapes :** • Réalisé : - Nouvelle gamme tarifaire régionale : 2023 (PZE en 2019) avec tarifs solidaires et minigroupes - Pass Intégral :2018 - Pass Sud Azur : 2020 - TER + urbain • Expérimentations : - Tarif Pic de pollution - Pass Journée TER - Tarifs zone peu dense • Projets : - Pass Var et Vaucluse - Déclinaisons des pass multimodaux existants Composante communication partenariale : envois systématiques de présentations informatives sur les modifications/adaptations tarifaires aux AOM du bassin sur chacun des bassins de mobilité

Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** la Région anime un groupe de travail interAOM pour réunir les bonnes conditions de mise en œuvre de l'interopérabilité

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	Chargé de mission tarifaire, chargé de mission billettique, AMO, équipe AMT
AOMD	Partenaire	Cofinancement ; Partage d'information et de données ; Co-analyse et proposition	Mise à disposition de données, avis, mise à niveau des systèmes de distribution, financement, délibération
Région de France	Partenaire	Partage d'information et d'analyse	
Exploitants, billeticiens (SIBR et autres)	Partenaire	Mise à disposition données ; Réalisation des développements et des recettes	Transmission bases de données vente/validation ; Réalisation des développements techniques sur les systèmes ; Recettes interopérables
Entreprises	Partenaire	Réalisation des études d'impacts ; Répartition des recettes entre bénéficiaires	Rapports d'études ; Mise à disposition de modèles ; États des reversements de recettes
Associations, organismes publics	Partenaire	Information	Consultation COPART avant mise en œuvre ; Promotion tarification régionale auprès de leur public.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°47	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinées
Référent(s) de la fiche : Miren AGUER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), maguer@maregionsud.fr ; Karen POGGI, kpoggi@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en œuvre d'un système d'information et de billettique régional (SIBR)
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Mettre en place un système d'information et de billettique Régional unique contribuant à un parcours usagers fluide de la recherche d'itinéraire à la réclamation via l'acte d'achat et de validation. - Système évolutif et moderne, adapté à tous. - Système permettant à la Région de maitriser ses dépenses, mettre en œuvre sa stratégie de distribution, disposer de la donnée, s'interfacer avec les systèmes partenaires. Il comprendra : - Fourniture des équipements de distribution, validation et de contrôle pour tous les opérateurs de transport régionaux - Calculateurs d'itinéraires multimodaux - Information théorique et temps réel - Système de réservation, vente, validation, contrôle - Référentiels tarifaires, topologie, usagers - Système gestion de recettes - Système de vente par/pour des tiers - Relation usagers : instruction, délivrance, incidents, etc **Étapes :** - **Jalon 0 :** Construction du système en évolution - **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU! pour la distribution et ventes des titres régionaux) - **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU!) - **Jalon 3** : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)
Besoins de pilotage / coordination	Continuité de service à assurer.

	Obligations premières : assurer la bascule pour les transports régionaux pour garantir la distribution (information, vente, validation, contrôle, gestion des recettes)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Entreprise SMT (Sud Mobilités Technologies)	Partenaire	Délégataire - Exploitant	
Tiers vendeurs	Partenaire	Agence de voyage - Utilisateur	
AOM	Partenaire	Interfaçage	La mise en œuvre d'interfaces compatibles par les AOM sera nécessaire pour que le SIBR puisse réaliser l'information voyageur et distribuer les titres réseaux de transport des AOM locales
Exploitants transports régionaux	Partenaire	Utilisateurs	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°48	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Cécile FERRER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), cferrer@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Animer la Charte d'accessibilité des réseaux de transports ZOU!
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Créer un cadre d'échange et de travail innovant et dynamique entre les associations et la Région. **Animation de cette Charte :** - Organisation de cotecs et copil (en présence d'élus régionaux), - Prioriser les points à travailler relevant des 9 engagements de la Charte, - Coordonner les services régionaux (DGTMGE) participant aux travaux du Cotec, - Garantir l'écoute due aux associations, et la prise en compte de leurs besoins. **Public cible :** - Toutes les personnes qui ne peuvent voyager dans les trains et cars régionaux en toute autonomie et sans adaptations particulières. - PMR - PSH - Personnes en perte d'autonomie.
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** élargissement du nombre des associations qui pourraient rejoindre le Collectif de manière à couvrir le plus de handicaps / publics cibles possibles.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Nombre d'engagements pris par la Région et le Collectif menés à bien État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Équipe projet	DTSI DIGE DTRI : une dizaine de personnes mobilisées épisodiquement
Collectif d'associations	Pilote	Initiateur Co-pilote	7 associations au démarrage sur tout le territoire : APF France Handicap, Unapei Paca Corse, AFM Telethon, Parcours handicap 13, T21somie Alpes Maritimes, Surdi 13 et Alpes Regards 05.
SNCF Voyageurs, autres transporteurs ferroviaires et transporteurs routier	Partenaire	Expertise	L'expertise transporteur peut être sollicitée pour confirmer la faisabilité des thèmes travaillés.

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°49	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Éric AUGIER (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), eaugier@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mutualisation de la donnée mobilité région/territoires pour diffuser de l'information voyageur multimodale/multiréseaux
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Étapes :** 1. Désignation d'un référent par EPCI (AOM et non AOM) 2. Mise en place de rencontres à minima semestrielles 3. Recenser les besoins (noms d'arrêts communs, accords de diffusion données réciproques, format données, etc.) et moyens (outils et RH) par EPCI 4. Identifier les solidarités territoriales et les contributions de mutualisation (bassin ou interbassin) 5. Conventionnement (rédaction, délibération) entre territoires 6. Conventionnement région / territoires données
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Département	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	

Métropole	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Communauté d'agglomération	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	
Communauté de communes	Partenaire	Participation aux rencontres Participation rédaction des conventions	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°50	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Faciliter la lisibilité et l'usage de l'offre de services **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), npeinado@maregionsud.fr ; Fabrice BARRELLI, fbarrelli@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Porter une réflexion à l'échelle de l'ensemble des AO pour mutualiser les points de distribution/en faire des points multi-opérateur. Favoriser l'accès à l'information et aux services de mobilité par un accompagnement via les Maisons France Services ou autres structures
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** La Région et la plupart des autorités organisatrices ont mis en place des ventes dématérialisées des titres de transport. Le nombre des points de vente physique a décru. Outre le sentiment croissant d'éloignement/disparition des services publics, ce manque de contact direct avec les usagers fait disparaître l'accompagnement à l'achat (distinct du conseil en mobilité). L'achat dématérialisé peut paraître compliqué pour certains publics et rend parfois les tarifs adaptés inaccessibles (pas de vente à bord des abonnements ZOU par ex). Le but d'un éventuel partenariat entre AO/ et/ou avec les maisons France Services est de favoriser l'interaction humaine dans la distribution des titres et de mutualiser les efforts à y consentir (en utilisant les interfaces billettiques distinctes des AO existant à date, avec la également la perspective du SIBR qui pourrait permettre la vente multiopérateur). Partenariats à monter avec les AO/les EPCI-Communes en liens avec les Maisons France Services Positionner des référents SRT en formateurs/conseils Formations croisées pour la vente multi opérateurs **Étapes :** **Jalon 0 :** Construction du système en évolution **Jalon 1 :** 2ème semestre 2025 - mise en service des canaux digitaux (application ZOU et site ZOU! pour la distribution et ventes des titres régionaux) **Jalon 2 :** 1er semestre 2026 - mise en service des points de vente ZOU! et distributeurs automatiques de billets pour la distribution et ventes des titres régionaux et diffusion de l'information voyageurs sur les canaux digitaux (application ZOU et site ZOU!)

	Jalon 3 : à partir du 2ème trimestre 2026 jusqu'en 2028 - évolution du système (ex : open paiement sur le réseau régional et interface avec les plateformes de covoiturage)
Besoins de pilotage / coordination	Validations régionales Accords réciproques

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Mise en œuvre et suivi	
Maisons France Services	Partenaire		
EPCI/communes coordonnateurs	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°51	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Multiples objectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Bruno BAUDOIN, bruno.baudoin@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Transition de la motorisation de la flotte des véhicules du réseau Ted Bus (en régie)
Périmètre	Réseau INTERNE ville de Draguignan
Étapes / Public cible / Budget	Objectifs de verdissement de la flotte en lien avec le PCAET. Acquisition de véhicules des groupes 1, 1bis et 2 en remplacement de véhicules diesel anciens. Les étapes du projet sont les suivantes : 1- choix motorisation 2- procédure d'achat
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Maître d'ouvrage Moyens humains et financement	
État	Partenaire	Financement	

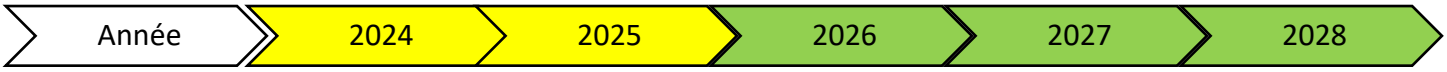
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

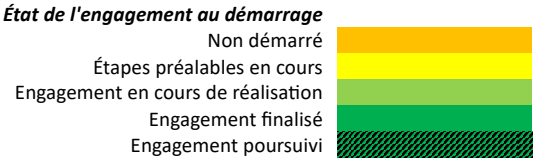
N°52	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Multiples objectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Jean-Christophe VIEU, jean-christophe.vieu@sncf.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement d'installations photovoltaïques dans les gares
Périmètre	Parkings ou bâtiments voyageurs dans les gares
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Identifier du foncier ou du bâti Gares & Connexion qui pourrait être disponibilisé pour des installations de panneaux photovoltaïques. **Étapes :** 1- Identification des gares 2- Montage de l'opération 3- Réalisation de l'opération
Besoins de pilotage / coordination	1ers freins identifiés : - la disponibilité foncière Gares& Connexions - la végétalisation du foncier concerné - l'acceptabilité selon critères des architectes des bâtiments de France (ABF)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
Dates de mise en service des installations État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (projet régional)	Pilote	Financement/Choix des gares	
SNCF G&C (projet régional)	Partenaire	Maître d'ouvrage / Mise en œuvre	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°53	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Déploiement d'une application pour le covoiturage du quotidien et mise en place d'une campagne d'incitation financière
Périmètre	Estérel Côte d'Azur Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Contexte :** D'après le Plan de Déplacements Urbains, 81% des conducteurs sont seuls dans leur voiture. Ce comportement engendre une congestion routière de plus en plus importante, d'autant plus que le territoire est marqué par un flux touristique pouvant tripler la population en période estivale. **Description :** Le covoiturage du quotidien est une solution immédiate pour réduire le nombre de voitures sur les routes. Afin de faciliter la rencontre entre l'offre et la demande, Estérel Côte d'Azur Agglomération s'appuie sur l'expertise de Klaxit (BlablaCar Daily) pour déployer une application smartphone. La Communauté d'Agglomération incite également les administrés en prenant en charge le coût des trajets pour les passagers tout en maintenant le défraiement des conducteurs.
Besoins de pilotage / coordination	Accompagnement au changement de comportement, besoin de créer des aires de stationnement aux portes d'entrée du territoire

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
Nombre d'inscrits sur l'application
Nombre d'inscrits ayant réalisé au moins un voyage
Montant de l'incitation financière dépensée
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Financeur Équipe projet	40 k€ (application) + 20 k€ (incitation financière)
Klaxit	Partenaire	Prestataire Déploiement application, versement de l'incitation financière	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

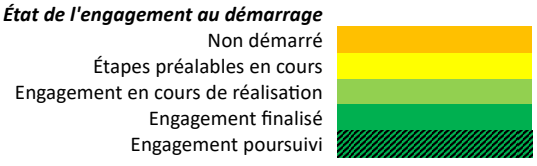
N°54	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin
Référent de la fiche : Samuel BERTRANDY, s.bertrandy@cc-paysdefayence.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mutualisation des coûts liés à la plateforme de covoiturage et au dispositif d'incitation financière
Périmètre	Bassin de mobilité L et bassin de mobilité M&N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de mutualiser les coûts liés à la plateforme de covoiturage et au dispositif d'incitation financière. **Étapes :** 1. Partager les informations tarifaires (ainsi que dispositifs incitatifs) entre intercommunalités utilisatrices du service et se mettre d'accord sur les règles d'incitatifs financiers (départ et/ou destination du covoiturage) (2025-2026) 2. Négocier avec le fournisseur de solution pour faire baisser les coûts. En parallèle, identifier et mettre en avant dans le logiciel les PEM (visibilité sur espace public) (2025-2026)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 2 à 3 fois par an

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération Département Alpes-Maritimes en appui

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Moyens RH	Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Moyens RH	ETP Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Moyens RH	ETP Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
CC Pays de Fayence	Partenaire	Moyens RH	ETP Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Moyens RH	ETP Partage des informations tarifaires et des utilisateurs (départ et arrivées)
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Moyens RH	ETP

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°55	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Aménagement d'une aire de covoiturage à l'échangeur du Muy
Périmètre	Commune du Muy - échangeur de l'autoroute
Étapes / Public cible / Budget	L'entrée d'autoroute du Muy est marquée par du covoiturage sauvage longeant les voies de circulation. Cela n'est sécurisant ni pour les piétons ni pour les équipages de covoiturage. L'objectif est de créer une aire pour sécuriser les déplacements covoiturés à partir de l'entrée d'autoroute. Les étapes du projet sont les suivantes : 1- Arrêt de l'emplacement de l'aire et son aménagement 2- Signature convention de partenariat DPVa- Vinci 3- Réalisation des travaux 4- Livraison du parking
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement	ESCOTA

INDICATEURS

Réalisation du parking avant la fin de mandature
Nombre d'usagers de l'aire de covoiturage
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Co-portage du projet + financement	
ESCOTA	Pilote	Maître d'ouvrage Financement	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°57	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Poursuivre le développement du covoiturage à l'échelle du bassin **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Rémi DORNE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), rdorne@maregionsud.fr ; Diego CLEMENTE (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), dclemente@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Soutien aux aires de covoiturage dans leur dimension multimodale
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Cadre d'intervention régional permettant l'attribution de subventions pour la création d'aires de covoiturage visant à : - Encourager ce mode de déplacement partagé - Créer toutes les conditions pour un changement de pratique de mobilité rapide, durable et massif - Développer l'intermodalité (Zou et réseaux urbains) - Diminuer la part d'autosoliste / émission CO2 - Accompagner MOA/Gestionnaire et orienter les aménagements Deux critères afin de développer l'intermodalité : 1. La localisation de l'aire sur ou à proximité d'une ligne ou d'un arrêt TC du réseau ZOU ! 2. L'intégration des équipements conférant aux aires une dimension multimodale (Stationnements sécurisés vélos, PMV, IRVE…) **Public cible :** Collectivités et concessionnaires autoroutiers **Étape 1 (2020) :** vote du cadre d 'intervention **Étape 2 (2025) :** Consultation pour la réalisation d'un schéma de développement des aires de covoiturage (obligation de la LOM). Schéma est inscrit au Plan régional de covoiturage délibéré le 23 juin 2024 autour de 4 phases : 1. Etude de faisabilité et de potentiel de ligne de covoiturage (en cours de finalisation) ; 2. Expérimentation d'une ligne de covoiturage d'intérêt régional ; 3. Déploiement d'une solution de covoiturage régional de type zonal dans les secteurs ruraux et peu denses ; 4. Élaboration d'un schéma régional des aires et points d'arrêt de covoiturage Consultation prévue en 2025 pour les phases 2, 3 et en 2026 pour la phase 4.

	Ce schéma sera l'occasion de réviser le cadre d'intervention actuel et le périmètre des interventions de la Région en lien avec les contrats opérationnels de mobilité.
Besoins de pilotage / coordination	**Opportunités :** financements régional et national (fond vert)

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Co-financeur	Financement
État	Partenaire	Co-financeur	Financement notamment via fonds vert covoiturage
Département	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Métropole	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communauté d'agglomération	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communauté de communes	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Communes	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation
Concessionnaires (ESCOTA, ASF)	Partenaire	Maître d'ouvrage et/ou Exploitation	Financement / Apport foncier / MOA / Exploitation

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°58	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :**
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Enquête ménage certifiée CEREMA (EMC2)
Périmètre	Dracénie Provence Verdon agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'objectif est d'avoir des données actualisées sur les habitudes de déplacement comprenant notamment les EDPM, le télétravail et l'essor du vélo. **Description :** L'EMC2 est menée en partenariat avec le Département des Alpes-Maritimes et la Principauté de Monaco. Deux intercommunalités ont rejoint l'EMC2 : Pays de Fayence et la Dracénie. **Les étapes du projet sont les suivantes :** 1- Réalisation des enquêtes terrain 2- Redressement et analyse des résultats 3- Livraison des résultats
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : Une démarche pilotée par une entité tierce Un groupement de commande pour réduire les coûts

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
Nombre de répondants à l'enquête État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Financements	92 720 €

Département Alpes-Maritimes	Partenaire	Maître d'ouvrage Moyens humains et financements	818 900 €
CC Pays de Fayence	Partenaire	Financements	
Intercommunalités des Alpes-Maritimes	Partenaire	Financements	988 380 €
Principauté Monaco	Partenaire	Financements	
CEREMA	Partenaire	AMO Moyens humains	
État	Partenaire	Financements	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°59	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration du Plan de Mobilité
Périmètre	Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Adapter la stratégie de mobilité aux objectifs régionaux et locaux en matière d'émissions de gaz à effets de serre, développer des services innovantes et adaptés aux besoins des usagers **Description :** Élaboration de la stratégie mobilité 2026-2036 **Étapes :** 1- Bilan du PDU (2024) 2- Choix d'un AMO pour nouveau PDM (2025) 3- Élaboration (2025) 4- Approbation (2025-2026)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
Nombre d'inscrits sur la plateforme
Nombre de demandes reçus
Délais de traitement des demandes
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Équipe projet	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°60	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Aurélie VASSEUR, avasseur@golfe-sainttropez.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Plan de mobilité simplifié
Périmètre	Communauté de Communes du Golfe de Saint Tropez
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** Accessibilité du territoire (vers les territoires voisins dotés des infrastructures de transport lourds (aéroports / gares) - Amélioration et harmonisation de l'offre interne de TC - Règlementation des stationnements / information dynamique - Développement de l'offre cyclable (SDAC en cours d'élaboration) - Amélioration générale des systèmes de mobilité / intermodalité - Amélioration de l'offre TC maritime **Objectifs :** • Renforcement des navettes maritimes • Création d'un PEM secteur La Foux / Saint Pons • Mise en place d'un réseau de parkings relais • Études pour création d'un TCSP Ste Maxime / St Tropez • Optimisation de l'offre de stationnement • Dispositifs de covoiturage • Contournement des centralités • Création et jalonnements d'aménagements cyclables • Mise en place d'Établissements Logistiques Urbains sur plusieurs périmètres **Étapes :** 14- Phases 1 et 2 finalisées (diagnostic et scenarios) (2023) 15- Phase 3 plan d'action en cours (2024) 16- Phase 4 : Arrêt>consultation des PPA+sollicitation publique>Approbation (2024) 17- Phase études complémentaires / travaux (2025 à 2033)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Golfe de Saint Tropez

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Golfe de Saint Tropez	Pilote	MO + porteur de projet Équipe projet (finalisation PDMS) Études / travaux (mise en œuvre du PDMS)	3 agents, 0,75 ETP
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Partenaire	Partenaire MO + financeur	
Département du Var	Partenaire	Partenaire MO + financeur	
Communes	Partenaire	Partenaire MO + financeur	
Autres (opérateurs locaux)	Partenaire		

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°61	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Autre objectif
Référent de la fiche : Marie-Neige LOCATELLI, mnlocatelli@cclgv.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Plan de Mobilité Simplifié :
Périmètre	Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon
Étapes / Public cible / Budget	**Descriptions :** 1 / Désenclaver les territoires ruraux en améliorant l'accès aux polarités de services 2/ Faciliter les déplacements vers l'extérieur du territoire 3/ Améliorer la qualité de vie au sein des communes de la CCLGV 4/ Répondre aux besoins de déplacements des visiteurs pour accéder et se déplacer sur le territoire, tout en limitant le recours à l'autosolisme 5/ Proposer des solutions de déplacements adaptées aux personnes vulnérables **Objectifs :** Les objectifs sont les suivants : • Améliorer le service de TAD. • Faciliter l'usage des circuits scolaires par les habitants. • Assurer des liaisons cyclables sur les axes à forte intensité. • Déployer du stationnement vélo pour le quotidien. • Accompagner la pratique du covoiturage. • Développer la pratique du VAE+Maîtriser l'afflux touristique autour de lac de Sainte-Croix. • Encourager les déplacements à vélo pour les liaisons de courte distance. • Sécuriser et conforter la place du piéton en centre-bourg. • Former les plus jeunes aux mobilités actives. **Étapes :** 1. Diagnostic (2023) 2. Scénarios (2023) 3. Programme d'actions (2024) 4. Comité partenaires et arrêt du PDMS + Actualisation Schéma d'itinérance (2024) 5. Études complémentaires et travaux (2025 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours

Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi



PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	CC Lacs et Gorges du Verdon

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
CC Lacs et Gorges du Verdon	Pilote		

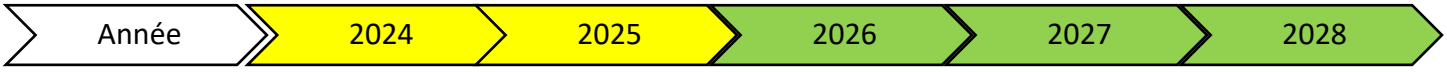
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°62	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Élaboration du Plan de mobilité simplifié
Périmètre	Dracénie Provence Verdon agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Inciter au report modal de la voiture vers les modes alternatifs Faciliter l'accès aux pôles d'emploi et de services du territoire et des territoires voisins Diminuer les émissions de GES Favoriser l'insertion sociale **Description :** Le Plan de mobilité est en cours d'élaboration. Les phases de diagnostic et d'arrêt de la stratégie ont été réalisées en 2023. Les phases de programmation du plan d'action et l'approbation du Plan sont prévues pour 2024. **Étapes :** 18- Réalisation du diagnostic + validation de la stratégie (2024) 19- Adoption du plan d'action + procédure d'approbation (2025) 20- Mise en œuvre du schéma vélo (2026 à 2028)
Besoins de pilotage / coordination	Opportunités : - Les coûts afférents à l'usage de la voiture qui augmentent - Une prise de conscience des conséquences sur l'environnement de l'usage de la voiture - Des politiques publiques complémentaires à la mobilité mise en œuvre par les communes (Petites villes de demain, Action cœur de ville) Freins : Manque de moyens humains et de budget pour mettre en œuvre toutes les actions.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Dracénie Provence Verdon Agglomération

INDICATEURS
Nombre de partenaires mobilisés Nombre d'actions portées par des partenaires + Indicateurs des actions dans le futur plan d'action du Plan de mobilité État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote	Maître d'ouvrage Moyens humains et financements	0.3 ETP en interne + 60 936€ TTC de bureau d'étude

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°63	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Christèle ANGENEAU (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), cangeneau@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Accompagnement/participation à l'élaboration des PDM/PDMS par les EPCI AOM avant rédaction des avis de la Région sur les Plans de Mobilité / Plans de Mobilité Simplifiés arrêtés par les Autorités organisatrices de mobilité
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Organisation de la mobilité sur le territoire via l'élaboration de PDM/PDMS par toutes les AOM de la région - Des PDM/PDMS qui contribuent aux objectifs du SRADDET et s'inscrivent dans la stratégie régionale pour une mobilité durable **Public cible :** EPCI avec PDM obligatoire et EPCI ayant pris la compétence mobilité encouragés à élaborer un PDMS
Besoins de pilotage / coordination	*SRADDET : https://connaissance-territoire.maregionsud.fr/sraddet-avenir-de-nos-territoires/le-schema-regional-en-vigueur* Guide PDM : ***https://connaissance-territoire.maregionsud.fr/sraddet-avenir-de-nos-territoires/les-outils-de-mise-en-oeuvre-du-schema/les-guides-de-mise-en-oeuvre-du-sraddet***

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Partage d'information sur ses compétences et ses attendus précisés dans le SRADDET	Notamment sur le volet relatif à la continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons et l'offre régionale ZOU !
AOM	Partenaire	Maître d'ouvrage : Réalisation du PDM ou PDMS	
Département	Partenaire	Partage d'information sur ses compétences	Notamment sur le volet relatif à la continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons.
Collectivités limitrophes	Partenaire	Partage d'information et coordination	
Agence d'urbanisme	Éventuel partenaire associé ou maitre d'œuvre du PDM/PDMS	Partage de données ou réalisation du plan dans le cadre d'un conventionnement avec l'AOM	

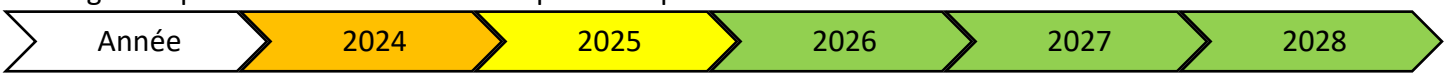
Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°64	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent(s) de la fiche : Nathalie PEINADO (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), npeinado@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Création d'un réseau des référents mobilité par secteurs géographiques
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M, et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs :** Permettre l'échange d'expérience entre collectivité et booster les projets par un gain de temps lors de la conception en travail en intelligence collective **Description :** Animé par la Région, ce groupe représentant tous les EPCI d'un secteur géographique complété des Départements et de l'Etat s'ils disposent de chargés de mission traitant des questions de mobilité, se réunit en visio ou en présentiel 1 à 2 fois/an **Étape 1 :** 2025 mise en place des réseaux des référents mobilité par bassin **Étape 2 :** à partir de 2026 pérennisation des groupes **Public cible :** Les chargés de mission ou chefs de projet mobilité des collectivités et de l'État
Besoins de pilotage / coordination	Pilotage Région Besoin de la disponibilité des membres du réseau

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028



État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Animation	Organisation des réunions Diffusion des informations disponibles Mise à disposition de salle pour réunion en présentiel
Département(s)	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
EPCI	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel
État	Partenaire	Membre du réseau et participation aux réunions	Mise à disposition éventuelle de salle pour réunion en présentiel

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°65	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent(s) de la fiche : David GRZYB dgrzyb@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Diagnostic de la vulnérabilité des infrastructures de transport d'intérêt national et régional aux effets du changement climatique
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** Face à l'accélération des effets du changement climatique, de nombreuses infrastructures de transport sont vulnérables en région. Il est nécessaire de les identifier et de déployer dès à présent un plan d'action d'adaptation pour les adapter au climat de demain afin : - D'identifier les infrastructures de transport vulnérables aux effets du changement climatique - Déployer un plan d'action d'adaptation des transports, multi gestionnaires **Description :** Il est nécessaire d'utiliser les cartes pour identifier les infrastructures étudiées dans chaque bassin. 22 principaux gestionnaires d'infrastructures de transport de la région sont associés (départements, DIR, Vinci, SNCF R et G&C, GPMM, …) **Étapes :** - Signature du contrat - Collecte des données - Réalisation des projections climatiques - Analyse de la vulnérabilité et du risque physique - Analyse de la vulnérabilité et du risque fonctionnel - Analyse de la vulnérabilité et du risque climatique - Synthèse du risque régional vis-à-vis des perturbations dans le système de transport face au changement climatique - Écriture du plan d'action - Mise en œuvre du plan d'adaptation **Public cible :** - Gestionnaires d'infrastructures de la région - EPCI

Besoins de pilotage / coordination	Participations des EPCI lors de la construction du plan d'adaptation

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage

Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et DREAL

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Financement	
DREAL	Co-pilote	Financement	
Départements	Partenaires	Participe aux travaux	
Vinci Autoroutes	Partenaires	Participe aux travaux	
Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée	Partenaires	Participe aux travaux	
Métropole Nice Côte d'Azur	Partenaires	Participe aux travaux	
GPMM, Port de Toulon	Partenaires	Participe aux travaux	
SNCF Réseaux, SNCF G&C, RTM	Partenaires	Participe aux travaux	
Aéroports de Nice, Toulon, Marseille, Avignon	Partenaires	Participe aux travaux	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°67	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent de la fiche : Jérémy SABLOS, j.sablos@esterelcotedazur-agglo.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Développement d'une plateforme de consultation citoyenne
Périmètre	Agglomération
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** Renforcer le rôle des administrés, faciliter la communication auprès de l'acteur public, améliorer la qualité de service et la réactivité des services intercommunaux **Description :** Mise en place d'une plateforme en ligne avec possibilité de s'exprimer sur l'ensemble des compétences et des missions de la Communauté d'Agglomération. Des sondages ponctuels pourraient être diffusés.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	Estérel Côte d'Azur Agglomération

INDICATEURS
Nombre d'inscrits sur la plateforme
Nombre de demandes reçus
Délais de traitement des demandes
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote	Équipe projet	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°68	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent de la fiche : Valérianne OTTAVIANI, valerianne.ottaviani@dracenie.com	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Coordination des actions de promotion de la mobilité
Périmètre	Bassin de mobilité L
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif principal :** L'objectif est de générer un groupe de travail entre techniciens et de lister les acteurs à mobiliser. Les actions de promotion de la mobilité pourraient se faire dans le cadre d'évènements tels que des forums, la Semaine de la mobilité…. **Étapes :** 1. Réunion de travail pour élaborer un plan de communication commun / faire éventuellement remonter les temps forts communaux (2025) 2. Mise en œuvre d'une action commune (2026) 3. Évaluation et poursuite des travaux (2027-2028)
Besoins de pilotage / coordination	Fréquence de réunion : 1 fois par semestre

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur en charge du pilotage de l'engagement	1er pilotage par la Région, puis pilotage tournant entre EPCI

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
CC Golfe de Saint Tropez	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
CC Lacs et Gorges du Verdon	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
CC Pays de Fayence	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Pilote (tournant)	Temps d'ETP Préparation et logistique des évènements	Participation au groupe de travail et transmission aux échelles décisionnaires

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°69	**BASSIN : L** **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Recensement et diffusion des pratiques et des actions de mobilité **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Renforcer la communication/concertation auprès des usagers et des élus sur les services, besoins, et prédispositions au changement de pratiques.
Référent(s) de la fiche : Emmanuelle JOSNIN (Région Provence-Alpes-Côte d'Azur), ejosnin@maregionsud.fr ; Lise CAUSSE, lcausse@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Planification stratégique d'actions de communication
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Objectifs principaux :** - sensibiliser et promouvoir une mobilité décarbonée ; - accompagner au changement d'usage habitants, visiteurs et décideurs - susciter du report modal **Description :** 1 - Définition d'une stratégie nourrie par les productions des instituts de recherche et validée par l'exécutif visant à : - éveiller à un nouvel imaginaire pour une mobilité plus sobre et moins carbonée, - favoriser une mobilité désirable (préférer la marche, le vélo, le covoiturage et les transports en commun) - accompagner les citoyens et les acteurs du territoire, - valoriser de nouveaux modes et usages, - accompagner pour passer à l'action - pérenniser les nouvelles pratiques de mobilité plus vertueuses dans la durée - faciliter l'accès à l'offre existante. 2 - Choix des médias et supports les plus adaptés 3 - Lancement de campagnes **Public cible :** - grand public, résidents, visiteurs, salariés, jeunes…avec priorité sur auto-solistes, hyper-mobiles - décideurs : élus locaux et entreprises notamment DRH, responsables RSE
Besoins de pilotage / coordination	Travail en articulation avec les autres AOM Partage des thèmes et campagnes programmés

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteur(s) en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES			
ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote Partenaire	Équipe projet pluridisciplinaire Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	Définition d'une stratégie cohérente avec les enjeux de la planification écologique et l'offre régionale
AOM ou communes assurant la gestion d'une offre de mobilité	Pilote Partenaire	Mise en œuvre d'actions pour inciter à la mobilité décarbonée et au changement d'usage Relais des actions des AOM ou communes sur ses canaux d'information	Pédibus, apprentissage du vélo à l'école, fête du vélo, prime à l'achat d'un VAE, aire de co-voiturage, etc… Travail en partenariat avec la Région et les autres AOM pour proposer un agenda et une cohérence des messages
Exploitants de services de transport routiers et ferroviaires	Partenaire	Financement	Dans cadre des budgets promotion/marketing dédiés dans les contrats
Représentants des employeurs et employeurs	Partenaire	Partage d'information sur les attentes et besoins des entreprises Participation aux actions dédiées proposées	

Instituts de recherche	Partenaire	Partage d'information notamment sur la dimension changement d'usage	Conduite d'actions de sensibilisation, de programmes d'action-recherche, de productions audio-visuelles, mise en place d'incitatifs… pour mettre en place les conditions d'un passage à l'acte pour l'usage des transports collectifs, des modes actifs et doux, de la mobilité partagée ou collaborative, de la démobilité
Agences d'urbanisme	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	
ORT	Partenaire	Partage d'information notamment sur l'observation des mobilités	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

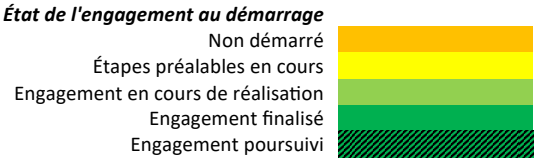
N°70	**BASSIN :** L **OBJECTIF GÉNÉRAL** : Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Vincent MOUREN – DTRI, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Mise en place d'une action pédagogique sur la création de l'offre ferroviaire
Périmètre	Tous les bassins de mobilité : A, B, C, D, E, F, I, J, K, L, M et N
Étapes / Public cible / Budget	**Description :** - Mettre en place une action pédagogique pour les acteurs des bassins sur le principe de la construction horaire d'une offre ferroviaire - Mettre en place une à deux sessions en distanciel sur la durée du COM.
Besoins de pilotage / coordination	Proposer un à trois webinaires pour permettre à tous les acteurs d'y participer et envisager deux sessions au cours du COM pour prendre en compte le renouvellement des chargés de mission mobilité.

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028





PILOTE DE L'ENGAGEMENT	
Acteurs en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur SNCF Voyageurs

INDICATEURS
État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	Pilote	Pilote de l'engagement collectif Animation	Présentation et organisation des webinaires à l'échelle de la région Provence Alpes Côte d'Azur
SNCF Voyageurs	Pilote	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	

Région Occitanie	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information
Région AURA	Partenaire	Mise à disposition d'information	Apporter des compléments d'information
Opérateur ferroviaire (Transdev ou autre)	Partenaire	Mise à disposition d'information	
SNCF Réseau	Partenaire	Mise à disposition d'information et apport d'expertise	
CC Golfe de Saint Tropez	Partenaire	Participer au webinaire	
CC Lacs et Gorges du Verdon	Partenaire	Participer au webinaire	
CC Pays de Fayence	Partenaire	Participer au webinaire	
Dracénie Provence Verdon Agglomération	Partenaire	Participer au webinaire	
Estérel Côte d'Azur Agglomération	Partenaire	Participer au webinaire	

Engagement du Contrat opérationnel de mobilité 2025-2028

N°71	**BASSIN : L** **OBJECTIF GENERAL :** Améliorer l'interopérabilité et la complémentarité des services de transports collectifs **OBJECTIF TERRITORIALISÉ :** Multiples objectifs
Référent de la fiche : Vincent MOUREN, vmouren@maregionsud.fr	

DESCRIPTION DE L'ENGAGEMENT	
Libellé de l'ENGAGEMENT	Participer à la coordination globale de l'offre de transport par bassin de mobilité en diffusant l'offre ferroviaire régionale et nationale locale
Périmètre	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Étapes / Public cible / Budget	**Objectif :** L'action a pour but d'améliorer la coordination des offres cars-trains, bus-trains ou modes alternatifs-trains, tout en mettant en adéquation l'offre TC et la demande de mobilité. > permettre aux AO de comprendre le processus de construction de l'offre ferroviaire > mettre en place un système de réseaux coordonnés à l'échelle du bassin car structuré autour d'une colonne vertébrale ferroviaire (modèle des SERM) lorsque présente. > Amélioration/sécurisation des correspondances **Description :** L'action régionale consiste en une communication systématique et généralisée de ses grilles horaires d'offres TER par bassin de mobilité et par axe ferroviaire, en amont de la mise en œuvre de l'offre (si possible dès après sa construction) accompagnée d'une présentation (type webinaire ouvert en une fois à l'ensemble des acteurs du bassins) visant à expliquer comment sont construites ces offres. Dans le même temps, et dans la mesure où elle la détient, la Région pourrait également diffuser les grilles horaires des offres du réseau SNCF En parallèle, la Région pourra communiquer l'état des fréquentations de ses gares afin de permettre aux AO d'optimiser leurs services (offre TC, TAD et/ou vélo et/ou autopartage/covoiturage) en fonction des besoins de mobilité en sortie ou en entrée de gares. **Étapes :** L'action se déroule en 2 phases, une première phase ponctuelle et une deuxième phase pérenne (récurrente chaque année). La 1ère phase a une vocation pédagogique, il s'agit d'explique le principe de la construction horaire. Ce qui permet, pour les interlocuteurs intéressés ou devant travailler une offre complémentaire au ferroviaire de comprendre comment la Région travaille avec ses exploitants et SNCF Réseau. Cette première phase sera déclinée sous la forme d'un webinaire ou un séminaire avec des

	intervenant de SNCF Réseau et éventuellement de représentants des exploitants. La 2ème phase est pérenne et a vocation à être récurrente annuellement. Il s'agit de la communication et la présentation des horaires des prochains Services Annuels (SA), dont le changement s'effectue généralement mi-décembre (contrairement aux horaires des AOM locales qui évoluent généralement en septembre). Les horaires ferroviaires quasiment finalisés sont livrés en septembre octobre de l'année N-1 pour une mise en service en décembre. Il est donc proposé que soit réalisé chaque année, en parallèle de la "commande lot 1" (commande des horaires effectuée par les exploitants à SNCF Réseau) : - Un envoi des fiches horaires dans leur version projet, en juin de l'année N-1 ; - éventuellement complété d'un webinaire de présentation par axe des horaires de la commande du lot 1, les grands axes étant : • Côte d'Azur + Nice - Breil • Est Provence • Alpes • Ouest Provence Un tel calendrier pourrait notamment permettre de recueillir les doléances éventuelles et prévenir des demandes de modifications horaires, tout en permettant aux AOM locales d'adapter leurs horaires à l'offre ferroviaire.
Besoins de pilotage / coordination	

CALENDRIER PRESSENTI

Renseigner si possible avec code couleur pour chaque année durant les 4 ans du COM n°1 : 2025-2028

Année	2024	2025	2026	2027	2028

État de l'engagement au démarrage
Non démarré
Étapes préalables en cours
Engagement en cours de réalisation
Engagement finalisé
Engagement poursuivi

PILOTE DE L'ENGAGEMENT

Acteur en charge du pilotage de l'engagement collectif	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INDICATEURS

État d'avancement de l'engagement

CONTRIBUTIONS NECESSAIRES

ACTEUR	ROLE	TYPE DE CONTRIBUTION	DESCRIPTION
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur DGTMGE-	Pilote	Coordination Partage de données et d'information sur les offres	

DTSI-SRR-SRT04-05-SRT83-SRT06-SRT84-13 DTRI-STER-SCFP			
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur DGTMGE-DIGE-SIFPE DGTMGE-DTSI-AMT AO	Partenaire	Données de fréquentation des gares Partage de données et d'information sur les offres	

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 3 : TRACABILITE DE LA DEMARCHE DE CO-CONSTRUCTION



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

1 Organisation de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

1.1 Recensement des acteurs

Le recensement des acteurs de la mobilité dans le bassin a été conduit en deux étapes :

1. Un premier recensement a été conduit en préalable au lancement de la démarche de co-construction, marqué par une recherche d'exhaustivité afin d'intégrer tous les acteurs signalés par la loi.
2. Un recensement au fil de l'eau permet de compléter la liste des acteurs et les contacts des personnes référentes pour chaque entité en lien avec la mobilité dans le bassin.

Le bassin L se déploie 5 EPCI dont 3 communautés de communes et 3 communautés d'agglomération. La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur intervient en tant que Chef de file de la mobilité et en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) régionale. Toutes les EPCI ont pris la compétence. Le bassin est situé dans le Département du Var. Concernant les pôles d'échanges multimodaux, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur est gestionnaire de la Gare routière de Toulon et l'entreprise SNCF Gares et connexions est gestionnaire de plusieurs gares dans le bassin.

Parmi les partenaires potentiels à éventuellement associer à la démarche ont été répertoriés des entreprises, syndicats, parcs naturels et nationaux et une banque. Deux départements et 9 EPCIs limitrophes sont invités à participer à la démarche en tant que territoires associés.

Figure 33 : Vision d'ensemble des acteurs du bassin de mobilité



1.2 Invitation des acteurs à participer

Les invitations à participer au Comité de Bassin de lancement de la démarche de co-construction ont été adressées :

- aux présidents des EPCI du bassin de mobilité (élus),
- aux présidents des départements (élus),
- et aux présidents ou directeurs des organisations gestionnaires de pôles d'échanges multimodaux ou gares de voyageurs présentes dans le bassin de mobilité,
- aux référents techniques des précédentes organisations.

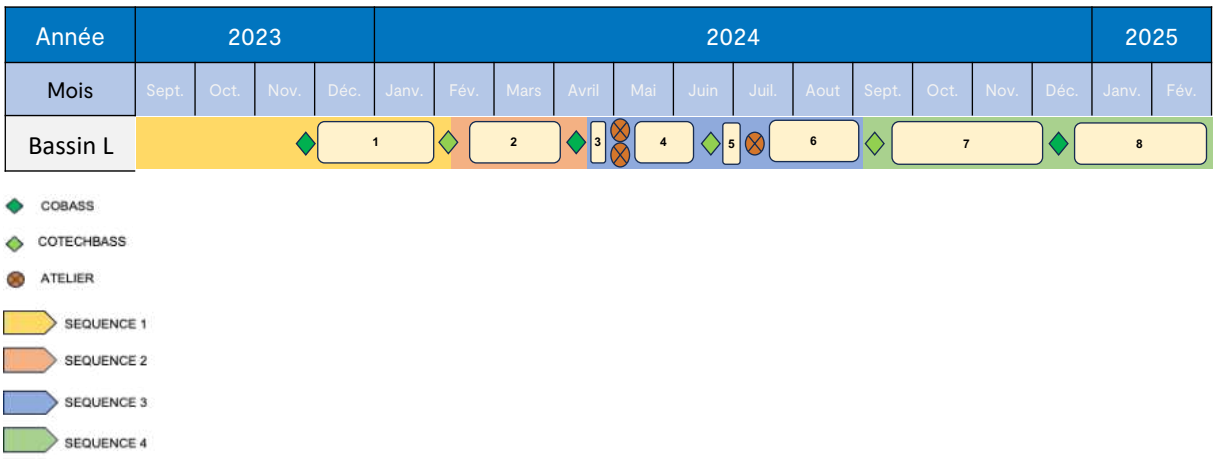
L'invitation a précisé qu'il était souhaité qu'un référent technique soit désigné au sein de chaque organisation et qu'il soit chargé de réaliser ou d'organiser le suivi technique, c'est-à-dire la participation aux Comités Techniques de Bassin et la réalisation/poursuite des travaux intermédiaires. Ces référents deviennent alors le point de contact entre l'équipe chargée de piloter la démarche de co-construction et leurs organisations.

Les territoires associés sont conviés à l'ensemble des réunions et ont accès à l'ensemble des documents. Ils ne sont cependant pas concernés par les complétions d'informations.

Les organisations considérées comme partenaires de la démarche sont invitées à participer aux ateliers afin de partager leur point de vue, leur expertise et expérience sur certaines thématiques précises.

1.3 Calendrier de la co-construction

La démarche d'élaboration du COM est construite pour se dérouler sur environ 12 mois avec une alternance d'instances et de travail intermédiaire. Le calendrier tient compte des périodes de vacances scolaires afin de favoriser la participation des acteurs.



2 Synthèse de la contribution des acteurs à la démarche de co-construction

Cette section synthétise la participation des acteurs et leurs contributions aux différentes instances qui jalonnent de la démarche de co-construction afin de rendre compte de l'ampleur des apports des acteurs du bassin de mobilité dans l'élaboration du COM.

2.1 Les Comités de Bassin (COBASS)

La participation aux 3 réunions du Comité de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation continue des acteurs.

Les EPCI, Département, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs ont ainsi participé de façon constante aux prises de décision importantes qui ont permis d'orienter l'élaboration COM et de s'assurer de son adéquation au territoire du bassin de mobilité.

Le tableau suivant décrit les 2 COBASS et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs signataires ou territoires associés ayant participé.

Pour le COBASS n°1, l'invitation ayant été étendue exceptionnellement aux référents techniques, le détail des participants élus/direction et référents techniques est précisé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (Région, Département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents}}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

$$(\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})$$

Tableau 7 : Synthèse de la participation aux COBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 1	29/11/23 Lycée polyvalent du Val d'Argens (Le Muy)	▪ Présentation du COM ▪ Temps d'échanges (thématiques prioritaires et actions principales) ▪ Présentation de la gouvernance projet et de la méthodologie de co-construction ▪ Présentation du COTECHBASS 1 et du travail intermédiaire 1	• **Pas d'objections** sur le cadre proposé pour la démarche d'élaboration du COM • **Projets/besoins exprimés** par les participants : - Ont déjà mis en place des actions communes, notamment sur le covoiturage - Besoin de travailler à l'échelle du département limitrophe (flux d'usagers domicile/travail) • **Lieu** de la prochaine réunion	1/1 Région (1 élu, 13 réf. techniques) 1/1 Département (0 élu, 1 réf. technique) 4/5 EPCI (0 élu, 6 réf. techniques) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs (0 élu, 1 réf. technique)	0/2 Départements 2/9 EPCI (2 élus, 1 réf. technique)

Bassin L

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 2	10/04/24 Lycée polyvalent du Val d'Argens (Le Muy)	▪ Propos introductif ▪ Revue du socle territorialisé mis à jour ▪ Présentation des résultats du questionnaire ▪ Présentation des premiers retours sur les fiches recensements ▪ Validation des objectifs territorialisés ▪ Validation des thématiques d'atelier ▪ Validation de la liste des participants aux ateliers ▪ Prochaines étapes	▪ **Validation des 16 objectifs territorialisés s**ur les 17 présentés initialement en séance, fusion de 2 objectifs territorialisés ▪ **Validation des thématiques** à traiter pour les ateliers : ○ Atelier n°1 : Transports en commun / Interopérabilité ○ Atelier n°2 : Intermodalité / Covoiturage ○ Atelier n°3 : Vélo **Atelier à organiser sur des demi-journées**	1/1 Région (1 élu, 4 réf. techniques) 1/1 Département (0 élu, 1 réf. technique) 4/5 EPCI (2 élus, 4 réf. techniques) 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs (0 élu, 1 réf. technique)	1/2 Départements 0/9 EPCI (0 élu, 0 réf. technique)

Bassin L

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COBASS 3	03/12/23 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Propos introductifs ▪ Résumé de la démarche de co-construction du COM ▪ Bilan des engagements du COM ▪ Synthèse des demandes de modifications ▪ Finalisation du COM et délibérations ▪ Conclusion	▪ Aucune objection en salle et à distance sur la validation des dernières composantes du COM, à savoir : ▪ Le socle territorialisé ▪ L'annexe 1 : synthèse des engagements ▪ L'annexe 2 : Les engagements du COM ▪ Le COM est donc approuvé par l'ensemble des acteurs présents au COBASS n°3 et va être soumis dans une nouvelle version (V1) intégrant les demandes de modifications dans le mois suivant l'instance.	1/1 Région 1/1 Département 7/5 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/9 EPCI

2.2 Les Comités Techniques de Bassin (COTECHBASS)

La participation aux 3 réunions du Comité Technique de Bassin qui jalonnent la démarche a été caractérisée par une mobilisation continue des acteurs.

Les EPCI, Département, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs ont ainsi participé de façon constante à l'orientation technique de l'élaboration COM, permettant que celui-ci réponde aux priorités des acteurs tout en prenant en compte les limites des moyens et ressources disponibles.

Le tableau décrit les 3 COTECHBASS qui jalonnent le processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales décisions prises au cours de chaque instance et les acteurs signataires ou territoires associés ayant participé.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents } (\textit{entités} \text{ pour lesquelles au moins } \textit{un représentant} \text{ a été présente lors de la réunion})}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

Bassin L

Tableau 8 : Synthèse de la participation aux COTECHBASS

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Ordre du jour	Décisions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
COTECHBASS 1	06/02/24 Lycée polyvalent du Val d'Argens (Le Muy)	▪ Propos introductif ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Synthèse du travail intermédiaire n°1 ▪ Identification des thématiques prioritaires du bassin ▪ Identification des objectifs territorialisés ▪ Choix des thèmes retenus pour les ateliers ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation 1 :*** *définition collective des thématiques prioritaires du bassin :* 1/ Transports en commun routiers 2/Interopérabilité 3/ PEM ***Animation 2*** *:* définition des objectifs territorialisés à présenter en COBASS n°2 ***Animation 3*** *: choix des thématiques pour les ateliers* 1/ Interopérabilité 2/ PEM 3/ Vélo & Covoiturage	1/1 Région 1/1 Département 4/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	1/2 Départements 1/9 EPCI
COTECHBASS 2	11/06/24 Maison régionale du Var (Toulon)	▪ Propos introductif ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Synthèse des ateliers ▪ Présentation de la matrice recensement à date ▪ Animation autour des fiches recensement émanant des ateliers ▪ Organisation de l'atelier n°3 ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation :*** ▪ Les fiches collectives sont issues des ateliers 1 & 2 ; ▪ Production de 10 fiches collectives ▪ État des lieux de l'avancement de la fiche : ○ Fiche verte : 7 ○ Fiche orange : 2 ○ Fiche rouge : 1	1/1 Région 1/1 Département 5/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/9 EPCI

Bassin L

COTECHBASS 3	16/09/24 Lycée polyvalent du Val d'Argens (Le Muy)	▪ Propos introductif ▪ Rappels sur la démarche du COM ▪ Présentation du socle territorialisé à date ▪ Présentation de la matrice recensement à date ▪ Finalisation des engagements collectifs du COM ▪ Synthèse de la matrice recensement ▪ Prochaines étapes et conclusion	***Animation :*** • Les fiches collectives sont issues des ateliers 1 à 3 • Sur les 14 fiches collectives proposées, toutes les fiches restent en vert (à annexer au COM)	1/1 Région 1/1 Départements 4/5 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	1/2 Départements 0/6 EPCI

2.3 Les ateliers participatifs

Les 3 ateliers organisés dans le bassin de mobilité reflètent les priorités des acteurs sur les thématiques suivantes :

- interopérabilité / offre de service

- intermodalité / covoiturage

- vélo

La participation aux ateliers s'est caractérisée par une mobilisation modérée des EPCI déjà engagées dans la démarche de co-construction des COM.

Ces ateliers ont permis de faire émerger des propositions d'actions à inscrire en tant qu'engagement du COM avec notamment des actions de collaborations pour renforcer et élargir le champ d'initiatives existantes et pour mettre en place de nouveaux partenariats.

Le tableau suivant décrit les 3 ATELIERS du processus de co-construction et présente la participation obtenue pour chacun d'eux. Il synthétise les principales propositions émises au cours de chaque atelier et le nombre d'acteurs présents.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents}}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

($entités$ pour lesquelles au moins $un\ représentant$ a été présente lors de la réunion)

Bassin L

Tableau 9 : Synthèse de la participation aux ateliers

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
Atelier 1	15/04/24 Mairie de Flayosc	**Interopérabilité / offre de service :** ▪ Obj 1 : Développer les transports collectifs sur l'axe Nord/Sud ▪ Obj 2 : Mieux connaître les flux et les parcours types de mobilité ▪ Obj 3 : Créer de la connexion entre services au niveau des points de rupture de charge ▪ Obj 4 : Développer les connexions entre intercommunalités par la prolongation de certaines lignes (notamment vers les bassins d'emploi et de services) ▪ Obj 5 : Initier une réflexion sur une billettique et une tarification combinée ▪ Obj 6 : Renforcer la communication, les fonctionnalités et l'usage du calculateur d'itinéraire de la Région	• Activité de placement sur une frise temporelle de tous les engagements individuels proposés sur le bassin • 5 propositions de fiche recensement collective : - 2 pour l'objectif n°2 - 1 pour l'objectif n°3 - 1 pour l'objectif n°4 - 1 tous objectifs	1/1 Région 0/1 Département 2/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Département 0/9 EPCI
Atelier 2	15/04/24 Mairie de Flayosc	**Intermodalité / Covoiturage :** ▪ Obj 1 : Mettre en place une information multimodale dans les PEM ▪ Obj 2 : Renforcer l'attractivité des PEM ▪ Obj 3 : Améliorer l'accessibilité des PEM ▪ Obj 4 : Renforcer la gouvernance partagée autour des projets de PEM ▪ Obj 5 : Déployer et optimiser le subventionnement du covoiturage à l'échelle du bassin	• Activité de placement sur une frise temporelle de tous les engagements individuels proposés sur le bassin • 7 propositions de fiche recensement collective : - 3 pour l'objectif n°1 - 1 pour l'objectif n°2 - 1 pour l'objectif n°3 - 1 pour l'objectif n°4 - 1 pour l'objectif n°5	1/1 Région 1/1 Département 2/5 EPCI 1/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/9 EPCI

Bassin L

Atelier 3	24/06/24 Maison régionale du Var (Toulon)	**Vélo (atelier commun avec le bassin K) :** ▪ Obj 1 : Structurer un mailalge et une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, notamment sur les itinéraires longs ▪ Obj 2 : Développer les stationnements sécurisés pour les vélos ▪ Obj 3 : Améliorer la lisibilité des aménagements cyclables ▪ Obj 4 : Développer les liaisons cyclables vers les établissements scolaires ▪ Obj 5 : Identifier les besoins d'aménagements cyclables sur les pôles ▪ Obj 6 : Assurer un maillage pistes cyclables/gares routières (+ stationnement) ▪ Obj 7 : Développer l'offre de services associée au vélo ▪ Obj 8 : Renforcer la gouvernance des projets d'aménagement cyclable	• 4 propositions de fiche recensement collective : - 1 pour l'objectif n°1 - 1 pour l'objectif n°3 - 1 pour l'objectif n°7 - 1 pour l'objectif n°8 Activité de placement d'infrastructures sur les cartes des bassins en lien avec le Cadre d'Intervention Région pour le traitement des objectifs n°1 à 6.	1/1 Région 1/1 Département 3/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 4/9 EPCI

2.4 Réunion suivi & évaluation

La participation à la réunion de suivi et évaluation, menée conjointement avec les Agences d'Urbanisme, a été caractérisée par une faible mobilisation des acteurs.

L'EPCI présent a ainsi participé à la démarche permettant de présenter les indicateurs envisagés pour le suivi des objectifs et des actions du COM, ainsi que pour le suivi des contrats.

Le tableau suivant décrit la réunion de suivi et d'évaluation et la participation obtenue pour cette dernière.

Le nombre de participants est présenté par catégorie d'acteur (région, département, EPCI, gestionnaire de gares et PEMs, associations, centres de recherche, etc.) sous la forme d'un taux de participation :

$$\frac{\text{Nombre d'acteurs présents}}{\text{Nombres d'acteurs invités}}$$

($entités$ pour lesquelles au moins $un\ représentant$ a été présente lors de la réunion)

INSTANCE			PARTICIPATION		
N°	Date et lieu	Thématiques	Propositions principales	Acteurs Signataires	Territoires associés
Réunion suivi et évaluation	13/09/24 Visioconférence	▪ Présentation des indicateurs envisagés dans le suivi des objectifs et des actions du COM ▪ Échanges autour des facilités, difficultés et mesures à envisager pour le suivi	• Difficultés et facilités sur les thématiques du COM (vélo, intermodalité, covoiturage…) • Proposition d'indicateurs à ajouter	1/1 Région 0/1 Département 1/5 EPCI 0/1 Gestionnaire de gares et PEMs	0/2 Départements 0/5 EPCI

2.5 Travail intermédiaire

La participation aux 8 séquences de travail intermédiaire a été marquée par une mobilisation variable des acteurs au cours de la démarche.

Les EPCI, Département, Région, gestionnaires de PEM ou gares de voyageurs se sont approprié les modalités d'échanges via la plateforme Expertises Territoires qui a permis de faciliter les échanges d'information.

L'ensemble des échanges en dehors des instances a été réalisé dans l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur » sur la plateforme Expertises territoires du CEREMA. Cet espace de travail a permis de concentrer l'ensemble des informations concernant la démarche de co-construction des COM et de centraliser les échanges avec les territoires.

Tableau 10 : Synthèse des inscriptions sur l'espace de travail « Contrats Opérationnels de Mobilité – Région Provence-Alpes-Côte d'Azur »

INSCRITS À L'ESPACE DE TRAVAIL		
Acteurs Signataires	Territoires associés	Observations
1/1 région 1/1 département 5/5 EPCI 1/1 gestionnaire de gares et PEM	2/2 départements 9/9 EPCI	La mobilisation pendant les travaux intermédiaires a été très variable tout au long de la démarche de co-construction.

3 Synthèse de la participation des acteurs à la démarche de co-construction

La participation à la démarche de co-construction du COM a été relativement forte, avec une implication continue de la Région, du Département, des EPCI et gestionnaires de PEM et gares.

Les territoires associés ont peu participé à la démarche, hormis lors du premier COBASS et de l'atelier n°3 commun avec le bassin voisin (bassin K).

Les autres acteurs partenaires de la démarche n'ont pas participé aux ateliers.

Le tableau suivant retrace la participation aux instances de chaque acteur. Un acteur invité à participer à une instance est considéré présent lorsqu'au moins un représentant de l'organisation concernée est présent lors de l'instance. Dans le cas d'une impossibilité à assister à la réunion signalée aux organisateurs, l'acteur est excusé.

Tableau 11 : Synthèse de la participation des acteurs aux instances

ACTEUR		PARTICIPATION (P : Présent, E : Excusé, A : Absent)									
Rôle	Entité	COBAS S 1	COBAS S 2	COBAS S 3	COTECH BASS 1	COTECH BASS 2	COTECH BASS 3	ATELIER 1	ATELIER 2	ATELIER 3	RÉUNION SUIVI & ÉVALUATION
ACTEURS SIGNATAIRES	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P
	Dép. du Var	P	P	P	P	P	P	A	P	P	A
	Estérel Côte d'Azur Agglomération	P	P	P	P	P	P	E	E	P	A
	Dracénie Provence Verdon Agglomération	P	P	P	P	P	P	P	P	P	A
	CC Lacs et Gorges du Verdon	A	A	A	E	P	P	A	A	A	P
	CC du Pays de Fayence	P	P	P	P	P	E	A	P	A	A
	CC du Golfe de Saint-Tropez	P	P	P	P	P	P	P	A	P	A
	SNCF GARES & CONNEXIONS	P	P	P	A	A	P	A	P	A	A
TERRITOIRES ASSOCIÉS	Dép. des Alpes-de-Haute-Provence	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	Dép. des Alpes-Maritimes	A	P	A	P	A	P	A	A	A	A
	CA Provence-Alpes-Agglomération	P	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CA du Pays de Grasse	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CA Cannes Pays de Lérins (CAPL)	P	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CC Provence Verdon	A	A	A	A	A	A	A	A	P	A
	CA de la Provence Verte	A	A	A	A	A	A	A	A	P	A
	CC Alpes-Provence-Verdon Sources de lumière	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
	CC Cœur du Var	A	A	A	P	A	A	A	A	P	A
	CC Méditerranée Porte des Maures	A	A	A	A	A	A	A	A	P	A
	SNCF GARES & CONNEXIONS	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 4 : EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU BASSIN DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Contexte et objectif

Instauré par la loi LOM, et notamment par les articles L1215-1 et L1215-2, le Contrat Opérationnel de Mobilité (COM) est un contrat qui formalise les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité à l'échelle du territoire de chaque Bassin de Mobilité.

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " (lorsqu'ils existent), les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapporte à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et servies de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ajoute une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique. Ces objectifs à l'échelle du bassin se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc.

Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans mais les objectifs fixés pour le bassin de mobilité peuvent avoir un horizon différent en s'appliquant par exemple à plusieurs générations de COMs. Évaluer la progression du bassin vers les objectifs est une étape nécessaire dans l'évaluation de la politique de mobilité et permet d'orienter les COMs vers un niveau d'exigence correspondant aux progrès souhaités.

2 Méthodologie d'évaluation

2.1 Indicateurs

Les indicateurs retenus permettent d'observer l'évolution de la situation sur le bassin, évolution dont il est fait l'hypothèse qu'elle correspond en partie à une réponse aux changements induits par la mise en œuvre des COMs. Les indicateurs doivent donc permettre de caractériser certains aspects de la mobilité dans le bassin sur lesquels se concentrent les efforts de la politique publique.

Les indicateurs respectent dans la mesure du possible les règles des indicateurs SMART (Spécifique, Mesurable, Acceptable, Réaliste, Temporellement défini).

Matrice des indicateurs de mobilité
Les indicateurs d'évaluation du contrat du bassin de mobilité considéré doivent reposer sur des données collectées régulièrement et avec une maille territoriale suffisamment fine pour pouvoir agréger les données à l'échelle du bassin. En outre de la disponibilité de tels jeux de données, ces données doivent pouvoir apporter des éléments pertinents au vu des objectifs de mobilité du bassin.

Le travail de recensement des jeux de données et de proposition d'indicateurs pertinents est réalisé par la Région afin d'élaborer une matrice d'indicateurs potentiellement utilisable pour l'évaluation des objectifs des COMs.

Tableau 12 : Les indicateurs d'évolution de la mobilité

Thèmes	Indicateurs	Valeurs	Source	Retour territoires
Mobilité générale	Parts modales	Parts modales des différents modes en interne ou en échange	RP INSEE	Non
Intermodalité / transports en commun	Fréquentation du Système d'Information Billettique Régional (SIBR)	Fréquence d'utilisation du site	Données région	Non
	Correspondance en gare routière et ferroviaire	Nombre de lignes et nombre de dessertes	GTFS	Non
	Évolution des PEM	Nombre de PEM existant, en évolution ou en projet	Territoires	Oui
	Fréquentation des gares régionales	Nombre de gares et de voyages	Données région + SNCF	Non
	Fréquentation des lignes de cars régionales	Nombre de lignes et de voyages	Données région	Non
	Fréquentation des réseaux locaux	Nombre de voyage	Données territoires	Oui
	Nombre d'abris vélos existants et construits	Nombre de commune disposant d'un abri et nombre d'abris	Données région + territoires	Oui
	Nombre de places par abris sécurisés	Nombre de places	Données région + territoires	Oui
	Fréquentation des abris vélos	Nombre d'utilisations		
Modes actifs	Linéaire d'aménagements cyclables existants	Km existants	Open data OSM	Oui
	Fréquentation aux points de comptage	Nombre d'usagers chaque mois et/ou à l'année	Compteurs	Oui
Covoiturage	Nombre de trajets covoiturés	Nombre de trajets covoiturés internes ou en échange	Registre national	Non
	Distance des trajets covoiturés	Distance moyenne (Km) des trajets internes ou en échange	Registre national	Non
	Nombre d'aires de covoiturage	Nombre d'aires officielles	Open data + territoires	Oui
Décarbonation	Motorisation des ménages	Ménages équipés de 0 à 3 voitures ou +	RP INSEE	Non
	Motorisation Crit'Air	Véhicules Crit'Air E, 1 à 5 et non classé	SDES	Non
	Qualité de l'air	CO2, polluants (Nox, PM10, PM2,5, COVNM, consommations finales d'énergies	Atmosud	Non
	Borne IRVE	Nombre de bornes et usage	BNLC + territoires	Oui

2.2 Périodicité d'évaluation

Évaluation à mi-parcours
L'évaluation a lieu une première fois à mi-parcours afin de pouvoir présenter aux acteurs les avancées et les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du contrat. La première évaluation permet de proposer des actions rectificatrices, d'identifier les opportunités.

Évaluation de fin de contrat
Une seconde évaluation pourra avoir lieu au terme du contrat afin de faire un bilan final de la mise en œuvre. Elle permettrait en outre d'orienter et proposer les bases d'un nouveau COM.

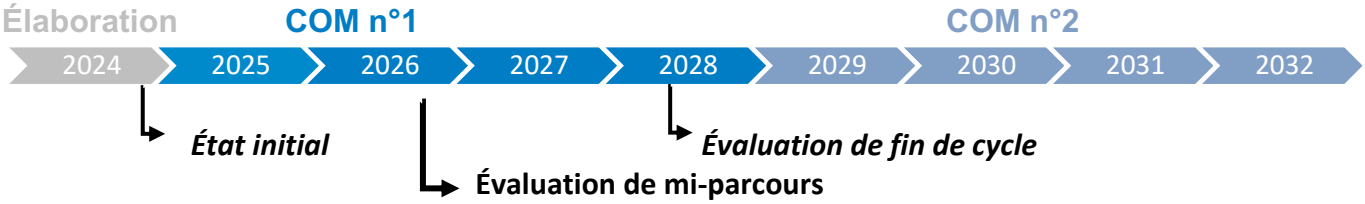
2.3 Protocole d'évaluation

L'évaluation est pilotée par la Région. Celle-ci implique un premier temps de collecte et analyse des données nécessaires afin de procéder à la mise à jour des indicateurs à partir des données.

La Région sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. L'acteur doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires A partir des indicateurs mis à jour, est attribué de façon qualitative un degré de progression vers l'objectif. Enfin, les résultats sont partagés et débattu avec les acteurs du bassin de mobilité afin d'apporter des nuances et de statuer.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Calendrier d'évaluation



3.2 Évaluation de l'atteinte des objectifs

3.2.1 Évaluation qualitative

État des lieux initial du bassin de mobilité (bassin X)

- Exemple : Une mobilité caractérisée par l'usage de la voiture individuelle
- Exemple : Un réseau morcelé avec peu de points de connexion entre les différents modes de transport
- …

Objectifs généraux du bassin de mobilité (bassin X)

- Exemple : Diminuer l'autosolisme dans les déplacements domicile-travail
- Exemple : Développement les mobilités actives
- …

Principales avancées

- Exemple : Un changement de comportement favorisant les mobilités partagées et les mobilités actives dans les déplacements domicile-travail
- ..

Points d'amélioration

- Exemple : Peu de changement de comportement favorisant l'usage des transports en commun par rapport aux transports individuels
- Exemple : Des crises liées au changement climatique à mieux anticiper
- …

3.2.2 Évaluation quantitative

INDICATEUR	UNITE	VALEUR INITIALE	OBJECTIF FINAL	RESULTAT A DATE	PROGRESSION
Objectif 1					
Exemple : Part du covoiturage dans les déplacements domicile-travail	*% de part modal*	*2%*	***15%***	*7%*	*+ 33%*
Objectif 2					
Exemple : Avis positifs sur l'usage du vélo pour aller au travail	*% d'avis positifs*	*10%*	*75%*	*50%*	*+53%*

2025

Contrat Opérationnel de Mobilité

ANNEXE 5 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE



DIRECTION GÉNÉRALE
TRANSPORTS, MOBILITÉ
ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

RÉGION SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

1 Contexte et objectif

A l'échelle de chaque bassin de mobilité, la Région conclut un « contrat opérationnel de mobilité » avec les AOM, les syndicats mixtes " loi SRU " lorsqu'ils existent, les Départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés. Ce contrat peut associer les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ou tout autre partenaire.

Le contrat opérationnel de mobilité inclut des objectifs coconstruits avec les acteurs de la mobilité du territoire, objectifs qui dans cette première génération de contrats se rapportent à cinq thématiques principales : les différentes formes de mobilité et l'intermodalité, les pôles d'échanges multimodaux et les aires de mobilité, les modalités de gestion des situations dégradées, le recensement et la diffusion des pratiques et actions de mobilité, ainsi que l'aide à la conception et à la mise en place d'infrastructures et servies de mobilité. Aux cinq thématiques du code des transports, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ajoute une thématique de décarbonation en lien avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et lutte contre le changement climatique.

Ces thématiques, à l'échelle du bassin de mobilité, se déclinent de manière opérationnelle par des engagements pris par les acteurs sous forme d'actions, projets, plans, etc. Le contrat de mobilité a une durée de quatre ans au cours desquels doivent se déployer les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ces actions.

Afin de pouvoir connaître à tout moment l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements, il est nécessaire de réaliser un suivi lié à ces engagements. L'évaluation est une étape complémentaire (voir annexe ad hoc décrivant l'évaluation) au suivi et vient, de façon ponctuelle à un moment précis du cycle de vie du COM, mettre en regard le degré d'avancement de la mise en œuvre des actions avec les objectifs de mise en œuvre fixés dans le contrat. L'agrégation des résultats obtenus pour tous les engagements permet d'obtenir une vision globale de l'état d'avancement de la mise en œuvre opérationnelle du COM.

2 Méthodologie de suivi

2.1 Périodicité de suivi

Le suivi consiste à réaliser le recueil des informations nécessaires. Ce suivi peut être réalisé ponctuellement en préalable à l'évaluation ou bien périodiquement à une fréquence déterminée afin de retracer l'évolution dans le temps des indicateurs.

Le suivi doit être organisé collectivement avec les acteurs du bassin et ses modalités doivent prendre en compte les ressources et moyens disponibles à cet effet

2.2 Protocole de suivi

La Région sollicite périodiquement les acteurs du bassin de mobilité afin de collecter les données. Pour chaque engagement, la Région se rapproche de l'entité pilote dont la personne référente est indiquée sur l'annexe engagement. La personne référente doit à son tour mobiliser les ressources de son organisation et celles de ses partenaires afin de fournir les informations nécessaires.

La Région se charge alors d'évaluer l'avancement de la mise en œuvre de chaque engagement. Elle attribue alors à chaque engagement un statut de mise en œuvre comme suit :

Statut de l'engagement	Code couleur
Engagement abandonné	
Non démarré	
Étapes préalables en cours	
En cours de réalisation	
Engagement tenu	
Engagement poursuivi	

Dans le cadre de l'évaluation, la Région réalise une synthèse en agrégeant les résultats obtenus pour tous les engagements du COM. Le code couleur permet une lecture facilitée des résultats.

Les résultats et la synthèse sont présentés à l'ensemble des acteurs afin de leur permettre d'exprimer leur accord ou de proposer des modifications du statut de chaque engagement.

3 Canevas de tableau de bord

3.1 Bilan du bassin de mobilité

Bassin engagé

Bassin volontaire

Bassin en démarrage

Statut	Nombre d'engagements	Pourcentage
Engagement abandonné	2	20%
Non démarré	5	50%
Étapes préalables en cours	1	10%
Engagement en cours de réalisation	2	20%
Engagement tenu	0	0%
Engagement poursuivi	0	0%
Total	10	100%

Principales réalisations de la mise en œuvre du COM

- … à compléter

3.2 Mise en œuvre des engagements

Libelle engagement	Type	Thematiques du COM						Pilote	Échéancier previsionnel				Avance-ment	Observations
		Différentes formes e	PEM	Situations dégradées	Diffusion des	Aides conception et	Décarbonation		2025	2026	2027	2028		
Libellé engagement 1	Plan	x	x		x			Porteur	L	F M				Exemple : Convention signée le 20/10/25
Libellé engagement 2	Étude		x					Porteur	L					
Libellé engagement 4	Projet							Porteur						
Libellé engagement 1	Projet													

Libellé engagement 2	Projet							L F	M				
Libellé engagement 3	Projet												

Codification de l'avancement technique

Engagement abandonné	
Non démarré	
Étapes préalables en cours	
Engagement en cours de réalisation	
Engagement tenu	
Engagement poursuivi	

Phasage prévisionnel des actions	
Lancement des démarches préalables	L
Financement obtenu	F
Début de la mise en œuvre	M

SST/DIM/
IG

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G69

OBJET : CLOTURE DE L'OPERATION INITIALE ET AFFECTATION DE L'OPERATION DE SECURISATION DE L'ANTENNE PARCOURS CYCLABLE DU LITTORAL DESSERVANT SAINT-TROPEZ LE LONG DE LA RD 98 ET DE LA RD 98A, SUR L'AUTORISATION DE PROGRAMME “TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RESEAU CYCLABLE"

La séance du 28 avril 2025 s’est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés :Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 portant délégation de certaines attributions du Conseil départemental au Président du Conseil départemental, complétée par délibération n°A7 du 7 février 2023 et modifiée par délibération n°A10 du 6 novembre 2023,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A24 du 14 décembre 2021 relative au lissage et à la fusion des autorisations de programme et d'engagement dans le cadre du passage à la M57 et de l'évolution de l'application de gestion financière,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 1er février 2022, portant adoption du nouveau règlement budgétaire et financier, et notamment son article 5.2.3 relatif à la caducité des affectations comptables,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A40 du 24 mai 2022 concernant le vote de l'autorisation de programme globale relative aux travaux d'aménagement du réseau cyclable,
Vu la délibération de la Commission permanente n°G39 du 29 janvier 2024 relative au vote des opérations individualisées de grosses réparations cycle 2024 dont notamment l'opération 24OPE00052 à Gassin,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission développement durable, mobilités douces et performance énergétique du 10 avril 2025
Considérant l'information à la commission mobilités et infrastructures routières (hors métropole) du 10 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- de clôturer et solder l'opération initiale 24OPE00052 d'un montant de 350 000 € en raison de changements techniques importants dans le cadre du projet d'aménagement,

- d'affecter l'opération 25OPE00612 relative aux travaux de sécurisation de l'antenne parcours cyclable du littoral desservant Saint-Tropez le long de la RD 98 (PR 58+1100 au PR61+100) et de la RD 98A (PR0+000 au PR 0+450), située sur commune de Gassin, sur l'autorisation de programme "travaux d'aménagement du réseau cyclable" AP-2022-DI22002, (opération budgétaire 22OPE00915 "travaux d'aménagement du réseau cyclable") pour un montant de 600 000€.

Le montant des opérations est considéré hors révision de prix. Les coûts définitifs seront présentés lors d'une délibération de clôture.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102553-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

SST/DGIF/
CG/DF

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G74

OBJET : CESSION D'UN DELAISSE DE VOIRIE DEPARTEMENTALE, LIEU-DIT LA BASSE COMBE EN BORDURE DE LA RD 13 A COTIGNAC ET ABROGATION DE LA DELIBERATION G105 DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 19 SEPTEMBRE 2024

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le code de la voirie routière,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégations à la Commission permanente,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 01 février 2022 relative à la mise à jour du règlement budgétaire et financier départemental,
Vu la délibération de la Commission permanente n°G105 du 19 septembre 2024 qu'il convient d'abroger,
Vu l'avis du Domaine en date du 18 avril 2024 et sa prorogation en date du 26 février 2025,
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission patrimoine immobilier départemental du 10 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement de l'emprise issue du domaine public dont le détail est donné dans le tableau ci-dessous,

- d'approuver la cession, au profit de l'indivision Vanson de la parcelle départementale dont le détail est donné dans le tableau ci-dessous :

Commune	**Section et numéro** **(à détacher)**	**Emprise en m²**	**Lieu-dit**	**Indemnités en €**
Cotignac	DP	197	La Basse Combe	600 €

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer l'acte correspondant ainsi que tout document s'y rapportant.

- d'abroger la délibération de la Commission permanente n° G105 du 19 septembre 2024 en raison d'une erreur matérielle dans le nom du futur acquéreur,

La recette en résultant sera versée sur les crédits inscrits au chapitre 77, fonction 843, compte 775 du budget départemental et sera inscrite à l'opération budgétaire 21100171.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102394-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances publiques du Var

Pôle d'évaluation domaniale du Var

Place Besagne – CS 91409
83 056 TOULON Cedex

Courriel : ddfip83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Anne ROCCASALVA
Courriel : anne.roccasalva@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 04 94 50 52 68

Réf DS : 16926377
Réf OSE : 2024-83046-21795

Le 18 avril 2024

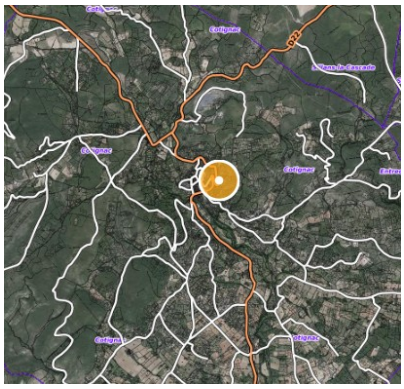
Le Directeur départemental des Finances publiques du Var

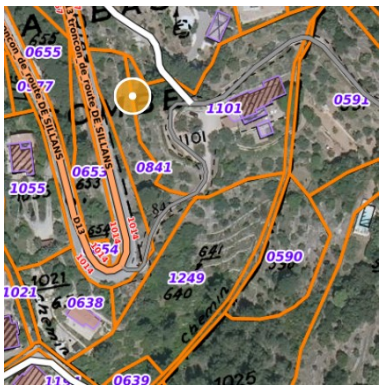
à

DÉPARTEMENT DU VAR

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Nature du bien : TERRAIN

Adresse du bien : La Basse Combe – 83570 COTIGNAC

Valeur : 600 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

1 - CONSULTANT

affaire suivie par : GOUPIL Christine

2 - DATES

de consultation :	19 mars 2024
du dossier complet :	19 mars 2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☑
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☑
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'un délaissé de voirie au propriétaire riverain.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La commune de Cotignac est une commune du haut-Var, située aux portes du parc naturel régional du Verdon. Le village est adossé à un rocher et la commune est parcourue du Nord au Sud par la rivière La Cassole. Il s'agit d'une commune rurale présentant un attrait touristique (notamment label « village de caractère du Var »).

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le bien se situe à environ 500 mètres à l'est du centre-ville. On y accède par la RD 13 – Route de Sillans.

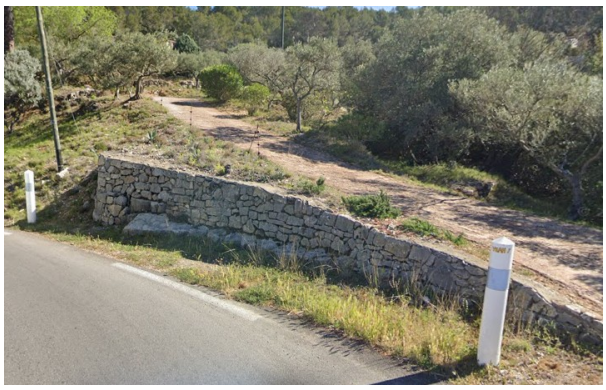
1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Parcelle	Superficie (en m²)
C DPNC	197

4.4. Descriptif





L'emprise est composée d'un surplus de voirie, sis au niveau de la voie et légèrement en surplomb. Aux contours réguliers, de configuration de type triangulaire principalement, elle est en nature de friches et de restanques. L'olivier et les arbustes présents dans l'emprise ont été plantés par le futur acquéreur et entretenus par lui-même depuis de nombreuses années.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire : DÉPARTEMENT DU VAR

5.2. Conditions d'occupation

Estimation libre de toute location ou occupation.

6 - URBANISME

Règles actuelles

PLU de la commune de COTIGNAC (dernière procédure approuvée par DCM en date du 26 mai 2021).

Zone N : zone qui recouvre les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ; soit de l'existence d'une exploitation forestière ; soit de leur caractère d'espaces naturels.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de la comparaison directe de biens équivalents, qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Cette méthode est privilégiée en raison de l'existence d'un marché local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Ont été recherchées les mutations à titre onéreux de terrains en zone naturelle, sur la commune de Cotignac, pour la période postérieure au 1er janvier 2022.

Biens non bâtis – valeur vénale									
N	**Date mutation**	**Réf. Acte**	**Adresse**	**Cadastre**	**Surface terrain (en m²)**	**Urbanisme**	**Prix**	**Prix /m²**	**Nature**
1	11/03/2022	22P08653	Camp De Senes	F 651 et 654	7 795	N	3 900 €	0,50 €	Bois
2	16/09/2022	22P27287	La Mort D Ambrosi	C 1287 et 1289	1 526	N	1 650 €	1,08 €	Terres
3	16/09/2022	22P27287	La Mort D Ambrosi	C 1291	1 513	N	1 650 €	1,09 €	Terres
4	09/11/2022	22P33062	La Mort D Ambrosi	C 444…	7 651	N	12 840 €	1,68 €	Terres et oliviers + 2 cabanons en ruine et très mauvais état
5	29/11/2022	22P34373	La Colle	F 2407	806	N	9 000 €	11,17 €	Jardin
	Moyennes				3 858		5 808 €	3,10 €	

Il ressort de ces critères, un total de 5 mutations.

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

Aucune consultation de sources externes à la DGFIP n'a été réalisée.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Compte tenu de la nature du terrain, de la petite superficie, de la proximité avec le centre-ville et de la facilité d'accès, la valeur moyenne des termes recensés est retenue, soit 3,10 €/m².

Superficie (en m²)	PU €/m²	Valeur Vénale	Arrondie à
197	3,10 €	611 €	600 €

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **600 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 500 € (arrondie).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de douze mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques
et par délégation,
L'Évaluatrice,



Anne ROCCASALVA
Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances publiques du Var

Pôle d'évaluation domaniale du Var

Place Besagne – CS 91409
83 056 TOULON Cedex

Courriel : ddfip83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 26 février 2025

Le Directeur départemental des Finances publiques du Var

à

DÉPARTEMENT DU VAR

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Anne ROCCASALVA
Courriel : anne.roccasalva@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 04 94 50 52 68

Réf DS : 22276648
Réf OSE : 2025-83046-08265

LETTRE VALANT AVIS DES DOMAINES

Objet : Saisine pour prorogation de la valeur vénale fixée par l'avis n° 2024-83046-21795 du 18 avril 2024

Par une saisine du 03 février 2025, vous sollicitez la prorogation de la valeur vénale d'un terrain à détacher du DPD, section C, d'une superficie de 197 m², sur la commune de Cotignac, en vue de sa cession.

Aucune modification concernant le bien n'est intervenue depuis la précédente évaluation par le PED.

Compte tenu de ces éléments, la valeur vénale fixée à **600 €**, est reconduite. Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 500 € (arrondie). La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Le présent avis est valable 18 mois.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques
et par délégation,
L'Évaluatrice,

Anne ROCCASALVA
Inspectrice des Finances publiques

SST/DIM/
IG

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G77

OBJET : TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN TOURNE A GAUCHE SUR LA RD 555 EN AGGLOMERATION AVEC TRANSFERT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE EMPRISE DEPARTEMENTALE DEJA UTILISEE COMME CHEMIN D'ACCES AUX HABITATIONS - CONVENTION A CONCLURE AVEC LA COMMUNE DE TRANS-EN-PROVENCE

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés :Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4 relatif aux pouvoirs de police du Président du Conseil départemental sur le domaine départemental,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L 131-4 et L 141-3, modifiée par la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit,
Vu la délibération du Conseil départemental n° A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 1er février 2022 portant adoption du règlement financier de la collectivité,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 relative à la délégation de certaines attributions du Conseil départemental au Président du Conseil départemental, complétée par délibération n°A7 du 7 février 2023 et modifiée par délibération n°A10 du 6 novembre 2023,
Vu le règlement départemental de voirie du Var,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A38 du 24 mai 2022 relative à la revalorisation de l'autorisation de programme concernant les travaux d'aménagement du réseau routier,
Vu la délibération de la Commission permanente n°G43du 27 janvier 2025 relative à l'affectation des opérations individualisées 2025, sur l'autorisation de programme "travaux d'aménagements du réseau routier",
Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission mobilités et infrastructures routières (territoire métropolitain) du 10 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver le projet de convention fixant la participation de la commune de Trans-en-Provence relative aux travaux d'aménagement d'un tourne à gauche sur la RD 555 du PR 1+000 au PR 1 + 100, hors agglomération à Trans-en-Provence,

- de fixer la somme forfaitaire de 50 000 € pour la participation financière de la commune,

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ladite convention,

- d'autoriser le transfert de domanialité portant déclassement du domaine public routier départemental d'une dépendance de la route départementale 555, servant de chemin d'accès aux habitations situées le long de cette dernière et reliant le chemin communal des Croix, pour son classement dans le domaine public communal de Trans-en-Provence conformément aux schémas et au plan de délimitation des domaines publics de chaque collectivité, ci-annexés.

L'opération 25OPE00039, relative à cette convention, d'un montant de 250 000 € a été validée lors du vote des opérations individualisées 2025 en Commission permanente du 27 janvier 2025 et affectée sur l'autorisation de programme 2015-1001IV-003 "Travaux d'aménagements du réseau routier" opération budgétaire 21100343 "Travaux d'aménagement du réseau routier",

L'opération de recette n° 25OPE00627 d'un montant de 50 000 € provenant des fonds de la commune de Trans-en-Provence est versée au budget départemental.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102560-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE DÉPARTEMENT

D.I.M./
IG

Acte n° : CO 2025-423

PROJET - CONVENTION AVEC LA COMMUNE DE TRANS-EN-PROVENCE CONCERNANT LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UN TOURNE A GAUCHE SUR LA RD 555 EN AGGLOMERATION AVEC TRANSFERT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE EMPRISE DEPARTEMENTALE DEJA UTILISEE COMME CHEMIN D'ACCES AUX HABITATIONS

(convention valant permission de voirie au sens de l'article L.113-2 du code de la voirie routière)

Le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° <réf. délibération n° et date>,
[si signature par élu ajouter la phrase suivante] Le Président du Conseil départemental est représenté par Madame/Monsieur, Xème vice-président(e)/ conseiller(e) départemental(e) et président(e) de la commission "XXX" agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

Ci-après désigné « le Département » d'une part,

ET

La commune de Trans en Provence , numéro SIRET …… , sise représentée par Alain CAYMARIS, Maire, dûment habilité par délibération de n° …… en date du …… ,

Ci-après désignée « La Commune » d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

Fondements juridiques :

Vu le code général des collectivité territoriales,
Vu le code général des propriétés des personnes publiques,
Vu le code de la voirie routière,
Vu le code de la commande publique,
Vu le règlement départemental de voirie du Var,

ARTICLE 1 - CONTEXTE DE LA CONVENTION

Le Département prévoit de réaliser l'aménagement d'un tourne à gauche au carrefour de la RD 555 et d'un chemin d'accès à des habitations situées le long de ce dernier, Ce chemin, situé dans l'emprise du domaine public routier départemental sert de liaison entre la RD 555 et le chemin communal de la Croix. Le fort trafic sur la RD 555 rend difficile les mouvements de tourne à gauche pour accéder au chemin d'accès aux habitations. Cette opération permettra de sécuriser les flux de ces deux voies par l'aménagement d'un stockage central protégé par des îlots séparateurs. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage départementale avec la participation financière de la commune sous forme d'un montant forfaitaire.
De plus, ce chemin qui se situe dans l'emprise de la route départementale 555 et du centre de stockage du pôle territorial, n'a pas vocation de route départementale. Il permet également la liaison entre la route départementale et le chemin communal de la Croix. Ce transfert de domanialité permettra de définir les limites entre la voie d'accès qui sera transférée à la commune et le centre de stockage et ainsi, de clarifier les obligations de chacun.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la maîtrise d'ouvrage ainsi que les modalités administratives, techniques et financières de réalisation des travaux décrits à l'article 4.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.
La présente convention comporte 5 annexes:

- annexe 1 : plan de situation
- annexe 2 : plan des travaux
- annexe 3 : constat d'achèvement des travaux
- annexe 4 : annexe financière
- annexe 5 : plan de délimitation de l'emprise transférée

ARTICLE 4 - NATURE DES TRAVAUX

- Terrassement et couche de forme
- Déplacement de réseaux
- Chaussée : enrobés
- dispositifs de retenue
- Signalisation horizontale et verticale

- mise en place d'îlots séparateurs

ARTICLE 5 - MAÎTRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX

En application de l'article L.115-2 du code de la voirie routière, et du code de la commande publique, notamment les articles L.2410-1, L.2411-1, L.2422-12 et suivants, relatifs à la maîtrise d'ouvrage des travaux, le Département assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux décrits à l'article 4 ci-dessus.
A ce titre, le Département assure la mise en œuvre des procédures administratives environnementales et juridiques nécessaires à la réalisation des travaux.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DES COLLECTIVITÉS

A/ Engagements du Département:
Le Département s'engage à financer l'opération selon les modalités décrites à l'article 12.
Le Département s'engage à réaliser la totalité des travaux décrits à l'article 4.

B/ Engagements de la commune:
La commune s'engage à participer financièrement à l'opération selon les modalités décrites à l'article 12.

ARTICLE 7 - MAÎTRISE D'ŒUVRE DES ÉTUDES ET DES TRAVAUX

- **Phase Conception**

Le Département réalise la totalité des études nécessaires à la réalisation des travaux.

- **Phase Consultation**

Le Département élabore les pièces techniques et administratives du dossier de consultation des entreprises (DCE).

- **Phase Réalisation**

Le Département assure la maîtrise d'œuvre du chantier, représenté par le Pôle Territorial Dracénie Verdon de la direction des infrastructures et de la mobilité.

ARTICLE 8 - APPROBATION DU PROJET

Sans objet.

ARTICLE 9 - DÉROULEMENT DES TRAVAUX

- **Vérification de l'implantation des ouvrages**

Sans objet.

- **Démarrage des travaux**

Au moins un mois avant, le Département informe la commune de la date de démarrage du chantier et de la durée d'exécution des travaux.

- **Déroulement des travaux**

La commune est conviée aux réunions de chantier et est destinataire des comptes-rendus.
Le Département fait procéder à tous les contrôles définis au DCE.

- **Modification du projet en cours de travaux**

Les adaptations mineures pouvant intervenir au cours des travaux gérés par le Département sont simplement signalées à la commune.
Les modifications techniques d'importance apportées en cours de chantier par le Département sont soumises à l'accord préalable de la commune si elles ont des conséquences visant à changer notablement son partenariat, et notamment son partenariat financier. Leur prise en compte doit faire l'objet in fine d'un avenant à la présente convention.
Toute demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier, nécessaire pour des considérations techniques, est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée au Département dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme approuvée (acceptation tacite).

- **Réception des travaux – Remise des ouvrages réalisés**

La commune participe aux différentes phases des opérations préalables ainsi qu'à la réception des travaux.

- **Achèvement et réalisation des travaux**

La réalisation des ouvrages est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un constat d'achèvement des travaux signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.
Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est : le chef du pôle territorial Dracénie Verdon ou son représentant légal.
Pour la commune, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est : le directeur général des services techniques ou son représentant légal.

ARTICLE 10 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Les travaux nécessaires pour l'aménagement, objet de la présente convention, décrits à l'article 4 ci-dessus, sont réalisés dans les règles de l'art.

Il est par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

- **Signalisation du chantier**

Le Département a la charge de la signalisation réglementaire du chantier, qui doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (Instruction interministérielle sur la signalisation routière - huitième partie : signalisation temporaire).

Les arrêtés temporaires de circulation seront demandés auprès de l'autorité détentrice des pouvoirs de police de la circulation.

En cas d'accident de circulation sur la zone d'emprise du chantier, consécutif à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire, la collectivité propriétaire du domaine public concernée se réserve le droit de rechercher la responsabilité du maître d'ouvrage, soit par voie d'appel en garantie, soit par voie d'action récursoire.

- **Coordination de sécurité et protection de la santé**

Le Département désigne un coordonnateur SPS lors du lancement du chantier.

ARTICLE 11 - EXPLOITATION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

Les modalités d'exploitation et d'entretien des ouvrages sont assurées dans l'emprise départementale conformément aux dispositions du règlement départemental de voirie.

Modification des ouvrages
Le Département peut modifier, à son initiative, les aménagements réalisés lorsque la conservation du domaine public routier départemental et l'intérêt des usagers le justifient.
En cas de modification, la commune en sera informée préalablement.

ARTICLE 12 - FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

Estimation de l'opération :
A titre indicatif, le montant total estimé de l'opération est arrondi à 250 000 € TTC soit 208 334 € HT.
Les travaux visés à l'article 4 sont réalisés par le Département, à ses frais, avec une participation financière de la Commune .

La participation de la commune est forfaitaire, son montant est fixé à 50 000 € HT. Ce montant correspond au financement d'une partie des travaux d'élargissement de la chaussée (terrassement, rabotage, réfection de la couche de surface…) et au bordurage (îlots séparateurs).

Taxe sur la valeur ajoutée :
Conformément à l'article L.1615-2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le Département lui confèrent le droit à l'attribution du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). La participation de la Commune est donc non grevée de TVA.

Conditions de paiement :
Les versements par la commune sont subordonnés à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou serait versée uniquement au prorata des travaux réalisés.

Le Département s'engage à adresser sa demande de paiement à la suite de la signature du constat d'achèvement des travaux, par le biais du portail CHORUS PRO, conformément à la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968. La dette sera considérée comme éteinte dans un délai de 4 ans à partir du 1er jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

Échéancier de paiement :
Le règlement de la participation financière de la commune se fait à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal (annexe 3 de la présente convention) signé par les cosignataires attestant de l'achèvement des travaux et sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par le Département.
La commune s'engage à régler les titres de paiement dans les trente jours qui suivent l'appel de fonds par le Département, sous réserve que celui-ci ait fourni les pièces justificatives.

ARTICLE 13 - MAÎTRISE FONCIÈRE

Le projet est situé entièrement en domaine public départemental et ne nécessite pas d'acquisition foncière.

ARTICLE 13 bis - TRANSFERT DE DOMANIALITÉ

Lors du constat contradictoire d'achèvement des travaux (annexe 3), la nouvelle délimitation du domaine public routier départemental s'applique comme prévu dans son principe sur les plans proposés en annexe 6 (plan de délimitation du domaine public routier départemental après travaux).

13bis.1 - Procédure de déclassement/classement

Dans le cadre de la procédure administrative modifiée par la loi n° 2004-1343 du 09 décembre 2004 de simplification de droit, le déclassement des routes départementales et leur classement dans la voirie communale ou communautaire sont dispensés d'enquête publique préalable du fait que le transfert de domanialité ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies conformément aux dispositions des articles L 131-4 et L 141-3 du code de la voirie routière.

13bis.2 - Transfert définitif

Le transfert de domanialité est effectif dès que les conditions suivantes sont réunies :

- signature par les collectivités de la présente convention,
- réalisation des travaux,
- réception des travaux formalisée par la signature du constat de réalisation des travaux.

ARTICLE 14 - DURÉE DE LA CONVENTION

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de deux ans suivant la date de sa signature, sous peine de caducité de la présente convention.

Toute prolongation de la présente convention pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite du maître d'ouvrage, deux mois avant la date de caducité. L'absence de réponse à cette demande dans un délai de 2 mois à réception de la demande vaut acceptation tacite du renouvellement sollicité.

Cette convention est conclue pour une durée limitée par la date la plus tardive entre la fin du délai de garantie des travaux réalisés et le paiement de la participation financière de la commune, dont les modalités sont définies à l'article 12 de la présente convention.

ARTICLE 15 - CONDITIONS DE RÉSILIATION

La résiliation de la convention pourra intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants:

- force majeure ;
- non-respect des conditions de l'article 4 de la présente convention ;
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Cette résiliation sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.
Dans le cas d'une résiliation pour non-respect des dispositions de l'article 4 de la présente convention, celle-ci n'interviendra qu'après mise en demeure.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 16 - CONTENTIEUX

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention et avant toute procédure contentieuse, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.
La juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

A / Litiges
Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts, composée de deux membres désignés l'un par le Département et l'autre par la commune . Cette commission doit, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des deux parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

B / Responsabilités
Le Département est responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'il a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage désigné. Néanmoins, faute d'avoir signalé au Département ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier, ou faute d'avoir présenté ses observations lors de la réception des travaux, la commune ne peut ultérieurement mettre en cause la responsabilité du Département dans l'exercice des missions prévues à la présente convention..
C / Recours suite aux travaux
Le Département se charge de réaliser ou de faire réaliser les travaux de reprise des malfaçons ou désordres et d'en obtenir le remboursement auprès des entreprises ou de leurs assureurs.

ARTICLE 17 - COMMUNICATION

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité conjointes selon les besoins.

ARTICLE 18 - CARACTÈRE EXÉCUTOIRE ET NOTIFICATION

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remise respectivement à la commune et au Département, est exécutoire à la date de sa notification aux intéressés.

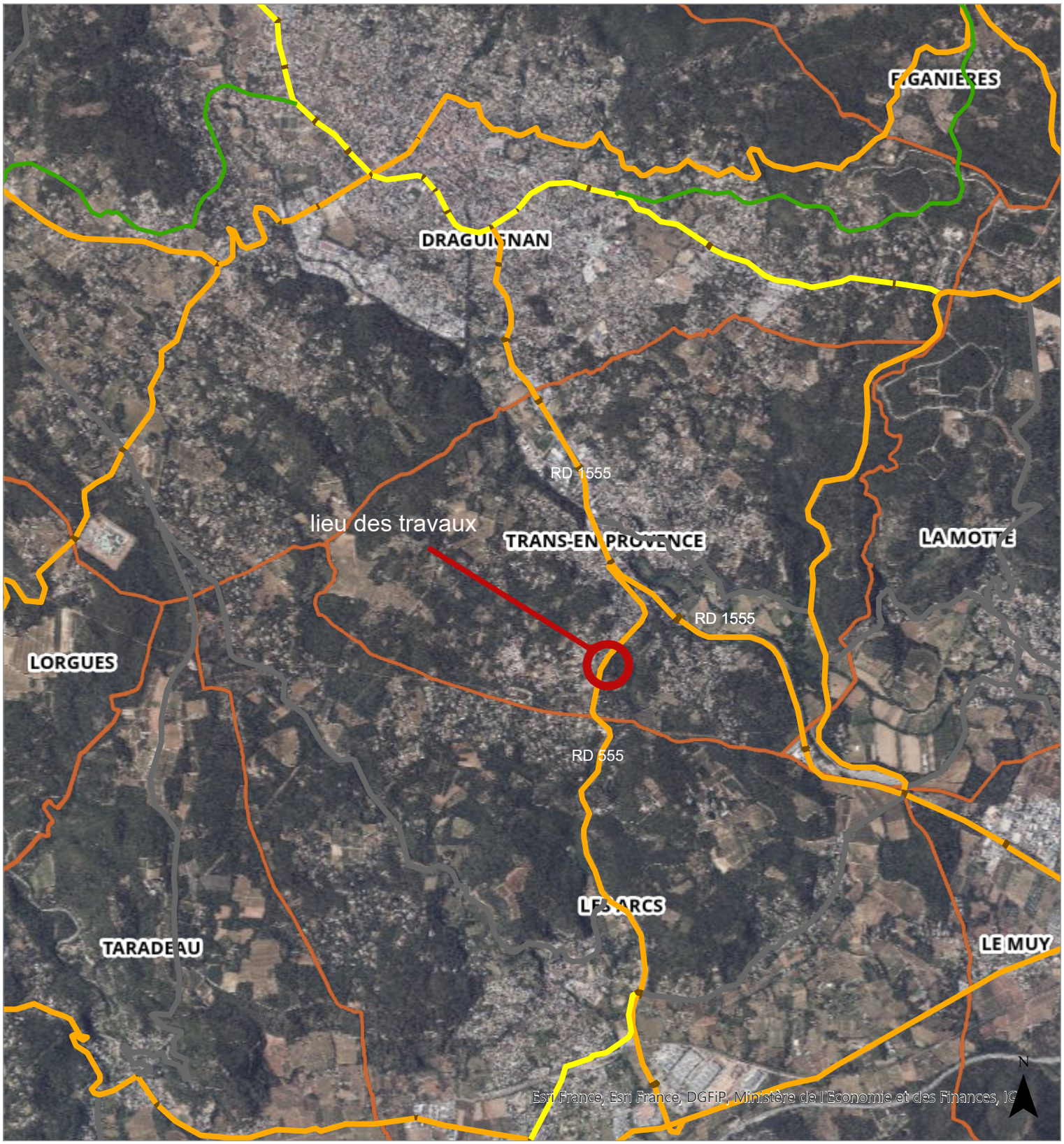
Fait à Toulon, le

Pour la Commune
Le (représentant)

Pour le Département,

Fait à Toulon, le

Plan de situation



Auteur	DIM/Service gestion du domaine public routier
Date	07/01/2025 10:01:51
Echelle	1 :72,224
Datum	WGS 1984

Réseau routier départemental

- Structurant
- Inter Cantonal
- Intérêt local
- Piste cyclable
- Giratoire - Lien topo
- Limite de commune
- Chefs lieux

LE DÉPARTEMENT

Direction des Infrastructures et de la Mobilité

COMMUNE

DE TRANS-EN-PROVENCE

RD 555

Aménagement d'un carrefour en T

Avant-projet somaire

Vue en plan général

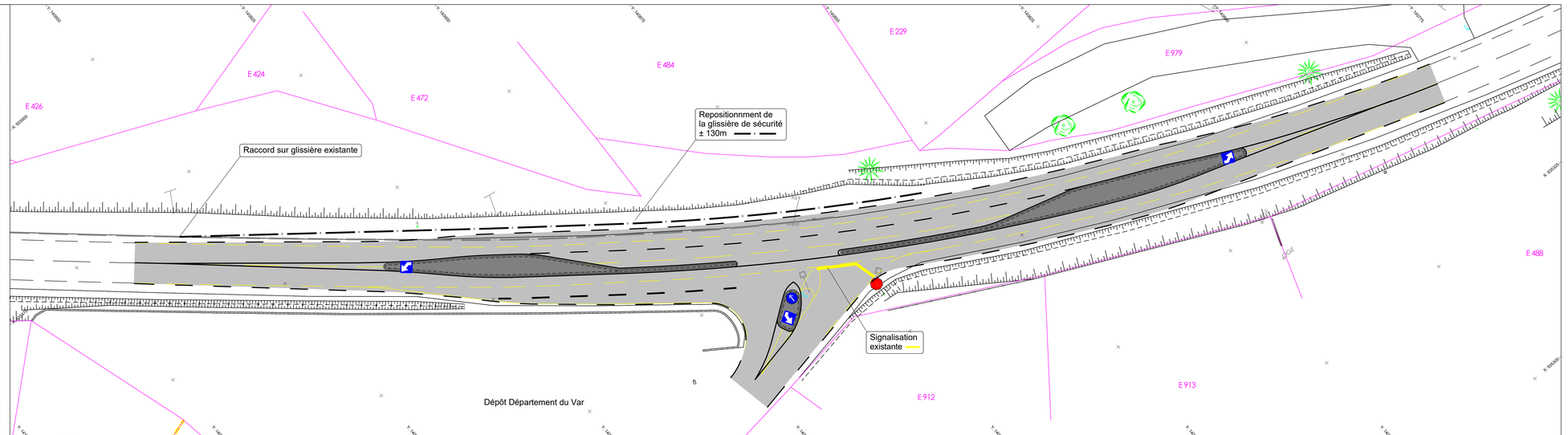
P.T.D.V	ECHELLE	1/250	NUMERO DE LA PIECE	II.2

Chemin: C:\Users\murer\Documents\Projets\RD555 Trans-en-Provence

DRESSÉ PAR	CHARGÉ D'OPÉRATIONS	RESPONSABLE DU S.I.P.	RESPONSABLE DU PÔLE
E. MURER		P. FARITIET	Y. MOULARY

INDICE

A	02-04-2024	1ère présentation	D		
B			E		
C			F		



ESTIMATION FINANCIERE

N°	Désignation des travaux	U	Quantité	P.U.
100	**PRIX GENERAUX**			
101	Installation de chantier	F	1	4 000,00
102	Signalisation de chantier	F	1	4 000,00
103	Panneau d'information (2 x 3 m)	U	2	850,00
104	Beach flag	U	2	210,00
105	Études et plans d'exécution	F	1	2 000,00
106	Dossier de récolement	F	1	1 000,00
				sous-total
200	**TRAVAUX PRÉPARATOIRES**			
201	Dégagement des emprises	F	1	1 200,00
202	Abattage et dessouchage d'arbres	U	2	400,00
203	Dépose et repose de panneaux de tous types	F	1	500,00
204	Démolition de maçonnerie de toutes natures	M3	5	80,00
205	Démolition de trottoir et d'îlots	M2	20	20,00
	Démolition de chaussée avec sciage	M2		
206	Marquage et piquetage au sol des ouvrages souterrains	F	1	700,00
207	Localisation des ouvrages enterrés par des techniques non intrusives	M2	100	10,00
208	Localisation des ouvrages enterrés sensibles par des techniques intrusives	M3	10	100,00
209	Localisation des ouvrages enterrés non sensibles par des techniques intrusives	M3	10	50,00
				sous-total
300	**TERRASSEMENTS**			
301	Curage de fossés	M	200	20,00
302	Dépose de canalisations de toutes natures / DN < 1000 mm	M	40	30,00
303	Décapage sur une épaisseur de 0,30m	M2	150	12,00
304	Déblais en masse en terrains de toutes natures	M3	450	35,00
305	Plus-value pour déblais à proximité de réseaux	M3	10	35,00
306	Terrasement pour tranchée y/c remblaiement	M3	0	85,00
307	Plus-value pour terrassements de tranchée à proximité de réseaux	M3	0	52,00
308	Remblai issu des déblais	M3	50	20,00
309	Remblai d'emprunt	M3	30	45,00
310	Géotextile	M2	700	2,20

311	GNT 0/60	M3	200	53,00
312	GNT 0/20	M3	140	59,00
				sous-total
400	**CHAUSSEE**			
401	Sciage de chaussée ou de béton	M	450	5,00
402	Rabotage	M2	100	14,00
403	Couche d'imprégnation sur GNT	M2	700	4,50
404	EB14 - Assise et reprofilage - GB 0/14 de classe 3	T	260	140,00
405	EB10 - Roulement - BBSG 0/10 de classe 3	T	500	125,00
407	Mise à niveau de regard de toutes natures et de toutes dimensions	U	4	240,00
408	Mise à niveau de bouche à clé	U	1	120,00
				sous-total
500	**BORDURES**			
501	Bordure type I1 préfabriquées	M	180	50,00
502	Bordure type P1 préfabriquée	M	0	30,00
503	Grave ciment	M3	0	100,00
504	EB10 roulement - BBM 0/6 de classe 2 pour trottoir de couleur ocre	M2	0	35,00
505	Terre végétale	M3	50	30,00
				sous-total
600	**HYDRAULIQUE**			
601	Canalisation PEHD annelé : CR8 / DN 600 mm en tranchée ouverte	M	0	105,00
602	Canalisation PEHD annelé : CR8 / DN 400 mm en tranchée ouverte	M	0	80,00
603	Regard béton préfabriqué ou coulé en place avec avaloir et bouche d'égout Profil T en fonte / 800 mm	U	0	920,00
604	Regard béton préfabriqué ou coulé en place avec tampon fonte /800 mm	U	0	1 000,00
605	Tête de sécurité / DN 400 mm	U	0	600,00
606	Raccordement canalisation existante de tous types	U	0	420,00
				sous-total
700	**SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE**			
701	Prémarquage des bandes	M	900	1,50
702	Bandes continues ou discontinues / couleur blanche	M	900	3,50
703	Ilots directionnels, stop, zébra, cédez le passage, flèche directionnelle / couleur blanche	M2	80	18,00
704	Balises J5 Autorelevable	U	3	400,00
705	Panneau SB21a1	U	1	350,00
706	Panneau AB4	U	1	350,00
				sous-total

800	DIVERS			
801	Béton XC2 – C25/30 pour petits ouvrages	M3	5	380,00
802	Coffrage ordinaire pour petits ouvrages	M2	20	25,00
803	Armature HA pour petits ouvrages	KG	200	10,00
				sous-total

Montant total H.T.
Montant T.V.A (20%)
Montant total T.T.C

Participat	on forfaitaire de la commune	Montant H.T.	

Montant H.T.
4 000,00
4 000,00
1 700,00
420,00
2 000,00
1 000,00
13 120,00
1 200,00
800,00
500,00
400,00
400,00
700,00
1 000,00
1 000,00
500,00
6 500,00
4 000,00
1 200,00
1 800,00
15 750,00
350,00
0,00
0,00
1 000,00
1 350,00
1 540,00

10 600,00
8 260,00
45 850,00
2 250,00
1 400,00
3 150,00
36 400,00
62 500,00
960,00
120,00
106 780,00
9 000,00
0,00
0,00
0,00
1 500,00
10 500,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
0,00
1 350,00
3 150,00
1 440,00
1 200,00
350,00
350,00
7 840,00

1 900,00
500,00
2 000,00
4 400,00

194 990,00
38 998,00
233 988,00

50 000,00

SST/DIM/
EA

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G78

OBJET : MARCHE CONCERNANT L'AMENAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE AVEC LES RUES CROS DE BOYER ET SIMONE VEIL, DE L'AVENUE DE LA MIRANDOLE ET DE LA RD 63 A SIX-FOURS-LES-PLAGES (LOT 1) - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la commande publique, et notamment l'article L. 2123-1. R. 2123-1.1 °, art. R. 2123-4. et R. 2123-5. du CCP,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A 24 du 14 décembre 2021 relative au lissage et à la fusion des autorisations de programme et d'engagement dans le cadre du passage à la M57 et de l'évolution de l'application de gestion financière,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 1er février 2022, portant adoption du nouveau règlement budgétaire et financier,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A38 du 24 mai 2022 relative à la revalorisation de l'autorisation de programme concernant les travaux d'aménagement du réseau routier,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 relative à la délégation de certaines attributions du Conseil départemental au Président du Conseil départemental, complétée par délibération n°A7 du 7 février 2023 et modifiée par délibération n°A10 du 6 novembre 2023,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la délibération de la Commission permanente n° G99 du 19 septembre 2024 concernant la validation de l'opération relative à l'aménagement d'un carrefour giratoire au croisement de la RD 63, des rues Cros de Boyer et Simone Veil et de l'avenue de la Mirandole à Six-Fours-les-plages, d'un montant de 2 200 000 € TTC,
Vu le rapport du Président,
Vu le procès-verbal de la commission des marchés du 26 mars 2025

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à passer, exécuter, régler et résilier le cas échéant le marché n°20241763, lot 1, concernant le terrassement, l'assainissement et le traitement de la chaussée, de l'accord-cadre AC2024DIM010 relatif aux travaux d'aménagement du carrefour giratoire au croisement de la RD 63, des rues Cros de Boyer et Simone Veil et de l'avenue de la Mirandole à Six-Fours-les-Plages, composé de l'acte d'engagement ci-joint, avec le groupement composé des sociétés suivantes :

- Colas France territoire sud est (mandataire), dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia, 75015 Paris, l'agence qui réalisera les travaux est domiciliée : 173 avenue de Bruxelles - 83507 La Seyne-sur-Mer.
- co-traitant : SNTH, domicilié 272 chemin Antoine Hermitte - 83190 Ollioules.

Le montant du marché est de 1 379 554, 40 € HT soit 1 655 465,28 € TTC.
La durée du marché court de sa date de notification, pour toute la durée des travaux et jusqu'à la fin de toute obligation en découlant (période de garantie incluse).

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1103312-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

SST/DIM/
EA

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G79

OBJET : MARCHE RELATIF AUX MISSIONS DE RECONNAISSANCES ET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET GEOTECHNIQUES SUR LES VOIRIES DEPARTEMENTALES ET LES SITES DE LA COMPETENCE DU DEPARTEMENT DU VAR - DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A PASSER, EXECUTER, REGLER ET RESILIER LE CAS ECHEANT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, Mme Martine ARENAS, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la commande publique, et notamment l'article L. 2123-1. R. 2123-1.1 °, art. R. 2123-4. et R. 2123-5. du CCP,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 relative à la délégation de certaines attributions du Conseil départemental au Président du Conseil départemental, complétée par délibération n°A7 du 7 février 2023 et modifiée par délibération n°A10 du 6 novembre 2023,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A 24 du 14 décembre 2021 relative au lissage et à la fusion des autorisations de programme et d'engagement dans le cadre du passage à la M57 et de l'évolution de l'application de gestion financière,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 1er février 2022, portant adoption du nouveau règlement budgétaire et financier,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A38 du 24 mai 2022 relative à la revalorisation de l'autorisation de programme concernant les travaux d'aménagement du réseau routier,
Vu le procès verbal de la commission d'appels d'offre du 26 mars 2025,
Vu l'acte d'engagement annexé,
Vu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à passer, exécuter, régler et résilier le cas échéant le marché n° 20241589 relatif aux missions de reconnaissances et d'études géologiques et géotechniques, sur les voiries départementales et les sites de la compétence du Département du Var, avec la société ABO-ERG GEOTECHNIQUE SAS 243 avenue de Bruxelles 83500 La Seyne-sur-Mer,

pour un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 854 895,00 € HT soit 1 025 874,00 € TTC maximum pour une durée de 4 ans maximum (sur reconduction expresse).

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1103319-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

SST/DIM/
IG

LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 28 avril 2025

N° : G80

OBJET : ADHESION A L'ASSOCIATION "RESEAU VELO ET MARCHE" A PARIS ET DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU DEPARTEMENT

La séance du 28 avril 2025 s'est tenue à 10h30 à Toulon, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, Mme Christine AMRANE, M. Stéphane ARNAUD, M. Bruno AYCARD, Mme Véronique BACCINO, M. Robert BENEVENTI, Mme Véronique BERNARDINI, M. Laurent BONNET, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, M. Guillaume DECARD, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Manon FORTIAS, Mme Vesselina GARELLO, Mme Nathalie JANET, M. Dominique LAIN, Mme Chantal LASSOUTANIE, M. Marc LAURIOL, Mme Françoise LEGRAIEN, Mme Véronique LENOIR, M. Philippe LEONELLI, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, Mme Laetitia QUILICI, M. Louis REYNIER, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Josée MASSI à M. Christophe MORENO, Mme Sonia LAUVARD à M. Christophe CHIOCCA, M. Michel BONNUS à M. Jean-Louis MASSON, Mme Françoise DUMONT à M. Guillaume DECARD, Mme Nathalie BICAIS à M. Joseph MULE, M. Jean-Martin GUISIANO à Mme Marie-Laure PONCHON.

Déports/Sorties : Mme Martine ARENAS, Mme Andrée SAMAT.

Absents/Excusés : Mme Lydie ONTENIENTE, M. Ludovic PONTONE.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités dite loi LOM,
Vu le schéma national des véloroutes actualisé en 2023,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégation à la Commission permanente,
Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 7 février 2023 portant adoption du plan vélo départemental pour la période 2023-2027,
Vu le barème de la contribution annuelle 2025 des collectivités territoriales et leurs groupements adhérents au réseau vélo et marche,
Vu le rapport du Président,
Considérant la fusion entre l'association "Vélo et territoires" et "club des villes et territoires cyclables et marchables" en une seule association : "réseau vélo et marche" créée le 1er janvier 2025,
Considérant que cette association a pour objet de mener toute action en faveur du développement du vélo, et qu'à ce titre, il est intéressant pour le Département d'y adhérer dans le cadre du plan vélo départemental,

Considérant l'avis de la commission développement durable, mobilités douces et performance énergétique du 10 avril 2025
Considérant l'information à la commission mobilités et infrastructures routières (hors métropole) du 10 avril 2025
Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'adhérer à l'association "Réseau vélo et marche", dont le siège est situé, 33 rue du Faubourg Montmartre 75009 Paris, et de verser la cotisation annuelle correspondante d'un montant de 6 000 €,

L'adhésion du Département porte sur une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction pour une même durée.

- d'approuver les conditions générales d'adhésion ci-annexées,

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette adhésion,

- de ne pas procéder au vote à bulletins secrets et de désigner, pour représenter le Conseil départemental au sein de l'association "Réseau vélo et marche" :

- Mme Andrée SAMAT, titulaire
- Mme Martine ARENAS, suppléante.

La dépense est inscrite au budget départemental section fonctionnement.

Adopté à l'unanimité.

Non participation au vote et sortie de la salle :	Mme Martine ARENAS, Mme Andrée SAMAT.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 30 avril 2025
Référence technique : 083-228300018-20250428-lmc1102992-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 02/05/2025

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 02/05/2025

ASSOCIATION RÉSEAU VÉLO ET MARCHE

STATUTS

PREAMBULE :

*Vélo & Territoires et Le Club des villes et territoires cyclables et marchables** fusionnent pour créer une nouvelle association, le Réseau vélo et marche, qui devient le réseau unique dont la **vocation** est de r**eprésenter, fédérer et amplifier la voix des collectivités territoriales engagées pour le développement du vélo et de la marche.**

Les **missions** du Réseau vélo et marche sont de permettre à tous ses adhérents, dans toutes leurs diversités, de :

- **Partager** leurs réflexions et d'échanger leurs bonnes pratiques ;
- **Disposer** des clés et des outils pour convaincre, sensibiliser, mettre en œuvre et évaluer leurs politiques de modes actifs ;
- **S'unir pour peser** davantage sur les décisions politiques aux niveaux national et européen ;
- **Faire campagne ensemble** pour mieux se faire entendre et parler d'une seule voix.

Le Réseau vélo et marche recherche ainsi à favoriser le développement massif, rapide et durable du vélo et de la marche en France, véritables solutions pour réduire les émissions de GES, pour tendre vers des territoires apaisés, pour favoriser leur développement économique, pour améliorer la santé des citoyens… au service des habitants et acteurs du territoire.

Pour atteindre ses objectifs et mener à bien ses missions, le Réseau vélo et marche ambitionne de :

- **Représenter et faire entendre la voix de ses adhérents**, dans tous les territoires, dans toute leur diversité géographique, politique, économique et sociologique, mobilisés pour le développement des mobilités actives ;
- **Créer un réflexe Réseau vélo et marche** chez toutes les collectivités et les partenaires qui œuvrent au développement des modes actifs et des territoires ;
- **Faire la démonstration des impacts positifs des modes actifs** pour l'économie, la santé, le climat… pour améliorer la qualité de vie et se diriger vers des territoires plus apaisés et résilients ;

- **Être reconnu comme l'interlocuteur de référence** sur la marche et le vélo, crédible et légitime pour faire comprendre la pertinence des modes actifs et faire évoluer leur image dans le débat public.

La réussite du projet associatif du Réseau vélo et marche s'appuie sur la convergence des forces des deux associations et la capacité à :

- **Faire du Réseau vélo et marche le cœur** battant des réflexions et des politiques cyclables et marchables en France ;
- **Unir** les expertises et les compétences des deux associations ;
- **Animer** le réseau unique de plusieurs centaines d'adhérents ;
- **Influer** sur les décisions au plus haut niveau en France et en Europe ;
- **Créer une caisse de résonnance** pour faire entendre les sujets et les combats des collectivités investies sur la marche et le vélo ;
- **Éclairer** la prise de décision et outiller la mise en œuvre des politiques cyclables et marchables.

***Vélo & Territoires :** *Créée en 1999 à l'initiative de onze départements, l'association s'est progressivement étoffée des régions puis des EPCI. Vingt-cinq ans plus tard, le réseau fédère plus de 230 adhérents mobilisés dans une dynamique collégiale pour construire la France à vélo en 2030. Vélo & Territoires est reconnue pour son rôle de coordonnateur du Schéma national des véloroutes et des EuroVelo en France ; sa compétence et sa production de données de référence ; ses événements nationaux rassembleurs des acteurs du vélo dans les collectivités (élus et techniciens) ; ses outils au service des territoires et leurs partenaires ; son action pionnière sur le développement du tourisme à vélo, ainsi que sur quelques sujets phares (intermodalité, aménagements et politiques cyclables, …) par et au service des collectivités.*

****Le Club des villes et territoires cyclables et marchables :** *Le vélo dans les politiques publiques de déplacements est embryonnaire en France lorsque dix communes décident de bâtir un réseau de villes cyclables. 35 ans plus tard, le Club, devenu **Club des villes et territoires cyclables et marchables (CVTCM) fédère plus de 250 collectivités** de toutes tailles (villes, établissements publics de coopération intercommunale - EPCI, départements, régions, syndicats de transport) et de toutes couleurs politiques. Il est présent dans les 13 régions métropolitaines, ainsi que dans 3 territoires d'Outre-Mer (Mayotte, La Réunion, et la Guyane). La diversité des territoires représentés constitue la richesse du réseau et nourrit les propositions portées auprès des pouvoirs publics. Depuis 2012, le CVTCM anime un Club de parlementaires engagés pour le développement des modes actifs, le Club des élus nationaux pour le vélo.*

Le présent préambule fait partie intégrante des statuts.

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1ER : FORME ET DENOMINATION

Il est constitué entre les adhérents(e)s aux présents statuts et ceux qui y adhèreront, une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour dénomination :

……

ARTICLE 2 : DUREE

L'Association est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 3 : OBJET

L'Association a pour objet de mener toutes actions en faveur des collectivités territoriales et partenaires pour agir dans l'intérêt général du développement des politiques cyclables et marchables, à savoir :

- Représenter et Coopérer,
- Fédérer et Animer,
- Accompagner et Inspirer,
- Produire et Démontrer.

Pour atteindre ces objectifs, l'Association remplit les missions suivantes :

a) Représenter les adhérents auprès des instances nationales, des partenaires, acteurs publics et privés ;
b) Influencer dans une démarche proactive ;
c) Soutenir les intérêts des collectivités, des élus engagés sur la mobilité et les coopérations stratégiques dans le développement du vélo et des mobilités actives ;
d) Animer le réseau dans toutes ses dimensions territoriales et strates institutionnelles ;
e) Amplifier la représentation ;
f) Former et informer ;
g) Accompagner les acteurs publics dans leurs projets, évolutions et réflexions ;
h) Contribuer à la valorisation des expériences et l'essaimage ;
i) Porter la transition des territoires dans un environnement réglementaire et sécurisé ;
j) Observer, collecter et agréger les données du secteur du vélo et de la marche
k) Anticiper les évolutions du secteur et disposer de contenus (flux, cartes, data, enquêtes …) au service des adhérents et partenaires

Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement, le but poursuivi par l'Association.

ARTICLE 4 : SIEGE

Son siège social est situé 33 Rue du Faubourg Montmartre – 75 009 PARIS

Il pourra être transféré en tout autre endroit par décision du Conseil d'Administration ratifiée par l'Assemblée Générale.

TITRE II - MEMBRES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 5 : MEMBRES

L'Association se compose :

- de membres actifs qui sont les collectivités territoriales et leurs groupements regroupés en 4 collèges :
-
    - le collège des Régions,
    - le collège des Départements,
    - le collège des Groupements de collectivités (EPCI, métropoles, …),
    - le collège des communes.

- de membres associés qui sont les partenaires de l'association mobilisés pour le développement du vélo et de la marche et qui par leurs actions contribuent à la structuration des politiques et filières vélo et au développement des mobilités actives.

  Ils sont associés aux travaux de l'association et pourront ponctuellement être invités lors de réunions des instances de l'association sans voix délibérative.

- de membres d'honneur proposés par le Conseil d'Administration et acceptés par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 6 : COTISATIONS

Les membres de l'association contribuent à la vie de l'association par le versement d'une cotisation annuelle dont le montant est proposé par le Conseil d'Administration et validé par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 7 : ADMISSIONS

Toute demande nouvelle d'adhésion à l'Association est adressée aux Coprésidentes / Coprésidents par écrit et transmise au Conseil d'Administration qui statue sur cette admission sans avoir à justifier sa décision.

ARTICLE 8 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRES

La qualité de membre se perd :

- par retrait ou démission,
- pour non-paiement de la cotisation annuelle,
- par exclusion prononcée par le Conseil d'Administration pour un motifs grave, le membre ayant été invité à présenter sa défense.

TITRE II - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 9 : INSTANCES DE L'ASSOCIATION

Les instances de l'Association se composent :

- de l'Assemblée Générale,
- du Conseil d'Administration,
- du Bureau.

ARTICLE 10 : ASSEMBLEE GENERALE

10.1 Composition et réunions de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale comprend tous les membres actifs de l'Association.

L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par les Coprésidentes / Coprésidents de l'Association ou sur la demande de la moitié de ses membres ayant voix délibérative.

Les convocations sont adressées 15 jours avant la réunion par courrier postal ou électronique. Elles mentionnent l'ordre du jour arrêté par les Coprésidentes / Coprésidents.

L'Assemblée Générale est présidée par les Coprésidentes / Coprésidents.

Pour siéger, l'Assemblée Générale doit comprendre au moins un quart de ses membres présents ou représentés.

Les Coprésidentes / Coprésidents peuvent décider de réunir l'Assemblée Générale à distance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification de ses membres et leur participation effective à une délibération collégiale.

10.2 Représentativité des membres en Assemblée Générale

Chaque membre désigne, au sein de son instance délibérante, un représentant personne physique pour siéger en Assemblée Générale à l'exception :

- des régions qui peuvent désigner trois représentants maximum,

- des départements, des Métropoles et des Groupements de collectivités dont la population dépasse 200 000 habitants INSEE qui peuvent désignent deux représentants maximum.

10.3 Attributions de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale :

- approuve le rapport moral des Coprésidentes / Coprésidents sur l'activité de l'exercice écoulé ainsi que l'évolution prévisible,

- approuve le rapport sur la situation financière de l'Association établi par le Trésorier,

- approuve les comptes de l'exercice clos,

- définit les orientations générales de l'Association,

- fixe le montant des cotisations proposé par le Conseil d'Administration,

- élit les membres du Conseil d'Administration.

10.4 Droits de votre et décision de l'Assemblée Générale

En assemblée générale, chaque membre actif dispose d'une voix, à l'exception :

- des Régions qui disposent de trois voix,

- des Départements, des Métropoles et des Groupements de collectivités de plus de 200 000 habitants INSEE qui disposent de deux voix.

En cas d'absence, un représentant d'un membre peut donner pouvoir à un autre représentant, étant précisé qu'un représentant ne peut détenir plus de deux pouvoirs.

Les décisions sont prises à la majorité simple.

ARTICLE 11 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

11.1 Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se compose de 40 membres minimum et 50 maximum dont :

- 4 représentants du Collège des Régions ou de leur syndicat (6 maximum),
- 12 représentants du Collège des Départements ou de leur syndicat (14 maximum),
- 15 représentants du Collège des Groupements de collectivités (18 au maximum), ou de leur syndicat groupements
- 10 représentants du Collège des communes minimum et 12 maximum,

Les administrateurs sont élus pour une durée de 6 ans par l'Assemblée Générale et sont rééligibles.

Lors de l'élection des administrateurs, l'Assemblée Générale veillera autant que faire se peut :

- à assurer une représentativité équilibrée des 4 collèges de membres,
- à la parité,
- à refléter la diversité des territoires et des courants politiques,
- ainsi qu'une répartition géographique équilibrée des membres de l'Association.

Pour le cas où lors de l'élection du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale ne pourrait, faute de candidats, désigner des administrateurs en nombre suffisant, le Conseil d'Administration pourra tout de même régulièrement se tenir.

Une prochaine Assemblée Générale pourra procéder à une élection complémentaire pour désigner les administrateurs manquants étant précisé que lesdits administrateurs seront désignés pour la durée de mandat restante.

11.2 Réunion du Conseil d'Administration et droit de vote

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation des Coprésidentes / Coprésidents, chaque fois que ceux-ci le jugent utiles et au moins trois fois par ans ou si la réunion est demandée par le tiers des membres du conseil en exercice.

Les convocations sont adressées au plus tard 15 jours avant la réunion par courrier postal ou électronique. Elles mentionnent l'ordre du jour arrêté par les Coprésidentes / Coprésidents.

Le Conseil d'Administration peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

En Conseil d'Administration, chaque administrateur dispose d'une voix.

Un membre empêché peut se faire représenter un autre membre du Conseil d'Administration auquel il donne pouvoir étant précisé qu'un membre ne peut détenir qu'un pouvoir.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Les Coprésidentes / Coprésidents peuvent décider de réunir le Conseil d'Administration à distance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification de ses membres et leur participation effective à une délibération collégiale.

11.3 Attributions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'Association dans les limites de son objet et sous réserve des pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale par les présents statuts.

Il arrête les comptes de l'Association.

Il élit les membres du Bureau.

Il peut octroyer des délégations au Bureau et/ou aux Coprésidentes / Coprésidents.

11.4 Fin anticipée du mandat d'administrateur et remplacement

Le mandat d'administrateur prend fin de manière anticipée :

- en cas de décès,
- en cas de démission,
- en cas de perte ou de retrait du mandat du membre de l'Association qu'il représente.

En cas de fin anticipée du mandat, l'instance dirigeante la plus proche (Assemblée Générale ou Conseil d'Administration) peut procéder à son remplacement dans le cadre d'une élection ou d'une cooptation pour la durée de mandat restante.

Pour le cas où l'administrateur dont le mandat prend fin de manière anticipée était également membre du Bureau, et après son remplacement ou sa cooptation, le Conseil d'Administration procédera dans le cadre d'une nouvelle élection à son remplacement au bureau.

ARTICLE 12 : BUREAU

12.1 Composition du Bureau

Le Conseil d'Administration élit le Bureau de l'Association qui est composé de :

- Deux Coprésidentes / Coprésidents,
- Un Trésorier, un Trésorier Adjoint,
- Un Secrétaire, un Secrétaire adjoint,
- 14 Vice-Présidents.

La composition du Bureau devra être égalitaire entre :

- d'une part les représentants des collèges des Régions et des Départements,
- et d'autre part entre les collèges des groupements de collectivités et des communes.

Le Conseil d'Administration veillera également lors de l'élection et autant que faire se peut :

- à la parité,
- à refléter la diversité des territoires et des courants politiques,
- ainsi qu'une répartition géographique équilibrée des membres de l'Association.

12.2 Réunions du Bureau et droits de vote

Le Bureau se réunit sur convocation des Coprésidentes / Coprésidents, chaque fois que ceux-ci le jugent utiles.

Les convocations sont adressées 8 jours avant la réunion par courrier postal ou électronique.

Elles mentionnent l'ordre du jour arrêté par les Coprésidentes / Coprésidents.

Le Bureau peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

En Bureau, chaque membre dispose d'une voix.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Les Coprésidentes / Coprésidents peuvent décider de réunir le Bureau à distance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification de ses membres et leur participation effective à une délibération collégiale.

12.3 Attributions du Bureau

Le Bureau assure la gestion courante de l'Association.

Il peut recevoir des délégations du Conseil d'Administration.

12.4 Attributions des Coprésidentes / Coprésidents, du Trésorier et du Secrétaire

Attributions des Coprésidentes / Coprésidents

Les deux Coprésidentes /Coprésidents assurent le respect des présents statuts. Ils prennent conjointement les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de l'association. Ils préparent les ordres du jour des séances des assemblées générales, des conseils d'administration et des Bureaux.

Ils suivent l'application des décisions prises par ces derniers.

Ils représentent l'association dans tous les actes de la vie civile.

Ils ont notamment qualité pour :

- faire ouvrir au nom de l'association, sous leur signature et celle du Trésorier, tous les comptes bancaires ou postaux,
- ester en justice,
- consentir toute transaction et signer tout contrat y afférent,
- prendre tous les engagements financiers à l'égard des tiers dans la limite des inscriptions budgétaires annuelles ou, à défaut, en requérant l'accord du conseil d'administration.
- déléguer partie de leurs attributions et pouvoir à tout membre du Bureau.

Ils peuvent établir des délégations à la(aux) Directrice(s) / au(x) Directeur(s) de l'association.

Des délégations de signature peuvent être établies entre Coprésidentes / Coprésidents.

En cas d'empêchement de l'un ou l'une des deux Coprésidentes / Coprésidents, l'autre assure la suppléance.

Attributions du Trésorier

Le Trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'association.

Il procède ou fait procéder au paiement des sommes dues.

Il établit un rapport annuel sur la situation financière de l'association et le présente en assemblée générale annuelle.

Il peut donner délégation aux Coprésidentes / Coprésidents et/ou à la(aux) Directrice(s) / au(x) Directeur(s).

En cas d'empêchement, il est suppléé par le Trésorier adjoint.

Attributions du secrétaire

Le Secrétaire est chargé de la tenue des registres de l'association, de la rédaction des procès-verbaux des assemblées et des conseils d'administration qu'il signe afin de les certifier conformes.

En cas d'empêchement, il est suppléé par le secrétaire adjoint.

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 : RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent :

- les cotisations annuelles des membres de l'association,
- les subventions publiques et fonds européens, redevances provenant de biens, produits et services rendus par l'association ;
- les redevances, des dons et legs et des participations de tous les organismes intéressés ainsi que des personnes privées ;
- les revenus des biens ou valeurs qu'elle possède ;
- les ventes de produits et d'études ;
- les dons manuels et aides privées que l'association peut recevoir ;
- et toute autre ressource non interdite par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale siégeant en session extraordinaire et comprenant un tiers au moins des membres à voix délibérative présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est convoquée, avec le même ordre du jour, au moins 15 jours après la première réunion.

Lors de cette seconde réunion, l'assemblée peut délibérer valablement quel que soit le nombre de présents.

Les modifications des statuts sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

ARTICLE 15 : DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

L'assemblée générale est seule compétente pour prononcer la dissolution de l'association et statuer sur la dévolution de ses biens.

Elle délibère et adopte ces résolutions dans les mêmes conditions que précisées à l'Article 14 des présents statuts.

En cas de dissolution de l'association pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateur(s) chargé(s) des opérations de liquidation.

Lors de la clôture de la liquidation, l'assemblée générale se prononce sur la dévolution de l'actif net.

ARTICLE 17 : REGLEMENT INTERIEUR

Le Conseil d'Administration pourra adopter un règlement intérieur permettant de compléter les présents statuts en ce qui concerne le fonctionnement de l'Association.

PARTOUT, POUR TOUS,
LE VAR ACTEUR DE VOTRE QUOTIDIEN

LE DÉPARTEMENT

390, avenue des lices • CS 41303 • 83076 Toulon cedex